

**NATIONS**



**UNIES**

**RAPPORT**  
**DU**  
**CONSEIL DE TUTELLE**

**pour la période du 22 juillet 1953 au 16 juillet 1954**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : NEUVIEME SESSION**

**SUPPLEMENT No 4 (A/2680)**

**( 336 p. )**

**NEW-YORK, 1954**

8.7  
Rep.

**NATIONS UNIES**

**RAPPORT**  
**DU**  
**CONSEIL DE TUTELLE**

**pour la période du 22 juillet 1953 au 16 juillet 1954**



**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : NEUVIEME SESSION**

**SUPPLEMENT No 4 (A/2680)**

***New-York, 1954***



#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

# TABLE DES MATIERES

## Première partie

### Organisation et activités du Conseil

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
I. — ORGANISATION DU CONSEIL	
1. Composition .....	1
2. Bureau .....	1
3. Sessions et séances .....	1
4. Méthodes de travail .....	2
5. Relations avec le Conseil économique et social et les institutions spécialisées .....	2
II. — EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS	
1. Introduction .....	3
2. Tanganyika .....	3
3. Ruanda-Urundi .....	3
4. Somalie sous administration italienne .....	4
5. Cameroun sous administration britannique .....	4
6. Cameroun sous administration française .....	4
7. Togo sous administration britannique .....	4
8. Togo sous administration française .....	4
9. Samoa-Occidental .....	4
10. Nouvelle-Guinée .....	5
11. Nauru .....	5
12. Iles du Pacifique .....	5
III. — EXAMEN DES PÉTITIONS	
1. Introduction .....	6
2. Pétitions relatives au Tanganyika .....	7
3. Pétitions relatives au Ruanda-Urundi .....	7
4. Pétitions relatives à la Somalie sous administration italienne .....	8
5. Pétitions relatives au Cameroun sous administration britannique .....	12
6. Pétitions relatives au Cameroun sous administration britannique et au Cameroun sous administration française .....	12
7. Pétitions relatives au Cameroun sous administration française .....	12
8. Pétitions relatives au Togo sous administration britannique .....	23
9. Pétitions relatives au Togo sous administration britannique et au Togo sous administration française .....	25
10. Pétitions relatives au Togo sous administration française .....	25
11. Pétitions relatives à la Nouvelle-Guinée .....	27
12. Pétitions relatives à Nauru .....	27
13. Pétitions relatives au Territoire sous tutelle des îles du Pacifique .....	27
14. Pétitions relatives aux Territoires sous tutelle en général .....	27
IV. — VISITES DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE	
1. Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1952) .....	29
2. Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orien- tale (1954) .....	29
V. — QUESTIONS RENVOYÉES AU CONSEIL PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	
1. Unions administratives concernant les Territoires sous tutelle .....	30
2. Développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle .....	30
3. Question de l'unification du Togo .....	31
4. Participation des autochtones des Territoires sous tutelle aux travaux du Conseil de tutelle .....	31

5. Diffusion dans les Territoires sous tutelle d'informations sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle....	31
6. Développement de l'instruction dans les Territoires sous tutelle: offres de bourses d'études et de perfectionnement faites par les Etats Membres .....	32
7. Rapport du Conseil de tutelle.....	33
8. Audition de pétitionnaires du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française.....	33
9. Accession des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance .....	34
10. Pétitions de la collectivité du Ngoa-Ekélé (Cameroun sous administration française) concernant le règlement de la question soulevée par sa plainte au sujet de ses terres.....	35
11. Contrôle et réduction de la documentation.....	35
12. Revision du questionnaire relatif aux Territoires sous tutelle.....	35

## Deuxième partie

### La situation dans les Territoires sous tutelle

I. — TANGANYIKA	
I. Généralités .....	37
II. Progrès politique.....	42
III. Progrès économique .....	54
IV. Progrès social.....	63
V. Progrès de l'enseignement .....	71
II. — RUANDA-URUNDI	
I. Généralités .....	78
II. Progrès politique .....	79
III. Progrès économique .....	86
IV. Progrès social.....	91
V. Progrès de l'enseignement.....	96
III. — SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE	
I. Généralités .....	100
II. Progrès politique.....	103
III. Progrès économique .....	112
IV. Progrès social.....	121
V. Progrès de l'enseignement.....	124
IV. — CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE	
I. Généralités .....	129
II. Progrès politique.....	130
III. Progrès économique .....	138
IV. Progrès social.....	147
V. Progrès de l'enseignement .....	152
V. — CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE	
I. Généralités .....	158
II. Progrès politique.....	160
III. Progrès économique .....	171
IV. Progrès social.....	179
V. Progrès de l'enseignement .....	186
VI. — TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE	
I. Généralités .....	191
II. Progrès politique.....	191
III. Progrès économique .....	202
IV. Progrès social.....	210
V. Progrès de l'enseignement .....	213

## VII. — TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

I. Généralités .....	218
II. Progrès politique.....	218
III. Progrès économique .....	227
IV. Progrès social.....	231
V. Progrès de l'enseignement .....	235

## VIII. — SAMOA-OCCIDENTAL

I. Généralités .....	240
II. Progrès politique.....	240
III. Progrès économique .....	246
IV. Progrès social.....	251
V. Progrès de l'enseignement .....	254

## IX. — NOUVELLE-GUINÉE

I. Généralités .....	258
II. Progrès politique.....	258
III. Progrès économique .....	266
IV. Progrès social.....	272
V. Progrès de l'enseignement .....	276

## X. — NAURU

I. Généralités .....	280
II. Progrès politique.....	282
III. Progrès économique .....	286
IV. Progrès social.....	290
V. Progrès de l'enseignement .....	293

*Troisième partie***Accession des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance**

I. Généralités .....	295
II. Mesures tendant à conduire les Territoires sous tutelle au stade de l'autonomie ou de l'indépendance.....	296

**Liste des cartes**

1. Territoires sous tutelle.....	317
2. Territoire sous tutelle du Tanganyika (sous administration britannique).....	318
3. Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi (sous administration belge).....	319
4. Territoire sous tutelle de la Somalie (sous administration italienne).....	320
5. Territoires sous tutelle du Cameroun (sous administration britannique et sous administration française).....	321
6. Territoires sous tutelle du Togo (sous administration britannique et sous administration française).....	322
7. Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental (sous administration néo-zélandaise) .....	323
8. Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée (sous administration australienne)	324
9. Territoire sous tutelle de Nauru (sous administration australienne, au nom de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni).....	325
10. Territoire sous tutelle des îles du Pacifique (sous administration des Etats-Unis) .....	326



# Première partie

## ORGANISATION ET ACTIVITES DU CONSEIL

### Chapitre premier

#### ORGANISATION DU CONSEIL

##### 1. — Composition

Au cours de la période considérée dans le présent rapport, les sièges de deux membres élus du Conseil sont devenus vacants : à sa huitième session, l'Assemblée générale a élu Haïti et l'Inde en remplacement de la République Dominicaine et de la Thaïlande, dont le mandat venait à expiration le 31 décembre 1953. En conséquence, la composition du Conseil à ses treizième et quatorzième sessions a été la suivante :

*Etats Membres administrant des Territoires sous tutelle :*

Australie,  
Belgique,  
Etats-Unis d'Amérique,  
France,  
Nouvelle-Zélande,  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Etats Membres nommément désignés à l'Article 23 de la Charte et n'administrant aucun Territoire sous tutelle :*

Chine,  
Union des Républiques socialistes soviétiques.

*Etats Membres élus par l'Assemblée générale :*

	<i>Date d'expiration du mandat</i>
Salvador .....	31 décembre 1955
Syrie .....	31 décembre 1955
Haïti .....	31 décembre 1956
Inde .....	31 décembre 1956

L'Italie, en tant qu'Autorité chargée de l'administration de la Somalie sous administration italienne, a été représentée aux treizième et quatorzième sessions du Conseil ; la Colombie, l'Egypte et les Philippines, en tant que membres du Conseil consultatif pour la Somalie, ont été représentées aux séances de la quatorzième session consacrées à l'examen de la situation de ce territoire.

Les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation mondiale de la santé ont participé aux travaux du Conseil toutes les fois que cela a été nécessaire.

Les Gouvernements de plusieurs Etats Membres, dont l'Argentine et le Brésil, ont chargé des représentants qualifiés de leur délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies de suivre les travaux des treizième et quatorzième sessions du Conseil. A

l'unanimité, le Conseil a pris acte avec satisfaction de cette décision qui témoigne de l'intérêt porté à ses travaux.

##### 2. — Bureau

M. L. K. Munro (Nouvelle-Zélande) et M. M. R. Urquía (Salvador), qui avaient été élus respectivement Président et Vice-Président au début de la douzième session du Conseil, sont restés en fonction jusqu'à la séance d'ouverture de la quatorzième session, le 2 juin 1954, date à laquelle M. M. R. Urquía (Salvador) et M. L. Pignon (France) ont été élus Président et Vice-Président, respectivement.

##### 3. — Sessions et séances

Pendant la période considérée dans le présent rapport, le Conseil et ses organes subsidiaires ont tenu les sessions et les séances indiquées ci-après :

###### CONSEIL DE TUTELLE

Treizième session (484ème à 525ème séances), tenue au Siège, à New-York, du 28 janvier au 25 mars 1954.

Quatorzième session (526ème à 562ème séances), tenue au Siège, à New-York, du 2 juin au 16 juillet 1954.

###### COMITÉ PERMANENT DES UNIONS ADMINISTRATIVES

45ème séance à 55ème séance, tenues au Siège, à New-York, du 2 février au 7 juillet 1954.

###### COMITÉ PERMANENT DES PÉTITIONS

97ème séance à 200ème séance, tenues au Siège, à New-York, du 25 septembre 1953 au 14 juillet 1954.

###### COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE RURALE DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

13ème séance, tenue au Siège, à New-York, le 9 juillet 1954.

###### COMITÉ DE LA PARTICIPATION DES AUTOCHTONES DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE AUX TRAVAUX DU CON- SEIL DE TUTELLE

1ère séance à 6ème séance, tenues au Siège, à New-York, du 2 février au 17 mars 1954.

###### COMITÉ DU CONTRÔLE ET DE LA RÉDUCTION DES DOCUMENTS

1ère et 2ème séances, tenues au Siège, à New-York, les 8 et 21 juin 1954.

#### 4. — Méthodes de travail

Par sa résolution 467 (XI) du 22 juillet 1952 relative aux méthodes de travail, le Conseil de tutelle avait adopté à titre provisoire des amendements à certains articles de son règlement intérieur qui ont trait aux pétitions et avait invité le Comité permanent des pétitions à lui rendre compte, à sa douzième session, de l'efficacité des nouveaux articles. A sa douzième session, le Conseil a décidé de prolonger jusqu'à sa treizième session les délais fixés pour la préparation de ce rapport afin de pouvoir juger sur une plus longue période de l'effet des nouveaux articles<sup>1</sup>.

Cependant, le Comité permanent des pétitions a indiqué dans son rapport à la treizième session du Conseil<sup>2</sup> qu'à toutes ces réunions, il s'était consacré exclusivement à l'examen des pétitions et ne pourrait donc présenter un rapport au sujet des méthodes de travail. En conséquence, il a proposé au Conseil de renvoyer la question à la quatorzième session. A sa 519ème séance, le Conseil a donc renvoyé la question à sa quatorzième session.

A la quatorzième session du Conseil, le Comité permanent des pétitions a présenté un rapport<sup>3</sup> sur l'efficacité des nouveaux articles du règlement intérieur relatifs aux pétitions. Il a recommandé d'apporter aux articles 86 et 90 des amendements aux termes desquels des observations écrites complètes et précises sur les pétitions auxquelles s'applique la procédure établie seraient transmises par l'Autorité administrante intéressée dans les trois mois qui suivraient la date de leur réception par l'Autorité administrante, et le Comité permanent des pétitions se réunirait aussi souvent qu'il serait nécessaire, en fonction du volume de son travail. Au sujet des pétitions concernant des problèmes généraux, qui sont distribuées aux membres du Conseil en vertu du paragraphe 2 de l'article 85 du règlement intérieur du Conseil, le Comité permanent a proposé que les renseignements contenus dans ces pétitions soient présentés d'une façon plus détaillée et sous une forme plus pratique. A cet effet, il a recommandé que le document de travail préparé par le Secrétariat sur la situation dans le Territoire intéressé, contienne une annexe énumérant, sous des rubriques correspondant à celles du document de travail, les problèmes soulevés dans les pétitions ainsi que les questions générales posées dans les communications.

A sa 528ème séance, le Conseil a examiné le rapport du Comité permanent et adopté une résolution<sup>4</sup> dans laquelle il a approuvé les recommandations contenues dans le rapport et adopté les amendements proposés par le Comité pour les articles 86 et 90 du règlement intérieur du Conseil.

A la même séance, le Conseil a adopté en outre une résolution<sup>5</sup> concernant la présentation de renseigne-

ments supplémentaires pour l'examen des rapports annuels. Dans cette résolution, il a estimé que sa tâche serait facilitée si les Autorités administrantes lui présentaient, environ un mois à l'avance pour chacune des sessions en cause, des exposés écrits donnant un aperçu des événements et des faits les plus importants qui seraient intervenus dans les Territoires sous tutelle pendant la période intermédiaire et qui n'auraient pas encore fait l'objet d'un rapport au Conseil; il a invité les Autorités administrantes à étudier cette question.

A sa 548ème séance, après avoir étudié la résolution 789 (VIII) de l'Assemblée générale relative au contrôle et à la réduction de la documentation, le Conseil a approuvé un certain nombre de propositions que le Secrétaire général lui avait présentées au sujet des méthodes à suivre pour l'examen des rapports annuels sur l'administration des Territoires sous tutelle. Ces propositions sont exposées à la section 11 du chapitre V ci-après.

#### 5. — Relations avec le Conseil économique et social et les institutions spécialisées

Par sa résolution 504 (XVI) F du 23 juillet 1953, le Conseil économique et social avait invité l'Assemblée générale ou le Conseil de tutelle, selon le cas, en collaboration avec les gouvernements de tous les Etats qui administrent des territoires, y compris les Territoires sous tutelle et les territoires non autonomes, où les femmes ne jouissent pas de la plénitude des droits politiques, à prendre toutes les mesures nécessaires, notamment dans le domaine de l'éducation, pour assurer la reconnaissance des droits politiques de la femme dans ces territoires; en outre, il avait invité le Secrétaire général à rendre compte à la Commission de la condition de la femme des mesures qui auront été prises pour donner effet à la résolution. A sa 517ème séance, le Conseil a décidé de prendre acte de cette résolution.

L'UNESCO a présenté au Conseil des observations<sup>6</sup> concernant les parties des rapports annuels sur les Territoires sous tutelle du Tanganyika, du Ruanda-Urundi, du Cameroun sous administration française, du Togo sous administration britannique, du Togo sous administration française, du Samoa-Occidental, de la Nouvelle-Guinée et de Nauru, qui ont trait à des questions relevant de sa compétence. Elle a aussi fait tenir au Conseil, pour l'information de ses membres, des exemplaires de sa publication intitulée "Etudes à l'étranger" et de sa monographie sur l'enseignement de base intitulé "L'emploi des langues vernaculaires dans l'enseignement".

L'OMS a présenté au Conseil des observations<sup>7</sup> concernant les parties des rapports annuels sur les Territoires sous tutelle de la Somalie sous administration italienne, du Samoa-Occidental, de la Nouvelle-Guinée, de Nauru et des îles du Pacifique, qui avaient trait à des questions relevant de sa compétence.

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 4, document A/2427, p. 1 et 2.*

<sup>2</sup> T/L.432, par. 6.

<sup>3</sup> T/L.465.

<sup>4</sup> Résolution 998 (XIV).

<sup>5</sup> Résolution 997 (XIV).

<sup>6</sup> T/1091, 1124, 1125, 1126.

<sup>7</sup> T/1122.

## Chapitre II

### EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS

#### 1. — Introduction

Les décisions que le Conseil de tutelle a prises au cours de la période considérée à la suite de l'examen des rapports annuels sont indiquées dans les chapitres de la deuxième partie du présent document qui concernent les différents territoires. On trouvera également dans ces chapitres les décisions que le Conseil a prises au sujet de questions d'ordre général soulevées dans les pétitions, et, le cas échéant, les observations et conclusions des missions de visite. Le Conseil a décidé d'insérer les observations personnelles de ses membres à la suite des sections auxquelles elles se rapportent.

#### 2. — Tanganyika

Le Secrétaire général a reçu le 28 septembre 1953 le rapport du Gouvernement du Royaume-Uni sur l'administration du Tanganyika pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1952<sup>8</sup>. A sa 507ème séance, le Conseil a commencé l'examen de ce rapport et a entendu un exposé préliminaire présenté par M. A. J. Grattan-Bellew, représentant spécial de l'Autorité administrante. Le représentant spécial a répondu aux questions que les membres du Conseil lui ont posées aux 508ème, 509ème et 510ème séances. A ses 511ème, 512ème et 513ème séances, le Conseil a procédé à une discussion générale sur la situation dans le Territoire et, à sa 513ème séance, il a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de l'Australie, de la France, du Salvador et de la Syrie, de préparer un projet de chapitre sur ce territoire. A sa 524ème séance, le Conseil a approuvé, avec certaines modifications, les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction<sup>9</sup>. Le texte définitif du rapport<sup>10</sup> tel qu'il a été adopté à cette même séance, constitue le chapitre premier de la deuxième partie.

#### 3. — Ruanda-Urundi

Le Secrétaire général a reçu le 7 juillet 1953 le rapport du Gouvernement belge sur l'administration du Ruanda-Urundi pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1952<sup>11</sup>. A la 510ème séance, le Conseil a commencé l'examen de ce rapport et a entendu un exposé préliminaire présenté par M. Pierre Leroy, représentant spécial de l'Autorité administrante. Le représentant spécial a répondu aux questions que les membres du Conseil lui ont posées aux 511ème, 512ème, 514ème, 515ème et 516ème séances. A la 516ème séance, le Conseil a abordé la discussion générale sur la situation dans le Territoire; il l'a terminée à sa 518ème séance, au cours de laquelle il a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et du Salvador, de préparer un projet de chapitre sur ce territoire. A sa 525ème

séance, le Conseil a approuvé, avec certaines modifications, les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction<sup>12</sup>. Le texte définitif du rapport<sup>13</sup>, tel qu'il a été adopté à cette même séance, constitue le chapitre II de la deuxième partie.

#### 4. — Somalie sous administration italienne

Le Secrétaire général a reçu le 14 mai 1954 le rapport du Gouvernement italien sur l'administration de la Somalie pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1953<sup>14</sup>. A sa 528ème séance, le Conseil a commencé l'examen de ce rapport et du rapport de la délégation colombienne au Conseil consultatif pour la Somalie<sup>15</sup>. A cette même séance, des déclarations ont été faites par le représentant de l'Italie, par M. Enrico Martino, Administrateur du Territoire, et par le représentant de la Colombie au Conseil consultatif. A sa 529ème séance, le Conseil a entendu une déclaration du représentant de l'Egypte, Président du Conseil consultatif, et, à sa 530ème séance, une déclaration commune d'Aden Abdullah Osman et d'Abdi Nur Mohamed Hussien, Vice-Présidents du Conseil territorial de la Somalie, parlant en qualité de pétitionnaires. M. Marcello Mochi, représentant spécial de l'Autorité administrante, a répondu aux questions que les membres du Conseil lui ont posées de la 529ème séance à la 533ème séance. A la 533ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire; cette discussion s'est terminée à la 535ème séance, au cours de laquelle le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Inde et de la Syrie, de préparer un projet de chapitre sur ce territoire. A sa 549ème séance, le Conseil a approuvé, avec certaines modifications, les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction<sup>16</sup>. A ses 549ème et 550ème séances, le Conseil a également adopté deux résolutions concernant, respectivement, la question de la frontière entre la Somalie sous administration italienne et l'Ethiopie et la question du financement des programmes de développement économique du Territoire sous tutelle<sup>17</sup>. Le texte définitif du rapport<sup>18</sup>, tel qu'il a été adopté à la 562ème séance, constitue le chapitre III de la deuxième partie.

#### 5. — Cameroun sous administration britannique

Le Secrétaire général a reçu le 20 janvier 1954 le rapport du Gouvernement du Royaume-Uni sur l'administration du Cameroun pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1952<sup>19</sup>. A sa 485ème séance, le Conseil a commencé l'examen de ce rapport, ainsi que du rap-

<sup>8</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/1083.

<sup>9</sup> T/L.451.

<sup>10</sup> T/L.419 et Add.1, L.451, L.455, L.456.

<sup>11</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/1081.

<sup>12</sup> T/L.452.

<sup>13</sup> T/L.420 et Add.1, L.452, L.457.

<sup>14</sup> T/1117.

<sup>15</sup> T/1116.

<sup>16</sup> T/L.483.

<sup>17</sup> Résolutions 1000 (XIV) et 1001 (XIV).

<sup>18</sup> T/L.471 et Add.1, L.483, L.495, L.497.

<sup>19</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/1090.



port de la Mission de visite <sup>20</sup> qui s'était rendue dans le Territoire en 1952, et a entendu des exposés préliminaires présentés par le représentant du Royaume-Uni et par le général E. J. Gibbons, représentant spécial de l'Autorité administrante. Le représentant spécial a répondu aux questions que les membres du Conseil lui ont posées de la 486ème à la 488ème séance. Le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire à la 488ème séance et l'a poursuivie aux 490ème et 491ème séances. A la 491ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Belgique, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Inde, de préparer un projet de chapitre sur ce territoire. Les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction <sup>21</sup> ont été approuvées par le Conseil à sa 503ème séance. Le texte définitif du rapport <sup>22</sup>, tel qu'il a été adopté à la 525ème séance, constitue le chapitre IV de la deuxième partie.

## 6. — Cameroun sous administration française

Le Secrétaire général a reçu le 28 août 1953 le rapport du Gouvernement français sur l'administration du Cameroun pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1952 <sup>23</sup>. A sa 488ème séance, le Conseil a commencé l'examen de ce rapport, ainsi que du rapport de la Mission de visite <sup>24</sup> qui s'était rendue dans le Territoire en 1952. A cette même séance, le Conseil a entendu un exposé préliminaire présenté par M. G. H. Becquey, représentant spécial de l'Autorité administrante. Le représentant spécial a répondu aux questions que les membres du Conseil lui ont posées de la 489ème séance à la 492ème séance. A sa 493ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire et l'a poursuivie jusqu'à sa 496ème séance. A cette dernière séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Salvador et de la Syrie, de préparer un projet de chapitre sur ce territoire. A ses 519ème et 520ème séances, le Conseil a approuvé avec certaines modifications les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction <sup>25</sup>. Le texte définitif du rapport <sup>26</sup>, tel qu'il a été adopté à la 525ème séance, constitue le chapitre V de la deuxième partie.

## 7. — Togo sous administration britannique

Le Secrétaire général a reçu le 6 novembre 1953 le rapport du Gouvernement du Royaume-Uni sur l'administration du Togo pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1952 <sup>27</sup>. A sa 493ème séance, le Conseil a commencé l'examen de ce rapport, ainsi que du rapport de la Mission de visite <sup>28</sup> qui s'était rendue dans le Territoire en 1952, et a entendu un exposé préliminaire de M. M. de N. Ensor, représentant spécial de l'Autorité administrante. Le représentant spécial a répondu aux questions que les membres du Conseil lui ont posées de la 494ème séance à la 498ème séance. A sa 499ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire; cette dis-

cussion s'est terminée à la 500ème séance, au cours de laquelle le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Belgique, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique et d'Haïti, de préparer un projet de chapitre sur ce territoire. A sa 520ème séance, le Conseil a approuvé, avec certaines modifications, les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction <sup>29</sup>. Le texte définitif du rapport <sup>30</sup>, tel qu'il a été adopté à la 525ème séance, constitue le chapitre VI de la deuxième partie.

## 8. — Togo sous administration française

Le Secrétaire général a reçu le 12 août 1953 le rapport du Gouvernement français sur l'administration du Togo pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1952 <sup>31</sup>. A sa 498ème séance, le Conseil a commencé l'examen de ce rapport, ainsi que du rapport de la Mission de visite <sup>32</sup> qui s'était rendue dans le Territoire en 1952, et a entendu un exposé préliminaire de M. Apedo Amah, représentant spécial de l'Autorité administrante. Le représentant spécial a ensuite répondu aux questions que les membres du Conseil lui ont posées de la 499ème séance à la 502ème séance. A cette dernière séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire et l'a poursuivie jusqu'à la 505ème séance, au cours de laquelle il a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Belgique, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique et d'Haïti, de préparer un projet de chapitre sur ce territoire. A sa 521ème séance, le Conseil a approuvé avec certaines modifications, les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction <sup>33</sup>. Le texte définitif du rapport <sup>34</sup>, tel qu'il a été adopté à cette séance, constitue le chapitre VII de la deuxième partie.

## 9. — Samoa-Occidental

Le Secrétaire général a reçu le 19 mai 1954 le rapport du Gouvernement néo-zélandais sur l'administration du Samoa-Occidental pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1953 <sup>35</sup>. A sa 542ème séance, le Conseil a commencé l'examen de ce rapport et a entendu un exposé préliminaire de M. P. K. Edmonds, représentant spécial de l'Autorité administrante. Le représentant spécial a répondu aux questions que les membres du Conseil lui ont posées de la 542ème séance à la 547ème séance. A cette dernière séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire et l'a poursuivie jusqu'à sa 551ème séance. A sa 549ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de l'Australie, de la Belgique, de l'Inde et de la Syrie, de préparer un projet de chapitre sur ce territoire. A sa 560ème séance, le Conseil a approuvé, avec certaines modifications, les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction <sup>36</sup>. Le texte définitif du rapport <sup>37</sup>, tel qu'il a été adopté à la 562ème séance, constitue le chapitre VIII de la deuxième partie.

<sup>20</sup> T/1042.

<sup>21</sup> T/L.418.

<sup>22</sup> T/L.404 et Add.1, L.418, L.424.

<sup>23</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/1091.

<sup>24</sup> T/1043.

<sup>25</sup> T/L.429.

<sup>26</sup> T/L.406 et Add.1 et 2, L.429, L.445, L.454.

<sup>27</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/1084.

<sup>28</sup> T/1040.

<sup>29</sup> T/L.421.

<sup>30</sup> T/L.407 et Add.1, L.421, L.450.

<sup>31</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/1080 et Add.1.

<sup>32</sup> T/1041.

<sup>33</sup> T/L.431.

<sup>34</sup> T/L.409 et Add.1, L.431, L.439.

<sup>35</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/1119.

<sup>36</sup> T/L.493.

<sup>37</sup> T/L.476 et Add.1, L.493, L.513.

## 10. — Nouvelle-Guinée

Le Secrétaire général a reçu le 2 avril 1954 le rapport du Gouvernement australien sur l'administration de la Nouvelle-Guinée pendant l'année qui a pris fin le 30 juin 1953<sup>38</sup>. A sa 537ème séance, le Conseil a commencé l'examen de ce rapport et a entendu un exposé préliminaire de M. J. H. Jones, représentant spécial de l'Autorité administrante. Le représentant spécial a répondu aux questions que les membres du Conseil lui ont posées de la 538ème séance à la 541ème séance. A sa 542ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire et l'a poursuivie à ses 544ème et 545ème séances. A la 545ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et du Salvador, de préparer un projet de chapitre sur ce territoire. A sa 559ème séance, le Conseil a approuvé, avec certaines modifications, les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction<sup>39</sup>. Le texte définitif du rapport<sup>40</sup>, tel qu'il a été adopté à la 562ème séance, constitue le chapitre IX de la deuxième partie.

## 11. — Nauru

Le Secrétaire général a reçu le 6 avril 1954 le rapport du Gouvernement australien sur l'administration de Nauru pendant l'année qui a pris fin le 30 juin 1953<sup>41</sup>. A sa 535ème séance, le Conseil a commencé l'examen

de ce rapport et a entendu un exposé préliminaire de M. J. H. Jones, représentant spécial de l'Autorité administrante. Le représentant spécial a répondu aux questions que les membres du Conseil lui ont posées de la 535ème séance à la 537ème séance. A sa 537ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire et l'a poursuivie jusqu'à sa 540ème séance. A cette dernière séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Belgique, de la Chine, de la France et du Salvador, de préparer un projet de chapitre sur ce territoire. A sa 560ème séance, le Conseil a approuvé, avec certaines modifications, les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction<sup>42</sup>. Le texte définitif du rapport<sup>43</sup>, tel qu'il a été adopté à la 562ème séance, constitue le chapitre X de la deuxième partie.

## 12. — Iles du Pacifique

Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 415ème séance, le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a examiné, à sa quatorzième session, le rapport du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique pendant l'année qui a pris fin le 30 juin 1953<sup>44</sup>. Il a adopté et transmis au Conseil de sécurité un rapport<sup>45</sup> sur l'exercice de ses fonctions en ce qui concerne cette zone stratégique.

<sup>38</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/1114.

<sup>39</sup> T/L.496.

<sup>40</sup> T/L.473 et Add.1, L.496, L.514.

<sup>41</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/1111.

<sup>42</sup> T/L.494.

<sup>43</sup> T/L.472 et Add.1, L.494, L.515.

<sup>44</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/1118.

<sup>45</sup> S/3272.

## Chapitre III

### EXAMEN DES PETITIONS

#### I. — Introduction

A l'ordre du jour de la treizième session du Conseil de tutelle figuraient 253 pétitions écrites. Pendant sa session, le Conseil a ajouté à son ordre du jour une pétition écrite et a accordé trois audiences qui ne se rattachaient pas aux pétitions écrites figurant à son ordre du jour.

Les trois audiences avaient trait à la question de l'unification du Togo. En outre, le Conseil a reçu une demande d'audience pour un exposé oral présenté à l'appui d'une pétition écrite. La demande, présentée par l'Union des populations du Cameroun, a été rejetée par le Conseil à sa 485<sup>ème</sup> séance. A sa douzième session, le Conseil avait décidé d'accorder les audiences demandées par l'Assemblée traditionnelle du peuple douala (Ngondo) et par l'Assemblée traditionnelle du peuple bamiléké (Kumzsé), mais de ne le faire qu'à sa treizième session. Cependant, aucune de ces deux organisations n'a envoyé de représentants à la treizième session du Conseil.

Sur les 254 pétitions écrites, 78 concernaient des problèmes généraux que le Conseil avait déjà été appelé à examiner et au sujet desquels il avait déjà pris des décisions ou formulé des recommandations; les 176 autres pétitions se rapportaient à des questions particulières.

A l'ordre du jour de la quatorzième session du Conseil figuraient 176 pétitions écrites. Pendant sa session, le Conseil a ajouté à son ordre du jour 6 pétitions écrites et a accordé une audience à propos de l'une d'elles. L'audience avait trait à la situation en Somalie sous administration italienne.

Toutes les pétitions ont fait l'objet d'un rapport du Comité permanent des pétitions qui, jusqu'à la fin de la treizième session du Conseil, était composé des représentants de l'Australie, de la Belgique, du Royaume-Uni, du Salvador, de la Syrie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. A sa treizième session (525<sup>ème</sup> séance), le Conseil a décidé que le Comité permanent serait composé des représentants de la Belgique, de la France, de l'Inde, du Royaume-Uni, de la Syrie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Dans ses cinquante-quatrième<sup>46</sup> et soixante-quinzième<sup>47</sup> rapports, qui concernaient l'un et l'autre les pétitions distribuées conformément au paragraphe 2 de l'article 85 du règlement intérieur du Conseil, le Comité permanent a recommandé notamment que les pétitions d'ordre général soient étudiées par le Conseil lors de l'examen du rapport annuel suivant sur les territoires intéressés ou lors de l'étude des points de l'ordre du jour qu'elles intéressent le plus directement. Le Conseil a approuvé ces deux rapports, le premier à sa 485<sup>ème</sup> séance (treizième session), le second à sa 527<sup>ème</sup> séance (quatorzième session). Ces deux rapports approuvés,

le Conseil a examiné 77 pétitions d'ordre général à sa treizième session et a renvoyé à sa quatorzième session l'examen de celle qui demeurait inscrite à son ordre du jour. De même, il a examiné à sa quatorzième session 26 pétitions d'ordre général et a renvoyé à sa quinzième session l'examen de 7 autres.

Sur les 176 pétitions écrites relatives à des questions particulières qui figuraient à l'ordre du jour de la treizième session du Conseil, 175 ont été renvoyées au Comité permanent qui les a examinées l'une après l'autre et a présenté, dans 17 rapports, des observations sur chacune d'elles. A la suite des recommandations que le Comité permanent a présentées dans son soixante-septième rapport<sup>48</sup>, le Conseil a décidé de supprimer une pétition<sup>49</sup> de son ordre du jour et de renvoyer à sa quatorzième session l'examen de 34 autres. Dans 22 cas, le renvoi a été motivé par le fait que l'Autorité administrante n'avait pas reçu les pétitions deux mois avant l'ouverture de la treizième session; dans un cas, la plainte du pétitionnaire faisait l'objet d'une enquête de la part de l'Autorité administrante intéressée; dans un autre, le pétitionnaire soulevait des questions abstraites et complexes que le Conseil n'a pas eu suffisamment le temps d'examiner à sa treizième session. L'examen des 10 pétitions qui restaient a été renvoyé parce que le Comité permanent n'avait pu présenter au Conseil de rapports à leur sujet avant la clôture de la treizième session.

A la treizième session, le Comité permanent a présenté un autre rapport<sup>50</sup> contenant des renseignements particuliers sur les mesures prises en exécution de résolutions adoptées par le Conseil au sujet de certaines pétitions; le Conseil a pris acte de ce rapport à sa 524<sup>ème</sup> séance.

Le Comité permanent a donc tenu cinquante-cinq séances avant et pendant la treizième session du Conseil, à laquelle il a présenté 20 rapports. Le Conseil a examiné ces rapports à ses 485<sup>ème</sup>, 504<sup>ème</sup>, 519<sup>ème</sup>, 520<sup>ème</sup>, 521<sup>ème</sup> et 524<sup>ème</sup> séances, au cours desquelles il a adopté 129 résolutions portant sur 135 pétitions relatives à des questions particulières. Le Conseil a étudié 2 des 141 pétitions sur lesquelles le Comité permanent a présenté un rapport, lors de l'examen de la résolution 750 (VIII) de l'Assemblée générale relative à la question de l'unification du Togo. Pour 3 pétitions<sup>51</sup>, le Conseil n'a pu adopter aucune résolution parce que les propositions qui lui avaient été soumises dans chacun de ces cas n'ont pu recueillir une majorité. Il a donc renvoyé ces 3 pétitions au Comité permanent pour qu'il les examine à nouveau. L'examen de la pétition qui n'avait pas été renvoyée au Comité permanent a été reporté à la quatorzième session.

Sur les 149 pétitions écrites relatives à des questions particulières qui figuraient à l'ordre du jour de la

<sup>46</sup> T/L.405.

<sup>47</sup> T/L.463.

<sup>48</sup> T/L.432.

<sup>49</sup> T/PET.11/370.

<sup>50</sup> T/L.444.

<sup>51</sup> T/PET.5/161, 174, 184.

quatorzième session du Conseil, 148 ont été renvoyées au Comité permanent des pétitions qui les a examinées et a présenté des observations à leur sujet dans 12 rapports. A la suite des recommandations que le Comité permanent a présentées dans son quatre-vingt-huitième rapport <sup>52</sup>, le Conseil a décidé de considérer qu'il avait statué sur 3 des pétitions du fait des audiences qu'il avait accordées à leurs auteurs à sa treizième session; il a décidé en outre de renvoyer à sa quinzième session l'examen de 52 autres pétitions. Le renvoi a été motivé, dans 23 cas, par le fait que les Autorités administrantes n'avaient pas encore fait parvenir leurs observations au sujet des pétitions en question et, dans 14 cas, par le fait que les Autorités administrantes intéressées n'avaient pas reçu les pétitions ou les additifs aux dites pétitions deux mois avant l'ouverture de la quatorzième session. En ce qui concerne trois pétitions, l'Autorité administrante a déclaré que les plaintes formulées faisaient l'objet d'une enquête et, dans deux cas, les renseignements complémentaires que le Comité permanent avait demandés — au pétitionnaire dans l'un de ces cas et au représentant spécial de l'Autorité administrante intéressée dans l'autre — ne lui étaient pas parvenus avant la clôture de la quatorzième session. L'examen des 24 autres pétitions a été différé parce que le Comité permanent n'avait pu présenter au Conseil ses rapports à leur sujet avant la clôture de la quatorzième session.

Le Conseil a examiné la seule pétition qu'il n'avait pas renvoyée au Comité permanent.

Le Comité permanent a donc tenu au total quarante-neuf séances avant et pendant la quatorzième session du Conseil et a présenté 15 rapports à cette session. Le Conseil les a examinés à ses 527ème, 528ème, 548ème,

556ème et 561ème séances, au cours desquelles il a adopté 81 résolutions portant sur 96 pétitions relatives à des questions particulières.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté des résolutions au sujet des 3 pétitions à propos desquelles il n'avait pu adopter aucune résolution à sa treizième session.

A sa 562ème séance, le Conseil a décidé que le Comité permanent des pétitions se composerait des représentants de la Belgique, de la France, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Inde, de la Syrie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Tous ces représentants feront partie du Comité jusqu'à la clôture de la quinzième session du Conseil.

## 2. — Pétitions relatives au Tanganyika

A sa treizième session, le Conseil a examiné 5 pétitions écrites relatives au Tanganyika. Deux des pétitions avaient trait à des questions générales que le Conseil avait déjà été appelé à examiner et au sujet desquelles il avait déjà pris des décisions ou formulé des recommandations. Le Conseil en a été saisi lors de l'examen du rapport annuel sur le Territoire; on trouvera un exposé des principales questions soulevées dans ces pétitions sous les rubriques appropriées, au chapitre premier de la deuxième partie du présent rapport. Ces 2 pétitions étaient les suivantes:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
M. Swaeleh Fundi et d'autres	T/PET.2/L.2
Bataka et population de l'Ouganda	T/PET.2/L.3

Le Comité permanent et le Conseil ont examiné l'une après l'autre les 3 pétitions suivantes:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Cote du rapport du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
M. Anton Weber	T/PET.2/162	T/L.436	868 (XIII)
The Meru Citizens Union	T/PET.2/162/Add.1 à 3		
M. Edward Levy	T/PET.2/164	T/L.436	869 (XIII)
	T/PET.2/165	T/L.436	870 (XIII)

A propos d'une pétition <sup>53</sup> relative aux difficultés rencontrées par le pétitionnaire à propos d'une question matrimoniale, le Conseil a noté que ces difficultés étaient en voie d'être résolues et a invité l'Autorité administrante à le tenir au courant des suites de l'affaire.

En ce qui concerne la deuxième pétition <sup>54</sup> relative à la question des terres des Wa-Meru et à un ordre d'évacuation donné par un colon européen à un certain nombre de membres de la tribu, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur une déclaration de l'Autorité administrante qui a fait connaître que des négociations étaient en cours avec le colon intéressé. En outre, le Conseil a invité l'Autorité administrante à l'informer du résultat des négociations et à prendre, lors du règlement définitif de l'affaire, les mesures nécessaires pour assurer que les autochtones qui occupent le terrain jouiront de leurs droits fonciers en toute sécurité.

A propos de la troisième pétition <sup>55</sup> qui constituait une plainte contre l'Autorité administrante pour négligence dans la garde et l'entretien des biens ennemis saisis, le Conseil a pris acte des observations de l'Auto-

rité administrante selon lesquelles aucune négligence n'avait été commise.

A sa quatorzième session, le Conseil n'a examiné aucune pétition relative au Tanganyika.

## 3. — Pétitions relatives au Ruanda-Urundi

A sa treizième session, le Conseil a examiné 7 pétitions écrites relatives au Ruanda-Urundi. Quatre d'entre elles avaient trait à des questions générales que le Conseil avait déjà été appelé à examiner et au sujet desquelles il avait déjà pris des décisions ou formulé des recommandations. Le Conseil en a été saisi lors de l'examen du rapport annuel sur le Territoire; on trouvera un exposé des principales questions soulevées dans ces pétitions sous les rubriques appropriées, au chapitre II de la deuxième partie du présent rapport. Ces 4 pétitions étaient les suivantes:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
Dr R. Van Saceghem et M. E. Rabaud	T/COM.3/L.2
M. Kabondo	T/COM.3/L.3
M. Alexander Boateng	T/PET.3/L.1
M. E. Rabaud	T/PET.3/L.3

Le Comité permanent et le Conseil ont examiné chacune des 3 pétitions suivantes:

<sup>52</sup> T/L.511.

<sup>53</sup> T/PET.2/162 et Add.1 à 3.

<sup>54</sup> T/PET.2/164.

<sup>55</sup> T/PET.2/165.

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Cote du rapport du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
M. E. Rabaud	T/PET.3/61	T/L.437	871 (XIII)
M. Joseph Habyarimana Gitara	T/PET.3/69	T/L.437	872 (XIII)
M. E. Rabaud	T/PET.3/L.2	T/L.437	873 (XIII)

A propos d'une pétition<sup>56</sup> dont l'auteur prétendait que l'Autorité administrante avait refusé l'autorisation d'organiser certains cours que l'UNESCO proposait d'instituer pour les autochtones, le Conseil a signalé à l'attention du pétitionnaire que le représentant de la Belgique et celui de l'UNESCO avaient déclaré que cette organisation n'avait jamais offert d'organiser des cours de ce genre, a constaté que l'UNESCO avait offert une bourse de perfectionnement de six mois destinée à un autochtone du Territoire mais que le Gouvernement belge n'avait pas été en mesure d'accepter cette offre, et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait d'étudier avec soin toute offre de ce genre et tiendrait le Conseil au courant de la situation.

A propos d'une pétition<sup>57</sup> contenant une série de plaintes tendant à montrer que l'Autorité administrante faisait bénéficier d'un régime de faveur les Belges qui résident dans le Territoire, le Conseil a estimé qu'aucune preuve ne lui avait été présentée à cet égard.

A propos d'une pétition<sup>58</sup> concernant l'admission d'enfants mulâtres dans les écoles officielles, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle les écoles officielles admettent ces enfants à condition qu'ils aient atteint un certain degré d'instruction et a attiré l'atten-

tion de l'Autorité administrante sur la nécessité d'augmenter les crédits affectés à l'enseignement.

A sa quatorzième session, le Conseil n'a examiné aucune pétition relative au Ruanda-Urundi.

#### 4. — Pétitions relatives à la Somalie sous administration italienne

A sa treizième session, le Conseil a examiné 28 pétitions écrites relatives à la Somalie sous administration italienne. Toutefois, le Conseil avait déjà, en fait, statué sur 2 de ces pétitions à sa douzième session, puisqu'il s'agissait de demandes d'audition auxquelles il avait, à ladite session, décidé de donner suite. Ces 2 pétitions étaient parvenues trop tard pour être inscrites à l'ordre du jour de la douzième session et c'est pour des raisons de régularité qu'elles figuraient à l'ordre du jour de la treizième session. Il s'agit des pétitions suivantes:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
M. Abdullahi Issa	T/PET.11/L.6
Unione Nazionale Somala, Unione Africana Somalia, Lega Progressista Somala, Hisbia Dighil et Mirifle	T/PET.11/L.7

Le Comité permanent et le Conseil ont examiné chacune des 25 pétitions suivantes:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Cotes des rapports du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
M. Abdi Aden Ismahil Mohamed	T/PET.11/351	T/L.426	874 (XIII)
MM. Chide Mohammed Dore, Dahir Chacoul et Abdullahi Hassan	T/PET.11/356	T/L.427	875 (XIII)
Hisbia Dighil et Mirifle, section d'Oddur	T/PET.11/358	T/L.426	876 (XIII)
M. Mohi Edden Abo Bakre Othman Herset	T/PET.11/359	T/L.427	877 (XIII)
Cheik Abdul Rezah, Cheik Abdio et d'autres	T/PET.11/360	T/L.427	878 (XIII)
M. Hassan Gaal Mohamed	T/PET.11/361	T/L.426	879 (XIII)
MM. Barle Ker, Osman Hire et d'autres	T/PET.11/362	T/L.427	880 (XIII)
M. Alam Othnou Mohamed Abiker et d'autres	T/PET.11/363	T/L.425	881 (XIII)
Ligue de la Jeunesse somalie, section d'Oddur	T/PET.11/364	T/L.426	882 (XIII)
Chef Hussen Mohamud Dini	T/PET.11/366	T/L.427	883 (XIII)
	T/PET.11/366/Add.1		
M. Haji Abdulla Hussen et d'autres	T/PET.11/367	T/L.427	883 (XIII)
Marchands de Bur Acaba	T/PET.11/368	T/L.426	884 (XIII)
M. Ahmed Mohamud Ismail Hussein	T/PET.11/369	T/L.426	885 (XIII)
Capi Soffe Abdulle Aden Uarsama et d'autres	T/PET.11/371	T/L.427	886 (XIII)
M. Haji Abdalla Hassein	T/PET.11/372	T/L.427	887 (XIII)
	T/PET.11/372/Add.1		
Cheik Abdullahi Ahmed Abdi et d'autres	T/PET.11/373	T/L.426	888 (XIII)
	T/PET.11/373/Corr.1		
M. Haji Abdullahi Hussein	T/PET.11/374	T/L.427	889 (XIII)
M. Mohamed Barre Mohamud	T/PET.11/375	T/L.425	890 (XIII)
M. Farah Hassan Odua	T/PET.11/376	T/L.425	891 (XIII)
M. Sciarif Adan Abdi	T/PET.11/377	T/L.425	892 (XIII)
M. Mohamed Osman Ahmed	T/PET.11/378	T/L.425	893 (XIII)
M. Ali Osman Iusuf	T/PET.11/379	T/L.425	894 (XIII)
M. Mohamed Giana Hassan	T/PET.11/380	T/L.426	895 (XIII)
M. Sido Giamo Mire	T/PET.11/381	T/L.425	896 (XIII)
Chef Dahir Chacoul	T/PET.11/L.5	T/L.427	883 (XIII)

<sup>56</sup> T/PET.3/61.

<sup>57</sup> T/PET.3/69.

<sup>58</sup> T/PET.3/L.2.

Sept de ces pétitions<sup>59</sup> concernaient des réclamations individuelles. Quatre d'entre elles provenaient d'anciens militaires de l'armée italienne. La cinquième était une demande de réintégration dans l'armée, la sixième concernait une radiation des cadres de la police pour raisons de santé et la septième était une demande d'indemnité pour dommages qui auraient été subis à Baidoa en avril 1950.

A propos de la première de ces pétitions<sup>60</sup>; le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, qui a déclaré que le pétitionnaire avait été licencié de la compagnie des mutilés de guerre, militaires infirmes et anciens combattants après avoir été reconnu coupable d'infraction au règlement. A propos de 2 pétitions<sup>61</sup>, le Conseil a demandé instamment à l'Autorité administrante de mettre en vigueur, aussitôt que possible, les mesures qu'elle envisageait de prendre pour assister les anciens militaires qui ne peuvent plus travailler.

A propos de 2 pétitions<sup>62</sup>, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante examinerait la possibilité de faire bénéficier les pétitionnaires des mesures d'aide qu'elle envisage de prendre en vue d'assister les anciens combattants mutilés, lorsque ces mesures seront entrées en vigueur.

A propos d'une pétition<sup>63</sup>, le Conseil a estimé que c'était le souci de la santé du pétitionnaire qui avait inspiré la décision de le licencier des forces de police et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante serait en mesure de confier au pétitionnaire un travail moins pénible et dont il puisse s'acquitter.

A propos de la dernière pétition<sup>64</sup>, le Conseil a appelé l'attention du pétitionnaire sur la déclaration que le représentant spécial de l'Autorité administrante avait faite à la douzième session du Conseil sur la répartition de l'indemnité que l'Administration avait versée à titre gracieux aux personnes qui avaient subi des dommages lors des incidents de Baidoa en 1950<sup>65</sup>.

Huit autres pétitions avaient trait à diverses questions politiques et économiques<sup>66</sup>.

A propos de 4 pétitions<sup>67</sup> relatives à des plaintes concernant l'administration de la justice, le Conseil a pris acte des déclarations de l'Autorité administrante au sujet de chacune de ces pétitions. Pour ce qui est de la première, dans laquelle était formulée une plainte contre de mauvais traitements infligés par la police, le Conseil a invité instamment l'Autorité administrante à inculquer à tous les agents de police et gardiens de prison du Territoire le respect des droits et de la dignité humaine des détenus; pour ce qui est de la troisième pétition, qui était une demande de grâce en faveur de quatre prisonniers condamnés par les tribunaux et qui avaient déjà bénéficié d'une remise partielle de peine, le Conseil a demandé à l'Autorité administrante d'envisager la possibilité de prendre une nouvelle mesure de clémence en faveur des intéressés.

A propos de 2 pétitions<sup>68</sup>, relatives à des rivalités politiques à Oddur, dans la province du Djouba supérieur, le Conseil a exprimé l'espoir que les sections des divers partis politiques représentés à Oddur comprendraient que l'intérêt du Territoire exigeait qu'ils coopèrent entre eux et avec l'Administration.

A propos de la première des 2 pétitions<sup>69</sup> relatives à des questions économiques, le Conseil a donné pour instructions à la Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale (1954) d'étudier la question des taxes et des droits municipaux lorsqu'elle procédera à l'examen général du régime fiscal du Territoire; pour ce qui est de la seconde, il a exprimé l'espoir que le pétitionnaire était maintenant satisfait, puisqu'il avait reçu en juillet 1953 la licence d'exploitation d'un restaurant qu'il avait demandée.

Les 10 pétitions<sup>70</sup> qui émanaient de la résidence de Bardera contenaient des plaintes au sujet des activités de l'Administration dans cette résidence et, dans un ou deux cas, dans la résidence de Lugh Ferrandi.

A propos de 2 de ces pétitions<sup>71</sup>, qui traitaient d'incidents survenus entre tribus, le Conseil a exprimé l'espoir que les chefs de tribus conféreraient entre eux et avec l'Administration dans l'intérêt de l'avenir du Territoire, et que l'Autorité administrante poursuivrait ses efforts pour inciter les nomades à adopter un mode de vie sédentaire.

A propos d'une troisième pétition<sup>72</sup>, relative aux coutumes locales qui régissent l'activité des revendeurs de bestiaux, le Conseil a invité les pétitionnaires à coopérer avec l'Administration dans l'application des règlements qui semblent s'accorder avec les coutumes traditionnelles, et a estimé que l'Autorité administrante devrait continuer à les faire respecter.

Une quatrième pétition<sup>73</sup> exprimait des plaintes relatives au choix et à la composition des organes politiques et à l'insuffisance des services sanitaires et des services d'enseignement. Le Conseil a constaté que ces questions avaient maintes fois retenu son attention et il a invité le Secrétaire général à communiquer aux pétitionnaires les plus récentes conclusions et recommandations du Conseil sur ces questions.

A propos de 3 pétitions<sup>74</sup> dont les auteurs formulaient des plaintes à propos du progrès politique, économique, social et de l'enseignement dans le Territoire, et prétendaient que la population était opprimée et que l'on était emprisonné si l'on s'adressait au Conseil consultatif des Nations Unies pour la Somalie, le Conseil a décidé de communiquer aux pétitionnaires ses recommandations les plus récentes concernant les questions générales soulevées et d'appeler leur attention sur le fait que, s'ils voulaient étayer par des faits concrets les accusations d'ordre général qu'ils portaient contre l'Administration, le Conseil examinerait chaque cas.

A propos d'une pétition<sup>75</sup> exprimant diverses plaintes d'ordre général à propos des progrès du district, et notamment des plaintes relatives au manque d'agglomérations, à l'application de la loi italienne au lieu de la loi coranique, et aux ravages que les bêtes sauvages causent

<sup>59</sup> Voir le soixante-quatrième rapport du Comité permanent des pétitions, T/L.425.

<sup>60</sup> T/PET.11/375.

<sup>61</sup> T/PET.11/376, 381.

<sup>62</sup> T/PET.11/377, 378.

<sup>63</sup> T/PET.11/379.

<sup>64</sup> T/PET.11/363.

<sup>65</sup> Voir le trente-deuxième rapport du Comité permanent des pétitions, T/L.347.

<sup>66</sup> Voir le soixante-cinquième rapport du Comité permanent des pétitions, T/L.426.

<sup>67</sup> T/PET.11/361, 369, 373, 380.

<sup>68</sup> T/PET.11/364, 358.

<sup>69</sup> T/PET.11/368, 351.

<sup>70</sup> Voir le soixante-sixième rapport du Comité permanent des pétitions, T/L.427.

<sup>71</sup> T/PET.11/356, 362.

<sup>72</sup> T/PET.11/371.

<sup>73</sup> T/PET.11/360.

<sup>74</sup> T/PET.11/366 et Add.1, 367 et L.5.

<sup>75</sup> T/PET.11/372 et Add.1.



au bétail, le Conseil a décidé de transmettre aux pétitionnaires ses recommandations les plus récentes concernant le progrès économique et social, et de l'enseignement dans le Territoire. En outre, il a appelé leur attention sur les déclarations de l'Autorité administrante, qui a fait savoir que la loi coranique était appliquée pour les questions de statut personnel, qu'elle essayait d'inciter les nomades à s'établir et qu'elle envoyait fréquemment des patrouilles pour protéger le bétail. D'autre part, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre et d'intensifier ses efforts pour protéger les troupeaux.

A propos d'une pétition <sup>76</sup> relative au service trop réduit du bac de Bardera et au système de taxes frappant les transactions sur le bétail, le Conseil a appelé l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, qui a fait savoir que le bac assurait un service suffisant et que les taxes sur le bétail étaient modérées et équitables.

Une autre pétition <sup>77</sup> avait trait au refus opposé à une demande d'emploi dans l'administration publique. Le Conseil a appelé l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, selon lesquelles on lui avait refusé un emploi parce qu'il n'y avait pas de poste vacant; il a exprimé l'espoir que la candidature du pétitionnaire serait prise en considération lorsqu'il y aurait une vacance de poste.

Le Conseil a retiré de son ordre du jour la vingt-sixième pétition <sup>78</sup>, l'Autorité administrante ayant fait savoir que les événements dont elle traitait avaient eu lieu en dehors du Territoire sous tutelle <sup>79</sup>.

A sa quatorzième session, le Conseil a examiné quarante et une pétitions écrites relatives à la Somalie sous administration italienne. Quatre de ces pétitions avaient trait à des questions générales que le Conseil avait déjà été appelé à examiner et au sujet desquelles il avait déjà pris des décisions ou formulé des recommandations. Le Conseil en a été saisi lors de l'examen du rapport annuel sur le Territoire; on trouvera un exposé des principales questions soulevées dans ces pétitions sous les rubriques appropriées au chapitre III de la deuxième partie du présent rapport. Ces 4 pétitions étaient les suivantes:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
M. Abdi Haji Mohamed Hussien et d'autres	T/PET.11/L.9
Le Président de la Ligue arabe en Somalie	T/PET.11/L.10
Scerif Mohamud Abdurahman et d'autres	T/PET.11/L.11
Les Vice-Présidents du Conseil territorial de la Somalie	T/PET.11/L.12

Le Comité permanent et le Conseil ont examiné chacune des 37 pétitions suivantes:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Cotes des rapports du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
MM. Nur Elmi Giavane, Nur Elmi Mohamud et d'autres	T/PET.11/383	T/L.468	1003 (XIV)
M. Ahmed Mohamoud	T/PET.11/384	T/L.467	1004 (XIV)
M. Mohamed Hassan Mohamed et d'autres	T/PET.11/386	T/L.468	1005 (XIV)
M. Caid Ahmed Othman	T/PET.11/387	T/L.468	1006 (XIV)
M. Mohamed Gial Abkar	T/PET.11/389	T/L.467	1007 (XIV)
Représentants de la tribu Averghedir-Saad	T/PET.11/390	T/L.468	1008 (XIV)
Les chefs des Abgals	T/PET.11/391	T/L.468	1009 (XIV)
M. Mohamed Hassan Yousuf	T/PET.11/392	T/L.467	1010 (XIV)
M. Aden Mohamed Jama	T/PET.11/394	T/L.467	1011 (XIV)
MM. Ali Osman Haji Mohamed Omar Yousuf et d'autres	T/PET.11/395	T/L.467	1012 (XIV)
M. Mussa Said Aves et d'autres	T/PET.11/396	T/L.467	1013 (XIV)
Les chefs et notables de la population arabe de Baidoa	T/PET.11/398	} T/L.468	1014 (XIV)
Les représentants de la population arabe de Baidoa	T/PET.11/401		
Les chefs, notables et porte-parole de la population arabe de Baidoa	T/PET.11/399	T/L.468	1015 (XIV)
Ligue de la Jeunesse somalie, section de Chisimaio	T/PET.11/402		
	T/PET.11/414 et Add.1	T/L.469	1016 (XIV)
M. Ismail Ran Gutale	T/PET.11/403	T/L.467	1017 (XIV)
Mme Cutubei Addo' Daut	T/PET.11/404	T/L.467	1018 (XIV)
MM. Abdo El Shafei, Sheikh Abdo Ali et d'autres	T/PET.11/405	T/L.468	1019 (XIV)
MM. Islam Mohamed Mussi, Haji Mohamed et d'autres	T/PET.11/406 et Add.1 et 2	T/L.468	1020 (XIV)
MM. Mohamed Giana Hassan, Obdurahman Haji et d'autres	T/PET.11/407	T/L.468	1021 (XIV)
Les membres de la Somali Intelligent Secret News Agency	T/PET.11/408	T/L.468	1022 (XIV)
Le chef Dahir Shakul Hussien, Ali Osman Mohamed et Haji Abdulla Isse	T/PET.11/409	T/L.469	1023 (XIV)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Galcaio	T/PET.11/410 et Add.1	T/L.469	1024 (XIV)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Bender Cassim	T/PET.11/411 et Add.1	T/L.469	1025 (XIV)
M. Mohamed Giana Hassan	T/PET.11/412	T/L.468	1026 (XIV)
M. Elmi Shire Ali	T/PET.11/415	T/L.469	1027 (XIV)
Le Secrétaire de la Ligue de la jeunesse somalie, section de Scushuban	T/PET.11/416 et Add.1 et 2	T/L.469	1028 (XIV)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Candala	T/PET.11/417	T/L.469	1029 (XIV)
Ligue de la jeunesse somalie, section d'Eil	T/PET.11/418 et Add.1	T/L.469	1030 (XIV)
Le Vice-Président de la Ligue de la jeunesse somalie	T/PET.11/423	T/L.469	1031 (XIV)
M. Mohamed Uehlie Barre et d'autres	T/COM.11/L.87 et Add.1	} T/L.468	1032 (XIV)
Les chefs et notables de la tribu Abgal	T/COM.11/L.88		
Comitato per il Progresso Somalo	T/COM.11/L.91		
M. Mohamed Mohamud Osman et d'autres	T/COM.11/L.96	} T/L.467	1033 (XIV)
Les chefs et notables de la tribu Abgal	T/COM.11/L.97		
M. Haji Abdullahi Hussien	T/COM.11/L.101		

<sup>76</sup> T/Pet.11/374.

<sup>77</sup> T/PET.11/359.

<sup>78</sup> T/PET.11/370.

<sup>79</sup> Voir soixante-septième rapport du Comité permanent des pétitions, T/L.432.

Les auteurs de 2 pétitions se plaignaient de ce que l'Autorité administrante ne les aidait pas dans la lutte contre les sauterelles et demandaient que l'on protège les populations et le bétail contre les attaques des animaux sauvages. A propos de la première pétition<sup>80</sup>, le Conseil a suggéré que l'Autorité administrante emploie tous les moyens possibles en vue de combattre le fléau qui menace périodiquement le Territoire. A propos de la seconde pétition<sup>81</sup>, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de redoubler d'efforts en vue de protéger les populations et le bétail contre les attaques des animaux sauvages.

Les auteurs de 6 pétitions se plaignaient d'avoir été licenciés par l'Administration et demandaient soit leur réintégration, soit une indemnité.

A propos de 2 de ces pétitions<sup>82</sup>, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante ainsi que sur la déclaration du représentant spécial.

A propos d'une pétition<sup>83</sup>, le Conseil a conseillé au pétitionnaire d'acquiescer les connaissances nécessaires en vue de devenir instituteur. A propos des trois autres pétitions<sup>84</sup>, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante examinerait chaque cas avec bienveillance afin de réintégrer les pétitionnaires et qu'elle continuerait de se préoccuper des cas semblables qui pourraient se présenter.

A propos d'une pétition<sup>85</sup>, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante.

A propos d'une pétition<sup>86</sup> dans laquelle la signataire réclamait des dommages-intérêts à l'Administration et demandait que l'on procure un emploi à ses fils, le Conseil a exprimé l'espoir que le Parlement italien adopterait prochainement une loi réglementant la question et que l'Autorité administrante continuerait dans l'intervalle de veiller à ce que la pétitionnaire et sa famille soient à l'abri du besoin, et ferait de son mieux pour procurer un emploi approprié aux fils de la pétitionnaire.

A propos de 2 pétitions<sup>87</sup> relatives à des questions juridiques, le Conseil a décidé que ces questions relevaient de la compétence des tribunaux du Territoire et qu'en conséquence, elles n'appelaient aucune recommandation de sa part.

A propos de 2 autres pétitions<sup>88</sup>, relatives à l'élection de chefs de tribus, le Conseil a pris note du fait que les pétitionnaires auraient l'occasion de participer aux élections qui doivent être prochainement organisées à cet effet.

Le Conseil était saisi de 4 pétitions dont les auteurs se plaignaient de l'Administration. A propos de l'une d'entre elles<sup>89</sup>, le Conseil a constaté qu'il ne pouvait formuler de recommandations, étant donné que les accusations formulées avaient un caractère général. A

propos des 3 autres pétitions<sup>90</sup>, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante et sur le fait qu'il ne pouvait examiner les accusations en question si elles n'étaient pas étayées de preuves.

Au sujet de 5 pétitions<sup>91</sup> relatives à un litige portant sur le forage d'un puits près de Uardiglei, le Conseil a pris note du fait que le litige avait été réglé de façon satisfaisante.

S'agissant d'une pétition<sup>92</sup> relative à un litige qui portait sur une *shamba*, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur le fait qu'il lui était loisible de saisir les tribunaux.

Une pétition<sup>93</sup> avait trait à une question sur laquelle le Conseil avait déjà adopté la résolution 895 (XIII); le Conseil a décidé d'attendre que le pétitionnaire lui fournisse des renseignements complémentaires avant de procéder à l'examen de la question.

Dans une pétition<sup>94</sup>, les auteurs se plaignaient d'actes arbitraires et d'abus dont se serait rendu coupable le résident d'El Bour; ils demandaient la suppression des sanctions collectives; le Conseil a pris acte des efforts que l'Autorité administrante déployait pour supprimer le système des sanctions collectives.

Au sujet d'une pétition<sup>95</sup> relative aux immigrants d'Ethiopie, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ferait une enquête approfondie sur la situation des immigrants et a, comme il l'avait déjà fait auparavant, exprimé l'espoir que la question de frontière serait réglée de façon satisfaisante.

Dans une pétition<sup>96</sup>, les auteurs se plaignaient que l'Administration distribuât des armes à la population; le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de continuer à exercer le contrôle le plus strict sur l'acquisition et la détention des armes à feu.

Au sujet d'une pétition<sup>97</sup> dans laquelle l'auteur, victime d'un accident du travail, se plaignait de n'avoir obtenu qu'une indemnité insuffisante, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ferait tout ce qui est en son pouvoir pour venir en aide au pétitionnaire.

Une pétition<sup>98</sup> contenait un certain nombre d'accusations contre des fonctionnaires; le Conseil a fait observer aux pétitionnaires qu'ils devaient fournir des preuves pour étayer leurs accusations afin de permettre au Conseil de prendre une décision.

Huit pétitions<sup>99</sup> exprimaient des plaintes relatives à l'ingérence des autorités locales dans les élections municipales et à des irrégularités commises lors de ces élections. Le Conseil a, de diverses manières, appelé l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante et sur celles du représentant

<sup>80</sup> T/PET.11/395.

<sup>81</sup> T/PET.11/L.101.

<sup>82</sup> T/PET.11/394.

<sup>83</sup> T/PET.11/392.

<sup>84</sup> T/PET.11/389, 396, 384.

<sup>85</sup> T/PET.11/403.

<sup>86</sup> T/PET.11/404.

<sup>87</sup> T/PET.11/386, 387.

<sup>88</sup> T/PET.11/390, 391.

<sup>89</sup> T/PET.11/406 et Add.1 et 2.

<sup>90</sup> T/PET.11/407, 401, 398.

<sup>91</sup> T/COM.11/L.87 et Add.1, 88, 91, 96, 97.

<sup>92</sup> T/PET.11/399.

<sup>93</sup> T/PET.11/412.

<sup>94</sup> T/PET.11/383.

<sup>95</sup> T/PET.11/405.

<sup>96</sup> T/PET.11/408.

<sup>97</sup> T/PET.11/415.

<sup>98</sup> T/PET.11/409.

<sup>99</sup> T/PET.11/423, 417, 411 et Add.1, 416 et Add.1 et 2, 418 et Add.1, 410 et Add.1, 402, 414 et Add.1.



spécial, d'où il ressort que des recours contre les inscriptions sur les listes électorales peuvent être formés devant les juges régionaux et qu'il est loisible d'en appeler de ces décisions devant le Juge de la Somalie. Le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante d'empêcher autant que possible, lors des élections futures, des faits analogues à ceux qui ont motivé ces plaintes.

## 5. — Pétitions relatives au Cameroun sous administration britannique

A sa treizième session, le Conseil a été saisi de quatre pétitions écrites relatives au Cameroun sous administration britannique. Chacune d'elles a été examinée par le Comité permanent des pétitions et par le Conseil. Ces quatre pétitions étaient les suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Cote du rapport du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
Représentant de l'Ayuk Etaiyak Union	T/PET.4/90	T/L.410	897 (XIII)
M. A. M. Nchoh	T/PET.4/93	T/L.410	898 (XIII)
Membres camerounais de la Chambre d'assemblée orientale de la Nigéria	T/PET.4/100	T/L.410	899 (XIII)
M. E. F. Fawty	T/PET.4/101 et Add.1 et 2	T/L.410	900 (XIII)

Une de ces pétitions<sup>100</sup> exprimait une plainte relative à la perte d'une récolte et à des dommages subis à la suite de la construction d'un aérodrome. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante d'après lesquelles ces réclamations seraient dénuées de fondement.

Une autre pétition<sup>101</sup> concernait le licenciement du pétitionnaire, qui avait occupé un poste dans la police et qui demandait que certains frais lui fussent remboursés. Le Conseil a pris acte de la déclaration du représentant spécial selon laquelle le pétitionnaire recevrait le montant total des frais de voyage dont le remboursement était prévu par le règlement.

Une autre pétition<sup>102</sup> contenait une demande relative à la création d'un organe législatif distinct qui fut propre au Cameroun. Le Conseil a noté que, depuis le moment où la pétition avait été présentée, des modifications constitutionnelles importantes étaient intervenues dans le Cameroun méridional et il a décidé de communiquer aux pétitionnaires les dernières conclusions et recommandations qu'il avait formulées à ce sujet.

La dernière pétition<sup>103</sup> exprimait une plainte concernant des pertes subies à la suite d'une arrestation et d'un emprisonnement qui, selon le pétitionnaire, étaient injustifiés; le Conseil a noté que le pétitionnaire avait été avisé de son droit de demander réparation auprès des tribunaux et il a prié l'Autorité administrante de l'informer, à sa quatorzième session, des suites qu'aurait cette affaire.

A sa quatorzième session, le Conseil n'a examiné aucune pétition relative au Cameroun sous administration britannique.

## 6. — Pétitions relatives au Cameroun sous administration britannique et au Cameroun sous administration française

A sa treizième session, le Conseil a examiné 6 pétitions écrites relatives au Cameroun sous administration britannique et au Cameroun sous administration française. Ces pétitions se rapportaient toutes à des questions générales sur lesquelles l'attention du Conseil avait déjà été attirée et au sujet desquelles il avait déjà pris des décisions ou formulé des recommandations. Le Conseil en a été saisi lors de l'examen du rapport annuel sur le Territoire; on trouvera un exposé des

principales questions soulevées dans ces pétitions sous les rubriques appropriées aux chapitres IV et V de la deuxième partie du présent rapport. Ces six pétitions étaient les suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
Cameroons Aspirants Party	T/COM.4 et 5/L.1
Camerounais à Paris et à Londres	T/PET.4 et 5/L.1
Kamerun United National Congress	T/PET.4 et 5/L.2
Union des populations du Cameroun (Comité central de Mbalmayo)	T/PET.4 et 5/L.3
Union des populations du Cameroun	T/PET.4 et 5/L.4 et Add.1 à 4
M. Jacques René Biboum	T/PET.4 et 5/L.5

A sa quatorzième session, le Conseil n'a examiné aucune pétition relative au Cameroun sous administration britannique et au Cameroun sous administration française.

## 7. — Pétitions relatives au Cameroun sous administration française

A sa treizième session, le Conseil a examiné 109 pétitions écrites relatives au Cameroun sous administration française. Quatorze de ces pétitions se rapportaient à des questions générales sur lesquelles l'attention du Conseil avait déjà été attirée et au sujet desquelles il avait déjà pris des décisions ou formulé des recommandations. Le Conseil en a été saisi lors de l'examen du rapport annuel sur le Territoire; on trouvera un exposé des principales questions soulevées dans ces pétitions sous les rubriques appropriées au chapitre V de la deuxième partie du présent rapport. Ces 14 pétitions étaient les suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
Anonyme	T/COM.5/L.4
M. Timothée Maah	T/PET.5/L.2
Comité directeur du Kumzsé, Assemblée traditionnelle du peuple bamileké	T/PET.5/L.3
M. Calvin Raymond Medou Edjoa	T/PET.5/L.4
Président général de l'Evolution sociale camerounaise	T/PET.5/L.5
Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/L.6
Le Président de l'Assemblée traditionnelle du peuple douala (Ngondo)	T/PET.5/L.7

<sup>100</sup> T/PET.4/90.

<sup>101</sup> T/PET.4/93.

<sup>102</sup> T/PET.4/100.

<sup>103</sup> T/PET.4/101 et Add.1 et 2.

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
Comité directeur du Kumzsé, Assemblée traditionnelle du peuple bamiléké	T/PET.5/L.9 et Add.1
M. Etienne M'Bida au nom des radicaux modérés camerounais	T/PET.5/L.10
Union des Populations du Cameroun, section d'Elung	T/PET.5/L.11
Comités de l'Union des populations du Cameroun réunis à Hikoajom	T/PET.5/L.12

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/L.14
Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/L.15
Comité de Bangui-Chari (Nkong-samba) de l'Union des populations du Cameroun	T/COM.5/L.25

Le Comité permanent des pétitions et le Conseil ont examiné chacune des 95 pétitions suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Cotes des rapports du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
M. Pierre Simon Nkén Tchallé	T/PET.5/126	T/L.417	901 (XIII)
M. Djibo Zinder	T/PET.5/127	T/L.413	902 (XIII)
M. Dob Dang Benoît	T/PET.5/128	T/L.411	903 (XIII)
M. Félix Mbélé	T/PET.5/129	T/L.413	904 (XIII)
M. Mboudou Ngono	T/PET.5/130	T/L.417	905 (XIII)
M. Sosthènes Meka	T/PET.5/132	T/L.413	906 (XIII)
M. Ndjefefang Banda	T/PET.5/133	T/L.413	907 (XIII)
M. Thomas Aba	T/PET.5/134	T/L.417	908 (XIII)
M. Bissa Lucas Kono	T/PET.5/135	T/L.413	909 (XIII)
M. Mbida Joseph Assene	T/PET.5/136	T/L.411	910 (XIII)
M. Alphonse Mostagay Amougou	T/PET.5/137	T/L.413	911 (XIII)
M. Frédéric Ava	T/PET.5/138	T/L.413	912 (XIII)
M. Daniel Engouli	T/PET.5/139	T/L.411	913 (XIII)
M. Sylvestre Akono	T/PET.5/140	T/L.411	914 (XIII)
M. Daniel Bayiha	T/PET.5/141	T/L.411	915 (XIII)
M. Bernard Bassegne	T/PET.5/142	T/L.412	916 (XIII)
M. Adolph Amougou Ngongbwa	T/PET.5/143	T/L.413	917 (XIII)
M. Maurice Moffi et d'autres représentants de la famille Ipouabato	T/PET.5/144	T/L.417	918 (XIII)
M. Max Legrand Evehe	T/PET.5/145	T/L.412	919 (XIII)
M. Basile Monejembong Nkoulou	T/PET.5/146	T/L.411	914 (XIII)
Les représentants du Syndicat unique des cheminots	T/PET.5/147	T/L.413	920 (XIII)
M. Nanton Métébé	T/PET.5/148	T/L.417	921 (XIII)
MM. Joseph Léa Elong, Ekwalla Ekwa et Ngouen Djoun	T/PET.5/149	T/L.414	922 (XIII)
M. Gabriel Tougbou	T/PET.5/150	T/L.417	923 (XIII)
M. Gabriel Honana	T/PET.5/152	T/L.414	924 (XIII)
M. André Beaurepaire Yomba	T/PET.5/153	T/L.413	925 (XIII)
Comité central de progrès à Massangam	T/PET.5/154	T/L.411	926 (XIII)
M. Samuel Ekwe	T/PET.5/155	T/L.413	927 (XIII)
M. Joseph Emadion	T/PET.5/156	T/L.414	928 (XIII)
M. David Kamjeu	T/PET.5/157	T/L.414	929 (XIII)
M. Jacob Goumawa	T/PET.5/158	T/L.411	930 (XIII)
M. Isaac Ekweboua	T/PET.5/159	T/L.414	931 (XIII)
M. Nicolas Ehole	T/PET.5/160	T/L.412	932 (XIII)
M. Abraham Ewo	T/PET.5/161		
M. Nicolas Esso	T/PET.5/162	T/L.412	933 (XIII)
M. Lucas Nana	T/PET.5/163 et Add.1	T/L.412	934 (XIII)
M. Sinéon Kamgang	T/PET.5/164	T/L.413	935 (XIII)
M. Oscar Ehoun	T/PET.5/165	T/L.414	936 (XIII)
M. Samuel Ngotti	T/PET.5/166	T/L.414	937 (XIII)
M. Limpa Tamfotro	T/PET.5/167	T/L.414	938 (XIII)
M. Paul-Louis Schunmelé	T/PET.5/168	T/L.413	939 (XIII)
M. Ibrahim Nsangou	T/PET.5/169	T/L.411	940 (XIII)
M. Gilbert Tsafac	T/PET.5/170	T/L.414	941 (XIII)
Union des populations du Cameroun, comité régional bamiléké, subdivision de Bafang	T/PET.5/171	T/L.412	942 (XIII)
M. Oumarau Fonbanhang	T/PET.5/172	T/L.416	943 (XIII)
M. Tiam Sakio	T/PET.5/173	T/L.416	944 (XIII)
M. Issah Njoya	T/PET.5/174		
M. Issah Mouassé	T/PET.5/175	T/L.412	945 (XIII)
M. Oumarau Youpon	T/PET.5/176	T/L.412	946 (XIII)
M. Issah Ngnambi	T/PET.5/177	T/L.412	947 (XIII)
M. Idrissau Nghapon	T/PET.5/178	T/L.416	948 (XIII)
M. Moïse Tchouatun	T/PET.5/179	T/L.416	949 (XIII)
M. Njikam Salifou	T/PET.5/180	T/L.412	950 (XIII)
M. Nsappue Aboubekar	T/PET.5/181	T/L.416	951 (XIII)
M. Didio Ngomssi	T/PET.5/182	T/L.416	952 (XIII)
M. Issah Mouassé	T/PET.5/183	T/L.416	953 (XIII)
M. Njiyangouo Soulémanou	T/PET.5/184		

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Cotes des rapports du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
M. Fit Chourabou	T/PET.5/185	T/L.413	954 (XIII)
M. Louis Mounchili	T/PET.5/186	T/L.416	955 (XIII)
M. Soulé Mekou	T/PET.5/187	T/L.416	956 (XIII)
M. Jean Njitagui	T/PET.5/188	T/L.416	957 (XIII)
M. Njimoupaine Chourabou	T/PET.5/189	T/L.416	957 (XIII)
M. Ibrahim Njoya	T/PET.5/190	T/L.413	958 (XIII)
M. Nomaoudou Aboubekain	T/PET.5/191	T/L.411	959 (XIII)
M. Ndam Adamou Njoya	T/PET.5/192	T/L.416	960 (XIII)
M. Mfulu Banga Esaie	T/PET.5/193	T/L.413	961 (XIII)
MM. Makembé Moukory Moïse et Ndobho Elessa Simon	T/PET.5/194	T/L.412	962 (XIII)
M. François Ndé	T/PET.5/195	T/L.411	963 (XIII)
M. Albert Menguele	T/PET.5/196	T/L.412	964 (XIII)
M. Ignace Koumida	T/PET.5/198 et Add.1	T/L.417	965 (XIII)
M. Étienne Bivina	T/PET.5/199 et Add.1	T/L.417	966 (XIII)
M. Pierre Badjeck	T/PET.5/200	T/L.412	967 (XIII)
M. Jean Sanchez	T/PET.5/201	T/L.413	968 (XIII)
M. Ibrahim Ngoh	T/PET.5/202	T/L.416	969 (XIII)
M. Pierre Libii	T/PET.5/203	T/L.417	970 (XIII)
M. Ndong Ngema Mba	T/PET.5/204	T/L.412	971 (XIII)
M. Pierre Dimalla	T/PET.5/205 et Add.1	T/L.412	972 (XIII)
MM. Jean Yamagang et Manengoteng	T/PET.5/206	T/L.414	973 (XIII)
Bureau du comité central de l'Union des populations du Cameroun à Mbalmayo	T/PET.5/207	T/L.423	974 (XIII)
M. Zacharie Zenguele	T/PET.5/208	T/L.413	975 (XIII)
MM. Bernard Songo, Paul Mpako et Max Mouebele	T/PET.5/209	T/L.414	973 (XIII)
Bureau de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/210	T/L.423	976 (XIII)
Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/211	T/L.423	977 (XIII)
M. Norbert Yamgwet de Bana	T/PET.5/212	T/L.413	978 (XIII)
M. Jean Biya de Goncourt	T/PET.5/213 et Add.1	T/L.417	979 (XIII)
Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/214 et Add.1-2	T/L.423	980 (XIII)
Fédération syndicale mondiale	T/PET.5/215	T/L.413	981 (XIII)
M. Gottlieb-Issac Ekouile	T/PET.5/216	T/L.411	982 (XIII)
Membres de la Solidarité babimbi (Solibabi)	T/PET.5/217	T/L.412	983 (XIII)
M. Maurice M'Barga Zambo	T/PET.5/218	T/L.411	984 (XIII)
Le chef Djomatchoua Fomokoum	T/PET.5/220	T/L.434	985 (XIII)
M. Alphonse M'Boua M'Boua	T/PET.5/221	T/L.412	986 (XIII)
Le Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/L.1	T/L.411	987 (XIII)
Fédération d'agriculture et forêts de l'Union des syndicats confédérés du Cameroun	T/PET.5/L.8 et Add.1	T/L.434	988 (XIII)
Union des populations du Cameroun, section de M'balmayo	T/PET.5/R.5	T/L.423	974 (XIII)

Dix-huit de ces pétitions avaient trait à des questions politiques et administratives<sup>104</sup>. Les auteurs de deux d'entre elles<sup>105</sup> se plaignaient que des chefs eussent été nommés à tort. Au sujet de la première, le Conseil a pris acte du fait que le chef avait été élu selon la coutume; au sujet de la seconde, il a appelé l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort que l'intéressé a perdu ses fonctions de chef après avoir été condamné pour avoir détourné des fonds provenant de l'impôt.

Les auteurs de 2 autres pétitions<sup>106</sup> formulaient des griefs contre un chef et se plaignaient de l'existence du travail forcé. Le Conseil a pris acte du fait que l'enquête n'avait révélé aucun fait qui corroborât les plaintes des pétitionnaires, mais il a néanmoins recommandé que l'Autorité administrante, afin d'éviter tout abus possible, surveille de près le système de la participation bénévole des habitants d'une localité à des travaux d'intérêt public et il a exprimé l'espoir que ces travaux pourraient être effectués dans une mesure toujours plus grande par une main-d'œuvre rétribuée.

Les auteurs de 2 pétitions accusaient certains chefs d'opprimer leurs administrés: au sujet de la première<sup>107</sup>,

<sup>104</sup> Voir les cinquante-sixième, soixante-troisième et soixante-huitième rapports du Comité permanent des pétitions, T/L.411, 423, 434.

<sup>105</sup> T/PET.5/128, 136.

<sup>106</sup> T/PET.5/140, 146.

<sup>107</sup> T/PET.5/154.

le Conseil a demandé aux pétitionnaires de citer des faits concrets à l'appui de leurs plaintes. Au sujet de la seconde<sup>108</sup>, aucune des propositions soumises au Conseil n'a pu recueillir la majorité; la pétition a donc été renvoyée au Comité permanent pour nouvel examen.

Trois pétitions<sup>109</sup> émanaient de chefs de village qui se plaignaient de ne pas être payés pour leurs services ou de ne pas l'être suffisamment. Au sujet de ces pétitions, le Conseil a pris acte du fait que l'Administration avait mis en vigueur un nouvel arrêté modifiant la rémunération des chefs, ce qui allait augmenter les émoluments versés aux chefs de village; il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante, en revisant de nouveau le système de rémunération des chefs, tiendrait compte du fait qu'il est souhaitable que les chefs et les autres personnes chargées de percevoir les impôts reçoivent des indemnités fixes plutôt que des remises sur le montant des impôts qu'ils perçoivent.

Cinq pétitions concernaient des fonctionnaires qui avaient été révoqués.

Au sujet de l'une d'elles<sup>110</sup>, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de procéder à un nouvel examen de l'affaire, afin de déterminer s'il existait des raisons qui justifieraient la réintégration

<sup>108</sup> T/PET.5/174.

<sup>109</sup> T/PET.5/158, 169, 191.

<sup>110</sup> T/PET.5/139.

du pétitionnaire. Au sujet de 2 autres pétitions <sup>111</sup>, le Conseil a décidé qu'elles n'appelaient aucune recommandation de sa part. En ce qui concerne la quatrième pétition <sup>112</sup>, il a recommandé que l'Autorité administrante, compte tenu de la jeunesse du pétitionnaire à l'époque où il avait commis le délit et de sa conduite antérieure satisfaisante, examine la possibilité de lui donner un nouvel emploi. Au sujet de la cinquième pétition <sup>113</sup>, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur la déclaration du représentant spécial selon laquelle il lui était loisible de s'adresser au Conseil du contentieux administratif, qui déciderait s'il a droit ou non à une pension d'invalidité.

Trois des pétitions de ce groupe émanaient du Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun. Dans la première <sup>114</sup>, celui-ci se plaignait que l'Autorité administrante n'eût pas donné à l'Organisation des Nations Unies l'adresse de la Voix du Cameroun comme l'une des institutions auxquelles pourraient être envoyées des informations sur l'Organisation des Nations Unies. Au sujet de cette pétition, le Conseil a invité le Secrétaire général à continuer d'envoyer à la Voix du Cameroun des informations sur l'activité de l'Organisation des Nations Unies. Au sujet de la seconde <sup>115</sup>, qui rendait compte des persécutions dont M. Um Nyobé et ses partisans disaient avoir été l'objet après le retour de M. Nyobé de New-York, en 1952, le Conseil a pris acte du fait que M. Um Nyobé avait pu diffuser librement ses vues politiques en tenant un certain nombre de réunions publiques et privées et que les mesures que l'Autorité administrante avait prises en vue d'interdire un petit nombre de réunions ne visaient qu'à protéger l'ordre public et la sécurité; le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait d'accorder à tous les mouvements politiques du Territoire les facilités voulues pour répandre leurs opinions politiques, sous la seule réserve des exigences de l'ordre public et de la sécurité. Dans la troisième pétition <sup>116</sup>, le secrétaire général de l'UPC se plaignait que les autorités eussent interdit la diffusion de certaines brochures politiques. Le Conseil a pris acte du fait que l'une des brochures en question était déjà diffusée dans le Territoire et que la diffusion de l'autre était interdite temporairement en attendant la fin de l'enquête judiciaire relative à l'incident de Fouban. En outre, le Conseil a invité l'Autorité administrante à lui fournir des renseignements au sujet de la levée de l'interdiction temporaire.

Les auteurs de la dernière pétition <sup>117</sup> de ce groupe se plaignaient que leur communauté eût été divisée et placée sous l'Autorité de chefs voisins. Le Conseil a constaté que l'Autorité administrante s'occupait d'examiner les plaintes des pétitionnaires en nommant une Commission chargée d'effectuer une enquête sur toutes les questions évoquées et il a invité l'Autorité administrante à l'informer des résultats de l'enquête.

Dix-neuf pétitions <sup>118</sup> exprimaient le mécontentement des pétitionnaires en ce qui concerne l'administration de la justice.

Deux de ces pétitions <sup>119</sup> exprimaient des plaintes pour emprisonnement injuste et pour actes de répression commis par l'Administration contre la population autochtone. Le Conseil a noté et regretté que, par suite d'une erreur, une personne avait purgé sa peine par anticipation; il a noté en outre que des observations avaient été faites aux magistrats responsables. D'autre part, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre et d'intensifier ses efforts afin d'assurer la séparation des autorités judiciaires et administratives. Il a estimé enfin que l'accusation générale relative aux actes de répression n'appelait aucune recommandation de sa part, puisque le seul cas particulier mentionné avait été examiné par les autorités judiciaires du Territoire, qui avaient décidé que le fonctionnaire en question avait agi en état de légitime défense.

L'auteur d'une autre pétition <sup>120</sup> se plaignait que d'importantes amendes aient été imposées pour l'emploi de fausses balances et demandait que le produit de ces amendes fût remboursé aux autochtones. Le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle les amendes judiciaires sont prises en recette par le Trésor, et que toute la population du Territoire en bénéficie. En outre, le Conseil a constaté qu'un contrôle des poids et mesures avait été institué dans le Territoire.

A propos d'une pétition <sup>121</sup> relative à des incidents qui ont eu lieu à Sangmélima en juin 1952, le Conseil a constaté que l'enquête sur les accusations d'actes de violence portées contre des fonctionnaires et gardes se poursuivait et il a attiré l'attention du pétitionnaire sur la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle des sanctions disciplinaires avaient été infligées au gendarme et aux gardes impliqués dans ces incidents. Il a invité l'Autorité administrante à rendre compte au Conseil du résultat de l'enquête.

Dans une autre pétition <sup>122</sup>, un autochtone de l'Afrique-Equatoriale française réclamait l'expulsion d'Afrique-Equatoriale d'un Français qu'il accusait d'avoir assassiné deux Africains. Le Conseil a décidé que la pétition n'était recevable que dans la mesure où elle avait trait au séjour de la personne incriminée au Cameroun sous administration française. Il a décidé de plus que les allégations contenues dans la pétition n'étaient pas de son ressort car elles se rapportaient à des faits qui se seraient déroulés dans un territoire qui n'était pas un Territoire sous tutelle.

A propos d'une pétition <sup>123</sup> qui contenait des accusations pour voies de fait, le Conseil a noté que le magistrat qui avait mené l'enquête préliminaire n'avait pas été en mesure d'indiquer qui s'était le premier livré à des voies de fait, mais qu'il avait fait savoir au pétitionnaire qu'il avait la faculté de poursuivre l'autre intéressé en se constituant partie civile.

Une pétition <sup>124</sup> contenait des accusations pour vol de biens, emprisonnement injuste et interdiction de séjour. Le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les déclarations de l'Autorité administrante selon laquelle le père du pétitionnaire était à présent libre de résider où il lui plaisait dans le Territoire et que s'il

<sup>111</sup> T/PET.5/141, 216.

<sup>112</sup> T/PET.5/195.

<sup>113</sup> T/PET.5/218.

<sup>114</sup> T/PET.5/L.1.

<sup>115</sup> T/PET.5/211.

<sup>116</sup> T/PET.5/214 et Add.1 et 2.

<sup>117</sup> T/PET.5/220.

<sup>118</sup> Voir les cinquante-septième et soixante-troisième rapports du Comité permanent des pétitions, T/L.412, 423.

<sup>119</sup> T/PET.5/R.5, 207.

<sup>120</sup> T/PET.5/142.

<sup>121</sup> T/PET.5/196.

<sup>122</sup> T/PET.5/204.

<sup>123</sup> T/PET.5/145.

<sup>124</sup> T/PET.5/200.

voulait revendiquer des biens, il avait la faculté d'intenter un procès devant les tribunaux coutumiers compétents.

A propos d'une pétition<sup>125</sup> contenant des plaintes pour emprisonnement injuste et poursuites par l'Autorité administrante, le Conseil a noté que la première affaire évoquée par le pétitionnaire avait fait l'objet d'un jugement rendu par le tribunal compétent et qu'une instruction était en cours en ce qui concerne les détails de la seconde affaire. Il a constaté que le pétitionnaire et les autres personnes inculpées des mêmes délits avaient été maintenues en détention préventive depuis mai et janvier 1953 respectivement et il a recommandé à l'Autorité administrante de veiller à ce que les inculpés soient jugés le plus rapidement possible. En outre, le Conseil a invité l'Autorité administrante à lui faire connaître la date à laquelle le pétitionnaire et les autres inculpés seraient jugés, et le jugement rendu par le tribunal.

Dans une autre pétition<sup>126</sup>, des membres de la Solidarité babimbi (*Solibabi*) protestaient contre la mise en accusation de leur président et se plaignaient de la situation dans le territoire babimbi. Les pétitionnaires regrettaient que les missions de visite n'aient jamais pu trouver le temps de se rendre dans cette région. Le Conseil a pris acte de la déclaration de l'Autorité administrante, d'où il ressort que les pétitionnaires ne semblent pas représenter la majorité des membres de la Solidarité babimbi, étant donné qu'ils appuient une personne qui a été relevée de ses fonctions de président en vertu d'une décision de l'assemblée générale de cette association. Il a noté que cette personne avait été condamnée par les tribunaux compétents et était encore en liberté en attendant l'arrêt de la Cour de cassation. Le Conseil a rappelé sa résolution 156 (VI), dans laquelle il avait invité l'Autorité administrante à poursuivre ses efforts en vue de mettre la région en valeur, il a noté les divers projets actuellement entrepris par l'Autorité administrante et a recommandé à l'Autorité administrante d'achever ses travaux avec diligence. Enfin, il a pris acte de la déclaration du représentant spécial, d'où il ressort que l'amélioration des communications permettrait aux prochaines missions de visite de se rendre dans la région et il a recommandé que la prochaine mission de visite dans les Territoires sous tutelle d'Afrique occidentale envisage la possibilité de se rendre dans cette région.

A propos d'une autre pétition<sup>127</sup> relative à un cas d'arrestation injuste et de menaces d'emprisonnement, le Conseil a pris acte de la déclaration du représentant spécial, d'où il ressort que les faits imputés au pétitionnaire ont été amnistiés en vertu de la loi du 6 août 1953.

A propos d'une pétition<sup>128</sup> relative à la prétendue vente de la femme et des enfants du pétitionnaire par un chef de village et d'autres personnes, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les déclarations de l'Autorité administrante d'où il ressort qu'il est loisible au pétitionnaire d'intenter une action devant les tribunaux coutumiers. Il a recommandé à l'Autorité administrante de continuer à prendre des mesures propres à réprimer les abus auxquels donnent lieu les coutumes matrimoniales qui répugnent à la conception moderne du mariage.

Une pétition<sup>129</sup> avait trait à des plaintes pour attaques contre la plantation d'un pétitionnaire et démolition de deux grandes maisons. Le Conseil a constaté que les tribunaux avaient accordé des dommages-intérêts et il a attiré l'attention du pétitionnaire sur la déclaration du représentant spécial, d'où il ressort que si les dommages-intérêts n'étaient pas versés, il lui était loisible de s'adresser au tribunal pour obtenir exécution du jugement. En outre, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur le fait qu'il avait la faculté de s'adresser au Conseil du contentieux administratif pour demander le versement de dommages-intérêts par l'Administration.

Une autre pétition<sup>130</sup> contenait des plaintes relatives à la situation dans le pays bamiléké, à l'emprisonnement du chef Ntapié et au fait qu'on lui avait refusé le droit de retourner dans ses propriétés après son relâchement. Le Conseil a noté que le chef Ntapié était retourné dans son village et a demandé des renseignements complémentaires au sujet de sa condamnation. Il a noté en outre qu'une école secondaire partielle avait été créée à Dschang, et il a demandé un complément d'information sur le projet visant à créer une école secondaire complète dans le pays bamiléké. Le Conseil a aussi recommandé à l'Autorité administrante d'étudier avec soin les propositions présentées dans la pétition en vue de l'amélioration des conditions politiques, économiques et sociales des autochtones de la région et d'aider la population à protéger ses biens contre les dommages causés par les animaux sauvages. Enfin, le Conseil a invité l'Autorité administrante à lui faire connaître les mesures qui auraient été prises pour donner suite à la résolution.

A propos d'une pétition<sup>131</sup> contenant des plaintes selon lesquelles les peines de prison infligées aux pétitionnaires étaient excessives, le Conseil a noté que l'affaire était en instance devant la Cour de cassation, à Paris, et il a exprimé l'espoir qu'une décision interviendrait bientôt. Il a attiré l'attention des pétitionnaires sur la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle il est loisible aux pétitionnaires de présenter une demande de mise en liberté provisoire en attendant qu'il soit définitivement statué sur leur affaire.

Une pétition<sup>132</sup> avait trait à des protestations contre l'arrestation de dix-huit membres de l'Union des populations du Cameroun et au vol de leurs biens par un garde. Le Conseil a pris acte de la déclaration du représentant spécial, selon laquelle l'enquête minutieuse à laquelle les Autorités ont procédé n'a permis de découvrir aucune preuve à l'appui des dires du pétitionnaire; il a décidé que cette pétition n'appelait aucune recommandation de sa part.

L'auteur d'une autre pétition<sup>133</sup> se plaignait d'avoir été emprisonné avec seize autres personnes pour avoir refusé de voter pour le candidat proposé par les Autorités comme chef supérieur. Le Conseil a noté que la plainte avait fait l'objet d'une pétition examinée antérieurement (T/PET.5/120) et il a rappelé sa résolution 779 (XII) relative à cette pétition, par laquelle il avait décidé qu'elle n'appelait aucune recommandation de sa part; il a décidé enfin que cette nouvelle pétition n'appelait aucune mesure de sa part, puisqu'elle avait trait à des questions relevant de la compétence des tribunaux.

<sup>125</sup> T/PET.5/205 et Add.1.

<sup>126</sup> T/PET.5/217.

<sup>127</sup> T/PET.5/221.

<sup>128</sup> T/PET.5/160.

<sup>129</sup> T/PET.5/163 et Add.1.

<sup>130</sup> T/PET.5/171.

<sup>131</sup> T/PET.5/194.

<sup>132</sup> T/PET.5/175.

<sup>133</sup> T/PET.5/180.



Au sujet d'une pétition relative à une demande de dommages-intérêts<sup>134</sup>, le Conseil a pris acte des observations de l'Autorité administrante, selon lesquelles le pétitionnaire avait refusé d'accepter la somme qui lui avait été accordée à titre de dommages-intérêts; il a estimé que cette pétition n'appelait aucune recommandation de sa part, puisque la question relevait de la compétence des tribunaux du Territoire.

L'auteur d'une autre pétition<sup>135</sup> se plaignait que cinq cases lui appartenant eussent été incendiées par le chef du village pendant que le pétitionnaire purgeait une peine de prison. Le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les déclarations de l'Autorité administrante, selon lesquelles le pétitionnaire n'avait pas fourni de preuves à l'appui de ses accusations et l'enquête menée par les autorités locales n'avait pas permis de déterminer qui était responsable de l'incendie des cases.

Dans la dernière pétition<sup>136</sup> de ce groupe, les pétitionnaires se plaignaient que des mesures eussent été prises pour relever de ses fonctions et condamner le chef Njimofira parce qu'il avait soutenu M. Um Nyobé. Les pétitionnaires se plaignaient également que les pouvoirs judiciaire et administratif fussent interdépendants. Le Conseil a constaté que le chef Njimofira avait été relevé de ses fonctions de chef supérieur à la suite de sa condamnation pour avoir tenu des propos diffamatoires contre d'autres chefs, et de ses fonctions de chef de village en raison de son incapacité. Le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures possibles pour séparer les pouvoirs judiciaire et administratif et de prendre des mesures pour garantir la participation de représentants de la population autochtone aux organes judiciaires et administratifs du Territoire sous tutelle.

Vingt et une pétitions traitaient de diverses questions relatives à la vie économique, à la vie sociale et à l'enseignement<sup>137</sup>.

Une pétition<sup>138</sup> contenait une plainte concernant les honoraires des agents d'affaires. Le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort que l'arrêté du 15 juin 1951 ne limite pas les honoraires des agents d'affaires, mais édicte seulement certaines règles relatives à la comptabilité.

A propos d'une autre pétition<sup>139</sup> dont l'auteur se plaignait qu'on lui eût refusé l'autorisation d'ouvrir un restaurant, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort que la demande du pétitionnaire a été rejetée parce que son établissement ne répondait pas aux règlements de sécurité et d'hygiène. En outre, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur le fait qu'il disposait d'un recours contentieux contre l'Administration.

Dans une autre pétition<sup>140</sup>, l'auteur se plaignait d'avoir dû payer des droits de douane pour des marchandises qui avaient en fait été achetées dans le Territoire. Le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort qu'il a accepté une transaction proposée par

le Service des douanes et que les marchandises lui ont été restituées le jour même.

Cinq pétitions contenaient diverses plaintes et demandes d'assistance formulées par des anciens combattants. Selon la première de ces pétitions<sup>141</sup>, l'Administration n'avait pas aidé le pétitionnaire à élever ses dix-sept enfants; le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur la déclaration du représentant spécial, selon laquelle il n'existe encore dans le Territoire aucun système général d'allocations familiales, mais que l'extension du système est à l'étude. En outre, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur le fait que les anciens combattants titulaires de la carte du combattant ont droit à une allocation de retraite dès l'âge de 50 ans.

Au sujet de la seconde pétition<sup>142</sup> le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort que les Autorités s'efforcent d'installer un bureau de l'Office des anciens combattants dans les principales agglomérations où il existe une association d'anciens combattants, et que l'Assemblée territoriale a décidé en 1951 d'exempter de l'impôt personnel forfaitaire pour une période égale à la durée du service accompli les anciens combattants titulaires de la carte du combattant.

En ce qui concerne la troisième pétition<sup>143</sup>, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur la déclaration du représentant spécial, d'où il ressort que le pétitionnaire peut s'adresser à l'Office des anciens combattants pour solliciter des secours. Le Conseil a demandé à l'Autorité administrante d'examiner de nouveau avec bienveillance le cas du pétitionnaire.

Au sujet de la quatrième pétition<sup>144</sup>, le Conseil a pris note du fait que, postérieurement à la date de sa pétition, le pétitionnaire a reçu un prêt de 20.000 francs et un appareil orthopédique.

En ce qui concerne la cinquième pétition<sup>145</sup>, le Conseil a pris note du fait que postérieurement à la date de sa pétition, le pétitionnaire a reçu un prêt de 15.000 francs de l'Office des anciens combattants.

Trois des pétitions contenaient des demandes de prêt ou d'assistance financière. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur le fait que l'Organisation des Nations Unies ne peut pas donner suite aux demandes d'assistance financière émanant de particuliers ou d'institutions privées. A propos de deux de ces pétitions<sup>146</sup>, le Conseil a fait observer que le pétitionnaire avait la faculté de demander un prêt au Crédit du Cameroun; en ce qui concerne la troisième pétition<sup>147</sup>, le Conseil a pris note en outre du fait que l'Administration vient d'instituer un système selon lequel les aveugles nécessiteux recevront des pensions pouvant atteindre 500 francs par mois.

Deux pétitions, qui émanaient de groupes de travailleurs autochtones, exprimaient des plaintes relatives aux conditions de travail. Au sujet de la première de ces pétitions<sup>148</sup>, le Conseil a recommandé que l'Autorité administrante poursuive les négociations avec les représentants du Syndicat unique des cheminots en vue de la mise en vigueur de mesures propres à améliorer le sort des cheminots autochtones.

<sup>134</sup> T/PET.5/176.

<sup>135</sup> T/PET.5/177.

<sup>136</sup> T/PET.5/210.

<sup>137</sup> Voir les cinquante-huitième et soixante-huitième rapports du Comité permanent des pétitions, T/L.413, 434.

<sup>138</sup> T/PET.5/129.

<sup>139</sup> T/PET.5/155.

<sup>140</sup> T/PET.5/164.

<sup>141</sup> T/PET.5/127.

<sup>142</sup> T/PET.5/132.

<sup>143</sup> T/PET.5/133.

<sup>144</sup> T/PET.5/135.

<sup>145</sup> T/PET.5/190.

<sup>146</sup> T/PET.5/143, 185.

<sup>147</sup> T/PET.5/193.

<sup>148</sup> T/PET.5/147.

Pour ce qui est de la seconde pétition <sup>149</sup>, le Conseil a exprimé l'espoir que les activités des personnes qui jouissent de concessions forestières restent soumises au contrôle de l'Autorité administrante afin que les droits des habitants des villages soient sauvegardés. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les recommandations et les conclusions formulées à sa treizième session au sujet du développement de l'économie et de l'enseignement dans le Territoire. Le Conseil a en outre attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations présentées par l'Autorité administrante, d'où il ressort que des dispositions pertinentes du Code du travail répondent déjà à leurs demandes. Enfin, le Conseil a invité l'Autorité administrante à continuer de veiller à ce que les dispositions du Code du travail soient effectivement appliquées.

Dans une autre pétition <sup>150</sup>, la Fédération syndicale mondiale se plaignait que la diffusion de certaines de ses publications eût été interdite dans le Territoire. Le Conseil a pris acte de la déclaration du représentant spécial selon laquelle les publications de la Confédération générale du travail et toutes autres publications imprimées en France peuvent être librement introduites dans le Territoire si elles sont conformes aux dispositions de la législation française. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur la déclaration de l'Autorité administrante, d'où il ressort que la décision d'interdire la diffusion de certaines publications a été prise parce que la propagande politique qui est faite dans ces publications risque de troubler l'ordre public dans le Territoire.

Trois pétitions exprimaient des plaintes relatives à des renvois injustifiés ou à des salaires non payés. Au sujet de la première d'entre elles <sup>151</sup>, le Conseil a pris note du fait que le pétitionnaire n'a pas fourni des renseignements qui permettent de déterminer si ses plaintes sont justifiées et que les entreprises intéressées ont fait savoir qu'elles n'avaient aucun dossier à son nom. Le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur la déclaration de l'Autorité administrante, d'après laquelle il a la faculté de déposer une plainte devant les autorités compétentes contre les entreprises mentionnées.

En ce qui concerne la seconde pétition <sup>152</sup>, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur la déclaration de l'Autorité administrante d'après laquelle on n'a pas pu trouver trace des deux affaires mentionnées et il a suggéré au pétitionnaire de fournir des renseignements plus précis.

Au sujet de la troisième pétition <sup>153</sup>, le Conseil a pris note du fait que l'Autorité administrante s'efforce d'obtenir que les travailleurs intéressés soient payés; et il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait de veiller de près aux intérêts desdits travailleurs.

Les 4 dernières pétitions de ce groupe avaient trait à des questions relatives à l'enseignement.

En ce qui concerne la première de ces pétitions <sup>154</sup>, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur le fait que l'Organisation des Nations Unies ne peut pas donner suite aux demandes d'assistance financière émanant de particuliers ou d'institutions privées; il a noté que l'école dirigée par le pétitionnaire reçoit actuellement des subventions de l'Administration; il a exprimé

l'espoir que l'Autorité administrante continuerait d'accorder des subventions qui permettent au pétitionnaire de faire fonctionner son établissement de façon satisfaisante.

Pour ce qui est de la seconde pétition <sup>155</sup>, le Conseil a noté que des bourses d'études sont attribuées sur concours par une commission spéciale et que les concours sont ouverts à toutes les personnes qui possèdent les connaissances nécessaires. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante examinerait de nouveau la possibilité de permettre au pétitionnaire de terminer ses études secondaires.

La troisième pétition <sup>156</sup> émanait d'un ancien séminariste; le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur la déclaration de l'Autorité administrante, d'où il ressort qu'il peut se présenter aux examens officiels pour l'obtention des brevets et diplômes d'enseignement.

En ce qui concerne la dernière pétition <sup>157</sup>, le Conseil a noté que le pétitionnaire avait été renvoyé de l'école par décision du conseil de discipline, pour diffamation à l'égard de la direction de l'établissement.

Trente-sept pétitions portaient sur des questions foncières; dans la plupart d'entre elles, les auteurs protestaient contre l'aliénation de terres.

Treize de ces pétitions émanaient de Bamiléké et de Mungos <sup>158</sup>. Au sujet d'une pétition <sup>159</sup> qui exprimait une plainte relative à un bail, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle le différend relevait de la compétence des tribunaux civils du Territoire; il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante fournirait aux pétitionnaires toute l'aide utile en vue de régler le différend.

Au sujet d'une pétition <sup>160</sup> protestant contre l'aliénation de terres, le Conseil a invité l'Autorité administrante à demander des renseignements complémentaires sur cette affaire et à lui rendre compte.

En ce qui concerne une autre pétition <sup>161</sup> relative à l'aliénation de terres, le Conseil a pris note du fait que le pétitionnaire avait laissé vacante la parcelle en question et qu'ultérieurement une concession avait été accordée à une autre personne, suivant la procédure normale. Il a suggéré au pétitionnaire qu'il pourrait lui être loisible de porter l'affaire devant les tribunaux compétents.

Une autre pétition <sup>162</sup> contenait une demande d'achat d'un certain lot. Le Conseil a noté avec satisfaction que le pétitionnaire avait obtenu la concession du lot en question en mai 1953. Au sujet d'une pétition <sup>163</sup> qui concernait l'aliénation de terres et la destruction de plantations, le Conseil a pris note du fait que la concession foncière dont il s'agissait avait été accordée dans les formes réglementaires et que le pétitionnaire n'avait reçu aucune indemnité, sa plantation étant sans valeur en raison de l'état dans lequel elle se trouvait; le Conseil a estimé que, dans ces conditions, la pétition n'appelait aucune recommandation de sa part.

<sup>149</sup> T/PET.5/153.

<sup>150</sup> T/PET.5/168.

<sup>151</sup> T/PET.5/212.

<sup>158</sup> Voir le cinquante-neuvième rapport du Comité permanent des pétitions, T/L.414.

<sup>159</sup> T/PET.5/149.

<sup>160</sup> T/PET.5/152.

<sup>161</sup> T/PET.5/156.

<sup>162</sup> T/PET.5/157.

<sup>163</sup> T/PET.5/159.

<sup>149</sup> T/PET.5/L.8 et Add.I.

<sup>150</sup> T/PET.5/215.

<sup>151</sup> T/PET.5/137.

<sup>152</sup> T/PET.5/201.

<sup>153</sup> T/PET.5/208.

<sup>154</sup> T/PET.5/138.

Au sujet d'une autre pétition<sup>164</sup> qui concernait l'expropriation d'un terrain, aucune des propositions soumises au Conseil n'a pu obtenir la majorité des voix ; en conséquence, la pétition a été renvoyée au Comité permanent pour nouvel examen.

Dans une autre pétition,<sup>165</sup> l'auteur protestait contre une aliénation de terres ; le Conseil a pris note du fait que les trois parcelles dont le pétitionnaire prétendait être propriétaire avaient fait l'objet de concessions dans les formes réglementaires ; il a invité l'Autorité administrante à examiner plus avant les autres griefs du pétitionnaire touchant des terres et à lui rendre compte.

Au sujet d'une pétition<sup>166</sup> dont l'auteur se plaignait qu'une terre lui appartenant eut été vendue à son insu, le Conseil a fait observer au pétitionnaire que son terrain n'avait en aucune façon été aliéné et qu'il lui appartenait, s'il voulait recevoir un titre de propriété officiel, de fournir un plan du terrain.

L'auteur d'une autre pétition<sup>167</sup> se plaignait d'avoir été chassé de son terrain bien des années auparavant : à ce propos, le Conseil a pris note du fait que le terrain en question était inoccupé en 1930 et que la concession avait été accordée suivant la procédure réglementaire. Il a attiré l'attention du pétitionnaire sur le fait qu'il pourrait lui être loisible de porter l'affaire devant les tribunaux compétents du Territoire, s'il pouvait réunir des preuves suffisantes. Le Conseil a enfin recommandé que l'Autorité administrante procède à une enquête sur la situation du pétitionnaire afin de déterminer s'il jouissait d'un terrain suffisant.

Deux pétitions<sup>168</sup> avaient trait à des litiges qui mettaient en cause la Compagnie pastorale. Le Conseil a rappelé la résolution 149 (VI) qu'il avait adoptée à propos d'une pétition antérieure (T/PET.5/38) relative à l'utilisation des terres dans le massif des Bamboutos, et par laquelle il avait insisté auprès de l'Autorité administrante pour qu'elle intensifiât ses efforts en vue de résoudre le problème soulevé par le litige entre la Compagnie pastorale et les Bamilékés des collectivités de la région. Il a pris note du fait que le massif des Bamboutos avait été constitué en réserve de pâturages, de façon à parer immédiatement au danger d'érosion, et il a attiré l'attention des pétitionnaires sur l'importance de la conservation du sol dans la région. Il a enfin réitéré la recommandation qu'il avait faite à l'Autorité administrante d'intensifier ses efforts en vue de trouver à ce problème une solution définitive et équitable, comportant notamment le versement d'une indemnité annuelle aux collectivités de la région.

Au sujet des deux dernières pétitions<sup>169</sup>, émanant d'habitants de ces régions, et où les auteurs protestaient contre des menaces d'expropriation, le Conseil a noté que les tribunaux compétents du Territoire étaient saisis des litiges en question.

Quatorze pétitions relatives à des questions foncières émanaient de la région de Bamoun<sup>170</sup>.

Au sujet d'une pétition<sup>171</sup> concernant l'aliénation de terres, le Conseil a noté que la concession en question avait été accordée conformément à la procédure régle-

mentaire ; il a signalé au pétitionnaire qu'il lui était loisible de porter l'affaire devant les tribunaux compétents.

A propos d'une pétition<sup>172</sup> relative à l'aliénation de terres par l'Autorité administrante, le Conseil a constaté que le tribunal compétent avait été saisi de l'affaire ; il a demandé que des renseignements lui soient fournis au sujet de l'issue de cette affaire.

En ce qui concerne une autre pétition<sup>173</sup> relative à l'aliénation de terres, le Conseil a pris note de la déclaration du pétitionnaire, selon laquelle il était mineur à l'époque où la terre en question avait fait l'objet d'une concession ; il a signalé au pétitionnaire qu'il lui était loisible de porter l'affaire devant les tribunaux compétents et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante donnerait l'assistance voulue au pétitionnaire pour lui permettre d'acquérir des droits sur une terre.

L'auteur d'une pétition<sup>174</sup> se plaignait que lui-même et bon nombre d'autres eussent été contraints de quitter les terres qu'ils avaient occupées pendant dix-sept ans. Le Conseil a pris acte de la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle les terres accordées en compensation avaient été délimitées en février 1953 ; il a exprimé l'espoir que les intéressés s'estimeraient suffisamment dédommagés.

L'auteur d'une pétition<sup>175</sup> se plaignait du comportement du Directeur de la plantation de la SIAC à Foubot, qu'il accusait d'avoir saccagé sa plantation. Le Conseil a appelé l'attention du pétitionnaire sur la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle il n'avait jamais déposé de plainte écrite qui eût permis de porter l'affaire devant les tribunaux ; il a suggéré au pétitionnaire, s'il voulait poursuivre l'affaire, de déposer une plainte par écrit entre les mains des autorités judiciaires.

L'auteur d'une pétition<sup>176</sup> protestait au sujet de la destruction de sa case. Le Conseil a appelé l'attention du pétitionnaire sur la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle il avait commencé la construction d'une case dans le centre urbain de Foubot, sans respecter les servitudes d'urbanisme, et avait détruit sa case lui-même sur l'ordre des autorités locales. Le Conseil a noté que le pétitionnaire pouvait solliciter un permis de reconstruire dans un lieu voisin et il a prié l'Autorité administrante de faire savoir au Conseil si le pétitionnaire avait effectivement reconstruit sa case.

Au sujet d'une pétition<sup>177</sup> dont l'auteur se plaignait que des terres appartenant depuis cinquante ans à son père eussent été saisies, le Conseil a pris note du fait que le pétitionnaire avait interjeté appel devant le tribunal du second degré de Fouban ; il a prié l'Autorité administrante de lui faire connaître l'issue de l'affaire.

Au sujet d'une plainte<sup>178</sup> relative à l'aliénation de terres qui aurait eu lieu il y a environ vingt ans, aucune proposition soumise au Conseil n'a pu obtenir la majorité requise ; en conséquence, la pétition a été renvoyée au Comité permanent pour nouvel examen.

Au sujet d'une autre pétition<sup>179</sup> relative à l'aliénation de terres, le Conseil a constaté que le litige foncier

<sup>164</sup> T/PET.5/161.

<sup>165</sup> T/PET.5/162.

<sup>166</sup> T/PET.5/165.

<sup>167</sup> T/PET.5/166.

<sup>168</sup> T/PET.5/167, 170.

<sup>169</sup> T/PET.5/206, 209.

<sup>170</sup> Voir le soixante et unième rapport du Comité permanent des pétitions, T/L.416.

<sup>171</sup> T/PET.5/172.

<sup>172</sup> T/PET.5/173.

<sup>173</sup> T/PET.5/178.

<sup>174</sup> T/PET.5/179.

<sup>175</sup> T/PET.5/181.

<sup>176</sup> T/PET.5/182.

<sup>177</sup> T/PET.5/183.

<sup>178</sup> T/PET.5/184.

<sup>179</sup> T/PET.5/186.



évoqué par le pétitionnaire avait été réglé par le tribunal coutumier et que le pétitionnaire n'avait pas fait appel de la décision rendue.

Au sujet d'une pétition<sup>180</sup> dont l'auteur demandait la restitution de terres aliénées en son absence, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur la possibilité qu'il avait de saisir du litige le tribunal compétent; il a prié l'Autorité administrante de fournir des renseignements au Conseil sur l'issue de l'affaire au cas où le pétitionnaire en saisirait la justice.

En ce qui concerne 2 pétitions<sup>181</sup> dont les auteurs se plaignaient que leurs maisons et leurs plantations eussent été saisies et détruites, le Conseil a constaté qu'à aucun moment pendant la durée de la procédure relative à l'octroi de la concession du terrain en question, les pétitionnaires n'avaient fait opposition. Le Conseil a cependant invité l'Autorité administrante à procéder à un complément d'enquête sur ces plaintes et à lui en communiquer le résultat.

Au sujet d'une pétition<sup>182</sup> dont l'auteur soutenait que ses terres avaient été saisies alors qu'il accomplissait son service militaire, le Conseil a noté que le pétitionnaire et sa proche famille avaient abandonné les terres en question pendant une vingtaine d'années et que, dans l'intervalle, ces terres avaient été attribuées à d'autres habitants conformément au droit coutumier. Le Conseil a noté en outre que le pétitionnaire avait présenté cinq réclamations devant les tribunaux, que l'une avait été rejetée et que les quatre autres étaient pendantes; il a prié l'Autorité administrante de faire connaître au Conseil la situation des affaires en cours.

En ce qui concerne la dernière pétition<sup>183</sup> émanant de la région de Bamoun, dans laquelle l'auteur se plaignait de l'aliénation de ses terres et de la destruction de ses récoltes vivrières, le Conseil a noté que le tribunal du second degré de Fomhan était saisi de l'affaire; il a prié l'Autorité administrante de lui communiquer la décision du tribunal.

Le Conseil a reçu d'autres régions du Territoire 10 pétitions relatives à des questions foncières<sup>184</sup>.

A propos d'une pétition<sup>185</sup> motivée par des mesures d'expropriation prises dans le village de Ngouangawanda et l'établissement ultérieur des habitants à Pont-Kellé, le Conseil a pris note du fait que les populations qui se sont établies à Pont-Kellé sont libres de demander des terres à Ngouangawanda.

L'auteur d'une pétition<sup>186</sup> demandait à être dédommagé pour des pertes subies à l'occasion de la construction d'une voie ferrée. Le Conseil a pris note du fait que le pétitionnaire, après l'envoi de sa pétition, avait accepté une somme de 1.180 francs à titre de dédommagement pour la perte de divers arbres fruitiers. Il a pris note également du fait qu'un télégramme avait été adressé au pétitionnaire lui demandant si, malgré ce paiement, il voulait maintenir sa pétition, mais que ce télégramme était resté sans réponse.

Au sujet d'une pétition<sup>187</sup> relative à une demande de titre de propriété, le Conseil a appelé l'attention du péti-

tionnaire sur les déclarations de l'Autorité administrante selon lesquelles il lui est loisible de faire une nouvelle demande de titre foncier.

Les auteurs d'une pétition<sup>188</sup> réclamaient le versement d'un loyer qui, selon eux, leur était payé au temps de l'administration allemande. Le Conseil a appelé l'attention des pétitionnaires sur les déclarations de l'Autorité administrante, d'où il ressort qu'il n'y a dans les archives officielles de l'Administration allemande aucune trace du paiement d'un loyer aux pétitionnaires pour le terrain en question, que ce terrain est depuis très longtemps la propriété du Territoire, que les pétitionnaires n'ont pas fait opposition dans les délais prescrits à l'extension du périmètre urbain de Kribi et que, par la suite, huit lots ont été attribués à la famille des pétitionnaires en compensation des droits qu'elle avait sur un autre terrain qui avait été inclus dans le périmètre urbain de Kribi. Enfin, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur la possibilité qui leur est donnée de contester les opérations de délimitation et de classement par devant le Conseil du contentieux administratif.

A propos d'une pétition<sup>189</sup> dont l'auteur affirmait qu'un terrain dont il était propriétaire avait été vendu sans son consentement à l'usine de pompage de Japoma, le Conseil a appelé l'attention du pétitionnaire sur la déclaration de l'Autorité administrante, d'où il ressort que c'est contre la collectivité de Japoma que le pétitionnaire doit faire valoir ses droits à une indemnité et qu'il lui appartient d'en faire la preuve devant les juridictions de droit coutumier.

Au sujet d'une pétition<sup>190</sup> dont l'auteur se plaignait de ce qu'il y a cinquante ans environ, la compagnie SAFA, à Dizangué, a usurpé, sans payer aucun dédommagement, un grand lot de terrain, le Conseil a noté que le pétitionnaire n'était pas le représentant légal de la population, que la première aliénation de terres avait eu lieu sous l'administration allemande, et que les aliénations subséquentes avaient été réalisées dans les formes légales et avec l'approbation de la population.

Un fonctionnaire s'est plaint dans une pétition<sup>191</sup> de ne pas avoir eu d'avancement et il a exprimé ses doléances au sujet d'une reconnaissance de droits fonciers. Le Conseil a appelé l'attention du pétitionnaire sur les déclarations de l'Autorité administrante, selon lesquelles les décisions de la Commission d'avancement sont définitives, et selon lesquelles, en ce qui concerne le terrain, il a la faculté de porter l'affaire devant le tribunal local du deuxième degré.

L'auteur d'une pétition<sup>192</sup> se plaignait qu'un terrain appartenant à la population autochtone eût été classé dans la catégorie "Terres vacantes et sans maître" et qu'un terrain lui appartenant personnellement eût été aliéné. Le Conseil a noté que le terrain en question avait été classé dans le domaine privé du Territoire afin de permettre la création d'un centre administratif et commercial, et que les chefs et la population avaient admis le principe de l'abandon du terrain. Il a noté de plus qu'une indemnité de 18.000 francs avait été allouée au pétitionnaire, et que le Conseil du contentieux administratif avait débouté le pétitionnaire de son action relative au montant de l'indemnité.

<sup>180</sup> T/PET.5/187.

<sup>181</sup> T/PET.5/188, 189.

<sup>182</sup> T/PET.5/192.

<sup>183</sup> T/PET.5/202.

<sup>184</sup> Voir le soixante-deuxième rapport du Comité permanent des pétitions, T/L.417.

<sup>185</sup> T/PET.5/126.

<sup>186</sup> T/PET.5/130.

<sup>187</sup> T/PET.5/134.

<sup>188</sup> T/PET.5/144.

<sup>189</sup> T/PET.5/148.

<sup>190</sup> T/PET.5/150.

<sup>191</sup> T/PET.5/198 et Add.1.

<sup>192</sup> T/PET.5/199 et Add.1.

L'auteur d'une pétition<sup>103</sup> protestait contre l'abattage d'arbres de valeur dans sa plantation et se plaignait d'avoir été diffamé. Le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire d'une part sur la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle les demandes de dommages-intérêts pour les dommages causés par la délivrance de permis forestiers peuvent être adressées au chef de circonscription, à l'inspecteur des eaux et forêts ou au tribunal compétent, et d'autre part sur la possibilité qui lui est offerte de poursuivre son diffamateur en justice.

Au sujet de la dernière pétition<sup>104</sup> de ce groupe — une plainte contre l'exploitation d'une carrière par la

Régie générale des chemins de fer et travaux publics au village de Matomb-Route — le Conseil a appelé l'attention du pétitionnaire sur la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle il lui est loisible, s'il estime avoir été lésé par la décision de l'Administration autorisant l'exploitation de la carrière, de former un recours devant le Conseil du contentieux administratif du Territoire.

A sa quatorzième session, le Conseil a examiné 29 pétitions écrites relatives au Cameroun sous administration française. Ces pétitions, dont chacune a été examinée par le Comité permanent des pétitions et par le Conseil, étaient les suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Cotes des rapports du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
M. Abraham Ewo	T/PET.5/161	T/L.470	1034 (XIV)
M. Issah Njoya	T/PET.5/174	T/L.470	1035 (XIV)
M. Njiyangouo Soulémanou	T/PET.5/184	T/L.470	1036 (XIV)
Syndicat des employés des exploitants forestiers de Messondo	T/PET.5/219	T/L.481	1037 (XIV)
M. Satind Makon Paulin	T/PET.5/222	T/L.470	1038 (XIV)
Assemblée générale des chômeurs du Cameroun	T/PET.5/225	T/L.491	1039 (XIV)
M. J. Emile Kohn	T/PET.5/226	T/L.470	1040 (XIV)
M. Joël Kouang	T/PET.5/228 et Add.1 et 2	T/L.481	1041 (XIV)
Association des chômeurs de la région de la Sanaga-Maritime	T/PET.5/229	T/L.491	1042 (XIV)
Union des populations du Cameroun, section de Yaoundé	T/PET.5/231	T/L.470	1043 (XIV)
Union des populations du Cameroun, section de Mbalmayo	T/PET.5/239		
Le Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/232		
Le Président de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/237	T/L.470	1044 (XIV)
Union des populations du Cameroun, Comité central de New-Bell	T/PET.5/238		
Comité central de l'Union des populations du Cameroun à Bandjoun	T/PET.5/235	T/L.470	1045 (XIV)
M. Daniel Deno	T/PET.5/240	T/L.481	1046 (XIV)
Association amicale des chefs traditionnels de la région bamiléké	T/PET.5/242	T/L.470	1047 (XIV)
Union des populations du Cameroun, section de Bafoussan	T/PET.5/243	T/L.481	1048 (XIV)
Le Secrétaire général du Comité central de Njombé	T/PET.5/244	T/L.481	1049 (XIV)
M. Theodore M. Matip	T/PET.5/245 et Add.1	T/L.481	1050 (XIV)
Le Secrétaire général de la collectivité du village de Mboebo	T/PET.5/246 et Add.1	T/L.481	1051 (XIV)
Bureau de l'Union des populations du Cameroun	T/COM.5/L.29 et Add.1		
Union des populations du Cameroun, Comité central de Manjo	T/PET.5/247	T/L.491	1052 (XIV)
Le Vice-Président de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/248	T/L.491	1053 (XIV)
M. Félix Song	T/PET.5/249	T/L.491	1054 (XIV)
Le Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun	T/PET.5/258	T/L.470	1055 (XIV)
M. Emile J. Kohn	T/PET.5/L.17	T/L.481	1056 (XIV)
M. Abel Kingue	T/PET.5/L.19	T/L.470	1057 (XIV)
M. Pierre Simon Nkén Tchallé	T/COM.5/L.30	T/L.481	1058 (XIV)

Dans une de ces pétitions<sup>105</sup>, l'auteur désapprouvait la présence de M. Bissecck devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale en 1953 et accusait M. Bissecck d'avoir importé deux fusils sans les déclarer à la douane. Le Conseil a noté, entre autres choses, que M. Bissecck, fonctionnaire, avait obtenu sur sa demande un congé de deux mois, conformément au règlement qui accorde un congé aux fonctionnaires qui désirent participer à des congrès syndicaux ou internationaux. Le Conseil a également noté que M. Bissecck avait obtenu un permis d'importation et un permis de dédouanement pour ses deux fusils, conformément au règlement.

En ce qui concerne une pétition<sup>106</sup>, dans laquelle il était indiqué que l'on avait refusé, pour des raisons politiques, de délivrer des passeports à certaines personnes, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires

sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort que l'Administration n'a jamais refusé de délivrer un passeport pour des raisons politiques.

Deux pétitions<sup>107</sup> contenaient des protestations contre l'arrestation d'une personne à laquelle la Quatrième Commission de l'Assemblée générale avait accordé une audience en 1953. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations présentées par l'Autorité administrante, d'où il ressort que l'Administration n'a jamais pris et ne prendra jamais aucune disposition pour empêcher qu'une personne, à laquelle la Quatrième Commission ou le Conseil de tutelle ont accordé une audience, ne se rende au Siège de l'Organisation des Nations Unies. En l'occurrence, l'Administration avait renoncé à arrêter l'intéressé avant le 12 décembre 1953 — trois jours après la clôture de l'Assemblée générale — afin qu'il ne soit pas empêché de se rendre au Siège des Nations Unies du fait de son arrestation.

<sup>103</sup> T/PET.5/203.

<sup>104</sup> T/PET.5/213 et Add.1.

<sup>105</sup> T/PET.5/L.19.

<sup>106</sup> T/PET.5/226.

<sup>107</sup> T/PET.5/231, 239.

Trois pétitions <sup>198</sup> avaient trait à un attentat contre la personne de M. Abel Kingué à Mbouroukou (12 décembre 1953) et à deux attaques perpétrées sur la personne de M. Um Nyobé soit par un ancien chef, soit à l'instigation de ce chef. Ces pétitions contenaient également une plainte au sujet de l'annulation des élections dans le pays mungo en 1952. Le Conseil a noté que le chef en question avait été condamné pour avoir participé à l'un des incidents de Mbouroukou et que l'on procédait à une enquête judiciaire sur cet incident. Il a invité l'Autorité administrante à lui faire connaître le résultat de cette enquête. Il a en outre exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait des mesures pour ménager des relations pacifiques entre les diverses factions de Mbouroukou. Il a noté que l'annulation des élections dans le pays mungo avait été décidée conformément aux dispositions de la loi électorale.

Au sujet d'une pétition <sup>199</sup> concernant la dissolution d'une réunion d'un parti politique, le Conseil a regretté que le chef de subdivision ait été obligé de dissoudre la réunion et il a souligné la nécessité d'assurer la liberté que les partis politiques ont de tenir des réunions, en déclarant que c'était seulement dans les cas exceptionnels qu'il était souhaitable de dissoudre une réunion publique.

Treize des pétitions <sup>200</sup> avaient trait à des questions d'ordre politique et administratif.

En ce qui concerne l'une de ces pétitions <sup>201</sup>, aucune des propositions soumises au Conseil à sa treizième session n'avait pu, on l'a vu, recueillir une majorité. Le pétitionnaire se plaignait d'un abus de pouvoir qu'aurait commis un chef imposé, d'après lui, à la population. Le Conseil a constaté que le chef en question avait été régulièrement élu et que ses activités avaient déjà fait l'objet d'une enquête de l'Autorité administrante. En outre, il a conseillé au pétitionnaire d'apporter des preuves à l'appui de ses accusations s'il ne s'estimait pas satisfait.

Une pétition <sup>202</sup>, dont les auteurs appuyaient le secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun, évoquait des griefs généraux à l'égard de l'Autorité administrante et citait plusieurs faits à l'appui de ces accusations. L'auteur de la pétition se plaignait également de la conduite du chef de subdivision de Bafoussam. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort qu'il est possible de faire appel des décisions du chef de subdivision et que les accusations portées contre le chef de subdivision sont sans fondement; il a en outre invité les pétitionnaires à faire connaître de façon précise et détaillée les raisons qui motivent les plaintes formulées contre le fonctionnaire en question.

Les auteurs d'une autre pétition <sup>203</sup> demandaient qu'un représentant de chaque chefferie puisse assister le juge français aussi bien au civil qu'au pénal, que l'un de leurs chefs les représente à l'Assemblée territoriale, et qu'un impôt supplémentaire soit institué pour l'entretien des chefferies et pour les réceptions officielles.

A propos d'une pétition <sup>204</sup>, dans laquelle le pétitionnaire se plaignait d'avoir été condamné pour défaut de déclaration en douane d'un paquet contenant des cartes

syndicales, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante d'où il ressort que la condamnation du pétitionnaire était annulée et que le paquet contenant les cartes en question lui a été restitué.

A propos d'une pétition <sup>205</sup> relative à un incident au cours duquel la foule avait malmené le chef d'un parti politique, le Conseil a constaté que l'affaire était en instance devant les tribunaux et il a invité l'Autorité administrante à lui faire connaître à sa quinzisième session le résultat de la procédure engagée.

Sept pétitions exprimaient des plaintes relatives à l'aliénation de terres. A propos de deux d'entre elles aucune des propositions soumises au Conseil à sa treizième session n'avait pu, on l'a vu, recueillir une majorité. A propos de deux des pétitions concernant des aliénations de terre <sup>206</sup>, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort que les concessions en question ont été accordées selon la procédure réglementaire et qu'elles n'ont jamais fait l'objet d'aucune opposition. En outre, le Conseil a noté que les pétitionnaires avaient la faculté de saisir les tribunaux compétents.

A propos de la troisième pétition <sup>207</sup>, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort qu'en 1947, au moment de la vente des terrains en question, le pétitionnaire n'avait pas élevé de protestation; d'autre part, on doit bientôt lui accorder des titres de propriété sur une parcelle voisine.

A propos de la quatrième pétition <sup>208</sup>, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort que l'Administration a procédé à une enquête approfondie au sujet de la plainte relative à la parcelle en question, mais que le pétitionnaire n'a pas pu établir le bien-fondé de sa réclamation. Le Conseil a conseillé au pétitionnaire de s'adresser à l'inspection interrégionale du travail pour obtenir un emploi ou — s'il veut s'adonner à l'agriculture — de demander à l'Administration l'autorisation d'occuper une parcelle.

A propos de la cinquième et de la sixième pétitions <sup>209</sup>, le Conseil a noté que le 29 juillet 1947, l'Administration avait pris, conformément à une politique de conservation des sols qui doit servir au mieux les intérêts du Territoire dans son ensemble, un règlement qui classait le terrain en question comme réserve forestière et que cette décision avait été prise après délibération de l'Assemblée territoriale. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante consulterait les élus du Territoire et nommerait une commission composée de représentants de l'Administration et des habitants des villages intéressés afin d'étudier les besoins des pétitionnaires dans le domaine agricole.

A propos de la septième pétition <sup>210</sup>, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante et sur la résolution que le Conseil avait adoptée au sujet d'une pétition que le pétitionnaire lui avait adressée sur le même sujet (résolution 901 (XIII) relative à la pétition T/PET.5/126). Il a en outre indiqué au pétitionnaire que si la collectivité dont il était le porte-parole souhaitait de-

<sup>198</sup> T/PET.5/232, 238.

<sup>199</sup> T/PET.5/258.

<sup>200</sup> T/PET.5/174, 226, 231, 232, 237, 238, 239, 242, 245, 258; T/PET.5/L.17, L.19.

<sup>201</sup> T/PET.5/174.

<sup>202</sup> T/PET.5/235.

<sup>203</sup> T/PET.5/242.

<sup>204</sup> T/PET.5/L.17.

<sup>205</sup> T/PET.5/245 et Add.1.

<sup>206</sup> T/PET.5/161, 184.

<sup>207</sup> T/PET.5/222.

<sup>208</sup> T/PET.5/228 et Add.1 et 2.

<sup>209</sup> T/PET.5/246 et Add.1; T/COM.5/L.29 et Add.1.

<sup>210</sup> T/COM.5/L.30.

mander une indemnité supérieure pour le dommage subi, elle devrait saisir de sa réclamation les tribunaux compétents du Territoire.

Deux pétitions<sup>211</sup> avaient trait à la culture du caféier. Le Conseil a appelé l'attention du premier pétitionnaire sur les observations présentées par l'Autorité administrante, d'où il ressort qu'il est impossible aux coopératives agricoles de fixer en début de campagne le prix qui sera payé aux producteurs de café, et que le prix payé aux planteurs de café du pays bamiléké au cours de la campagne 1952-1953 a été considérablement plus élevé que le prix payé par les acheteurs privés. En ce qui concerne la deuxième pétition, le Conseil a pris note des observations présentées par l'Autorité administrante, selon lesquelles il est nécessaire de contrôler les plantations de caféiers exploitées par les autochtones; il a recommandé à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures possibles pour expliquer aux planteurs éventuels les motifs du contrôle.

Dans une autre pétition<sup>212</sup>, les auteurs se plaignaient que l'Autorité administrante refusât de permettre aux autochtones de boire du vin de palme et formulaient de nouvelles réclamations au sujet du prix payé pour une expédition de cacao. Le Conseil a appelé l'attention du pétitionnaire sur les observations présentées par l'Autorité administrante.

Une pétition<sup>213</sup> exprimait des plaintes relatives aux conditions de travail des ouvriers forestiers. Le Conseil a signalé aux pétitionnaires que c'était la fonction de l'Inspection du travail du Territoire d'enquêter sur les réclamations relatives aux conditions de travail et qu'ils devaient s'adresser aux services d'inspection si, à l'avenir, ils avaient à formuler des réclamations de cette sorte. Le Conseil a néanmoins recommandé à l'Autorité administrante de continuer à examiner chacun des points soulevés dans la pétition en vue de procéder à une enquête approfondie sur les réclamations les plus importantes.

Quatre pétitions<sup>214</sup> concernaient des questions relatives à la main-d'œuvre. A propos de l'une d'elles<sup>215</sup>, le Conseil a notamment exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait de veiller à ce que les employeurs appliquent strictement le code du travail et continuerait d'examiner le problème du chômage; il a aussi recommandé à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures possibles pour trouver un nouvel emploi à des vendeuses africaines licenciées par leurs employeurs. En ce qui concerne la deuxième pétition<sup>216</sup>, le Conseil a constaté que l'Autorité administrante appliquait les recommandations de la Conférence internationale sur le travail forcé et que l'indigénat avait été aboli en 1944. La troisième plainte<sup>217</sup> concernait le recrutement de la main-d'œuvre camerounaise qu'on envoie travailler dans les Territoires sous administration espagnole; le Conseil a noté que l'Administration avait suspendu ce recrutement jusqu'à ce que les Autorités espagnoles consentissent à établir des conditions de travail satisfaisantes pour la main-d'œuvre qui serait recrutée. Le Conseil a exprimé l'espoir que, dans une certaine mesure, le nouveau plan de développement économique du Territoire porterait remède au chômage qui sévit particulièrement dans la région voisine de

Douala. En ce qui concerne la quatrième pétition<sup>218</sup>, le Conseil a signalé au pétitionnaire que s'il souhaitait formuler une réclamation au sujet de son licenciement, il devait reprendre son procès devant les tribunaux compétents; en outre, il a appelé l'attention du pétitionnaire sur le fait que l'Inspection du travail avait été créée en vue d'enquêter sur les réclamations relatives aux violations du Code du travail.

En ce qui concerne une autre pétition<sup>219</sup> concernant des questions agricoles, le Conseil a recommandé que l'Autorité administrante prenne des mesures pour donner une large publicité aux objectifs qui sont à la base des règlements forestiers et des règlements régissant les plantations de caféiers (décret du 10 mai 1937).

## 8. — Pétitions relatives au Togo sous administration britannique

A sa treizième session, le Conseil a examiné quarante et une pétitions écrites relatives au Togo sous administration britannique. En outre, il a accordé une audience à M. S. T. Flekku, représentant du Convention People's Party, à M. J. H. Allasani, représentant du Conseil de district de Dagomba et à M. J. K. Mensah, représentant du Conseil de district de Buem Krachi. Il a entendu les pétitionnaires à ses 505ème et 506ème séances. On trouvera dans le rapport spécial du Conseil à l'Assemblée générale sur la question de l'unification du Togo<sup>220</sup>, le compte rendu des trois audiences, le texte de 35 pétitions écrites relatives à la question de l'unification du Togo et l'exposé des mesures prises par le Conseil au sujet des questions soulevées.

Les 35 pétitions écrites étaient les suivantes:

Pétitionnaires	Cotes des documents
M. Fidelis E. K. Krampa	T/COM.6/L.6
Nana Kwaku Osei Brantuo III	T/PET.6/L.9
Le Chef John Amanie	T/PET.6/L.10
Le Secrétaire général par intérim de l'All-Ewe Conference	T/PET.6/L.11 T/PET.6/L.11/ Add.1 et 2
Convention People's Party, section de Teteman	T/PET.6/L.12
Syndicat des chauffeurs de Teteman	T/PET.6/L.13
Le Président de la Farmers' Union de Teteman, agissant au nom des autres agriculteurs	T/PET.6/L.14
M. E. K. Appiah au nom des votants et des électeurs du "Ward A", Teteman	T/PET.6/L.15
Nana Adjei III, Gyasehene de Buem, au nom de la population d'Okadjakrom	T/PET.6/L.16
Collectivité éwée de Kumasi	T/PET.6/L.17
Syndicat des chauffeurs de Teteman	T/PET.6/L.18
Union des anciens militaires du secteur oriental de l'Etat de Buem	T/PET.6/L.19
Les chefs de la Division de Nifa de l'Etat de Buem	T/PET.6/L.20
Ewe Unions Association de Sekondi-Takoradi	T/PET.6/L.21
Le Président du Conseil local de Krachi	T/PET.6/L.22
Conseil local d'Akan	T/PET.6/L.23
Conseil de l'Etat de Buem à Borada	T/PET.6/L.24
Togoland Youth Association, district de Ho	T/PET.6/L.25

<sup>211</sup> T/PET.5/240, 243.

<sup>212</sup> T/PET.5/244.

<sup>213</sup> T/PET.5/219.

<sup>214</sup> Voir le quatre-vingt-quatrième rapport du Comité permanent des pétitions, T/L.491.

<sup>215</sup> T/PET.5/225.

<sup>216</sup> T/PET.5/229.

<sup>217</sup> T/PET.5/248.

<sup>218</sup> T/PET.5/249.

<sup>219</sup> T/PET.5/247. Voir le quatre-vingt-quatrième rapport du Comité permanent des pétitions, T/L.491.

<sup>220</sup> A/2669.

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
Les chefs et la population du Togo méridional	T/PET.6/L.26
Les représentants de la région électorale formant le Yingor Local Council	T/PET.6/L.27
Les habitants de Worawora, Buem Akan, et des environs	T/PET.6/L.28
Conseil local d'Akpini	T/PET.6/L.29
Les chefs et la population du district de Ho	T/PET.6/L.30
Conseil de district de Buem-Krachi	T/PET.6/L.31
Trans-Volta Togoland United Ghana (Gold Coast) Farmers Council	T/PET.6/L.32

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
Togoland Youth Movement	T/PET.6/L.33
Togoland Congress	T/PET.6/L.34
Togoland Congress	T/PET.6/L.35
Anfoega Local Council	T/PET.6/L.36
Togoland Youth Association	T/PET.6/L.37
Togoland Congress, section de Kpandu	T/PET.6/L.38
Togoland Natural Rulers and Elders	T/PET.6/L.39
Togo Youth Information Service	T/PET.6/L.40
Les citoyens du Togo méridional	T/PET.6/L.41
Togoland Youth Association	T/COM.6/L.27

Le Comité permanent des pétitions et le Conseil ont examiné chacune des 4 pétitions suivantes :

<i>Pétitionnaire</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Cote du rapport du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
M. J. J. Amoa	T/PET.6/325	T/L.415	989 (XIII)
M. Gilbert Osei	T/PET.6/326 et Add.1	T/L.415	990 (XIII)
M. Seth G. K. Golovi	T/PET.6/327	T/L.415	991 (XIII)
Les habitants de la colonie de lépreux de Ho	T/PET.6/328	T/L.415	992 (XIII)

Au sujet d'une pétition<sup>221</sup> dont l'auteur, directeur d'école, soutenait qu'il avait été congédié pour ses opinions politiques, le Conseil a pris acte des déclarations de l'Autorité administrante, selon lesquelles le pétitionnaire a été muté dans une autre école pour avoir enfreint les instructions concernant l'admission de visiteurs dans les écoles et il a retrouvé récemment son grade de directeur d'école.

A propos d'une autre pétition<sup>222</sup>, dont l'auteur, instituteur dans une école religieuse, expliquait qu'il avait été congédié et réclamait le paiement de son traitement, le Conseil a invité l'Autorité administrante à aider le pétitionnaire à recouvrer la somme qui lui est due.

Au sujet d'une pétition<sup>223</sup> dans laquelle un étudiant se plaignait de ne pouvoir poursuivre ses études faute d'argent, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les déclarations de l'Autorité administrante, selon lesquelles il existe diverses possibilités pour lui de poursuivre ses études; il a invité l'Autorité administrante à faire connaître ces possibilités au pétitionnaire et à aider celui-ci à surmonter ses difficultés.

Au sujet d'une pétition<sup>224</sup> d'habitants d'une colonie de lépreux qui se plaignaient qu'on les obligeât à travailler sans rémunération et à subvenir à leur entretien, le Conseil a noté que des dispositions avaient été prises pour nourrir les malades invalides mais que d'autres malades devaient encore acheter leur nourriture en dehors de la colonie; il a invité l'Autorité administrante à continuer d'améliorer la situation de la colonie.

Sur la recommandation du Comité permanent, le Conseil a décidé d'examiner les 2 autres pétitions<sup>225</sup> en même temps que la question de l'unification du Togo.

A sa quatorzième session, le Conseil a examiné 8 pétitions écrites relatives au Togo sous administration britannique. Sept de ces pétitions avaient trait à la question de l'unification du Togo; on trouvera un exposé de la suite que le Conseil a donnée aux questions soulevées dans ces pétitions dans le rapport spécial du Conseil à l'Assemblée générale sur la question de l'unification du Togo<sup>226</sup>. Ces 7 pétitions étaient les suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
Le Secrétaire général du Togoland Congress	T/PET.6/L.42
Le Secrétaire de l'Ewe and All Togoland Congress	T/PET.6/L.43
Le Président de la circonscription de Kpandu-Nord du Convention Peoples' Party	T/PET.6/L.44 et Add.1
Les représentants de la population d'Atikpui	T/PET.6/L.45
Le Secrétaire général de l'All-Ewe Conference	T/PET.6/L.46 et Add.1
Le Hokpe State Council	T/PET.6/L.47
Le Secrétaire général du Togoland Congress	T/PET.6/L.48

Le Comité permanent et le Conseil ont aussi examiné la pétition suivante :

<i>Pétitionnaire</i>	<i>Cote du document</i>	<i>Cote du rapport du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéro de la résolution</i>
Les chefs supérieurs, chefs et anciens des Nawuris et Nanjoros	T/PET.6/332	T/L.466	1059 (XIV)

Les auteurs de cette pétition<sup>227</sup> demandaient que les Etats de Nawuri et Nanjoro soient associés aux Krachis en ce qui concerne la représentation à l'Assemblée. Le Conseil a confirmé sa résolution 401 (X), prié

les pétitionnaires de soumettre à nouveau leurs griefs à l'Autorité administrante et demandé à cette dernière d'écouter les pétitionnaires avec bienveillance.

<sup>221</sup> T/PET.6/325.

<sup>222</sup> T/PET.6/326 et Add.1.

<sup>223</sup> T/PET.6/327.

<sup>224</sup> T/PET.6/328.

<sup>225</sup> T/PET.6/L.7, 8.

<sup>226</sup> A/2669.

<sup>227</sup> T/PET.6/332.



## 9. — Pétitions relatives au Togo sous administration britannique et au Togo sous administration française

A sa treizième session, le Conseil a examiné 12 pétitions écrites relatives au Togo sous administration britannique et au Togo sous administration française. Toutes ces pétitions avaient trait à la question de l'unification du Togo; on trouvera l'exposé des mesures que le Conseil a prises à propos des problèmes posés dans le rapport spécial du Conseil à l'Assemblée générale sur la question de l'unification du Togo <sup>228</sup>. Les 12 pétitions étaient les suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
Les co-présidents du troisième Congrès du Parti togolais du progrès	T/Pet.6 et 7/L.7 T/Pet.6 et 7/L.7/ Add.1 à 3
M. J. K. A. Quashie	T/Pet.6 et 7/L.8
M. Albert Essien	T/PET.6 et 7/L.9
Le Président général du Parti togolais du Progrès	T/PET.6 et 7/L.10
Togoland Congress	T/PET.6 et 7/L.11
Conseil de circonscription du cercle d'Anécho	T/PET.6 et 7/L.13
Le prince Kokovena Akakpo	T/PET.6 et 7/L.14 T/PET.6 et 7/L.14/ Corr.1
M. Norman Paulin	T/PET.6 et 7/L.15
Togoland Congress, section de Teteman Buem	T/PET.6 et 7/L.16
M. Francis K. Ezu	T/PET.6 et 7/L.17
M. Martin Martelot	T/PET.6 et 7/L.18
Le Président général du Comité de l'unité togolaise	T/PET.6 et 7/L.19

A sa quatorzième session, le Conseil a examiné 14 pétitions écrites relatives à la question de l'unification du Togo; on trouvera un exposé des mesures que le Conseil a prises à propos des problèmes posés dans le rapport spécial du Conseil à l'Assemblée générale sur la question de l'unification du Togo. Les 14 pétitions étaient les suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>
M. Vincent Vovor
M. Mathias Eklou Natey
M. Paul Y. Agbété

A propos d'une pétition <sup>220</sup> relative à la révocation d'un fonctionnaire du service des douanes, le Conseil a noté que l'examen de l'affaire était en cours et il a invité l'Autorité administrante à lui en faire connaître les résultats.

Au sujet d'une pétition <sup>230</sup> relative au congédiement d'un travailleur qui aurait été licencié pour raisons politiques, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort que le pétitionnaire n'a pas été licencié pour raisons politiques, mais parce que son travail ne donnait pas satisfaction.

<sup>228</sup> A/2669.

<sup>220</sup> T/PET.7/355.

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
Le Président de la circonscription d'Akpini du Convention Peoples' Party	T/COM.6 et 7/L.16
Le Secrétaire de l'"All-Ewe Conference"	T/PET.6 et 7/L.20
Le Secrétaire de l'Union des chefs et de la population du Nord-Togo	T/PET.6 et 7/L.21
Les représentants de la population du cercle de Tsévié	T/PET.6 et 7/L.22
Les chefs et notables du cercle d'Atakpamé	T/PET.6 et 7/L.23
Les chefs et notables du cercle de Palimé	T/PET.6 et 7/L.24
Les représentants de la population du cercle d'Anécho	T/PET.6 et 7/L.25
Le Vice-Président de la Jeunesse du Nord-Togo	T/PET.6 et 7/L.26
Les chefs et notables du cercle de Lomé	T/PET.6 et 7/L.27
Le Président du Joint Togoland Congress	T/PET.6 et 7/L.28
Le Secrétaire de l'Ewe Union Association	T/PET.6 et 7/L.29
M. Augustino de Souza	T/PET.6 et 7/L.30
National Association of Labour Student Organisations	T/PET.6 et 7/L.31
Le Président général du comité de l'unité togolaise	T/PET.6 et 7/L.32

## 10. — Pétitions relatives au Togo sous administration française

A sa treizième session, le Conseil a examiné 5 pétitions relatives au Togo, sous administration française. Deux des pétitions avaient trait à des questions générales sur lesquelles l'attention du Conseil avait déjà été attirée et au sujet desquelles il avait déjà pris des décisions ou formulé des recommandations. Le Conseil en a été saisi lors de l'examen du rapport annuel sur le Territoire; on trouvera un exposé des principales questions soulevées dans ces pétitions sous les rubriques appropriées, au chapitre VII de la deuxième partie du présent rapport. Ces 2 pétitions étaient les suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>
M. Yehaba F. Namgbi	T/PET.7/L.4
Le Président national de la Juvento	T/PET.7/L.5

Le Comité permanent des pétitions et le Conseil ont examiné chacune des trois pétitions suivantes :

<i>Cotes des documents</i>	<i>Cote du rapport du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
T/PET.7/355	T/L.440	993 (XIII)
T/PET.7/356	T/L.440	994 (XIII)
T/PET.7/358	T/L.440	995 (XIII)

A propos d'une troisième pétition <sup>231</sup>, dans laquelle le pétitionnaire prétendait qu'il avait dû quitter le Territoire pour échapper à une arrestation arbitraire et réclamait le paiement de son traitement d'instituteur, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort qu'il a quitté ses fonctions de son plein gré, qu'il lui est loisible de toucher son traitement à tout moment et qu'il est libre de rentrer dans le Territoire où il pourra demander à reprendre un poste. En outre, le Conseil a invité l'Autorité administrante, au cas où le pétitionnaire en ferait la demande, à examiner la possibilité de le réintégrer dans les fonctions qu'il occupait précédemment.

<sup>230</sup> T/PET.7/356.

<sup>231</sup> T/PET.7/358.

A sa quatorzième session, le Conseil a examiné 22 pétitions écrites relatives au Togo sous administration française. Ces pétitions, dont chacune a été examinée

par le Comité permanent des pétitions et par le Conseil, étaient les suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Cotes des rapports du Comité permanent des pétitions</i>	<i>Numéros des résolutions</i>
M. Augustino de Souza, Président général du Comité de l'unité togolaise	T/PET.7/350 et Add.1 à 5	T/L.462	1061 (XIV)
Le Secrétaire général du Togoland Congress	T/PET.7/351 et Add.1 et 2	T/L.462	1062 (XIV)
Le Président de la Juvento	T/PET.7/352	T/L.462	1063 (XIV)
M. J. K. A. Quashie	T/PET.7/353	T/L.462	1064 (XIV)
Le Président de la Juvento	T/PET.7/354 et Add.1 à 4	T/L.462	1065 (XIV)
M. Christian A. Kuwame	T/PET.7/357	T/L.462	1066 (XIV)
M. Paul Y. Agbété	T/PET.7/359	T/L.462	1067 (XIV)
M. Joseph Firmin Abalo	T/PET.7/360	T/L.462	1068 (XIV)
M. Georges Kitty Koudayor	T/PET.7/361	T/L.482	1069 (XIV)
MM. Alfa Yaya and El Hadj Issa	T/PET.7/362	T/L.482	1070 (XIV)
M. Justin Doe Bruce	T/PET.7/363	T/L.482	1071 (XIV)
Comité exécutif de l'Association des étudiants togolais en France	T/PET.7/365	T/L.492	1072 (XIV)
M. Gilbert K. Abbey	T/PET.7/366	}	T/L.482 1073 (XIV)
Le Président général du Comité de l'unité togolaise	T/PET.7/367 et Add.1 et 2		
Le Secrétaire général de l'All-Ewe Conference	T/PET.7/370		
M. Paul Y. Agbété	T/PET.7/368	T/L.482	1074 (XIV)
Le chef Grégoire Amouzou	T/PET.7/371 et Add.1	T/L.482	1075 (XIV)
M. Aboki Sodjehoun	T/PET.7/372	T/L.482	1076 (XIV)
M. Michihoun Ayikoue	T/PET.7/373	T/L.482	1077 (XIV)
M. Christophe K. Martelot	T/PET.7/374	T/L.462	1078 (XIV)
Les membres de la Juvento ayant participé à une réunion privée	T/COM.7/L.13		1079 (XIV)
Le chef Alphonse Avogbedo Gbede et les habitants de Gape-Atsave	T/PET.6 et 7/L.12	T/L.482	1060 (XIV)

Huit de ces pétitions <sup>232</sup> exprimaient des plaintes relatives à la manière dont étaient tenues les réunions du Comité de l'unité togolaise et de la Juvento. Le Conseil a constaté que ces réunions avaient eu lieu dans des conditions régulières et que jamais une réunion de l'un ou l'autre parti n'avait fait l'objet d'une interdiction. Il a constaté également que les deux partis tenaient normalement leurs réunions au centre de Lomé, ce qui mettait l'Administration dans une situation difficile pour maintenir l'ordre public sans paraître porter atteinte à la liberté de réunion. En outre, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur la possibilité de tenir leurs réunions à l'extérieur de la ville, ou l'Autorité administrante serait mieux en mesure de garantir la liberté de réunion. Il a exprimé l'espoir que, lors des réunions publiques, il serait possible de réduire au minimum le recours aux forces de police et que les incidents du genre de ceux dont il est question dans les pétitions seraient moins fréquents à l'avenir. Enfin, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de fournir aux partis politiques toute l'assistance nécessaire à l'organisation et à la tenue de réunions publiques. D'autre part, il a constaté qu'il n'existait aucune preuve pour étayer les accusations de l'un des pétitionnaires et que ce dernier avait la faculté d'intenter un procès à ce sujet s'il le désirait.

A propos d'une pétition <sup>233</sup> dans laquelle l'Autorité administrante était accusée de persécuter les membres du Comité de l'unité togolaise, le Conseil a constaté que les personnes qui avaient été arrêtées et détenues l'avaient été pour avoir organisé sur la voie publique

une manifestation non autorisée ; il a demandé à l'Autorité administrante d'informer le Conseil de la suite donnée aux appels formés contre les condamnations prononcées.

A propos d'une pétition <sup>234</sup> renfermant une protestation contre l'expulsion du secrétaire national de la Juvento, le Conseil a demandé à l'Autorité administrante de reconsidérer sa décision afin de permettre à l'intéressé de rentrer dans le Territoire s'il le demandait.

A propos d'une pétition <sup>235</sup> dans laquelle le signataire protestait contre des irrégularités commises lors des élections, le Conseil a attiré l'attention de l'intéressé sur une de ses résolutions antérieures.

En ce qui concerne une pétition <sup>236</sup> dans laquelle le signataire protestait contre des restrictions à la liberté de mouvement, le Conseil a attiré l'attention de l'intéressé sur la déclaration du représentant spécial de l'Autorité administrante, qui a fait savoir que la décision par laquelle un visa lui avait été refusé avait été rapportée.

A propos d'une pétition <sup>237</sup> dans laquelle l'Administration était accusée d'imposer aux membres des partis nationalistes un traitement discriminatoire dans la fonction publique, le Conseil a constaté que cette accusation était sans fondement.

A propos d'une pétition <sup>238</sup> qui exprimait une plainte relative au retrait d'une bourse, le Conseil a pris acte

<sup>232</sup> T/PET.7/352.

<sup>235</sup> T/PET.7/359.

<sup>236</sup> T/PET.7/353.

<sup>237</sup> T/PET.7/360.

<sup>238</sup> T/PET.7/365.

<sup>232</sup> T/PET.7/350 et Add.1 à 5, 354 et Add.1 à 4, 357, 366, 367 et Add.1 et 2, 370, 374 ; T/COM.7/L.13.

<sup>233</sup> T/PET.7/351 et Add.1 et 2.

des observations de l'Autorité administrante, d'où il ressort que les résultats scolaires du pétitionnaire étaient insuffisants; il a attiré l'attention du pétitionnaire sur le fait que les boursiers doivent, plus encore que les autres élèves, se montrer assidus dans leurs études.

L'auteur d'une pétition<sup>239</sup> exprimait son mécontentement du résultat d'une précédente pétition (T/PET.7/346) et se plaignait des peines que l'Administration avait infligées à d'anciens combattants qui avaient adressé des pétitions à la Mission de visite de 1952. Le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante selon lesquelles, en ce qui concerne la question soulevée dans sa précédente pétition, il avait été décidé entre temps que les nationaux du Togo sous administration française qui, pendant la seconde guerre mondiale, avaient servi dans l'armée britannique et qui avaient reçu la *Burma Star* et l'*Africa Star*, pourraient bénéficier des avantages que confère la *Servicemen's Charter*. Le Conseil a noté que le pétitionnaire n'avait pas été licencié pour raisons politiques, mais parce que son travail ne donnait pas satisfaction.

Au sujet de 2 pétitions<sup>240</sup> relatives à l'attitude d'un chef, le Conseil a indiqué qu'il était loisible aux pétitionnaires de saisir de l'affaire le Procureur de la République.

Au sujet d'une pétition<sup>241</sup> relative à la destitution d'un chef, à la nomination d'un nouveau chef et à la fuite des pétitionnaires qui avaient dû quitter le Territoire, le Conseil a fait savoir aux pétitionnaires qu'ils étaient libres de retourner dans le Territoire; il a suggéré à l'Autorité administrante d'aider le groupe auquel les pétitionnaires appartiennent à avoir leur propre iman.

Au sujet d'une pétition<sup>242</sup> relative à une chefferie, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante.

Au sujet d'une pétition<sup>243</sup> dont l'auteur protestait contre l'augmentation des impôts, le Conseil a attiré

l'attention du pétitionnaire sur le fait que les impôts varient suivant la richesse des cantons et qu'ils sont fixés par l'Assemblée territoriale.

Au sujet d'une pétition<sup>244</sup> dont le signataire déplorait le manque de routes, d'hôpitaux, de marchés et d'écoles, le Conseil a noté que la construction, dans tous les villages, des installations souhaitées par les populations représentait une tâche de longue haleine. Il a cependant exprimé l'espoir qu'il serait possible à l'Autorité administrante de fournir, dans la mesure où les circonstances le permettent, les installations en question.

L'auteur d'une pétition<sup>245</sup> se plaignait que l'Administration lui eût refusé l'autorisation de porter un pistolet pour assurer sa défense. Le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, selon lesquelles les permis de port d'armes à feu ne sont accordés que lorsqu'il s'agit de fusils de chasse.

## 11. — Pétition relative à la Nouvelle-Guinée

A sa quatorzième session, le Conseil a examiné une pétition écrite relative à la Nouvelle-Guinée. La pétition avait trait à des questions générales sur lesquelles l'attention du Conseil avait déjà été attirée et à propos desquelles il avait déjà pris des décisions ou formulé des recommandations. Le Conseil en a été saisi lors de l'examen des rapports annuels sur le Territoire; on trouvera un exposé des principales questions soulevées dans cette pétition sous les rubriques appropriées, au chapitre IX de la deuxième partie du présent rapport. Cette pétition était la suivante:

Pétitionnaire	Cote du document
Mme Jane T. Wallace	T/PET.8/L.1

## 12. — Pétition relative à Nauru

A sa treizième session, le Conseil a examiné une pétition écrite relative à Nauru. La pétition, qui a été examinée par le Comité permanent des pétitions et par le Conseil de tutelle, était la suivante:

Pétitionnaire	Cote du document	Cote du rapport du Comité permanent des pétitions	Numéro de la résolution
M. Apadinuwe	T/PET.9/11	T/L.435	996 (XIII)

A propos de cette pétition, dont l'auteur, victime de la poliomyélite, demandait une aide supplémentaire en raison du niveau élevé du coût de la vie, le Conseil a constaté que l'Autorité administrante avait décidé de verser à titre de secours une indemnité au pétitionnaire; il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante envisagerait la possibilité de lui accorder, le cas échéant, une nouvelle aide financière.

A sa quatorzième session, le Conseil n'a examiné aucune pétition relative à Nauru.

## 13. — Pétitions relatives au Territoire sous tutelle des îles du Pacifique

A sa quatorzième session, le Conseil a examiné trois pétitions<sup>246</sup> relatives au Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. On trouvera dans le rapport sur cette zone stratégique<sup>247</sup> que le Conseil de tutelle a adressé au Conseil de sécurité un résumé des pétitions et des mesures qui ont été prises à leur sujet.

## 14. — Pétitions relatives aux Territoires sous tutelle en général

A sa quatorzième session, le Conseil a examiné la pétition écrite suivante relative aux Territoires sous tutelle en général:

Pétitionnaire	Cote du document	Cote du rapport du Comité permanent des pétitions	Numéro de la résolution
Ligue internationale des droits de l'homme, Comité pour le Ruanda-Urundi	T/PET.GENERAL/23	T/L.503	1083 (XIV)

<sup>239</sup> T/PET.7/363.

<sup>240</sup> T/PET.7/372, 373.

<sup>241</sup> T/PET.7/362.

<sup>242</sup> T/PET.7/371 et Add.1.

<sup>243</sup> T/PET.7/368.

<sup>244</sup> T/PET.6 et 7/L.12.

<sup>245</sup> T/PET.7/361.

<sup>246</sup> T/PET.10/26, 27, 28.

<sup>247</sup> S/3272.



Cette pétition <sup>248</sup>, qui avait trait à la procédure du Conseil de tutelle, contenait une proposition demandant que les pétitionnaires soient avisés des observations de l'Autorité administrante intéressée avant l'examen de leur pétition, de façon qu'ils puissent y répondre. Le Conseil a réaffirmé le principe selon lequel un pétitionnaire doit se voir assurer le maximum possible de garanties lors de l'examen de sa pétition, noté que le Comité permanent des pétitions avait déjà, en plusieurs

occasions, recherché auprès du pétitionnaire un supplément d'informations afin de lui permettre d'éclaircir tout passage de la pétition dont le sens serait obscur, et informé le pétitionnaire que la procédure actuelle du Conseil permet au pétitionnaire de présenter des commentaires portant sur les observations de l'Autorité administrante et le laisse libre de soumettre une nouvelle pétition au cas où la décision que le Conseil a prise au sujet de sa pétition précédente ne lui donnerait pas satisfaction.

---

<sup>248</sup> T/PET.GENERAL/23.

## Chapitre IV

### VISITES DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

#### 1. — Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1952)

Conformément à la décision qu'il avait prise à sa douzième session <sup>249</sup>, le Conseil a poursuivi à sa treizième session l'examen des rapports de la Mission de visite sur les quatre Territoires sous tutelle <sup>250</sup> de l'Afrique occidentale; le Conseil a examiné en même temps le rapport annuel de l'Autorité administrante sur l'administration de chacun de ces Territoires sous tutelle.

Dans une résolution <sup>251</sup> qu'il a adoptée à sa 521ème séance, le Conseil a pris acte des rapports, ainsi que des observations présentés par les Autorités administrantes; a exprimé sa satisfaction de l'œuvre accomplie en son nom par la Mission de visite; a signalé qu'à sa treizième session, en formulant ses propres conclusions et recommandations au sujet de la situation dans les Territoires en question, il avait tenu compte des observations et des conclusions de la Mission de visite ainsi que des observations présentées à ce sujet par les Autorités administrantes; a décidé de continuer à tenir compte de ces observations et de ces conclusions quand il examinerait des questions relatives à ces territoires sous tutelle; a invité les Autorités administrantes intéressées à tenir le plus grand compte des conclusions de la Mission de visite ainsi que des observations faites à ce sujet par les membres du Conseil de tutelle; enfin a décidé, conformément à l'article 99 de son règlement intérieur, de faire imprimer les rapports de la Mission de visite, y compris son rapport spécial <sup>252</sup> sur la question des Ewés et de l'unification du Togo, en même temps que les observations pertinentes présentées par les Autorités administrantes <sup>253</sup> intéressées et qu'un exposé des mesures prises à ce sujet par le Conseil; et a prié le Secrétaire général de prendre des dispositions pour faire imprimer ces documents le plus tôt possible.

#### 2. — Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale (1954)

A ses treizième et quatorzième sessions, le Conseil a pris les dispositions nécessaires pour envoyer en 1954 une mission de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale.

A sa 511ème séance, le Conseil a décidé que la Mission serait composée de personnes désignées par les Etats-Unis d'Amérique, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et le Salvador. A ses 524ème et 527ème séances, le Conseil a approuvé la nomination de MM. Mason Sears (Etats-Unis), R. Jaipal (Inde), John Stanhope Reid (Nouvelle-Zélande) et R. Eguizabal (Salvador). A la 527ème séance, M. Reid (Nouvelle-Zélande) a été élu Président de la Mission.

<sup>249</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 4*, document A/2427, p. 18.

<sup>250</sup> Rapport sur le Togo sous administration britannique, T/1040; Rapport sur le Togo sous administration française, T/1041; Rapport sur le Cameroun sous administration britannique, T/1042; Rapport sur le Cameroun sous administration française, T/1043.

<sup>251</sup> Résolution 867 (XIII).

A sa 524ème séance, le Conseil a décidé que la Mission de visite partirait pour les Territoires sous tutelle le 20 juillet 1954 et qu'elle visiterait le Ruanda-Urundi, le Tanganyika et la Somalie sous administration italienne suivant l'ordre indiqué, à moins que les Autorités belges n'y voient un inconvénient, auquel cas elle visiterait le Tanganyika avant le Ruanda-Urundi; enfin, la durée de la visite devait être de trois mois.

A sa 548ème séance, le Conseil a adopté une résolution <sup>254</sup> relative au mandat de la Mission de visite. Il invitait la Mission de visite: à enquêter et à faire rapport aussi complètement que possible sur les mesures prises, dans les trois Territoires sous tutelle, pour atteindre les objectifs visés à l'alinéa b) de l'Article 76 de la Charte, en tenant compte des dispositions de la résolution 321 (IV) adoptée par l'Assemblée générale le 15 novembre 1949; à étudier, en s'inspirant le cas échéant des débats du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale et des résolutions adoptées par ces organes, les questions évoquées à propos des rapports annuels sur l'administration des trois Territoires en question, dans les pétitions reçues par le Conseil de tutelle au sujet de ces territoires, dans les rapports des missions périodiques de visite qui s'étaient rendues précédemment dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale, et dans les observations faites au sujet de ces rapports par les Autorités administrantes; à recevoir des pétitions sans préjudice des décisions qu'elle pourrait prendre en vertu du règlement intérieur, et à enquêter sur place, après avoir consulté le représentant local de l'Autorité administrante intéressée, sur celles des pétitions qui appellent, à son avis, une enquête spéciale; à examiner, en consultant les Autorités administrantes, les mesures prises ou à prendre en vue de renseigner sur l'Organisation des Nations Unies la population des Territoires sous tutelle, conformément à la résolution 36 (III) adoptée par le Conseil de tutelle le 8 juillet 1948 et à la résolution 754 (VIII) adoptée par l'Assemblée le 9 décembre 1953, et de s'acquitter des tâches énoncées dans la résolution 311 (VIII) que le Conseil de tutelle a adoptée le 7 février 1951 au sujet de la même question. Enfin, le Conseil a prié la Mission de visite de communiquer au Conseil, le plus tôt possible, un rapport sur chacun des Territoires visités, rapport où elle consignera ses constatations, accompagnées des observations, conclusions et recommandations qu'elle pourrait juger bon d'y faire figurer.

<sup>252</sup> T/1034.

<sup>253</sup> Observations de l'Autorité administrante sur le Togo sous administration britannique, T/1070; Observations de l'Autorité administrante sur le Togo sous administration française, T/1068; Observations de l'Autorité administrante sur le Cameroun sous administration britannique, T/1074; Observations de l'Autorité administrante sur le Cameroun sous administration française, T/1069; Rapport spécial de la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1952): observations du Gouvernement du Royaume-Uni, Autorité chargée de l'administration du Togo sous administration britannique, T/1039.

<sup>254</sup> Résolution 999 (XIV).

## Chapitre V

### QUESTIONS RENVOYÉES AU CONSEIL PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

#### 1. — Unions administratives concernant les Territoires sous tutelle

A sa 484<sup>ème</sup> séance, le Conseil a élu membres du Comité permanent des unions administratives les pays suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, Haïti et Nouvelle-Zélande.

Le Comité permanent a présenté, au sujet du fonctionnement des unions administratives concernant le Tanganyika <sup>255</sup>, le Ruanda-Urundi <sup>256</sup> et la Nouvelle-Guinée <sup>257</sup>, des rapports que le Conseil a examinés à ses 524<sup>ème</sup>, 525<sup>ème</sup> et 560<sup>ème</sup> séances respectivement. Le Conseil a décidé que les observations et les conclusions formulées dans ces rapports seraient présentées comme les conclusions du Conseil lui-même dans les sections relatives aux unions administratives des chapitres premier, II et IX de la deuxième partie du présent rapport qui ont trait à la situation au Tanganyika, dans le Ruanda-Urundi et en Nouvelle-Guinée.

Le Comité permanent a également présenté des rapports sur les unions administratives concernant le Togo sous administration britannique <sup>258</sup> et le Cameroun sous administration britannique <sup>259</sup>. A propos de l'union administrative concernant le Togo sous administration britannique, le Comité permanent, après avoir pris acte du mémoire intitulé "L'avenir du Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique", <sup>260</sup> transmis le 21 juin 1954 au Secrétaire général par le représentant permanent du Royaume-Uni, a exprimé l'avis, puisque la question de l'avenir du Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique allait probablement être inscrite à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée générale, qu'il devrait en différer l'examen jusqu'à ce qu'il ait été expressément invité par le Conseil de tutelle à reprendre l'étude de la question. Au sujet de l'union administrative concernant le Cameroun sous administration britannique, le Comité permanent, ayant constaté que certains des problèmes constitutionnels relatifs à ce Territoire étaient analogues à ceux qui concernent le Togo sous administration britannique, et que les nouvelles dispositions constitutionnelles concernant le Cameroun sous administration britannique n'étaient en vigueur que depuis peu de temps, a décidé de renvoyer l'examen de cette question à la quinzième session du Conseil, espérant qu'à cette époque il posséderait des renseignements plus complets.

Le Conseil a pris acte de ces rapports à ses 558<sup>ème</sup> et 559<sup>ème</sup> séances, respectivement.

Aux treizième et quatorzième sessions du Conseil, le représentant de l'URSS a présenté cinq projets de résolution relatifs aux unions administratives concernant les Territoires sous tutelle. Dans l'un de ces

projets <sup>261</sup>, le Conseil aurait recommandé aux Autorités chargées de l'administration du Tanganyika, de la Nouvelle-Guinée, du Ruanda-Urundi, du Togo et du Cameroun sous administration britannique, et du Togo et du Cameroun sous administration française de créer dans ces territoires sous tutelle des organes législatifs et administratifs qui ne soient subordonnés à aucun organe établi sur la base d'une union entre des Territoires sous tutelle et des colonies, et de prendre à cette fin des mesures législatives et autres assurant la participation de la population autochtone aux organes législatifs, exécutifs et judiciaires des Territoires sous tutelle. Dans les quatre autres projets <sup>262</sup>, le Conseil aurait fait la même recommandation dans les cas particuliers du Tanganyika, du Ruanda-Urundi, du Cameroun sous administration britannique et de la Nouvelle-Guinée.

A ses 524<sup>ème</sup>, 525<sup>ème</sup>, 559<sup>ème</sup> et 560<sup>ème</sup> séances, le Conseil a examiné ces projets de résolution et les a rejetés.

#### 2. — Développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle

Par sa résolution 438 (V) du 2 décembre 1950, l'Assemblée générale a recommandé au Conseil de tutelle de procéder à une étude des principes directeurs appliqués, de la législation et de la pratique dans les Territoires sous tutelle en ce qui concerne la terre, son utilisation et son aliénation, en tenant compte des besoins actuels et futurs de la population autochtone envisagés en fonction des fins essentielles du régime international de tutelle énoncées à l'Article 76 de la Charte, des besoins économiques futurs des Territoires, ainsi que des conséquences sociales et économiques de l'aliénation des terres au profit des habitants non autochtones. Par sa résolution 305 (VIII) du 2 février 1951, le Conseil a créé un Comité du développement de l'économie rurale, chargé de procéder à cette étude.

Par sa résolution 561 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale a recommandé au Conseil d'envisager d'inviter les institutions spécialisées compétentes, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation internationale du Travail, ainsi que, le cas échéant, d'autres experts, à l'aider dans son étude. Par sa résolution 421 (X) du 28 février 1952, le Conseil de tutelle a autorisé le Comité du développement de l'économie rurale à inviter les institutions spécialisées et d'autres experts à contribuer ou à participer à son étude.

Le Conseil a pris acte de trois rapports du Comité sur l'état de ses travaux à ses neuvième, onzième et douzième sessions, respectivement.

Le Comité a présenté, à la quatorzième session du Conseil, un quatrième rapport sur l'état de ses travaux <sup>263</sup>. Le Comité déclarait que les études sur les pro-

<sup>255</sup> T/L.448.

<sup>256</sup> T/L.438 et Corr.1.

<sup>257</sup> T/L.485.

<sup>258</sup> T/L.486.

<sup>259</sup> T/L.487.

<sup>260</sup> T/1130. A/2660.

<sup>261</sup> T/L.453.

<sup>262</sup> T/L.460, L.461, L.508, L.509.

<sup>263</sup> T/1132.

blèmes de la terre, qui, comme l'indiquaient les rapports antérieurs, avaient été entreprises dans divers Territoires sous tutelle n'étaient pas encore achevées. Il estimait que ces études faciliteraient considérablement la préparation d'une analyse plus concluante des problèmes de la terre dans les Territoires sous tutelle. Il estimait en conséquence que, s'il voulait terminer ses travaux de manière satisfaisante, il fallait qu'il n'adresse son rapport au Conseil qu'à une session ultérieure.

A sa 558ème séance, le Conseil a pris acte de ce rapport.

### 3. — Question de l'unification du Togo

Conformément à la résolution 750 (VIII) que l'Assemblée générale a adoptée le 8 décembre 1953, la question de l'unification du Togo fait l'objet d'un rapport spécial<sup>264</sup> à l'Assemblée générale.

### 4. — Participation des autochtones des Territoires sous tutelle aux travaux du Conseil de tutelle

A sa douzième session, le Conseil, ayant étudié la résolution 653 (VII) que l'Assemblée générale a adoptée le 21 décembre 1952 au sujet de la participation des autochtones des Territoires sous tutelle au gouvernement de ces territoires et aux travaux du Conseil de tutelle, a adopté une résolution<sup>265</sup> dans laquelle il a constaté que la question de la participation des autochtones au gouvernement des Territoires sous tutelle est étudiée régulièrement par le Conseil à l'occasion de l'examen des rapports annuels sur chaque Territoire, des rapports des missions de visite et des pétitions concernant le progrès politique des Territoires. En ce qui concerne la question de la participation des autochtones aux travaux du Conseil, il a décidé de créer un comité, composé des représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, du Salvador et de la Syrie, qui serait chargé d'examiner cette question en se basant sur la résolution 653 (VII) de l'Assemblée générale. Le Comité a été invité à présenter un rapport à la treizième session du Conseil.

En conséquence, le Comité a présenté au Conseil, à sa treizième session, un rapport<sup>266</sup> dans lequel il déclarait qu'il avait étudié la question en se basant sur les résolutions de l'Assemblée et du Conseil, mais que ses membres n'avaient pu se mettre d'accord sur une recommandation.

Le Conseil a examiné le rapport du Comité à ses 522ème, 523ème et 524ème séances. A la 522ème séance, le représentant de la Syrie a présenté un projet de résolution<sup>267</sup>, aux termes duquel: 1) en vue d'étendre davantage la participation des populations autochtones à ses travaux par l'intermédiaire des missions de visite, le Conseil aurait donné pour instructions à chaque mission de visite: a) non seulement de tenir compte des expressions de l'opinion publique que peuvent lui apporter spontanément toutes les couches de la population, mais aussi de prendre l'initiative de sonder l'opinion publique en ce qui concerne toutes les questions importantes et de procéder à des consultations populaires sous telle forme qu'elle jugerait utile; b) de faire un rapport complet sur le développement de la libre expression des aspirations des populations, ainsi que sur les principales

tendances de l'opinion, et de faire des recommandations au sujet du développement ultérieur d'une opinion libre; 2) en vue d'accroître davantage la participation des populations autochtones à ses travaux, au moyen du droit de pétition de ces populations, le Conseil aurait: a) examiné, lors de son examen de la situation de chaque Territoire, toutes les pétitions qui pouvaient refléter l'opinion de la population sur les questions qui sont d'un intérêt général pour le développement de ce territoire et pris à leur sujet des mesures concrètes; b) invité les Autorités administrantes à communiquer sans retard un exemplaire de leurs rapports annuels à tous les organes de l'opinion qui existent dans chaque Territoire intéressé, à encourager ces organes à examiner ces rapports, et à leur faire savoir qu'il leur appartient, en vertu de leur droit de pétition, de faire connaître leurs idées aux Nations Unies et de les faire étudier par le Conseil de tutelle; c) donné pour instructions à chaque mission de visite d'encourager dans les Territoires sous tutelle cette discussion publique des rapports annuels et l'expression de l'opinion à leur sujet, et de rendre compte de la mesure dans laquelle on aurait mis pour cela des moyens à la disposition de la population; enfin, 3) le Conseil aurait décidé que, pour assurer, dans les cas d'urgence, qu'une situation donnée répond, dans un Territoire sous tutelle, aux vœux librement exprimés des populations, il était disposé à entrer en communication avec les représentants qualifiés de l'opinion et à leur demander de faire connaître leurs idées sur la question, par lettre ou par télégramme, ou à inviter ces représentants à se présenter en personne devant lui.

A la 523ème séance, le représentant d'Haïti a proposé d'apporter au projet de résolution syrien des amendements tendant: 1) à remplacer, à l'alinéa a du paragraphe 2 du dispositif, les mots "et de prendre à leur sujet" par les mots "et de recommander à leur sujet"; 2) à supprimer, à l'alinéa b du paragraphe 2, la partie commençant par les mots "et à leur faire savoir" et finissant par les mots "par le Conseil de tutelle"; 3) à supprimer le point-virgule à la fin de l'alinéa c du paragraphe 2 du dispositif et à ajouter à cet alinéa le texte suivant: "et de faire savoir aux habitants qu'il leur appartient, en vertu de leur droit de pétition, de faire connaître leurs idées aux Nations Unies et de les faire étudier par le Conseil de tutelle"; 4) à remplacer, au paragraphe 3 du dispositif, la partie commençant par les mots "il sera disposé" et finissant par les mots "en personne devant lui" par le texte suivant: "il accordera immédiatement audience à tous les représentants qualifiés de l'opinion publique qui l'auront sollicitée ou, s'ils sont dans l'incapacité de se déplacer, il examinera toutes communications, lettres ou télégrammes exposant leurs points de vue". Ces amendements ont été acceptés par l'auteur du projet de résolution.

A sa 524ème séance, le Conseil a voté sur le projet de résolution ainsi amendé. Les voix s'étant partagées également à deux reprises, le projet de résolution a été considéré comme rejeté, conformément à l'article 38 du règlement intérieur du Conseil.

### 5. — Diffusion dans les Territoires sous tutelle, d'informations sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle

Par sa résolution 754 (VIII) du 9 décembre 1953, l'Assemblée générale émettait l'avis que les dispositions qui régissaient la diffusion dans les Territoires sous

<sup>264</sup> A/2669.

<sup>265</sup> Résolution 647 (XII).

<sup>266</sup> T/L.447.

<sup>267</sup> T/L.458.

tutelle de renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies étaient en général insuffisantes et avaient des effets limités; elle invitait les Autorités administrantes à adresser au Secrétaire général, conformément à la résolution 36 (III) du Conseil de tutelle, leurs propositions sur les moyens (presse, radio, organisations non gouvernementales, syndicats, bibliothèques, institutions culturelles, religieuses et scolaires, instituteurs, missionnaires, etc.) de faire parvenir au grand public des Territoires sous tutelle des informations sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle; elle priait le Secrétaire général de commencer le plus tôt possible, en tenant compte des propositions que lui feraient parvenir les Autorités administrantes ou d'après sa propre connaissance des moyens d'information appropriés, ou en utilisant à la fois ces deux sources, à expédier directement une documentation d'information à l'intention du grand public des Territoires sous tutelle; enfin, elle demandait au Secrétaire général de faire figurer dans les rapports périodiques qu'il présente au Conseil sur cette question la liste des moyens de diffusion qu'il aurait dressée conformément à ladite résolution.

Le Secrétaire général a présenté au Conseil, à sa treizième session, un rapport provisoire<sup>268</sup> sur la mise en œuvre de la résolution 754 (VIII) de l'Assemblée. Il y déclarait qu'il avait demandé aux Autorités administrantes de lui faire parvenir leurs propositions sur les moyens qu'elles jugeaient les plus appropriés pour mettre la résolution en œuvre. Les réponses qu'il avait reçues lui avaient permis de procéder à des consultations avec les représentants spéciaux des Autorités administrantes qui assistaient à la treizième session du Conseil de tutelle afin de prendre sur le plan pratique les dispositions nécessaires pour assurer la diffusion des informations dans les Territoires sous tutelle. Le Secrétaire général faisait connaître son intention de poursuivre ces consultations à la quatorzième session du Conseil lorsque les représentants spéciaux pour les Territoires sous tutelle du Pacifique se trouveraient au Siège.

A sa 517ème séance, le Conseil a pris acte de ce rapport provisoire.

Le Secrétaire général a présenté au Conseil, à sa quatorzième session, un nouveau rapport<sup>269</sup> dans lequel il indiquait les progrès réalisés dans le développement des moyens d'information existants et les résultats des efforts faits pour diffuser des informations parmi le grand public des Territoires sous tutelle, conformément à la résolution 754 (VIII). En outre, il a déclaré que, pendant la période considérée, la collaboration entre le Secrétariat des Nations Unies et les Autorités administrantes s'était, dans l'ensemble, révélée féconde et avait grandement contribué, dans de nombreux cas, à la réalisation des fins proposées par les résolutions de l'Assemblée et du Conseil. Le Secrétaire général a exprimé l'espoir que cette collaboration entre les représentants des Autorités administrantes et les services compétents du Secrétariat permettrait de prendre des mesures satisfaisantes pour faire suffisamment connaître aux populations des Territoires sous tutelle l'activité des Nations Unies et le fonctionnement du régime international de tutelle.

A sa 550ème séance, le Conseil a pris note de ce rapport.

## **6. — Développement de l'instruction dans les Territoires sous tutelle: offres de bourses d'études et de perfectionnement faites par les Etats Membres**

Par sa résolution 753 (VIII) du 9 décembre 1953, l'Assemblée générale, prenant acte<sup>270</sup> des résultats obtenus jusqu'alors en ce qui concerne le programme de bourses de perfectionnement, de bourses d'études et de bourses de stage offertes par les Etats Membres aux étudiants des Territoires sous tutelle conformément à la résolution 557 (VI) de l'Assemblée, a notamment prié le Conseil de tutelle d'apporter aux modalités d'administration des bourses d'études et de perfectionnement offertes par les Etats Membres aux habitants des Territoires sous tutelle les modifications qui pourraient être nécessaires pour permettre aux candidats de faire leur demande par l'intermédiaire du Secrétaire général aussi bien que par l'intermédiaire des autorités locales, étant entendu que, dès réception de ces demandes, le Secrétaire général les transmettrait simultanément aux Autorités administrantes et aux Etats qui auraient offert les bourses. Dans la même résolution, l'Assemblée a invité le Secrétaire général à ajouter à la documentation de l'Organisation des Nations Unies qui devait être diffusée dans les Territoires sous tutelle des renseignements détaillés sur toutes ces offres et sur la procédure à suivre pour faire une demande de bourse.

Le Conseil a examiné cette résolution à sa treizième session lorsqu'il a étudié le rapport du Secrétaire général<sup>271</sup> contenant des propositions relatives aux modalités revisées d'administration du programme des Nations Unies concernant l'octroi de bourses d'études et de perfectionnement aux étudiants des Territoires sous tutelle, en application des résolutions 557 (VI) et 753 (VIII) de l'Assemblée générale.

A sa 517ème séance, le Conseil a approuvé les modalités revisées d'administration du programme en question, proposées dans le rapport du Secrétaire général.

Selon ces modalités, les Etats Membres qui offrent des bourses d'études et de perfectionnement aux étudiants des Territoires sous tutelle devront donner au Secrétaire général tous les renseignements utiles qu'il communiquera aux Autorités administrantes, et les étudiants pourront faire leur demande de bourse soit par l'intermédiaire de l'Autorité administrante intéressée, soit par l'intermédiaire du Secrétaire général. Si la demande est faite par l'intermédiaire de l'Autorité administrante, celle-ci fera parvenir au Secrétaire général tous les renseignements nécessaires concernant les titres des candidats et devra indiquer s'il est possible de fournir aux boursiers une aide financière supplémentaire. Le Secrétaire général devra alors transmettre les demandes à l'Etat Membre qui aura offert la bourse. Lorsqu'un candidat aura adressé sa demande directement au Secrétaire général, celui-ci devra la transmettre en même temps à l'Etat Membre et à l'Autorité administrante intéressés.

L'Etat Membre offrant des bourses devra choisir parmi les candidatures soumises, prendre les dispositions complémentaires requises et en aviser le Secrétaire général.

Le Secrétaire général ajoutera à la documentation de l'Organisation des Nations Unies qui doit être diffusée dans les Territoires sous tutelle, des renseignements

<sup>270</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 4*, document A/2427, p. 40 à 42.

<sup>271</sup> T/1093.

<sup>268</sup> T/1100.

<sup>269</sup> T/1121.



détaillés sur toutes les offres reçues et sur la procédure à suivre pour faire une demande de bourse. Il communiquera ces mêmes renseignements à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, afin qu'ils puissent figurer dans sa publication périodique *Etudes à l'étranger*.

A sa quatorzième session, le Conseil a été saisi d'un rapport du Secrétaire général<sup>272</sup> sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de bourses de perfectionnement, d'études et de stage au cours de la période du 1er juillet 1953 au 8 juin 1954.

A cette dernière date, 38 bourses avaient été offertes par les Gouvernements de la Yougoslavie (5 bourses de perfectionnement et 5 bourses d'études), de l'Inde (4 bourses d'études), des Etats-Unis d'Amérique (5 bourses d'études), des Philippines (11 bourses de perfectionnement, d'études et de stage), de la Turquie (2 bourses d'études) et de l'Indonésie (6 bourses de perfectionnement). Toutes les bourses de perfectionnement, d'études et de stage qui avaient été offertes étaient valables pour des études universitaires, sauf les bourses du Gouvernement indien, qui avait décidé d'accepter les demandes d'étudiants originaires des Territoires sous tutelle désireux de bénéficier d'une formation post-primaire en l'absence de candidats qualifiés pour des études universitaires.

En ce qui concerne l'octroi de ces bourses de perfectionnement, d'études et de stage, le Gouvernement des Etats-Unis avait informé le Secrétaire général qu'il avait renouvelé les deux bourses d'études pour l'année universitaire 1954-1955 octroyées à des étudiants originaires de Territoires sous tutelle qui poursuivaient leurs études aux Etats-Unis. Le Gouvernement indonésien avait accordé à un étudiant originaire du Togo sous administration britannique une bourse de perfectionnement pour étudiant diplômé à la London School of Economics and Political Sciences, et le Gouvernement indien avait retenu à titre provisoire la candidature d'un étudiant du Cameroun sous administration britannique pour l'année scolaire 1954-1955.

En réponse à ces offres de bourses, le Secrétaire général avait reçu, par l'intermédiaire du Gouvernement du Royaume-Uni, une demande du Togo sous administration britannique pour l'une des bourses d'études offertes par le Gouvernement indonésien. En outre, depuis l'adoption des modalités révisées d'administration du programme mentionné ci-dessus, le Secrétaire général avait reçu directement trente-quatre demandes de candidats originaires des Territoires sous tutelle. Trente et une de ces demandes provenaient du Cameroun sous administration française, une du Togo sous administration britannique et deux de la Somalie sous administration italienne.

Le Secrétaire général a fait savoir au Conseil que, pour se conformer à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 753 (VIII), il prenait des dispositions pour ajouter à la documentation des Nations Unies destinée à être diffusée dans les Territoires sous tutelle, des renseignements détaillés sur toutes les offres reçues et sur la procédure à suivre pour formuler une demande de bourse. Ces renseignements figuraient également dans les volumes 5 et 6 de la publication de l'UNESCO *Etudes à l'étranger*.

A sa 550ème séance, le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général.

## 7. — Rapport du Conseil de tutelle

Par sa résolution 756 (VIII) du 9 décembre 1953, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Conseil de tutelle pour la période du 4 décembre 1952 au 21 juillet 1953 et a recommandé au Conseil de tenir compte, lors de ses délibérations futures, des observations et suggestions qui ont été formulées au cours de la discussion du rapport du Conseil à la huitième session de l'Assemblée générale.

A sa 517ème séance, le Conseil a pris note de cette résolution.

## 8. — Audition de pétitionnaires du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française

A la septième session de l'Assemblée générale, la Quatrième Commission a fait droit aux demandes d'audition formulées par des partis politiques et des organisations du Cameroun sous administration française et a entendu les déclarations faites par les représentants de deux organisations. En outre, la Commission était saisie d'une communication écrite émanant d'une troisième organisation.

Par sa résolution 655 (VII) du 21 décembre 1952, l'Assemblée générale a pris note de ces déclarations et a décidé de les communiquer au Conseil de tutelle, accompagnées des observations des membres de la Quatrième Commission; elle a en outre prié le Conseil de poursuivre l'enquête au sujet des questions sur lesquelles ces déclarations ont porté, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations déjà faites sur ces questions, et de rendre compte de ces dernières à l'Assemblée générale à sa huitième session.

A sa 480ème séance, le 14 juillet 1953, le Conseil a décidé de renvoyer l'examen de cette résolution à sa treizième session, lorsqu'il étudierait le rapport annuel de l'Autorité chargée de l'administration du Cameroun sous administration française, ainsi que le rapport de la Mission de visite dans ce territoire.

Toutefois, à la huitième session de l'Assemblée générale, la Quatrième Commission a entendu à nouveau les déclarations verbales de deux pétitionnaires du Cameroun. Par sa résolution 758 (VIII) du 9 décembre 1953, l'Assemblée a confirmé sa résolution 655 (VII) et a recommandé au Conseil de tutelle de s'attacher particulièrement à cette question à sa prochaine session ordinaire. En même temps, elle a recommandé au Conseil de tenir compte aussi, lorsqu'il étudierait la question, des déclarations des pétitionnaires et des observations formulées par les membres de la Quatrième Commission à la huitième session de l'Assemblée, et de consacrer une étude à cette question dans le rapport qu'il soumettrait à l'examen de l'Assemblée à sa neuvième session.

Cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la treizième session du Conseil de tutelle; à sa 488ème séance, le Conseil a décidé de l'étudier en même temps que le rapport annuel sur l'administration du Cameroun sous administration française et le rapport de la Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale. Le Conseil a commencé l'examen de ces rapports à sa 488ème séance et l'a poursuivi jusqu'à sa 496ème séance.

Les principales questions soulevées par les pétitionnaires étaient les suivantes:

<sup>272</sup> T/1127.

- a) Unification des deux Camerouns ;
- b) Réalisation de l'autonomie ou de l'indépendance ;
- c) Association du Cameroun à l'Union française ;
- d) Assemblée territoriale ;
- e) Pouvoirs exécutifs ;
- f) Conseils locaux ;
- g) Système électoral ;
- h) Chefferies traditionnelles ;
- i) Développement économique : assistance technique de l'Organisation des Nations Unies ;
- j) Participation européenne à la vie économique ;
- k) Participation des autochtones à la vie économique ;
- l) Discrimination raciale.

Au cours des débats qui ont été consacrés à la situation dans le Territoire sous tutelle, les membres du Conseil ont posé des questions au représentant et au représentant spécial de l'Autorité administrante en vue d'obtenir des renseignements complémentaires concernant les questions à l'étude. Au cours de la discussion générale, certains membres ont formulé des observations et des conclusions relatives à la situation dans le Territoire et ils ont évoqué, en particulier, les principaux problèmes posés par les pétitionnaires.

Le Conseil a noté que les questions soulevées par les pétitionnaires devant la Quatrième Commission aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale relevaient de sujets que le Conseil avait étudiés lors de son examen du rapport annuel de l'Autorité administrante sur l'administration du Territoire sous tutelle et du rapport de la Mission de visite en Afrique occidentale. Le Conseil a noté en outre qu'en adoptant ses conclusions et ses recommandations, il avait pris en considération les déclarations des pétitionnaires ainsi que les observations formulées par les membres de la Quatrième Commission à la huitième session de l'Assemblée générale.

Les conclusions et recommandations du Conseil au sujet de la question qui faisait l'objet des résolutions 655 (VII) et 758 (VIII) de l'Assemblée générale, figurent au chapitre V de la deuxième partie du présent rapport sous les titres appropriés, à savoir :

- a) Problèmes relatifs à la frontière : question de l'unification ;
- b) Intégration du Cameroun dans l'Union française ;
- c) Exercice des droits politiques ;
- d) Administration territoriale et Assemblée territoriale ;
- e) Administration régionale et communes mixtes ;
- f) Chefferies traditionnelles ;
- g) Progrès économique, généralités <sup>273</sup>.

## 9. — Accession des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance

Par sa résolution 752 (VIII) du 9 décembre 1953, l'Assemblée générale — rappelant sa résolution 558 (VII) par laquelle elle invitait chaque Autorité chargée de l'administration d'un Territoire sous tutelle autre que la Somalie sous administration italienne à faire figurer dans chaque rapport annuel des renseignements relatifs aux mesures prises ou envisagées en vue de l'autono-

mie ou de l'indépendance et, notamment, au temps nécessaire, à son avis, pour mener à bien ces mesures — a invité le Conseil de tutelle à atteindre l'objectif final — a invité le Conseil de tutelle à consacrer à l'avenir une section distincte de ses rapports à l'Assemblée à la mise en œuvre de la résolution 558 (VI) ainsi que de la résolution 752 (VIII), section où seront notamment mentionnées les mesures prises en ce qui concerne : a) les consultations engagées avec les habitants de chaque Territoire sous tutelle au sujet des mesures prises ou envisagées en vue de l'autonomie ; b) la création dans chaque Territoire sous tutelle d'organes représentatifs, exécutifs et législatifs, et l'extension de leurs pouvoirs ; c) l'institution, dans chaque Territoire sous tutelle, du suffrage universel des adultes et d'élections directes ; d) la formation d'autochtones dans chaque Territoire sous tutelle, à des postes administratifs de commandement et leur nomination à de tels postes ; e) la réalisation de recettes publiques suffisantes ; section où figureront, dans chaque cas, les conclusions qu'il aura tirées et les recommandations qu'il aura décidé de faire en s'inspirant de la résolution 558 (VI) ainsi que de la résolution 752 (VIII).

Le Conseil a examiné cette résolution à ses 518<sup>ème</sup> et 519<sup>ème</sup> séances et a adopté, à cette dernière séance une résolution <sup>274</sup> invitant le Secrétaire général à préparer, pour la première séance de la quatorzième session du Conseil, un projet de rapport intérimaire, conformément au paragraphe 3 de la résolution 752 (VIII) de l'Assemblée générale, concernant tous les Territoires sous tutelle à l'exception de la Somalie sous administration italienne, et invitant en outre le Secrétaire général, lorsqu'il préparerait le projet de rapport intérimaire précité et afin que ce rapport se conforme à l'intention et au but de la résolution 752 (VIII) de l'Assemblée générale, à prendre en considération et à utiliser, comme il conviendrait et quand il le faudrait : a) toute la documentation intéressant les questions mentionnées dans la résolution et déjà présentée au Conseil, ou faisant partie de ses documents officiels ; b) les renseignements pertinents que le Secrétaire général pourrait tirer des publications officielles des Autorités administrantes, des institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres sources compétentes des Nations Unies ; c) tous éclaircissements, précisions et renseignements ou documentation supplémentaires pertinents que les Autorités administrantes pourraient adresser par la suite ou qu'il serait possible d'obtenir des Autorités administrantes ; et à donner au projet de rapport préliminaire précité une forme telle qu'il fût possible d'y faire figurer ultérieurement de nouveaux éléments concernant en particulier les Territoires sous tutelle et faisant l'objet des rapports que le Conseil devait examiner à sa quatorzième session. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général a présenté au Conseil, à sa quatorzième session, un projet de rapport <sup>275</sup>.

A ses 527<sup>ème</sup>, 528<sup>ème</sup>, 556<sup>ème</sup>, 558<sup>ème</sup> et 559<sup>ème</sup> séances, le Conseil a examiné le projet de rapport et, à la dernière de ces séances, il a adopté ce projet après l'avoir modifié. En même temps, il a décidé d'attendre sa quinzième session pour formuler des conclusions et recommandations au sujet de la mise en œuvre des résolutions 558 (VI) et 752 (VIII) de l'Assemblée générale et de faire figurer ces conclusions et recommandations dans les rapports qu'il présentera ultérieurement à l'Assemblée générale. Le rapport, sous sa forme définitive, constitue la troisième partie du présent rapport.

<sup>273</sup> Pour le rapport du Comité de rédaction sur le Cameroun sous administration française concernant cette question, voir le document T/L.430.

<sup>274</sup> Résolution 866 (XIII).

<sup>275</sup> T/L.464, T/L.464, Corr.1 et Add.1.

## **10. — Pétitions de la collectivité du Ngoa-Ekélé (Cameroun sous administration française) concernant le règlement de la question soulevée par sa plainte au sujet de ses terres**

L'Assemblée générale, ayant entendu à sa huitième session la déclaration <sup>276</sup> de M. Joseph Ndzinga, représentant de la collectivité du Ngoa-Ekélé, ainsi que les observations formulées à ce sujet par l'Autorité administrante, a adressé par sa résolution 757 (VIII) du 9 décembre 1953 un certain nombre de recommandations à l'Autorité administrante en vue d'atténuer les difficultés rencontrées par la collectivité du Ngoa-Ekélé. Elle a également invité le Conseil de tutelle à examiner cette question et à faire connaître le résultat de cet examen dans son prochain rapport à l'Assemblée générale.

Le Conseil a étudié cette question à sa 556ème séance. Le représentant de la France a déclaré au Conseil que l'ensemble du problème avait été examiné à nouveau lors d'une réunion commune à laquelle assistaient les autorités intéressées et les représentants de la collectivité du Ngoa-Ekélé, au nombre desquels se trouvait le pétitionnaire. L'Autorité administrante avait ensuite donné effet à la recommandation de l'Assemblée générale tendant à ce que cette collectivité puisse former tous les recours que lui permet la loi en ce qui concerne les terres sur lesquelles elle était installée à l'origine et toute compensation supplémentaire qu'elle pourrait recevoir. En conséquence, il a été clairement établi que l'expropriation effectuée en 1940 avait été régulière et que la collectivité du Ngoa-Ekélé avait reçu une juste indemnité pour ses terres. Conformément à la résolution de l'Assemblée, l'Administration poursuit à l'heure actuelle des négociations avec les représentants de la collectivité afin de délimiter un terrain de trente hectares sur lequel la collectivité du Ngoa-Ekélé aura un droit de propriété incontestable. Le Conseil a pris acte de cette déclaration.

## **11. — Contrôle et réduction de la documentation**

Par sa résolution 789 (VIII) du 9 décembre 1953, l'Assemblée générale a invité tous les organes des Nations Unies à étudier avec soin leur documentation actuelle et à y apporter toutes les réductions possibles. Elle les a invités également à seconder les efforts du Secrétaire général pour réduire le volume de la documentation de l'Organisation, tout en en améliorant la qualité.

A la quatorzième session du Conseil, le Secrétaire général a présenté sur cette question un rapport <sup>277</sup> dans lequel il suggérait certaines mesures qui permettraient de réaliser des économies et d'améliorer la qualité de la documentation sans empêcher néanmoins le Conseil et l'Assemblée de s'acquitter comme il convient de la tâche qui leur incombe dans le fonctionnement du régime international de tutelle.

Le Conseil a examiné le rapport à ses 527ème et 528ème séances et a décidé, à la seconde de ces séances, de renvoyer ce rapport à un comité composé de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Inde et de la Syrie.

A ses 547ème et 548ème séances, le Conseil a examiné le rapport du Comité <sup>278</sup>. A la seconde de ces séances, il a adopté, sur la recommandation du Comité, la procédure définie ci-après :

<sup>276</sup> A/C.4/255.

<sup>277</sup> T/1120.

<sup>278</sup> T/L.477.

En ce qui concerne l'examen des rapports annuels sur l'administration des Territoires sous tutelle, le Conseil s'est déclaré d'accord avec le Secrétaire général pour reconnaître qu'il est préférable de ne pas séparer trop complètement la partie de la réunion consacrée aux questions de celle qui est réservée à la discussion générale de la situation dans chaque Territoire, et que les représentants qui veulent présenter leurs observations sur un sujet donné pendant la partie de la réunion consacrée aux questions doivent pouvoir le faire. Le Conseil a estimé, comme le Secrétaire général, que la préparation des projets de conclusions et de recommandations du Conseil, dont est chargé le Comité de rédaction, serait facilitée si le Conseil était saisi de propositions officielles présentées par les délégations. A cet effet, les délégations devraient soumettre leurs propositions au Conseil sous forme de projets de conclusions ou de recommandations, soit en les incorporant dans les déclarations faites en séances, soit en les présentant séparément par écrit si elles le désirent. Le Conseil a également approuvé la proposition du Secrétaire général suivant laquelle le Secrétariat devrait résumer d'une façon plus concise les opinions qui ont été exprimées par les divers membres et grouper, le cas échéant, les opinions semblables, à condition que, dans ce travail de condensation, on n'omette aucune des idées exprimées.

En ce qui concerne la forme de son rapport à l'Assemblée, le Conseil a accepté la proposition du Secrétaire général selon laquelle le Conseil demanderait à l'Assemblée d'admettre que, pour chaque Territoire sous tutelle, le Conseil ne soumette de rapport complet que tous les trois ans au moment de l'examen par le Conseil du rapport de la Mission de visite sur le même Territoire; les autres années, un rapport plus concis exposerait les événements survenus et les progrès réalisés pendant l'année considérée, mais contiendrait les renseignements généraux nécessaires pour que l'Assemblée générale soit en mesure d'examiner les événements importants ainsi que les conclusions et recommandations du Conseil. Le Conseil a recommandé que l'Assemblée adopte ces propositions à sa neuvième session ordinaire. Il a aussi décidé que la forme du rapport qu'il soumet au Conseil de sécurité sur le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique serait modifiée de la même façon que celle des rapports que le Conseil présente à l'Assemblée sur les divers Territoires.

En ce qui concerne les dates de présentation des rapports annuels, le Conseil a constaté que les retards considérables survenus récemment dans de nombreux cas avaient causé de graves difficultés aux membres du Conseil, au Secrétariat et aux institutions spécialisées dans l'accomplissement de leurs tâches respectives. Il a estimé que les Autorités administrantes devraient porter une attention toute particulière à cette question ainsi qu'à l'application stricte de l'article 72 du règlement intérieur du Conseil.

## **12. — Revision du questionnaire relatif aux Territoires sous tutelle**

Par sa résolution 751 (VIII) du 9 décembre 1953, l'Assemblée générale a créé un Sous-Comité composé des représentants d'Haïti, de l'Inde, du Salvador et de la Syrie, qu'elle a chargé d'examiner le questionnaire établi par le Conseil de tutelle en vue d'étudier les modifications qui seraient nécessaires pour l'adapter aux conditions spéciales de chaque Territoire et de soumettre ses conclusions au Conseil. D'autre part, elle a



invité le Conseil à entreprendre, sur la base des travaux du Sous-Comité, la préparation de questionnaires adaptés à chaque Territoire sous tutelle.

Le Sous-Comité a présenté, à la quatorzième session du Conseil, un rapport provisoire <sup>270</sup> dans lequel il déclarait qu'il était occupé à rédiger un questionnaire adapté aux conditions particulières de la Somalie sous admi-

<sup>270</sup> T/1128.

nistration italienne et qu'il espérait terminer le projet de questionnaire pour pouvoir le présenter à la quatorzième session. Le Sous-Comité a également déclaré qu'il présenterait, à cette même session, un rapport sur l'état de ses travaux concernant d'autres Territoires sous tutelle.

Le Conseil a pris acte de ce rapport à sa 550<sup>ème</sup> séance.

## Deuxième partie

# LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

### Chapitre premier

#### TANGANYIKA

##### I. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

###### GÉOGRAPHIE ET POPULATION

Le Tanganyika est de beaucoup le plus vaste des Territoires sous tutelle. Il s'étend, à l'est, sur quelque 800 kilomètres le long de la côte de l'Afrique orientale, au sud de l'équateur. Il a des frontières communes avec six territoires non autonomes — Kénya, Ouganda, Congo belge, Rhodésie du Nord, Nyassaland et Afrique-Orientale portugaise — et avec le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi. Pays de plaines et de plateaux, il a une superficie de 939.362 kilomètres carrés et une population de près de 8 millions d'habitants.

Selon les évaluations de 1952, 7.850.000 habitants sont des Africains, alors que le recensement de 1948 donnait un chiffre d'environ 7.400.000 habitants. Les Africains appartiennent à un grand nombre de tribus; un tiers de la population cependant se répartit entre sept tribus; la majorité comprend le souahéli, langue commerciale de l'Afrique orientale et langue de base de l'enseignement et de la littérature. La plupart des Africains vivent sous le régime traditionnel de l'organisation tribale et sous l'autorité des chefs de tribus; ils s'adonnent aux activités traditionnelles d'une économie de subsistance.

La population européenne, beaucoup moins importante, est passée de 11.300 habitants en 1948 à 18.300 en 1952. Sur ce chiffre, 2.747 personnes sont au service de l'Administration. Sur un total de 10.249 Européens "économiquement actifs", 4.056 exercent des professions libérales ou sont des techniciens ou assimilés; 1.199 sont des directeurs d'entreprises, des administrateurs et des fonctionnaires; 1.291 sont des cultivateurs, des pêcheurs et des chasseurs.

Un troisième groupe important est constitué par des non-Africains autres que les Européens; leur nombre est passé de 62.500 en 1948 à 79.000 en 1952. Plus des trois quarts des membres de ce groupe sont des Asiatiques, la plupart étant d'origine indienne et pakistanaise. Ils sont en général commerçants et négociants et vivent dans les villes. Le reste de ce groupe est surtout composé d'Arabes qui sont au nombre de 13.000.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil déclare qu'il se rend parfaitement compte du surcroît de responsabilités qu'impose à l'Autorité administrante la présence au Tanganyika d'import-*

*antes minorités européennes et asiatiques, qui vivent au milieu d'une vaste majorité d'Africains et qui, en général, ont atteint à l'heure actuelle un niveau politique, économique, social et culturel plus avancé que les autochtones. Le Conseil constate avec satisfaction qu'aujourd'hui comme par le passé ces trois principaux groupes de population vivent en bonne harmonie; il tient cependant à appeler l'attention sur les risques que pourraient présenter les différences marquées qui existent entre les niveaux de développement de ces groupes. Le Conseil note également avec satisfaction que l'Autorité administrante a donné l'assurance qu'elle s'efforçait, par sa politique générale et par ses programmes de développement, d'amener les autochtones à prendre une place auprès des groupes d'immigrants; et il exprime l'espoir que cette politique permettra à l'Autorité administrante de redoubler d'efforts en vue d'instaurer dans le plus bref délai possible un Tanganyika unifié, où les autochtones occuperont toute la place qui leur revient.*

*Le Conseil invite l'Autorité administrante à faire figurer dans ses prochains rapports annuels des renseignements statistiques sur la population autochtone de chaque province, en indiquant dans toute la mesure possible le nombre des adultes de sexe masculin qui occupent un emploi rémunéré et leur pourcentage par rapport au total des adultes de sexe masculin qui constituent la population active, ainsi que le nombre des enfants autochtones d'âge scolaire.*

*Le Conseil, notant qu'il n'existe pas de statistiques de l'état civil relatives aux autochtones, et reconnaissant la difficulté d'établir un système adéquat pour rassembler les données nécessaires, recommande à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue de résoudre cette difficulté et exprime l'espoir qu'il sera possible d'amener la population, dans son propre intérêt, à coopérer dans ce domaine.*

*Le Conseil, prenant acte avec satisfaction des efforts que l'Autorité administrante a faits pour favoriser l'usage et le développement de la langue souahéli, et constatant que cette langue est déjà très employée dans le commerce ainsi que dans l'enseignement et dans d'autres domaines, recommande à l'Autorité administrante de faire tout ce qui est en son pouvoir pour perfectionner cette langue et en répandre l'emploi.*

###### MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

Une pétition <sup>280</sup> examinée au cours de la treizième session a appelé l'attention du Conseil sur des articles

<sup>280</sup> T/PET.2/163 et Add.1 à 3.

publiés dans la presse britannique, au sujet des répercussions qu'avaient eues dans le Territoire sous tutelle, en 1953, des événements ayant eu leur origine dans deux territoires non autonomes voisins, administrés par le Royaume-Uni.

Le premier avait trait à l'emploi de la police du Tanganyika pour aider les autorités du Nyassaland à réprimer certains troubles. Dans les observations <sup>281</sup> qu'elle a présentées au sujet de cette pétition, l'Autorité administrante a déclaré que le Gouvernement du Nyassaland avait bénéficié du concours d'un détachement de 50 policiers du Tanganyika, en application de l'ordonnance No 51 (1952) du Tanganyika relative à l'utilisation des forces de police dans les deux Territoires. La pétition faisait état, d'autre part, de coupures de presse selon lesquelles le Gouvernement du Tanganyika aurait autorisé un "groupe de filtrage" du Kénya (10 Africains sous le commandement d'un jeune Européen) à pénétrer dans le Territoire sous tutelle pour y interroger certains Africains de la tribu des Kikouyou soupçonnés d'avoir participé aux agissements des "Mau Mau"; selon les mêmes articles, un tribunal de police aurait condamné les membres du groupe pour coups et blessures, car il avait été prouvé qu'ils s'étaient rendus coupables de violences graves à l'égard des personnes interrogées. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, que le groupe en question avait pénétré dans le Territoire conformément à un accord intervenu entre les deux gouvernements, pour déterminer si certains Africains de la tribu des Kikouyou, qui avaient été arrêtés au Tanganyika, devaient être comptés parmi les partisans "Mau Mau" que le Gouvernement du Kénya avait l'intention de placer en détention sur son territoire. Accusés de s'être livrés à des voies de fait, le fonctionnaire européen et les gardes africains qui l'accompagnaient avaient fait l'objet de poursuites judiciaires et avaient été condamnés en application de la loi.

D'autre part, le représentant spécial a informé le Conseil que l'Administration avait introduit en novembre 1952 un système d'immatriculation en vertu duquel tous les membres de la tribu des Kikouyou — dont 15.000 environ s'étaient établis dans le Tanganyika septentrional — avaient été tenus de déclarer leur état civil. La moitié environ de ceux qui avaient quitté le Kénya pour s'établir dans le nord du Tanganyika étaient retournés au Kénya pour éviter d'être immatriculés.

#### EVOLUTION VERS L'AUTONOMIE OU L'INDEPENDANCE

Par ses résolutions 558 (VI) et 752 (VIII), l'Assemblée générale a invité les Autorités administrantes à faire figurer dans leurs rapports annuels des renseignements relatifs notamment aux mesures prises ou envisagées qui ont pour but de conduire le plus rapidement possible les Territoires sous tutelle au stade de l'autonomie ou de l'indépendance ainsi qu'une évaluation du délai que ces Autorités jugent nécessaire pour mener à bien les diverses mesures qui permettraient aux Territoires d'atteindre cet objectif. Le Conseil a été invité à consacrer une section de son rapport à l'Assemblée générale à la mise en œuvre de ces résolutions.

Cette question est traitée à la troisième partie du présent rapport.

## Observations de membres du Conseil de tutelle ne représentant que leurs propres opinions

### CONSIDERATIONS GÉNÉRALES

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a relevé que si, en Afrique occidentale, le progrès vers l'autonomie s'inscrivait dans l'histoire politique, le Tanganyika connaissait une situation très différente, mais également propre à stimuler le zèle des autorités dans la marche vers l'autodétermination. Le Secrétaire d'Etat avait déclaré récemment que "les Etats-Unis reconnaissent que la liberté et l'indépendance dépendent non seulement de facteurs politiques et moraux, mais également du bien-être économique et social"; cette déclaration s'appliquait tout particulièrement au Tanganyika, où le progrès économique et social constituait la pierre angulaire de l'évolution politique. Ce développement économique et social était étroitement lié à l'amélioration des conditions de logement et à l'élévation des salaires d'une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse. Or c'était justement dans ces deux domaines qu'une évolution remarquable s'était produite au cours de la présente année (voir plus loin les sections Logements urbains et Main-d'œuvre. Cette évolution et celle que l'on constatait dans d'autres domaines, montraient que le Tanganyika devenait un laboratoire d'essais dont les réussites procuraient de grands avantages à ses quelque 8 millions d'habitants et même aux populations limitrophes. Ces résultats étaient tout à l'honneur de l'Administration britannique.

Le représentant de la Syrie a déclaré qu'il éprouvait quelque difficulté à mesurer les véritables problèmes qui se posaient et les progrès accomplis au Tanganyika; il voyait bien les progrès ordinaires enregistrés dans tel ou tel domaine et que l'on pouvait attendre de toute administration normalement efficace, mais le vrai problème tenait au fait que la grande majorité des habitants, soit près de 8 millions d'Africains, se trouvait subordonnée à tous égards — dans l'ordre politique, économique et social — aux deux minorités d'immigrants européens et asiatiques. Contrairement à d'autres pays, dont certains assez proches, le Tanganyika, d'une manière générale, avait échappé jusque-là aux maux les plus graves d'une pareille situation. L'Autorité administrante, qui pouvait légitimement compter sur l'appui total des Nations Unies, était en mesure de faire du Tanganyika un territoire modèle qui montrerait, d'abord, comment la majorité africaine pouvait être amenée à jouer pleinement son rôle et à exercer ses droits dans le développement du pays; en second lieu, comment on pouvait créer les conditions qui justifiaient la présence, dans le Territoire, de collectivités d'immigrants. Le représentant de la Syrie a estimé que l'Autorité administrante avait le désir sincère de donner ce double exemple dans le Territoire sous tutelle. Il s'est félicité que le Tanganyika, dont la population se composait des mêmes éléments, ait réussi jusque là à éviter les manifestations les plus outrageuses du préjugé de la couleur et des prétentions à la supériorité raciale; ce qui l'inquiétait, en revanche, c'était que le Tanganyika eût obtenu ce résultat sans avoir vraiment résolu le problème, et sans même s'être fait une idée claire d'une solution possible. D'après le rôle qu'ils jouaient dans la vie du Territoire, les Européens venaient en tête, suivis des Asiatiques puis des Africains, cet ordre étant l'ordre inverse de leur puissance numérique.

Après avoir exposé les conséquences de cette situation dans divers domaines: représentation au sein du

<sup>281</sup> T/OBS.2/8.

gouvernement, participation à la vie économique, propriété foncière, niveau de vie, éducation, le représentant de la Syrie s'est dit convaincu que l'Autorité administrante avait pleinement mesuré le problème et qu'elle était résolue à ne pas laisser subsister au Tanganyika ce dangereux déséquilibre. Ses intentions et sa politique avaient pour but de remédier progressivement à cette situation, pour que les Africains, en particulier, eussent une part beaucoup plus grande dans l'administration de leur propre pays. Le représentant de la Syrie s'est demandé, cependant, si ces bonnes intentions étaient mises en œuvre avec la célérité voulue, si elles allaient assez loin et si elles contribuaient à mieux définir l'objectif final. Les Missions de visite qui s'étaient rendues jusqu'alors dans le Territoire avaient éprouvé les mêmes doutes; le Conseil de tutelle avait eu la même attitude. Il fallait espérer que la Mission de visite de 1954 ramènerait une image plus nette du but à atteindre dans le Territoire et des mesures prises à cet effet. Il s'agissait avant tout, de transformer la société du Tanganyika, divisée en trois communautés raciales très différentes, en une seule nation tanganyikaise, dont tous les citoyens jouiraient de droits égaux et seraient unis par la même fierté et la même conscience nationales; il fallait obtenir ce résultat en temps utile, avant que les tensions et les rivalités ne s'accroissent et ne divisent encore plus les différentes races; il s'agissait aussi d'amener les Africains à prendre la place qui leur revenait dans la vie du Territoire, en favorisant le développement économique, en élevant considérablement le niveau de vie et en assurant à tous un égal accès à l'instruction. Le Tanganyika offrait à l'Autorité administrante ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies l'occasion rare de prouver que des populations de couleur, d'origine, de religion et de traditions différentes, pouvaient mener une existence riche, pleine et paisible au sein d'une même nation.

Selon le représentant de la Nouvelle-Zélande, l'année considérée avait été caractérisée, d'une manière générale, par un progrès régulier. Si rien n'indiquait la formation d'une conscience territoriale ni d'une opinion collective, l'absence de discords raciaux ou tribaux était par elle-même encourageante. Le premier souci de l'Autorité administrante devait être d'assurer le bien-être et de protéger les intérêts des autochtones, mais elle avait montré qu'elle s'attachait tout autant à encourager l'entente entre les races, dans tous les domaines sur le plan des principes comme dans la pratique.

Le représentant d'Haïti a estimé que des trois Territoires sous tutelle administrés par le Royaume-Uni, le Tanganyika était celui qui offrait le moins de motifs de satisfaction.

Le représentant du Salvador a dit que, contrairement aux Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale, le Tanganyika n'avait pas accompli de progrès remarquables et ne s'était rapproché que fort peu du but final, l'autonomie ou l'indépendance.

Selon le représentant de la Belgique, le Conseil de tutelle témoignerait de bien peu de réalisme s'il espérait pouvoir, d'une année à l'autre, constater des progrès vraiment spectaculaires dans le développement d'un Territoire sous tutelle. Ceux qui connaissent la situation dans les pays sous-développés comprenaient chaque jour davantage combien le progrès demande de temps. Les experts désintéressés que le Secrétaire général avait consultés au sujet du Programme élargi d'assistance technique, avaient émis l'opinion qu'il serait possible d'améliorer le niveau de vie et d'accroître la produc-

tivité moyenne de 2 pour 100 par an environ, à condition de consacrer des sommes énormes aux territoires sous-développés. Le Conseil de tutelle avait le droit de demander à l'Autorité administrante de n'épargner aucun effort pour hâter, dans toute la mesure du possible, les progrès du Territoire, mais il ne pouvait attendre d'elle des miracles sans précédent dans aucune autre partie du monde. Dans le cas du Tanganyika, les efforts de l'Autorité administrante ne faisaient que croître et s'étendre et les progrès accomplis par le Territoire étaient réguliers et sûrs. Le budget du Territoire reflétait nettement les efforts du gouvernement: en effet, il était passé de 7 millions de livres en 1948 à environ 18 millions de livres en 1953. Il y avait une limite aux possibilités de développement du budget, et même à supposer que les fonds dont on disposait fussent illimités, il restait une limite à ce qui pouvait être réalisé, parce que toute œuvre humaine demandait du temps.

Le représentant de l'Inde a déclaré que le Gouverneur actuel du Territoire, qui exerçait ses fonctions dans un continent où les problèmes sociaux et politiques étaient différents dans le nord et dans le sud, avait réussi à préserver le Territoire des doctrines sectaires et violentes de l'une ou l'autre région, et à le maintenir dans une atmosphère de paix et de réconciliation. Le représentant de l'Inde a également rendu hommage aux sacrifices et aux efforts éclairés d'un grand nombre d'administrateurs coloniaux, de fonctionnaires et de travailleurs sociaux bénévoles tels que les missionnaires et d'autres encore; il a loué les administrations successives d'avoir obtenu certaines réalisations dans le Territoire. Néanmoins, la délégation de l'Inde ne partageait pas l'optimisme et la satisfaction dont l'Autorité administrante témoignait dans son rapport. Si l'action et les méthodes de l'Administration étaient bienfaisantes et fraternelles, le Tanganyika n'en avait pas moins réalisé des progrès très lents, et, dans certains cas, les mesures prises avaient été réactionnaires. Le représentant de l'Inde a critiqué en particulier l'introduction au Tanganyika du système des communautés dans l'administration, le gouvernement, les élections et tous les autres domaines. Selon lui, ce système avait l'appui des colons; mais l'Autorité administrante ne pouvait exécuter, dans leur lettre et leur esprit, les obligations du régime de tutelle que si elle reconnaissait un statut commun à tous les habitants du Territoire, quelle que fût leur race.

Selon le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Autorité administrante ne s'acquittait pas des obligations qu'elle avait assumées en vertu de la Charte et de l'Accord de tutelle. Elle continuait à appliquer une politique qui, loin de favoriser le progrès des populations du Tanganyika et de les rapprocher des buts de la Charte, tendait, au contraire, à renforcer le régime colonial existant. Les autorités coloniales britanniques continuaient d'appliquer en Afrique le principe qui avait été formulé, cinquante ans auparavant, par Cecil Rhodes: droits égaux pour tous les hommes civilisés, c'est-à-dire pour les Européens mais non pour les Africains, car Rhodes ne pensait pas que les Africains pussent être considérés comme civilisés. Or, les Africains comptaient dans leurs rangs des personnes instruites, et c'est ce qui effrayait l'Administration et les colons britanniques d'Afrique. Le représentant de l'URSS a appelé l'attention du Conseil sur un article paru le 24 janvier 1954 dans la revue du *Times* de Londres: selon cet article, les autorités coloniales et les colons britanniques d'Afrique s'inquiétaient de voir les Africains se civiliser peu à peu et être ainsi

en mesure de revendiquer le droit de prendre part à la vie publique locale. Aussi la population blanche avait-elle modifié le principe de Cecil Rhodes et prônait-elle aujourd'hui "l'égalité de droits pour tous les hommes raisonnables (*reasonable*)". Il appartiendrait bien entendu aux blancs de décider qui serait considéré comme "raisonnable" et il allait de soi que la population africaine serait exclue. Le Secrétaire d'Etat aux colonies du Royaume-Uni avait défendu le principe de l'égalité des droits pour tous les hommes "raisonnables" et avait déclaré que, de toute évidence, si l'on adoptait n'importe quel système électoral moderne en Afrique, l'élément blanc serait noyé dans la masse des électeurs africains. Tout ceci se passait dans un Territoire sous tutelle dont l'Organisation des Nations Unies avait confié l'administration au Royaume-Uni; l'Autorité administrante ne se préoccupait nullement d'encourager le progrès politique des habitants du Territoire sous tutelle en vue de les guider vers l'autonomie ou l'indépendance; au contraire, elle cherchait essentiellement à maintenir la majorité africaine sous la domination des blancs.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a cru devoir relever que les influences arabes qui s'étaient exercées très tôt sur le Tanganyika n'avaient pas dépassé la région côtière; ce n'est qu'avec l'arrivée des Européens, après 1880, que l'intérieur avait pris contact avec la civilisation. Avant cette date, aucune roue n'y avait encore tourné. Il était essentiel de tenir compte de cette considération lorsque l'on examinait la situation du Tanganyika et les progrès accomplis dans le développement du Territoire par l'Autorité administrante. Le représentant spécial a rappelé que l'un des membres du Conseil avait vu dans le Tanganyika un défi et un stimulant, et qu'un autre y voyait surtout une question: comment résoudre le problème posé par la prépondérance des collectivités d'immigrants sur la population africaine? En fait, ces deux descriptions différentes, stimulant ou question — constituaient le fondement même de la politique de l'Autorité administrante. Cette politique tendait, en favorisant le développement du pays dans l'ordre économique, agricole, industriel et culturel, à élever l'Africain jusqu'au niveau où il pourrait tenir sa place aux côtés des collectivités immigrées. Malheureusement, il n'y avait pas de raccourci pour atteindre ce but. C'était une rude tâche qui exigerait beaucoup de temps; mais tous les efforts de l'Administration, qu'il s'agisse de l'éducation, de l'agriculture, du secteur industriel ou minier — pour n'en citer que quelques-uns — tendaient vers ce but. Dans tous ces domaines, il fallait soit améliorer directement le sort de l'Africain, soit, indirectement, procurer les fonds nécessaires à cet effet. L'Autorité administrante et le Gouvernement du Tanganyika tiendraient le plus grand compte des critiques utiles et des suggestions constructives émises par un certain nombre de représentants. En revanche, le représentant de l'URSS avait déformé les faits pour les faire cadrer avec ses préjugés et ses idées préconçues; il avait ainsi présenté sous un jour entièrement faux la politique de l'Autorité administrante. Répondant enfin aux critiques portant sur le rythme du progrès dans le Territoire, le représentant spécial a dit que l'Autorité administrante, le Gouvernement et les fonctionnaires du Tanganyika n'épargnaient aucun effort pour encourager l'évolution et le développement de la population africaine — ils allaient même jusqu'à la pousser sur la voie du progrès — mais, en fin de compte, le rythme de ce progrès serait celui qu'aurait choisi l'Africain lui-même.

Le représentant de l'Inde a reconnu qu'aucune disposition légale ne prévoyait une discrimination formelle fondée sur la race ou le pays d'origine, mais en fait, a-t-il ajouté, l'application des lois sur l'immigration revêtait tout autre chose. Pendant l'année qui s'est terminée le 30 septembre 1952, 1.827 Européens avaient immigré au Tanganyika, contre 2.412 non-Européens, alors que la population non autochtone établie à demeure comprenait 18.000 Européens et 70.000 autres non-Africains. La délégation de l'Inde était convaincue qu'en pratique les lois sur l'immigration étaient appliquées de manière à empêcher les Asiatiques de pénétrer sur le Territoire. La proportion d'Européens ayant immigré au cours de l'année en question était supérieure de 30 pour 100; en outre, il fallait appliquer à ces statistiques un coefficient de pondération, étant donné que les immigrants européens occupaient une situation privilégiée dans l'ordre économique, politique ou administratif. Même si elle étaient plus ou moins conformes à la lettre de l'Accord de tutelle, les lois sur l'immigration n'en respectaient pas l'esprit. Le représentant de l'Inde a ajouté que pendant la période en question, 124 personnes d'origine sud-africaine avaient immigré au Tanganyika. Aux termes de l'Accord de tutelle, ces personnes ne pouvaient faire l'objet d'une mesure discriminatoire; néanmoins de l'avis du représentant de l'Inde, l'Assemblée générale devrait examiner un jour si un pays qui fait fi des décisions qu'elle a prises et qui ne tient aucun compte des dispositions de la Charte concernant la tutelle a le droit de profiter d'une situation qui permet à ses ressortissants d'entrer dans le Territoire sous tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a regretté que personne ne lui eût posé de questions sur l'immigration, car c'était là l'une des matières dont l'avait chargé le Conseil exécutif. Il a rappelé qu'en 1951 la Mission de visite avait examiné tout spécialement ce sujet et elle avait constaté, dans son rapport, que l'immigration ne donnait lieu à aucune injustice ni à aucune mesure discriminatoire. Le Tanganyika avait besoin de techniciens qui venaient lui offrir leurs services moyennant, bien entendu, certains avantages, et parfois avec l'idée de rentrer dans leur pays plus tard. Il se trouvait que les techniciens qualifiés qui avaient demandé à venir au Tanganyika étaient en majorité britanniques; quant à la masse des immigrants, elle comprenait surtout des travailleurs qualifiés ou semi-qualifiés. Il n'avait jamais été question de faire des distinctions selon la race; il s'agissait simplement de répondre aux besoins du pays. Admettre en grand nombre des vendeurs, des employés de bureau, des commis, des travailleurs qualifiés ou des manœuvres spécialisés, c'eût été uniquement créer du chômage, dans quelques années, pour les Asiatiques déjà établis dans le pays et pour les Africains qui exerçaient ces métiers. L'immigration avait toujours été surveillée par un Immigrant Control Board (Direction de l'immigration), comprenant 2 fonctionnaires, 2 Européens non fonctionnaires, 2 Africains non fonctionnaires et 2 Asiatiques non fonctionnaires. La loi sur l'immigration était appliquée sans discrimination dans l'intérêt du Territoire, et les membres du Board en convenaient parfaitement.

#### MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

Le représentant de la France a déclaré comprendre fort bien le souci de l'Autorité administrante d'assurer l'évolution rapide des esprits et des institutions, tout en



évitant les troubles avec lesquels d'autres régions africaines avaient été aux prises. Si la démocratie était parfois contagieuse, elle ne l'était que dans une atmosphère déterminée. En l'absence de ce climat, c'étaient la fièvre et l'agitation qui risquaient de se répandre et de retarder la réalisation des fins de la Charte. Ainsi se justifiaient les accords qui permettaient, entre le Tanganyika et les territoires britanniques voisins, un échange de personnel des services d'ordre pour des besoins temporaires.

Le représentant de l'Inde, à propos de l'enquête menée chez des Kikouyou du Tanganyika, incident qui avait fait l'objet d'une pétition au Conseil, a demandé, premièrement, si le groupe qui s'était livré à cette incursion avait obtenu au préalable l'autorisation de l'Administration du Tanganyika et si la police du Territoire y avait participé; deuxièmement, s'il était exact que les Kikouyou n'avaient reçu aucune nourriture pendant quatre jours et que l'on avait ainsi cherché à leur arracher des aveux; troisièmement, si l'on s'était livré à des voies de fait et si l'on avait soumis certaines personnes à différentes formes de tortures; quatrièmement, si l'un des Africains s'était suicidé. Le représentant de l'Inde a précisé qu'il ne prétendait pas que l'Administration du Tanganyika eût recours à de pareilles méthodes; il voulait simplement dire que cette Administration se trouvait impliquée dans des pratiques qui avaient cours hors de son territoire.

Se référant aux deux incidents mentionnés dans la pétition, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Accord de tutelle avait été violé. En ce qui concerne l'envoi d'un détachement de police du Tanganyika dans un territoire voisin pour y réprimer de prétendus troubles, le représentant de l'Union soviétique a déclaré qu'aux termes de l'article 5 de l'Accord de tutelle, l'Autorité administrante n'avait pas le droit d'envoyer de la police dans un territoire voisin, pour quelque motif que ce fût. Il ne s'agissait pas de remplir des obligations contractées envers le Conseil de sécurité; pour le reste, l'Accord de tutelle prévoyait l'emploi de la police pour la défense locale et le maintien de l'ordre public "à l'intérieur du Tanganyika". L'incident concernant le "groupe de filtrage" du Kenya constituait une deuxième violation de l'Accord de tutelle, par suite de l'unification illégale du Territoire sous tutelle avec le Kenya et l'Ouganda. Comme la délégation de l'Union soviétique l'avait prévu cinq ans auparavant, il était désormais impossible de tracer une limite entre les colonies et le Territoire sous tutelle. Des colonies, on faisait des incursions dans le Territoire sous tutelle, et ce dernier envoyait des détachements de police dans le territoire voisin pour y prendre des mesures de répression. La situation du Kenya se répercutait sur celle du Tanganyika. La province du Nord, au Tanganyika, avait compté 15.000 Kikouyou; il n'en restait plus que 5.000. Les 10.000 autres avaient été internés ou avaient pris la fuite.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a répondu que, dans l'affaire des Kikouyou, un fonctionnaire du Kenya était entré au Tanganyika après accord entre les deux gouvernements, et que l'Administration du Tanganyika n'était nullement impliquée dans des pratiques qui avaient cours hors de son territoire. Le fonctionnaire en question avait pour mission d'interroger des Kikouyou qui avaient quitté le Kenya au cours des années précédentes et que l'on soupçonnait d'avoir participé aux agissements des "Mau-Mau". Il n'était pas possible que le fonctionnaire eût laissé un seul

Kikouyou sans nourriture pendant quatre jours avant de l'interroger: en effet, il avait été suspendu de ses fonctions au Tanganyika dans les quatre jours qui avaient suivi son arrivée au Territoire, c'est-à-dire dès que l'on avait eu connaissance des allégations de mauvais traitements dont il faisait l'objet. La police du Tanganyika était en rapports avec ce fonctionnaire et, dans ce sens, elle avait collaboré avec lui, mais elle n'avait nullement été impliquée dans ce qu'il avait pu faire au Tanganyika.

#### DONNÉES STATISTIQUES

Le représentant de la Belgique a demandé que l'Autorité administrante fasse figurer dans ses prochains rapports annuels une statistique, établie par province, des habitants et de la population masculine active.

Le représentant de l'Inde a fait observer qu'après trente-cinq ans d'administration, le Territoire ne possédait pas de statistiques démographiques, que l'on n'y enregistrerait pas les naissances ni les décès, et qu'il n'était pas possible d'y évaluer le taux de la mortalité infantile. Il a jugé étonnant que l'Administration n'eût pas cherché à mesurer ou à indiquer les progrès accomplis par des statistiques. Le représentant de l'Inde a suggéré de demander à l'Autorité administrante qu'elle fournisse dans son prochain rapport, outre des renseignements sur la population et les personnes actives, des données démographiques sur les naissances, les décès et la mortalité infantile, ces statistiques devant être établies dans le Territoire même et par ses propres agents.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il était inexact d'affirmer que l'Administration avait recensé la population non africaine, mais n'avait pas recensé les Africains. Les deux groupes avaient été recensés en 1948. Le directeur du recensement avait décidé qu'il y avait lieu de diviser l'opération en deux temps. Il était essentiel de procéder au recensement des non-Africains pendant les premiers mois de l'année; plus tard, ils se déplaçaient beaucoup et si l'on attendait ce moment pour les recenser, les résultats obtenus seraient inexacts et sans grande utilité statistique. C'est pourquoi le recensement des non-Africains avait eu lieu pendant la première partie de 1948 et celui des Africains vers la fin de l'année. Quant à l'allégation selon laquelle le Territoire ne posséderait "pas de statistiques", le représentant spécial a admis que le taux de la mortalité infantile était inconnu et que l'enregistrement des naissances et des décès n'était pas encore obligatoire pour les Africains, mais il a rappelé également que le Territoire possédait un Service de statistique qui publiait chaque trimestre un assez grand nombre de renseignements.

#### PROGRÈS DU SOUAHÉLI

Le représentant de la Syrie, qui était partisan de l'emploi du souahéli comme langue officielle, a estimé que la politique adoptée par l'Administration à cet égard n'était guère encourageante. Il a demandé à l'Autorité administrante de favoriser le souahéli et de le proclamer langue officielle aussitôt que possible.

Le représentant du Salvador a estimé, lui aussi, que le souahéli devait être adopté, si possible, comme l'une des langues officielles.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il ne voyait pas quelle serait l'utilité d'une telle mesure ni en quoi elle contribuerait à la politique que l'Administration avait suivie jusqu'alors pour en-



courager la population à utiliser le souahéli. Comme l'avait reconnu la dernière Mission de visite, il était impossible d'employer cette langue pour exprimer des notions techniques et difficile de l'utiliser dans les débats du Conseil législatif. Néanmoins, le souahéli progressait et si l'Administration continuait à l'encourager, cette langue pourrait certainement un jour rendre les services que l'on attendait d'elle.

## II. — PROGRES POLITIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### SITUATION GÉNÉRALE

L'évolution politique du Territoire sous tutelle a atteint un stade où, si le pouvoir appartient à un Gouverneur responsable envers l'Autorité chargée de l'administration, des personnes venant de diverses collectivités — africaine, asiatique et européenne — sont introduites peu à peu dans les conseils du gouvernement central pour y participer avec le Gouverneur et ses subordonnés à l'élaboration de la politique et de la législation du pays. Ce groupe ne constitue encore qu'une minorité dans les conseils. Pour ce qui est des Africains, qui sont en majorité dans la population, leur éducation politique se fait principalement ailleurs, c'est-à-dire à l'échelon du village et du district. L'Autorité administrante cherche en effet à transformer les différentes formes d'autorité tribale, qui sont très nombreuses, en un système d'administration locale rationnel, efficace et démocratique.

Ces deux aspects de la vie politique évoluent graduellement. La nature des rapports à établir entre eux n'a pas encore été définie de manière définitive. Toutefois l'Autorité administrante a déjà modifié sa conception initiale, selon laquelle les autorités locales ou "autochtones" devraient faire partie intégrante de l'administration centrale. Elle considère désormais que les organes d'administration centrale et les organes locaux sont des entités séparées.

Le Conseil de tutelle a toujours estimé, en se fondant notamment sur les renseignements que lui fournissaient les missions de visite, que, pour assurer l'évolution politique du Territoire, il était indispensable de développer chez tous les habitants le sentiment de l'unité territoriale. A sa onzième session, il avait approuvé les efforts que l'Autorité administrante déployait pour amalgamer ou fédérer un grand nombre de différentes autorités tribales, estimant que c'était là un moyen de parvenir au résultat voulu en ce qui concernait la population africaine. Dans le domaine plus vaste des relations entre les communautés africaine, asiatique et européenne, le Conseil, considérant la représentation séparée de ces trois groupes dans les organes du gouvernement, a fait observer que les intérêts des communautés devraient être subordonnés à l'intérêt du Territoire dans son ensemble et a fait des recommandations en conséquence au sujet des organes législatifs. Il a recommandé en outre à l'Autorité administrante d'envisager la création d'un statut de "citoyen du Tanganyika" qui s'appliquerait à toutes les personnes qui ont effectivement leur domicile dans le Territoire; à l'heure actuelle, les habitants du Territoire jouissent du statut de "protégés britanniques" lorsqu'il s'agit d'autochtones africains, de personnes nées dans le Territoire ou de personnes dont le père est né dans le Territoire; les autres habitants conservent leur nationalité d'origine.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil rappelle qu'il a toujours insisté sur la nécessité de développer chez tous les habitants le sentiment de l'unité territoriale, d'envisager à cette fin la création d'un statut de citoyen du Tanganyika et d'une façon générale, de subordonner les intérêts des communautés aux intérêts généraux du Territoire. Et réaffirmant ce point de vue, le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a déjà étudié la question du statut de citoyen du Tanganyika et, tout en reconnaissant les difficultés que soulève cette question, il exprime l'espoir que l'Autorité administrante en poursuivra l'examen et lui donnera une solution satisfaisante. A ce sujet, le Conseil constate également qu'il est nécessaire de développer l'éducation générale des autochtones en matière politique étant donné que ces populations ne manifestent pas davantage d'intérêt pour les réformes constitutionnelles envisagées, et il invite l'Autorité administrante à intensifier les efforts qu'elle a entrepris en vue de stimuler l'intérêt que les populations autochtones portent aux affaires du Territoire.*

#### ADMINISTRATION CENTRALE

Le Gouverneur administre le Territoire sous tutelle avec l'assistance d'un Conseil exécutif qui se réunit au siège du gouvernement et qui se compose de 8 membres fonctionnaires et de 5 membres non fonctionnaires, dont l'un est depuis 1951 un Africain. Le Conseil exécutif est avant tout chargé de donner des avis au Gouverneur; cependant de nombreuses ordonnances (mesures législatives) autorisent le Gouverneur siégeant en conseil à promulguer ou à approuver des règlements d'application. Les membres fonctionnaires du Conseil sont des fonctionnaires supérieurs; chacun d'entre eux est responsable devant le Gouverneur de la direction, de la coordination et de la gestion de plusieurs départements du gouvernement. D'autre part, il existe de nombreux conseils, comités et organes, statutaires et autres, qui donnent des avis au Gouverneur sur des questions particulières, telles que l'utilisation des terres, la main-d'œuvre, l'éducation des Africains et les produits agricoles. L'Autorité administrante déclare qu'elle cherche à rendre ces organes aussi représentatifs que possible, tant au point de vue racial qu'au point de vue des groupes dont ils doivent défendre les intérêts.

Depuis le centre, l'autorité du gouvernement s'exerce, dans les huit provinces administratives du Territoire, par l'intermédiaire des commissaires de province qui, en tant que chefs des administrations provinciales, sont chargés de coordonner et de diriger l'exercice des pouvoirs de gouvernement dans les régions qui leur sont confiées. Les provinces sont divisées à leur tour en districts administratifs (il y en a 55 en tout) qui sont placés sous l'autorité de commissaires de district, responsables devant les commissaires de province. A l'échelon inférieur, ce sont les autorités locales qui sont chargées de mettre en œuvre la politique du gouvernement; dans la plupart des cas, les autorités des régions rurales sont les chefs traditionnels de la population locale.

La législation du Territoire est promulguée par le Gouverneur "après avis et consentement" du Conseil législatif; ce conseil est composé du Gouverneur qui préside, de 15 membres fonctionnaires et de 14 membres non fonctionnaires — 3 Asiatiques, 4 Africains et 7 Européens. Les membres non fonctionnaires sont désignés par le Gouverneur pour une période de cinq ans;

L'Autorité administrante déclare qu'ils représentent les diverses communautés et les différents intérêts du Territoire plutôt que des régions géographiques particulières. Le Gouverneur peut donner son assentiment aux projets adoptés par le Conseil ou le refuser, ou encore réserver la décision à l'Autorité administrante qui peut aussi opposer son veto aux lois déjà approuvées par le Gouverneur; toutefois l'Autorité administrante déclare que, sous réserve de ces dispositions et des lois votées par le Parlement du Royaume-Uni, le Conseil est une assemblée législative souveraine disposant dans le Territoire d'une entière compétence législative et budgétaire. Dans le cadre de cette compétence, tout membre du Conseil peut déposer une proposition relative aux affaires du Tanganyika sous la seule réserve que toute proposition, motion, vote ou résolution tendant à imposer un nouvel impôt ou entraînant une dépense des deniers publics ne peut être soumise que par le Gouverneur lui-même ou avec son assentiment exprès.

Le Conseil de tutelle et ses missions de visite ont déjà exprimé l'intérêt qu'ils portaient à une participation accrue des habitants autochtones aux travaux de ces organes centraux. A sa onzième session, le Conseil a examiné les recommandations de la Commission de l'organisation constitutionnelle qui avait recommandé, en 1951 la nomination d'un membre africain au Conseil exécutif; il a été donné suite à cette recommandation en 1951 et le Conseil de tutelle a exprimé l'espoir que le nombre des représentants africains serait augmenté aussitôt que possible.

La Commission avait également recommandé d'accroître le nombre des membres du Conseil législatif, tout en maintenant la majorité de membres fonctionnaires jusqu'à ce que le Conseil eût acquis de l'expérience; en vertu de cette recommandation, le Conseil législatif comprendrait le Gouverneur, 21 membres fonctionnaires et 21 membres non fonctionnaires (7 Africains, 7 Asiatiques et 7 Européens). L'Autorité administrante a décidé ensuite de se fixer pour objectif d'établir le nouveau Conseil législatif cinq ans au plus tard après l'approbation de principe des recommandations de la Commission, approbation qui a été annoncée au Conseil lors de sa onzième session.

La Mission de visite de 1951 a constaté des réactions diverses dans l'opinion publique à l'égard de ces propositions, notamment en ce qui concerne la répartition égale des sièges de non-fonctionnaires entre les trois principaux groupes de population: en général, la communauté asiatique approuvait ce projet; les représentants des Africains instruits y étaient opposés, sauf à considérer une telle mesure comme une étape provisoire, et ils demandaient que la moitié au moins des membres non fonctionnaires fussent Africains; les membres de la communauté européenne, à part quelques exceptions, manifestaient également une très vive opposition.

A sa onzième session, le Conseil a traduit les vues de sa Mission de visite en déclarant que la proposition relative à une représentation égale des trois groupes raciaux serait une mesure intérimaire utile mais ne constituerait pas une solution satisfaisante à longue échéance. Le Conseil a engagé l'Autorité administrante à envisager l'utilisation d'une liste électorale commune avec toutes les réserves utiles, comme l'un des moyens de passer du système de représentation des groupes de population à un système plus représentatif. Il a en

outre exprimé l'espoir que le délai de cinq ans prévu pour la mise en œuvre des réformes serait abrégé.

L'Autorité administrante a déclaré par la suite qu'après avoir donné son assentiment de principe aux propositions de réforme, elle avait ordonné une enquête, par une commission spéciale, sur les deux aspects des propositions: introduction de nouveaux systèmes électoraux (voir, ci-dessous, Régime électoral) et organisation de l'administration (voir, ci-dessous, Administration locale). Dans l'intervalle, il a été décidé en 1953 de créer un poste de Président du Conseil législatif; l'un des principaux membres non fonctionnaires a été désigné à ce poste. Il est probable qu'au début de 1954, les modifications que l'Administration se propose d'apporter au Conseil législatif feront l'objet d'une déclaration officielle. Quant à la question générale de la participation des habitants autochtones aux organes consultatifs et exécutifs du gouvernement central, l'Autorité administrante a déclaré que cette participation augmentait d'année en année et n'était actuellement limitée que par l'insuffisance du nombre de personnes compétentes. Elle a déclaré toutefois que, pour le moment, elle insistait plus particulièrement sur la formation de candidats aux institutions représentatives à l'échelon local.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, rappelant les observations qu'il a faites, à sa onzième session sur les réformes constitutionnelles envisagées à cette époque et sur l'enquête entreprise à ce sujet, et rappelant en particulier l'avis qu'il avait exprimé sur l'égalité de représentation au Conseil législatif et sur le délai fixé pour la mise en œuvre des réformes envisagées, constate avec satisfaction que l'enquête est terminée et que l'Administration va prochainement annoncer les réformes qu'elle se propose de faire; il exprime l'espoir que ces réformes pourront ainsi être mises en œuvre avant l'expiration du délai de cinq ans qui avait été précédemment fixé. Tout en attendant avec intérêt les détails relatifs aux réformes envisagées, le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante considérera comme une mesure transitoire le principe de la représentation distincte des trois groupes de la population, même si ce système de représentation est amélioré par la répartition égale des sièges, et qu'elle envisagera aussitôt que possible l'établissement d'une liste électorale commune, comportant les réserves qu'elle estimera nécessaires.*

*Le Conseil note avec satisfaction qu'en attendant la mise en œuvre de réformes constitutionnelles plus importantes, l'Administration a décidé de créer un poste de Président (Speaker) du Conseil législatif et qu'elle a nommé à ce poste l'un des membres non fonctionnaires de ce Conseil.*

*Le Conseil exprime de nouveau l'espoir que l'Autorité administrante envisagera aussitôt que possible d'accroître le nombre des membres africains du Conseil exécutif.*

#### DÉCENTRALISATION DE L'ADMINISTRATION

Dans le cadre de l'organisation centralisée existante on a commencé, en 1949, à prendre des dispositions permettant à la population de participer à l'administration des provinces. Un Conseil provincial a été créé cette même année dans la province du Lac; ce conseil est composé du commissaire de province, de 9 membres fonctionnaires, de 5 Africains, de 2 Asiatiques et de

2 Européens ; ses fonctions sont principalement consultatives et délibératives, mais il a quelques attributions en matière financière ; en 1950, un Conseil doté d'attributions purement consultatives et délibératives a été créé dans la province des Hauts Plateaux du Sud.

Le Conseil de tutelle a noté avec satisfaction la création de ces conseils et a exprimé l'espoir de voir augmenter leur nombre et celui de leurs membres africains. Toutefois, la création de nouveaux conseils a été différée jusqu'à ce que la Commission de l'organisation constitutionnelle présente son rapport ; cette dernière a proposé l'organisation d'administrations régionales, sur la base d'une division du Territoire en régions plus étendues que les provinces actuelles, dotées de conseils interraciaux qui dirigeraient la politique régionale et voteraient les budgets régionaux, ainsi que la création de comtés plus étendus que les districts actuels, mais elle a recommandé une étude plus approfondie de la question. La Mission de visite de 1951 a estimé que la situation ne devait pas rester inchangée pendant que l'on procéderait à des enquêtes de longue durée, et qu'il faudrait au contraire prendre des mesures spéciales pour l'améliorer. L'Autorité administrante devrait élaborer aussi rapidement que possible ses principes d'organisation administrative régionale. A sa onzième session, le Conseil avait été informé que diverses propositions de décentralisation étaient à l'étude bien que la création d'administrations régionales pût être retardée, et il avait demandé que des renseignements complets sur la question lui fussent fournis dans le rapport annuel suivant. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, qu'à la suite d'une nouvelle enquête du Commissaire spécial, une ordonnance d'administration locale avait été adoptée à la fin de 1953 (voir ci-dessous la partie c de la section Administration locale).

#### ADMINISTRATION LOCALE

##### a) *Administration rurale*

Le type d'autorité qui gère de la façon la plus directe les affaires de la grande majorité de la population — c'est-à-dire de plus de 7.500.000 Africains des districts ruraux — est "l'autorité indigène", qui repose, dans presque toutes les localités, sur les dirigeants traditionnels de la population : il s'agit habituellement de chefs héréditaires, ou de groupes de chefs, ou de conseils de chefs. Les autorités indigènes sont officiellement reconnues par le gouvernement, et la loi leur confère, sur le plan local, des pouvoirs exécutifs et législatifs et des responsabilités financières. Comme on l'a déjà noté, les autorités indigènes n'ont, en principe, aucun lien administratif avec les organes de l'administration centrale ; elles sont cependant chargées de mettre en œuvre la politique du gouvernement à l'échelon inférieur et elles sont placées sous la surveillance du commissaire de district local.

En 1952, on comptait 386 autorités indigènes, dont l'importance et le degré d'éducation différaient considérablement. Leur forme actuelle est le résultat d'une action que l'Autorité administrante poursuit depuis longtemps en vue de rétablir l'autorité des institutions tribales traditionnelles, de créer sur elles un système d'administration locale, de les consolider en les amalgamant ou en les fédérant, de mettre leurs ressources en commun et d'en modifier progressivement la nature pour mieux les adapter aux conceptions modernes d'administration locale. C'est dans cette voie que l'Au-

torité administrante s'engage actuellement car elle y voit le moyen d'assurer le progrès politique en Afrique ; à son avis, la création d'un système efficace d'administration locale, fondé sur des bases démocratiques, constitue "la meilleure façon de préparer les Africains à participer pleinement, de concert avec les autres habitants du Territoire, à la réalisation, le moment venu, de l'autonomie ou de l'indépendance".

En pratique, pour convertir les autorités indigènes à la démocratie, il a fallu trouver des moyens propres à atténuer le caractère autocratique de l'autorité des chefs de tribu, et amener ces derniers à tenir davantage compte, dans l'exercice de leurs fonctions locales, tant exécutives que législatives, des avis, et en dernière analyse, de la volonté d'une partie plus grande de l'opinion publique. Ainsi, l'Autorité administrante déclare que le passage d'une administration traditionnelle à un régime plus moderne s'est, en fait, traduit par la création de conseils à l'échelon du district et de la division et de conseils subordonnés. La composition de ces conseils n'est pas partout la même, mais, en général, on y trouve un noyau de chefs et d'autres dirigeants traditionnels, auxquels s'associe un nombre croissant de membres élus et de représentants d'intérêts particuliers. En 1952, il existait, d'après l'Autorité administrante, des conseils de district représentatifs dans la plus grande partie des 55 districts administratifs ; dans certains cas, les conseils eux-mêmes constituaient l'autorité indigène et exerçaient, dans leur district, tous les pouvoirs législatifs, mais ailleurs ils restaient avant tout des organes chargés de donner des conseils aux chefs, en particulier lorsque ces derniers jouissaient d'une grande autorité et n'étaient pas disposés à abandonner les pouvoirs exécutifs qu'ils détenaient en vertu de la coutume. A l'intérieur des districts, les pouvoirs des conseils de division ne sont pas eux non plus partout les mêmes, et à l'intérieur des divisions les conseils subordonnés sont actuellement avant tout des organes consultatifs et délibératifs.

Le Conseil de tutelle a, dans le passé, approuvé la politique générale qui a été adoptée pour assurer l'évolution du Territoire ; en même temps, il a demandé à l'Autorité administrante de hâter le processus de démocratisation, et lui a recommandé d'intensifier ses efforts parmi les tribus les plus arriérées ; sur ce point, l'Autorité administrante a déclaré que les mesures qu'elle avait prises dans presque toutes les régions étaient allées beaucoup plus loin que ne le demandait la population. A sa onzième session, le Conseil a estimé, comme la Mission de visite, que le moment était venu où l'Autorité administrante devait étudier avec attention une refonte générale de la législation régissant l'activité des autorités indigènes et des conseils de district, afin d'établir, pour tout le Territoire, un système d'administration africaine locale plus uniforme.

L'Autorité administrante a donné suite à cette recommandation en indiquant, dans son rapport annuel pour 1952 que, s'il fallait encore étudier une modification éventuelle du système d'administration locale sur la base des propositions visant à établir des conseils de comté (voir la partie c ci-dessous), l'orientation de la politique adoptée à l'égard de l'administration africaine locale était devenue suffisamment claire pour permettre d'élaborer une nouvelle législation d'ensemble. L'Autorité administrante a ajouté que l'on était déjà parvenu à uniformiser davantage les conseils de district. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil à sa treizième session, qu'

l'Administration a continué d'instituer des conseils locaux chargés d'exercer les fonctions administratives et exécutives des autorités indigènes et qu'elle a augmenté, dans de nombreuses régions, le nombre des membres des conseils de district en y faisant siéger, par cooptation, des membres dirigeants de la collectivité, choisis sans considération de race. Le représentant spécial a déclaré que ces dispositions avaient obtenu un succès très net dans certaines régions et notamment dans le district de Newala (province du Sud).

Antérieurement, le Conseil de tutelle avait également demandé la création de moyens de formation à l'échelon local, en raison de la pénurie de personnel compétent dont souffraient les services administratifs et techniques; l'Autorité administrante a fait savoir que l'ouverture d'une école de formation à Mzumbe devrait permettre de faire de rapides progrès dans ce sens.

#### b) *Administration urbaine*

C'est dans la capitale, Dar-es-Salam (100.000 habitants), qui est administrée par un conseil municipal autonome, que l'administration locale est la plus évoluée; le conseil municipal peut lever des impôts et emprunter; en 1952, il était composé de 7 Africains, 7 Asiatiques, 7 Européens et 2 fonctionnaires européens représentant les intérêts du gouvernement. Tous ces membres sont nommés par le Gouverneur, qui approuve également la nomination du greffier municipal et celle des principaux agents exécutifs siégeant au Conseil. Le maire est élu chaque année par le Conseil; en 1952 le maire était un Asiatique.

Une deuxième ville, Tanga (22.000 habitants), devait devenir une municipalité ou un centre urbain autonome au milieu de l'année 1954. Vingt-neuf autres localités du Territoire sont classées comme centres urbains; les règlements locaux y sont appliqués par des administrations urbaines composées du commissaire de district et d'autres fonctionnaires, ainsi que de membres non fonctionnaires qui appartiennent à chacun des trois groupes ethniques et qui, dans la plupart des cas, sont soit plus nombreux, soit aussi nombreux que les membres fonctionnaires. En 1951 l'Autorité administrante a indiqué qu'elle examinait activement la question de l'octroi de l'autonomie à d'autres centres urbains importants; cependant aucun de ces centres n'avait acquis ce statut en 1952. La loi ne leur accordait aucun pouvoir financier; toutefois 21 d'entre eux avaient un budget propre qui était financé par le gouvernement. L'Administration envisageait de créer, avant la fin de 1954, des conseils municipaux dans trois de ces villes (Mwanza, Arusha et Moshi).

L'Autorité administrante a signalé qu'en ce qui concerne l'administration locale dans les centres urbains, l'événement le plus marquant en 1952 a été la promulgation d'une ordonnance conférant aux municipalités et à cinq centres urbains particuliers le pouvoir de lever des impôts fonciers calculés d'après la valeur du terrain ou des améliorations qui lui sont apportées. A Dar-es-Salam, ces impôts n'étaient basés jusqu'ici que sur la valeur des améliorations.

#### c) *Propositions tendant à développer l'administration locale*

A sa onzième session le Conseil a examiné les propositions formulées en 1951 par la Commission de l'organisation constitutionnelle en vue de développer encore l'administration locale, et il a présenté à ce sujet un rapport détaillé à l'Assemblée générale.

La Commission a essentiellement recommandé de créer dans l'ensemble du Territoire des conseils de comté, qui seraient dotés de pouvoirs locaux sur des régions plus vastes que les districts administratifs actuels mais dont l'autorité s'étendrait, au début, uniquement aux questions qui intéressent toutes les races, telles que les ponts et chaussées, les marchés et les services sanitaires. Les conseils de comté seraient dotés de pouvoirs financiers et, de façon générale, les membres non fonctionnaires, qui comprendraient des représentants de toutes les races, y seraient en majorité.

Les conseils de comté seraient appelés à compléter plutôt qu'à remplacer ou à contrôler les organes d'administration locale qui existent actuellement, à savoir les autorités indigènes et les administrations urbaines. Les organes administratifs actuels choisiraient une partie des membres des conseils de comté mais demeureraient normalement responsables devant le gouvernement central.

La Mission de visite de 1951, qui avait estimé que les fonctions qu'on envisageait de conférer aux conseils de comté ne seraient nullement étendues, avait informé le Conseil de tutelle que l'Autorité administrante espérait que les conseils fonctionneraient dans un an. Dans son rapport annuel pour 1952, l'Autorité administrante indique que ces propositions ont été examinées à nouveau par un Commissaire spécial dont elle avait commencé à étudier le rapport à la fin de l'année.

L'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa treizième session, qu'elle avait adopté à la fin de 1953 une ordonnance générale d'administration locale qui mettait en œuvre les recommandations du Commissaire spécial. Conformément à cette ordonnance, l'Administration avait eu l'intention d'instituer, en janvier 1954, un conseil de comté du Kilimandjaro qui aurait compris le district de Moshi. Cependant, étant donné l'opposition de la tribu des Chagga, l'Administration se proposait de créer à titre de mesure préliminaire un organe interracial doté de pouvoirs consultatifs qui serait, en fait, un conseil de comté "officieux", et qu'elle transformerait aussitôt que possible en un conseil régulier. L'Autorité administrante procédait à la création d'un organisme semblable dans le Sukumaland, où elle avait également l'intention de créer ultérieurement un véritable conseil de comté.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil félicite l'Autorité administrante d'avoir donné force de loi aux propositions relatives à l'administration locale dont il a pris acte à sa onzième session; il partage la déception qu'a éprouvée l'Autorité administrante devant l'opposition que certains groupes de la communauté africaine manifestent à l'égard des efforts déployés par l'Administration en vue d'établir le premier conseil de comté, et il prend acte de la politique que suit l'Administration de ne pas imposer de réformes aux populations avant d'avoir fait tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer leur collaboration entière et spontanée; il recommande à l'Autorité administrante de redoubler d'efforts dans cette voie en créant, par exemple, des conseils "officieux" et en prenant d'autres mesures efficaces; et il exprime l'espoir que les populations intéressées coopéreront avec elle et appuieront ces efforts.*

#### RÉGIME ÉLECTORAL

Il n'existe pas encore de loi électorale dans le Territoire. Les membres des conseils du gouvernement cen-



tral et des organes provinciaux, municipaux et urbains sont nommés. L'Autorité administrante signale qu'en ce qui concerne le choix de certains chefs et membres de conseils africains un système électoral a été partiellement appliqué; elle déclare cependant que la masse de la population ne comprend pas encore le principe de la représentation populaire.

Certains des porte-parole africains qui ont été entendus par la Mission de visite de 1951 ont souligné la nécessité d'instituer l'élection des membres du Conseil législatif. La Mission a estimé qu'il était possible de procéder presque immédiatement à l'élection des membres européens et asiatiques et de continuer à désigner les membres africains pendant la période nécessaire à l'instauration d'un système électif pour cette partie de la population. La Commission de l'organisation constitutionnelle a elle aussi accepté le principe de l'élection des membres du Conseil législatif et, après un certain délai, des membres des conseils régionaux et des conseils de comté dont elle proposait la création.

La représentation électorale constitue une des questions qui ont été étudiées en 1952 par un Commissaire spécial.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Désireux de voir instituer prochainement l'élection des membres des divers organes qui administrent le Territoire, le Conseil note avec satisfaction que le Commissaire spécial a recommandé que les membres des organes assurant l'administration centrale et l'administration locale soient en principe élus. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a fait un premier pas dans cette voie en encourageant les autochtones à avoir recours à l'élection pour choisir les membres d'un certain nombre d'organes et de conseils locaux, et à cet égard il constate avec satisfaction qu'elle a fait des efforts considérables pour amalgamer et fédérer les petites tribus en groupes plus importants. Le Conseil exprime l'espoir que ce système d'élections pourra, s'il est maintenu et développé, contribuer à faciliter l'institution prochaine du suffrage universel sur le principe d'une liste électorale commune.*

#### FONCTION PUBLIQUE

Les fonctionnaires du Territoire sont répartis en fonctionnaires du cadre supérieur et du cadre subalterne et agents. En 1952 on comptait au total 2.747 fonctionnaires européens (contre 2.599 en 1951); 1.359 fonctionnaires asiatiques (contre 1.259 en 1951) et 13.719 fonctionnaires africains (contre 12.381 en 1951).

Tous les postes du cadre supérieur, c'est-à-dire des échelons supérieurs de l'administration, ont été occupés par des Européens pendant les cinq dernières années.

Le barème des traitements qui figure dans le rapport annuel indique que le salaire de base va de 20 shillings (il s'agit sans doute du salaire mensuel) pour les agents à 1.335 livres sterling par an avec un plafond de 1.535 livres sterling par an pour la catégorie la plus élevée du cadre supérieur (à l'exception des fonctionnaires hors cadre). Une indemnité temporaire, de 25 pour 100 du traitement de base avec un plafond de 250 livres sterling a été portée à 30 pour 100 avec plafond de 300 livres sterling à partir du mois d'août 1952.

La Mission de visite de 1951 a signalé au Conseil de tutelle, qui avait précédemment constaté qu'un "très

petit nombre" de postes des échelons supérieurs de l'administration étaient occupés par des Africains, qu'un Africain avait été promu au cadre supérieur. La Mission a également indiqué que les Africains et les Asiatiques se plaignaient de l'inégalité des possibilités d'avancement et des traitements et constataient avec amertume que les non-Européens promus au cadre supérieur ne recevaient que les trois cinquièmes du traitement accordé aux Européens occupant les mêmes postes.

Le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de fixer, pour le traitement de base des fonctionnaires, un barème uniforme, sans distinction d'origine, et de le compléter le cas échéant par un système d'indemnités d'expatriation et de primes de rendement. Le Conseil a également émis l'avis qu'il convenait de faciliter l'accès aux établissements d'enseignement qui permettent d'obtenir les titres requis pour l'admission dans le cadre supérieur.

L'Autorité administrante a répondu qu'elle avait entrepris en 1953 une révision complète du barème des traitements et qu'elle envisageait d'appliquer le principe fondamental d'un barème uniforme pour le traitement de base. Elle a ajouté qu'elle continuerait à faire tout son possible pour augmenter les facilités offertes en matière d'enseignement supérieur.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil constate de nouveau qu'un très petit nombre de fonctionnaires africains appartiennent au cadre supérieur de l'administration. Tout en reconnaissant que l'Autorité administrante s'efforce d'améliorer cette situation qui présente de réelles difficultés et que le petit nombre des Africains qualifiés qu'elle pourrait employer dépend du développement de l'enseignement et des besoins des autres professions, le Conseil recommande que l'Autorité administrante prenne toutes les mesures nécessaires pour permettre à un plus grand nombre d'Africains d'accéder à certains postes de responsabilité dans l'administration. Le Conseil, constatant également que les traitements des fonctionnaires africains et asiatiques sont relativement bas, et rappelant qu'il a déjà recommandé à l'Autorité administrante de fixer un barème uniforme pour le traitement de base de tous les fonctionnaires du cadre supérieur et du cadre subalterne, et de compléter ce barème, le cas échéant, par un système d'indemnités d'expatriation et de primes de rendement, attend avec intérêt de plus amples renseignements sur les résultats de la révision des traitements que l'Administration a entreprise depuis lors.*

#### ORGANISATIONS POLITIQUES

La seule organisation politique qui, selon l'Autorité administrante, déclare représenter toute la population autochtone du Territoire est l'Association africaine qui est devenue en 1952 l'Union africaine du Tanganyika. Cette organisation a son siège à Dar-es-Salam et des sections dans l'ensemble du Territoire; l'Autorité administrante signale que cette organisation représente assez bien les vues des Africains les plus instruits et, politiquement, les plus évolués, notamment dans les villes, mais qu'elle est presque inconnue de la grande masse de la population.

Les divers groupes de la population asiatique possèdent leurs propres associations. L'Autorité administrante indique que le Conseil européen du Tanganyika représente une importante fraction des Européens qui ne sont pas fonctionnaires.

Le pouvoir judiciaire comprend la Haute Cour du Tanganyika composée d'un *Chief Justice* et de cinq *puisne judges*; des *subordinate courts* (tribunaux de première instance) existant dans chaque district administratif et présidés par des magistrats qui sont, en pratique, soit les magistrats résidents, soit des fonctionnaires de l'administration locale; enfin, des tribunaux locaux indigènes qui comprennent traditionnellement le chef ou une autre autorité indigène mais qui, à l'heure actuelle, sont parfois présidés par des magistrats spécialement désignés. Il peut être fait appel des décisions des tribunaux du Territoire devant la Cour d'appel de l'Est-Africain.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle s'était félicité de la politique de l'Administration consistant à favoriser le développement du droit coutumier, dit par les tribunaux indigènes, et la séparation des fonctions judiciaires et des fonctions traditionnelles exercées par les autorités indigènes. Pour ce qui était des tribunaux de première instance, le Conseil avait exprimé l'espoir que le nombre des magistrats résidents serait progressivement augmenté, et l'Autorité administrante a fait savoir ultérieurement que leur nombre était passé de neuf en 1948 à vingt et un en 1952, les prévisions budgétaires pour 1953 comportant la création de deux postes supplémentaires.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil constate avec satisfaction que le nombre des magistrats résidents vient d'être sensiblement augmenté, et que cette augmentation est un nouveau progrès vers la séparation des fonctions administratives et judiciaires; il exprime l'espoir que cette réforme continuera de s'effectuer aussi rapidement que possible. Le Conseil note également que les fonctionnaires de l'administration qui exercent les fonctions de magistrat comprennent déjà quelques fonctionnaires africains et il exprime l'espoir que l'application prolongée de ce système et le développement de l'enseignement supérieur permettront progressivement de faire participer un plus grand nombre d'Africains à l'organisation judiciaire.*

#### SERVICES COMMUNS AVEC LE KÉNYA ET L'OUGANDA

Le Tanganyika partage avec le Kenya et l'Ouganda un certain nombre de services gouvernementaux, notamment la défense, la planification industrielle, les chemins de fer, la perception des droits de douane et de l'impôt sur le revenu, et les recherches. Il est représenté au sein des organismes exécutifs et législatifs communs de l'Est-Africain qui administrent ces services.

Ces dispositions ont été périodiquement examinées par le Conseil dans le cadre de son étude des unions administratives concernant les Territoires sous tutelle.

A sa treizième session, le Conseil a noté que l'East Africa (High Commission) (Amendment) Order-in-Council de 1951 continuera de régir l'Assemblée législative centrale de l'Est-Africain jusqu'au 31 décembre 1955. Il a rappelé qu'il avait déjà exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait toutes mesures utiles pour faire connaître à la population le fonctionnement et les effets de l'union administrative, et qu'elle la consulterait avant de réviser les dispositions actuellement en vigueur.

A ce sujet, le représentant de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil que toute révision de ce genre

serait certainement précédée de consultations minutieuses avec le Conseil législatif du Tanganyika, qui est sans aucun doute l'organe le mieux qualifié pour représenter l'opinion publique. L'Autorité administrante tiendrait également compte d'autres manifestations de l'opinion publique, mais l'état présent des services de l'information du Territoire sous tutelle ne permet guère d'organiser un référendum, sous une forme ou sous une autre. Le public peut avoir librement accès, s'il le désire, à tous les rapports et documents relatifs à l'union administrative; d'autre part, la presse du Territoire, qui est en plein développement, prend un vif intérêt aux questions relatives à l'union administrative. Le représentant de l'Autorité administrante a également déclaré que cette Autorité continuerait à communiquer au Conseil tous les documents touchant l'union administrative et qu'elle le tiendrait sans retard au courant de tous les faits nouveaux.

A cet égard, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, constatant qu'il sera procédé à des échanges de vues avec la population du Territoire sous tutelle avant que l'East Africa (High Commission) (Amendment) Order-in-Council de 1951 ne soit révisé, espère que l'Autorité administrante continuera de prendre toutes mesures utiles pour renseigner la population, non seulement sur le fonctionnement actuel de l'union administrative, mais aussi sur les effets de cette union, et qu'elle la consultera avant de réviser les dispositions actuellement en vigueur. Le Conseil exprime également l'espoir que l'Autorité administrante lui fournira, avant sa quinzième session, des renseignements détaillés sur les mesures prises dans ce domaine au cours de la présente année.*

Le Conseil a également rappelé qu'il avait déjà recommandé à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour assurer aux habitants du Tanganyika employés par la Haute Commission de l'Est-Africain des conditions de travail non moins favorables que celles dont jouissent les habitants de ce Territoire qui se trouvent au service du Gouvernement du Tanganyika.

Le Conseil a pris acte de la déclaration du représentant de l'Autorité administrante aux termes de laquelle une Commission des traitements examine actuellement, aux fins de révision, le barème des traitements du personnel de la Haute Commission de l'Est-Africain. L'ancien système de classement des postes d'après la race a été supprimé et est désormais remplacé par un système comprenant trois catégories — A, B et C; cette nouvelle division n'implique aucune considération raciale et ne se fonde que sur la compétence et les titres professionnels. Le représentant de l'Autorité administrante a ajouté qu'à l'heure actuelle, les fonctionnaires indigènes ne perçoivent pas le même traitement que les Européens qui occupent des postes équivalents. Cela est dû au fait que, malgré la décision du gouvernement d'abolir la règle d'après laquelle le traitement accordé aux fonctionnaires autochtones ne correspond qu'aux trois cinquièmes du traitement accordé aux fonctionnaires recrutés outre-mer, cette décision ne pourra entrer en application que lorsque la Commission des traitements aura publié ses recommandations touchant l'établissement d'un nouveau barème des traitements.

A cet égard, le Conseil a adopté la recommandation suivante :



*Le Conseil accueille avec satisfaction la déclaration du représentant de l'Autorité administrante selon laquelle la Haute Commission a l'intention d'assurer aux habitants du Tanganyika qu'elle emploie des conditions de travail non moins favorables que celles dont jouissent les habitants du Territoire qui se trouvent au service du Gouvernement du Tanganyika; le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante le tiendra au courant de toutes les mesures précises qu'elle prendra à cet effet.*

En ce qui concerne l'activité du Conseil industriel de l'Est-Africain, le Conseil de tutelle a rappelé qu'il n'était pas absolument certain que cette activité ne porterait pas préjudice au futur développement économique du Territoire sous tutelle.

Le Conseil a noté que l'*East African Licensing Ordinance* de 1952 a été publiée au Tanganyika le 3 décembre 1952, après avoir été adoptée par le Conseil législatif du Tanganyika le 22 novembre 1952 et que, le Kenya et l'Ouganda ayant adopté en 1953 des textes analogues, ladite ordonnance est entrée en vigueur le 1er novembre 1953.

Le représentant de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil que :

a) Le Conseil industriel de l'Est-Africain a accordé, en septembre 1953, une licence conditionnelle à la société Van Eeghen and Maclaine (East Africa) Limited, de Holland House, Dar-es-Salam, l'autorisant à construire, dans le district de Kisarawé dans le Tanganyika, une fabrique où elle manifesterait, pour la vente, des articles de coton et de rayonne;

b) Les 3 représentants du Tanganyika au Conseil industriel, 2 Européens et un Asiatique, sont toujours nommés par le Gouverneur du Tanganyika qui estime que les Africains ne possèdent pas encore l'expérience industrielle et commerciale nécessaire pour siéger au Conseil;

c) Les procès-verbaux des débats du Conseil industriel sont confidentiels et ne peuvent par conséquent pas être mis à la disposition du public. Leur publication ne pourrait que gêner le Conseil industriel dans l'accomplissement de sa tâche et le soumettre aux pressions de divers groupes commerciaux;

d) Le régime des licences qui ne s'applique qu'à un nombre très restreint de produits a été institué pour amener les industriels à risquer des capitaux dans la création d'industries dont le Territoire sous tutelle a besoin. Cette considération explique également que trois nouveaux groupes de produits aient été ajoutés à la liste actuelle des articles qui ne peuvent être manufacturés que sous licence;

e) La législation actuelle sauvegarde les intérêts économiques futurs du Territoire. Les représentants du Tanganyika au Conseil industriel ont un droit de veto pour ce qui est de toute décision qu'ils estiment préjudiciable au Territoire sous tutelle.

A cet égard, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Etant donné ces déclarations de l'Autorité administrante et le manque de renseignements complémentaires sur l'activité du Conseil industriel de l'Est-Africain, le Conseil n'est pas absolument certain que le Conseil industriel de l'Est-Africain agisse au mieux des intérêts économiques du Territoire sous tutelle.*

Sur ce point, le Conseil rappelle qu'il a exprimé l'espoir que l'on envisagerait de faire participer équitable-

ment des représentants qualifiés de la population indigène du Territoire sous tutelle à l'activité du Conseil industriel.

Le Conseil est d'avis qu'il conviendrait d'étudier davantage les aspects sociaux et économiques de l'Organisation interterritoriale de l'Est-Africain et invite en conséquence l'Autorité administrante à lui soumettre toute la documentation dont il a besoin pour entreprendre cette étude.

En ce qui concerne l'activité de l'Administration des chemins de fer et des ports, le Conseil a été informé par le représentant de l'Autorité administrante que le nouveau tarif unifié, mis en application le 1er octobre 1951, ne constituait pas une dérogation aux principes suivis jusque-là par le gouvernement. La rationalisation de la tarification, qui aurait dû être réalisée depuis longtemps, a toujours été considérée comme allant de pair avec l'unification des réseaux ferrés entreprise en 1948; mais il a fallu trois ans pour la réaliser. La dernière Mission de visite a reconnu que l'unification avait été nettement avantageuse pour le Tanganyika. Avec l'entrée en vigueur du tarif unifié, l'unification des divers réseaux de transport de l'Est-Africain a été achevée conformément aux modalités approuvées par les conseils législatifs de l'Est-Africain. Il est évident que tous les territoires intéressés retireront un profit de cette réorganisation, qui assurera aux populations le meilleur service au moindre prix.

Le Conseil a décidé qu'il continuerait à suivre l'activité de l'Administration des chemins de fer et des ports de l'Est-Africain.

Enfin, en ce qui concerne les garanties qu'il avait indiquées dans sa résolution 293 (VII), le Conseil a formulé les observations suivantes :

a) *Le Conseil constate que les rapports annuels sur l'administration du Tanganyika pour les quatre dernières années (1949-1952) contiennent des renseignements financiers, statistiques et autres relatifs au Territoire du Tanganyika, mais que certains services qui dépendent de la Haute Commission de l'Est-Africain, notamment l'Administration des chemins de fer et des ports de l'Est-Africain, sont si étroitement intégrés qu'il est impossible de fournir des données financières distinctes pour le seul Territoire du Tanganyika.*

b) *Le Conseil note qu'aucune mission de visite ne s'est rendue dans le Territoire, ni en 1952 ni en 1953, et rappelle à nouveau que, depuis l'adoption de la résolution 293 (VII), la deuxième Mission de visite est allée au Tanganyika en 1951 et a déclaré que les divers fonctionnaires de l'Autorité administrante lui avaient prêté tout leur concours et facilité ses travaux.*

c) *Le Conseil constate qu'aucun des renseignements qu'il possède ne semble indiquer que les limites du Territoire n'ont pas été maintenues.*

d) *Le Conseil constate que, d'après les renseignements contenus dans le rapport annuel pour 1952, le total des recettes du Territoire sous tutelle s'est élevé à :*

1949 (Recettes effectives) Livres	1950 (Recettes effectives) Livres	1951 (Recettes effectives) Livres	1952 (Recettes effectives) Livres
8.585.645	10.396.887	11.930.822	16.430.340

*et que le total des dépenses engagées pour l'administration, la protection sociale et le développement du Territoire sous tutelle s'est élevé à :*

1949 (Dépenses effectives) Livres	1950 (Dépenses effectives) Livres	1951 (Dépenses effectives) Livres	1952 (Dépenses effectives) Livres
9.459.540	13.560.953	16.134.855	20.867.021

*Ainsi, les dépenses engagées pour l'administration, la protection sociale et le développement du Tanganyika pendant les quatre dernières années n'ont pas été inférieures au total des recettes du Territoire.*

### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

#### **GÉNÉRALITÉS; ADMINISTRATION CENTRALE**

Le représentant de la Chine, notant avec intérêt que le rapport du Commissaire spécial sur l'organisation constitutionnelle avait été publié et largement diffusé parmi les habitants du Territoire, a été assez déçu d'apprendre que la masse de la population ne s'y était pas intéressée. Ce fait indiquait sans doute que l'éducation politique de la population devait encore faire de grands progrès avant que la masse s'intéresse sérieusement à son avenir politique. Quant à la déclaration publique dans laquelle l'Autorité administrante devait indiquer les réformes qu'elle se proposait d'apporter au Conseil législatif, le représentant de la Chine aurait aimé avoir des renseignements complémentaires sur ce point.

Le représentant de la Syrie a fait observer que, bien qu'en minorité, les Européens avaient le plus grand nombre de représentants, même parmi les non-fonctionnaires, dans les principaux organes gouvernementaux; c'étaient les Européens qui s'étaient formellement opposés à une représentation paritaire des trois collectivités. Dans l'administration, les Européens occupaient tous les postes clefs. Le représentant de la Syrie a admis que l'Autorité administrante avait l'intention de remédier peu à peu à cette situation; il a reconnu, par exemple, que l'Autorité administrante était allée contre l'opinion des colons européens en formulant ses propositions sur la composition du Conseil législatif. Il semblait, cependant, que les bonnes intentions de l'Autorité administrante n'étaient pas suffisantes et qu'elles ne se traduisaient pas très rapidement par des actes. Il y avait près de deux ans que le Conseil avait pris note de l'intention de l'Autorité administrante de réorganiser le Conseil législatif. Le Conseil avait reconnu la hardiesse de ce projet, par comparaison avec la situation d'autres Territoires, mais il avait estimé qu'il ne tranchait pas vraiment le problème, qui était de supprimer le traitement différent des trois races, et il avait suggéré à l'Autorité administrante d'établir une liste électorale unique. Or deux ans s'étaient écoulés, il n'y avait toujours pas de liste électorale unique et le Conseil législatif n'avait pas encore été réorganisé comme il était prévu. Le représentant de la Syrie a noté que l'Autorité administrante avait pris certaines mesures pour amener les populations du Territoire à s'intéresser activement au gouvernement; elle pourrait attendre ce but par une réforme constitutionnelle. Le Conseil avait été informé que l'Autorité administrante préparait cette réforme et qu'elle ferait prochainement une déclaration à ce sujet, mais on ignorait quand le nouveau régime serait mis en vigueur. Le représentant de la Syrie a invité l'Autorité administrante à admettre un plus grand nombre d'Africains au Conseil exécutif et il a déclaré qu'il ne pensait pas, comme on l'avait prétendu, qu'une tribu trouverait difficilement un homme pour la représenter au Conseil exécutif.

Le représentant de l'Australie a jugé prématuré, au stade actuel, de discuter l'évolution politique du Territoire dans les principaux domaines de l'administration. Comme les réformes recommandées par le Commissaire spécial étaient encore à l'étude, la délégation de l'Australie en attendait le résultat avec un vif intérêt.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que l'Autorité administrante avait fait preuve de sagesse en attendant, pour modifier la composition du Conseil législatif, que l'opinion fût favorable à cette réforme. L'acceptation du principe de l'égalité politique des races, malgré les doutes éprouvés à l'origine par certains groupes raciaux, faisait bien augurer des progrès de la tolérance raciale dans le Territoire.

Le représentant d'Haïti, constatant le peu d'écho qu'avaient provoqué dans le Territoire, selon l'Administration, les propositions du Commissaire spécial relatives à l'organisation constitutionnelle, ne s'en est pas étonné outre mesure, étant donné l'observation de la Mission de visite de 1951, qui avait signalé qu'au-delà de la tribu, la population ne marquait aucun intérêt pour les questions politiques relatives à l'avenir du Territoire. Les Puissances chargées de l'administration des Territoires avaient toujours attaché une trop grande importance à une politique que le représentant d'Haïti jugeait trop statique, c'est-à-dire retardataire: celle du respect exagéré des coutumes tribales. On s'était contenté de donner à la population la satisfaction de ses besoins immédiats et l'exercice d'une autorité fictive. Il était surprenant que l'Autorité administrante pût déclarer que la participation des autochtones aux organes consultatifs et exécutifs du gouvernement central s'accroissait d'année en année et n'était limitée que par le manque de personnes qualifiées, lorsqu'en fait, cette participation des autochtones se réduisait à un seul individu au Conseil exécutif, et à quatre au Conseil législatif. L'éducation politique de la population se faisait avec une singulière lenteur. Il restait encore à voir ce qu'offrait pour l'avenir la représentation distincte des Africains, des Européens et des Asiatiques, ainsi que la construction d'un système social tripartite. On pouvait se demander avec quelque anxiété si, à un certain moment, on ne serait pas en face de graves difficultés résultant de droits acquis et si l'on saurait trouver une solution heureuse à ce qui paraissait déjà constituer le problème d'une minorité.

Le représentant de la France a déclaré que sa délégation voyait avec intérêt que, dans cette partie de ses territoires, le Royaume-Uni estimait que l'éducation politique devait se faire d'abord à l'échelon du village et du district. Cette méthode était rationnelle et efficace. C'était celle qui consistait à jeter les bases avant de construire la façade. Elle était trop peu spectaculaire pour entraîner l'adhésion de ceux qui se ralliaient plus facilement à des mesures théoriques qu'à des réalisations concrètes, mais c'était le devoir de l'Autorité administrante de procéder sagement et de tenir compte du temps et des faits plutôt que des illusions et des apparences. Si les Conseils exécutif et législatif chargés d'assister l'Autorité administrante dans le Territoire avaient encore une compétence, une composition et un recrutement quelque peu restreints, on constatait néanmoins que leur statut se modifiait d'année en année à l'avantage des autochtones.

Le représentant du Salvador a noté que l'Autorité administrante avait pris des mesures pour mettre en œuvre la réforme constitutionnelle déjà approuvée.

Néanmoins, les fonctions et la compétence du Conseil législatif étaient encore trop limitées et sa composition trop réduite. La composition et les pouvoirs du Conseil législatif devaient être élargis. Le représentant du Salvador a ajouté qu'il préférerait un conseil élu à un conseil nommé.

Le représentant de l'Inde a estimé que le Territoire n'avait guère progressé vers l'autonomie ou l'indépendance. Il y avait peu de raisons de se montrer satisfaits, sauf peut-être du fait qu'il n'y avait pas eu de conflit violent dans le Territoire, encore que l'on pût dire que, sans conflit violent, il n'y a pas de progrès. Le fait le plus inquiétant, c'était que là où il existait un semblant d'organe représentatif — comme c'était le cas pour les conseils africains locaux — ces organes ne semblaient pas faire partie d'un ensemble propre à constituer une administration nationale et à conduire le Territoire vers l'indépendance. A cet égard, le Tanganyika était très arriéré. Aucune personne ne tenant son autorité de la population ne siégeait dans les organes du gouvernement central ou de l'administration locale. Ces organes n'étaient composés que de membres nommés directement ou indirectement par l'Autorité administrante. Ce fait empêchait les progrès du Territoire, car c'était à ces membres nommés par elle que l'Autorité administrante demandait un avis sur les réformes qu'elle se proposait de réaliser. Bien que l'on eût procédé à deux enquêtes sur l'opportunité de procéder à des réformes politiques et que toutes les recommandations faites à l'Autorité administrante eussent été en faveur du principe d'un collège électoral unique, la situation à cet égard n'avait pas changé. Cette insistance sur le principe d'une représentation par communautés au Tanganyika était même fort inquiétante. Dans la pratique, la population n'était pas seulement divisée en Asiatiques, en Africains et en Européens; on voulait aussi compartimenter la communauté asiatique. Il n'y avait cependant qu'un moyen de former une société multiraciale, c'était d'établir un collège électoral unique en s'entourant des garanties nécessaires pour que les minorités fussent équitablement représentées. Les Européens, les Asiatiques et les Africains étaient représentés en proportion inverse de leur nombre. La délégation de l'Inde reconnaissait que la majorité de la population était disséminée sur une grande superficie du Territoire, qu'elle ne possédait qu'une instruction rudimentaire et que tous les habitants du Territoire n'étaient pas à même d'exercer des fonctions administratives. Malgré tous ces faits, il ne semblait pas que la situation actuelle de la population africaine — même celle que l'on se proposait de lui assurer — fût équitable. En tout cas, une représentation de la population établie d'après la race ou la communauté et qui allait jusqu'à subdiviser la communauté d'après la confession religieuse, visait à compartimenter le Territoire et traduisait une politique de *Divide ut imperes* à laquelle l'Autorité administrante avait renoncé ailleurs. Si telle n'était pas l'intention de l'Autorité administrante, c'était tout au moins le résultat qu'elle obtiendrait. Il était préférable de s'attaquer au problème sans tarder et d'établir rapidement au Tanganyika un régime représentatif fondé sur un collège électoral unique. On avait fait valoir que le Conseil législatif était opposé à ce système. Cela n'avait rien d'étonnant, étant donné que le Conseil législatif était composé de représentants choisis par l'Autorité administrante pour la raison même qu'ils étaient opposés au système en question, de représentants qui tenaient leurs fonctions d'une faveur de l'Administration et qui ne retrou-

veraient vraisemblablement pas leur siège si l'on procédait à des élections. Lorsqu'un chef africain déclarait que les membres de sa tribu n'étaient pas capables de voter, c'est peut-être que s'ils votaient ils ne l'éliraient pas comme chef. D'autre part, les Indiens craignaient de perdre le bénéfice d'une protection, même autocratique, en raison de l'afflux d'autres populations racistes et de la constitution d'autres majorités permanentes.

Néanmoins, la division de la population en communautés ne se justifiait pas au Tanganyika, pays où la fusion des races se poursuivait depuis deux ou trois mille ans. Cette division était une grave erreur politique, qui rendrait presque impossible l'accession du Territoire à l'indépendance. Elle mènerait sans doute à la division du pays et à un conflit racial si l'Autorité administrante ne pouvait contenir dans l'immédiat la poussée d'autres pays et la pression des colons qui étaient opposés à l'établissement d'un régime équitable et au droit de représentation. Le système de la représentation par communautés devait être aboli. Sans doute, l'application de ce principe souleverait-elle quelques difficultés en raison du fait que les populations actuellement arriérées pouvaient le rester encore pendant quelque temps et même être rejetées en arrière par les communautés européennes et asiatiques dont la conscience politique était plus vive. Le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que, dans son prochain rapport, l'Autorité administrante serait en mesure de déclarer qu'elle ne poursuivait pas plus avant le compartimentage et le fractionnement de la population, qu'elle n'écoutait pas ceux qui avaient déjà cherché à diviser d'autres pays du monde en communautés rivales, et qu'en organisant les nouveaux conseils législatif et exécutif du Tanganyika, elle ne se proposait pas de perpétuer les distinctions raciales, tout en assurant pratiquement une représentation équitable à toutes les communautés de la population. Le représentant de l'Inde a demandé également si l'Autorité administrante — même si elle n'était pas en mesure d'accepter dans l'immédiat le principe de la fixation d'un délai pour l'accession du Territoire à l'indépendance — ne pourrait présenter au Conseil une sorte de calendrier des étapes du progrès politique et indiquer, par exemple, dans quel délai des organes représentatifs centraux pourraient être institués, tout au moins sur la base d'un suffrage restreint; dans quel délai la composition actuelle des conseils locaux pourrait être modifiée et de véritables gouvernements locaux institués; dans quel délai le pouvoir exécutif, qui n'était, en droit et en fait, qu'une bureaucratie, pourrait être tout au moins tempéré par des organes représentatifs; enfin, dans quel délai les inégalités raciales qui existaient dans les services et au Conseil législatif pourraient être abolies. Le représentant de l'Inde a proposé que le Conseil invite l'Autorité administrante à examiner cette suggestion et à faire connaître au Conseil, lorsqu'elle lui soumettrait son rapport annuel — ou plus tôt si possible — son opinion sur les progrès possibles à cet égard.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la population autochtone ne jouissait d'aucun droit politique et était exclue de l'administration de son pays. Le Gouverneur britannique et les fonctionnaires britanniques placés sous ses ordres détenaient tous les pouvoirs. Dans le prétendu Conseil législatif, il y avait un représentant africain pour 2 millions d'Africains, un représentant asiatique pour 25.000 Asiatiques et un représentant européen pour 800 Européens. Le seul membre africain du Conseil

exécutif n'était pas élu selon des méthodes démocratiques mais désigné par le Gouverneur.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a exprimé l'avis qu'on risquait, en voulant accélérer la formation d'une conscience politique ainsi que l'éducation politique, de troubler les bonnes relations et l'harmonie actuelles entre les races; ce serait là une grave erreur politique en même temps qu'un désastre pour le Territoire sous tutelle. Néanmoins, des progrès avaient été réalisés à cet égard. L'Autorité administrante estimait que les organes d'administration locale existants ou envisagés constituaient pour l'Africain la meilleure formation politique. Parmi les diverses autorités indigènes, il y en avait une qui était issue d'élections libres. Le chef, qui était autrefois l'autorité indigène même, n'était plus à l'heure actuelle que le président d'un conseil; il y avait également des organismes consultatifs, tels le Conseil provincial de la province du Lac et les conseils de district qui existaient dans tout le Territoire. Chacun d'eux était, à sa manière, un centre de formation politique. Les Africains y apprenaient à participer à leurs propres affaires, à les diriger eux-mêmes et à acquérir une conscience politique. Les journaux en langue vernaculaire, dont la diffusion s'était largement accrue, étaient également d'importants facteurs dans ce domaine. En 1951, il y avait 14 journaux en langue vernaculaire et aucun d'eux ne tirait à plus de 3.000 exemplaires; à l'heure actuelle, on en comptait 35, dont l'un tirait à 50.000 exemplaires. On trouvait aussi dans le Territoire des journaux en langue vernaculaire publiés à l'extérieur. Enfin, il existait diverses associations et l'on espérait que leur nombre serait bientôt accru. L'Association africaine du Tanganyika s'étendait sur tout le Territoire et avait des sections dans la plupart des villes importantes; son influence s'accroissait sans cesse. Diverses associations, qui n'avaient à l'origine qu'un caractère local, étendraient sans aucun doute leur influence, aideraient à éveiller la conscience politique de l'ensemble du Territoire et contribueraient grandement à l'éducation politique des Africains. Pour le reste, le progrès politique reposait sur l'éducation des enfants et des adultes.

En ce qui concerne la prétendue lenteur que l'Administration mettrait à appliquer une réforme constitutionnelle, le représentant spécial a déclaré qu'il n'y avait eu aucun retard anormal. La seule mesure qu'il fût possible de prendre avant la publication, en mars 1953, du rapport du Commissaire spécial, savoir la création d'un poste de Président du Conseil législatif, avait été prise. L'Autorité administrante avait ensuite jugé bon de laisser au public un certain délai pour étudier le rapport et ce qu'il impliquait, car ce rapport soulevait de nombreuses questions qui demandaient à être examinées minutieusement avant toute décision. L'Autorité administrante avait fait preuve de sagesse en prévoyant ce délai en somme assez court, car si certains éléments, notamment des Européens et des Asiatiques, étaient à l'origine opposés à l'idée d'une représentation paritaire, ces éléments s'étaient ralliés depuis à ce principe. La population avait accepté cette proposition, sans qu'il fallût y voir nécessairement une solution définitive; mieux valait attendre les effets des prochaines réformes. L'Autorité administrante exposerait bientôt les réformes qu'elle se proposait d'apporter au Conseil législatif; elles se traduiraient sans aucun doute par un accroissement de la représentation au Conseil et, par conséquent, par une augmentation du nombre des représentants africains et asiatiques.

## DÉCENTRALISATION DE L'ADMINISTRATION

Le représentant de la Syrie, demandant si l'Administration, malgré ses bonnes intentions, agirait assez tôt et irait assez loin, a rappelé qu'en matière d'organisation régionale, le Conseil s'était montré favorable à la constitution de conseils provinciaux où la population serait mieux placée pour se prononcer sur les affaires locales. L'Administration avait ensuite procédé à une enquête et des propositions avaient été élaborées touchant l'administration régionale. La Mission de visite aurait voulu que l'on continuât à se préoccuper de cette question pendant l'enquête; en réalité, les choses en étaient toujours au même point dans ce domaine et le rapport annuel ne mentionnait même pas la question des conseils provinciaux.

### ADMINISTRATION LOCALE

Le représentant de la Syrie a critiqué le retard apporté à la réforme de l'administration locale. Propositions, contrepropositions, amendements s'étaient succédés et l'on avait procédé à des enquêtes. Les conseils que la Mission de visite de 1951 espérait voir fonctionner dans un délai d'un an n'en étaient encore qu'à l'état de projet. Il était d'ailleurs difficile de voir comment ces nouvelles formes d'administration locale devaient s'intégrer dans le système actuel qui reposait essentiellement sur les chefs et autres dirigeants traditionnels. Le représentant de la Syrie a estimé qu'il convenait d'agir sans délai.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a été heureux de constater que l'Autorité administrante s'attachait à créer des conseils locaux. Il a jugé regrettable que les projets de l'Administration tendant à établir des conseils de comté, des conseils municipaux et des conseils locaux n'aient pas été mieux accueillis par les populations intéressées. Il était encourageant, en tout cas, de constater que l'Autorité administrante persévérerait dans ses efforts.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante devait prendre des mesures pour assurer le passage du régime tribal, que l'on favorisait encore, à un régime d'autonomie fondé sur les principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait valoir que le développement de l'administration locale ne s'effectuait pas aussi rapidement que l'Autorité administrante l'aurait voulu. Si décevant que cela parût notamment aux fonctionnaires du pays qui souhaitaient naturellement réaliser leurs plans le plus vite possible, on ne pouvait dans l'immédiat que créer des "conseils officieux" et essayer d'obtenir la coopération des populations encore rebelles aux changements. De toute façon, on ne pouvait créer de nouveaux organismes d'administration locale avant la publication du rapport du Commissaire spécial. Il était remarquable que ce rapport, qui avait été publié en mars 1953, eût pu conduire dès octobre à la promulgation d'une ordonnance de près de 200 articles sur l'administration locale. En ce qui concernait les organes locaux actuels, des changements et des progrès avaient été réalisés dans l'ordre constitutionnel et politique. Dans plusieurs régions, par exemple chez les Chagga, au mont Meru, à Hamdeni et à Geita, où il avait fallu nommer un nouveau conseil et un nouveau chef, on n'avait pas appliqué la vieille coutume tribale; à la demande des fonctionnaires intéressés, des élections libres avaient eu lieu, bien qu'il n'eût pas toujours été possible de faire accepter par les Africains



le scrutin secret. Le problème, pour l'Autorité administrante, était de concilier la position des chefs avec la nouvelle structure envisagée pour les conseils de comté et les conseils locaux. Le représentant spécial a toutefois estimé qu'avec de la prudence on arriverait à modifier de façon progressive la position du chef en tant qu'autorité indigène: il cesserait d'être un chef proprement dit pour devenir d'abord un simple président du conseil qui assumerait le pouvoir exécutif; enfin, il cesserait d'être un agent exécutif de l'administration locale pour ne plus s'occuper que des matières réglées par le droit et la coutume indigènes.

#### RÉGIME ÉLECTORAL ET CITOYENNETÉ

Le représentant de la Chine a déclaré qu'entre autres réformes, sa délégation souhaitait que le Conseil législatif fût issu de l'élection. En acceptant le principe de la représentation élective, la Commission de l'organisation constitutionnelle avait démontré l'opportunité de cette mesure. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que l'étude faite par le Commissaire spécial hâterait la réalisation de cette réforme. Dans le domaine de l'administration locale également, il était aussi important d'étendre l'application du principe électif que d'augmenter le nombre des conseils locaux.

Le représentant du Salvador a fait siennes les vues du représentant de la Chine relatives à l'introduction du suffrage. Il a estimé également que l'établissement d'une liste électorale commune, suggéré par la Mission de visite, contribuerait beaucoup à créer un sentiment d'unité et une conscience territoriale, qui pourraient aboutir, comme le Conseil l'avait proposé précédemment, à la création du statut de citoyen du Tanganyika.

Le représentant de la Syrie a rappelé la déclaration du représentant spécial selon laquelle plusieurs difficultés s'opposaient à l'institution, sous une forme ou sous une autre, du statut de citoyen du Tanganyika, cette question étant liée à celle du droit de suffrage. Il a insisté pour que la Mission de visite de 1954 prête la plus grande attention à ce problème et sonde l'opinion des habitants du Territoire à ce sujet. Il s'est dit convaincu que l'Autorité administrante étudierait avec soin cette question importante et ferait au Conseil un compte rendu détaillé des mesures prises ou à prendre pour la résoudre. Le conseil devrait formuler une recommandation tendant à demander à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour promulguer aussitôt que possible des lois relatives à l'institution du suffrage universel et du statut de citoyen du Tanganyika, ainsi qu'au statut électoral des populations du Territoire. Enfin, l'Autorité administrante devait poursuivre et étendre ses essais de scrutin secret dans les élections locales; sa profonde connaissance des traditions et des coutumes du Territoire était une promesse de réussite à cet égard.

Le représentant d'Haïti a constaté avec regret que le suffrage universel n'existait pas encore dans le Territoire, alors que des éléments évolués de la population s'étaient prononcés clairement pour le principe de l'élection et que cette institution avait été recommandée également par la Commission de l'organisation constitutionnelle.

Le représentant de l'Inde a relevé que bien que le Royaume-Uni eût assumé le mandat le 28 juin 1919 et la tutelle le 13 décembre 1946, le droit de suffrage n'existait pas encore dans le Territoire. De ce fait, l'Autorité administrante privait du droit de vote ses

ressortissants et ceux d'autres pays. Parce qu'il n'y avait pas eu de progrès politique pour les Africains, les autres éléments de la population devaient s'aligner sur les moins évolués. Le représentant de l'Inde a demandé l'établissement d'une liste électorale commune, avec des garanties qui protègent les éléments les plus faibles de la population.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer que plusieurs membres, en suggérant l'adoption immédiate du principe de l'élection, avec une liste électorale commune à l'ensemble du Territoire et un statut électoral identique pour tous les habitants, avaient soulevé une question très importante et très complexe, dont certains éléments avaient été analysés dans le rapport du Commissaire spécial. Le Commissaire spécial n'avait pas recommandé d'instituer, dans l'immédiat ou dans un proche avenir, des élections générales en partant d'une liste électorale commune à tout le Territoire. Après avoir consulté de nombreux Africains, il avait déclaré que l'une des raisons qui s'opposaient à l'institution d'une liste électorale commune à tout le Territoire, était que le Tanganyika comptait un grand nombre de petites tribus; il n'y avait en réalité qu'une tribu qui pût à elle seule former une circonscription électorale. Il s'écoulerait un certain temps avant qu'une tribu pût se considérer comme réellement représentée par un membre d'une autre tribu. Même si le principe de l'élection devait être retenu pour la constitution du Conseil législatif, il ne semblait pas possible à l'heure actuelle de tenir des élections en partant d'une liste électorale commune à tout le Territoire. Il importait d'observer que ce principe régissait déjà la constitution des organes de l'administration locale dans certaines régions. Le gouvernement était résolu à l'appliquer chaque fois qu'il pourrait convaincre les Africains de l'accepter pour le choix de leurs chefs et des membres de leurs conseils. Quant à instituer le statut de citoyen du Tanganyika, la question était encore à l'étude. Le représentant spécial a fait ressortir que si le Commissaire spécial avait indiqué dans son rapport qu'il était logique de lier la question de la citoyenneté à celle du droit de vote, lui-même ne pensait pas qu'il dût en être nécessairement ainsi. Il lui semblait que l'introduction du régime électoral ne serait pas retardée simplement parce qu'il était difficile d'élaborer une loi instituant un statut de citoyen du Tanganyika; en réalité, il était possible de traiter ces deux questions séparément.

#### FONCTION PUBLIQUE

Le représentant de la Chine s'est félicité d'apprendre que l'Administration avait pris des mesures pour modifier l'échelle des traitements et salaires des fonctionnaires et il a exprimé l'espoir que des renseignements complémentaires sur cette question figureraient dans le prochain rapport annuel. Quant à la nomination d'Africains à des postes supérieurs de l'Administration — question dont le Conseil s'était préoccupé à sa onzième session — le représentant de la Chine a constaté qu'il y avait très peu de progrès à cet égard et il a émis le vœu que l'Autorité administrante redouble d'efforts pour hâter la formation de fonctionnaires autochtones.

Le représentant de la Syrie a pressé l'Autorité administrante de nommer des Africains qualifiés à des postes supérieurs de l'Administration. Il a dit ne pas comprendre pourquoi, après une tutelle de près de quarante

ans, il n'y avait pas un seul Africain dans les cadres supérieurs de l'Administration du Territoire, alors que dans les territoires voisins et dans d'autres Territoires sous tutelle, de nombreux postes d'autorité étaient détenus par des Africains. L'Autorité administrante devait faire de plus grands efforts dans ce sens. Il a également exprimé l'espoir que la révision des traitements et salaires aurait pour effet de réduire la différence entre les barèmes appliqués aux fonctionnaires des diverses races.

Le représentant du Salvador a estimé que le nombre des Africains dans les services exécutifs et administratifs devait être augmenté, conformément aux recommandations du Conseil de tutelle et aux obligations volontairement assumées par l'Autorité administrante.

Le représentant de l'Inde a souligné qu'entre 1948 et 1952, le nombre des fonctionnaires européens avait augmenté de 70 pour 100, alors que celui des fonctionnaires africains et asiatiques n'avait augmenté que de 50 pour 100. De plus, les 2.747 postes administratifs occupés par des Européens représentaient une proportion excessive tant des traitements que des fonctions supérieures. Sur les 13.719 fonctionnaires africains, par exemple, plus de 3.000 étaient des agents de police. Naturellement, la main-d'œuvre était fournie par les Africains; il n'y avait ni Asiatiques ni Africains dans les cadres supérieurs. En outre, des Asiatiques occupaient certains postes auxquels les Africains n'avaient pas accès. Puisqu'il y avait des individus africains capables d'occuper des postes administratifs ou d'être élus chefs, aucun facteur biologique inhérent ne s'opposait à ce que l'on formât des Africains aux fonctions d'autorité. Si donc l'on ne trouvait pas actuellement d'Africains pour les cadres supérieurs de l'Administration, c'était peut-être parce que l'instruction ainsi que les facilités et les conditions économiques qui y donnaient accès, faisaient défaut dans le Territoire; c'était parce que les situations offertes dans l'Administration n'étaient pas suffisamment intéressantes pour attirer les quelques Africains instruits; ou encore, parce que l'Administration craignait — et le représentant de l'Inde espérait que tel n'était pas le cas — de confier des postes-clefs aux autochtones. Le nombre de fonctionnaires européens était absolument disproportionné, ce qui tendait à empêcher les autres éléments de la population, les Asiatiques et les Africains, d'accéder jamais à l'égalité; en effet, tous les postes d'autorité étaient détenus par des Européens et, en cas de vacance, ils étaient attribués à de nouveaux immigrants. D'un autre côté, il fallait reconnaître que rien n'indiquait que les traitements des fonctionnaires européens fussent trop élevés en proportion; c'était même le contraire qui paraissait vrai. Il s'agissait plutôt d'un accaparement du pouvoir. Même si l'on supposait que l'instruction et l'expérience administrative des Africains étaient insuffisantes, il n'y avait aucune raison d'étendre ce jugement aux Asiatiques venus de pays qui se gouvernaient eux-mêmes. La situation actuelle ne s'expliquait donc que par un parti-pris de discrimination raciale ou par la crainte qu'avait l'Autorité administrante de se dessaisir d'une partie de ses pouvoirs.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a relevé qu'aucun Africain n'occupait de fonctions de direction ni d'exécution dans un département administratif. Tous les postes principaux étaient confiés à des Européens; les employés africains n'avaient que des postes subalternes de commis, de

techniciens, d'interprètes ou de chauffeurs, en un mot, des emplois non qualifiés. Dans les provinces, la population autochtone était aussi fortement désavantagée et les Africains n'occupaient que des postes subalternes de commis, par exemple, alors que toutes les fonctions importantes étaient confiées à des Européens.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer qu'il était inexact de dire qu'aucun Africain n'occupait de poste supérieur dans l'Administration. En réalité, il y avait des Africains et des Asiatiques dans les cadres supérieurs; leur nombre augmentait et l'Administration avait pour principe de favoriser cet accroissement. Elle trouvait tout à fait normal, lorsqu'un Africain avait les aptitudes voulues pour occuper un poste supérieur, de le lui confier. Si la plupart des fonctions supérieures étaient exercées par des Européens, c'était uniquement parce qu'il n'y avait pas actuellement assez d'Africains qualifiés. La proportion d'Africains dans les cadres supérieurs augmenterait d'année en année, à mesure que les effets du programme décennal d'enseignement se feraient sentir. D'ailleurs, il ne suffisait pas d'augmenter le nombre des Africains qui fréquentaient les écoles ou qui entreprenaient des études supérieures; dans le recrutement de son personnel, l'Administration devait compter avec la concurrence des entreprises commerciales ou industrielles locales. Comme c'était souvent le cas, les traitements et salaires de l'Administration n'étaient peut-être pas aussi intéressants que ceux qu'offraient le commerce ou l'industrie pour des emplois analogues.

#### SERVICES COMMUNS AVEC LE KÉNYA ET L'OUGANDA

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'en ce qui concernait l'organisation judiciaire du Territoire, il avait plaisir à rendre hommage à la Haute Cour du Tanganyika pour son intégrité et pour son excellente administration de la justice; mais il était préoccupé par le fait que la Cour d'appel de l'Est-Africain avait juridiction sur le Territoire, étant donné la situation qui régnait dans d'autres parties de l'Est-Africain. En rappelant l'incident auquel avait donné lieu l'enquête menée parmi les Kikouyou du Tanganyika, le représentant de l'Inde avait voulu marquer que le fait d'associer le Territoire sous tutelle à d'autres territoires qui ne relevaient pas de l'Autorité administrante et qui étaient soumis à d'autres régimes lui paraissait entraver la réalisation des fins du régime de tutelle. Il considérait, de même, qu'en se contentant des statistiques établies par les services de l'Est-Africain, dont relevaient deux autres territoires, le Territoire sous tutelle n'était pas en mesure de fournir les renseignements nécessaires à la bonne application du régime de tutelle.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'existence de l'union administrative dite "Organisation interterritoriale de l'Est-Africain", ne faisait que confirmer sa conviction que la politique suivie au Tanganyika visait à renforcer le régime colonial dans le Territoire. Cette union avait eu pour conséquence l'absorption du Tanganyika, dans l'ordre économique, politique et administratif, par les colonies britanniques du Kenya et de l'Ouganda, et l'application au Territoire sous tutelle du régime colonial qui était en vigueur dans les deux autres territoires. Il existait désormais une administration centrale chargée d'un grand nombre de questions d'intérêt commun et dirigeant vingt-trois départements ou services dans les trois territoires. La liste de ces services était si complète



qu'on pouvait se demander quelles étaient les attributions qui restaient au Gouvernement du Tanganyika. Or, le Tanganyika était un territoire placé sous la tutelle de l'Organisation des Nations Unies, et non une colonie britannique. L'Organisation des Nations Unies devait donc veiller à ce que ce Territoire se développe dans tous les domaines et progresse de mois en mois vers l'autonomie ou l'indépendance. Telle était également la tâche de l'Autorité administrante. Au lieu de s'en acquitter, cette dernière avait associé le Territoire au Kenya et le Conseil savait ce qui se passait dans ce territoire. Le Kenya et le Tanganyika avaient une administration commune dont les services étaient dirigés selon les mêmes méthodes colonialistes ; à l'Assemblée législative centrale de l'Est-Africain, le Territoire sous tutelle avait le même nombre de sièges que le Kenya et l'Ouganda. Ces mesures portaient atteinte au statut spécial du Territoire ; l'Autorité administrante menaçait ainsi les droits et les intérêts de la population du Territoire. Une telle politique condamnait le Territoire sous tutelle à la stagnation et même à la régression dans les domaines politique, économique, social et culturel ; elle n'envisageait nullement l'évolution du Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance. C'était pourquoi il fallait assurer le développement séparé du Tanganyika ; le Territoire devait disposer d'organes législatifs et administratifs qui ne fussent pas subordonnés à des organes créés en vertu d'une union administrative avec les colonies voisines.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les observations formulées au sujet de la Haute Cour du Tanganyika et de ses rapports avec la Cour d'appel de l'Est-Africain étaient fondées sur des renseignements totalement erronés quant à la position respective de ces deux Cours. La Haute Cour du Tanganyika était absolument indépendante de la Cour d'appel de l'Est-Africain ; à vrai dire, il n'y avait aucune distinction de principe ni de fait entre un appel devant la Cour d'appel de l'Est-Africain et un appel devant le Conseil privé, par exemple. Ces deux organes judiciaires étaient situés hors du Territoire et constitués par la Reine ; les juges qui en faisaient partie étaient nommés par la Reine et exerçaient leurs fonctions selon la tradition des tribunaux britanniques.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Le représentant de la Syrie s'est déclaré préoccupé par le fait que l'Autorité administrante ne semblait pas envisager d'accorder à la population autochtone du Tanganyika le droit de choisir ses magistrats. Il ne pensait pas qu'une telle mesure dût être prise dans les prochaines années, mais il avait la conviction que l'exercice de ce droit devait accompagner l'évolution des populations. L'Autorité administrante devait former de jeunes Africains à des fonctions telles que celles de juge de la Cour et elle devait, le cas échéant, les envoyer en stage à l'étranger, puis éventuellement les nommer juges suppléants afin qu'ils pussent acquérir l'expérience nécessaire. Plus tard, enfin, ils pourraient être nommés ou élus à ces hautes fonctions judiciaires.

Le représentant de l'Inde a relevé que, bien qu'une grande partie de la législation du Tanganyika fût empruntée au droit indien, il n'y avait aucun Africain ni aucun Asiatique parmi les juges de la Haute Cour. Il a dit ne pas comprendre que l'on puisse faire de la discrimination raciale dans ce domaine, et il a exprimé l'espoir qu'un Africain siègerait bientôt à la Haute Cour.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné qu'aucun poste supérieur de la magistrature n'était confié à un Africain.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a pensé qu'il y avait peut-être eu un malentendu au sujet du mot "*judge*", qui ne pouvait s'appliquer qu'à un juge de la Haute Cour. Dans l'organisation judiciaire britannique, qui avait fait ses preuves, c'était la Reine qui nommait les juges et leur inamovibilité était garantie par le droit constitutionnel. Les magistrats résidents étaient nommés par le Gouverneur ; quant aux tribunaux locaux qui connaissaient surtout des affaires intéressant les Africains, leurs juges étaient, dans certains cas, choisis par un conseil indigène élu. On avait dit qu'un Africain n'avait pas la possibilité de faire des études d'avocat ; c'était vrai en ce sens qu'il n'y avait pas, au Tanganyika, d'institutions qui préparent à ces fonctions, mais les Africains pouvaient devenir avocats, tout comme ils pouvaient devenir médecins, ingénieurs, géomètres, ou exercer telle autre profession libérale. D'après les renseignements que possédait le représentant spécial, aucun Africain ne faisait actuellement des études de droit, mais l'accession des Africains aux carrières juridiques ne serait certainement qu'une question de temps.

### III. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### SITUATION GÉNÉRALE

L'économie du Tanganyika repose principalement sur la production et l'exportation de produits primaires, surtout du sisal, du café, du coton et des peaux, et sur la culture de produits alimentaires de base pour la consommation locale. Il existe en outre dans le Territoire des ressources minérales considérables et une importante industrie extractive qui fournit, pour l'exportation principalement, des diamants, de l'or, du plomb et du mica. Toutefois, à l'exception des usines de traitement des matières premières, on compte peu d'entreprises manufacturières ; la politique économique générale de l'Autorité administrante vise, notamment, à encourager le développement d'industries secondaires, grâce à des mesures spéciales telles que des réductions d'impôts et de tarifs douaniers.

Les principaux produits qu'exporte le Territoire sont, par ordre d'importance, le sisal, le café, le coton, les diamants et les graines oléagineuses et les arachides. La valeur totale des exportations du Tanganyika s'est élevée en 1952 à 47.020.000 livres sterling, soit 7.677.000 livres de plus qu'en 1951 ; d'autre part, les importations ont également accusé une augmentation sensible et ont représenté pour 1952 une valeur totale de 37.495.000 livres, contre 28.121.000 livres en 1951.

Les autochtones sont en grande majorité des paysans qui produisent surtout des denrées alimentaires pour leur propre consommation ; néanmoins, en dehors du sisal, du thé et du sucre, dont la production est principalement le fait des grandes plantations, une proportion notable des produits agricoles exportés par le Territoire, en particulier la majeure partie du café, est fournie par les petits cultivateurs. L'intention de l'Administration étant d'amener la population autochtone à participer pleinement au développement économique du Territoire, nombre de mesures adoptées dans le cadre du plan de développement tendent à l'amélioration de

l'agriculture autochtone; des facilités spéciales de crédit sont offertes aux petits exploitants par le Local Development Loans Fund (Fonds de financement du développement local) qui consent des prêts à faible intérêt pour les besoins de l'agriculture. On envisage de fournir une assistance financière analogue aux Africains qui se livrent à des activités commerciales ou industrielles. La nécessité d'accroître la participation de la population autochtone à la vie économique du Territoire a été soulignée dans le passé à la fois par l'Assemblée générale, par le Conseil de tutelle et par les Missions de visite de 1948 et de 1951.

En ce qui concerne le progrès économique général du Territoire, l'Autorité administrante a signalé que l'on continue d'une manière satisfaisante l'exécution du plan de développement et de protection sociale pour la période 1950-1956, d'un montant de 25 millions de livres, et que les dépenses effectuées à ce titre en 1952 ont atteint 5.500.000 livres sterling. A la fin de 1952, la moitié environ des fonds prévus pour le plan avaient été utilisés et la partie du programme relative au développement économique se trouvait à demi achevée. En plus du plan général de développement, sur lequel des précisions détaillées ont été données au Conseil qui en a pris note avec satisfaction à sa neuvième session, 50 sur 51 des Trésoreries indigènes avaient approuvé, dès 1952, des programmes de développement représentant au total environ 2 millions de livres, dont 500.000 livres devaient être effectivement utilisées au cours de l'année. L'adoption de ces programmes locaux de développement correspond à un espoir exprimé par le Conseil à sa onzième session et représente un progrès par rapport à la situation de 1951, époque à laquelle deux projets de cette nature seulement avaient été mis en œuvre.

A propos du développement économique, l'Autorité chargée de l'administration a également signalé que, parmi diverses demandes d'assistance technique adressées à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées, l'une avait trait à une assistance pour l'exploration des gisements minéraux repérés et une autre à une assistance pour l'étude de la nature du sol et des possibilités d'irrigation dans le bassin du Rufiji.

Dans son rapport qui a été examiné à la onzième session du Conseil, la Mission de visite de 1951 a appelé l'attention sur le fait que la mise en valeur du Territoire était entreprise par des organismes assez nombreux qui comprenaient l'Administration du Tanganyika, des sociétés dépendant du Gouvernement du Royaume-Uni et certaines firmes privées. Elle a signalé que l'Autorité administrante avait l'intention de confier à l'Administration du Tanganyika le contrôle de l'Overseas Food Corporation, mais qu'on n'avait pas encore arrêté de décision sur le contrôle futur des opérations de la Colonial Development Corporation, lorsque l'exécution des programmes de cet organisme aurait dépassé la période d'essai. La Mission estimait indispensable que l'Administration pût surveiller la réalisation des projets de développement dus à l'initiative privée, pour assurer comme il convient la protection des intérêts de la population autochtone. Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle tiendrait compte des vues exprimées par la Mission à ce sujet; le Conseil a pris acte des assurances ainsi données et a noté avec satisfaction que le développement économique du Territoire s'effectuait à un rythme rapide.

Un problème qui se pose en permanence dans le Territoire est celui de l'accroissement de la production des denrées alimentaires de base. Pour l'instant, la production locale ne permet pas de satisfaire tous les besoins du Territoire et, par suite de l'irrégularité du régime des pluies, on enregistre périodiquement des disettes alimentaires dues à de mauvaises récoltes. L'amélioration des méthodes de culture et l'accroissement de la production alimentaire tiennent une grande place dans les programmes de développement; depuis 1949, on a créé, à des emplacements judicieusement choisis, des centres de stockage de céréales pour constituer une réserve en prévision des périodes de disette grave. L'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa treizième session, que la pénurie de denrées alimentaires dont souffrent certains secteurs provenait du fait que 1952 n'avait pas été une bonne année pour les cultivateurs et qu'en outre, les pluies avaient été insuffisantes en 1953. Néanmoins, les stocks de céréales avaient permis de remédier dans une large mesure à cette situation et de réduire ainsi les quantités de céréales qu'il aurait fallu autrement importer à des cours élevés.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, reconnaissant la nécessité de développer les revenus publics qui peuvent être consacrés au développement général du Territoire, constate avec satisfaction que les plans actuels de développement du Territoire visent surtout à augmenter la production agricole. Désireux de voir les autochtones jouer un rôle important dans la vie économique du Territoire, le Conseil invite l'Autorité administrante à prendre toutes les mesures possibles pour augmenter la participation des autochtones à la production des principaux produits d'exportation; il note à ce sujet que ces populations produisent déjà la plus grande partie du café, du coton, et de certains autres produits d'exportation, et que les programmes locaux de développement, dont le nombre s'accroît, visent particulièrement à développer encore la production africaine.*

*Considérant l'importance du développement des industries secondaires qui doivent permettre de varier et d'équilibrer l'économie du Territoire, le Conseil approuve la politique générale de l'Autorité administrante qui consiste à encourager le développement de ces industries par des mesures spéciales comme la réduction des tarifs douaniers; il note en particulier qu'il paraît possible de créer une industrie textile et que l'Administration est en train d'étudier cette question, étant donné l'importance actuelle des exportations de coton brut et des importations de textiles. Le Conseil exprime l'espoir que les populations autochtones joueront un rôle aussi actif que possible dans le développement industriel du Territoire.*

*Le Conseil prend acte avec satisfaction de la politique à long terme que l'Autorité administrante a adoptée en développant les moyens de conservation des céréales et en évitant ainsi, dans une certaine mesure, les conséquences graves qu'auraient pu avoir les récoltes relativement faibles de produits alimentaires en 1952 et en 1953.*

#### COMMUNICATIONS

Dans le plan de développement, l'amélioration des voies de communication a reçu un rang élevé dans l'ordre des priorités. En 1952, il y avait dans le Territoire 5.220 kilomètres de routes principales, 22.708 kilomètres de routes de district et environ 12.900 kilomètres

de chemins vicinaux; l'entretien de ces derniers est assuré par les autorités indigènes, et leur état est très variable. Au cours de la période considérée, les travaux de la nouvelle route Namanga-Arusha-Moshi-Himo, longue de 190 kilomètres, ont été achevés et la construction d'une autre route reliant Dar-es-Salam à Morogoro est presque terminée. Les travaux de construction de trois nouvelles routes, reliant respectivement Dar-es-Salam à Bagamoyo, Tanga à Korogwe et Lindi à Nangana, ont progressé. On a aussi mis en chantier une route de 320 kilomètres entre Morogoro et Iringa; enfin, un vaste programme de levés de plans est en cours d'exécution.

L'évolution de la situation dans le domaine des communications comporte également de nouvelles améliorations apportées en 1952 aux services ferroviaires et aux installations portuaires.

A sa onzième session, le Conseil avait noté avec satisfaction les mesures prises pour la mise en œuvre du programme de développement du réseau routier ainsi que les plans établis pour le développement des communications ferroviaires, et avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait à mettre l'accent sur cet important aspect du développement économique.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, reconnaissant l'importance que l'Autorité administrante attache au développement des voies de communication qui peuvent faciliter le développement général du Territoire sous tutelle, note avec satisfaction les progrès réalisés en vue d'améliorer les réseaux routier et ferré et invite l'Administration à poursuivre et à intensifier ses efforts dans ce domaine.*

#### AGRICULTURE ET ÉLEVAGE; FORÊTS

En règle générale, l'exploitant agricole africain cultive pour sa propre consommation et les méthodes employées par la grande majorité de la population sont encore primitives. Selon l'Autorité administrante, l'activité agricole d'un grand nombre d'autochtones demeure restreinte du fait qu'ils continuent à se contenter d'une économie de subsistance.

Une partie considérable de la superficie du Territoire n'est pas encore cultivée, en raison des ravages de la mouche tsé-tsé et de l'insuffisance des ressources en eau; aussi y a-t-il périodiquement pénurie de vivres. Dans l'immédiat, le problème consiste donc à améliorer les pratiques culturales et à faire évoluer l'agriculture du stade de l'exploitation extensive à celui de l'exploitation intensive. On s'est attaché par priorité à rendre le Territoire capable de subvenir à ses propres besoins en denrées alimentaires de base, politique que le Conseil a approuvée à sa onzième session. On attache aussi une grande importance aux plans de développement et de mise en valeur que l'on applique dans diverses régions du Territoire afin de remédier à la pénurie relative de terres arables en ouvrant à l'exploitation des districts nouveaux, en même temps que l'on insiste sur une meilleure utilisation du sol et sur l'amélioration des méthodes agricoles. Une Commission des ressources naturelles est chargée d'assurer, d'une manière générale, la conservation des ressources naturelles du Territoire.

On n'a signalé en 1952 aucun changement notable dans la superficie consacrée à la culture des principaux produits agricoles; les cultures vivrières occupent une superficie d'environ 2,348,500 hectares, dont 2.293.300

hectares sont exploités par des Africains; les cultures d'exportation occupent une superficie de 418.000 hectares. Le sisal, principal produit d'exportation du Territoire, est récolté presque entièrement sur des plantations dirigées par des Européens, tandis que les Africains produisent la majeure partie du café et la presque totalité du coton.

L'Autorité administrante indique que plusieurs projets de mise en valeur ont progressé de façon satisfaisante et que la manière dont les autorités indigènes et la population autochtone prêtent leur concours actif à leur mise en œuvre est encourageante. Les deux projets les plus importants sont ceux du Sukumaland et du Mbulu. Le projet du Sukumaland, qui porte sur une superficie d'environ 20.000 milles carrés (52.000 kilomètres carrés) a pour objet de redistribuer de façon méthodique la population et les troupeaux et d'améliorer les méthodes d'agriculture et d'élevage dans des régions récemment ouvertes, débarrassées de la mouche tsé-tsé et approvisionnées en eau. Le projet du Mbulu présente des caractéristiques analogues. Parmi les autres projets, on peut citer le programme d'utilisation des terres dans la région montagneuse de l'Uluguru, le programme de développement foncier en faveur des populations chaggas, le projet d'irrigation et de défrichement d'une région du Masailand qui est infestée par la mouche tsé-tsé, la lutte contre l'érosion dans les montagnes d'Usumbura et l'augmentation de la production agricole dans la province du Sud.

On procède dans plusieurs régions à des expériences de culture mécanisée mais il s'agit encore en général d'entreprises pilotes; à sa onzième session, le Conseil avait recommandé que, dès que des méthodes de travail satisfaisantes auraient été élaborées, l'Administration encourage par tous les moyens l'extension de la mécanisation agricole.

Il existe deux sources de crédit agricole. D'une part, la Land Bank, dont la création a été accueillie avec satisfaction par le Conseil à sa sixième session, consent des prêts à un taux d'intérêt de 5 pour 100 aux agriculteurs, aux sociétés coopératives et aux autorités indigènes. D'autre part, le Local Development Loans Fund (Fonds de financement du développement local) qui vise essentiellement à encourager l'agriculture chez les Africains et les Arabes, consent normalement des prêts à un taux d'intérêt de 2,5 pour 100. La Mission de visite de 1951 a cependant constaté qu'à titre individuel les Africains éprouvaient des difficultés à obtenir des crédits, car rares sont ceux d'entre eux qui sont assez assurés de rester sur les terres qu'ils occupent pour pouvoir demander des crédits à la Land Bank; d'autre part, les Africains ne peuvent obtenir des crédits du Fonds de financement sans une garantie des autorités indigènes locales, laquelle est rarement donnée. La Mission a estimé que l'Administration devrait rechercher d'autres moyens d'améliorer les facilités de crédit mises à la disposition des cultivateurs africains.

En dehors des projets d'amendement des terres qui doivent permettre de remédier au surpeuplement animal et à l'appauvrissement des pacages dans certaines régions, les principaux efforts du Service vétérinaire et de l'élevage tendent à mettre sur pied des programmes judicieux d'écoulement des produits de l'élevage et à améliorer l'élevage du bétail. On a créé des fermes expérimentales de démonstration, un laboratoire de recherche, une station centrale d'élevage et une école vétérinaire réservée aux Africains.

A ses précédentes sessions, le Conseil avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante renforcerait encore ses services agricoles et qu'elle poursuivrait ses efforts pour améliorer l'agriculture et l'élevage qui se trouvent aux mains des Africains.

Le classement des forêts s'est poursuivi pendant l'année 1952; il a été estimé qu'au cours de cette année 2.100 milles carrés ont été ajoutés au total existant de 8.822 milles carrés de réserves forestières. Le but de l'Administration est de constituer une réserve représentant 8 pour 100 (27.400 milles carrés) de la superficie totale du Territoire. La Colonial Development Corporation a entrepris une plantation étendue d'acacias, qui servira à la production de tanin, sur un terrain de 17.400 hectares. Le gouvernement a également accordé une concession importante en 1949, dans le plateau de Rondo, en stipulant que les concessionnaires lui payeraient 50 pour 100 des bénéfices nets qu'ils retireraient de l'exploitation du bois d'œuvre et des autres produits forestiers. En 1951, on a exporté environ 19.380 tonnes de bois, soit environ un tiers de la production du Territoire, d'une valeur totale de 623.475 livres sterling.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, estimant que l'Autorité administrante doit continuer de se préoccuper de la nécessité d'augmenter la production de denrées alimentaires dans toute la mesure du possible, l'invite instamment à donner une priorité plus élevée aux programmes de développement ayant pour objet d'augmenter la production des agriculteurs africains, d'améliorer leur situation et les méthodes qu'ils emploient; à cet égard, il attache une importance particulière à ce que, dans tous les cas possibles, l'Autorité administrante poursuive les efforts entrepris en ce qui concerne la construction des routes, l'amélioration de l'approvisionnement en eau, l'institution de facilités de crédit plus larges pour les agriculteurs, le développement de la formation agricole, l'amélioration des troupeaux, le passage d'une agriculture du type pastoral à une agriculture mixte dans toute la mesure du possible, l'emploi d'engrais naturels et artificiels et les autres mesures positives tendant à inciter les autochtones à abandonner les pratiques agricoles actuelles qui sont préjudiciables au sol. Sachant à quel point l'efficacité de ces programmes dépend de l'existence d'un personnel qui a reçu la formation voulue, le Conseil se félicite de l'ouverture de l'Ecole des ressources naturelles et du développement du mouvement coopératif.*

#### ÉCOULEMENT DES PRODUITS AGRICOLES; COOPÉRATIVES

Au cours de la période considérée, l'expansion des sociétés coopératives a progressé d'une manière continue; il s'agit d'une question à laquelle le Conseil avait attaché une grande importance à ses précédentes sessions. A la fin de 1952, il y avait au total 152 coopératives déclarées, ayant en tout près de 123.000 membres, alors qu'en 1951, il n'y avait que 138 sociétés comptant 105.762 membres. De 1950 à 1952, le personnel du Department for Cooperative Development, qui conseille et aide les sociétés coopératives, a été à peu près doublé. A sa treizième session, le Conseil a été informé qu'à la fin de 1953 le nombre des coopératives déclarées était passé à 198.

La plupart des sociétés coopératives ont pour objet principal la production, la transformation et la vente des produits agricoles. De ces coopératives, 111 sont réparties en quatre unions dont la plus importante est

la Kilimanjaro Native Cooperative Union Ltd., à laquelle une trentaine de sociétés primaires sont affiliées.

Pour un certain nombre de produits primaires, notamment les bourres et la graine de coton, le café, le tabac et le pyrèthre, il existe des comptoirs de vente officiels qui contrôlent l'ensemble des ventes, favorisent les intérêts de l'industrie et, dans certains cas, administrent des fonds de soutien des prix. La Mission de visite de 1951 a rapporté que les activités de l'un de ces comptoirs, à savoir le Bukoba Native Coffee Board, ont soulevé un certain mécontentement, en raison du retard qu'avait subi la répartition des soldes excédentaires résultant des fluctuations de prix sur le marché. L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa onzième session que des pourparlers avaient été entamés avec les producteurs à ce sujet.

Précédemment, une partie de la récolte de café était vendue au Ministère du ravitaillement en vertu d'un contrat; en outre, pour que les producteurs autochtones de produits d'exportation profitent pleinement de la hausse des prix sur le marché mondial, le Conseil, à sa onzième session, avait recommandé de soumettre à un examen constant les contrats de longue durée entre les coopératives de vente et le Ministère du ravitaillement. Toutefois, au cours de l'année 1952, tout le café récolté par les Africains a été vendu dans le commerce, le plus souvent aux enchères.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil prend acte avec satisfaction d'une nouvelle augmentation du nombre des coopératives déclarées, qui est passé à 198 à la fin de 1953, ainsi que de l'augmentation du personnel du service administratif intéressé; il se déclare persuadé que, étant donné l'intérêt croissant qu'y portent les autochtones, le mouvement coopératif se développera considérablement dans l'ensemble du Territoire.*

#### RÉGIME FONCIER ET ALIÉNATION DES TERRES

En 1952, la superficie totale du Territoire, qui s'élève à 342.706 milles carrés, se répartissait approximativement comme suit:

	Milles carrés
Terres arables, y compris les terres temporairement en jachère ou en prairie.....	28.906
Plantations d'arbres, vignes et pépinières.....	2.188
Prairies permanentes et pâturages.....	57.813
Terres productives mais non mises en valeur.....	59.373
Bois ou forêts.....	139.688
Toutes autres terres (déserts, terrains rocheux, marécages, brousses, terrains bâtis, routes, aérodromes) .....	54.736

La superficie occupée effectivement par les Africains n'est pas connue et pour diverses raisons, dont la divagation des cultures pratiquée par les autochtones, l'Autorité administrante considère qu'il n'est pas possible de la déterminer. En 1952, la superficie des terres aliénées au profit de non-autochtones d'après le régime du droit d'occupation s'élevait à 3.029,59 milles carrés, tandis que des titres de pleine propriété avaient été enregistrés pour 646 milles carrés. En 1951, la superficie totale des terres aliénées s'élevait à 3.569 milles carrés. Dans les deux cas, cette superficie ne représentait pas plus de 1 pour 100 de la superficie totale.

Les Missions de visite de 1948 et de 1951 ont toutes deux présenté des observations sur la politique de



l'Autorité administrante en matière d'aliénation des terres. La première Mission a estimé que l'on devrait restreindre la colonisation et la maintenir au niveau minimum compatible avec la mise en valeur du Territoire et les besoins et intérêts immédiats et lointains des habitants africains. La seconde Mission de visite a fait observer que l'importance relative des aliénations de terres au profit de non-autochtones était accrue par le fait que les terres improductives occupaient une superficie très étendue. Elle a pris note du fait que la plupart des terres aliénées qu'elle avait vues étaient de bonne qualité et se trouvaient dans des régions où le climat était bon et le régime des précipitations satisfaisant. D'un autre côté, le gouvernement a commencé à jouer un rôle actif dans l'étude des ressources agricoles du Territoire afin de déterminer quels sont les terrains que l'on peut aliéner, compte tenu des besoins des tribus africaines, et les terres ne sont plus vendues aux enchères mais cédées à des particuliers ou à des sociétés, après un choix judicieux. La Mission a jugé cependant qu'il fallait étudier avec la plus grande précaution la concession du droit d'occupation de quatre-vingt-dix-neuf ans.

L'Autorité administrante a fait remarquer que de vastes régions du Territoire étaient toujours inoccupées. Elle estime que les terres du Territoire qui n'ont pas été aliénées, même si l'on tient compte des terrains qui ne peuvent être peuplés, pourraient fournir l'espace nécessaire à la population actuelle, à une densité moyenne ne dépassant pas 36 habitants au mille carré.

Bien que la densité moyenne de la population soit faible, si l'on considère l'ensemble du Territoire, les terres manquent dans certaines régions, pour diverses raisons. Dans certaines de ces régions, le problème avait commencé à se poser surtout à la suite des aliénations excessives effectuées sous le régime allemand, puis des nouvelles aliénations auxquelles on avait procédé sous le régime du mandat. Dans la plupart des cas, le problème a été résolu au moyen de projets de mise en valeur appliqués dans le cadre du plan de développement du Territoire (voir la section Agriculture); mais, dans le cas des districts d'Arusha et de Moshi, dans la province du Nord, région où l'on avait procédé à de nombreuses aliénations, une commission foncière spéciale a examiné l'ensemble du problème. Elle a conclu qu'il n'était pas possible d'effectuer une redistribution générale des terres tribales et des terres aliénées, mais elle a recommandé, à titre de solution immédiate, que certaines terres ayant appartenu à l'ennemi ou appartenant aux missions, ainsi que certaines autres terres aliénées, soient rétrocédées aux habitants autochtones des régions surpeuplées. La solution à longue échéance proposée consistait à mettre en valeur les terres basses des régions limitrophes.

A sa onzième session, le Conseil a reçu et étudié un certain nombre de pétitions des tribus de la région d'Arusha-Moshi, relatives aux problèmes fonciers et aux recommandations présentées par la commission. Dans son rapport annuel pour 1952, l'Autorité administrante a déclaré que, d'une manière générale, les recommandations formulées par la commission étaient mises en œuvre sans heurts et sans difficulté.

Cependant, l'attention du Conseil a été attirée, à sa onzième session, par une difficulté particulière qui avait surgi dans le cas de la région de Meru (district d'Arusha) où, sur la recommandation de la commission, on a acquis des terres détenues par environ 300 familles

Wa-Meru, pour créer ainsi une zone homogène non autochtone; les Wa-Meru en question devaient être réinstallés sur de nouvelles terres, dans le cadre d'un programme de développement agricole plus général, et recevoir un dédommagement en espèces. Certains d'entre eux se sont opposés à l'application de ce plan et l'Administration a finalement pris des mesures pour le évacuer de la région. A sa onzième session, ayant reçu des pétitions à ce sujet et entendu des représentants de pétitionnaires qui ont présenté oralement la cause de ces derniers, le Conseil a adopté une résolution<sup>282</sup> dans laquelle il a regretté que l'Autorité administrante ait jugé nécessaire d'expulser des membres de la tribu Meru et de recourir à une expulsion par la force. Il a estimé que l'Autorité administrante devrait, dans ses plans futurs, s'inspirer du principe selon lequel les collectivités africaines établies sur les terres ne doivent pas être transférées dans d'autres régions, à moins qu'elles n'aient clairement exprimé leur consentement. Il a recommandé également l'application d'un certain nombre de mesures destinées à assurer aux membres de la tribu Meru des dédommagements satisfaisants et une assistance appropriée à la suite des maux qu'ils avaient subis, et il a recommandé à l'Autorité administrante d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de développement et de bien-être pour la collectivité Wa-Meru.

L'Autorité administrante a déclaré, dans son rapport annuel pour 1952, que l'Administration avait poursuivi l'action qu'elle avait entreprise, conformément aux recommandations du Conseil, et que, lorsqu'une suite eut été donnée aux pétitions présentées devant les Nations Unies, on avait pu remarquer un changement encourageant dans l'attitude de la population. Dans des conférences de la "table ronde", on avait discuté de plans pour le développement tribal, pour lesquels on disposait de crédits importants, et il était permis d'espérer l'entière coopération de la population dans la mise en œuvre de ces plans.

A sa treizième session, de nouveaux détails ont été donnés au Conseil sur l'exécution du programme de réinstallation. Le Conseil a appris notamment que 413 familles ont été installées dans la région récemment défrichée et aménagée, qu'un crédit de 14.000 livres avait été prévu pour indemniser les intéressés et que, jusqu'alors, les demandes d'indemnité n'avaient pas dépassé 130 livres. Le Conseil a été informé du fait que des personnages influents de la tribu recommandaient aux autochtones de ne pas présenter de demandes d'indemnité en leur faisant croire que le Conseil s'était prononcé en faveur de la tribu.

A sa treizième session, le Conseil a été saisi d'une pétition<sup>283</sup> de la Meru Citizens' Union qui, en substance, demandait que l'affaire évoquée fût examinée à nouveau dans son ensemble; les auteurs se plaignaient de ce que d'autres terres appartenant aux Wa-Meru eussent été transférées par la force à un colon européen. L'Autorité administrante a donné un compte rendu<sup>284</sup> circonstancié de cette affaire et a exprimé le regret que les pétitionnaires aient déformé les faits. La terre dont il était question appartient en pleine propriété au colon européen intéressé et les familles Wa-Meru qui s'y sont installées l'occupent en réalité sans titre. Grâce à l'intervention de l'Administration, ce colon a accepté de vendre

<sup>282</sup> Résolution 468 (XI).

<sup>283</sup> T/PET.2/164.

<sup>284</sup> T/OBS.2/7.



la partie de son terrain qui est occupée de longue date ; la terre sera remise, à des conditions équitables, à l'autorité Wa-Meru, de sorte que les occupants actuels pourront continuer à l'exploiter suivant la coutume tribale. Au sujet de cette question, le Conseil a adopté une résolution<sup>285</sup> invitant l'Autorité administrante à lui faire connaître le résultat final des négociations et à prendre des mesures nécessaires pour assurer, lors du règlement définitif, que les autochtones qui occupent le terrain en question puissent jouir de leurs droits fonciers en toute sécurité.

La population indigène occupe généralement la terre en vertu des lois et coutumes traditionnelles, qui diffèrent d'une région à une autre du Territoire, mais depuis quelques années ces lois et coutumes se sont modifiées considérablement. Dans certaines régions, le régime foncier reconnaît déjà la propriété individuelle ; dans d'autres, selon les déclarations de l'Autorité administrante, le désir d'acquérir des droits plus exclusifs que ceux que reconnaissent les usages traditionnels se manifeste de plus en plus. En outre, le développement agricole a fait apparaître la nécessité d'améliorer les méthodes d'exploitation des terres.

A ce sujet, le Conseil avait recommandé, à sa onzième session que le Land Utilization Board (Office de l'utilisation des terres), qui a notamment pour attribution de formuler des recommandations propres à encourager l'instauration d'un régime foncier approprié pour les Africains mais qui, jusqu'en 1951, s'est surtout occupé de déterminer les terrains qu'il y aurait lieu de réserver pour l'exercice de droits d'occupation, s'attache sans retard à formuler ces recommandations. En outre, le Conseil exprimait l'espoir que la représentation des Africains à l'Office serait renforcée.

L'Autorité administrante a répondu que la représentation africaine avait été renforcée et que cette mesure se révélerait particulièrement opportune au moment où l'Office et ses comités s'attachaient à formuler des recommandations visant à encourager l'instauration d'un régime foncier approprié et stable pour les Africains.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil, rappelant les observations que la Mission de visite de 1951 a formulées au sujet de l'aliénation des terres, et notamment la déclaration selon laquelle il faut envisager avec la plus grande prudence les propositions tendant à aliéner les terres pour une période allant jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf ans, et tenant compte de l'évolution du Territoire vers l'autonomie et l'indépendance, prend acte des explications de l'Autorité administrante et rappelle que celle-ci a donné l'assurance qu'elle reconnaissait parfaitement qu'elle devait prendre toutes les précautions nécessaires et étudier avec le plus grand soin les problèmes agraires des Africains.*

#### RESSOURCES MINÉRALES

L'exploitation des mines présente une importance croissante pour l'économie du Territoire. Les principales substances minérales exploitées actuellement sont les diamants, l'or, le minerai d'étain, le minerai de plomb et le mica. D'autres ressources minérales sont connues et certaines d'entre elles sont exploitées à des échelles variables ; ce sont le kaolin, le tungstène, le minerai de magnétite, le sel gemme, le gypse et le graphite.

<sup>285</sup> Résolution II du document T/L.436, modifiée par le Conseil à sa 521<sup>ème</sup> séance.

L'exploitation minière la plus profitable à l'heure actuelle est celle des mines de diamants à Shinyanga. Les ventes de diamants, qui avaient été presque entièrement suspendues en 1951 et pendant les derniers mois de l'année 1950, en raison d'un différend entre la principale compagnie minière, la société Williamson's Diamonds Limited, et les acheteurs étrangers, ont repris, en 1952, portant les ventes de produits minéraux à des montants plus de trois fois supérieurs à ceux de l'année précédente. La valeur de toute la production minérale, tant pour l'exportation que pour la vente locale a été, à titre provisoire, estimée à 6.034.330 livres. La valeur des exportations de produits minéraux a été estimée à 5.744.844 livres, dont 4.124.190 livres pour les exportations de diamants.

La Colonial Development Corporation a poursuivi, pendant toute l'année, la prospection des ressources houillères du bassin du Ruhuhu ; cette prospection a confirmé l'existence de réserves importantes de charbon exploitable. Des compagnies minières ont également prospecté les ressources minérales, notamment les ressources en métaux communs, des provinces du Centre, du Lac et de l'Ouest et l'Administration a pris des dispositions pour constituer en 1953 une équipe spéciale de géologues des mines, chargée d'évaluer l'importance respective des divers gisements minéraux. De plus, une demande de prospection des gisements pétrolifères dans les régions côtières avait été presque entièrement examinée à la fin de l'année.

Presque toutes les concessions minières appartiennent à des ressortissants britanniques (93,79 pour 100) ; les Européens autres que les ressortissants britanniques en détiennent 3,45 pour 100, les Asiatiques 1,98 pour 100 et les Africains 0,78 pour 100. Sept compagnies, dont les intérêts sont surtout britanniques, ont produit les quatre cinquièmes du tonnage de minéraux extraits dans le Territoire en 1952.

A sa sixième session, le Conseil avait invité l'Autorité administrante à lui transmettre des renseignements statistiques détaillés sur les revenus directs et indirects de toute nature que fournissait au budget du Territoire l'exploitation des principaux minerais exploités. L'Autorité administrante avait toutefois répondu qu'il lui était difficile d'évaluer de façon satisfaisante les recettes que les opérations minières fournissent indirectement au budget du Territoire. Il ressort des renseignements fournis à la Mission de visite de 1951 qu'en 1950, les redevances provenant principalement de la production de diamants s'élevaient à environ 140.000 livres et que, si l'on ajoutait aux redevances l'impôt sur le revenu payé par la société Williamson's Diamonds Limited, le total des impôts acquittés par cette société s'élevait à 14 shillings pour chaque livre de bénéfice. Aucun autre renseignement statistique n'a été communiqué par l'Autorité administrante, mais elle a déclaré que le Territoire reçoit une part équitable de l'exploitation de ses ressources minérales.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil prend acte avec satisfaction des mesures que l'Autorité administrante a prises en ce qui concerne la prospection des ressources houillères et minérales et l'augmentation du nombre des licences de prospection et des concessions minières détenues par les Africains ; il note également que l'Autorité administrante a encouragé et aidé les Africains à exploiter les gisements qu'ils avaient découverts et lui recommande de prendre toutes*

*les mesures qui permettront aux Africains d'augmenter leur part des bénéfices de l'exploitation des ressources minérales du Territoire.*

## FINANCES PUBLIQUES

En 1952, les recettes effectives du Territoire se sont élevées à 16.430.340 livres et les dépenses à 15.877.711 livres. Pour 1953, les recettes prévues étaient de 13.482.834 livres et les dépenses de 13.408.368 livres.

Les principales sources de recettes sont les impôts directs et indirects, notamment les droits de douane qui, en 1952, s'élevaient à 6.614.186 livres, et les droits de licences et les contributions indirectes qui s'élevaient à 6.445.674 livres. Les impôts directs comprennent l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés, l'impôt foncier, la taxe sur l'habitation, l'impôt de capitation et l'impôt pour l'enseignement auxquels sont assujettis les non-autochtones, et la taxe sur l'habitation et l'impôt de capitation que payent les autochtones. L'impôt sur le revenu frappe tous les habitants du Territoire mais pèse principalement sur la population non autochtone. Le taux de l'impôt sur le revenu était en 1952 de 1 shilling 6 pence par livre pour les 400 premières livres de revenu imposable et atteignait un maximum de 5 shillings par livre. Une surtaxe était imposée sur les revenus dépassant 2.000 livres; elle atteignait un taux maximum de 9 shillings par livre sterling. Les sociétés anonymes payaient 5 shillings par livre. La taxe sur l'habitation et l'impôt de capitation auxquels sont assujettis les autochtones frappent tous les autochtones de sexe masculin et valides qui ont dépassé l'âge de 18 ans; leur taux annuel varie selon les districts entre 13 shillings et 50 shillings.

En dehors des ressources du Territoire, les autorités indigènes ont des caisses distinctes qui tirent leurs ressources d'une part déterminée à l'avance des recettes provenant de la taxe sur l'habitation et de l'impôt de capitation qui frappent les autochtones, des impôts locaux, des frais de justice et amendes fixés par les tribunaux et des taxes spéciales perçues avec l'approbation du gouvernement sur la vente de certains produits.

L'Autorité administrante, à laquelle le Conseil avait recommandé précédemment d'étudier la question de savoir si le régime fiscal appliqué aux autochtones était satisfaisant et s'il était fondé sur la capacité de paiement du contribuable, a déclaré que les efforts qu'elle avait faits pour établir un système progressif pour la taxe sur l'habitation et l'impôt de capitation indigènes étaient restés jusqu'à présent sans résultat.

Elle a précisé toutefois que les autorités indigènes sont toujours consultées lorsqu'il s'agit d'apporter des changements aux taux en vigueur et qu'il existe des dispositions permettant d'exempter de l'impôt les autochtones indigents.

Outre les recettes provenant du Territoire, des fonds destinés au développement économique sont attribués par le Gouvernement du Royaume-Uni sous forme de subventions, conformément au *Colonial Development and Welfare Act*. En 1952, ces subventions se sont élevées au total à 936.489 livres; en outre, une autre contribution au développement économique, d'un montant de 79.507 livres, a été apportée par l'Administration de coopération économique des Etats-Unis.

## Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

### SITUATION GÉNÉRALE

Le représentant de la Chine a relevé des progrès continus dans le domaine économique; à son avis, il était encourageant de constater l'importance accordée à la construction de routes et l'expansion régulière des coopératives. Il a été heureux de noter que l'amélioration des méthodes de culture et l'accroissement de la production vivrière étaient des éléments importants du programme de développement; il a souhaité un plein succès à l'Administration dans la réalisation intégrale de ce programme et dans la mise en œuvre de tous les moyens possibles de développement industriel, pour le plus grand bien de la population locale. A son avis, il conviendrait de prendre des mesures énergiques pour encourager et poursuivre l'évolution économique du Territoire.

Le représentant de la Syrie a fait observer que les Européens, bien qu'ils fussent le groupe le moins nombreux, dominaient incontestablement le secteur privé de l'économie du Territoire. Si le commerce extérieur (47 millions de livres aux exportations et 37 millions de livres aux importations) était considérable pour une population totale de 8 millions d'habitants, plus de la moitié des exportations consistaient en sisal (21.700.000 livres) et en minéraux (près de 6 millions de livres), qui provenaient uniquement d'entreprises européennes. Il était réconfortant de voir que les Africains produisaient la plus grande partie du café (5.500.000 livres), du coton (près de 5 millions de livres) et sans doute aussi de certains autres produits tels que les graines et amendes d'oléagineux, les cuirs et les peaux; mais le fait demeurait que quelques milliers d'Européens produisaient plus de la moitié des produits exportés, alors que 7 millions d'Africains en produisaient moins de la moitié. Le représentant de la Syrie a reconnu que la politique financière de l'Autorité administrante contribuait à réduire quelque peu ce déséquilibre. Les impôts et les droits de douane venaient prélever une bonne partie des bénéfices des Européens et l'Administration les consacrait aux dépenses publiques qui étaient faites dans l'intérêt de l'ensemble du Territoire. De plus, l'Autorité administrante s'attachait à faire adopter par les Africains de meilleures techniques de culture et de production; elle les incitait à produire davantage pour l'exportation, et elle voulait élever leur niveau de vie pour le rapprocher de celui des Européens. Néanmoins, le représentant de la Syrie a dit que le déséquilibre actuel l'inquiétait, et il a pressé l'Autorité administrante d'encourager et d'aider la population à cultiver le sisal et d'autres plantes importantes, ou tout au moins à obtenir une part dans les entreprises européennes qui monopolisaient ces cultures. L'Autorité administrante devait également encourager et faciliter le développement de l'industrie légère — celle des textiles, par exemple — étant donné que le Territoire produisait en abondance les matières premières nécessaires, notamment le coton. Le développement de cette industrie permettrait aux autochtones de trouver en plus grand nombre un emploi stable et l'économie du pays serait plus équilibrée. L'Autorité administrante pourrait stimuler les efforts des autochtones par une aide financière, en les exonérant pendant un certain nombre d'années des droits d'importation et des taxes locales; ainsi, les nouvelles industries pourraient se développer et devenir

rentables. Le représentant de la Syrie a constaté avec satisfaction que l'Autorité administrante collaborait avec l'Administration de l'assistance technique et avec les institutions spécialisées; il s'est déclaré persuadé que cette collaboration ne cesserait pas.

Le représentant d'Haïti a déclaré que si l'exportation de certains produits tels que le sisal, le café et le coton était en augmentation, la situation économique générale du Territoire demeurait assez précaire. L'Autorité administrante a déclaré elle-même qu'elle n'avait pas fait de miracle. En fait, il n'y avait pas eu de changements importants dans les surfaces cultivées; sans vouloir minimiser les difficultés rencontrées, le représentant d'Haïti a estimé qu'un plus grand effort devait être fait auprès de la population autochtone pour l'inciter à utiliser les méthodes modernes d'agriculture.

Le représentant de la France a fait observer que la difficulté essentielle résidait dans l'insuffisance de la production locale de denrées alimentaires; il a pris note des efforts de l'Administration pour améliorer les méthodes de culture et créer des centres de stockage. Il a déclaré, en outre, que toute mesure visant à accroître la participation des autochtones à la vie économique du Territoire était la bienvenue; c'est pourquoi sa délégation avait noté avec satisfaction l'institution de prêts à faible intérêt pour les Africains qui se livrent à des activités commerciales et industrielles.

Le représentant du Salvador a estimé que la situation économique du Territoire était peu encourageante. La balance commerciale était déficitaire et les recettes fiscales avaient sensiblement diminué; le Territoire ne parvenait pas à se suffire à lui-même, alors qu'il pouvait être prospère avec les ressources naturelles dont il disposait.

Le représentant de l'Inde a félicité l'Autorité administrante des progrès accomplis dans le domaine économique, mais il a fait observer qu'il fallait rattraper un grand retard. Le Territoire sous tutelle et le protectorat voisin de l'Ouganda avaient une balance commerciale favorable, ce qui avait fortement contribué à améliorer la situation de la balance commerciale du Kenya. Les importations de biens d'équipement dans le Territoire, pendant la période considérée, s'étaient élevées à 625.000 livres sterling: ce montant était considérable il y a cinquante ans, mais il était bien faible à l'heure actuelle. Le volume des biens d'équipement était d'ailleurs l'un des indices qui mesuraient les progrès de l'industrialisation. Le représentant de l'Inde a ajouté que toutes les ressources financières du Territoire étaient aux mains des Européens, pour la plupart ressortissants du Royaume-Uni ou de l'Union Sud-Africaine, qui dominaient la banque. Sans vouloir prétendre que la population africaine pouvait mettre sur pied elle-même un système bancaire, il a estimé qu'il était nécessaire de savoir dans quelle mesure l'économie avait une structure coloniale. Le monopole financier des Européens risquait de réduire le Territoire au rang d'un dépotoir pour articles manufacturés et de maintenir ses habitants dans le rôle de producteurs de matières premières. Le représentant de l'Inde s'est inquiété de constater que, dans un Territoire où les progrès économiques restaient faibles, la circulation monétaire augmentait sensiblement. De 1951 à 1952, cette augmentation avait atteint près de 50 pour 100, le total de la circulation monétaire étant passé de 7.592.404 livres en 1951 à 10.550.904 livres en 1952. Si l'offre de biens n'avait pas augmenté en proportion,

il y avait tout simplement inflation et augmentation du coût de la vie. Ainsi, le caractère colonial de l'économie du Territoire s'était encore accentué — et ce facteur avait d'ailleurs contribué à la stabilité de la livre sterling sur le marché international.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante avait pour politique de consolider la mainmise des monopoles britanniques et d'autres monopoles étrangers sur l'économie du Territoire, et qu'elle ne prenait aucune mesure pour favoriser le développement économique du Territoire dans l'intérêt de la population autochtone. Il a déclaré que tous les emplois supérieurs, dans l'industrie comme dans l'agriculture, étaient occupés par des représentants de monopoles britanniques et d'autres monopoles étrangers, et que dans l'industrie minière, par exemple, les concessions étaient accordées uniquement à des Européens: les autochtones n'avaient aucune concession minière, bien que la terre leur appartint. A son avis, l'Autorité administrante transformait ainsi le Tanganyika en source de matières premières pour la métropole. Les monopoles épuisaient les ressources naturelles du Territoire. Par exemple, les compagnies minières avaient exporté pour plus de 5 millions de livres sterling de minerai, les compagnies agricoles pour 40 millions de livres sterling de produits agricoles et les compagnies forestières pour 623.000 livres sterling de bois. En revanche, l'Autorité administrante n'avait rien fait pour créer des industries manufacturières qui pussent utiliser les ressources naturelles du Territoire. Il convenait de noter que le plan de développement économique ne prévoyait la création d'aucune industrie mécanique lourde et qu'il était entièrement subordonné aux intérêts des sociétés britanniques établies dans le Territoire. Comme base du développement, on n'envisageait que l'expansion des moyens de communication, qui ne serviraient qu'à faciliter l'évacuation des matières premières. Dans l'agriculture, les sociétés et les colons britanniques étaient les seuls à profiter des travaux d'irrigation et à employer des engrais, de même qu'ils avaient accaparé les terres les plus fertiles. C'est pourquoi les planteurs britanniques obtenaient de bonnes récoltes, tandis que les Africains n'avaient que de très maigres récoltes qui ne suffisaient même pas à faire vivre leur famille. Tout ceci avait pour effet d'augmenter le nombre des personnes qui n'étaient pas en mesure de produire les denrées nécessaires à leur subsistance et qui étaient donc obligées de louer leurs services, pour un salaire insuffisant, aux monopoles britanniques ou autres.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer, qu'en ce qui concerne les importations de biens d'équipement, le chiffre de 600.000 livres sterling ne représentait que la valeur des biens importés par l'Administration. En réalité, des entreprises et des particuliers avaient importé, en 1952, des machines et des véhicules pour une valeur totale de 10 millions de livres, et des produits métallurgiques de base pour une valeur de 5 millions de livres de sorte que les importations privées de biens d'équipement représentaient de 10 à 15 millions de livres sterling. En ce qui concernait la baisse des recettes du Territoire, elle tenait au fait que ces recettes dépendaient surtout des exportations et qu'elles subissaient donc le contre-coup des fluctuations de prix sur le marché mondial. Lorsque les prix mondiaux étaient élevés, les recettes du Tanganyika augmentaient; c'est ce qui s'était produit dans les périodes

de prospérité de l'après-guerre. A l'heure actuelle, les prix mondiaux avaient baissé et, naturellement, les recettes du Tanganyika aussi. Toutefois, il n'y avait pas lieu d'attacher une importance excessive à ces variations, étant donné les progrès accomplis dans le Territoire.

Le représentant spécial a déclaré, en outre, qu'il n'était pas exact de dire que les Européens possédaient la majeure partie de la production du sisal. Il serait plus exact de dire qu'elle appartenait principalement aux immigrants, européens ou indiens. En 1938, la culture du sisal était peu rémunératrice et les Africains n'auraient pas eu intérêt à le cultiver. A l'heure actuelle le prix mondial du sisal était élevé et pour cette raison, l'Administration souhaitait que les Africains non seulement profitent des bonnes conditions de travail que leur offraient les plantations de sisal, mais deviennent eux-mêmes des producteurs. Toutefois, il faudrait encore quelque temps avant que les Africains ne fussent capables de gérer les plantations de sisal sans aide extérieure. En ce qui concerne le commerce de banque dans le Territoire, le représentant spécial a dit qu'il ne voyait pas pourquoi il ne devrait pas être exercé par des banques britanniques. C'était d'excellentes banques, très bien gérées. Leur présence ne portait nullement préjudice aux Africains; de plus, rien ne s'opposait à l'établissement d'autres banques sur le Territoire, pourvu qu'elles donnent les garanties nécessaires à leurs clients. Le représentant spécial a relevé que le représentant de l'URSS avait manqué de logique dans ses observations: d'une part, il avait critiqué le développement de l'extraction minière et de l'exportation du sisal parce que, selon lui, on épuisait ainsi les richesses du pays; d'autre part, il avait déclaré qu'il faudrait consacrer des crédits plus importants aux services médicaux et à l'enseignement. Les deux choses étaient manifestement incompatibles. Pour que le pays pût augmenter sans cesse ses recettes, il devait absolument développer toutes ses ressources agricoles, minières et autres, aussi rapidement que possible, et avec le concours des Africains. Enfin, le représentant spécial a déclaré que, bien que le Territoire n'eût pas atteint un degré de développement qui permît d'envisager la création d'une industrie lourde, le gouvernement encourageait la création d'industries, notamment d'une industrie textile qui travaillerait pour la clientèle africaine et contribuerait à diminuer le coût de la vie. A l'heure actuelle, il y avait 2.178 établissements industriels enregistrés, avec 52.000 ouvriers ou employés.

#### COMMUNICATIONS

Le représentant du Salvador a estimé qu'il fallait accélérer l'exécution du programme d'amélioration des communications.

Le représentant de l'Inde a constaté que le rapport annuel mentionnait une amélioration des moyens de communication. Il a exprimé l'espoir que le prochain rapport annuel indiquerait dans quelle mesure le réseau de communications pénétrait dans l'intérieur du pays.

#### AGRICULTURE ET ÉLEVAGE; FORÊTS

Le représentant de la Syrie a estimé qu'il restait beaucoup à faire dans ce domaine. L'Autorité administrante devait s'attacher à diffuser de meilleures méthodes agricoles, à créer de nouveaux centres de formation agricole et à fournir aux habitants un outillage moderne. Le cultivateur africain devait renoncer à son économie de subsistance et entreprendre des cultures marchandes.

Le représentant de l'Australie a félicité l'Autorité administrante d'avoir établi un programme de recherches qui permit d'augmenter la production du coton, du café et des cultures vivrières. Il a estimé que les stations expérimentales créées semblaient donner toute satisfaction, et il a exprimé l'espoir que la population se prêterait sans réserve à l'introduction de nouvelles cultures.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer, en ce qui concerne la question des terrains infestés par la mouche tsé-tsé, que l'extermination totale de cette mouche exigeait des moyens qui dépassaient les ressources normales du Territoire, à moins que l'on ne découvrit des méthodes nouvelles et moins onéreuses.

Le représentant d'Haïti a déclaré qu'un plus grand effort devait être fait pour encourager la population autochtone à employer les méthodes modernes d'agriculture. Il était vain de rejeter tout le blâme sur les habitudes et les coutumes des cultivateurs autochtones, si l'on ne portait pas remède au mal. Puisque l'Autorité administrante reconnaissait que les chefs indigènes permettaient des pratiques agricoles nuisibles qui appauvrirent peu à peu le sol, elle devait, non seulement adresser les remontrances nécessaires à ces chefs indigènes, mais prendre au besoin des mesures énergiques.

Le représentant de l'Inde a pris note des progrès réalisés dans les méthodes de culture, et des mesures prises par l'Administration pour stocker les grains et prévenir la famine.

Le représentant spécial a déclaré que le problème de la mouche tsé-tsé préoccupait constamment l'Autorité administrante. Les méthodes de lutte contre la mouche tsé-tsé avaient pu être mises au point grâce aux travaux du Service des recherches sur la mouche tsé-tsé et grâce aux résultats observés ailleurs. Il y avait encore des cas de maladie du sommeil, mais beaucoup moins qu'autrefois. Dans les régions habitées, la maladie était domptée; les services de lutte contre la mouche tsé-tsé ont mis au point une méthode nouvelle d'assainissement plus efficace, plus rapide et moins onéreuse.

#### ÉCOULEMENT DES PRODUITS AGRICOLES; COOPÉRATIVES

Le représentant d'Haïti a noté avec satisfaction la politique suivie par le Bukoba Native Coffee Board. Selon le représentant spécial, les excédents de bénéfices de ce comptoir de vente avaient été répartis entre les producteurs de café; si, par la suite, ces producteurs avaient demandé qu'une partie de ces bénéfices fût retenue pour le développement de la région, ils avaient fait cette demande de leur plein gré. Ainsi, l'Autorité administrante n'avait pas évoqué le spectre de l'inflation ou le risque de voir passer les bénéfices dans les mains d'usuriers, pour imposer une mesure qui privait le producteur du fruit de son travail.

#### RÉGIME FONCIER ET ALIÉNATION DES TERRES

Le représentant de la Syrie a relevé que s'il était exact que les Européens, groupe minoritaire, n'occupaient qu'une petite partie des terres, la Mission de visite avait néanmoins constaté que la majorité des terres aliénées qu'elle avait vues étaient de bonne qualité et se trouvaient dans des régions jouissant d'un climat favorable et de pluies abondantes. Il a pressé l'Autorité administrante de multiplier ses efforts pour résoudre le problème que posait la tenure des terres et pour adopter une loi qui consacrait les droits fonciers. Il a pris acte de la nomination d'un fonctionnaire chargé de



conseiller l'Administration dans ce qui a trait à la tenure des terres indigènes et il a dit qu'il lirait avec intérêt, dans le prochain rapport annuel, les résultats des observations de ce fonctionnaire.

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'aux yeux de sa délégation, la présence de colons dans le Territoire posait un problème, 3.000 milles carrés au moins ayant été aliénés à leur profit. Ces terres avaient été cédées à bail pour 99 ans, et, contrairement à ce qu'avait déclaré le représentant spécial, il n'était guère probable qu'à l'expiration du bail ces terres fissent retour à leur propriétaire. Cette aliénation créait une classe nombreuse de journaliers sans terre, qui n'avaient pas d'autre occupation et qui ne bénéficiaient pas de services sociaux. Il convenait donc de se demander si cette aliénation des terres était compatible avec le régime international de tutelle.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'on chassait les autochtones des terres agricoles vers des régions encore en friche, tandis que des immigrants étrangers, planteurs et colons, prenaient leur place dans les districts fertiles. La population autochtone se voyait également dépouillée de ses ressources forestières. La superficie totale des terres achetées aux autochtones au profit de sociétés et de colons européens atteignait 3.029 milles carrés en 1952, et l'Autorité administrante avait cédé plus de 3.000 milles carrés à des sociétés européennes sous forme de concessions minières. De plus, à la fin de 1952, l'Autorité administrante avait aliéné 10.800 milles carrés pour en faire des réserves forestières, et elle envisageait de tripler cette superficie à l'avenir, pour la porter à environ 27.000 milles carrés. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé que le Conseil avait reçu un certain nombre de pétitions où les autochtones se plaignaient de l'aliénation des terres, par exemple la pétition<sup>280</sup> présentée par la Meru Citizens Union.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a estimé que la question des terres se présentait sous deux formes distinctes. D'une part, les Africains occupaient de très vastes régions sous le régime du droit et de la coutume indigènes. Ce régime coutumier posait un problème propre à effrayer les juristes, mais qu'il fallait résoudre. Cependant, il convenait de le faire avec précaution, car une modification brusque et maladroite du régime foncier des Africains pouvait susciter des troubles. Le gouvernement avait chargé un haut fonctionnaire très expérimenté d'étudier spécialement la question, et il serait très imprudent d'entreprendre une réforme avant de connaître les conclusions de cette étude. L'autre régime foncier était celui de la *Land Ordinance*, qui prévoyait un droit de possession fondé sur l'occupation. L'Administration espérait que les Africains en invoqueraient le bénéfice et elle les y encourageait : lorsque des terres étaient débroussaillées dans un district qui n'était pas limitrophe d'une région tribale, elle invitait les Africains à faire une demande au titre de cette ordonnance. Au début, les autochtones hésitaient, mais certains s'étaient décidés et avaient déjà déposé des demandes.

En ce qui concernait l'octroi de droits d'occupation à des non Africains, on commençait toujours par consulter la population locale ; si celle-ci n'élevait pas d'objection, l'Administration instruisait la demande. La concession était accordée si elle paraissait conforme aux

intérêts de la population et favorable au développement du Territoire. Si la population locale élevait des objections, on ne pouvait y passer outre qu'avec l'assentiment du Secrétaire d'Etat. Il n'y avait eu que deux cas de ce genre, dont l'un concernait une superficie de 20 ares. Si l'Autorité administrante devait, comme on l'a proposé, interdire toute concession de terres au profit de non-Africains, les Africains seraient les premiers à en souffrir, car les plans de développement actuels s'en trouveraient écourtés et leur exécution ralentie. L'agriculture était le fondement de tout progrès, et certaines régions du Territoire ne pourraient être exploitées par les seuls Africains dans un avenir prévisible. Le gouvernement devait donc choisir : ou laisser la terre en friche, ou la faire produire intensivement selon les méthodes modernes, grâce à d'importantes mises de fonds des non-Africains, pour le plus grand bien du Territoire.

Quant à la déclaration du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques selon laquelle les terres des autochtones étaient aliénées sous prétexte de créer des réserves forestières, le représentant spécial a estimé qu'elle dénaturait les faits au point de friser le ridicule. Les membres du Conseil savaient parfaitement que le classement de terres comme réserves forestières ne constituait pas une aliénation. Cette mesure était prise dans l'intérêt de la population, en vue de préserver le sol et de sauvegarder les forêts qui représentaient pour le Territoire un capital précieux.

#### RESSOURCES MINÉRALES

Le représentant de la Syrie s'est dit très satisfait des mesures prises pour accroître le nombre des permis de prospection délivrés à des Africains. Il a pressé l'Autorité administrante de faire tout ce qui était en son pouvoir pour encourager la participation des Africains à l'exploitation des richesses minérales du Territoire. Il a estimé qu'il convenait aussi de favoriser la création d'un certain nombre d'entreprises minières autochtones.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a reconnu qu'il était souhaitable que les Africains participent, dans la mesure de leurs capacités, à l'exploitation des mines. A propos des mines de plomb d'Uruwira, il a demandé comment au stade actuel de développement du Tanganyika on pouvait prétendre sérieusement que les Africains étaient capables de mettre sur pied une entreprise aussi importante. Le gouvernement faisait de son mieux pour encourager les Africains à s'intéresser directement à l'industrie minière, et il était inexact de prétendre qu'aucun Africain n'avait pu obtenir de concession minière. Il existait, d'ailleurs, un gisement de cyanite découvert par un Africain et l'Administration se proposait de tout mettre en œuvre pour aider ce dernier à l'exploiter. Il aurait besoin d'un concours technique et financier, mais il serait propriétaire de la mine qu'il avait découverte.

#### IV. — PROGRES SOCIAL

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONDITION DE LA FEMME

La législation du Territoire reconnaît à la femme les mêmes droits qu'à l'homme, notamment le droit d'exercer des fonctions publiques ou d'occuper un emploi au service du gouvernement. Toutefois, la cou-

<sup>280</sup> T/PET.2/164.



tume indigène, qui diffère beaucoup d'une tribu à l'autre, considère en général la femme comme inférieure à l'homme; bien que les femmes puissent avoir une grande influence dans la communauté, leur activité est souvent limitée par la tradition et par un manque général d'instruction. La polygamie et le paiement "du prix de l'épouse" sont encore en usage, mais la première de ces pratiques semble être en régression.

Au cours des dernières années, l'Autorité administrante a indiqué qu'il existait des signes de plus en plus nets d'une amélioration de la condition de la femme, ainsi qu'une tendance croissante des femmes à prendre une part plus active aux travaux des conseils locaux. Le Territoire compte un certain nombre d'organisations féminines. L'Autorité administrante a déclaré que tous les encouragements possibles sont donnés au développement des activités féminines et que les missions jouent un rôle important dans cette action.

La Mission de visite de 1951 et le Conseil de tutelle ont tous deux souligné la nécessité d'améliorer la condition de la femme; l'Autorité administrante a déclaré qu'elle partageait entièrement l'opinion du Conseil sur l'importance de ce problème. A sa onzième session, le Conseil avait été saisi du problème particulier qui se posait dans le district de Bukoba du fait que les femmes Hayas avaient tendance à quitter le district pour chercher un emploi et, dans certains cas, pour se livrer à la prostitution. Le Conseil avait été informé qu'une assistante sociale avait été envoyée dans le district pour étudier ce problème.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a formulées précédemment en ce qui concerne la nécessité d'améliorer la condition de la femme dans le Territoire et prenant note du progrès accompli dans cette voie, recommande à l'Autorité administrante de prendre de nouvelles mesures dans ce domaine, et notamment de nommer de nouvelles assistantes sociales et de développer leur activité.*

#### DISCRIMINATION RACIALE

A diverses reprises, l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle ont formulé des recommandations sur la nécessité d'éliminer la discrimination raciale dans le Territoire; à sa onzième session, le Conseil a examiné plusieurs pétitions qui affirmaient l'existence de pratiques discriminatoires.

L'Autorité administrante a déclaré qu'il n'existait en droit aucune discrimination, si ce n'est en faveur des autochtones, et qu'elle avait pour politique de combattre les préjugés raciaux et d'accorder à tous des possibilités égales. Elle a fait observer que les différences qui existaient dans les conditions d'emploi et dans les traitements n'étaient pas dues à des mesures discriminatoires, mais à l'expérience et aux aptitudes de chacun. Pour ce qui est des services médicaux, l'Autorité administrante a déclaré que le traitement de toutes les maladies est assuré, dans les mêmes conditions, pour tous les groupes de la population, sans discrimination fondée sur des considérations raciales ou locales; elle a ajouté que si, dans le domaine de l'enseignement, une distinction est faite entre les races, c'est parce que des difficultés de langue ne permettent pas à l'heure actuelle de donner un enseignement interracial.

Comme celle de 1948, la Mission de visite de 1951 a signalé que le niveau de vie était peu élevé dans de nombreuses parties du Territoire; la Mission de 1951 a fait observer que ce problème revêtait une importance croissante dans les centres urbains, par suite de l'exode rural continu de la population africaine. A sa onzième session, le Conseil avait fait sienne la recommandation de la Mission, selon laquelle l'Autorité administrante devait entreprendre des recherches plus précises sur le coût de la vie et le niveau de vie en vue de porter à un niveau raisonnable les salaires minimums; il avait, en outre, exprimé l'espoir que l'Autorité administrante adopterait de nouvelles mesures pour améliorer les conditions d'existence des Africains les moins bien payés, notamment dans les villes.

Dans son rapport annuel pour 1952, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle partageait le souci du Conseil au sujet du niveau de vie relativement bas existant dans certaines parties du Territoire. Elle a fait observer qu'en ce qui concerne les régions rurales, les observations de la Mission de visite de 1951 étaient fondées sur les chiffres du revenu en espèces de la population, calculés sans qu'il fût tenu compte de la production destinée à la consommation familiale dans l'une des régions les moins fertiles; elle a ajouté que la situation différait beaucoup d'une région à l'autre du Territoire et que, dans l'ensemble, on pouvait constater une amélioration constante et générale du niveau de vie dans les régions rurales, par suite du prix élevé des récoltes marchandes au cours des dernières années. Toutefois, dans les centres urbains, où la cherté de la vie a des conséquences fâcheuses sur le niveau de vie, la situation des travailleurs les moins payés pose encore un problème que l'on s'efforce de résoudre en adoptant toutes mesures utiles: au cours de l'année considérée, les salaires et les indemnités de cherté de vie ont encore été augmentés, mais l'effet de ces mesures a été en partie perdu par suite d'un absentéisme croissant parmi certains groupes de travailleurs.

En ce qui concerne la population africaine, la seule étude détaillée sur le coût de la vie a été faite en 1951 et a consisté en une analyse des dépenses et de la consommation de la population urbaine ayant les revenus les plus faibles. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des statistiques dignes de foi à cause des méthodes employées par les autochtones pour l'écoulement de leurs produits, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle possédait des renseignements suffisants sur les fluctuations des prix pour prendre les mesures indispensables. Elle estime qu'un relèvement général du niveau de vie dépend d'un développement croissant de l'activité économique et de la productivité.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, rappelant qu'il a précédemment exprimé son inquiétude devant le niveau de vie peu élevé qu'on observe dans une grande partie du Territoire, reconnaît que le relèvement du niveau de vie doit être un résultat naturel ainsi que l'un des objectifs fondamentaux de la politique de l'Autorité administrante tendant à augmenter la productivité des Africains et à les faire participer plus largement à la vie économique du Territoire; il invite l'Autorité administrante à le tenir parfaitement au courant des résultats obtenus jusqu'à présent ainsi que des autres mesures particulières qu'elle a prises ou*

*qu'elle envisage en vue de relever le niveau de vie des habitants; il l'invite en outre à présenter à ce sujet toutes les données statistiques possibles.*

#### LOGEMENTS URBAINS

Le Conseil de tutelle s'est préoccupé de la très sévère crise du logement qui sévit dans les centres urbains et qui provient de l'exode rural des Africains; à sa onzième session, il avait exprimé l'espoir que l'Administration hâterait l'exécution de ses programmes de logement et qu'elle examinerait de plus près les revendications des fonctionnaires africains qui réclamaient de meilleures conditions de logement.

A la suite de cette recommandation, l'Autorité administrante a indiqué qu'elle faisait tous ses efforts pour hâter la mise en œuvre du programme de logement et qu'elle examinait notamment les demandes présentées à cet égard par les fonctionnaires. Elle a annoncé qu'au cours de l'année 1952, le Service des travaux publics avait mis en chantier, dans les centres urbains, plus de 300 maisons d'habitation qui doivent être louées aux Africains; en outre, dans un certain nombre de villes, les autorités locales avaient entrepris des programmes de logement et 244 nouveaux logements permanents avaient été achevés à Dar-es-Salam. En ce qui concerne le logement des fonctionnaires, environ 80 unités étaient achevées en 1952; on procédait à la construction de 168 logements à l'usage des fonctionnaires subalternes, et de 125 logements à l'usage des fonctionnaires du cadre supérieur. Des progrès considérables avaient été enregistrés en matière d'urbanisme et, à Dar-es-Salam, on avait tracé les plans de nouveaux lotissements à forte densité, où les Africains pourraient construire leur propre logis de type traditionnel, avec l'aide financière du gouvernement.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant les préoccupations qu'il avait précédemment exprimées en ce qui concerne la question du logement des Africains dans les centres urbains, se félicite de la mise au point et de la construction de logements à loyer modéré à Dar-es-Salam et dans d'autres villes, et du fait que vingt-cinq plans d'urbanisme en sont à divers stades d'élaboration; il invite instamment l'Autorité administrante à soutenir son action en matière d'urbanisme en vue de fournir des logements urbains dont le loyer soit proportionné aux revenus des intéressés.*

#### MAIN-D'ŒUVRE

A la fin du mois de juillet 1952, le nombre des salariés africains s'élevait à 443.597, soit 11.800 de moins qu'en 1951. Les principaux domaines où s'employait la main-d'œuvre (adultes du sexe masculin) étaient encore l'agriculture (160.704), les services publics (51.971), l'industrie manufacturière, y compris l'électricité (18.964), le bâtiment (18.127), les emplois domestiques (17.996) et le commerce (12.850).

Selon l'Autorité administrante, le développement économique du Territoire pose deux problèmes principaux: il faut assurer une source de main-d'œuvre suffisante tout au long de l'année, et trouver un moyen d'augmenter le revenu du travailleur africain non spécialisé sans diminuer son rendement. En ce qui concerne le premier problème, une enquête préliminaire sur la situation de la main-d'œuvre a été entreprise en 1951, et elle a abouti à des recommandations dont le gouverne-

ment s'est inspiré pour inviter les fonctionnaires de district à encourager les Africains soit à produire des cultures marchandes, soit à rechercher un emploi rémunéré. En même temps, on a augmenté les pouvoirs du Labour Board (Office de la main-d'œuvre) créé par la loi, pour lui permettre de donner au Gouvernement des avis relatifs à l'utilisation de la main-d'œuvre disponible et de conseiller le Commissaire à la main-d'œuvre en ce qui concerne la délivrance des permis d'embauche. Cependant, sauf dans le cas du Northern Province Labour Utilization Board (Office d'utilisation de la main-d'œuvre de la province du Nord), aucune modification n'a été apportée au système d'embauche en vertu duquel les sociétés industrielles ou les employeurs prennent les dispositions qu'ils jugent utiles pour recruter la main-d'œuvre dont ils ont besoin.

A sa onzième session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité administrante, dans le cadre des efforts qu'elle déployait pour stabiliser l'effectif de la main-d'œuvre et augmenter sa productivité, d'envisager l'adoption de mesures propres à amener une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de logement et des conditions de travail.

Les salaires mensuels moyens payés aux ouvriers non spécialisés en 1952 ont été les suivants (on trouvera entre parenthèses, à titre de comparaison, quelque chiffres relatifs à l'année 1951): salaires exprimés en shillings — agriculture (à l'exclusion du sisal), 15 à 35; sisal, 23 à 39 (en 1951, 18 à 40 pour 30 tâches dans l'ensemble de l'agriculture); mines, 14 à 55 (en 1951, 12 à 30 pour 30 tâches); industrie, 18 à 52; commerce de détail, 15 à 60 (en 1951, la moyenne générale était de 30 à 60 pour 30 tâches). En outre, les travailleurs doivent recevoir des rations alimentaires (dont la valeur, en 1952, variait de 15 shillings à 29 shillings environ par mois suivant la localité), à moins que le contrat de travail n'en dispose autrement; de plus, lorsque le lieu de travail est éloigné du domicile du salarié, celui-ci doit être logé.

Au cours de l'année, 66 employeurs ont été condamnés pour infraction à la législation du travail du Territoire; 56 peines d'amende et trois peines de prison ont été prononcées. Le nombre des travailleurs reconnus coupables au cours de l'année a été de 363 (138 peines d'amende et 221 de prison). L'Autorité administrante, en réponse à une recommandation par laquelle le Conseil, à sa sixième session, lui avait demandé d'envisager la possibilité de supprimer les sanctions pénales lorsqu'il s'agissait de rupture d'un contrat de travail, a déclaré qu'elle faisait sien ce principe mais que, pour le moment, il fallait encore recourir à des sanctions pénales dans le cas d'abandon volontaire du travail, une action civile étant absolument inefficace dans les circonstances actuelles.

L'autorité administrante a déclaré que les progrès du syndicalisme dans le Territoire ont été lents et que, à l'exception d'un certain nombre d'associations de fonctionnaires, il n'y avait en 1951 qu'un seul syndicat enregistré (asiatique). Toutefois, au cours de l'année suivante, deux syndicats composés d'Africains ont été enregistrés et, à la suite des encouragements donnés par le gouvernement, on a noté quelque succès dans la création de groupements professionnels ou de comités d'entreprise. D'autre part, l'Autorité administrante a indiqué qu'au cours de l'année 1952, il n'y avait eu aucun conflit du travail grave, mais que 86 conflits

secondaires, qui avaient mis en cause un total de 10.998 ouvriers et qui avaient duré de une heure à deux semaines, avaient fait perdre environ 15.600 journées de travail.

En ce qui concerne la question particulière des habitants du Tanganyika qui vont travailler hors du Territoire, le Conseil, à sa onzième session, avait recommandé à l'Autorité administrante d'envisager la possibilité d'adopter, en coopération avec les autres gouvernements intéressés, des mesures propres à assurer à cette main-d'œuvre des conditions d'emploi satisfaisantes. A la suite de cette recommandation, l'Autorité administrante a déclaré que l'Administration avait obtenu des renseignements complets sur les salaires et les conditions de travail dans les régions où les ouvriers du Tanganyika avaient coutume de se rendre, et qu'elle avait l'assurance que leurs intérêts étaient suffisamment protégés.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il avait précédemment formulée en ce qui concerne le problème de la stabilisation de l'effectif de la main-d'œuvre et de l'augmentation de sa productivité, attire l'attention de l'Autorité administrante sur les rapports qui existent entre ce problème, le relèvement des salaires et l'amélioration des conditions de travail; à cet égard il note le nouveau relèvement du salaire minimum de l'Administration obtenu grâce à l'octroi de l'indemnité de cherté de vie, et l'institution d'une caisse des pensions du personnel par une importante plantation de sisal; il note en outre qu'un projet de loi détaillé relatif à l'emploi est en voie d'élaboration; il espère que de nouveaux relèvements des salaires auront lieu et que des avantages tels que congés payés, congés de maladie, caisses de pension et fonds de prévoyance seront consentis aux travailleurs.*

*Le Conseil, reconnaissant que la politique de l'Autorité administrante vise à supprimer les sanctions pénales pour rupture d'un contrat de travail et que ces sanctions ne sont appliquées que dans les cas d'abandon délibéré du travail, constate avec satisfaction que le projet de loi relatif aux conditions d'emploi doit permettre d'aboutir à une solution de ce problème et attend avec intérêt de nouveaux renseignements sur la question.*

*Le Conseil accueille avec satisfaction la déclaration que l'Autorité administrante a fait distribuer dans le Territoire au sujet de la politique de recrutement de la main-d'œuvre; il y voit une manifestation du sens des réalités à l'endroit de la délicate question du recrutement; il prend acte, en particulier, de l'importance attachée dans cette déclaration à l'amélioration de la situation économique des Africains ainsi qu'à la nécessité d'augmenter la production des denrées alimentaires, d'assurer aux Africains la liberté de faire des cultures dont le produit est destiné à la vente ou de travailler pour d'autres employeurs, et note l'intérêt qu'il y a à préserver l'unité du groupe familial des travailleurs.*

*Tenant compte du fait qu'il est souhaitable que des experts fassent de nouvelles enquêtes sur les problèmes qui se posent dans l'ensemble du Territoire dans le domaine du travail, le Conseil suggère à l'Autorité administrante d'envisager, lorsqu'elle entreprendra une étude de ce genre, de faire appel au concours de l'Organisation internationale du Travail.*

Les services médicaux sont assurés dans le Territoire par le Service médical, les autorités indigènes et les missions religieuses; plusieurs entreprises industrielles et quelques plantations fournissent en outre les services médicaux nécessaires à leurs propres employés. Tous les médecins et dentistes doivent être titulaires d'un diplôme ou d'une autorisation; aux termes d'une nouvelle loi adoptée en 1952, ces diplômes et autorisations ne peuvent être octroyés qu'aux médecins ayant fait un stage d'une durée déterminée après la fin de leurs études. Au cours de la même année, une ordonnance a été promulguée qui a instauré l'immatriculation des infirmières et sages-femmes et, pour la première fois, réglementé l'exercice de ces professions.

Le Conseil, ses missions de visite et l'Autorité administrante ont souligné à maintes reprises qu'il était indispensable d'étendre les services médicaux et sanitaires dans le Territoire. La Mission de visite de 1951 a notamment exprimé l'avis que les services existants étaient insuffisants pour répondre aux exigences du Territoire, que la qualité des bâtiments des hôpitaux était, d'une manière générale, inférieure à ce qu'elle était pour les autres bâtiments administratifs et qu'en dernière analyse, la tâche essentielle était de former un nombre beaucoup plus grand de médecins autochtones. A sa onzième session, le Conseil avait noté avec inquiétude la déclaration de la Mission de visite de 1951 touchant la formation du personnel médical et le type des bâtiments hospitaliers; il avait recommandé à l'Autorité administrante de ne ménager aucun effort pour atteindre, dans les plus brefs délais possibles, les objectifs visés dans son plan d'extension des services médicaux. Répondant à cette recommandation, l'Autorité administrante a dit, dans son rapport annuel pour 1952, qu'elle s'efforçait d'accélérer la mise en œuvre de son programme d'extension des services médicaux, dans la limite de ses ressources financières, matérielles et autres.

Les crédits affectés par le gouvernement et les pouvoirs publics aux services médicaux et sanitaires, ainsi qu'à l'assainissement, étaient évalués en 1952 à 1.524.434 livres sterling et accusaient donc une augmentation de 265.261 livres par rapport à l'année précédente. Le personnel médical employé dans le Territoire comprenait 393 médecins diplômés ou autorisés, 18 dentistes et 471 infirmières ou sages-femmes qualifiées, immatriculées conformément à la nouvelle législation. Sur ce chiffre, 173 médecins, sept dentistes et 235 infirmières ou sages-femmes qualifiées étaient au service du gouvernement, ce qui représentait une augmentation de 18 médecins, deux dentistes et 30 infirmières ou sages-femmes qualifiées par rapport à l'année précédente. Pendant l'année 1953, 17 médecins stagiaires, 79 infirmières, 35 sages-femmes et environ 45 personnes se destinant à divers services médicaux avaient terminé leur formation. Sept étudiants en médecine africains, originaires du Tanganyika, suivaient les cours du Collège universitaire de Makerere. Outre le centre de formation en matière d'hygiène de Kongwa et l'école d'infirmières de Tukuyu, qui ont été ouverts en 1952, le nombre de chambres disponibles au centre de Mwanza, destiné à la formation de médecins auxiliaires pour les campagnes, a été doublé en 1952 et l'établissement de Da-es-Salam a été aménagé pour recevoir un plus grand nombre d'étudiants.

En ce qui concerne les installations médicales dans le Territoire, il y avait, en 1952, 70 hôpitaux ou dispensaires du gouvernement pour malades hospitalisés (4.693 lits), 92 hôpitaux ou dispensaires des missions pour malades hospitalisés (4.356 lits) et 16 hôpitaux (857 lits) créés et entretenus par des entreprises industrielles. Les services pour malades non hospitalisés comprenaient, en 1952, 801 dispensaires (5 de plus qu'en 1951) et 93 maternités et cliniques pédiatriques. Outre les 7 hôpitaux spéciaux compris dans le total ci-dessus, il y avait 27 léproseries de dimensions différentes, ainsi qu'un certain nombre de camps subsidiaires et de dispensaires réservés au traitement de la lèpre.

L'Autorité administrante déclare qu'un nouveau programme de construction d'hôpitaux a été adopté en 1952, dont l'objectif immédiat est de créer un lit pour mille individus dans chacun des principaux groupes de population. Ce programme prévoit que des hôpitaux devront être construits rapidement dans les quelques districts administratifs où il n'y a pas encore d'hôpital du gouvernement. Au cours de l'année, un hôpital de 100 lits a été terminé à Korogwe, dans la province de Tanga, et deux autres hôpitaux ont été mis en chantier à Nzega (province de l'Ouest) et Lindi (province du Sud). L'hôpital de Dar-es-Salam a été doté d'une maternité, un hôpital pour tuberculeux a été terminé à Kibongoto et plusieurs autres hôpitaux ont été améliorés et agrandis; un centre d'accueil pour élèves-infirmières africaines a été construit à Tanga. Enfin, des travaux préliminaires ont commencé à Dar-es-Salam, où le gouvernement espère construire un hôpital de 400 lits en 1953.

L'Autorité administrante déclare en outre qu'au cours de l'année 1952 on a fait des progrès très appréciables dans le domaine de l'assainissement. Ces progrès ont été particulièrement importants pour ce qui est de la lutte contre les maladies contagieuses (notamment la variole et la peste), de la surveillance médicale de la main-d'œuvre employée, de l'hygiène rurale et de l'éducation sanitaire. Des services médicaux et sanitaires, assurés par un personnel qualifié, ont été institués ou réinstallés en 1952 dans six districts ou groupes de districts ayant une population totale d'environ 1.273.605 habitants.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil prenant note avec satisfaction de l'action entreprise ou envisagée en vue de développer et d'améliorer encore les services hospitaliers du Territoire, invite instamment l'Autorité administrante à poursuivre ce développement afin que tous les habitants du Territoire sous tutelle disposent le plus largement possible de tous les services nécessaires.*

*Le Conseil prend note en outre, avec un intérêt tout particulier, des progrès accomplis en matière de santé publique dans des domaines tels que la lutte contre les maladies contagieuses et la diffusion de renseignements relatifs à la santé publique; il attire l'attention de l'Autorité administrante sur les possibilités qui subsistent en ce qui concerne le développement ultérieur des services de prévention médicale et des équipes d'enquêtes sanitaires.*

*Le Conseil, prenant note avec satisfaction de la collaboration qui s'est déjà établie dans le Territoire entre l'Autorité administrante et l'Organisation mondiale de la santé, a confiance que l'Autorité administrante continuera à recourir aux services dont cette institution*

*dispose pour effectuer des études ou pour obtenir d'autres formes d'assistance technique dans les domaines de la médecine et de la santé publique.*

#### CHÂTIMENTS CORPORELS

Les châtiments corporels, dont la suppression a été antérieurement recommandée par l'Assemblée générale et par le Conseil, peuvent être ordonnés par les tribunaux du Territoire pour un certain nombre de délits ou infligés dans les prisons à titre de mesure disciplinaire. L'Autorité administrante a déclaré ouvertement que sa politique en cette matière tendait à mettre la législation du Territoire en harmonie avec celle du Royaume-Uni et à abolir complètement et sans délai cette forme de sanction.

L'Autorité administrante a fait savoir en 1952, qu'en raison de l'opposition quasi unanime qu'ont montrée les membres non fonctionnaires de l'Assemblée législative, un Comité a été créé en vue de faire une enquête parmi la population afin de connaître son opinion en ce qui concerne les châtiments corporels et de découvrir dans quelle mesure cette peine prévient le crime. En 1952, les tribunaux de première instance ont condamné 542 personnes à des châtiments corporels, soit 43 de moins qu'en 1951. Les tribunaux indigènes ont condamné 561 personnes (175 de moins qu'en 1951), dont 529 mineurs, à la peine du fouet. En 1952, 4 personnes ont subi des châtiments corporels pour infraction au règlement pénitentiaire.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant que l'Assemblée générale et le Conseil ont déjà recommandé d'abolir complètement les châtiments corporels, reconnaît que l'Autorité administrante a fait des efforts dans ce sens en promulguant les mesures législatives appropriées, puis en instituant une commission spéciale d'enquête; il regrette que ces efforts n'aient pas encore été couronnés de succès; il réaffirme les recommandations qu'il avait formulées précédemment et, en conséquence, invite l'Autorité administrante à poursuivre ses efforts en vue de surmonter les difficultés qui ont jusqu'à présent empêché la mise en œuvre intégrale de ces recommandations.*

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### CONDITION DE LA FEMME

Le représentant de la France a constaté que l'Administration travaillait activement à supprimer les discriminations qui s'exerçaient contre les femmes et a déclaré que sa délégation se féliciterait de toute nouvelle mesure propre à améliorer la condition de la femme.

Le représentant du Salvador a relevé que, d'après le représentant spécial, une seule visiteuse sociale s'était rendue dans le pays Haya, où se posait un problème social particulier du fait que les femmes avaient tendance à énigmer pour trouver du travail ailleurs et, parfois, à se livrer à la prostitution. Il a estimé qu'il fallait intensifier l'action des visiteuses sociales et augmenter leur nombre.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il existait certes, un problème de la prostitution dans cette région et que, d'après le rapport de la dernière Mission de visite, 10 pour 100 environ des femmes adultes se livraient à la prostitution; les autres, cependant, menaient une existence parfaitement normale et conforme aux bonnes mœurs. Le Gouvernement ne



perdait pas cette question de vue et tiendrait compte de la suggestion faite quant à l'adoption de nouvelles mesures dans ce domaine.

#### DISCRIMINATION RACIALE

Le représentant de l'Inde a fait remarquer qu'il n'y avait pas, au Tanganyika, de problème racial du même genre que dans d'autres territoires. En droit, la discrimination raciale y était inconnue, mais des différences existaient pour ce qui était des élections et de la représentation. Les avantages matériels n'étaient pas les mêmes pour les Africains, les Asiatiques ou les Européens. En ce qui concernait les concessions de terres, l'enseignement et l'hospitalisation, le colon blanc occupait une situation privilégiée. Il y avait également des distinctions de race en matière d'impôts. Sans vouloir insister sur ce point, le représentant de l'Inde a tenu à le signaler, puisqu'il n'entraînait pas dans les desseins du Gouvernement de favoriser la discrimination raciale. En fait, ces différences raciales risquaient de retarder l'autonomie parce qu'elles empêchaient le suffrage universel et ralentissaient le progrès politique du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, dans le domaine social, la situation était caractérisée non seulement par l'absence de tout progrès, mais par une régression manifeste; la discrimination raciale s'accroissait tandis que la population autochtone africaine était de plus en plus exploitée et devenait de plus en plus pauvre. La discrimination raciale, a-t-il affirmé, avait pénétré dans tous les domaines; la population autochtone était privée de tout droit politique; les autochtones ne pouvaient occuper aucun poste supérieur dans l'administration; en outre, le personnel africain de l'administration était désavantagé en ce qui concernait les traitements et salaires. Dans le domaine économique, tous les emplois supérieurs de l'industrie et de l'agriculture étaient occupés par des Européens, représentant les monopoles européens. Dans le domaine de la santé, l'Autorité administrante poursuivait également une politique de discrimination ou de ségrégation raciale en aménageant des hôpitaux différents pour les Européens, les Africains et les Asiatiques. De même, dans l'enseignement, il y avait des écoles séparées pour chacune des trois communautés avec des programmes différents, et toute la politique de l'administration était animée d'un esprit de discrimination raciale. Cela ressortait de la comparaison des programmes d'enseignement africain et européen, des crédits budgétaires affectés à ces programmes et de la rémunération des instituteurs. Le rapport annuel faisait apparaître que l'enseignement primaire donné aux Africains n'avait d'autre but que de leur apprendre à lire, à écrire et à compter, tandis que l'enseignement primaire donné aux Européens devait les préparer à l'enseignement secondaire. Les crédits affectés aux écoles européennes étaient dix fois plus importants que les montants attribués aux écoles africaines, et l'administration dépensait pour chaque élève africain vingt-six fois moins que pour chaque élève européen. De même, le traitement d'un instituteur africain allait de 96 à 500 shillings, tandis qu'un instituteur européen touchait de 900 à 2.000 shillings. D'une manière générale, la discrimination raciale se faisait sentir dans l'ensemble du barème des salaires du Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a noté que la question de la discrimination raciale dans

les hôpitaux avait été soulevée. Il y avait, certes, des salles d'hôpital et des lits qualifiés d'européens, d'asiatiques ou d'africains, mais même l'hôpital dit européen n'était pas réservé exclusivement aux Européens et des malades d'autres races y avaient été traités lorsque cela avait été nécessaire. C'est en raison des différences de culture et de mode de vie qu'on avait été amené à séparer les races dans les hôpitaux. Il pouvait sembler que cette séparation était faite au bénéfice des Européens mais ce n'était pas le cas, car les Asiatiques et les Africains ne voulaient pas être hospitalisés dans les mêmes salles que les Européens.

#### DROITS DE L'HOMME

Le représentant de l'Inde a félicité l'Administration de ne pas avoir institué un régime de laisser-passer, comme dans les territoires voisins du nord et du sud.

#### NIVEAU DE VIE

Le représentant de la Syrie a estimé que la disparité économique qui existait entre le petit nombre d'Européens et les nombreux Africains se retrouvait inévitablement dans le domaine social. Les deux Missions de visite avaient signalé que le niveau de vie des Africains était bas. Tout permettait de croire que le niveau de vie des Européens était relativement élevé. L'écart qui existait entre le niveau de vie des Africains et celui des Européens devait souvent être énorme, comme par exemple entre le producteur européen de sisal qui gagnait plusieurs milliers de livres sterling par an et ses ouvriers africains qui gagnaient de 23 à 29 shillings par mois. Le représentant de la Syrie a recommandé à l'Autorité administrante de suivre de près cette question et d'indiquer dans son prochain rapport annuel toutes les mesures qu'elle avait prises, ou qu'elle allait prendre, pour élever le niveau de vie des habitants autochtones.

Le représentant d'Haïti a fait remarquer que le niveau de vie des autochtones, tant dans les régions urbaines que dans les régions rurales, était très bas, bien que l'Autorité administrante ait indiqué que, dans les régions rurales, les Africains arrivaient, dans des conditions normales, à se tirer d'affaire parce qu'ils produisaient leur propre nourriture et n'avaient pas de difficultés de logement. Le prochain rapport annuel devrait indiquer les budgets familiaux moyens dans les diverses régions, tant urbaines que rurales du Territoire.

Le représentant spécial de l'autorité administrante a déclaré que celle-ci n'ignorait pas que le niveau de vie était bas, mais que ce problème n'était pas facile à résoudre. Il était indispensable, pour éviter l'inflation, de maintenir l'équilibre entre les salaires et la productivité. D'une manière générale, la politique de l'Administration, qui consistait à aider l'Africain dans son évolution, tendait également à élever son niveau de vie et à augmenter sa capacité de production; elle avait enregistré des progrès à cet égard.

#### LOGEMENTS URBAINS

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a mentionné qu'à Dar-es-Salam on appliquait avec succès un nouveau procédé qui permettait de construire à bon marché des habitations hygiéniques en argile et en ciment qui se louaient pour un loyer très modique: moins d'un dollar par pièce et par mois. Après avoir constaté que près de 2.000 logements de ce genre avaient déjà été construits, il a dit que ce nouveau procédé



serait plus apprécié encore s'il pouvait permettre d'éviter l'apparition, au Tanganyika, de ces énormes agglomérations industrielles de baraques qui engendraient le crime et l'antagonisme racial dans d'autres parties de l'Afrique.

Le représentant de l'Australie a été impressionné par le soin avec lequel l'administration locale avait préparé ses programmes de logement et d'urbanisme, pour en assurer le succès. A son avis, le Conseil devait prendre note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle vingt-cinq programmes d'urbanisme et cinq programmes complémentaires de développement étaient en cours de préparation.

Le représentant d'Haïti a estimé que les loyers des maisons construites par l'Administration étaient trop élevés pour la masse du peuple.

#### MAIN-D'ŒUVRE

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a pris note du fait qu'une importante entreprise de sisal avait établi un régime de pensions pour ses ouvriers africains. Elle leur offrait un emploi durable et une résidence permanente dans ses plantations, avec un jardin suffisant pour nourrir leur famille. En retour, l'entreprise disposait d'ouvriers expérimentés qui lui donnaient toute leur journée de travail. Jusqu'ici, on ne s'était guère occupé de stimuler le zèle des travailleurs africains, et ceux-ci ne songeaient qu'à gagner juste ce qu'il leur fallait pour leur léger impôt de case. D'après certains auteurs, ce va-et-vient entre le lieu d'emploi et la brousse et la faible productivité de la main-d'œuvre qui en résultait faisaient partie du "rythme de l'Afrique"; la délégation des Etats-Unis ne souscrivait pas à cette opinion. D'ailleurs, les producteurs de sisal commençaient eux-mêmes à penser que le mauvais rendement des Africains était une conséquence naturelle du fait que l'employeur ne leur offrait rien qui les poussât au travail.

Le représentant de la Chine a fait observer que l'Administration n'avait pas encore aboli les sanctions pénales pour rupture du contrat de travail, mais il s'est félicité de voir qu'elle envisageait d'élaborer une nouvelle législation qui devait régler cette question. Il a exprimé l'espoir qu'elle adopterait cette législation en temps opportun et que le Conseil aurait bientôt, et si possible dans le prochain rapport annuel, de nouveaux renseignements sur ce point.

Le représentant de la Syrie a demandé à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures propres à assurer un congé hebdomadaire aux Africains. L'argument de ceux qui prétendaient que l'absentéisme des ouvriers était l'une des raisons pour lesquelles les employeurs hésitaient à accorder des congés payés ne semblait ni très convaincant ni très juste. L'ouvrier devait avoir également un jour de repos hebdomadaire. Il était nécessaire d'élaborer une législation du travail pour régler ce problème très important, et notamment pour fixer la durée de la journée de travail. En outre, l'Autorité administrante devrait, par une loi spéciale, établir un régime de pensions pour les travailleurs africains employés dans les établissements industriels.

Le représentant d'Haïti a déclaré que la main-d'œuvre autochtone était bon marché, puisque le salaire mensuel variait entre 2 et 6 dollars, et qu'il était difficile de voir comment, avec une somme aussi réduite, un tra-

vailleur pouvait faire mieux que pourvoir à ses besoins les plus élémentaires.

Le représentant de l'Inde a observé qu'il y avait environ 180.000 salariés dans l'agriculture. Il s'agissait vraisemblablement d'ouvriers agricoles ne possédant pas de terres et, s'il en était ainsi, il y aurait intérêt à ce que le prochain rapport annuel indiquât combien de semaines ou de mois ils travaillaient par an et comment ils vivaient pendant le reste du temps. En dehors de l'agriculture, la main-d'œuvre s'employait dans les mines et dans quelques industries. Cependant, les renseignements qui figuraient dans le rapport annuel ne permettaient pas de déterminer le montant du salaire journalier, puisque les chiffres qu'on y trouvait concernaient le travail à la tâche. Toutefois, il était probable que les salaires étaient extrêmement bas, et la délégation de l'Inde serait heureuse de trouver des statistiques plus précises dans le prochain rapport annuel. De plus, l'Autorité administrante devrait inviter l'Organisation internationale du Travail à faire une enquête dans le Territoire. Si l'on ne disposait pas de crédits suffisants pour procéder à une enquête sur place, il était probable que l'Organisation avait au moins des éléments suffisants pour rédiger une analyse préliminaire. La délégation de l'Inde se préoccupait particulièrement de la main-d'œuvre employée dans les mines, et elle souhaitait recevoir l'assurance qu'il n'existait pas, en droit et surtout en fait, de conditions de travail qui fussent, en quelque manière, contraires aux conventions internationales ou aux normes de travail généralement acceptées par les pays avancés. La délégation de l'Inde a donc prié l'Autorité administrante d'examiner s'il ne serait pas souhaitable, dans son propre intérêt et pour le progrès du Territoire, d'étudier les faits en question en vue de procéder aux réformes nécessaires.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, dans tout le Territoire sous tutelle, l'Administration tendait à concentrer et à accaparer, au profit des Européens, la propriété des meilleures terres et des ressources naturelles. Elle fournissait une main-d'œuvre peu coûteuse aux entreprises britanniques, en créant dans le Territoire des conditions telles qu'elles obligeaient l'Africain à louer ses services à l'employeur européen pour un salaire minimum. D'après l'Autorité administrante, l'un des problèmes fondamentaux du Territoire était de trouver de la main-d'œuvre; pourtant, il y avait des milliers de chômeurs qui cherchaient un emploi. La pénurie de main-d'œuvre dont souffrait le Territoire était due aux conditions de travail et aux très bas niveaux de salaires. Il était significatif de voir que, bien qu'il y eût des milliers de chômeurs dans le Territoire, l'Autorité administrante recommençait à faire venir des ouvriers contractuels mal payés du Congo belge, du Ruanda-Urundi et d'autres territoires; elle créait par là même une concurrence et obligeait ainsi la population autochtone à accepter n'importe quel salaire ou n'importe quelles conditions pour s'assurer une bien maigre pitance. En raison de ces faibles salaires, les journaliers étaient obligés d'emprunter. L'Autorité administrante reconnaissait que la majorité des personnes endettées étaient des ouvriers qui travaillaient surtout dans les plantations ou les entreprises anglaises. En dépit de la situation lamentable de ces ouvriers, elle ne faisait rien pour améliorer leur sort. Au contraire, elle ne voulait pas relever les salaires. Elle prétendait craindre un

mouvement d'inflation dans le Territoire, et c'est pour-quoi elle maintenait les bas salaires. En revanche, on assistait à une hausse des prix locaux et du coût de la vie.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a relevé que la mention, faite au cours du débat, de "travailleurs sans terre", ne correspondait pas aux faits car, au Tanganyika, le travailleur agricole n'était pas dépourvu de terres. Il possédait toujours, soit un terrain donné par son employeur, soit une parcelle de terre tribale qu'il avait le droit d'occuper et de cultiver. D'autre part, toute conversion du salaire minimum en dollars prêtait à confusion, car si le taux de change entre la livre et le dollar avait augmenté, il n'en était pas de même pour le pouvoir d'achat de la livre sur le plan local. En outre, il s'agissait d'un salaire minimum, et non pas d'un salaire moyen; dans certains cas, des avantages en nature s'ajoutaient au salaire. Tel était le cas, notamment dans les entreprises de sisal, où le travailleur était nourri et logé et où il recevait de l'eau potable et une assistance médicale. En 1952, le salaire minimum dans les services officiels était de 65 shillings par mois à Dar-es-Salam et de 38 shillings ailleurs; à l'heure actuelle les salaires étaient plus élevés grâce au versement d'une allocation de vie chère. Bien qu'une des plantations de sisal eût créé un fonds de pension, il n'était pas de bonne politique à l'heure actuelle d'étendre cette mesure à tous les employeurs. Il était préférable de laisser l'idée se propager naturellement avant de l'introduire dans la législation.

#### SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES

Le représentant de la Syrie a constaté avec satisfaction les progrès accomplis dans le domaine des services médicaux; néanmoins, l'équipement sanitaire devait encore être développé et il fallait faire cesser le traitement discriminatoire appliqué aux Africains en ce qui concernait l'admission dans les hôpitaux.

Le représentant de l'Australie a noté qu'un nouveau programme de construction, arrêté en 1952, prévoyait l'ouverture prochaine d'hôpitaux publics dans les quelques districts qui en étaient encore dépourvus. Il a constaté une amélioration sensible de l'état sanitaire, grâce à la nomination d'un plus grand nombre de médecins publics et d'inspecteurs sanitaires, et grâce à l'importance croissante prise par les fonctionnaires médicaux et sanitaires des districts. De même, il a mentionné les progrès accomplis dans la lutte contre les maladies contagieuses, en particulier la variole et la peste, dans le contrôle médical de la main-d'œuvre, dans l'assainissement des campagnes et dans la diffusion des notions d'hygiène par la radio et la presse en langue vernaculaire. Il a estimé que le Conseil devrait également prendre note du contrôle sanitaire exercé sur les enfants dans les écoles et du rôle croissant joué par les fonctionnaires médicaux de district dans l'éducation sanitaire du public.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande, tout en reconnaissant que la médecine curative avait marqué des progrès appréciables, a considéré que les services de médecine préventive pouvaient encore être développés. Il a estimé qu'il était important de former de jeunes infirmières africaines. Il a noté que l'école de Tukuyu formait actuellement de jeunes infirmières que l'on comptait affecter aux centres ruraux de protection maternelle et infantile; on envisageait également de former des infirmières de villages auprès des missions.

Le représentant de la France a estimé que de grands progrès avaient été réalisés dans la lutte contre les maladies contagieuses; il a noté avec satisfaction qu'un grand nombre de districts possédaient désormais des services médicaux et sanitaires efficaces.

Le représentant de l'Inde a jugé très insuffisants les services médicaux du Territoire et il a relevé que peu de progrès étaient signalés dans l'hygiène rurale. Le retard à cet égard, comme dans d'autres domaines s'expliquait par un certain nombre de facteurs, tels que la dépression économique et, dans le passé, l'incertitude quant au statut international du Territoire. Mais le moment était venu d'envisager des mesures et une augmentation de personnel qui permissent de développer les services médicaux du Territoire. La variole et la peste se rencontraient dans beaucoup de pays tropicaux, mais elles avaient pu être enrayerées dans certains territoires. Le représentant de l'Inde a proposé, d'autre part, que l'Autorité administrante invite l'Organisation mondiale de la santé à procéder à une enquête sur la situation sanitaire du Territoire. Il était peu réaliste de penser que l'Administration ou qui que ce fût pût résoudre du jour au lendemain des problèmes tels que celui de la mouche tsé-tsé, ou les difficultés qui résultaient de l'instabilité du climat et des conditions atmosphériques. Néanmoins, il était bon d'entreprendre une enquête en vue de mesurer les progrès réalisés et le temps nécessaire pour que ces problèmes cessent de mettre en danger la civilisation et la population du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation dans le domaine de la santé publique était manifestement très peu satisfaisante et que l'Autorité administrante ne prenait aucune mesure pour l'améliorer. Le paludisme était répandu dans le Territoire; de temps en temps, des épidémies de variole ou de peste y survenaient. D'après le rapport annuel, le nombre de cas de variole dans la province du Sud allait croissant. En outre, on comptait près de 100.000 malades atteints de la lèpre; sur ce nombre, 5.000 seulement étaient traités dans les léproseries. De plus, un grand nombre d'indigènes souffraient d'autres maladies; en 1952, on avait compté sur le Territoire plus d'un million de cas de maladie. Malgré cette forte incidence de la maladie, l'Autorité administrante ne prenait aucune mesure pour satisfaire les besoins sanitaires les plus élémentaires de la population. Le Conseil de tutelle et les missions de visite avaient noté à maintes reprises que la situation sanitaire était mauvaise; ainsi, la Mission de 1951 avait constaté que le nombre d'hôpitaux était tout à fait insuffisant et que de nombreux districts ne possédaient aucun établissement hospitalier. La même Mission avait signalé qu'un certain hôpital ne comptait que 26 lits et un seul docteur et recevait de 8 à 900 malades nouveaux par mois. Le nombre de lits dans les hôpitaux du gouvernement était resté pratiquement stationnaire depuis plusieurs années. Faute de personnel qualifié, un grand nombre d'autochtones ne pouvaient recevoir de soins médicaux et étaient obligés de s'adresser aux guérisseurs. Le rapport annuel reconnaissait que cette pénurie de médecins qualifiés et de personnel infirmier était l'un des principaux obstacles qui s'opposaient au progrès sanitaire. Néanmoins, l'Administration ne faisait rien pour recruter du nouveau personnel parmi les autochtones et le former. On ne comptait jusqu'à présent que dix médecins africains pour une population de 8 millions d'habitants. Le représentant de l'Union des

Républiques socialistes soviétiques a conclu qu'en matière sanitaire, comme dans d'autres domaines, l'Autorité administrante poursuivait une politique de ségrégation et de discrimination raciales.

Le représentant spécial a déclaré que l'Autorité administrante ne considérait nullement comme suffisant l'équipement médical du Territoire, mais qu'elle avait l'intention de le développer. Un progrès considérable avait déjà été accompli, comme l'attestait l'accroissement constant des crédits annuels affectés aux services médicaux. Il fallait comparer ces dépenses au revenu total du pays, car le développement du Territoire devait rester équilibré. On s'efforçait également d'instruire l'Africain pour qu'il pût prendre sa place dans les services médicaux, ce qui était indispensable si l'on voulait que ces services fussent en mesure de répondre à tous les besoins de la population. En ce qui concerne les maladies infectieuses, plutôt que de solliciter les statistiques, on devait les rapprocher de la situation sanitaire qui existait il y a quelques années en Afrique et ailleurs ; on verrait alors que, dans l'ensemble, les maladies infectieuses avaient été à peu près enrayerées.

#### CHÂTIMENTS CORPORELS

Le représentant de la Chine a estimé que le maintien des châtiments corporels était le trait le plus décevant de la situation sociale du Tanganyika. C'est dans ce territoire que ce problème se posait avec le plus d'acuité et qu'il suscitait le plus d'inquiétude. Non seulement le nombre des infractions punies par le fouet n'avait pas diminué, mais le nombre des condamnations à une peine corporelle avait augmenté au cours de l'année passée. Comme le comité chargé de sonder l'opinion publique à cet égard avait conclu, dans son rapport, qu'il n'y avait pas lieu de supprimer les châtiments corporels, le représentant de la Chine a demandé si les personnes interrogées avaient interprété correctement les questions des enquêteurs. En tout cas, il ne comprenait pas comment toute une population pouvait insister, comme le prétendait l'Administration, pour que les châtiments corporels fussent maintenus et non point remplacés par des peines plus humaines. Le Conseil devait peut-être insister encore sur ce point et demander à l'Autorité administrante d'étudier à nouveau la question avec le plus grand soin.

Le représentant de la Syrie a dit partager la déception du représentant de la Chine au sujet des châtiments corporels. Non seulement le nombre des infractions punissables par le fouet avait augmenté au cours des dernières années, mais encore, ce qui était plus inquiétant, le comité chargé de sonder l'opinion publique avait conclu qu'il convenait de maintenir ce genre de châtimement. Le représentant de la Syrie était sûr qu'il ne se trouverait aucune collectivité pour demander le maintien de pareils châtiments. Il espérait que des mesures seraient prises en vue d'y mettre fin sans retard dans l'ensemble du Territoire.

Le représentant d'Haïti a fait observer que, d'après le représentant spécial, le nombre des condamnations à des châtiments corporels avait augmenté en 1953. Les raisons invoquées par l'Administration en faveur de leur maintien n'avaient jamais convaincu la délégation d'Haïti ; si l'Autorité administrante voulait faire œuvre de civilisation dans le Territoire, elle devait imposer une réforme afin d'inculquer à la population le sens de la dignité humaine.

Le représentant du Salvador a trouvé inconcevable qu'il existât encore des châtiments corporels dans le

Territoire et il a insisté pour que l'Autorité administrante abrogeât la loi qui les autorisait. Une enquête avait été conduite auprès des habitants pour savoir ce qu'ils pensaient à ce sujet ; il en résultait qu'ils étaient hostiles à la suppression des châtiments corporels. Néanmoins, cette raison ne pouvait pas jouer un rôle déterminant dans la décision de l'Administration, qui devait légiférer à ce sujet. Lorsqu'on aurait réussi à faire comprendre à la population ce que signifiait une telle loi, on obtiendrait d'excellents résultats. En outre, la loi elle-même fixerait ses modalités d'application et établirait des sanctions contre ceux qui enfreindraient ses dispositions.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a indiqué que la question des châtiments corporels préoccupait vivement l'Administration. Celle-ci désirait très sincèrement aligner sur ce point la législation du Tanganyika sur celle du Royaume-Uni et c'est pourquoi elle avait présenté, au début de l'année 1952, un projet de loi abolissant les châtiments corporels. Ce projet de loi avait rencontré l'opposition de tous les membres non fonctionnaires du Conseil législatif. Des membres du Conseil de tutelle insistaient maintenant pour que le Gouvernement du Tanganyika prit le risque d'imposer cette mesure malgré l'opposition de tous les membres non fonctionnaires. L'Administration n'avait pas encore pris de décision sur cette question épineuse. Le comité d'enquête était composé de façon à représenter les divers éléments de la population et, en concluant que l'opinion publique était hostile à la suppression des châtiments corporels, il était certainement de bonne foi. Il ne fallait pas oublier que, pour les adultes, c'était un tribunal africain présidé par un magistrat africain, le plus souvent nommé par les membres d'un conseil élu, qui décidait s'il y avait lieu d'infliger un châtimement corporel au lieu d'une peine de prison. Dans certaines régions, des délits tels que le vol du bétail étaient beaucoup plus graves aux yeux de la population que des crimes qui sembleraient plus odieux à d'autres. Il ne s'agissait pas de plaider en faveur du maintien des châtiments corporels, mais de permettre aux membres du Conseil de comprendre pourquoi certains éléments de la population africaine s'opposaient à leur suppression au stade actuel de l'évolution du Territoire. Quoiqu'il en soit, l'Administration devait prendre une décision et, auparavant, elle examinerait avec soin les opinions qui s'étaient fait jour au Conseil.

#### V. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

###### SITUATION GÉNÉRALE

Les établissements d'enseignement destinés aux trois grands groupes raciaux (africain, asiatique et européen) sont distincts. Il y a sur le Territoire beaucoup d'établissements scolaires gérés par des institutions privées, subventionnés par l'Administration et soumis à un contrôle étroit. Les ordonnances pertinentes prévoient, en ce qui concerne ces écoles, que tous les établissements qui dispensent un enseignement laïque doivent être dûment immatriculés et soumis à l'inspection et peuvent, dans certains cas, être fermés par ordre du gouvernement. Les subventions sont versées sous forme de pourcentage des traitements des instituteurs ou sous forme de contribution aux frais de construction, à condition que ces établissements se conforment à des normes fixées et acceptent certaines conditions, notamment

celles de l'immatriculation et de l'inspection. Au cours de l'année considérée, de nouvelles dispositions ont été adoptées en vue d'augmenter les subventions accordées aux écoles africaines et aux écoles européennes.

L'organisation de l'enseignement des Européens et des Indiens dépend des autorités scolaires européennes et indiennes, qui sont composées, en majorité, de personnes non fonctionnaires. En ce qui concerne les écoles pour Africains, le Directeur de l'enseignement est assisté d'un Comité consultatif pour l'enseignement des Africains, composé de fonctionnaires du Gouvernement, de représentants des institutions privées et de cinq membres indigènes, dont une femme.

Le budget de l'enseignement est couvert par les recettes générales du Territoire, le Fonds de développement, le produit de l'impôt scolaire non autochtone et les caisses indigènes. Les dépenses prévues pour 1952 se sont élevées à 2.522.103 livres, dont 903.844 livres consacrées à des investissements. Le montant des dépenses et le nombre des élèves ne font qu'augmenter, comme l'indique le tableau suivant :

Dépenses	Ecoles africaines (Livres)	Ecoles asiatiques* (Livres)	Ecoles européennes (Livres)	Total (Livres)
1950 .....	868.393	372.389	262.725	1.503.505
1951 .....	1.114.986	601.241	359.049	2.075.276
1952 (estimation) ..	1.477.958 <sup>b</sup>	574.623	469.522	2.522.103
1953 (estimation) ..	(les chiffres n'ont pas été communiqués)			3.119.546
Nombre d'élèves				
1950 .....	182.942	13.286	1.417	197.645
1951 .....	210.949	14.445	1.655	227.049
1952 .....	239.642	15.353	1.757	256.752 <sup>c</sup>

a Y compris les dépenses pour les écoles asiatiques qui ne dépendent pas des autorités scolaires indiennes.

b Y compris une somme de 274.182 livres, comprise dans les prévisions budgétaires des commissaires de province à raison des dépenses engagées pour l'enseignement par les caisses indigènes.

c Soit 182.820 garçons et 78.928 filles.

En ce qui concerne l'enseignement destiné aux Africains, l'accroissement des dépenses que l'on peut constater dans le tableau ci-dessus est conforme au plan décennal révisé relatif à l'enseignement africain, dont le Conseil, à sa onzième session, a approuvé l'exécution énergique. Ce plan prévoit un crédit de 1.423.000 livres pour les travaux de construction pendant la période 1947-1956. De nouveaux progrès ont été accomplis en matière de constructions en 1952. Deux nouvelles écoles normales d'instituteurs ont été construites, l'une à Butimba (Mwanza), et l'autre à Mpwapu, et une école normale d'institutrices, avec école primaire de filles, a été ouverte à Bwiru (Mwanza). La construction des bâtiments de l'école secondaire de garçons de Songea se poursuit et on a pu faire face aux nouvelles inscriptions d'élèves; quant à la nouvelle école intermédiaire de filles à Same, dans le district de Pare, les travaux se poursuivent de façon satisfaisante. En outre, à la fin de 1952, divers travaux d'agrandissement et d'amélioration avaient été terminés ou étaient en cours d'exécution dans un certain nombre d'écoles publiques et privées.

Les services d'enseignement destinés aux étudiants non africains ont également accusé des progrès. Au cours de l'année, la plus grande partie d'une nouvelle école secondaire publique destinée aux Indiens a été terminée et différentes écoles subventionnées ont été agrandies; un nouveau bâtiment scolaire a aussi été construit, de même qu'un foyer pour les élèves de l'école de l'Aga Khan à Iringa, avec l'aide d'une subvention gouvernementale. En ce qui concerne l'éducation des

Européens, des locaux supplémentaires pour l'internat primaire du gouvernement à Mbeya étaient en cours de construction et de nouveaux bâtiments ont été construits dans plusieurs écoles privées. Pour la première fois, les enfants européens ont pu accéder à l'éducation secondaire sur le Territoire même grâce à l'ouverture de classes secondaires à l'école publique de Kwongwa.

L'un des principaux objectifs du plan décennal pour l'éducation africaine est la lutte contre l'analphabétisme. On espère y parvenir en augmentant la fréquentation des écoles primaires et en concentrant les efforts sur l'éducation des éléments les plus retardés de la population, afin de réduire les différences de niveaux très marquées qui existent actuellement dans le domaine de l'éducation. Toutefois, ce plan prévoit également le développement de l'enseignement à tous les degrés afin de permettre à un plus grand nombre d'enfants de bénéficier des avantages de l'enseignement secondaire et supérieur qui leur permettront de prendre une part active dans le développement du Territoire. A cet égard, la Mission de visite de 1951 a reçu un certain nombre de plaintes présentées par des Africains qui estimaient que l'on ne s'attache pas assez à organiser l'enseignement postprimaire et que le plan insiste trop sur le développement des régions arriérées aux dépens des districts plus évolués. La Mission a conclu que les objectifs prévus dans le plan décennal en ce qui concerne l'enseignement postprimaire étaient trop limités et le Conseil, ayant adopté ce point de vue à sa onzième session, a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante remettrait le plan à l'étude pour accorder plus d'importance à l'enseignement postprimaire.

Dans son rapport annuel pour 1952, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle avait pris bonne note des conclusions et des recommandations du Conseil et qu'elle déployait tous ses efforts pour mettre en œuvre le programme de développement de l'enseignement sous tous ses aspects et le plus rapidement possible. Le tableau ci-après, établi à partir des statistiques fournies dans les rapports annuels, indique les progrès qui ont été réalisés dans le domaine de l'enseignement africain aux degrés primaire, intermédiaire et secondaire :

#### Ecoles primaires (classes I à IV)

Ecoles	Ecoles publiques et écoles des autorités indigènes	Etablissements privés a	Total
1947 .....	267	823	1.090
1951 .....	388	1.079	1.467
1952 .....	447	1.252	1.699

Elèves			
1947 .....	30.830	92.301	123.131
1951 .....	50.822	149.229	200.051
1952 .....	54.146	159.845	213.991

#### Ecoles intermédiaires (classes V à VII)

Ecoles			
1951 .....	20	52	77
1952 .....	84	201	285 <sup>b</sup>
Elèves			
1951 .....	1.720	4.218	5.938
1952 .....	6.285	14.142	20.427

a Ces chiffres ne comprennent pas quelque 6.610 écoles "de brousse" non agréées qui comptent environ 267.000 élèves et sont dirigées par des sociétés missionnaires. Le niveau de l'enseignement laïque donné dans beaucoup de ces écoles n'est pas très élevé, mais l'Autorité administrante estime que ces établissements jouent un rôle très utile au stade actuel et, d'après le rapport annuel pour 1952, elle a l'intention d'accorder à un certain nombre d'entre eux le statut d'écoles agréées.

b Y compris 138 anciennes écoles de district (classes V et VI), 18 écoles présecondaires (classes V et VI) et sept centres de préparation aux écoles normales (classes VII et VIII).



## Ecoles secondaires (classes VII à XII)

Ecoles			
1947.....	10	13	23
1951.....	11	17	28
1952.....	10	12	22
Elèves			
1947.....	768	762	1,530
1951.....	1.360	1.365	2.725
1952.....	1.406	1.404	2.810

Le rapport annuel de l'Autorité administrante pour 1952 signale aussi un accroissement du personnel administratif et enseignant du Service de l'enseignement (non compris le personnel des établissements privés): le nombre des postes permanents est passé de 1.804 en 1951 à 2.183 en 1952, l'accroissement le plus important étant celui du nombre des instituteurs et inspecteurs africains, qui est passé de 1.502 à 1.757. Pendant la même période, six instructeurs subalternes sont venus se joindre au personnel des services de formation technique.

L'organisation actuelle des programmes d'éducation sur une base raciale a retenu l'attention de la Mission de visite de 1951, divers éléments africains et asiatiques lui ayant fait connaître qu'à leur avis, il fallait créer un enseignement interracial, tout au moins dans les écoles secondaires. L'Autorité administrante estime que, à cause des difficultés linguistiques, il est impossible, pour le moment du moins, d'organiser un enseignement primaire commun à toutes les races et qu'un tel enseignement ne pourrait être envisagé que lorsqu'il existerait dans le Territoire des établissements d'enseignement supérieur et que la langue anglaise serait comprise par un grand nombre de personnes. En 1952, plusieurs places ont été mises à la disposition d'Asiatiques originaires d'Afrique orientale au Collège universitaire de Makerere, mais d'après le rapport annuel pour 1952, aucun Asiatique du Territoire n'avait encore donné suite à cette offre.

En 1951, l'Autorité administrante avait indiqué au Conseil qu'une mission d'éducation organisée par la Fondation Nuffield s'était rendue au Tanganyika afin d'étudier l'organisation de l'enseignement et, en particulier, d'examiner si l'enseignement primaire de quatre années est satisfaisant. A la suite de la visite de la mission, une Conférence sur l'enseignement en Afrique s'est tenue à Cambridge (Angleterre) au mois de septembre 1952 avec la participation d'une délégation du Tanganyika représentant tous les groupes qui s'intéressent à l'enseignement en Afrique; trois autochtones faisaient partie de cette délégation.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, constatant avec satisfaction que les objectifs fixés en ce qui concerne l'enseignement primaire par le plan décennal de développement actuellement appliqué seront dépassés en 1956, reconnaît que le but ultime de l'Autorité administrante est de rendre l'instruction primaire universelle; il invite instamment l'Autorité administrante, lorsqu'elle envisagera un nouveau développement de l'enseignement, à ne jamais perdre de vue qu'il est souhaitable d'instituer l'enseignement primaire gratuit et obligatoire.*

*Le Conseil, estimant qu'il est souhaitable de placer sous la direction du Gouvernement l'ensemble des établissements d'enseignement primaire, constate que le nombre des écoles "de brousse" non agréées du Terri-*

*toire a augmenté, ainsi que l'effectif des enfants qui y sont inscrits; il appuie la proposition tendant à accorder à un certain nombre de ces écoles le statut d'écoles primaires et exprime l'espoir que cette mesure sera étendue à d'autres écoles.*

*Le Conseil constate avec une satisfaction et un intérêt tout particuliers que l'effectif scolaire des filles représente 30 pour 100 des effectifs scolaires totaux, ce qui constitue une proportion relativement élevée.*

*Le Conseil, prenant acte du progrès régulier qui a été réalisé dans le développement des écoles intermédiaires et secondaires, recommande cependant à l'Autorité administrante de veiller tout particulièrement à ce que, au fur et à mesure que l'enseignement primaire se développe et s'améliore, les établissements intermédiaires et du second degré soient développés suffisamment pour que tous les enfants qui auront besoin de leur enseignement puissent y trouver place; à cet égard, le Conseil approuve les commentaires favorables de l'UNESCO<sup>287</sup> au sujet de l'effort entrepris pour adapter l'enseignement donné dans les écoles intermédiaires aux besoins économiques et sociaux de la région desservie par l'école.*

## ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Le nombre des établissements publics d'enseignement technique et professionnel est resté le même qu'en 1951 (8 établissements); le nombre de ceux qui dépendent d'institutions privées et sont destinés aux Africains est tombé de 14 en 1951 à 9 en 1952 et le nombre total des élèves africains inscrits est passé de 1.091 à 942. Néanmoins, d'après le rapport annuel pour 1952, des progrès appréciables ont été réalisés au cours de l'année dans la construction de l'école des ressources naturelles de Tengeru (province du Nord) qui a été terminée au début de 1953. Cet établissement recevra environ 450 étudiants Africains, notamment le personnel subalterne des services agricoles, vétérinaires et forestiers, ainsi que des instituteurs des régions rurales; des élèves y suivront des cours d'une durée de deux à trois ans qui porteront sur des sujets touchant au développement des campagnes.

Au cours des dernières années, le Conseil de tutelle et les Missions de visite n'ont cessé d'attacher le plus grand intérêt au développement des établissements d'enseignement technique et professionnel. A sa onzième session, le Conseil avait pris acte de l'augmentation du nombre de ces établissements en 1951 et avait exprimé sa conviction que l'Autorité administrante poursuivrait ses efforts dans ce domaine important de l'enseignement, car on demandait de plus en plus le concours d'Africains ayant reçu une formation technique.

## CORPS ENSEIGNANT ET ÉCOLES NORMALES

Le corps enseignant africain est recruté parmi les élèves des écoles secondaires qui ont passé leurs examens avec succès. Les futurs maîtres doivent avoir suivi de façon satisfaisante les cours spéciaux qui leur donnent une formation tant générale que pédagogique, dans les écoles secondaires et les centres de formation d'instituteurs qui dépendent soit du gouvernement, soit d'institutions privées. Ceux qui passent avec succès l'examen d'entrée du Collège universitaire de Makerere (Ouganda) peuvent obtenir des bourses du gouvernement. D'autre part certains élèves du Collège universitaire de Makerere peuvent recevoir des bourses pour continuer leurs études et leur formation à l'étranger.

<sup>287</sup> T/1091.



Les maîtres africains diplômés sont groupés en deux catégories; ceux qui appartiennent à la seconde catégorie doivent avoir suivi les cours généraux jusqu'à la classe VIII inclusivement et avoir reçu une formation pédagogique pendant deux ans; les instituteurs de cette catégorie ne peuvent enseigner que dans les écoles primaires et intermédiaires. Les institutrices africaines diplômées doivent avoir reçu au moins deux ans de formation professionnelle au terme d'une scolarité de huit ans. Les instituteurs non diplômés peuvent être autorisés à enseigner s'ils ont suivi avec succès un cours de formation pédagogique reconnu et si, malgré leur échec à l'examen du diplôme, ils peuvent être considérés aptes à l'enseignement.

Le besoin toujours plus grand de maîtres qualifiés constitue un problème permanent qui, dans le passé, a préoccupé aussi bien l'Assemblée générale que le Conseil de tutelle. Le plan décennal révisé prévoit la formation de 750 maîtres par an; pour ce qui est du personnel féminin, l'Autorité administrante déclare que la formation de 375 institutrices par an exige qu'on accroisse considérablement le personnel chargé de l'enseignement féminin.

L'effectif total du personnel enseignant dans des établissements de tous genres destinés aux Africains est passé de 4.849 en 1951 à 5.170 en 1952. Au cours de l'année considérée, 81 élèves-maîtres ont passé avec succès le diplôme de la première catégorie et 7 élèves-maîtres de la première catégorie ont été admis à enseigner; 355 élèves-maîtres ont passé avec succès le diplôme de la deuxième catégorie et 27 d'entre eux ont été admis à enseigner; 71 normaliennes ont passé avec succès le diplôme de la deuxième catégorie et 5 ont été admises à enseigner. En même temps, l'effectif des élèves africains dans les centres de formation des instituteurs est passé de 1.144 en 1951 à 1.472 en 1952; le nombre des centres de formation est passé de 15 à 33. Pendant l'année 1953, on a ouvert trois nouvelles écoles normales pour instituteurs de la seconde catégorie. A la fin de la même année, le Territoire comptait 1.655 étudiants inscrits dans les écoles normales. Neuf Africaines ont terminé les cours destinés à former des institutrices de la première catégorie. L'Autorité administrante a également signalé qu'au cours de l'année 1952 des stages de perfectionnement ont été donnés aux instituteurs en exercice dans un certain nombre de centres de formation et qu'à l'avenir des stages réguliers d'une durée de six mois ou davantage seront organisés dans deux centres dépendant du Gouvernement.

A sa treizième session le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil attire l'attention de l'Autorité administrante sur les observations de l'UNESCO selon lesquelles le besoin de maîtres africains qualifiés constitue un problème permanent; approuve l'opinion exprimée par cette institution selon laquelle les crédits consacrés à la formation du personnel enseignant constituent essentiellement un investissement comparable aux autres formes de dépenses d'équipement.*

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Il n'existe pas à l'heure actuelle d'établissement d'enseignement supérieur au Tanganyika; à l'exception de quelques étudiants qui reçoivent des bourses pour poursuivre leurs études outre-mer ou pour recevoir une formation technique dans les territoires voisins, la plupart des étudiants qui subissent avec succès l'examen

d'entrée au Collège universitaire de Makerere (Ouganda) reçoivent des bourses d'Etat. Cet établissement est financé au moyen de contributions versées par tous les territoires de l'Est-Africain. On espère que, grâce au plan décennal, 200 Tanganyikais au moins pourront y faire leurs études en 1956. En 1951, 49 étudiants du Tanganyika fréquentaient ce collège et en 1952, 23 bourses d'Etat ont été accordées à des Africains pour leur permettre d'en suivre les cours. Quatre bourses ont été accordées à des Africains poursuivant leurs études à l'Ecole des travaux publics de Kampala (Ouganda). Quatre autres bourses ont été accordées à des Africains désireux de poursuivre leurs études dans le Royaume-Uni; deux de ces bourses ont été accordées par le Fonds colonial pour le développement et la protection sociale et deux par l'Union coopérative de Bukoba. A sa treizième session, le Conseil a été informé qu'à la fin de 1953 88 étudiants étaient inscrits au Collège Universitaire de Makerere, 16 étudiants suivaient des cours dans des universités du Royaume-Uni et 16 autres étaient inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur, soit au Royaume-Uni, soit dans d'autres pays.

Dans le passé, l'Assemblée générale ainsi que le Conseil de tutelle et ses missions de visite avaient insisté sur la nécessité de développer l'enseignement supérieur et recommandé à l'Autorité administrante d'envisager la possibilité de créer un établissement d'enseignement supérieur dans le Tanganyika même. En réponse à cette recommandation, l'Autorité administrante a déclaré que la question de la création d'un collège universitaire au Tanganyika faisait déjà l'objet d'une étude attentive mais elle a fait remarquer que, pendant quelque temps encore, le Collège universitaire de Makerere pourrait accueillir tous les étudiants du Tanganyika qui subiraient avec succès l'examen d'entrée. A sa onzième session, le Conseil avait constaté avec satisfaction que le nombre des étudiants de l'enseignement supérieur avait augmenté et il avait été heureux d'apprendre que l'Autorité administrante étudiait de très près la question de la création d'un collège universitaire au Tanganyika.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, constatant que les étudiants possédant les titres requis ont accès aux établissements d'enseignement supérieur situés en dehors du Territoire sous tutelle; rappelant qu'il avait précédemment suggéré à l'Autorité administrante d'envisager de créer un établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire même; prenant note de l'attention que l'Autorité administrante consacre à ce problème, suggère à cette Autorité d'envisager la possibilité de créer des cours d'enseignement supérieur pour un nombre limité de matières, ce qui serait un premier pas vers la création d'une université dans le Territoire.*

#### DROITS DE SCOLARITÉ

Dans la plupart des écoles publiques africaines, l'enseignement primaire est gratuit; les écoles des autorités indigènes perçoivent des droits de scolarité peu élevés (10 shillings au maximum) pour couvrir les dépenses de fournitures. Dans toutes les écoles secondaires, les élèves paient une pension; de même, la plupart des écoles postprimaires privées perçoivent des droits de scolarité; mais l'enseignement est gratuit dans les établissements postprimaires publics de jeunes filles.

L'enseignement est gratuit dans les écoles normales d'instituteurs de l'Etat, mais la plupart des centres de formation privés perçoivent des droits de scolarité d'un montant égal à ceux que perçoivent les établissements secondaires. Dans toutes les écoles publiques, des exonérations généreuses de droits de scolarité sont accordées en faveur des élèves nécessiteux et il n'est pas d'élève qui ne puisse continuer ses études parce que ses parents sont incapables de payer les frais de scolarité. Les étudiants africains qui subissent avec succès l'examen d'entrée au Collège universitaire de Makerere peuvent recevoir des bourses d'Etat qui couvrent la totalité de leurs frais (scolarité et pension) pendant leur séjour au collège.

A l'exception de quelques écoles des communautés asiatiques, toutes les écoles destinées à la population non africaine perçoivent des droits de scolarité.

La question des droits de scolarité a déjà fait l'objet de recommandations dans lesquelles l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle ont déclaré que l'enseignement primaire devrait être gratuit dans les Territoires sous tutelle et que l'accès à l'enseignement supérieur ne devait pas dépendre des ressources des intéressés.

#### EDUCATION DES ADULTES ET INSTRUCTION DES MASSES

Comme le déclare l'Autorité administrante, l'instruction des adultes ou des masses est prévue depuis longtemps dans les plans généraux de développement, et les équipes de province et de district s'efforcent au cours de leurs missions d'encourager cette instruction, car ils voient en elle un moyen d'élever le niveau économique et social de la population. En 1952, des crédits spéciaux ont été alloués aux équipes de district afin de favoriser la mise en œuvre des programmes d'aménagement des collectivités, dont les programmes d'instruction des masses sont une partie intégrante. L'une des campagnes de lutte contre l'analphabétisme qui a donné les meilleurs résultats est la campagne type entreprise dans le district de Pare (province de Tanga). Cette campagne, lancée en 1951, ainsi que le Conseil en a été informé, a continué à recevoir l'appui enthousiaste de la population. Des campagnes analogues ont été lancées dans d'autres régions; dans les communautés urbaines, l'instruction des adultes a été entreprise dans un certain nombre de centres sociaux. Le Service du progrès social a été doté d'un personnel plus nombreux afin de faciliter la mise en œuvre de ces programmes.

Parmi les autres mesures prises pour développer l'instruction des adultes, on peut citer la publication et la distribution de brochures rédigées en souahéli, la projection de films et la radiodiffusion de programmes en souahéli. Toutes ces activités ont été développées en 1952 et un fonctionnaire du Service de l'enseignement a été détaché pour recevoir une formation spéciale qui lui permettra d'organiser des émissions éducatives radiodiffusées, surtout à l'intention des écoles.

A sa treizième session le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, prenant acte des efforts féconds déployés par l'Autorité administrante en ce qui concerne les programmes d'aménagement des collectivités et d'instruction des masses; notant que le plus important de ces programmes est celui auquel l'UNESCO apporte son concours, déclare qu'il a la conviction que l'Autorité administrante développera encore cette activité et qu'elle l'étendra à d'autres parties du Territoire, et espère que, conformément aux suggestions de l'UNES-*

*CO, l'Autorité administrante prendra des mesures pour étudier, au profit des régions qui se trouvent dans une situation analogue, les méthodes employées et les résultats obtenus.*

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### SITUATION GÉNÉRALE

Le représentant de la Syrie a fait observer que, dans le domaine de l'enseignement, les Européens, les Asiatiques et les Africains étaient séparés par les mêmes cloisons étanches que dans le domaine politique. Manifestement, les enfants européens, qui sont la minorité, fréquentaient de meilleurs établissements et faisaient des études plus avancées que les enfants africains, qui sont la majorité. Il a reconnu que l'Autorité administrante désirait élever le niveau de l'instruction des Africains et dépensait à cet effet des sommes plus importantes que jamais, mais il s'est demandé si les intentions de l'Autorité administrante allaient assez loin et pourraient se traduire assez rapidement dans les faits. Même après 1956, plus de la moitié des enfants d'âge scolaire ne pourraient fréquenter l'école par suite du manque de locaux. Le représentant de la Syrie a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante reviserait son plan décennal pour tenir compte de ce fait et qu'elle ne perdrait pas de vue le but ultime, l'enseignement gratuit et obligatoire, ce qui supposait assez d'écoles pour recevoir tous les enfants d'âge scolaire. Il a estimé que des élèves africains devaient être admis dans toutes les écoles secondaires, qu'elles aient été créées pour les Européens, les Asiatiques ou d'autres. Il ne devait y avoir de discrimination raciale à aucun niveau de l'enseignement.

Le représentant de l'Australie a été heureux de constater que les habitants autochtones participaient à l'élaboration de la politique d'enseignement, tant sur le plan central, grâce au Comité consultatif pour l'enseignement des Africains, que sur le plan local, grâce aux comités locaux de l'enseignement. Un autre fait important à son avis, était la création, en 1953, de l'Ecole des ressources naturelles à Tengeru. Cette école pourrait recevoir 450 élèves, fonctionnaires subalternes ou instituteurs de village.

Le représentant d'Haïti a rappelé la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle elle n'instituerait pas l'enseignement obligatoire tant qu'elle ne disposerait pas des facilités nécessaires pour tous les enfants d'âge scolaire; il a estimé au contraire que si l'enseignement était rendu obligatoire, l'Administration serait conduite à y consacrer des crédits suffisants. Dès maintenant, il convenait de donner à la population toutes les facilités voulues, au degré inférieur, afin de préparer une élite qui pût profiter de l'enseignement supérieur. A ce propos, le Conseil devrait demander à l'Autorité administrante de s'intéresser davantage aux écoles de brousse qui existaient dans le Territoire.

Le représentant de la Belgique a relevé que l'effectif du personnel enseignant atteignait le total très encourageant de cinq mille personnes. Les jeunes filles représentaient 30 pour 100 des effectifs scolaires, pourcentage très élevé pour l'Afrique et qui témoignait d'un sérieux effort de l'Administration. Le représentant de la Belgique a été heureux de constater que l'Autorité administrante acceptait volontiers tous les concours et que, sous certaines conditions, elle subventionnait les missions

religieuses qui acceptaient de donner un enseignement public. C'est ainsi qu'elle prenait en charge environ 50 pour 100 du prix des constructions et 95 pour 100 des traitements des instituteurs. Cependant, pour des institutions qui ne comptaient que sur la charité du public, la nécessité d'assumer la moitié des frais de construction constituait encore un obstacle. L'Autorité administrante devait donc étudier la possibilité d'octroyer des subventions plus élevées pour la construction d'écoles nouvelles. D'autre part, il convenait d'insister sur la valeur des 6.600 écoles de brousse que fréquentaient un grand nombre d'enfants; si leur niveau n'était pas assez élevé pour leur valoir une subvention officielle, elles permettaient cependant aux hommes qui avaient simplement appris à lire d'aider les autres à faire de même, et la population pouvait au moins acquérir des connaissances élémentaires dans certains domaines tels que la santé, l'agriculture, etc.

Le représentant du Salvador a noté avec satisfaction les progrès accomplis dans l'enseignement grâce au concours des institutions intéressées et notamment de l'UNESCO. Sa délégation a estimé, toutefois, que l'enseignement élémentaire devait être à la fois gratuit et obligatoire et que l'enseignement donné dans les écoles autres que les écoles publiques devait être surveillé par l'Etat.

Le représentant de l'Inde a relevé que pour l'enseignement, l'Administration dépensait annuellement 223 livres par enfant européen, 8 livres 5 shillings par enfant africain et 31 livres par enfant asiatique. Autrement dit, l'enseignement dispensé aux enfants européens et les facilités qui leur étaient offertes étaient bien supérieurs. La plupart des élèves européens étaient des enfants d'administrateurs qui avaient abandonné leur foyer pour se mettre au service du Territoire; on pouvait prétendre aussi, bien que l'argument fût socialement insoutenable, que les Européens contribuaient plus que les autres à la richesse du Territoire, et qu'ils avaient droit, de ce fait, à un enseignement meilleur pour leurs enfants. La délégation de l'Inde ne pensait pas que le progrès pût s'obtenir grâce au nivellement par le bas. Il n'en restait pas moins que l'instruction d'un enfant africain ne coûtait à l'Administration que 8 livres 5 shillings par an. D'autre part, le représentant de l'Inde a rappelé que dans un territoire tel que le Tanganyika, il était impossible de généraliser l'enseignement tant que la population n'était pas suffisamment nourrie. Aussi, le problème de l'enseignement était-il lié aux conditions économiques du Territoire; l'application du plan décennal permettait d'espérer un recul plus rapide de l'analphabétisme dans le Territoire. Les fonds que les autorités locales attribuaient à l'enseignement primaire avaient fortement augmenté, mais cette augmentation paraissait moins sensible au regard des besoins de l'enseignement dans son ensemble.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que la politique générale du Gouvernement en matière d'enseignement portait l'empreinte de la discrimination et de la ségrégation raciale. Il y avait des écoles distinctes avec des niveaux d'enseignement différents pour les trois grandes communautés ethniques et l'Administration avait même des services d'enseignement distincts. La discrimination entre Européens et Africains était évidente lorsque l'on comparait les programmes d'enseignement, les crédits alloués et les barèmes de traitements du corps enseignant. L'enseignement primaire dispensé aux Africains

se proposait simplement de leur apprendre à lire, à écrire et à compter, alors que les écoles primaires européennes préparaient leurs élèves à l'enseignement secondaire. Les dépenses prévues pour les écoles européennes étaient dix fois plus importantes que celles des écoles pour Africains, alors que la population africaine atteignait le chiffre de 8 millions et que les Européens étaient 18.000. Dans les écoles publiques, l'Administration dépensait vingt-six fois moins pour un élève africain que pour un élève européen; dans le même ordre d'idées, les traitements du corps enseignant africain s'échelonnaient entre 96 et 500 shillings environ, alors que ceux des maîtres européens variaient entre 900 et 2.000 shillings. En ce qui concernait la situation générale de l'enseignement, le représentant de l'URSS a souligné que 12 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire fréquentaient une école et que l'Autorité administrante ne prévoyait aucune mesure qui permit d'augmenter le nombre des écoles. Le plan décennal relatif à l'enseignement africain prévoyait qu'en 1956, 36 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire recevaient une instruction primaire. Autrement dit, 64 pour 100 des enfants autochtones ne pourraient aller à l'école et resteraient illettrés.

Les crédits affectés à l'enseignement étaient très insuffisants. Ils étaient même si insignifiants qu'il était presque impossible de songer à construire de nouvelles écoles; si l'on ne construisait pas de nouveaux établissements et si l'on ne formait pas de nouveaux maîtres, il était vain de parler d'une expansion de l'enseignement dans le Territoire. Les dépenses de l'instruction publique s'étaient élevées à environ 800.000 livres en 1951, et à 900.000 livres en 1952. Deux cent soixante mille enfants en étaient réduits à fréquenter ce que l'Administration appelait les "écoles de brousse" qui, en fait, ne dispensaient aucune instruction et n'étaient fréquentées qu'à défaut de tout autre établissement. L'Autorité administrante l'avait reconnu elle-même et avait admis que le niveau de l'enseignement donné par ces écoles n'était guère élevé. Les enfants qui sortaient de ces écoles demeuraient complètement illettrés. La situation de l'enseignement secondaire était pire encore. Le cycle complet des études secondaires n'existait que dans les écoles pour Européens, où les Africains n'étaient pas admis. Il n'y avait que 2.000 élèves africains dans les écoles secondaires et le plan décennal ne prévoyait aucun remède à cette situation. Aux termes du plan, un élève sur cinq seulement serait en mesure de faire deux années d'études secondaires, après avoir fait quatre années d'études primaires. Ainsi donc, 20 pour 100 seulement de tous les élèves qui auraient fréquenté l'école primaire seraient en mesure d'entrer à l'école secondaire, dont le niveau dépasserait à peine celui de l'enseignement primaire. Quant aux classes supérieures des écoles secondaires, le plan décennal prévoyait que 230 élèves seulement pourraient y être admis en 1956, et l'Autorité administrante avait reconnu que seule la moitié des candidats serait capable de passer avec succès l'examen d'admission au collège universitaire de Makerere. En conséquence seuls 115 étudiants environ seraient admis: 115 élèves sur une population totale de 8 millions d'habitants!

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le plan décennal relatif à l'enseignement était, certes, ambitieux, mais qu'il ne constituait qu'une étape dans le développement de l'éducation. De nou-

veaux progrès devaient être réalisés, mais, pour le moment, ce plan représentait le maximum que les finances du Territoire pussent supporter. En 1952, les dépenses de l'enseignement avaient atteint 12,1 ou 12,2 pour 100 des recettes du Territoire. Selon l'UNESCO, ce pourcentage pouvait être jugé satisfaisant. En 1954, l'Administration comptait consacrer à l'éducation environ 15 pour 100 de ses recettes. Le développement porterait avant tout sur l'enseignement primaire; tous les résultats du plan décennal n'apparaîtraient que lorsque l'exécution en serait achevée. Puisque ce plan devait être terminé dans deux ans, il valait mieux commencer dès maintenant à élaborer le plan suivant plutôt que de reviser le plan actuel, comme l'avait proposé un représentant. Quant à vouloir rendre l'instruction obligatoire, le représentant spécial se verrait dans l'obligation de s'opposer à cette mesure, en sa qualité de Procureur général du Territoire, tant que le Tanganyika n'aurait pas assez d'écoles pour tous les élèves. Néanmoins, l'Autorité administrante avait l'intention de rendre un jour l'instruction obligatoire et peut-être l'époque était-elle proche où il serait possible de l'introduire dans certaines régions. Déjà, dans certains districts, les règlements obligeaient les parents qui avaient fait admettre un enfant à l'école, à continuer de l'y envoyer. Il y avait là, semblait-il, une première étape vers la généralisation de l'obligation scolaire.

#### ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le nombre des élèves inscrits dans les écoles techniques, loin d'augmenter, était réellement en diminution.

#### CORPS ENSEIGNANT ET ÉCOLES NORMALES

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'effectif du personnel enseignant était très insuffisant dans le Territoire. C'était là un obstacle supplémentaire au développement de l'enseignement.

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le représentant de la Syrie a jugé qu'il était indispensable de créer une université pour les 8 millions d'Africains du Territoire. On pouvait débiter modestement; l'Autorité administrante pouvait créer des cours spéciaux d'enseignement supérieur qui seraient l'embryon de la future université.

Le représentant du Salvador a estimé qu'il était temps, comme le Conseil l'avait recommandé, de créer au moins un centre d'enseignement supérieur dans le Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a relevé que le Territoire ne possédait pas un seul établissement d'enseignement supérieur bien que le Conseil eût, en 1949, recommandé à l'Autorité administrante d'examiner la possibilité de créer des établissements de ce genre au Tanganyika.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que la question de l'enseignement supérieur était actuellement à l'étude, mais qu'il serait extrêmement coûteux d'ouvrir actuellement une université dans le Territoire. Il était plus sage d'affecter les crédits disponibles au développement de l'enseignement secondaire et technique, d'autant plus que, jusqu'à présent, tout Africain possédant les titres nécessaires avait pu poursuivre des études supérieures à l'étranger, et que ce régime subsisterait sans doute quelque temps encore.

#### DROITS DE SCOLARITÉ

Le représentant d'Haïti a estimé que les droits de scolarité, si faibles qu'ils fussent, gênaient la diffusion de l'instruction.

Le représentant du Salvador a été d'avis que l'enseignement élémentaire devait être gratuit.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que les droits de scolarité étaient élevés; dans le cas des écoles secondaires, ils atteignaient près de 200 shillings par an. Aussi l'accès de ces écoles était-il pratiquement interdit à la majorité de la population, puisque le salaire moyen d'un ouvrier était de 14 ou 15 shillings par mois.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le montant des droits de scolarité demandés aux Africains était extrêmement bas et que certainement aucun Africain n'avait été privé d'instruction parce qu'il n'était pas en mesure de payer ces droits. Il a ajouté que l'Administration tiendrait compte des opinions exprimées au Conseil, et qu'elle ne perdrait pas cette question de vue.

#### EDUCATION DES ADULTES ET INSTRUCTION DES MASSES

Le représentant de la France a marqué l'intérêt que sa délégation prenait à l'œuvre entreprise pour l'éducation des adultes; on pourrait ainsi atténuer, d'ici quelque temps, les grandes différences de niveau intellectuel et culturel qui existaient au sein de la population. L'enthousiasme dont les autochtones faisaient preuve à l'égard de cette œuvre constituait la meilleure garantie de son succès.

Le représentant du Salvador a estimé qu'il fallait mener en permanence une campagne intensive contre l'analphabétisme dans le Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante avait reconnu qu'il existait une grande proportion d'illettrés parmi les autochtones. Néanmoins, elle ne prenait pas les mesures nécessaires pour réduire ce nombre.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a dit que, jusqu'à présent, la campagne de lutte contre l'analphabétisme des adultes avait donné d'heureux résultats. L'Autorité administrante se rendait parfaitement compte de l'importance de cette campagne et elle se proposait de l'intensifier.



## Chapitre II

### RUANDA-URUNDI

#### I. — GENERALITES

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### GÉOGRAPHIE ET POPULATION

Le Ruanda-Urundi, qui est situé en Afrique centrale, s'étend sur une superficie totale de 54.172 kilomètres carrés. Ce territoire montagneux est borné au nord par l'Ouganda, à l'est et au sud par le Territoire sous tutelle du Tanganyika et à l'ouest par la colonie du Congo belge. Sa capitale administrative, Usumbura, est située sur la rive nord-est du lac Tanganyika.

Tropical dans les régions de basse altitude, le climat est tempéré sur le haut plateau qui constitue la majeure partie du Territoire. Les pluies varient suivant les régions; elles sont excessivement irrégulières tant par la masse des précipitations que par leur répartition.

Le Ruanda-Urundi est la région la plus fortement peuplée de l'Afrique centrale. Les chiffres suivants ont été communiqués en ce qui concerne la population :

	1951	1952
Autochtones vivant dans des régions coutumières .....	3.904.799	4.035.123
Autochtones vivant dans des régions extra-coutumières non soumises au régime des chefferies .....	62.261	67.363
Européens .....	4.325	5.121
Asiatiques .....	1.370	1.328

L'Autorité administrante estime que si le taux d'accroissement actuel se maintient, la population du Ruanda doublera en 26,9 ans et celle de l'Urundi doublera en 31,8 ans.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, constatant que le problème de l'accroissement de la population est le plus urgent des grands problèmes que le représentant spécial a soumis à l'attention du Conseil lorsqu'il a analysé la situation dans le Territoire, invite l'Autorité administrante à le tenir parfaitement au courant de l'opinion qu'elle se fait sur la question et des mesures qu'elle prend à ce propos.*

##### EVOLUTION VERS L'AUTONOMIE ET L'INDÉPENDANCE

Par ses résolutions 558 (VI) et 752 (VIII), l'Assemblée générale a invité les Autorités administrantes à faire figurer dans leurs rapports annuels des renseignements relatifs, notamment, aux mesures prises ou envisagées, qui ont pour but de conduire le plus rapidement possible les Territoires sous tutelle au stade de l'autonomie ou de l'indépendance, ainsi qu'une évaluation du délai que ces Autorités jugent nécessaire pour mener à bien les diverses mesures qui permettraient aux Territoires d'atteindre cet objectif. Le Conseil a été invité à consacrer une section de son rapport à l'Assemblée générale à la mise en œuvre de ces résolutions.

Cette question est traitée à la troisième partie du présent rapport.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle ne représentant que leurs propres opinions

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la France a estimé que l'Autorité administrante s'était acquittée consciencieusement, méthodiquement et judicieusement de la mission de tutelle qui lui avait été confiée, dans le souci exclusif de l'intérêt présent et futur des autochtones.

Le représentant de l'Inde a déclaré que l'attitude adoptée par l'Autorité administrante envers la population autochtone rappelait celle des despotes éclairés; c'était à peine si l'on trouvait une parole élogieuse à l'égard des autochtones dans les interventions du représentant spécial ou dans le rapport annuel et c'était un sentiment de dédain que l'Autorité administrante exprimait le plus souvent. Le représentant de l'Inde a constaté avec surprise que l'Autorité administrante ne semblait pas se rendre compte du fait que les critiques qu'elle adressait à la population du Ruanda-Urundi n'atteignaient pas ces populations, mais l'Administration elle-même. Si, après trente années d'administration belge, les populations étaient encore dans la situation décrite par l'Autorité administrante, cela ne pouvait signifier qu'une chose: l'Autorité administrante avait fait une bien mauvaise besogne. Le représentant de l'Inde a demandé à l'Autorité administrante de modifier son attitude morale à l'égard de ces populations, parce que cette attitude ne correspondait nullement aux principes généraux du régime de tutelle.

Le représentant de l'Inde a ajouté que la situation, dans le Territoire, laissait beaucoup à désirer. S'il était vrai que l'Autorité administrante avait commencé à prendre des mesures en vue du développement général du Territoire, il restait à faire un effort plus opiniâtre que jamais. Cependant, cet effort ne pourrait être couronné de succès sans le concours de la population du Territoire, et il ne serait possible d'obtenir cette coopération qu'en faisant sentir aux autochtones qu'eux aussi avaient des intérêts en jeu dans le Ruanda-Urundi et qu'ils pouvaient espérer qu'on leur permettrait, dans un avenir pas très lointain, de diriger les affaires du Territoire. C'était pourquoi toute réforme sociale ou économique, tout changement dans le domaine de l'enseignement devaient être précédés par des mesures concrètes qui donneraient à la population une certaine responsabilité politique.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a pris acte en particulier de l'introduction aux annexes statistiques et il a constaté avec intérêt que l'Autorité administrante attachait de l'importance au rassemblement de données statistiques exactes, dans le domaine démographique notamment, afin de pouvoir élaborer ses plans de développement en connaissance de cause. Il a estimé en outre que le Conseil devait prendre acte des progrès qui avaient été accomplis dans tous les domaines au cours de l'année considérée, sans perdre toutefois de vue certains obstacles et certaines difficultés particulières au Territoire.



Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que sa délégation était persuadée que ni un conservatisme féodal, ni une inertie apathique n'empêcheraient l'Autorité administrante de faire un effort conscient et délibéré pour aider les habitants du Territoire à mieux comprendre les principes les plus utiles de l'organisation politique et sociale.

Le représentant du Royaume-Uni a ajouté que l'Autorité administrante avait, de toute évidence, accompli son premier devoir, qui était d'utiliser la raison et l'expérience pour isoler et analyser les problèmes fondamentaux à résoudre pour atteindre les objectifs du régime de tutelle en tenant compte des conditions propres au Territoire et du génie naturel de sa population.

Le représentant d'Haïti a déclaré qu'il ne pouvait accueillir sans réserves le jugement sévère porté par l'Autorité administrante sur les capacités des autochtones; ce jugement ne suffisait pas pour expliquer le peu de progrès accompli dans tous les domaines. Le représentant d'Haïti a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante mettrait son point d'honneur à rattraper le temps perdu.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que, dans l'ensemble, la situation dans le Territoire était très peu satisfaisante. L'Autorité administrante agissait au mépris des obligations qu'elle avait assumées en tant que telle, et notamment des obligations énoncées à l'Article 76 de la Charte. En conséquence, le Conseil de tutelle devait adopter des recommandations précises et fermes au sujet de la politique de l'Autorité administrante. De l'avis du représentant de l'URSS, l'Organisation des Nations Unies en général, et le Conseil de tutelle en particulier, ne devaient pas permettre à l'Autorité administrante de discréditer le régime de tutelle par la politique qu'elle poursuivait dans le Territoire; il fallait adopter les recommandations nécessaires pour que fussent atteints les buts du régime de tutelle.

Le représentant de la Syrie a dit ne pas croire que les habitants du Territoire eussent, dès leur naissance, une tendance à la paresse ou au crime, comme l'avait prétendu l'Autorité administrante. L'Autorité administrante avait même soutenu qu'il existait une différence essentielle entre un enfant né de parents européens et un enfant né de parents africains, car elle voulait que le Conseil reconnût le bien-fondé des restrictions qu'elle avait imposées aux Africains.

Le représentant et le représentant spécial de l'Autorité administrante, répondant aux critiques formulées par certaines délégations qui avaient déclaré que l'inertie et la stagnation constituaient un obstacle au développement du Territoire, ont cité des exemples de progrès accomplis dans tous les domaines depuis que le Territoire était administré par la Belgique.

Répondant au représentant de l'Inde, le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Autorité administrante avait toujours proclamé sa volonté de résoudre les problèmes économiques avant les problèmes politiques; en effet, les problèmes économiques présentaient un caractère urgent et vital alors que la situation politique était, sinon idéale, du moins tolérable. Les progrès réalisés dans la culture du café, par exemple, n'avaient pu être maintenus que grâce à une propagande incessante de l'Administration.

Répondant aux délégations qui avaient critiqué l'attitude de l'Autorité administrante vis-à-vis de la popu-

lation autochtone, le représentant spécial a fait observer que certaines déclarations avaient été attribuées à tort à l'Autorité administrante et à lui-même. Certes il avait dit que la population autochtone était apathique et ne s'intéressait guère aux innovations, mais il n'avait jamais déclaré qu'elle était paresseuse, indisciplinée, malhonnête ou qu'elle avait des tendances criminelles. L'Autorité administrante et la population autochtone se respectaient mutuellement.

## GÉOGRAPHIE ET POPULATION

Le représentant de l'Inde a estimé que la seule solution pratique au problème de la surpopulation était la limitation volontaire des naissances; il a été déçu de constater que l'Autorité administrante n'avait même pas envisagé cette mesure. Il a estimé que la façon la plus positive d'aborder ce problème était d'accroître la productivité de la région. On pouvait aussi atténuer la gravité du problème au moyen de l'émigration; cependant, le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante n'envisagerait pas de faire de cette solution une politique officielle car ce serait faire preuve de défaitisme et d'inhumanité. Il a recommandé en outre à l'Autorité administrante de hâter l'exécution des projets prévus dans le cadre du plan décennal.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que l'Autorité administrante aurait intérêt à continuer d'étudier avec soin le problème de la surpopulation.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a attiré l'attention du Conseil sur le fait que, si la limitation volontaire des naissances était un moyen radical de ralentir l'essor de la population, elle constituait aussi une mesure très dangereuse qui soulevait d'importants problèmes d'ordre moral. En entreprenant une telle campagne, on offenserait gravement les traditions de la population autochtone et sa dignité morale.

## II. — PROGRES POLITIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### STATUT DU TERRITOIRE ET UNION ADMINISTRATIVE AVEC LE CONGO BELGE

Le statut du Territoire continue d'être régi par les lois du 21 août 1925 et du 25 avril 1949. Le Territoire est uni administrativement au Congo belge, dont il forme un Vice-Gouvernement général distinct, mais les lois du Congo belge ne sont applicables au Ruanda-Urundi que si elles contiennent une disposition expresse à cet effet, ou si le Gouverneur du Territoire les rend exécutoires par voie d'ordonnances. Le Ruanda-Urundi a la personnalité juridique; il a son patrimoine propre et un budget spécial. Il forme avec le Congo belge une union douanière.

A sa treizième session, le Conseil a adopté, sur le rapport du Comité permanent des unions administratives<sup>288</sup>, les conclusions suivantes:

*Le Conseil rappelle les conclusions qu'il a adoptées et qui figurent dans son rapport spécial sur les unions administratives concernant les Territoires sous tutelle<sup>289</sup>: d'après ces conclusions, rien ne permet de supposer que le fonctionnement pratique de l'union*

<sup>288</sup> T/L438.

<sup>289</sup> Voir les *Documents Officiels de l'Assemblée générale*, septième session, Supplément No 12 (A/2151).

administrative entre le Ruanda-Urundi et le Congo belge soit incompatible avec les dispositions de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle pour le Ruanda-Urundi; il recommande néanmoins que le Gouvernement belge continue d'étudier la possibilité d'adapter la Loi du 21 août 1925, portant création de l'union administrative entre le Ruanda-Urundi et le Congo belge, aux pratiques actuelles.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré à ce propos que la Loi du 21 août 1925 n'avait pas été modifiée depuis la rédaction et l'adoption du rapport du Conseil de tutelle. Il a ajouté que la loi était suffisamment souple pour s'adapter à toutes les circonstances qui pourraient se présenter au Ruanda-Urundi. Or, le 25 avril 1949, le Gouvernement belge avait promulgué une nouvelle loi en vertu de laquelle l'Accord de tutelle pour le Territoire du Ruanda-Urundi, tel que l'Assemblée générale l'avait approuvé le 13 décembre 1946, produirait tous ses effets. En conséquence, toute disposition de la loi du 21 août 1925 qui serait jugée incompatible avec les dispositions de l'Accord de tutelle ou avec celles de la Charte des Nations Unies serait automatiquement tenue pour nulle et non avenue; toutefois, ladite loi ne contenait aucune disposition de ce genre.

Le Conseil prend note de la déclaration du représentant spécial de l'Autorité administrante, mais demeure persuadé que la loi du 21 août 1925 n'est pas absolument compatible avec les pratiques administratives actuelles. En conséquence, le Conseil exprime l'espoir que le Gouvernement belge le tiendra au courant des mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour rendre la Loi du 21 août 1925 plus conforme aux pratiques administratives actuelles; il espère aussi que le Gouvernement belge rendra les dispositions de cette loi plus précises au regard des clauses de l'Accord de tutelle.

En ce qui concerne les garanties énumérées à l'alinéa a du paragraphe 7 de la résolution 293 (VII) du Conseil de tutelle, le Conseil constate que les rapports annuels sur l'administration du Ruanda-Urundi, et notamment le rapport pour 1952, présentaient à part les renseignements financiers, statistiques et autres qui concernent le Territoire sous tutelle.

En ce qui concerne les garanties énumérées à l'alinéa b du paragraphe 7 de la résolution 293 (VII) du Conseil de tutelle, le Conseil note qu'aucune mission de visite ne s'est rendue dans le Territoire en 1952 et 1953, mais que ni le Comité permanent des unions administratives ni le Conseil de tutelle n'ont exprimé de doutes sur la volonté du Gouvernement belge de faciliter aux missions de visite l'accès aux informations relatives à l'Union administrative du Ruanda-Urundi et du Congo belge qui pourraient lui être nécessaires pour faire un rapport complet sur le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi.

En ce qui concerne les garanties énumérées à l'alinéa c du paragraphe 7 de la résolution 293 (VII) du Conseil de tutelle, le Conseil note qu'aucun renseignement ne permet de penser que les limites du Territoire n'ont pas été maintenues.

En ce qui concerne les garanties énumérées à l'alinéa d du paragraphe 7 de la résolution 293 (VII) du Conseil de tutelle, le Conseil constate que, d'après les renseignements qui figurent dans les rapports annuels pour 1951 et 1952, le montant total des recettes publiques fournies par le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi s'est élevé à:

Années	Francs
1948 (recettes enregistrées) .....	220.878.741,16
1949 (recettes enregistrées) .....	275.094.788,99
1950 (recettes enregistrées) .....	385.919.350,62
1951 (recettes enregistrées) .....	559.211.752,25
1952 (chiffre estimatif) .....	417.443.000,00

et que le montant total des dépenses ordinaires et extraordinaires engagées au titre de l'administration, de la protection sociale et du développement du Territoire sous tutelle s'est élevé à:

Années	Dépenses ordinaires (Francs)	Dépenses extraordinaires (Francs)	Total (Francs)
1948 (dépenses enregistrées) .....	230.109.202,85	28.718.000,40	258.827.203,25
1949 (dépenses enregistrées) .....	327.334.161,85	24.238.880,05	351.573.041,90
1950 (dépenses enregistrées) .....	335.164.570,31	109.749.629,62	444.914.199,93
1951 (dépenses enregistrées) .....	430.643.948,18	89.887.770,10	520.531.718,28
1952 (chiffre estimatif) ...	441.853.000,00	428.200.681,00	870.053.681,00

On peut donc dire que:

i) Les prévisions de dépenses au titre de l'administration, de la protection sociale et du développement du Ruanda-Urundi en 1952 n'ont pas été inférieures au montant estimatif total des recettes publiques du Territoire sous tutelle.

ii) Si l'on considère l'année 1951 séparément, les dépenses enregistrées ont été inférieures aux recettes publiques enregistrées fournies par le Territoire sous tutelle;

iii) Les dépenses enregistrées de 1948 à 1951 au titre de l'administration, de la protection sociale et du développement du Ruanda-Urundi n'ont pas été inférieures au montant total enregistré des recettes publiques fournies par le Territoire: en effet, le chiffre des recettes enregistrées pendant ces quatre années a été 1.441.914.633,02 francs et celui des dépenses enregistrées 1.575.846.163,36 francs.

#### STATUT DES HABITANTS DU TERRITOIRE

En vertu de la loi du 21 août 1925, les autochtones du Territoire jouissent des mêmes droits que ceux qui sont reconnus aux Congolais par les lois du Congo belge.

L'Autorité administrante estime que pendant longtemps encore, il sera impossible d'unifier la législation qui s'applique aux diverses catégories de la population, notamment en ce qui concerne le statut personnel, la garantie de la propriété et l'organisation politique où les autochtones sont régis par leurs coutumes ancestrales, à condition que celles-ci ne soient pas contraires à la législation écrite ou à l'ordre public, et en ce qui concerne certaines questions économiques à propos desquelles les autochtones ont besoin d'une protection spéciale.

Une série de décrets, qui ont été rendus exécutoires dans le Territoire le 10 septembre 1952, prévoient l'immatriculation des autochtones sur les registres de la population civilisée et assimilent totalement, en matière judiciaire, les immatriculés et les détenteurs de la carte du mérite civique aux non autochtones. L'Autorité administrante déclare que l'unification du statut des habitants du Territoire se réalise ainsi peu à peu.

En 1952, le pouvoir législatif a continué d'être exercé par le Parlement belge et par le Roi, par voie de lois et de décrets respectivement. Le Gouverneur général du Congo belge et le Gouverneur du Ruanda-Urundi peuvent, en cas d'urgence, suspendre temporairement l'exécution de décrets et signer des ordonnances ayant force de loi.

Le pouvoir exécutif est délégué par la loi au Gouverneur, qui l'exerce par voie d'ordonnances.

Il existe depuis 1947 un Conseil de Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi, organe consultatif qui examine les propositions budgétaires, délibère sur toutes les questions que le Gouverneur lui renvoie et est autorisé à adresser des vœux au gouvernement.

Dans sa forme actuelle, le Conseil se compose de 7 membres de droit (parmi lesquels le *Mwami* (roi) du Ruanda et le *Mwami* de l'Urundi), de 2 représentants des chambres de commerce, 2 représentants des associations de colons, 2 représentants des associations patronales et 3 représentants des associations professionnelles d'employés, tous choisis par le Gouverneur sur des listes de candidats présentées par ces organismes; enfin, de 3 notables et 3 représentants des autochtones (pris autant que possible parmi la population autochtone) désignés librement par le Gouverneur. Ce dernier groupe se compose d'un prêtre indigène et de 2 missionnaires européens.

Le Conseil de tutelle et ses missions de visite de 1948 et de 1951 n'ont cessé de souligner qu'il était souhaitable d'élargir la composition du Conseil pour assurer la représentation et la participation de tous les intérêts des autochtones et pour permettre aux autochtones d'acquérir l'expérience du gouvernement.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, estimant qu'il y a lieu de créer dans le Territoire un organe central qui permettrait aux autochtones d'acquérir l'expérience du gouvernement ainsi que de participer dans une certaine mesure à l'élaboration de la législation, et qui contribuerait à établir des relations plus étroites entre les deux pays ainsi qu'à créer des intérêts qui leur soient communs, rappelle les recommandations qu'il a adoptées à sa onzième session au sujet du Conseil de Vice-Gouvernement général et recommande à l'Autorité administrante d'étendre les fonctions de ce conseil et d'en élargir la composition afin d'assurer la représentation de tous les intérêts autochtones. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante d'envisager notamment la possibilité de choisir de nouveaux membres du Conseil de Vice-Gouvernement général parmi les membres des conseils supérieurs des deux pays.*

#### ADMINISTRATION

Il existe dans le Territoire sous tutelle deux systèmes d'administration parallèles, l'Administration belge et, sous le contrôle général de celle-ci, un système d'administration indigène.

L'Administration belge, qui est placée sous l'autorité du Gouverneur secondé par un Commissaire provincial, comprenait, en 1952, 524 Européens et 559 autochtones du Territoire et du Congo belge dotés du statut de fonctionnaires; en 1951, ces chiffres étaient respectivement: 477 Européens et 493 autochtones. En outre,

l'Administration employait 5.046 autochtones qui n'étaient pas dotés de ce statut. Tous les postes supérieurs de l'Administration sont occupés par des Européens.

A cet égard, le Territoire est divisé en deux résidences, le Ruanda et l'Urundi, subdivisées respectivement en huit et neuf territoires, dont chacun est placé sous la direction d'un Administrateur.

En ce qui concerne la structure politique indigène, le Territoire est divisé en deux Etats indigènes, dits pays — le Ruanda et l'Urundi — ayant chacun à sa tête un *Mwami* désigné par la coutume et investi par le Gouverneur. Chaque pays est subdivisé en chefferies, à la tête de chacune desquelles se trouve un chef nommé par le *Mwami* conformément à la coutume, et investi par le Gouverneur. Il y a 51 chefs au Ruanda et 36 en Urundi. Chaque chefferie se subdivise à son tour en sous-chefferies dont les titulaires sont nommés par le *Mwami* et investis par le Résident. Il y a 628 sous-chefs au Ruanda et 499 en Urundi. La grande majorité des chefs et des sous-chefs savent lire et écrire; ils ont en général reçu une certaine instruction à la section administrative de l'école d'Astrida. Leurs traitements sont proportionnels au nombre de contribuables de leur circonscription.

Les *Bami*, chefs et sous-chefs, sont chargés de l'administration indigène et exercent de nombreuses fonctions énoncées par la législation. Ils doivent, par exemple, faire connaître aux habitants de leurs circonscriptions les règlements et décisions des autorités supérieures et transmettre à ces autorités les vœux de leurs administrés; ils doivent collaborer à la perception des impôts, aviser les autorités judiciaires des infractions commises, assurer l'exécution des travaux imposés aux circonscriptions indigènes, etc.

Dans les centres extra-coutumiers, dont le plus important est celui d'Usumbura, les agents de l'Administration sont des Africains qui agissent sous le contrôle d'agents européens. Tout autochtone du Territoire sous tutelle ou du Congo belge peut devenir chef d'un centre extra-coutumier s'il a les capacités requises.

A la onzième session du Conseil de tutelle, parlant de la question de l'accession des Africains aux postes de l'Administration belge, le représentant spécial avait fait observer qu'à côté de l'Administration belge, et parallèlement à elle, il existait une puissante organisation indigène, allant du sous-chef au *Mwami*. L'indépendance future du Territoire semblait devoir se réaliser par la transmission progressive des pouvoirs des autorités non indigènes aux autorités indigènes, et non par l'introduction d'autochtones dans l'Administration belge.

A cette même session, le Conseil avait appelé l'attention de l'Autorité administrante sur les difficultés que la dualité de la structure administrative semblait opposer à la réalisation d'un gouvernement territorial auquel des autochtones puissent pleinement participer; le Conseil avait invité l'Autorité administrante à faire figurer dans le rapport annuel suivant un exposé détaillé de sa politique en la matière et des moyens de résoudre les difficultés que ce problème entraînait.

A plusieurs reprises et, tout dernièrement encore, à sa onzième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité administrante d'élargir par diverses mesures, telles que la mise en œuvre de programmes de formation et l'octroi de bourses d'études, les possibilités offertes aux Africains d'accéder à des postes importants

dans l'Administration. En outre, à sa onzième session, le Conseil avait invité l'Autorité administrante à entreprendre une étude du barème des traitements et salaires des fonctionnaires, en vue de déterminer si ces traitements et salaires étaient suffisants, et à donner dans le rapport annuel suivant des renseignements à ce sujet.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il a adoptée à sa onzième session au sujet des difficultés que la dualité de la structure administrative semblait opposer à la réalisation d'un gouvernement territorial auquel les autochtones puissent pleinement participer; constatant qu'à la treizième session, le représentant spécial de l'Autorité administrante n'a pas été en mesure d'exposer les idées de l'Autorité administrante sur l'avenir de cette dualité de structure; déclare qu'il continue d'attacher une grande importance à recevoir de l'Autorité administrante une déclaration relative à sa politique dans ce domaine et demande à la prochaine mission de visite qui se rendra dans le Territoire d'étudier cette question et de faire connaître son avis dans son rapport au Conseil.*

#### RÉFORME DE LA STRUCTURE POLITIQUE INDIGÈNE

Le 14 juillet 1952 a été signé un décret portant réorganisation de la structure politique indigène. La principale caractéristique de l'organisation nouvelle réside dans la création, sur le plan des sous-chefferies, chefferies, territoires et pays, de conseils dont la composition sera réglée, d'après l'Autorité administrante, suivant un système représentatif adapté au degré d'évolution de la population du Territoire et à la mentalité indigène. Le conseil de chaque sous-chefferie comprendra, outre le sous-chef, 5 à 9 notables élus par leurs pairs, d'après une liste des notables établie par le sous-chef, compte tenu des préférences des habitants. Dans les conseils supérieurs, on comptera, à côté des représentants des chefs et des sous-chefs, un nombre à peu près équivalent de représentants des notables élus selon un système de suffrage indirect, par les notables des conseils inférieurs.

Enfin, le Conseil supérieur de chaque pays, présidé par le *Mwami*, comptera en outre, 4 personnes choisies en raison de leur connaissance des problèmes sociaux, économiques, spirituels et culturels du pays, et 4 autochtones porteurs de la carte du mérite civique ou immatriculés; ces 8 représentants sont cooptés par les autres membres du conseil.

Ces différents conseils devront obligatoirement être consultés pour toutes les questions intéressant les circonscriptions. En ce qui concerne les conseils de pays et de chefferies, leur avis conforme sera requis, en de nombreux cas, pour donner validité à la décision du *Mwami* ou des chefs, alors que les attributions des conseils qui existaient antérieurement étaient purement consultatives. Des députations permanentes des conseils supérieurs de pays assumeront des fonctions de surveillance dans l'intervalle des sessions.

En contrepartie du contrôle que ces assemblées exercent sur les actes des autorités indigènes, le décret consacre une extension des pouvoirs de ces dernières qu'il habilite notamment à déterminer le programme agricole et à décider l'imposition des centimes additionnels.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait applaudi à ces réformes, alors à l'état de projets, et

indiqué qu'il attendait avec intérêt de nouveaux rapports sur leur mise en œuvre.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, que le décret du 14 juillet 1952 portant réorganisation de la structure politique indigène était entré en vigueur le 1er août 1953 et que depuis lors des conseils avaient été constitués à tous les échelons.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, constatant avec satisfaction que les autorités traditionnelles ont accepté les réformes de la structure politique indigène instituées par le décret du 14 juillet 1952 et que les conseils ont été créés aux divers échelons, exprime l'espoir que cette mesure importante, qui constitue le premier pas vers la démocratisation des institutions indigènes, ouvrira la voie à de nouvelles réformes.*

#### DROIT DE VOTE

Le droit de vote n'est reconnu à aucune des sections de la population du Territoire.

On avait tenté à plusieurs reprises d'organiser des élections pour les conseils de centres extra-coutumiers; mais l'Autorité administrante avait indiqué dans son rapport que ces tentatives n'avaient pas été couronnées de succès. Elle avait attribué les résultats décevants de ces expériences électorales au fait que les Africains ne manifestaient aucun intérêt pour ces élections et que de nombreux électeurs étaient illettrés.

Le Conseil avait constaté cet échec avec regret et, à sa onzième session, avait invité l'Autorité administrante à examiner les mesures qu'elle pourrait prendre pour susciter un mouvement d'opinion favorable aux expériences électorales effectuées sur une échelle de plus en plus grande.

Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante a déclaré que de nouvelles tentatives pourraient sans doute être faites lors de la constitution des conseils prévus par le décret du 14 juillet 1952. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, que les élections qui avaient eu lieu en 1953 pour la constitution de conseils indigènes s'étaient déroulées normalement. Il a ajouté que les élections qui s'étaient tenues à Usumbura en novembre 1953 avaient montré que les habitants des centres extra-coutumiers commençaient à comprendre le mécanisme des opérations électorales.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

*Le Conseil constate avec satisfaction que les élections de 1953 au Conseil du centre extra-coutumier d'Usumbura ont éveillé dans le public plus d'intérêt que les élections précédentes du même genre et que l'Administration a appliqué avec succès des méthodes de suffrage indirect pour créer les nouveaux conseils indigènes. Le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante intensifiera ses campagnes en vue de convaincre la population autochtone de la valeur des méthodes électorales et qu'elle réussira ainsi à développer l'intérêt public, ce qui permettra d'étendre encore l'application des méthodes électorales, notamment en ce qui concerne la structure politique indigène.*

#### ORGANISATIONS POLITIQUES

Il n'y a dans le Territoire que deux groupements que l'on puisse considérer comme des organisations poli-



tiques. Le premier, l'Union eurafricaine du Ruanda-Urundi (précédemment Union des colons du Ruanda-Urundi), est une association qui compte plus de 200 membres européens et qui a pour objet l'étude et la défense des intérêts moraux et matériels de la population européenne du Territoire, ainsi que l'harmonieux développement de celle-ci avec les autres fractions de la population. Le second est la Ligue des droits de l'homme et de la démocratie nouvelle, qui groupe à Kisenyi quelques Européens et qui a pour objet de propager les principes de la Déclaration des droits de l'homme.

Ces deux organisations ont adressé des pétitions au Conseil de tutelle. L'Union eurafricaine a présenté pour information un article critique<sup>200</sup> sur la réforme de la structure des institutions coutumières indigènes, tandis que la Ligue des droits de l'homme a demandé notamment que l'Administration améliore les possibilités offertes aux enfants mulâtres en matière d'enseignement<sup>201</sup> et surveille l'émigration des autochtones du Ruanda au Congo belge<sup>202</sup>.

#### DROIT DE PÉTITION

A sa onzième session, le Conseil avait déclaré qu'il était préoccupé de constater que la Mission de visite de 1951 avait eu l'impression que le droit de pétition n'était pas complètement compris ou effectivement exercé dans le Territoire et s'était félicité d'avoir entendu l'Autorité administrante l'assurer que les autochtones ne rencontraient nul obstacle dans l'exercice de ce droit reconnu. Le Conseil avait invité instantamment l'Autorité administrante à prendre les mesures voulues pour faire en sorte que le rôle des pétitions dans le régime international de tutelle soit pleinement compris et lui avait recommandé de lier ses efforts en ce sens à la diffusion de renseignements d'ordre général au sujet de l'Organisation des Nations Unies.

Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante n'a pas présenté d'observations concernant expressément cette recommandation, mais elle a affirmé à nouveau que le droit d'adresser des pétitions à l'Organisation des Nations Unies était bien connu des habitants et qu'il était exercé, dans la mesure que le Conseil connaissait, par des représentants de toutes les sections de la population.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Le système des juridictions indigènes et non indigènes n'a subi aucun changement notable par rapport aux années précédentes.

A sa dixième session, le Conseil de tutelle avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait toutes mesures utiles pour limiter au strict minimum la durée des détentions préventives.

Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante a déclaré que le Procureur du Roi avait prescrit à ses substituts de lui faire rapport motivé sur toute détention préventive supérieure à trois mois.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### STATUT DU TERRITOIRE ET UNION ADMINISTRATIVE AVEC LE CONGO BELGE

Le représentant du Salvador a estimé que l'union administrative entre le Territoire et le Congo belge

était, comme toutes les unions de ce genre, d'une utilité pratique fort douteuse. Il était préférable de créer dans le Territoire des institutions qui, bien que rudimentaires à l'origine, rendraient la population consciente de ses propres possibilités.

Le représentant de la Chine a fait observer que le Territoire n'était toujours pas doté d'une loi organique. La loi de 1949 ne pouvait suppléer à l'absence de loi organique; le statut des habitants du Territoire n'était toujours pas défini, ce qui, avec d'autres lacunes encore, rendait indispensable l'élaboration par l'Autorité administrante d'une loi organique.

D'après le représentant de la Syrie, si le Congo belge était une colonie rattachée directement à l'administration belge, le Ruanda-Urundi, lui, était un Territoire sous tutelle de l'Organisation des Nations Unies placé sous l'administration du Gouvernement belge. Aussi, à son avis, créer des liens étroits entre ces deux Territoires n'était pas absolument conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies ni à celles de l'Accord de tutelle et n'était pas fait pour clarifier la situation.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le Ruanda-Urundi, tout en étant officiellement un Territoire sous tutelle, avait, en fait, été transformé par l'Autorité administrante en une dépendance du Congo belge. Le Gouvernement belge avait fait adopter et continuait de promulguer dans le Territoire les mêmes lois que celles qui étaient en vigueur au Congo, afin de renforcer la domination colonialiste belge sur le Territoire sous tutelle. Tant cette politique que son application constituaient une violation flagrante de l'Accord de tutelle. Le Conseil de tutelle devait recommander à l'Autorité administrante de remédier à cette situation et de doter le Ruanda-Urundi d'un statut politique indépendant, qui ne fût pas subordonné à l'administration coloniale du Congo belge. A cette fin, l'Administration devait créer dans le Territoire des organes législatifs, exécutifs et judiciaires autonomes, fondés sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a rappelé ce qu'il avait déjà déclaré à des sessions antérieures: l'union administrative du Territoire avec le Congo belge, loin d'être un obstacle à son développement, même dans l'ordre politique, lui était favorable. Il a fait observer que, dans son rapport, la dernière mission de visite avait déclaré que cette union présentait pour le Territoire des avantages certains et ne portait pas atteinte au statut distinct du Territoire ni à sa personnalité propre.

Répondant au représentant de la Chine, le représentant spécial a indiqué que la loi du 25 avril 1949 n'avait fait rien de moins qu'introduire dans la législation belge le texte intégral de l'Accord de tutelle.

#### POUVOIRS LÉGISLATIF ET EXÉCUTIF

Le représentant du Salvador a estimé que l'Autorité administrante devait envisager la création d'un organe législatif dans lequel les autochtones participeraient directement, au moins dans une certaine mesure, à la conduite des affaires du Territoire.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que l'étape suivante dans la voie du progrès politique pouvait résider dans la création d'un conseil pour tout le Territoire, au-dessus des deux Conseils supérieurs du pays; on pouvait, pour commencer, nommer membres

<sup>200</sup> T/COM.3/L.6.

<sup>201</sup> T/PET.3/L.2.

<sup>202</sup> T/PET.3/L.3.



de cet organe les *Bami*, ainsi que des chefs et des notables membres des deux Conseils supérieurs et élus par leurs pairs. Un conseil national ainsi conçu favoriserait davantage le progrès politique et l'unification des deux pays que ne pourrait le faire l'élargissement du Conseil de Vice-Gouvernement général.

Le représentant de la Syrie a fait observer que le pouvoir législatif, en ce qui concerne le Territoire, était surtout exercé par le Roi, c'est-à-dire en pratique, par le Gouvernement belge, et que le Conseil de Vice-Gouvernement général n'avait que des attributions très limitées, d'ordre exécutif. La composition de cet organe ne donnait pas satisfaction, car elle n'accordait pas assez de garanties à la population autochtone.

En ce qui concerne la représentation de la population dans les organes de gouvernement, le représentant de la Syrie a constaté que le droit de vote n'avait pas encore été accordé à la population. Il a déclaré que tant que ce droit n'existait pas on ne pouvait dire que la population autochtone était représentée.

Le représentant d'Haïti a relevé que le Conseil de Vice-Gouvernement général ne se réunissait que quatre ou cinq jours par an et ne pouvait donc qu'entériner les décisions sur lesquelles les membres européens, hauts fonctionnaires et représentants d'intérêts divers, avaient en loisir de se mettre d'accord pendant le reste de l'année; rien n'avait changé depuis que les Missions de visite de 1948 et de 1951 avaient recommandé une représentation plus équitable des intérêts des autochtones qui leur permit d'acquérir quelque expérience dans l'art de gouverner.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que, dans le Territoire, le pouvoir législatif était exercé non pas par la population autochtone, mais par le Parlement belge et le Roi, tandis que le pouvoir exécutif était délégué au Gouverneur du Ruanda-Urundi.

Il a fait observer que l'Autorité administrante reconnaissait, dans son rapport annuel, que la population autochtone ne participait pas directement à l'exercice du pouvoir législatif. Le Conseil de Vice-Gouvernement général ne possédait absolument aucun pouvoir et avait un caractère purement consultatif. Il était habilité à délibérer de questions telles que les prévisions budgétaires, mais n'avait aucun droit de décision. Sa composition même reflétait la prépondérance absolue des blancs dans le Territoire. Sur 25 membres, il n'y avait que 3 autochtones et 2 d'entre eux étaient les *Bami*, qui étaient de hauts fonctionnaires rémunérés par l'administration belge et dont on ne pouvait par conséquent dire qu'ils étaient les porte-parole de la volonté de la population autochtone.

#### ADMINISTRATION

Le représentant de la France a estimé que les dangers de l'organisation politique actuelle résidaient dans la structure bipartite du Territoire. S'il n'existait aucune urgence à définir les grandes lignes de l'organisation future, unitaire ou fédérale, du Territoire, il était cependant opportun de songer aux moyens de prévenir ou d'atténuer les difficultés que réservait l'avenir immédiat.

Le représentant de l'Inde a jugé que le Territoire sous tutelle était en retard au point de vue politique et qu'il donnait le spectacle singulier de l'inertie. Son système d'administration était complètement anachro-

nique et les populations locales, gouvernées suivant le système prudent de l'administration indirecte, se bornaient à exécuter des ordres. Cette situation ne pouvait se prolonger longtemps, et il serait tragique de voir ces méthodes surannées et semi-féodales provoquer des troubles, et les populations commencer à penser qu'elles ne pouvaient atteindre leurs buts que par des méthodes douteuses. La délégation indienne connaissait parfaitement les dangers que présenterait une réforme trop rapide et trop radicale des coutumes tribales et du mode de vie des autochtones qui, selon l'Autorité administrante, constituaient les obstacles les plus sérieux au progrès; il n'en restait pas moins que cette dernière avait le devoir de changer ces coutumes et de réformer celles qui entravaient le progrès politique et social. Il était indispensable, avant toute autre chose, de grouper les habitants en villages.

Le représentant de l'Inde a trouvé difficile de comprendre pourquoi il existait deux administrations parallèles. Les réformes récentes avaient rendu l'organisation administrative locale plus complexe et plus difficile, mais on pouvait se demander si elles l'avaient rendue plus efficace.

Le représentant de l'Inde a, enfin, estimé que l'Autorité administrante devait faire davantage pour assurer l'unification des deux pays du Territoire.

De l'avis du représentant de l'Australie, il était souhaitable que les deux pays fussent, en fin de compte, réunis. Il était cependant impossible, étant donné les circonstances, de réaliser l'unité par une action précipitée.

Le représentant du Salvador a estimé qu'il convenait d'adopter des dispositions propres à assurer une meilleure coopération entre les populations des deux pays, de manière à résoudre les problèmes communs aux deux régions et à réaliser leurs aspirations communes.

Selon le représentant de la Chine, une séparation prolongée entre les deux administrations aurait inévitablement pour effet de retarder l'évolution de la population indigène vers l'autonomie ou vers l'indépendance; en effet, comme le nombre des autochtones admis à participer à l'administration européenne était limité, la plupart d'entre eux étaient privés des avantages qu'une telle participation pouvait présenter du point de vue de leur formation.

Le représentant d'Haïti a estimé que l'Autorité administrante avait adopté, en ce qui concerne les coutumes ancestrales de la population autochtone, une attitude trop paternaliste. Malgré les conditions peu satisfaisantes qui régnaient dans le Territoire à l'époque où il avait été placé sous sa responsabilité, l'Autorité administrante aurait dû rompre résolument avec les traditions qui entravaient le progrès.

Le représentant de la Syrie a dit qu'il avait peine à comprendre pourquoi l'Autorité administrante, tout en reconnaissant que la structure féodale indigène était de nature à entraver le progrès du Territoire, maintenait cette structure tant dans sa lettre que dans son esprit.

Il a constaté que la plupart des fonctions publiques étaient exercées par des ressortissants belges et qu'aucun autochtone n'occupait des fonctions de direction dans l'administration.

En ce qui concerne le barème des traitements, le représentant de la Syrie a relevé qu'il existait une différence énorme entre les traitements des Européens et

ceux des autochtones; à son avis, cette différence ne devait pas être telle qu'elle constituât une ligne de démarcation impossible à franchir.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, loin de relever un progrès quelconque dans le domaine politique, on y notait une stagnation complète. La structure politique et administrative du pays n'avait été modifiée en rien et était antidémocratique par nature. Elle était fondée sur une organisation sociale arriérée, à savoir le système tribal et l'existence des deux sultanats du Ruanda et de l'Urundi.

Le représentant de l'URSS a ajouté que l'Autorité administrante s'était servie de l'ancien système des chefferies et avait investi les chefs de fonctions officielles rémunérées afin de perpétuer le régime colonial dans le Territoire. Il était clair que ce système constituait un obstacle au progrès économique et politique de la population autochtone. Les administrateurs étaient, en fait, des Européens, et l'Administration belge était maîtresse absolue du Territoire. La population autochtone ne participait absolument pas aux affaires du pays.

Le représentant de l'URSS a estimé enfin que l'Autorité administrante devait instituer un régime autonome fondé sur le principe démocratique de la représentation populaire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il n'était pas qualifié pour dire ce que son gouvernement penserait des suggestions formulées par plusieurs délégations, qui souhaitaient qu'un lien plus étroit fût établi entre les deux systèmes d'administration; contrairement à ce que l'on avait prétendu, il n'existait pas de cloison étanche entre les deux administrations, car les agents autochtones de l'Administration étaient parfois appelés à administrer des chefferies, et vice versa.

Le représentant spécial n'a pu indiquer de quelle manière l'Autorité administrante comptait, dans l'avenir, résoudre le problème de cette dualité; il avait, quant à lui, émis l'idée qu'il pourrait y avoir deux solutions: le transfert des pouvoirs des autorités européennes à l'administration indigène ou le remplacement des fonctionnaires européens par des fonctionnaires indigènes. Malheureusement ces deux solutions présentaient de grands inconvénients. Si l'administration indigène était réservée exclusivement aux autochtones, et si tous les pouvoirs lui étaient confiés, que deviendraient les droits des Européens qui s'étaient installés dans le Territoire et qui souvent avaient été, pour le Ruanda-Urundi, le sel de la terre? Qu'advviendrait-il des droits des Asiatiques qui avaient favorisé le développement et la pénétration économique du pays? Enfin, que deviendraient les droits des Africains non autochtones? En revanche, si l'on remplaçait les administrateurs européens par des administrateurs autochtones, ne risquait-on pas de heurter de front les autorités coutumières?

Le représentant spécial a précisé que beaucoup de chefs étaient instruits et avaient des idées très progressistes; parmi les vieux chefs, nombreux également étaient ceux qui, pleins de sagesse, de modération et d'expérience, accueillaient avec bienveillance les idées nouvelles.

En réponse au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le représentant spécial a souligné qu'il ne fallait pas s'étonner qu'actuellement les véritables administrateurs du Territoire fussent des

Européens, à savoir des fonctionnaires de l'Administration belge; cette observation ne faisait que répéter sous une forme légèrement modifiée les dispositions de l'Accord de tutelle, aux termes duquel l'Autorité administrante avait pleins pouvoirs en matière de législation, d'administration et d'organisation judiciaire.

#### RÉFORME DE LA STRUCTURE POLITIQUE INDIGÈNE

Le représentant de la France a exprimé l'avis que les réformes réalisées par le décret du 14 juillet 1952 constituaient un tournant très important, peut-être même décisif, dans la vie politique du Territoire. Tout en préservant les éléments stables et progressifs de l'organisation traditionnelle, l'Autorité administrante avait été en mesure de retirer en temps opportun aux *Bami* et aux chefs leur pouvoir absolu et de renforcer en même temps les pouvoirs des autorités indigènes dans le domaine exécutif.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que l'on était en train de faire des progrès en ce qui concernait la question des institutions tribales, et il a exprimé la conviction que le système de conseils institué en 1952 constituait un très grand pas en avant, qui permettrait sans doute à un nombre croissant d'autochtones de se familiariser avec la gestion de leurs propres affaires. Il a été heureux d'apprendre qu'à Bruxelles le Conseil colonial avait noté avec une vive satisfaction les mesures que l'on prenait pour favoriser l'évolution du Territoire vers l'autonomie.

Le représentant de l'Australie a estimé que les réformes instituées par le décret du 14 juillet 1952 ne visaient pas seulement à établir un contrôle sur les actes des autorités indigènes, mais aussi étendaient leurs pouvoirs à certains domaines qui avaient été réservés jusqu'ici aux autorités européennes. A son avis, le Conseil devait prendre acte avec satisfaction de ces réformes importantes.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'avis que le Conseil devait se déclarer satisfait de la réorganisation de la structure politique indigène. L'Autorité administrante se rendait apparemment pleinement compte de l'intérêt de l'unité politique du Ruanda et de l'Urundi et elle reconnaissait, comme l'avait déclaré le Conseil colonial de la Belgique, "qu'il faut s'attacher avant tout à l'organisation de la société". La création d'un système hiérarchique de conseils, système dans lequel un élément nouveau, celui de l'élection, avait été introduit, constituait un pas en avant. Il fallait espérer toutefois que l'Autorité administrante étendrait progressivement les pouvoirs des conseils autochtones, en élargirait les bases de représentation et étudierait la possibilité d'en étendre les pouvoirs financiers.

Le représentant d'Haïti a noté que l'Autorité administrante s'était estimée satisfaite des résultats préliminaires de ces réformes et a exprimé l'espoir que le prochain rapport de la Mission de visite permettrait au Conseil de se faire une idée exacte du fonctionnement des conseils et de leur efficacité.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante n'avait rien fait pour modifier la structure sociale indigène et l'administration locale. L'examen du décret du 14 juillet 1952 indiquait que la prétendue réorganisation des organes d'administration indigènes ne laissait subsister aucun doute quant à son but véritable, car elle tendait en fait à préserver l'actuelle structure sociale, qui a un caractère rétrograde, et à maintenir les *Bami*

au pouvoir. La réorganisation était absolument antidémocratique; elle n'avait rien de représentatif et elle n'était pas conforme aux buts et principes du régime de tutelle.

#### DROIT DE VOTE

Le représentant de l'Inde a constaté avec satisfaction que les récentes élections semblaient avoir été couronnées de succès et il a félicité l'Autorité administrante de ce progrès. Constatant que la population du Territoire assimilait facilement la formation qu'on lui donnait dans ce domaine, il a suggéré qu'il convenait d'intensifier les efforts en ce sens.

Le représentant du Salvador a exprimé l'avis que l'Autorité administrante devrait établir un programme général tendant à familiariser la population autochtone avec le système électoral.

Selon le représentant de la Chine, il y avait lieu de prendre acte avec satisfaction de l'institution d'élections pour désigner les membres des conseils autochtones; il était à espérer que les succès obtenus dans ce domaine contribueraient à étendre davantage l'application du système électoral.

Le représentant d'Haïti a déclaré que le système d'élection des nouveaux conseils ne devait être qu'un premier pas vers l'introduction du suffrage universel et il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante poursuivrait ses efforts dans ce domaine et donnerait de plus en plus à la population l'occasion de s'exprimer par des méthodes démocratiques.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que le droit de vote n'existait pas dans le Territoire et il a estimé que le Conseil devait recommander l'institution du suffrage universel.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer qu'il ne semblait pas que le principe de la séparation des pouvoirs fût scrupuleusement respecté. Il a suggéré que l'Autorité administrante établisse à ce sujet s'il était possible, en réorganisant la structure des tribunaux non indigènes, de confier aux magistrats de carrière certaines fonctions judiciaires réservées à l'heure actuelle aux Résidents et aux administrateurs.

Il a exprimé des doutes quant à l'exercice du droit de faire appel des décisions des tribunaux indigènes et il a noté avec satisfaction qu'un décret tendant à améliorer la situation à cet égard était à l'étude.

Le représentant de la Syrie a constaté avec regret que ni dans les juridictions belges ni dans les juridictions autochtones le principe de la séparation des pouvoirs n'était respecté. Il a noté que la juridiction autochtone reposait sur des principes qui n'étaient que le résidu de traditions désuètes et il a demandé comment on voulait que les autochtones pussent faire des progrès si on ne leur permettait pas d'abandonner les vieilles traditions qui restaient à la base de leur organisation judiciaire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'application du principe de la séparation des pouvoirs était subordonnée à l'éducation de la population autochtone qui voyait souvent dans les fonctions judiciaires l'attribut principal de l'autorité. Toutefois, les réformes adoptées en 1948 indiquaient la direction dans laquelle l'Autorité administrante cherchait à obtenir des progrès.

Il a ajouté que le projet de décret relatif à la juridiction indigène envisageait notamment une simplification du régime des appels, qui était assez incommode.

#### ORGANISATIONS POLITIQUES

Le représentant d'Haïti a dit que l'absence d'organisations autochtones capables de présenter les vues des habitants sur les questions générales intéressant l'avenir de leur collectivité était regrettable. Il a fait observer que le décret du 11 février 1926, permettant aux Résidents d'interdire la formation d'associations qui risquaient d'entraver le progrès des autochtones ou de mettre en danger l'ordre public, ne contribuait guère à encourager la création d'organisations de ce genre.

Le représentant de la Syrie a fait observer que les deux organisations politiques existantes étaient composées d'Européens et que les autochtones n'avaient aucune organisation politique ni aucun parti. Par conséquent, ils n'avaient aucune possibilité d'exprimer leurs opinions dans la presse ou au cours de réunions publiques.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a exprimé l'avis que les autochtones ne participaient nullement à l'administration du Territoire et qu'ils étaient privés de tous droits politiques. Cela était si vrai et les autochtones étaient si opprimés que, sauf dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil ne recevait d'eux aucun renseignement direct. Le droit de vote n'existait pas dans le Territoire; il n'y avait pas une seule organisation politique indigène et pas la moindre trace d'activité politique parmi les autochtones.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que si le Conseil ne recevait que peu de pétitions provenant du Territoire, cela s'expliquait notamment par le fait que les Asiatiques qui y résidaient, par exemple, préféraient régler leurs problèmes avec l'Administration. Le secret de la correspondance était garanti par la loi et rigoureusement respecté.

### III. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante précise que l'activité économique du Territoire est essentiellement orientée vers l'agriculture et l'élevage. Il existe, en outre, une industrie minière dans laquelle la participation des autochtones n'est représentée que par la main-d'œuvre.

Le programme établi par l'Autorité administrante pour le développement économique et social du Territoire fait l'objet du plan décennal; un exposé synthétique à ce sujet a été joint au rapport annuel pour 1951. En matière économique, ce plan comporte, outre les programmes de développement de la production et de l'industrie dont il est question ci-après, un programme de modernisation du réseau, déjà étendu mais encore insuffisant, des voies de communication. Au cours de l'année considérée, des progrès ont été enregistrés dans la construction de la nouvelle grande route d'Astrida à Shangugu, qui rejoindra la voie principale de communication du Congo belge, de Bukavu à Matadi via Stanleyville; d'autre part, plusieurs améliorations ont été apportées aux routes existantes. On a mis au point les plans d'un nouveau port à Usumbura (qui assurera

la liaison avec la voie principale de communication du Tanganyika, de Kigoma à Dar-es-Salam) et d'un nouvel aéroport.

Le Territoire ne possède pas de services statistiques pouvant fournir les éléments nécessaires au calcul du revenu national; cependant, on évalue à plus de 5 milliards de francs la valeur de la production agricole destinée à la consommation intérieure et à 330 millions de francs environ la valeur de la production de viande.

Il ressort des données relatives au commerce extérieur qu'en 1952 le volume des importations a été de 131.011 tonnes, représentant une valeur de 1.648.627.000 francs, contre 95.492 tonnes, représentant une valeur de 1.390.505.000 francs, en 1951. Le volume des exportations a été en 1952 de 86.296 tonnes, représentant une valeur de 1.352.000.000 francs, contre 82.087 tonnes, représentant une valeur de 1.519.780.000 francs, en 1951. Ainsi, la balance commerciale du Territoire a accusé en 1951 un excédent de 129.275.000 francs et en 1952 un déficit de 296.627.000 francs. Selon l'Autorité administrante, cette balance déficitaire résulte principalement de la réduction des exportations de café, de la baisse des prix mondiaux de certains minerais, de l'importation de biens d'équipement et de l'importation excessive de produits de consommation. Ce gonflement des stocks a provoqué certaines difficultés financières pour nombre d'importateurs.

Le commerce extérieur et le commerce de gros du Territoire sont toujours presque entièrement aux mains d'entreprises non autochtones. Les principaux produits agricoles d'exportation sont achetés aux producteurs et vendus à l'étranger par des sociétés commerciales, mais les services officiels vérifient par des inspections la bonne qualité des produits expédiés.

Pour le café et le coton, des dispositions spéciales ont été prises en vue d'assurer la stabilité des prix et d'améliorer le volume et la qualité de la production. Dans le cas du café, l'Administration perçoit un droit d'exportation qui était, au 31 décembre 1952, de 6,65 francs par kilogramme de café marchand; les recettes sont versées à l'Office des cafés indigènes du Ruanda-Urundi (OCIRU). Sur le montant unitaire perçu, 6 francs vont à un Fonds d'égalisation, dont les réserves sont passées en 1952 de 176 millions à 225 millions de francs; le reste est utilisé à des dépenses qui ont pour objet d'encourager la culture du caféier. Pour le coton, la compagnie de la Ruzizi achète le coton des producteurs à des prix fixés par le gouvernement, le traite et en assure la vente par un organisme central. Le produit de la vente, déduction faite des frais de traitement et de transport et du prix d'achat payé aux planteurs sert à alimenter la Caisse de réserve cotonnière, dont les fonds sont destinés à être distribués entre les planteurs au cas où les prix de vente seraient trop bas. Pour la dernière campagne sur laquelle on possède des renseignements complets (1951), les planteurs de coton ont touché 26,25 francs par kilogramme de fibre produit, cependant que 3,58 francs étaient versés à la Caisse de réserve.

Le commerce de détail consiste presque exclusivement dans l'achat de produits indigènes et la vente de marchandises de traite. Sur 2.189 établissements commerciaux qui fonctionnaient dans le Territoire en 1952, 519 appartenaient à des Européens (parmi lesquels 291 étaient de nationalité grecque), 967 appartenaient à des Asiatiques (Indiens et Arabes) et 703 appartenaient à des Africains (contre 647 en 1951 et 21 en 1948),

L'Autorité administrante déclare que la participation croissante de la population autochtone au commerce de détail est due à l'augmentation du nombre des centres de négoce, dans lesquels seuls les autochtones ont le droit d'exercer un commerce. Elle fait observer, d'autre part, qu'un nombre croissant d'autochtones s'adonnent à l'élevage et à d'autres activités, telles que les transports, la fabrication de briques, la menuiserie et diverses activités artisanales.

De nouvelles mesures ont été prises en 1952 pour encourager la création de coopératives autochtones. Outre la coopérative de consommateurs de Kigali et la coopérative de commerçants d'Usumbura, fondées en 1951, il existe maintenant une coopérative de consommateurs à Kisenyi et trois coopératives de producteurs dans les plaines de la Ruzizi et du Tanganyika. D'autres projets sont à l'étude.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait constaté certains indices d'une participation croissante des autochtones à la vie économique du Territoire, notamment l'accroissement du nombre des centres commerciaux autochtones et les mesures prises pour organiser des coopératives autochtones; il avait exprimé l'espoir que ces mesures et d'autres mesures analogues se multiplieraient et se renforceraient et que l'Autorité administrante aiderait les habitants à jouer un rôle dans d'autres branches de l'économie, telles que le développement des industries secondaires, qui faisaient partie des formes d'activité économique que stimulait le plan décennal.

Dans le rapport que le Conseil a examiné, l'Autorité administrante attire spécialement l'attention sur le développement des coopératives noté ci-dessus. Elle signale, comme indice de la participation croissante de la population autochtone à l'économie monétaire du Territoire, le fait que les dépôts des particuliers à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi sont passés, en 1952, de 2.700.000 francs pour 2.377 livrets à 12.100.000 francs pour 15.272 livrets.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil prend note des progrès qui ont été accomplis jusqu'ici en ce qui concerne la mise en œuvre du plan décennal et exprime l'espoir qu'à l'avenir l'Autorité administrante continuera à favoriser le développement des industries de transformation et des autres industries secondaires ainsi qu'à encourager la participation des autochtones à la vie économique générale du Territoire, grâce à la création de coopératives et à d'autres moyens.*

#### RÉGIME FONCIER ET UTILISATION DES TERRES

Deux régimes fonciers différents coexistent dans le Territoire: le régime coutumier en ce qui concerne les terres occupées par les autochtones, et le régime de droit écrit en ce qui concerne les cessions ou concessions de terres à des non autochtones, qui ne peuvent avoir lieu qu'avec l'approbation des pouvoirs publics. Les terres vacantes sont considérées comme la propriété de l'Administration.

Dans son dernier rapport, l'Autorité administrante signale qu'en 1952, les autochtones possédaient environ 36.000 kilomètres carrés de terres. L'Administration possédait 132 kilomètres carrés de terres (129 en 1951), y compris les ports, villes, terrains d'aviation, etc., mais non compris les vastes réserves naturelles. Les non-autochtones occupaient 222 kilomètres carrés de terrain (218 en 1951), dont 95 kilomètres carrés (92 en 1951)



en propriété et le reste en location. Sur ce total de 222 kilomètres carrés, 45 kilomètres carrés (43 en 1951) étaient occupés par les établissements d'enseignement ou de culte des missions religieuses. Il y avait 170 colons agricoles (159 en 1948).

Pour l'ensemble des terres occupées (les deux tiers environ de la superficie totale du Territoire), on comptait 14.407 kilomètres carrés de terres arables, 20.882 kilomètres carrés de pâturages permanents, 864 kilomètres carrés de forêts ou de terrains en reboisement et 162 kilomètres carrés de superficies impropres à l'agriculture. Dans les régions du Territoire où la population est la plus dense, la superficie de terrain dont dispose une famille est, en moyenne, inférieure à un hectare et demi, ce qui, de l'avis de l'Administration, est au-dessous du minimum nécessaire pour assurer un niveau de vie convenable et maintenir la fertilité du sol. C'est pourquoi les autorités prévoient, dans le cadre du plan décennal, un regroupement progressif de la population dont on provoquera l'exode vers des régions moins occupées, situées dans les limites du Territoire, ou en dehors de celles-ci.

A l'intérieur du Territoire, des études pédologiques ont été effectuées dans les zones de réinstallation de la vallée de la Ruzizi, de la plaine du Tanganyika et du Mosso. Pour la vallée de la Ruzizi, le nombre des familles installées dans des centres de paysannat indigène est passé en 1952 de 2.534 à 3.179. Une route destinée à ouvrir à la région du Mosso l'accès du lac Tanganyika était en cours de construction en 1952. On ne possède pas de données numériques complètes sur l'émigration de la population du Ruanda vers la province voisine du Kivu dans le Congo belge; mais ce mouvement, auquel le Conseil s'est intéressé dans le passé, se poursuit et l'Administration l'encourage. De 1950 à 1952, pour le seul district de Kisenyi, 30.000 personnes environ ont émigré à destination de la province du Kivu.

Le Conseil a insisté auprès de l'Autorité administrative pour qu'elle maintienne les restrictions mises aux concessions de terres à des non autochtones et, à sa neuvième session, il l'a félicitée d'avoir décidé de suspendre provisoirement l'octroi de concessions agricoles ou de boisement.

Le plan décennal envisage la possibilité d'octroyer des concessions agricoles (d'une superficie maximum de 50 hectares dans les régions peuplées) présentant un intérêt éducatif pour les autochtones, l'établissement de douze fermes modèles (d'une superficie maximum de 200 hectares) dans les grandes régions pastorales et la concession de droit emphytéotiques d'une durée de trente ans (sans limite maximum) aux fins de reboisement sur les terrains à vocation forestière exclusive. Dans le rapport que le Conseil a examiné, l'Autorité administrative souligne que l'aliénation temporaire ou définitive de terres agricoles est et restera extrêmement restreinte, et ne sera autorisée que pour autant que le Territoire y trouve un intérêt, soit éducatif, soit économique.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, prenant note des progrès réalisés en ce qui concerne les programmes de repeuplement dans la vallée de la Ruzizi et la région du Mosso, invite l'Autorité administrative à s'attacher particulièrement à ouvrir de nouvelles régions au repeuplement et à la culture en vue d'augmenter la production des denrées alimentaires.*

*A ce propos, le Conseil estime que ces programmes de repeuplement contribuent aussi à la tâche importante qui consiste à resserrer les liens unissant les membres des collectivités.*

## AGRICULTURE

Il ressort du rapport annuel pour 1952 qu'un quart de la superficie du Territoire est cultivé et que les cultures vivrières occupent 96,6 pour 100 des terres cultivées.

La production vivrière indigène (par ordre d'importance : haricots, patates, bananes, manioc) a été estimée à 5.491.420 tonnes en 1952 contre 5.160.750 tonnes en 1951 et 3.783.300 tonnes en 1950. Pour parer au danger de famine, tout autochtone adulte et valide, habitant dans l'une des zones de résidence réservées aux tribus, doit obligatoirement maintenir en culture 35 ares de cultures vivrières saisonnières et 25 ares de cultures vivrières non saisonnières.

En 1952, la production indigène de café *arabica* en parche a été de 13.109 tonnes (contre 17.500 tonnes en 1951), celle de coton-graines de 5.003 tonnes (3.855 tonnes en 1951), celle d'huile de palme de 1.100 tonnes (1.265 tonnes en 1951) et celle d'huile de ricin de 2.501 tonnes (2.930 tonnes en 1951).

L'Autorité administrative attribue la mauvaise récolte de café de 1952 à l'inclemence de la température, aux maladies des plantes et à l'âge d'un grand nombre de caféiers. Plus de 9 millions de caféiers ont été plantés au cours de l'année.

La production agricole des entreprises non autochtones a représenté 116 tonnes de café *arabica* en parche, 239 tonnes de café *robusta* en parche, 990 tonnes de pyrèthre, 129 tonnes de quinquina et 110 tonnes de sisal, ainsi que 5.000 tonnes environ de produits alimentaires.

Au titre du programme agricole établi dans le cadre du plan décennal, l'Administration se propose principalement de préserver le sol, puis : a) de créer des zones complémentaires, les unes où seront intensifiées les cultures vivrières, les autres destinées aux produits agricoles d'exportation ou à la mise en valeur industrielle; b) de préparer pour le repeuplement les régions propres à recevoir éventuellement de nouveaux habitants; c) de dégorger les zones surpeuplées impropres aux cultures d'exportation ou à l'industrialisation en provoquant l'exode d'une partie de leur population vers des régions moins peuplées. Par la réalisation de ce programme, la superficie des terres arables augmenterait de 10 pour 100, la production des cultures vivrières augmenterait de 31 pour 100 et celle des cultures indigènes d'exportation de 155 pour 100.

Afin d'augmenter l'étendue des terres cultivées, l'Administration a mis en œuvre un programme dont l'application a donné en 1952 les résultats suivants : 1.645 hectares de marais ont été drainés, ce qui porte à 88.118 hectares la superficie des terres ainsi récupérées; 6.626 hectares ont été irrigués; sur 41.000 hectares, on a créé des terrasses, en plantant des haies et en creusant des fossés, ce qui porte à 221.000 hectares la superficie totale des terres ainsi protégées contre l'érosion.

En 1952, 54 tonnes de semences sélectionnées, 51 tonnes de boutures de patates et environ 400.000 boutures de manioc ont été distribuées aux cultivateurs autochtones par les centres agricoles de l'Administration.



## ELEVAGE

Le cheptel bovin du Territoire s'élevait à la fin de 1952 à 900.263 têtes, soit une diminution de 71.827 unités par rapport à l'année précédente. Il y avait, en outre, 1.266.334 capridés, 400.299 ovidés et 34.588 suidés. Le bétail appartient presque exclusivement aux autochtones, qui le considèrent comme un signe de richesse et de prestige social; les éleveurs possèdent en général de 1 à 5 têtes de bétail; on n'en trouve que 1 pour 100 qui ont 50 têtes ou plus.

Dans la plupart des cas, les éleveurs ne sont pas les propriétaires mais des clients (*abagaragu*), qui bénéficient d'une espèce de droit d'usage à long terme en échange de certaines obligations de caractère semi-féodal qu'ils contractent envers leur patron (*shebuja*). Ce régime coutumier des droits sur le bétail s'appelle *ubuhake*.

Le plan décennal envisage une réduction d'environ 46 pour 100 du nombre des têtes de bétail pour résoudre les problèmes qui se posent au sujet des pâturages. On compte y parvenir par la suppression de l'*ubuhake* et par la création d'une coopérative commerciale autochtone qui se chargerait de vendre le bétail excédentaire. En outre, le plan prévoit des programmes de sélection et d'amélioration du cheptel, d'amélioration des pâturages, de lutte contre les maladies du bétail et d'organisation de l'élevage en vue de la production de viande, de produits laitiers et de peaux.

A sa onzième session, le Conseil avait pris note avec intérêt des mesures envisagées et avait prié instamment l'Autorité administrante de les mettre à exécution sans délai.

Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante donne des détails sur les efforts qu'elle déploie pour améliorer la qualité du cheptel et sur certaines expériences qu'elle tente en vue d'améliorer les pâturages; toutefois elle signale que la réduction du cheptel ne pourra être entreprise qu'après la suppression du régime de l'*ubuhake*.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandation suivantes:

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il a adoptée à sa onzième session et par laquelle il invitait l'Autorité administrante à mettre immédiatement en œuvre les mesures qu'elle avait adoptées pour abolir l'ubuhake et diminuer le chiffre du cheptel, constate que certains groupes de la population, parmi lesquels figurent les Bami et les jeunes gens des écoles, sont favorables à ces mesures, mais que bien des éléments traditionnels continuent à s'y opposer fermement, et demande à l'Autorité administrante de faire tout son possible pour que la population l'aide à abolir le régime en question et à diminuer le chiffre du cheptel.*

## MINES

Aux termes des conventions conclues avec les entreprises minières, l'Administration a un droit de surveillance sur leurs opérations; elle a également un droit de participation aux bénéfices, qui lui est garanti par la remise d'un certain nombre d'actions.

Au cours de l'année considérée, 53 permis spéciaux de recherches et 6 permis d'exploitation ont été délivrés (contre 67 et 5, respectivement, en 1951).

Les productions (en tonnes) ont été les suivantes:

Produits	1951	1952
Or .....	0,170	0,122
Cassitérite .....	2.611	2.641
Wolfram .....	277	467
Minerais divers .....	162	277

La valeur de la production a atteint 270 millions de francs en 1951 et 314 millions de francs en 1952. Le nombre des travailleurs autochtones employés dans les entreprises minières est passé de 15.000 environ, en 1951, à 19.000 en 1952.

A sa onzième session, le Conseil, rappelant qu'il avait, à sa neuvième session, invité l'Autorité administrante à lui fournir à l'avenir, dans ses rapports annuels, des renseignements plus complets sur les bénéfices de l'industrie minière et sur la proportion du budget total du Territoire qu'ils représentaient, s'était déclaré heureux d'apprendre que ces renseignements figureraient dans le prochain rapport annuel.

L'Autorité administrante a signalé qu'en 1952 les recettes budgétaires provenant de l'industrie minière au titre de l'impôt personnel, des redevances pour prospection, des droits de recherches, des droits d'exploitation, des droits d'occupation de terres et des impôts sur le revenu (non compris les impôts sur le revenu des sociétés) se sont élevées au total à 49.702.733 francs contre 48.990.366 francs en 1951. Les valeurs minières de portefeuille avaient, d'autre part, rapporté 12.676.096 francs à l'Etat en 1951. Les chiffres correspondants pour 1952 ne sont pas donnés dans le dernier rapport.

## INDUSTRIE

L'industrie est encore peu développée dans le Territoire. Les établissements industriels les plus importants sont les usines où l'on traite les produits agricoles d'exportation, notamment le café et le coton, les briqueteries et tuileries, les fabriques de ciment et les scieries. Il existe un certain nombre de petites entreprises industrielles, ateliers pour le travail du fer et la vannerie, par exemple, à l'activité desquelles la population autochtone prend une part prépondérante, mais dont les produits ne se vendent que sur le marché local.

Le plan décennal envisage la valorisation des produits primaires, notamment de la viande, et la création d'un office spécial chargé d'encourager ce développement. Il prévoit également l'extension des entreprises artisanales, ainsi que la production de matériaux de construction.

Le plan compte sur la mise en valeur des ressources hydro-électriques pour favoriser l'industrialisation. A cet égard, le Conseil avait pris note, à sa onzième session, de l'arrêté portant création du Syndicat pour l'électrification du Kivu (Congo belge) et du Ruanda-Urundi et il avait constaté que cette entreprise serait très profitable pour le Territoire.

Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante déclare que les études techniques relatives à la centrale hydro-électrique de 20.000 kilowatts que l'on doit construire dans la vallée de la Ruzizi, ont été effectuées au cours de l'année.

## FINANCES PUBLIQUES

Le tableau ci-après indique (en millions de francs) le montant des recettes et des dépenses ordinaires du Territoire pour les années 1950, 1951, 1952 et 1953.

Recettes	1960	1961	1962 (prévisions)	1963 (prévisions)
Impôt personnel .....	9	10	11	15
Impôt sur le revenu .....	38	64	92	60
Droits de douanes et accises ....	130	216	215	223
Impôt indigène de capitation .....	72	84	97	104
Impôt sur le bétail .....	22	30	37	43
Taxe d'égalisation sur les produits agricoles exportés .....	55	77	148	80
Recettes diverses .....	59	78		95
TOTAL des recettes	386	559	600 <sup>a</sup>	620

<sup>a</sup> Le rapport annuel ne contenait pas les chiffres complets relatifs aux dépenses et aux recettes de l'année 1952. Les chiffres relatifs aux recettes ont été pris dans le *Bulletin mensuel des statistiques du Congo belge et du Ruanda-Urundi*, janvier 1954, les chiffres relatifs aux dépenses ont été pris dans l'exposé préliminaire que le représentant spécial a fait à la 310ème séance du Conseil de tutelle.

Dépenses	1960	1961	1962 (prévisions)	1963 (prévisions)
Services administratifs .....	73	95	111	123
Services sociaux .....	91	113	156	288
Services économiques .....	110	136	224 <sup>b</sup>	112
Versements au Fonds d'égalisation des cafés indigènes .....	54	71		80
Dépenses diverses .....	7	15	22	16
TOTAL des dépenses	336	430	514	539

<sup>b</sup> On ne connaît pas le montant total qui a été versé au Fonds d'égalisation des cafés indigènes, mais les paiements effectués au cours des dix premiers mois de l'exercice financier s'élevaient à 44 millions de francs.

L'Autorité administrante estime qu'abstraction faite des sommes versées au Fonds d'égalisation des cafés indigènes, 41,68 pour 100 des dépenses ordinaires de 1951 ont été faites dans l'intérêt direct des indigènes. En 1950, le chiffre correspondant était 44,22 pour 100.

Il existe un budget extraordinaire dont les recettes sont principalement constituées par des avances recouvrables, consenties sans intérêt par l'Autorité administrante, et dont les dépenses correspondent presque entièrement au financement des travaux de développement entrepris dans le cadre du plan décennal. Le tableau ci-après indique (en millions de francs) le montant des dépenses effectuées au titre du budget extraordinaire.

Années	Crédits alloués	Dépenses jusqu'au 31 décembre 1961	Dépenses jusqu'au 31 décembre 1962
1948...	31	29	29
1949...	72	8	24
1950...	160	69	109
1951...	161	38	90
1952...	428	—	64

Le montant de la dette publique n'a pas changé en 1952; il est resté à 320 millions de francs.

Des crédits destinés à d'autres entreprises de développement social et économique d'un intérêt direct pour la population sont mis à la disposition du Territoire par le Fonds du bien-être indigène, organisme public dont l'activité intéresse à la fois le Congo belge et le Ruanda-Urundi. Le capital initial provient des sommes versées au Congo belge par la Belgique au titre du remboursement des dépenses de guerre. Les crédits consacrés par le Fonds au financement de projets dans le Ruanda-Urundi se sont élevés, en chiffres ronds, à 59 millions de francs en 1952, ce qui porte à 285 millions de francs le montant total des crédits alloués au Territoire depuis 1948.

Quant au budget des pays et des chefferies pour 1952, les prévisions de recettes s'établissaient à 78 millions de francs (61 millions en 1951) et les prévisions de dépenses à 77.600.000 francs (55.500.000 en 1951).

## Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la France a estimé que, pour ce qui était des réalisations économiques, le Territoire lui paraissait bien géré et que, grâce au souci de méthode et d'efficacité de l'Autorité administrante, on chercherait en vain un problème qui ait été méconnu ou qui n'ait pas été attaqué avec décision. L'effort systématique accompli pour préserver et développer les ressources du Territoire méritait l'approbation et les encouragements unanimes du Conseil.

Le représentant de l'Inde a déclaré que dans le domaine économique on constatait que l'Autorité administrante avait conscience des problèmes fondamentaux et qu'elle avait commencé à prendre des mesures, encore qu'insuffisantes, pour les résoudre.

Le représentant de l'Australie a exprimé l'intérêt que sa délégation portait au développement des pêcheries dans le Territoire et il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante serait en mesure de développer l'exploitation de cette source de produits alimentaires et que l'on pourrait progressivement se passer des importations de poisson séché.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté avec satisfaction les progrès accomplis dans l'application du plan décennal et l'essor encourageant pris par les sociétés coopératives.

Le représentant d'Haïti a fait observer que, dans le domaine économique, l'Autorité administrante devait continuer à faire preuve de vigilance, ainsi que le montrait l'écart important entre la balance commerciale excédentaire de 1952 et la balance déficitaire de 1953. Il a constaté que l'Autorité administrante se préoccupait de porter remède à cette situation si instable.

Il a estimé que l'autochtone était trop à l'écart de la vie économique du Territoire. L'Autorité administrante avait déclaré que le nombre des établissements commerciaux aux mains des autochtones s'était élevé au cours des dernières années et cependant aucun autochtone n'était membre d'une chambre de commerce.

Le représentant de la Syrie a fait remarquer qu'aucune des nombreuses entreprises commerciales privées du Territoire n'avait un caractère local. Il a recommandé au Conseil de demander à l'Autorité administrante d'encourager la création d'organisations locales qui étudieraient les besoins économiques de la population et, le cas échéant, pourraient aider l'Autorité administrante dans sa tâche économique.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la population autochtone n'avait aucun droit dans le domaine économique. Bien que le Territoire fût riche en précieuses ressources minérales, les minerais tant métalliques que non métalliques n'étaient encore presque pas exploités. Dans la mesure où leur exploitation était commencée, elle était assurée par des compagnies belges ou étrangères pour l'exportation hors du Territoire. Il n'existait aucune industrie de transformation des matières premières produites par le Territoire et, bien qu'on y cultivât le coton, l'industrie textile était inexistante et l'on n'envisageait pas de l'y introduire. Au contraire, selon des informations de presse, le Territoire aurait reçu la visite d'un groupe d'experts belges du textile venu pour y développer la vente des textiles fabriqués en Belgique.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer qu'il existait déjà d'importants services de transport dans le Territoire et que les autochtones les utilisaient et y prenaient une part active, et il a attiré l'attention du Conseil sur le programme d'expansion des transports prévu par le plan décennal.

Pour ce qui est de l'industrie, le représentant spécial a rappelé que la Belgique avançait chaque année 400 millions de francs, sans intérêt, pour le plan décennal du Territoire.

#### RÉGIME FONCIER ET UTILISATION DES TERRES

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté avec satisfaction les progrès accomplis dans l'exécution des plans de repeuplement dans la vallée de la Ruzizi et dans la région du Mosso.

Il a estimé que le Conseil devait féliciter l'Autorité administrante des résultats obtenus en matière de reboisement.

Le représentant de la Syrie a constaté qu'il y avait coexistence de deux régimes fonciers. La propriété indigène était encore collective et il fallait prendre des mesures pour instaurer le régime de la propriété individuelle. Il a recommandé que l'Autorité administrante applique un système d'enregistrement des terres à tous les biens sans distinguer entre les terres qui appartiennent à des autochtones et celles qui appartiennent à des non autochtones.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, malgré les recommandations faites à plusieurs reprises par le Conseil, l'aliénation des terres se poursuivait dans le Territoire; il a fait observer qu'il était question, dans de nombreux bulletins officiels, de terres qui avaient été simplement concédées à des Européens à titre gratuit. Puisque l'Autorité administrante continuait d'aliéner des terres, violant ainsi les droits des autochtones, le Conseil devait lui signaler une fois encore qu'il était inadmissible qu'elle aliénât des terres appartenant aux autochtones, et lui recommander de ne plus procéder à de nouvelles aliénations.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante, répondant aux représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Syrie, a déclaré que, dans l'intérêt même des autochtones, on ne pouvait interdire radicalement toute concession; mais la question n'était guère d'intérêt public car les groupes non autochtones, missions religieuses comprises, occupaient seulement 85 milles carrés au total. Il a estimé que l'assertion selon laquelle l'Administration aurait donné des terres gratuitement était dénuée de fondement puisqu'en réalité l'Administration avait auparavant acheté aux autochtones les droits qu'ils possédaient sur ces terres.

Il a déclaré que l'Administration aurait préféré avoir un cadastre complet, mais il a fait observer qu'il était impossible d'en établir un pour le moment.

#### AGRICULTURE

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a été d'avis que l'Autorité administrante devait continuer à donner la première place à la production vivrière et qu'elle devait envisager plus attentivement la possibilité de construire des silos.

Le représentant de l'Australie a constaté que l'Autorité administrante envisageait de prendre diverses mesures pour résoudre les questions que posaient la production vivrière et les cultures d'exportation, et il s'est

déclaré convaincu qu'elle prendrait toutes les mesures en son pouvoir pour améliorer la situation. Il a noté avec satisfaction que, malgré les difficultés, les exportations du Territoire suivaient une courbe ascendante.

Le représentant d'Haïti a estimé que, si l'on voulait féliciter l'Autorité administrante d'avoir imposé la culture d'une surface vivrière individuelle minimum, il n'en était pas moins vrai qu'elle se devait d'amener les autochtones à remplacer les méthodes de culture actuelles, qui étaient pénibles, par l'utilisation de la charrue à traction animale, et à employer les engrais naturels. Les écoles d'agriculture établies dans le Territoire pouvaient faire beaucoup de bien si l'Administration facilitait les rapports entre les élèves qui retournaient dans leur milieu d'origine et les planteurs indigènes.

Il a noté avec intérêt l'encouragement donné à l'extension des cultures industrielles et à l'introduction de nouvelles cultures.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, du point de vue de l'agriculture, l'économie du Territoire était complètement déséquilibrée et reposait entièrement sur des cultures d'exportation dont les produits étaient dirigés sur la métropole.

#### ELEVAGE

Le représentant de l'Inde a pressé l'Autorité administrante de redoubler de rigueur contre le système du contrat *ubuhake*. Soulignant que les *Bami* avaient exprimé leur opposition à ce système, il a estimé que l'Administration ne devait pas éprouver de trop grandes difficultés à poursuivre ses efforts.

Au sujet du problème de l'excédent de bétail, le représentant de l'Inde a constaté qu'une grande partie du cheptel avait déjà été abattue et que la population avait été encouragée à consommer de la viande. Il a estimé que l'Autorité administrante ne devait pas laisser les coutumes locales empêcher l'extermination de l'excédent de bétail.

Le représentant de la Chine a fait observer que le problème du bétail était l'un des plus graves qui se posaient à l'Autorité administrante. A cet égard, la campagne que l'Administration menait contre le système néfaste de l'*ubuhake* était impressionnante, bien qu'il fût encore trop tôt pour que l'on pût constater des résultats tangibles. Il était cependant d'excellent augure que les jeunes générations fussent peu à peu amenées à comprendre le danger des pratiques traditionnelles.

#### FINANCES PUBLIQUES

Le représentant de la Syrie a déclaré qu'il restait beaucoup à faire dans le domaine fiscal et il a recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre son œuvre systématique.

Pour ce qui est du système monétaire, le représentant de la Syrie a fait observer que, si l'Administration ne prenait pas immédiatement des mesures pour doter le Congo belge et le Territoire de monnaies distinctes, il serait très difficile au Territoire de liquider sa situation monétaire lorsqu'il parviendrait à l'indépendance.

#### IV. — PROGRES SOCIAL

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La population autochtone du Territoire comprend trois groupes sociaux distincts — les Batutsi, aristo-

cratie nilotique de pasteurs, les Bahutu, agriculteurs bantous qui forment 90 pour 100 de la population et les Batwa, pygmoides qui se livrent surtout à la chasse et à de petits travaux artisanaux. La population vit en groupes familiaux largement dispersés et il n'existe pas de villages.

L'Autorité administrante s'efforce d'atténuer les distinctions sociales que les usages connaissent encore et de fusionner le plus possible les divers éléments de la population.

Dans le domaine social, les principaux organismes publics sont le Service de la main-d'œuvre, dont le budget s'élevait en 1952 à 5.800.000 francs et qui s'occupe également des questions sociales d'ordre général et des coopératives, et les Services médicaux. Parmi les autres organismes de caractère social, on peut citer le Fonds du bien-être indigène, le Fonds colonial d'invalidité, qui protège les travailleurs indigènes contre les accidents du travail, et l'Office des cités indigènes, organisation dont le siège est au Congo belge, qui a repris, en 1952, les fonctions de l'Office du centre extra-coutumier d'Usumbura et qui a mis en train un programme de construction d'habitations pour les Africains aux environs d'Usumbura. En 1952, 245 maisons familiales et 72 appartements pour célibataires ont été construits et l'on se propose de construire 600 maisons familiales en 1953 sous ce programme.

Les organismes privés qui s'occupent de programmes sociaux sont surtout des missions catholiques et protestantes et des organisations apparentées.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) a procuré au Territoire 9 tonnes de lait entier en poudre et 58 tonnes de lait écrémé pour les enfants et les femmes enceintes.

#### DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

Le rapport annuel pour 1952 signale que la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales est garantie à tous les éléments de la population, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, par la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge, applicable au Ruanda-Urundi.

Il existe un certain nombre de questions relatives aux droits de l'homme auxquelles le Conseil s'est particulièrement attaché et à propos desquelles il a recommandé, à ses quatrième, sixième et neuvième sessions, d'examiner la législation en vigueur afin de supprimer tout ce qui pouvait avoir le caractère d'une discrimination raciale. Il s'agit notamment des lois sur la résidence, le régime foncier, les boissons alcooliques, le régime pénitenciaire et l'émigration.

A sa onzième session, le Conseil avait constaté que certains règlements en vigueur restreignaient le mouvement des personnes et il avait recommandé que l'Autorité administrante étudie la possibilité d'adopter d'autres mesures qui n'impliquaient pas de discrimination raciale et remit à l'étude l'ensemble des règlements, relatifs au mouvement des personnes, qui restreignaient la liberté individuelle.

Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante donne des détails sur trois formes de restrictions à la liberté de déplacement. D'abord, il existe un règlement qui prévoit qu'aucun autochtone ne peut quitter sa circonscription pour plus de trente jours sans obtenir de son chef un passeport de mutation. L'Autorité administrante signale que le passeport doit obligatoirement

être accordé à la femme et aux enfants qui accompagnent le chef de famille, aux autochtones qui désirent rejoindre un établissement d'enseignement ou à ceux qui veulent s'engager au service de l'Etat ou d'un établissement européen.

D'autre part, il est interdit aux autochtones de circuler la nuit dans les circonscriptions urbaines. L'Autorité administrante précise que ces mesures ont été dictées par un souci de protection contre les malfaiteurs et qu'on pourra les abroger lorsque le Territoire disposera d'une police adéquate et que les agglomérations seront éclairées la nuit.

Enfin, tout indigène qui compromet la tranquillité publique peut être contraint par une ordonnance motivée de s'éloigner d'un certain lieu ou d'habiter dans un lieu déterminé. L'Autorité administrante précise que l'on a rarement recours à ces mesures. Les habitants non indigènes du Territoire peuvent être expulsés pour des motifs analogues.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a adoptées à sa onzième session au sujet des restrictions imposées à la liberté du mouvement des personnes dans le Territoire, prend acte de la déclaration suivant laquelle l'Autorité administrante se propose d'en venir à supprimer le régime des passeports de mutation et du couvre-feu; il exprime néanmoins la déception qu'il éprouve à constater que l'Autorité administrante n'a pas été en mesure de supprimer ces restrictions, notamment en ce qui concerne le couvre-feu; il recommande de nouveau que l'Autorité administrante lève les restrictions imposées à la liberté individuelle des habitants.*

#### CONDITION DE LA FEMME

L'Autorité administrante indique que le droit coutumier ne reconnaît pas à la femme les mêmes droits qu'à l'homme; toutefois, la position sociale des femmes dans le Territoire est plus élevée que celle des femmes d'autres peuplades africaines. Le décret du 5 avril 1950, qui interdit à l'avenir la polygamie et aux termes duquel les polygames ne pourront plus désormais fixer leur résidence dans les centres extra-coutumiers, est entré en vigueur en 1952. L'Autorité administrante indique en outre que, par le décret sur l'immatriculation des autochtones, le mari et la femme immatriculés, après avoir donné leur consentement mutuel, jouiront d'une égalité complète, conformément aux dispositions du code civil.

Les foyers sociaux d'Usumbura et d'Astrida poursuivent l'éducation ménagère et familiale des femmes mariées. On construit de nouveaux locaux pour ces foyers sociaux ainsi que pour le nouveau foyer qui a été inauguré en 1952 à Nyundo, dans le Ruanda.

#### MAIN-D'ŒUVRE

En 1952, l'effectif moyen des travailleurs indigènes était estimé à 140.000 environ, dont 22.000 dans l'agriculture, 25.000 dans les industries extractives, 16.000 dans la construction, 14.000 dans le commerce et 29.000 dans les services. Les statistiques pour l'année 1951 ne se présentaient pas exactement sous la même forme, mais elles indiquaient que 81.190 travailleurs étaient occupés de manière permanente et 46.266 de manière non permanente.

Parmi les travailleurs qui avaient un emploi en 1952, 9.000 environ résidaient au lieu de travail, 137.000 avaient été recrutés sur place et 8.000 avaient été recru-

tés dans d'autres parties du Territoire. 63.000 environ étaient soumis au régime du contrat.

Beaucoup de travailleurs émigrent hors du Territoire. En 1952, 2.205 travailleurs ont été recrutés pour travailler au Congo belge et 1.281 pour travailler dans le Tanganyika et dans l'Ouganda. Quatre-vingt dix pour 100 de ces travailleurs devaient être accompagnés de leurs familles. L'émigration spontanée est encore plus importante; la plupart des 15.000 travailleurs qui ont émigré au Congo belge ont été engagés avec un contrat à long terme, mais les 27.000 travailleurs qui sont allés dans le Tanganyika et dans l'Ouganda étaient essentiellement de la main-d'œuvre saisonnière. L'administration surveille le recrutement des travailleurs et discute, au cours de conférences avec les autorités britanniques, des problèmes que crée l'émigration saisonnière.

L'Autorité administrante estime que ces deux mouvements se transforment en une émigration permanente des familles.

Le décret du 16 mars 1922 définit les principaux droits et obligations des employeurs et des travailleurs autochtones. L'employeur est tenu, sous réserve de quelques exceptions, de fournir au travailleur et à sa famille le logement et les soins médicaux et de lui donner, en plus de son salaire, des rations ou leur contre-valeur en argent. Depuis 1949, un système d'indemnité pour les accidents du travail et les maladies professionnelles est entré en vigueur. On étudie la possibilité d'instituer un système général d'allocations familiales, que l'Etat accorde déjà à ses employés.

Le Conseil avait déjà recommandé dans le passé que l'on abolisse, dès que les circonstances le permettraient, les sanctions pénales prévues pour les infractions aux contrats de travail; il a été informé, à sa onzième session, qu'un projet de décret était à l'étude, qui réduirait le champ d'application des sanctions pénales. En 1952, 752 travailleurs indigènes ont été condamnés à des peines de prison et 644 ont dû payer des amendes pour abandon de travail ou indiscipline au travail; pour 1951, les chiffres correspondants étaient 1.246 et 288 respectivement.

Il n'existe pas de syndicats professionnels dans le Territoire, bien que la loi les autorise. Toutefois, dans certaines entreprises et dans certaines localités, des comités de travailleurs ont été institués sous les auspices de l'administration. Il existe en outre dans chaque région et pour l'ensemble du Territoire des Commissions du travail et du progrès social indigène; elles comprennent un certain nombre de fonctionnaires, un certain nombre de membres nommés par le gouverneur pour représenter les employeurs et, en nombre égal, des membres qui représentent les employés indigènes. Ces commissions donnent des avis et présentent des recommandations sur les conditions de travail et les projets de réglementation du travail, notamment sur la fixation des niveaux de salaires et de la contre-valeur en espèces des rations.

En 1952, le salaire minimum théorique a été fixé à 11 francs par jour à Usumbura et à 7,90 francs pour les autres localités; le salaire minimum légal atteignait 72 pour 100 du salaire minimum théorique (contre 66 pour 100 en 1951); il s'élèvera à 77 pour 100 en 1953. Dans la pratique, le salaire journalier moyen était de 7 francs pour un veilleur, de 13 francs pour un aide-maçon, de 20 francs pour un maçon, de 60 francs pour un chauffeur de véhicules, et de 100 francs pour un dactylographe employé par l'administration. La contre-

valeur des rations allait d'un maximum de 50 francs par semaine à Usumbura à un minimum de 20 francs dans certaines parties du Ruanda.

Le Conseil avait déjà recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses études sur les niveaux de vie et les salaires des autochtones, en vue d'améliorer la situation de la population à cet égard.

Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante fait état de l'augmentation du salaire minimum légal mentionnée ci-dessus, mais déclare que c'est surtout l'insuffisance du rendement de la main-d'œuvre qui s'oppose à de nouveaux progrès; cet état de choses est dû aux coutumes sociales du Territoire, au fait que les autochtones ne comptent qu'en partie sur leur travail pour subsister, à des déficiences sanitaires et alimentaires et à un manque de formation et de qualification professionnelles chez les travailleurs. Le plan décennal comprend un programme d'action visant à accroître la productivité, notamment par le développement de l'enseignement professionnel et l'organisation de "jurys de qualification".

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a indiqué au Conseil, à sa treizième session, qu'à l'heure actuelle les salaires minimums s'échelonnaient entre 18 francs par jour à Usumbura et 12,40 francs dans les districts éloignés. Il a signalé au Conseil qu'un système d'inspection du travail venait d'être institué.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

*Le Conseil prend acte avec intérêt de la déclaration du représentant spécial selon laquelle l'Administration a institué un système d'inspection du travail et étudie actuellement un projet de décret concernant la question des sanctions pénales. Le Conseil demande à la prochaine mission de visite de faire figurer dans son rapport ses observations sur la manière dont la législation du travail est appliquée dans le Territoire ainsi que sur le barème des salaires et le niveau de vie.*

#### SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES

Le total des crédits affectés aux services médicaux et sanitaires dans le budget ordinaire de 1952 a atteint 79 millions de francs, contre 63.700.000 francs en 1951. En outre, on a dépensé pour les travaux publics 37.200.000 francs provenant du budget extraordinaire et 24.700.000 francs provenant du Fonds du bien-être indigène; d'autre part, les budgets locaux et les sociétés privées ont contribué aux dépenses médicales pour 10 millions et 8.700.000 francs respectivement.

En 1952, il y avait dans le Territoire 35 hôpitaux (y compris 16 hôpitaux de l'Etat) soit le même nombre qu'en 1951, mais le nombre de lits avait augmenté de 423, passant ainsi à 3.148. On comptait en outre 9 maternités, un sanatorium pour les tuberculeux (un second sanatorium est en voie d'achèvement) et une léproserie. Le nombre des dispensaires est passé à 103, soit une augmentation de 14 unités.

Le tableau suivant indique l'effectif du personnel médical pour 1952; on y trouvera également les chiffres correspondants pour 1951:

	Personnel européen			Total, 1952	Total, 1951
	Etat	Missions	Divers		
Médecins .....	37	12	14	63	63
Dentistes .....	1			1	2
Auxiliaires médicaux, etc.	41	13	2	60	56
Infirmières et assistantes infirmières .....	42		1	43	42
Accoucheuses .....	1	21		22	19



### Personnel autochtone

	Etat	Missions	Divers	Total, 1952	Total, 1951
Assistants médicaux . . . .	52		1	53	28
Infirmiers diplômés . . . .	72		3	75	40
Aides-infirmiers . . . . .	230	163	64	457	482
Aides-accoucheuses . . . .	51	52	5	108	78
Aides-gardes sanitaires . .	45			45	40

La section médicale du groupe scolaire d'Astrida forme des assistants médicaux indigènes en quatre années de cours et deux années de stage. Il y avait en outre, en 1952, 3 écoles d'infirmiers (contre 2 en 1951), 4 écoles d'aides-infirmiers et 4 écoles d'aides-accoucheuses.

Le programme d'extension des installations sanitaires prévu dans le plan décennal est exposé dans le dernier rapport du Conseil.

Le rapport de 1952 attire spécialement l'attention sur l'accroissement du nombre des consultations prénatales et postnatales, la campagne de lutte contre le paludisme par des pulvérisations de DDT et des distributions de quinine, la continuation de la campagne de dépistage des cas de tuberculose (1,872 pour 100 des 153.631 personnes examinées étaient atteintes de tuberculose pulmonaire), et la régression marquée des cas de maladie du sommeil (57 nouveaux cas en 1952 contre 1.363 cas en 1946) par suite des injections prophylactiques de pentamidine.

A sa onzième session, le Conseil, constatant avec satisfaction l'œuvre accomplie dans le domaine de la santé publique, en particulier au cours des campagnes spéciales contre la tuberculose et le paludisme, et se félicitant de la place que les services médicaux occupaient dans le plan décennal, avait invité instamment l'Autorité administrante à continuer de s'attacher au problème et à envisager la possibilité de faire à l'avenir une plus large place dans ses programmes à la formation de médecins autochtones.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandation suivantes:

*Le Conseil constate avec satisfaction que les services médicaux continuent à s'améliorer et que l'Administration combat vigoureusement les maladies telles que la tuberculose ou la trypanosomiase. Le Conseil, constatant que le paludisme et d'autres maladies sont encore fréquentes dans le Territoire, invite l'Autorité administrante à poursuivre son programme d'extension des services médicaux en faisant appel, le cas échéant, aux services des institutions spécialisées; il réitère la recommandation qu'il a adoptée à sa onzième session pour inviter l'Autorité administrante à développer ses programmes de formation médicale des autochtones, notamment la formation des médecins.*

### RÉGIME PÉNITENTIAIRE

Le rapport de 1952 n'apporte pas de renseignements nouveaux sur la réforme du régime pénitentiaire que l'on avait envisagée afin de ménager une ségrégation plus effective des prisonniers et une organisation plus systématique et plus rationnelle de leur travail. Le décret du 6 décembre 1950 relatif au traitement des délinquants juvéniles n'est pas encore entré en vigueur, car son exécution nécessite certaines réalisations d'ordre matériel. Le nombre moyen des mineurs détenus en prison s'élevait à 60 en 1952; la même année, 2.122 personnes au total, contre 1.783 en 1951, ont été détenues dans les prisons du Territoire.

En ce qui concerne les recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil de tutelle, selon lesquelles les châtiments corporels devraient être complètement abolis, il est à noter que, depuis 1951, ces châtiments ne peuvent plus être prononcés comme peine judiciaire par les tribunaux; la peine du fouet est encore autorisée dans les prisons du Territoire pour les personnes de couleur, mais son maximum est réduit à quatre coups; l'Autorité administrante signale que cette peine est l'objet de nombreuses restrictions.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, constatant que les tribunaux autochtones ne sont plus habilités à condamner aux châtiments corporels, mais que la peine du fouet existe encore dans les prisons, exprime la déception qu'il éprouve à constater que l'Autorité administrante n'a pas encore été en mesure d'abolir complètement ces châtiments et l'invite à les abolir dans le plus bref délai possible.*

### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

#### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la France a noté l'augmentation considérable des crédits budgétaires prévus pour l'assistance sociale ainsi que l'ampleur de l'œuvre entreprise par le Fonds du bien-être indigène.

Le représentant de l'Inde s'est réjoui de constater que des centres extra-coutumiers avaient été créés; c'était là un premier pas vers l'abolition des coutumes tribales et des restrictions qu'elles imposaient. Il a recommandé que ces centres fussent multipliés et ne fussent pas créés uniquement près des villes qui avaient une population européenne.

Le représentant de l'Australie a noté avec satisfaction l'augmentation progressive des crédits budgétaires affectés aux services sociaux et a déclaré que ces crédits représentaient une proportion très satisfaisante du budget total. Il a noté également, en ce qui concerne la protection sociale, que le Territoire avait continué à bénéficier dans une grande mesure du Fonds du bien-être indigène.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté que, dans le domaine social, le progrès avait été soutenu. Toutefois, il a estimé que l'Administration devait s'attacher à poursuivre l'aménagement des collectivités et pouvait à cet égard donner à certains autochtones une formation en matière d'aménagement des collectivités, et les préparer à un rôle d'animateurs.

#### DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

Le représentant de la France a déclaré que, si le système des passeports de mutation lui semblait, étant donné la situation particulière du Territoire, parfaitement justifié, il avait peine à trouver une justification pour le couvre-feu qui, à son avis, ne pouvait que nuire à l'éveil de l'esprit social.

Le représentant de l'Inde a formulé des objections au sujet de l'ordonnance prescrivant le couvre-feu dans le Territoire. Il a déclaré que les raisons qui avaient été avancées pour justifier son maintien en vigueur ne l'avaient pas convaincu; c'était à son avis traiter la population d'une manière injuste et dépourvue de dignité et, au surplus, cette méthode n'était peut-être même pas efficace.

Le représentant de la Chine a déploré que la discrimination raciale continuât à exister dans le Territoire

et que, manifestement, l'Autorité administrante ne voulait rien faire pour l'abolir. L'Autorité administrante n'avait pas mis en vigueur les recommandations relatives aux lois et pratiques discriminatoires que le Conseil et l'Assemblée générale avaient adoptées; les lois relatives à l'immigration avaient encore un caractère discriminatoire et la liberté de déplacement des autochtones était toujours limitée. En ce qui concernait cette dernière, les explications que l'Autorité administrante avaient fournies n'étaient pas convaincantes; de l'avis du représentant de la Chine, s'il était nécessaire d'augmenter les effectifs de la police pour protéger les habitants et s'il fallait mieux éclairer les rues, l'Autorité administrante devait prendre des mesures à cet effet au lieu de limiter la liberté de la population. Plusieurs années s'étaient écoulées depuis que la question des lois et pratiques discriminatoires avait été abordée, et la manière dont l'Administration belge avait négligé les recommandations de l'Assemblée générale était décourageante.

Le représentant d'Haïti a exprimé l'opinion que les mesures relatives aux passeports de mutation et au couvre-feu étaient dues au fait que l'Administration n'avait pas prévu une police suffisante et n'avait pas pris de dispositions pour que les rues fussent bien éclairées. Elle semblait considérer comme normal de brimer les autochtones et de restreindre leur liberté afin que tout le monde pût dormir en paix.

Le représentant de la Syrie a déclaré que l'obligation pour les autochtones de se munir de passeports et d'observer le couvre-feu, ainsi que la limitation de la liberté d'association, étaient des restrictions inutiles. Il a noté avec regret que plusieurs restrictions avaient été imposées en ce qui concernait la diffusion des idées et que l'entrée du Territoire était interdite à plusieurs publications dont certaines paraissaient cependant en Belgique.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la discrimination raciale se manifestait dans tous les domaines de la vie du Territoire. Elle était pratiquée dans l'administration, dans la justice, dans le domaine de la santé, en matière d'utilisation des terres et en ce qui concernait les traitements du personnel enseignant. Elle existait même dans les prisons où, pour les mêmes délits, les sanctions étaient différentes selon qu'il s'agissait de blancs ou de personnes de couleur. En outre, les autochtones étaient privés de la liberté de déplacement et, si un Africain désirait changer de domicile ou s'absenter de son domicile plus de trente jours, il devait demander l'autorisation des Autorités et se munir d'un permis; les Européens, par contre, jouissaient d'une complète liberté de déplacement.

Le représentant de l'URSS a déclaré que la discrimination se manifestait également dans les taux des salaires payés aux Européens et aux Africains. D'après le rapport annuel, il existait trois barèmes de salaires pour le même emploi; par exemple, un mécanicien européen était payé 380 francs par jour, alors qu'un mécanicien asiatique ne recevait que 150 francs et un Africain 35 francs seulement. Quant au personnel enseignant, un instituteur autochtone recevait 3.000 francs par an, alors qu'un instituteur non autochtone recevait de 20.000 à 30.000 francs. Le traitement d'un instituteur autochtone était donc d'environ 8 francs par jour, ce qui ne lui permettait pas d'acheter un journal qui coûtait 12,50 francs le numéro.

Il a déclaré pour conclure que si l'on tenait compte également de la situation existant dans les services administratifs du Territoire, qui ne comptaient pas un seul autochtone, on pouvait se faire une idée de l'ampleur inouïe que revêtait la discrimination raciale dans le Ruanda-Urundi.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il partageait les opinions exprimées par les membres du Conseil au sujet de l'abolition des dispositions restrictives concernant les déplacements des autochtones, mais que jusqu'alors, l'Autorité administrante n'avait pas cru pouvoir faire plus qu'elle n'avait fait. Elle se proposait toutefois d'abroger ces dispositions.

Le représentant spécial a fait observer que beaucoup de pays contrôlaient l'importation des publications considérées comme dangereuses pour l'ordre public et que l'une des préoccupations des organisations internationales était de limiter la diffusion des publications pornographiques.

A propos de la question de l'immigration, il a souligné que les restrictions à l'immigration visaient les analphabètes et avaient pour objet d'interdire l'entrée du Territoire à des personnes de basse condition sociale dont les activités pouvaient porter préjudice aux habitants.

Il a nié que l'Autorité administrante appliquât des mesures discriminatoires en matière de salaires. Il a fait observer que, si un employeur pouvait obtenir d'un travailleur autochtone, pour 35 francs par jour, les services que lui fournissait un Asiatique pour 150 francs ou un Européen pour 350 francs par jour — sans compter les frais de voyage — il ne manquerait pas d'engager l'autochtone; les lois économiques avaient leur rigueur et le jour où l'employeur pourrait attendre d'un autochtone les mêmes services que d'un Européen, il n'engagerait plus l'Européen.

#### CONDITION DE LA FEMME

Le représentant de la France a félicité l'Autorité administrante d'avoir institué dans le Territoire le principe du mariage monogamique.

Il a estimé que les foyers sociaux serviraient sans aucun doute à développer l'esprit social parmi les autochtones. Ces foyers devaient jouer un rôle important dans la formation de travailleurs sociaux indigènes.

#### MAIN-D'ŒUVRE

Le représentant de la France a exprimé le regret que des sanctions pénales fussent maintenues dans la réglementation du travail. Il aurait été imprudent d'en recommander la suppression immédiate, mais tout devait être mis en œuvre en vue d'instaurer, dans les plus brefs délais possibles, un régime de liberté. Le représentant de la France a constaté qu'un effort très important avait été accompli pour l'éducation du travailleur, notamment par l'intermédiaire des comités locaux de travailleurs et des commissions du progrès social indigène qui, à son avis, rendraient de grands services à cet égard.

Le représentant d'Haïti a estimé que le niveau de vie n'était pas très élevé. L'émigration des travailleurs vers les territoires voisins s'expliquait par le fait qu'ils y obtenaient des salaires plus intéressants.

Le représentant d'Haïti a pris acte avec satisfaction de la législation du travail et de la législation sociale exposées dans le rapport. Mais il importait que la pro-

chaîne Mission de visite vit dans quelle mesure cette législation s'intégrait dans la vie pratique.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'un décret prévoyant la suppression des sanctions pénales était à l'étude. Si les sanctions pénales étaient maintenues, elles frapperaient non seulement le travailleur mais aussi le patron qui ne respecterait pas ses obligations.

Le représentant spécial a déclaré que les salaires demeureraient manifestement bas, mais qu'ils avaient été relevés depuis 1948 et que leur augmentation était supérieure à celle du coût de la vie. Ainsi, la situation des autochtones s'améliorait progressivement.

#### SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES

Le représentant de la France s'est félicité des résultats obtenus en matière de santé publique, notamment de la lutte énergique entreprise contre les endémies tropicales et la tuberculose. Il a estimé que l'Autorité administrante devait développer son programme d'instruction générale pour permettre la formation de médecins autochtones et consolider ainsi les résultats considérables déjà obtenus.

Le représentant de l'Inde a recommandé à l'Autorité administrante d'utiliser davantage les services des institutions spécialisées dans la lutte contre le paludisme et d'autres maladies.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, six ou sept ans auparavant, il y avait 35 médecins d'Etat dans le Territoire et que leur nombre était toujours le même à l'heure actuelle, bien que la population fût passée de 3 millions et demi à plus de 4 millions de personnes.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que cette dernière s'efforcerait d'accélérer la formation de médecins autochtones. Rejetant l'assertion du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques d'après laquelle le nombre des médecins dans le Territoire n'avait pas augmenté, il a fait remarquer qu'en 1952 il y avait 68 médecins dans le Territoire, contre 35 en 1948. Il a déclaré que l'Autorité administrante appréciait fort les services rendus par l'Organisation mondiale de la santé et collaborait régulièrement avec elle, mais qu'à son avis ces services devaient être fournis plutôt aux territoires moins bien lotis que le Ruanda-Urundi, où l'Autorité administrante dépensait chaque année des sommes considérables pour l'action médicale.

#### RÉGIME PÉNITENTIAIRE

Le représentant du Salvador a exprimé l'espoir que les châtiments corporels seraient complètement abolis dans un très proche avenir.

Le représentant de la Chine a déclaré que, tout en constatant que le nombre de coups de fouet qui pouvaient être donnés dans les prisons du Territoire en tant que sanction disciplinaire avait été sensiblement réduit, sa délégation, continuait à demander l'abolition complète des châtiments corporels recommandée à maintes reprises par le Conseil et par l'Assemblée générale.

Les représentants d'Haïti et de la Syrie ont constaté que les recommandations du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale en vue de l'abolition complète des châtiments corporels n'étaient toujours pas observées dans le Territoire.

Le représentant d'Haïti a relevé, pour sa part, qu'il n'y avait toujours aucun établissement de rééducation des jeunes délinquants. En outre, il n'était pas certain que, dans les prisons, les adolescents fussent toujours séparés des adultes.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il partageait l'opinion exprimée par les membres du Conseil au sujet de la nécessité de supprimer les châtiments corporels dans les prisons, mais que jusqu'alors l'Autorité administrante n'avait pas cru pouvoir aller plus loin qu'elle ne l'avait fait. Elle considérait toutefois l'abrogation de ces mesures comme un but à atteindre.

### V. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT

En matière d'enseignement, la politique déclarée du Gouvernement est la suivante : dispenser l'instruction à la généralité de la jeunesse indigène du Territoire ; préparer tous les indigènes à vivre selon leurs aptitudes, soit dans le milieu ancestral, soit en dehors de ce milieu ; donner un enseignement qui puisse former une élite ; atteindre ces buts en tenant compte de la nécessité d'adapter les méthodes d'enseignement aux conditions du milieu, ainsi qu'aux exigences de la civilisation.

L'enseignement dans le Territoire est organisé, subventionné et inspecté par le gouvernement. A l'exception de quelques écoles officielles où l'instruction est dispensée par des membres de congrégations religieuses, les écoles sont du type "libre et subsidé" et sont presque entièrement dirigées par les missions religieuses.

Les dépenses de l'Etat au titre de l'enseignement se sont élevées à 43,6 millions de francs en 1951 (contre 31,1 millions en 1950). Sur ce total, 34,2 millions (24,7 millions en 1950) représentent les subventions octroyées aux écoles non officielles. Les dépenses prévues pour 1952 s'élevaient à 64,6 millions (dont 48,4 millions de subventions) ; le représentant spécial a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, que les dépenses effectives avaient été de 69 millions de francs. A ces chiffres, il faut ajouter les sommes affectées aux travaux de construction en 1952 qui ont été imputées sur le budget extraordinaire ou allouées par le Fonds du bien-être indigène ; à ce double titre, les projets commencés au cours de l'année 1952 ont entraîné respectivement des dépenses de 16,7 millions (12,1 millions en 1951) et de 9,1 millions de francs (10 millions).

Le rapport ne renferme aucune indication précise sur les dépenses d'enseignement des missions, mais le taux des subventions varie de 70 à 80 pour 100 pour les travaux de construction, de 80 à 100 pour 100 pour le personnel enseignant indigène, et les frais d'internat sont remboursés jusqu'à concurrence de 80 pour 100, tandis que des sommes forfaitaires sont payées pour le personnel enseignant européen, pour l'achat de fournitures scolaires et pour l'entretien des locaux.

L'éducation générale élémentaire, l'initiation artisanale et agricole et l'hygiène pratique occupent une place de première importance dans l'enseignement primaire pour Africains. La langue d'enseignement est le vernaculaire ; le français est enseigné comme deuxième langue dans les classes supérieures des écoles primaires. Les écoles primaires comprennent des classes du premier

degré (première et deuxième années, ainsi qu'une troisième année facultative), du deuxième degré "ordinaire" (de la troisième à la cinquième année d'études), et du deuxième degré "sélectionné" (de la troisième à la sixième année d'études) à l'intention des élèves qui poursuivront vraisemblablement leurs études.

En 1952, il y avait deux écoles primaires officielles pour indigènes, avec un effectif de 695 garçons (674 en 1951). Il existait en outre des écoles officielles pour Européens et pour Asiatiques comptant respectivement 91 et 174 élèves. En 1952, 172.300 élèves étaient inscrits dans les écoles primaires libres pour indigènes, contre 139.327 en 1951. En 1952, le nombre d'élèves par année se répartissait comme suit :

	Garçons	Filles	Total
1ère année.....	70.000	21.840	91.840
2ème année.....	27.850	11.130	38.980
3ème année.....	16.385	4.189	20.574
4ème année.....	9.207	2.716	11.923
5ème année.....	5.758	1.967	7.725
6ème année.....	1.000	258	1.258
<b>TOTAL</b>	<b>130.200</b>	<b>42.100</b>	<b>172.300</b>

En outre, les écoles primaires confessionnelles pour Européens comptaient 228 élèves.

Diverses organisations ont indiqué que leurs chapelles-écoles et écoles de simple lecture, qui dispensent une instruction rudimentaire mais qui ne sont pas subventionnées et échappent à l'inspection officielle, ont été fréquentées par 348.699 personnes au cours de l'année 1952. Sur ce total, 246.789 personnes se sont rendues dans des écoles catholiques, 81.550 personnes ont fréquenté des établissements scolaires protestants, 19.340 personnes sont allées chez les Adventistes du septième jour et 1.020 personnes ont fréquenté des écoles musulmanes.

L'enseignement postprimaire officiel est concentré dans le groupe scolaire d'Astrida qui comprend, outre des sections primaires et une école secondaire générale, des sections spécialisées, notamment une section médicale, une section vétérinaire, une section agricole, une section administrative et, depuis 1952, une section pédagogique (dite "normale"). Au cours de l'année 1952, 915 garçons et 33 filles étaient inscrits dans les classes postprimaires des écoles officielles. Sur ce total, 735 garçons et 33 filles suivaient les cours des trois premières années, tandis que 180 garçons poursuivaient leurs études dans les sections spécialisées. L'Autorité administrante a indiqué que le projet de construction d'une école secondaire latine aux environs de Nyanza a été abandonné; l'école qui la remplacera et dont la construction commencera en 1953, aux environs d'Usumbura, sera interracial, et les élèves ne pourront suivre les cours de cette école que s'ils sont reconnus aptes. En attendant que cette école soit terminée, soixante-huit ressortissants du Ruanda-Urundi ont suivi, en 1952, les cours de l'école secondaire latine de Bukavu (Congo belge) près de la frontière du Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré à la treizième session du Conseil que le collège interracial était maintenant en cours de construction et qu'il pourrait vraisemblablement ouvrir ses portes en janvier 1955.

Les classes postprimaires des écoles confessionnelles subventionnées comptaient 1.015 garçons et 250 filles; sur ce total, dix-neuf garçons suivaient les cours de la

quatrième année d'études. En outre, les missions dirigent deux catégories d'écoles chargées de la formation du personnel enseignant indigène — les écoles de moniteurs (trois ou quatre années d'études faisant suite à un cycle complet d'études primaires) qui ont été fréquentées par 561 garçons et 183 filles en 1952 (contre 373 et 135 en 1951) et les écoles d'apprentissage pédagogique (deux années d'études faisant suite à un cycle d'au moins quatre années d'études primaires) qui ont été fréquentées par 326 garçons et 178 filles (contre 120 et 84 en 1951).

Une école professionnelle officielle a été récemment ouverte à Usumbura; cet établissement scolaire sera agrandi au cours de l'année 1953.

La création dans le Territoire d'un établissement d'enseignement supérieur continue à faire l'objet d'études minutieuses. Au cours de l'année 1952, 17 ressortissants du Territoire ont suivi, au Congo belge, les cours du centre universitaire Lovanium où tous leurs frais leur ont été remboursés, et 6 autres indigènes ont poursuivi leurs études supérieures dans les universités européennes.

Le dernier rapport du Conseil<sup>203</sup> sur l'administration du Ruanda-Urundi expose en détail le programme de développement de l'enseignement prévu dans le plan décennal. Le Conseil et les missions de visite se sont penchés sur certaines questions telles que le rôle des missions religieuses dans l'enseignement et l'insuffisance des moyens existants. La Mission de visite de 1951 a estimé que dans beaucoup d'écoles qu'elle avait visitées, les méthodes d'enseignement étaient insuffisantes et qu'il était nécessaire de relever de manière appréciable le niveau des écoles existantes. La Mission a jugé que les mesures envisagées par le plan décennal étaient certes de nature à améliorer les écoles mais elle a estimé que ces mesures négligeaient des problèmes importants, à savoir le problème de la durée des études dans les écoles primaires du premier degré et l'amélioration des chapelles-écoles et des écoles de simple lecture. La Mission a exprimé l'avis qu'il faudrait intensifier la création d'établissements d'enseignement secondaire et prévoir notamment l'institution d'un enseignement secondaire complet pour les filles.

A sa onzième session, le Conseil avait reconnu le rôle important des missions religieuses dans le domaine de l'enseignement; il avait toutefois considéré que l'Administration devait intervenir plus directement dans l'éducation des habitants; il avait invité instamment l'Autorité administrante à surveiller de plus près les écoles élémentaires des missions (écoles de simple lecture) et, si la situation justifiait cette mesure, à créer un plus grand nombre d'écoles officielles. Le Conseil avait recommandé à l'Autorité administrante de multiplier et de développer les établissements d'enseignement secondaire et supérieur du Territoire et, pour élargir ce programme, d'accorder aux étudiants autochtones des bourses d'études à l'étranger. En outre, le Conseil avait invité l'Autorité administrante à prendre les mesures voulues pour améliorer la formation des maîtres dans le Territoire.

L'Autorité administrante a mentionné en particulier l'extension des moyens d'enseignement — voir l'exposé détaillé qui figure plus haut — et elle a fait observer que l'exécution de ce programme était en avance sur les délais prévus dans le plan décennal.

<sup>203</sup> Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 4, A/2150*, p. 111.



A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil constate avec satisfaction que l'Autorité administrante affecte à l'enseignement des crédits de plus en plus importants, qu'elle a augmenté le nombre des écoles et qu'elle se propose de créer, en janvier 1955, une école secondaire interr raciale à Usumbura. Il exprime l'espoir que l'Autorité administrante considérera, comme l'a proposé l'UNESCO<sup>294</sup>, l'intérêt qu'il y aurait à uniformiser le système d'enseignement primaire afin d'assurer à tous les enfants d'âge scolaire six années d'instruction primaire, ainsi que la nécessité de former un plus grand nombre d'instituteurs et d'améliorer leurs qualités professionnelles. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante d'étendre le régime des bourses scolaires.*

*Le Conseil, prenant acte de la déclaration du représentant spécial suivant laquelle un des grands problèmes qui se posent encore dans le Territoire est celui de la condition de la femme, et estimant qu'en donnant aux femmes une meilleure instruction on contribuerait beaucoup à améliorer leur situation, exprime l'espoir que l'Administration continuera à développer les moyens d'instruction des jeunes filles, notamment en ce qui concerne l'enseignement secondaire, ainsi que les possibilités d'éducation des adultes et d'éducation fondamentale des femmes; il espère en outre que la population autochtone portera un intérêt de plus en plus vif à l'action que l'Autorité administrante mène dans ce domaine.*

#### LUTTE CONTRE L'ANALPHABÉTISME ET ÉDUCATION DES ADULTES, EMPLOI DES LOISIRS

Selon le rapport annuel pour 1952, il n'a pas été possible d'indiquer le pourcentage réel des indigènes ne sachant ni lire ni écrire. Le rapport fait observer aussi que le nombre d'illettrés dans le Territoire va en décroissant grâce à l'extension de l'enseignement organisé, et à la fréquentation toujours grandissante des chapelles-écoles. En outre, il existe des cours pour adultes, qui ont pour objet principal d'aider les autochtones à acquérir une connaissance suffisante de la lecture et de l'écriture; au cours de l'année 1952, 1.627 personnes ont suivi ces cours.

En 1952, le Territoire comptait 18 bibliothèques publiques pour indigènes et 3 bibliothèques pour non-autochtones. L'Autorité administrante a indiqué qu'au cours de l'année considérée elle a dépensé respectivement 80.000 et 40.000 francs pour ces établissements. La plupart des ouvrages sont en langue française. L'Autorité administrante fait observer que le choix des ouvrages est aussi heureux que varié mais que les autochtones lisent peu à l'heure actuelle et qu'en général ils sont d'une paresse intellectuelle difficilement concevable pour des civilisés.

Pour ce qui est des loisirs, l'Autorité administrante a signalé qu'il existe huit cinémas pour Européens. Les Asiatiques peuvent également assister aux séances des cinémas pour Européens; spécialement à leur intention, il existe, à Usumbura, une salle de cinéma où l'on projette des films indiens. Des représentations cinématographiques pour indigènes ont été données dans les cercles d'études d'Usumbura, d'Astrida et de Biumba, ainsi que dans un certain nombre de missions. Deux groupes mobiles de cinéma ont parcouru le Territoire au cours de l'année 1952, et ont donné au total 249

représentations auxquelles ont assisté 227.500 personnes.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT

Le représentant de la France a noté avec une grande satisfaction les progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement, du programme de construction d'écoles nouvelles et de l'ouverture prochaine de l'école secondaire d'Usumbura. Il a estimé, toutefois, qu'il faudrait faire preuve d'un peu plus d'audace en matière d'enseignement secondaire pour les jeunes filles.

Il a déclaré que, plus l'enseignement serait développé et diversifié, plus l'intervention directe de l'Autorité administrante deviendrait nécessaire, mais que la politique suivie jusqu'ici, consistant à faire fond essentiellement sur l'enseignement libre subventionné et contrôlé par l'Administration, avait été justifiée par les événements.

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'il avait été gêné par l'absence de statistiques sur le nombre d'habitants sachant lire et écrire. Il a estimé d'autre part que l'Administration devait jouer un rôle plus important dans l'organisation de l'enseignement dans le Territoire.

Le représentant de l'Inde a constaté avec satisfaction qu'un collège était en construction dans le Territoire et il a exprimé l'espoir que ce collège pourrait être inauguré en janvier 1955. Toutefois, il n'avait pas été satisfait d'apprendre que le programme des études y serait exactement le même que dans un collège belge. Il a convenu que le niveau des études devait être élevé, mais a estimé qu'il fallait les adapter dans une grande mesure aux conditions locales. Il lui a semblé que l'on s'attachait trop aux études littéraires et pas assez à l'enseignement pratique et scientifique.

Le représentant de l'Inde a estimé que l'instruction religieuse donnée dans les écoles de mission subventionnées par l'Administration devait être rendue facultative à moins qu'il y ait une demande qu'elle soit obligatoire.

Le représentant du Salvador a insisté sur la nécessité de créer des écoles publiques supplémentaires. Il convenait d'améliorer les installations existantes et d'augmenter la durée minimum des études dans les écoles primaires.

Le représentant de la Chine a reconnu que certains progrès avaient été réalisés dans le domaine de l'enseignement — les résultats les plus importants à cet égard étant l'accroissement des affectations budgétaires et l'augmentation du nombre des écoles. Toutefois, l'enseignement n'était toujours pas obligatoire; il fallait espérer que l'Administration prendrait certaines mesures préliminaires dans ce sens. En outre, le Territoire avait un grand besoin d'instituteurs qualifiés et il était souhaitable, comme l'avait fait remarquer l'UNESCO, d'unifier la structure scolaire.

Le représentant d'Haïti a déclaré qu'il aurait aimé reconnaître la valeur du système d'enseignement appliqué dans le Territoire, si ce système ne se trouvait vicié par une conception erronée des possibilités de développement de la population autochtone. Il a estimé qu'à la fin du cycle d'études secondaires les étudiants n'étaient pas à même d'aborder des études supérieures au Centre universitaire congolais de Lovanium, ou dans les universités de la métropole.

<sup>294</sup> T/1091.



Il a relevé que d'après le rapport lui-même, les étudiants ne possédaient pas, à la fin de leurs études, une connaissance suffisante du français; pourtant on songeait à leur enseigner le flamand.

Le représentant de la Syrie a constaté que le principe de l'enseignement obligatoire n'était pas respecté dans le Territoire et que l'enseignement n'y était pas gratuit. Il a déclaré qu'un autre défaut de l'organisation de l'enseignement était la longueur des études prévues pour les autochtones; on parlait du principe que les autochtones étaient différents des Européens, principe qu'il n'admettait pas. Relevant que l'instruction n'était donnée qu'à un petit nombre de filles, il a déclaré qu'il fallait rompre avec la tradition qui était la cause de cette situation si l'on voulait que le Territoire progressât.

Il a constaté avec regret que les programmes de l'enseignement supérieur étaient un mélange d'enseignement supérieur superficiel et d'enseignement secondaire quelque peu développé. Il a relevé que le nombre des boursiers restait réduit et a recommandé qu'il fût augmenté.

Il a exprimé le regret que l'Autorité administrante ne collaborât pas étroitement avec l'UNESCO.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, malgré les recommandations répétées faites à l'Autorité administrante pour qu'elle se charge de l'enseignement, augmente les crédits affectés à ce chapitre du budget et forme une élite autochtone, l'Autorité administrante avait poursuivi sa politique consistant à confier aux missions religieuses la responsabilité de l'enseignement. Les résultats de cette politique étaient manifestes: il n'avait été formé aucune élite d'intellectuels, et aucun autochtone n'était capable de contribuer au développement de l'enseignement dans le Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Administration désirait rendre l'enseignement obligatoire, mais qu'il lui était impossible de le faire tant qu'elle ne disposait pas des installations et du personnel nécessaires pour l'assurer à tous.

Le représentant spécial n'a pas partagé l'opinion du représentant de l'Inde sur la question de l'instruction religieuse. A son avis, l'enseignement de la religion était l'un des moyens les plus puissants de changer les hommes. Supprimer cet enseignement dans les écoles serait supprimer une source d'énergie, d'exaltation et de richesse morale.

Le représentant spécial a démenti que l'Autorité administrante restreignit les possibilités, pour les autochtones, d'accéder aux études supérieures. L'Autorité administrante s'était assigné pour but de supprimer complètement l'analphabétisme et de donner à tous les autochtones la possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur; mais c'était là une tâche complexe et délicate et il était à peu près impossible de brusquer les choses.

Le représentant spécial a dit qu'il ne croyait pas, comme le représentant de la Syrie, que la durée des études fût trop longue; elle était, au contraire, à son avis, parfaitement normale.

Le représentant spécial a déclaré que le plan décennal prévoyait le développement de l'enseignement secondaire pour les filles.

#### DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante s'attacherait tout spécialement à diffuser, parmi la population du Territoire sous tutelle, des renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies, et s'efforcerait de fournir aux écoles des renseignements aussi détaillés que possible sur le régime international de tutelle, en particulier sur le droit d'adresser des pétitions à l'Organisation des Nations Unies.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'enseignement dispensé dans les écoles au sujet de l'Organisation des Nations Unies donnait d'excellents résultats et que l'Autorité administrante se proposait de le développer encore.

## Chapitre III

### LA SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE

#### I. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

###### TERRITOIRE ET POPULATION

La Somalie sous administration italienne s'étend le long de la côte nord-est de l'Afrique; sa superficie est d'environ 500.000 kilomètres carrés. La majeure partie du Territoire est aride et l'exploitation agricole ne peut guère dépasser, de ce fait, les deux vallées fluviales et certaines régions côtières.

La population comprend 1.268.624 personnes dont la plupart sont des Somalis nomades ou semi-nomades qui mènent une existence pastorale. La communauté arabe comprend environ 30.000 personnes; le nombre des Indiens et des Pakistanais est d'environ un millier. On compte près de 5.000 résidents italiens.

###### CONSEIL CONSULTATIF DES NATIONS UNIES

Le Conseil consultatif n'a soumis aucun rapport sur les travaux qu'il a accomplis du 1er avril 1953 au 31 mars 1954. Dans un rapport au Conseil de tutelle, le représentant de la Colombie a expliqué qu'il se trouvait être le seul représentant présent dans le Territoire à l'expiration de la période pour laquelle le Conseil consultatif préparait normalement son rapport; en outre, il a jugé indispensable de faire un rapport sur les activités du Conseil consultatif. Dans ce document, il a déclaré que, du 1er avril 1953 au 31 mars 1954, les trois membres du Conseil consultatif s'étaient fait représenter à Mogadiscio pendant une période totale de vingt-huit jours. Pendant l'année en question, le Conseil consultatif avait atteint un quorum de deux membres pendant vingt-trois jours<sup>295</sup>.

A sa douzième session, le Conseil a constaté avec satisfaction qu'il existait un esprit de coopération entre le Conseil consultatif et l'Autorité administrante et que l'entente régnait au sein du Conseil consultatif; il a accueilli favorablement les mesures prises et prévues pour renforcer la collaboration du Conseil consultatif et de l'Autorité administrante.

L'Autorité administrante a fait savoir au Conseil de tutelle que, pendant l'année 1953, ses relations avec le Conseil consultatif avaient été marquées par un esprit d'étroite collaboration, qu'elle avait consulté le Conseil sur des projets de lois relatifs au développement du Territoire dans les domaines politique, économique et social, ainsi que dans celui de l'instruction et qu'elle l'avait tenu au courant de tous les faits nouveaux qui ne revêtaient pas un caractère législatif. Elle a ajouté qu'elle tenait le plus grand compte des vues et opinions du Conseil consultatif dans l'élaboration du texte définitif des différentes mesures législatives et que les observations et recommandations du Conseil relatives à un certain nombre de questions sur lesquelles il avait été

consulté l'avaient considérablement aidée dans l'exécution de sa tâche.

A sa quatorzième session, le Conseil de tutelle a adopté la conclusion et les recommandations suivantes:

*Le Conseil, préoccupé de constater que les représentants qui siègent au Conseil consultatif ont été absents du Territoire pendant de longues périodes, confirme sa recommandation antérieure dans laquelle il exprimait l'espoir que les trois Etats membres participeraient tous d'une manière complète aux travaux du Conseil consultatif et que leurs représentants feraient dans le Territoire des séjours assez prolongés pour que le Conseil consultatif puisse s'acquitter de ses fonctions de la manière la plus efficace.*

###### PROBLÈMES RELATIFS À LA FRONTIÈRE AVEC L'ETHIOPIE

A ses onzième et douzième sessions, le Conseil avait indiqué que la question de la frontière définitive entre le Territoire et l'Ethiopie présentait un caractère d'urgence surtout si l'on considérait que la Somalie devait accéder à l'indépendance en 1960; en outre, le Conseil avait exprimé l'espoir qu'il serait possible d'aboutir aussi rapidement que possible à un accord satisfaisant par la voie des négociations.

Dans le passé, le Conseil a également reçu des pétitions de Somalis exprimant leurs plaintes en ce qui concerne la frontière provisoire et, plus particulièrement, la division des familles, l'impossibilité d'accéder à certains puits situés du côté éthiopien et les incursions effectuées dans le Territoire sous tutelle.

L'Autorité administrante a attiré l'attention du Conseil de tutelle sur le fait que la situation engendrée par la ligne de démarcation provisoire existante posait un problème grave qui avait des conséquences fâcheuses sur la situation économique et sociale de la population frontalière, notamment de celle de la région du Mudugh. La question des puits par exemple avait rendu difficiles les relations entre les tribus qui vivaient près de la frontière. La pression exercée par les tribus nomades que le manque d'eau poussait vers l'intérieur du pays avait également affecté le maintien de l'ordre.

L'Autorité administrante a informé le Conseil qu'en juin 1953, l'Ambassade d'Italie à Addis-Abéba avait de nouveau proposé à l'Ethiopie que chaque gouvernement constitue une délégation en vue d'entreprendre des négociations. En réponse, le Gouvernement éthiopien avait proposé que les deux gouvernements intéressés désignent deux experts qui devaient avant tout réunir les données essentielles et déterminer les principes à suivre au cours des négociations ultérieures. L'Autorité administrante a accepté cette proposition. Le Gouvernement éthiopien n'a pas donné suite à l'affaire.

L'Autorité administrante estime que, la détermination d'une frontière définitive et satisfaisante ne devrait pas rencontrer de difficulté insurmontable et qu'il serait particulièrement souhaitable de régler définitivement cette question afin de supprimer tous différends entre

<sup>295</sup> T/1116.

les deux parties principalement intéressées: l'Ethiopie et la Somalie.

Au cours de l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle, certains membres du Conseil se sont déclarés préoccupés par le fait que le règlement de la question de la frontière n'avait guère progressé. Sur une proposition présentée par le représentant d'Haïti<sup>206</sup>, le Conseil a adopté une résolution<sup>207</sup> dans laquelle il appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la constatation du Conseil de tutelle que la délimitation de la frontière constitue une question de la plus grande urgence en raison tant de la date prochaine de l'accession à l'indépendance du Territoire sous tutelle que de la permanence des difficultés d'ordre politique, économique et social dans la zone de la frontière provisoire actuelle; prie le Secrétaire général de solliciter du Gouvernement italien et du gouvernement éthiopien toutes informations appropriées concernant le progrès des négociations directes entre les deux gouvernements, informations qui seront communiquées à l'Assemblée générale à sa neuvième session ordinaire; invite le Conseil consultatif à soumettre au Secrétaire général, dans le même délai, telles informations qu'il aura pu obtenir dans l'exercice normal de ses fonctions relativement à la situation actuelle dans la région frontalière; et prie le Secrétaire général, à la lumière des renseignements ainsi obtenus, de présenter à l'Assemblée générale à sa neuvième session ordinaire, un rapport sur les progrès réalisés dans les négociations entreprises conformément à la résolution 392 (V) de l'Assemblée générale et sur la situation dans la zone de la frontière provisoire.

#### SÉCURITÉ ET ORDRE PUBLIC

Au cours de l'année, le corps de police de la Somalie se composait de 2.024 membres, tous Somalis. Le nombre des carabiniers italiens a été ramené de 297 à 190. Un groupe de huit Somalis qui a suivi des cours de perfectionnement en Italie regagnera bientôt le Territoire et remplacera un nombre égal d'officiers de police italiens. A la fin de l'année, les Somalis avaient la responsabilité de 46 des 74 postes de police du Territoire, soit 14 de plus que l'année précédente. Les gardes de résidence, connus sous le nom d'*ilalos*, étaient au nombre de 1.514.

Les forces militaires se composaient de 3.500 éléments environ dont 652 Italiens. Le nombre des officiers somalis s'élevait à 16, soit 5 de plus que l'année précédente, et un officier somali commandait une garnison, celle de Bardera. On espère qu'à la suite du programme de lutte contre l'analphabétisme mis en œuvre dans l'armée, tous les éléments somalis auront obtenu leur certificat d'études élémentaires en août 1956. On a organisé des cours d'instruction militaire et l'on doit envoyer en Italie un certain nombre de diplômés qui suivront des cours de perfectionnement pour officiers et sous-officiers. On espère qu'à la fin de 1956, on aura remplacé plus de 60 officiers, sous-officiers et soldats italiens par des éléments somalis et, que de 1957 à 1960, on aura réduit l'effectif italien à 130 personnes environ.

Au cours des années passées, l'attention du Conseil a été attirée sur de graves incidents survenus entre des groupes armés en raison des rivalités traditionnelles qui existent entre certains groupes, du manque d'eau et de pâturages et du caractère provisoire de la frontière avec l'Ethiopie, qui a pour effet d'interdire à certains groupes l'accès aux puits et aux pâturages.

Suivant le rapport annuel, l'année considérée a été la plus tranquille depuis l'institution du régime de tutelle. Aucun acte de violence collective ne s'est produit et bien que la situation des groupes nomades qui se déplacent le long de la frontière reste assez délicate, on n'a enregistré qu'un petit nombre d'incidents; au cours du dernier trimestre de 1953, aucune incursion armée n'a eu lieu sur la frontière. Pour obtenir le règlement pacifique des différends qui opposent certains groupes établis le long de la frontière de la Somalie britannique, on a convoqué une série d'assemblées tribales sous la surveillance des autorités britanniques et des autorités italiennes.

#### STATUT NATIONAL DES HABITANTS

L'Autorité administrante avait fait savoir au Conseil, lors de sa douzième session, qu'étant donné les progrès réalisés dans le domaine politique, l'heure semblait venue de légiférer pour définir le statut national des habitants et que l'on pouvait créer à cette fin une commission composée d'experts et de représentants de la population. Dans son rapport annuel pour l'année 1953, l'Autorité administrante a déclaré que l'on était en train de formuler des projets de lois et qu'il y aurait lieu d'en saisir le Conseil territorial une fois qu'il serait devenu un corps élu doté de pouvoirs législatifs.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant que l'Autorité administrante a déjà élaboré des textes législatifs définissant le régime de la nationalité des habitants du Territoire, la prie instamment de soumettre ces textes au Conseil territorial dès qu'il aura été constitué par voie d'élections.*

#### DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DU TERRITOIRE

Considérant qu'aux termes de la résolution 289 (IV) de l'Assemblée générale en date du 21 novembre 1949, le Territoire devait accéder à l'indépendance dans un délai de dix ans à dater de l'adoption de l'Accord de tutelle, la Mission de visite de 1951 avait fait ressortir qu'il était urgent de dresser un plan de développement complet qui s'étendit à tous les domaines. Peu de temps après, l'Autorité administrante avait fait savoir au Conseil qu'un programme scolaire quinquennal serait bientôt mis en œuvre et que l'on travaillait à dresser des plans d'hygiène et de développement économique.

L'Autorité administrante avait fait savoir au Conseil à sa douzième session, qu'en dépit des résultats obtenus, elle ne pouvait pas donner leur forme définitive aux plans de développement, notamment parce que l'élaboration de programmes détaillés devait s'appuyer en grande partie sur une étude très approfondie de l'économie du Territoire. A l'époque, le Conseil, estimant qu'à mesure qu'approchait l'accès du Territoire à l'indépendance, il devenait urgent de disposer dans tous les domaines de plans détaillés à exécuter en un temps donné, avait recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue de dresser ces plans et de les mettre en œuvre. Le Conseil avait en outre proposé qu'à l'avenir l'Autorité administrante indiquât expressément dans ses rapports annuels si la formation des Somalis en vue de l'autonomie s'effectuait à un rythme suffisamment rapide pour permettre au pays d'obtenir son indépendance en 1960 et si le Territoire pouvait assurer l'entretien de services administratifs sans continuer à recevoir une aide extérieure.

L'Autorité administrante a fait connaître au Conseil, à sa quatorzième session, qu'avec l'année 1953 avait

<sup>206</sup> T/L.474.

<sup>207</sup> Résolution 1000 (XIV).

pris fin la période consacrée à l'étude des possibilités de développement du Territoire ainsi qu'à l'intégration et à la révision du programme d'action de l'Administration. Un plan de développement économique du Territoire a été soumis au Conseil.

**Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions, et observations du représentant spécial de l'Autorité administrante**

**CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES**

Le représentant de la France a déclaré que, pour la première fois depuis qu'il siégeait au Conseil, il ressentait un optimisme prudent et raisonné en ce qui concernait l'avenir du Territoire, source de très grands espoirs et de très lourdes responsabilités pour l'Organisation des Nations Unies. Cet optimisme était dû, en partie, à l'œuvre de l'Autorité administrante, qui avait beaucoup accompli au cours de l'année considérée et qui, après quelques hésitations au début, semblait avoir trouvé sa voie.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il était hors de doute que le Gouvernement italien avait assumé une très lourde responsabilité en mettant le Territoire en mesure d'accéder à l'autonomie en 1960. Toutefois, le Conseil devait reconnaître que l'Autorité administrante s'acquittait de cette responsabilité avec une persévérance et un dévouement dont il pouvait déjà constater les résultats heureux.

Le représentant de l'Inde, rappelant que l'Organisation des Nations Unies s'était engagée quant à la date précise de l'accession de la Somalie à l'indépendance — date que tous les Etats Membres de l'Organisation étaient irrévocablement tenus de respecter et que l'Autorité administrante avait acceptée sans réserve — a déclaré que l'Organisation des Nations Unies ne pouvait donc pas se permettre de tromper la confiance que la population de la Somalie avait mise en elle; un manque de parole pouvait en effet avoir de vastes répercussions et donner aux habitants des Territoires sous tutelle en général l'impression qu'entre la promesse et l'acte, il y avait un fossé immense et infranchissable. Il paraissait indispensable — et même inévitable — de ne pas perdre de vue ces faits essentiels si l'on voulait examiner comme il le fallait la question de la Somalie. La délégation indienne était certes prête à reconnaître que certains progrès avaient été accomplis au cours de l'année écoulée, mais elle n'en était pas moins déçue par le tableau d'ensemble de la situation lorsqu'elle en jugeait objectivement.

Le représentant du Salvador a déclaré que, d'une manière générale, sa délégation jugeait assez satisfaisantes les mesures que l'Autorité administrante avait prises pour amener la Somalie à l'indépendance en 1960. Il fallait tenir compte de divers facteurs géophysiques et sociaux; néanmoins, il fallait encore faire bien des choses nécessaires et urgentes. Le représentant du Salvador souscrivait entièrement à certaines des opinions émises par le représentant de la France et il partageait les doutes exprimés par les représentants de la Syrie et de l'Inde ainsi que l'impatience dont ils avaient fait preuve à certains égards. Cependant, il était toujours persuadé qu'en toutes choses, l'Administration agissait de bonne foi. Il suffisait de faire observer à ce propos que la délégation salvadorègne reconnaissait maintenant que la situation se présentait sous un jour favorable et que l'on avait de bonnes raisons d'attendre, dans le calme et la confiance, l'année 1960.

Le représentant de l'Australie a déclaré que sa délégation était frappée des efforts énergiques et consciencieux que l'Autorité administrante déployait pour amener la Somalie à l'indépendance qui lui avait été promise. Le Conseil ne pouvait manquer de se rendre compte de l'immensité des tâches que le Gouvernement italien avait librement entreprises et des concours financiers et autres que l'Italie avait dû apporter. Des bases solides étaient jetées, assez rapidement pour donner satisfaction au Conseil — qui voulait voir la Somalie accéder à l'indépendance dans les délais prévus par l'Accord de tutelle — mais assez graduellement pour permettre à la population du Territoire de comprendre entièrement et d'apprécier comme elles le méritent, les techniques nouvelles.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation dans le Territoire sous tutelle était loin d'être satisfaisante, surtout si l'on tenait compte du fait essentiel que la Somalie devait devenir un Etat souverain et indépendant en 1960. D'après le rapport de l'Autorité administrante et les autres documents dont le Conseil était saisi, on pouvait constater que l'Autorité administrante n'avait pas pris les mesures propres à assurer le progrès du Territoire dans les domaines politique, économique, social et culturel et que sa politique ne tendait pas à l'exécution la plus prompte possible des obligations qui lui incombait en vertu de l'Accord de tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a donné l'assurance aux représentants de l'Inde et de la Syrie, ainsi qu'aux autres membres du Conseil que, dans ses projets et dans ses actes, l'Administration ne perdait jamais de vue le facteur temps, ce que prouvait clairement la promptitude avec laquelle elle se proposait d'organiser des élections dans l'ensemble du Territoire.

**PROBLÈMES RELATIFS À LA FRONTIÈRE AVEC L'ETHIOPIE**

Le représentant de la France a déclaré que sa délégation appuierait toute recommandation que le Conseil pourrait formuler afin de souligner une fois de plus combien il était urgent de trouver une solution équitable au problème délicat du tracé de la frontière. Il estimait que la méthode des négociations directes entre l'Italie et l'Ethiopie restait la meilleure et qu'il convenait de favoriser l'ouverture rapide de ces négociations.

Le représentant de l'Inde a déclaré que sa délégation partageait les inquiétudes exprimées par d'autres membres du Conseil à propos de la persistance du problème de la frontière. C'était bien là une question que l'on aurait avantage à résoudre au moyen de négociations pacifiques entre les parties directement intéressées. La délégation indienne était entièrement favorable à l'objet visé par le projet de résolution haïtien et espérait sincèrement que la question de la frontière, avec les difficultés et les incertitudes qu'elle entraînait, serait résolue d'une manière satisfaisante longtemps avant la date fixée pour le transfert des pouvoirs.

Le représentant de la Syrie a souligné que la question de la frontière entre la Somalie et l'Ethiopie était l'élément le plus inquiétant et même le plus décourageant au point de vue politique. Il a dit qu'il avait examiné la proposition du représentant d'Haïti et que la délégation syrienne accueillait avec la plus grande sympathie les idées et les principes dont ce texte s'inspirait. Si un projet de résolution de ce genre était adopté, le Conseil devait également prendre en considération la déclaration du Vice-Président du Conseil

territorial. De l'avis de la délégation syrienne, tout nouveau retard dans la solution de ce problème ne pouvait que compromettre l'indépendance de l'Etat somali.

Le représentant du Salvador a déclaré qu'il accueillait avec satisfaction le projet de résolution du représentant d'Haïti que sa délégation appuierait sans aucun doute.

Le représentant d'Haïti a déclaré qu'il fallait s'attacher particulièrement à la question de la frontière entre la Somalie et l'Ethiopie en vue de la résoudre le plus tôt possible. L'urgence d'une solution était soulignée par des articles d'actualité publiés dans la presse internationale à propos d'une situation analogue relative à deux autres pays. La délégation haïtienne faisait appel à l'esprit de compréhension des représentants qui siégeaient au Conseil et attirait leur attention sur les motifs qui l'avaient poussée à présenter un projet de résolution.

Le représentant de la Chine a éprouvé quelque regret à constater que les négociations entre les deux gouvernements intéressés n'avaient guère marqué de progrès. Tous les renseignements reçus soulignaient la nécessité de trancher rapidement cette question; la délégation chinoise espérait sincèrement que les parties feraient un effort pour parvenir à un accord.

#### SÉCURITÉ ET ORDRE PUBLIC

Le représentant de l'Inde a déclaré que sa délégation éprouvait des doutes sérieux et formulait des réserves au sujet des forces de sécurité relativement importantes qui se trouvaient dans la région. Il ne voyait pas bien pourquoi il fallait six à sept mille hommes de la police et de l'armée pour un territoire qui ne comptait que 1.250.000 habitants. Il avait été assez surpris d'apprendre du représentant spécial que l'une des raisons du maintien de forces aussi importantes était l'existence de la question non encore réglée de la frontière avec l'Ethiopie. On n'allait quand même pas prétendre que, pour assurer la protection d'un Territoire sous tutelle à propos d'une situation non encore réglée vis-à-vis d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, il fallait des effectifs militaires considérables. Le représentant de l'Inde était d'avis qu'il fallait revoir attentivement la question; en effet, il serait évidemment peu souhaitable d'imposer au futur Etat somali l'entretien de troupes aussi nombreuses et peut-être inutiles, dont le coût actuel, en partie au moins, était financé de l'extérieur. Il a ajouté que la question pourrait être soumise au Conseil consultatif et à la mission de visite.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déploré que le représentant de l'Inde, lorsqu'il avait mentionné les troupes stationnées en Somalie, eût pensé que leur nombre s'expliquait, d'une manière ou d'une autre, par une attitude hypothétique du Gouvernement éthiopien. L'Administration n'avait jamais pensé que le Territoire pourrait avoir besoin d'une force quelconque pour le protéger contre un agresseur hypothétique. Comme le représentant de l'Inde, l'Autorité administrante savait bien que l'Ethiopie était un Membre loyal de l'Organisation des Nations Unies, qui n'aurait jamais que des intentions amicales à l'égard de la Somalie. Le représentant spécial avait simplement fait allusion à la situation instable le long de la frontière administrative provisoire, dont le représentant de la Colombie avait parlé lorsqu'il avait présenté ses observations au Conseil.

## II. — PROGRES POLITIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### SITUATION GÉNÉRALE; STRUCTURE ADMINISTRATIVE

Au cours de l'année, la structure administrative n'a subi aucun changement important; l'Administrateur, qui représente l'Autorité administrante, détient le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif conformément aux dispositions des articles 3 et 4 de la Déclaration des principes constitutionnels jointe en annexe à l'Accord de tutelle. L'administrateur doit consulter le Comité administratif, composé de lui-même, du Secrétaire général de l'Administration et de sept à neuf chefs de services administratifs, lorsqu'il exerce son pouvoir législatif et promulgue des ordonnances, de même que sur toutes les questions qui concernent les plans de développement politique, économique et social, le budget et l'apurement des comptes. Il administre le Territoire par l'intermédiaire de six commissaires régionaux, de trente résidents et vice-résidents, et de neuf services administratifs financiers et techniques.

Au cours de l'année 1953, on a modifié la structure de l'administration centrale pour grouper un certain nombre de services administratifs en unités plus importantes. Le service de l'agriculture et de l'élevage, celui de l'industrie, du commerce intérieur et du travail et celui des travaux publics et des communications ont fusionné pour constituer le Département du développement économique. Les services de la santé et de l'instruction publique ont été réunis et forment le Département du développement social. Le service des affaires internationales de l'information et des statistiques, et celui de l'imprimerie et de la presse ont été incorporés au Cabinet de l'Administrateur. Le service des finances et du commerce extérieur a été rattaché au Département des affaires financières.

De même que les années précédentes, la population autochtone participe à l'administration du Territoire: elle est représentée dans les divers corps consultatifs (Conseil territorial, conseils de résidence, autres organes consultatifs techniques, conseils municipaux); les chefs de tribu règlent les questions tribales; les autochtones peuvent accéder à des emplois, principalement subalternes à l'heure actuelle, dans les services administratifs.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

*Le Conseil, considérant que l'Etat indépendant de Somalie devra, au moment du transfert des pouvoirs, compter un nombre raisonnable d'habitants somalis ayant une expérience suffisante de l'administration et de la direction, et estimant que des mesures doivent être prises immédiatement pour associer plus étroitement les Somalis aux travaux des divers services de l'Administration, et leur confier des postes comportant de plus grandes responsabilités prie l'Autorité administrante d'étudier la possibilité d'associer les Somalis aux activités de l'actuel Comité administratif.*

#### ORGANISATIONS POLITIQUES

Les partis politiques que l'Autorité administrante considère comme actifs étaient au nombre de huit, comme l'année précédente. La position des partis politiques est demeurée inchangée; la Ligue de la jeunesse somalie préconiserait un changement rapide et radical de la structure traditionnelle du Territoire et les autres



partis seraient partisans d'un développement plus graduel et d'un remplacement plus progressif des institutions traditionnelles.

A sa onzième session, le Conseil avait fait sien l'idée de la Mission de visite de 1951 : une grande partie de l'activité des partis politiques s'exerçait sans orientation et les chefs des partis politiques devaient accorder une importance accrue à l'aspect constructif de leur rôle. Il avait également demandé instamment à l'Autorité administrante de promulguer dans le plus bref délai une nouvelle loi sur la création des partis politiques. L'Autorité administrante a fait connaître au Conseil qu'elle avait abrogé la législation instituée pendant la guerre au sujet des partis politiques.

Dans le passé, le Conseil a constaté que la vie politique du Territoire était caractérisée par des différends entre la Ligue de la jeunesse somalie et les autres partis et entre cette Ligue et l'Administration. Ces différends ont fait l'objet de pétitions que le Conseil a examinées. A sa douzième session, il avait constaté que la tension politique avait diminué dans le Territoire et que les rapports entre les différents partis politiques et entre ces partis et l'Autorité administrante s'étaient notablement améliorés. Il avait demandé instamment à tous les partis politiques de collaborer dans un esprit constructif pour atteindre les objectifs de l'Accord de tutelle et avait exprimé l'espoir que les partis politiques et l'Autorité administrante s'allieraient pour surmonter les nombreux obstacles et difficultés qu'il restait à vaincre. Il avait été également heureux d'apprendre que les partis politiques disposaient d'une représentation élargie au Conseil territorial.

L'Autorité administrante a fait savoir au Conseil qu'au cours de l'année 1953 elle avait continué à suivre une politique de stricte impartialité à l'égard de tous les mouvements politiques et que les sections de la Ligue de la jeunesse somalie qui, dans la région de l'Outre-Djouba, avaient été dissoutes temporairement à la suite des incidents survenus à Chisimaio en 1952 s'étaient reconstituées et que les autorités ainsi que les représentants de tous les partis politiques locaux avaient participé aux cérémonies organisées à cette occasion.

A sa quatorzième session le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes :

*Le Conseil note avec satisfaction le rôle constructif que jouent les partis politiques du Territoire et l'intérêt que le Conseil territorial porte aux plans de développement, comme le montre la déclaration des deux Vice-Présidents du Conseil territorial devant le Conseil de tutelle ; il exprime l'espoir que cet esprit de confiance mutuelle et de coopération permettra aux partis politiques de continuer à prendre une part active aux efforts que fait l'Autorité administrante pour favoriser les progrès du Territoire dans la voie de la complète indépendance qu'il doit atteindre en 1960.*

#### CONSEIL TERRITORIAL

Les pouvoirs et la composition du Conseil territorial, créé en 1950 en tant qu'organe consultatif, n'ont pas subi de modification depuis le dernier examen de la situation du Territoire par le Conseil de tutelle.

Le Conseil de tutelle ainsi que la Mission de visite de 1951 avaient souligné la nécessité d'accorder rapidement et progressivement des pouvoirs législatifs au Conseil territorial pour que la population pût, pendant la courte période du régime de tutelle, se familiariser le plus possible avec le fonctionnement des systèmes législatifs.

L'Autorité administrante a fait connaître au Conseil, à sa quatorzième session, qu'elle étudiait des propositions concrètes dont le but était d'augmenter progressivement les pouvoirs consultatifs du Conseil territorial.

Sur les 51 membres dont se compose le Conseil territorial, 21 sont des représentants régionaux qui, déclare l'Autorité administrante, sont désignés au scrutin secret. Dix-huit autres membres représentent des partis politiques, les sièges étant attribués à chacun des partis au prorata du nombre de ses sections ; l'Administration choisit ces représentants sur des listes où le nombre des candidats inscrits est double de celui des sièges à pourvoir. Huit membres représentent des groupes économiques ; un membre représente les groupes culturels ; enfin les collectivités italienne, arabe, indienne et pakistanaise ont chacune un représentant.

La Mission de visite de 1951 avait critiqué le système de représentation qui combinait la représentation proportionnelle des partis politiques et la représentation des groupes de caractère non politique. Tenant compte de ces critiques, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité administrante de procéder, comme elle projetait de le faire, à l'organisation d'élections directes, dans les villes et les villages, pour désigner les membres du Conseil territorial ainsi que les membres des Conseils municipaux. L'Autorité administrante avait fait savoir au Conseil, à sa douzième session, qu'elle étudiait un projet selon lequel le Conseil territorial devait être composé d'un nombre à peu près égal de représentants des collectivités urbaines, élus au suffrage direct, et de représentants de groupes ethniques choisis suivant un système d'élections à deux degrés, fondé sur le système traditionnel de désignation des chefs.

L'Autorité administrante a fait connaître au Conseil de tutelle, dans son dernier rapport annuel, qu'elle envisageait de prendre sous peu des mesures pour transformer le Conseil territorial en un corps élu et qu'en raison de cette transformation prochaine, elle avait décidé de proroger les mandats des membres actuels du Conseil territorial pour éviter deux changements au cours d'une même année dans la composition du Conseil. Le projet de l'Autorité administrante prévoit que les représentants des populations sédentaires au Conseil territorial seront élus au suffrage universel exercé par les hommes, suivant le système institué pour l'élection des conseillers municipaux. Quant aux représentants des populations nomades, ce seraient les assemblées tribales ou *chirs* qui les choisiraient, le suffrage étant donc indirect. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a annoncé au Conseil que ces élections auraient lieu en 1955.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, notant que des élections générales au Conseil territorial auront lieu en 1955, notant en outre que le Conseil territorial comprendra des représentants de la population nomade et agricole d'une part et de la population urbaine d'autre part, recommande d'étendre, aussitôt que possible, le système d'élections directes à toute la population, exprime l'espoir que le peuple somali coopérera sans réserve avec l'Autorité administrante dans ce domaine et recommande en outre à l'Autorité administrante d'accorder une attention particulière à la composition future de ce Conseil de manière que le pouvoir législatif fonctionne conformément aux objectifs énoncés dans la Charte et mentionnés dans la Déclaration de principes constitutionnels annexée à l'Accord de tutelle.*

*Le Conseil, notant avec satisfaction que l'Autorité administrante a l'intention de supprimer les neuf sièges du Conseil territorial qui sont attribués aux représentants des groupes économiques et culturels, recommande que ces sièges soient pourvus par le moyen du suffrage direct, lorsque le Conseil territorial sera renouvelé en 1955.*

#### CONSEILS DE RÉSIDENCE

Le nombre des conseils de résidence est passé en 1953 de 28 à 30 à la suite de la création de vice-résidences à Dinsor et Wanlé Wen. Ces conseils sont composés de chefs de tribu, de notables et de représentants des partis politiques. La Mission de visite de 1951 avait rapporté au Conseil de tutelle que les conseils de résidence ne fonctionnaient pas de façon satisfaisante, parce que beaucoup de Somalis étaient peu familiarisés avec le fonctionnement d'une administration moderne et qu'ils n'envisageaient les questions politiques que sur le plan strictement local.

Le Conseil de tutelle avait souligné qu'il importait d'étendre les pouvoirs et la compétence des conseils de résidence et il avait formulé les mêmes recommandations qu'à l'égard du Conseil territorial. L'Autorité administrante a indiqué, dans son rapport annuel pour 1953, qu'elle étudiait des projets qui visaient à étendre les pouvoirs des conseils de résidence et à les réorganiser sur une base plus démocratique, et qu'elle espérait pouvoir les réaliser prochainement. En attendant ces réformes, elle a décidé de proroger les fonctions des conseillers actuels au-delà de la fin de 1953, époque à laquelle leur mandat devait normalement expirer.

#### CONSEILS MUNICIPAUX

Il existe, dans chacune des 35 administrations municipales créées dans le Territoire, un conseil municipal investi de fonctions consultatives auprès du Résident. Jusqu'en 1954, la plupart de leurs membres étaient désignés par les conseils de résidence. Le Conseil de tutelle avait déjà exprimé l'avis que l'Autorité administrante devait étendre les pouvoirs et la compétence de ces organes conformément aux principes qu'il avait posés pour le Conseil territorial. La Mission de visite de 1951 avait critiqué le fait que, dans les administrations municipales, toute l'autorité fût aux mains des Résidents. Par la suite, l'Autorité administrante avait fait connaître au Conseil que les membres des conseils municipaux seraient élus au suffrage direct après la création, en 1953, d'un système de recensement et d'un registre d'état civil dans chaque municipalité.

L'Autorité administrante a fait connaître au Conseil à sa quatorzième session, qu'un recensement de la population de ces municipalités avait eu lieu en 1953 et qu'un registre d'état civil avait été ouvert dans chaque municipalité. Ces deux mesures avaient permis à l'Autorité administrante de mettre en œuvre les dispositions qu'elle avait prévues pour les élections municipales. Elle avait promulgué une loi électorale, et avait fixé au 28 mars 1954 des élections auxquelles devaient participer 60.000 électeurs. La loi électorale institue notamment le suffrage universel des majeurs du sexe masculin, le scrutin secret et la représentation proportionnelle. Le nombre des conseillers, qui ne doit pas être inférieur à cinq ni supérieur à vingt, est déterminé dans chaque cas par l'importance de la collectivité. Environ 75 pour 100 des électeurs inscrits ont pris part aux élections; l'Autorité administrante a déclaré que tant les résultats des élections que la manière dont elles se sont déroulées témoignent de la conscience civique du peuple somali.

Les auteurs de 8 des pétitions dont le Conseil était saisi à sa quatorzième session se plaignaient que certaines autorités locales auraient fait preuve de partialité et seraient intervenues dans la campagne électorale et de ce qu'il y aurait eu des irrégularités dans l'application de la loi relative aux élections municipales<sup>208</sup>. Ils affirmaient que le recensement de la population qui avait eu lieu avant les élections et qui avait servi à dresser les listes électorales avait été incomplet, ce qui avait empêché de participer aux élections ceux dont les noms étaient omis. Ils déclaraient aussi que, dans certains cas, des non-résidents avaient pu se faire inscrire sur les listes électorales et que les membres de certaines organisations politiques avaient bénéficié d'un traitement de faveur pour leur inscription. De plus, un certain nombre d'actes d'intimidation et de violence se seraient produits à la suite des élections.

Dans les observations qu'elle a faites à propos de certaines de ces pétitions, l'Autorité administrante a démenti les différentes accusations, déclarant que trois mois au moins s'étaient écoulés entre l'ouverture des registres d'état civil et les élections, que les bureaux de l'état civil étaient restés constamment ouverts et que les personnes qui désiraient voter avaient pu s'inscrire jusqu'à la veille des élections. L'Autorité administrante a déclaré en outre que des erreurs et des omissions avaient pu se produire, mais que, si certaines personnes n'avaient pas été inscrites sur les registres électoraux ou si elles l'avaient été sous un faux nom, la raison en était qu'elles s'étaient soustraites au recensement ou qu'elles avaient donné de faux renseignements. Les réclamations relatives à des questions d'inscription ou de non-inscription sur les listes électorales s'étaient élevées à 127 et des décisions avaient été rendues dans 81 cas.

L'Autorité administrante a ajouté que les partis politiques avaient tenté de faire inscrire des sympathisants qui ne résidaient pas dans les limites des différentes municipalités mais que les autorités avaient déjoué ces efforts. Elle a nié que les autorités locales se fussent immiscées dans les élections et a ajouté que les réunions avaient eu lieu librement et que tous les partis politiques avaient bénéficié des mêmes facilités. Quant aux actes de violence commis après les élections, il n'y avait qu'un seul cas où il semblait que le mobile fût d'ordre politique<sup>209</sup>.

En vertu d'une loi promulguée pendant l'année en question, les chefs de municipalité doivent consulter le Conseil pour toute dépense supérieure à 500 somalos. Auparavant, cette consultation n'était nécessaire que pour les dépenses supérieures à 5.000 somalos<sup>200</sup>. L'Autorité administrante a également déclaré qu'en 1954, le pouvoir de délibérer serait accordé aux conseils municipaux.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

*Le Conseil, prenant note avec satisfaction de la création dans trente-cinq localités, de conseils municipaux élus au scrutin secret par les adultes du sexe masculin, notant en outre que l'Autorité administrante a l'intention*

<sup>208</sup> T/PET.11/402, 410 et Add.1, 411 et Add.1, 414 et Add.1, 416 et Add.1 et 2, 417, 418 et Add.1, 423.

<sup>209</sup> T/OBS.11/30 et 32. En ce qui concerne les décisions prises par le Conseil de tutelle au sujet de ces pétitions, voir les résolutions 1016 (XIV), 1024 (XIV), 1025 (XIV), 1028 (XIV), 1029 (XIV), 1030 (XIV) et 1031 (XIV).

<sup>200</sup> 20 somalos = 1 livre sterling = 2,80 dollars des Etats-Unis.

*d'augmenter le nombre des conseils municipaux ainsi que la circonscription des municipalités existantes, prend acte de l'engagement pris par l'Autorité administrante d'augmenter, en 1954, les pouvoirs des conseils municipaux.*

#### SERVICES ADMINISTRATIFS

A des sessions antérieures, le Conseil de tutelle avait reconnu qu'il était urgent de faire en sorte que, pendant la période relativement courte qui s'écoulerait avant l'indépendance du Territoire, un nombre suffisant de Somalis subissent une formation professionnelle et fussent mis, d'une façon générale, en mesure d'occuper dans l'administration des postes comportant des responsabilités.

Le Conseil avait également constaté que l'Autorité administrante s'efforçait d'augmenter la participation des Somalis aux services administratifs et en nommait notamment à des postes comme ceux de chef de section, Résident ou vice-résident, inspecteur des douanes, receveur des postes, commissaire de police ou officier de gendarmerie. Certaines de ces nominations ont été le premier et heureux effet de la création de l'Ecole de préparation politique et administrative fondée par l'Autorité administrante.

Remarquant cependant que les postes administratifs les plus importants étaient encore occupés par des Italiens, le Conseil avait à ses neuvième, onzième et douzième sessions, exprimé l'espoir que ces mesures de somalisation des services administratifs seraient intensifiées.

Des renseignements communiqués au Conseil, à sa quatorzième session, il ressort qu'à la fin de 1953, sur les 4.929 personnes employées par l'Administration, on comptait 4.139 Somalis, 779 Italiens et onze étrangers, soit 57 Somalis de plus et 40 Italiens de moins que l'année précédente. Quatre vice-résidents somalis avaient été désignés en 1953 et un cinquième a été nommé en janvier 1954; dans la gendarmerie, le nombre des officiers somalis est passé de 11 à 16, douze nouveaux inspecteurs des douanes doivent être recrutés parmi les Somalis en 1954, et 32 instituteurs ont été recrutés en 1953. On procéderait à d'autres nominations à des postes importants au cours de l'année 1954, dès le retour d'Italie des 38 Somalis qui ont reçu, au Centre d'étude de Somalie, une formation professionnelle et une spécialisation poussées, et au fur et à mesure que les élèves qui suivaient dans le Territoire des cours spécialisés auraient achevé leurs études. Cependant, le remplacement des Italiens par des Somalis, notamment à des postes de haute responsabilité, ne pourrait se faire que graduellement, car ce n'est que pendant les dernières années du régime de tutelle qu'on pourrait trouver des candidats qui auraient fait les études requises. Les étudiants du premier groupe achèveraient leurs études secondaires en 1957 et pourraient obtenir leur doctorat bien avant 1960. De l'avis de l'Autorité administrante, il serait imprudent, en voulant précipiter la somalisation, de nommer des candidats qui n'auraient ni la maturité ni la compétence voulues.

A sa quatorzième session le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, considérant que la nomination de cinq vice-résidents somalis constitue un progrès encourageant, notant qu'un certain nombre de Somalis, après avoir reçu une formation appropriée occuperont en 1954 des postes administratifs comportant des responsabilités,*

*recommande à l'Autorité administrante de prendre des mesures pour confier des postes administratifs importants à un plus grand nombre de Somalis qualifiés et d'étudier la possibilité de recruter des Somalis compétents pour d'autres emplois et de leur faire place, après une formation poussée, dans tous les échelons de l'Administration.*

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il a adoptée à sa douzième session et par laquelle il demandait un examen initial en vue de déterminer l'ampleur des services publics que le Territoire pouvait entretenir par ses propres ressources, prenant note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle les dépenses de personnel en 1960 risquent de constituer un lourd fardeau financier pour l'Etat somali, charge la Mission de visite de 1954 d'étudier soigneusement cette question de concert avec l'Autorité administrante, le Conseil consultatif et les représentants de la population.*

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

A des sessions antérieures, le Conseil de tutelle avait noté les faits suivants : exercice de pouvoirs judiciaires par les fonctionnaires des cadres administratifs, détention prolongée d'inculpés en attente de jugement, jugement et condamnation de certains accusés sans procès régulier, et existence de sanctions collectives.

Le Conseil, tout en constatant que l'Autorité administrante avait pris des mesures pour séparer entièrement le pouvoir exécutif du pouvoir judiciaire, en nommant des magistrats au siège des commissariats régionaux, avait, à sa onzième session, fait sien l'idée de la Mission de visite de 1951 : la nouvelle réglementation judiciaire alors envisagée devait garantir l'indépendance absolue du pouvoir judiciaire, conformément à l'article 7 de la Déclaration de principes constitutionnels qui figure en annexe à l'Accord de tutelle. A sa douzième session, le Conseil avait pris acte des mesures que l'Administration appliquait pour séparer davantage le pouvoir exécutif du pouvoir judiciaire et il avait exprimé l'espoir que cette séparation se réaliserait le plus rapidement possible. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait connaître au Conseil, à sa quatorzième session, que le pouvoir judiciaire était désormais complètement séparé du pouvoir exécutif à une exception près : l'Administrateur pouvait reviser les jugements rendus par les tribunaux de cadis. Lorsque la Cour suprême serait créée en 1954, c'est à elle qu'il appartiendrait de reviser ces jugements et l'organisation judiciaire du Territoire serait complète.

En ce qui concerne la période de détention avant jugement, de nouvelles dispositions législatives venaient de limiter la détention préventive, sauf dans le cas d'infractions très graves, à un maximum de deux à cinq mois. Le Conseil a noté que, depuis la nomination d'un juge dans chaque commissariat, la justice était rendue beaucoup plus rapidement.

Pour ce qui est de la procédure de condamnation sans procès, le Conseil, à sa douzième session, avait appris que les peines de détention infligées par décision administrative étaient abolies, mais que l'Administration pouvait toujours infliger sans jugement des amendes de 400 somalos au maximum. Le Conseil consultatif ayant recommandé la suppression des amendes infligées sans procès, l'Autorité administrante a répondu qu'elle ferait figurer cette matière dans le nouveau règlement judiciaire; elle a ajouté que celui qui était frappé d'une amende par décision administrative avait toujours la

possibilité de faire appel devant une instance supérieure. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait connaître au Conseil, à sa quatorzième session, que toute personne ainsi condamnée pouvait former un recours, auquel cas elle comparaitrait devant un juge.

Le Conseil de tutelle avait aussi constaté que des sanctions collectives étaient encore appliquées dans les différends intertribaux et il avait exprimé l'espoir que ces sanctions seraient, aussitôt que possible, remplacées par d'autres sanctions fondées sur la notion de responsabilité individuelle. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait connaître au Conseil à sa quatorzième session, que l'Autorité administrante avait annoncé son intention de suspendre pendant deux ans les sanctions collectives.

En ce qui concerne le règlement judiciaire, un comité spécial avait achevé la rédaction d'un nouveau règlement au cours de l'année 1953; ce règlement serait promulgué en 1954 après étude détaillée de la part des organes techniques de l'Administration.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il a adoptée à sa douzième session, notant avec satisfaction que grâce à la prochaine création d'une cour suprême l'organisation judiciaire du Territoire deviendra complètement indépendante du pouvoir exécutif, invite l'Autorité administrante à mettre au point le règlement judiciaire avant son prochain rapport au Conseil.*

*Le Conseil, notant avec satisfaction que l'Autorité administrante a décidé de suspendre pendant deux ans, à titre d'essai, l'application de sanctions pénales collectives, et notant que cette décision a été approuvée par le Conseil territorial et mise en vigueur, exprime l'espoir que l'expérience aboutira, en définitive, à l'abolition totale des sanctions collectives et invite le peuple somali à collaborer à cette fin avec l'Autorité administrante.*

#### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions, et observations du représentant spécial de l'Autorité administrante**

##### **SITUATION GÉNÉRALE ; STRUCTURE ADMINISTRATIVE**

Le représentant de l'Inde a déclaré que, dans les domaines exécutif et administratif, le rythme de l'évolution avait été trop lent. Aucun Somali ne figurait parmi les membres du Conseil administratif qui fonctionnait, en un sens, en tant que ministère. Cet organisme était appelé à assumer le pouvoir exécutif et, en 1960, il devait être remplacé par un ministère composé uniquement de Somalis. Le représentant de l'Inde a dit qu'il était indispensable d'assurer dès maintenant la participation effective des Somalis à l'administration du Territoire et a demandé si l'on ne pourrait pas élargir la composition du Conseil en nommant plusieurs conseillers somalis indépendants. Il était évident que l'on trouvait dans la population locale des hommes compétents et possédant le sens des responsabilités civiques. En assurant la participation des Somalis aux organes les plus élevés du Gouvernement, non seulement on préparerait les dirigeants qui seraient nécessaires au moment du transfert des pouvoirs, mais encore on donnerait à l'Administration un meilleur sentiment de la direction à suivre et du but à atteindre, et au peuple somali le sentiment de participer au gouvernement de son pays.

Le représentant de la Syrie a déclaré que sa délégation regrettait profondément que l'Autorité administrante, après avoir administré pendant quatre ans le Territoire sous tutelle, n'eût pas encore réussi à mettre en œuvre les mesures hardies nécessaires pour donner au peuple somali la meilleure expérience possible du gouvernement et de l'administration. Il était temps que l'Autorité administrante prit un certain nombre de décisions importantes; tout nouvel ajournement de ces décisions compromettrait l'application des dispositions de l'Accord de tutelle. Il ne fallait pas attendre, pour admettre des Somalis au Conseil administratif, la création d'une assemblée législative, afin que des membres de ce genre fussent élus. Etant donné les problèmes qui pouvaient nuire à la création et à l'évolution de l'assemblée législative, on pouvait soutenir que les ministres devaient être nommés par l'exécutif, pour que le cabinet pût travailler efficacement.

Le représentant de la Syrie a proposé au Conseil de tutelle d'adopter la recommandation suivante :

*"Le Conseil, considérant qu'il est urgent que des Somalis assument certains postes élevés de l'exécutif et rappelant ses recommandations antérieures relatives à la somalisation du gouvernement, recommande que des mesures soient prises afin de placer des Somalis à des postes administratifs élevés et de créer un conseil exécutif partiellement composé de Somalis à la fin de 1954, au plus tard."*

Le représentant du Salvador a déclaré que le progrès politique était prometteur, comme en témoignaient la présence à la quatorzième session du Conseil de tutelle des deux vice-présidents du Conseil territorial, les récentes élections municipales — les premières dans l'histoire de toute l'Afrique orientale — et la somalisation des services administratifs, mesure que la délégation du Salvador avait préconisée les années passées et qui s'était poursuivie à un rythme peut-être un peu lent, mais sûr.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que la situation politique du Territoire n'était toujours pas satisfaisante. Les autochtones demandaient, comme en témoignaient plusieurs pétitions, que les anciennes lois coloniales et fascistes fussent abrogées, mais ces lois restaient en vigueur et l'Autorité administrante ne les avait pas remplacées par une législation démocratique qui fût conforme aux buts du régime de tutelle. L'administration était toujours aux mains des anciens fonctionnaires coloniaux et la structure de l'administration était, dans ses grandes lignes, semblable à celle qui existait sous le régime colonial. On continuait d'empêcher les autochtones d'administrer effectivement leur pays, bien qu'il ne restât que cinq ans et demi ou six ans avant que la Somalie ne fût proclamée Etat indépendant. L'Autorité administrante devait prendre immédiatement les mesures indispensables pour admettre la participation des autochtones aux organismes administratifs, législatifs, exécutifs et judiciaires. Pour assurer le progrès politique de la Somalie, le Conseil de tutelle devait appeler l'attention de l'Autorité administrante sur la nécessité d'adopter des mesures propres à créer une transition entre un régime tribal périmé et un régime d'autonomie fondé sur des bases démocratiques.

##### **ORGANISATIONS POLITIQUES**

Le représentant de la France a déclaré qu'il avait trouvé encore des raisons d'optimisme dans l'établissement de relations confiantes entre l'Autorité adminis-



trante et les partis politiques somalis. Il a trouvé remarquable que les représentants de deux partis politiques opposés eussent réussi à se mettre d'accord pour exposer ensemble au Conseil de tutelle leurs revendications communes qui avaient un caractère patriotique tout en étant modérées. Ces hommes avaient fait taire leurs querelles personnelles et n'avaient pensé qu'à l'intérêt de leur pays. Ils lui paraissaient dignes des hautes responsabilités qu'ils assumaient déjà et des responsabilités importantes qu'ils auraient à assumer dans un proche avenir. Le Conseil devait, sous une forme quelconque, marquer sa volonté de les soutenir et de les encourager. Le moyen le plus sûr était d'appuyer l'essentiel de leurs revendications, qui paraissaient, dans leur essence, raisonnables.

Le représentant de la Syrie a fait observer que la déclaration des Vice-Présidents du Conseil territorial leur avait attiré non seulement du respect pour leur modération et leur compréhension, mais aussi de l'admiration pour leur maturité politique, leur conscience des lourdes responsabilités qui les attendaient, leur tact et, surtout, la franchise et la diplomatie dont ils avaient fait preuve en répondant aux nombreuses questions des membres du Conseil de tutelle. C'était le genre de chefs qui méritaient tous les éloges; il fallait espérer que de tels chefs deviendraient de plus en plus nombreux, non seulement dans ce Territoire, mais dans tous les autres Territoires sous tutelle. La délégation syrienne approuvait la suggestion du représentant de la France tendant à ce que le Conseil appuie l'essentiel des revendications présentées par les deux Vice-Présidents.

Le représentant d'Haïti a déclaré que sa délégation était heureuse de voir des pétitionnaires somalis; le Conseil avait pu ainsi assister au spectacle assez rare de représentants de partis politiques différents qui venaient à la table du Conseil exposer collectivement les vœux de la population qu'ils représentaient et solliciter l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour le développement économique de leur pays. La délégation haïtienne tenait à féliciter les pétitionnaires de cette attitude digne et remarquable.

Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation, qui avait entendu avec un vif intérêt la déclaration commune des deux Vice-Présidents du Conseil territorial, avait été frappée de la clairvoyance dont ils avaient fait preuve en ce qui concernait les problèmes du Territoire. La délégation chinoise avait été très heureuse de constater que, contrairement à la situation qui régnait quelques années auparavant, l'Administration et les partis politiques collaboraient maintenant dans un esprit d'entente et de coopération, le seul esprit qui pût contribuer à l'heureuse solution des nombreux problèmes qui se posaient à l'Administration et au peuple du Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante s'est déclaré certain que la coopération toujours croissante de l'Administration et des partis politiques faciliterait la tâche de l'Autorité administrante et l'aiderait dans l'exécution de ses entreprises.

#### CONSEIL TERRITORIAL

Le représentant de la France a déclaré que l'organisation d'élections politiques constituait sans aucun doute une tâche urgente et essentielle, peut-être la plus difficile de celles que l'Autorité administrante devait mener à bien dans des délais très brefs. Non seulement l'Autorité administrante devait jeter les bases d'un futur

Etat indépendant et démocratique, mais encore il fallait que ces bases fussent solides et telles que, dans les premières années de l'indépendance, le pays ne fût pas déchiré par les luttes des factions ou les conflits d'intérêts antagonistes. C'est pourquoi le représentant de la France considérait qu'il était très important que les membres du Conseil de tutelle ne compliquent pas inutilement la mission de l'Italie en exigeant une perfection théorique. Il était convaincu que l'Autorité administrante avait raison de vouloir utiliser les institutions traditionnelles, les *chirs* — qui étaient, en fait, démocratiques — comme bases électorales pour les nomades. La situation qui existait chez la population nomade rendait impossible l'introduction de procédés électoraux modernes et l'on ne pouvait déterminer exactement quels étaient, parmi elle, les hommes qui appartenaient à la véritable élite. Dans le cas particulier de la population nomade, ce seraient les hommes dont l'autorité et la sagesse étaient reconnues par les tribus. Il était absolument nécessaire d'éviter qu'il y eût une opposition entre sédentaires et nomades au moment où le jeune Etat somali deviendrait indépendant. Il serait également dangereux de vouloir favoriser, dans la répartition des sièges du futur Parlement, l'élément sédentaire parce qu'il était le plus cultivé, le plus avancé et le plus apte à comprendre les conditions complexes du monde moderne. L'Italie ne devait pas rechercher une perfection formelle selon les normes idéales de la démocratie; elle devait rechercher l'équilibre entre les intérêts en cause et ne se dessaisir du pouvoir que pour le remettre entre les mains fermes d'hommes expérimentés.

Le représentant de la France a déclaré en outre qu'il était très partisan du vote des femmes, mais qu'à son avis il serait imprudent de gêner l'Autorité administrante en adoptant une résolution à cet effet, parce qu'il faudrait plusieurs années pour que cette résolution puisse être mise en application.

Le représentant de l'Inde a déclaré que la façon dont les principes de la démocratie parlementaire étaient introduits et mis en application et la mesure dans laquelle on les appliquait étaient des questions d'une importance primordiale. Parlant des prochaines élections, il a déclaré que, de l'avis de certains au moins des membres du Conseil, le principe électoral devait être aussi large que possible. Le fait qu'au cours des récentes élections aux conseils municipaux la population avait fait preuve d'un degré inattendu de maturité politique indiquait certainement que, pour les prochaines élections au Conseil territorial, le régime du suffrage universel pouvait être étendu davantage encore, en faisant participer également les femmes.

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'il souhaiterait aussi que le principe du suffrage direct fût appliqué aux populations tribales. Il savait bien que cela impliquait certains problèmes d'organisation et d'administration, mais des problèmes semblables avaient été résolus dans d'autres pays et il n'y avait aucune raison pour que des dispositions appropriées ne pussent être prises dans le cas des populations pastorales et nomades de la Somalie. Le Conseil territorial ne représenterait vraiment le peuple de la Somalie dans son ensemble qu'à partir du moment où auraient lieu des élections directes organisées sur une base aussi large que possible. Etant donné que cet organisme deviendrait plus tard le parlement souverain de l'Etat indépendant de la Somalie, le moment était venu de le rendre aussi représentatif que possible. Le peuple somali ne prendrait conscience du



fait qu'il était responsable de son propre gouvernement que si on le mettait en mesure de participer sans réserve au fonctionnement des divers rouages du gouvernement.

Le représentant de l'Inde a déclaré que les fonctions du Conseil territorial étaient actuellement très restreintes; il faudrait le charger d'étudier le plan quinquennal de développement économique, les programmes de colonisation et d'agriculture, y compris la question de la colonisation des populations nomades, ainsi que le programme de développement de l'enseignement, et de conseiller l'Administration dans ces domaines. L'Autorité administrante ferait bien, tout autant dans son propre intérêt que dans celui du peuple somali, de demander conseil aux représentants populaires au sujet de ces questions vitales qui avaient une importance fondamentale pour le développement futur de l'Etat somali et de tenir compte de leurs recommandations.

Le représentant de la Syrie a déclaré qu'en ce qui concernait la création d'un organe législatif, les progrès réalisés jusqu'ici avaient été négligeables. L'Autorité administrante devait veiller de près à la composition de cet organe, car il fallait assurer un certain équilibre entre les éléments urbains évolués et les éléments tribaux restés fidèles aux traditions. C'étaient les premiers qui, en raison de leur plus grande expérience et de leur faculté d'adaptation, assumeraient la plus grande part de responsabilité dans l'établissement d'un gouvernement démocratique efficient. Les éléments tribaux, qui avaient des conceptions essentiellement conservatrices, auraient naturellement leur mot à dire dans le gouvernement et, lorsque l'Etat somali aurait été créé, la culture traditionnelle serait dûment respectée.

Cependant, il s'agissait de savoir comment concilier les intérêts de ces deux groupes au sein des institutions gouvernementales au cours de la période de tutelle. Leur accorder le même nombre de sièges au Conseil territorial aurait nécessairement pour effet de nuire à la transformation progressive de celui-ci en organe législatif, et de diminuer son efficacité. Il était évidemment du devoir de l'Administration d'établir un équilibre propre à assurer l'application des principes constitutionnels énoncés dans l'Accord de tutelle. L'Autorité administrante ne pouvait le faire que si, en s'efforçant de créer un Etat moderne, son premier souci était de faire appel à la collaboration des partis politiques. Il fallait étudier de près la question de la représentation des tribus, d'autant plus que les éléments nomades, du fait du niveau actuel de leur développement, n'étaient pas aptes à assumer des fonctions de premier plan dans l'institution d'organes gouvernementaux fondés sur les principes supérieurs définis dans la Charte et dans l'Accord de tutelle.

Le représentant de la Syrie a déclaré qu'il avait été heureux d'entendre le Vice-Président du Conseil territorial (H. Osman) exprimer l'opinion que ce Conseil pouvait être transformé sans plus attendre en organe législatif et que cette mesure était conforme aux aspirations du peuple somali. L'Autorité administrante devait faire tout son possible pour répondre à cet espoir en adoptant la mesure hardie qui consistait à transférer au peuple somali l'autorité et la responsabilité législatives.

Le représentant de la Syrie a également relevé que, d'après M. Osman, des élections directes pourraient avoir lieu parmi les habitants nomades; il a donc insisté pour que l'Autorité administrante établisse ce système d'élections directes sur l'ensemble du Territoire, les

premiers résultats dussent-ils être loin de la perfection. Il a douté que l'on pût utiliser le *chir* comme organe électoral, car il était indispensable que les représentants fussent, dans la plus grande mesure possible, très au courant des besoins du Territoire et des mesures nécessaires à son évolution. Il a douté que le *chir* fût un organe réellement démocratique, dans l'acception moderne, dynamique, de l'expression.

Le représentant de la Syrie a dit qu'il avait l'impression que les plans de l'Autorité administrante relatifs au développement du pouvoir législatif étaient assez vagues. Cela n'était pas très rassurant; il semblait que les premières mesures tendant à transférer le pouvoir législatif au Conseil territorial ne dussent pas être prises avant 1956. Il était donc probable que dans le court espace de trois ans, le Conseil devrait passer de l'état d'organe consultatif à celui d'organe législatif proprement dit.

Le représentant d'Haïti a déclaré que sa délégation avait noté avec un vif intérêt les résultats des élections démocratiques, les premières qui eussent eu lieu en Somalie, pour le choix de trente-cinq conseils municipaux; elle voudrait, a-t-il ajouté, voir l'Autorité administrante plus résolue encore à procéder dans l'avenir à des élections, afin que le Conseil territorial devienne l'organe législatif du Territoire. Il a également exprimé l'espoir que les élections auraient lieu à la date indiquée.

De l'avis du représentant de l'Australie, l'Autorité administrante s'était montrée bien inspirée de vouloir développer ce futur parlement par étapes successives. Elle avait eu raison aussi de concentrer ses efforts sur une seule œuvre importante à la fois. Sa décision de s'attacher d'abord à organiser des élections libres pour le choix des membres du Conseil, puis d'examiner les pouvoirs supplémentaires qu'il fallait attribuer à cet organe, semblait à la fois logique et réaliste.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que le Territoire ne possédait pas encore de véritable organe législatif et que le pouvoir législatif était exercé par l'Administrateur. Il a déclaré que la composition du Conseil territorial indiquait que l'Autorité administrante encourageait la survivance du système tribal, système arriéré. Cet organe purement consultatif, privé de tout pouvoir et de toute autorité réelle, n'était même pas constitué de façon démocratique et l'on ne pouvait considérer qu'il représentait vraiment la population autochtone: la majorité de ses membres étaient des chefs de tribu qui n'étaient en réalité que des fonctionnaires salariés de l'Administration.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que, d'après certaines délégations, on devrait instituer le suffrage direct pour tout le Territoire au lieu de conserver le système d'élection par *chirs*, là où les circonstances l'exigeaient. Certes, l'Administration n'avait pas encore pris de décision à cet égard mais, de l'avis du représentant spécial, les énormes difficultés qui se présenteraient si l'on voulait simplement, pour ainsi dire, arrêter les nomades sur place durant le temps des élections, l'avaient conduite à se rallier à l'opinion que les représentants de la France et de la Belgique avaient exprimée sur la question. De cette façon au moins, on pouvait envisager d'organiser ces élections au cours du printemps de 1955. La proposition selon laquelle il faudrait rechercher au Conseil territorial élu, un "équilibre satisfaisant" qui consisterait, dans le cas

de l'élection par voie de suffrage direct, à réserver aux membres élus par les populations sédentaires un nombre de sièges différent de celui qui correspondait au nombre d'habitants qu'ils représentaient réellement, ne semblait guère conforme aux principes démocratiques et susciterait certainement l'opposition de certains des membres les plus remarquables de la nation somalienne.

L'Autorité administrante ne manquerait pas de s'employer par tous les moyens à donner le droit de vote aux femmes le plus tôt possible. Des assurances à ce sujet avaient déjà été données au Conseil consultatif, qui avait préconisé cette mesure. Cependant, étant donné que le temps manquait pour prendre les mesures préparatoires nécessaires, il semblait peu probable que le droit de vote pût être accordé aux femmes lors des prochaines élections.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le Conseil territorial serait peut-être doté de pouvoirs plus étendus au cours de la prochaine année, s'il restait suffisamment de temps après les élections pour mettre au point et pour promulguer la législation appropriée qui devait, comme d'habitude, être soumise à l'examen préalable du Conseil consultatif.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que tous les projets de loi avaient été longuement discutés et avaient fait l'objet d'un vote au Conseil territorial, depuis la création de cet organe en 1950. Des mesures semblables avaient été prises constamment au niveau de la commune et du district. En ce qui concernait l'acquisition de l'expérience des affaires publiques, la différence entre l'assemblée consultative et l'assemblée législative ne semblait guère être un facteur déterminant.

#### CONSEILS DE RÉSIDENCE

Le représentant de l'Inde, constatant que l'Autorité administrante élaborait des plans en vue de réorganiser ces conseils suivant des principes plus démocratiques, a estimé qu'il était essentiel que ces plans fussent rapidement terminés et mis en application; il a exprimé l'espoir que ces conseils seraient reconstitués sur une base démocratique et dotés de pouvoirs plus étendus en 1955.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les conseils de résidence n'étaient que des organes consultatifs et qu'on ne pouvait pas considérer qu'ils étaient vraiment représentatifs puisqu'ils étaient composés de chefs de tribu ou de chefs locaux nommés par l'Administration.

#### CONSEILS MUNICIPAUX

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que les élections municipales s'étaient déroulées dans une atmosphère d'entière liberté et que leurs résultats étaient encourageants. Il a souhaité que les prochaines élections en Somalie aient autant de succès que les élections municipales.

Le représentant de l'Inde a déclaré que les récentes élections municipales organisées sur la base du suffrage universel des hommes et au scrutin secret avaient démontré chez la population la maturité politique et le sens des responsabilités; il espérait que les conseils municipaux nouvellement élus recevraient désormais une part importante d'autorité et de responsabilité dans le domaine exécutif. Les organes autonomes locaux constituaient à son avis des centres de formation utiles où les autochtones pouvaient apprendre à assumer des responsabilités importantes dans les domaines législatif

et exécutif et le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que la possibilité d'utiliser les conseils municipaux à cette fin ne serait pas négligée. Le transfert d'autorité à ces organes était en outre une question que le Conseil consultatif et la mission de visite devaient examiner avec attention.

Le représentant de la Syrie a déclaré qu'il fallait absolument encourager le plus possible les nouveaux conseils à assumer une grande partie des responsabilités du gouvernement local. Les futurs administrateurs somalis trouveraient certainement leur tâche facilitée s'ils pouvaient s'appuyer sur des organes de gouvernement local responsables et expérimentés. Si l'on ne prenait pas cette mesure dès maintenant, des complications et des difficultés nouvelles surgiraient pour l'Etat somali naissant.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les élections municipales n'indiquaient pas que le système administratif local avait été réorganisé suivant des principes démocratiques. Il a fait observer que, conformément au décret électoral, 60.000 habitants seulement sur une population totale de 1.200.000 Somalis avaient pris part aux élections et que les femmes et les nomades, qui représentent à peu près les trois quarts de la population, étaient encore privés du droit de vote. En outre, d'après les pétitions reçues, les élections se seraient déroulées sous la surveillance de la police et dans des conditions arbitraires; un certain nombre de pétitionnaires se plaignaient que la loi électorale eût été violée, qu'une pression eût été exercée sur le corps électoral et que l'Administration fût intervenue dans la constitution des listes électorales.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les conseils municipaux se verraient conférer leurs pouvoirs au cours de l'année.

#### SERVICES ADMINISTRATIFS

Le représentant de la Belgique a déclaré qu'il serait particulièrement fâcheux de confier des fonctions administratives importantes à des Somalis qui ne réuniraient pas toutes les qualités requises. L'Administration devait se montrer prudente en ce qui concerne les augmentations de traitement qu'elle accorderait au fur et à mesure que les Somalis remplaceraient les Italiens dans l'administration, car il était important d'assurer la solvabilité de l'Etat somali. Il serait dangereux aussi d'accorder à des étrangers des traitements supérieurs à ceux que le pays pourrait normalement payer car il faudrait, plus tard, étendre ces traitements à toute l'administration lorsqu'elle serait intégralement composée de Somalis.

Le représentant de la France a déclaré que la mise en place de fonctionnaires autochtones et d'administrateurs authentiques, c'est-à-dire respectés et obéis par la population, était un facteur d'une importance capitale. A cet égard, il a demandé si l'Autorité administrante n'était pas mue par un souci excessif de perfection. Le représentant de la France comprenait parfaitement qu'elle voulût réserver des places aux éléments jeunes qui reviendraient dans le Territoire après avoir fait des études et acquis des diplômes à l'étranger. Cependant, il savait par expérience que des hommes de culture générale ou technique limitée — mais qui, dans leur travail quotidien, avaient donné la preuve de leur bon sens et qui avaient démontré la fermeté de leur caractère — pouvaient souvent, en particulier dans les périodes difficiles de transition, rendre des services su-

périeurs à ceux des jeunes diplômés. L'important était d'entraîner aussi vite et aussi sérieusement que possible, sous la direction des administrateurs italiens, des hommes de valeur, quelle que fût leur origine scolaire ou universitaire.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'en préparant avec soin les futurs titulaires des postes les plus importants, l'Autorité administrante pratiquait une politique judicieuse. Il a noté que l'on avait déjà confié à des Somalis un certain nombre de postes importants et que ce nombre allait en augmentant. Simultanément, le nombre des fonctionnaires italiens avait été réduit de 273.

Le représentant de l'Inde a déclaré que les mesures prises dans ce domaine avaient été trop prudentes, les progrès réalisés trop lents et les résultats obtenus trop provisoires. Au rythme actuel, peu de Somalis occuperaient des postes importants en 1960. On ne pouvait considérer que la possession d'un diplôme universitaire et celle d'une culture générale de même origine constituaient des conditions préalables au recrutement de fonctionnaires compétents. Si des facteurs de cette nature venaient limiter l'accession des Somalis aux postes supérieurs de l'administration, on pouvait estimer, étant donné la situation de la Somalie, qu'en 1960 l'Etat indépendant de la Somalie devrait faire face à une situation difficile en ce qui concerne sa structure administrative. Puisqu'en tout état de cause, l'entière autorité détenue par l'Administration serait transférée au peuple somali en 1960, ceux qui soutenaient qu'aucun Somali n'était capable d'occuper des postes comportant une certaine responsabilité — tels que ceux de Résident ou de chef de service secondaire — pratiquaient, semblait-il, une politique peu réaliste et à courte vue. En raison de l'importance considérable qu'elle revêtait, cette question ne pouvait être traitée par des méthodes trop conservatrices ni trop orthodoxes et ce n'était pas dans un esprit de résignation qu'il fallait l'aborder. La situation exigeait manifestement des mesures énergiques et plus audacieuses et le sentiment suffisamment net de l'urgence de la question.

Le représentant de l'Inde a recommandé à l'Autorité administrante d'étudier avec le plus grand soin la question de la nomination de Somalis en qualité d'adjoints à certains chefs de service italiens. Ces nominations permettraient de donner une formation utile à des fonctionnaires somalis doués qui, au moment opportun, pourraient remplacer les chefs de service en question. Il n'y avait pas lieu de limiter ce choix aux fonctionnaires somalis : on pouvait également envisager la nomination de certains Somalis compétents dans d'autres domaines. Le représentant de l'Inde a ajouté que le Conseil consultatif et la Mission de visite pourraient peut-être examiner d'urgence cette proposition en se concertant avec l'Administration et des représentants du Conseil territorial.

Le représentant de la Syrie a déclaré qu'il avait peine à comprendre la politique de l'Autorité administrante en matière de somalisation. A propos de la politique qui consistait à ne pas confier actuellement des postes supérieurs au plus grand nombre possible de Somalis sous prétexte que ces nominations empêcheraient des gens instruits d'accéder ultérieurement à ces postes, le représentant de la Syrie ne voyait pas pourquoi ceux qui avaient une certaine expérience et une certaine maturité ne pourraient pas occuper des postes où ils pourraient apprendre à administrer le Territoire. S'il existait dans le Territoire des hommes qui remplissaient

ces conditions et si on leur donnait les conseils voulus et l'expérience nécessaire, ils feraient certainement de bons administrateurs. La seule possession d'un diplôme universitaire ne qualifiait pas nécessairement son titulaire pour un poste administratif. La meilleure, et en fait la seule, préparation à l'autonomie et à l'indépendance était l'exercice même de l'autonomie. Il importait de prendre toutes les mesures possibles pour permettre aux Somalis d'accéder aux postes supérieurs. S'ils manquaient d'expérience, ils pourraient être nommés adjoints à des chefs de service ou à d'autres hauts fonctionnaires exerçant des fonctions directoriales.

Le représentant de la Syrie a déclaré que les prévisions de l'Autorité administrante relatives à l'effectif des fonctionnaires et aux dépenses de personnel pour 1960 ne répondaient pas à l'orientation qu'il aurait souhaitée et à certains égards, ne paraissaient pas correspondre à la situation probable du Territoire en 1960.

Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation avait été heureuse d'apprendre que cinq autochtones avaient été nommés vice-résidents. C'était là avancer nettement dans la bonne voie ; le représentant de la Chine a souhaité que lorsque le Conseil serait saisi du prochain rapport annuel, l'Autorité administrante ait nommé un plus grand nombre de Somalis à des postes de ce genre ainsi qu'à d'autres postes dont certains seraient encore plus importants.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que, d'après les données contenues dans le rapport annuel, tous les postes administratifs importants étaient aux mains des Italiens. A son avis, l'Autorité administrante devait prendre des mesures effectives pour assurer la participation de la population autochtone à tous les organes administratifs du Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il reconnaissait avec le représentant de la France que l'Administration avait peut-être fait preuve d'une certaine prudence en ce qui concernait la nomination de Somalis à des postes administratifs importants. Cependant, le nombre des fonctionnaires somalis était en augmentation constante. Néanmoins, l'Autorité administrante ne pouvait pas esquiver la responsabilité qui lui incombait de créer un Etat moderne en Somalie. Mais on comptait que le processus de somalisation s'accélérait dans un proche avenir. Le premier groupe des jeunes Somalis qui avaient suivi les cours de l'Ecole d'administration du Territoire et qui avaient poursuivi ces études en Italie, venait de rentrer dans le Territoire et ses membres accéderaient tous à des postes administratifs importants. Le représentant spécial de l'Autorité administrante s'est déclaré persuadé que ces nouveaux administrateurs montreraient leurs qualités tant dans les services locaux que dans l'administration centrale où ils travailleraient de concert avec les trente-trois fonctionnaires italiens responsables qui composaient cette administration, à l'exclusion des services purement techniques. Ils auraient certainement toutes facilités pour acquérir une expérience administrative. L'Autorité administrante reconnaissait que, pour faire un bon administrateur, il n'était pas indispensable de posséder un diplôme universitaire. Cependant, le travail administratif exigeait — et davantage encore lorsqu'il s'agissait des postes supérieurs — des connaissances et une instruction que la maturité seule ne pouvait remplacer.

Le représentant de la France a déclaré qu'il serait dangereux d'imposer au futur Etat somali des charges budgétaires trop lourdes, mais que, dans le domaine particulier de la justice, tout devait être mis en œuvre sans souci excessif d'économie pour doter l'Etat somali d'une justice indépendante, forte et respectée. Rien n'était plus nécessaire à un jeune Etat qu'une magistrature intègre, efficace et obéie. Le représentant de la France a donc insisté particulièrement auprès de l'Autorité administrante pour qu'elle poursuivit l'exécution de ses plans et ne relâchât pas les efforts qu'elle faisait dans ce sens.

Le représentant du Salvador a déclaré que l'organisation du système judiciaire, complétée par la création de la Cour suprême de justice, semblait particulièrement digne d'éloges ; il espérait seulement qu'elle serait rapidement terminée.

Le représentant de la Chine a noté avec intérêt que la séparation des pouvoirs entre les autorités administratives et les autorités judiciaires du Territoire s'opérerait progressivement. En outre, il a été heureux d'apprendre que l'Administration avait décidé de supprimer pendant deux ans les condamnations à des amendes collectives et que cette décision avait reçu l'approbation du Conseil territorial. Il espérait fermement que l'expérience acquise grâce à cette mesure opportune conduirait à la longue à la suppression des amendes collectives que l'on pourrait remplacer par d'autres peines plus normales.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré, à propos de l'organisation judiciaire, qu'en raison de la création prochaine de la Cour de justice, les tribunaux de l'ordre judiciaire jouiraient d'une indépendance complète tant à l'égard des organes de l'exécutif que des autres organes.

### III. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Les ressources économiques connues du Territoire sont maigres. On estime que 90 pour 100 des habitants se consacrent aux activités qui, traditionnellement, assurent la subsistance des Somalis. Parmi ceux-ci, 40 pour 100 sont des bergers, 30 pour 100 consacrent une partie de leur temps à l'agriculture et 20 pour 100 sont exclusivement agriculteurs. Ce n'est qu'en certaines occasions qu'ils ont recours au mécanisme du marché pour échanger leurs faibles excédents de production en ghee, cuirs et peaux, et céréales contre des textiles, du riz, du sucre, du thé et certains autres produits de consommation. La production pour l'exportation est limitée en volume et en variété et elle consiste principalement en bananes, cuirs et peaux, ghee, coton et encens. L'industrie est très peu développée. Des richesses pétrolières existent peut-être dans certaines parties du Territoire mais elles n'ont pas encore été découvertes.

L'Autorité administrante avait considéré précédemment que le progrès économique du Territoire dépendait dans une mesure appréciable de l'assistance que les organisations financières internationales lui prêteraient. A cet égard, le Conseil avait exprimé l'opinion que, pour encourager les investissements de capitaux dans le Territoire, il serait bon que l'Autorité adminis-

trante élaborât un plan général de développement économique du Territoire, et il avait demandé qu'un plan de cette nature fût élaboré et présenté dans le plus proche avenir.

Par la suite, le Conseil avait estimé que les insuffisances du Territoire au point de vue économique et les problèmes qui se posaient en matière de développement économique constituaient de sérieux obstacles à l'existence économique normale du futur Etat indépendant et il avait considéré qu'il était essentiel de procéder à un examen minutieux de toutes les ressources économiques et de toutes les possibilités du Territoire dans ce domaine, en tenant compte des conclusions et des résultats auxquels était parvenue la Mission d'assistance technique des Nations Unies. Le Conseil avait demandé instamment à l'Autorité administrante de terminer le plus rapidement possible et par priorité l'élaboration d'un plan économique complet en prenant en considération les recommandations de la Mission d'assistance technique des Nations Unies et en tenant compte particulièrement des besoins que le Territoire aurait à satisfaire à l'avenir lorsqu'il serait devenu un Etat indépendant ; le Conseil avait invité l'Autorité administrante à faire rapport sur ce plan et sur sa mise en œuvre.

L'Autorité administrante a fait savoir au Conseil qu'un expert particulièrement qualifié en matière économique et financière avait été chargé d'étudier toutes les possibilités de développement économique. Ses recommandations ainsi que les données qu'il a recueillies faciliteront beaucoup la tâche de l'Administration lors de l'élaboration d'un plan. Un plan de développement économique du Territoire a été soumis au Conseil à sa quatorzième session. Ce plan vise principalement à développer l'agriculture et l'élevage et à rendre progressivement sédentaire la population nomade du Territoire. Il prévoit notamment l'augmentation de la production de céréales et de récoltes marchandes, la modernisation de l'agriculture et une généralisation de l'irrigation, la construction de silos et, enfin, un vaste programme de forage de puits et de construction de bassins de captage. Le plan envisage également des mesures pour le développement des moyens de communication, l'assainissement des villes, la construction d'installations hydrauliques et électriques et le développement de l'industrie, de l'artisanat et du commerce. L'Institut de crédit somali, qui est inséparable du plan, octroie des prêts aux agriculteurs, artisans et industriels somalis.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil que le plan de développement serait intégralement mis en œuvre à l'aide des ressources dont disposait le Territoire tant en ce qui concerne le personnel qu'en ce qui concerne les moyens financiers. Une assistance internationale était souhaitable en vue d'un développement plus étendu que celui qu'envisageait le plan, ainsi que pour l'exécution de projets dont l'amortissement serait de plus longue durée. Le représentant de l'Autorité administrante a également informé le Conseil que le Conseil territorial avait donné l'assurance la plus formelle et la plus catégorique que les entreprises étrangères qui investissaient des capitaux dans le Territoire seraient respectées et protégées et bénéficieraient du même traitement que les entreprises autochtones, même lorsque le Territoire changerait de statut. Le Conseil territorial a également demandé aux institutions internationales de prendre note de ces assurances et de les confirmer.



A sa quatorzième session, sur une proposition présentée par le représentant du Salvador<sup>301</sup>, le Conseil a adopté une résolution<sup>302</sup> dans laquelle il invitait l'Assemblée générale, lors de sa neuvième session, à donner instructions au Secrétaire général d'étudier, en consultation avec le Gouvernement italien et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la possibilité de contribuer au financement des programmes de développement économique de la Somalie, soit par la Banque, soit par d'autres moyens à mettre en œuvre par les Nations Unies; recommande à l'Autorité administrante d'étudier la possibilité d'associer les capitaux privés somalis et étrangers aux entreprises pour lesquelles la Banque internationale pour la reconstruction et le développement serait disposée à consentir des prêts; et prie instamment l'Autorité administrante de donner aux programmes de développement économique qu'elle a élaborés la plus large publicité afin de susciter l'intérêt des populations locales et étrangères et d'obtenir leur coopération dans l'exécution desdits programmes.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

*Le Conseil, notant avec satisfaction que l'Autorité administrante a préparé un plan de développement économique complet, conformément à la recommandation que le Conseil a adoptée à sa douzième session, notant en outre l'assurance donnée par l'Autorité administrante de son intention de mettre en œuvre ce plan avec toute l'énergie possible et d'en activer l'exécution avant 1960, invite instamment l'Autorité administrante à poursuivre la mise en œuvre de ce plan par tous les moyens possibles en faisant appel aux conseils et au concours du Conseil consultatif, du Conseil territorial et des missions de visite.*

*Le Conseil, notant et approuvant les efforts que fait l'Autorité administrante pour s'assurer l'assistance technique et économique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, notant également que ces institutions ont fourni jusqu'ici une assistance précieuse, exprime l'espoir qu'elles examineront avec la plus grande bienveillance les nouvelles demandes d'assistance et d'aide matérielle que l'Autorité administrante pourrait présenter en vue d'exécuter les plans de développement, notamment les projets portant sur le progrès social et la santé publique, et renonceront, toutes les fois qu'elles le pourront, à demander une contribution financière au Territoire.*

*Le Conseil, notant avec satisfaction le sens élevé des responsabilités dont témoigne la résolution que le Conseil territorial a adoptée le 4 janvier 1954, et par laquelle il a donné l'assurance la plus complète que les entreprises privées étrangères et les investissements étrangers bénéficieront, dans le Territoire, du même traitement que les entreprises autochtones tant avant qu'après l'indépendance du Territoire prévue pour 1960, exprime l'espoir que l'atmosphère créée par cette résolution favorisera l'augmentation des investissements étrangers dans le Territoire.*

*Le Conseil, constatant que les investissements privés dans le Territoire s'élèvent à 22 millions de somalos, invite instamment l'Autorité administrante à redoubler d'efforts pour encourager les investissements privés. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante est prête à accepter la participation d'autres institutions financières au développement du Territoire.*

*Le Conseil, notant avec satisfaction la création de l'Institut de crédit somali, dont le Conseil d'administration se compose, pour moitié, de Somalis, exprime l'espoir que l'on tirera le plus grand parti possible de cette institution, et invite instamment l'Autorité administrante à expliquer à la population somalie les diverses formes d'assistance que fournit cette institution et le rôle utile qu'elle peut jouer dans le développement général du Territoire.*

## FINANCES PUBLIQUES ET IMPÔTS

Les recettes et les dépenses globales se sont élevées respectivement à 32,7 et à 68,9 millions de somalos pour l'exercice financier 1952-1953. Le déficit, qui s'élève à 36,2 millions de somalos, représente 52,5 pour 100 des dépenses globales. En fait, les recettes et les dépenses ont dépassé le montant des évaluations de 3,6 et 2,8 millions de somalos respectivement. Par rapport à l'exercice 1951-1952, les recettes ont diminué de 3,5 millions de somalos et le déficit a augmenté de 6,7 millions de somalos.

Les dépenses afférentes au personnel civil de tous les services ont atteint 38,7 millions de somalos (contre 33,4 millions en 1951-1952 et 30,1 millions en 1950-1951).

Jusqu'à présent, l'année financière allait du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante. A partir de 1955, elle correspondra à l'année civile; le budget de 1953-1954 portera donc sur une période transitoire de 18 mois et il est prévu que les recettes atteindront 50 millions de somalos et les dépenses 98 millions de somalos.

Les dépenses militaires se sont élevées à 28,6 millions de somalos en 1952-1953 contre 39,2 millions en 1951-1952; les prévisions de dépenses pour 1953-1954 s'élèvent à 21 millions de somalos. L'Autorité administrante a souligné que les forces armées assuraient d'importants services civils et notamment les transports aériens et les communications radiophoniques; on estime que les dépenses afférentes à ces services ont dépassé 5,5 millions de somalos.

Le Conseil avait estimé précédemment que la seule base solide sur laquelle l'Etat indépendant pouvait être établi était l'autonomie financière et qu'il convenait de prendre progressivement des mesures pour la réaliser. La Mission de visite de 1951 avait pensé que l'Autorité administrante devait peu à peu résorber le déficit budgétaire. Fondant sa recommandation sur une suggestion faite par la Mission, le Conseil avait invité l'Autorité administrante à procéder à un examen préliminaire en vue de déterminer l'ampleur des services publics que le Territoire pouvait entretenir par ses propres ressources; cette enquête devait être faite à l'intention de la Mission de visite qui devait se rendre dans le Territoire en 1954. Par la suite, l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil qu'il fallait prévoir pour 1960, le personnel et les crédits ci-après:

	Personnel	Dépenses (en somalos)
1. Services administratifs et techniques	4.679 <sup>a</sup>	16.992.420
2. Services de police	2.025	4.855.800
3. Forces armées	2.955	6.794.640
	<b>TOTAL</b>	<b>28.642.860</b>
4. Techniciens étrangers indispensables	250	9.500.000
		<b>à 14.000.000</b>

<sup>a</sup> Ce chiffre est fondé sur le nombre total des Somalis employés en 1953, soit 4.140, auquel on ajoute les 539 postes actuellement occupés par des Italiens qui seront remplacés par des Somalis.

<sup>301</sup> T/L.475.

<sup>302</sup> Résolution 1001 (XIV).



L'Autorité administrante a attiré l'attention du Conseil sur le caractère quelque peu arbitraire de ces chiffres, qui provient de la difficulté de prévoir avec exactitude les besoins en personnel, le niveau de développement économique et le montant des recettes publiques en 1960. On a supposé que les effectifs ne dépasseraient pas le chiffre actuel, qu'ils répondraient aux besoins en 1960 et que, tout au moins pendant les premières années qui suivront son indépendance, l'Etat somali devrait faire appel aux services d'un certain nombre de spécialistes étrangers. Dans ces chiffres ne figurent pas les effectifs du personnel diplomatique ou consulaire.

A sa treizième session, le Conseil a examiné une pétition dont les auteurs soulignaient que des barèmes de taxes différents étaient employés dans un certain nombre de collectivités, et demandaient qu'un barème uniforme soit appliqué en ce qui concerne les taxes relatives au marché, aux cases et aux magasins<sup>303</sup>. Dans ses observations relatives à cette pétition, l'Autorité administrante a déclaré que le système en vigueur dans le Territoire était fondé sur le principe qui consiste à classer les marchés publics et les magasins par catégories d'après leur importance, leurs dimensions et leur chiffre d'affaires. On a fixé pour la plupart des produits sur le marché un barème de taxes maximums que les municipalités sont autorisées à prélever en tenant compte des coutumes locales, de la nécessité d'assurer la bonne marche des services publics et de la richesse de la région. Sur les marchés où certains produits sont rares, les municipalités appliquent des taux moins élevés<sup>304</sup>.

La Mission de visite de 1951 avait noté qu'il convenait d'utiliser toutes les possibilités fiscales du Territoire et, à cet égard, le Conseil avait appelé l'attention de la population et de l'Autorité administrante sur l'importance qu'il y avait à augmenter la contribution financière de toutes les classes de la population aux dépenses du Territoire. Par la suite, le Conseil a été informé qu'on avait institué une taxe sur toutes les terres cultivées occupées par des autochtones dont le taux est de 2 à 12 somalos par *shamba*. A sa quatrième session, le Conseil a examiné une pétition dont les auteurs protestaient contre la création du nouvel impôt et déclaraient que la population n'était pas en mesure de le payer<sup>305</sup>. Dans ses observations relatives à cette pétition, l'Autorité administrante a déclaré que cet impôt avait pour but de faire entrer dans le réseau fiscal un grand nombre de petits agriculteurs qui autrement ne paieraient aucune contribution, et qu'il s'agissait d'un impôt modique que tout le monde était en mesure de payer<sup>306</sup> et qui, en outre, avait été approuvé par le Conseil territorial<sup>307</sup>. Dans une déclaration qu'il a faite au Comité permanent des pétitions, le représentant spécial de l'Autorité administrante a dit que, dans les circonstances les plus défavorables, le cultivateur serait appelé à payer un impôt de 2 somalos pour chaque tranche de 42 somalos de revenu.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

<sup>303</sup> T/PET.11/368.

<sup>304</sup> T/OBS.11/20/Add.1, Section 2. En ce qui concerne les décisions prises par le Conseil de tutelle au sujet de cette pétition, voir la résolution 884 (XIII).

<sup>305</sup> T/PET.11/388.

<sup>306</sup> Pour les *shambas* non irriguées, l'impôt varie de 2 somalos à 6 selon que la superficie varie de moins d'un hectare et demi à plus de 5 hectares. Pour les *shambas* irriguées, le taux varie de 3 à 12 somalos.

<sup>307</sup> T/OBS.11/27, sect. 3.

*Le Conseil, constatant qu'à l'heure actuelle les recettes annuelles du Territoire ne suffisent même pas à couvrir la moitié des dépenses, constatant en outre que les dépenses annuelles, afférentes aux services administratifs, notamment les dépenses afférentes aux traitements du personnel civil, des membres de la police et du personnel militaire sont trop élevés par rapport aux recettes, reconnaissant qu'il serait difficile, pour le futur Etat somali de combler ce déficit sans assistance extérieure, invite instamment l'Autorité administrante à prendre des mesures pour réduire, par tous les moyens possibles, le déficit budgétaire auquel l'Etat somali indépendant aura à faire face, et notamment à augmenter la productivité du Territoire, à utiliser au maximum ses possibilités fiscales, à rationaliser sa structure administrative et à remplacer progressivement les Italiens par des Somalis dans les postes administratifs.*

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il a adoptée à sa onzième session et par laquelle il a appelé l'attention de la population et de l'Autorité administrante sur l'importance qu'il y a à augmenter la contribution financière de toutes les classes de la population aux dépenses du Territoire, estime que les habitants pourraient contribuer davantage aux recettes du Territoire et invite instamment les Somalis à collaborer avec l'Autorité administrante pour étudier de nouvelles possibilités d'augmenter les recettes fiscales.*

#### COMMERCE

Les échanges font apparaître, pour 1953, un excédent des importations sur les exportations qui s'élève à 43,9 millions de somalos. Les importations se sont élevées à 78,6 millions de somalos, chiffre qui représente une notable diminution par rapport à 1952 où elles avaient atteint 105 millions de somalos. Les exportations, qui se sont élevées au total à 34,7 millions de somalos, ont également diminué en valeur par rapport à l'année 1952, où elles étaient de 46,6 millions de somalos. Le déficit de la balance commerciale a diminué de 14,5 millions de somalos par rapport à 1952. Toutefois, comme l'année précédente, l'Autorité administrante a déclaré que les douanes avaient évalué les exportations bien au-dessous de leur valeur réelle et que, par conséquent, le déficit était en réalité beaucoup plus faible.

Les importations proviennent principalement d'Italie (47,8 pour 100 en valeur). Environ 20 pour 100 proviennent également d'Aden et du Kenya. Sur la valeur totale des exportations, environ 70 pour 100 sont dirigées vers l'Italie, alors que Aden, le Kenya et Zanzibar en reçoivent respectivement 11,9, 3,8 et 2,2 pour 100.

Afin d'améliorer la balance commerciale déficitaire, l'Autorité administrante s'efforce d'encourager une augmentation de production de certaines récoltes, de diriger une plus grande quantité d'exportations vers les zones dollar et sterling et de trouver de nouveaux débouchés à l'étranger. Le nombre de Somalis participant au commerce d'exportation et d'importation est passé de 68 en 1952 à 202 en 1953.

A sa quatorzième session, le Conseil a été saisi d'une pétition suivant laquelle un groupe de commerçants italiens monopoliseraient le commerce de gros du Territoire, et les Somalis ne pourraient obtenir de licences d'importation et d'exportation que pour l'Italie, où, selon les auteurs de la pétition, les prix seraient exorbitants<sup>308</sup>. Dans ses observations relatives à cette pétition,

<sup>308</sup> T/PET.11/382/Add.1.

tion, l'Autorité administrante a déclaré que 203 Somalis au minimum étaient autorisés à exercer ce commerce et qu'au cours de 1953, 785 licences d'importation, représentant un montant approximatif de 6,5 millions de somalos avaient été accordées à des Somalis. Sur ces chiffres, les importations en provenance d'Italie ne faisaient l'objet que de 136 licences, correspondant à 1,3 million de somalos. D'autres types de licences, représentant un total de plus de 4 millions de somalos, ont été également accordées pour les pays voisins. L'Autorité administrante a nié que, dans le domaine du commerce extérieur du Territoire, il y ait eu des discriminations autres que celles qu'impose la pénurie des devises nécessaires<sup>309</sup>.

Selon les mêmes pétitionnaires, alors que le coût du sucre de production locale était de 70 somalos par quintal, et celui du sucre importé de 90 somalos par quintal, l'Autorité administrante aurait porté le prix de ces deux catégories de produits à 210 somalos par quintal. Les pétitionnaires ajoutaient également que c'était une société italienne qui avait le monopole exclusif de l'importation et de la production locale du sucre<sup>310</sup>. Dans ses observations, l'Autorité administrante a déclaré qu'en 1951, elle avait fixé pour le sucre de production locale le même prix que pour le sucre importé (186,90 somalos, impôts compris). La sucrerie locale avait ainsi été conduite à agrandir ses installations en vue de subvenir à la totalité des besoins du Territoire. A cette fin, elle avait investi l'équivalent de 2 millions de dollars en équipement. Ces arrangements se sont trouvés compromis lorsque le prix du sucre importé est tombé brusquement; afin de protéger plusieurs milliers de Somalis employés dans l'industrie locale du sucre, de nouveaux droits de douane ont été imposés sur le sucre importé. Ces nouveaux droits de douane laissaient néanmoins aux importateurs une marge suffisante de bénéfices. Au cours de 1953, 30.000 quintaux environ ont été importés. L'Autorité administrante a nié de façon catégorique que l'importation du sucre soit le monopole d'une entreprise italienne. Chacun des contingents a fait l'objet d'adjudications publiques et a été attribué au plus offrant; aucune maison italienne n'a été adjudicataire<sup>311</sup>.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

*Le Conseil, constatant que la valeur des importations est plus de deux fois supérieure à celle des exportations, constatant en outre que le développement du commerce extérieur dans une seule direction présente de graves inconvénients, recommande à l'Autorité administrante de prendre, dans l'intérêt du futur Etat somali, les mesures nécessaires pour réduire le déficit de la balance des paiements, et notamment de rendre plus libérales les dispositions relatives aux échanges, de réviser les tarifs douaniers, de rechercher de nouveaux débouchés et de développer l'industrie locale.*

*Le Conseil, constatant le prix élevé du sucre du fait de droits de douane importants, constatant en outre que le pouvoir d'achat de la population est relativement faible et que le sucre occupe une place importante dans le régime alimentaire de la population somalie, reconnaissant qu'il peut être nécessaire d'accorder une certaine protection à l'industrie sucrière locale, recommande à l'Autorité administrante de rechercher les*

*moyens de faire baisser le prix de détail du sucre, tout en assurant une protection raisonnable à l'industrie du sucre par les moyens qu'elle jugera appropriés.*

## TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

La Mission de visite de 1951 avait estimé que l'état des routes constituait un obstacle sérieux au progrès économique du Territoire. Le rapport annuel étudié indique qu'un expert de la Foreign Operations Administration des Etats-Unis a procédé à une enquête sur le système routier; cet expert a recommandé l'adoption d'un programme minimum de construction et de réparation de routes; ce programme entraînera une dépense d'environ 14 millions de somalos et doit être achevé en 1957. L'expert a notamment recommandé d'améliorer la route de caractère vital qui relie Mogadiscio et Chisimaio afin d'assurer la circulation routière par tous les temps; à l'heure actuelle cette route est impraticable pendant la saison des pluies.

Le même organisme a également procédé à une étude des installations portuaires et recommandé un programme minimum d'amélioration de ces installations. En ce qui concerne l'enquête sur le système routier et l'étude des installations portuaires, l'Autorité administrante a déclaré que les programmes minimums qui avaient été recommandés seraient exécutés dans le cadre du plan de développement économique.

Le Conseil a été informé qu'un navire d'un déplacement de 600 tonnes assurerait un service mensuel entre les ports du Territoire, d'une part, Aden et Mombasa, d'autre part.

L'auteur de l'une des pétitions dont il a été précédemment question et qui a été examinée à la quatorzième session du Conseil s'est plaint de ce que les entreprises de transports aient été réduites au chômage, toutes les opérations de transport ayant été exécutées soit par l'Administration, soit par des entreprises italiennes<sup>312</sup>. Dans ses observations sur cette pétition, l'Autorité administrante a répondu que les neuf entreprises de transport automobile du Territoire, dont les unes sont italiennes et les autres somalies, étaient réunies en un syndicat. Elle a ajouté qu'elle s'était toujours efforcée, dans toute la mesure du possible, de procurer du travail à tous les membres de ce syndicat et que des enquêtes avaient révélé que les commandes étaient réparties entre les adhérents du syndicat sans que la moindre distinction fût faite entre Somalis et Italiens<sup>313</sup>.

## RÉGIME FONCIER

En vertu du droit coutumier, l'individu n'a sur le sol que des droits limités, subordonnés à son appartenance à une communauté. En application de la législation d'avant-guerre, qui est toujours en vigueur, on considère que l'Autorité administrante ne peut disposer de terres occupées par les collectivités autochtones.

L'Autorité administrante a déclaré reconnaître la nécessité de rendre la nouvelle législation foncière conforme à l'article 14 de l'Accord de tutelle. Etant donné la faible superficie des terres arables et les particularités du régime de tutelle applicables au Territoire, elle a donné au Conseil l'assurance qu'elle n'accorderait plus de concessions avant que ne soit adoptée une nouvelle législation foncière inspirée des principes de l'Accord de tutelle.

<sup>309</sup> T/OBS.11/26/Add.1.

<sup>310</sup> T/PET.11/382.

<sup>311</sup> T/OBS.11/26.

<sup>312</sup> T/PET.11/382/Add.1.

<sup>313</sup> T/OBS.11/26/Add.1.

Le Conseil avait prié l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures nécessaires pour promulguer rapidement cette législation. Il a été ultérieurement informé qu'une commission composée à la fois d'Italiens et de Somalis avait été chargée d'élaborer la nouvelle législation foncière. La commission a recueilli de nombreuses données pertinentes pour son étude.

Au cours de l'année 1953, l'Administration a autorisé des autochtones de la région à vendre à trois cultivateurs italiens des terrains d'une superficie totale de 698 hectares, après avoir obtenu l'assentiment unanime du Conseil territorial. La superficie des terres possédées par des personnes non autochtones se répartissait comme suit : Arabes, 1.500 hectares ; Italiens, 73.540 hectares.

Plusieurs aspects de la question foncière avaient précédemment fait l'objet de pétitions examinées par le Conseil.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, notant qu'une nouvelle législation foncière instituant un système d'enregistrement des terres sera édictée en 1954, invite l'Autorité administrante à donner, dans son prochain rapport, des renseignements détaillés sur cette question.*

#### AGRICULTURE ET ÉLEVAGE

Le bétail, essentiellement composé de camélidés, de bovidés, de moutons et de chèvres, constitue la principale richesse du Territoire. L'agriculture n'est guère pratiquée que dans le voisinage des cours d'eau, dans certains territoires côtiers et dans la région de dry farming qui s'étend entre le Djouba et l'Ouebi Chebeli. Les principales cultures sont le sorgho, le maïs, les haricots, les arachides, les bananes, le sésame, la canne à sucre et le coton. Le Territoire souffre très fréquemment de la sécheresse qui impose de dures privations à la population. Il y a lieu de rappeler à cet égard que le Conseil de tutelle avait antérieurement recommandé que des mesures fussent prises pour diversifier les récoltes, accroître la production de cultures vivrières essentielles et constituer des réserves de produits alimentaires.

L'Autorité administrante a informé le Conseil que la médiocrité de la récolte par rapport à celle de l'année précédente, 1952, était due à l'insuffisance et à la répartition irrégulière des pluies ainsi qu'à la recrudescence des insectes nuisibles, y compris les sauterelles. Elle a ajouté que, grâce aux stocks — s'élevant à 53.000 quintaux — qu'elle avait amassés conformément à son programme de stockage, la spéculation avait pu être évitée et le prix des grains avait pu être maintenu à un niveau normal.

D'après le rapport, le problème du développement de l'agriculture était surtout un problème de meilleure utilisation des terres. Dans les régions de dry farming, il était possible d'augmenter la production en encourageant les fermiers somalis à utiliser les animaux de trait, à creuser de nouveaux puits, à construire des bassins de captation, à cultiver les plantes fourragères — ce qui réduirait les déplacements du bétail vers de nouveaux pâturages — à construire des silos pour conserver l'excédent des années favorables en vue de son utilisation lors des mauvaises récoltes, à adopter de nouvelles techniques et un équipement plus moderne, toutes mesures qui favoriseraient la sédentarisation des semi-

nomades. Dans les régions arrosées par des cours d'eau le problème le plus important était celui d'étendre les cultures et d'améliorer l'irrigation.

Au cours de l'année examinée, l'Autorité administrante a continué de faire porter ses principaux efforts touchant le développement de l'agriculture sur les districts arrosés par des cours d'eau et sur les régions de dry farming situées entre les deux fleuves. Huit nouvelles coopératives et 2 consortiums d'irrigation ont été créés le long de l'Ouebi Chebeli et 3 consortiums d'irrigation le long du Djouba. L'Autorité administrante a contribué pour plus de 300.000 somalos à l'exécution de ces projets et a fourni en outre l'équipement technique nécessaire. Le nombre des coopératives a été porté à 24 et la surface cultivée à 3.360 hectares. Dans la zone du Haut-Djouba, où l'on pratique le dry farming, 5 établissements agricoles employant une main-d'œuvre somalie ont été créés ; les travaux d'expérimentation et les démonstrations ont continué dans les deux fermes témoins ; à Baidoa, l'Administration a distribué du matériel, construit deux bassins de captation et deux silos pour entreposer les grains. L'Autorité administrante a également informé le Conseil que d'autres projets portant sur la sélection des semences et sur l'essai de nouvelles variétés étaient en voie de réalisation.

En ce qui concerne l'élevage, la Mission de visite de 1951 avait insisté sur la nécessité de créer une solide industrie de l'élevage et, par la suite, l'Autorité administrante avait fait connaître au Conseil les mesures qu'elle avait prises pour développer l'industrie, en améliorant la qualité des peaux et du ghee ainsi que les méthodes d'élevage, et en utilisant plus rationnellement les pâturages grâce à l'aménagement de nouveaux puits.

Le nombre des animaux qui ont été vaccinés contre diverses maladies s'est élevé à 152.954 contre 125.291 au cours de l'année précédente.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil prend acte avec intérêt des mesures que l'Autorité administrante a prises dans le cadre de son plan de développement économique en vue d'augmenter l'approvisionnement en eau et d'étendre les pâturages, et l'invite à redoubler d'efforts pour développer l'élevage dans le Territoire, et notamment à encourager les exportations du bétail, à créer une industrie de préparation de la viande et à continuer de vulgariser, comme elle l'a déjà fait par le cinéma et par d'autres moyens, les méthodes perfectionnées pour la préparation des produits laitiers et pour celle des cuirs et peaux.*

#### RESSOURCES EN EAU

L'approvisionnement en eau est l'un des problèmes les plus difficiles qui se posent dans le Territoire. La Mission de 1951 de même que le Conseil de tutelle avaient encouragé l'Autorité administrante à poursuivre l'exécution de son programme visant à l'amélioration des ressources en eau et avaient invité instamment tous les groupes de la population à lui apporter leur entier concours.

L'Autorité administrante a signalé que des progrès notables avaient été accomplis en 1953, plus particulièrement en ce qui concernait le forage des puits. On s'efforçait, dans toute la mesure du possible, d'assurer une répartition convenable des nouveaux puits dans les régions pastorales, de manière à diminuer les sources de conflits entre tribus et à ouvrir à l'élevage des zones restées inutilisées jusqu'à présent à cause du manque

d'eau. On s'employait également à fournir des ressources suffisantes en eau aux collectivités sédentaires. En outre, des bassins de captation ont été construits; l'un de ces bassins, d'une capacité de 500.000 mètres cubes, permet d'alimenter en eau 60.000 têtes de bétail pendant la saison sèche. Avec l'aide technique et financière de la Foreign Operations Administration des Etats-Unis, l'Autorité administrante a entrepris la construction de 150 puits. Ces travaux coûteront 4,2 millions de somalos et la moitié de cette somme sera fournie par la Foreign Operations Administration des Etats-Unis.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil note avec satisfaction les progrès que l'Autorité administrante a réalisés dans la mise en œuvre de son programme d'amélioration de l'approvisionnement en eau grâce au forage de puits, à la construction de bassins de captation et à la création de canaux d'irrigation; il invite instamment l'Autorité administrante à continuer d'accorder une place importante à ce programme qui est essentiel tant pour le développement économique du Territoire que pour la solution des problèmes d'ordre social qui découlent du fait qu'une grande partie de la population est somalie.*

#### MINES

En 1952, l'Autorité administrante a accordé à la Sinclair Somal Corporation et à la Società Mineraria Somala des concessions pour la prospection et l'exploitation des ressources pétrolières, sur des zones de 200.000 et de 28.000 kilomètres carrés respectivement. Ces accords donnent aux deux sociétés un droit de prospection de neuf années et un droit d'exploitation de quarante années. Un premier sondage doit être effectué dans un délai de quatre ans et les deux sociétés doivent engager chaque année certaines dépenses minimums. Si elles découvrent du pétrole, elles devront payer un droit annuel de concession qui s'élèvera à 100.000 somalos au début, et qui sera réduit par la suite, ainsi qu'un loyer annuel de 100 somalos par kilomètre carré pour la zone en exploitation. En outre, les deux sociétés acquitteront une redevance correspondant à 12,5 pour 100 du pétrole produit, capté et gardé dans leurs réservoirs; ce chiffre sera porté à 15 pour 100 après cinq années d'exploitation. Après dix années, le taux de la redevance pourra être révisé et, à condition que le produit extrait soit comparable en quantité et en qualité à celui du Moyen-Orient, un taux identique à celui de cette région pourra être appliqué.

L'Autorité administrante a fait savoir au Conseil que les deux sociétés avaient procédé à des sondages géophysiques en 1953.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, constatant que des concessions pétrolières ont été accordées à deux compagnies conformément aux lois minières approuvées par le Conseil territorial, exprime l'espoir que l'Autorité administrante consultera le Conseil consultatif sur la législation minière en général et sur les dispositions des accords relatifs à l'extraction du pétrole. Il invite l'Autorité administrante à lui soumettre un rapport sur les progrès accomplis dans les travaux de prospection du pétrole.*

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions, et observations du représentant spécial de l'Autorité administrante

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Belgique a déclaré que le Conseil de tutelle devait prendre acte du fait que le Conseil territorial avait voté une motion au sujet des capitaux étrangers. A son avis, le Conseil de tutelle devait prendre acte de la déclaration du Conseil territorial, exprimer sa satisfaction et peut-être même suggérer à l'Assemblée générale de faire part aux représentants de la population somalie de son intention de favoriser l'investissement de capitaux étrangers dans un Territoire qui en avait un urgent besoin.

Le représentant de la France a annoncé qu'il avait entendu avec une réelle satisfaction les pétitionnaires, qui étaient Vice-Présidents du Conseil territorial, renouveler l'engagement que l'Assemblée somalie avait pris de favoriser et de respecter les investissements étrangers dans le Territoire. Le représentant de la France s'est associé à la proposition du représentant de la Belgique selon laquelle le Conseil devrait prendre acte officiellement de cette déclaration. Cependant, il a fait remarquer que la déclaration ne visait qu'un aspect du problème, car il fallait aussi que les capitaux trouvent des activités rentables; or les perspectives n'étaient pas très favorables pour le moment. Seule la mise en œuvre d'un plan de grands travaux ferait naître des possibilités. L'Autorité administrante avait raison de ne pas vouloir obérer le futur Etat somali par l'exécution d'un plan de développement économique trop ambitieux; mais sans aucun doute l'Organisation des Nations Unies était responsable de la grande aventure où elle avait lancé le peuple somali et il fallait faire infiniment plus qu'on n'avait fait jusqu'à ce jour pour le Territoire. Sans vouloir minimiser le rôle des experts qui pouvaient être fournis au titre de l'assistance technique, le représentant de la France a déclaré qu'il n'en restait pas moins convaincu qu'ils étaient infiniment moins nécessaires que des ouvertures de crédits substantiels.

Le représentant de la France a approuvé sans réserve l'esprit du projet de résolution proposé par la délégation du Salvador. Toutefois, ce projet n'allait pas assez loin, car il ne s'adressait qu'à l'Autorité administrante. Le Conseil devait aussi chercher à atteindre directement les organes des Nations Unies qui répartissaient et distribuaient les crédits nécessaires.

Le représentant du Royaume-Uni s'est déclaré persuadé que le Conseil de tutelle accueillerait avec la plus grande satisfaction la motion relative aux investissements étrangers que le Conseil avait adoptée à l'unanimité. Il était encore trop tôt pour se rendre compte des résultats que les garanties offertes pourraient avoir sur l'afflux des capitaux privés dans le Territoire, mais le représentant du Royaume-Uni espérait que cette sage initiative des représentants du peuple somali recueillerait sa juste récompense.

Le représentant de l'Inde a fait observer que, dans le domaine économique, les progrès enregistrés n'étaient pas très encourageants et qu'il serait bon d'appliquer plus fermement une politique plus énergique. Le Conseil n'avait pas eu le temps d'étudier en détail le plan quinquennal de développement économique; cependant, l'étude même superficielle de ce plan laissait un certain nombre de questions sans réponse. On ne voyait pas



bien comment chaque secteur de l'économie fonctionnerait, quelle priorité on se proposait d'accorder aux divers projets et quelle serait l'origine des fonds, du matériel, du personnel technique, etc. Jusqu'à présent, le plan n'existait que sur le papier. Il importait au premier chef de l'étudier et de le soumettre à un examen très attentif. Le représentant a suggéré de renvoyer ce plan à l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies pour qu'elle en fasse une étude plus approfondie. Il a proposé également de soumettre ce plan, aux mêmes fins, au Conseil consultatif et au Conseil territorial.

Le représentant de l'Inde a annoncé qu'il était heureux d'apprendre que le Conseil territorial avait décidé d'accorder des garanties en vue de la protection des capitaux étrangers. Il espérait que cette initiative stimulerait l'afflux de capitaux et qu'une demande de prêt serait adressée à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. De l'avis du représentant, il était regrettable qu'aucune décision n'eût encore été prise dans ce sens pour des raisons qui, à dire vrai, n'étaient pas tout à fait convaincantes.

Le représentant de l'Inde a ajouté que sa délégation approuvait sans réserve l'esprit des propositions que la délégation du Salvador avait présentées dans son projet de résolution; d'une manière générale, elle appuierait certainement ce projet de résolution.

Le représentant de la Syrie a rappelé qu'en acceptant les clauses de l'Accord de tutelle, l'Autorité administrante avait assumé la responsabilité d'entreprendre des programmes de développement qui pourraient exiger des capitaux assez importants. Elle devait tout au moins délimiter les régions dans lesquelles il serait profitable, du point de vue économique et social, d'investir ces capitaux. Dans d'autres Territoires sous tutelle, on avait établi des budgets spéciaux pour le développement et l'on avait investi des capitaux importants. Il serait d'un grand intérêt pour le Territoire d'évaluer au plus tôt les possibilités de développement, de façon que le peuple somali, ainsi que l'Autorité administrante et l'Organisation des Nations Unies, sachent où faire porter leur effort maximum.

Le représentant du Salvador a déclaré qu'un effort positif très intéressant avait été accompli et que le Conseil de tutelle ne pouvait pas manquer d'en apprécier toute la portée. Etant donné que, dans ce Territoire, tout dépendait des maigres ressources de l'économie, le Conseil ne pouvait qu'essayer de résoudre les problèmes multiples et complexes qui se posaient. Équilibrer le budget, accroître la trésorerie et améliorer les communications étaient autant de conditions du développement des ressources économiques du Territoire.

Le représentant d'Haïti a fait observer que l'Organisation des Nations Unies ne devait pas rester passive devant les difficultés économiques auxquelles le Territoire avait à faire face. C'était à l'Autorité administrante qu'incombait la plus lourde responsabilité et, cependant, elle se montrait encore assez timide dans ses plans. Il était indispensable que l'Organisation des Nations Unies fournisse l'assistance la plus large possible dans le domaine économique, mais cela ne pouvait suffire, car il fallait non seulement des conseils, des plans et des programmes, mais encore des moyens financiers pour exécuter ces plans et ces programmes. Le Conseil territorial était conscient des difficultés présentes et à venir et, pour l'instant, il pouvait seulement donner l'assurance que les investissements internationaux et étrangers seraient respectés et protégés. Il était entendu pour la dé-

légation d'Haïti que les intérêts de la population ne seraient en aucune façon lésés et que l'Autorité administrante, quand ces capitaux viendraient s'investir pendant la période restant à courir jusqu'à 1960, n'imposerait pas au Territoire des engagements qui fussent de nature à entraver sérieusement son développement économique à venir. Il n'y avait pas contradiction entre l'appel qui devait être adressé aux bailleurs de fonds étrangers et la prudence préconisée.

La délégation d'Haïti donnait son accord de principe au projet de résolution du Salvador selon lequel il serait fait appel à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les projets à long terme intéressant le Territoire. Toutefois, il y avait des besoins immédiats à satisfaire dans le domaine de l'alimentation, de l'hygiène, de la santé et de l'assistance sociale et il fallait, pour ce faire, des ressources financières plus importantes que celles dont pouvaient disposer l'OMS ou la FAO.

Le représentant de l'Australie s'est déclaré certain que, partout où cela serait possible et grâce à l'expérience acquise avec la coopération de Mogadiscio, l'Autorité administrante encouragerait le développement d'institutions analogues dans d'autres parties du Territoire, de sorte qu'à l'avenir de petites industries pourraient contribuer au progrès économique. En outre, le Conseil devait prendre note avec une profonde satisfaction de la création de l'Institut de crédit somali qui, sans aucun doute, contribuerait fortement au développement économique.

Le représentant de la Chine a fait observer que tous les renseignements fournis par le représentant spécial semblaient indiquer, non seulement que, dans le domaine économique, l'exécution des travaux essentiels se poursuivait sans interruption, mais encore que l'Administration comprenait parfaitement les divers problèmes qu'elle avait à résoudre. Le besoin d'une assistance extérieure constituait, sans aucun doute, l'essentiel du problème économique qui se posait en Somalie. C'est pourquoi le Conseil devait rendre hommage à la sagesse de la délégation du Salvador, qui lui avait présenté ce projet de résolution que, pour sa part, la délégation chinoise serait heureuse d'appuyer.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, dans le domaine économique, la situation du Territoire était caractérisée par une économie indigène arriérée, d'une part, et par la pénétration des sociétés étrangères américaines, anglaises et italiennes qui affirmaient leur domination sur l'économie du pays, d'autre part.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a donné au Conseil l'assurance que l'Administration avait l'intention d'exécuter entièrement d'ici 1960 le plan présenté par l'Administrateur. Il a précisé que l'Administrateur avait calculé le financement de façon qu'il s'intégrât dans la contribution annuelle que l'Italie apportait au budget du Territoire et qu'il avait établi tous les plans de développement conformément aux suggestions des missions d'assistance technique qui s'étaient rendues en Somalie au cours des dernières années. Le représentant spécial a ajouté qu'il dépendait des capitaux étrangers que l'on puisse s'attaquer à d'autres plans de développement, d'une portée plus large, qui exigeraient des investissements massifs à long terme bien au-delà de 1960. L'Autorité administrante espérait que la proposition soumise par le représentant du Salvador au Conseil de tutelle dans la forme définitive sous laquelle le



Conseil pourrait juger bon de l'approuver, apporterait au Territoire l'assistance financière dont il avait besoin pour mettre en œuvre les plans de développement à long terme en question.

#### FINANCES PUBLIQUES ET IMPÔTS

Le représentant de la Belgique a fait observer que la nouvelle présentation du budget, qui donnait un état détaillé des dépenses, constituait un grand progrès par rapport à l'ancienne formule de présentation des dépenses dans le rapport. L'Autorité administrante avait décidé de faire figurer séparément les dépenses de personnel et les dépenses de services et le Conseil devait se déclarer satisfait de cette modification.

Le représentant de l'Inde a déclaré que le caractère le plus marquant et, sans doute, le plus inquiétant de la situation économique était la persistance d'un déficit budgétaire apparemment chronique. Au cours de l'exercice financier 1952-1953, on avait enregistré un déficit de 36,2 millions de somalos, soit 52,5 pour 100 des dépenses totales. Au lieu d'augmenter, les recettes avaient en fait diminué de 3,5 millions de somalos. Ces chiffres laissaient de côté les lourdes dépenses militaires qui étaient financées de l'extérieur. C'était là assurément un tableau très alarmant.

Le représentant de l'Inde a indiqué que les dépenses d'administration ne représentaient pas moins de 55 pour 100 des dépenses totales et a exprimé l'espoir qu'une somalisation plus poussée des services administratifs se traduirait par une diminution des dépenses, une augmentation des crédits affectés aux services sociaux et à l'enseignement et une intensification des autres activités visant à développer le Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le budget du Territoire était l'indice le plus révélateur de la politique effectivement suivie par l'Autorité administrante: on y voyait que les dépenses de police étaient extrêmement élevées et dépassaient les crédits affectés à la santé et à l'enseignement. Les crédits affectés à la police avaient triplé par rapport à l'année précédente; l'Autorité administrante n'avait pas été en mesure de fournir une explication satisfaisante de cette augmentation, pas plus que de l'importance des ouvertures globales de crédits pour l'armée, la police, le corps judiciaire et les prisons; ces crédits représentaient environ 40 pour 100 des dépenses inscrites au budget du Territoire pour l'exercice 1953-1954, alors que les crédits prévus pour l'économie et les services étaient inférieurs à ceux de l'exercice précédent. Le représentant de l'URSS a fait observer en outre que le régime fiscal du Territoire était injuste, les impôts étant prélevés sans souci de la capacité de paiement du contribuable, et que le Conseil de tutelle devait attirer l'attention de l'Autorité administrante sur la nécessité de substituer au régime fiscal actuel un système d'impôt progressif sur le revenu, ou tout au moins un système d'impôt sur le revenu qui tînt compte de la capacité de paiement du contribuable et de la composition du patrimoine national.

#### COMMERCE

Le représentant de l'Inde a noté que la valeur des importations dépassait de plus du double celle des exportations. Les importations en provenance de l'Italie représentaient environ 50 pour 100 des importations totales et les exportations vers l'Italie 75 pour 100 du total des exportations. Ainsi, non seulement la balance

commerciale était lourdement déficitaire mais le fait que les échanges se développaient dans une seule direction pouvait comporter de graves inconvénients. Il fallait favoriser la libération des échanges de sorte que les produits somalis puissent trouver les débouchés les plus intéressants. Les produits alimentaires et les articles manufacturés — surtout les textiles — représentaient respectivement 25 et 30 pour 100 des importations. Il ne devait pas être impossible pour le Territoire de produire lui-même les produits alimentaires et les textiles dont il avait besoin. D'une façon générale, l'Administration devait s'attacher davantage à intensifier la production, à rechercher des débouchés à l'étranger et à développer l'économie du pays. L'augmentation du prix du sucre, due surtout à des droits d'importation élevés, avait soulevé de nombreuses protestations dans le Territoire. Le sucre était un des éléments de base de l'alimentation de la population qui, on le sait, est sous-alimentée. Il ne paraissait ni très judicieux ni très équitable d'imposer au consommateur appauvri des charges financières aussi lourdes pour protéger les intérêts de l'industrie sucrière locale qui appartenait à des étrangers. Il devait être possible de concilier les intérêts du consommateur et ceux des industriels, pour que le prix demandé au consommateur somali fût en rapport avec le prix du sucre sur le marché mondial.

Le représentant de la Syrie a demandé que l'Administration levât toutes les restrictions aux échanges internationaux, s'il en existait. Le Territoire devait pouvoir importer des produits en provenance des pays qui offraient les meilleures qualités et les prix les plus favorables. Aucun Etat ne devait dépendre d'une seule source pour ses exportations ou pour ses importations.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a relevé que la totalité du commerce extérieur et la plus grande partie du commerce intérieur étaient entre les mains de grandes sociétés étrangères.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a évoqué les allégations suivant lesquelles, à l'exclusion des échanges avec l'Italie, le commerce extérieur serait réduit au minimum, à cet égard, il a déclaré que le Territoire avait un déficit annuel d'environ 2 millions de livres sterling vis-à-vis de la zone sterling et que ce déficit était comblé par une contribution du Gouvernement italien, en dépit du fait que l'Italie elle-même avait un déficit vis-à-vis de la zone sterling.

#### TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Le représentant de la Syrie a déclaré que la question des communications dans le Territoire devait retenir toute l'attention du Conseil. Il a prié instamment l'Administration de faire tout ce qui était en son pouvoir pour construire de nouvelles routes, pour améliorer les routes existantes et pour moderniser les installations portuaires; de cette manière, les exportations et les importations pourraient être notablement encouragées.

#### RÉGIME FONCIER

Le représentant de la Chine a constaté que, d'après les renseignements contenus dans le rapport annuel, il ne semblait pas que la législation foncière eût été entièrement élaborée. Comme cette mesure concernait une activité économique d'une grande importance, la délégation chinoise souhaitait que cette législation fût promulguée le plus rapidement possible.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que les Européens

occupaient 73.000 hectares des meilleures terres situées le long des fleuves, et qu'ils se spécialisaient dans les cultures d'exportation. Les exploitations européennes différaient radicalement des exploitations indigènes: elles avaient la possibilité d'utiliser des machines et d'employer des procédés modernes et des systèmes d'irrigation. Le représentant de l'URSS a dit que les terres des autochtones ne devaient pas être aliénées en vertu d'un droit de concession ou d'un contrat de location et qu'il appartenait à l'Autorité administrante de prendre des mesures pour éviter l'aliénation de la propriété foncière autochtone.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a donné au représentant de la Chine l'assurance que l'élaboration de la législation foncière était très avancée. Quant à la loi instituant un registre foncier, le texte en serait rédigé avant la fin de l'année.

#### AGRICULTURE ET ÉLEVAGE

Le représentant du Royaume-Uni a noté avec satisfaction qu'il existait des plans tendant à augmenter la production des céréales, du sucre et des textiles ainsi que de vastes programmes d'irrigation dont la réalisation assurerait l'existence de 200.000 cultivateurs. En même temps, on avait déjà commencé à forer des puits qui devaient améliorer la situation d'une grande partie de la population et les premiers résultats obtenus étaient encourageants. Le représentant du Royaume-Uni a été vivement intéressé par les plans que l'Autorité administrante a établis pour développer progressivement l'élevage industriel du bétail, qui devrait devenir un jour une des principales sources de richesse naturelle du Territoire.

Le représentant de l'Inde a déclaré que si elle était exploitée comme il convenait, la superficie cultivable devait non seulement pourvoir aux besoins de la population actuelle, mais encore permettre l'exportation de produits agricoles. Si judicieuses qu'elles eussent été, les mesures prises jusqu'ici dans ce domaine n'étaient encore qu'un début. Le Territoire était très riche en bétail mais on ne paraissait pas s'être suffisamment attaché à développer l'élevage et à tirer parti de cette vaste richesse animale. Il convenait de prendre des mesures énergiques pour développer les industries du tannage et du cuir et d'envisager également la création d'une industrie des conserves de viande. Alors que le pays produisait de grandes quantités de coton, principalement pour l'exportation, il ne paraissait exister pour ainsi dire aucune production indigène de tissus. L'idéal serait certes la création d'une industrie textile locale; mais s'il était difficile d'obtenir les capitaux nécessaires, on pourrait du moins s'efforcer, comme première étape, de développer le tissage à la main. La population agricole obtiendrait ainsi une nouvelle source de revenus fort intéressants, particulièrement pendant la morte saison. Les nomades pourraient également tisser des tapis, des couvertures, etc. avec la laine de leurs troupeaux. Le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que l'Administration étudierait ces possibilités, qui apporteraient à la population un revenu complémentaire et, en même temps, rendraient le Territoire moins dépendant de ses importations.

Le représentant de la Syrie a déclaré que, de l'avis de sa délégation, les problèmes posés par la population nomade n'avaient pas reçu jusqu'ici toute l'attention qu'ils méritaient. Le programme de l'Autorité administrante reposait à cet égard presque exclusivement sur le

développement des ressources en eau et la mise en valeur des pâturages. Il était douteux qu'en elles-mêmes, ces mesures pussent conduire à autre chose qu'à une solution provisoire. La solution définitive était d'arriver à un équilibre entre la population et les ressources et, à cette fin, il importait de déployer de grands efforts pour donner à la population la possibilité d'exploiter plus rationnellement les ressources dont elle disposait. La tâche essentielle était de créer une industrie des conserves de viande pour donner aux autochtones la possibilité de vendre régulièrement leur bétail. L'Autorité administrante devait poursuivre ses efforts en vue de créer une fabrique de conserves, modeste de préférence, et, le cas échéant, accorder une subvention à cette industrie pendant sa période initiale. En même temps, elle devait s'efforcer d'inciter les autochtones à commercialiser l'élevage du bétail et d'instruire la population à cet égard. Il était possible de réussir si l'Administration mettait en œuvre toutes ses ressources politiques, économiques et culturelles.

Le représentant de l'Australie a noté que certains progrès avaient été accomplis dans l'organisation des coopératives; mais l'Autorité administrante reconnaissait certainement avec lui qu'il convenait d'étudier à fond les moyens de développer encore cette forme d'entraide et de donner des encouragements aux habitants du Territoire chaque fois que l'on constaterait chez eux un désir réel de former des entreprises coopératives.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a souligné qu'il n'y avait pas à craindre que le cheptel somali devint trop nombreux, indépendamment du fait que l'on avait tenu compte de la nécessité de conserver les pâturages lorsqu'on avait établi des plans de forage de puits; on escomptait en effet que, dès le moment où il n'y aurait plus de risques de famine, les propriétaires de bétail seraient automatiquement amenés à vendre les animaux qu'ils auraient en excédent, ce qui permettrait d'alimenter une industrie des conserves de viande. En ce qui concerne les coopératives mentionnées par le représentant de l'Australie, l'Administration continuerait à encourager ces entreprises chaque fois qu'elle aurait l'impression que, spontanément ou grâce à des efforts de propagande, les paysans autochtones feraient montre d'un esprit de coopération. L'Institut de crédit somali, dont le Conseil d'administration est composé de trois Somalis et de trois Italiens, jouerait un rôle éminent aussi bien dans ce domaine que dans celui de l'artisanat et de l'agriculture en général.

#### MINES

Le représentant de la Belgique a constaté avec satisfaction que d'après les conventions, le taux de la redevance pourrait être modifié si l'on découvrait des gisements de pétrole.

Le représentant de la Syrie a rappelé, au sujet des concessions pétrolières, qu'à la douzième session du Conseil, le représentant de la Syrie avait suggéré que le Conseil recommandât à l'Autorité administrante de reviser les conventions sur les concessions de pétrole afin de protéger les intérêts du futur Etat somali. Il s'était référé au point b de l'article 8 de l'Accord de tutelle aux termes duquel l'Autorité administrante devait demander l'avis du Conseil consultatif au sujet des plans relatifs "au développement économique et financier". Le représentant de la Syrie ignorait ce qui s'était passé lorsque les deux concessions avaient été

accordées. Le Conseil consultatif avait-il été tenu au courant et avait-il donné son avis? Il convenait de préciser ce point afin que le Conseil pût faire une recommandation appropriée.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'en vertu de la concession accordée en 1952 à la Sinclair Somal Corporation, toutes les richesses pétrolières de la Somalie avaient été vendues à l'avance pour une période de quarante ans, sans que l'on eût tenu le moindre compte des vœux des autochtones. Il a fait observer en outre que d'autres sociétés collaboraient au pillage des richesses naturelles de la Somalie et il a demandé que l'Autorité administrante prit des mesures pour développer l'économie nationale du Territoire et ne se contentât pas de faire appel à l'aide des capitalistes étrangers et des sociétés étrangères en invoquant comme excuse la modicité des ressources nationales.

#### IV. — PROGRES SOCIAL

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

###### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le Conseil de tutelle et la mission de visite de 1951 ont noté que la médiocrité du niveau de vie et les taux élevés de morbidité retardaient le progrès social du Territoire. Le Conseil a insisté sur la nécessité d'élaborer des programmes détaillés dans les domaines de la protection sociale, de la législation du travail et de la santé publique, et il a prié l'Autorité administrante de procéder à une étude complète du problème du nomadisme et d'en indiquer les résultats dans son prochain rapport annuel.

L'Autorité administrante a fait savoir qu'elle avait mis en œuvre un programme d'urbanisme à Uanle Uen. On construisait des bâtiments publics, on améliorait le réseau routier, on forait des puits et on installait un système d'éclairage électrique; le coût total de ces travaux serait de 155.600 somalos.

###### NIVEAU DE VIE

L'autorité administrante a informé le Conseil qu'en 1953, malgré une grave invasion de sauterelles, les récoltes avaient été satisfaisantes, du moins en ce qui concernait le sorgho et le maïs qui sont des aliments essentiels.

Les données sur le coût de la vie, recueillies en 1953, à partir des besoins d'une famille somalie typique de cinq personnes montraient que le prix des denrées alimentaires avait diminué d'environ 10 pour 100, que celui des vêtements avait augmenté de plus de 3 pour 100, et que le coût de la vie en général avait baissé d'environ 8 pour 100 entre décembre 1952 et décembre 1953.

###### IMMIGRATION

L'Autorité administrante avait précédemment fait savoir au Conseil qu'elle n'autorisait l'entrée des immigrants, et notamment des citoyens italiens, que s'ils pouvaient contribuer utilement au développement économique du Territoire. A ce propos, la Mission de visite de 1951 avait exprimé des doutes quant à l'opportunité d'encourager l'établissement de nouveaux colons européens en Somalie. Sur un total de 314 personnes qui

ont reçu des permis d'immigration en 1953, 189 étaient des Italiens, 93 des Arabes et 27 des Indiens ou des Pakistanais.

###### PRESSE ET RADIODIFFUSION

L'Administration poursuit la publication du quotidien *Il Corriere della Somalia* qui est tiré chaque jour à deux mille cinq cents exemplaires et dont on estime que les deux tiers des lecteurs sont des Somalis. Un nouveau journal, *Il Popolo della Somalia*, a été créé en 1953, alors que la *Somalia Nuova*, publication fondée en 1952, a cessé de paraître vers la fin de l'année.

Le poste de radiodiffusion de Mogadiscio donne des émissions quotidiennes en somali et en italien. Les programmes en langue somalie sont entièrement préparés par des autochtones. Des postes récepteurs à l'usage du public ont été placés dans vingt trois communautés et neuf nouveaux postes ont été installés en 1953. On estime que le nombre des usagers s'élève à 15.000.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

*Le Conseil, prenant note des mesures que l'Autorité administrante a prises jusqu'ici dans le domaine des émissions radiophoniques, considérant qu'il faut au Territoire un programme d'information plus efficace et plus développé, invite instamment l'Autorité administrante à accroître le nombre des installations radiophoniques et recommande de coordonner étroitement les programmes radiophoniques avec tous les programmes de développement.*

###### CONDITION DE LA FEMME

La Mission de visite de 1951 avait signalé à l'Autorité administrante la nécessité d'adopter les mesures législatives spéciales pour protéger les femmes salariées, et le Conseil avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante rédigerait et mettrait en vigueur dans un avenir proche les règlements qu'elle envisageait de promulguer en vue de la protection de la main-d'œuvre féminine et enfantine. L'Autorité administrante a, par la suite, informé le Conseil que les femmes salariées recevaient, en application des dispositions législatives en vigueur, les mêmes avantages et la même protection que les hommes et qu'une législation spéciale pour la protection des femmes salariées avait été approuvée par les organes consultatifs et promulguée.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes:

*Le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante, de concert avec la population et par le moyen de l'éducation et de la persuasion, préparera la voie à l'octroi dans un proche avenir, du droit de vote aux femmes adultes; il demande à la population de collaborer avec l'Autorité administrante à cet égard.*

###### MAIN-D'ŒUVRE

Une Mission, envoyée par l'OIT, a effectué dans le Territoire une enquête sur les conditions de travail et les questions connexes. L'Autorité administrante a entrepris l'établissement d'une législation complète du travail dont elle adoptera progressivement les divers articles; elle a pris les premières mesures à cet effet en instituant une échelle des salaires, la journée de huit heures, l'assurance obligatoire contre les accidents du travail, en créant un service de l'inspection du travail et des bureaux de la main-d'œuvre et en prenant des dispositions concernant l'emploi des enfants.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, constatant que certaines régions souffrent du chômage, demande à l'Autorité administrante de redoubler d'efforts en vue de remédier à cette situation en augmentant les avantages d'un emploi régulier et en stabilisant la main-d'œuvre par d'autres méthodes; il exprime en outre l'espoir que la mise en œuvre du plan de développement économique aidera à résoudre ce problème.*

*Le Conseil invite l'Autorité administrante à demander l'avis du Conseil consultatif sur la législation relative aux salaires, aux contrats de travail et aux syndicats et à continuer de consulter l'OIT sur ces questions et sur d'autres questions de même nature.*

#### SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES

Le Conseil a souligné que la situation sanitaire peu satisfaisante du Territoire entravait le progrès social et économique. La Mission de visite de 1951 avait également attiré l'attention du Conseil sur la nécessité de prendre des mesures efficaces dans le domaine de la santé publique.

Selon le rapport dont le Conseil est actuellement saisi, il y a, dans le Territoire, 66 médecins dont 4 s'occupent exclusivement de l'armée, contre 54 en 1952. Neuf d'entre eux sont des chirurgiens appartenant au service de santé de l'armée. En outre, on compte 9 chirurgiens, y compris ceux qui ont une clientèle privée et ceux qui sont au service de la Cassa d'Assicurazione Sociale. Un Somali poursuit actuellement des études de médecine à Rome, aux frais de l'Administration du Territoire.

Comme en 1952, il existait 3 hôpitaux généraux ou principaux à Mogadiscio, 5 hôpitaux régionaux et 2 hôpitaux secondaires sur le Territoire. Le nombre des centres sanitaires était de 18, soit quatre de plus qu'en 1952; chacun contenait 6 à 20 lits et 12 étaient dirigés par des médecins. On comptait 109 dispensaires contre 99 en 1951. Le nombre des lits a augmenté d'environ 100 en 1953 et s'élevait à un total approximatif de 1.600, soit un lit pour 750 habitants.

Au cours de l'année considérée, on a procédé à des installations nouvelles, en particulier à des installations radiologiques; on a construit 4 centres sanitaires, 9 dispensaires, 2 polycliniques, un dispensaire antituberculeux et un laboratoire pour la fabrication des produits pharmaceutiques. L'Autorité administrante a informé le Conseil que grâce au nombre d'hôpitaux, de centres sanitaires et de dispensaires existants, le service médical était assuré d'une manière satisfaisante et qu'il serait inutile d'augmenter le nombre de ces établissements. Toutefois, elle s'efforcerait d'améliorer les installations actuelles.

Les dépenses au titre des services médicaux et de la santé publique ont été d'environ 10 millions de somalos, soit environ 14 pour 100 des dépenses totales. L'Autorité administrante a informé le Conseil que la tâche à accomplir dans le domaine de la santé publique était très vaste et que, en raison de ses ressources financières limitées, elle préparait des plans et des programmes de développement sur des points déterminés et limités, et non pas d'un caractère général. On peut citer parmi ces programmes: la production et la fourniture de médicaments, l'amélioration de la qualité du personnel, le développement des services radiologiques et les

campagnes de lutte contre le paludisme, la tuberculose et le trachome, les maladies vénériennes et la sous-alimentation.

Selon le rapport annuel, l'Autorité administrante s'est efforcée en vain d'obtenir l'aide des institutions spécialisées des Nations Unies pour la fourniture de matériel et d'équipement, particulièrement en ce qui concerne les campagnes de lutte contre le paludisme, la tuberculose et la sous-alimentation. A cet égard, il convient de relever que la Mission de visite de 1951 avait attiré l'attention des membres du Conseil sur la sous-alimentation chronique et l'inanition progressive; le Conseil avait recommandé en conséquence à l'Autorité administrante de demander l'assistance et les conseils d'organisations internationales en vue d'étudier le problème et de s'attacher à le résoudre. Le Conseil a été informé, à sa douzième session, que l'assistance de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture avait été demandée et que le programme envisagé s'étendrait sur une période minimum de quatre ou cinq ans.

La lutte contre la tuberculose, qui est une maladie relativement fréquente en Somalie, a débuté en 1953 avec la création d'un dispensaire spécial pour le dépistage de cette maladie; en cinq mois, 2.827 personnes ont été examinées. Une somme de 50.000 somalos provenant de sources privées a été utilisée pour la distribution d'aliments aux personnes prédisposées à la tuberculose. On a commencé à procéder à des vaccinations contre la tuberculose; l'emploi des antibiotiques et de la chimiothérapie s'est accru d'environ 20 pour 100.

Aux termes de la législation promulguée au cours de l'année en cause, les malades non hospitalisés paient 0,50 somalo et les malades hospitalisés un somalo par jour. Les indigents sont exonérés du paiement des honoraires et tout traitement concernant les maladies contagieuses est gratuit.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, notant avec satisfaction les campagnes entreprises et envisagées par l'Autorité administrante pour lutter contre le paludisme, la tuberculose, le trachome, les maladies vénériennes et la sous-alimentation, ainsi que le succès de la première campagne de lutte contre la tuberculose, exprime l'espoir que l'on poursuivra les efforts pour permettre au public de profiter de plus en plus de ces mesures; il invite instamment l'Autorité administrante à attacher une importance particulière à la formation d'assistants médicaux et d'infirmiers auxiliaires somalis afin d'assurer le maximum d'efficacité aux programmes de santé publique; il exprime l'espoir que l'OMS et le FISE accorderont l'assistance qui leur sera demandée dans ce domaine.*

*Le Conseil félicite l'Autorité administrante d'avoir créé une usine de produits pharmaceutiques dans le Territoire.*

#### RÉGIME PÉNITENTIAIRE

La Mission de visite de 1951 et le Conseil avaient antérieurement noté que le régime pénitentiaire laissait à désirer, notamment en ce qui concerne l'état des bâtiments, le désœuvrement des détenus et les installations prévues pour les prisonnières. Le Conseil avait ultérieurement noté avec satisfaction les mesures prises pour réparer et remettre en état les prisons et la promesse qu'avait faite l'Autorité administrante d'aménager avant la fin de 1953 des installations séparées

pour les mineurs délinquants et les femmes. A sa quatorzième session, le Conseil a été informé que le programme de remise en état et d'agrandissement des prisons avait été achevé en 1953 et que les dépenses engagées à cette fin s'étaient élevées approximativement à un million de somalos. On envoie actuellement les détenus purgeant de longues peines à la nouvelle prison de Uegit; selon l'Autorité administrante, cette mesure a beaucoup amélioré la situation dans les prisons de Mogadiscio. Les femmes et les enfants sont maintenant détenus dans des locaux spéciaux.

**Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions, et observations du représentant de l'Autorité administrante**

**CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES**

Le représentant de l'Inde a déclaré que les progrès dans le domaine social avaient été retardés par une conscience trop aiguë des difficultés et des obstacles et par un manque d'imagination et de détermination.

**NIVEAU DE VIE**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté, d'après le rapport annuel, que 40 pour 100 de la population étaient des nomades et des pasteurs dont le niveau de vie était très bas et qui étaient constamment sous-alimentés et presque entièrement illettrés. La population agricole, soit 30 pour 100 de l'ensemble, avait, elle aussi, un niveau de vie peu élevé. Les ouvriers agricoles recevaient un salaire quotidien de 2 somalos à 2 somalos 50 seulement et les femmes deux fois moins. Ce salaire ne suffirait même pas à payer une visite de médecin, qui coûte 3 somalos. En dépit de ce fait, on voyait souvent l'Autorité administrante interdire les augmentations de salaires.

**CONDITION DE LA FEMME**

Le représentant du Salvador a jugé que la condition de la femme était déplorable. Il fallait promulguer une législation pour arracher la femme à l'état de sujétion qui était le sien et préparer la voie à des lois d'une portée plus vaste et plus satisfaisante. Aucun Etat déjà constitué, ou à la veille de se constituer, ne pouvait, à l'heure actuelle, se tenir à l'écart du vaste courant qui poussait à l'émancipation politique et juridique de la femme.

**MAIN-D'ŒUVRE**

Le représentant de la France a estimé qu'il fallait féliciter l'Autorité administrante, de poursuivre l'introduction d'une législation de travail moderne. Elle devait montrer une certaine prudence dans la mise en œuvre d'une législation sociale; en effet, il paraissait dangereux de créer des espoirs qui risqueraient d'être démentis par la suite, étant donné l'exiguïté des ressources du futur Etat somali.

En outre, le chômage dans certaines régions ne résultait pas de données économiques permanentes, mais simplement d'un phénomène d'adaptation du Territoire. En diversifiant l'économie, on remédierait sans aucun doute à cette crise que l'on voulait espérer temporaire.

**SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES**

Le représentant de la France a déclaré que les problèmes de la santé publique paraissaient se rapprocher

de leur solution. Il restait beaucoup à faire en ce qui concernait la médecine, notamment la médecine préventive. A cet égard, le représentant de la France se joignait très volontiers à tous ceux de ses collègues qui recommanderaient — il en était convaincu — une attribution prioritaire de crédits à l'OMS pour les campagnes que les institutions spécialisées avaient projetées et qui n'avaient été retardées que trop longtemps.

Le représentant de l'Inde a dit qu'en ce qui concernait la question de la lutte contre les maladies et de l'amélioration de la santé des femmes et des enfants, il fallait prendre avec résolution des mesures pour obtenir l'assistance des institutions spécialisées, telles que l'OMS et l'UNESCO. Les récents débats du Conseil avaient clairement démontré que l'on n'avait pas mis beaucoup de conviction pour prendre contact avec ces institutions. Or, elles avaient accompli, dans d'autres pays, un travail remarquable; la collaboration et l'assistance qu'elles apporteraient permettraient d'améliorer grandement le niveau déplorable de la santé publique.

Le représentant de la Syrie a déclaré que, pour sa délégation, il fallait tenter les plus grands efforts pour parvenir à résoudre le problème des autochtones sous-alimentés et mourant de faim petit à petit, ainsi que pour régler la question de maladies telles que le paludisme, la tuberculose, le trachome et les maladies vénériennes. Avec l'assurance de recevoir des crédits d'assistance technique, l'Administration serait en mesure de s'attaquer à toutes ces tâches sans difficultés financières.

Le représentant du Salvador a dit que, dans le domaine social, les lois adoptées et les mesures prises paraissaient représenter un progrès positif, mais qu'il restait encore beaucoup à faire à bien des égards, notamment en matière de médecine préventive et d'hygiène.

Le représentant de l'Australie a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante obtiendrait aussi rapidement que possible l'assistance technique qu'elle souhaitait pour lutter contre le paludisme et la tuberculose et améliorer les ressources alimentaires et les conditions de nutrition.

Le représentant de la Chine a déclaré que l'Administration devrait bénéficier de l'assistance la plus complète des institutions spécialisées des Nations Unies dans sa campagne contre le paludisme et la tuberculose. L'assistance technique seule ne suffisait pas. Il fallait que le Territoire disposât de fournitures et de crédits adéquats. Le représentant de la Chine avait été heureux d'apprendre par l'Administrateur du Territoire que l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies avait mis 75.000 dollars à la disposition de trois institutions spécialisées pour être utilisés dans le Territoire pendant l'année 1955.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les autochtones voyaient leur situation extrêmement difficile s'aggraver par suite d'une hygiène publique très insuffisante, d'un niveau de vie bas, d'une alimentation défectueuse et de mauvaises conditions sanitaires. La sous-alimentation affaiblissait la résistance des autochtones à la maladie — et de nombreuses maladies sévissaient sur le Territoire. L'Autorité administrante ne construisait pas d'hôpitaux, alors que les hôpitaux existants ne suffisaient pas: à l'heure actuelle, il n'y avait encore que trois hôpitaux généraux pour l'ensemble du Territoire et le nombre des infirmeries pourvues de lits avait dimi-



nué depuis 1951. En outre, le nombre des médecins — parmi lesquels on ne comptait pas un seul Somali — n'avait pas augmenté.

En dépit de la taxe spéciale pour les services médicaux, ceux-ci étaient loin de correspondre aux besoins et les crédits consacrés à la santé publique étaient tout à fait insuffisants et inférieurs à ceux qui étaient alloués à la police. Le représentant de l'URSS était d'avis que le Conseil de tutelle devait attirer l'attention de l'Autorité administrante sur la nécessité d'augmenter les crédits au titre de la santé publique.

## V. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

A la quatorzième session du Conseil de tutelle, l'Autorité administrante a fourni au sujet du progrès de l'enseignement, que la Mission de visite de 1951 avait estimé être au tout premier stade, des indications concernant particulièrement l'accroissement des dépenses générales.

L'attention du Conseil s'était portée antérieurement sur le nombre et la qualité des écoles, le corps enseignant et la langue de l'enseignement. A sa douzième session, le Conseil avait accueilli avec satisfaction le plan quinquennal de développement de l'instruction que lui avait présenté l'Autorité administrante. Il avait estimé que, pour développer efficacement l'enseignement dans le Territoire, il était nécessaire d'élargir davantage le programme de formation du personnel enseignant et d'augmenter encore les crédits budgétaires affectés à l'enseignement.

Les dépenses totales au titre de l'enseignement se sont élevées en 1953 à 7,7 millions de somalos, ce qui représente une augmentation de un million de somalos par rapport à l'année précédente. L'enseignement est gratuit dans les écoles somaliennes. Il est payant dans les écoles secondaires italiennes. L'exécution du programme de construction d'écoles s'est poursuivie pendant toute l'année 1953 et les dépenses se sont situées aux environs de 1,5 million de somalos.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, reconnaissant que, pour la mise en œuvre effective du programme d'enseignement, il est essentiel de s'assurer les services d'un nombre suffisant d'instituteurs somalis qualifiés, recommande à l'Autorité administrante de développer le plus rapidement possible le programme de formation d'instituteurs et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour rendre le métier d'instituteur suffisamment avantageux de manière à assurer le recrutement d'un nombre suffisant de Somalis possédant la compétence voulue.*

*Le Conseil, notant les progrès qui ont déjà été accomplis, invite instamment l'Autorité administrante à redoubler d'efforts en vue de résoudre les problèmes que pose l'amélioration de l'enseignement secondaire ainsi que les autres problèmes énumérés par l'UNESCO, et lui suggère d'examiner la possibilité d'augmenter le nombre des bourses d'enseignement secondaire et supérieur.*

*Le Conseil félicite l'Autorité administrante ainsi que le Gouvernement égyptien de l'assistance qu'ils ont fournie au Territoire dans le domaine de l'enseignement et*

*exprime l'espoir que d'autres Etats Membres fourniront une assistance analogue au Territoire.*

*Le Conseil invite instamment l'Autorité administrante à redoubler d'efforts, de concert avec l'UNESCO, en vue d'améliorer et de développer le système scolaire somali.*

#### PROGRÈS DE LA LANGUE SOMALIE

Le fait que l'italien et l'arabe sont les langues enseignées dans les écoles, bien que le somali soit la seule langue parlée dans tout le Territoire, a rendu difficile un progrès rapide de l'instruction, surtout dans les campagnes. Le Conseil avait noté avec inquiétude qu'il n'existait pas de langue indigène écrite et exprimé l'espoir que l'Autorité administrante examinerait avec un soin particulier la possibilité de faire du somali une langue écrite, avec la collaboration de l'UNESCO. En outre, il avait demandé à l'Autorité administrante et aux habitants d'examiner le problème de la langue d'enseignement du point de vue du développement à long terme de la culture propre du peuple somali.

L'Autorité administrante ayant ensuite informé le Conseil que des divergences d'opinion continuaient d'exister à ce sujet parmi les Somalis et qu'en cette matière l'Administration avait décidé d'attendre que l'opinion publique se prononçât et d'encourager les discussions publiques, le Conseil avait estimé qu'il était urgent de faire du somali une langue écrite et qu'il convenait, à cet effet, de décider d'un alphabet approprié.

L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa quatorzième session qu'un premier livre de lecture somali utilisant l'alphabet latin était en préparation. En 1953, le somali a été enseigné dans l'une des écoles primaires de Mogadiscio ; on a fait usage des alphabets latin et osmani. Le cours a donné de bons résultats pendant les premiers mois, mais les élèves ont tous brusquement cessé de le suivre avant qu'il ne fût terminé. L'Autorité administrante a déclaré qu'aucune explication convaincante de cet événement n'avait été donnée. Elle a estimé cependant que certains éléments religieux et politiques avaient peut-être vu dans le programme d'études un danger pour la foi islamique. L'Autorité administrante a ajouté qu'en conséquence elle avait dû suspendre l'exécution de son programme de création d'écoles rurales pour les groupes nomades et semi-nomades, car, à son avis, il était impossible de réussir si le somali n'était pas utilisé comme langue d'enseignement. Sa politique était de continuer à encourager la discussion du problème et d'étudier les solutions possibles afin que le futur corps législatif du Territoire pût disposer de tous les renseignements nécessaires pour se prononcer en cette matière.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, prenant note des expériences auxquelles on procède en vue de faire du somali une langue écrite, reconnaissant que des progrès plus rapides pourraient être réalisés dans le domaine de l'enseignement primaire et de l'éducation des adultes si on utilisait la langue somalie comme langue d'enseignement, invite instamment l'Autorité administrante à redoubler d'efforts, de concert avec l'UNESCO et la population de la Somalie, pour faire du somali une langue écrite, sans perdre de vue la possibilité d'utiliser l'écriture arabe.*

*Le Conseil, notant la place particulière qu'occupe la langue arabe dans la vie de la population, notamment dans le domaine religieux, et le fait que cette langue est*

utilisée à l'heure actuelle comme langue d'enseignement dans les écoles primaires, notant en outre que le Conseil territorial et une partie de l'opinion publique consultée au moyen d'un référendum se sont prononcés en faveur de l'utilisation de l'arabe comme langue secondaire d'enseignement, exprime l'espoir que la langue arabe et la langue italienne seront utilisées comme langue d'enseignement dans les écoles secondaires des régions où la population a exprimé une préférence pour ces langues.

Le Conseil est d'avis que c'est à la population de la Somalie qu'il appartiendra en fin de compte, au moment où elle accédera à l'indépendance, de choisir une langue nationale pour la Somalie.

Le Conseil invite la Mission de visite de 1954 à accorder une attention particulière à la question des langues dans le Territoire.

#### ECOLES

Il existe deux catégories d'écoles, les écoles italiennes et les écoles somaliennes. Le programme d'enseignement dans les écoles italiennes, fréquentées surtout par des enfants italiens, est le même qu'en Italie, alors que dans les écoles somaliennes, le programme a été adapté aux besoins particuliers de la population du Territoire. Les écoles italiennes sont ouvertes aux élèves somalis; sur l'effectif global de 368 élèves dans les écoles primaires italiennes, on compte 82 Somalis. Sept Somalis sont inscrits dans les écoles secondaires.

En 1953-1954, il y avait dans le Territoire 86 écoles primaires diurnes appartenant à l'enseignement somali, soit 4 de plus que l'année précédente. Le corps enseignant de ces écoles comprenait 100 instituteurs italiens, 126 instituteurs somalis et 9 instituteurs arabes et libyens, soit 19 instituteurs de plus qu'en 1952-1953. Les écoles élémentaires italiennes étaient au nombre de 9.

En ce qui concernait l'enseignement secondaire et technique, y compris les écoles pour adultes, on comptait 20 écoles somaliennes où enseignaient 71 professeurs. Un progrès important réalisé en 1953 a été l'ouverture d'une école moyenne supérieure somalie dont la durée des études est de quatre ans. L'enseignement somali couvre ainsi l'ensemble du cycle secondaire.

#### ELÈVES

Les effectifs scolaires pendant l'année 1953-1954 et l'année 1952-1953 se répartissaient comme suit:

##### A. — Ecoles primaires

	1952-1953	1953-1954
1) Ecoles de jour:		
Italiennes .....	564	511
Somaliennes .....	5.458	6.804
Indiennes et pakistanaises.....	189	103
TOTAL	6.211	7.418
2) Cour du soir pour adultes:		
Somalis .....	9.058	10.615
Indiens et pakistanais.....	-	14
TOTAL	9.058	10.629

##### B. — Ecoles secondaires

	1952-1953	1953-1954
Ecoles moyennes, italiennes .....	199	197
Ecoles moyennes, somaliennes .....	208	175
Gymnase italien .....	34	36
Lycée classique italien.....	20	24
Lycée scientifique italien.....	43	46
Ecole normale d'instituteurs.....	32	14
TOTAL	536	492

#### C. — Ecoles techniques et spécialisées

	1952-1953	1953-1954
Ecole professionnelle .....	135	246
Ecole de spécialistes pour l'aéronautique.	41	32
Ecole de dactylographie.....	-	267
Ecole de préparation politique et administrative .....	93	95
Ecole d'agriculture .....	25	21
Ecole professionnelle de marine et de pêche .....	25	58
TOTAL	319	719

#### CORPS ENSEIGNANT

Le Conseil de tutelle et la Mission de visite de 1951 avaient été d'avis qu'il fallait se préoccuper tout particulièrement du problème concernant la formation d'instituteurs.

En 1953-1954, le nombre des maîtres autochtones qui professaient atteignait 149 contre 97 en 1952-1953, sur lesquels 73 seulement avaient obtenu le diplôme d'instituteur après avoir suivi un cours correspondant au niveau de l'école moyenne inférieure. Sur les 90 étudiants qui ont suivi en 1953 ce cycle d'études de 3 mois, 14 ont obtenu leur diplôme et parmi ceux qui ont échoué, 17 seront admis à suivre à nouveau les cours en 1954. Dix-neuf des élèves diplômés en 1952 ont été envoyés en Italie afin d'y poursuivre leurs études. Dix-huit sont retournés dans le Territoire en 1954 après avoir terminé leurs études, et l'autre est resté en Italie pour suivre des cours dans une université.

Une école normale d'instituteurs du niveau des écoles moyennes supérieures a été ouverte en 1953.

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Il n'existe pas encore sur le Territoire d'établissement d'enseignement supérieur. L'Autorité administrante a informé le Conseil qu'elle étudiait la création d'un établissement d'enseignement supérieur. Les élèves diplômés des écoles secondaires et les élèves diplômés de l'école de préparation politique et administrative qui ont poursuivi des études en Italie pourraient y accéder.

Un centre d'études somali a été créé à Rome pour les étudiants somalis. On comptait 66 étudiants somalis en Italie et 87 en Egypte en 1953-1954. Un étudiant somali a commencé ses études de médecine à Rome.

#### EDUCATION DES ADULTES ET INSTRUCTION DES MASSES

L'Autorité administrante a poursuivi ses efforts dans le domaine de l'éducation des adultes et 11.438 personnes se sont fait inscrire pour les cours du soir (contre 9.058 en 1952-1953).

Le Conseil avait insisté sur l'importance d'un programme d'éducation des masses et déclaré que ce programme pourrait être considérablement élargi si l'on faisait du somali une langue écrite. Il a exprimé l'espoir que la campagne d'éducation des masses serait poursuivie vigoureusement.

L'Autorité administrante a informé le Conseil que l'absence d'une langue somalie écrite et le manque de personnel autochtone étaient deux obstacles qui continuaient à retarder les progrès de l'instruction des masses. Un spécialiste envoyé par l'UNESCO a entrepris un programme d'instruction s'appliquant à la collectivité de Dinsor.

**Observations de membres du Conseil de tutelle,  
ne représentant que leurs propres opinions, et  
observations du représentant spécial de l'Au-  
torité administrante**

**CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES**

Le représentant de la Belgique a déclaré qu'il convenait de féliciter l'Autorité administrante d'avoir organisé des bibliothèques.

Le représentant de la France a dit que le problème de l'enseignement était un problème très important auquel il fallait donner d'urgence une solution. L'Autorité administrante avait déjà obtenu des résultats appréciables. Ces résultats pouvaient paraître encore insuffisants, mais ils permettaient de penser que d'autres progrès seraient réalisés dans les années à venir.

Le représentant de l'Inde a estimé que, pour ce qui était de l'enseignement, le rapport de l'année précédente n'était pas très encourageant. On avait bien créé des écoles secondaires, professionnelles et spéciales, mais leurs effectifs avaient malheureusement diminué au cours de l'année écoulée. Seules les inscriptions à l'école de dactylographes avaient été importantes.

Le représentant d'Haïti a recommandé à l'Autorité administrante d'associer les représentants les plus qualifiés du peuple somali à l'œuvre de persuasion et d'éducation qu'elle avait entreprise, afin de faire comprendre à toute la population qu'il s'agissait essentiellement d'un effort national.

Le représentant de l'Australie a déclaré que la proposition à l'étude, qui visait à la création d'un institut universitaire consacré au droit et aux sciences économiques, méritait aussi de retenir l'attention du Conseil. Tout en comprenant parfaitement que la création d'une université complète qui grouperait des facultés techniques et non techniques était pour l'instant chose à la fois inutile et irréalisable, il a exprimé l'espoir que les établissements d'enseignement dont la création était envisagée deviendraient un jour une université dont l'importance et les programmes pourraient se comparer à ceux des universités modernes de l'Italie et du reste du monde.

Le représentant de la Chine a reconnu la valeur des observations du représentant de l'UNESCO, auxquelles il a souscrit. Sans vouloir nier les progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement pendant la période considérée, il a toutefois estimé, comme le représentant de l'UNESCO, que l'Autorité administrante devait redoubler d'efforts pour donner une solution aux problèmes énumérés par ce dernier : problème linguistique, programme de formation des maîtres et développement de l'éducation de base.

De l'avis du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la situation dans le domaine de l'enseignement n'était pas satisfaisante et l'Autorité administrante ne faisait rien pour combattre l'analphabétisme ou pour former le personnel du futur État somali indépendant. Le rapport annuel montrait que le peuple somali aspirait à recevoir un enseignement qu'on ne lui donnait pas ; bien que la population demandât instamment la création de nouvelles écoles, le nombre des écoles existant dans le Territoire était inférieur aux besoins et, dans la plupart des régions, le nombre des écoles primaires n'avait pas varié pendant les quatre

années d'administration italienne. Il n'existait aucune institution d'enseignement supérieur dans le Territoire et un seul étudiant avait bénéficié d'une bourse pour faire des études universitaires en Italie. En outre, l'Autorité administrante n'accordait pas au problème de la formation d'instituteurs autochtones toute l'attention voulue ; il suffisait, pour s'en rendre compte, de noter que les écoles normales ou les écoles de formation de maîtres groupaient moins d'autochtones qu'au cours de l'année précédente. Le Conseil de tutelle devait attirer l'attention de l'Autorité administrante sur la nécessité d'augmenter les crédits budgétaires prévus pour l'enseignement.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Administration se jugeait tenue de mettre en œuvre le plan quinquennal qui avait été approuvé par l'UNESCO et que le Conseil avait loué ; elle mettait d'autre part en œuvre certaines recommandations du Conseil de tutelle. Elle estimait que toute modification intervenant à ce stade pourrait mettre en danger les efforts soutenus et bien coordonnés qu'elle déployait dans ce domaine.

**PROGRÈS DE LA LANGUE SOMALIE**

Le représentant de la Belgique a exprimé la certitude que si la masse de la population qui ne connaissait ni l'arabe ni l'italien avait manifesté le désir de recevoir un enseignement, elle aurait demandé que cet enseignement lui fût donné en somali.

Il était inexact d'affirmer qu'il n'y avait pas de langue somalie écrite puisqu'on pouvait l'écrire ; le représentant de la Belgique a cité comme exemples les termes somalis qui figurent dans le rapport annuel. Il s'agissait simplement d'apprendre à écrire à des gens qui savaient parler le somali. L'expérience avait montré qu'une personne apprenait plus vite une deuxième langue si elle apprenait d'abord à écrire sa propre langue. Les Somalis changeraient peut-être d'avis si l'on pouvait les convaincre qu'ils apprendraient plus vite l'italien ou l'arabe en commençant par apprendre à écrire la langue qu'ils connaissaient. La question du recrutement des maîtres ne pourrait être résolue que si l'on donnait l'enseignement élémentaire dans la langue vernaculaire.

Le représentant de la France a déclaré que, sur le plan technique, il n'existait aucune difficulté pour mettre sur pied un système d'écriture pratique de la langue somalie. Il s'agissait non pas d'un problème technique, mais d'un problème purement politique, fait que l'on se refusait parfois à prendre en considération. Il était très regrettable et très grave que les écoles nomades, pourtant si nécessaires, n'aient pu fonctionner parce qu'il était indispensable d'y utiliser la langue somalie. Le représentant de la France a reconnu d'autre part qu'il fallait tenir compte de la volonté de la population et du fait que cette population avait marqué sa préférence pour l'enseignement en arabe ; cependant, il n'était pas convaincu de la valeur probante du référendum qui avait été effectué, parce que ce référendum n'avait touché qu'une étroite élite et qu'une province tout entière s'était prononcée en faveur de l'enseignement en somali. Il proposait donc une solution provisoire, qui tiendrait compte du fait qu'en 1960 la Somalie serait indépendante et pourrait alors décider librement, non seulement de sa langue d'enseignement, mais de sa langue officielle. Il conviendrait de prendre des précautions pour que les Somalis pussent se prononcer librement. De l'avis du représentant de la France, il y

avait donc lieu de maintenir l'enseignement en arabe dans les écoles publiques destinées à la population sédentaire, jusqu'à ce que les Somalis aient fait ce choix. Dans l'intervalle, on pourrait établir un système d'écriture du somali qui serait utilisé dans les écoles nomades ainsi que pour l'éducation de base. On pourrait également employer ce système dans les classes élémentaires, conformément à la doctrine de l'UNESCO. Il n'y aurait aucune contradiction dans ce compromis; il respectait en effet l'intérêt des nomades, qui constituaient la majorité de la population. L'admission de l'arabe ne devait pas avoir pour conséquence l'exclusion du somali, ce qui aboutirait à interdire à un peuple l'usage de sa langue maternelle.

Le représentant de l'Inde a estimé qu'il convenait de laisser les véritables représentants de la population prendre eux-mêmes une décision sur cette question assez épineuse du choix de la langue nationale du Territoire. Il était toutefois évident que la langue arabe revêtait une importance unique dans le Territoire. Le représentant de l'Inde a ajouté que les observations qu'il avait présentées sur l'importance de la langue arabe ne préjugeaient nullement la décision que pourrait prendre sur cette question un conseil populaire élu par la population elle-même, à laquelle il incombait de se prononcer en dernier ressort.

Le représentant de la Syrie a appuyé la suggestion du représentant de l'Inde. Il a estimé que si l'arabe devenait la langue d'enseignement dans les écoles secondaires, le Territoire en tirerait un immense profit. Les pétitions envoyées par la population somalie étaient écrites en arabe, et, lors du référendum, la population s'était prononcée en faveur de l'arabe. Le représentant de la Syrie a exprimé l'espoir que les membres du Conseil reconnaîtraient qu'un Etat ne pouvait pas se passer de langue officielle et que la population somalie savait lire et écrire en arabe, alors qu'il n'existait pas encore de langue somalie écrite.

Le représentant d'Haïti a déclaré que la question de la langue officielle définitive devrait être tranchée par le futur Etat lui-même. L'enseignement à tous les degrés entraînait des dépenses considérables, même si l'Etat utilisait une seule langue. La situation se compliquait quand il fallait faire face à deux, voire à trois langues, comme c'était le cas pour la Somalie. La délégation haïtienne estimait que l'Autorité administrante ne pouvait pas se dérober à sa tâche. Elle devait dispenser l'enseignement en somali, en arabe et en italien. Les difficultés rencontrées dans ce domaine étaient d'ordre religieux et politique. Le représentant d'Haïti se demandait si, conformément à la recommandation du Conseil qui reconnaissait la langue utilisée par la grande majorité des Somalis, l'Autorité administrante ne pourrait pas adopter l'alphabet arabe pour noter le somali.

Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation était persuadée que les conclusions relatives à la question linguistique auxquelles le Conseil de tutelle et l'UNESCO étaient parvenus restaient valables. Si la population autochtone devait être convenablement instruite, il fallait qu'elle reçoive cette instruction, au moins au début, dans sa langue maternelle. Il était donc d'une nécessité urgente de trouver des caractères écrits pour la langue somalie. Le représentant de la Chine a toutefois précisé qu'il n'oubliait pas les arguments qui avaient été présentés au sujet des difficultés que posait la coexistence, dans le Territoire, de deux autres langues,

l'italien et l'arabe. Il a exprimé la certitude que l'Administration parviendrait, en coopération avec l'expert de l'UNESCO, à trouver une solution qui eût l'agrément du peuple somali lui-même.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'absence d'une langue somalie écrite empêchait tout progrès de l'enseignement; l'Autorité administrante ne faisait rien pour établir un alphabet de la langue somalie et obligeait les autochtones à apprendre une langue étrangère sous prétexte que la seule façon de lutter contre l'analphabétisme en Somalie était d'apprendre aux habitants une langue étrangère. Le représentant de l'URSS a estimé qu'il convenait d'accorder une grande attention à la déclaration du représentant spécial, selon laquelle les deux tiers de la population ne connaissaient que le somali.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a rappelé qu'il était possible de juger la position de l'Administration en ce qui concerne l'utilisation de la langue arabe dans les écoles d'après les instructions qu'elle avait données en 1951 à tous les instituteurs des écoles primaires, instructions qui étaient encore en vigueur et qu'un expert de l'UNESCO avait approuvées sans réserve. La diffusion de la langue arabe était une question que l'Administration ne négligeait pas. L'Autorité administrante poursuivait ses efforts en vue de noter le somali, afin de pouvoir notamment s'attaquer au problème de l'éducation des masses. Elle accorderait une attention toute particulière à la proposition de la délégation d'Haïti, qui l'avait invitée à essayer de noter le somali en caractères arabes. Le représentant spécial a exprimé l'espoir que, dans leurs contacts avec les Somalis, tous les membres du Conseil consultatif aideraient l'Administration à convaincre la population de la nécessité de prendre cette mesure pour combattre l'analphabétisme, en particulier à l'intérieur du Territoire.

#### ECOLES

Le représentant de la Belgique a dit que le Conseil de tutelle ferait bien de féliciter l'Administration de ce que l'Ecole de préparation politique et administrative eût terminé sa première série de cours de trois ans.

Selon le représentant de l'Inde, il semblait qu'il y eût à l'heure actuelle dans le Territoire des écoles de toutes sortes. Dans certaines, l'enseignement se faisait en italien et, dans d'autres, en arabe ou en somali. Cette situation paraissait exiger que le système d'enseignement fût mieux coordonné, et le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que l'Administration s'attacherait à réaliser cette coordination.

Comme les ressources en bétail revêtaient une importance considérable pour le Territoire, il convenait de créer une école supérieure d'art vétérinaire. De plus, il faudrait dès maintenant prévoir la création d'un centre d'enseignement supérieur de niveau universitaire.

Le représentant de la Syrie a proposé au Conseil d'adopter la recommandation suivante:

"Le Conseil, constatant que les normes qualitatives sont plus élevées dans les écoles italiennes que dans les écoles somalies, invite l'Autorité administrante à prendre des mesures immédiates afin d'améliorer et de développer les écoles somalies."

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que la population somalie demandait instamment la création de nouvelles

écoles, mais que le nombre des écoles existant dans le Territoire était loin d'être suffisant. D'après le rapport annuel, le nombre des écoles primaires était resté le même dans la plupart des districts pendant les quatre années d'administration italienne, alors que le nombre des écoles pour adultes avait baissé en 1953 par rapport à l'année précédente. Pendant l'année scolaire 1953-54, il n'y avait que 6.000 enfants somalis environ inscrits dans les classes élémentaires des écoles primaires et 2.000 dans les classes supérieures, soit un total de 8.500 enfants environ, soit 3 pour 100 à peine des enfants somalis d'âge scolaire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Administration ne pouvait accepter l'observation selon laquelle l'enseignement donné dans les écoles somalies était inférieur à celui des écoles italiennes. Le programme adopté par ces dernières était établi pour des élèves italiens et comprenait un certain nombre de sujets — latin, histoire de l'Italie, institutions italiennes, par exemple — qui n'auraient guère d'intérêt pour les enfants somalis. Les écoles somalies, au contraire, mettaient l'accent sur des sujets locaux : histoire, histoire naturelle, et ressources locales de la Somalie, etc. Il n'existait aucune différence de degré, à un niveau quelconque de l'enseignement, entre les instituteurs italiens des écoles somalies et ceux des écoles italiennes.

#### CORPS ENSEIGNANT

Le représentant de la France a fait observer qu'en Somalie les difficultés relatives à la formation des instituteurs étaient plus aiguës qu'ailleurs, et que la nécessité de leur trouver une solution était plus urgente. Il a estimé que le Conseil de tutelle pouvait recommander au Conseil territorial d'aider l'Autorité administrante dans la tâche difficile qui consistait à recruter les futurs maîtres en faisant une propagande appropriée auprès des éléments jeunes des villes.

Le représentant de l'Inde a déclaré que l'enseignement ne pouvait progresser s'il n'y avait pas suffisamment d'instituteurs locaux. La diminution, par rapport à l'année précédente, de l'effectif de l'école normale

d'instituteurs, qui était passé de trente-deux à quatorze, ne laissait pas d'inquiéter la délégation indienne. La répugnance des Somalis à entrer à l'école normale d'instituteurs était une question qui demandait à être étudiée de près, en consultation avec le Conseil territorial.

Le représentant de la Chine a fait observer que l'insuffisance du corps enseignant dans le Territoire était un problème troublant. Le représentant de l'UNESCO était sans nul doute dans le vrai lorsqu'il disait que de nouveaux efforts devaient être entrepris pour développer le programme de formation d'instituteurs. Le Conseil pourrait recommander non seulement la création de nouvelles écoles normales, mais aussi des mesures nouvelles qui décideraient plus de membres de l'élite somalie à faire carrière dans l'enseignement.

#### EDUCATION DES ADULTES ET INSTRUCTION DES MASSES

Le représentant de l'Inde a rappelé que de nombreux projets d'aménagement des collectivités avaient été mis en œuvre avec succès dans son propre pays, où ils avaient été entrepris sur une vaste échelle ; il a exprimé l'espoir que le projet de Dinsor serait suivi d'expériences du même genre en d'autres régions du Territoire.

Le représentant de l'Inde a rappelé que le Conseil avait déjà insisté sur l'importance qu'il fallait attacher à l'éducation des masses et a exprimé l'espoir qu'une campagne vigoureuse serait menée en ce sens.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a donné au représentant de la Nouvelle-Zélande l'assurance que l'Administration accueillait favorablement les observations très constructives qu'il avait faites sur les projets d'aménagement des collectivités et sur les plans tendant à encourager et à aider les nomades qui semblaient décidés à accepter un mode de vie plus stable. Les projets de Uale Uen et de Dinsor pouvaient être considérés comme des projets pilotes dans le domaine de l'aménagement des collectivités ; le premier concernant la population sédentaire, le second concernant surtout la population nomade. L'Administration se proposait de favoriser à l'avenir la multiplication des plans de ce genre.



## Chapitre IV

### CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

#### I. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### GÉOGRAPHIE ET POPULATION

Le Cameroun sous administration britannique, situé immédiatement au nord de l'équateur, sur la frontière orientale de la Nigéria, comprend deux bandes, longues mais étroites, de terres montagneuses, séparées par un intervalle d'environ 70 kilomètres. La superficie totale du Territoire est de 88.270 kilomètres carrés; sa longueur est d'environ 1.100 kilomètres et en aucun endroit sa largeur ne dépasse 180 kilomètres.

Le premier recensement complet, qui a eu lieu en 1952, a permis de constater que la population s'élevait alors à 1.430.100 habitants, dont 687.100 dans la région nord et 743.000 dans la région sud. Ce chiffre dépasse de 10 pour 100 les évaluations antérieures, puisqu'en 1951 on estimait la population à 1.083.000. Dans la région sud, notamment, on a dénombré presque 300.000 habitants de plus que les 484.000 estimés en 1951.

Par leur race, leur langue et leur culture, les populations autochtones sont très diverses; leur degré d'évolution est très inégal. Nombreux sont les groupes qui ont des liens de caractère tribal et culturel avec les habitants des territoires voisins, c'est-à-dire le Cameroun sous administration française et la Nigéria. Certaines régions septentrionales qui comptent 107.131 habitants sur 2.870 kilomètres carrés demeurent classées parmi les "régions non colonisées".

##### EVOLUTION VERS L'AUTONOMIE OU L'INDÉPENDANCE

Par ses résolutions 558 (VI) et 752 (VIII), l'Assemblée générale a invité les Autorités administrantes à faire figurer dans leurs rapports annuels des renseignements relatifs notamment aux mesures prises ou envisagées qui ont pour but de conduire le plus rapidement possible les Territoires sous tutelle au stade de l'autonomie ou de l'indépendance, ainsi qu'une évaluation du délai que ces Autorités jugent nécessaire pour mener à bien les diverses mesures qui permettraient aux Territoires d'atteindre cet objectif. Le Conseil a été invité à consacrer une section de ses rapports à l'Assemblée générale à la mise en œuvre de ces résolutions.

Cette question est traitée à la troisième partie du présent rapport.

##### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Chine a estimé que les rapports dont le Conseil était saisi témoignaient de l'améliora-

tion progressive de la situation dans le Cameroun sous administration britannique et des efforts consciencieux que l'Autorité administrante avait déployés à cet effet.

Le représentant de la Belgique a exprimé l'avis que la situation dans le Cameroun sous administration britannique était encourageante.

##### EVOLUTION VERS L'AUTONOMIE OU L'INDÉPENDANCE

Le représentant de l'Inde a fait peu de cas des difficultés que présente, selon l'Autorité administrante, la mise en œuvre des résolutions 558 (VI) et 752 (VIII) de l'Assemblée générale qui invitent les Autorités administrantes à donner une évaluation du délai nécessaire pour l'accession de chacun des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance. Il a prié instamment l'Autorité administrante de s'efforcer de fixer une "date limite", ne serait-ce qu'à titre provisoire.

Le représentant de l'Autorité administrante a rappelé que sa délégation n'avait jamais dissimulé qu'elle doutait de la sagesse des résolutions 558 (VI) et 752 (VIII) de l'Assemblée générale; elle avait clairement indiqué qu'il ne serait guère possible au Royaume-Uni de donner suite aux recommandations adressées aux Autorités administrantes. Pour ce qui est des vœux exprimés par l'Assemblée à l'intention du Conseil, la délégation du Royaume-Uni collaborerait naturellement à la mise en œuvre de la seule clause obligatoire de la résolution 752 (VIII), c'est-à-dire du paragraphe 3 qui invite le Conseil à présenter un rapport sur les mesures prises dans chaque Territoire sous tutelle pour favoriser, dans divers domaines, l'évolution vers l'autonomie.

##### PROBLÈMES RELATIFS À LA FRONTIÈRE; DEMANDE D'UNIFICATION

Le représentant de la Syrie a estimé que, nonobstant les déclarations selon lesquelles la question de l'unification était passée au second plan, vu l'émoi causé par d'autres événements d'ordre constitutionnel, le Conseil ne devrait pas oublier que les dirigeants camerounais avaient toujours appuyé cette idée dans le passé et que cette question risquait d'être soulevée avec encore plus d'énergie dans l'avenir, au cas où ces mêmes dirigeants commenceraient à penser que le Cameroun méridional était trop petit pour devenir indépendant. Le Conseil devrait régulièrement recevoir des renseignements détaillés en la matière.

Le représentant de l'Inde s'est élevé contre l'existence de barrières douanières entre le Cameroun sous administration britannique et le Cameroun sous administration française, étant donné qu'aucun de ces territoires n'avait encore été constitué en nation. La barrière douanière avait pour effet de diviser les deux Territoires, alors qu'aucune décision n'avait encore été prise au sujet de leurs relations futures.

## II. — PROGRES POLITIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

##### a) Situation en 1952

En 1952, aucun changement important n'est intervenu dans la structure administrative de la Nigéria et du Cameroun sous administration britannique. Comme le Conseil de tutelle le sait, cette structure a été sensiblement modifiée par l'ordre en conseil de 1951, relatif à la Constitution de la Nigéria. Le protectorat et le Territoire sous tutelle continuent à être administrés comme un tout, le Cameroun méridional faisant partie intégrante de la région est de la Nigéria, alors que la partie septentrionale du Territoire est rattachée à la région nord.

En raison du statut spécial du Territoire, on a nommé un Commissaire du Cameroun, qui est directement responsable devant le Gouverneur pour les questions de tutelle intéressant le Territoire dans son ensemble, et qui administre en outre le Cameroun méridional, sous l'autorité du Gouverneur adjoint de la région est.

Aux termes de la Constitution de 1951, des organes exécutifs et législatifs ont été créés pour l'ensemble du pays, ainsi qu'à l'échelon régional. Chaque région est soumise à l'autorité d'un Gouverneur adjoint et est dotée d'un Conseil exécutif et d'une assemblée législative. La majorité des membres des conseils exécutifs et des organes législatifs sont des représentants élus. Dans les régions ouest et nord, il existe en outre une Chambre des chefs. Le Territoire sous tutelle envoie un représentant à la Chambre des chefs de la région nord et trois représentants à la Chambre d'assemblée de cette région, qui comprend au total 90 membres. Le Cameroun envoie 13 représentants à la Chambre d'assemblée de la région est, qui comprend au total 80 membres. En ce qui concerne le pouvoir exécutif, le Cameroun est représenté au Conseil exécutif de la région est par un membre fonctionnaire, qui est le Commissaire du Cameroun, et par un membre non fonctionnaire. Le Territoire sous tutelle n'avait pas, en 1952, de représentation distincte au Conseil exécutif de la région nord.

Pour ce qui est du gouvernement central de la Nigéria et du Cameroun, son organe exécutif principal est le Conseil des ministres composé du Gouverneur, de six membres de droit et de douze ministres. L'un de ces ministres doit être un membre de la Chambre d'assemblée de la région est, élu dans une division du Cameroun. Le Cameroun est représenté par huit membres à la Chambre centrale des représentants, qui comprend au total 136 membres élus parmi les membres des assemblées législatives régionales et qui prend les mesures législatives qu'elle est tenue de soumettre à l'approbation du Gouverneur.

Le droit de vote dans les deux régions nord et est est reconnu à tout Nigérien adulte qui est assujéti à l'impôt et qui réside dans la circonscription où y est né. Dans la région est, la circonscription correspond à la division tandis que, dans la région nord, elle correspond à la province. Tous les adultes du sexe masculin sont assujétis à l'impôt et ont donc le droit de vote. Quant aux femmes, l'Autorité administrante déclare que les femmes adultes "peuvent" payer l'impôt, mais n'y sont pas "obligatoirement" assujéties et que, pratiquement, aucune d'elles ne le fait.

Les élections aux assemblées législatives régionales se font selon le système des collèges électoraux : dans la région est, les élections ont lieu à deux degrés, alors que dans la région nord, il n'y en a pas moins de quatre. L'Autorité administrante déclare que dans la division de Victoria, dans le Cameroun méridional, il existe un important groupe de population non camerounaise et qu'il a donc fallu prendre des mesures spéciales pour que l'un des deux membres élus par le collège électoral soit toujours un natif de la division. Les membres de la Chambre centrale des représentants sont élus parmi les membres des assemblées législatives régionales.

A sa onzième session, le Conseil avait constaté que, dans certaines parties du Territoire, les autochtones étaient demeurés indifférents aux premières élections (1951), et avait invité instamment l'Autorité administrante à poursuivre par tous les moyens possibles l'effort qu'elle déployait pour développer l'éducation politique des habitants et à les encourager à jouer pleinement le rôle qui leur incombe dans le fonctionnement du nouveau système de gouvernement. Le représentant spécial a informé le Conseil, à sa treizième session, que les élections qui ont pris fin en janvier 1954 ont vivement intéressé la population et que les votants ont été très nombreux dans le Cameroun méridional.

##### b) Organisations politiques

La Mission de visite de 1952 a constaté que le Territoire sous tutelle s'intéressait de plus en plus aux affaires politiques. Elle a été frappée par l'attitude sérieuse que les autochtones élus aux assemblées législatives adoptaient à l'égard de leurs fonctions et de leurs responsabilités, ainsi que par la générosité dont l'Autorité administrante faisait preuve. Cette dernière a déclaré que, dans le courant de l'année 1952, la conscience politique des autochtones avait connu un essor sans précédent dans l'histoire du Territoire ; les représentants camerounais ont commencé à jouer un rôle important à la Chambre d'assemblée de la région est, ainsi qu'à la Chambre centrale des représentants ; les représentants du Cameroun méridional ont fait preuve d'un esprit de cohésion tout particulier, montrant qu'ils étaient conscients de la situation spéciale dont le Cameroun jouit en tant que Territoire sous tutelle. Vers la fin de l'année, ils ont formé dans la région est un "bloc camerounais". Les membres camerounais de la Chambre centrale des représentants qui représentent le nord et le sud du Cameroun, se rendant compte de leur communauté d'intérêts, ont commencé à se consulter pour favoriser leur cause.

Toutefois, la conscience politique est nettement plus développée dans le sud que dans le nord du Territoire. Dans le sud, presque tous les clans possèdent une "union pour le progrès" qui se compose de jeunes gens sachant lire et écrire qui cherchent à amener les conseils des autorités indigènes à adopter une attitude plus moderne. La plupart de ces unions sont représentées à la Cameroons National Federation, groupe politique constitué en 1949 ; à cette époque, c'est surtout cette fédération qui a défendu, devant la première Mission de visite, l'idée de doter le Cameroun d'un statut régional distinct destiné à préparer son unification avec le Cameroun sous administration française. L'Autorité administrante a fait observer que ce groupe est devenu moins influent en 1952 car il s'est constitué un groupe rival, le Kamerun United National Congress, qui entretient des rapports étroits avec l'Union des populations camerounaises du Territoire sous tutelle voisin. Ce parti cherche

lui aussi à obtenir pour le Cameroun sous administration britannique un statut régional distinct dans le cadre de la Nigéria, en vue d'assurer en fin de compte l'unification de tous les territoires camerounais. En 1953, comme on le verra plus tard, ces partis ont fusionné pour former le Kamerun National Congress.

Dans le cadre plus vaste de la politique nigérienne, les représentants du Cameroun méridional à la Chambre d'assemblée de la région est ont maintenu, en 1952, des rapports étroits avec le parti de la majorité locale, à savoir le National Council for Nigeria and the Cameroons (NCNC). L'Autorité administrante a estimé qu'il s'agissait apparemment là d'un mariage de convenance qui a été rompu, du reste, en 1953.

Il semble que les habitants de la partie septentrionale du Cameroun ne s'intéressent que peu aux partis politiques. L'Autorité administrante a déclaré que les autochtones sachant lire et écrire avaient tendance à appuyer le Nigerian Northern People's Congress qui semble demander une autonomie plus vaste pour la Nigéria du Nord, l'octroi du statut de dominion pour l'ensemble de la Nigéria, des réformes administratives à l'échelon local et des mesures tendant à assurer le progrès social en général. La Mission de visite a constaté la très faible activité de la Northern Elements Progressive Union, parti nigérien dont l'Administration critiquait les méthodes et la tactique.

#### c) Aspirations politiques

Au cours des entretiens qu'elle a eus avec des partis politiques et d'autres groupes représentatifs du Cameroun, la Mission de visite de 1952 a constaté que, si la nouvelle Constitution accordait au Territoire une représentation élargie dans les organes de gouvernement, la crainte était assez répandue que la situation minoritaire des membres du Cameroun n'entraîne la subordination des intérêts du Territoire à ceux de la Nigéria et qu'elle n'empêche le Territoire sous tutelle de devenir une entité politique distincte. Ces appréhensions ont amené les deux partis politiques de la région méridionale du Territoire et d'autres groupes à demander qu'un statut régional distinct soit accordé au Territoire et que le poste de Commissaire du Cameroun soit assimilé à celui de Gouverneur adjoint de la région. La Mission n'a pas exprimé d'avis sur ces requêtes, mais elle a recommandé que des pouvoirs plus étendus soient conférés au Commissaire du Cameroun.

Des demandes dans le même sens avaient été antérieurement portées à l'attention du Conseil par des pétitions et par la Mission de visite de 1949. Celle-ci avait exprimé l'opinion qu'il y avait lieu de faciliter un examen attentif de l'opportunité et de la possibilité de conférer au Territoire sous tutelle une certaine autonomie administrative, législative et budgétaire.

La Mission de visite de 1952 a été saisie également de requêtes réitérées tendant à l'unification des deux Camerouns, présentées notamment par le Kamerun United National Congress et par dix des treize Camerounais qui étaient membres de la Chambre d'assemblée de la région est, dont cinq étaient également membres de la Chambre centrale des représentants de la Nigéria. La Cameroons National Federation, sans mentionner expressément la question de l'unification, a souligné la nécessité de faire disparaître les difficultés de frontière. Ces requêtes n'ajoutaient rien aux données du problème que le Conseil de tutelle avait étudiées en examinant des pétitions antérieures, et elles étaient présentées en termes très généraux. La Mission a esti-

mé que le désir d'unification n'était exprimé que dans certaines régions de la partie méridionale du Cameroun, sans que la population donnât son appui actif. La Mission a pensé que la question de l'unification était étroitement liée au souci motivé par la situation minoritaire des représentants du Cameroun dans les organes législatifs de la Nigéria. L'Autorité administrante a jugé de même et a signalé en 1953 que, lors d'événements ultérieurs (rappelés plus loin), la question de l'unification avait eu tendance à passer à l'arrière-plan des préoccupations.

La Mission a approuvé les mesures qui étaient prises pour aplanir les difficultés suscitées par les questions de frontière et qui témoignaient de l'intérêt que les deux Administrations portaient au problème et de la bonne volonté dont elles faisaient preuve.

Dans un domaine voisin, la Mission de visite a reçu de la French Cameroons Welfare Union une pétition demandant que les quelque 17.000 immigrants venus du Cameroun français et domiciliés dans le Territoire sous tutelle britannique reçoivent le droit de vote et que la nationalité camerounaise soit reconnue aux habitants de l'un et l'autre Territoire sous tutelle. Le Conseil de tutelle avait déjà étudié des pétitions à cet effet au cours de sa onzième session, lorsque l'Autorité administrante avait entrepris d'étudier la question de la loi électorale. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa treizième session, que la question ferait l'objet d'un nouvel examen lors de l'élaboration des dispositions électorales prévues par la nouvelle Constitution.

#### d) Faits constitutionnels récents

Depuis la fin de l'année 1952, la question des relations du Cameroun et de la Nigéria s'est posée avec plus d'acuité qu'il n'avait semblé à la Mission de visite. En présentant ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité administrante a informé le Conseil<sup>814</sup> que les différends qui avaient éclaté au sein du parti majoritaire de la région est de la Nigéria — le National Council of Nigeria and the Cameroons (NCNC) — avaient provoqué une scission du parti et obligé l'Administration à dissoudre la Chambre d'assemblée de la région est et à organiser de nouvelles élections. De même, au gouvernement central, des divergences de vues avaient provoqué la démission d'un certain nombre de ministres et entraîné des demandes de révision de la Constitution. L'Autorité administrante avait, en conséquence, proposé d'examiner avec des représentants de toutes les régions de la Nigéria, y compris le Cameroun, dans quelle mesure et par quelles méthodes il conviendrait de réviser la Constitution.

Les répercussions de ces événements sur le Territoire sous tutelle, telles que l'Autorité administrante les décrivait, ont été les suivantes: depuis la scission survenue dans le parti majoritaire de la région est de la Nigéria, sur les 13 membres camerounais de la Chambre d'assemblée de la région est, 9, dont M. E. M. L. Endeley (personnalité politique importante qui était également Ministre du travail de la Nigéria), ont quitté le NCNC et ont déclaré qu'ils étaient partisans d'un statut régional distinct. Dans une pétition<sup>815</sup> adressée à la même époque à l'ONU, ils ont fait part de leur intention de quitter l'Assemblée législative de la région est et de demander une assemblée législative distincte pour le Cameroun.

<sup>814</sup> T/1074.

<sup>815</sup> T/PET.4/100.

Lorsqu'ils ont quitté le NCNC, les membres camerounais ont eu l'appui des deux partis politiques du sud du Cameroun, qui, depuis lors, ont fusionné pour former le Kamerun National Congress. Les quatre autres représentants du Cameroun ont continué à voter avec le NCNC jusqu'à la dissolution de la Chambre d'assemblée de la région est; depuis, l'Autorité administrante estime que leurs idées sont représentées par une nouvelle organisation connue sous le nom de Kamerun People's Party. Dans son manifeste, cette organisation demande un statut régional distinct (sans toutefois mentionner le Cameroun septentrional) et recommande le maintien de l'association avec les partis politiques de la Nigéria.

En mai 1953, une pétition demandant l'octroi d'un statut régional séparé au Cameroun a été rédigé par l'All-Camerouns Conference. En juin cette pétition a été présentée personnellement au Secrétaire d'Etat aux colonies par M. Endeley. Celui-ci a reçu alors l'assurance que, bien que l'octroi d'un statut régional distinct au Cameroun présentât de graves difficultés financières, géographiques et administratives, la demande d'un statut de cette nature serait soigneusement examinée au cours de la prochaine révision de la Constitution de la Nigéria.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil à sa treizième session qu'au cours des échanges de vues qui ont eu lieu avant la Conférence de Londres sur la Constitution de la Nigéria, il était devenu évident que la population du nord du Cameroun était décidée à rester sous l'administration du gouvernement du nord de la Nigéria. Dans ces conditions, le Kamerun National Congress voulait assurer la création d'une organisation régionale séparée pour le sud du Cameroun. Cependant, le Kamerun People's Party ne consentait à appuyer cette demande que s'il avait la certitude que la région en question serait financièrement viable. En conséquence, bien que le Secrétaire d'Etat fût favorable à la demande de statut régional, il a différé la décision qu'il devait prendre à ce sujet jusqu'au moment où seraient connus les résultats des élections dans le sud du Cameroun et les résultats d'une enquête impartiale à laquelle un Inspecteur des finances spécialement désigné à cet effet devait procéder pour déterminer les conséquences financières des réformes constitutionnelles envisagées.

En fait, dans le sud du Cameroun, les élections de janvier 1954 ont vu une victoire écrasante du Kamerun National Congress. Au même moment, les résultats de l'enquête financière ont montré que, pour quelque temps encore, la stabilité financière du Cameroun méridional, en tant que région séparée, ne pouvait pas être assurée sans une aide extérieure: en effet, les recettes qu'il obtient sont extrêmement variables et l'excédent des années favorables ne permettrait pas de couvrir, pendant les années déficitaires, les dépenses afférentes au gouvernement régional et à l'administration fédérale.

Le représentant spécial a annoncé qu'il a été décidé en conséquence, lorsque la Conférence sur la Constitution de la Nigéria a repris ses séances, que le Cameroun méridional devrait être séparé de la région est et devenir un territoire fédéral disposant de ses propres organes législatifs et exécutifs chargés de régler les problèmes d'intérêt régional; il a été décidé en outre que son budget serait alimenté par des crédits votés chaque année par le gouvernement fédéral. Toutes les recettes provenant du Cameroun méridional continueraient

d'être utilisées dans le Territoire même. Les institutions gouvernementales envisagées différeraient par leur structure de celles qui existent dans les principales régions de la Nigéria, afin de répondre aux vœux des populations camerounaises qui désirent conserver pour l'instant une proportion relativement élevée de fonctionnaires parmi leurs représentants, assurer la représentation des chefs traditionnels et faire protéger leur statut par le Gouverneur général, qui les relie directement à l'Autorité administrante. L'organe législatif serait placé sous la présidence du Commissaire du Cameroun et serait composé de 13 membres élus, de 6 représentants des autorités autochtones, de 2 représentants de groupements spéciaux non représentés par ailleurs et de 3 fonctionnaires. Le Gouverneur général approuverait les lois et les promulguerait. Le Conseil exécutif serait également placé sous la présidence du Commissaire du Cameroun et serait composé de 4 des membres non fonctionnaires de l'organe législatif et de 3 fonctionnaires. Le Cameroun méridional continuerait d'être représenté à l'Assemblée législative fédérale par 6 membres et au Conseil des ministres par un ministre.

Le représentant spécial a informé le Conseil qu'aux termes des réformes constitutionnelles envisagées, le Cameroun septentrional serait représenté à la Chambre d'assemblée de la région nord par 5 membres, sans préjudice de sa représentation à la Chambre des chefs de la même région, et qu'il serait représenté à l'Assemblée législative fédérale par 4 membres. Ces dispositions garantiraient au Cameroun septentrional une représentation sensiblement accrue au sein du gouvernement régional de la région nord et également une représentation à l'Assemblée législative fédérale. On prévoyait aussi une Commission consultative composée des représentants du Cameroun septentrional à la Chambre d'assemblée de la région nord et, éventuellement, des représentants dont la circonscription électorale n'est située qu'en partie au Cameroun. Le rôle de cette commission serait de tenir le gouvernement de la région nord au courant de l'opinion des populations camerounaises sur la législation régionale.

Le représentant spécial a en outre indiqué que des dispositions seraient prises sur le plan constitutionnel pour que le Commissariat du Cameroun soit maintenu et qu'ainsi le développement de l'ensemble du Territoire sous tutelle soit suivi avec attention. Il a ajouté qu'étant donné les indications fournies par l'Inspecteur des finances dans son rapport, le Territoire sous tutelle continuerait à bénéficier de l'assistance du Colonial Development and Welfare Fund.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil, prenant acte des modifications envisagées en ce qui concerne la structure politique du Territoire sous tutelle, à l'occasion de la révision de la constitution de la Nigéria et du Cameroun, félicite l'Autorité administrante du progrès politique accompli dans le Territoire sous tutelle au cours de la période considérée.*

#### ADMINISTRATION LOCALE

La responsabilité de l'administration purement locale dans le Territoire incombe aux autorités indigènes qui reçoivent des conseils et des avis des fonctionnaires de l'Administration. Ces autorités peuvent être constituées par un nombre restreint de chefs héréditaires relativement puissants, assistés de conseils d'anciens et d'autres chefs traditionnels, comme dans le nord et dans



la province de Bamenda, ou comme dans le sud, par un assez grand nombre de conseils de clan. L'ordonnance relative aux autorités indigènes (*Native Authority Ordinance*) leur confère le pouvoir d'édicter et d'appliquer les règlements locaux, et de préparer et de gérer, en se faisant aider et conseiller, les budgets locaux dont les recettes proviennent, dans une très large mesure, des impôts indigènes et des subventions de l'administration centrale.

En 1950, des mesures législatives portant création de conseils constitués suivant des principes plus modernes ont été promulguées dans la région est de la Nigéria pour donner à la population, sur le plan local, des responsabilités plus étendues.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait accueilli avec satisfaction les mesures déjà prises par l'Autorité administrante pour favoriser l'évolution des institutions d'administration locale et leur transformation en institutions plus modernes et plus démocratiques.

L'Autorité chargée de l'administration a indiqué que la nouvelle législation n'était pas encore entrée en vigueur dans la partie méridionale du Cameroun, son succès dépendant principalement de l'apparition d'une classe consciente de ses responsabilités, cultivée, bien informée et disposée à se consacrer à l'administration des affaires publiques locales. Cependant, l'Administration et les dirigeants indigènes les plus évolués s'employaient à atteindre ce but. La Mission de visite a reçu de la Cameroons National Federation et de la Bakweri Improvement Union des propositions tendant à introduire le nouveau système dans la province du Cameroun, les auteurs de ces propositions estimant que le système en vigueur n'était ni démocratique ni populaire. Le Bakweri Land Committee a également proposé que certaines villes soient constituées en municipalités. La Mission a jugé qu'il était trop tôt pour présenter des observations sur ces propositions, étant donné les changements en cours dans l'administration locale de la partie méridionale du Cameroun.

La Mission de visite comme l'Autorité administrante ont signalé une évolution satisfaisante dont témoignent une amélioration concrète de l'organisation des administrations indigènes et une expansion générale de leur activité, se traduisant par des dépenses budgétaires accrues. Le progrès le plus notable a été accompli dans la partie septentrionale du Territoire où la structure hiérarchique des émirats a perdu de sa rigidité primitive grâce à l'introduction progressive de représentants d'origine élective. Dans la division de Dikwa, des conseils de village se constituent peu à peu et ils seront appelés à élire leurs représentants aux conseils de district. A l'échelon supérieur, le Grand Conseil consultatif a été reconstitué et comprend désormais une majorité de membres qui sont élus parmi ceux des conseils de district; d'autre part, l'autorité indigène a donné une nouvelle preuve de son souci de décentralisation en créant cinq nouveaux Comités pour l'enseignement, la santé, les finances, les travaux publics et les questions de discipline. Une tendance similaire s'est manifestée dans la province d'Adamawa, où des représentants de trois régions essentiellement païennes ont été élus au Conseil consultatif du Lamido. En 1953, l'Autorité administrante a indiqué que l'administration locale continuait à se développer rapidement dans la partie septentrionale du Territoire. Les autorités indigènes individuelles sont maintenant toutes remplacées par des autorités indigènes qui, aux termes de la loi, sont des

chefs statuant en Conseil, si bien qu'à l'heure actuelle l'autorité indigène ne peut prendre de décision si elle n'a pas l'approbation de la majorité des membres du Conseil.

Dans le Cameroun méridional, le système des comités a fait des progrès sensibles, notamment dans les divisions de Mamfe et de Kumba, et la Mission de visite a signalé la création de trésoreries communes, dont chacune dessert un groupe d'autorités indigènes. La Mission a constaté que cette initiative permettait à la population africaine d'entreprendre des travaux plus importants. Dans la division de Victoria, où la majeure partie de la population vit dans des collectivités attachées à des plantations et dirigées par la Cameroons Development Corporation, pendant quelque temps les autorités indigènes n'ont pas eu une action satisfaisante, la population ne s'intéressant pas aux affaires publiques. On a commencé en 1952 à donner une vigueur nouvelle à l'administration locale de la division en réorganisant l'administration indigène de Tiko de manière à assurer aux importants groupes de résidents originaires d'autres régions une représentation plus équitable. Les premiers résultats de cette réforme ont été heureux et on a proposé de réorganiser les autres administrations indigènes d'une manière semblable et aussitôt que possible. Toutefois, le Conseil a été informé que la population de la partie méridionale du Cameroun s'intéresse surtout au problème constitutionnel et que c'est pour cette raison qu'elle n'a pas encore abordé la question de la réforme de l'administration locale. On espère que les représentants élus qui feront partie du nouveau gouvernement de la partie méridionale du Cameroun inspireront un vaste mouvement de réforme.

A Man-o-War-Bay, on a continué au cours de l'année à former des dirigeants des collectivités mais cet effort a pris plus d'ampleur et les cours ont été suivis par des jeunes gens originaires de toutes les parties de la Nigéria et du Cameroun et non plus seulement des deux provinces méridionales du Territoire sous tutelle comme au cours des années antérieures. Les candidats ont été désignés par les administrateurs de district, les départements, les missions, les autorités indigènes et les sociétés commerciales, et ils ont reçu une formation pendant quatre semaines ou quatre semaines et demie.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle avait présenté des observations favorables au sujet du programme de formation et il avait demandé si l'on envisageait la création de nouveaux centres de formation. L'Autorité administrante, dans son rapport annuel pour 1952, a déclaré que, étant donné la difficulté de recruter le personnel qualifié, on n'envisageait pas la création de centres supplémentaires.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil, estimant qu'il est souhaitable que le développement d'organismes d'administration locale efficaces et démocratiques aille de pair avec le progrès politique aux échelons supérieurs, constate que certains progrès ont été réalisés en ce qui concerne la réforme administrative locale dans le Cameroun septentrional, mais que cette réforme a été retardée dans le Cameroun méridional où l'on s'est préoccupé davantage de la révision de la constitution; le Conseil recommande en conséquence que l'on prenne les mesures nécessaires pour stimuler le développement de l'administration locale, en particulier dans la partie méridionale, mais aussi dans la partie septentrionale du Territoire, et approuve l'in-*



*tention qu'a manifestée le Commissaire du Cameroun d'encourager les représentants élus du futur gouvernement du Cameroun méridional à diriger un vaste mouvement populaire en faveur de la réforme; le Conseil recommande en outre que l'on s'efforce hardiment d'élargir la base des organismes d'administration locale.*

#### FONCTION PUBLIQUE

Sous la direction du Gouverneur de la Nigéria, les services administratifs et techniques du Territoire sous tutelle recrutent leur personnel parmi les membres de l'administration publique de la Nigéria et le Gouvernement de la Nigéria a pour politique déclarée de ne recruter du personnel outre-mer que dans la mesure où la bonne marche de l'administration l'exige. L'Autorité administrante a précisé que les autochtones ont accès à tous les échelons de la fonction publique s'ils possèdent la compétence et les qualités morales nécessaires. Mais, à l'heure actuelle, peu d'Africains occupent des postes supérieurs de l'administration publique; les Africains occupent en général des postes subalternes. En 1953, l'Autorité administrante a fait observer que les habitants du Cameroun voyaient beaucoup d'avantages à faire partie des corps législatifs et exécutifs et des comités et, de ce fait, avaient tendance à se désintéresser des postes supérieurs de l'administration publique; c'est ainsi que deux hauts fonctionnaires du Cameroun ont donné récemment leur démission pour se consacrer à la politique.

La Mission de visite de 1952 a déclaré qu'elle avait été particulièrement frappée par le dévouement dont les administrateurs, résidents et non-résidents, faisaient preuve dans leur travail, qu'ils accomplissaient quelquefois dans des conditions très difficiles. Notant que les administrateurs sont actuellement peu nombreux, elle a exprimé l'avis qu'il ne faudrait pas réduire leur nombre, car la population a besoin d'indications et de conseils, notamment pour assurer le progrès de l'administration locale. La nécessité d'accroître le nombre des fonctionnaires des services administratifs et techniques pour conseiller et former les autochtones a été également soulignée à plusieurs reprises par le Conseil de tutelle. A cet égard, l'Autorité administrante a fait observer que le Gouvernement de la Nigéria avait le souci constant de maintenir au Cameroun un personnel suffisamment nombreux.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, soulignant l'importance que l'existence de services administratifs compétents présente pour le progrès politique du Territoire et constatant qu'il est difficile d'attirer des candidats qualifiés pour servir dans les cadres supérieurs de l'administration en raison de l'attrait d'autres professions, estime que, pour résoudre ce problème, il convient surtout de s'attacher à diffuser l'instruction générale dans le Territoire afin de constituer une réserve suffisante de personnes instruites; le Conseil recommande aussi que l'Autorité administrante augmente encore les possibilités de formation administrative et étudie la possibilité de rendre les salaires, émoluments et conditions d'emploi dans l'administration publique plus attrayants pour les personnes qualifiées.*

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Le Territoire sous tutelle a deux catégories de tribunaux, qui fonctionnent côte à côte: les uns appli-

quent le droit anglais, les autres jugent surtout d'après la loi et la coutume indigènes, tant dans les affaires civiles que dans les affaires pénales. La première catégorie comprend les tribunaux ordinaires nigériens, la Cour suprême de la Nigéria et la Cour d'appel de l'Ouest Africain. La deuxième comprend les tribunaux indigènes qui constituent le pouvoir judiciaire des autorités indigènes. Les tribunaux de la première catégorie peuvent connaître des appels de décisions rendues par les tribunaux indigènes et statuer sur ces appels et, dans ces affaires, ils respectent généralement les lois et coutumes indigènes.

Les tribunaux indigènes sont répartis en quatre catégories qui correspondent chacune à une juridiction bien définie dans les affaires civiles ou pénales. Les tribunaux indigènes de la première catégorie ont souvent les attributions les plus étendues mais ils ne condamnent pas à des châtiments corporels et aucune condamnation à mort n'est exécutée sans le consentement du Gouverneur.

Les magistrats sont répartis en trois catégories, ceux de la première catégorie étant compétents pour juger les affaires civiles dans lesquelles la dette ou les dommages-intérêts réclamés ne dépassent pas 200 livres et les affaires pénales où la peine est une amende ne dépassant pas 200 livres ou un emprisonnement de deux ans ou les deux peines cumulées. Au cours de l'année examinée, une nouvelle catégorie a été créée, celle de premier magistrat qui a pouvoir de connaître des affaires civiles et pénales pouvant entraîner une peine ne dépassant pas 500 livres ou un emprisonnement de cinq ans ou ces deux peines cumulées. Le premier magistrat a également la responsabilité administrative d'un certain nombre de justices de paix et en assure le bon fonctionnement.

Dans un mémoire qu'il a remis à la Mission de visite de 1952, le Comité divisionnaire de Mamfe a affirmé que le système actuel des tribunaux indigènes était périmé et appelait une réforme. Le Comité proposait de rémunérer convenablement les magistrats, afin d'éviter la corruption et, pour séparer du pouvoir judiciaire les institutions d'administration locale, de ne pas permettre aux membres de ces institutions de siéger en qualité de juges. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa treizième session, que la Commission chargée d'enquêter sur le fonctionnement des tribunaux indigènes a estimé dans une de ses recommandations qu'il serait souhaitable de séparer, chaque fois que cela est possible, le personnel de l'administration judiciaire et celui de l'administration locale. Cette enquête est maintenant terminée et le nouveau gouvernement du Cameroun méridional doit donner la priorité à l'examen du rapport du commissaire.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

Le représentant de la Chine a été heureux de constater la rapidité avec laquelle la conscience politique se développait chez la population autochtone, notamment dans le Cameroun méridional, et l'importance accrue du rôle que le "bloc camerounais" jouait dans l'Assemblée législative centrale. Il a accueilli avec satisfaction la décision, prise à la Conférence sur la Constitution de la Nigéria, d'accorder un plus grand degré d'autonomie au Cameroun méridional; il a cependant estimé que les nouvelles dispositions constitutionnelles appelaient une

étude plus approfondie des effets que ces dispositions pouvaient avoir sur l'union administrative avec la Nigéria. Il a signalé que le Cameroun septentrional serait complètement absorbé par la région nord de la Nigéria, et que même l'autorité accrue du Cameroun méridional ne garantissait pas une identité distincte à cette partie du Territoire sous tutelle.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a pris acte avec une profonde satisfaction des progrès politiques accomplis dans le Territoire sous tutelle et il a exprimé l'avis que les nouvelles dispositions constitutionnelles adoptées dans la Nigéria et au Cameroun, ainsi que dans les territoires avoisinants, semblaient indiquer que ces territoires accéderaient prochainement à l'autonomie.

Le représentant de l'Australie a félicité l'Autorité administrante d'avoir décidé de créer un gouvernement distinct dans le Cameroun méridional, répondant ainsi aux vœux librement exprimés de la population. A son avis, les événements qui avaient conduit à cette décision prouvaient clairement que l'Autorité administrante s'acquittait de la mission qui lui avait été confiée et favorisait le progrès politique de la population.

Le représentant de la Syrie a fait valoir qu'en accordant une certaine forme d'autonomie régionale au Cameroun méridional, l'Autorité administrante avait cédé à la pression de l'opinion publique du Territoire. Il a fait observer que dans le passé, lorsque le Conseil et la Mission de visite de 1949 avaient recommandé d'accorder une plus large autonomie au Territoire sous tutelle, l'Autorité administrante avait répondu que d'impérieuses raisons l'en empêchaient. Par sa décision récente, l'Autorité administrante était revenue sur cet avis, du moins en ce qui concerne le Cameroun méridional. Le Conseil devrait officiellement prendre acte de ce revirement extraordinaire. Le représentant de la Syrie a ensuite analysé ce qui lui semblait constituer les éléments principaux de la Constitution révisée, et il est parvenu à la conclusion qu'en réalité, le Territoire sous tutelle serait administré par un gouvernement fédéral de la Nigéria en ce qui concerne les questions de caractère national et par un gouvernement régional de la Nigéria pour ce qui est des questions d'intérêt régional du Cameroun septentrional; seule la partie méridionale du Territoire serait administrée par un gouvernement non nigérien, et ce pour les questions d'intérêt purement régional. Or, l'Accord de tutelle disposait que l'Autorité chargée de l'administration du Cameroun était le Gouvernement du Royaume-Uni et que ce gouvernement avait pleins pouvoirs législatifs et administratifs dans le Territoire. Il était clair que le Gouvernement du Royaume-Uni cesserait d'exercer ces pleins pouvoirs; en effet, il ne pourrait pas continuer de les exercer en se bornant à opposer son veto aux décisions des organes élus de la Nigéria et du Cameroun. Personne n'avait l'intention de revenir en arrière et d'insister pour que l'Accord de tutelle fût respecté à la lettre; il semblait plutôt que l'Accord de tutelle fût dépassé par les événements. Le Conseil se devait d'appeler sur cette nouvelle situation l'attention de l'Autorité administrante et de l'Assemblée générale. Il fallait accueillir avec satisfaction la décision d'instituer une forme d'autonomie régionale dans le Cameroun méridional, pour autant que cette mesure constituait un progrès notable dans la voie de l'autonomie pour la population de cette partie du Cameroun. En même temps, il convenait que le Conseil soulignât que ces nouvelles disposi-

tions ne devaient pas empêcher le Cameroun de s'affranchir davantage encore de la Nigéria, si la population le souhaitait.

De plus, le Conseil devait examiner formellement s'il était compatible avec les termes de l'Accord de tutelle de confier à des organes essentiellement nigériens la gestion des affaires camerounaises dans les domaines qui relevaient de la compétence du Gouvernement de la Nigéria ainsi que la gestion de toutes les affaires intérieures du Cameroun septentrional, et s'il ne faudrait pas reviser l'Accord en fonction de cette situation, pour faire en sorte que les intérêts du Territoire sous tutelle fussent dûment protégés dans tous les domaines où le gouvernement fédéral de la Nigéria et le gouvernement régional de la Nigéria du Nord étaient en fait l'Autorité administrante. Quelles que fussent d'ailleurs les conclusions auxquelles il aboutirait pour le moment, le Conseil devrait renvoyer l'ensemble de la question au Comité permanent des unions administratives qui l'étudierait de façon plus approfondie et en rendrait compte à la prochaine session du Conseil. En outre, étant donné que les nouvelles dispositions constitutionnelles tendaient à accentuer la séparation entre le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional, et que l'opinion publique de la région septentrionale n'était visiblement pas développée au point de permettre au Cameroun dans son ensemble de présenter une demande commune d'autonomie régionale, le représentant de la Syrie a jugé souhaitable que toute la question des dispositions administratives et constitutionnelles intéressant le Cameroun septentrional fût examinée de nouveau lorsqu'une opinion publique digne de ce nom se serait manifestée dans la région. Le Conseil devait prendre acte du fait que l'attitude des chefs et des notables du Cameroun septentrional qui, par leurs intérêts personnels, se rapprochaient peut-être plus de la Nigéria que du Cameroun, constituait actuellement la seule expression de l'opinion publique; il devait recommander à l'Autorité administrante de continuer à insister, tant dans le nord que dans le sud du Territoire, sur l'opportunité d'assurer une plus grande unité politique et administrative entre le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional. Le Conseil devait enfin recommander que les plans de développement continuent d'être étudiés en commun.

Le représentant de la Belgique a estimé qu'il était trop tôt pour formuler des observations sur les événements politiques récents. Il a cependant exprimé l'espoir que la conscience nationale et le sens du devoir de la population autochtone ne cesseraient de croître, tout en reconnaissant que leur intérêt pour les affaires politiques s'était déjà développé très rapidement.

Le représentant de l'Inde a fait observer que le nombre des représentants camerounais dans les organes du gouvernement régional et fédéral de la Nigéria ne devait pas seulement être proportionnel au nombre des habitants; il devait être suffisant pour permettre une représentation adéquate des intérêts camerounais. S'il était impossible d'atteindre cet objectif, la seule autre façon de permettre aux Camerounais d'exercer leur droit de disposer d'eux-mêmes serait d'accélérer l'évolution vers l'autonomie nationale. Quant à savoir si le Cameroun devait être rattaché à la Nigéria ou s'il convenait de créer un Etat composé des deux Camerouns, le représentant de l'Inde n'a pas voulu se montrer dogmatique. Le seul principe sur lequel, à son avis, il était impossible de transiger était le droit de la population à disposer d'elle-même. Le représentant de l'Inde s'est

déclaré convaincu que l'Autorité administrante continuerait d'appliquer ce principe qu'elle s'était engagée à respecter.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, exposant la façon dont le Cameroun a été rattaché à la Nigéria, a fait valoir qu'il ressortait des rapports de l'Autorité administrante et de la Mission de visite que le Cameroun était privé des droits spéciaux et de la situation particulière dont il devrait jouir en tant que Territoire sous tutelle. En fait, l'Autorité administrante avait démembré le Territoire sans consulter le Conseil de tutelle ou l'Assemblée générale et annexé les diverses parties du Cameroun à la colonie de la Nigéria, bien que cette mesure constituât une violation de la Charte et des décisions de l'Assemblée générale, et notamment de la résolution 224 (III) de l'Assemblée générale qui préconisait le développement du Territoire en tant que tel. Les nouvelles dispositions constitutionnelles adoptées à la conférence qui s'était tenue récemment — sans que l'Organisation des Nations Unies eût été consultée — constituaient une nouvelle atteinte à l'unité du Territoire. Le Conseil de tutelle devait s'occuper sérieusement de cette situation; il devait également tenir compte du fait que les renseignements réunis par la Mission de visite de 1952 et les pétitions reçues par le Conseil montraient clairement que la population du Cameroun souhaitait que le Territoire conservât son identité distincte de Territoire sous tutelle et craignait de voir les intérêts de la Nigéria prévaloir sur ceux du Territoire sous tutelle, ou les compromettre. Il s'agissait de savoir si le Cameroun évoluerait vers l'autonomie ou l'indépendance, comme le prévoyaient la Charte et l'Accord de tutelle, ou si le Territoire serait définitivement et complètement transformé en provinces ou en régions faisant partie intégrante de la Nigéria. Le Conseil devait prier l'Autorité administrante de revoir, conformément à la Charte, la façon dont elle administrait le Territoire sous tutelle; en d'autres termes, l'Autorité administrante devait administrer le Cameroun en tant que Territoire indépendant, qu'il ne fallait pas considérer comme une colonie, car la distinction entre Territoire sous tutelle et colonie devait être nettement établie. Il fallait recommander à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour créer des organes d'administration autonomes dans le Territoire sous tutelle et pour préparer la population à assumer l'administration du pays.

Le représentant du Salvador a exprimé l'avis qu'il était peut-être prématuré de tirer des conclusions précises et définitives des renseignements réunis. Néanmoins, deux faits se dégageaient nettement: d'abord, on allait accorder un nouveau statut au Cameroun méridional, et, à cet égard, la délégation du Salvador se félicitait de constater que la population du Cameroun méridional avait encore progressé vers l'autonomie. Elle savait gré à l'Autorité administrante d'avoir répondu aux vœux de la population de cette région. A propos du deuxième fait, elle ne pouvait pas se réjouir autant. Elle aurait aimé apprendre que le Territoire tout entier avait obtenu le statut accordé à la partie sud du Territoire. Tout en reconnaissant qu'il existait une différence notable entre le nord et le sud du territoire, la délégation du Salvador ne pouvait y voir un obstacle infranchissable. De l'avis du représentant du Salvador, il fallait favoriser le progrès de la partie nord du Cameroun et établir des contacts plus étroits entre les deux parties du Territoire. Il y avait lieu de

développer l'instruction publique dans le nord et de chercher à inculquer à la population l'idée que le Cameroun uni constituait, en droit international, une entité absolument distincte des colonies. Il fallait certes tenir compte de ce que l'on pouvait, à présent, considérer comme étant la volonté de la population, mais il y avait encore dans le nord un grand nombre de chefs qui exerçaient une forte autorité sur les tribus; ces chefs avaient des intérêts et un pouvoir considérables, et il ne fallait pas interpréter leur volonté comme l'expression des vœux de l'ensemble de la population. A cet égard, il serait intéressant de recevoir de l'Autorité administrante une carte indiquant la répartition des tribus et la résidence de leurs chefs.

Le représentant d'Haïti, rappelant combien l'attitude de l'Autorité administrante avait varié entre 1949 et 1954, a fait valoir qu'il était indispensable, en dépit des bonnes dispositions qui animaient les Puissances administrantes, que les peuples directement intéressés expriment toujours davantage leur opinion sur les problèmes qui étaient les leurs. L'Autorité administrante pouvait proposer des solutions qui lui semblaient bonnes, mais on en trouverait peut-être de bien meilleures encore en examinant attentivement le point de vue adverse. On ne pouvait pas dire que l'on avait déjà trouvé une solution pour le Territoire en question: cependant, un mouvement de progrès paraissait s'esquisser, tout au moins en ce qui concernait la partie sud du Cameroun. La population autochtone pourrait jouer un rôle plus étendu dans les organes régionaux et centraux, mais les représentants directs de l'Autorité administrante pesaient de façon trop lourde sur les délibérations. Les pouvoirs exorbitants dont jouissait le Gouverneur risquaient de réduire l'exercice de l'administration locale à une fantasmagorie. Le représentant d'Haïti a souligné en outre que le Cameroun méridional bénéficiait d'une plus grande aide financière, sanitaire et éducative; aussi craignait-il que cette partie du Cameroun ne reçût un traitement préférentiel, au détriment de la partie nord. Pour terminer, le représentant d'Haïti a réservé, jusqu'à plus ample informé, l'opinion de sa délégation sur les changements d'ordre constitutionnel.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'en administrant le Territoire comme partie intégrante de la Nigéria, ainsi qu'il est prescrit au paragraphe a de l'article 5 de l'Accord de tutelle, l'Autorité administrante cherchait toujours à répondre aux vœux de la population, comme le prouvaient la décision de principe selon laquelle le Cameroun méridional serait doté de son propre statut et de l'autonomie administrative, et le fait qu'on avait respecté le vœu du Cameroun du Nord de maintenir et d'affermir son association si fructueuse et si satisfaisante avec la région nord de la Nigéria. L'Autorité administrante ne voulait pas que le statut du Territoire entravât indûment le progrès des habitants qui cherchaient à atteindre les objectifs mêmes du régime de tutelle en s'associant aux populations de la Nigéria. Les constitutions successives de la Nigéria ont expressément reconnu les responsabilités que la Charte et l'Accord de tutelle imposent à l'Autorité administrante et en ont assuré l'exercice effectif.

De l'avis du représentant spécial de l'Autorité administrante, le Territoire avait déjà fait, dans l'ordre politique, des progrès si importants qu'il semblait nécessaire de reviser la conception actuelle des rapports entre le Conseil de tutelle, l'Autorité administrante et la population du Territoire. Il apparaissait en fait que, dans le

domaine politique, les objectifs du régime de tutelle allaient être atteints incessamment, s'ils ne l'étaient déjà. Etant donné l'existence d'organismes élus auxquels on avait conféré l'autorité, sauf dans certains domaines qu'il avait fallu nécessairement réserver à la Puissance métropolitaine, il importait de déterminer à nouveau qui examinerait à l'avenir les recommandations du Conseil. Dans le Cameroun méridional, elles seraient examinées par un Conseil exécutif responsable que présiderait le Commissaire du Cameroun, mais qui comporterait une majorité d'indigènes élus. En ce qui concerne la partie septentrionale du Territoire, les recommandations seraient examinées par le Conseil exécutif de la région nord de la Nigéria, dont la grande majorité des membres étaient élus et, semblait-il, par un Comité consultatif composé des membres camerounais de la Chambre d'assemblée de la région nord. Le représentant spécial a déclaré, en réponse aux observations de certaines délégations, que ces mesures n'avaient pas été imposées à une Autorité administrante récalcitrante, puisque cette Autorité avait toujours envisagé sans idée préconçue la question de l'organisation administrative du Cameroun. La situation avait toujours été "fluide"; à ce propos, le représentant spécial a mentionné quelques-uns des problèmes qu'il avait fallu résoudre pendant la période transitoire de la dernière Constitution. En ce qui concerne l'évolution du peuple camerounais vers l'autonomie, l'Autorité administrante poursuivait sa politique réaliste, sans toutefois négliger, conformément aux termes de la Charte, les circonstances particulières au Territoire et les vœux librement exprimés par les populations intéressées. Le représentant spécial a donné également l'assurance que l'autorité des institutions démocratiques prévues par la nouvelle Constitution nigérienne serait, dans toute l'acception du terme, une réalité. Dans le Territoire sous tutelle, le Gouverneur général n'interviendrait que pour assurer le respect absolu de l'Accord de tutelle.

En réponse à l'argument selon lequel la représentation des Camerounais dans les organes régionaux et fédéraux du gouvernement ne devrait pas être fixée d'après la population, le représentant spécial a précisé que, parmi la population camerounaise, les groupes qui désiraient posséder une organisation régionale qui leur fût propre voulaient néanmoins demeurer membres de la Fédération nigérienne dont ils attendaient une aide financière. Aussi fallait-il tenir compte non seulement des vœux de la population du Cameroun méridional, mais aussi de ceux des autres membres de la Fédération. La représentation du Cameroun méridional était équitable pour toutes les parties et assurait à la population une participation efficace aux conseils du gouvernement. En ce qui concerne le Cameroun septentrional, une représentation fondée sur le nombre d'habitants paraissait entièrement justifiée.

En réponse au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le représentant spécial a fait remarquer que l'on connaissait déjà fort bien les raisons pour lesquelles le Territoire ne deviendrait probablement pas une entité unie et indépendante. Le Comité des unions administratives avait su apprécier à sa juste valeur le soin que l'Administration avait pris de préserver l'identité du Territoire sous tutelle, dans la mesure où le permettaient les vœux de la population. Il était parfaitement clair que les liens existants entre le peuple camerounais et l'Etat nigérien, dont les progrès étaient rapides, avaient eu pour effet de le faire avancer vers l'autonomie à une allure que l'on n'aurait

guère pu envisager un ou deux ans auparavant. Le représentant spécial a souligné que l'opinion publique ne demandait nullement la séparation du Cameroun et de la Nigéria. C'était aussi une erreur totale de voir dans l'administration du Territoire une administration bureaucratique; la politique gouvernementale était arrêtée par des conseils ministériels qui comprenaient une importante majorité de représentants élus par la population. Le représentant spécial a ajouté que l'on continuait de s'employer activement à développer le Cameroun septentrional.

#### DROIT DE VOTE

Le représentant de l'Inde a estimé qu'il était injustifiable de lier le droit de vote au paiement de l'impôt, cette mesure ayant notamment pour effet de limiter le suffrage des femmes. A son avis, tous les adultes des deux sexes devaient avoir le droit de voter sans condition.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a précisé que le système actuel accordait en fait le droit de vote à tous les adultes de sexe masculin. La mention du paiement de l'impôt dans la loi électorale s'expliquait par le fait que tout homme votait dans la circonscription où il payait ses impôts. Il a ajouté que l'exemption des impôts était extrêmement rare et ne privait aucunement du droit de vote ceux qui en bénéficiaient. La question de la représentation des femmes devait être subordonnée à l'opinion publique du Territoire. Lors de la dernière révision de la Constitution, l'immense majorité de la population s'était élevée avec vigueur contre cette mesure.

#### ADMINISTRATION LOCALE

Le représentant de la Chine a relevé que des progrès satisfaisants avaient été accomplis dans le domaine de l'administration locale, notamment dans le Cameroun septentrional, et a exprimé l'espoir que ces progrès continueraient.

Le représentant de l'Australie, après avoir fait observer que les progrès de l'administration locale se heurtaient à des difficultés, a exprimé la conviction que l'Autorité administrante réussirait à susciter dans le Cameroun méridional un vif intérêt en faveur de l'administration locale, comme elle avait pu le faire dans le Cameroun septentrional.

Le représentant de la Syrie a exprimé l'avis que le Conseil devait prendre acte des efforts accomplis par l'Autorité administrante pour démocratiser et perfectionner les organes de l'administration locale dans le Territoire et devait encourager cette Autorité à intensifier ses efforts.

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'il n'était pas satisfait de la situation existante car, dans certains cas, les organismes d'administration locale comprenaient seulement des notables locaux, fonctionnaires et maîtres d'école par exemple. A son avis, il fallait prendre des initiatives hardies pour élargir la base de l'administration locale, ce qui constituerait un des moyens de favoriser le progrès politique du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté qu'au lieu de créer des organes démocratiques d'administration locale dans le Territoire sous tutelle, l'Autorité administrante avait, en fait, favorisé et encouragé le régime arriéré des tribus afin de maintenir sa propre position; le Gouverneur et le Commissaire nommaient fonctionnaires indigènes des chefs de tribu et des chefs de famille, et les



anciennes institutions tribales subsistaient encore sous des noms différents. Il a rappelé que, dans un mémoire présenté à la Mission de visite de 1952, la Cameroons National Federation indiquait que le système d'administration par les chefs ou les autorités tribales n'était pas démocratique, et il a déclaré qu'il était plus que temps de prendre des mesures pour passer du système tribal à un système d'administration autonome fondé sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a précisé que la préoccupation dont faisait preuve la population du Cameroun méridional à l'égard du problème constitutionnel l'avait empêchée de faire progresser la réforme de l'administration locale. Pour être effective, l'évolution dans ce domaine devait venir de la base et non du sommet, et il lui a semblé depuis quelque temps que les efforts accomplis dans ce sens par les fonctionnaires des services publics ne produisaient pas de résultats appréciables. Le représentant spécial a annoncé qu'il pensait maintenant que l'on pourrait obtenir des résultats grâce à des entretiens avec les chefs politiques afin que ceux-ci, lorsqu'ils seraient arrivés au pouvoir, éveillent l'intérêt de leurs administrés de façon à assurer la réussite d'un vaste mouvement.

#### FONCTION PUBLIQUE

Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que des efforts seraient entrepris pour faire accéder de plus en plus d'autochtones aux postes supérieurs de l'administration.

Le représentant de l'Inde a insisté pour que les plus grands efforts fussent faits dans ce sens. Il a fait observer que la meilleure méthode pour attirer les autochtones vers ces postes était d'accroître dans le Territoire le nombre des personnes ayant une instruction suffisante, et il a estimé que la situation appelait une augmentation du nombre des centres de formation et des écoles administratives supérieures ainsi qu'un élargissement des rapports entre les administrateurs européens et les classes instruites. A ce sujet, il a insisté pour que le nombre des bourses d'études dans les universités d'outre-mer fût accru et pour qu'en cas de besoin l'Autorité administrante sollicitât à cette fin l'aide des organisations internationales et d'autres organismes.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a noté que les autochtones n'occupaient aucun poste important dans l'administration et a déclaré qu'il était essentiel qu'ils fussent admis dans l'administration en nombre sans cesse croissant afin d'assurer progressivement l'évolution politique du Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que la préparation des habitants du Territoire à la conduite de leur propre administration se situait au premier plan de la politique menée par l'Administration. L'absence de Camerounais dans les postes importants de l'administration publique du Territoire n'indiquait nullement que l'on n'avait pas obtenu de résultats; les progrès les plus importants résidaient dans les excellentes possibilités de formation à l'autonomie administrative qu'offrait la participation sans restriction de la population aux organes législatifs et exécutifs, à la Cameroons Development Corporation, aux comités locaux de la santé publique et de l'enseignement et à différents organes consultatifs spéciaux. Ces vastes possibilités d'acquérir une expérience administrative et d'assumer une responsabilité exerçaient un attrait qui

avait, en fait, empêché les Camerounais d'accéder à des postes plus importants dans l'administration. On pouvait espérer, cependant, que l'expansion générale récente des services d'enseignement aux niveaux inférieurs aurait bientôt une répercussion heureuse aux niveaux plus élevés et procurerait un nombre plus grand de candidats qualifiés pour les postes administratifs.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir qu'en examinant les recommandations de la Commission chargée d'enquêter sur le fonctionnement des tribunaux indigènes, le nouveau gouvernement du Cameroun méridional tiendrait compte des heureuses suggestions présentées à la Mission de visite de 1952 par le Comité divisionnaire de Mamfe.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a pris note du fait que l'on attendait du nouveau gouvernement du Cameroun méridional qu'il entreprît de régler la question de la réforme des tribunaux indigènes.

### III. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### SITUATION GÉNÉRALE

Le Cameroun sous administration britannique a une économie essentiellement agricole, car on n'y a pas découvert de ressources minérales présentant une valeur marchande et le Territoire n'a pas d'industries de transformation, sauf quelques usines modernes, où l'on traite l'huile de palme et le caoutchouc, et un artisanat relativement peu important.

La Cameroons Development Corporation constitue l'élément principal dans l'économie du Territoire; les plantations de cette société produisent, avec les exploitations plus réduites de deux autres entreprises commerciales, la plus grande partie des bananes, du cacao et des produits du palmier du Territoire ainsi que la quasi-totalité du caoutchouc. Les autochtones sont presque tous agriculteurs et éleveurs, et ils produisent la plupart des aliments nécessaires au Territoire, ainsi que la plus grande partie des arachides, cuirs et peaux, d'importantes quantités de cacao et de produits du palmier, et un tonnage croissant de café.

Les principaux produits d'exportation du Territoire sont, par ordre d'importance, les bananes, le cacao, l'huile de palme, le caoutchouc, les arachides et les noix de palme. La culture la plus importante est la banane dont on a exporté, en 1952, pour une valeur de 2.270.000 livres sterling, soit plus de 50 pour 100 du total des exportations de la même année.

Cependant, on a constaté un accroissement sensible de la production du cacao et des arachides dont les exportations se sont chiffrées à 517.335 et 341.000 livres respectivement. Bien que le Territoire soit loin d'être riche, son économie a continué d'accuser des progrès et, en 1951-1952, les prévisions de recettes ont de nouveau dépassé les dépenses, les unes et les autres ayant notablement augmenté.

Le fait que le Territoire dépendait de la production bananière, qui constituait la culture principale, avait attiré, dans le passé, l'attention du Conseil de tutelle qui, à ses neuvième et onzième sessions, avait recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts pour diversifier l'économie du Territoire. En 1952, on a fait un nouveau pas dans cette direction



grâce au lancement, dans le Cameroun méridional, d'une entreprise qui deviendra peut-être une industrie caféière importante. Avec l'aide de l'Administration, une firme coopérative a créé une usine de décorticage du café près de Kumba, qui doit permettre d'accroître sensiblement la production du café de cette région; d'autre part, l'Eastern Regional Production Development Board a, à la même époque, commencé d'exploiter une plantation modèle de 480 hectares à Santa, près de Bamenda. Cette plantation aura une capacité de production de quelques millions de livres de café par an et l'on pense qu'elle encouragera les agriculteurs de la région à cultiver le caféier. En distribuant des caféiers aux agriculteurs, on a pu accroître la superficie cultivée de plus de 200 hectares dans la province de Bamenda. On a également pris des mesures pour stimuler la production du café dans le district de Mambila (province de l'Adamawa). Constatant que certaines régions de la province de Bamenda se prêtaient bien à la culture du café, la Mission de visite de 1952 a proposé que l'Autorité administrante envisage de prendre des mesures pour que ces terres fassent l'objet d'une culture intensive, les intérêts des autochtones étant préservés comme il convient.

Parmi les autres mesures dont l'Autorité administrante fait état au sujet de la diversification de l'économie, figurent l'aménagement des plantations de cacaoyers abandonnées — cet aménagement a progressé régulièrement au cours de l'année — et l'établissement dans le Territoire du premier marché du coton dont les cours soient publiés. On a constaté que la culture du riz s'était beaucoup répandue dans le district de Jada (province de l'Adamawa) et l'on s'est efforcé, mais avec moins de succès, d'introduire la culture du tabac de Virginie dans l'émirat de Dikwa.

Quatre des cultures d'exportation du Territoire, à savoir le cacao, les produits du palmier, les arachides et le coton, sont écoulées par l'intermédiaire des *marketing boards* de la Nigéria, organismes officiels créés pour assurer une commercialisation rationnelle et pour empêcher, grâce à des fonds de stabilisation, des fluctuations trop violentes des cours. Les *boards* affectent une partie de leurs excédents qui ne sont pas réservés à la stabilisation des cours à des travaux de recherches et au développement économique des régions productrices. Ces crédits sont gérés par des *regional production development boards* qui, à leur tour, subventionnent des programmes de développement précis. En 1952, l'un de ces organismes, le Northern Regional Production Development Board, a décidé d'affecter 125.000 livres à la construction routière au Cameroun et 4.500 livres à la réinstallation des tribus païennes des régions montagneuses dans le district de Gwoza. L'Eastern Regional Board a financé les efforts du Département de l'Agriculture pour relever l'industrie cacaoyère du Territoire et a également prévu un crédit de 165.000 livres au titre de la plantation de café de Santa, plus haut mentionnée. Néanmoins, la Mission de visite a constaté que certains se plaignaient que les crédits alloués au Territoire sous tutelle par les organismes officiels étaient insuffisants par rapport à ceux que recevait la Nigéria.

Un des principes de l'Administration est d'encourager les agriculteurs autochtones à participer aux sociétés coopératives. A la fin de 1952, on comptait 38 sociétés coopératives dans les provinces du Cameroun et de Bamenda, dont 35 coopératives de production, les trois autres sociétés s'occupaient uniquement de la vente.

Au cours de l'année, la Bakweri Farmers' Union s'est constituée en société coopérative, groupant 118 membres; aidée par le gouvernement, elle s'est consacrée à la culture des bananes et a conclu un contrat avec la Cameroons Development Corporation. La Mission de visite a constaté que les débuts de l'Union étaient prometteurs et faisaient bien augurer de sa réussite, quoique l'Autorité administrante signalât qu'elle ne pouvait malheureusement pas encore se passer du contrôle direct de l'Administration et était loin de tirer tout le parti possible des terres. Cependant, l'Autorité administrante a déclaré ensuite que l'activité de la société justifiait, semblait-il, l'optimisme de la Mission de visite. La Mission a noté que le projet marquait un pas en avant vers une solution du différend des terres bakwériennes (voir plus bas) et qu'il y avait lieu de féliciter l'Administration de l'appui et de l'aide qu'elle accordait au projet. Six autres sociétés nouvelles ont été enregistrées au cours de l'année 1952, dont trois sociétés pour la vente du café. Néanmoins, dans la division de Kumba, trois sociétés de vente du cacao ont été mises en liquidation, faute d'intérêt de la part des producteurs. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa treizième session, qu'un nouvel élément important est entré en ligne de compte, à savoir la création d'une organisation connue sous le nom de Cameroons Co-operative Exporters Limited; cette organisation est soutenue par les coopératives de production et doit faciliter la vente de leurs récoltes.

La Mission de visite de 1949 comme celle de 1952 ont signalé les méthodes primitives qu'appliquent généralement les agriculteurs et l'on se souviendra qu'à sa sixième session, le Conseil de tutelle avait prié instamment l'Autorité administrante d'intensifier son programme pour l'introduction de méthodes modernes dans l'agriculture indigène. Ce programme est mis en œuvre par les services d'agriculture et d'élevage qu'organisent les départements techniques de la Nigéria et les autorités indigènes. Outre un centre expérimental d'agriculture situé près de Bamenda et un centre de recherches sur le bétail situé à Jakiri, il existe des fermes modèles organisées sous les auspices du Département de l'Agriculture ou de l'Administration indigène. Un service vétérinaire a été créé en 1952 à Moubi, dans le Cameroun septentrional. On a également ouvert un deuxième centre expérimental d'agriculture dans la province du Cameroun, pour encourager l'industrie cacaoyère et la production alimentaire.

L'Autorité administrante a signalé que les agronomes consacraient une grande partie de leur activité à l'amélioration des cultures existantes et à l'introduction de nouvelles cultures. Le développement de la production de café et de cacao a déjà été mentionné. Le Conseil de tutelle a appris également que dans la division de Kumba la production du cacao s'était accrue de plus de 2.000 tonnes en 1952, résultat dû en grande partie au succès de la propagande en faveur de méthodes plus rationnelles d'exploitation agricole, ainsi qu'aux travaux des fermes modèles. En outre, on accorde une importance particulière au développement de l'agriculture mixte; de 1950 à 1952, le nombre des exploitants pratiquant l'agriculture mixte est passé de 25 à 155. Onze d'entre eux se trouvaient dans la province de Bamenda — chacun d'eux a reçu une subvention du gouvernement — et 28 autres suivaient des cours de formation afin de participer en 1953 à des programmes de culture collective. Dans le Cameroun septentrional, comme dans le Cameroun méridional, on a distribué aux fermiers,

gratuitement ou à très bas prix, du riz de semence, des arbres fruitiers, des plants de palmier à huile et des engrais. On leur a également enseigné, grâce à des cours de vulgarisation, des méthodes modernes de culture, ainsi que des moyens de lutte contre l'érosion. En outre, on a essayé d'encourager les cultures maraîchères destinées au secteur commercial et la culture du tabac dans l'émirat de Dikwa. Il y a eu trois expositions agricoles dans la province de l'Adamawa. Un certain nombre de communications reçues par la Mission de visite de 1952 ont témoigné de la satisfaction de la population et prouvé ainsi que les efforts déployés avaient été couronnés de succès. En même temps, les auteurs de ces communications demandaient à bénéficier d'une aide encore accrue.

Les réserves forestières, qui couvrent actuellement quelque 13 pour 100 du Territoire, s'étendent progressivement et l'on espère qu'elles finiront par représenter un pourcentage de 25 pour 100, malgré l'hostilité générale des habitants à l'égard des réserves et des concessions. Les forêts du Territoire ont produit, en 1952, environ 22.000 stères de bois d'œuvre et de bois à brûler; la plus grande partie de cette production est due à une société française qui a reçu licence d'exploiter dans la division de Kumba. Cette société a rompu des pourparlers en vue d'une exploitation forestière de grande envergure au moment où le cours mondial des bois durs a baissé.

En 1953, une mission de la Banque internationale a fait, à la demande de l'Autorité administrante, une enquête économique dans la Nigéria et au Cameroun.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil note avec satisfaction les signes encourageants de progrès en ce qui concerne le développement économique du Territoire et la diversification de sa production, en particulier l'augmentation des recettes et des dépenses publiques et les mesures prises pour stimuler la production du coton, du cacao et du café ainsi que le développement d'autres entreprises coopératives; le Conseil recommande instamment que l'Autorité administrante fasse de nouveaux efforts pour assurer l'indépendance économique du Territoire, par exemple en encourageant la création d'industries rurales auxiliaires pouvant employer les travailleurs agricoles ou les paysans qui souffrent d'un chômage saisonnier.*

*Le Conseil, considérant qu'il y a lieu de procéder dans le Territoire à une enquête économique qui servirait de base à de nouveaux plans de développement, constate avec intérêt qu'une mission de la Banque internationale a récemment achevé une enquête sur la Nigéria et le Cameroun, entreprise à la demande de l'Autorité administrante; le Conseil exprime l'espoir que les résultats de cette enquête qui concernent le Cameroun, figureront dans le prochain rapport annuel.*

#### COMMUNICATIONS

A la fin de 1951, il y avait dans le Territoire 2.367 kilomètres de routes utilisables par les automobiles (contre 1.873 en 1948), dont 1.529 étaient carrossables en tout temps et 840 kilomètres pendant la saison sèche seulement. A la fin de 1952, la longueur totale des routes était supérieure à 2.410 kilomètres. L'extension et le développement de ce réseau routier, sur l'importance duquel le Conseil de tutelle a insisté précédemment, représente l'un des éléments importants du plan quinquennal de développement, et, sur l'ensemble des crédits

consacrés à ce plan, des sommes de 59.000 et 297.000 livres sterling, respectivement, ont été affectées à la construction et à l'entretien des routes au cours des exercices financiers 1951-1952 et 1952-1953. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa treizième session, que le programme d'expansion du réseau routier s'est développé à un rythme accéléré et qu'au 31 mars 1953, les dépenses au titre de ce programme atteignaient 338.000 livres. A la fin de 1953, on avait sensiblement amélioré l'état de la principale route du sud qui va de Buea à Bamenda; en outre, on avait construit environ 25 kilomètres d'une route qui reliera Takum à Bamenda. Le représentant spécial a ajouté qu'il faudrait faire preuve d'une certaine prudence pour que les crédits disponibles permettent de poursuivre les travaux sans interruption jusqu'en avril 1955, date à laquelle on doit adopter un nouveau programme de développement.

Le Conseil de tutelle et l'Autorité administrante ont insisté à maintes reprises sur l'importance que la construction de nouvelles routes et l'amélioration des routes existantes présentent pour l'économie du Territoire. La Mission de visite a signalé que d'une manière générale il était nécessaire d'améliorer les communications sur l'ensemble du Territoire, mais que cette amélioration était particulièrement urgente dans la partie septentrionale et dans la division de Kumba. La construction et l'entretien des routes se heurtent à différents obstacles tels que les inondations pendant la saison des pluies, la nature accidentée du terrain, l'absence de pierres convenables et le manque de main-d'œuvre dans certaines régions. Malgré ces difficultés, la Mission a estimé qu'il fallait donner une priorité d'urgence aux projets de construction de routes et elle a fait observer que tel était également l'avis de l'Administration.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, soulignant qu'il a toujours considéré, comme l'a fait l'Autorité administrante, qu'il importait de développer et d'améliorer le réseau routier, qui constitue l'un des éléments indispensables du développement économique et social, et reconnaissant que des difficultés particulières se posent en raison de la nature du sol du Territoire sous tutelle, exprime l'espoir qu'au cas où les comptes du Territoire en 1953-1954 accuseraient un déficit, il n'en résulterait pas une réduction des crédits affectés à la construction des routes; le Conseil espère aussi que les projets de développement futurs accorderont une place importante à de nouvelles améliorations des communications routières.*

#### RÉGIME FONCIER

En vertu de la *Land and Native Rights Ordinance* (ordonnance relative au régime foncier et aux droits des autochtones) de 1916, toutes les terres du Territoire (à l'exception de certaines terres dont le titre de propriété datait d'avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance ou, dans le cas d'autochtones, d'avant mars 1916), ont été déclarées terres indigènes et placées sous l'autorité du Gouverneur. Les non-autochtones ne peuvent acquérir d'intérêts légitimes sur une terre que s'ils ont obtenu un droit d'occupation, conformément aux dispositions de l'ordonnance.

Sur les 88.270 kilomètres carrés du Territoire, environ 31 km<sup>2</sup> appartiennent au Gouvernement et 1.165 environ à la Cameroons Development Corporation, aux sociétés commerciales, aux missions religieuses et

à des particuliers. Les terres appartenant à la Development Corporation — plantations enlevées à des sociétés allemandes au cours de la deuxième guerre mondiale — couvrent une superficie d'environ 1.000 kilomètres carrés; les sociétés commerciales possèdent un peu plus de 14.000 hectares; les missions religieuses, environ 1.600 hectares; et les particuliers, tous des autochtones et des protégés britanniques détiennent 1.500 hectares. Au cours de l'année considérée, la Development Corporation a cédé 15 hectares au Centre de formation d'artisans qualifiés d'Ombé. Cent soixante hectares ont été prévus pour l'agrandissement du Centre de recherches sur le bétail de Jakiri, et l'on a réservé 320 hectares dans la division de Kumba pour y installer une ferme expérimentale.

L'Autorité administrante a déclaré qu'à quelques exceptions près, il n'y a plus pénurie de terres. Les deux exceptions notables sont la région vallonnée habitée par les "païens", dans la partie septentrionale de la province de l'Adamawa, et les collines de Gwoza, dans l'émirat de Dikwa. En ce qui concerne la première, les efforts entrepris pour inciter les habitants de la région à s'établir dans les plaines continuent, et dans le district de Mubi la population commence effectivement à descendre dans la vallée. En ce qui concerne l'émirat de Dikwa, un programme de réinstallation contrôlée des "païens" des collines dans les plaines situées à l'ouest des hauteurs de Gwoza a été mis en œuvre avec quelque succès. Le but de ce programme n'est pas seulement de diminuer la densité de la population, mais aussi d'élever le niveau de vie social et économique de la population et d'éviter des troubles comme ceux qui ont eu lieu en 1950. La Mission de visite de 1952 a approuvé ce programme.

Les différends portant sur les terres sont fréquents dans le Territoire et, à plusieurs reprises, ont fait l'objet de pétitions au Conseil de tutelle. À sa onzième session, le Conseil a examiné une pétition de la Bamenda Improvement Association, qui avait trait à un différend déjà ancien entre les tribus des Widekums et des Balis; ce différend, qui avait pour objet une terre occupée par les Balis avant la venue de l'administration européenne, avait fini par provoquer une lutte ouverte entre les deux tribus. Dans la résolution<sup>810</sup> qu'il a adoptée au sujet de cette pétition, le Conseil a fait remarquer qu'une commission d'enquête avait été créée pour examiner les revendications des parties adverses et il a estimé qu'en attendant le résultat de l'enquête, la pétition n'appelait aucune mesure de sa part. Dans son rapport annuel pour 1952, l'Autorité administrante a signalé que cette affaire avait fait l'objet de deux enquêtes séparées, menées par deux commissions différentes. La première commission désignée conformément à la *Collective Punishments Ordinance* (ordonnance relative aux châtiements collectifs) avait imputé la responsabilité des désordres à trois fractions de la tribu des Widekums. En conséquence, le Gouverneur avait imposé à ces trois collectivités une amende de 10.000 livres sterling, dont 9.000 devaient servir à dédommager les Balis. L'Autorité administrante a déclaré que le versement de l'amende, calculée à raison d'un peu moins d'une livre sterling par adulte du sexe masculin, n'avait pas provoqué de difficulté grave. Un peu moins de cent personnes, déferées au tribunal de simple police sous l'inculpation d'incitation à la "guerre civile", ont été reconnues coupables et condamnées à des peines

diverses. La deuxième commission — celle que mentionne la résolution du Conseil — a estimé que les Balis avaient indiscutablement le droit d'occuper la terre qui faisait l'objet du litige et a recommandé qu'une enquête administrative, effectuée en consultant la population, établisse s'il fallait procéder à des rectifications de frontières pour installer les collectivités widekums; l'Autorité administrante a décidé que, dans ce cas, les Balis devraient recevoir des autorités publiques une indemnité pour la perte de leurs terres. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa treizième session, que l'enquête en question avait abouti à l'accord des parties sur beaucoup de points et qu'il serait sans doute possible de présenter au Gouverneur une solution d'ensemble en avril 1954.

Un deuxième différend de longue durée porte sur une revendication des Bakwéris, qui demandent que leur soient rendues des terres aliénées lors de l'administration allemande et occupées maintenant par les plantations de la Cameroons Development Corporation. Bien que l'Autorité administrante eût proposé un programme de réinstallation, qui a été approuvé par le Conseil de tutelle, le Bakweri Land Committee a maintenu sa revendication et refusé d'accepter le plan de réinstallation proposé. Néanmoins, le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, que la Bakweri Farmers' Union s'était déclarée prête à entamer des pourparlers au sujet des contestations mineures d'ordre foncier et à accepter des projets expérimentaux de réinstallation.

Au cours de ses entretiens avec des autochtones du Cameroun méridional, la Mission de visite a reçu des mémoires demandant que la *Land and Native Rights Ordinance*, considérée comme anachronique, fût abrogée et remplacée par une nouvelle loi foncière analogue à la *Native Land Acquisition Ordinance* en vigueur dans la région est de la Nigéria.

La Mission de visite a remarqué que l'érosion constituait dans le Territoire un problème grave et que l'Administration s'efforçait de l'enrayer en encourageant les fermiers à cultiver leurs terres selon les courbes de niveau et à planter des arbres d'ombrage. La Mission a attaché une grande importance à ces mesures et estimé que l'Administration devait persévérer dans ses efforts en apprenant sans relâche à la population les méthodes propres à combattre l'érosion et même, s'il le fallait, en édictant des règlements qui l'obligent à lutter contre ce fléau. L'Autorité administrante a fait remarquer à ce propos que la meilleure façon de faire promulguer des règlements de cette nature était d'agir sur les autorités indigènes, ce à quoi les administrateurs s'employaient dans les régions appropriées. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré au Conseil, à sa treizième session, que ces règlements seraient bientôt adoptés dans une grande partie de la province de Bamenda.

À sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, rappelant l'intérêt qu'il a porté aux difficultés économiques et sociales propres à la population bakwérie, note avec satisfaction qu'un groupe de fermiers bakwéris a créé une coopérative de production, et exprime l'espoir que de nouvelles mesures prises par l'Autorité administrante et le concours des membres de la tribu permettront la réinstallation et le relèvement effectifs des Bakwéris.*

<sup>810</sup> Résolution 620 (XI).

*Le Conseil, considérant que l'érosion du sol constitue dans le Territoire un problème grave, recommande que l'Autorité administrante invite les autorités locales compétentes à prendre des mesures pour la conservation du sol, et leur cite en exemple, le cas échéant, la décision des autorités de Bamenda qui ont édicté certains règlements pour que la culture en terrasses soit pratiquée dans une grande partie de la province.*

#### LA CAMEROONS DEVELOPMENT CORPORATION

La Cameroons Development Corporation est une société créée en 1947 par un acte législatif pour gérer les anciennes plantations allemandes dans l'intérêt de la population du Territoire sous tutelle. Depuis sa création, la Corporation a étendu régulièrement son activité; outre la production commerciale, elle entretient maintenant des hôpitaux, des dispensaires, des écoles et des institutions collectives destinés à ses employés ainsi que des installations portuaires et des moyens de communication.

Sur ses plantations, la Corporation produit principalement des bananes, du caoutchouc et des produits du palmier à huile. Au cours de l'année 1952, les exportations de bananes se sont élevées à 3.743.801 régimes, soit un peu plus que les 3.609.906 régimes de 1951. Un chiffre plus élevé aurait probablement été atteint si, au cours de l'année, des orages n'avaient causé de graves dommages. Autrefois, les bananes étaient vendues, sous contrat, au Ministère britannique du ravitaillement mais, vers la fin de 1952, le Ministère a fait connaître qu'il avait l'intention d'interrompre ses achats en gros et, depuis lors, la récolte a été vendue en vertu d'un accord passé avec une firme commerciale.

Le bilan de la Corporation pour 1952 indique un bénéfice d'exploitation de 689.843 livres sterling, dont environ 567.629 livres ont été consacrées à l'amortissement ou versées à une réserve pour investissements ultérieurs, ou encore affectées aux services sociaux en faveur du personnel (logements, services hospitaliers et scolaires). La Corporation verse au Gouvernement de la Nigéria l'impôt sur les sociétés calculé au taux de 9 shillings par livre, ce qui, avec les droits de douane, constitue environ le quart des recettes du Territoire sous tutelle.

Les excédents de bénéfices de la Corporation se sont élevés pour l'année 1952 à 51.108 livres sterling, soit légèrement moins qu'en 1951 (55.559 livres). La Corporation est tenue par la loi de mettre ces excédents à la disposition du Gouverneur de la Nigéria, qui les utilise dans l'intérêt des habitants du Territoire sous tutelle. Normalement, le Gouverneur affecte les sommes en question à l'exécution de plans de mise en valeur locaux, après avoir consulté les comités locaux compétents. Toutefois, en 1951 le principe de la consultation a été étendu et on a réuni, à cet effet, une conférence de personnalités représentatives du Territoire. Le Conseil de tutelle a bien accueilli cette nouvelle mesure à sa onzième session, et il a exprimé l'espoir que l'on poursuivrait les consultations de cette nature et que l'on élargirait la portée des débats, le cas échéant.

Le Conseil a appris à sa treizième session qu'à la suite des amendements constitutionnels proposés en 1954, les chefs de la région septentrionale avaient tendance à s'opposer à ce que l'on continuât d'affecter à cette région les excédents de bénéfices de la Cameroons Development Corporation, voulant ainsi éviter de

donner l'impression que le Cameroun méridional s'ingérerait dans les affaires politiques de la région septentrionale.

Le Conseil a eu pour préoccupation d'accroître au maximum la participation des indigènes à la gestion de la Corporation. A l'heure actuelle, le Conseil d'administration se compose de neuf membres, dont quatre sont des Africains, et l'Autorité administrante a fait savoir qu'elle avait l'intention, en temps utile, de remettre la gestion de la Corporation entre les mains de représentants choisis de la population indigène. A la suite d'une démarche faite auprès de la Mission de visite pour solliciter une participation plus grande du Cameroun au Conseil d'administration, l'Autorité administrante a fait savoir qu'elle avait l'intention d'augmenter le nombre des administrateurs camerounais aussi rapidement que possible, mais qu'il fallait tenir compte avant tout des capacités commerciales des intéressés, et c'était pourquoi la Corporation devait avoir, parmi ses administrateurs, un nombre suffisant de personnes ayant une expérience approfondie des questions d'administration et de commerce international. A la treizième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le nombre de membres autochtones de la Cameroons Development Corporation était passé de trois à quatre.

A l'égard de ses employés, la Corporation a adopté pour principe d'organiser des cours de formation pour permettre aux Africains d'accéder aux cadres supérieurs et, à cette fin, elle finance l'instruction et les bourses d'études de son personnel, ainsi qu'un plan général de bourses d'enseignement supérieur dont tous les Camerounais peuvent profiter. A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait recommandé de continuer à appeler les autochtones à des postes de responsabilité aussi rapidement que possible, et, à cette fin, d'établir dans toute la mesure du possible le programme des bourses d'études de manière à donner aux boursiers une formation commerciale et technique qui leur permettrait de prendre la direction de la Corporation. De décembre 1951 à juin 1952, cinq Africains ont été nommés dans les cadres supérieurs, et l'Autorité administrante a fait savoir que, conformément à la recommandation du Conseil, les bourses seraient à l'avenir limitées aux domaines suivants: médecine, infirmerie, comptabilité, mécanique, commerce et agriculture.

Dans une communication adressée à la Mission de visite de 1952, le syndicat des employés de la plantation de Likomba (dont l'exploitation a été concédée à une société britannique) a demandé que cette société rendit public le montant de ses bénéfices et l'utilise au profit du Territoire sous tutelle comme c'est le cas pour les excédents de bénéfices de la Corporation. L'Autorité administrante a fait savoir qu'il n'était pas possible de donner suite à cette demande, étant donné qu'il s'agissait d'une entreprise commerciale. Il n'en reste pas moins que son exploitation présente de grands avantages pour le Territoire, tant indirectement que par le paiement d'impôts et de droits de douane.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, affirmant de nouveau qu'il reconnaît l'importance du rôle que la Cameroons Development Corporation joue dans l'économie du Territoire et renouvelant son approbation antérieure des principes et de la politique de base de la Corporation, recommande que l'on continue à prendre toutes les mesures possibles*



pour hâter la formation du personnel autochtone afin que celui-ci puisse prendre une part de responsabilité toujours croissante aux travaux de la Corporation.

Le Conseil, ayant précédemment noté que la Cameroons Development Corporation avait été créée dans l'intérêt de l'ensemble du Territoire sous tutelle et ayant noté avec satisfaction et encouragé la pratique de l'Autorité administrante, qui consiste à répartir ses excédents de bénéfices après avoir procédé à des consultations sur toute l'étendue du Territoire, note la tendance que manifestent les représentants du Cameroun septentrional à refuser, pour des motifs politiques, toute répartition de ces fonds à l'avenir. Le Conseil invite l'Autorité administrante à le tenir parfaitement au courant de l'évolution de l'opinion publique à ce sujet.

#### FINANCES PUBLIQUES

En raison de son union administrative avec la Nigéria, le Cameroun n'a ni budget séparé ni dette publique indépendante. Toutefois, l'Autorité administrante fait figurer, dans ses rapports annuels, des estimations de plus en plus détaillées des recettes et des dépenses publiques. Cet exercice statistique, comme l'a qualifié l'Autorité administrante, a pris au cours des dernières années une importance pratique pour le Territoire puisqu'il a permis de créer un Fonds spécial de développement, grâce à l'excédent apparent des recettes sur les dépenses qui a été constaté chaque année depuis l'exercice financier 1948-1949; en outre, tant les recettes que les dépenses se sont accrues régulièrement comme il ressort du tableau suivant:

Années	Recettes	Dépenses (en livres sterling)	Excédents
1949-1950.....	1.045.000	880.000	165.000
1950-1951.....	1.145.000	1.061.000	84.000
1951-1952.....	1.410.000	1.357.000	53.000

Les principales sources de revenus sont les impôts directs, les impôts indirects et les droits de douane qui, en 1951-1952, ont produit 1.117.000 livres sterling. Sur ce chiffre, les droits de douane représentaient 527.000 livres sterling tandis que les impôts versés par les sociétés, y compris la Cameroons Development Corporation, s'élevaient à 501.000 livres sterling. Les impôts directs sont levés d'une part sous forme d'impôt individuel sur le revenu, que paient les personnes non assujetties à l'impôt indigène, les sociétés et les autochtones résidant à Lagos et d'autre part sous forme d'impôt indigène dont les autorités indigènes retiennent la majeure partie. Le taux de l'impôt indigène varie considérablement d'une région à l'autre; dans certains cas, il est levé à un taux uniforme; dans d'autres, on le calcule sur la base du revenu annuel des collectivités ou des particuliers, lorsqu'il est possible de le déterminer. Les impôts indirects comprennent principalement les taxes à l'importation et à l'exportation et les droits de régie frappant la bière et les cigarettes.

Le Fonds spécial de développement du Cameroun précité, auquel est versé l'excédent prévu des recettes sur les dépenses, a été doté en 1951 d'un versement initial de 350.000 livres sterling, augmenté d'une somme supplémentaire de 204.000 livres sterling prélevée sur l'excédent prévu de l'exercice 1950-1951. Depuis cette date, deux versements supplémentaires ont été faits, l'un de 148.911 livres sterling et l'autre de 150.000 livres. Le premier correspond aux bénéfices réalisés par la plantation de Likomba quand cette plantation était

administrée par le Séquestre des biens ennemis, la seconde étant une contribution du Colonial Development and Welfare Fund. Enfin, 47.000 livres sterling ont déjà été versées au titre de l'excédent probable de l'exercice 1951-1952.

Au titre du plan quinquennal du développement de la Nigéria (1951-1956) un crédit de 380.392 livres sterling a été ouvert pour la mise en valeur du Cameroun au cours des exercices 1951-1952 et 1952-1953. Ce nouveau plan qui est une version révisée du plan décennal de développement adopté en 1946 met l'accent sur les projets économiques et en particulier sur la construction de routes.

Comme on l'a déjà indiqué, la mise en valeur du Cameroun est également financée par les excédents de bénéfices de la Cameroons Development Corporation et par les subventions du Northern Regional Production Development Board et de l'Eastern Regional Production Development Board. La Mission de visite de 1952 a été saisie d'une proposition tendant à grouper ces deux organismes et le Fonds de développement du Cameroun et à en unifier la gestion. L'Autorité administrante a toutefois fait savoir qu'une telle solution était impossible étant donné que les fonds sont utilisés à des fins différentes.

Aux termes des dispositions constitutionnelles, les recettes du Territoire sont réparties entre le budget du gouvernement central et celui des autorités régionales. Les autorités indigènes ont en outre un budget propre et consacrent leurs crédits à des travaux et des services publics locaux. A sa sixième session, le Conseil de tutelle avait recommandé que l'Autorité administrante ne perdît pas de vue qu'il était souhaitable de maintenir un équilibre approprié entre les frais d'administration et les dépenses relatives aux services sociaux et autres services. Au cours des exercices 1950-1951 et 1951-1952, les recettes des autorités indigènes sont passées d'un total de 271.900 livres sterling à 318.100 livres sterling, montant qui, en 1952-53, a été porté à 337.200 livres sterling. Le total des dépenses pour 1951-52 s'est élevé à 250.800 livres sterling, dont 34.400 livres pour les dépenses d'administration, qui constituent le poste principal.

Le total des dépenses pour 1952-53 a été estimé à 285.500 livres sterling, les principaux postes s'établissant comme suit: administration, 36.800 livres sterling; enseignement, 35.300 livres sterling; services médicaux et santé publique, 25.400 livres sterling; travaux courants, 36.800 livres sterling; travaux exceptionnels, 39.300 livres sterling.

Au cours de la treizième session, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a informé le Conseil qu'il fallait s'attendre à un déficit dans les comptes du Territoire pour l'exercice financier 1953-1954, à la suite d'une réduction des impôts versés par la Cameroons Development Corporation en raison du dégrèvement auquel cette société a droit au titre des dépenses d'équipement. Cependant, on pouvait prévoir un relèvement notable pour 1954-1955.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### SITUATION GÉNÉRALE

Le représentant de la Chine a pris acte avec satisfaction de l'augmentation du revenu et des dépenses consacrées au développement du Territoire ainsi que



de l'effort accompli pour diversifier l'économie du Territoire, notamment des mesures visant à améliorer la culture du coton dans le nord et à stimuler la production de cacao et de café dans le sud.

Le représentant de l'Australie a estimé que le Conseil pourrait utilement relever les signes encourageants qui témoignaient des progrès accomplis en matière de développement économique et de diversification de la production du Territoire. Il a pris connaissance avec un intérêt tout particulier de l'essor des sociétés coopératives.

Le représentant de la Syrie a émis l'avis que le Conseil devrait recommander qu'une étude économique générale soit effectuée dans les plus brefs délais, de préférence en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées; les conclusions de cette étude serviraient de base pour l'établissement des plans de développement et de diversification économiques. Il a ajouté que, dans ces plans, un rôle considérable devait être réservé à la Cameroons Development Corporation dont la politique financière et les programmes de développement devaient être soigneusement harmonisés avec ceux du gouvernement. Il a souligné qu'il fallait s'attacher davantage encore à diversifier l'économie du Territoire et a émis l'avis qu'on pourrait prendre des mesures pour exploiter les forêts dans l'intérêt de la population.

Le représentant de l'Inde a déclaré que l'économie du Territoire reposait sur une base purement coloniale, en ce sens que la population était "employée à couper le bois et à puiser l'eau", à produire des matières premières destinées à l'exportation, et que ses moyens d'existence dépendaient notamment de la situation du marché des bananes. L'économie du Territoire souffrait d'un autre défaut fondamental, à savoir qu'elle était fonction de l'exportation d'un petit nombre d'articles primaires, produits par les habitants, mais écoulés par d'autres. Le représentant de l'Inde a insisté sur la nécessité de s'attacher à développer la capacité du Territoire à se suffire à lui-même au point de vue économique, notamment en encourageant les industries rurales secondaires qui pourraient tout particulièrement convenir aux travailleurs agricoles ou aux cultivateurs que frappait un chômage saisonnier. Pour que le Territoire pût être indépendant, il fallait qu'à l'avenir son économie devint moins vulnérable aux fluctuations de la consommation dans d'autres pays, ou aux mesures politiques que ces pays pourraient prendre. Il a ajouté qu'exception faite de la Cameroons Development Corporation il n'était pas douteux que des entreprises privées étrangères au Territoire réalisent des bénéfices considérables sur les matières premières que celui-ci produisait. Aucun moyen ne permettait de déterminer quelle partie de ces bénéfices était réinvestie dans le Territoire, ni dans quelle mesure les entreprises privées payaient les droits et les impôts qu'on exigerait d'elles dans leur propre pays. Le représentant de l'Inde a reconnu que ces entreprises étaient des employeurs éclairés; toutefois, ces questions n'avaient pas encore reçu de réponse.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les conditions de vie difficiles auxquelles était astreinte la population autochtone résultaient du fait que l'Autorité administrante exploitait le Territoire. L'économie du Territoire possédait toutes les caractéristiques classiques d'une économie coloniale: on développait la production des matières premières et on les dirigeait vers la métropole, qui était

la seule à les utiliser. Cette économie précaire était complètement aux mains de compagnies étrangères. Il existait une différence frappante entre les plantations des sociétés et celles des autochtones: les unes jouissaient de tous les avantages d'un outillage moderne alors que les autres étaient cultivées selon des méthodes primitives et pouvaient à peine assurer des moyens d'existence à leurs propriétaires.

Le représentant du Salvador a constaté avec satisfaction que la nouvelle réforme constitutionnelle entraînerait la création d'offices agricoles et commerciaux régionaux indépendants de ceux de la Nigéria.

Le représentant d'Haïti a estimé qu'une vie économique plus riche se manifestait par la diversification des produits agricoles et un début d'industrialisation.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a précisé qu'à la requête des autorités britanniques, une importante mission de la Banque internationale avait récemment effectué une étude économique de la Nigéria et du Cameroun. Il a fait entièrement sienne l'opinion selon laquelle il fallait s'attacher à développer le mouvement coopératif et les recherches agricoles, à fournir aux fermiers un outillage agricole et à former des agriculteurs. Les dirigeants politiques du Cameroun étaient bien décidés à redoubler les efforts déjà entrepris dans ce sens. Le représentant spécial a douté que le représentant de l'Inde eût une impression exacte de la situation économique du Territoire. Il était exact que la très faible partie de la production du Cameroun qui était exportée consistait uniquement en produits primaires et que, pour assurer à l'économie le degré d'équilibre souhaitable, il était indispensable de trouver de nouvelles occupations pour la population et de créer des petites entreprises nouvelles. A cet effet, l'Autorité administrante assurait une bonne formation professionnelle qui devait permettre de disposer bientôt d'artisans qualifiés. Mais le représentant spécial a souligné certains des aspects caractéristiques de la situation économique actuelle: seules, quelques propriétés de faible importance se trouvaient aux mains de deux entreprises privées; il n'y avait aucun planteur étranger; les bénéfices de la Cameroons Development Corporation, d'où provenait la majeure partie des exportations, étaient intégralement utilisés dans le Territoire à l'avantage de la population; le montant des capitaux exportés, à savoir les bénéfices des entreprises privées, après déduction de l'impôt payé par les sociétés au taux de 9 shillings par livre, était insignifiant par rapport à la valeur du produit national brut du Territoire. Des experts avaient récemment effectué une enquête sur le revenu national dans l'ensemble de la Nigéria et du Cameroun; ils avaient conclu que le montant des capitaux exportés de cette façon ne pouvait être supérieur à 1/2 pour 100 de la valeur du produit national brut. En déduisant le montant des impôts payés par la Cameroons Development Corporation pour l'exercice 1952-53 du montant total des recettes provenant des impôts payés par les sociétés pour cet exercice, le représentant spécial a établi que les impôts payés par les entreprises privées s'élevaient à 380.000 livres sterling environ et qu'en conséquence le bénéfice net de ces entreprises n'avait certainement pas dépassé de beaucoup 400.000 livres sterling. Cette somme représentait une fraction insignifiante de la valeur totale de la production du Territoire qui, sur la base de 20 livres sterling par habitant, moyenne fournie par la récente étude pour l'ensemble de la Nigéria et du Cameroun, devait être de l'ordre de 30 millions de livres sterling.

La valeur d'une seule des récoltes marchandes locales — à savoir le cacao cultivé comme produit secondaire dans les divisions de Victoria et de Kumba par les paysans adonnés aux cultures vivrières qui voulaient se procurer ainsi un supplément de revenus — équivalait à la moitié des bénéfices exportés du Territoire par les entreprises commerciales. C'était déformer les faits de façon extravagante que d'affirmer que les monopoles saignaient à blanc le Territoire dans l'intérêt du Royaume-Uni. Rappelant de nouveau l'étude sur le revenu national de la Nigéria et du Cameroun, le représentant spécial a déclaré que, si l'on considérait le Cameroun isolément, le pourcentage du produit national brut qui quittait le Territoire au bénéfice du Royaume-Uni ou d'autres pays était encore plus réduit que le pourcentage minime valable pour l'ensemble des deux Territoires, car, au Cameroun, plus de la moitié du commerce d'exportation était géré par une société publique qui ne distribuait pas de dividendes et qui remployait tous ses bénéfices dans l'économie du pays sous forme d'améliorations, de services sociaux et de dépenses directes faites dans l'intérêt de la population.

### COMMUNICATIONS

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction l'importance que l'Autorité administrante attachait au développement du réseau routier dans le Territoire, et il a exprimé l'espoir que les efforts qu'elle déployait dans ce domaine aboutiraient à des améliorations rapides.

Le représentant de l'Australie a constaté que la Mission de visite de 1952 avait particulièrement remarqué l'insuffisance du réseau routier; il a toutefois noté que l'Autorité administrante accordait une priorité absolue à la solution de ce problème.

Le représentant de la France a estimé que le problème des communications était fondamental, puisqu'il commandait le progrès dans tous les autres domaines. C'était là une tâche particulièrement ardue, en raison des conditions géographiques du Territoire. Le Conseil devait prendre acte avec satisfaction des efforts que fait actuellement l'Autorité administrante à cet égard.

### RÉGIME FONCIER

#### a) Observations générales

Le représentant de la Chine s'est félicité de voir que la Bakweri Farmers' Union avait créé une société coopérative, et il a exprimé l'espoir que l'esprit de coopération des Bakwéris permettrait de régler dans un proche avenir leur très ancien différend foncier.

Le représentant de la Belgique a souligné qu'il convenait de prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre l'érosion du sol, qui posait un grave problème au Territoire. A son avis, on ne saurait trop attirer l'attention de l'Autorité administrante et des autorités autochtones compétentes sur l'importance de la conservation du sol.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'économie du Territoire était caractérisée par une large application de la pratique qui consistait à aliéner les terres des habitants autochtones en faveur des monopoles. Une bonne partie des terres avait été cédée à la Cameroons Development Corporation (plus de 100.000 hectares) et à d'autres sociétés (14.000 hectares), à des missions (1.600 hectares) et à des colons européens (1.600 hec-

tares), ou avait été aliénée sous prétexte de créer des réserves forestières. La situation des habitants autochtones s'aggravait du fait qu'ils étaient privés de leurs terres les plus fertiles. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que, jusqu'à présent, le Conseil n'avait pris aucune mesure pour donner suite aux requêtes justes et légitimes de la tribu des Bakwéris et d'autres tribus, qui demandaient la restitution des terres aliénées. Etant donné que l'une des fonctions les plus importantes du Conseil était de défendre les intérêts des autochtones, il devait adopter les dispositions et les mesures propres à assurer le retour des terres aliénées aux habitants du Territoire et à empêcher, à l'avenir, l'aliénation de ces terres sous quelque forme que ce fût.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a rappelé, pour mettre en relief les efforts déployés pour lutter contre l'érosion du sol, que l'Administration, aidée par la propagande faite par la Mission d'enquête de la Banque internationale, avait récemment réussi à faire adopter des règles relatives à la culture en terrasses à l'intention d'une grande partie de la province de Bamenda; il a exprimé l'espoir que cet exemple serait bientôt suivi dans d'autres provinces. Le représentant spécial a précisé que rien ne permettait d'affirmer que l'on procédait, dans le Territoire, à des aliénations considérables de terres en faveur d'étrangers ou de firmes commerciales. La surface des terres libres que possédaient les firmes commerciales n'était que d'environ 105 kilomètres carrés, soit environ la millième partie des terres du Territoire. Il était inexact de dire que la constitution de réserves forestières par l'Administration autochtone ou le gouvernement représentait une aliénation dans une acception quelconque du terme. La terre des réserves forestières en question n'était pas aliénée; les arbres qui y croissaient étaient protégés de la destruction, dans l'intérêt futur des habitants qui la possédaient. La seule critique que le Conseil eût faite jusqu'ici à cet égard était que l'on n'avait pas encore suffisamment étendu les réserves. Le représentant spécial a également déclaré que le Conseil savait que l'on ne pouvait aucunement reprocher à l'Administration le retard qui se produisait dans le règlement des difficultés qui s'opposaient au relèvement social des Bakwéris.

#### b) Le différend entre les Balis et les Widekums; les sanctions collectives

Le représentant de l'Inde, parlant de l'application de la *Collective Punishments Ordinance* lors du différend entre les Balis et les Widekums, a dit que la notion de châtimement collectif était répréhensible à tous égards, car elle entraînait la punition des innocents comme celle des coupables, et s'écarterait des principes juridiques qui exigeaient la découverte de la culpabilité et la reconnaissance de l'innocence. Le représentant de l'Inde, s'inspirant de l'expérience de son propre pays, a rappelé que le principe des amendes collectives, lorsqu'on l'a adopté, pouvait s'appliquer à bien d'autres domaines et, dans certaines circonstances, conduire au règne de la terreur. D'après lui, le système en question n'était pas conforme aux principes de la Charte des Nations Unies; il constituait une violation des droits de l'homme et était totalement contraire à la législation de l'Autorité administrante et même au droit tribal. En outre, le différend entre les Balis et les Widekums provenait sans aucun doute de difficultés économiques et sociales que l'on ne pouvait pas résoudre par des moyens répressifs. Il fallait éliminer la cause de l'agression,

c'est-à-dire résoudre le problème des terres. Le représentant de l'Inde a répété que le châtiment collectif était un principe barbare en soi, et qu'il pouvait, en cas d'agitation politique, devenir un moyen d'action politique.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a indiqué qu'en vertu de la *Collective Punishments Ordinance*, le Gouverneur de la Nigéria, dans certains cas précis, en particulier lorsque l'ensemble de la population dissimulait les éléments de preuve concernant des infractions collectives, était habilité à ordonner une enquête, à la suite de laquelle il pouvait imposer une amende collective à la communauté coupable. Cette amende avait un caractère répressif, mais, le cas échéant, on pouvait utiliser son produit en tout ou en partie pour dédommager les personnes lésées. Le représentant spécial a reconnu que cette méthode, si on l'employait dans une société normalement développée, serait une négation des principes judiciaires anglais, étant donné que l'innocent risquait d'en pâtir autant que le coupable. Pour cette raison, on y avait recours très rarement et en faisant preuve de la plus grande prudence, après que le Conseil exécutif et le Conseil des ministres en avaient discuté en détail. Le représentant spécial n'a pu se remémorer qu'un seul cas d'amende collective dans le Territoire sous tutelle. En fait, cette méthode serait impropre et même déplacée dans une société civilisée; cependant, dans les régions primitives, elle offrait parfois le seul moyen pratique de corriger le mal. Lorsqu'une tribu primitive avait attaqué une tribu voisine, il était fort probable qu'elle dissimulerait toutes les preuves de sa culpabilité et empêcherait ainsi de mener à bonne fin toute enquête sur la participation individuelle, parce que son opinion publique n'avait vu aucun mal dans l'action criminelle qui avait été entreprise. Dans de tels cas, il semblait que la seule façon de protéger l'ordre public — en montrant que le crime ne payait pas — et d'indemniser ceux qui avaient été lésés par la faute des agresseurs fût de punir collectivement ces agresseurs. L'ambiance de sentiment patriotique mal placé qui régnait au sein du groupe coupable prouvait que le recouvrement de l'amende collective n'avait certainement pas été la conséquence d'une erreur judiciaire. Pour obtenir des Balis qu'ils continuent à rester calmes et à vivre en paix jusqu'à ce que la justice ait décidé de la question, il avait fallu prendre la seule mesure vraiment équitable, c'est-à-dire donner à cette tribu la certitude que le gouvernement la protégerait contre toute nouvelle attaque et veillerait à ce que les crimes qui avaient déjà été commis contre elle ne restent pas impunis, et à ce qu'elle reçoive une indemnité. Lorsque la police avait commencé son enquête, il était tout à fait évident que la population widekum, obéissant aux règles rigides du comportement primitif des tribus, cachait, dans une grande mesure, les preuves de sa culpabilité. Le Gouverneur avait dû se résigner, après avoir examiné la question avec le Conseil des ministres, à ordonner la convocation d'une commission au titre de la *Collective Punishments Ordinance*. Cette commission, après une enquête approfondie, avait conclu que la responsabilité des désordres en question incombait entièrement à trois groupes de la population widekum. Elle avait constaté que cette population avait réussi à faire disparaître les preuves de ses agissements au moment où l'on allait procéder à l'enquête sur les désordres et, qu'en raison de sa conduite, il avait fallu envoyer sur place des renforts de troupes et de police. Sur la recommandation de cette commission, le Gouver-

neur avait frappé les collectivités en cause d'une amende de 10.000 livres. Elles avaient payé l'amende sans grandes difficultés, et depuis un certain temps les deux tribus étudiaient dans le calme, avec le Résident, les conditions d'un règlement durable; c'était là un résultat satisfaisant qui, de l'avis du représentant spécial, n'aurait pu se produire si l'on n'avait pas eu recours aux dispositions de la *Collective Punishments Ordinance*.

#### LA CAMEROONS DEVELOPMENT CORPORATION

Le représentant de la Chine a constaté qu'afin d'accroître la participation des autochtones à la gestion de cette société, il convenait avant tout de favoriser l'acquisition, par les intéressés, des connaissances et de l'expérience nécessaires; aussi a-t-il invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à hâter la formation de personnel autochtone à cette fin. Il a exprimé l'espoir que le nombre des membres camerounais du conseil d'administration de la Corporation augmenterait progressivement.

Le représentant de la Syrie a suggéré que l'un des premiers actes du nouveau Gouvernement du Cameroun méridional devrait être de procéder à un nouvel examen du rôle que joue la Corporation dans la vie du Territoire, et de prendre les mesures nécessaires pour aligner sa gestion financière et ses plans de mise en valeur sur ceux du gouvernement, en soumettant, le cas échéant, sa politique au contrôle gouvernemental. Il a suggéré, en outre, au Conseil d'exprimer l'espoir que, dans le cadre des dispositions constitutionnelles nouvelles, les bénéfices de la Corporation seraient consacrés, comme par le passé, au bien-être de l'ensemble du Territoire, et non pas seulement de sa partie méridionale.

Le représentant de l'Inde a rendu hommage à l'œuvre de la Corporation, dont les efforts dans le domaine du développement économique ont été bien orientés. Il a formulé l'espoir qu'au cours des années à venir la participation croissante des Camerounais au fonctionnement de cette société permettrait d'appliquer progressivement les principes d'autonomie et d'association à la fois sur le plan industriel et sur le plan national.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'activité de la Corporation, au lieu de viser à faire progresser le Territoire sous tutelle, avait pour objectif l'approvisionnement de la métropole en matières premières agricoles. Sur les 623.000 livres sterling de bénéfices accumulés par cet organisme en 1951, moins d'un dixième avait été affecté au Fonds de développement du Territoire. Il a cité des passages du rapport de la Mission de visite de 1952 afin de montrer que la Corporation accentuait son emprise sur la vie économique et politique du Territoire et qu'il était parfois difficile de faire le départ entre ses fonctions et celles du gouvernement; il a comparé son rôle à celui que joue, dans certains pays d'Amérique centrale, l'United Fruit Company.

Le représentant du Salvador a souligné l'influence considérable que la Cameroons Development Corporation exerçait directement sur tous les aspects de la vie du Territoire, et a jugé très encourageante l'expansion de son activité, guidée et secondée par l'Administration. La délégation du Salvador s'est bornée à suggérer qu'il conviendrait de répartir les bénéfices réalisés par la Corporation aussi équitablement que possible entre les régions septentrionale et méridionale du Territoire.

Selon le représentant spécial de l'Autorité administrante, il était préférable, pour la suite à donner à la suggestion selon laquelle les bénéfices de la Cameroons Development Corporation devraient continuer à être affectés au Cameroun septentrional aussi bien qu'au Cameroun méridional, d'attendre que les électeurs se fussent prononcés sur la question. D'après les renseignements les plus récents dont il avait eu connaissance, les habitants de la partie septentrionale du Territoire, au cours de réunions publiques, se seraient déclarés disposés à renoncer désormais à se voir affecter des crédits provenant des bénéfices de la Corporation, voulant ainsi éviter de donner l'impression que le Cameroun méridional s'ingérerait dans les affaires politiques de la région septentrionale.

#### FINANCES PUBLIQUES

Le représentant de la Syrie a noté que les recettes budgétaires de l'exercice en cours se ressentiraient sérieusement de la diminution des rentrées, due à l'exonération dont devait bénéficier la Cameroons Development Corporation en matière d'impôt sur les réserves en capital; il a jugé, en conséquence, qu'il devait être possible de demander à la Cameroons Development Corporation de répartir sur une période plus longue la constitution des réserves destinées aux dépenses d'équipement, ou même de faire appel à l'emprunt, de manière à amortir la répercussion de ce dégrèvement sur les finances publiques du Territoire.

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'il regrettait que les droits de douane constituent près de la moitié des recettes budgétaires du Territoire, ce qui transformait l'administration du pays en une opération commerciale pure et simple. Sans estimer que les Nations Unies soient en droit d'attendre de l'Autorité administrante qu'elle trouve les ressources financières nécessaires pour la mise en valeur du Territoire, le représentant de l'Inde a souligné que le fardeau des droits de douane retombait, en fin de compte, sur le consommateur, et qu'il serait plus conforme à la logique d'imposer directement ce dernier. Rien ne permettait de croire que le revenu par habitant ou l'incidence de l'impôt dussent rester à leur niveau actuel.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le système de l'impôt de capitation était absolument injuste, car il ne tenait compte ni de la situation de fortune, ni de la capacité de paiement du contribuable. L'Autorité administrante devrait, à son avis, prendre toutes mesures utiles pour substituer à ce système un mode d'imposition sur le revenu qui tiendrait compte des facteurs précités.

Il n'est pas exclu, a déclaré le représentant spécial de l'Autorité administrante, qu'à un certain stade de l'évolution de la société il devienne possible de mettre en pratique la théorie selon laquelle il faut demander la totalité des ressources budgétaires à l'impôt sur le revenu, au lieu de percevoir une partie des recettes au moyen de droits sur les importations et les exportations. Mais dans la situation qui caractérise actuellement la majeure partie du monde libre, les droits de douane semblent être un procédé raisonnable, commode et, en fait, inévitable, d'alimenter le Trésor et de diriger les fluctuations de la consommation dans l'intérêt de la collectivité. En l'espèce, il ne pensait pas que le gouvernement représentatif de la Nigéria pût prendre sérieusement en considération une recommandation tendant à

supprimer les droits de douane. En outre, la politique fiscale de l'Administration tendait à transformer la capitation en un système d'impôt progressif sur le revenu, et l'application de ce système aux particuliers s'effectuait à un rythme lent mais régulier, à mesure que certains éléments de la population dépassaient le stade de l'économie agricole de subsistance et commençaient à percevoir des revenus en espèces qu'il était possible de contrôler.

#### IV. — PROGRES SOCIAL

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### GÉNÉRALITÉS

L'Autorité administrante a déclaré que le Gouvernement de la Nigéria, pour améliorer la situation sociale de la population autochtone du Territoire sous tutelle, s'efforce surtout d'élever le niveau de vie. Les principaux organismes publics sont le département médical et le département du travail du Gouvernement de la Nigéria. Les œuvres missionnaires bénévoles sont également très actives dans le domaine social. Dans le Cameroun méridional, on signale que les associations de village, de ville et de tribu, dont l'influence ne cesse de croître, s'intéressent à tous les aspects de la vie sociale, des différends entre particuliers et entre collectivités locales à la politique nigérienne, en passant par l'hygiène locale et l'enseignement. Cependant, il n'existe ni services officiels, ni organisations bénévoles qui s'occupent exclusivement des questions sociales, car, selon l'Autorité administrante, le soin de veiller sur les vieillards, les indigents, les orphelins, les veuves, les invalides, les épileptiques, les infirmes et les délinquants incombe à la famille et aux amis des intéressés. Etant donné qu'il n'existe pas de grandes agglomérations de population mêlée, l'Autorité administrante juge qu'une législation spéciale sur la sécurité et l'assistance sociales ne s'impose pas.

##### CONDITION DE LA FEMME

La femme exerce une influence considérable dans la société où elle participe à la vie publique et aux affaires. C'est ainsi que, dans la province de Bamenda, des femmes ont été élues aux conseils fédéraux, tandis que la majorité des tribunaux indigènes comptent au moins une femme parmi leurs juges. Néanmoins, l'attitude traditionnelle envers la femme est encore très répandue; la polygamie est une coutume bien établie et les groupes non musulmans admettent "le prix de la mariée".

A sa onzième session, le Conseil de tutelle, notant que l'Autorité administrante s'attachait à améliorer la condition de la femme, lui avait recommandé de poursuivre les efforts qu'elle faisait en ce sens. En réponse à cette recommandation, l'Autorité administrante a souligné qu'elle abordait le problème selon les principes indiqués par la Mission de visite de 1949 dans son rapport, à savoir que le meilleur moyen de modifier des traditions et pratiques indésirables n'était pas de légiférer, mais de faire en sorte que les femmes elles-mêmes souhaitent ce changement et que, pour le moment, le rôle du gouvernement devait être de garantir à la femme le droit d'abandonner ou de rejeter ces pratiques indésirables.

En signalant que cette politique commençait à porter ses fruits, l'Autorité administrante a mentionné, à titre d'exemple, les préoccupations qu'inspirait la prostitution



sur les plantations au Bakweri Women's Party qui a également adressé à la Mission de visite de 1952 une plainte à ce sujet. La Mission a estimé que le problème de la prostitution était en partie lié à celui des lourdes charges financières qui, du fait de la coutume de la dot payée par le mari, incombaient souvent aux travailleurs qui voulaient prendre femme. La Mission a pensé qu'il convenait d'étudier les mesures à prendre pour alléger ces charges, et prévoir par exemple des avances de salaire pour le paiement de la dot; il fallait aussi envisager la possibilité de réglementer la présence des jeunes filles dans les camps de travail. Tout en estimant que la prostitution dans les régions de plantations disparaîtrait si le mouvement d'opinion qui la condamnait suivait l'amélioration du niveau de vie des travailleurs, l'Autorité administrante a souligné qu'en attendant la fin de l'enquête sur les conditions sociales qui accompagnent le système des plantations — enquête qui se poursuit actuellement sous les auspices de l'Institut de l'Ouest Africain pour les recherches sociales et économiques — et pour faire face aux difficultés les plus pressantes, elle était en train de prendre des mesures provisoires, par exemple d'augmenter le nombre des logements familiaux pour travailleurs mariés et d'améliorer les services sociaux de la Cameroons Development Corporation.

Un autre exemple donné par l'Administration et qui, selon elle, indique que les femmes commencent à s'intéresser à la politique, est le désir qu'elles ont exprimé, dans le Cameroun méridional, de prendre part aux élections à la Chambre d'assemblée de la région est; d'après l'Autorité administrante, elles en ont le droit à condition qu'elles paient des impôts.

L'Autorité administrante a constaté en outre chez les hommes une tendance à entreprendre les travaux agricoles pénibles effectués exclusivement jusqu'ici par les femmes: ce serait un fait capital, puisque les travaux agricoles ne laissent guère à la femme le temps ou l'énergie de contribuer personnellement au progrès social.

L'Autorité administrante a déclaré que, dans la division de Victoria, ainsi que dans les districts de l'Adamawa, l'œuvre sociale du Département médical avait non seulement été efficace, mais encore avait amené les femmes à comprendre combien ces questions présentaient d'intérêt pour elles. Dans le Cameroun méridional, il existe douze centres d'enseignement ménager et un centre de formation pour institutrices. L'Institut féminin de Bamenda continue de se développer. La Cameroons Development Corporation organise dans ses écoles des cours d'enseignement ménager et, en 1952, elle a accordé sept bourses d'études spéciales à des jeunes filles. Une Camerounaise étudie l'économie ménagère dans le Royaume-Uni et deux y poursuivent leurs études d'infirmières.

Quant aux mariages d'enfants, dont le Conseil, à sa onzième session, avait recommandé la suppression progressive, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle continuait à en préconiser la suppression et que la coutume était incontestablement en voie de disparition.

#### SERVICES MÉDICAUX ET SANTÉ PUBLIQUE

Les services médicaux dont dispose le Territoire sous tutelle sont fournis par le Département médical du Gouvernement de la Nigéria, les autorités indigènes, les missions religieuses et la Cameroons Development Corporation. Le besoin d'installations médicales et sani-

taires supplémentaires n'a pas cessé de préoccuper le Conseil de tutelle qui, à sa onzième session, a prié instamment l'Autorité administrante de poursuivre activement le développement de ces services, particulièrement dans la partie septentrionale du Cameroun. En outre, la Mission de visite a reçu plusieurs mémoires contenant des demandes analogues.

L'Autorité administrante a signalé les progrès accomplis en 1952 par rapport à 1951. Les crédits consacrés aux services médicaux ont atteint le chiffre sans précédent de 141.000 livres sterling, soit une augmentation de 18.000 livres. En 1952, le personnel médical du territoire comprenait 16 médecins et chirurgiens diplômés, 26 infirmières diplômées et 77 infirmières africaines qualifiées, soit un médecin, 8 infirmières diplômées et 27 infirmières africaines qualifiées de plus qu'en 1951. L'effectif total était de 385 personnes contre 435 en 1951, la réduction portant surtout sur les postes de techniciens subalternes.

Pour ce qui est des établissements sanitaires, l'Autorité administrante a déclaré que le Cameroun méridional disposait en 1952 de 6 hôpitaux publics (371 lits), d'un hôpital de mission (69 lits), de 5 hôpitaux de la Cameroons Development Corporation (355 lits), de 3 hôpitaux de l'United Africa Company (34 lits), de 6 maternités de mission, de 6 services ruraux de consultation, de 58 dispensaires (22 administrés par les autorités indigènes et 31 par la Cameroons Development Corporation), d'un centre de traitement de la lèpre, d'un groupe médical mobile et d'un groupe pour le traitement de la maladie du sommeil. Par rapport à 1951, ces chiffres représentaient une augmentation d'un hôpital, d'un dispensaire et de 77 lits d'hôpital. On envisage d'installer une colonie de lépreux sur la frontière qui sépare les divisions de Kumba et de Mamfe.

En 1952, le Cameroun septentrional était desservi en partie par des institutions qui se trouvent dans la Nigéria: 6 hôpitaux (à Maiduguri, Lassa, Yola, Wukari et Mkar), 8 dispensaires et 2 groupes médicaux mobiles. Dans le Territoire sous tutelle lui-même, il existait 15 dispensaires administrés par les autorités indigènes, dont 8 dans les districts de l'Adamawa et les autres dans la division de Dikwa, soit 2 de plus qu'en 1951. Les missions religieuses possédaient 5 dispensaires, soit 2 de plus qu'en 1951, et elles administraient également une maternité et 3 centres de traitement de la lèpre. Au cours de l'année, 2 hôpitaux ont été agrandis à Yola et à Lassa, dans la Nigéria; en outre, 3 nouveaux dispensaires (dont 2 administrés par les missions religieuses à Bulak et un par l'Administration indigène à Michika) ont été ouverts, tous dans le Cameroun septentrional. Un établissement devant servir à la fois de dispensaire et de centre d'assistance était en voie d'achèvement à Sugu. Un médecin du gouvernement a été affecté à Bama pour une partie de l'année et une infirmière visiteuse du gouvernement, dont l'activité a vivement frappé la Mission de visite, s'est occupée de la protection maternelle et infantile dans les districts de l'Adamawa. En outre, un nouvel hôpital a été achevé, en 1953, à Mubi.

La Mission de visite s'est assez longuement étendue sur les services médicaux dans les diverses régions du Territoire sous tutelle. Dans ses observations générales, elle a déclaré que, si les services médicaux de la province du Cameroun étaient plus développés que ceux des autres parties du Territoire, c'était avant tout grâce à l'action de la Cameroons Development Corporation.



Elle espérait qu'il y aurait de nouveaux progrès et qu'ils porteraient également sur le reste du Territoire. Néanmoins, la Mission, dont l'Autorité administrante a approuvé en général les conclusions, a constaté qu'il existait de nombreux secteurs isolés où le manque de routes nuisait au développement des services médicaux. La Mission a constaté en outre que le paludisme, le trachome et la syphilis étaient très répandus parmi les populations du Cameroun septentrional, notamment dans les districts de l'Adamawa et dans la division de Dikwa. Dans cette division, la Mission a eu l'impression que les autochtones ne se rendaient pas encore volontiers dans les dispensaires, bien que les autorités indigènes se préoccupassent vivement d'accroître le nombre des établissements sanitaires. De l'avis de la Mission, étant donné que la syphilis était très fréquente parmi les Peuls, il fallait s'efforcer, énergiquement et sans relâche, d'amener le plus grand nombre possible de malades à se faire traiter. La Mission a reçu plusieurs mémoires dont les auteurs demandaient l'intensification de la lutte contre la variole, le pian et la lèpre.

Etant donné qu'il n'existe pas de registres d'état civil, l'Autorité administrante n'est pas en mesure d'indiquer les principales causes de décès. Les statistiques sanitaires et épidémiologiques sont trop sommaires pour être satisfaisantes; cependant l'Administration estime qu'il est impossible de les améliorer étant donné le degré actuel d'évolution du Territoire. Le Conseil, tout en reconnaissant combien il est difficile de recueillir les données voulues, a demandé des indications sur le taux et les causes de la mortalité infantile, mais l'Autorité administrante regrette de ne pas encore être à même de donner des renseignements vraiment utiles.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant les améliorations apportées pendant la période considérée aux services médicaux et sanitaires, notamment l'augmentation du nombre des services hospitaliers et des dispensaires, l'institution d'une campagne organisée de lutte contre la lèpre et l'accroissement des dépenses au titre des services médicaux et sanitaires, estime néanmoins que, pour faire face aux besoins du Territoire, l'Autorité administrante doit redoubler d'efforts pour développer les services médicaux, particulièrement dans le Cameroun septentrional; enfin, le Conseil recommande à l'Autorité administrante d'encourager les représentants du Cameroun, tant dans le nord que dans le sud, à envisager sérieusement des moyens de créer des recettes supplémentaires afin d'augmenter le montant des crédits affectés aux services médicaux.*

#### NIVEAU DE VIE: MAIN-D'ŒUVRE

Il n'existe pas d'études sur le coût de la vie et le niveau de vie pour l'ensemble du Territoire, à l'exception d'un indice des prix de détail des denrées locales à Victoria et à Buea, et d'une enquête sur le revenu national de la Nigéria effectuée en 1951 et 1952.

Les conditions de vie du Territoire ont paru primitives à la Mission de visite de 1952; dans sa partie septentrionale, notamment, le Cameroun n'a pas encore dépassé le stade de l'économie de subsistance. La principale exception est celle des travailleurs des plantations de la région sud; l'Autorité administrante a fait observer au Conseil que ces travailleurs se trouvaient dans une situation beaucoup plus favorable que les autres

groupes de la population, que leur état de santé était bien meilleur que dans l'ensemble du Territoire et qu'ils souffraient beaucoup moins des maladies provoquées par la carence alimentaire.

Toutefois, la main-d'œuvre salariée ne constitue qu'une petite minorité de la population. En 1952, sur un total de 37.000 salariés, 27.300 travaillaient dans l'agriculture, et plus particulièrement sur les plantations. La plupart de ces derniers venaient de l'extérieur du Territoire sous tutelle ou de régions éloignées du Cameroun méridional. Sur les 25.569 ouvriers des plantations de la Cameroons Development Corporation, par exemple, 5.508 venaient de la Nigéria et d'autres régions et 2.115 du Cameroun sous administration française. Environ 27 pour 100 de la main-d'œuvre employée par la Corporation était originaire des régions de pâturage du Bamenda. De l'avis de l'Autorité administrante, la vie dans les villages n'a pas été sérieusement perturbée par la migration de la main-d'œuvre vers les plantations. Cependant, les problèmes sociaux nombreux et difficiles qui résultent de la concentration d'une importante main-d'œuvre sur les plantations font l'objet d'une étude anthropologique entreprise par des experts à l'occasion de l'enquête sociale et économique sur les plantations qui a déjà été mentionnée.

En 1952, il y avait dans le Territoire 6 syndicats, dont les deux plus importants étaient le Syndicat des ouvriers de la Cameroons Development Corporation et le Syndicat des ouvriers de la société Elders and Fyffes (ou Syndicat des ouvriers de la plantation de Likomba) qui comptaient respectivement 17.000 et 3.000 adhérents. Un petit nombre de salariés appartenaient aux quatre autres syndicats des employés des services publics, et notamment au Syndicat général des travailleurs du Cameroun, nouvellement constitué.

Deux des syndicats les plus importants et quatre de leurs dirigeants ont été frappés d'une amende en 1952 pour ne pas avoir adressé de rapports au Service d'immatriculation des syndicats, conformément aux dispositions de l'ordonnance relative aux syndicats.

En 1952, il y a eu cinq conflits du travail importants, qui ont intéressé 5.825 ouvriers des plantations et entraîné la perte de 51.710 journées de travail. Il ressort des renseignements communiqués par l'Administration que la principale raison des trois plus importants conflits a été le niveau des salaires. Le plus grave de ces conflits (provoqué par des questions de salaires et par d'autres questions) a entraîné une grève de vingt jours en 1952, à laquelle ont participé tous les ouvriers payés à la journée de la société Elders and Fyffes, Ltd. à Tiko, soit 3.068 travailleurs.

A des sessions précédentes, le Conseil avait recommandé une augmentation des salaires et il avait constaté que certaines augmentations avaient été effectuées. En août 1952, la Cameroons Development Corporation et la société Elders and Fyffes, Ltd., ont annoncé que les nouveaux taux des salaires pour l'ensemble de la main-d'œuvre avaient été fixés de 2 shillings 4 pence à 2 shillings 8 pence par jour, à compter du 1er septembre (alors que le minimum en vigueur variait de 2 shillings 3 pence à 2 shillings 7 pence), mais à la même date, une prime de régularité de 6 shillings par mois était supprimée. Le syndicat des ouvriers de la Cameroons Development Corporation a fait savoir à la direction que les nouveaux taux et les nouvelles conditions étaient inacceptables et que, si l'on n'aboutissait pas à un accord avant la fin de novembre, tous

les ouvriers feraient grève. Au cours des négociations avec les ouvriers, la Corporation a accepté de rétablir la prime de régularité, mais cette offre a été rejetée par le syndicat qui a déclaré qu'il y avait conflit du travail. Sous la direction d'un arbitre du gouvernement, le conflit a été réglé dans les conditions ci-après : acceptation des nouveaux tarifs, qui seraient appliqués à dater du 1er avril 1952 ; institution au 1er janvier 1953 d'une nouvelle prime de régularité de 2 shillings, payable pour douze jours de travail par demi-mois civil et versement d'une somme supplémentaire de 2 shillings lorsque l'intéressé aurait obtenu la prime pour les deux demi-mois ; vente d'articles de premières nécessité aux ouvriers ayant obtenu la prime de régularité, à des prix devant être fixés tous les six mois d'un commun accord par la direction et le syndicat.

En attirant à nouveau l'attention, dans son rapport de 1952, sur le problème soulevé par la nécessité d'améliorer la direction des syndicats, l'Autorité administrante a déclaré que, si la direction des syndicats s'était sensiblement améliorée, les progrès étaient faibles dans le domaine de l'organisation syndicale, qu'il restait encore beaucoup à faire pour améliorer les méthodes de négociation des contrats collectifs et que le fait que les employés et les employeurs voulaient tenir compte des leçons de l'expérience devrait permettre une nouvelle amélioration des rapports entre ces deux groupes.

La Mission de visite de 1952 a constaté que, d'une manière générale, les relations entre la main-d'œuvre et les employeurs étaient satisfaisantes. Elle a reçu des communications dans lesquelles le syndicat des ouvriers de la Cameroons Development Corporation et le syndicat des ouvriers de la plantation de Likomba demandaient que les dirigeants et les membres des syndicats reçoivent une formation et bénéficient de bourses d'études. Le premier de ces syndicats a aussi demandé une représentation plus large, notamment au conseil d'administration. Le deuxième syndicat a demandé en outre la création d'un tribunal du travail et de conseils consultatifs de la main-d'œuvre, l'amélioration du niveau de vie, qu'il serait possible de réaliser en amenant un plus grand nombre d'entreprises maritimes et commerciales à s'installer dans le Territoire, et enfin une enquête sur les conditions de travail et les conditions de vie au Cameroun.

En commentant ces demandes, l'Autorité administrante a signalé que le personnel des deux syndicats, qui recevait périodiquement la visite d'un inspecteur des syndicats, désigné par le gouvernement pour donner des conseils et s'occuper de la formation professionnelle des syndicalistes, pouvait obtenir des bourses du gouvernement ; que le syndicat des ouvriers de la Cameroons Development Corporation pouvait aussi profiter des bourses et des cours de formation donnés par cette société ; qu'il ne fallait pas confondre l'idée qu'il serait souhaitable de créer des commissions mixtes entre employés et employeurs avec l'idée que les représentants des syndicats devraient être nommés à des fonctions de direction ; que la question d'attirer dans le Territoire un plus grand nombre d'entreprises maritimes et commerciales n'était pas du ressort de l'Administration, et que l'on procédait actuellement à une enquête économique et sociale sur le système des plantations.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil, notant avec satisfaction que, dans son rapport annuel pour 1952, l'Autorité administrante a*

*exposé avec plus de détails que dans ses rapports précédents la situation en matière de coût de la vie et de salaires, exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à donner, dans ses prochains rapports, tous renseignements utiles sur ces sujets. En outre, le Conseil espère que l'Organisation internationale du Travail portera à sa connaissance tous les renseignements pertinents dont cette institution pourra disposer, notamment en matière de salaires réels.*

#### CHÂTIMENTS CORPORELS

Pour certains délits tels que le viol ou le vol accompagné de voies de fait, la Cour suprême et les tribunaux de simple police peuvent infliger la peine du fouet dont l'Assemblée générale et le Conseil, depuis sa quatrième session, ont recommandé l'abolition complète. La peine du fouet peut être infligée également à la discrétion du tribunal à tout individu du sexe masculin, âgé de moins de 17 ans. L'Autorité administrante a signalé au Conseil qu'en 1952, deux adolescents seulement avaient été condamnés à des châtiments corporels. En 1951, un adulte et 17 adolescents avaient été condamnés à la même peine.

L'Autorité administrante a signalé aussi que les tribunaux autochtones du Territoire ne pouvaient infliger de châtiments corporels qu'aux adolescents. En 1952, les tribunaux des districts de l'Adamawa ont prononcé 28 condamnations de cet ordre, contre 71 en 1951, dont 65 contre des habitants des districts de l'Adamawa.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### GÉNÉRALITÉS

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer qu'il était étonnant que l'Autorité administrante eût laissé à la Cameroons Development Corporation, société commerciale qui ne songe qu'à faire des bénéfices, le soin d'assumer la responsabilité du financement des services d'enseignement, de la santé publique et d'autres services sociaux, qui lui incombent pourtant en vertu de l'Accord de tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les renseignements détaillés relatifs aux finances publiques portés à la connaissance du Conseil montraient que les dépenses déjà importantes assumées par l'Administration dans ces domaines ne pouvaient être augmentées sans que celle-ci ne s'en trouvât paralysée par suite du manque de fonds ou obligée d'imposer à la population des impôts écrasants.

##### CONDITION DE LA FEMME

Le représentant de la Belgique a attiré l'attention des membres du Conseil sur la question de la dot. Relevant qu'à l'heure actuelle les travailleurs sous contrat n'étaient pas toujours en mesure de payer la dot que demandaient les parents des jeunes filles et ne pouvaient donc se marier, il a exprimé l'opinion que l'Autorité administrante serait peut-être bien avisée d'étudier le moyen d'avancer les sommes nécessaires à cette fin, car, dans le cas des travailleurs réguliers, on avait suffisamment de garanties pour ne pas craindre les escroqueries.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il croyait que les personnalités les plus influentes tiendraient compte de la mise en garde contre la transformation d'un paiement qui avait à l'origine une signification symbolique en un paiement ayant une va-

leur économique. A son avis, des avances effectuées par la Cameroons Development Corporation aux travailleurs désireux de se marier ne permettraient pas de résoudre les difficultés, car il est probable qu'une très grande partie de ces avances serait utilisée à des fins moins souhaitables que le paiement de la dot. Il a promis cependant d'attirer l'attention de la société sur cette suggestion.

### SERVICES MÉDICAUX ET SANTÉ PUBLIQUE

Le représentant de la Chine, tout en prenant note des progrès réalisés au cours de la période considérée, a demandé à l'Administration d'intensifier ses efforts pour développer les services médicaux du Territoire, notamment dans le nord du Territoire.

Le représentant de la Syrie s'est déclaré satisfait des améliorations enregistrées au cours des dernières années dans les services médicaux et sanitaires et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante s'attacherait à développer encore ces services.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation en matière de santé publique laissait beaucoup à désirer et que la majorité des habitants autochtones était privée de soins médicaux. Dans le Nord, par exemple, il n'existait pas un seul hôpital et il n'y avait qu'un seul dispensaire de mission religieuse. Les habitants de la plupart des régions du Territoire sous tutelle se trouvaient dans l'impossibilité de transporter leurs malades à l'hôpital et n'avaient d'autre choix que de recourir aux services de charlatans. La maladie sévissait dans le Territoire, où le personnel médical était insuffisant: il n'y avait, en effet, que 16 médecins, établis presque tous dans le Sud, pour un million et demi d'habitants. Le représentant de l'URSS a ajouté que l'Autorité administrante ne se souciait pas de former, parmi les autochtones, du personnel médical qualifié — praticiens ou assistants — et que, de plus, l'effectif de certaines catégories de ce personnel et le nombre de lits disponibles dans les hôpitaux avaient diminué au cours de l'année. Il a estimé en conséquence qu'il convenait non pas de pousser les habitants à utiliser les installations médicales existantes, mais d'inviter l'Autorité administrante à multiplier le chiffre des crédits affectés à la santé publique.

Le représentant du Salvador a déclaré que les maladies endémiques telles que la syphilis et le paludisme minaient la santé d'une grande partie de la population. L'Administration avait déployé de grands efforts dans ce domaine, mais elle se heurtait à de sérieuses difficultés en raison de l'ignorance et de la négligence des habitants. Le Conseil devait attirer l'attention des populations sur le fait que leur coopération était indispensable pour le traitement de ces maladies.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait remarquer qu'une augmentation significative avait été enregistrée dans le nombre des malades admis dans les hôpitaux modernes (le nombre des malades hospitalisés étant passé de 14.500 en 1950 à 56.000 en 1952 et celui des consultations de 204.000 à 482.000). Il a fait remarquer également que des mesures avaient été prises dans la partie septentrionale du Territoire; qu'une lutte méthodique avait été entreprise contre la lèpre; que l'on poursuivait la propagande contre la syphilis, le paludisme et d'autres maladies endémiques, aussi bien dans les dispensaires des autorités indigènes et par l'action des équipes sanitaires mobiles qu'au moyen de démonstrations faites à l'occasion de "semai-

nes de la santé" organisées dans les principaux centres; enfin que les dépenses publiques relatives aux services médicaux et sanitaires avaient été fortement augmentées (étant passées de 66.000 livres sterling en 1950 à 141.000 livres sterling en 1952). Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que la rapidité du progrès dépendrait désormais des représentants élus et s'est déclaré convaincu que les représentants élus du Cameroun méridional étaient sincèrement résolus à augmenter les impôts afin d'accélérer le développement des services sociaux. Quant à l'idée de multiplier le montant des dépenses, il a déclaré que les dépenses déjà importantes ne pouvaient être augmentées sans que l'Administration ne s'en trouvât paralysée par suite du manque de fonds ou obligée d'imposer aux habitants des impôts écrasants.

### NIVEAU DE VIE: MAIN-D'ŒUVRE

Le représentant de l'Inde a constaté que les ouvriers du Territoire recevaient des salaires inférieurs à ceux que percevaient par exemple les ouvriers de l'Inde avant que ce pays eût obtenu son indépendance; on ne trouvait dans le Territoire ni la sécurité de l'emploi ni les avantages sociaux qui vont ordinairement de pair avec le travail industriel. Il a relevé que les conditions de travail dans les plantations méritaient d'être surveillées avec attention, ces conditions étant dans l'ensemble les plus mauvaises qui fussent au monde, et il a demandé que le Conseil reçût à cet égard une plus grande assistance des institutions spécialisées, notamment de l'Organisation internationale du Travail qui est directement intéressée par ces problèmes. Les plantations devaient être gérées de manière à garantir aux ouvriers la possibilité de mener une vie de famille, le droit de se mettre en grève et celui de se grouper en organisations politiques.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a relevé que, d'après la Mission de visite de 1952, le niveau de vie de la population autochtone était celui des populations primitives, notamment dans le nord. Il a déclaré que les ouvriers des plantations étaient l'objet d'une exploitation éhontée; recevant des salaires misérables, ils avaient protesté à maintes reprises contre leurs conditions de travail et s'étaient mis en grève pour obtenir des salaires plus élevés. La situation des non-salariés était pire encore; les enquêtes faites par des travailleurs médicaux montraient que la plupart des non-salariés étaient sous-alimentés et il était significatif à cet égard que l'Autorité administrante révélât dans son rapport que les personnes condamnées à des peines de prison reprenaient toujours du poids pendant leur détention.

Le représentant d'Haïti a exprimé l'opinion que le salaire minimum dans le Territoire était trop bas. Le chiffre de 2 shillings par jour ne semblait pas pouvoir permettre à un individu de subvenir normalement à ses besoins personnels, et encore moins à ceux d'une famille.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a répondu que la population camerounaise elle-même, ainsi que ceux des membres du Conseil qui ont visité le Territoire, seraient étonnés d'entendre affirmer que les ouvriers des plantations camerounaises vivaient dans des conditions aussi misérables et ne jouissaient pas pleinement du droit syndical, du droit de se grouper en organisations politiques, ou du droit de grève. Les ouvriers étaient, au contraire, organisés en syndicats, avaient la possibilité de défendre leurs intérêts auprès des patrons et jouissaient du droit de grève, qu'ils avaient exercé à

l'occasion. Ils participaient normalement à la vie politique du pays. D'après les normes en vigueur dans cette partie du monde, ils recevaient un salaire en espèces élevé et bénéficiaient d'avantages supplémentaires appréciables, notamment de l'admission gratuite dans d'excellents hôpitaux et de l'enseignement primaire gratuit pour leurs enfants. Les conditions de travail dans le Territoire soutenaient la comparaison avec celles qui existaient dans n'importe quel pays insuffisamment développé.

#### CHÂTIMENTS CORPORELS

Le représentant de la Chine a appris avec satisfaction qu'en 1952 le nombre des personnes ayant fait l'objet de châtiments corporels avait diminué par rapport aux années précédentes, mais il a insisté auprès de l'Autorité administrante pour qu'elle envisageât sérieusement de se conformer aux résolutions que l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle ont adoptées pour demander l'abolition définitive des châtiments corporels.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que rien n'avait été fait pour abolir les châtiments corporels, malgré les nombreuses recommandations faites à cet effet par l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle.

Le représentant du Salvador, tout en constatant que les châtiments corporels infligés aux adultes et aux adolescents étaient devenus moins fréquents, a exprimé l'opinion que l'Autorité administrante ne devait rien négliger pour mettre en œuvre les résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale relatives à l'abolition de ces châtiments.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que la solution du problème des châtiments corporels dépendait maintenant, dans une grande mesure, des représentants élus de la population du Territoire. L'Administration était toujours nettement en avance sur l'opinion publique à cet égard et prenait des mesures pour réaliser progressivement l'abolition des châtiments en question, à laquelle l'Autorité administrante s'était engagée.

### V. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### GÉNÉRALITÉS

L'enseignement est placé sous l'autorité de l'Inspecteur général de l'enseignement de la Nigéria, devant lequel les Directeurs régionaux de la région nord et de la région est de la Nigéria sont responsables en ce qui concerne les parties du Territoire sous tutelle qui sont rattachées à leur région. On a institué un conseil consultatif central et des conseils consultatifs régionaux; ces derniers comprennent des représentants des principales organisations bénévoles qui exercent leur activité au Cameroun. Dans le Territoire sous tutelle lui-même, quelques comités locaux de l'enseignement ont été créés afin de favoriser le développement et la diffusion de l'instruction.

La plupart des écoles du Territoire, qui sont dirigées par les autorités indigènes et par des organisations bénévoles, reçoivent une subvention du gouvernement. Les crédits inscrits au budget au titre de l'enseignement ont été portés de 149.000 livres sterling, en 1950-51, à 182.000 livres sterling en 1951-52; sur ce montant, la rubrique la plus importante est constituée par les sub-

ventions, qui représentent 114.000 livres sterling. Les subventions accordées aux sociétés missionnaires se sont élevées à 66.600 livres sterling en 1952, soit une augmentation de 10.000 livres sterling par rapport à l'année précédente.

Des progrès constants ont été accomplis en 1952 en ce qui concerne l'augmentation du nombre des établissements scolaires et des enfants inscrits dans les écoles, notamment dans la partie sud du Territoire. Sur un total de 247.000 enfants d'âge scolaire (environ 18 pour 100 de la population), 32.220 — soit 13 pour 100 — étaient inscrits dans 336 écoles, dont 292 dans le sud; en 1951, il y avait 312 écoles pour 31.690 élèves; en 1950, 304 écoles pour 30.700 élèves. La proportion des illettrés est évaluée à environ 90 pour 100 de la population du Territoire. (Le recensement de 1952 a révélé que, dans le nord, sur un total de 474.000 habitants, il n'y avait que 17.100 personnes âgées de plus de 7 ans sachant lire et écrire, dont 12.700 en arabe uniquement.)

Jusqu'à présent, le Conseil a recommandé notamment à l'Autorité administrante d'accroître le nombre des établissements scolaires, en particulier dans le nord du Territoire, de participer de façon plus directe au développement de l'enseignement, notamment en multipliant le nombre des écoles publiques, et d'augmenter le budget de l'enseignement. A sa onzième session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité administrante d'utiliser les connaissances techniques de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres organisations, et de prendre de nouvelles mesures pour répondre aux besoins du Territoire en matière d'enseignement. En même temps, le Conseil avait déclaré qu'il attachait une importance spéciale à l'accès progressif des femmes à l'enseignement et il a demandé que l'Autorité administrante fournisse, dans ses futurs rapports annuels, des statistiques distinctes concernant les effectifs scolaires masculins et féminins. L'Autorité administrante a répondu au Conseil, à sa treizième session, que le Service de l'enseignement avait pleinement conscience de la valeur des travaux de l'UNESCO et qu'il en examinait attentivement les résultats.

Dans ses observations sur l'activité scolaire dans le Cameroun méridional, en 1952, l'Autorité administrante a mentionné que le manque d'intérêt dont les habitants témoignaient dans certaines régions, l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de payer les droits de scolarité ou leur peu d'empressement à le faire et l'augmentation des dépenses de l'enseignement étaient les principaux facteurs qui freinaient les progrès de l'instruction primaire et qui expliquaient que le nombre d'élèves fût si faible. Elle a déclaré qu'elle avait pour politique d'encourager l'ouverture de nouvelles écoles dans les régions où le besoin s'en faisait sentir et où les habitants réclamaient un plus grand nombre d'établissements scolaires, et d'augmenter les taxes locales dans l'espoir que ces taxes permettraient de supprimer un jour les droits de scolarité. Elle a fait observer en outre qu'en dépit de toutes ces difficultés, l'effectif des écoles primaires avait augmenté en 1952 de 5 à 7 pour 100 dans le sud où, pour ce qui était de l'enseignement secondaire, deux écoles répondaient aux besoins. En outre, un centre de formation technique a été ouvert à Ombe et les progrès ont continué en ce qui concerne l'instruction des adultes. L'Autorité administrante a fait observer que dans le nord du Cameroun les difficultés rencontrées étaient analogues, mais encore plus accentuées. L'Administration a toutefois signalé une augmentation modeste



de l'effectif des écoles primaires, l'ouverture d'une école primaire supérieure à Bama, l'agrandissement des écoles de Vi et de Michika, la reconstruction de l'école de Mubi et des progrès dans la construction d'une nouvelle école primaire à Baissa, dont l'ouverture était prévue pour janvier 1953.

La Mission de visite de 1952 a constaté, dans son rapport, que la population réclamait la création de nouvelles écoles — notamment d'écoles de filles — le développement et l'amélioration des écoles existantes, ainsi que la prise en charge des établissements d'enseignement par le gouvernement. La Mission de visite a également été saisie de demandes relatives à l'enseignement professionnel, l'enseignement de méthodes agricoles modernes et la création de centres d'enseignement artisanal et d'enseignement ménager. Dans la région sud, les immigrants venus du Cameroun sous administration française ont demandé que le français fût enseigné dans les écoles au même titre que l'anglais. En ce qui concerne le progrès général de l'enseignement, la Mission a déclaré que, dans le sud du Territoire, les services scolaires étaient satisfaisants et que leur nombre allait croissant; dans le nord, au contraire, il restait beaucoup à faire. La Mission a souligné qu'il fallait encore faire de grands efforts si l'on voulait diminuer rapidement et de façon progressive le haut pourcentage d'illettrés que comptait encore le Territoire.

L'Autorité administrante a fait observer ultérieurement que, pour réaliser des progrès importants dans le domaine de l'enseignement, il fallait s'assurer la collaboration des populations du Territoire. Elle a ajouté que, si la population demandait de plus en plus que l'on développât l'enseignement, ces demandes étaient encore limitées à certaines localités et à certaines classes sociales; l'indifférence et l'hostilité de la population à l'égard de l'école constituaient toujours un obstacle sérieux, notamment dans le nord du Territoire. Toutefois, l'Autorité administrante voyait un heureux présage dans le fait que certaines communautés avaient accepté de payer une taxe scolaire.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, constatant que, selon la Mission de visite de 1952, il faut encore faire de grands efforts pour développer l'enseignement dans le Territoire, recommande que l'Autorité administrante prenne toutes mesures utiles pour construire de nouveaux bâtiments scolaires et pour créer d'autres établissements d'enseignement, notamment dans le Cameroun septentrional, ainsi que pour stimuler chez la population autochtone la volonté de s'instruire.*

*Le Conseil, constatant d'autre part que l'analphabétisme est toujours répandu dans le Territoire, recommande à l'Autorité administrante, qui ferait appel au besoin à une assistance internationale, d'instituer un programme d'éducation des masses et de développer l'enseignement primaire en vue de supprimer l'analphabétisme, tout en fixant un délai pour l'accomplissement de cette tâche.*

#### ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

L'Autorité administrante a indiqué que, d'une façon générale, elle avait pour politique de confier l'enseignement primaire, dans toute la mesure du possible, aux institutions bénévoles et aux autorités indigènes, plutôt

que de créer de nouvelles écoles officielles, et que les autorités régionales ont l'intention d'assurer l'enseignement primaire gratuit et universel.

En 1952, le nombre des écoles vernaculaires et primaires était de 327, dont 42 (6 de plus qu'en 1951) dans la région nord, avec un effectif de 2.280 élèves (en augmentation de 220 par rapport à l'année précédente), et 285 (19 de plus qu'en 1951) dans la région sud, avec un effectif de 30.070 (en augmentation de 1.110 par rapport à l'année précédente). Ces écoles vernaculaires et primaires se répartissaient comme suit en 1952: 164 écoles de missions subventionnées, 100 écoles de missions non subventionnées et 63 écoles du gouvernement ou des autorités indigènes.

A sa onzième session, le Conseil avait invité l'Autorité administrante à redoubler d'efforts pour créer des écoles primaires, particulièrement dans la partie nord du Territoire, et à prendre des mesures pour que les autorités locales de cette zone septentrionale s'acquittent de manière satisfaisante de la mission qui leur est confiée dans le domaine de l'enseignement. Dans ses observations, l'Autorité administrante a déclaré que les effectifs scolaires des écoles vernaculaires et primaires s'étaient accrus de 1.330 enfants entre 1951 et 1952 et que l'effectif des écoles administrées par les autorités indigènes dans les provinces du Bornou et de la Bénoué marquait une légère augmentation, tandis que pour l'Adamawa les chiffres s'étaient stabilisés. Elle a ajouté que les autorités locales de la région nord ne négligeaient nullement la tâche qui leur incombait dans le domaine de l'enseignement, mais que l'ensemble de la population ne montrait pas le même empressement que dans le sud à profiter des moyens qui lui étaient offerts. L'Autorité administrante a indiqué que l'Administration indigène de l'Adamawa mettrait à la disposition de la population locale les établissements d'enseignement nécessaires si les habitants, au cours des deux années à venir, montraient un intérêt suffisamment marqué pour le système des écoles pilotes; chacune de celles-ci comprend un maître qui dispose d'un matériel minimum. Elle a estimé en conséquence que l'Administration indigène était prête à fournir une école à toute collectivité disposée à l'utiliser. Elle a fait remarquer en outre que le nombre des écoles administrées par l'Administration indigène dans les districts de l'Adamawa s'était accru de quatre unités en 1952, et qu'un autre établissement de cette catégorie avait été ouvert dans l'émirat de Dikwa. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a ultérieurement informé le Conseil, à sa treizième session, que, jusqu'à présent, le système des écoles pilotes n'avait pas trouvé un accueil favorable auprès de la population locale.

Cependant, la Mission de visite a constaté que, dans toutes les régions qu'elle avait parcourues, les habitants manifestaient beaucoup d'intérêt pour les questions d'enseignement; la population demandait que l'on construise des écoles nouvelles et meilleures, et que le gouvernement augmente les crédits affectés à l'enseignement. La population de certaines parties du Territoire a laissé entendre qu'elle n'était pas satisfaite des écoles qui dépendent des autorités indigènes et qu'elle préférerait les établissements d'enseignement qui dépendent du gouvernement. La population a exprimé le vœu de voir donner un meilleur enseignement aux filles et de voir s'améliorer l'enseignement donné dans les écoles de missions.



Le programme de l'Administration dans le domaine de l'enseignement secondaire vise à donner aux élèves un enseignement qui, tout en étant complet, les prépare à s'acquitter de tâches qui impliquent une certaine responsabilité et à poursuivre leurs études s'ils possèdent l'aptitude voulue. Ce type d'enseignement est dispensé dans deux écoles de missions, situées à Sasse et à Bali, dans le Cameroun méridional. L'Autorité administrante signale que ces deux établissements sont actuellement suffisants, compte tenu du nombre de candidats qui possèdent les titres requis et demandent leur inscription. Les enfants camerounais peuvent obtenir des bourses pour les écoles secondaires du Territoire et de la Nigéria; ces bourses sont accordées par le gouvernement, les autorités indigènes, les missions religieuses et la Cameroons Development Corporation.

Il n'existe à l'heure actuelle dans le Territoire aucun établissement d'enseignement supérieur; mais les étudiants du Cameroun peuvent demander des bourses d'études soit au gouvernement, soit au British Council, soit à la Cameroons Development Corporation; le financement des bourses de cette dernière est assuré par une subvention annuelle d'environ 5.000 livres sterling.

Le Conseil a déjà exprimé l'intérêt qu'il ne cesse de porter à l'augmentation éventuelle du nombre de bourses d'études attribuées aux étudiants camerounais et à la possibilité pour ces derniers de suivre des cours secondaires et supérieurs. A la treizième session du Conseil, l'Autorité administrante a déclaré que l'effectif des deux écoles secondaires dirigées par des missions s'élevait à 330 élèves (contre 322 en 1951), dont 19 élèves diplômés, et que la Cameroons Development Corporation avait accordé 25 bourses d'études secondaires (contre 18 en 1951), outre celles qu'elle réservait aux enfants de ses employés.

Dans son rapport, la Mission de visite de 1952 a indiqué que les élèves du collège de Bali montraient beaucoup d'enthousiasme pour les études et que les résultats scolaires obtenus étaient au-dessus de la moyenne; on se proposait de créer à Okoyong une école secondaire de mission pour les filles, et la population réclamait de nouvelles écoles secondaires, notamment une école secondaire de filles. A ce propos, toutefois, le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa treizième session, que, pour le moment, le nombre d'élèves sortant des écoles primaires était insuffisant pour assurer l'émulation qui permettrait de maintenir au niveau convenable les admissions dans les écoles secondaires existantes.

En 1952, 13 étudiants (deux de plus qu'en 1951) étaient inscrits dans des universités à l'étranger et recevaient des bourses du gouvernement et du British Council. La Cameroons Development Corporation a accordé 18 bourses d'études (deux de plus qu'en 1951); sur ce nombre, 8 étaient des bourses d'études au University College d'Ibadan, dans la Nigéria; 3 à Fourah Bay College, au Sierra-Leone, et les autres des bourses d'études dans le Royaume-Uni.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil recommande que l'Autorité administrante s'efforce, par tous les moyens possibles et notamment en faisant appel à l'assistance internationale, d'augmenter le nombre de bourses d'études supérieures accordées aux étudiants autochtones.*

Les écoles, sauf celles où l'enseignement est donné dans la langue du pays, sont payantes. Les droits de scolarité dans les écoles primaires publiques n'ont pas changé en 1952, savoir 12 shillings 6 pence par an dans les écoles primaires élémentaires et 25 shillings par an dans les écoles primaires supérieures. Dans les écoles primaires des autorités indigènes ou des institutions bénévoles, ces droits variaient entre 3 shillings 4 pence et 12 shillings 6 pence pour les classes enfantines et entre 30 et 40 shillings pour les classes supérieures (cinquième et sixième années); on ne dispose pas des chiffres correspondants pour 1951. Les frais de scolarité et de pension à l'école secondaire de la province du Cameroun étaient de 19 livres sterling par an (soit une livre de plus qu'en 1951), plus 3 livres sterling pour les livres que doivent acheter les élèves nouvellement inscrits. Dans la province de Bamenda, les chiffres correspondants étaient de 14 livres sterling (soit 2 livres de plus qu'en 1951), plus 4 livres sterling pour les livres.

A sa onzième session, le Conseil, rappelant sa recommandation antérieure relative à l'institution de la gratuité de l'enseignement primaire, avait invité l'Autorité administrante à renouveler sa politique dans ce domaine de façon à aboutir en définitive à la gratuité de l'enseignement. La Mission de visite de 1952 a noté à ce propos que dans l'ensemble la population réclamait ces mesures.

En réponse à cette recommandation, l'Autorité administrante a fait observer que les difficultés auxquelles on se heurtait pour instituer la gratuité de l'enseignement résultaient de la nécessité d'en couvrir les frais d'une façon ou d'une autre. Dans les régions arriérées, les institutions bénévoles permettent parfois aux enfants de fréquenter l'école gratuitement. Un nombre croissant de collectivités ont adopté pour principe de verser une somme forfaitaire par classe, notamment pour les classes enfantines. Aucun droit de scolarité n'est perçu dans les écoles de la société Elders et Fyffes et de la Cameroons Development Corporation; la Corporation prend également à sa charge les frais de scolarité des enfants de ses employés qui fréquentent d'autres écoles que les siennes. En outre, lorsqu'il s'agit d'indigents, les écoles de missions les exonèrent très souvent des frais de scolarité. L'Autorité administrante a estimé qu'en dehors des régions de plantations, la meilleure solution était d'établir un barème différentiel, et, comme elle l'a déjà dit, elle a tenté des efforts dans ce sens. Jusqu'ici, ces efforts n'avaient donné que des résultats limités, mais l'expérience acquise dans la Nigéria indiquait qu'une fois ce principe appliqué dans quelques endroits, ses avantages deviendraient si évidents que l'application s'en généraliserait rapidement.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant ses recommandations antérieures relatives à l'institution de la gratuité de l'enseignement primaire dans l'avenir, recommande que l'Autorité administrante continue d'accorder la plus grande attention à la nécessité d'atteindre cet objectif.*

#### CORPS ENSEIGNANT

En 1952, le Territoire sous tutelle comptait 5 centres de formation pédagogique (2 de moins qu'en 1951) avec un effectif total de 275 élèves (340 en 1951). Le nombre des maîtres a été porté de 1.121 (dont 116 femmes) en 1951 à 1.330 (dont 206 femmes) en 1952;

la plupart de ces instituteurs étaient affectés à des écoles primaires situées dans la partie méridionale du Territoire.

Un barème des traitements révisé est entré en vigueur le 1er avril 1952 pour les maîtres des écoles publiques et des écoles libres. Le nouveau barème varie entre 55-155 livres sterling par an, pour les instituteurs auxiliaires des écoles publiques et 465-615 livres pour les instituteurs chargés de fonctions de direction. Les traitements correspondants en vertu de l'ancien barème étaient de 42-120 livres et 360-450 livres respectivement. Pour les écoles libres, les nouveaux taux correspondants varient entre 40 et 420-700 livres, contre 24 et 240-480 livres en vertu de l'ancien barème. Les professeurs appelés à remplir des fonctions particulièrement délicates dans l'enseignement secondaire, dans les écoles normales ou dans l'inspection et la direction de l'enseignement primaire peuvent être classés dans une nouvelle catégorie dont le traitement varie entre 570 et 1.290 livres par an.

A sa treizième session, le Conseil a appris que la nécessité d'accroître le nombre des instituteurs diplômés, notamment dans les écoles primaires supérieures des missions du Cameroun méridional, posait toujours un grave problème pour les responsables de l'enseignement. La Mission de visite a déclaré que la plupart des centres de formation pédagogique, notamment celui de Mubi, étaient très bien équipés et que la première promotion d'instituteurs serait diplômée en janvier 1954, ce qui permettrait de remédier en partie à la pénurie imminente de personnel enseignant dans le nord du Territoire.

A sa onzième session, le Conseil, constatant que le nombre des maîtres avait diminué en 1951, avait exprimé l'espoir que cette diminution n'aurait qu'un caractère provisoire et que l'augmentation prévue du nombre des maîtres hautement qualifiés améliorerait progressivement cette situation. L'Autorité administrante a répondu qu'au cours de l'année considérée le nombre des instituteurs avait augmenté de 209 (dont 90 institutrices).

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, constatant avec satisfaction que le nombre des maîtres a augmenté pendant la période considérée, mais notant également qu'il existe toujours une pénurie de maîtres et surtout d'instituteurs titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles primaires supérieures, recommande que l'Autorité administrante attache une attention particulière à la nécessité d'améliorer et de développer les centres de formation pédagogique.*

#### FORMATION TECHNIQUE

La pénurie de techniciens pose toujours un très grave problème, sur le plan économique aussi bien que sur le plan de l'enseignement. En 1952, le Centre de formation technique d'Ombe accueillait 38 internes. Ce centre compte porter le nombre de ses élèves à 180. La Mission de visite de 1952 a estimé qu'il y avait lieu de féliciter l'Administration d'avoir créé ce centre qui, à son avis, apporterait bientôt une contribution appréciable au progrès économique du Territoire.

La Mission de visite a reçu des communications demandant l'ouverture de centres de formation artisanale dans les divisions de Victoria et de Bamenda — la Mis-

sion a d'ailleurs appris que l'Administration se proposait de le faire — de même que la création d'écoles professionnelles, de centres artisanaux de tissage, de céramique, de teinture, de filature et de centres de formation agricole. L'Autorité administrante a annoncé depuis qu'un centre de formation rurale venait d'être ouvert à Bambui.

#### EDUCATION DES ADULTES ET INSTRUCTION DES MASSES

Au cours de l'année considérée, 1.478 hommes et 312 femmes étaient inscrits dans 50 centres d'enseignement pour adultes dans la province de Bamenda. La Cameroons Development Corporation a organisé 141 cours de lecture et d'écriture (neuf de moins qu'en 1951), avec une fréquentation moyenne de 1.522 élèves (contre 2.283 en 1951) et a inauguré plusieurs cours de perfectionnement pour adultes. La Corporation a dirigé en outre 24 classes de couture destinées aux femmes (3 de plus qu'en 1951) et a essayé de créer auprès de chacune de ces classes un cours de lecture et d'écriture. Des cours sont également donnés dans la plantation de l'United Africa Company à Pamol, ainsi que dans les divisions de Victoria, de Kumba et de Mamfe. Dans ces deux dernières divisions, les cours sont donnés par des particuliers, alors que dans la division de Victoria, ils sont donnés par des instituteurs bénévoles sous les auspices de l'autorité indigène. Dans l'Adamawa, l'autorité indigène a commandé une installation de cinéma mobile et une presse à main devant être utilisées pour l'éducation des adultes; elle a désigné un fonctionnaire chargé de lancer et de diriger une campagne contre l'analphabétisme, et elle verse 7 shillings 6 pence par mois à tout instituteur bénévole qui donne un cours suivi par 25 élèves au moins. La Mission de visite a constaté qu'outre les classes créées par les missions, près de 100 cours ont été ouverts dans la région et qu'il est possible d'en augmenter le nombre. On a distribué à des adultes plus de 100 certificats d'aptitude à lire et à écrire. La Mission de visite a pris acte avec satisfaction des progrès accomplis dans ce domaine et elle a exprimé l'espoir qu'ils iraient croissant.

Dans la division de Dikwa, on a nommé un fonctionnaire préposé à l'instruction des adultes. Dix-sept cours, comptant 25 élèves chacun, y ont été créés en 1952. (Il n'y en avait que 15 au moment où la Mission a visité la région.)

A sa onzième session, le Conseil, prenant acte des nouveaux progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement pour adultes, avait exprimé l'espoir qu'en raison du pourcentage élevé des analphabètes, l'Autorité administrante poursuivrait sans relâche ses efforts dans ce domaine. En réponse, l'Administration a souligné les faits mentionnés ci-dessus et a déclaré que l'activité ne s'était pas ralentie dans le domaine de l'éducation des adultes.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### GÉNÉRALITÉS

Le représentant de la Chine, tout en notant les progrès réalisés pendant la période considérée, a pressé l'Autorité administrante de redoubler d'efforts pour améliorer la situation de l'enseignement dans le Territoire, notamment dans le nord.

Le représentant de l'Australie a fait sienne l'opinion de la Mission de visite de 1952: il fallait, pour développer l'enseignement, des efforts multiples et intensifiés;

le grand problème était d'obtenir des autochtones une coopération satisfaisante. C'était une œuvre de longue haleine et l'Administration ne devait pas s'étonner si le développement de l'enseignement continuait à mettre sa patience à l'épreuve.

Le représentant de la Belgique a fait l'éloge de l'œuvre remarquable et féconde que les missions chrétiennes ont accomplie dans le domaine de l'enseignement et il a noté avec une satisfaction particulière que l'Autorité administrante attachait une grande importance à cette œuvre qui, selon lui, permettra sans doute de changer radicalement la mentalité des autochtones, notamment dans le nord.

Le représentant de la France, constatant qu'en dépit de nombreuses difficultés il y avait eu, dans le domaine de l'enseignement primaire, un progrès lent mais soutenu, a exprimé la conviction que les autorités locales continueraient à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour intéresser les autochtones à l'enseignement et les rendre conscients de la nécessité de consentir pour cela à de plus grands sacrifices financiers.

Le représentant de l'Inde a émis l'opinion que les besoins scolaires du Territoire étaient immenses et dépassaient de beaucoup les crédits inscrits au budget ordinaire. On devait surtout s'efforcer de supprimer radicalement l'analphabétisme dans un délai donné et d'essayer de se fixer pour cela une date limite. L'Autorité administrante serait pleinement fondée à solliciter à cette fin une assistance internationale. Le représentant de l'Inde a fait observer que le problème était à la fois social et économique : en effet, dans une collectivité dont l'économie était insuffisamment développée, les enfants étaient souvent dans l'impossibilité de fréquenter l'école parce qu'ils devaient gagner leur pain, ou bien ils quittaient l'école très jeune encore, pour retomber dans l'analphabétisme.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation de l'enseignement était déplorable : près de 90 pour 100 des habitants étaient illettrés et, d'après la Mission de visite de 1952, la proportion d'illettrés était plus forte encore chez les femmes et les vieillards. Le Territoire n'avait pas assez d'écoles élémentaires et n'avait que deux écoles secondaires ; il ne comptait aucun établissement d'enseignement supérieur. Si l'on songeait aux droits de scolarité imposés à des habitants trop pauvres pour les acquitter, au trop petit nombre d'écoles et à la qualité inférieure de l'enseignement dispensé, il était aisé d'imaginer l'ignorance et l'analphabétisme généralisé qui régnait au Cameroun. Etant donné que 10 pour 100 des habitants recevaient une instruction et que, d'après le rapport annuel, 2 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire fréquentaient les écoles du nord, il était évident que, dans quelques années, la proportion de ceux qui savaient lire et écrire aurait diminué au lieu d'avoir augmenté. Les dépenses d'enseignement devaient être bien plus importantes qu'elles ne l'étaient.

Le représentant du Salvador a exprimé l'espoir que le nouveau centre de formation technique aurait bientôt les 180 élèves qu'il était en mesure de former.

Le représentant d'Haïti a déclaré que ce qu'il avait vu du matériel scolaire des écoles indigènes du nord l'amenaient à se demander si ces écoles pouvaient rendre les mêmes services que les écoles des missions ou les autres écoles. Il fallait un gros travail de persuasion pour convaincre les esprits encore rebelles d'accepter l'enseignement ; dans le cas des écoles indigènes, l'enfant

serait plus incité à fréquenter l'école s'il y trouvait ce que ne possédait pas sa pauvre case familiale, des sièges qui l'élèveraient au-dessus du niveau du quadrupède, un tableau, des ardoises. Le représentant d'Haïti a émis le vœu que l'Autorité administrante prêtât plus d'attention à ces écoles indigènes du Cameroun septentrional.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait ressortir que les dépenses publiques affectées à l'enseignement avaient continué à s'élever sensiblement (de 149.000 livres sterling en 1950-1951 elles sont passées à 182.000 livres en 1951-1952). Deux grands établissements s'étaient ouverts : un centre de formation technique et un centre d'enseignement rural ; l'enseignement élémentaire continuait à progresser graduellement, mais d'une manière soutenue ; et la lutte contre l'analphabétisme avait obtenu des résultats encourageants, notamment dans le domaine de l'éducation des adultes. Pour accentuer actuellement le progrès de l'enseignement dans le Territoire, il faudrait que les moyens d'enseignement primaire, au lieu de se développer graduellement comme ils l'avaient fait jusqu'alors se multiplient rapidement et systématiquement. Les majorations inévitables et répétées des traitements des maîtres avaient eu pour effet d'accroître d'année en année les dépenses d'enseignement. Le personnel enseignant, composé d'hommes et de femmes groupés dans un syndicat parfaitement organisé, était très bien rémunéré : les traitements qu'il percevait étaient tout à fait comparables à ceux des fonctionnaires. Il fallait donc augmenter les contributions locales sous forme d'impôts, de droits ou de taxes, de façon à compenser ces majorations de traitement, avant même d'envisager une expansion nouvelle de l'enseignement. Le représentant de l'Autorité administrante a émis l'opinion, qu'il croyait partagée par les dirigeants politiques du Cameroun méridional, qu'il fallait rechercher la solution du problème dans l'adoption générale de taxes scolaires. Il a exprimé l'espoir que les représentants du peuple auraient assez d'influence pour faire accepter cette réforme à la population.

#### ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

Le représentant de l'Inde, constatant qu'environ 1.500 boursiers nigériens étaient immatriculés dans des universités du Royaume-Uni mais que treize seulement étaient originaires du Cameroun britannique, a exprimé l'avis que ce chiffre devait être augmenté sensiblement et que, s'il n'y avait pas de crédits pour cela — comme il semblait que ce fût le cas — il y aurait lieu de solliciter l'aide des organisations internationales et d'autres institutions.

Le représentant du Salvador a émis le vœu que l'Autorité administrante ainsi que la Cameroon Development Corporation continuent à accorder des bourses aux étudiants du Cameroun auprès d'établissements d'enseignement supérieur de la Nigéria et de la métropole.

#### DROITS DE SCOLARITÉ

Le représentant de la Chine a pressé l'Autorité administrante de continuer à examiner la possibilité d'instituer la gratuité de l'enseignement.

Le représentant de la Syrie a invité instamment l'Autorité administrante à mettre en œuvre les recommandations déjà faites en ce sens.

Le représentant du Salvador a émis l'avis que l'enseignement gratuit — notamment l'enseignement primaire gratuit — était un objectif que l'Administration devrait

s'efforcer d'atteindre par tous les moyens. Dans le Territoire voisin, au Cameroun sous administration française, l'enseignement public était entièrement gratuit et les grands avantages que les habitants tiraient de la gratuité de l'enseignement devaient également être mis à la portée des habitants du Cameroun sous administration britannique.

Le représentant d'Haïti a déclaré qu'il avait l'impression que la fréquentation scolaire serait meilleure, dans le Territoire, si l'enseignement était entièrement gratuit. Il était sans doute vrai, quand les parents avaient à faire un effort pour acquitter des droits de scolarité, qu'ils veillaient à ce que leurs enfants fréquentent l'école ; mais s'ils ne portaient aucun intérêt à l'enseignement, il leur était encore plus déplaisant d'avoir à en supporter la charge.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il croyait que le nouveau gouvernement du

Cameroun méridional étudierait la possibilité d'instaurer un jour l'enseignement gratuit à tous les degrés. Le gouvernement avait jugé dans le passé que les dépenses à encourir et les besoins en personnel enseignant ne permettaient de considérer cet objectif que comme un objectif lointain. Les droits de scolarité actuellement perçus ne semblaient aucunement empêcher les parents d'envoyer leurs enfants à l'école.

#### CORPS ENSEIGNANT

Le représentant de la Chine a pressé l'Autorité administrante de prêter une attention spéciale à la nécessité de doter le Territoire de nouveaux centres de formation pédagogique.

Le représentant du Salvador a constaté que le personnel enseignant était devenu plus nombreux et il a exprimé l'espoir que la situation continuerait à s'améliorer.

## Chapitre V

### CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

#### I. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

###### GÉOGRAPHIE ET POPULATION

Situé au cœur de l'Afrique, le Cameroun dessine un triangle de 432.000 kilomètres carrés de superficie, appuyé à l'ouest à une droite reliant le Tchad au fond du golfe de Guinée et dont la base, rectiligne, sensiblement parallèle à l'équateur, court sur 800 kilomètres le long du 2ème degré de latitude nord.

C'est une terre de transition, sans unité géographique. Le climat et le relief permettent de la diviser en quatre régions naturelles : au sud, une région de plateaux et de forêts, chaude et humide ; au centre, un haut plateau relativement sec et frais ; au nord, une vaste plaine couverte par la savane ; et à l'ouest, une région montagneuse, fraîche et brumeuse.

Le Territoire comptait, en 1952, environ 3.065.000 habitants, dont 13.173 Européens (contre 2.700.000 habitants, dont 2.500 Européens, en 1947). Les autochtones ne forment pas une unité ethnique. Dans le sud, les populations sont de race et de langue bantoues, et généralement christianisées ; dans le nord, elles sont d'origine et de langue soudanaises, et généralement islamisées.

###### EVOLUTION VERS L'AUTONOMIE OU L'INDÉPENDANCE

Par ses résolutions 558 (VI) et 752 (VIII), l'Assemblée générale a invité les Autorités administrantes à faire figurer dans leurs rapports annuels des renseignements relatifs, notamment, aux mesures prises ou envisagées qui ont pour but de conduire le plus rapidement possible les Territoires sous tutelle au stade de l'autonomie ou de l'indépendance, ainsi qu'à l'évaluation approximative du délai que ces Autorités jugent nécessaire pour mener à bien les diverses mesures destinées à atteindre cet objectif. Le Conseil a été invité à consacrer une section de son rapport à l'Assemblée générale à la mise en œuvre de ces résolutions.

La question de l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance a été soulevée aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale par les représentants de l'Union des populations du Cameroun, du Parti socialiste camerounais et de l'Evolution sociale camerounaise. Le représentant de l'Union des populations du Cameroun a demandé qu'une date limite fût fixée pour l'abrogation du régime de tutelle au Cameroun. Les représentants du Parti socialiste camerounais et de l'Evolution sociale camerounaise ont estimé qu'il était prématuré d'envisager l'indépendance du Cameroun dans un avenir immédiat, et ils ont demandé à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de hâter l'évolution du Territoire vers l'autonomie.

A la huitième session de l'Assemblée générale, le représentant de la France à la Quatrième Commission a déclaré qu'une indépendance réelle exigeait une certaine autarcie, ainsi que des cadres et des techniciens avertis, condition qui n'était pas remplie au Cameroun sous administration française. Il serait dangereux de fixer un délai pour l'octroi de l'indépendance, la période arrêtée pouvant être soit trop longue, soit trop courte.

La question de l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance est traitée à la troisième partie du présent rapport.

###### PROBLÈMES DE LA FRONTIÈRE : QUESTION DE L'UNIFICATION

Les problèmes posés par l'existence d'une frontière entre le Cameroun sous administration française et le Cameroun sous administration britannique ont été soulevés dans un certain nombre de pétitions adressées au Conseil de tutelle et aux deux missions de visite qui se sont rendues dans le Territoire. Certains pétitionnaires se sont plaints des restrictions frontalières, tandis que d'autres, dont l'Union des populations du Cameroun, ont demandé l'unification politique des deux Camerouns. Ceux-ci étayaient en particulier leur demande sur les arguments que le partage du Cameroun allemand en deux zones a été décidé sans le consentement du peuple intéressé et qu'il constitue un obstacle au progrès politique, économique, social et culturel du pays.

La Mission de visite de 1952 a déclaré dans son rapport qu'elle avait toutes les raisons de croire que la question de l'unification des deux Camerouns ne présentait actuellement aucun caractère d'acuité au Cameroun sous administration française. Par contre, les restrictions frontalières posaient certains problèmes dans le sud du Territoire. A cet égard, la Mission a été informée que les deux Autorités administrantes intéressées s'étaient efforcées de rendre la frontière aussi perméable que possible et avaient pris un certain nombre de mesures pour faciliter la circulation des personnes, des devises et des marchandises entre les deux Territoires. La Mission a estimé que les mesures déjà prises étaient de nature à atténuer considérablement les restrictions frontalières et elle a exprimé l'espoir que l'effort entrepris par les deux Autorités administrantes serait continué.

La question de l'unification des deux Camerouns a été soulevée dans un certain nombre de pétitions dont le Conseil était saisi à sa treizième session. Le Ngondo, le Kumzse, l'Union des populations du Cameroun, deux partis politiques du Cameroun sous administration britannique et plusieurs autres pétitionnaires<sup>317</sup> demandaient l'unification des deux Camerouns, tandis que l'Evolution sociale camerounaise s'opposait à leur unification immédiate<sup>318</sup>.

<sup>317</sup> T/PET.5/155, 156, 158, 159, 171 ; T/PET.5/L.6, L.7, L.9, L.10, L.11, L.12, L.13 ; T/PET.4 et 5/L.1, L.2, L.3, L.4.

<sup>318</sup> T/PET.5/L.5.



Cette question a également été soulevée, aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale, par les représentants de l'Union des populations du Cameroun, du Parti socialiste camerounais et de l'Evolution sociale camerounaise. Les vues de l'Union des populations du Cameroun sont exposées ci-dessus. Les représentants du Parti socialiste camerounais et de l'Evolution sociale camerounaise ont affirmé qu'à l'heure actuelle il ne se manifestait parmi les masses aucune aspiration vers l'unification des deux Camerouns. Toutefois, ils ont indiqué que la frontière ne devrait pas entraver la libre circulation des personnes et des marchandises, et ils ont demandé le maintien des mesures qui venaient d'être adoptées en vue d'assouplir les restrictions frontalières.

A la huitième session de l'Assemblée générale, le représentant de la France à la Quatrième Commission a déclaré que les difficultés que provoquait autrefois l'existence de la frontière avaient en grande partie disparu, et que la grande masse de la population se souciait peu de l'unification. De ceux qui s'intéressaient à la question, un grand nombre, dans le nord surtout, étaient énergiquement opposés à l'unification.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

*Le Conseil, constatant que, d'après la Mission de visite de 1952, le désir d'unification des deux Territoires sous tutelle ne présente pas un caractère critique dans le Cameroun sous administration française et que la masse de la population ne s'intéresse pas à ce problème, exprime l'espoir que cette question restera à l'étude et que les prochains rapports annuels donneront au Conseil des renseignements sur l'opinion publique du Territoire et sur l'opinion de l'Autorité administrante à l'égard de l'unification.*

### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

#### **EVOLUTION VERS L'AUTONOMIE OU L'INDÉPENDANCE**

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que les progrès rapides qui s'accomplissaient en Afrique occidentale dans les domaines politique et économique étaient devenus un exemple classique de ce que pouvait réaliser la coopération entre des populations de langue et d'origine très différentes. Il était certain que ces progrès aideraient beaucoup à résoudre le problème colonial. Toutefois, la nature de ces progrès était telle que l'on ne pouvait rester aveugle aux complications qui surgiraient si certaines populations de l'Afrique occidentale accédaient à l'autonomie alors que d'autres seraient encore dépendantes. Une telle situation, si l'on devait la laisser évoluer au hasard, créerait de nombreuses difficultés et serait, en fin de compte, facilement exploitée par des agitateurs étrangers qui, camouflés en patriotes locaux, pourraient engager une action communiste visant à la mainmise sur tous les mouvements nationalistes qu'elle pourrait atteindre. La création imminente d'un Etat de la Côte-de-l'Or et de la Nigéria et l'octroi du droit de disposer d'eux-mêmes au Togo et au Cameroun sous administration britannique auraient des répercussions profondes sur les territoires voisins. Par conséquent, avec le temps, les décisions de la France quant au rythme d'évolution qui convenait le mieux pour assurer la prospérité du Cameroun sous administration française prendraient une importance de plus en plus grande, non seulement pour le Territoire sous tutelle, mais aussi pour l'Afrique tout entière. De l'avis du représentant des Etats-Unis, ces décisions

auraient une influence profonde sur l'aptitude des administrateurs coloniaux à adapter le processus d'une évolution ordonnée aux forces sans cesse plus puissantes du nationalisme africain. Le représentant des Etats-Unis a exprimé la conviction que les administrateurs français du Territoire, qui étaient capables et bien informés, n'ignoraient pas les conséquences de l'évolution prochaine des territoires voisins et qu'ils ne voudraient pas que les progrès accomplis par les populations des territoires qu'ils administrent ne soient pas à la mesure de ceux des territoires voisins. Le représentant des Etats-Unis a félicité les administrateurs français pour la contribution importante qu'ils apportaient au progrès des populations du Cameroun.

Le représentant d'Haïti a constaté avec regret que le rapport de l'Autorité administrante pour 1952 ne disait rien de la mise en œuvre de la résolution de l'Assemblée générale relative à l'évolution du Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance.

#### **PROBLÈMES DE LA FRONTIÈRE : QUESTION DE L'UNIFICATION**

Le représentant de la Syrie a noté qu'il n'était pas question de l'unification des Camerouns dans le rapport annuel de l'Autorité administrante. Il aurait cependant voulu connaître l'opinion de l'Autorité administrante sur cette question et le programme qu'elle avait établi en vue de réaliser cette unification. Les deux Autorités administrantes, qui avaient assumé certaines responsabilités à cet égard, avaient déclaré qu'elles ne pouvaient rien faire, mais le représentant de la Syrie ne voyait pas quels étaient les obstacles qui pouvaient s'opposer à l'unification ou la gêner.

Le représentant du Royaume-Uni, se référant à la résolution 758 (VIII) de l'Assemblée générale, a fait valoir que le Conseil ne devait pas se laisser aller à accorder à l'intégrité d'un territoire défini par l'Union des populations du Cameroun et le Ngondo la même importance qu'aux vœux toujours plus clairement exprimés des diverses populations qui habitent cette région du monde. Le régime de tutelle avait pour objet de servir les intérêts des habitants du Territoire sous tutelle et non de préserver l'intégrité d'un territoire déterminé. Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que d'autres partis politiques, par exemple celui de l'Evolution sociale camerounaise, avaient contesté que la masse des populations camerounaises souhaitât actuellement l'unification et que leur opinion était, semble-t-il, partagée par les missions de visite qui s'étaient successivement rendues dans le Territoire. De grandes divergences de vues semblaient s'y manifester à ce sujet ; lorsque les populations auraient accompli des progrès suffisants dans le domaine politique et que les partis pourraient faire entendre leur voix dans les organes gouvernementaux, les vœux de la population apparaîtraient sans doute plus clairement à l'Autorité administrante et au Conseil de tutelle. De l'avis du représentant du Royaume-Uni, le Conseil devait, pour le moment, se guider sur l'opinion exprimée par les missions de visite, selon laquelle cette question ne se posait pas actuellement d'une façon pressante pour la population ni, sans doute, pour le Conseil de tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a rappelé que le Conseil avait déjà examiné la question de l'unification des deux Camerouns et que la Mission de visite de 1952 avait été d'avis que cette question ne se posait pas de façon aiguë dans le Cameroun sous

administration française et que la masse de la population ne s'y intéressait pas. L'Autorité administrante partageait cette opinion.

L'Union des populations du Cameroun a dit que le mouvement des marchandises et des personnes entre les deux Territoires du Cameroun était soumis à certaines restrictions. Cela était exact, mais ces restrictions affectaient moins les exportateurs que les agriculteurs, qui allaient de marché en marché ou qui franchissaient la frontière pour aller rendre visite à des amis ou des parents. Conformément aux recommandations du Conseil de tutelle, l'Autorité administrante avait pris des mesures pour assouplir les règlements frontaliers et pour diminuer le nombre des postes douaniers. Les Camerounais pouvaient circuler librement dans les deux Territoires, mais ils devaient présenter des pièces d'identité dans la zone française et un laissez-passer qui restait valable pendant trois ans dans la zone britannique. Le mouvement des marchandises était libre jusqu'à concurrence de 25 kilogrammes de produits divers ne faisant pas l'objet d'un monopole, c'est-à-dire de produits autres que le cacao, par exemple, qui ne pouvait être introduit dans le Cameroun sous administration britannique que par le Cocoa Marketing Board. En ce qui concerne le bétail, le passage d'un Territoire à l'autre était libre jusqu'à concurrence de trois têtes de bétail. Les marchandises provenant de dons ou destinées à des dons pouvaient circuler librement si leur valeur était inférieure ou égale à 15.000 francs et les habitants du Cameroun britannique pouvaient franchir la frontière avec 15 livres sterling. Aucune limite n'était imposée à l'exportation des francs. Ces mesures, prises d'un commun accord par les Autorités administrantes, avaient été bien accueillies par la population frontalière. En 1953, le Commissaire du Cameroun sous administration britannique avait examiné avec le représentant spécial la possibilité d'élaborer un règlement commun des transports routiers afin d'unifier le système routier des deux Territoires.

Le représentant spécial a terminé en déclarant que l'Autorité administrante ne pensait pas que le problème de l'unification eût un caractère d'urgence. Le sentiment national ne faisait que naître dans le Cameroun sous administration française ; il était lié surtout à des motifs politiques qui n'intéressaient pas la majorité de la population. Une grande partie des Camerounais étaient opposés à toute modification de l'Accord de tutelle.

## II. — PROGRES POLITIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### INTÉGRATION DU CAMEROUN DANS L'UNION FRANÇAISE

Le Cameroun est intégré dans l'Union française en tant que "territoire associé". Au point de vue administratif, il relève du Ministère de la France d'outre-mer ; au point de vue législatif, il dépend du Parlement français, dans lequel il est représenté.

Le Territoire élit, au suffrage direct, quatre députés à l'Assemblée nationale. Il a également trois représentants au Conseil de la République et cinq représentants à l'Assemblée de l'Union française, les uns et les autres élus par l'Assemblée territoriale.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, que l'Assemblée territoriale avait procédé, en octobre 1953, à l'élection des représentants du Territoire à l'Assemblée

de l'Union française. Sur les cinq sièges à pourvoir, quatre avaient été attribués à des élus du deuxième collège électoral<sup>319</sup>, qui avaient ainsi gagné un siège par rapport aux élections de 1947.

Les autochtones du Cameroun jouissent du statut personnel d'administrés sous tutelle française, qui leur confère le titre de citoyens de l'Union française. Ils peuvent acquérir la nationalité française par naturalisation mais doivent dans ce cas renoncer à leur statut personnel, c'est-à-dire, pratiquement, à la polygamie. En tant que citoyens de l'Union française, ils jouissent des droits fondamentaux prévus par la Constitution française de 1946 et participent à la vie politique dans le Territoire et sur le plan de l'Union française.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle, tout en notant que l'association du Territoire à l'Union française n'était pas sans présenter d'avantages, avait considéré que l'Autorité administrante devrait continuer à maintenir le statut distinct du Territoire en vue de l'amener à l'autonomie ou à l'indépendance. A sa onzième session, le Conseil avait exprimé l'avis que les relations existant entre le Cameroun et l'Union française paraissaient être conformes aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle, mais il s'est considéré incompétent pour porter un jugement sur les principes de droit constitutionnel sur lesquels pourraient reposer les accords intervenus entre le Territoire et l'Union française.

La Mission de visite de 1952 a signalé que des organisations politiques du Territoire avaient à maintes reprises attiré son attention sur la question des relations entre le Cameroun et l'Union française. L'une d'elles, l'Union des populations du Cameroun, s'était déclarée opposée à l'association du Cameroun à l'Union française qui, en assimilant ce dernier aux territoires français d'outre-mer, retarderait son évolution et lui enlèverait tout espoir d'indépendance. Elle s'était également plainte que la représentation du Cameroun dans les organes législatifs de l'Union française fût insuffisante pour assurer la défense des intérêts du Territoire. D'autres organisations, par contre, notamment l'Evolution sociale camerounaise et le Bloc démocratique camerounais, avaient estimé que la représentation du Cameroun était suffisante au stade d'évolution actuel du Territoire et comportait des avantages incontestables. La Mission a estimé qu'elle n'était pas en mesure d'ajouter quoi que ce fût aux observations que le Conseil avait déjà formulées à ce sujet.

Dans plusieurs pétitions adressées au Conseil de tutelle<sup>320</sup>, l'Union des populations du Cameroun a réitéré son opposition à l'association du Cameroun à l'Union française et a demandé l'institution dans le Territoire d'une Assemblée législative et d'un Conseil de gouvernement élus au suffrage universel. Deux autres pétitionnaires, le Ngondo et le Kumzé<sup>321</sup>, se sont également opposés à l'association à l'Union française.

La question de l'association du Cameroun à l'Union française a également été soulevée, aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale, par les représentants de l'Union des populations du Cameroun, du Parti socialiste camerounais et de l'Evolution sociale camerounaise. Les vues de l'Union des populations du

<sup>319</sup> Le système des collèges électoraux est exposé à la section suivante.

<sup>320</sup> T/PET.5/115/Add.1, L.2 et L.6.

<sup>321</sup> T/PET.5/L.7 et L.9.

Cameroun sont exposées ci-dessus. Les représentants des deux autres organisations ont préconisé l'évolution progressive du Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance dans le cadre de l'Union française; ils ont toutefois estimé que certaines réformes devraient être effectuées en vue de hâter cette évolution.

A la septième session de l'Assemblée générale, le représentant de la France à la Quatrième Commission a déclaré que l'avenir du Cameroun serait plus sûrement garanti si ce territoire décidait de rester dans l'Union française, les droits inaliénables du Territoire étant garantis par la Constitution française, par l'Accord de tutelle et par les textes législatifs qui régissent le statut de l'Assemblée territoriale. A un moment quelconque dans l'avenir, le Cameroun passerait certainement du statut de territoire associé à celui d'Etat associé dans le cadre de l'Union française. A la huitième session, le représentant de la France à la Quatrième Commission a indiqué que le statut juridique du Territoire différerait beaucoup de celui des territoires voisins qui font partie de l'Union française; ces différences ne pourraient que s'accroître à mesure que le Territoire sous tutelle obtiendrait son parlement local, son conseil de gouvernement et des organes analogues.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil, conscient des objectifs du régime international de tutelle, tenant compte des opinions exprimées au sujet des relations qui existent entre le Territoire sous tutelle et l'Union française, ainsi que des observations de l'Autorité administrante et notamment de sa déclaration selon laquelle, à l'issue du statut du Territoire, les populations des Territoires sous tutelle seront libres, si elles le désirent, de réaliser leurs aspirations en dehors de l'Union française, considérant en outre les recommandations antérieures du Conseil en la matière, exprime sa conviction que ces relations continueront d'être conformes aux termes de l'Accord de tutelle et aux dispositions de la Charte.*

#### EXERCICE DES DROITS POLITIQUES

Le droit de vote a été introduit au Cameroun par la Constitution de 1946. Les électeurs forment deux collèges: le premier comprend les citoyens de statut civil de droit commun (Français et Camerounais ayant accédé à la nationalité française par voie de naturalisation) et le second, les citoyens de statut personnel, qui constituent la majorité des autochtones camerounais.

Le droit de vote est accordé à tous les citoyens adultes de statut civil de droit commun, mais il est limité à certaines catégories de citoyens de statut personnel. L'octroi du droit de vote à ces derniers est réglementé par des textes successifs dont l'effet a été, selon l'Autorité administrante, de faire passer le nombre des électeurs inscrits de 15.896 en 1946 à 564.335 au 31 mars 1952 et à près de 600.000 au 31 mars 1953.

Dans certaines élections, chaque collège électoral a une représentation distincte. Ainsi, le premier collège élit un député à l'Assemblée nationale et 18 représentants à l'Assemblée territoriale et le second collège, trois députés à l'Assemblée nationale et 32 représentants à l'Assemblée territoriale.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait constaté avec satisfaction l'augmentation marquée du nombre des électeurs inscrits en 1951 et avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante envisagerait de nouvelles mesures afin d'instituer le suffrage universel et

le collège unique aussitôt que possible. Le Conseil, notant qu'aux élections du 17 juin 1951, 55 pour 100 des électeurs inscrits n'avaient pas voté, avait également exprimé l'espoir que l'Autorité administrante s'efforcerait, par l'instruction et les encouragements, de convaincre les électeurs inscrits de participer en plus grand nombre aux élections.

En réponse à ces recommandations, l'Autorité administrante a fait remarquer qu'une loi du 6 février 1952 avait non seulement élargi le corps électoral, mais encore accru la représentation du second collège au sein de l'Assemblée territoriale. Bien qu'aux élections de mars 1952 le nombre des votants n'eût été encore que d'environ 45 pour 100 des électeurs inscrits, elle espérait pouvoir, conformément aux recommandations du Conseil, convaincre progressivement les électeurs inscrits de participer en plus grand nombre aux élections. Elle a signalé que les progrès accomplis depuis cinq ans dans l'organisation de l'état civil avaient contribué à élargir le corps électoral.

La Mission de visite de 1952 a constaté que la population camerounaise avait fait de grands progrès dans le domaine électoral depuis 1947, mais qu'à l'exception de certains électeurs du sud, elle n'avait pas encore atteint la maturité électorale. La Mission a estimé qu'il fallait aussitôt que possible instituer le suffrage universel et le collège unique dans le Territoire. En ce qui concerne le suffrage universel, elle a cependant pensé que, pour que cette réforme eût un sens, il importait auparavant de perfectionner l'organisation de l'état civil et d'inciter les électeurs inscrits à exercer leur droit électoral.

Dans une pétition<sup>322</sup>, le Kumzsé a déploré le maintien du double collège au Cameroun. Il a préconisé l'institution de l'état civil obligatoire comme mesure préliminaire à l'établissement du suffrage universel dans le Territoire.

La question du droit de vote a également été soulevée, aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale, par les représentants de l'Union des populations du Cameroun, du Parti socialiste camerounais et de l'Evolution sociale camerounaise. Les représentants ont demandé l'abolition du régime du double collège électoral. Le représentant de l'Union des populations du Cameroun a demandé en outre que les élections soient organisées sur la base du suffrage universel. A la huitième session, le représentant de la France à la Quatrième Commission a fait observer que la question du collège électoral unique était à l'étude.

Il existe dans le Territoire un certain nombre de partis politiques. L'Autorité administrante a signalé dans son rapport que c'était après la deuxième guerre mondiale que le Cameroun s'était éveillé à la vie politique. Les partis métropolitains, dont les plus actifs étaient le Rassemblement du peuple français et le Parti socialiste, avaient tout d'abord essayé de créer des filiales dans le Territoire. Ils n'avaient connu qu'un succès limité et s'étaient réduits assez rapidement à des sections européennes sans grande résonance dans les milieux africains. A leur côté étaient nés ensuite des partis proprement camerounais, sans programme bien défini. Les plus importants de ces partis étaient la Renaissance camerounaise, l'Evolution sociale camerounaise, l'Union des populations du Cameroun, le Bloc démocratique camerounais et le Parti socialiste camerounais. Enfin, à côté des partis politiques, il convenait

<sup>322</sup> T/PET.5/L.9.

de mentionner les groupements traditionnels tels que le Ngondo (Assemblée traditionnelle du peuple douala), le Kumzsé (Assemblée traditionnelle du peuple bamiléké) et l'Union tribale bantoue.

La Mission de visite a constaté que l'influence des partis sur la vie politique du Territoire était encore faible. Elle a eu l'impression que "l'esprit de clocher" des Camerounais, encore très attachés à leurs tribus, constituait un des obstacles qui entravaient le plus le développement des partis politiques dans le Territoire et que les préoccupations locales, voire personnelles, empêchaient souvent la coopération d'éléments appartenant à des races différentes. La Mission a cependant estimé que, grâce au développement de la conscience nationale que l'on observait actuellement au Cameroun, les partis politiques seraient appelés à jouer un rôle plus important dans la vie du Territoire.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

*Le Conseil, rappelant ses recommandations antérieures, ainsi que l'opinion exprimée par la Mission de visite de 1952, considérant les vues exposées à la présente session du Conseil, invite instamment l'Autorité administrante à instituer le collège électoral unique et le suffrage universel des adultes si possible avant les prochaines élections.*

*Le Conseil, notant le manque d'unité politique entre les régions septentrionale et méridionale du Territoire, tenant compte des observations de l'Autorité administrante en la matière, exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera de prendre toutes mesures utiles pour développer parmi la population du Territoire un sens de la conscience nationale qui conduira à une plus grande intégration sociale et politique du Territoire.*

#### ADMINISTRATION TERRITORIALE ET ASSEMBLÉE TERRITORIALE

L'administration du Cameroun est placée sous l'autorité d'un Haut-Commissaire de la République, qui relève directement du Ministre de la France d'outre-mer. Au Haut-Commissaire est adjoint un organe électif doté d'attributions en matière budgétaire, financière, économique et administrative : l'Assemblée territoriale. Celle-ci discute et vote le budget du Territoire ; elle délibère sur certaines matières d'ordre financier, économique et administratif ; elle est obligatoirement consultée sur d'autres matières du même ordre ; et, enfin, elle peut adresser des avis au gouvernement sur toutes les questions intéressant le Territoire, à condition qu'elles ne relèvent pas du domaine politique.

L'Assemblée territoriale a été instituée par la loi du 6 février 1952, en remplacement de l'ancienne Assemblée représentative dont le mandat arrivait à expiration. Cette loi a modifié la composition de l'ancienne Assemblée et a porté le nombre des membres de la nouvelle Assemblée de 40 à 50, celui des membres élus par le premier collège passant de 16 à 18 et celui des membres élus par le second de 24 à 32.

Les pouvoirs de l'Assemblée territoriale, par contre, sont restés les mêmes que ceux de l'Assemblée représentative. La loi du 6 février 1952 a cependant stipulé qu'un texte législatif définissant les pouvoirs de l'Assemblée devait intervenir avant le 1er juillet 1952. A cet égard, l'Autorité administrante avait signalé dans son rapport pour 1951 qu'un projet de loi portant extension de ces pouvoirs était à l'étude.

A sa onzième session, le Conseil avait noté avec satisfaction les réformes intervenues et avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante augmenterait encore la représentation des Africains au sein de l'Assemblée territoriale. Le Conseil, qui avait, à plusieurs reprises, recommandé une extension des pouvoirs de l'Assemblée locale, a exprimé l'espoir que le projet de loi prévoyant l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée territoriale serait promulgué le plus tôt possible.

La Mission de visite de 1952 a déclaré qu'elle avait été favorablement impressionnée par la haute tenue des débats de l'Assemblée territoriale et par la maturité politique dont elle faisait preuve. La Mission a constaté dans le Territoire un désir manifeste de voir étendre les pouvoirs de l'Assemblée, bien que les opinions différaient sur la portée de cette extension, et elle a estimé que le désir de la population, ainsi que la façon dont l'Assemblée avait accompli les tâches qui lui incombaient, justifiaient une réforme dans ce sens. Apprenant à son passage à Paris que le projet de loi tendant à élargir les pouvoirs de l'Assemblée était encore à l'étude au Ministère de la France d'outre-mer, elle a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait toutes mesures utiles pour le faire approuver le plus tôt possible.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré à la treizième session du Conseil qu'il avait l'espoir que le Parlement français discuterait, avant l'été de 1954, des réformes politiques intéressant le Territoire. Ces réformes tendraient notamment à accroître les pouvoirs délibératifs de l'Assemblée territoriale.

En ce qui concerne la composition de l'Assemblée, la Mission a signalé que le système du double collège avait suscité de vives critiques de la part de certains autochtones. Les uns lui avaient reproché, en effet, de constituer une discrimination raciale dans le domaine politique, tandis que d'autres avaient déploré qu'il eût été supprimé au Togo sans l'être au Cameroun sous administration française. La Mission a estimé qu'il serait souhaitable d'instituer le système du collège unique aussitôt que possible et, constatant qu'aux élections municipales du 30 novembre 1952 le système du collège unique avait été appliqué, un certain nombre de sièges ayant été réservés aux citoyens français, elle a exprimé l'opinion que si cette solution donnait des résultats satisfaisants, elle pourrait constituer une étape intermédiaire permettant de passer progressivement du système du double collège à celui du collège unique.

A cet égard, l'Autorité administrante a expliqué que l'extension aux élections pour l'Assemblée territoriale du système du collège unique appliqué pour les communes rurales présenterait des inconvénients dans l'état actuel de l'évolution du Territoire et qu'étant donné la complexité de l'économie du Cameroun et l'importance de la participation européenne à son développement économique, le collège unique risquerait de limiter de façon excessive le nombre des membres de l'Assemblée territoriale familiarisés avec les formes modernes de la production.

La question de l'Assemblée territoriale a été soulevée dans plusieurs pétitions adressées au Conseil de tutelle<sup>323</sup>. L'Union des populations du Cameroun, le Ngondo et le Kumzsé ont demandé le remplacement de l'Assemblée territoriale par un organe doté de pouvoirs législatifs. En outre, les deux premiers se sont plaints

<sup>323</sup> T/PET.5/L.7, L.9, 121 ; T/PET.4 et 5/L.3.

que la population autochtone ne fût pas suffisamment représentée à l'Assemblée territoriale.

La question de l'administration territoriale et de l'Assemblée territoriale a également été soulevée, aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale, par les représentants de l'Union des populations du Cameroun, du Parti socialiste camerounais et de l'Évolution sociale camerounaise. Les vues de l'Union des populations du Cameroun au sujet de l'Assemblée territoriale sont exposées ci-dessus. Les représentants des deux autres organisations ont demandé l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée territoriale. Les trois représentants ont demandé la création d'un conseil de gouvernement doté de pouvoirs exécutifs, par l'intermédiaire duquel les autochtones pourraient effectivement participer au gouvernement.

A la huitième session de l'Assemblée générale, le représentant de la France<sup>324</sup> à la Quatrième Commission a lui aussi estimé qu'il convenait d'étendre les pouvoirs de l'Assemblée territoriale et de permettre à la population autochtone de prendre une part plus grande au pouvoir exécutif. Parlant en sa qualité de député du Cameroun, il a émis l'espoir qu'en janvier 1954, il serait en mesure de déposer un texte à cet effet devant l'Assemblée nationale.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes:

*Le Conseil, rappelant ses recommandations antérieures touchant l'Assemblée territoriale en ce qui concerne l'augmentation de la représentation des Africains et la promulgation du projet de loi prévoyant l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée, notant que le représentant de l'Autorité administrante a donné l'assurance que son gouvernement était disposé à étendre considérablement les pouvoirs délibératifs de l'Assemblée territoriale et que certains des membres de cette Assemblée seraient élus au Conseil exécutif qui doit être créé, invite instamment l'Autorité administrante à promulguer ce projet de loi le plus tôt possible.*

#### ADMINISTRATION RÉGIONALE ET COMMUNES MIXTES

Les circonscriptions administratives du Territoire sont placées sous l'autorité de fonctionnaires de l'administration responsables devant le Haut-Commissaire: les chefs de région et de subdivision. Ceux-ci sont assistés, dans l'examen des questions d'ordre financier, économique et social, de conseils de notables, qui sont des organes consultatifs nommés par le Haut-Commissaire. Cependant cette organisation ne concerne pas les communes mixtes urbaines et rurales, qui sont soumises à un régime municipal.

Il y a actuellement 12 communes mixtes urbaines dans le Territoire. Deux de ces communes (Douala et Yaoundé) ont été instituées en 1941; 7 (Ebolowa, Edéa, N'Kongsamba, M'Balmayo, Kribi, Sangmélima et Garoua) au cours de 1950 et de 1951; 3 (Ngaoundéré, Bafoussam et Bafang) en 1953. Ces communes sont administrées par des administrateurs-maires nommés par le Haut-Commissaire. Les administrateurs-maires sont assistés de commissions municipales également nommées par le Haut-Commissaire et dotées de pouvoirs délibératifs et consultatifs en certaines matières concernant la gestion de la commune.

<sup>324</sup> Le représentant de la France dont il s'agit est M. Ninine, député du Cameroun sous administration française à l'Assemblée nationale. M. Ninine est membre de l'Union sociale camerounaise, parti politique du Cameroun.

Les communes mixtes rurales ont été instituées plus récemment par l'arrêté du 21 août 1952 dans les 12 subdivisions des régions du Nyong-et-Sanaga, du N'Tem et du Dja-et-Lobo. Ces communes sont administrées par des administrateurs-maires nommés par le Haut-Commissaire et assistés de conseils municipaux. Les conseils municipaux sont dotés de pouvoirs semblables à ceux des commissions municipales, mais leurs membres sont élus. Le mode d'élection est le scrutin uninominal à un tour. Le système du collège unique est adopté en ce qui concerne les électeurs, mais des sièges — en très petit nombre d'après l'Autorité administrante — ont été réservés, dans plusieurs communes, aux candidats français.

A des sessions antérieures, le Conseil de tutelle avait formulé des recommandations tendant, d'une part à réformer les conseils de notables, d'autre part à étendre l'institution de communes mixtes urbaines dans tout le Territoire et à rendre les commissions municipales électives. Le Conseil a été informé par l'Autorité administrante qu'elle envisageait de remplacer en 1952 les conseils de notables par des conseils régionaux dotés d'attributions plus étendues et d'une composition plus large et que cette réforme serait complétée par l'institution de communes mixtes rurales, projet qu'elle considérait comme un pas très important vers la décentralisation et l'autonomie administrative régionale.

Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante a signalé que 12 communes mixtes rurales avaient été instituées par l'arrêté du 21 août 1952 et que les élections aux conseils municipaux de ces communes avaient eu lieu en décembre de la même année. A son avis, ces élections avaient été satisfaisantes parce qu'elles s'étaient déroulées dans l'ordre et que, malgré un pourcentage d'abstentions assez élevé, les résultats semblaient donner une représentation exacte des populations intéressées. L'Autorité administrante a également signalé que l'extension du régime des communes mixtes rurales à d'autres régions du Territoire était encore à l'étude, mais en même temps elle a mis en garde contre des réformes trop rapides dans une société qui a conservé intactes nombre d'institutions traditionnelles.

Le rapport n'a pas fait mention du projet relatif aux conseils régionaux qui devait être mis en œuvre en 1952, mais la Mission de visite a indiqué qu'au cours de cette année, l'Assemblée territoriale avait émis un avis défavorable sur ce projet.

En ce qui concerne les communes mixtes urbaines, le représentant spécial de l'Autorité administrante a signalé à la treizième session du Conseil qu'en 1953, 3 nouvelles communes avaient été instituées, à Ngaoundéré, Bafoussam et Bafang. D'autre part, l'Administration avait établi un projet de réforme tendant à instituer des conseils municipaux élus dans les communes de Douala et de Yaoundé et devait le soumettre à l'avis de l'Assemblée territoriale au cours de 1954.

La création des communes mixtes rurales constituait, de l'avis de la Mission de visite, un important progrès dans l'évolution politique et économique du Territoire. Tout en reconnaissant qu'il était logique de choisir trois des régions les plus évoluées du sud pour l'institution des premières communes, la Mission a estimé qu'il conviendrait d'étendre la réforme aux autres régions du Territoire aussitôt que possible. Elle a noté, à cet égard, que l'Administration envisageait actuellement l'institution de communes mixtes rurales dans la région



bamilékée, et elle a exprimé l'espoir que ce projet serait bientôt mis en œuvre.

La Mission a été informée par l'administration locale qu'il n'avait pas paru possible, jusqu'ici, de faire élire les commissions municipales en raison de l'instabilité et de la diversité de la population des villes. De l'avis de l'administration locale, les petites communes urbaines comme Ebolowa, Sangmélima ou M'Balmayo, dont le budget ne s'équilibrait que par le recours à des subventions du Territoire, seraient obligées de s'intégrer dans les communes rurales qui les entouraient, tandis que les grandes communes urbaines, comme Douala et Yaoundé, seraient maintenues et devraient évoluer vers un système entièrement électif. La Mission a estimé que ce plan était logique.

La question des conseils locaux a été évoquée dans trois pétitions. Le Comité central de M'Balmayo de l'Union des populations du Cameroun<sup>325</sup> a demandé l'institution immédiate de communes de plein exercice, jouissant d'une complète indépendance. Le Comité régional de Foumban de l'Union des populations du Cameroun et le Kunzse<sup>326</sup> ont demandé le remplacement des conseils de notables actuels par des conseils régionaux élus.

Cette question a également été soulevée, aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale, par les représentants du Parti socialiste camerounais et de l'Évolution sociale camerounaise qui ont demandé que le nombre des municipalités fût augmenté.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

*Le Conseil, notant avec satisfaction l'accroissement du nombre des communes mixtes urbaines et l'institution de communes mixtes rurales, ainsi que la réforme électorale envisagée dans les municipalités de Douala et de Yaoundé, recommande que ces institutions se développent davantage et s'étendent à tout le Territoire et que l'Autorité administrante conseille ces organes pour leur permettre d'exercer leurs fonctions avec une efficacité accrue.*

#### CHEFFERIES TRADITIONNELLES

Les chefs de région et de subdivision exercent leurs pouvoirs par l'intermédiaire des chefs traditionnels placés sous leur contrôle. Ces chefs sont désignés selon la coutume et reconnus par le Haut-Commissaire. Ils sont essentiellement les représentants d'une collectivité autochtone et, comme tels, collaborent à l'administration en qualité de juges aux tribunaux coutumiers, d'agents de recensement, de collecteurs d'impôts et, d'une manière générale, d'intermédiaires entre les chefs de circonscriptions administratives et les habitants.

La Mission de visite de 1952 a signalé que l'institution des chefferies suscitait de nombreuses critiques de la part des populations du sud. Certains éléments en effet reprochaient aux chefs de n'être que des fonctionnaires à la solde de l'Administration, tandis que les chefs eux-mêmes se plaignaient que l'irrespect de la population et le contrôle de l'Administration leur eussent enlevé une grande partie de leur autorité.

L'Autorité administrante a reconnu que l'évolution rapide du Territoire avait rendu nécessaire l'adaptation de certains aspects de la structure politique coutumière au nouveau mode de vie de la population. Aussi a-t-elle

cherché à réorganiser les chefferies traditionnelles en définissant le rôle et les pouvoirs des chefs et leurs relations avec la population, d'une part, et l'Administration, de l'autre. Un projet de loi préparé à cet effet a été soumis pour avis à l'Assemblée locale et approuvé par elle, en 1949. La Mission de visite a signalé que l'Assemblée nationale était maintenant saisie de ce projet.

La Mission de visite a noté que l'Administration s'efforçait également d'adapter progressivement les chefferies traditionnelles aux nécessités des temps présents en démocratisant leur fonctionnement et en formant les chefs aux conceptions modernes. S'il était vrai que les efforts déployés par l'Administration pour éduquer les chefs avaient donné quelques résultats encourageants, la Mission a cependant fait observer que certains chefs, surtout dans le nord, demeuraient toujours hostiles aux méthodes démocratiques. Elle a toutefois reconnu que la formation des chefs était un travail de longue haleine, qu'il convenait de suivre de près.

La question des chefferies traditionnelles a été soulevée, aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale, par les représentants du Parti socialiste camerounais et de l'Évolution sociale camerounaise qui ont estimé que les chefs devraient être les représentants de la population et les gardiens des traditions locales, et qu'ils ne devraient plus se trouver complètement sous le contrôle des fonctionnaires de l'Administration.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes :

*Le Conseil, notant avec satisfaction les mesures que l'Autorité administrante a prises pour organiser des chefferies, instituer des bureaux de village qui ont eu pour effet de définir avec plus de précision les attributions des chefs de village, et étendre le système des communes, notant en outre que l'Autorité administrante a soumis à l'Assemblée nationale française un projet de loi définissant le rôle et les pouvoirs des chefs traditionnels, recommande à l'Autorité administrante de prendre toutes mesures utiles pour assurer la démocratisation progressive des institutions traditionnelles.*

#### SERVICES ADMINISTRATIFS

A ses quatrième et neuvième sessions, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité administrante de nommer un plus grand nombre d'autochtones à des postes administratifs comportant des responsabilités.

Le personnel des services administratifs comptait, en 1952, 9.791 Africains et 4.323 Européens, dont 73 Africains et 827 Européens dans les postes supérieurs. L'effectif du personnel administratif de 1952 était ainsi en nette progression sur celui de 1948, qui comptait 4.343 Africains et 1.044 Européens. Cette progression s'expliquait, selon l'Autorité administrante, par l'évolution économique du Territoire liée à la mise en œuvre du plan décennal, qui rendait nécessaires l'utilisation d'un nombre important de techniciens et la formation accélérée du personnel autochtone.

L'Autorité administrante a signalé que le recrutement des fonctionnaires se faisait par concours et que ce concours était ouvert à tous les éléments de la population titulaires des diplômes prescrits. Pour permettre aux fonctionnaires autochtones d'accéder aux postes supérieurs, l'administration locale a institué des cours du soir (à Yaoundé, à Douala et à N'Kongsamba) et des stages professionnels. En outre, des bourses ont été

<sup>325</sup> T/PET.4 et 5/L.3.

<sup>326</sup> T/PET.5/114, L.9.

accordées à de nombreux fonctionnaires autochtones en vue de leur perfectionnement en France et des postes correspondant à leurs titres professionnels leur ont été réservés à leur retour au Territoire. En conclusion, l'Autorité administrante a déclaré que s'il était rarement possible pour l'instant de confier des responsabilités étendues à des fonctionnaires dont la culture de base ou les qualités professionnelles étaient insuffisantes, on pouvait prévoir le moment où, par une sélection de plus en plus judicieuse et rigoureuse, l'Administration du Territoire serait en mesure d'offrir des fonctions plus importantes et plus nombreuses à ceux des autochtones qui s'en seraient rendus dignes.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Ainsi que le Conseil de tutelle l'avait constaté avec satisfaction à sa onzième session, le Cameroun possède une organisation judiciaire autonome depuis que le décret du 11 avril 1951 a institué la Cour d'appel à Yaoundé. Cette organisation comporte deux ordres de juridiction: les juridictions de droit coutumier et les juridictions de droit français.

Les juridictions de droit coutumier ne sont compétentes qu'en matière civile et seulement pour les litiges entre Africains. Elles comprennent, d'une part, les tribunaux de conciliation et les tribunaux coutumiers, qui sont composés uniquement d'Africains et, d'autre part, les tribunaux du premier degré et les tribunaux du second degré, qui sont présidés respectivement par les chefs de subdivision et les chefs de région, assistés d'assesseurs africains. L'appel des jugements et le recours en annulation relèvent d'une chambre spéciale d'homologation de la Cour d'appel de Yaoundé.

Les juridictions de droit français connaissent de toutes les infractions à la loi pénale et, en matière civile, de litiges dans lesquels un Européen est partie, ainsi que des litiges entre Africains, lorsque les parties le demandent. Ces juridictions comprenaient, en 1952, une Cour d'appel composée de 6 magistrats, 3 tribunaux de première instance composés chacun de 2 ou 3 magistrats, 17 justices de paix à compétence étendue, 5 justices de paix à attributions correctionnelles et 27 justices de paix à compétence ordinaire, représentées chacune par un magistrat. D'après le rapport de l'Autorité administrante, les fonctions de juge de paix à attributions correctionnelles et de juge de paix à compétence ordinaire sont actuellement remplies par un fonctionnaire de l'ordre administratif, le chef de subdivision du lieu où siège la justice de paix.

A ses sixième et onzième sessions, le Conseil de tutelle avait prié l'Autorité administrante de nommer un plus grand nombre de magistrats de carrière aux postes judiciaires. En réponse à cette recommandation, l'Autorité administrante a signalé que la réforme de l'organisation judiciaire intervenue en 1951 avait porté le nombre des magistrats de 27 à 49. Cette réforme permettra, avec le renforcement de l'armature existante et la création de nouvelles juridictions, l'examen d'un plus grand nombre d'affaires, la répression plus rapide et plus efficace des infractions commises et une meilleure distribution de la justice.

Dans une pétition <sup>327</sup>, le Kumzsé s'est plaint que des postes judiciaires fussent encore confiés à des administrateurs et il a demandé que la justice fût entièrement laissée aux magistrats de carrière. Un autre pétition-

naire <sup>328</sup> a déploré que la discrimination raciale fût encore pratiquée dans le domaine judiciaire.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### INTÉGRATION DU CAMEROUN DANS L'UNION FRANÇAISE

Le représentant de la Syrie a fait valoir que l'article 60 de la Constitution française, dans sa rédaction actuelle, pourrait, à l'avenir, poser des problèmes: en effet, il existait au Cameroun deux statuts différents. L'un des statuts du Territoire reposait sur le droit international public, c'est-à-dire sur la Charte des Nations Unies et l'Accord de tutelle. L'autre reposait sur les dispositions du droit public interne français. A ce sujet, le représentant de la Syrie a exprimé l'avis que les dispositions d'ordre international devaient avoir la primauté sur les dispositions de droit interne.

En ce qui concerne l'exercice du pouvoir législatif, il a déclaré que la procédure selon laquelle le Parlement français avait assumé la charge d'édicter des lois applicables au Cameroun offrait l'avantage de permettre à tous les partis politiques, représentés à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République, de discuter la politique que l'Autorité administrante entendait mettre en œuvre dans le Territoire par le moyen de l'appareil législatif. Néanmoins, la population du Cameroun demeurait, malgré cette procédure, dans une position qui ne lui permettait pas d'exprimer sa volonté puisqu'elle n'avait qu'un petit nombre de représentants au Parlement français.

Le représentant de l'Inde a noté que l'Accord de tutelle prévoyait que le Territoire sous tutelle serait administré comme partie intégrante de l'Union française. En fait, l'Autorité administrante avait complètement intégré le Cameroun dans son territoire et, pour le représentant de l'Inde, le Territoire sous tutelle était en réalité un "Etat associé" de l'Union française. Bien que le Conseil ne se fût pas définitivement prononcé sur la place du Territoire dans l'Union, la délégation de l'Inde a fait valoir que l'Autorité administrante n'avait aucun droit de modifier ainsi le statut du Territoire et que le Conseil, dans son rapport à l'Assemblée générale, devrait demander que l'on étudie les aspects juridiques de la question.

Aux termes de la Constitution française, l'Union française est "composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts". Il n'existait aucune preuve que les populations camerounaises elles-mêmes voulussent faire partie de l'Union; tout semblait prouver qu'il n'en était pas ainsi. La Constitution ne prévoyait pour aucun membre de l'Union le droit de sécession, et la sécession ne pouvait se faire que par un acte de force ou de rébellion. L'Autorité administrante, en associant le Territoire sous tutelle à l'Union française, avait donc pris une mesure unilatérale qui revenait à priver le peuple camerounais de la souveraineté à laquelle il avait droit; il y avait là un acte contraire aux objectifs de l'Accord de tutelle.

Pour examiner la situation du Cameroun, il fallait tenir compte de la politique coloniale française et, de l'avis du représentant de l'Inde, on ne trouvait rien dans l'histoire coloniale française qui permit de croire que les peuples de l'Empire français accéderaient jamais

<sup>328</sup> T/PET.5/198 et Add.1. Pour la suite donnée à cette pétition, voir la résolution 965 (XIII).

à l'indépendance. Le fait que des Camerounais siégeaient au Parlement français ne pouvait en aucune façon compenser l'absence d'indépendance.

En France, il existait trois organes législatifs : l'Assemblée de l'Union française, l'Assemblée nationale et le Conseil de la République. La représentation du Territoire sous tutelle dans ces organismes n'avait aucune signification et les représentants du Cameroun ne pouvaient exercer aucune influence politique. En effet, l'Assemblée nationale ne comprenait que 3 Camerounais sur un total de 624 députés ; 2 Camerounais seulement figuraient parmi les 320 conseillers de la République, et 4 siégeaient à l'Assemblée de l'Union française. On ne pouvait donc parler de la maturité politique du Cameroun ou d'une évolution vers cette maturité.

Dans le Territoire même du Cameroun, il existait une Assemblée territoriale qui était un organe consultatif aux pouvoirs très restreints.

En réalité, le Cameroun était assujéti à une bureaucratie non déguisée ; elle ne conduisait ni vers la démocratie ni vers l'application de principes quelconques de liberté, et l'Assemblée territoriale, qui ne pouvait faire que des recommandations, ne représentait qu'une concession à l'opinion publique en France. Au Cameroun, les pouvoirs étaient aux mains de fonctionnaires français qui n'étaient même pas placés sous la surveillance du Parlement français, puisqu'un gouvernement qui s'exerçait à distance équivalait à un gouvernement par un service d'outre-mer.

Les Camerounais ou leurs porte-parole ne disposaient d'aucun moyen pour faire connaître leur opinion ; la représentation du Cameroun soit au Parlement français, soit à l'Assemblée territoriale, était sans utilité et ne pouvait en aucune façon influencer sur la politique de l'Autorité administrante.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante, en violation des dispositions de la Charte, avait incorporé le Territoire dans ce que l'on appelait l'Union française. De ce fait, le Territoire s'était vu ramené à une situation analogue à celle des autres colonies françaises de l'Union et son évolution vers l'autonomie et l'indépendance s'en trouvait entravée. La Mission de visite de 1952 avait pris note dans son rapport de plaintes que des représentants des autochtones avaient adressées à ce sujet. Si le Conseil de tutelle étudiait sérieusement la question en ayant pleinement conscience de ses responsabilités, il ne pourrait voir dans cette mesure qu'une forme légale d'annexion du Territoire sous tutelle et une tentative en vue de le soumettre au régime colonial français.

Constatant que la représentation des autochtones du Territoire dans les organes législatifs de l'Union française était minime, le représentant de l'Union soviétique a déclaré que, de toute évidence, la population autochtone ne disposait d'aucun moyen pour sauvegarder ses intérêts par l'intermédiaire de ces organes. Cet état de choses peu satisfaisant s'aggravait encore du fait que les institutions du Territoire ne jouissaient d'aucun pouvoir et n'étaient pas en mesure de protéger les intérêts de la population autochtone. Les autochtones étaient donc privés du droit de s'administrer eux-mêmes et toute l'autorité était détenue par l'Administration française. Il était indispensable que le Conseil invitât l'Autorité administrante à prendre des mesures pour instituer dans le Territoire des organes législatifs, exécutifs et judiciaires indépendants des organes de

l'Union française et à ménager la participation des autochtones aux travaux de ces organes.

Evoquant la résolution 758 (VIII) de l'Assemblée générale, le représentant du Royaume-Uni a fait valoir que l'Accord de tutelle relatif au Cameroun sous administration française prévoyait que le Territoire serait administré comme partie intégrante du territoire de la métropole. Il a rappelé les conclusions que le Comité permanent des unions administratives avait formulées après avoir étudié la question et il a fait observer que ce comité n'avait dégagé aucun fait prouvant que la mise en œuvre des arrangements administratifs entre le Territoire sous tutelle et l'Union française était contraire à la Charte et à l'Accord de tutelle ; il a ajouté que les rapports entre le Territoire et l'Union française paraissaient conformes aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle. Il a rappelé que l'Assemblée générale avait adopté l'Accord de tutelle le 13 décembre 1946, alors qu'elle connaissait vraisemblablement fort bien la teneur et la portée de la Constitution française entrée en vigueur le 27 octobre 1946.

Le représentant de l'Autorité administrante a fait observer qu'il avait eu plusieurs fois l'occasion de fournir de longues explications sur les questions soulevées à propos de l'Union française. Il a également rappelé qu'il avait déclaré, au nom de son gouvernement, qu'à l'issue de la période de tutelle, les populations des Territoires sous tutelle auraient la faculté, si tel était leur vœu, de réaliser leurs aspirations hors de l'Union française. Il a expliqué que le préambule et les articles de la Constitution française concernant les territoires d'outre-mer de la République n'étaient applicables aux Territoires sous tutelle que dans la mesure où ils ne dérogeaient pas à la Charte et aux Accords de tutelle. Quant à la crainte que les dispositions de l'article 75 de la Constitution ne puissent éventuellement interdire aux populations du Territoire sous tutelle de se séparer de l'Union française pour mener une existence indépendante, il a déclaré que tel n'était pas le cas. Aucune disposition des textes ne pouvait justifier l'accusation de violation de la Charte ou de l'Accord de tutelle, et la Constitution prévoyait que les traités diplomatiques avaient une autorité supérieure à celle des lois françaises internes.

Le représentant de l'Autorité administrante a noté les critiques des représentants de l'Inde et de l'Union soviétique, pour qui la représentation du Cameroun au Parlement métropolitain était insuffisante. Il a expliqué que, pour diverses raisons, la représentation du Cameroun était proportionnellement moins forte que celle de la métropole, mais qu'elle n'était certes pas insignifiante et que, de plus, si le Cameroun comptait plusieurs dizaines de députés à l'Assemblée nationale, l'Autorité administrante serait accusée d'avoir annexé le Territoire.

Contrairement aux affirmations du représentant de l'Inde, l'influence des députés d'outre-mer au Parlement français était très réelle, et c'était un fait assez connu en France que le Cameroun était représenté par des députés très influents, qui savaient défendre les intérêts de leur pays ; en outre, le Territoire n'avait jamais été défavorisé lors des répartitions de crédits. Le représentant de l'Autorité administrante a exprimé sa conviction absolue que le Cameroun avait retiré de réels avantages de sa représentation au Parlement français.

A propos des observations du représentant de l'Inde sur la bureaucratie qui existerait dans le Territoire, le

représentant de l'Autorité administrante a déclaré que l'emploi du terme "bureaucratie" était péjoratif en français et donnait une impression fautive et injuste des activités des administrateurs, des médecins, des ingénieurs et autres personnes qui travaillaient avec ardeur. Il était encore plus injuste de prétendre que cette bureaucratie était fondée sur les intérêts français, alors que son premier souci était l'intérêt des autochtones.

#### EXERCICE DES DROITS POLITIQUES

Le représentant du Salvador a constaté qu'il existait dans le domaine politique une division marquée entre le nord et le sud du Territoire. Alors que la région sud avait atteint un niveau satisfaisant de développement, même au point de vue politique, la région nord en était encore au stade de l'organisation tribale, ce qui était loin de correspondre aux fins du régime de tutelle. Le représentant du Salvador a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante s'efforcerait de réaliser une certaine unité entre les deux régions du Territoire afin de créer parmi ses habitants une conscience nationale unique.

Le représentant de la Syrie a déclaré que les nombreuses observations de l'Autorité administrante concernant l'Union des populations du Cameroun semblaient étranges. Il a estimé que si ce parti était inspiré par des mobiles patriotiques, il ne devait pas être discredité et que la question demandait à être éclaircie.

Le représentant de l'Autorité administrante a souligné que les libertés publiques, dans le Territoire, étaient clairement définies par les lois qui les garantissaient dans la métropole et que ces lois ne faisaient l'objet d'aucune exception dans le Territoire. Il s'est donc élevé contre les accusations implicites ou explicites de déformation des faits. Les partis politiques étaient libres, et il en était ainsi de l'Union des populations du Cameroun.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré, en réponse aux assertions du représentant de la Syrie, que l'Autorité administrante avait purement et simplement exposé les faits. Elle a déclaré que ce parti semblait être l'instrument de la pénétration communiste au Cameroun, ce qui n'était pas, aux yeux de tous les membres du Conseil, une chose infamante. L'Autorité administrante avait estimé qu'il était de son devoir de signaler le fait, simplement parce que certains Membres de l'Organisation des Nations Unies avaient manifesté un certain intérêt pour le secrétaire général du parti qui, suivant un procédé classique, avait voulu se faire passer devant le Conseil pour le porte-parole de toute la population du Cameroun, et au Cameroun pour le confident des Nations Unies. Ce parti était — et il n'y avait dans ce terme aucune intention péjorative — un parti d'agitateurs, et l'on pouvait constater à son égard, dans de nombreuses sections de la population, des réactions violentes. Ces réactions étaient connues du Conseil par l'intermédiaire des pétitions. Selon le représentant de la Syrie, ce parti était persécuté; cependant, M. Um Nyobe, son représentant, avait indiqué lui-même devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale, le 5 décembre 1953, qu'il avait donné 83 conférences publiques auxquelles avaient assisté des dizaines de milliers d'auditeurs. Encore que ces chiffres fussent sujets à contestation, M. Um Nyobe ne pouvait donc se plaindre d'un régime discriminatoire. Lorsque, pour des raisons d'ordre public, les réunions étaient interdites ou la police présente, il criait à la persécution; mais lorsque la police était absente et qu'il se faisait malmené, il criait au complot.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a noté que plusieurs délégations s'étaient émues du manque de conscience nationale dans le Territoire et que le représentant du Salvador avait demandé en particulier à l'Autorité administrante de réaliser l'unité entre le nord et le sud du Territoire. La réalisation de cette unité était l'un des objectifs de l'Administration, mais l'on ne pouvait se dissimuler qu'il restait encore beaucoup à faire dans ce domaine. Les fonctionnaires autochtones du sud n'aimaient pas aller dans le nord et préféraient parfois perdre leur poste plutôt que d'être nommés dans cette région. Il y avait lieu d'espérer que l'influence croissante des partis politiques, qui débordaient le cadre tribal, et l'existence d'une assemblée unique, qui traitait des problèmes de toute une région, amèneraient rapidement une fusion des intérêts et la création d'un sentiment de solidarité. La cordialité qui régnait entre les conseillers du nord et ceux du sud lors des sessions de l'Assemblée encourageait cet espoir. L'enseignement, qui était le même partout, contribuerait également à créer un sentiment national et, enfin, l'initiative prise par l'Administration d'organiser pour tous les membres de l'Assemblée un voyage d'études dans une région déterminée du Territoire ne pourrait que donner elle aussi des résultats satisfaisants.

#### ADMINISTRATION TERRITORIALE ET ASSEMBLÉE TERRITORIALE

A propos du système du double collège électoral, le représentant de la Chine a jugé qu'il n'était guère vraisemblable, puisque le concours des Européens demeurait indispensable à la mise en valeur du Territoire, que la population autochtone méconnût les intérêts européens au détriment des siens propres. De plus, si les intérêts de l'une des parties devaient passer les premiers, ce serait aux autochtones de revendiquer la priorité. Le représentant de la Chine a fait appel à l'Autorité administrante pour qu'elle examine plus avant la question. Il a aussi exprimé l'avis que l'Autorité administrante devrait étudier attentivement les idées de la Mission de visite sur l'adoption d'un système de collège unique. Il a dit enfin combien il était déçu d'apprendre que la mise au point de la loi visant à élargir les pouvoirs de l'Assemblée territoriale, qui, à la onzième session, avait fait l'objet d'une recommandation du Conseil, n'était pas encore achevée; à son avis, le Conseil se devait d'adopter une recommandation à cet égard.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que le Conseil attendrait avec intérêt que le Parlement français promulgue les mesures législatives destinées à élargir les pouvoirs de l'Assemblée territoriale et à étendre ses fonctions délibératives.

Le représentant d'Haïti a appelé l'attention du Conseil sur l'explication donnée par l'Autorité administrante, selon laquelle si le système du double collège subsistait, c'était parce que la grande majorité des Camerounais avaient conservé le statut personnel et parce qu'il fallait protéger les intérêts des Européens. Ces raisons ne lui paraissaient pas très convaincantes. Quant aux pouvoirs de l'Assemblée territoriale, il était exact que l'Assemblée n'était pas un parlement. Il serait bon, néanmoins, que l'Autorité administrante ne tardât pas à faire passer la loi qui élargirait le champ d'action de l'Assemblée. C'était souvent la lenteur avec laquelle étaient prises certaines mesures qui provoquait l'impatience des populations, car elles craignaient que leurs intérêts ne fussent méconnus.



Le représentant du Salvador a déploré que l'Autorité administrante n'eût pas encore institué un collège électoral unique et il a déclaré qu'elle devrait faire tout ce qui était en son pouvoir pour le créer le plus tôt possible.

Le représentant de la Syrie a fait observer que, parmi les membres de l'Assemblée territoriale, on trouvait, outre des autochtones, un certain nombre de citoyens français. Il a souligné également que les décisions de l'Assemblée n'étaient pas exécutoires et il a déclaré, à cet égard, que l'Assemblée ne possédait même pas les attributions qui étaient celles des conseils généraux dans les départements de la métropole.

Le représentant de la Syrie a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante parviendrait, dans un avenir rapproché, à instituer un collège électoral unique.

Le représentant de l'Inde a fait observer que, du point de vue de la représentation à l'Assemblée territoriale, un Français était considéré comme équivalant à 140 Camerounais, puisque les 12.000 Français du Territoire avaient 18 représentants, alors que les 3 millions de Camerounais n'en avaient que 32. L'existence de ce double collège n'était qu'une manifestation de discrimination raciale. L'Assemblée avait un rôle exclusivement consultatif, ses attributions étaient extrêmement limitées et, bien que l'Autorité administrante eût donné l'assurance que ses pouvoirs seraient élargis, cette évolution ne s'était guère dessinée jusqu'ici.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, malgré les instances du Conseil de tutelle et celles de la population autochtone elle-même, l'Autorité administrante avait maintenu le système du double collège électoral. Il voyait là un des exemples les plus frappants de la privation de droits politiques et de la discrimination dont la population autochtone était victime. Cette politique plaçait les autochtones dans une situation d'infériorité par rapport aux Européens et assurait la domination européenne. Si les autochtones étaient représentés dans la même proportion que les Français résidant au Cameroun, ils auraient à l'Assemblée territoriale non pas 30 représentants, mais 5.000. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a ajouté que la population autochtone était loin d'accepter cette situation et qu'elle réclamait l'abolition du système.

Il a fait observer que la Mission de visite avait reçu des communications demandant l'octroi de pouvoirs législatifs à l'Assemblée territoriale qui, pour le moment, n'était qu'un organisme consultatif. Il a souligné que l'Autorité administrante avait promis de donner suite aux revendications de la population autochtone en élargissant les pouvoirs de l'Assemblée territoriale et de déposer à cet effet un projet de loi devant le Parlement français; mais, jusqu'ici, l'Autorité administrante n'avait rien fait pour tenir ses promesses.

Le représentant de l'Autorité administrante a estimé qu'il y avait un malentendu touchant le rôle des deux collèges électoraux pour l'élection de représentants à l'Assemblée territoriale. Pour l'Autorité administrante, ce système n'avait aucune valeur de principe: c'était une solution empirique qui avait permis l'encadrement des autochtones par des hommes mieux préparés à la discussion des problèmes économiques et financiers. Cette solution avait permis de hâter l'adoption des plans de développement économique dont dépendait l'avenir du Territoire et de ses habitants. En 1952, ayant perdu sa raison d'être au Togo, le double collège a été supprimé,

et il était hors de doute que l'abolition de ce système au Cameroun serait discutée au Parlement avant le renouvellement du mandat de l'Assemblée territoriale actuelle. Il était certain qu'il serait tenu compte à cette occasion, comme d'un facteur très important, de l'opinion exprimée par le Conseil de tutelle.

Le représentant de l'Autorité administrante a regretté que les représentants de l'Inde et de l'Union soviétique, qui avaient présenté l'Assemblée territoriale comme un organe exclusivement consultatif, n'eussent pas lu, même superficiellement, le décret du 25 octobre 1946. Les pouvoirs de l'Assemblée étaient très réels, très étendus et, contrairement à l'opinion avancée par le représentant de la Syrie, beaucoup plus larges que ceux des conseils généraux de la métropole.

Du point de vue politique, l'Assemblée territoriale intervenait, au nom du Territoire, en diverses occasions: modification du statut, lois fixant le statut et l'organisation intérieure. Du point de vue financier, l'individualité financière du Territoire sous tutelle était beaucoup plus marquée que celle d'un département de la métropole. Dans un département, la majorité des recettes encaissées et des dépenses effectuées s'étaient au titre du budget de l'Etat, tandis que le Cameroun était maître de ses opérations financières pour autant qu'elles intéressaient son propre territoire. L'Assemblée territoriale pouvait instituer des taxes et des impôts, y compris les droits d'importation et d'exportation, tandis qu'un conseil général métropolitain n'intervenait jamais dans ce domaine. Le pouvoir central n'intervenait pas, sauf quand son intervention était sollicitée pour excès de pouvoir ou violation de la loi. L'individualité du Territoire sous tutelle et, partant, l'importance de son organisme délibératif apparaissaient dans les fonctions attribuées à cet organisme et dans la séparation que l'on avait ménagée entre les finances du Territoire et celles de la métropole. Le représentant de l'Autorité administrante a précisé que le Haut-Commissaire français au Cameroun n'avait pas une seule fois demandé l'annulation d'une décision prise par l'Assemblée territoriale.

Dans l'ensemble, l'expérience faite au Cameroun avait été heureuse et les représentants des populations camerounaises avaient fait preuve de sagesse, de discernement et de dévouement au bien public, et ils n'avaient que très rarement pris des positions regrettables. Le Gouvernement français était donc décidé à élargir considérablement les pouvoirs délibératifs de l'Assemblée, à lui permettre de suivre l'application de ses décisions et à y participer grâce à la nomination de quelques-uns de ses membres à un Conseil exécutif. Le représentant de l'Autorité administrante a exprimé la certitude que le Parlement français ferait bon accueil à ces propositions. S'il était vrai que la procédure parlementaire à suivre pour ces réformes était relativement lente, elle avait en revanche certains avantages puisqu'elle donnait aux décisions finales force et solennité. Le représentant de l'Autorité administrante a terminé en déclarant que la proposition du représentant de la Nouvelle-Zélande touchant la durée du mandat des membres de l'Assemblée territoriale recevrait certainement l'attention qu'elle méritait.

#### ADMINISTRATION RÉGIONALE ET COMMUNES MIXTES

De l'avis du représentant de la Chine, il fallait se féliciter de l'accroissement du nombre des communes mixtes urbaines et de l'institution de communes mixtes rurales. Tout en admettant le bien-fondé de la distinction établie dans la composition des deux types de con-



seils municipaux, le représentant de la Chine a exprimé l'espoir de voir étendre aussitôt que possible l'application de la méthode électorale.

Le représentant de l'Australie a déclaré qu'il était heureux d'apprendre que l'expérience des bureaux de village s'annonçait comme un succès et qu'elle serait probablement étendue. Il s'agissait d'une innovation simple et peu coûteuse qui aiderait à résoudre les difficultés rencontrées dans les villages.

Le représentant d'Haïti a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante serait en mesure d'étendre la création de communes mixtes rurales et urbaines à d'autres régions du Territoire et d'élargir les pouvoirs de ces institutions. Il a constaté que les magistrats des deux types de communes étaient élus selon des méthodes différentes et il a fait observer que le mode d'élection du conseil municipal urbain avait suscité des critiques. Il fallait éviter que le souci de protéger certains intérêts empêche les autochtones d'élire les conseils municipaux urbains. Le Haut-Commissaire pourrait se réserver le droit de les dissoudre pour des raisons bien déterminées.

Le représentant du Salvador a constaté que la création de communes mixtes rurales devait amener une collaboration encore plus efficace entre les chefs autochtones et l'Administration.

Le représentant de l'Inde a été surpris d'entendre affirmer que l'existence du système tribal faisait obstacle à une réforme de l'administration locale. Au lieu de considérer ce système comme un obstacle, il conviendrait au contraire d'en tirer parti pour développer l'autonomie sur le plan local. L'argument selon lequel le caractère arriéré des Camerounais empêcherait l'évolution de l'administration municipale ou locale n'avait donc pas impressionné la délégation indienne.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que si l'on réservait un certain nombre de sièges aux Européens dans les conseils municipaux, c'était pour la simple raison qu'ils jouissaient de certains avantages économiques. Cette pratique était contraire aux principes démocratiques et constituait une discrimination caractérisée contre les populations autochtones.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le représentant de l'Union soviétique faisait erreur lorsqu'il prétendait qu'aux conseils municipaux, les sièges réservés à des citoyens de statut civil de droit commun étaient attribués d'autorité à des Européens, du fait de leur situation économique. Dans un certain nombre de communes rurales, des sièges étaient réservés à des citoyens de statut civil de droit commun, mais c'était le corps électoral de la circonscription, votant en collège unique, qui décidait de leur attribution. Le collège électoral choisissait parmi les candidats jouissant de ce statut ceux qu'il estimait capables d'assurer au mieux la gestion des intérêts communaux. Sur les 251 sièges, 13 étaient réservés; le rapport le plus élevé était enregistré dans la commune d'Akonolinga, où il y avait 3 sièges réservés sur 26. De toute évidence, les titulaires de ces sièges ne pouvaient que faire entendre leur voix et il leur était impossible d'exercer une influence prépondérante sur le conseil. D'ailleurs, ils ne représentaient pas seulement des intérêts économiques; ainsi, à Ebolowa, les 2 élus pour les 2 sièges réservés étaient des prêtres de la mission catholique.

Répondant au représentant d'Haïti, le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'une réforme des municipalités urbaines était envisagée et qu'un

projet de loi tendant à doter les centres urbains de Douala et de Yaoundé d'un conseil municipal serait soumis prochainement à l'Assemblée territoriale.

#### CHEFFERIES TRADITIONNELLES

Le représentant de l'Australie a déclaré que sa délégation se félicitait des mesures que l'on avait prises pour organiser les chefferies en définissant leur rôle, leurs attributions et leurs relations tant avec la population qu'avec l'Administration. Il a déclaré que le Conseil devrait noter avec intérêt certaines des dispositions adoptées en vue d'améliorer encore cette institution fondamentale.

Le représentant de la Belgique a noté la décision prise par l'Administration de maintenir les cadres traditionnels et de les faire évoluer d'une manière progressive vers un statut plus moderne. Il a exprimé l'espoir que, dans l'avenir, les chefs du nord accepteraient avec moins de réticence l'évolution nécessaire. En ce qui concerne les corvées coutumières dues aux chefs, le représentant de la Belgique a suggéré que l'Autorité administrante, qui n'avait pas reconnu légalement ce système, mais qui n'avait pas voulu l'abolir par des mesures coercitives, envisage de faire verser directement ces redevances au chef par un trésor de la chefferie auquel tous les indigènes contribueraient. Ainsi, les chefs n'auraient plus de raison de se plaindre de n'avoir aucun moyen légal d'exiger l'exécution des corvées qui leur sont dues d'après la coutume. On obtiendrait en outre, de cette manière, une répartition plus équitable du tribut coutumier.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a signalé que le rapport de la Mission de visite faisait ressortir que l'Autorité administrante maintenait et renforçait artificiellement le régime de la chefferie et l'ensemble des institutions tribales. L'Autorité administrante n'avait pas envisagé de mesures pour faire disparaître ce vestige d'une institution surannée qui entravait le progrès des autochtones. Elle avait certes élaboré un projet de loi tendant à assujettir les chefs de tribu au contrôle des autorités administratives, mais ce projet n'aurait d'autre effet que de transformer les chefs de tribu en fonctionnaires et en agents de l'Administration. Ce projet n'introduirait pas de réforme démocratique de la structure de la société, mais ferait simplement des chefs de tribu des auxiliaires de l'Administration qui servirait mieux son dessein de perpétuer sa domination et de s'assujettir plus fermement la population autochtone. Les pétitions présentées au Conseil faisaient clairement ressortir qu'en maintenant les chefs de tribu et en en faisant des fonctionnaires, l'Administration pourrait plus aisément soumettre la population autochtone à l'arbitraire. Le représentant de l'URSS a déclaré qu'il y avait lieu de noter à cet égard les pétitions T/PET.5/140, T/PET.5/158 et T/PET.5/174. L'Autorité administrante devrait prendre des mesures pour assurer la conversion du système tribal en un régime d'autonomie fondé sur les principes démocratiques. A cette fin, elle devrait revoir sa politique et renoncer à toute tentative pour maintenir le régime de la chefferie en faisant des chefs les agents salariés de l'Administration ou en les assimilant à ses fonctionnaires. Il importait d'introduire des réformes radicales pour donner à l'administration des bases démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a noté que le représentant de l'Union soviétique avait reproché à l'Autorité administrante de maintenir le ré-

gime tribal, considéré par lui comme un obstacle au progrès et à la démocratie. Il a ajouté qu'il avait été heureux de trouver dans l'intervention du représentant de l'Inde un argument contraire; celui-ci avait émis l'opinion que, au lieu de détruire la structure sociale existante, l'Autorité administrante devrait essayer d'en tirer parti et de mettre à profit la cohésion et la solidarité sociale de la tribu pour développer l'administration municipale et locale; c'était précisément ce que faisait l'Autorité administrante.

Le représentant spécial a souligné à nouveau que dans l'organisation des communes rurales on s'était attaché à assurer une représentation adéquate à chaque unité ethnique et que, en étendant cette institution, on tiendrait compte des conditions politiques particulières à chaque région et notamment de la permanence, dans certaines d'entre elles, des institutions traditionnelles. L'établissement de bureaux de village avait abouti également à une décentralisation partielle de l'administration et au renforcement de la cohésion sociale du groupe ethnique.

Le représentant spécial a déclaré que l'Autorité administrante n'avait aucunement l'intention de transformer les chefs en simples agents administratifs, non plus que de cristalliser les institutions actuelles. Le projet de réglementation soumis au Parlement français tendait à définir de façon plus nette un statut qui demeurerait régi par des règles coutumières diverses dont l'interprétation juridique était souvent difficile. Le projet de loi aurait pour effet de renforcer à l'égard de l'Administration les garanties juridiques des chefs dans l'exercice de leurs fonctions et de définir de façon plus étroite les pouvoirs des chefs à l'égard des populations dont ils avaient la charge.

Au sujet des plaintes reçues de certains chefs traditionnels par la Mission de visite, le représentant spécial a fait observer que certains chefs savaient bien qu'il était impossible de revenir en arrière et que bon nombre d'entre eux avaient sollicité les suffrages de leurs administrés, tant aux élections à l'Assemblée territoriale qu'aux élections municipales. L'administration locale s'efforçait de les initier aux conceptions modernes, aussi bien dans les contacts quotidiens de la vie administrative que par des innovations plus hardies, telles que l'organisation de voyages en France. Par contre, il serait injuste de laisser planer sur les chefs, qui constituaient une élite et qui assumaient la lourde responsabilité de diriger les collectivités relevant de leur autorité, la suspicion qu'avaient éveillée les accusations portées dans certaines pétitions. Le représentant de l'Autorité administrante a affirmé que les chefs n'avaient pas de pouvoirs absolus, qu'ils n'agissaient qu'avec l'assentiment de l'Administration, et que, s'ils venaient à commettre des abus, ils pouvaient être poursuivis en justice.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que les travaux coutumiers effectués au bénéfice des chefs, auxquels s'était référé le représentant de la Belgique, tendaient à disparaître. Cependant, ces travaux étaient toujours discutés par le conseil tribal et, en cas de contestation, restaient sous le contrôle de l'Administration qui fournissait l'outillage et les matériaux de construction. Ils n'avaient aucunement le caractère d'un travail forcé imposé par les chefs, pas plus qu'ils ne représentaient une charge excessive pour la collectivité. Sans doute serait-il souhaitable, comme l'avait fait ob-

server le représentant de la Belgique, que ces travaux fussent exécutés par des services publics; mais le représentant spécial a indiqué qu'il ne fallait pas se presser d'imposer une organisation bureaucratique aux collectivités locales et il a fait valoir que les travaux effectués ainsi sur le plan de la collectivité locale avaient trop peu d'ampleur pour justifier l'organisation d'une caisse de village.

## ORGANISATION JUDICIAIRE

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le système judiciaire en vigueur dans le Territoire impliquait la coexistence des pouvoirs administratifs et judiciaires dans les mêmes mains et que cette confusion aboutissait à l'arbitraire et à l'illégalité. Il a rappelé que des pétitionnaires s'étaient plaints que les tribunaux fussent entièrement sous le contrôle de l'Administration et que la magistrature dans son ensemble fût entre les mains des fonctionnaires français. Les représentants de la population autochtone ne pouvaient faire appel à aucune cour. Pareille organisation judiciaire ne pouvait sauvegarder les intérêts des autochtones du Territoire.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que les mêmes voies de recours étaient ouvertes aux Camerounais et aux citoyens français tant dans l'ordre judiciaire que dans l'ordre administratif. Il a fait observer que l'organisation judiciaire du Territoire reposait effectivement sur le principe de la séparation des pouvoirs. Les fonctionnaires de l'ordre administratif n'accomplissaient des fonctions judiciaires que dans cinq justices de paix situées dans des localités très éloignées. Ces justices de paix avaient été créées dans l'intérêt des justiciables et disparaîtraient au fur et à mesure du développement des communications. Elles n'étaient compétentes qu'en matière de délits et non de crimes et ne pouvaient imposer que des peines mineures.

Rappelant que les représentants de l'Inde et de l'URSS avaient qualifié d'arbitraire l'organisation judiciaire et qu'ils avaient déclaré qu'elle n'offrait aucune garantie pour les Camerounais, le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer que ces représentants n'avaient pas tenu compte des explications fournies par l'Autorité administrante et il a jugé nécessaire de les répéter.

Lorsque les Puissances européennes avaient pénétré en Afrique, elles s'étaient trouvées devant un ordre social et judiciaire qui contrevenait à la fois à leurs canons éthiques et aux règles de leur ordre moral. Cependant, elles avaient graduellement substitué leur justice à la justice autochtone, à la grande satisfaction de la majorité des populations. C'est ainsi que les fonctions de magistrat avaient été dévolues aux fonctionnaires responsables de l'ordre. Mais, depuis cette époque, les fonctions administratives s'étaient développées et avaient pénétré toujours plus profondément dans la vie des populations, ce qui avait contraint l'Administration de séparer les deux pouvoirs et de réorganiser la justice. C'était là l'un des principes établis par les décrets de 1946 et de 1947. Après avoir décrit sommairement la structure des juridictions pénales du Territoire, le représentant spécial a terminé en opposant en bloc un démenti formel aux accusations formulées par le représentant de l'Union soviétique.

### III. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le Cameroun dispose, grâce à sa situation géographique, d'une gamme de production étendue. Comme la plupart des pays neufs situés sous les tropiques, son économie est essentiellement fondée sur le travail du sol. L'agriculture, l'élevage et l'exploitation de la forêt constituent les principales branches de l'activité économique du Territoire et occupent la plus grande partie de la population, tandis que les entreprises industrielles et minières, de date récente, y sont encore peu importantes.

L'Autorité administrante a signalé dans son rapport pour 1952 que le renversement de la tendance sur les marchés mondiaux avait eu des répercussions sur l'économie du Territoire. Les exportations ont marqué au cours de l'année un recul de 15 pour 100 en tonnage, bien que la valeur des produits soit restée sensiblement la même. L'Autorité administrante a déclaré qu'elle était consciente des difficultés que pourrait créer au Territoire une récession économique mondiale et qu'elle s'efforçait d'y parer par un accroissement et une diversification de son économie. A cet égard, son représentant spécial a signalé à la treizième session du Conseil que dans les neuf premiers mois de 1953, les exportations avaient marqué une augmentation en volume et en valeur par rapport à la période correspondante de 1952 et que, au seuil de l'année 1954, la situation économique du Territoire semblait se présenter favorablement malgré les difficultés de la conjoncture internationale.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait noté le nombre relativement élevé des Européens qui vivaient dans le Territoire et il avait formulé le vœu que les intérêts économiques des autochtones continueraient d'être soigneusement protégés.

La Mission de visite de 1952 a constaté que le Territoire était l'objet d'un développement économique actif. Notant les sommes énormes qui avaient été investies par des Européens dans les entreprises économiques du Cameroun, la Mission a estimé que ces investissements prouvaient la vigueur économique du Territoire et auguraient bien de son avenir, mais qu'il importait toutefois de prendre toutes les précautions possibles pour protéger les intérêts des populations autochtones et pour leur réserver la part qui leur revenait dans le développement économique du Territoire.

A cet égard, l'Autorité administrante a déclaré dans son rapport que la protection des intérêts économiques autochtones constituait un de ses soucis les plus constants.

La question du développement économique du Territoire et de la participation des Européens à sa vie économique a été soulevée, aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale, par les représentants de l'Union des populations du Cameroun et du Parti socialiste camerounais. Le représentant de l'Union des populations du Cameroun a déclaré que l'Autorité administrante devrait faire appel à l'assistance de l'ONU et des institutions spécialisées pour favoriser le développement économique du Territoire; il s'est également plaint que la population ne fût pas consultée quant à l'utilisation des ressources du pays. Le représentant du Parti socialiste camerounais, regrettant le quasi-monopole économique exercé par les Européens, a émis l'avis qu'il faudrait réglementer l'immigration européenne dans le

Territoire afin de protéger les intérêts de la population autochtone; il a également déclaré que l'ONU devrait prendre des mesures pour assurer une participation plus active des autochtones au développement économique du Territoire.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et les recommandations suivantes:

*Le Conseil, notant les progrès satisfaisants qui ont été accomplis au point de vue du développement de l'économie et de l'infrastructure du Territoire, félicite l'Autorité administrante d'avoir décidé de donner la priorité, dans la deuxième phase du plan décennal, à l'augmentation de la production, estime que le succès du plan dépendra beaucoup de la participation des autochtones et de leur coopération avec l'Autorité administrante, exprime sa conviction que, forte de cette coopération, l'Autorité administrante s'emploiera activement à mener le plan à bonne fin.*

*Le Conseil, rappelant ses recommandations antérieures, qui ont souligné l'importance d'une participation accrue des autochtones au développement économique du Territoire, appelle tout particulièrement l'attention de l'Autorité administrante sur l'observation de la Mission de visite de 1952 selon laquelle il faut que toutes les précautions possibles soient prises pour sauvegarder les intérêts des autochtones et assurer qu'ils participent pleinement à la vie économique du Territoire.*

*Le Conseil, considérant la résolution 439 (V) que l'Assemblée générale a adoptée au sujet de l'assistance technique aux Territoires sous tutelle, constatant en outre que l'Autorité administrante a eu recours à cette assistance, exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera d'utiliser les moyens que lui offrent les institutions spécialisées et le Programme élargi d'assistance technique.*

##### PLAN DÉCENNAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le plan décennal de développement économique et social du Cameroun, conçu dans le cadre de la loi du 30 avril 1946, a été mis en œuvre en 1947. Pendant les deux premières années, des budgets spéciaux annuels ont été affectés à l'exécution du plan. En 1949, le principe de l'exercice annuel a été abandonné et remplacé par la notion du programme quadriennal. Un premier programme-plan quadriennal a été lancé le 1er juillet 1949. Il a été suivi d'un second programme-plan quadriennal portant sur la période allant du 1er juillet 1953 au 30 juin 1957.

Les objectifs économiques du plan décennal sont essentiellement l'amélioration de l'infrastructure et le développement de la production. Parallèlement à l'effort économique, le plan a prévu une action sociale dans le domaine de la santé publique, de l'enseignement et de l'habitat.

Dans le premier programme-plan, la priorité a été donnée au développement de l'infrastructure. D'après le rapport de l'Autorité administrante, les crédits d'engagements ouverts au titre du plan décennal se montaient, au 30 juin 1952, à 17.814.350.000 francs CFA, dont 14.096.700.000 francs CFA pour l'infrastructure, 1.847.250.000 frs CFA pour la production, 1.701.400.000 francs CFA pour l'action sociale et 169 millions de francs CFA pour les dépenses générales.

L'Autorité administrante a signalé que dans le second programme-plan quadriennal l'effort principal porterait sur la production dont il visait avant tout à améliorer

le rendement et la qualité, les équipements de base ne devant plus représenter que l'achèvement de l'infrastructure commencée, dans la mesure seulement où elle était indispensable à l'écoulement des produits. Le programme prévoyait également la continuation de l'action sociale.

La Mission de visite de 1952 a noté le rôle primordial que jouait le plan décennal dans le développement économique du Territoire. Elle a estimé que la décision de donner la priorité à la production dans le second programme-plan quadriennal était judicieuse, en raison de la conjoncture économique du Territoire.

#### AGRICULTURE

La majeure partie de la population autochtone tire ses ressources de l'agriculture. Chaque famille se livre dans son cadre traditionnel à des cultures vivrières et, accessoirement, à des cultures d'exportation. La participation des Européens à certains secteurs de l'activité agricole est importante, notamment dans la production des bananes, du café et du tabac.

D'après le rapport de l'Autorité administrante, la production vivrière de 1952 n'a pas été sensiblement différente de celle des années précédentes. Quant aux cultures d'exportation, la production du cacao, du café, du tabac et du coton a continué à progresser, tandis que celle des bananes et des palmistes a subi un fléchissement dû en partie aux tornades qui ont détruit d'importantes surfaces de bananeraies et à l'effondrement des cours des palmistes au cours de l'année. Le tableau suivant donne la production, en tonnes, des différentes cultures en 1951 et en 1952 :

	1951	1952
Cultures vivrières.....	1.936.590	1.974.990
Cultures d'exportation :		
Cacao .....	50.000	55.000
Café .....	10.300	11.500
Huile de palme.....	5.600	4.900
Palmistes .....	27.100	19.200
Caoutchouc .....	2.075	2.500
Bananes .....	70.000	62.000
Coton .....	1.300	5.200
Tabac .....	1.560	1.827

L'Autorité administrante a signalé que ses efforts en vue d'améliorer l'agriculture se sont poursuivis au cours de 1952. Diverses mesures ont été prises pour développer et protéger la production du cacao, du café et des bananes ; la culture du quinquina s'est poursuivie à la station expérimentale de Dschang ; des variétés nouvelles de tabac, de cotonnier, de riz et d'arachides ont été introduites et des essais ont été envisagés pour introduire la culture du thé dans la zone montagneuse. Le Service de l'agriculture, considérablement développé depuis 1947, a été complété en 1952 par la création du Service du génie rural.

La Mission de visite de 1952, qui a constaté que les méthodes de culture utilisées par les autochtones étaient encore primitives et rudimentaires, a signalé que l'Administration avait pris des mesures propres à développer l'agriculture et accordait à cette question toute l'attention qu'elle méritait.

Les questions relatives à l'agriculture ont fait l'objet de plusieurs pétitions. L'Union des syndicats confédérés et le Kumzè<sup>320</sup> ont demandé que l'Administration prit des mesures pour moderniser les méthodes de culture, protéger les intérêts des planteurs autochtones et

restituer la liberté de culture du café. L'Union des populations du Cameroun et d'autres pétitionnaires<sup>330</sup> se sont plaints de l'insuffisance du prix payé aux producteurs et de la restriction apportée à l'achat des fusils de chasse dont les planteurs avaient besoin pour défendre leurs champs contre les animaux nuisibles.

A cet égard, l'Autorité administrante a déclaré que la réglementation sur les armes était nécessaire pour prévenir le massacre du gibier, mais que les permis étaient toujours accordés lorsqu'ils étaient nécessaires à la protection contre les animaux déprédateurs ou féroces. En ce qui concerne le prix des produits, la Mission de visite, qui avait également reçu des doléances sur le prix du cacao, a estimé qu'un prix suffisamment rémunérateur devrait être garanti aux planteurs de cacao et elle a suggéré à l'Administration d'étudier les mesures qui pourraient être prises dans ce sens.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil prend note du fait que l'un des principaux objectifs de la deuxième phase du plan décennal est la modernisation des méthodes de culture et l'intensification de la formation professionnelle, note avec satisfaction les efforts que l'Autorité administrante déploie pour diversifier les cultures, cette action devant fortement contribuer à la stabilité économique du Territoire, invite instamment l'Autorité administrante à intensifier ces efforts.*

*Le Conseil constate avec inquiétude que les prix payés actuellement aux producteurs de cacao sont fonction des fluctuations des prix sur les marchés mondiaux, tenant compte des explications du représentant spécial de l'Autorité administrante au sujet des difficultés auxquelles se heurte la création d'un fonds de stabilisation du cacao, invite l'Autorité administrante à poursuivre l'étude des mesures qui pourraient être prises pour assurer la stabilité des prix payés aux producteurs de cacao.*

*Le Conseil invite également l'Autorité administrante à prendre des mesures pour encourager encore le développement, dans le Territoire, des coopératives pour l'écoulement du cacao et d'autres produits.*

#### ELEVAGE

L'élevage constitue, avec l'agriculture, l'activité économique principale du Territoire, dont le cheptel compte 1.250.000 bovins, 1.300.000 ovins et caprins, 250.000 porcins, 81.000 équins et plus de 2 millions de volailles.

L'Autorité administrante a signalé que, dans le cadre de son programme en vue d'améliorer le cheptel, 5 nouveaux dispensaires vétérinaires avaient été construits en 1952. D'autre part, les stations zootechniques de Kounden et de Wakwa, dont la construction avait été commencée il y a quelques années, étaient en voie d'achèvement et les travaux en vue de l'établissement de la "chaîne du froid", qui devait assurer le transport de la viande des régions d'élevage du nord aux centres de consommation du sud, s'étaient poursuivis. Le second programme-plan quadriennal prévoit la constitution d'un grand nombre de zones de modernisation des pâturages dotées de puits, d'abreuvoirs, de pare-feu et où sera pratiqué un système de rotation des pâturages.

<sup>330</sup> T/PET.5/L.5, 6 ; T/PET.5/123, 132, 151, 171. Pour la suite donnée à la pétition T/PET.5/171, voir la résolution 942 (XIII).

<sup>320</sup> T/PET.5/L.8 et L.9.



La Mission de 1952 a constaté avec satisfaction les efforts entrepris par l'Administration en vue de développer l'élevage. Elle a exprimé l'espoir que ces efforts seraient poursuivis et intensifiés et elle a suggéré que des mesures soient prises par l'Administration pour développer le commerce du cuir.

#### COOPÉRATIVES ET SOCIÉTÉS AUTOCHTONES DE PRÉVOYANCE

Il existe au Territoire deux catégories d'institutions coopératives : les coopératives proprement dites et les sociétés autochtones de prévoyance (SAP) que l'on peut assimiler à des coopératives d'Etat.

Les coopératives proprement dites, dont un grand nombre ont été créées après la deuxième guerre mondiale avec l'aide financière de l'Administration, n'ont pas connu de succès dans l'ensemble. L'Autorité administrante attribue la cause de cet échec au manque d'éducation coopérative préalable du paysan camerounais et surtout à l'absence de cadres de direction qualifiés.

L'Autorité administrante a déclaré qu'elle n'avait pas conclu de l'échec des premières coopératives à la condamnation définitive du système, mais à la nécessité d'un minutieux travail préparatoire. A cette fin, elle a orienté ses efforts dans trois directions, à savoir : a) réorganisation des rapports entre les sociétés autochtones de prévoyance et les coopératives afin que les premières apportent aux secondes le bénéfice de leur expérience et leur caution morale et financière ; b) formation d'un personnel de gestion qualifié par l'ouverture depuis 1951 de cours spécialisés à Yaoundé ; c) mise en place d'un contrôle qui, tout en respectant l'autonomie de chaque coopérative, puisse éviter les accidents financiers.

Les sociétés autochtones de prévoyance auxquelles les agriculteurs autochtones sont obligatoirement affiliés ont été créées en 1937. Leur objectif principal est de mettre à la disposition des adhérents un minimum d'outillage et de capitaux, d'améliorer le rendement de leur production et en faciliter la commercialisation, et d'exécuter certains travaux d'intérêt général qui ne peuvent être laissés à l'initiative privée. Il existe une société autochtone de prévoyance dans chaque région ; chaque société est dirigée par un conseil d'administration présidé par le chef de région.

L'Autorité administrante a signalé que les activités des sociétés autochtones de prévoyance n'avaient cessé de croître depuis leur institution et qu'elle envisageait de leur confier un rôle important dans l'exécution du second plan quadriennal. A propos de la structure des sociétés autochtones de prévoyance, elle a déclaré qu'il n'avait pas paru opportun d'enlever la présidence du conseil d'administration élu au chef de la circonscription territoriale. A son avis, ces organismes ne pouvaient être entièrement dirigés par des Camerounais que lorsqu'il serait possible d'appeler à leur tête des hommes possédant une pratique commerciale et une formation financière étendues.

La Mission de visite de 1952 a rapporté que l'organisation et les activités des sociétés autochtones de prévoyance suscitaient de vives critiques chez certains éléments de la population. Ceux-ci se plaignaient, en particulier, que les autochtones fussent écartés de l'administration des sociétés autochtones de prévoyance et que les revenus de ces sociétés ne fussent pas utilisés dans

l'intérêt des autochtones. La Mission a estimé que le Conseil de tutelle devrait suivre de près cette question.

Des doléances semblables figuraient également dans trois pétitions<sup>381</sup> adressées au Conseil de tutelle.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil recommande à l'Autorité administrante, en coopération avec la population autochtone, d'accorder une attention particulière au développement du mouvement coopératif à tous les degrés.*

#### INDUSTRIES

A des sessions antérieures, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité administrante d'intensifier l'industrialisation du Territoire et d'encourager les autochtones à prendre une large part au développement industriel dans le Territoire.

L'Autorité administrante a signalé que, sauf pour les industries forestières pour lesquelles 1952 avait été une année particulièrement pénible en raison de la crise qui avait sévi sur le marché des bois tropicaux, l'industrialisation du Territoire s'était poursuivie à un rythme soutenu au cours de l'année. Quatre huileries avaient été mises en marche au cours de l'année, tandis qu'une cinquième venait d'être construite. Quant aux industries alimentaires, la brasserie locale avait considérablement augmenté sa production tout en améliorant la qualité de ses produits, une petite conserverie était entrée en activité et le matériel de 2 rizeries avait été modernisé.

Dans le domaine des industries métallurgiques, une manufacture de vis et de boulons avait commencé ses fabrications et une usine d'emballages métalliques avait été créée. Par ailleurs, une usine produisant de l'oxygène et de l'acétylène et une usine d'égrenage de coton dotée d'un équipement moderne avaient été montées, et la construction de 2 centrales hydro-électriques, à Dschang et à Edéa, était en voie d'achèvement. Enfin, à côté de ces entreprises importantes, environ 80 petits établissements à caractère semi-industriel ou artisanal avaient été créés.

L'Autorité administrante a fait observer que si les grandes entreprises industrielles, qui exigeaient de gros investissements, appartenaient toutes à des sociétés européennes, l'élément africain participait activement à l'installation et à la mise en valeur des petits établissements et, par là, concourait au développement de l'industrialisation du Territoire.

La Mission de visite de 1952 a constaté que de grands efforts avaient été faits tant par les pouvoirs publics que par le secteur privé pour industrialiser le Cameroun. Elle a fait observer que si l'activité industrielle du Territoire était encore limitée à l'heure actuelle, la centrale hydro-électrique d'Edéa, dont la puissance pourrait atteindre 60.000 kilowatts, ne manquerait pas de favoriser un rapide développement de toute la zone sud, dès qu'elle pourrait fonctionner et fournir du courant à bon marché.

Dans une pétition<sup>382</sup>, le Kumzsé a instamment demandé la création dans le Territoire de petites industries de transformation.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, notant avec satisfaction les mesures prises par l'Autorité administrante en ce qui concerne le déve-*

<sup>381</sup> T/PET.5/L.8, L.9 ; T/PET.5/123.

<sup>382</sup> T/PET.5/L.9.



*veloppement industriel du Territoire, ainsi que l'intensification de l'aide financière aux industries artisanales existantes, recommande que l'Autorité administrante encourage le développement des petites industries avec une participation accrue des autochtones.*

## MINES

Le sous-sol du Cameroun présente de nombreux indices de minéralisation, mais seule une très faible partie des indices découverts ont fait l'objet d'une reconnaissance détaillée. La production minière se limite actuellement à l'or, au rutile alluvionnaire et à la cassitérite; elle a atteint, en 1952, 81 kilogrammes d'or, 294 tonnes de rutile et 125 tonnes de cassitérite.

L'Autorité administrante a signalé que des recherches étaient actuellement entreprises par le Bureau minier et d'autres organismes pour l'étain dans la région de Foumban-Banzo, pour l'or dans le Haut-Lem et pour le pétrole dans le bassin sédimentaire de Douala, mais qu'elles n'avaient pas encore donné de résultats appréciables. La superficie totale des permis d'exploitation et des concessions avait accusé une régression dans les dernières années à cause du prix de revient excessif de l'or et du rutile camerounais: elle était de 5.290 kilomètres carrés en 1952, contre 5.370 en 1951 et 11.500 en 1948.

Afin d'encourager l'exploitation minière, l'Autorité administrante a entrepris l'établissement d'une carte géologique qui permettra de dresser l'inventaire des ressources minérales du Territoire et a mis en service les laboratoires de chimie et de minéralogie du Service des mines où peuvent être effectuées toutes analyses de de minerais. Parallèlement, le Territoire et le Bureau minier participent au capital et aux dépenses de certaines entreprises créées en vue de la mise en valeur des ressources minières. Le second programme-plan quadriennal prévoit d'autre part une prospection plus poussée de toutes les ressources minières du Territoire.

## FORÊTS

Le domaine boisé du Cameroun comprend environ 15.870.000 hectares de forêts denses et 12 millions d'hectares de forêts tropicales sèches ou savanes boisées. Les produits forestiers constituent une ressource importantes du Territoire. La production en 1952 de bois en grumes et de bois débités était respectivement de 250.000 tonnes et de 45.000 mètres cubes, dont 41.794 tonnes et 23.901 mètres cubes ont été exportés, et celle de bois de chauffage pour le commerce était de 50.000 stères environ.

Les surfaces exploitées étaient, à la fin de 1952, d'environ 2.400.000 hectares. Ce chiffre est légèrement inférieur à celui de 1951. L'Autorité administrante a signalé que l'attitude des autochtones était en général assez favorable à l'octroi de permis d'exploitation forestière et qu'au cours des réunions d'information qui précédaient l'instruction des demandes de permis, peu de revendications étaient soulevées.

Le déboisement constitue un grave problème au Cameroun. Tous les types de forêts sont en effet menacés par les feux de brousse et par les pâturages ou les défrichements en vue des cultures. Le déboisement s'accompagne, surtout sur les terrains à forte pente, d'une dégradation des sols par suite d'érosion. Pour combattre ce fléau, l'Autorité administrante a pris un certain nombre de mesures tendant principalement à constituer des forêts classées et à lutter contre les feux

de brousse. Elle a signalé à cet égard que le classement des forêts, qui constituait la mesure de protection la plus efficace et la plus durable, avait suscité une regrettable opposition de la part des autochtones et de leurs représentants à l'Assemblée territoriale et qu'en raison de cette opposition, aucun classement de forêt n'avait pu être prononcé depuis 1948, bien que la superficie de forêts classées fût nettement insuffisante.

Le déboisement que la Mission de visite de 1952 a constaté dans certaines régions du Cameroun lui a inspiré une vive inquiétude. A son avis, une réglementation rigoureuse devrait obliger les cultivateurs à améliorer leurs méthodes de culture dans les régions à forte pente. En ce qui concerne le classement des forêts, la Mission comme antérieurement le Conseil de tutelle, a exprimé l'espoir que l'Administration prendrait toutes mesures utiles pour convaincre les populations autochtones de la nécessité d'étendre la surface des forêts classées.

A cet égard, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle poursuivait et entendait poursuivre au cours des années à venir l'effort de propagande entrepris pour faire accepter par la population du Territoire une politique de conservation des forêts.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes:

*Le Conseil, conscient des dangers du déboisement et de l'érosion des sols dans le Territoire, prie instamment l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures appropriées pour la conservation du sol et la protection des forêts, notamment en ce qui concerne le classement des forêts et le reboisement; exprime l'espoir que l'Autorité administrante recevra la coopération et l'appui sans réserve des autochtones lorsqu'elle mettra en œuvre ces mesures.*

## RÉGIME FONCIER

Le régime foncier du Cameroun divise les terres en trois catégories principales: a) les terres du domaine public ou privé du Territoire qui comprennent notamment les "terres vacantes et sans maître"; b) les terres détenues par les autochtones suivant les seules règles de la coutume locale; c) les terres ayant fait l'objet d'une procédure de reconnaissance des droits fonciers.

Trois questions relatives au régime foncier ont fait l'objet de recommandations du Conseil de tutelle. Elles ont trait à la reconnaissance des droits fonciers des autochtones, aux concessions de terres accordées aux Européens et à la notion des terres vacantes et sans maître.

A sa sixième session, le Conseil, qui avait été saisi de nombreuses plaintes concernant la lenteur apportée par le Service des domaines à satisfaire les demandes de reconnaissance des droits fonciers des autochtones, avait recommandé que l'Autorité administrante prit des mesures propres à accélérer les procédures de reconnaissance.

La Mission de visite de 1952 a rapporté que cette question avait maintenant perdu de son acuité. Elle a constaté que le Service des domaines avait été réorganisé de manière à pouvoir satisfaire toutes les demandes de reconnaissance et disposait en 1952 de 32 géomètres contre 6 en 1949. Selon le rapport de l'Autorité administrante, il a été établi, au cours de 1952, 276 livrets (soit 21 de plus qu'en 1951) portant sur 11 hectares de terrains urbains et 1.938 hectares de terrains ruraux. Au 31 décembre 1952, la superficie totale des terrains attribués aux autochtones avec titres

fonciers était de 517 hectares pour les terrains urbains et 7.749 hectares pour les terrains ruraux; le nombre des livrets fonciers a atteint 1.500.

Au sujet des "terres vacantes et sans maître" dont la notion n'a jamais été acceptée par les collectivités africaines, le Conseil, à sa sixième session, avait invité à définir d'une manière plus précise la notion de "terres vacantes et sans maître" et lui avait demandé de tenir compte, dans la nouvelle législation en préparation, d'une part, des droits traditionnels des collectivités autochtones et, d'autre part, des besoins économiques futurs du Territoire.

L'Autorité administrante a fait observer que la question des terres vacantes et sans maître était beaucoup plus une querelle de définition qu'un problème de fond et elle a estimé que la création de collectivités plus restreintes que le Territoire (municipalités et communes rurales), qui étaient habilitées à détenir un domaine privé, permettrait d'atténuer progressivement l'opposition au classement des terres non occupées.

La Mission de visite de 1952 a été informée que le Gouvernement français avait décidé de reprendre la législation domaniale sur une base nouvelle et qu'un projet de loi à cet effet était en préparation. Elle a exprimé l'espoir que des mesures seraient prises pour faire adopter ce projet aussi rapidement que possible.

Deux pétitionnaires, la Confédération générale du travail et le Kumzé<sup>333</sup>, ont critiqué le régime foncier actuel et, en particulier, la notion des "terres vacantes et sans maître".

En ce qui concerne la question des concessions, le Conseil avait formulé, à ses sixième et neuvième sessions, des recommandations tendant à sauvegarder les intérêts de la population africaine.

A cet égard, l'Autorité administrante a fait remarquer que si, aux termes du décret du 12 janvier 1938, les concessions pouvaient être accordées par arrêté du Haut-Commissaire, le décret du 25 octobre 1946 donnait à l'Assemblée locale d'importantes attributions en la matière. Ainsi, les concessions urbaines devaient être approuvées par délibération de l'Assemblée et les concessions rurales supérieures à 200 hectares étaient obligatoirement soumises à son avis. L'Autorité administrante a signalé qu'il avait été attribué en 1952, à titre provisoire, 182 concessions urbaines représentant 27 hectares et 56 concessions rurales représentant 2.724 hectares et, à titre définitif, 73 concessions urbaines représentant 32 hectares et 21 concessions rurales représentant 774 hectares. Au 31 décembre 1952, 799 hectares de terrains urbains et 106.376 hectares de terrains ruraux avaient été concédés tant à titre provisoire qu'à titre définitif.

La Mission de visite de 1952 a constaté que peu de concessions avaient été accordées ces dernières années. Elle a estimé que la procédure qui prévoyait l'intervention de l'Assemblée territoriale en cette matière pouvait protéger d'une façon satisfaisante les intérêts du Territoire et des populations autochtones.

La Confédération générale du travail et le Kumzé, déjà mentionnés plus haut, se sont plaints que des terres eussent été accordées aux colons européens sans l'assentiment des propriétaires autochtones.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

*Le Conseil, tenant compte des déclarations du représentant spécial de l'Autorité administrante qui a expliqué que les procédures de reconnaissance des droits fonciers des autochtones et d'enregistrement des titres de propriété s'étendaient progressivement à tout le Territoire et que le droit à la propriété individuelle était reconnu progressivement dans les centres urbains et les régions agricoles développées, exprime l'espoir que l'Autorité administrante poursuivra ses efforts, notamment en généralisant les opérations du cadastre, pour faciliter la définition de plus en plus complète des droits fonciers des autochtones. Le Conseil recommande à cet égard que l'Autorité administrante prenne les mesures nécessaires pour empêcher d'éventuels abus et les atteintes possibles aux droits fonciers et aux intérêts des autochtones au cours des opérations d'enregistrement mentionnées ci-dessus.*

*Le Conseil, tenant compte de la déclaration de la Mission de visite de 1952 selon laquelle la procédure qui prévoit l'intervention de l'Assemblée territoriale en matière d'octroi des concessions semble protéger d'une façon satisfaisante les intérêts du Territoire et des autochtones, réaffirme sa recommandation antérieure, à savoir que les intérêts des autochtones doivent être protégés lors de l'octroi de concessions à des non-autochtones.*

#### TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait constaté avec satisfaction l'extension et l'amélioration des communications et des facilités de transports aériens et terrestres et avait recommandé à l'Autorité administrante de continuer à développer ces facilités dans le Territoire et, en particulier, le réseau des routes secondaires.

Le Cameroun possède actuellement un réseau routier de 10.600 kilomètres, dont 8.800 kilomètres de routes et pistes carrossables en toutes saisons; 2 lignes de chemin de fer d'une longueur totale de 505 kilomètres; 2 ports maritimes à Douala et à Kribi; un port fluvial à Garoua et 17 aérodromes répartis dans le Territoire.

L'Autorité administrante a signalé que les travaux entrepris dans le cadre du plan décennal en vue d'améliorer l'infrastructure du Territoire avaient progressé d'une façon active au cours de 1952. Ces travaux avaient porté principalement sur la construction de deux axes routiers lourds reliant Douala, d'une part à Maroua, au nord, d'autre part à Bertoua, à l'est; la rénovation des installations et du matériel ferroviaires et l'aménagement des ports et des principaux aérodromes du Territoire.

L'amélioration de l'infrastructure s'est traduite, en 1952, par une sensible progression du trafic du Territoire. Le trafic maritime est passé de 658.534 tonnes en 1951 à 673.380 tonnes en 1952 et le trafic fluvial du port de Garoua de 28.945 tonnes à 31.216 tonnes. La progression du trafic aérien est encore plus nette: on a enregistré, en 1952, dans les 9 principaux aérodromes du Cameroun, 13.703 mouvements d'avions commerciaux, transportant 82.617 passagers et 12.877 tonnes de fret, alors qu'en 1951 il y avait eu 10.361 mouvements d'avions, 80.795 passagers et 7.554 tonnes de fret. Enfin, le trafic ferroviaire a également accusé une progression dans l'ensemble, malgré un léger fléchissement dans le nombre des voyageurs par chemin de fer: il y avait en effet 15.972 trains en circulation en 1952, transportant 1.316.000 voyageurs et 667.000 tonnes

<sup>333</sup> T/PET.5/L.8 et L.9.

de marchandises, contre 13.133 trains en 1951 avec 1.470.000 voyageurs et 556.000 tonnes de marchandises.

La Mission de visite de 1952 a estimé que, sans répondre aux exigences modernes, le réseau routier et, d'une façon générale, l'infrastructure du Cameroun étaient bons au regard des territoires africains. Apprenant que dans le nouveau programme-plan, la priorité serait donnée non plus à l'infrastructure, mais à la production, la Mission, tout en reconnaissant le bien-fondé de cette décision, a exprimé l'espoir que l'effort consenti depuis 1947 pour améliorer l'infrastructure du Territoire serait repris aussitôt que les conditions économiques le permettraient.

La question des communications a été soulevée dans deux pétitions. Le Ngondo<sup>834</sup> a reconnu que l'Administration avait fait un effort pour développer les routes municipales et interrégionales, mais il a estimé que cet effort devrait s'étendre aux routes secondaires si l'on voulait favoriser l'essor économique du Territoire. Le Kumzé<sup>835</sup> a déclaré que les petits exploitants agricoles étaient obligés de construire eux-mêmes les routes si nécessaires à l'évacuation de leurs récoltes et il a déploré l'insuffisance de l'effort de l'Administration dans ce domaine.

#### FINANCES PUBLIQUES ET IMPÔTS

L'Autorité administrante a signalé que les recettes et les dépenses de l'année 1952 s'établissaient approximativement à 6.836.537.964 et 6.728.878.741 francs CFA. Les recettes du Territoire de 1952 provenaient principalement des taxes de caractère indirect (3.785.576.000 francs CFA, soit 55,37 pour 100) et des impôts directs (1.892.618.000 francs CFA, soit 27,68 pour 100).

Les impôts directs les plus importants sont les impôts sur les revenus qui se composent d'un impôt personnel forfaitaire, des impôts cédulaires frappant séparément chaque revenu et d'un impôt général de superposition frappant à nouveau l'ensemble des revenus de chaque ménage.

L'impôt personnel est acquitté par tous les hommes adultes sans distinction de statut ou de nationalité, tandis que les impôts cédulaires et généraux frappent supplémentairement ceux dont les revenus sont chiffrables. L'Autorité administrante a signalé cependant qu'en raison de leurs conditions particulières de travail et de l'absence de tout document comptable, les riches commerçants et planteurs autochtones échappaient en fait à l'impôt sur le revenu proprement dit. Elle a estimé que seul le temps permettrait de remédier à cet état de choses.

A propos des impôts directs, le Conseil de tutelle, à sa neuvième session, avait recommandé à l'Autorité administrante d'établir un système général d'impôts sur le revenu aussi prochainement que possible. En réponse à cette recommandation, l'Autorité administrante a déclaré dans son rapport pour 1951 que l'application de l'impôt sur le revenu serait étendue au fur et à mesure que s'accroîtrait le nombre des agents des services compétents, mais qu'à son avis l'impôt forfaitaire resterait longtemps encore pour la masse moins évoluée la forme la plus pratique et la plus équitable.

Il ressort du rapport de l'Autorité administrante pour 1952 que le système d'impôts sur les revenus de

1952 était peu différent de celui de 1951. Les taux des impôts directs pour les deux années sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau des impôts directs

	1951	1952
Impôts personnels for faitaires.....	De 60 francs CFA à 700 francs CFA selon la région	De 80 francs CF à 900 francs CF selon la région
Impôts cédulaires :		
Sur les salaires .....	1,8 pour 100	Néant
Sur les bénéfices com- merciaux .....	18 pour 100	18 pour 100
Sur les bénéfices agri- coles .....	13,5 pour 100	13,5 pour 100
Sur les valeurs mo- bilières (dividendes)	Néant	Néant
Impôt général sur le revenu .....	Taux progressif al- lant jusqu'à 10 pour 100 (taux maximum à partir de 500.000 francs CFA)	Taux progressif al- lant jusqu'à 1 pour 100 (taux maximum à partir de 500.000 franc CFA)

Dans une pétition<sup>836</sup>, l'Union des populations du Cameroun se plaint que les villageois aient à supporter tout le poids des impôts.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil, notant que l'Autorité administrante propose de remplacer le système actuel de l'impôt personnel par un système d'impôts progressifs, sur le revenu et que des progrès ont déjà été accomplis dans cette voie invite instamment l'Autorité administrante à intensifier ses efforts pour étendre, dans toute la mesure du possible, le système de l'impôt sur le revenu à tous les groupes de la population.*

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Chine s'est déclaré satisfait de l'évolution progressive du Territoire, de l'application systématique du plan décennal par l'Administration, du développement de Douala et des progrès accomplis dans certaines autres parties du Territoire.

Le représentant d'Haïti a constaté que l'économie du Territoire avait fait des progrès incontestables.

Le représentant du Salvador a déclaré qu'on ne pouvait méconnaître les progrès réalisés dans le domaine économique.

Le représentant de la Syrie, tout en reconnaissant que le commerce était fondé sur la politique de la porte ouverte, a constaté que les licences étaient obligatoires ; celles-ci n'étaient cependant pas exigées pour les marchandises importées de la métropole, avec laquelle le Territoire formait une union douanière.

Le représentant de l'Inde, parlant des cultures marchandes qui constituaient la principale source de devises étrangères de la population, a fait remarquer que, d'une manière générale, les recettes avaient diminué. De ce fait, le Territoire était économiquement arriéré et l'on ne faisait guère de progrès vers sa libération économique.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'au cours de l'exercice financier 1952-1953,

<sup>834</sup> T/PET.5/L.7.

<sup>835</sup> T/PET.5/L.9.

<sup>836</sup> T/PET.5/L.12.

on avait affecté 52 millions de francs au crédit immobilier et 13 millions de francs au crédit à l'artisanat, sans parler du crédit agricole et du crédit aux coopératives. En outre, des sommes avaient été allouées aux sociétés de secours mutuel qui avaient créé des installations pour la fabrication de produits locaux. Tout en reconnaissant qu'il restait encore beaucoup à faire dans le Territoire, le représentant spécial a déclaré qu'il ne pouvait partager l'avis du représentant de l'Inde selon lequel le Territoire se trouvait dans une situation regrettable.

En ce qui concerne le contrôle des changes, le représentant spécial a déclaré que la métropole n'épargnait aucun effort pour mettre à la disposition du Territoire le maximum de devises étrangères.

#### PLAN DÉCENNAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a félicité l'Autorité administrante de l'importante contribution financière qu'elle avait apportée au développement du Territoire. L'accroissement des investissements dans le Territoire était remarquable. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante maintiendrait son aide et continuerait d'encourager la construction de routes secondaires dans les régions rurales. Il a fait valoir que le succès du deuxième plan quadriennal pourrait dépendre de l'intérêt actif de la population africaine et de sa coopération avec les autorités ; pour obtenir le concours des autochtones, il faudrait mettre l'accent sur le développement de l'agriculture. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'avis qu'en cherchant à réaliser les nouveaux programmes en grande partie par l'intermédiaire des sociétés autochtones de prévoyance, l'Autorité administrante avait choisi une méthode rationnelle ; on étudiait sans doute aussi dans quelle mesure d'autres organisations indigènes, telles que les coopératives et les communes rurales, pourraient prendre part à l'exécution des projets.

Le représentant de la Belgique a félicité l'Autorité administrante des travaux importants qu'elle avait fait exécuter aux frais de la métropole dans les ports de Douala et de Garoua, ainsi que de l'amélioration du réseau routier. Le barrage d'Edéa permettrait également de moderniser l'industrie et de diversifier l'économie du Cameroun.

Le représentant du Salvador a félicité à son tour l'Autorité administrante de la manière dont elle avait mis en œuvre le programme hydro-électrique et des modalités d'application du plan décennal.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le développement des communications pré-occupait tout autant l'Administration du Territoire que le représentant de la Nouvelle-Zélande ; il a annoncé que, conformément au désir que le Conseil avait exprimé antérieurement, on envisagerait en particulier de construire des routes secondaires et des voies de communication dans les régions agricoles.

#### AGRICULTURE

Constatant que l'Autorité administrante ne méconnaissait nullement l'insuffisance de la production agricole, le représentant de la Chine a estimé que l'Administration du Territoire avait eu raison de consacrer le deuxième programme du plan décennal à l'accroissement de la production agricole et il a exprimé l'espoir que la deuxième étape du plan rencontrerait le même succès

que la première. Les prix payés aux producteurs de cacao suscitaient chez lui certains doutes. Il avait été un peu déçu de constater que la création d'un fonds de stabilisation n'avait pas semblé praticable et que l'idée en avait été abandonnée. Il a proposé que la question soit étudiée plus à fond et qu'au besoin d'autres possibilités soient recherchées.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'il ne fallait pas perdre de vue la protection des agriculteurs contre un fléchissement éventuel des prix du cacao. Pendant que les prix se maintiendraient à un certain niveau, on pourrait assurer cette protection en constituant un fonds de stabilisation, en créant une organisation coopérative de vente ou en modifiant les taux des taxes à l'exportation.

Le représentant d'Haïti, tout en comprenant que l'Administration se fût heurtée, dans le commerce du cacao, à une certaine hostilité de la part des "clercs-acheteurs", a déclaré que le système du libre-échange ne devrait pas réduire la population au chômage. A son avis, il faudrait prévoir une certaine réglementation destinée à limiter, dans chaque région, le nombre des "clercs-acheteurs" par l'octroi de licences et l'institution de normes d'hygiène. Ainsi, le principe de la liberté dans le commerce du cacao se trouverait sauvegardé, sans que les petits producteurs soient à la merci de spéculateurs peu scrupuleux.

Le représentant de l'Inde a fait remarquer que les plantations de cacao, l'une des principales richesses du Territoire, étaient grevées d'une partie considérable des impôts. Bien que le cacao se vendît à un prix élevé, les agissements des intermédiaires empêchaient les planteurs d'en retirer tous les avantages.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le nouveau plan quadriennal visait à relever le niveau de la production agricole ; il a annoncé que plusieurs organisations, qui seraient associées à l'exécution du plan, contribueraient à développer et à moderniser l'agriculture et à assurer la distribution commerciale des produits. L'activité de ces organisations dépasserait le domaine strict de l'agriculture ; en effet, elle porterait également sur la formation technique et la construction, ainsi que sur la fourniture des moyens financiers nécessaires. Le représentant spécial a assuré le Conseil que l'Autorité administrante cherchait à diversifier le régime alimentaire et il a exprimé l'espoir qu'on accroîtrait la production des légumes et des fruits.

On avait étudié la question de la création d'un fonds de stabilisation ou d'un système de prix uniformes pour le cacao, mais l'Assemblée territoriale ne s'était pas montrée favorable à ces mesures et, dans les conditions actuelles, la création d'un fonds de stabilisation ne semblait pas réalisable. L'Autorité administrante étudierait toute proposition que le Conseil pourrait faire à cet égard.

En ce qui concerne les "clercs-acheteurs", le représentant spécial a considéré qu'il ne fallait pas surestimer leur influence. On avait organisé des marchés officiels où les producteurs pouvaient directement vendre leurs produits, et les fonctionnaires locaux avaient encouragé une plus large utilisation de ces marchés. D'après le représentant spécial, les prix avaient atteint une certaine stabilité.

#### ELEVAGE

Le représentant de l'Australie a constaté que l'élevage du bétail constituait une activité importante et que l'Au-

torité administrante avait pris des mesures spéciales en vue de l'améliorer.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a félicité l'Autorité administrante des travaux accomplis actuellement à la station d'élevage de Wakwa.

#### INDUSTRIES

Le représentant de la Chine a déclaré que l'industrialisation incessante du Territoire était impressionnante et qu'il considérait la construction d'un barrage et l'aménagement d'une centrale hydro-électrique à Edéa comme les réalisations les plus importantes dans ce domaine.

Le représentant de la Syrie a déclaré que, malgré les travaux effectués jusqu'ici, l'industrialisation du Cameroun n'était pas accomplie et que ses progrès étaient très lents. Il a constaté que l'Autorité administrante avait envisagé de faire participer la population camerounaise à l'industrialisation du Territoire, mais que le capital indigène ne semblait représenter qu'une minorité dans les entreprises établies dans le Territoire; il a suggéré que cette minorité soit protégée et encouragée, de façon qu'elle puisse prendre en main, au moment opportun, la direction de l'industrie privée.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que, bien que l'application des méthodes occidentales n'en fût encore qu'à ses débuts, il convenait d'insister sur le développement, dans l'ensemble du Territoire, de nombreuses petites industries qui fournissaient des services. L'Autorité administrante avait le souci d'assurer leur protection; ailleurs, elle cherchait à réserver à la population autochtone une part du capital et de l'administration des entreprises. L'expérience avait démontré que les autochtones répugnaient à immobiliser leurs capitaux dans des investissements à long terme; ils préféraient les placer dans des entreprises commerciales qui pouvaient leur faire réaliser des bénéfices à brève échéance.

#### FORÊTS

Le représentant de la Belgique a estimé que si le Conseil était d'avis que la population autochtone et les membres de l'Assemblée territoriale avaient tort de s'opposer au reboisement, au classement des forêts et aux mesures destinées à combattre l'érosion, il devrait le déclarer formellement.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que son gouvernement, pleinement conscient du problème que posaient l'érosion et la déforestation, mettrait à profit les recommandations du Conseil pour appuyer son action de propagande auprès de la population en vue de s'assurer son concours. Le représentant a rappelé qu'en vertu du plan décennal, certains crédits avaient été affectés à l'amélioration des forêts et à la conservation du sol.

#### RÉGIME FONCIER

Constatant qu'il existait des divergences d'opinion sur la définition des terres dites vacantes et sans maître, le représentant de la Chine a déclaré qu'il s'agissait d'une question importante et a exprimé l'espoir que l'on parviendrait rapidement à une solution satisfaisante pour la population locale.

Le représentant de la Syrie a constaté que le régime foncier soulevait des problèmes complexes et a recommandé que l'octroi des droits et des titres fonciers fût

réglé de façon à définir les droits fonciers d'une façon précise. Il a fait observer que cette tâche était liée à celle de l'établissement du cadastre.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'on ne pouvait méconnaître le procédé toujours en vigueur de l'aliénation des terres autochtones. Les terres de la population autochtone étaient aliénées au profit des Européens en règle générale, les autochtones ne recevaient aucune indemnité. Il ressortait de nombreuses pétitions qu souvent, cette aliénation s'accompagnait de destruction d'arbres et de cultures de valeur, plantés par les autochtones. Le représentant de l'URSS a également indiqué que les sociétés françaises avaient joué un rôle particulièrement important dans l'aliénation des terres et que les chefs locaux saisissaient eux aussi des terres pour les vendre aux Européens. Certaines terres étaient confisquées sous le prétexte d'un prétendu classement des forêts, des domaines de l'Etat et des terres en friche ou inoccupées. La population autochtone résistait au classement des forêts et autres terres.

Le représentant de l'URSS a ajouté que l'Autorité administrante devrait mettre fin à sa politique d'aliénation des terres autochtones et faire droit aux demandes de restitution de terres aliénées présentées par les autochtones.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a signalé qu'aux termes du décret du 12 janvier 1938 les terres vacantes et sans maître appartenaient à la collectivité camerounaise et non à l'Etat. Ces terres n'appartenaient donc ni à la République française, ni à aucune autre administration française. Elles pouvaient faire l'objet de concessions ou être classées dans le domaine privé du Territoire. A l'origine, les autochtones n'attachaient aucune importance à ces terres et ne voyaient pas d'inconvénient à leur mise en valeur. Étant donné les méthodes de culture extensive et les habitudes migratoires des autochtones, ceux-ci n'attachaient pas plus d'importance au droit de propriété. Cette situation avait cependant changé; les autochtones cultivaient à présent des superficies plus étendues et employaient des travailleurs salariés, passant ainsi du stade de la culture familiale à celui de l'exploitation proprement dite. De plus, le prix des terrains, particulièrement aux environs des centres urbains, avait augmenté au point que les autochtones réclamaient un droit coutumier sur des terrains qui n'avaient jamais encore été exploités, mais sur lesquels la tribu dans son ensemble avait un droit d'usage.

Il s'agissait par conséquent d'un problème d'évolution, et un grand nombre de personnes qui, auparavant, n'avaient soulevé aucune objection au sujet de concessions accordées il y avait vingt ans ou plus, prétendaient aujourd'hui qu'on leur avait enlevé leurs terres. Le représentant spécial a indiqué qu'il ne saurait être question de revenir sur des situations acquises, étant donné que les terres rurales en question, qui avaient une superficie totale de 43 millions d'hectares, ne comprenaient que 6 millions et demi d'hectares de terres réellement cultivables. Il n'en restait pas moins, cependant, qu'un problème se posait, et l'Autorité administrante avait mis à l'étude un projet de réforme.

D'après le représentant spécial, tous les classements de terrains dans le domaine privé du Territoire faisaient l'objet de délibérations à l'Assemblée territoriale et l'avis de l'Assemblée était nécessaire pour l'octroi de concessions rurales portant sur une superficie supérieure



à 200 hectares. Il en était de même pour l'octroi des permis forestiers portant sur une superficie supérieure à 500 hectares. Ces permis n'étaient d'ailleurs que des permis temporaires d'exploitation des ressources forestières et ne constituaient pas des concessions. En cas de désaccord entre un chef et l'Assemblée, il était statué par décret pour les concessions rurales portant sur une superficie inférieure ou égale à 1.500 hectares et pour les permis forestiers portant sur une superficie inférieure ou égale à 2.500 hectares. Au-delà de ces chiffres, il était statué par décret pris en Conseil des ministres, sur l'avis de l'Assemblée territoriale. Il n'avait jamais été passé outre à un avis défavorable de l'Assemblée.

En conclusion, le représentant spécial a déclaré que l'Autorité administrante n'avait pas perdu de vue la recommandation que le Conseil avait formulée à sa onzième session sur la question du régime foncier; l'octroi des concessions et le classement des terres étaient entourés d'une large publicité parmi la population autochtone et des avis à ce sujet étaient également publiés au *Journal officiel* et par voie d'affichage. Les autochtones pouvaient former un recours devant le Conseil du contentieux administratif, avec possibilité d'appel au Conseil d'Etat.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a reconnu qu'il serait souhaitable de généraliser le système de reconnaissance des droits fonciers des autochtones et de l'immatriculation des titres fonciers, système établi par le décret du 21 juillet 1932. Cependant, cette généralisation se heurtait à des obstacles qui tenaient au régime coutumier selon lequel la terre appartenait à la collectivité et les droits d'usage étaient accordés par le chef. Le représentant spécial a expliqué que, dans les zones de cultures industrielles où les terrains étaient réellement mis en valeur et cultivés, il se créait progressivement un droit de propriété. Cependant, dans d'autres régions, on avait relevé une forte opposition à l'octroi de titres fonciers. Le représentant spécial a pensé qu'il pouvait être dangereux, au stade actuel, de cristalliser la situation; il serait donc peut-être opportun, à son avis, de reconnaître et de définir à un stade intermédiaire les droits des collectivités locales. L'Assemblée territoriale était consultée en cette matière; son avis aurait la plus grande importance pour l'évolution de la question.

#### TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Le représentant de la Chine a reconnu que le réseau de communications était satisfaisant dans l'ensemble et augurait favorablement du développement futur du Territoire; il fallait cependant redoubler d'efforts pour augmenter les moyens de transport. Tout en constatant que la deuxième tranche du plan décennal serait consacrée à l'accroissement de la production agricole, il a estimé, comme la Mission de visite, que l'Autorité administrante ferait bien d'améliorer le réseau de communications dès que la situation financière du Territoire le permettrait.

#### FINANCES PUBLIQUES ET IMPÔTS

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'impôt de capitation qui existait actuellement dans le Territoire devrait être remplacé, sinon par un impôt progressif sur le revenu, tout au moins par un impôt sur le revenu qui tiendrait compte de la capacité de paiement de la population.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a précisé que l'Autorité administrante avait elle aussi pour objectif de remplacer l'impôt personnel forfaitaire par un impôt progressif sur le revenu et que, de concert avec l'Assemblée territoriale, elle avait déjà réalisé des progrès dans ce sens. L'impôt personnel qui frappait tous les habitants du sexe masculin âgés de 18 ans ou plus n'était pas un impôt fixe et variait, suivant les régions et les catégories d'imposables, de 40 à 2.700 francs. En outre, des exemptions étaient prévues dans certains cas, notamment pour les indigents et pour les invalides. Il existait un impôt général sur le revenu, mais cet impôt ne frappait jusqu'à présent que les commerçants, les chefs d'entreprise européens et les fonctionnaires des cadres supérieurs. Faute d'établissement de documents comptables réguliers, les riches commerçants et planteurs échappaient fréquemment à cet impôt. L'Administration se préoccupait de ce fait, mais espérait que la situation s'améliorerait rapidement et que l'Assemblée territoriale apporterait son concours en la matière.

### IV. — PROGRES SOCIAL

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La structure sociale des populations camerounaises est actuellement en pleine évolution. A côté de la société tribale qui perd peu à peu de sa cohésion et de sa force, une nouvelle société se développe grâce à la formation d'un paysannat aisé, partiellement lettré et ouvert aux idées de démocratie.

Dans les centres urbains et les régions de grands travaux, où la population est composée en grande partie de paysans qui ont abandonné leur tribu pour travailler sur les chantiers, l'évolution est encore plus rapide. En adoptant un genre de vie nouveau, l'ouvrier ou le manoeuvre rompt brutalement les liens qui le rattachaient à son milieu d'origine et perd la protection et la sécurité qu'il trouvait au sein de la tribu. Ainsi se crée un prolétariat dont l'intégration à la vie sociale du Territoire pose de nombreux problèmes.

Enfin, une classe de plus en plus nombreuse d'éléments instruits prend conscience de ses possibilités et de ses responsabilités. Elle tend à faire éclater le cadre souvent étroit des anciennes institutions politiques et à assumer un rôle de direction à l'égard des classes moins évoluées, dont elle se détache néanmoins peu à peu par l'adoption d'un genre de vie différent.

L'Autorité administrante a déclaré qu'elle avait pleine conscience des problèmes que posait l'évolution sociale du Territoire et de la responsabilité qui lui incombait de maintenir l'équilibre entre les intérêts souvent opposés des diverses classes sociales.

##### DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

Conformément à l'article 81 de la Constitution de la République française, tous les ressortissants du Territoire sous tutelle ont la jouissance des droits et libertés garantis par le préambule de cette constitution.

L'Autorité administrante a fait observer que pratiquement les Camerounais jouissaient des droits et libertés fondamentaux figurant dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Elle a souligné, en particulier, que l'esclavage n'existait pas dans le Territoire et que si, dans le cadre de la vie tribale, des individus ou des groupes d'individus étaient parfois appelés

à fournir à un chef ou à la collectivité des services sans rémunération, nul ne pouvait y être astreint contre sa volonté. Quant aux restrictions à la liberté de la presse, elles étaient extrêmement rares. Si quelques publications étrangères avaient dû être interdites depuis 1940, aucune restriction n'était imposée à la publication de journaux ou périodiques dans le Territoire.

Plusieurs pétitionnaires se sont plaints des entraves à la liberté d'association et de la discrimination raciale. L'Union des populations du Cameroun<sup>337</sup> a déploré que la liberté d'association ne fût accordée qu'aux organisations favorables à l'Administration et que les membres de l'Union des populations du Cameroun fussent persécutés par les autorités locales dans tout le Territoire. En outre, le Kumzse et un autre pétitionnaire<sup>338</sup> ont mentionné des représailles exercées par l'Administration pour raisons politiques. Enfin, l'Union des populations du Cameroun, l'Union des syndicats confédérés du Cameroun et un autre pétitionnaire<sup>339</sup> se sont plaints que la discrimination raciale fût pratiquée dans le domaine économique, dans les services de santé et dans l'administration de la justice.

En réponse à ces plaintes, le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré à la treizième session qu'aucune persécution n'était exercée à l'encontre d'une organisation quelconque au Cameroun et que la discrimination raciale n'était pas pratiquée dans le Territoire. Il a expliqué qu'il existait à Douala un hôpital spécial pour les Africains parce que ceux-ci étaient accoutumés à un régime différent de celui des Européens.

La question de la discrimination raciale a également été soulevée, aux septième et huitième sessions de l'Assemblée générale, par les représentants de l'Union des populations du Cameroun, du Parti socialiste camerounais et de l'Evolution sociale camerounaise. Les vues de l'Union des populations du Cameroun sont exposées ci-dessus. Les représentants des deux autres organisations ont déclaré qu'il existait une certaine discrimination dans divers domaines, mais que c'était à la population elle-même qu'il appartenait de ne négliger aucun effort pour la faire disparaître, notamment grâce à l'enseignement.

A la huitième session, le représentant de la France à la Quatrième Commission a déclaré que la Constitution française proscrivait absolument les distinctions fondées sur d'autres motifs que le mérite. On avait déjà fait beaucoup pour supprimer la discrimination dans le secteur privé et, d'après le nouveau Code du travail, toutes distinctions dans les conditions de travail et les prestations sociales disparaîtraient peu à peu.

#### CONDITION DE LA FEMME

Si la femme camerounaise est l'égale de l'homme devant la loi française, les coutumes ne lui reconnaissent, d'une façon générale, que peu de droits.

L'Autorité administrante a signalé qu'elle s'était efforcée d'apporter des modifications aux coutumes pour assurer à la femme camerounaise la dignité et la liberté auxquelles elle avait droit. Elle s'était préoccupée en particulier de réglementer le régime matrimonial

qui était, à son avis, un des obstacles les plus difficiles à vaincre et où l'évolution était la plus lente et la moins sûre.

Une série de mesures ont ainsi été prises pour réglementer le mariage entre Africains et pour limiter le taux de la dot. La dernière en date est le décret du 14 septembre 1951 qui donne à la fille majeure le droit de se marier malgré l'opposition des parents et ouvre aux jeunes mariés la possibilité d'opter pour le régime de la monogamie. Le décret donne également au Haut-Commissaire le pouvoir de déterminer par voie d'arrêté le taux maximum de la dot.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait accueilli avec satisfaction le décret du 14 septembre 1951 et avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante poursuivrait ses efforts pour améliorer la condition de la femme.

La Mission de visite de 1952 a estimé que l'institution de la dot constituait un des obstacles les plus sérieux au progrès social du Cameroun et qu'il faudrait prendre les mesures les plus énergiques pour mettre fin aux abus auxquels elle donnait lieu. Tout en appréciant l'attention donnée à cette question par l'Autorité administrante, elle a pensé que les textes législatifs ne suffisaient pas à mettre fin à ces abus et que, pour atteindre le but souhaité, il convenait de faire l'éducation morale des populations. La Mission a encore constaté que le problème de la dot s'était aggravé depuis l'entrée en vigueur de la loi Lamine-Gueye, aux termes de laquelle les fonctionnaires polygames de l'Union française avaient droit à des prestations familiales pour chacune de leurs femmes et chacun de leurs enfants. Elle a estimé qu'il y avait lieu de reviser cette loi.

A propos de la condition de la femme camerounaise, l'Autorité administrante a signalé qu'il existait quelques associations féminines dans le Territoire. La plus importante était l'Union féminine civique et sociale dont le siège était à Paris et dont une section avait été créée à Douala. Cette association, qui groupait des Européens et des autochtones, avait pour programme l'étude des problèmes que posait l'évolution de la femme et de la famille dans les territoires d'outre-mer. En outre, deux associations autochtones ont été créées à Douala en 1952. L'une, l'Union des femmes camerounaises, s'était fixé pour but d'encourager les femmes à coopérer à l'évolution sociale, économique et politique du pays; elle se disait indépendante de toute attache politique. L'autre, l'Union démocratique des femmes camerounaises, avait pour programme la défense de la famille, des droits de la femme et de l'enfance; elle se disait également libre de tout lien politique, mais l'Autorité administrante pensait qu'elle était, en fait, liée à l'Union des populations du Cameroun et à la Confédération générale du travail.

L'Autorité administrante a estimé qu'il était encore trop tôt pour apprécier l'audience et l'action réelle de ces mouvements. Elle a cependant vu, dans la création de telles associations, un signe indubitable de l'évolution de la femme camerounaise.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes:

*Le Conseil, prenant note des observations de la Mission de visite de 1952 selon lesquelles le montant excessivement élevé de la dot a eu des conséquences sociales néfastes, constatant avec satisfaction que la loi Lamine-Gueye prévoit en principe l'égalité de tous les fonctionnaires, constatant cependant que l'applica-*

<sup>337</sup> T/PET.5/115/Add.1 et T/PET.5/L.12.

<sup>338</sup> T/PET.5/205 et Add.1; T/PET.5/L.9. Pour la suite donnée à la pétition T/PET.5/205 et Add.1, voir la résolution 972 (XIII).

<sup>339</sup> T/PET.5/147, 198 et Add.1; T/PET.5/L.6 et L.8. Pour la suite donnée aux pétitions T/PET.5/147 et 198 et Add.1, voir les résolutions 920 (XIII) et 965 (XIII).

*tion de cette loi dans une société pratiquant la polygamie a contribué dans une certaine mesure à la hausse du montant de la dot que l'on constate à l'heure actuelle, recommande à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour résoudre effectivement ce problème, en modifiant le cas échéant les dispositions prises en application de la loi Lamine-Gueye, et d'encourager l'émancipation des femmes et de les préparer à l'activité qu'elles sont capables d'exercer.*

#### MAIN-D'ŒUVRE

Le nombre des travailleurs salariés du Territoire en 1952 était d'environ 130.000, soit 4,3 pour 100 de la population totale. Il marquait une légère augmentation sur celui de l'année précédente qui était d'environ 120.000, soit 3,8 pour 100 de la population.

La Mission de visite de 1952 a constaté que le rendement des ouvriers camerounais était encore extrêmement bas. Elle a été informée que l'Administration du Territoire cherchait à le relever par l'accroissement de la qualité professionnelle des ouvriers camerounais. Et qu'à cette fin, elle s'attachait, d'une part, à former de jeunes ouvriers qualifiés dans les divers établissements de l'enseignement technique, d'autre part, à développer la formation professionnelle de ceux qui étaient déjà des salariés. Dans le cadre de ce programme, un centre de formation professionnelle d'adultes avait été ouvert à Douala au début de 1952, 9 ouvriers dotés de bourses de perfectionnement avaient été envoyés en stage dans la métropole au cours de l'année, enfin les conditions de l'apprentissage avaient été réglementées par l'arrêté du 1er juillet 1952.

La Mission de 1952 a constaté avec satisfaction les efforts entrepris pour accroître la qualité professionnelle des ouvriers camerounais. Elle a estimé que ces efforts devraient être poursuivis et intensifiés dans la mesure du possible.

En ce qui concerne la réglementation du travail, l'Autorité administrante a signalé que le Code du travail pour les territoires d'outre-mer, que le Parlement français avait adopté à la fin de 1952, était entré en vigueur au Cameroun le 1er janvier 1953.

Le rapport de l'Autorité administrante n'a pas mentionné les dispositions du Code, mais le rapport de la Mission de visite contenait quelques renseignements à ce sujet. Le Code proclame les principes de la liberté du travail, de l'égalité du salaire, du paiement intégral du salaire en espèces, de la liberté syndicale et du droit de grève. Il introduit une législation détaillée sur certains points qui n'ont fait encore l'objet d'aucun texte au Cameroun, tels que le contrat d'apprentissage, le tâcheronnat, les délégués du personnel, la Commission consultative du travail et les tribunaux du travail. Sur d'autres points, il transforme la législation en vigueur jusqu'ici, en s'inspirant de la législation métropolitaine; ainsi les conditions d'instruction exigées des dirigeants syndicaux sont supprimées et les offices du travail sont transformés en offices régionaux dirigés par un conseil d'administration avec représentation paritaire des employeurs et des salariés. La Mission de visite a noté que le Code édictait des règles générales communes à tous les territoires d'outre-mer, que l'Administration du Cameroun devait adapter au Territoire par des textes d'application appropriés.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil à sa treizième session qu'une vingtaine d'arrêtés étaient intervenus en 1953 pour la

mise en application du Code du travail. Ces arrêtés réglementaient notamment la durée du travail, les contrats de travail et d'apprentissage, le repos hebdomadaire, les congés payés et les salaires minimums interprofessionnels garantis. La semaine de quarante heures était appliquée depuis le 1er août 1953 et un Office territorial de la main-d'œuvre avait été institué, qui était chargé de l'exécution de toutes les opérations relatives à l'utilisation et à la répartition de la main-d'œuvre.

La question du Code du travail a été évoquée dans deux pétitions. L'Union des syndicats confédérés du Cameroun<sup>340</sup> s'est plainte que le Code eût fixé la durée de travail à quarante-huit heures par semaine pour les travailleurs agricoles et forestiers, alors que la semaine de quarante heures était appliquée aux autres professions. L'Association des chômeurs de la Sanaga-Maritime<sup>341</sup> a déploré que le Code n'eût pas encore été appliqué et elle a donné à entendre que l'Administration n'avait nulle intention de le faire.

En réponse à la plainte de l'Union des syndicats confédérés du Cameroun, le représentant spécial de l'Autorité administrante a expliqué que la durée de travail était plus grande pour les travailleurs agricoles en raison des conditions particulières aux entreprises agricoles et que le même régime était appliqué en France. En ce qui concerne l'assertion de l'Association des chômeurs de la Sanaga-Maritime, il a déclaré qu'elle était dénuée de fondement.

Dans son rapport, l'Autorité administrante a estimé qu'avec l'application du Code du travail, les organisations syndicales du Territoire ne manqueraient pas de prendre une importance accrue. Elle a rappelé que le syndicalisme avait fait son apparition dans le Territoire dans les années qui avaient suivi la deuxième guerre mondiale. Durant ces années, un afflux de capitaux et d'hommes venus d'Europe, la mise en place, puis la réalisation du plan décennal de développement économique avaient créé, avec des chantiers nouveaux, des besoins accrus de main-d'œuvre. Le prodigieux développement de villes comme Douala, enfin, avait appelé de l'intérieur un nombre toujours croissant d'hommes qui, bientôt déracinés, détribalisés, avaient formé les premiers éléments d'un prolétariat jusqu'alors inexistant. C'était à la faveur de ces circonstances que les premiers syndicats ouvriers avaient été créés dans le Territoire par les organisations syndicales métropolitaines, la Confédération générale du travail, d'appartenance communiste, la Confédération générale du travail-Force ouvrière, d'appartenance socialiste, et la Confédération française des travailleurs chrétiens. Ces syndicats, comme les mouvements politiques, avaient connu des hauts et des bas; la Confédération générale du travail, notamment, dont l'appartenance politique n'avait pas tardé à transparaître, avait connu un schisme qui avait donné naissance à un organisme purement camerounais, l'Union des syndicats autochtones du Cameroun.

L'Autorité administrante a signalé que le nombre des syndicats ouvriers et celui de leurs adhérents n'avaient pas sensiblement changé en 1952. Son rapport a donné ces nombres pour l'année 1951, qui sont reproduits dans le tableau suivant:

<sup>340</sup> T/PET.5/L.8.

<sup>341</sup> T/PET.5/229.

	Nombre des syndicats	Effectifs syndiqués
Confédération générale du travail....	74	8.120
Confédération générale du travail- Force ouvrière .....	1	2.000
Confédération française des travail- leurs chrétiens .....	33	8.110
Indépendants .....	20	2.125
TOTAUX	128	20.355

L'Autorité administrante a signalé d'autre part que les conflits collectifs du travail avaient été peu nombreux en 1952. Il y avait eu, au cours de l'année, 27 grèves, dont une seule avait duré plus de trois jours. Ces conflits avaient intéressé 1.545 travailleurs; la plupart d'entre eux avaient eu pour objet les conditions de rémunération des travailleurs, qui avaient obtenu satisfaction dans plus de la moitié des cas.

Dans une pétition, la Fédération syndicale mondiale<sup>342</sup> a protesté contre la décision de l'Administration du 6 mai 1953 interdisant la circulation d'un certain nombre de publications syndicales. Elle a considéré qu'il s'agissait d'une violation flagrante des droits syndicaux.

L'Autorité administrante a déclaré à ce sujet que la décision d'interdire la circulation de certaines publications avait été prise parce que la propagande politique qui était faite dans ces publications risquait de troubler l'ordre public dans le Territoire.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

*Le Conseil note avec satisfaction l'entrée en vigueur dans le Territoire du Code du travail pour les territoires d'outre-mer et la création d'un comité consultatif du travail chargé de l'application du Code; exprime sa conviction que les dispositions du Code seront appliquées de manière à assurer l'amélioration continue du bien-être et de la protection des travailleurs salariés.*

#### SALAIRES ET NIVEAUX DE VIE

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait demandé à l'Autorité administrante de lui fournir des renseignements plus détaillés sur les niveaux de vie des différentes sections de la population. En réponse à cette demande, l'Autorité administrante a signalé que le Service de la statistique générale du Territoire avait commencé des enquêtes à ce sujet, mais que des difficultés rencontrées pour rassembler des renseignements précis et pour en tirer des conclusions valables avaient empêché ce service de publier, dès 1952, des résultats d'ensemble.

Cependant, des études avaient été faites pour le calcul d'un indice du pouvoir d'achat du manoeuvre africain non qualifié à Douala. Le tableau suivant montre l'évolution de cet indice entre juillet 1949 et décembre 1952:

	Taux Indice			
	Salaire	Coût de la vie	Indice	Indice
				Pouvoir d'achat
Juillet 1949.....	60	100	100	100
Décembre 1950..	90	150	127,9	121
Décembre 1951..	100	166	141,9	119
Juillet 1952....	110	183	133,8	128
Décembre 1952..	110	183	128	132

D'après l'Autorité administrante, le niveau de vie des travailleurs non qualifiés, qui représentaient environ 70 pour 100 des salariés, avait été nettement amélioré

grâce à l'ajustement de leur rémunération et aux efforts de toute nature accomplis, particulièrement dans les centres urbains, tant par l'employeur que par l'Administration. En particulier, celle-ci s'était efforcée de mettre à la disposition des travailleurs des facilités de ravitaillement à bon compte par la création à Douala de magasins témoins et de restaurants communautaires. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a signalé à la treizième session du Conseil que par suite de l'application de la semaine de quarante heures depuis le 1er août 1953, les salaires minimums s'étaient trouvés relevés de 15 à 20 pour 100.

La Mission de visite de 1952 a constaté que le pouvoir d'achat du manoeuvre autochtone était encore extrêmement bas. Elle a estimé que pour remédier à cet état de choses, il fallait avant tout se préoccuper d'abaisser le coût de la vie dans le Territoire.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil, rappelant ses recommandations antérieures touchant l'étude des niveaux de vie, exprime l'espoir que l'Autorité administrante sera en mesure d'achever sous peu son enquête dans ce domaine et qu'elle tiendra le Conseil au courant des résultats obtenus.*

#### SANTÉ PUBLIQUE

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait noté avec satisfaction les efforts faits par l'Autorité administrante dans le domaine de la santé publique. Il lui avait recommandé de continuer à fournir le plus de facilités médicales possible au Territoire et d'intensifier la formation du personnel médical africain.

L'Autorité administrante a signalé qu'en 1952 une importance plus grande avait été donnée à la médecine prophylactique dans l'organisation du Service de santé. Ainsi, le service d'hygiène mobile et de prophylaxie (SHMP), jusqu'ici axé sur la maladie du sommeil, avait élargi son objectif et accentué son action contre les endémies majeures; il avait mis en place en 1952, avec l'aide du Fonds international de secours à l'enfance et de l'Organisation mondiale de la santé, une vaste opération antipaludique appelée à toucher de 700.000 à 800.000 habitants dès 1953.

Le personnel médical supérieur du Service de santé (diplômés d'Etat ou d'universités) comprenait, en 1952, 53 médecins, dont 3 Africains, 5 pharmaciens, 4 chirurgiens dentistes et 38 infirmières et sages-femmes, dont 3 Africaines. Il comptait 2 médecins, 2 chirurgiens dentistes et 4 infirmières et sages-femmes de plus qu'en 1951, mais le nombre des autochtones qui en faisaient partie était resté le même. A ce propos, l'Autorité administrante a signalé que 10 autochtones appartenant au cadre général des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains (non diplômés d'Etat ou d'universités) poursuivaient actuellement leurs études en vue de l'obtention des diplômes d'Etat, 5 d'entre eux en France et les autres sur place.

Le Service de santé disposait, en 1952, de 40 formations hospitalières, 61 dispensaires, 135 petits dispensaires ruraux, 2 hypnoseries, 32 léproseries et 3 pavillons spéciaux pour malades mentaux, avec une capacité hospitalière totale de 8.550 lits. Il fallait ajouter à ces formations sanitaires celles des missions religieuses qui comprenaient, en 1952, 11 hôpitaux, 43 dispensaires et 9 léproseries, et avaient une capacité hospitalière de 4.722 lits. La comparaison de ces chiffres avec ceux de

<sup>342</sup> T/PET.5/215. Pour la suite donnée à cette pétition, voir la résolution 981 (XIII).

1951 fait ressortir une progression dans le nombre des petits dispensaires ruraux (de 167 à 178) et dans la capacité hospitalière (de 12.762 à 12.872 lits).

Le nombre total de journées d'hospitalisation était de 954.629 en 1952 contre 985.859 en 1951. Celui des consultations données en 1952 était de 5.382.890 contre 5.081.120 en 1951. Ces chiffres ne comprenaient pas l'activité du service d'hygiène mobile et de prophylaxie dont la prospection systématique a touché 382.276 habitants et dépisté 237 trypanosomés en 1952.

La Mission de visite de 1952 a été favorablement impressionnée par l'œuvre sanitaire de la France dans le Territoire. Pourtant, malgré l'ampleur de l'effort fourni et des résultats obtenus, elle a estimé que le problème de la santé publique n'était pas entièrement résolu. Elle a remarqué que dans le sud du Territoire, le nombre d'établissements sanitaires était insuffisant, cependant que dans le nord la population n'avait pas encore compris toute l'importance des services médicaux et hésitait encore à fréquenter les formations sanitaires. Elle a également constaté avec inquiétude que les syphilitiques constituaient un pourcentage élevé de la population, surtout dans le nord.

La question de la santé publique a été soulevée dans quatre pétitions. Le Ngondo et l'Évolution sociale camerounaise<sup>343</sup> ont demandé le développement des services médicaux. L'Union des populations du Cameroun<sup>344</sup> s'est plainte que la discrimination raciale fût pratiquée dans le domaine sanitaire et, pour appuyer son assertion, elle a signalé qu'il existait deux hôpitaux à Douala, l'un réservé aux blancs et l'autre, beaucoup moins confortable, aux Africains.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

*Le Conseil, notant les progrès réalisés en ce qui concerne le développement des services médicaux et sanitaires, recommande à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue de faire face aux besoins du Territoire et d'éliminer les graves maladies qui y sévissent, en particulier le paludisme, les maladies vénériennes et la tuberculose.*

#### ALCOOLISME

La Mission de visite de 1952 a signalé que, lors de son séjour dans le Territoire, certains éléments de la population avaient attiré son attention sur les méfaits de l'alcoolisme. La Mission s'était entretenue de cette question avec l'Administration qui l'avait informée des mesures qu'elle avait prises ou qu'elle envisageait de prendre à ce sujet.

L'Administration avait créé, en 1951, une commission composée des chefs des services compétents et des représentants de la population pour étudier les moyens propres à combattre l'alcoolisme. Sur les recommandations de cette commission, le Haut-Commissaire avait pris les mesures suivantes : maintien du contingent pour les importations d'alcools, majoration des droits d'entrée, tolérance plus grande pour la vente des boissons à bas degré d'alcool, limitation du nombre des licences. Parallèlement à cette action s'était développée la propagande antialcoolique, qui se poursuivait principalement à l'école et dans les cours postcolaires. Enfin trois projets de loi tendant à renforcer les pénalités s'appliquant à la criminalité alcoolique avaient été soumis au Parlement français.

La Mission a estimé que l'alcoolisme constituait un problème particulièrement délicat en Afrique et que les mesures les plus énergiques devraient être prises pour diminuer la consommation de l'alcool de distillation dans le Territoire. Elle a exprimé l'espoir que la population voudrait coopérer pleinement avec l'Administration dans ce domaine.

#### LOGEMENT

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait noté la crise du logement qui sévissait dans les centres urbains surpeuplés et il avait exprimé l'espoir que les efforts de l'Autorité administrante pour pallier cette crise et pour améliorer les conditions de logement dans l'ensemble du Territoire seraient poursuivis sans relâche.

L'Autorité administrante a signalé qu'elle poursuivait la construction de logements pour ses fonctionnaires. En dehors des logements de fonctionnaires faisant partie d'établissements administratifs, hospitaliers ou scolaires, 20 pavillons et 12 logements avaient été bâtis en 1952 à Yaoundé et 31 logements à Douala. Les circonscriptions administratives avaient en outre disposé sur le budget de 1952 de 90 millions de francs CFA pour la construction de nouveaux logements. D'autre part, une aide à la construction était apportée aux personnes désireuses d'acquiescer un logement par deux organismes paraétatiques : le Crédit du Cameroun et la Société immobilière du Cameroun. Celle-ci avait entrepris, en novembre 1952, la réalisation d'un programme de construction de logements et, en particulier, de logements à loyer modéré accessibles aux classes moyennes autochtones. L'Autorité administrante a cependant reconnu que, malgré les progrès réalisés, les conditions de logement demeuraient difficiles dans les agglomérations urbaines, où la population ne cessait de croître.

#### ENFANCE DÉLINQUANTE

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait noté avec satisfaction le projet de l'Autorité administrante de reprendre les méthodes d'amendement des jeunes délinquants et de les grouper dans plusieurs centres spécialisés, et il avait exprimé l'espoir que les réformes prévues entreraient en vigueur dans un avenir prochain.

L'Autorité administrante a signalé que deux institutions en faveur de l'enfance délinquante avaient été mises en place au cours de 1952. L'une était le centre d'accueil et d'observation de mineurs délinquants de Bonakouamouang, à Douala, qui accueillait les mineurs en prévention ; l'autre était l'institution camerounaise de l'enfance de Betamba, qui devait recevoir les mineurs matériellement ou moralement abandonnés, qui lui seraient confiés par décision de justice.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante présenterait bientôt ses projets de lois sur la sécurité sociale.

Le représentant de l'Inde a rendu hommage à tous les hommes et femmes — Français, Camerounais ou autres — qui travaillaient bénévolement au développement du Territoire. Cette aide volontaire, louable et utile certes, ne pouvait cependant dispenser l'Autorité

<sup>343</sup> T/PET.5/L.6, L.7.

<sup>344</sup> T/PET.5/L.11, L.13.



administrante et l'ONU de leur obligation de s'acquitter des responsabilités qu'elles avaient prises en assumant la charge du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les châtimements corporels étaient encore de pratique courante dans les prisons et les postes de police: il a cité à cet égard la déclaration de deux pétitionnaires. Bien que l'Assemblée générale eût recommandé à plusieurs reprises l'abolition des châtimements corporels, l'Autorité administrante n'avait pris aucune mesure à cet effet.

#### DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

Le représentant de la Syrie a fait observer que la loi applicable dans le Territoire en ce qui concerne les associations était la loi de la métropole. Les dispositions en étaient très libérales et, du fait qu'elles étaient applicables dans le Territoire, les habitants devaient être assurés du droit d'exprimer librement leurs opinions. Il en résultait que la discrimination n'était plus possible. L'Autorité administrante avait raison sur ce point, mais elle ne devrait jeter aucune ombre sur l'activité d'une association quelle qu'elle fût, lorsque cette activité était conforme aux dispositions des lois et règlements en vigueur.

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'il acceptait l'assurance donnée par l'Autorité administrante, selon laquelle il n'existait pas de discrimination raciale au Cameroun. Mais il n'en demeurait pas moins qu'il y avait divers ordres d'installations tant dans les hôpitaux que dans les usines; barèmes de rémunération différents, notamment en matière de salaires, différences en ce qui concerne le traitement et le droit de vote; toutes ces inégalités étaient fondées sur la race. Le fait était que la race à laquelle un individu appartenait déterminait le montant des émoluments, les conditions d'hospitalisation, l'accès aux établissements d'enseignement et la jouissance des droits politiques. De l'avis du représentant de l'Inde, une telle situation n'était nullement conforme aux buts de l'Accord de tutelle.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a appelé l'attention sur des pétitions qui montraient que l'Autorité administrante violait ouvertement les droits de la population autochtone. Il a dit que les personnes et les organisations qui cherchaient à protéger et à étendre les droits de cette population et qui s'efforçaient de rapprocher le moment où le Territoire accèderait à l'autonomie et à l'indépendance étaient persécutées.

#### CONDITION DE LA FEMME

Le représentant de la Belgique a fait observer que le problème de la dot, auquel on n'avait pas encore trouvé de solution satisfaisante, se posait à de nombreuses Administrations et que le Conseil rendrait grandement service s'il faisait à cet égard des suggestions utiles. Il a ajouté que la loi Lamine-Gueye avait donné lieu à des abus et que, si les autres membres du Conseil étaient aussi persuadés que lui-même de ce fait, ils devraient le dire: l'Autorité administrante serait alors appelée à faire le nécessaire pour redresser ces abus, en dépit du refus de l'Assemblée territoriale de prendre les mesures appropriées.

Le représentant d'Haïti a déclaré que la pratique de la dot et l'application de la loi Lamine-Gueye concernant la polygamie étaient deux graves problèmes qui affectaient l'économie du Territoire et menaçaient de

grever de plus en plus lourdement le budget de l'Administration. Bien qu'il ne fût pas en mesure de proposer une solution à ces problèmes, le représentant d'Haïti a suggéré à l'Autorité administrante que l'éducation des femmes aiderait à remédier à la situation.

Le représentant du Salvador a partagé l'opinion du représentant d'Haïti au sujet de la dot et de la polygamie. Il a déclaré qu'il était regrettable que les femmes fussent tenues en état d'infériorité; cette situation pouvait cependant être améliorée grâce à l'éducation, notamment celle des jeunes générations qui pourraient ainsi combattre les vues des personnes plus âgées encore imbuës de traditions surannées. A ce propos, le représentant du Salvador a fait observer qu'une excellente législation était en vigueur dans le Territoire, particulièrement le décret Mandel de 1938. Il a ajouté que les décrets de ce genre n'étaient pas bien connus dans le Territoire et il en a demandé la raison. Les lois devaient être appliquées, et le meilleur moyen de le faire était de mettre la population au courant de leurs dispositions et d'insister pour que celles-ci fussent respectées. En ce qui concerne la loi Lamine-Gueye, le représentant du Salvador a déclaré que, si les buts recherchés par ses auteurs étaient fort louables, son application semblait s'être révélée peu satisfaisante; il a suggéré soit de reviser cette loi, soit d'élaborer des modalités d'application plus pratiques.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que l'égalité des droits de la femme était garantie dans toute la mesure où elle était acceptée par l'état des mœurs dans le pays. Il a ajouté que l'Autorité administrante poursuivait sa lutte contre les traditions et avait enregistré des progrès; il était sûr qu'avant peu le suffrage universel des femmes serait la règle.

Le représentant de l'Autorité administrante a constaté que l'application de la loi Lamine-Gueye dans le Territoire avait provoqué des observations tant de la part de la Mission de visite de 1952 que de certains membres du Conseil. A son avis, ces observations étaient fondées, dans une certaine mesure, sur une interprétation inexacte de la loi. La loi avait établi le principe de l'égalité des fonctionnaires de l'Administration, quelles que fussent les différences de race, de statut personnel, d'origine ou de lieu de recrutement. Par conséquent, elle ne saurait être révisée ou abrogée par l'Autorité administrante. C'étaient plutôt les décrets et les arrêtés pris pour l'application de ladite loi qui avaient donné lieu aux critiques de la Mission de visite relatives à l'encouragement ou la consolidation de la polygamie. Ces décrets reposaient sur deux considérations: d'une part, le principe de l'égalité entre les fonctionnaires; d'autre part, le fait que, du point de vue de la puissance publique, l'enfant né d'une femme de deuxième ou de troisième rang était aussi digne d'intérêt que l'enfant né d'une femme de premier rang. Ces mesures avaient créé certaines difficultés sur le plan social, en ce sens qu'elles avaient retardé l'évolution vers la monogamie; quoi qu'il en fût, elles ne touchaient que quelques milliers de fonctionnaires autochtones sur une population de 3 millions d'habitants. Le représentant de l'Autorité administrante était, à priori, favorable à la révision de ces dispositions; il n'était toutefois pas en mesure de déclarer formellement qu'elles seraient, en fait, révisées; peut-être serait-il plus sage d'attendre que l'opinion publique, sous l'influence des éléments les plus jeunes, soit prête à prendre les décisions que le Conseil souhaitait voir adopter.

En ce qui concerne la question de la dot, le représentant de l'Autorité administrante a exprimé l'avis qu'à sa prochaine session, le Conseil pourrait peut-être consacrer quelques séances à ce problème. Les jeunes filles ne se prévalaient que très rarement du décret du 14 septembre 1951, qui les mettait en mesure de sauvegarder leur liberté individuelle; comme l'avait fait valoir le représentant d'Haïti, il était évident que des progrès ne pourraient être enregistrés dans ce domaine que grâce à l'éducation. Ces progrès devraient être rapides.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a admis que l'on ne résoudreait le problème de la dot qu'en éduquant les jeunes filles et leurs parents. L'Autorité administrante s'efforçait, par l'école, par la presse et par l'éducation de base, de modifier des conceptions profondément enracinées.

#### MAIN-D'ŒUVRE

Le représentant de l'Australie a proposé au Conseil de prendre note de la création, dans le Territoire, d'une Commission consultative du travail, en même temps que de la mise en vigueur de la semaine de quarante heures et de l'établissement des salaires minimums. Il a estimé que la législation du travail était appliquée d'une façon satisfaisante, sans aucune discrimination ni inégalité. Le Conseil devrait également noter qu'il n'y avait pas de chômage dans le Territoire, du moins lors du séjour de la dernière Mission de visite.

Le représentant du Salvador a fait observer qu'on avait enregistré dans le domaine social d'importants progrès qui s'étaient manifestés, entre autres, par la promulgation du Code du travail.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les conditions de travail de la population indigène étaient déplorables, ainsi qu'en témoignaient un grand nombre de pétitions. Il y était dit notamment que les autochtones ne recevaient qu'un huitième du salaire versé aux travailleurs européens pour le même travail, et qu'ils vivaient dans la peur constante d'être licenciés et remplacés par des Européens. Le système établi pour examiner les doléances des travailleurs était tel qu'en réalité on ne tenait nullement compte de ces plaintes, que les conseils disciplinaires institués pour juger les cheminots ne servaient qu'à persécuter les autochtones et que les chemins de fer avaient négligé de prendre les mesures de sécurité nécessaires. En outre, les droits syndicaux étaient sans cesse violés et la diffusion d'un certain nombre de publications syndicales avait été interdite par un décret en 1953.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que la liberté syndicale existait dans le Territoire et que chaque Camerounais était libre d'adhérer au syndicat de son choix. Il a ensuite signalé qu'une série de décrets en date du 28 janvier 1954 avaient étendu au Cameroun un certain nombre de conventions internationales du travail.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a relevé qu'on avait accusé l'Administration d'avoir limité la liberté syndicale et interdit l'entrée dans le Territoire de brochures de propagande. Du point de vue de l'Autorité administrante, les brochures ayant été publiées à l'étranger, la législation en vigueur ne pouvait assurer ni aux partis politiques ni à l'Administration l'exercice normal du droit de réponse et de poursuite en diffamation. Les publications en cause

sortaient du cadre syndical, leurs thèmes de propagande, appuyés sur des faits incontrôlés ou mal interprétés, n'étaient pas sans danger auprès d'une population qui n'avait pas encore un sens critique suffisant.

#### SALAIRES ET NIVEAUX DE VIE

Le représentant de la Chine a fait observer que les enquêtes menées par l'Autorité administrante sur les salaires et les niveaux de vie, qui avaient fait l'objet d'une recommandation du Conseil à sa onzième session, n'étaient pas encore terminées. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante fournirait le plus rapidement possible des renseignements précis à ce sujet.

Le représentant d'Haïti a signalé qu'il ne pouvait se faire une idée exacte du rapport entre les prix et les salaires. Bien que le salaire réel du travailleur camerounais eût beaucoup augmenté, la Mission de visite avait néanmoins constaté que son pouvoir d'achat demeurait extrêmement bas. Le représentant d'Haïti a exprimé l'espoir que l'Administration achèverait les enquêtes qu'elle avait commencées en 1952 sur les budgets familiaux et qu'elle en ferait connaître les résultats au Conseil dans son prochain rapport.

Le représentant de l'Inde a estimé qu'il ne servait à rien de faire état d'une augmentation de 83 pour 100 du salaire lorsqu'on ne donnait pas de précisions sur le pouvoir d'achat de la monnaie en période d'inflation, ni sur le coût de la vie ou les conditions de vie relatives de toutes les autres collectivités.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a indiqué que le pouvoir d'achat des travailleurs avait été relevé très sensiblement au cours des dernières années et que la hausse de 15 à 20 pour 100 du salaire moyen de l'ouvrier non qualifié à Douala ne semblait pas avoir entraîné une hausse du coût de la vie. Il a rappelé que si l'on voulait accomplir des progrès, il était impossible d'isoler le niveau de vie du travailleur du niveau de vie moyen de la population. L'Autorité administrante souhaitait voir ces deux chiffres suivre une progression ascendante rapide et espérait que les investissements qu'elle avait faits et qu'elle continuait de faire dans le Territoire y contribueraient grandement, mais c'était là un domaine qui ne pouvait se régler par décret.

#### SANTÉ PUBLIQUE

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que si l'Autorité administrante avait fait beaucoup dans le domaine de la santé publique, il n'en était pas moins vrai que l'œuvre à accomplir restait considérable. L'élimination de la maladie du sommeil représentait un grand progrès, mais des efforts également soutenus s'imposaient en vue de combattre le paludisme et les maladies vénériennes, et de diminuer les ravages de la tuberculose.

Le représentant de la Belgique a fait observer qu'en 1952 les dépenses au titre des services médicaux s'élevaient à 841 millions de francs CFA, soit environ 5 millions de dollars; cette somme était loin d'être négligeable pour un pays dont les ressources étaient aussi limitées que celles du Cameroun, et dont les services médicaux étaient essentiellement une charge de l'Etat.

Le représentant d'Haïti a loué les efforts que l'Administration avait déployés dans le domaine des services médicaux et sanitaires, mais il a exprimé la crainte que le niveau de vie de la population ne fût trop bas pour

## Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'Autorité administrante a signalé que l'objectif de sa politique en matière d'enseignement était la scolarisation complète du Territoire. Tout en cherchant à atteindre ce but, elle s'efforçait d'améliorer la qualité de l'enseignement et de l'adapter aux conditions économiques et sociales du Territoire. Pour harmoniser les différentes institutions d'enseignement du Territoire de façon à les rendre plus efficaces, elle a décidé, en 1952, de transformer la Direction de l'instruction publique en une Direction de l'enseignement. Au cours de cette année, ce service s'est en particulier attaché à résoudre les problèmes que posent le développement de la scolarisation, l'enseignement féminin, la formation du personnel enseignant et l'éducation des adultes. Ses efforts en vue de développer la scolarisation se sont traduits, en 1952, par une augmentation sensible du nombre des élèves sur l'année précédente, en particulier dans l'enseignement féminin.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle, tout en notant avec satisfaction les progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement, a néanmoins estimé que les efforts dans ce domaine devraient être intensifiés. Il a recommandé à l'Autorité administrante de développer plus particulièrement l'enseignement féminin, l'enseignement technique, la formation du personnel enseignant et l'éducation des adultes.

La Mission de visite de 1952 a noté que de grands efforts avaient été faits tant par l'Administration que par les missions religieuses pour développer l'enseignement du Territoire. Elle a cependant estimé que le nombre des établissements scolaires du Territoire était encore insuffisant pour ses besoins et que les effectifs scolaires actuels ne représentaient qu'un faible pourcentage de la population scolarisable.

La Mission a encore remarqué qu'au point de vue scolaire, le nord du Territoire, qui avait été longtemps négligé, en raison de son éloignement géographique, avait un grand retard sur le sud. Cet état de choses était reconnu par l'Autorité administrante qui s'est déclarée décidée à fournir un très gros effort pour la scolarisation du nord.

Dans trois pétitions<sup>845</sup>, le Kumzsé, l'Evolution sociale camerounaise et un autre pétitionnaire ont demandé le développement de l'enseignement au Cameroun.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et les recommandations suivantes :

*Le Conseil, notant avec satisfaction les efforts entrepris par l'Autorité administrante dans le domaine de l'enseignement, notant également l'augmentation sensible des crédits affectés à l'enseignement et l'accroissement du nombre des élèves et des écoles, ainsi que les progrès réalisés au point de vue de l'enseignement de base et de l'éducation des adultes (progrès qui ont été reconnus par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), recommande à l'Autorité administrante d'intensifier ses efforts en ce qui concerne la formation du personnel enseignant et le développement de l'enseignement secondaire, professionnel et technique, et de l'enseignement de base.*

<sup>845</sup> T/PET.5/L.2, L.9; T/COM.5/L.11.

lui permettre de se maintenir dans un état de santé normal.

Le représentant de la Syrie a envisagé avec inquiétude le nombre réduit des médecins qui exerçaient leurs fonctions dans le Territoire, et il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait les mesures nécessaires à ce sujet.

Le représentant de l'Inde a rappelé que le Territoire comptait un médecin pour 70.000 habitants environ. Cette proportion serait beaucoup trop faible dans un pays disposant de moyens de communication suffisants, mais au Cameroun, où la population est dispersée, une telle situation était effrayante. A ce propos, le représentant de l'Inde a fait observer que l'aide accordée par la France dans le domaine médical se limitait, selon la déclaration du représentant spécial, à l'envoi de 10 médecins et de 10 étudiants en médecine. L'Autorité administrante devrait, à son avis, être en mesure d'obtenir des résultats importants dans la lutte contre le paludisme.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que dans le domaine de la santé publique la situation était déplorable. Le nombre des centres médicaux était très inférieur au minimum nécessaire, et beaucoup de ces centres étaient dépourvus de médecins. Il fallait augmenter dans des proportions considérables les crédits destinés aux services médicaux.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que la part prise par l'Administration dans la protection de l'individu camerounais contre la maladie était proportionnellement supérieure à la part prise par l'Etat dans la protection de l'individu français.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'il partageait le souci qu'avaient manifesté les membres du Conseil de voir s'accroître le nombre des médecins autochtones. Il a estimé aussi avec eux que l'Autorité administrante devait poursuivre la lutte contre les maladies endémiques ou autres. Il a ajouté que l'Autorité administrante ferait tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer la situation. Il a déclaré que le représentant de l'Inde avait commis une erreur lorsqu'il avait dit que 75 pour 100 de la population était atteinte de la syphilis; cette proportion ne se rencontrait que dans certaines communautés restreintes du nord.

### LOGEMENT

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que l'Administration continuerait d'accorder une attention particulière aux conditions de logement dans les villes en plein développement du sud du Territoire.

### ENFANCE DÉLINQUANTE

Le représentant du Salvador a été heureux de prendre note des réformes qui avaient été effectuées dans le régime pénitentiaire. Tout en faisant observer, pourtant, que ces réformes constituaient de petites améliorations de détail et ne correspondaient pas aux larges réformes qu'il avait envisagées, il a recommandé que soient introduites de nouvelles améliorations telles que la rééducation des mineurs.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Administration continuerait à apporter la plus grande attention à cette question, qui était suivie de près.

## ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRÉ

L'enseignement du premier degré est donné dans les écoles publiques et dans les écoles privées dont la plupart sont tenues par les missions religieuses. Les établissements publics comprennent les écoles principales à cycle complet et les écoles de village ou de quartier qui ne comportent pas tous les cours.

L'enseignement public comptait 40.181 élèves en 1952 contre 28.594 en 1951. Parallèlement, les effectifs de l'enseignement privé sont passés de 111.988 à 126.193. Au total, l'augmentation des effectifs de 1952 sur l'année précédente a été de plus de 25.000; elle a été particulièrement nette (30 pour 100) dans la région du nord.

L'Autorité administrante a signalé que le budget local et le budget du plan décennal avaient consacré, en 1952, 135 millions de francs CFA aux nouvelles constructions scolaires dont un grand nombre avaient été réalisées au cours de l'année. Enfin, le nouveau plan quadriennal prévoyait une accélération du rythme des constructions qui permettrait en 1957 de porter à 100.000 le nombre des enfants dans les écoles primaires officielles. Les nouvelles constructions porteraient surtout sur les petites écoles de village de deux ou trois classes.

A propos de l'enseignement du premier degré, la Mission de visite de 1952 a reçu un certain nombre de doléances sur les conditions d'âge exigées pour l'admission des enfants à l'école. Tout en reconnaissant que l'insuffisance des écoles avait rendu la réglementation nécessaire, la Mission a estimé que tous les efforts devaient être tentés pour ne pas décourager ceux qui voulaient s'instruire et elle a recommandé d'appliquer la réglementation avec le maximum de souplesse.

## ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRÉ

Il y a deux types d'enseignement du second degré dans le Territoire: un enseignement classique et moderne long (premier et deuxième cycles), identique à celui de la métropole et qui conduit au diplôme du baccalauréat, et un enseignement moderne court (premier cycle), qui prépare au brevet élémentaire et au brevet du premier cycle.

L'enseignement secondaire public du Territoire comptait, en 1952, 1.793 élèves, dont 133 du deuxième cycle, contre 1.204 en 1951. Il comprend les établissements suivants:

a) Le lycée de Yaoundé — c'est jusqu'ici le seul établissement public du Territoire qui prépare au baccalauréat. On prévoit que ses effectifs, qui étaient de 748 en 1952, atteindront 1.000 en 1956;

b) Le collège classique et moderne de Douala — cet établissement classique ne doit fonctionner normalement qu'en 1956. Il n'avait, en 1952, qu'une classe de sixième et une classe de cinquième avec 21 élèves;

c) Le collège moderne de N'Kongsamba — il prépare au brevet du premier cycle et groupait, en 1952, 400 élèves;

d) Le collège moderne de filles de Douala — il prépare également au brevet du premier cycle et comptait, en 1952, une centaine d'élèves. L'Administration envisage de le transporter dans l'ouest du Territoire et de quintupler ses effectifs;

e) Sept cours complémentaires qui préparent au brevet élémentaire. Ils comptaient, en 1952, 373 élèves.

Une somme totale de 142.500.000 francs CFA a été consacrée en 1952 à l'extension des établissements secondaires publics. Un nouveau collège moderne, qui donnera un enseignement accéléré, est en construction à Garoua.

A côté des établissements publics, il y a dans le Territoire un certain nombre d'établissements secondaires privés. Ils comptaient, en 1952, 1.215 élèves, dont 13 du second cycle et comprennent 2 collèges classiques, 2 collèges modernes, 4 cours complémentaires et un cours normal. Le nombre total des élèves des écoles secondaires du Territoire était de 3.008 en 1952. Sur ce nombre, 1.058 se préparaient à la carrière de l'enseignement: 520 dans les écoles publiques et 538 dans les établissements privés.

Enfin, en outre des effectifs du Territoire, un certain nombre de Camerounais font leurs études secondaires dans la métropole. Le nombre de boursiers de l'enseignement secondaire était de 115 en 1952, contre 108 en 1951. A cet égard, l'Autorité administrante a indiqué qu'à mesure que se développaient les établissements secondaires du Territoire, le nombre des boursiers de l'enseignement secondaire allait diminuer pour permettre l'augmentation de celui des boursiers de l'enseignement supérieur.

## ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

L'Autorité administrante a signalé que les effectifs de l'enseignement technique avaient considérablement augmenté en 1952. Il y avait, en 1952, 1.137 élèves recevant une préparation technique et professionnelle dans le Territoire. Dans le seul enseignement public, les effectifs sont passés de 444 en 1951 à 796 en 1952.

L'enseignement technique public comprenait, en 1952, un collège technique (l'Ecole professionnelle de Douala), 3 centres d'apprentissage, 8 sections de pré-apprentissage et 5 sections ménagères. L'enseignement privé compte 4 centres d'apprentissage, une école d'apprentissage, une école artisanale et une section ménagère.

D'après l'Autorité administrante, l'année 1952 a marqué une étape importante qui a permis de se rapprocher des objectifs du plan décennal en ce qui concerne l'enseignement technique. Dans le cadre de ce plan, l'Ecole professionnelle de Douala a été transformée en un collège technique, 4 centres d'apprentissage, 4 centres de préapprentissage et une section ménagère ont été créés.

En outre des effectifs du Territoire, il y avait, en 1952, 77 boursiers de l'enseignement technique dans la métropole. A cet égard, l'Autorité administrante a indiqué que, comme dans le cas des boursiers de l'enseignement secondaire et pour les mêmes raisons, le nombre des boursiers de l'enseignement technique allait diminuer à l'avenir.

## ENSEIGNEMENT FÉMININ

L'Autorité administrante a signalé qu'en 1952, elle s'était penchée avec une attention particulière sur le problème de l'enseignement féminin dans le Territoire, en vue de combler l'écart entre le nombre des garçons scolarisés et celui des filles. Il y avait au total 35.697 filles scolarisées en 1952 contre 23.833 en 1951. La progression était particulièrement nette dans l'enseignement public qui comptait, en 1952, 12.439 filles dans les écoles primaires et 340 dans les établissements se-



condaires et techniques contre un total de 6.409 en 1951.

L'Autorité administrante a indiqué qu'une école normale de filles avait été créée en 1952 à Ebolowa, en vue de former des institutrices adjointes. D'autre part, l'Administration envisage de quintupler les effectifs du collège de filles de Douala, et de créer un ou deux centres destinés à l'éducation des femmes ou des fiancées des boursiers étudiant dans la métropole.

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Actuellement, il n'y a pas d'établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire. Tous les Camerounais qui désirent poursuivre leurs études après l'enseignement secondaire le font en France ou à Dakar.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité administrante d'entreprendre une étude préliminaire sur la possibilité de créer le plus tôt possible des institutions d'enseignement supérieur dans le Territoire, et il l'avait invitée à lui fournir des renseignements complets en la matière dans son prochain rapport annuel.

En réponse à cette recommandation, l'Autorité administrante a signalé qu'elle poursuivait l'étude de la question. Elle a cependant estimé que le nombre des bacheliers du Cameroun était encore insuffisant pour justifier la création d'une université dans le Territoire et les dépenses qu'elle entraînerait, et que pour un assez long moment encore il serait plus sage de s'en tenir au régime des bourses d'études accordées aux jeunes gens désireux de poursuivre des études supérieures.

Il y avait, en 1952, 82 boursiers de l'enseignement supérieur contre 52 en 1951. L'Autorité administrante a déclaré que tous les efforts étaient faits pour accroître le nombre de ces bourses. Elle a également laissé entendre que le règlement relatif à l'octroi des bourses serait modifié conformément à une motion récemment adoptée par l'Assemblée territoriale, et selon laquelle les boursiers pourraient à l'avenir être dirigés sur certaines spécialisations en fonction des besoins du Territoire.

La Mission de visite de 1952 a estimé qu'en attendant la création d'une université dans le Territoire, l'Administration devrait accroître, dans la mesure des possibilités financières, le nombre des bourses métropolitaines, en particulier pour les étudiants en médecine. Elle a signalé qu'elle avait reçu au cours de son séjour dans le Territoire plusieurs demandes à ce sujet, en particulier celle de l'Évolution sociale camerounaise qui demandait l'octroi aux Camerounais de bourses internationales.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et les recommandations suivantes :

*Le Conseil, rappelant sa recommandation antérieure au sujet de la création d'institutions d'enseignement supérieur dans le Territoire dès que la chose serait possible; notant l'augmentation croissante des effectifs des écoles secondaires; recommande à l'Autorité administrante de poursuivre l'examen de cette question notamment en ce qui concerne la possibilité de créer des cours portant sur un nombre limité de sujets, ce qui constituera un premier pas vers la création d'une université dans le Territoire.*

*Le Conseil, notant avec satisfaction l'augmentation du nombre des bourses octroyées pour études supérieures dans la métropole, recommande à l'Autorité*

*administrante d'accroître, dans la mesure du possible, le nombre de ces bourses.*

#### EDUCATION DE BASE ET ENSEIGNEMENT DES ADULTES

La Mission de visite de 1952 a remarqué que l'éducation des masses était encore peu développée dans le Territoire; elle a estimé que l'Administration pourrait intensifier son effort dans ce domaine.

L'Autorité administrante a déclaré qu'en 1952, la Direction de l'enseignement avait abordé en profondeur le problème de l'éducation de base et de l'enseignement des adultes et qu'elle avait créé un bureau spécial chargé de ces questions. En dehors des cours d'adultes qui groupaient, en 1952, plus de 12.000 élèves, l'Administration avait mis en route une campagne d'éducation de base dont l'objet était d'aider les populations rurales à mieux vivre en s'adaptant à leur milieu, par la lutte contre l'analphabétisme et la diffusion des connaissances rudimentaires en matière d'hygiène, d'agriculture et d'artisanat.

L'Autorité administrante a signalé que dans le cadre de cette campagne, les principes et les méthodes de développement des communautés rurales avaient été définis à la faveur d'une première expérience pilote menée dans le sud du Territoire à Endingding. Un personnel spécialisé avait été entraîné et du matériel audio-visuel, adapté aux caractéristiques psychologiques et sociologiques dans l'ouest du Territoire, rassemblé, tandis que des recherches ethnologiques préliminaires étaient effectuées dans l'est.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Chine a noté avec intérêt les efforts que l'Autorité administrante avait déployés dans le domaine de l'enseignement; il a constaté avec satisfaction que les crédits budgétaires consacrés à l'enseignement avaient augmenté très sensiblement et que le nombre des élèves et des écoles s'était accru. Il a fait observer que si certains progrès avaient été accomplis en ce qui concerne la formation du personnel enseignant, il restait cependant beaucoup à faire dans ce domaine. Quant au développement de l'enseignement dans la partie septentrionale du Territoire, il ne doutait pas que l'Autorité administrante ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour y mener à bien ses projets de façon progressive.

Le représentant de la Belgique a constaté que des progrès considérables avaient été accomplis dans l'enseignement. Alors qu'en 1938 le personnel de l'enseignement public comptait 192 personnes, il en comptait 977 en 1952. Les dépenses pour 1952 avaient été de 812 millions de francs CFA, mais, grâce à l'assistance bénévole des missions chrétiennes, les résultats obtenus avaient été tout à fait hors de proportion avec le montant dépensé. A ce sujet, la Mission de visite avait souligné l'intérêt qu'il y avait pour le Territoire à poursuivre la collaboration avec les missions et à les aider par des subventions.

Le représentant d'Haïti a noté avec satisfaction que toutes les écoles du Territoire étaient pourvues du mobilier et des fournitures nécessaires. A son avis, il ne restait à souhaiter qu'une chose: voir le nombre des écoles augmenter à un rythme satisfaisant. Au sujet de l'emploi de la langue vernaculaire dans l'enseigne-



ment, il a demandé à l'Autorité administrante de donner, dans son prochain rapport annuel, des renseignements concernant les moyens de passer de la langue indigène au français et d'indiquer à quelles conclusions elle aurait abouti.

Le représentant du Salvador a constaté que la fréquentation scolaire avait augmenté.

Le représentant de la Syrie a recommandé à l'Autorité administrante d'accorder une attention particulière au développement du programme de formation des instituteurs. A son avis, les mesures prises pour intensifier le programme de formation du personnel enseignant étaient insuffisantes : l'enseignement pédagogique donné dans le Territoire ne permettait pas, actuellement, de répondre aux nécessités urgentes, et il fallait augmenter le nombre des bourses destinées aux élèves des écoles normales.

D'après le représentant de l'Inde, au plus un dixième seulement des enfants d'âge scolaire fréquentaient effectivement les écoles du Territoire. Des sommes très importantes avaient été investies dans le Territoire par des entrepreneurs ou des industriels français ou autres en vue de développer les ressources du pays, et il fallait reconnaître à leur honneur qu'ils consacraient une partie de leur bénéfices à l'enseignement.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le système de l'enseignement en vigueur dans le Territoire n'assurait qu'une instruction élémentaire et de manière très limitée. Quinze pour cent seulement des enfants d'âge scolaire avaient la possibilité d'aller à l'école. Dans les établissements d'enseignement privés, les droits d'inscription étaient élevés. En fait, l'Autorité administrante rejetait la responsabilité qui lui incombait en matière d'enseignement sur les missions religieuses et d'autres entreprises privées. Or, l'enseignement était un droit des populations autochtones, et l'Autorité administrante avait le devoir de l'assurer.

Au sujet des instituteurs, le représentant de l'URSS a fait observer que le niveau de leur préparation était extrêmement bas et qu'en règle générale leur instruction équivalait à peine à celle du deuxième degré. Les statistiques indiquaient que le nombre des instituteurs, au lieu d'augmenter, ne faisait que diminuer. Cet état de choses n'était pas de nature à hâter le progrès de l'enseignement dans le Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné qu'il importait d'accroître considérablement les crédits destinés à l'enseignement, d'augmenter les possibilités de formation de personnel qualifié et de procéder à une réorganisation générale de l'enseignement, pour permettre une augmentation annuelle du nombre des autochtones qui ont accès à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a précisé que le problème de l'enseignement n'était pas uniquement un problème de crédits et de personnel, mais également un problème d'effectifs. Il eût été impossible, il y a quelques années, d'envisager une augmentation massive des effectifs scolaires, parce que la population habitant en dehors des centres urbains n'y était pas préparée. Mais la situation n'était plus la même aujourd'hui : la demande se faisait croissante et le pays prenait conscience du sens de l'éducation. Le représentant spécial a exprimé l'espoir que le désir d'instruction s'étendrait rapidement aux régions de l'est et du nord.

Au sujet de la formation des instituteurs, le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le rapport de l'an prochain comprendrait certaines précisions. L'Autorité administrante n'entendait pas se soustraire à ses responsabilités en matière d'enseignement public. Elle exerçait un contrôle sur tous les établissements d'enseignement, publics et privés, accordait des subventions à ces derniers et reconnaissait le principe de la liberté de l'enseignement. Le concours des écoles des missions était précieux et leur participation avait donné des résultats positifs qui étaient hors de proportion avec les dépenses engagées.

On avait enregistré un progrès sensible dans l'enseignement primaire et il en était de même en ce qui concerne l'enseignement privé. Trente-six pour cent environ des enfants âgés de 5 à 14 ans allaient à l'école.

#### ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRÉ

Le représentant de la Syrie a fait observer qu'il n'existait qu'un seul lycée où les élèves pouvaient aller jusqu'au baccalauréat, ce qui était insuffisant à son avis, et il a recommandé à l'Autorité administrante d'étudier la question.

Dans sa réponse au représentant de la Syrie, le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que 115 boursiers de l'enseignement secondaire poursuivaient actuellement leurs études dans la métropole. L'enseignement officiel comprenait plusieurs autres établissements d'enseignement secondaire, auxquels il convenait d'ajouter quatre collèges privés. En fait, on comptait une vingtaine d'établissements scolaires du deuxième degré, avec un effectif total de 3.000 élèves. Tant que le nombre d'élèves du deuxième degré paraissait insuffisant pour établir des lycées dans le Territoire, on avait jugé préférable d'envoyer ces élèves poursuivre leurs études dans la métropole. De l'avis du représentant spécial, cette façon de faire n'avait pas retardé le progrès de l'enseignement secondaire dans le Territoire. Actuellement, le niveau de l'enseignement donné dans le Territoire était suffisamment élevé pour que l'on pût progressivement diminuer le nombre des bourses d'enseignement secondaire pour des institutions de la métropole.

#### ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les effectifs des écoles techniques et professionnelles étaient peu élevés et ne correspondaient nullement aux besoins du Territoire.

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le représentant du Salvador a fait observer qu'il n'y avait pas encore de centre universitaire dans le Territoire. Il a demandé pourquoi on ne faisait pas venir des professeurs dans le Territoire au lieu d'envoyer les étudiants à l'étranger. Certes, les voyages étaient une source d'enseignement, mais ils ne donnaient pas aux jeunes gens la formation rapide et directe dont ils avaient besoin. Si l'on faisait venir des professeurs dans un centre universitaire du Territoire, on obtiendrait des résultats beaucoup plus rapides. Le représentant du Salvador persistait donc à penser qu'on devrait pouvoir créer une université dans le Territoire. Il a suggéré de créer au moins une école de médecine et exprimé l'avis qu'il devrait être possible d'ouvrir une école d'art vétérinaire et d'agriculture. Il a invité l'Autorité administrante à reprendre une fois de plus l'examen de cette question.

Le représentant de la Syrie a rappelé que l'Autorité administrante ne voyait pas la nécessité de créer des établissements d'enseignement supérieur dans le Territoire, mais qu'il espérait qu'elle reviendrait sur cette attitude, étant donné que les jeunes gens ne pouvaient pas tous aller, à leurs frais, poursuivre leurs études en France et que certains d'entre eux risquaient de ne pas pouvoir obtenir de bourses. L'Autorité administrante pourrait commencer par organiser des cours dans certaines branches déterminées et, au bout d'un certain temps, créer une université dans le Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'enseignement supérieur était pratiquement inaccessible aux autochtones. Il n'y avait pas d'établissement d'enseignement supérieur au Cameroun. Le système d'enseignement péchait par la base, l'Autorité administrante n'ayant pas formé de cadres autochtones capables de prendre en main la direction du pays, de s'occuper des questions économiques, de la santé publique et de l'enseignement.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que son gouvernement n'avait pas délibérément renoncé à créer un établissement d'enseignement supérieur au Cameroun. Le Gouvernement français estimait simplement que, pour le moment, les élèves avaient intérêt à poursuivre leurs études en France plutôt que dans le Territoire. En effet, il ne s'agissait pas uniquement d'une question d'enseignement; par enseignement supérieur, il fallait entendre aussi évolu-

tion intellectuelle au contact d'autres milieux. Il fallait tenir compte aussi des frais qu'entraînaient les établissements d'enseignement supérieur, et il était peu probable que le budget du Territoire pût, à l'heure actuelle, supporter cette charge financière. Tous les frais qu'entraînaient les bourses d'études universitaires étaient à la charge de la métropole. Le représentant spécial a déclaré que des formes intermédiaires étaient possibles, mais qu'il n'était pas en mesure de donner des indications sur leur éventuelle réalisation.

#### EDUCATION DE BASE ET ENSEIGNEMENT DES ADULTES

Le représentant de la Chine, souscrivant à l'opinion de la Mission de visite, a déclaré qu'il restait encore beaucoup à faire en ce qui concernait l'éducation des masses. Il a fait observer que le taux d'analphabétisme était très élevé dans le Territoire et que l'Autorité administrante aurait intérêt à donner suite à la proposition de la Mission.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'il était heureux des premières mesures prises en matière d'éducation de base.

Le représentant d'Haïti a déployé qu'il fallût réduire de 12.000 à 6.000 environ le nombre des adultes qui recevaient un enseignement; comme la Mission de visite l'avait fait remarquer, on ne s'occupait pas très activement de l'éducation des masses dans le Territoire. Le représentant d'Haïti a cependant pris note avec intérêt du projet pilote d'Endingding.

## Chapitre VI

### TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

#### I. — GENERALITES

##### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

###### GÉOGRAPHIE ET POPULATION

Le Togo sous administration britannique est une étroite bande de terre de 65 kilomètres de largeur qui s'étend du nord au sud sur une longueur de 515 kilomètres environ. Il est limité au nord et à l'est par le Nigeria sous administration française et, au sud et à l'ouest, par la Côte-de-l'Or, dont il est considéré comme une partie intégrante du point de vue administratif.

D'après les recensements effectués au milieu de l'année 1952, la population africaine du Territoire compte 10.000 habitants, dont 223.000 dans la zone sud et 37.000 dans la zone nord. Les populations du nord sont surtout d'origine soudanaise tandis que celles du sud sont négroïdes. Les ramifications tribales et culturelles s'étendent en direction de l'est et de l'ouest à l'intérieur des territoires voisins, plutôt que du nord au sud.

Les quelques Européens qui vivent dans le Territoire sont surtout des fonctionnaires et des missionnaires.

###### QUESTION DE L'UNIFICATION DU TOGO

Les revendications et contre-revendications des mouvements politiques des deux Togos, touchant une unification possible des deux Territoires, posent une question sur laquelle le Conseil a soumis à l'Assemblée générale le nouveau rapport spécial<sup>346</sup> que celui-ci lui avait demandé dans sa résolution 750 (VIII), du 8 décembre 1953.

###### EVOLUTION VERS L'AUTONOMIE OU L'INDEPENDANCE

Par ses résolutions 558 (VI) et 752 (VIII), l'Assemblée générale a invité les Autorités administrantes à faire figurer dans leurs rapports annuels des renseignements relatifs, notamment, aux mesures prises ou envisagées qui ont pour but de conduire le plus rapidement possible les Territoires sous tutelle au stade de l'autonomie ou de l'indépendance, ainsi qu'une évaluation du délai qui leur paraît nécessaire pour mener à bien ces diverses mesures qui permettraient aux Territoires d'atteindre cet objectif. Le Conseil a été invité à consacrer une section de son rapport à l'Assemblée générale à la mise en œuvre de ces résolutions.

Cette question est traitée à la troisième partie du présent rapport.

##### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

###### GÉNÉRALITÉS

Le représentant de la Chine s'est déclaré heureux de constater que des progrès considérables avaient été accomplis dans un certain nombre de domaines au cours

de l'année considérée. Il a cité un certain nombre d'exemples montrant que l'Autorité administrante s'était utilement employée à donner effet aux résolutions adoptées par le Conseil de tutelle à sa onzième session; à son avis, le Conseil pouvait être satisfait à cet égard.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que les progrès accomplis au Togo au cours de l'année considérée devaient satisfaire tous les membres du Conseil et prouvaient la valeur de la politique coloniale éclairée, inspirée de la Charte des Nations Unies, que suivait l'Autorité administrante.

Le représentant d'Haïti, rappelant les critiques dont ont fait l'objet des jugements portés, à la Quatrième Commission, sur les progrès du Territoire, s'est déclaré très loin, malgré l'ambiance plus sereine du Conseil de tutelle, d'être convaincu que le Territoire ait réalisé des progrès suffisants dans les domaines politique, économique et social, ainsi que dans celui de l'enseignement.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que l'Autorité administrante avait fait montre d'une négligence et d'une méconnaissance graves des intérêts de la population dans l'administration du Territoire sous tutelle et qu'elle ne s'était pas acquittée des fonctions et tâches essentielles qui lui incombaient en vertu du régime de tutelle. Il était donc du devoir du Conseil d'inviter l'Autorité administrante à modifier sa politique et à s'acquitter des obligations qui lui incombent; il appartenait, en particulier, à cette Autorité de renoncer aux plans tendant à perpétuer le régime colonial dans le Territoire. Le Conseil devait inviter l'Autorité administrante à prendre des mesures en vue d'assurer, comme le demande la Charte, l'évolution progressive du Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance.

#### II. — PROGRES POLITIQUE

##### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

###### DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

###### a) *La situation en 1952*

Pendant toute l'année 1952, le Togo a continué d'être administré en vertu de la Constitution de la Côte-de-l'Or de 1951 et de dispositions antérieures, aux termes desquelles le Territoire partage tous les services centraux du gouvernement de la Côte-de-l'Or.

La Constitution de 1951 prévoyait deux organes de gouvernement communs à la Côte-de-l'Or et au Territoire sous tutelle. Il s'agit du Conseil exécutif et de l'Assemblée législative, organes qui, d'une manière générale, sont chargés respectivement d'élaborer la politique du gouvernement et de légiférer pour les deux Territoires; ces deux organes comprennent une majorité d'Africains. En même temps, l'Autorité administrante

<sup>346</sup> A/2669.

conserve en dernier ressort certains pouvoirs exécutifs et législatifs; en outre, la Constitution renferme une clause aux termes de laquelle les dispositions législatives incompatibles avec l'Accord de tutelle sont frappées de nullité dans le Territoire sous tutelle.

En 1952, le Conseil exécutif de la Côte-de-l'Or, autrement dit le Cabinet, était composé de huit ministres africains nommés par le Gouverneur, après consultation avec le Premier Ministre, parmi les membres de l'Assemblée législative, et de trois ministres de droit, qui étaient de hauts fonctionnaires du service colonial et qui détenaient le portefeuille de la défense et des affaires extérieures, le portefeuille des finances et celui de la justice. Quant au Premier Ministre, il était nommé par le Gouverneur avec l'approbation de l'Assemblée législative.

L'Assemblée législative comprenait un *speaker* (Président), 3 membres de droit (fonctionnaires), 6 "membres spéciaux" (représentants les intérêts commerciaux et miniers) et 75 membres élus, dont 5 étaient élus par les électeurs municipaux, 33 par les électeurs ruraux, 18 par les représentants "traditionnels" et 19 par un collège électoral spécial des territoires du Nord, composé d'éléments "traditionnels" et autres.

Dans ces organes, le Togo n'était pas représenté comme une entité séparée. Cependant, la zone sud du Togo était représentée à l'Assemblée législative par 2 membres ruraux et par un représentant "traditionnel", tandis que la zone nord était représentée au Collège électoral des territoires du Nord. Les Togolais avaient ainsi 6 sièges réservés à l'Assemblée.

Au point de vue administratif, le Territoire sous tutelle continuait, en vertu de la Constitution de 1951, à être divisé en deux zones, qui relevaient toutes les deux de la même administration que les régions contiguës de la Côte-de-l'Or. La zone nord constitue trois districts administratifs de la région des territoires du Nord de la Côte-de-l'Or, dont le chef-lieu est Tamale dans la Côte-de-l'Or, et qui est dotée d'un conseil régional consultatif. La zone sud, précédemment administrée comme un district de la colonie de la Côte-de-l'Or, a été réunie en 1952 avec les régions contiguës de la Côte-de-l'Or dont la population parle la langue éwée, pour constituer la nouvelle région Trans-Volta-Togo. Ainsi que la Mission de visite de 1952 l'a fait observer, le nouveau chef-lieu régional — qui est situé à l'intérieur du Territoire sous tutelle — sera le centre d'importants services administratifs et techniques. D'un autre côté, la nouvelle région n'est pas située tout entière à l'intérieur des frontières du Togo; elle comprend une population de quelque 269.000 habitants de la Côte-de-l'Or et 222.990 habitants du Togo méridional. Le Southern Togoland Council, en tant qu'organe consultatif et collège électoral créé en 1949, a été remplacé par le Trans-Volta-Togoland Council qui est un organe doté de pouvoirs consultatifs; il se compose de membres élus par les conseils de district et les conseils locaux de la région. Sur 39 membres, 21 sont désignés par le Togo.

Ces rapports étroits entre le Togo et la Côte-de-l'Or remontent aux dispositions prises au commencement de l'administration mandataire. L'Autorité administrante estime que les facteurs géographiques, économiques et autres, ainsi que — ce qui est non moins important — l'origine tribale commune de larges groupes de population résidant des deux côtés de la frontière, exigent que, dans l'intérêt de la population elle-même, ainsi que d'une bonne administration, le Territoire sous tutelle soit ad-

ministré (comme le stipule l'Accord de tutelle) en tant que partie intégrante de la Côte-de-l'Or. Elle estime en outre que les différences considérables qui existent entre les populations de la zone nord et de la zone sud du Territoire et qui sont analogues à celles que l'on constate entre les habitants du nord et du sud de la Côte-de-l'Or, empêchent d'administrer le Togo comme une entité dans le cadre de la Côte-de-l'Or, mais prouvent au contraire, que le Togo septentrional doit être étroitement associé avec les territoires du Nord de la Côte-de-l'Or et le Togo méridional avec la population du sud de la colonie.

Le Conseil de tutelle ne s'était pas, jusque-là, prononcé de façon définitive sur les problèmes plus vastes que pose l'intégration administrative et constitutionnelle du Territoire sous tutelle avec la Côte-de-l'Or. Cependant, le Conseil a formulé des recommandations touchant divers aspects de ces dispositions.

En premier lieu, le Conseil s'est préoccupé de la difficulté qu'il a à s'acquitter de ses fonctions de surveillance étant donné l'état avancé de l'intégration du Territoire sous tutelle et de la colonie; il a donc invité l'Autorité administrante — à sa onzième session encore — à prendre toutes mesures possibles pour séparer les renseignements statistiques et autres relatifs au Togo de ceux qui ont trait à la Côte-de-l'Or. L'Autorité administrante a donné suite à cette demande en fournissant des renseignements de plus en plus précis; toutefois, dans son rapport annuel pour 1952, elle a indiqué qu'elle ne jugeait ni pratique ni souhaitable d'étendre cette distinction à des domaines où il serait nécessaire d'instituer des barrières et des points de contrôle entre la Côte-de-l'Or et le Togo, ce qui imposerait des restrictions au libre mouvement des populations et des marchandises à travers la frontière.

En deuxième lieu, lorsqu'il s'est occupé de l'élaboration des réformes constitutionnelles et autres réformes politiques applicables à la fois à la Côte-de-l'Or et au Togo, le Conseil a demandé que le Territoire sous tutelle soit équitablement représenté dans les organes de gouvernement dont il relève, et que ses intérêts soient dûment reconnus lorsque des décisions ou des programmes communs seraient adoptés. Prenant acte des assurances que l'Autorité administrante a données à ce sujet, le Conseil a accueilli avec satisfaction les réformes politiques provoquées par la mise en œuvre de la Constitution de la Côte-de-l'Or de 1951, réformes qu'il considère comme une étape importante vers l'autonomie complète et comme un moyen de faire acquérir aux habitants une expérience politique plus poussée. Par la suite, le Conseil s'est déclaré satisfait du fonctionnement des nouveaux organes exécutifs et législatifs communs aux deux Territoires et de l'adoption simultanée d'un régime particulier de suffrage universel dans la Côte-de-l'Or et dans la partie méridionale du Togo.

En ce qui concerne l'organisation administrative régionale de la Côte-de-l'Or et du Togo, le Conseil s'était montré satisfait de la création du Southern Togoland Council (qui a été dissous par la suite), et il avait recommandé que, lorsqu'elle procéderait à un nouvel examen de l'organisation régionale, l'Autorité administrante envisage la création d'une région qui ne comprendrait que le seul Togo méridional. Cependant, après que l'Autorité administrante eut ultérieurement signalé qu'elle avait décidé que le Togo méridional constituait un Territoire trop restreint pour former une région distincte et que la création d'une région plus

étendue, comprenant les districts éwés de la Côte-de-l'Or, ferait droit aux désirs de la population éwée qui aspire à une association plus étroite, le Conseil, à sa onzième session, a félicité l'Autorité administrante d'avoir décidé la création de la région administrative Trans-Volta-Togo et d'un Conseil régional pour cette zone.

En ce qui concerne les problèmes plus généraux, le Conseil a été saisi du rapport de la Mission de visite de 1949 dans lequel celle-ci estimait qu'il serait difficile d'envisager l'avenir politique du Territoire sous tutelle si ce n'était en unissant celui-ci, soit avec le Togo sous administration française, soit avec la Côte-de-l'Or, soit peut-être même avec les deux, et que le choix entre ces diverses éventualités devait dépendre, essentiellement, du point de savoir si une unification sous une forme quelconque des deux Togos aurait lieu. A sa onzième session, le Conseil a lui-même réservé son opinion définitive au sujet de l'effet des dispositions constitutionnelles relatives au Togo jusqu'au moment où il aurait étudié la question des Ewés et de l'unification du Togo. En même temps, le Conseil a exprimé l'avis que le régime administratif actuel du Togo, bien qu'il pût peut-être nuire à l'évolution progressive du Territoire vers un statut d'indépendance, n'en était pas moins susceptible de contribuer à la réalisation des fins énoncées à l'Article 76 de la Charte et d'accélérer l'évolution progressive du Territoire vers la capacité à s'administrer lui-même dans le cadre plus vaste du développement politique de la Côte-de-l'Or. Le Conseil a déclaré en outre que l'Autorité administrante devait continuer de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord de tutelle et que, tant que l'on ne connaîtrait pas les vœux librement exprimés des populations, conformément à l'Article 76 de la Charte, le fonctionnement de l'union administrative actuelle devrait faire l'objet d'une attention constante.

#### b) *Autres faits intéressant la constitution et la politique*

Le rapport de la Mission de visite de 1952, les nouveaux faits intéressant la constitution et la politique dans les Territoires, ainsi que les mesures que l'Assemblée générale a prises par la suite à propos du problème de l'unification du Togo, ont permis au Conseil d'examiner de manière plus précise, à sa treizième session, quelques-uns des grands problèmes que soulève l'association du Togo avec la Côte-de-l'Or.

La Mission de visite a observé que la Côte-de-l'Or s'était rapprochée de l'autonomie davantage et plus vite que n'importe quel autre territoire non autonome d'Afrique occidentale, et qu'elle avait fait faire les mêmes progrès au Togo. Si le Gouverneur continuait d'être investi en dernier ressort, au nom de l'Autorité administrante, des pouvoirs exécutif, législatif et administratif, en revanche, des pouvoirs exécutifs et législatifs très étendus avaient été récemment dévolus au Gouvernement de la Côte-de-l'Or pour l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Territoire sous tutelle et ce gouvernement se composait essentiellement de représentants élus des deux territoires. La Mission a estimé que l'on pouvait s'attendre, dans un délai relativement court, à de nouvelles réformes constitutionnelles qui marqueraient sans doute un nouveau progrès dans l'évolution de la Côte-de-l'Or vers une autonomie presque complète à l'intérieur du Commonwealth britannique. Si cette nouvelle mesure d'autonomie devait être accordée au Togo, aussi bien qu'à la Côte-de-l'Or, la Mission de visite a estimé que l'Autorité administrante se verrait

obligée d'examiner si la responsabilité qui lui avait été dévolue en vertu de l'Accord de tutelle permettrait un transfert de pouvoirs au Gouvernement de la Côte-de-l'Or. Il ne serait pas possible d'appliquer au Togo une constitution qui accorderait une autonomie complète à la Côte-de-l'Or, aussi longtemps que l'Accord de tutelle ne serait pas modifié. Etant donné que le Gouvernement du Royaume-Uni n'exercerait plus aucun pouvoir sur le Gouvernement de la Côte-de-l'Or, le Togo ne pourrait plus à la fois être administré en tant que "partie intégrante" de la Côte-de-l'Or et conserver comme Autorité administrante le Gouvernement du Royaume-Uni. Comme l'autonomie complète de la Côte-de-l'Or ne semblait être qu'une question de temps, on pouvait prévoir qu'avant longtemps le Gouvernement du Royaume-Uni et les Nations Unies voudraient préciser la situation du Territoire sous tutelle.

La Mission a également constaté que la population du Togo s'intéressait beaucoup à cette question. Dans la zone nord, les chefs des tribus Mamprusi, Dagomba et Nanumba avaient à nouveau demandé, comme ils l'avaient déjà fait, la poursuite de la politique d'union avec la Côte-de-l'Or. (La Mission a constaté, toutefois que s'ils avaient formulé cette demande, ce n'était pas tellement parce qu'ils considéraient que l'union favoriserait le développement, politique ou autre, du Territoire, mais parce qu'ils désiraient maintenir l'unité tribale de part et d'autre de la frontière entre la Côte-de-l'Or et le Togo. Elle a fait ressortir que, dans le nord, la pensée et l'action politiques ne dépassaient guère les limites imposées par la fidélité et le respect de la tribu. En revanche, l'Autorité administrante a déclaré dans ses observations sur le rapport de la Mission que la population de la zone nord désirait l'unité tribale parce qu'elle la considérait comme le meilleur agent du progrès politique, social et économique.)

Dans la zone sud, la Mission a constaté que les éléments qui réclamaient énergiquement l'unification, et qui étaient menés par le Togoland Congress, insistaient pour que la situation du Togo fût précisée dans le sens d'un statut séparé, ils craignaient en effet que l'union avec la Côte-de-l'Or ne compromît les chances d'unification des deux Togos. Mais le Convention People's Party, qui est le principal parti politique de la Côte-de-l'Or et également le parti au pouvoir, a intensifié son activité et s'est assuré des appuis dans la zone sud du Togo. Ses adhérents ont soutenu que la population s'intéressait avant tout à son autonomie et que seule la Constitution de la Côte-de-l'Or permettrait au Togo de parvenir à l'autonomie dans le plus bref délai possible. La Mission a constaté qu'il était naturel que ce parti, tout en exprimant sa sympathie pour le mouvement d'unification, s'attachât, dans la pratique, davantage à renforcer son autorité dans les organes territoriaux et les organes de l'administration locale de la Côte-de-l'Or et considérât, à cette fin, le Togo comme faisant pratiquement partie de la Côte-de-l'Or. La Mission a exprimé l'espoir que ce parti, notamment en raison de sa situation au gouvernement, ne perdrait pas de vue le statut international séparé et spécial accordé au Territoire sous tutelle et tout ce que ce statut impliquait. Il ne devrait pas oublier que la présente union du Togo avec la Côte-de-l'Or n'était pas nécessairement définitive, et que l'Autorité administrante avait donné à l'Organisation des Nations Unies l'assurance que, le moment venu, les habitants du Territoire sous tutelle seraient libres de décider eux-mêmes de leur sort. En conclusion, la Mission a déclaré que si de nouveaux



progrès constitutionnels avaient lieu dans la Côte-de-l'Or, il pourrait devenir nécessaire, dans un délai relativement court, de procéder à une étude détaillée de la situation dans le Territoire sous tutelle.

En fait, le Gouvernement de la Côte-de-l'Or a proposé de nouvelles réformes dans un Livre blanc publié en 1953. Dans ce document, le Gouvernement de la Côte-de-l'Or a déclaré qu'il avait l'intention de demander à l'Autorité administrante de faire une déclaration touchant l'octroi à la Côte-de-l'Or du statut d'indépendance dans le cadre du Commonwealth britannique. En même temps, il a proposé d'apporter des modifications à la Constitution actuelle "pour la courte période de transition requise pour l'élaboration des mesures constitutionnelles et administratives nécessaires à l'indépendance".

L'Assemblée législative a adopté ces propositions de réformes transitoires; l'Autorité administrante, saisie à son tour, a annoncé, en octobre 1953, qu'elle en approuvait l'ensemble en principe. Selon ces propositions, le Cabinet de la Côte-de-l'Or se composerait uniquement de ministres africains et les trois ministres ès qualités qu'il compte actuellement devraient en conséquence disparaître. En plus des ministres élus qui détiennent déjà des portefeuilles pour les autres départements, il y aurait donc un ministre africain pour les finances ainsi qu'un ministre africain qui serait détenteur du portefeuille de l'Intérieur et de la Justice; le Département de la défense et celui des affaires extérieures (y compris la responsabilité spéciale de l'Autorité chargée de l'administration du Togo) resteraient cependant confiés au Gouverneur, assisté d'un Comité consultatif, dont feraient partie le Premier Ministre, le Ministre de l'Intérieur et de la justice et un autre ministre. Le Premier Ministre serait nommé par le Gouverneur, mais serait pratiquement le chef de la majorité de l'Assemblée. Les autres ministres seraient nommés par le Gouverneur sur avis du Premier Ministre, qui leur attribuerait leur portefeuille. Il n'a pas été proposé d'enlever au Gouverneur ses pouvoirs discrétionnaires; on a en effet jugé que les circonstances auxquelles s'appliquent ces dispositions sont fort hypothétiques, et que l'existence de ces clauses semble ne pas être de nature à porter préjudice au degré avancé d'autonomie que l'on envisage actuellement d'accorder au Territoire. Selon une autre proposition, le nombre des membres de l'Assemblée législative de la Côte-de-l'Or et du Togo serait porté à 104 membres, qui seraient tous élus au suffrage direct des adultes.

Le Conseil a appris à sa treizième session qu'avant de faire ces propositions, le Gouvernement avait invité toutes les organisations et les personnes intéressées, tant dans le territoire de la Côte-de-l'Or que dans celui du Togo, à faire connaître leurs idées à ce sujet. Parmi les organisations qui ont répondu figurent onze groupes de Togolais. Tous ont exprimé le vœu de voir le Territoire sous tutelle constituer une entité dans le cadre d'une Côte-de-l'Or autonome; quelques-uns de ces groupes ont précisé qu'il faudrait lier cette entité à la Côte-de-l'Or par un lien fédéral ou qu'il faudrait un Ministre des Affaires togolaises parmi les membres du Cabinet. Le Conseil des territoires du Nord de la Côte-de-l'Or, qui représente les zones septentrionales de la Côte-de-l'Or et du Togo, désire voir la question de l'avenir du Togo septentrional résolue avant que la Côte-de-l'Or n'accède à l'autonomie.

Le Livre blanc définit comme suit l'attitude du Gouvernement de la Côte-de-l'Or à l'égard de la question togolaise:

Le Conseil des territoires du Nord de la Côte-de-l'Or se préoccupe sérieusement de l'avenir de la zone Nord du Togo sous administration britannique; quatre des principaux Etats de la région nord ont des territoires communs avec le Togo et ni les chefs suprêmes, ni la population ne sont disposés à admettre le démembrement de ces Etats par suite de la fixation d'une frontière internationale. Aussi insistent-ils pour que le sort de la zone nord du Togo soit décidé avant que l'on n'avance davantage dans la voie de l'autonomie. Le Premier Ministre a donné l'assurance au Conseil des territoires du Nord de la Côte-de-l'Or que, si le moment n'est pas venu de formuler des propositions relatives à une modification de l'Accord de tutelle pour les soumettre à l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement de la Côte-de-l'Or est persuadé que l'Organisation des Nations Unies, en temps voulu, donnera suite à la revendication unanime et souvent réitérée des populations qui habitent la zone nord et qui demandent le rattachement de leur région aux territoires du Nord de la Côte-de-l'Or. En effet, si l'Organisation des Nations Unies prenait une décision différente, elle agirait contrairement aux objectifs fondamentaux exposés dans la Charte des Nations Unies. Les chefs et les populations intéressés ont nettement précisé qu'ils n'admettront jamais qu'une frontière internationale sépare les populations de la zone nord du Togo sous administration britannique des territoires du Nord de la Côte-de-l'Or.

Il existe dans le Togo méridional un mouvement croissant d'opinion en faveur de l'intégration à la Côte-de-l'Or, et l'on espère que, lorsqu'elles auront parfaitement compris les avantages du rattachement à une Côte-de-l'Or autonome, les populations du Sud seront en mesure de préciser le statut qu'elles désireraient obtenir.

Après la publication du Livre blanc, on a reçu du Territoire sous tutelle un grand nombre de pétitions préconisant l'intégration du Togo à la Côte-de-l'Or ou s'y opposant.

L'Assemblée législative a adopté, à la fin de 1953, des dispositions législatives qui permettront d'organiser l'élection des membres de la nouvelle Assemblée que l'on envisage d'établir. Après enquête d'une Commission composée entièrement d'Africains, il a été promulgué une nouvelle ordonnance, qui divise la Côte-de-l'Or et le Togo en 104 circonscriptions distinctes. L'Autorité administrante a déclaré que l'on avait jugé difficile pratiquement de faire coïncider exactement la frontière entre le Togo et la Côte-de-l'Or avec la délimitation de ces circonscriptions; cependant le nombre des membres qui seront élus par des circonscriptions entièrement situées dans le Territoire sera plus grand qu'auparavant. Quatre des circonscriptions du Sud sont tout entières dans le Territoire, une cinquième en fait presque entièrement partie, une sixième enfin est moitié dans le Territoire, moitié en dehors. Dans la partie septentrionale, où le système des circonscriptions va jouer pour la première fois, trois circonscriptions sont tout entières situées dans le Territoire, et quatre autres se trouvent en partie sur le Territoire et en partie en dehors.

Le Conseil a appris à sa treizième session que, dans la zone sud du Territoire, les partis politiques les plus importants, c'est-à-dire d'une part ceux qui sont en faveur de l'unification du Togo, et d'autre part le Con-

ment Peoples' Party, qui préfère l'actuelle association du Territoire avec la Côte-de-l'Or, ont fait savoir qu'ils considéraient les prochaines élections comme une preuve de force. Il est donc à craindre que la campagne électorale dans la zone sud ne soit violente. Les deux partis ont d'ailleurs déjà demandé à la police de leur assurer sa protection au cours de leurs réunions publiques; il faudra peut-être prendre des mesures complémentaires pour éviter les échauffourées qui peuvent se produire en raison de la proximité de réunions politiques rivales et pour veiller à assurer la liberté de parole aux uns comme aux autres.

#### RÉGIME ÉLECTORAL

En vue de l'élection de la nouvelle Assemblée législative, qui doit avoir lieu en 1954, le système électoral et le mode de représentation qui étaient en vigueur pour l'élection de l'Assemblée législative de la Côte-de-l'Or du Togo et qui comportaient jusque-là des différences suivant les régions, ont fait place en 1953 à un régime électoral fondé sur le suffrage direct et secret, appliqué d'une façon uniforme dans toutes les parties des deux territoires.

"Pour être électeur, tout individu, quels que soient sa race et son sexe, devra répondre aux conditions suivantes: a) être ressortissant ou protégé britannique et accomplir actuellement son service dans le régiment de la milice ou dans la police de la Côte-de-l'Or; b) avoir atteint l'âge de 21 ans; c) posséder des biens meubles dans la circonscription ou y résider depuis six mois; d) s'être acquitté de l'impôt local, s'il y est assujéti.

Au début de 1954, on avait réglementé l'établissement des nouvelles listes électorales et les opérations d'inscription étaient en cours. Il était prévu qu'une nouvelle réglementation instituerait dans l'ensemble des deux territoires une procédure de vote uniforme, selon laquelle on assignerait à chaque candidat, bien avant la date d'élection, un emblème d'une couleur donnée. Tous ceux qui voudraient voter recevraient, après vérification de la présence de leur nom sur les listes électorales, des bulletins de vote et seraient introduits, à tour de rôle, dans un isoloir muni de différentes boîtes scellées, marquées chacune du nom et de l'emblème d'un candidat. Chaque électeur introduirait sa carte, sans y apporter aucune marque, dans la boîte du candidat de son choix.

A sa treizième session, le Conseil a adopté à cet égard la recommandation suivante:

*Le Conseil note avec satisfaction qu'il a été décidé d'étendre le suffrage direct et universel des adultes à l'ensemble du Territoire sous tutelle, et invite l'Autorité administrative à le tenir au courant, le cas échéant, des mesures prises pour mettre en œuvre cette décision et de l'usage que les habitants font de leur droit de vote.*

#### ADMINISTRATION LOCALE

Les réformes constitutionnelles de 1951 ont été suivies de modifications tout aussi importantes dans l'administration locale de la Côte-de-l'Or et du Territoire sous tutelle; ces réformes ont été exposées au Conseil et approuvées par lui à ses neuvième et onzième sessions. En fait, il a été décidé de remplacer l'ancien régime des autorités indigènes, fondé sur les institutions tribales traditionnelles, par des organes locaux de gouvernement modernes et démocratiques.

Pour ce qui est du Togo, l'administration locale est assurée désormais par les conseils locaux et les conseils

de district récemment créés. Les conseils locaux se composent, à concurrence des deux tiers, de membres issus de la représentation populaire, et, à concurrence d'un tiers, de représentants des autorités traditionnelles. Les premiers sont désignés par le suffrage de tous les habitants adultes de la région qui relève du conseil. Les conseils de district, dont l'autorité s'exerce sur des régions plus étendues, sont également composés pour deux tiers de membres issus de la représentation populaire et pour un tiers de représentants "traditionnels", les deux catégories de représentants étant élus par les conseils locaux parmi leurs propres membres.

Au début de 1952, l'Autorité administrative a consulté la population intéressée afin de lui permettre de faire connaître ses vues quant aux modalités de constitution et à la délimitation des différentes circonscriptions dans lesquelles s'exercerait l'autorité des conseils locaux. Compte tenu des opinions recueillies, les instruments portant création desdits conseils ont été ensuite rédigés. Cette tâche accomplie, de nouvelles listes électorales ont été établies et les élections ont eu lieu. L'Autorité administrative indique que chacune de ces étapes a été accompagnée d'une grande publicité, organisée de manière à expliquer le mieux possible les diverses questions en jeu. À la fin de 1952, il existait, dans la zone Nord du Territoire, un conseil de district et quatorze conseils locaux dont l'autorité s'exerçait entièrement à l'intérieur du Territoire, et quatre conseils de district et quatre conseils locaux dont l'autorité ne s'exerçait que partiellement dans le Territoire — de ce fait, la réorganisation de l'administration locale était achevée dans cette zone. Dans la zone Sud du Togo, quatorze des quinze conseils locaux et deux des trois conseils de district que l'on se proposait de créer avaient déjà été constitués en juillet 1953 et l'Autorité administrative a pu déclarer à la treizième session du Conseil qu'elle avait mené à bien l'organisation d'une administration locale dans l'ensemble du Territoire.

La Mission de visite de 1952 a été favorablement impressionnée par ses contacts avec les membres des conseils locaux, bien que ces conseils n'eussent pas été constitués depuis assez longtemps, au moment de sa visite, pour qu'elle pût émettre un jugement valable sur leur fonctionnement. La Mission a constaté, néanmoins, que les conseils de la zone Sud paraissaient avoir plus de maturité politique que ceux de la zone Nord. Elle a noté, en outre, que l'harmonie régnait entre les représentants "traditionnels" et les représentants élus au sein de tous les conseils avec lesquels elle avait été en rapport. L'Autorité administrative a signalé ultérieurement au Conseil que la gestion et la situation financière des conseils locaux et des conseils de district s'amélioreraient régulièrement.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil est heureux de constater que la réforme de l'administration locale a été étendue à la totalité du Territoire sous tutelle; il prend acte, notamment, de la manière judicieuse dont les traditions et les coutumes tribales ont été mises à profit pour transformer les institutions locales en organes administratifs plus modernes; et il exprime à nouveau l'espoir que, dans la mesure du possible et pour autant qu'il plaise aux populations intéressées, les attributions des nouveaux organes seront progressivement élargies.*

Les dispositions de la Constitution de 1951 placent le personnel de la fonction publique de la Côte-de-l'Or et du Territoire sous tutelle sous l'autorité du Gouverneur, qui reçoit les avis de la Commission de la fonction publique créée en 1951. Cette commission, qui se composait à l'origine de 3 membres, dont un Africain, comprend aujourd'hui 4 membres, dont 2 Africains.

A ses sessions antérieures, le Conseil avait notamment insisté pour que les habitants du Togo reçoivent la formation requise pour accéder aux postes supérieurs de l'administration, et que le nombre des fonctionnaires supérieurs togolais soit progressivement accru. Le principe de l'"africanisation" de la fonction publique est désormais admis par le Gouvernement de la Côte-de-l'Or qui a nommé, en 1950, un Commissaire à l'africanisation, lui-même Africain: lors de sa neuvième session, le Conseil s'est félicité de cette décision.

Depuis lors, un nouveau service de recrutement et de formation a été créé au cabinet du Secrétaire principal. Sous l'autorité d'un Directeur qui a assumé les fonctions et les responsabilités de l'ancien Commissaire à l'africanisation, ce service arrêtera les principes et les méthodes qui régiront le recrutement des fonctionnaires; assurera la liaison avec la Commission de la fonction publique; fixera les conditions à remplir pour accéder aux différents postes; assurera la liaison avec les établissements d'enseignement; élaborera les programmes de formation et en établira les normes; organisera des cours de formation dans chaque service; accordera des bourses et se tiendra en rapport avec les étudiants envoyés à l'étranger. En vue d'accélérer l'africanisation de la fonction publique on a créé, en outre, un Groupe de travail qui, en consultation avec les Ministères et les chefs de service intéressés, examinera l'effectif de chaque département afin de déterminer le pourcentage de fonctionnaires africains dans les différentes classes de la fonction publique, et recherchera le moyen d'accroître ce pourcentage.

Vers la fin de 1952, 653 Africains occupaient des postes supérieurs dans la fonction publique; sur ce nombre, 11 (9 seulement en 1951) étaient citoyens du Territoire sous tutelle. L'Autorité administrante, tout en reconnaissant que cette proportion était faible, a exprimé l'espoir qu'elle augmenterait considérablement à l'avenir grâce à l'amélioration de l'enseignement et à l'accroissement du nombre des bourses, toutes mesures dont les habitants du Territoire bénéficient au même titre que les autres citoyens de la Côte-de-l'Or.

La Mission de visite de 1952 a constaté que le développement du Territoire se trouvait sans cesse entravé par le manque de personnel qualifié; elle a estimé, en particulier, que les administrateurs du Territoire n'étaient pas assez nombreux pour suffire à la tâche. Elle a fait observer, notamment, que si l'Autorité administrante et le Conseil de tutelle insistaient tous deux sur le fait que, pour développer le Territoire, il était indispensable de construire de bonnes routes et d'assurer un approvisionnement en eau adéquat, le personnel du Service des travaux publics et du Service rural des eaux restait néanmoins en dessous de l'effectif prévu. La Mission a donc exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ferait tout son possible pour envoyer dans le Territoire sous tutelle un plus grand nombre d'administrateurs et de fonctionnaires des autres départements et services. Elle a ajouté que, si le principe de l'africanisation des services publics était en soi un principe

admirable, il ne fallait pas qu'il empêchât les autorités du Territoire de recruter des fonctionnaires à l'étranger en attendant de former du personnel africain en nombre suffisant.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité administrante a insisté sur le fait que l'on formait actuellement des Africains aussi rapidement que possible afin qu'ils occupent les nombreux postes vacants et que, en attendant, la Côte-de-l'Or se disputait sur le marché mondial les services de techniciens et de membres des professions libérales dont elle avait besoin pour mettre en œuvre ses programmes de développement et de formation professionnelle. Toutefois, pour ce qui est des administrateurs, les autorités ont décidé de ne plus recruter de fonctionnaires outre-mer; en conséquence il existait, en juillet 1953, 60 postes vacants dans la Côte-de-l'Or. Rien n'était négligé cependant pour maintenir l'effectif des administrateurs dans le Territoire sous tutelle; depuis 1951, le nombre des administrateurs est passé de 3 à 8 (2 dans la zone nord et 6 dans la zone sud, sans compter 6 fonctionnaires supérieurs) et un nouveau poste a été créé. On espère que le recrutement d'administrateurs africains s'améliorera prochainement grâce à la nomination directe des diplômés du Collège universitaire de la Côte-de-l'Or et au recrutement par concours parmi le personnel supérieur de la fonction publique. Au début de 1954, le nombre des postes d'administrateurs a été porté de 8 à 9; 4 d'entre eux sont occupés par des Africains. L'Autorité administrante signale que, d'une façon générale, le nombre des fonctionnaires a considérablement augmenté depuis 1952, en raison de la création de nouveaux postes dans les travaux publics, le service des eaux, le service de santé, l'enseignement, l'assistance sociale et d'autres services. La représentation des Africains dans les échelons supérieurs de l'administration continue à augmenter aussi bien relativement qu'absolument, mais l'élite togolaise n'est pas encore assez nombreuse pour occuper tous les postes vacants auxquels elle aurait droit.

Le nouveau système d'administration locale appelait, d'une manière pressante, la création rapide d'un corps de fonctionnaires supérieurs compétents pour desservir les nouveaux conseils; aussi a-t-on ouvert à Accra, en 1951, une école pour la formation du personnel d'administration locale; cette école est organisée en internat. A sa onzième session, le Conseil a pris acte avec satisfaction de cette création. La Mission a visité l'école et a été favorablement impressionnée par l'œuvre accomplie. A l'époque, l'école comptait 26 étudiants internes et donnait des cours de douze semaines. On espérait pouvoir doubler le nombre des étudiants, mais on en a été empêché faute de personnel enseignant. En août 1952, 4 Togolais avaient été formés à l'école et 4 autres en suivaient les cours. La Mission a exprimé l'espoir qu'un plus grand nombre d'étudiants Togolais participeraient à l'avenir aux stages de formation de l'école. Effectivement, 17 Togolais ont suivi les cours de cette école en 1953; de ce fait, presque tous les conseils locaux du Territoire comptent au moins un membre formé dans cette école. Un secrétaire de l'administration locale a obtenu une bourse d'études en Angleterre.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, qui avait accueilli avec satisfaction la création à Ho, dans le Togo méridional, d'une organisation régionale, exprime l'espoir que l'Autorité admi-*

*nistrante étendra, dans toute la mesure possible, la représentation régionale des divers services du gouvernement, attendu notamment qu'il est souhaitable de permettre à la population du Territoire sous tutelle d'entrer en contact plus étroit avec les principaux services du gouvernement et d'en tirer le maximum d'avantages, et, en conséquence, de stimuler l'intérêt qu'elle porte à ces services et d'encourager les Togolais à acquérir les titres requis pour accéder aux postes administratifs et autres de la fonction publique.*

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Le Togo partage avec la Côte-de-l'Or un système judiciaire double qui comprend d'une part, la Cour suprême de la Côte-de-l'Or et les *magistrates' courts*, qui appliquent le droit anglais et, d'autre part, les tribunaux indigènes qui appliquent le droit et les coutumes indigènes.

Les administrateurs exercent certaines fonctions judiciaires dans la zone nord ainsi que dans la région de Krachi de la zone sud; ils possèdent également le pouvoir de reviser les décisions des tribunaux indigènes. Un magistrat de district, dont le Conseil avait noté la nomination avec satisfaction à l'une de ses sessions antérieures, a continué d'assumer ses fonctions dans la zone sud au cours de l'année 1953.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction l'achèvement rapide du programme de réorganisation constitutionnelle et la création du Trans-Volta-Togoland Council. Il a, toutefois, réservé sa position en ce qui concerne le rattachement du Territoire à la Côte-de-l'Or.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que les élections qui auraient prochainement lieu dans la Côte-de-l'Or et au Togo exerceraient une influence considérable sur l'acheminement à l'autonomie de l'Afrique tout entière. Dans un an ou deux, la Côte-de-l'Or serait complètement libre et, point important qui devait donner satisfaction à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies amis de la liberté, lors des élections prochaines les électeurs seraient libres de choisir. Bien que leur opinion ne doive avoir pour le moment qu'une valeur consultative, les électeurs du Territoire sous tutelle pourraient indiquer s'ils préféreraient le rattachement à la Côte-de-l'Or ou le rattachement au Togo sous administration française. Il y aurait une démonstration concrète de l'exercice de l'autonomie par des Africains qui méritait d'être appuyée avec enthousiasme. Le désir d'autonomie était la force politique la plus puissante de l'époque; ce qui comptait à cet égard n'était pas tant la solution choisie que le droit de choisir. En décidant d'accorder le droit de vote sans restriction aux adultes du Togo, ce qui donnait aux autochtones l'occasion de prendre part à une consultation qui leur permettait de faire connaître leur opinion sur le statut futur de leur Territoire, l'Autorité administrante avait fait preuve d'un sens politique très élevé et s'était pleinement conformée aux principes du régime de tutelle.

Le représentant de l'Australie a estimé prématuré de discuter les nouvelles réformes constitutionnelles envisagées pour la Côte-de-l'Or et le Territoire sous tutelle puisqu'elles étaient encore à l'état de projets, mais, à

son avis, le Conseil pouvait prendre note des changements importants déjà passés dans les faits. On pouvait citer à cet égard, en premier lieu, la décision de diviser la Côte-de-l'Or et le Togo en 104 circonscriptions, ce qui aboutirait à faire élire un plus grand nombre de membres de l'Assemblée législative par des circonscriptions situées entièrement à l'intérieur du Togo et, en deuxième lieu, la décision de créer le Trans-Volta-Togoland Council, qui était d'ores et déjà un organisme en plein essor.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction les progrès politiques déjà accomplis et les propositions de nouvelles réformes constitutionnelles. Le Togo aurait la possibilité, s'il le désirait, de décider de son association avec la Côte-de-l'Or et de devenir ainsi l'un des premiers Territoires sous tutelle à connaître l'autonomie. S'il devait ressortir de la consultation populaire que les autochtones désirent voir le Territoire ne plus demeurer sous tutelle et échapper ainsi au contrôle immédiat des Nations Unies, la délégation de la Nouvelle-Zélande ne pensait pas qu'aucun Membre de l'Organisation le regretterait. Le Territoire sous tutelle avait retiré de grands avantages parce qu'il avait bénéficié d'une partie des revenus et des services administratifs de la Côte-de-l'Or; sa population avait des liens culturels, linguistiques et ethniques avec celle de la Côte-de-l'Or. La logique et les faits exigeaient qu'il demeurât associé à elle. Le Conseil manquerait d'esprit de suite et de réalisme si, après les recommandations qu'il avait adoptées à ce sujet, il suggérait maintenant que le Territoire sous tutelle n'accompagne pas la Côte-de-l'Or dans la dernière étape de cette colonie vers l'autonomie.

Le représentant de la Syrie a souligné, en premier lieu, que le problème de l'unification du Togo, qui devait être discuté séparément, était cependant intimement lié à toutes les questions fondamentales concernant le progrès politique dans les deux Territoires sous tutelle. En outre, il devenait maintenant urgent de savoir si le Togo devait non seulement être "administré en tant que partie intégrante" de la Côte-de-l'Or mais encore devenir, en fait, partie intégrante de cette colonie qui progressait rapidement vers une autonomie plus complète. Le Togo pourrait-il encore être administré conformément aux termes de l'Accord de tutelle si les pouvoirs de l'Autorité administrante étaient transférés en grande partie à un gouvernement représentatif institué en Côte-de-l'Or? D'autre part, était-ce la volonté librement exprimée de la population du Togo de voir le Territoire ainsi réuni à la Côte-de-l'Or? Il fallait répondre à ces questions avant que l'Organisation des Nations Unies pût porter un jugement définitif sur l'évolution du progrès politique dans l'un ou l'autre des deux Togos. Le Conseil pourrait voir avec satisfaction le sort du petit Territoire du Togo sous administration britannique réglé par une association étroite avec la Côte-de-l'Or — dont la population devait être fière et heureuse de suivre son distingué Premier Ministre sur le chemin de l'indépendance — si toutefois rien ne permettait de douter que telle fût la volonté librement exprimée de la majorité de la population du Territoire sous tutelle, si les intéressés n'avaient le choix qu'entre cette forme d'autonomie ou d'indépendance et un régime du type colonial, si un Togo unifié et autonome ne pouvait leur paraître également attrayant et s'il n'était pas nécessaire de tenir compte des intérêts et de l'avenir du Togo sous administration française. Le représentant de la Syrie a établi une comparaison entre le sort de la



population du Togo sous administration britannique et celui de la population du Cameroun sous administration britannique et a noté le contraste qui existait; à son avis, la cause essentielle de cette différence était peut-être due à ce que dans la Côte-de-l'Or, contrairement à ce qui se passait pour la Nigéria, les partis politiques locaux désiraient voir le Togo et la Côte-de-l'Or réunis en un seul Etat, désir qui s'opposerait probablement à toute aspiration que les partis politiques du Togo pourraient avoir à une forme d'existence législative et exécutive distincte, en prévision de l'unification éventuelle du Togo.

Le nœud de la question semblait être que le Conseil ne connaissait pas encore avec suffisamment de précision les aspirations réelles de la majorité de la population des deux Togos. L'action entreprise par l'Organisation des Nations Unies pour créer les moyens permettant aux autochtones d'exprimer clairement et librement leur volonté semblait avoir échoué et maintenant les hommes politiques de la Côte-de-l'Or se montraient naturellement désireux de résoudre le problème du Togo sous administration britannique de telle sorte que leurs espoirs d'indépendance prochaine n'en souffrent pas. Le déroulement des événements laissait supposer soit que l'application du plan stratégique exposé dans le "document secret" se poursuivait conformément aux prévisions, soit qu'il s'était produit une remarquable série de coïncidences; on pouvait citer, par exemple, l'activité accrue, dans le Territoire du Togo, du parti au pouvoir dans la Côte-de-l'Or, l'arrivée de pétitionnaires favorables à cette solution, ainsi que l'attribution d'importants crédits pour le développement. Le représentant de la Syrie s'est demandé si les élections générales qui devaient avoir lieu prochainement dans la Côte-de-l'Or et au Togo pouvaient être à juste titre considérées comme une espèce de référendum en fonction duquel se déciderait le sort du Togo. La campagne électorale serait menée d'un côté par un parti politique expérimenté, bien outillé, et puisant sa force réelle et ses ressources en Côte-de-l'Or. De plus, ce parti était au pouvoir et pourrait, à des fins électorales, s'attribuer le mérite de tous les progrès accomplis au Togo. On pouvait supposer qu'en comparaison, les partis locaux du Togo feraient figure d'amateurs. En outre, le corps électoral était, pour la majeure partie, composé de petits paysans illettrés et sans expérience des méthodes modernes de campagne électorale, ne possédant ni corps représentatif ni autre organe capable d'étudier ces questions avec intelligence et autorité. En ce qui concernait le Togo septentrional, le représentant de la Syrie se demandait si, étant donné les observations formulées par la Mission de visite sur l'état de l'opinion publique, on pouvait accepter sans réserve la déclaration du Gouvernement de la Côte-de-l'Or selon laquelle "c'était le vœu unanime de la population" — et non pas uniquement celui des chefs — que la région soit rattachée aux territoires du Nord de la Côte-de-l'Or. D'autre part, puisqu'il semblait établi que le Premier Ministre avait garanti aux chefs du Togo septentrional que le Gouvernement de la Côte-de-l'Or les appuierait, le représentant de la Syrie se demandait si les chefs n'avaient pas insisté pour qu'on défendit cette solution du problème du Togo en échange, en quelque sorte, du soutien accordé au projet de création d'un Etat unifié pour toute la Côte-de-l'Or, et si toute possibilité n'était pas à jamais exclue de laisser éventuellement à la population elle-même la liberté de choisir, que son choix dût ou

non confirmer l'opinion des chefs. Le Conseil devrait peut-être, d'une part, attendre de voir quels progrès seraient réalisés grâce au Conseil mixte pour les affaires togolaises et dans quelle mesure cette institution permettrait aux habitants des deux Togos d'exprimer librement et complètement leurs aspirations; et d'autre part, demander aux Autorités chargées de l'administration des deux Togos de présenter le plus tôt possible avant la prochaine session du Conseil un rapport complet relatif à la création et au fonctionnement du Conseil mixte, de fournir des renseignements détaillés et une étude sur les résultats des élections qui auraient eu lieu dans la Côte-de-l'Or, ainsi que des précisions sur tout autre événement marquant de l'évolution politique des deux Togos; le Conseil devrait, enfin, charger un sous-comité spécial ou le Comité des unions administratives de procéder à une étude préliminaire de tous les renseignements pertinents et de lui faire rapport à sa prochaine session.

Le représentant d'Haïti a fait observer qu'au Conseil exécutif, organe politique principal, aucun Togolais n'avait jusque-là été choisi comme ministre. Sur les 84 membres de l'Assemblée législative, il n'y avait que 5 Togolais. La Mission de visite avait constaté, au surplus, que la conscience politique n'était pas encore formée. De l'avis de l'Autorité administrante elle-même, l'opinion publique du Territoire n'avait pas une notion suffisamment claire des possibilités d'avenir du Territoire. Le représentant d'Haïti a en outre estimé que le retard du Territoire était imputable à l'absence, dès le début, de plans qui eussent permis de développer d'une manière rationnelle les ressources du Territoire considéré comme entité distincte. La politique pratiquée découlait directement du partage du Territoire, à la suite de la première guerre mondiale, entre des gouvernements dominés par le souci immédiat de préserver leurs zones d'influence en Afrique. Pour ce qui était du seul Togo britannique, cette politique avait imposé le correctif de l'intégration à la Côte-de-l'Or, mais avait laissé intact le problème fondamental, celui de savoir si le Togo sous administration britannique et le Togo sous administration française auraient, s'ils étaient réunis, des ressources suffisantes pour devenir un Etat autonome. Le représentant d'Haïti s'est déclaré persuadé que le Conseil ne manquerait pas de demander des garanties qui, tenant compte des intérêts des populations, assureraient à ces populations actuellement très désavantagées, le droit de décider de leur sort le moment venu.

Le représentant du Salvador a fait observer que, si les efforts en vue de l'intégration de la partie méridionale du Cameroun sous administration britannique s'étaient considérablement relâchés, il en avait été tout autrement au Togo sous administration britannique. L'intégration y avait été si poussée qu'en 1952, les membres de la Mission de visite avaient constaté qu'elle s'étendait, de la façon la plus rigoureuse, à tous les aspects de l'administration du Territoire. Si la tâche assignée à l'Autorité administrante aux termes du régime de tutelle avait été de faire du Togo une partie intégrante de la Côte-de-l'Or, on aurait pu dire que l'Autorité administrante avait rempli sa mission d'une manière parfaite. Mais comme les buts ou objectifs assignés à l'Autorité administrante aux termes de la Charte étaient de préparer les autochtones à l'autonomie ou à l'indépendance, le problème revêtait un aspect différent. Jusqu'alors, la délégation du Salvador avait cru comprendre que le but du Convention People's



Party était de réaliser aussi rapidement que possible, et sur les bases actuelles, une association plus étroite entre la Côte-de-l'Or et le Territoire et que leurs rapports futurs seraient ceux de membres d'une fédération groupant des Etats autonomes. Une telle situation aurait été conforme aux concepts de l'autonomie. Cependant, le représentant spécial avait fait savoir que la Côte-de-l'Or n'avait jamais désiré une constitution fédérale et que sa population avait toujours estimé que, si les habitants du Togo désiraient continuer à être associés avec elle, ils devraient l'être dans le cadre d'un Etat unitaire. De plus, le représentant spécial avait déclaré que les organisations togolaises, y compris une filiale du Convention People's Party, qui avaient fait connaître leur avis, désiraient toutes que le Togo devienne "partie intégrante d'une Côte-de-l'Or autonome". La question se posait de savoir dans quelle mesure le parti dominant du gouvernement, parti auquel l'Autorité administrante avait confié le plus d'obligations envers le Territoire, était en droit de se livrer à des manœuvres visant à réaliser ce qui semblait être une espèce d'annexion. La délégation du Salvador avait des raisons de douter que les prochaines élections pussent faire connaître sans équivoque les aspirations du peuple togolais en ce qui concerne son statut politique futur. Il incombait à l'Autorité administrante de faire en sorte que, lorsque le moment serait venu de décider de l'avenir du Territoire, tous les Togolais puissent exprimer leur volonté dans des conditions identiques. Le représentant du Salvador a rappelé au Conseil que la Mission de visite avait exprimé l'espoir que le Convention People's Party, eu égard notamment à la position qu'il occupait au sein du gouvernement, ne perdrait pas de vue le statut international distinct et spécial du Territoire sous tutelle et tout ce que ce statut impliquait. Il a également rappelé que le Conseil de tutelle avait décidé d'étudier de près les rapports entre le Togo et la Côte-de-l'Or, en tenant compte notamment de la question de l'unification. Le Territoire sous tutelle devait accéder au statut d'autonomie ou d'indépendance prévu par la Charte et c'est aux habitants qu'il appartenait de décider la manière dont il y accéderait que ce fût par une association fédérale avec la Côte-de-l'Or ou par une union avec le Togo sous administration française. L'important était que la décision résultait d'une expression des aspirations véritables des Togolais. Pour ce qui est de la réforme constitutionnelle envisagée, le représentant du Salvador a fait observer que, bien qu'il semblât à première vue que le Togo disposerait d'une représentation accrue à l'Assemblée législative, un simple calcul montrait que la nouvelle représentation proposée ne se traduirait pas par une véritable augmentation du nombre de ses sièges. Cette observation ne constituait cependant pas une critique. Du point de vue de l'intégration des deux Territoires, la nouvelle Constitution représentait un progrès; mais, si l'on tenait compte du fait que l'intégration n'était pas la seule solution possible, la nouvelle représentation proposée n'assurerait pas une représentation suffisante du peuple togolais et ne permettrait pas à un assez grand nombre de Togolais de se préparer à leur tâche future.

Le représentant de l'Inde a fait remarquer que, pour tous les autres Territoires sous tutelle, le Conseil examinait, en principe et en fait, l'œuvre administrative de pays métropolitains, mais que dans le cas du Togo sous administration britannique, bien que les principes constitutionnels restent les mêmes, la gestion administrative était aux mains d'un gouvernement africain dont la

plupart des membres étaient élus par les populations du Territoire et celles de la Côte-de-l'Or. Ceci plaçait la délégation de l'Inde dans une situation assez délicate, puisque le gouvernement responsable n'était représenté qu'en partie au Conseil. Lorsque le Conseil formulait des jugements sur ce Territoire, il ne devrait pas perdre de vue qu'il examinait les efforts, l'œuvre et les aspirations d'un groupe de personnes qui conduisaient leur pays vers l'autonomie et se heurtaient à de graves problèmes.

Le représentant de l'Inde a déclaré que sa délégation n'avait aucune idée préconçue en ce qui concerne l'avenir du Togo. Le problème véritable était celui de l'autonomie et de l'indépendance. Le Togo n'était pas une vieille nation; ses frontières avaient été fixées par les Européens et résultaient d'événements survenus dans les trente ou quarante dernières années. Cet élément du problème n'était donc pas plus important que la conscience tribale ou les autres facteurs de cohésion dont l'existence était certaine. Il s'agissait de savoir si, au cas où la Côte-de-l'Or deviendrait indépendante, le Territoire sous tutelle, pour des raisons ethniques, sociologiques ou autres, pour des raisons historiques remontant aux trente ou quarante dernières années et tout particulièrement aux cinq ou six dernières années, en raison également de son inaptitude à vivre seul, resterait sous l'autorité d'un Haut-Commissaire venant de Londres, ou autrement s'il était possible et souhaitable que le Togo restât divisé parce que le Territoire sous administration française était politiquement et socialement plus arriéré et que l'évolution habituelle des territoires coloniaux vers l'indépendance y était moins évidente qu'ailleurs. La délégation indienne avait la plus grande considération pour le chef du gouvernement actuel de la Côte-de-l'Or et, d'une façon générale, pour l'administration de ce territoire. Ils déployaient de grands efforts, depuis longtemps pour obtenir l'indépendance de leur pays et il n'était pas dans l'intention de la délégation indienne de suggérer qu'ils négligeaient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le représentant de l'Inde a relevé que la Mission de visite de 1952 s'était plu à reconnaître que la liberté d'expression régnait au Togo. Il y existait plusieurs partis politiques, notamment le Convention People's Party, qui se prononçait ouvertement pour l'intégration (à la Côte-de-l'Or). Le Togoland Congress préférait une association avec le Territoire sous administration française. Aucune indication cependant ne permettait de penser que cette union pût se réaliser. Il aurait été intéressant de comparer les progrès faits par le Territoire entre 1919 et 1946 et entre 1946 et 1954, qu'il s'agisse de l'administration locale, de l'éducation, de l'hygiène ou des travaux hydrauliques. Ces progrès, que le représentant de l'Inde s'est déclaré heureux de constater, s'expliquaient peut-être par le fait que les institutions de la Côte-de-l'Or avaient obtenu, à des degrés divers, une certaine autonomie. Le Territoire avait fait des progrès rapides dans tous ces domaines alors qu'il était administré en liaison avec la Côte-de-l'Or et comme partie intégrante de ce territoire voisin. Il fallait en tenir compte pour examiner la question de l'intégration. On pouvait regretter qu'il n'y eût pas plus d'originaires du Territoire dans les services législatifs et exécutifs de la Côte-de-l'Or, mais il fallait prendre en considération l'attitude des populations de la Côte-de-l'Or. Si l'administration devait être unique, toute inégalité dans la représentation de chacun des territoires serait également critiquée. Il serait sans doute possible de remédier

à cet état de choses. Il n'en restait pas moins que, du point de vue administratif et politique, il n'avait pas été possible de séparer les deux territoires. En outre, le progrès économique du Territoire ne serait possible que si l'on rendait ce dernier économiquement viable; enfin, il fallait éviter de fragmenter davantage les divers groupes de la population de l'Afrique occidentale.

En ce qui concernait les élections qui devaient avoir lieu prochainement, le représentant de l'Inde s'est déclaré persuadé que le Convention People's Party respecterait les règles suivies par les partis politiques modernes puisqu'il admettait le principe d'un système parlementaire. L'Autorité administrante avait la responsabilité de la liberté des élections et avait déclaré qu'elles seraient réellement libres.

Le Conseil devrait aborder l'examen du problème avec prudence et réalisme et être guidé par l'intérêt des populations. La population de la Côte-de-l'Or voulait son indépendance, mais, ni le Premier Ministre de la Côte-de-l'Or ni le parti politique auquel il appartenait n'avaient jamais dit: "Nous annexerons le Togo, qu'il le veuille ou non." Ils avaient dit: "Si vous voulez vous joindre à nous, ce doit être sans arrière-pensée. Vous ne pouvez pas être avec nous en un sens seulement." C'était ce qu'il fallait dire. Les territoires en question voulaient leur unité pour survivre. On comprenait facilement le désir de la Côte-de-l'Or de constituer un Etat unitaire. C'était une question d'ordre constitutionnel; si l'intégration se réalisait, il était clair qu'en raison de la situation juridique créée par l'Accord de tutelle, elle ne pourrait se faire qu'avec le consentement de la population du Togo et après que des amendements auraient été apportés à l'Accord de tutelle pour rendre possibles les transferts indispensables.

Le représentant de l'Inde a ajouté que, dans le passé, sa délégation avait été favorable à l'idée de l'unification du Togo, parce que cette idée rencontrait tout naturellement la faveur des populations. Depuis lors, elle avait étudié la question très attentivement. La solution du problème souffrait du fait qu'elle était nécessairement présentée par l'Autorité administrante et non par les institutions autonomes de la Côte-de-l'Or. Par suite, tous ceux qui se rangeaient dans le camp dit anticolonialiste avaient été enclins à estimer que la solution proposée satisfaisait les visées et les vœux de la métropole. La délégation indienne exprimait l'espoir que le Conseil continuerait à chercher une solution au problème du Togo et prendrait avant tout en considération les intérêts et les vœux des populations du Territoire sous tutelle.

Le représentant de la Belgique a reconnu, avec le représentant de l'Inde, que la question de l'unification du Togo et de son rattachement à la Côte de l'Or était plus complexe qu'il ne pouvait sembler tout d'abord. Lorsqu'on avait parlé pour la première fois d'unification, les Puissances non administrantes avaient manifesté à ce sujet un enthousiasme compréhensible, mais une étude plus approfondie avait montré que, comme le représentant de la Belgique l'avait toujours déclaré, le problème n'était pas aussi simple. Tous les membres du Conseil accepteraient sans doute de tenir compte, avant toute autre chose, des intérêts et de la volonté des populations intéressées.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'en violation de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle, l'Autorité administrante avait rattaché la zone sud du Togo à la

colonie de la Côte-de-l'Or et la zone nord aux territoires du Nord. Le Territoire sous tutelle avait été non seulement rattaché, mais encore asservi à la Côte-de-l'Or et il ne possédait aucun organe de gouvernement qui lui fût propre. Le Gouverneur de la Côte-de-l'Or continuait à détenir, pour le Territoire, le pouvoir suprême dans les domaines législatif, administratif et judiciaire. D'après le Togoland Congress, qui était l'un des partis politiques les plus nombreux du Territoire, l'Autorité administrante n'avait prévu aucun plan pour le développement distinct du Territoire, et les liens politiques ainsi que l'union administrative du Territoire avec la Côte-de-l'Or visaient à priver le Togo de son statut de Territoire sous tutelle. Ce groupement avait déclaré en outre que le Togo n'était en réalité qu'une partie indivisible de la Côte-de-l'Or puisqu'il ne possédait pas un seul organe législatif, administratif ou judiciaire indépendant et que la dissolution du Southern Togoland Council et la création du Trans-Volta-Togoland Council, où siégeaient aussi des représentants de la Côte-de-l'Or, avaient privé le Territoire de sa dernière institution autonome. Cet asservissement du Territoire à la Côte-de-l'Or avait les effets les plus néfastes sur le progrès du Territoire en matière politique, économique, sociale et culturelle et il avait empêché son évolution vers l'autonomie et l'indépendance. Au lieu de tenir compte du statut particulier du Territoire sous tutelle, l'Autorité administrante en avait confié le gouvernement à l'administration coloniale de la Côte-de-l'Or, qui considérait le Togo uniquement comme une terre limitrophe de la Côte-de-l'Or. Ainsi, les principaux partis politiques et les représentants des tribus — par exemple le Togoland Congress, l'All-Ewe Conference et les représentants des tribus Konkomba, Nawuri et autres, s'étaient opposés au rattachement du Territoire à la Côte-de-l'Or et s'étaient unis pour préconiser le développement du Togo comme unité territoriale distincte et indépendante. Ils s'étaient prononcés en faveur de l'unification du Territoire avec le Togo sous administration française. Telles étaient les revendications légitimes du peuple togolais; la délégation de l'URSS les appuyait, estimant qu'il appartenait au Conseil de prendre des mesures en vue d'assurer l'évolution du Territoire sous tutelle vers l'autonomie et l'indépendance. Le meilleur moyen de réaliser cette évolution du Territoire consistait à créer dans le Territoire des organes législatifs, exécutifs et judiciaires où les autochtones auraient des représentants et qui ne seraient pas subordonnés aux organes de la Côte-de-l'Or.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'au cours de ces dernières années, la grande majorité de la population du Territoire s'était rendu compte que son destin était maintenant presque entièrement entre ses propres mains et devait être déterminé sur le plan régional ou national par des institutions démocratiques composées de représentants élus. Cet état de choses, en lui-même satisfaisant, était dû à l'association du Territoire avec la Côte-de-l'Or; mais le représentant spécial a tenu à souligner que les dirigeants de la Côte-de-l'Or partageaient l'opinion de l'Autorité administrante, qui était d'avis que l'association actuelle du Territoire sous tutelle avec la Côte-de-l'Or ne préjugait pas son sort ultime et qui était décidée à ce que le sort du Territoire fût déterminé en fonction des vœux librement exprimés de sa population. Les futures élections générales ne pouvaient être prises comme le critère final d'après lequel on devrait fixer l'avenir du Togo sous adminis-

tration britannique; elles n'obligeaient pas irrévocablement l'Autorité administrante, l'Administration ni la population du Territoire elle-même à adopter telle ou telle solution. Comme on avait insinué que l'Autorité administrante servirait d'arbitre dans un conflit politique tellement inégal qu'on ne devrait jamais l'autoriser, le représentant spécial a souligné que si le *Convention People's Party* disposait sans aucun doute de ressources plus importantes, il était obligé de les mettre en œuvre dans 104 circonscriptions électorales réparties dans la Côte-de-l'Or et dans le Territoire où les élections auraient lieu simultanément. Au contraire, les partisans de l'unification du Togo limiteraient probablement leur activité électorale à six circonscriptions électorales situées dans le Territoire et il semblait probable que, dans ces six circonscriptions, il y aurait deux partis dont les ressources seraient à peu près égales puisque le représentant spécial avait entendu dire que les partisans de l'unification avaient acheté quatre camions avec haut-parleur et espéraient s'en procurer deux autres. Il a ajouté que si l'on doutait que le peuple togolais fût suffisamment évolué pour prendre une décision concernant son avenir, il fallait aussi, en bonne logique, se demander si l'Administration avait eu raison d'accorder le droit de vote à la population togolaise.

A propos des doutes que l'on avait formulés sur le caractère représentatif des opinions exprimées dans la partie nord du Togo, le représentant spécial a souligné que le représentant des Dagombas qui devait s'adresser au Conseil était venu avec un mandat émanant non pas des chefs, mais des conseils locaux du Togo septentrional; les deux tiers des membres de ces conseils étaient élus par la population. Le représentant du Salvador, qui avait vu fonctionner ces conseils, s'était déclaré très satisfait du fait que les conseillers connaissaient bien les besoins de la population qui les élisait et de la manière dont ces conseillers défendaient les intérêts de la population; si l'on reconnaissait que, dans le nord, il y avait unanimité sur cette question, il fallait alors admettre que l'Administration ne pouvait manquer d'en prendre acte et d'établir ses plans en conséquence.

En réponse à une autre question, le représentant spécial a expliqué que le Gouverneur de la Côte-de-l'Or n'exerçait aucune fonction judiciaire, à l'exception du droit royal de grâce en cas de condamnation à mort.

#### RÉGIME ÉLECTORAL

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'avis que le Conseil devait se féliciter des mesures qui avaient été proposées en ce qui concerne la réorganisation du collège électoral et l'amélioration du système électoral. Ces mesures mettraient le Territoire sous tutelle, en matière d'élections, sur un pied d'égalité avec les pays qui possédaient les régimes les plus démocratiques.

#### ADMINISTRATION LOCALE

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction que l'Administration se proposait de se renseigner assez fréquemment sur la manière dont fonctionnaient les conseils locaux, afin de déterminer s'il était possible de leur donner des pouvoirs plus étendus. Il a déclaré que sa délégation attendrait avec intérêt les résultats de ces enquêtes. Il a exprimé l'espoir qu'il serait bientôt possible d'étendre les pouvoirs des conseils locaux conformément aux vœux que le Conseil avait exprimés à sa onzième session.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que le développement rapide des institutions d'administration locale dans le Territoire était tout à fait remarquable. Les tâches multiples confiées aux organes d'administration locale et le fait qu'ils assumaient la responsabilité de percevoir et d'utiliser des fonds publics devaient assurer leur succès et permettre d'apprendre à la population à se gouverner elle-même sur le plan local.

Le représentant d'Haïti a exprimé l'avis que les conseils locaux créés par l'Ordonnance de 1951 n'exerçaient encore que les fonctions des anciennes autorités indigènes. L'expérience de ces conseils était si limitée que leurs attributions ne pourraient être étendues que peu à peu, après étude de chaque cas particulier.

Le représentant du Salvador a exprimé sa satisfaction de voir que des conseils locaux avaient déjà été créés et qu'ils fonctionnaient bien. Il avait pu constater personnellement que les membres de ces conseils étaient parfaitement au courant de la situation dans leur localité respective, et qu'ils manifestaient en outre leur bonne volonté et leur désir de soutenir davantage les intérêts de ces localités.

Le représentant de la France a déclaré qu'il s'intéressait vivement aux mesures destinées à modifier et à compléter la structure de l'administration locale. La délégation française attachait une importance toute particulière à cette administration locale, car ses organes étaient de véritables écoles primaires en matière politique. Si l'on ne formait pas, dans les villages et les districts, des citoyens responsables connaissant l'administration et ses rouages et aptes à discuter des affaires municipales ou régionales, les élites supérieures seraient dépourvues d'assises et, livrées à elles-mêmes, pourraient être tentées de se faire les seuls juges de l'intérêt du pays.

Le représentant de l'Inde a estimé que le progrès le plus considérable qui eût été réalisé dans le domaine de l'administration et des affaires politiques portait sur l'administration locale. A son avis, ce progrès consistait à ne pas considérer les anciennes institutions et coutumes des tribus comme un obstacle à l'autonomie; telle était la conduite que l'on devait adopter envers les collectivités non européennes et les anciennes collectivités, par exemple celles d'Asie et d'Afrique. On s'était efforcé d'utiliser l'esprit tribal, le sentiment tribal et l'organisation tribale pour développer les institutions d'administration locale. Le régime tribal s'était adapté aux conditions nouvelles, et il en était résulté que les représentants de la population n'étaient plus seulement des chefs de tribus, mais des personnes élues. Il y avait tout lieu de se féliciter des progrès accomplis dans ce domaine.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la prétendue réforme de la structure de l'administration locale n'avait, en fait, rien changé à la situation. Les nouveaux conseils locaux et les autorités indigènes étaient tous fondés sur l'organisation tribale des chefs et des anciens de village. Dans les conseils locaux, le tiers des sièges était réservé aux autorités tribales et c'était toujours un chef qui dirigeait les travaux du conseil. Ainsi, au lieu d'introduire une réforme démocratique, on avait fait précisément le contraire, et l'ancien système tribal antidémocratique était toujours en vigueur. Les membres traditionnels avaient inmanquablement plus d'autorité que les représentants élus par la population. Il importait que l'Autorité administrante fit le nécessaire pour assurer le passage du

système tribal périmé à un régime d'autonomie fondé sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'en ce qui concernait la proposition tendant à augmenter les pouvoirs des autorités locales, les ministres de la Côte-de-l'Or se préoccupaient en fait de persuader ces autorités d'assumer un certain nombre de tâches dévolues jusqu'alors à l'Administration. Il a souligné cependant que certains membres du Conseil s'étaient demandé si l'Administration n'avait pas fait fausse route en transférant aux autorités locales une si grande part de responsabilité en matière d'instruction primaire. Tous ces problèmes étaient étroitement liés et pouvaient recevoir plusieurs solutions; il fallait éviter les solutions extrêmes et laisser le soin de rechercher la meilleure formule aux personnes qui étaient sur place, c'est-à-dire aux ministres africains qui étaient responsables devant l'opinion publique du pays et qui avaient des experts pour les conseiller. Le représentant de l'Autorité administrante a ajouté que les autorités locales, dans le Territoire, avaient deux tiers de leurs membres élus. Les autres membres n'avaient pas de votes pondérés et les chefs, sauf s'ils avaient été élus aux conseils, étaient de simples présidents honoraires. Les conseils avaient généralement à leur tête des présidents que les membres du conseil élaient parmi eux.

#### FONCTION PUBLIQUE

Le représentant de la Chine a appris avec satisfaction que, dans les postes supérieurs de la fonction publique, le nombre et la proportion d'Africains avaient continué d'augmenter. Cependant, le fait que l'effectif des Africains qualifiés pour ces postes supérieurs demeurait insuffisant montrait clairement qu'il fallait redoubler d'efforts pour hâter la formation de fonctionnaires autochtones. Tout en reconnaissant ce que l'Administration avait fait à cet égard, le représentant de la Chine a considéré que les résultats obtenus restaient insuffisants, étant donné les besoins du Territoire.

Le représentant de l'Australie a estimé que le Conseil devait prendre acte de la rapidité avec laquelle l'Autorité administrante avait nommé un plus grand nombre de hauts fonctionnaires à l'Administration du Territoire, tenant compte ainsi des observations de la Mission de visite qui en avait montré la nécessité. Le représentant de l'Australie a également approuvé les mesures prises pour former le personnel d'administration locale.

Le représentant d'Haïti a déclaré qu'il importait de développer l'école d'administration locale pour permettre aux jeunes Togolais d'acquérir les qualifications requises pour occuper des postes supérieurs. Il était regrettable, à son avis, que tous les centres des départements et des services administratifs se trouvent en dehors du Territoire, ce qui contribuait à donner aux habitants le sentiment d'être abandonnés.

Le représentant de l'Inde a constaté avec satisfaction que l'Administration contenait une proportion d'Africains beaucoup plus grande que dans certains autres Territoires sous tutelle. Néanmoins, même dans les services africains, la proportion d'habitants du Territoire sous tutelle demeurait faible. L'indépendance politique, sous quelque forme qu'elle fût réalisée, ne serait pas stable si elle ne s'accompagnait des services indispensables; le représentant de l'Inde s'est dit certain que l'Autorité administrante était la première à se préoccuper de cette question mais a considéré que les mesures générales d'africanisation ne résolvait pas le

problème qui se posait entre le Territoire sous tutelle et le reste de la Côte-de-l'Or.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que, selon la Mission de visite, le manque de personnel qualifié entravait le développement du Territoire. Cela tenait au fait que tous les services administratifs se trouvaient en dehors du Togo. Le représentant de l'Union soviétique a passé en revue les maigres effectifs des fonctionnaires qui formaient l'ensemble du personnel de l'Administration dans le Territoire. Bien que le manque de routes et d'installations hydrauliques fût tragique, les effectifs des services compétents n'avaient même pas atteint les chiffres, déjà insuffisants, prévus aux tableaux d'effectifs.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les Ministres de la Côte-de-l'Or étaient plus anxieux que quiconque d'achever dès que possible l'africanisation de la fonction publique et que l'on donnait aux Togolais toutes facilités pour occuper les postes vacants suivant une proportion équitable. Le développement extraordinairement rapide du Territoire entraînait un développement correspondant de l'Administration et les Africains aptes à postuler des emplois dans l'administration n'étaient guère plus nombreux que les postes nouveaux qui étaient créés. C'est pourquoi l'Assemblée législative avait reconnu qu'il faudrait recourir pendant quelques années encore au concours de fonctionnaires d'outre-mer. Le représentant de l'Autorité administrante a ajouté que, si le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques avait fait état des effectifs de l'administration du Togo en 1952, il n'avait pas fait mention de la longue liste des fonctionnaires qui étaient venus s'y joindre depuis.

### III. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### GÉNÉRALITÉS

Le Togo est un pays essentiellement agricole, dont la population, composée presque exclusivement de paysans, pratique des cultures vivrières et élève un peu de bétail. La seule exception notable à cette règle est la culture du cacao. Le Territoire ne possède aucun autre produit qui présente, pour l'exportation, une valeur comparable; il n'y a aucune activité industrielle importante et on n'y connaît aucun gisement susceptible d'une exploitation rentable.

Le cacao constitue la principale source de revenus pour près de 22 pour 100 environ des habitants et fournit l'essentiel des ressources financières qu'exige le développement du Territoire; il est cultivé exclusivement par des Africains, sur environ 6 pour 100 des terres de la zone sud; ailleurs, les cultures vivrières destinées à la consommation locale ou, lorsque c'est possible, à l'exportation vers les centres urbains de la Côte-de-l'Or, sont des cultures itinérantes; ce mode d'exploitation du sol est considéré comme ruineux pour les ressources du pays, et ne convient pas, selon l'Autorité administrante, aux besoins d'une population en voie d'accroissement.

Aussi l'Administration s'efforce-t-elle d'améliorer les techniques agricoles, d'intensifier la production des cultures vivrières, de diversifier l'agriculture, de moderniser les méthodes de vente et de distribution et d'encourager les activités économiques autres que l'agriculture. En même temps, elle cherche à élever sensible-



ment le niveau de vie et à améliorer la situation sociale de la population.

Le Conseil a déjà appelé l'attention sur le rôle primordial que joue le cacao dans l'économie du Territoire et il a souligné qu'il importe de diversifier la production de base et d'améliorer les techniques agricoles; il a accueilli avec satisfaction les assurances de l'Autorité administrante selon lesquelles ces questions sont suivies de très près.

Le commerce des denrées alimentaires destinées à la consommation du Territoire ou de la Côte-de-l'Or, se trouve entre les mains de nombreux Africains, originaires pour la plupart des deux Territoires. Le Gold Coast Cocoa Marketing Board et l'Agricultural Produce Marketing Board achètent le cacao et les autres denrées d'exportation par l'intermédiaire de leurs agents; pour le moment, les principaux de ces agents sont des sociétés européennes, mais les coopératives de vente des producteurs jouent un rôle de plus en plus important.

Le Togo est représenté à ces deux offices de vente, de même qu'à l'Agricultural and Fisheries Development Corporation, qui a été créée pour encourager la mise en œuvre de grands projets ou pour y participer.

Les articles d'outre-mer et les produits manufacturés originaires de la Côte-de-l'Or sont importés principalement par plusieurs grandes sociétés européennes. L'Autorité administrante indique que si, dans la Côte-de-l'Or, le nombre des entreprises africaines qui prennent une part directe au commerce d'importation augmente, il n'en est pas de même au Togo. Néanmoins, une grande partie du commerce de détail est entre les mains de marchands africains travaillant à leur compte.

Ainsi qu'elle l'avait fait antérieurement, l'Autorité administrante, sur la demande du Conseil, a fourni pour l'année 1952 des évaluations touchant le commerce du Territoire. Elle a estimé le total des importations à 3.827.639 livres et celui des exportations, à 4.071.750 livres (chiffre très approximatif), dont 3.540.912 livres pour le cacao.

Après avoir examiné ces diverses questions ainsi que d'autres aspects de l'économie générale du Territoire (voir ci-dessous), le Conseil a adopté, à sa treizième session, les observations et recommandations suivantes:

*Le Conseil exprime à nouveau l'inquiétude que lui inspirent les dangers qui résultent actuellement, pour le Territoire, du fait que son économie dépend essentiellement de la production et de l'exportation de cacao et il se préoccupe tout spécialement des moyens qui permettraient d'atténuer la gravité de ces dangers en mettant l'accent comme il convient sur les aspects économiques du plan de développement. Le Conseil accueille donc avec satisfaction l'assurance que l'Administration a pleinement conscience de la nécessité de diversifier la production agricole et d'en accroître la quantité, et qu'elle est résolue à réserver, dans l'établissement des futurs plans de développement, une place plus grande aux services économiques et productifs. Le Conseil recommande à l'Administration de rechercher, avec l'assistance internationale dont elle pourra disposer, tous les moyens qui permettraient de réaliser des investissements économiques dans l'industrie et dans l'agriculture; à cet égard, il attache une extrême importance aux possibilités que présente le projet d'aménagement de la Volta.*

*Le Conseil note avec satisfaction que l'Administration a fait largement appel à l'assistance technique et a*

*obtenu une aide positive et éclairée d'un certain nombre d'organismes nationaux et internationaux, notamment de l'Autorité administrante pour ce qui est des enquêtes préliminaires relatives au projet d'aménagement de la Volta et à d'autres programmes intéressant la Côte-de-l'Or et le Togo; de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies, pour ce qui est d'une enquête sur les besoins en matière de logement; de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour ce qui est d'un projet pilote d'irrigation intéressant les deux Territoires; et du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne deux programmes importants, actuellement à l'étude, dont le Territoire sous tutelle bénéficierait directement.*

#### FINANCES PUBLIQUES: PLAN DE DÉVELOPPEMENT

Le Territoire formant une unité financière avec la Côte-de-l'Or, il n'y a pas de budget distinct, mais l'Autorité administrante fournit annuellement au Conseil, à titre d'information, les prévisions de recettes et de dépenses afférentes au Territoire. Depuis 1949-1950, les prévisions de recettes dépassent les dépenses. Les totaux des cinq dernières années, d'après ces prévisions, sont les suivants:

Années	Recettes (livres sterling)	Dépenses (livres sterling)
1947-1948.....	363.900	625.540
1948-1949.....	489.569	614.443
1949-1950.....	812.971	799.753
1950-1951.....	1.039.886	1.036.804
1951-1952.....	1.526.604	1.316.365

Selon un rapport préliminaire présenté à la treizième session du Conseil, en 1952-1953 les recettes globales de la Côte-de-l'Or et du Togo ont encore augmenté d'environ 40 pour 100.

Les principaux postes de dépenses pour 1951-1952 ont été les suivants (en livres sterling): enseignement (260.493) travaux publics (206.322), agriculture (94.531) dépenses militaires (76.960 livres sterling, représentant la part qui, selon les estimations, incombe au Territoire dans les dépenses militaires du Gouvernement de la Côte-de-l'Or), subventions aux autorités locales (63.758) et dépenses médicales (61.107).

Les postes de recettes les plus importants ont été les droits d'importation (589.011 livres) et les droits d'exportation (417.417 livres). En outre, on a fait figurer dans les chiffres de recettes la somme de 293.227 livres, qui représente la part attribuée pour l'année au Territoire sur les fonds de développement de la Côte-de-l'Or. Toutefois la contribution du Territoire à ce fonds, grâce au produit des nouveaux droits frappant les exportations de cacao, dépassait de 313.808 livres le montant indiqué ci-dessus. L'Autorité administrante considère cet excédent comme formant, à l'intérieur des fonds de développement de la Côte-de-l'Or, une réserve destinée à être dépensée au cours des années à venir pour des programmes dont le Territoire sous tutelle puisse tirer profit, que ces programmes soient exécutés sur le Territoire ou hors de ses frontières.

Deux crédits supplémentaires d'un million de livres chacun ont été ouverts et seront utilisés plus particulièrement pour l'extension du réseau routier à l'intérieur du Togo ou présentant un intérêt pour le Togo (voir ci-dessous).

Les principaux travaux qui ont été menés à bien dans le Territoire, pendant l'année considérée, dans le cadre du plan de développement, ont été: une nouvelle grande



route principale dans les régions de culture du cacao (77.250 livres); une nouvelle école normale d'instituteurs (72.000 livres); un nouvel hôpital (87.500 livres); un nouveau centre sanitaire (10.000 livres) et l'installation d'une canalisation d'eau dans l'une des villes principales (14.093 livres). D'autres projets importants, en cours d'exécution ou encore à l'étude, portent sur l'école secondaire de Ho (296.000 livres), deux autres écoles normales d'instituteurs (155.000 livres et 70.000 livres) et une nouvelle école secondaire à Kpandu (52.000 livres).

Les comités de développement locaux ont également fait preuve d'activité pendant toute l'année; en collaboration avec la population, ils ont mené à bien plusieurs projets, dont le coût total s'élève à environ 6.030 livres.

Les autorités locales ont leur propre trésorerie; en 1951-1952, leurs recettes totales, en zone Sud, se sont élevées à 92.444 livres, leurs dépenses à 90.174 livres. Les deux sources de recettes principales ont été les subventions gouvernementales (35.653 livres) et la taxe locale annuelle (24.871 livres). Les principaux postes de dépenses ont été: travaux et services (16.926 livres); enseignement (15.028 livres); dépenses extraordinaires (11.434 livres); et frais d'administration (9.431 livres).

Le seul impôt direct perçu par l'administration est l'impôt sur le revenu, auquel sont assujettis, en vertu de l'*Income Tax Ordinance*, les personnes physiques et les sociétés; on évalue à 52.250 livres la somme versée aux recettes communes pour le compte du Togo. Les autorités locales perçoivent aussi une taxe locale; elles ont la faculté de prélever une taxe progressive, ou une taxe sur les immeubles, ou une taxe sur les biens. Dans le sud, le taux appliqué en 1951-1952 a varié, tout comme l'année précédente, entre 6 et 12 shillings pour les hommes, et entre 2 et 4 shillings pour les femmes. Dans le nord, les hommes ont payé de 5 à 8 shillings (les femmes n'y sont pas assujetties). Le bétail a aussi donné lieu, dans le nord, à la perception d'une taxe de 2 à 3 shillings par tête.

#### PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA VOLTA

A la suite des consultations qui ont eu lieu en 1952 entre le Gouvernement du Royaume-Uni, le Gouvernement de la Côte-de-l'Or et les producteurs d'aluminium, une Commission préparatoire a été chargée, en 1953, de poursuivre les études relatives au projet d'aménagement de la Volta, dont les plans ont été précédemment communiqués au Conseil. Le but principal du projet, dont le coût est évalué à une somme comprise entre 100 et 144 millions de livres, est la construction à l'endroit où la Volta forme la frontière entre la Côte-de-l'Or et le Togo, d'un barrage destiné à fournir de l'énergie hydro-électrique à une fonderie qui exploiterait des gisements de bauxite situés dans la Côte-de-l'Or. Le plan prévoit en même temps l'exécution de travaux d'irrigation, la fourniture d'énergie électrique à d'autres fins, l'amélioration des communications et la création d'un nouveau port maritime dans la Côte-de-l'Or.

L'idée maîtresse du projet est celle d'une association où l'entreprise privée (il s'agit de deux sociétés canadiennes et britanniques d'aluminium) s'occuperait essentiellement de produire de l'aluminium, tandis que les Gouvernements du Royaume-Uni et de la Côte-de-l'Or se chargeraient de la production de l'énergie hydro-électrique ainsi que des travaux et services publics. La

capacité annuelle de l'entreprise serait au début de 80.000 tonnes et atteindrait progressivement 210.000 tonnes; pendant les trente premières années, les trois quarts de la production seraient réservés à des acheteurs du Royaume-Uni, à des prix fixés d'après les cours de l'Amérique du Nord.

La centrale et le barrage seraient situés hors du Territoire, mais celui-ci profiterait des avantages généraux qui découleraient de ces travaux. La création, en amont du barrage, d'un réservoir d'environ 2.000 milles carrés, entraînerait l'inondation de certaines terres au Togo. La Mission de visite en 1952 a reçu des habitants de Kete-Krachi, l'une des localités qui seront touchées par cette mesure, des communications demandant qu'il soit recommandé à l'Autorité administrante de réinstaller la population de la ville et de lui accorder une compensation appropriée avant d'achever la mise en œuvre du projet. La Mission a pris acte des assurances qu'ont données à cet égard aussi bien l'Autorité administrante que le Gouvernement de la Côte-de-l'Or. Elle a estimé que l'Autorité administrante devrait continuer à tenir la population au courant de l'avancement du projet.

Des travaux préliminaires ont été effectués en 1952 pour l'aménagement du nouveau port maritime de Tema, dont le Gouvernement de la Côte-de-l'Or a décidé la construction, quel que soit le sort réservé au projet principal. L'Autorité administrante a déclaré que l'économie du Territoire ne pourrait pas bénéficier de la création de ce nouveau port, qui permettra d'acheminer dans des conditions plus efficaces la plupart de ses importations et certaines de ses exportations.

#### TERRES ET AGRICULTURE

D'après l'Autorité administrante, les méthodes de culture ont continué à s'améliorer en 1952 dans la zone nord, où l'on a encouragé la culture mixte, l'emploi des bœufs avec la charrue, l'utilisation des engrais et la culture en terrasse. Ces améliorations sont dues en grande partie à l'initiative du Comité local d'encouragement à l'agriculture de Kusasi, qui s'est constitué en société coopérative au cours de l'année. Le Comité a consenti des prêts aux cultivateurs pour leur permettre d'acheter des charrues et des bœufs; il achète également à ses membres leur récolte d'arachides, et les bénéfices faits sur la vente servent à rembourser les emprunts contractés par les membres.

L'Administration n'a pas établi de stations agricoles dans la zone nord du pays, mais elle a fait savoir que la station principale, établie dans les territoires du Nord de la Côte-de-l'Or, exerce un contrôle sur les exploitations agricoles et donne des conseils aux agriculteurs; d'autre part, pendant l'année, un agronome a été affecté à la zone nord. Des agronomes itinérants, appartenant à l'administration indigène, surveillent les centres de démonstration agricole de l'administration indigène.

Les progrès réalisés dans l'exécution de trois importants programmes de mise en valeur des terres ont été exposés au Conseil à sa treizième session: le programme de Tamne, à l'extrême nord du Territoire, qui a pour but de préparer les terres en vue de la culture du riz et d'autres produits, et les deux programmes établis en vue d'accroître la production alimentaire dans le centre et le sud du Territoire.

Dans la zone sud du Territoire, le Service de l'agriculture a créé un centre de démonstration agricole qui emploie 17 personnes. Il existe également deux comités

agricoles locaux. On s'est attaché particulièrement à développer les plantations de cacaoyers, principale culture marchande, et douze spécialistes ont continué à inspecter de près les plantations, principalement pour détecter et supprimer les foyers de l'œdème des pousses. D'après l'Autorité administrante, tous les foyers connus dans le Territoire ont été traités; ils sont régulièrement l'objet d'une seconde inspection et, le cas échéant, d'un nouveau traitement. Rappelant que le Conseil de tutelle lui avait demandé de s'assurer la coopération des producteurs de cacao dans la lutte contre cette maladie, l'Autorité administrante a déclaré que les intéressés semblent maintenant admettre pleinement la nécessité d'abattre les arbres atteints.

A ses septième et neuvième sessions, le Conseil de tutelle avait adopté des recommandations en faveur d'une plus grande variété dans les cultures. L'Autorité administrante a annoncé qu'au cours de l'année 1952, le Service de l'agriculture a mis en vente des semences de variétés améliorées de plantes choisies (riz, arachides, pois yeux-noirs et maïs). Dans l'espoir de refaire du café une importante culture marchande et d'exportation, l'Administration a assuré une large publicité aux prix élevés que le Ministère de l'alimentation du Royaume-Uni a acceptés pour ses achats de café en 1953.

En 1953, un Agricultural Loans Board (Office des prêts agricoles), financé par l'Administration, a été établi pour la Côte-de-l'Or et le Togo. La Mission de visite avait constaté, en 1952, que la création de cet office était demandée dans de nombreuses communications. Toutefois, l'Autorité administrante a, par la suite, informé le Conseil que le Gouvernement de la Côte-de-l'Or, ayant modifié sa politique, a dissous l'Office des prêts agricoles et envisage de créer une nouvelle organisation qui sera placée sous le contrôle direct du Gouvernement.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Conscient de l'importance croissante que l'agriculture est destinée à prendre lorsque l'économie générale du Territoire de développera et se diversifiera, le Conseil note avec satisfaction les trois grands programmes fonciers en voie de réalisation, et il invite instamment l'Autorité administrante à continuer d'encourager la création de fermes-modèles, le développement du réseau routier et des réseaux d'adduction d'eau, et de hâter la mise en service d'un outillage agricole moderne qui permettrait d'améliorer et de développer la production.*

#### COMMERCIALISATION DU CACAO

Toute la production de cacao de la Côte-de-l'Or et du Togo — la part du Territoire sous tutelle est d'environ 10 pour 100 — est obligatoirement mise en vente par l'entremise du Gold Coast Cocoa Marketing Board. Le Board se compose de neuf membres, nommés par le Ministre du commerce; depuis la réorganisation, en 1951, ils sont responsables, au même titre que le Ministre, devant l'Assemblée législative. Sur ses neuf membres, on compte sept Africains, dont un représentant du district de Jasikan, qui fait partie du Territoire sous tutelle; les deux autres membres sont des Européens. Au début de chaque campagne, le Board fixe le prix garanti qui sera payé aux agriculteurs. Parmi les facteurs dont il doit tenir compte à cet égard, figurent les prix mondiaux prévus pour la prochaine campagne et la situation du fonds de stabilisation du Board, fonds qui a été créé grâce aux excédents tirés

de la vente du cacao sur les marchés mondiaux et où l'on puisera si le prix mondial descend inopinément au-dessous du prix garanti. En 1951 et en 1952, le Board a également pris en considération, en fixant le prix garanti, la nécessité de réduire l'inflation locale.

Jusqu'en 1952, chaque année, à l'exception d'une seule, le produit des ventes de cacao du Board sur les marchés mondiaux, déduction faite des frais de transport et des dépenses diverses, a largement dépassé les montants payés aux producteurs. Le Board a constitué un important fonds de stabilisation de 51 millions de livres, ainsi que d'autres réserves de gestion qui atteignent 13 millions de livres. Il a donné plus de 4.500.000 livres pour la recherche et le développement, dont ont surtout bénéficié la culture du cacao et plus généralement les régions de culture du cacaoyer. Il a également mis en réserve 1 million de livres qu'il a placées en valeurs à 3 pour 100 dont le revenu est consacré à des bourses destinées aux étudiants de la Côte-de-l'Or et du Togo.

En 1952 cependant, comme on s'y attendait, le bénéfice du Board a diminué, à la suite de l'application de la nouvelle taxe sur les exportations de cacao, dont le produit doit servir à financer le plan de développement de la Côte-de-l'Or. D'après l'Autorité administrante, le taux élevé adopté pour cette taxe dispensera désormais le Board du soin de peser les risques d'inflation au regard des autres facteurs, lorsqu'il devra fixer le prix à payer aux producteurs de cacao. Le Board a payé 14.741.321 livres de taxes à l'exportation, le droit moyen par tonne de cacao vendu étant de 70 livres, contre 51 livres l'année précédente. Le cacao vendu, y compris les frais de transport et la taxe à l'exportation, revenait au Board à 235 livres 12 shillings 4 pence par tonne, alors que le prix de vente sur le marché mondial était de 245 livres f.o.b. Le prix fixé à verser au producteur était de 149 livres 6 shillings 8 pence par tonne, ou 80 shillings par charge de 60 livres. Les opérations effectuées par le Board au cours de l'année se sont soldées par un excédent net de 3.500.000 livres, contre 20 millions de livres l'année précédente. Pendant l'année, le Board a versé un million de livres pour la remise en état des régions de culture du cacaoyer, et 198.112 livres sous forme de subventions destinées à des projets de développement locaux; la part du Togo dans ces dernières a été de 442.542 livres, soit plus de 21 pour 100, sur lesquelles 18.000 livres ont été affectées à la construction d'un système de routes et de ponts pour la desserte des régions productrices de cacao. Sur le total des ventes, le Togo a fourni 23.568 tonnes, soit un peu plus de 11 pour 100.

Une Cocoa Purchasing Company, filiale du Cocoa Marketing Board, a été constituée et dotée d'une licence d'achat pour le compte du Board. Elle a notamment pour but de permettre aux cultivateurs de placer leurs économies et de participer à sa gestion. En outre, les bénéfices qu'auraient réalisés les autres sociétés d'achat agissant pour le compte du Board — la plupart d'entre elles non africaines — reviendront à ceux des cultivateurs qui vendront directement leurs produits à la nouvelle société au lieu de les céder à des agents commerciaux.

Le Conseil de tutelle avait déjà marqué l'intérêt qu'il y avait à assurer aux producteurs du Togo une représentation suffisante au Marketing Board, et au Territoire sous tutelle une part équitable des bénéfices qui proviennent de la vente de son cacao. A sa onzième

session, le Conseil s'est préoccupé particulièrement des prix que reçoivent les producteurs. Tout en prenant note des divers facteurs en jeu, il a recommandé à l'Autorité administrante d'inviter le Board à réviser les prix qu'il paie aux producteurs, de manière à les mettre en harmonie avec les prix pratiqués sur le marché mondial et avec les prix payés aux producteurs de cacao dans les territoires voisins.

La Mission de visite de 1952 a reçu de nombreuses plaintes concernant les prix. Les producteurs pourraient, lui a-t-on dit, vendre leur cacao à meilleur prix si le marché était libre. En particulier, la Mission a entendu bien des plaintes au sujet du prix fixé pour la campagne 1952-1953; ce prix avait été ramené de 80 shillings par charge, en 1951-1952, à 70 shillings. On a également demandé la création d'un *marketing board* distinct pour le Togo.

La Mission a noté que la production du cacao fournissait directement et indirectement un apport appréciable aux recettes financières communes de la Côte-de-l'Or et du Territoire sous tutelle. Elle a estimé également que la constitution du fonds de stabilisation était saine en principe, dans la mesure où ce fonds servait à protéger les planteurs de cacao contre les fluctuations violentes des prix mondiaux du cacao. A son avis, la création d'un *marketing board* distinct pour le Togo n'était pas nécessaire dans les circonstances actuelles; la Mission a cependant suggéré que l'Autorité administrante tienne les planteurs de cacao du Togo au courant des activités du Gold Coast Cocoa Marketing Board et leur fasse connaître les contributions que celui-ci verse au titre du développement du Territoire.

Pour le reste, la Mission a accueilli avec sympathie les plaintes émanant des producteurs au sujet de la baisse du prix qui devait leur être payé en 1952-1953. D'après les renseignements qu'elle avait pu recueillir, il lui semblait que cette baisse de prix était due en partie à l'augmentation de la taxe à l'exportation imposée au Board; ce dernier avait voulu faire supporter cette charge aux producteurs plutôt que d'accepter une baisse de ses profits annuels nets ou de prélever sur le fonds de stabilisation. Elle a exprimé l'espoir qu'en raison de l'importance des réserves du fonds de stabilisation du Board, l'Autorité administrante procéderait à une révision du prix payé aux producteurs pour la prochaine campagne.

L'Autorité administrante a déclaré que, par suite du niveau élevé de la taxe à l'exportation, le Board, même s'il en avait l'intention, ne pourrait plus accumuler des réserves dans une mesure aussi grande que par le passé. Les autorités qui avaient fixé les prix pour la campagne 1952-1953 avaient examiné soigneusement tous les éléments avant de s'arrêter au chiffre de 70 shillings. Les raisons qui avaient amené une baisse du prix étaient surtout la tendance des marchés mondiaux et le désir d'enrayer l'inflation. Si les prix mondiaux n'avaient pas fléchi autant qu'on l'avait pensé, la masse monétaire en circulation avait pu être maintenue à peu près au niveau de l'année précédente, ce qui s'est traduit par la stabilité de l'indice des prix de détail des denrées alimentaires locales. De plus, l'Autorité administrante a estimé que les droits levés sur le cacao dans les territoires voisins pouvaient ne pas être aussi élevés qu'au Togo, où cette culture constituait la principale ressource en vue du développement économique. Ainsi, même si le Cocoa Marketing Board faisait profiter le producteur de l'intégralité du bénéfice réalisé sur la vente du cacao, il exis-

terait encore une différence de prix, correspondant à cette différence d'imposition. La situation avait été exploitée par les membres d'un certain groupe, qui cherchaient à prouver aux agriculteurs voisins de la frontière qu'ils auraient fait des bénéfices beaucoup plus considérables s'ils avaient vendu directement leur cacao à l'acheteur final, sans passer par l'intermédiaire du Cocoa Marketing Board.

Le Conseil a appris que le prix du cacao pour la campagne 1953-1954 avait été fixé à 72 shillings par charge.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les observations et recommandations suivantes:

*Le Conseil rappelle et confirme qu'il approuve le principe même d'une commercialisation contrôlée du cacao qui, grâce au cours actuellement favorable de ce produit sur le marché mondial, permet d'accumuler les fonds nécessaires à une stabilisation éventuelle des prix et au développement économique et social. Le Conseil reconnaît, en outre, que payer un prix modéré aux cultivateurs constitue une mesure anti-inflationniste efficace qui, jointe à des droits d'exportation relativement élevés, peut utilement contribuer à éviter une trop grande disparité entre le revenu des producteurs de cacao et celui des autres cultivateurs. Néanmoins, vu le cours du cacao sur le marché mondial qui se maintient à un niveau élevé et le montant actuel des réserves de stabilisation, le Conseil attire l'attention de l'Autorité administrante sur les revendications de certains producteurs de cacao, qui se plaignent de l'existence d'une marge trop grande entre le prix d'achat imposé et le prix du cacao sur le marché libre, ainsi que sur l'opinion de la Mission de visite, selon laquelle le montant des réserves existantes justifierait peut-être une révision du prix actuel. Le Conseil ne croit pas qu'une augmentation brutale du prix d'achat soit la solution du problème à moins que d'autres facteurs économiques ne le justifient. Il recommande toutefois à l'Autorité administrante d'inviter le Gouvernement de la Côte-de-l'Or et le Cocoa Marketing Board à envisager la possibilité de laisser les producteurs de cacao tirer, en toute équité, un plus grand profit de la situation favorable qui existe actuellement sur le marché mondial, en les encourageant notamment à améliorer leurs méthodes de production; une bonne méthode serait, par exemple, d'investir, en leur nom, leurs primes annuelles ou leurs excédents de bénéfices dans le Marketing Board ou dans des coopératives notamment.*

#### COOPÉRATIVES

Grâce aux encouragements que l'Autorité administrante a apportés aux sociétés coopératives et que le Conseil de tutelle a d'ailleurs approuvés au cours de ses précédentes sessions, le nombre des sociétés de vente du cacao a augmenté de 18 en 1951 à 22 vers la fin de 1952; d'autre part, alors qu'il n'y avait qu'une coopérative de consommateurs en 1951, il y en avait deux en 1952. Les sociétés de vente du cacao ont reçu de leurs 4.057 membres et ont vendu au Gold Coast Cocoa Marketing Board 5.275 tonnes de cacao, soit 22 pour 100 de la production totale du Territoire. D'autre part, les cultivateurs ont pu par l'intermédiaire de ces sociétés contracter des emprunts, notamment auprès de la Gold Coast Cooperative Central Bank (Accra). Le montant total des prêts accordés aux cultivateurs togolais au cours de l'année s'est élevé à 15.700 livres. Les sociétés ont en outre reçu un don de 13.000 livres sterling pour la construction de hangars destinés à abriter les stocks de cacao.

## INDUSTRIE

Les seules entreprises industrielles qui existent actuellement dans le Territoire sont une fabrique de briques et de tuiles, une fabrique de poterie et l'industrie villageoise du tissage. Le propriétaire de la fabrique de poterie a bénéficié en 1952 d'une bourse de perfectionnement artisanal au Royaume-Uni; quant à l'industrie du tissage à laquelle l'Industrial Development Corporation a accordé dans le passé une aide considérable, elle est gérée désormais par les travailleurs eux-mêmes.

Les représentants de ces deux industries ont demandé à la Mission de visite de les aider à recevoir de nouveau une aide gouvernementale; les tisserands ont déclaré éprouver des difficultés à écouler leurs étoffes, alors que les représentants de la fabrique de poterie se sont plaints des difficultés financières qu'ils rencontraient par suite de la sévérité des conditions de remboursement du prêt qui leur avait été accordé par l'Industrial Development Corporation. La Mission a estimé que ces entreprises méritaient tous les encouragements possibles mais a suggéré que les représentants de ces deux entreprises indiquent à l'Autorité administrante comment ils envisageaient de développer leur industrie s'ils recevaient une aide supplémentaire.

## APPROVISIONNEMENT EN EAU

A ses précédentes sessions, le Conseil a beaucoup insisté sur l'importance qu'il y avait à assurer au Territoire un approvisionnement en eau qui soit suffisant. La Mission de visite a constaté que des progrès considérables avaient été accomplis dans ce domaine depuis la visite de la première mission, mais a invité l'Autorité administrante à compléter le personnel du Service rural des eaux, dont les effectifs n'atteignent en effet que 75 pour 100 du total prévu. L'Autorité administrante a répondu que le nombre des fonctionnaires affectés à la zone Sud a été porté à trois.

La création d'un centre d'approvisionnement à Ho et l'octroi d'un crédit de 300.000 livres par le Trans-Volta-Togoland Council, permettront d'améliorer encore l'approvisionnement en eau du Territoire.

## ROUTES

A ses septième et neuvième sessions le Conseil a invité l'Autorité administrante à intensifier son programme de construction de routes; à sa onzième session il a appelé instamment l'attention de l'Autorité administrante sur la nécessité de construire une route praticable en toutes saisons, reliant les régions septentrionale et méridionale du Territoire, et d'améliorer encore l'accès aux diverses régions, notamment aux régions productrices de cacao.

Dans son rapport pour 1952, qui donne des détails sur les progrès accomplis dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la construction de routes d'accès, l'Autorité administrante a déclaré que l'Administration a mis en exploitation une grande route praticable en tous temps; cette route qui part d'Accra, passe par la partie orientale de la zone Sud où se trouvent les centres producteurs de cacao, pour rejoindre à Kpandae la route occidentale, qui est une route secondaire, et pour se diriger ensuite vers le nord. Plus tard, conformément aux renseignements fournis au Conseil à sa douzième session, le Gouvernement de la Côte-de-l'Or a annoncé qu'il avait ouvert un crédit supplémentaire de un million de livres pour la construction d'un pont sur la Volta et, de manière générale, pour l'aménagement du réseau

roucier du Togo. Le Conseil a appris, à sa treizième session, qu'un deuxième crédit de un million de livres avait été accordé pour le développement général de la région Trans-Volta-Togo et que, sur cette somme, le conseil régional avait affecté 304.000 livres à la construction de routes secondaires.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, ayant précédemment insisté sur l'insuffisance du réseau routier du Territoire, constate avec satisfaction que d'importants crédits supplémentaires ont été ouverts en particulier pour la construction d'un pont sur la Volta, pour la continuation des travaux de construction et d'amélioration de la grande artère nord-sud du Territoire, et pour l'extension du réseau des routes secondaires. Le Conseil invite instamment l'Autorité administrante à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que le développement du réseau routier se poursuivre à ce rythme accéléré.*

## Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

### GÉNÉRALITÉS

Le représentant de la Chine a estimé que la question de la diversification de la production se posait toujours avec acuité et qu'afin de favoriser le développement économique du Territoire il était essentiel d'accroître la diversité de sa production à un rythme accéléré.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que la situation économique du Territoire était saine, grâce aux recettes élevées que procurait l'exportation du cacao, et il a considéré comme encourageants les efforts accomplis par l'Administration pour empêcher l'inflation, notamment en achetant le cacao aux producteurs à un prix modéré. Cependant, il a souligné qu'il était dangereux que l'économie du Territoire dépende de la culture du cacao et il a insisté sur la nécessité d'entreprendre une étude de toutes les méthodes propres à diversifier cette économie.

Le représentant de l'Australie a noté que l'activité économique était grande dans le Territoire. On ne pouvait bien entendu fermer les yeux sur le danger d'inflation intérieure et le risque de voir les producteurs développer leurs cultures de cacao en raison du prix élevé de ce produit, ce qui ferait échouer les plans de diversification de la production agricole. Cependant, ces dangers avaient été écartés et la stabilité économique du Territoire était remarquable.

Le représentant de la Syrie a estimé que, le développement économique du Territoire étant entravé par le fait qu'il dépendait de la culture d'un ou deux produits, l'Autorité administrante devrait étudier tout spécialement la possibilité d'introduire des cultures nouvelles de façon à assurer l'équilibre de l'économie. Il a également exprimé l'espoir que l'Autorité administrante encouragerait les habitants du Territoire à importer directement des marchandises en provenance d'outre-mer.

Le représentant d'Haïti a estimé que la situation économique du Territoire n'était guère satisfaisante et il a exprimé sa profonde déception devant les méthodes empiriques d'utilisation des terres, le système ruineux de rotation des cultures et le gaspillage des ressources forestières. Il a estimé que l'Administration faisait preuve d'une certaine timidité quant à l'introduction de cultures nouvelles. Il semblait dangereux de laisser



l'économie du Territoire reposer uniquement sur la production de cacao.

Le représentant de la Belgique a fait ressortir le danger d'un déséquilibre entre les dépenses sociales et les investissements d'ordre économique. La situation financière actuelle de la collectivité que constituaient la Côte-de-l'Or et le Togo provenait d'une situation tout à fait anormale qui résultait des prix extraordinairement élevés du cacao et du café et qui permettait au Gouvernement de la Côte-de-l'Or de faire, avec un enthousiasme louable, des dépenses anormalement élevées de caractère social. Il importait davantage d'ouvrir des écoles que d'ouvrir des mines ou des exploitations agricoles, mais c'était l'économie qui devait payer pour le social et seules les réalisations d'ordre économique permettraient au Gouvernement de tenir ses promesses dans le domaine social.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, dans le domaine économique, le Territoire sous tutelle avait été uni et subordonné à la Côte-de-l'Or. Le Territoire n'avait pas de budget séparé si bien qu'il était impossible de savoir quelle était la part des dépenses qui lui revenait. L'Autorité administrante n'avait pas favorisé le développement économique du Territoire. L'économie restait en conséquence dans un état de stagnation, à un niveau primitif, et elle revêtait un caractère strictement colonial. L'ensemble de l'économie reposait sur la culture du cacao, qui constituait 80 pour 100 des exportations du Territoire et, comme l'Autorité administrante l'avait elle-même reconnu, le fait de dépendre du cacao constituait une menace pour la stabilité économique du Territoire. La population autochtone du Territoire avait été soumise à une exploitation impitoyable de la part de monopoles qui avaient leur siège dans la Côte-de-l'Or et de sociétés européennes qui s'étaient emparées de la masse des exportations et importations du Togo. Les comptoirs importaient des marchandises à des prix élevés tandis qu'ils exportaient les produits agricoles, le cacao par exemple, à des prix sensiblement inférieurs aux prix mondiaux. Ainsi les autochtones, en particulier les producteurs de cacao, étaient en réalité spoliés.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a répondu qu'au cours des prochaines années, la lutte menée par le Territoire pour cesser de dépendre économiquement du cacao pouvait se révéler plus difficile que la lutte pour l'indépendance politique. Qu'il fallût augmenter la diversité et le volume de la production agricole du pays, point n'était besoin de le rappeler à l'Administration. Elle était résolue en particulier, à veiller à ce que les services économiques et de la production reçoivent une plus grande attention dans les prochaines années d'application du programme de développement. Il était faux de prétendre que les quelques maisons européennes établies dans le Territoire exploitaient les Africains. Ces maisons recevaient du Cocoa Marketing Board et de l'Agricultural Produce Marketing Board, pour le compte desquels elles opéraient, les mêmes taux de rémunération que ceux qui étaient attribués aux sociétés coopératives autochtones et à la Cocoa Purchasing Company à direction africaine. S'il était vrai que les habitants du Territoire fussent victimes d'une fraude, l'Union soviétique, qui achetait une part importante de la récolte de cacao au même prix que n'importe quel autre acheteur, était manifestement partie à cette fraude.

## PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA VOLTA

Le représentant de l'Australie a jugé satisfaisants les progrès accomplis pour l'aménagement de la Volta et a estimé que le Conseil devait noter avec approbation que ce projet offrait de grandes possibilités de diversifier l'économie d'une grande partie du Territoire.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que le projet d'aménagement de la Volta, s'il était réalisé, serait d'un grand profit pour le Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'étude détaillée du programme de travaux relatifs à l'aménagement de la Volta montrait que ces travaux ne favoriseraient pas les intérêts de la population autochtone du Territoire sous tutelle. La construction d'une usine d'extraction de bauxite aurait pour résultat que toute la production en serait exportée vers des pays d'Europe, le Royaume-Uni et la France, et vers le Canada. Le Territoire sous tutelle n'en tirerait aucun profit sur le plan du développement économique. La population autochtone n'avait même pas été consultée au sujet de ce projet et, bien qu'un représentant du Territoire sous tutelle eût essayé de soulever la question devant l'Assemblée législative, elle ne l'avait pas même inscrite à son ordre du jour, car les représentants du Togo y étaient en minorité.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que cette dernière avait l'intention de tenir le Conseil au courant des progrès accomplis en ce qui concerne le projet d'aménagement de la Volta. Il a également fait remarquer qu'il y avait, parmi les membres du comité consultatif qui avait été créé par le gouvernement, un membre de la population du Territoire.

## AGRICULTURE

Le représentant de la Syrie a insisté sur la nécessité d'utiliser plus rapidement des machines agricoles et d'introduire des méthodes modernes de culture dans le Territoire, et il a fait ressortir que le gouvernement ne dépenserait jamais trop d'argent pour améliorer l'agriculture, qui semblait être la principale source de recettes du Territoire. Il a constaté avec satisfaction que le gouvernement prenait des dispositions pour faciliter l'octroi de prêts à la construction d'habitations, et il a exprimé l'espoir de trouver dans le prochain rapport des renseignements plus encourageants.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a noté qu'on appliquait encore dans tout le Territoire sous tutelle les méthodes agricoles les plus primitives et qu'aucune tentative ordonnée n'avait été entreprise pour faire sortir le Territoire de cet état arriéré. La Mission de visite avait reçu de nombreuses plaintes au sujet de l'état de l'agriculture; dans toute la zone Nord du Territoire sous tutelle, il n'existait pas une seule station agricole, et un seul agronome était affecté à cette région; il n'y avait pas un seul centre vétérinaire dans tout le Territoire.

## COMMERCIALISATION DU CACAO

Le représentant de la Chine s'est déclaré favorablement impressionné par les mesures anti-inflationnistes prises par l'Administration, il n'était pas convaincu toutefois qu'il ait été justifié de diminuer le prix versé aux producteurs de cacao dans la mesure où on l'avait fait en 1952. La délégation chinoise éprouvait beaucoup de sympathie pour les cultivateurs autochtones qui s'étaient plaints du faible prix versé, et elle estimait,



en accord avec la Mission de visite, qu'en raison des importantes réserves du Cocoa Marketing Board, il était possible et nécessaire de prendre des mesures pour donner satisfaction aux producteurs locaux.

Le représentant de la France a déclaré qu'il n'était pas étonnant que les planteurs de cacao ne comprennent pas toujours clairement pourquoi le marché de ce produit était contrôlé. La délégation française avait pris connaissance avec intérêt du rôle capital joué par le Cocoa Marketing Board dans la lutte contre l'inflation, et elle avait remarqué l'importance des fonds qu'il avait consacrés à la remise en état de diverses régions de culture. Le représentant de la France a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait dans le prochain rapport à renseigner le Conseil non seulement sur les faits économiques qui justifiaient l'existence du Cocoa Marketing Board mais aussi sur les mesures qui étaient prises pour faire mieux comprendre à la population l'utilité de cet organisme.

Le représentant de la Syrie a déclaré partager l'opinion du représentant de la Chine et a estimé qu'il y avait lieu de revoir l'ensemble du problème de façon à éliminer toutes les plaintes des producteurs de cacao. Tout en comprenant l'intérêt que présentait l'existence de fonds de réserve, il a estimé que, si l'on voulait élever le niveau de vie de la population, il ne fallait pas retenir des sommes trop importantes au détriment des producteurs.

Le représentant d'Haïti, constatant l'importance des bénéfices que le Cocoa Marketing Board réalisait, même après le paiement d'importantes taxes à l'exportation et des sommes consacrées au développement, a estimé que l'Autorité administrante pourrait envisager sérieusement, avec le Cocoa Marketing Board, la possibilité d'accorder aux producteurs à la fin de l'exercice financier, un certain pourcentage du bénéfice net à titre de compensation pour le manque à gagner reconnu entre le prix d'achat modéré et le prix réel de vente sur le marché mondial. Il a déclaré ne pas voir en quoi pareille mesure pourrait être contraire à la politique suivie par l'Administration pour combattre l'inflation; il y voyait au contraire une sorte de mesure d'équité à l'égard de ceux qui étaient à l'origine même de la richesse tirée du cacao. L'élévation du taux de la taxe à l'exportation ne procédait que de la volonté de l'Administration de limiter la marge des bénéfices du Board, bénéfices qui, comme l'Administration elle-même l'avait reconnu, étaient exagérés.

Le représentant du Salvador a également exprimé l'avis que le problème du prix du cacao devrait être résolu dans l'intérêt des habitants du Territoire. Si l'on comparait les sommes qui leur revenaient avec les prix du marché mondial, on constatait une différence considérable. Le Cocoa Marketing Board avait accumulé de fortes réserves et sa mission était précisément de veiller à maintenir les prix à un niveau élevé. Il fallait protéger le planteur de cacao et reviser les prix payés au producteur de façon à les rendre plus équitables.

Le représentant de l'Inde a constaté avec une certaine inquiétude que les producteurs de cacao ne bénéficiaient que partiellement des prix très élevés payés par le consommateur. Le Cocoa Marketing Board de la Côte-de-l'Or essayait d'empêcher que le producteur ne fût trop exploité; mais la plus grande partie du prix, à partir du moment où la matière première quittait le producteur pour être transformée — c'est-à-dire toutes les recettes qui provenaient du cacao depuis le moment où

l'agriculteur vendait la fève de cacao — devait revenir au Territoire. Cela impliquait évidemment pour la collectivité ou les pouvoirs publics la nécessité d'intervenir dans les phases qui suivent la phase agricole, et cette question n'intéressait pas seulement le Territoire sous tutelle.

Le représentant de la Belgique a été d'avis que le Conseil devait faire preuve d'une très grande prudence. Le prix du cacao était très anormal du fait que la production mondiale était insuffisante pour répondre à la demande. Mais si le prix du cacao avait considérablement augmenté, le prix de revient était resté stationnaire. Les pouvoirs publics avaient en effet établi avec raison un impôt très élevé sur les bénéfices exceptionnels des producteurs; si l'on permettait aux producteurs de conserver la totalité des bénéfices extrêmement élevés qu'ils réalisaient, l'économie générale du Territoire s'en trouverait gravement affectée, le prix de tous les produits agricoles augmenterait immédiatement et l'économie du pays courrait un très réel danger d'inflation. Le Conseil de tutelle n'agirait pas sagement en recommandant à l'Autorité administrante de laisser aux producteurs de cacao une partie importante du prix de vente. Les producteurs s'en réjouiraient, mais les pouvoirs publics ne seraient plus en mesure de profiter du niveau anormal des prix pour constituer les réserves nécessaires.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a noté que la Mission de visite de 1952 avait été saisie de nombreuses plaintes relatives aux activités du Cocoa Marketing Board de la Côte-de-l'Or. Les producteurs africains de cacao recevaient des prix très bas pour leur récolte, tandis que le Cocoa Marketing Board et les sociétés européennes qui jouaient le rôle d'intermédiaires pour l'achat et la vente du cacao réalisaient des bénéfices énormes aux dépens des producteurs. En 1951, le producteur autochtone avait reçu pour son cacao moins que la moitié du prix mondial, alors que les intermédiaires, tels que l'United Trading Company et l'United Africa Company, avaient fait plus de 10 livres de bénéfices par tonne de cacao, et que le Cocoa Marketing Board avait gagné entre 70 et 80 livres. Le prix payé au producteur avait été encore abaissé en 1952. L'Autorité administrante devrait s'efforcer de protéger l'économie du pays contre les fluctuations des prix mondiaux en recourant aux réserves de stabilisation, et non pas aux dépens des agriculteurs locaux. Le Conseil devrait attirer l'attention de l'Autorité administrante sur cette situation anormale.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a estimé que la sympathie que l'on pouvait éprouver pour les producteurs de cacao ne devait pas cacher aux autorités les problèmes économiques très importants qui se posaient. Les producteurs de cacao constituaient une minorité qui possédait la richesse et c'était une pratique communément suivie dans le monde d'asseoir l'impôt de façon à imposer légèrement les pauvres et à taxer lourdement les riches. L'Administration appliquait cette politique à la fois par la taxation directe et par la taxation indirecte. Elle avait également pour politique de profiter au maximum du niveau exceptionnellement élevé des prix mondiaux en vigueur pour constituer les fonds nécessaires à la mise en œuvre de vastes projets de développement. Il serait insensé de ne pas assurer à un pays qui s'administrerait bientôt lui-même des ressources financières correspondant à sa situation constitutionnelle, étant donné que la Côte-de-l'Or et le Territoire seraient un jour livrés à eux-mêmes. D'autre part,

à une époque de développement très rapide et de hausse des salaires, le seul moyen de maintenir la stabilité économique du pays était de poursuivre sans relâche une politique anti-inflationniste vigoureuse, et le principal instrument dont disposait à cet effet l'Administration était le contrôle des prix payés aux agriculteurs pour le cacao. C'était seulement lorsque l'économie serait plus diversifiée que l'on pourrait laisser le prix du cacao évoluer plus librement.

#### APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le représentant de l'Australie a estimé que les études entreprises pour trouver de l'eau pour l'irrigation étaient particulièrement intéressantes.

#### ROUTES

Le représentant de la Syrie a pris acte avec satisfactions des efforts déployés par l'Autorité administrante pour résoudre le problème des routes et notamment de son intention de construire un pont sur la Volta et des routes accessibles aux poids lourds. L'état des routes était loin de répondre aux nécessités du développement économique et l'Autorité administrante devait faire tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer les routes existantes et pour accélérer la construction de nouvelles routes dans l'intérêt même de la population du Togo.

Le représentant du Salvador a déclaré que le développement économique était, dans tous les pays, subordonné à l'existence d'un réseau routier satisfaisant et qu'il fallait donc apporter certaines améliorations au réseau routier du Togo.

### IV. — PROGRES SOCIAL

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONDITION DE LA FEMME

Le Conseil ayant exprimé, à sa onzième session, l'espoir que l'Autorité administrante continuerait d'encourager les femmes à prendre une part active à la vie civile et politique du Territoire, l'Autorité administrante a répondu que telle était en fait sa politique. Elle a fait observer que, dans le droit civil, les femmes sont les égales des hommes et qu'elles ont le droit d'occuper des fonctions publiques, bien qu'elles ne le fissent que rarement. Les Dagombas et les Mamprusis ont toutefois un certain nombre de chefs qui sont des femmes; les femmes portent, de manière générale, un intérêt de plus en plus vif aux affaires publiques et politiques.

Une grande partie du commerce local des denrées alimentaires et de certains produits d'importation se trouve également aux mains de femmes. D'excellents débouchés s'offrent aux femmes qui veulent être institutrices ou infirmières; le nombre des femmes qui trouvent un emploi dans ces deux domaines va croissant. D'autres femmes ont trouvé des emplois permanents dans l'administration: adjointes à l'éducation des masses, assistantes sociales, téléphonistes. Un nombre toujours plus grand de femmes occupent des emplois de bureau qui étaient réservés jusqu'ici aux hommes.

##### STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL

Les décès et les naissances ne sont obligatoirement inscrits sur le registre de l'état civil que dans la ville de Ho. L'Autorité administrante ayant déclaré à la onzième session du Conseil que les règlements promulgués par trois autorités indigènes au sujet du registre

d'état civil n'étaient pas observés, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait de nouvelles mesures en vue de rendre applicables à l'ensemble du Territoire les dispositions prévoyant l'établissement de ces statistiques.

Dans son rapport annuel pour l'année 1952, l'Autorité administrante a fait observer qu'en 1952 l'administration locale avait été si profondément remaniée qu'il n'avait pas été possible de faire des progrès dans le domaine du rassemblement et de l'exploitation, par les autorités locales, des statistiques de l'état civil.

#### CHÂTIMENTS CORPORELS

A ses quatrième, septième et neuvième sessions, le Conseil de tutelle avait formulé des recommandations invitant l'Autorité administrante à abolir complètement les châtiments corporels dans le Territoire; l'Assemblée générale a, elle aussi, recommandé à ses cinquième et sixième sessions que des mesures soient prises en vue d'abolir complètement les châtiments corporels dans tous les territoires où ils existent encore.

L'Autorité administrante, dont la politique officielle est de réduire progressivement les châtiments corporels et de les abolir dès que la chose sera possible, a obtenu de l'Assemblée législative de la Côte-de-l'Or une modification des lois existantes; désormais les châtiments corporels ne pourront être infligés que pour le délit d'effraction à main armée. Le Gouvernement de la Côte-de-l'Or a proposé de supprimer complètement les châtiments corporels en tant que peine pouvant être infligée aux adultes par les tribunaux, mais l'Assemblée législative a estimé que l'opinion publique n'accepterait pas l'abolition des châtiments corporels pour ce délit.

A l'heure actuelle, la situation est donc la suivante: seul un juge de la Cour suprême est qualifié pour infliger un châtiment corporel à un adulte coupable d'effraction à main armée. Les *magistrates' courts* de la zone nord du Territoire peuvent en outre infliger cette peine à des adolescents coupables d'infractions graves. Dans les prisons, ces châtiments peuvent être infligés pour deux catégories d'infractions.

L'Autorité administrante a fait savoir qu'en 1952 aucun châtiment corporel n'avait été infligé par les tribunaux du Territoire.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant ses recommandations précédentes ainsi que celles de l'Assemblée générale, touchant l'abolition des châtiments corporels, et notant qu'aucune condamnation à des châtiments corporels n'a été prononcée par les tribunaux du Territoire au cours de la période considérée, invite instamment l'Autorité administrante à poursuivre ses efforts en vue de supprimer dans la législation du Territoire toute disposition prévoyant l'application de cette peine et d'assurer ainsi une complète mise en œuvre des recommandations mentionnées ci-dessus.*

#### SERVICES MÉDICAUX ET SANTÉ PUBLIQUE

C'est dans le domaine médical, selon l'Autorité administrante, que le progrès social a été le plus marqué au cours de la période considérée. Un nouvel hôpital a été ouvert à Hohoe pour remplacer l'ancien hôpital et un second centre médical a commencé à fonctionner au début de 1953. Une nouvelle et importante léproserie a été créée par une mission religieuse.

Une Commission d'enquête constituée en vue de déterminer les besoins de la Côte-de-l'Or dans le domaine médical a visité, au cours de l'année, divers centres du Togo et ses recommandations ont été acceptées par l'Administration avec une ou deux réserves. Dans son rapport, la Commission a souligné la nécessité de développer d'urgence les services médicaux auxiliaires et d'étendre sans retard l'action de la médecine préventive en augmentant rapidement le nombre des équipes médicales mobiles.

La zone sud du Territoire est desservie par l'hôpital central d'Accra, dans la Côte-de-l'Or, et par deux hôpitaux de district du Territoire, situés l'un à Ho (38 lits) et l'autre à Hohoe (45 lits). Il existe également un petit hôpital de mission (18 lits) à Worawora. La zone nord est desservie par l'hôpital de Yendi (36 lits) et par deux hôpitaux situés à Bawku et à Salaga, à proximité immédiate du Territoire.

Des dispensaires, des cliniques et des centres médicaux complètent les services fournis par les hôpitaux. En 1952, il y avait vingt dispensaires (dont l'un possédant des lits) et deux cliniques spécialisées dans la protection maternelle et infantile. Neuf de ces établissements étaient situés dans la zone nord et 13 dans la zone sud du Territoire. A l'heure actuelle, les deux centres médicaux se consacrent tout particulièrement à la protection maternelle et infantile. Outre la nouvelle léproserie d'une mission religieuse, il y a 2 léproseries que gère l'Administration. Il existe également dans la zone sud du Territoire un dispensaire mobile de protection maternelle et infantile.

De même qu'en 1950 et 1951, 3 médecins de l'Administration, dont un Africain, étaient installés dans le Territoire en 1952. Il y avait également 2 médecins privés et un médecin missionnaire. L'effectif total du personnel médical est passé de 89 en 1951 à 93 en 1952.

Les dépenses de l'Administration au titre de la santé publique se sont élevées approximativement en 1952 à 100.000 livres, soit environ 8 pour 100 du montant total des dépenses du Territoire et près du double des dépenses de l'année précédente.

Le Conseil avait attiré précédemment l'attention de l'Autorité administrante sur l'insuffisance des services de santé dans le Territoire et avait recommandé à ladite Autorité de les améliorer; il avait insisté tout particulièrement sur la nécessité de recruter un plus grand nombre de médecins et de former du personnel local. Bien que la Mission de visite de 1952 ait été favorablement impressionnée par l'œuvre accomplie dans les établissements d'enseignement médical de la Côte-de-l'Or, qui desservent également le Territoire sous tutelle, elle a estimé qu'il faudrait attendre longtemps avant que ces établissements n'aient formé un personnel qualifié en nombre suffisant pour améliorer de façon notable la situation sanitaire au Togo.

Le Gouvernement de la Côte-de-l'Or a éprouvé de sérieuses difficultés à maintenir simplement à son niveau actuel le nombre des médecins de l'Administration et il n'a pas été en mesure d'exécuter en 1952 la décision qui avait été prise d'affecter un médecin de plus à chacun des 3 hôpitaux du Togo. Il espère pouvoir nommer à Ho un médecin-chef de l'Administration qui sera chargé de tous les services médicaux de la région Trans-Volta-Togo. L'Autorité administrante a déclaré, au sujet des moyens de formation, que les écoles et les hôpitaux qui forment le personnel reçoivent de plus en plus d'infirmières et que l'on intensifie la formation des inspecteurs

d'hygiène et des auxiliaires. Toutefois, le Gouvernement de la Côte-de-l'Or a décidé à regret, pour des raisons d'économie, d'ajourner le projet de création d'une école de médecine au Collège universitaire de la Côte-de-l'Or.

La Mission de visite de 1952 a estimé qu'il fallait veiller à ce que les hôpitaux et les dispensaires existants disposent de fournitures médicales en quantités suffisantes, ces fournitures faisant parfois défaut à son avis. Elle a également recommandé que l'Autorité administrante fasse une enquête sur les dépenses des malades dans les divers hôpitaux et dispensaires, car il lui a semblé que les tarifs appliqués n'étaient pas toujours les mêmes. L'Autorité administrante a répondu que l'organisation du ravitaillement en fournitures médicales avait été récemment revue et améliorée et que le plan de développement prévoyait la construction d'un dépôt régional de fournitures médicales à Ho. Elle a contesté que les tarifs, qui sont fixés par les règlements, soient insuffisamment unifiés d'un hôpital à l'autre; elle a ajouté que le Ministère de la santé publique de la Côte-de-l'Or effectuait une enquête sur l'incidence générale des prix et sur les barèmes.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les observations suivantes:

*Le Conseil, notant avec satisfaction l'extension prise par les services médicaux et les services de santé publique, et notamment le fait que les dépenses afférentes à ces services ont doublé, considère néanmoins que les besoins de la population dans le domaine des services médicaux et des services de santé publique restent importants et que de nouveaux efforts pourraient être accomplis en ce qui concerne notamment la formation du personnel médical africain; le Conseil approuve par ailleurs l'Autorité administrante de concentrer ses efforts sur l'organisation de groupes mobiles médicaux spécialisés et sur la médecine préventive.*

#### SALAIRE ET NIVEAU DE VIE

Les salariés employés régulièrement ne forment qu'une petite minorité de la population. Exception faite de l'embauchage saisonnier dans les plantations de cacao, qui porte sur 20.000 à 25.000 personnes environ, les employeurs principaux sont l'Administration et les autorités locales. Les salaires que paie l'Administration déterminent en grande partie les taux des salaires versés dans tout le Territoire.

Le Conseil avait précédemment recommandé à l'Autorité administrante de réviser sa politique des salaires en tenant compte des études qui pourraient être faites sur le niveau de vie. Ces études n'ont pas encore été effectuées dans le Territoire mais l'Administration a révisé en 1952 le barème des salaires de ses employés. Ce sont les salariés qui ont reçu les augmentations relativement les plus fortes. Dans la zone sud du Territoire, le taux du salaire journalier des manœuvres non spécialisés a été augmenté de 33 pour 100 et s'élève à 4 shillings par jour. Dans le nord, les salaires ont été portés pour la première fois au niveau des salaires payés dans le sud, ce qui signifie que les anciens salaires et indemnités de vie chère ont été augmentés de 65 pour 100. Les salaires mensuels payés par l'Administration en 1952 variaient entre 5 livres par mois pour les manœuvres non spécialisés et 12 livres par mois pour les menuisiers.

Plusieurs systèmes sont en vigueur pour l'emploi de la main-d'œuvre dans les plantations de cacao: soit un

genre de métayage, qui donne aux travailleurs un tiers des produits qu'ils récoltent; soit un régime de rétribution à la tâche (c'est le régime le plus populaire); soit une rétribution forfaitaire annuelle qui est fixée par contrat et varie entre 12 et 20 livres; soit encore, plus rarement, l'embauchage intermittent à raison d'environ 2 shillings 6 pence par jour. La Mission de visite a indiqué que le salaire moyen des travailleurs employés dans les plantations de cacao sous le régime de la rétribution à la tâche s'élève approximativement à 5 livres par mois. Dans les systèmes du métayage, de la rétribution à la tâche ou de la rétribution forfaitaire fixée par contrat, les travailleurs reçoivent en outre la nourriture, le logement, les outils et les vêtements de travail.

A sa onzième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de procéder à une étude approfondie des mouvements saisonniers de la main-d'œuvre, notamment dans l'industrie du cacao, et des conditions de vie de la main-d'œuvre saisonnière. Une recommandation analogue a été faite par la Mission de visite, qui a constaté que, bien qu'il existât dans la zone sud du Territoire un petit bureau du travail de l'Administration, cette dernière n'y avait pas affecté de fonctionnaire supérieur; il n'y avait donc, en fait, aucun contrôle de la main-d'œuvre employée dans l'industrie du cacao. La Mission a estimé, étant donné que l'industrie du cacao est le principal employeur de travailleurs salariés dans le Territoire et qu'elle est de la plus haute importance pour l'économie du Territoire, que l'Autorité administrante devrait faire une enquête en vue d'améliorer les conditions de vie de la main-d'œuvre, notamment les conditions de logement, et étudier la possibilité d'affecter au Territoire un fonctionnaire supérieur du Département du travail.

L'Autorité administrante a déclaré par la suite qu'elle avait l'intention d'ouvrir en 1953 un bureau de district du Ministère du travail dans le Territoire. De ce bureau, un fonctionnaire subalterne surveillerait la main-d'œuvre employée dans l'industrie du cacao. L'enquête sur la situation de la main-d'œuvre employée dans les régions de culture du cacao serait également étendue à tout le Territoire aussitôt que possible.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les observations suivantes:

*Le Conseil, rappelant qu'à sa onzième session il a recommandé de procéder à une étude sur les mouvements et les conditions de vie de la main-d'œuvre saisonnière, notamment dans les régions de culture du cacao, et considérant que ni l'Autorité administrante ni le Conseil ne possèdent encore de renseignements suffisants sur cette question, note qu'un fonctionnaire du service de la main-d'œuvre sera prochainement affecté à la zone sud du Territoire et sera chargé notamment de procéder à une étude complète des conditions de vie de la main-d'œuvre; il exprime l'espoir que ce fonctionnaire sera envoyé dans le Territoire aussitôt que possible et que le Conseil recevra prochainement des renseignements détaillés qui l'aideront à étudier les mouvements et les conditions de vie de la main-d'œuvre saisonnière, notamment les conditions de logement des travailleurs.*

#### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

##### **CHÂTIMENTS CORPORELS**

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction que nul n'avait été condamné à un châtement corporel

dans le Territoire au cours de l'année considérée. Toutefois, sa délégation continuerait à insister pour que l'Autorité administrante applique les résolutions, maintes fois réaffirmées, de l'Assemblée générale et du Conseil de tutelle, demandant l'abolition totale de ces châtements.

Le représentant de la Syrie a noté avec satisfaction que l'on n'avait pas eu recours récemment aux châtements corporels; toutefois, sa délégation aurait voulu voir appliquer intégralement les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de tutelle, afin que ce genre de châtement fût entièrement aboli à bref délai.

Le représentant de l'Inde a manifesté une certaine inquiétude parce que la législation continuait à prévoir des châtements corporels. Dans le cadre du progrès, l'abolition de ces mesures législatives s'imposait, d'autant plus que l'on n'y avait pas recours.

##### **SERVICES MÉDICAUX ET SANTÉ PUBLIQUE**

Le représentant de la Chine a estimé que les progrès réalisés en ce qui concerne le développement des services médicaux et sanitaires étaient satisfaisants; il a néanmoins demandé que l'Administration redouble d'efforts dans ce domaine.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a rendu hommage aux efforts déployés par l'Administration pour développer les services sanitaires; il a cependant manifesté une certaine inquiétude en raison de l'effectif du personnel médical africain.

Le représentant de la Syrie a fait observer qu'il conviendrait de construire un plus grand nombre d'hôpitaux et des dispensaires mieux équipés; il a également recommandé que les soins médicaux soient fournis gratuitement, bien qu'à l'heure actuelle on ne refusât jamais aux indigents de se faire soigner à l'hôpital.

Le représentant du Salvador a signalé que la Mission de visite avait posé les principes de plusieurs recommandations éventuelles du Conseil de tutelle, touchant notamment le nombre des hôpitaux et des médecins et la gratuité des soins dans les hôpitaux.

Le représentant de l'Inde a estimé que le personnel africain des services médicaux, encore que peu nombreux, s'était nettement accru; il a constaté que les dépenses avaient augmenté d'environ 100 pour 100. Il a exprimé l'espoir que l'assistance fournie par le Bureau régional de l'OMS à Brazzaville serait encore plus grande à l'avenir.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a signalé qu'il ressortait d'une comparaison entre les rapports annuels de l'Autorité administrante pour les années 1929 et 1952, qu'en 1929, il y avait 5 médecins, soit un médecin pour 50.000 habitants, alors qu'en 1952, il y avait 6 médecins, ce qui ne représentait qu'un médecin pour 68.000 habitants, en raison de l'accroissement de la population. Ainsi, après vingt-cinq années d'administration britannique, on avait enregistré une régression très nette dans le domaine de la santé. Le Territoire ne comptait que 3 hôpitaux pour une population de 400.000 habitants, et le personnel médical, l'équipement et les médicaments dont disposaient ces établissements n'étaient pas suffisants. Les soins médicaux étaient payants; les autochtones étaient nécessairement obligés de renoncer à se faire soigner, faute des moyens financiers voulus.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Administration qu'il représentait reconnaissait la nécessité d'entreprendre des efforts encore



plus importants dans le domaine de la santé. Les autorités locales affirmaient ouvertement qu'il convenait de créer davantage de dispensaires; cependant, il n'était pas sûr que l'Administration pût souscrire à la suggestion de créer de nouveaux hôpitaux. Outre les installations actuellement en construction, il n'y avait pas de raison de penser que de nouveaux hôpitaux seraient prochainement construits dans le Territoire. Ce qu'il fallait, et ce à quoi l'on s'employait, c'était agrandir et moderniser les hôpitaux existants, améliorer leur équipement et accroître leur personnel. Ensuite, le meilleur moyen de développer les services hospitaliers serait d'étendre le réseau routier et d'améliorer les routes existantes, d'augmenter le nombre des ambulances et de développer les communications téléphoniques. On envisageait également, dans la mesure du possible, de doter chaque hôpital d'un second médecin. Les campagnes générales de traitement, qui introduisent la médecine au coeur même des villages, comptaient davantage à l'heure actuelle; l'activité des équipes sanitaires mobiles devait, pour le moment, recevoir la priorité sur les centres de traitement plus statiques.

#### MAIN-D'ŒUVRE, SALAIRES, NIVEAU DE VIE

Le représentant de la Syrie a déclaré qu'il partageait l'inquiétude de la Mission de visite en ce qui concerne le niveau de vie extrêmement bas de la population du Territoire et qu'il avait appris avec découragement que ce niveau, notamment dans la partie nord, était à peine supérieur au minimum vital. Depuis une quarantaine d'années, le Territoire était administré sous contrôle international et des mesures plus énergiques s'imposaient pour élever le niveau de vie de la population, si complexe et difficile que pût être le problème. Tout en tenant compte de la situation exposée par le représentant spécial, le représentant de la Syrie se sentait néanmoins obligé d'insister auprès de l'Autorité administrante pour qu'elle s'occupe plus activement d'organiser et d'aider les syndicats. En outre, la main-d'œuvre étant essentiellement temporaire et saisonnière, il convenait d'offrir à la population des emplois qui durent toute l'année. Le représentant de la Syrie a formulé l'espoir que le prochain rapport annuel de l'Autorité administrante donnerait des renseignements plus encourageants sur l'amélioration de l'organisation dans ce domaine.

Le représentant d'Haïti a attiré l'attention sur la modicité du salaire payé à la main-d'œuvre employée dans les plantations de cacaoyers, sur l'insuffisance des logements et sur l'inexistence de contrats de travail. Il n'y avait pas dans le Territoire de fonctionnaire du Département du travail qui fût chargé de faire observer la loi ou les règlements. Le contraste frappant qui existait entre les bénéfices énormes réalisés par le Cocoa Marketing Board et les maigres revenus des cultivateurs se traduisait dans le niveau de vie des habitants du Territoire. La situation dans la zone Nord n'était aucunement enviable; les 44.000 Konkombas étaient délaissés; ils ne disposaient que d'une seule petite école, n'avaient pas de dispensaire et les routes construites par les Allemands étaient envahies par la brousse.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il était inadmissible que la population autochtone eût un niveau de vie aussi faible. Dans le sud, les producteurs de cacao recevaient un prix extrêmement bas pour leurs produits et les ouvriers agricoles gagnaient à peine assez pour subsister; dans le nord, la situation était pire encore, et la

population vivait dans un état de perpétuelle demi-famine. La situation était telle que les détenus avaient de meilleures conditions de vie que les gens libres; c'était une situation lamentable. Le représentant de l'URSS a souligné plus spécialement le marasme qui caractérisait la région des Konkombas.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a dit qu'il existait dans la Côte-de-l'Or une fédération syndicale très active qui avait été organisée depuis un certain nombre d'années avec l'aide de l'Administration et dont les syndicats avaient des membres dans le Territoire. Les travailleurs du Territoire étaient encouragés à constituer leurs propres syndicats ou à s'affilier à ceux de la Côte-de-l'Or. L'assistance aux travailleurs serait prochainement développée lorsque le Territoire, au lieu de recevoir la visite périodique d'inspecteurs du travail, aurait un inspecteur du travail qui lui serait affecté. Le représentant spécial a ajouté qu'il se voyait tenu de préciser au Conseil que les syndicats de la Côte-de-l'Or et du Territoire sous tutelle avaient à leur tête leurs dirigeants élus et que l'Administration n'intervenait nullement dans leur fonctionnement interne. En ce qui concerne l'assertion selon laquelle les ouvriers des plantations de cacaoyers ne gagnaient pas assez pour assurer leur subsistance, le représentant spécial a répondu que d'ordinaire, ces travailleurs étaient nourris et logés par leurs employeurs et qu'ils recevaient en outre un salaire mensuel de 5 livres.

#### V. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### POLITIQUE SUIVIE ET CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le plan de développement accéléré de l'enseignement dans la Côte-d'Ivoire et le Togo dont l'adoption a été accueillie avec satisfaction par le Conseil à sa onzième session, a été mis en œuvre en janvier 1952. Son effet immédiat le plus important a été l'introduction d'un enseignement primaire gratuit (cours préparatoire et cours élémentaire) dans l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Territoire sous tutelle, mesure qui reflète un changement de politique de la part du nouveau Gouvernement de la Côte-de-l'Or.

En conséquence, le nombre des enfants entrant dans la première classe primaire s'est élevé à 9.821, soit près du double du total de 1951. Pour faire face à cette augmentation, le nombre des écoles primaires et des écoles moyennes a été porté à 433 par la création de 95 écoles nouvelles et le nombre des instituteurs affectés à ces écoles est passé de 1.025 à 1.311; toutefois, un nombre important de ces instituteurs — deux tiers du total — n'ont pas reçu de formation.

Le nouveau plan prévoit également pour tous les enfants un enseignement primaire fondamental de six années, à la suite duquel les élèves pourront entrer soit dans une école moyenne primaire supérieure pour y recevoir un enseignement de quatre ans, soit directement dans une école secondaire. Cependant, l'Autorité administrante a fait observer dans son rapport de 1952, comme elle l'avait déjà fait auparavant, qu'avant de pouvoir appliquer entièrement ce programme, il faudra améliorer l'enseignement primaire en augmentant considérablement le nombre des maîtres qualifiés et qu'en attendant, les élèves continueront à entrer à l'école secondaire après être passés par l'école moyenne.



L'enseignement général est placé sous le contrôle du Département de l'éducation de la Côte-de-l'Or, mais aucune des écoles du Territoire ne relève directement de l'Administration. Le gouvernement accorde des subventions aux organismes qui dirigent les écoles. En 1952, cette aide financière a été étendue à 312 écoles nouvelles. Les écoles subventionnées sont classées dans la catégorie des écoles "publiques", les autres dans la catégorie des écoles "privées". Dans la zone nord, toutes les écoles publiques (12) sont dirigées par les conseils de district, tandis que, dans le sud, la majorité des écoles publiques (394 sur 406) sont dirigées par des missions religieuses.

Le plan accéléré prévoit que les autorités locales assumeront dans l'avenir la responsabilité de l'enseignement primaire et moyen tout en recevant une aide financière de l'Administration. A l'heure actuelle, aucune école primaire ou moyenne dirigée par une mission religieuse ne peut recevoir l'aide de fonds publics sans avoir obtenu au préalable l'approbation de l'autorité locale compétente. A ses sessions précédentes et spécialement avant que ce changement de politique n'intervienne, le Conseil a formulé des observations sur l'importance du rôle joué dans le sud par les missions religieuses et, dans le nord, par les autorités autochtones (maintenant remplacées par les nouveaux conseils locaux et les conseils de district); il a recommandé à l'Administration d'intensifier le rôle qu'elle joue sur le plan pratique dans le domaine de l'enseignement. L'Autorité administrante a répondu en faisant remarquer que toutes les écoles religieuses de la zone Sud étaient inspectées par l'Administration, que cette politique était approuvée par elle et que les écoles ne réalisaient pas de bénéfice et étaient dans une large mesure financées par des fonds publics dans des conditions définies. En ce qui concerne la zone nord, elle a déclaré qu'elle faisait tous ses efforts pour développer les services de l'enseignement, qui étaient insuffisants dans cette région.

La grande majorité des écoles, notamment l'école secondaire et trois écoles normales, se trouvent en fait dans la zone sud du Territoire; cette zone possède en effet 435 écoles sur un total de 448 et 406 écoles publiques sur un total de 418. Sur les 12 écoles publiques situées dans la zone nord, l'une est une école moyenne et les autres sont des écoles primaires. L'effectif total de toutes les écoles primaires de la zone nord était en 1952 de 866 élèves contre un total de 31.365 élèves pour la zone sud.

Le retard relatif dont souffre l'enseignement dans la zone nord a fait l'objet d'observations de la part du Conseil après examen de chacun des rapports annuels sur le Territoire, et de la part des deux Missions de visite. A sa onzième session, le Conseil a constaté avec une inquiétude particulière la différence persistante entre chacune des deux zones du Territoire dans le domaine de l'enseignement, il a de nouveau invité instamment l'Autorité administrante à prendre des mesures pour que les autorités locales de la zone nord s'acquittent comme il convient de la tâche qui leur a été confiée. La Mission de visite de 1952, tout en constatant les progrès réalisés depuis 1950 dans la zone nord, a estimé qu'il faudrait faire des efforts plus considérables si l'on voulait améliorer sensiblement l'enseignement dans un proche avenir. Elle a reconnu que la principale difficulté qui fait obstacle à la réalisation de progrès de ce genre était le manque d'instituteurs qualifiés, originaires de la région, et capables d'enseigner dans les idiomes locaux; mais elle a estimé que, vu les

moyens limités dont on dispose actuellement pour former des instituteurs, il s'écoulerait un certain temps avant que l'on ne possède un nombre de maîtres suffisant.

Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante a déclaré à nouveau qu'elle était pleinement consciente de la différence qui existe dans le domaine de l'enseignement entre la zone nord et la zone sud, mais elle a déclaré que les mesures prises pour atténuer ce contraste commençaient à donner des résultats satisfaisants. Ces mesures comprennent la gratuité de l'enseignement et de la pension pour les élèves de l'école normale de Tamale (Côte-de-l'Or), où sont formés les maîtres de la zone nord, et le paiement des frais de voyage des élèves des internats. Ces mesures ont contribué considérablement à améliorer l'enseignement dans la zone nord: depuis 1950 le nombre des instituteurs dans les écoles relevant de l'autorité locale a presque doublé (passant de 15 à 29) et le nombre des élèves a augmenté de plus de 93 pour 100 (passant de 428 à 827). En réponse aux observations de la Mission de visite, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle n'estimait pas que les services de formation pédagogique étaient insuffisants pour cette région et elle a fait observer qu'il n'était jamais arrivé que le manque de place dans une école normale ait empêché un candidat de la région nord de devenir instituteur. La principale difficulté a toujours été de trouver des candidats aux écoles normales, mais on pense qu'à la fin de 1956 un nombre toujours croissant d'élèves posséderont les titres nécessaires pour suivre les cours de formation d'instituteurs grâce au développement que l'enseignement primaire et l'enseignement postprimaire ont connu après la guerre. Lorsque la nouvelle école normale que l'on construit actuellement à Pusiga, dans la zone nord, sera terminée, les candidats disposeront de possibilités plus étendues de recevoir une formation pédagogique.

L'adoption d'une politique de l'enseignement gratuit, bien que limitée jusqu'à présent aux cours préparatoire et élémentaire, coïncide avec les recommandations précédentes du Conseil de tutelle qui a également exprimé l'opinion que l'enseignement secondaire ne devrait pas dépendre des ressources de l'intéressé. La Mission de visite de 1952 a aussi exprimé l'espoir que l'enseignement primaire supérieur et l'enseignement secondaire deviendront gratuits le plus tôt possible et elle a fait remarquer qu'il était parfois difficile pour les parents d'élèves d'acquitter les frais de scolarité. En fait, les frais de scolarité n'existent pas pour l'école secondaire de Tamale, école du gouvernement qui dessert la zone nord du Territoire, et des bourses ont été accordées à un certain nombre d'étudiants de l'enseignement secondaire dans le reste du Territoire. En 1952, sur 443 élèves des écoles secondaires du Togo, 115 étaient boursiers et sur les 53 Togolais qui fréquentaient les écoles techniques de la Côte-de-l'Or, 27 étaient boursiers. Dans la zone sud, six élèves étaient boursiers dans les écoles moyennes.

Le Togo lui-même ne possédait encore au début de 1953 qu'une seule école secondaire publique à Ho, dont le nombre d'élèves est passé de 89 en 1951 à 152 au cours de l'année considérée. En outre, 291 élèves (contre 166 en 1951) fréquentaient les écoles secondaires de la Côte-de-l'Or; sur ce total, 243 élèves venaient de la zone sud et 48 de la zone nord. Une nouvelle école secondaire publique a été ouverte à Kpandu, dans la zone sud, au début de 1953. L'Autorité administrante déclare qu'une des communautés reli-

gieuses du Territoire dirige aussi une école secondaire et qu'il existe plusieurs écoles secondaires privées, qui sont de moindre importance.

Le Conseil a précédemment accueilli avec satisfaction l'ouverture de l'école secondaire de Ho. Il a également recommandé à l'Autorité administrante d'examiner s'il ne conviendrait pas, dans les programmes scolaires, de mettre l'accent sur l'enseignement agricole. L'Autorité administrante a répondu que sa politique était d'établir un programme scolaire qui n'ait pas seulement pour objet d'inculquer aux élèves les connaissances générales requises pour accéder à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur, mais qui, en même temps, leur donne les connaissances pratiques nécessaires et ne soit pas de caractère purement européen. A cette fin, des mesures ont été prises pour reviser le programme et pour l'orienter, dans les régions rurales, dans le sens des activités agricoles. Une école technique doit s'ouvrir à Kpandu, dans la zone sud.

Le gouvernement a consacré à l'enseignement, au cours de l'année en question, 260.493 livres sterling, soit 15,3 pour 100 de ses dépenses totales. Les sommes que l'autorité locale a consacrées à l'enseignement dans la zone sud se sont élevées à 15.028 livres sterling, soit à 17 pour 100 des dépenses totales.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les observations et recommandations suivantes :

*Le Conseil fait siennes les observations de l'UNESCO selon lesquelles :* a) les renseignements statistiques fournis par l'Autorité administrante font apparaître une augmentation régulière des dépenses au titre de l'enseignement ; b) il est satisfaisant de constater qu'on accorde une priorité élevée à l'enseignement aussi bien dans le budget ordinaire que dans les programmes de développement ; c) il est également satisfaisant de voir les résultats consignés dans le rapport pour 1952 et la ligne d'action suivie en matière d'enseignement primaire ; d) les moyens d'enseignement sont encore très insuffisants dans la zone nord du Territoire ; et e) l'augmentation des effectifs des élèves dans l'enseignement secondaire est rapide et peut être considérée comme satisfaisante.

*Tenant compte de l'observation ci-dessus relative à l'état des moyens d'enseignement dans la zone nord du Territoire, le Conseil exprime à nouveau l'inquiétude que lui cause le contraste persistant entre la zone nord et la zone sud du Territoire ; il prie instamment à nouveau l'Autorité administrante de faire un effort spécial pour améliorer les moyens d'enseignement dans le nord et, en particulier, de faire le nécessaire pour que les autorités scolaires locales de cette zone s'acquittent de façon satisfaisante du rôle qui leur est confié.*

#### CORPS ENSEIGNANT ET FORMATION DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Comme il a été indiqué plus haut, le développement de l'enseignement dans le Territoire dépend, dans une grande mesure, de la formation d'un nombre suffisant d'instituteurs de l'enseignement primaire et moyen. Ce problème est devenu encore plus aigu depuis que l'on a établi la gratuité de l'enseignement préparatoire et élémentaire et que le nombre des élèves a augmenté en conséquence. En attendant de disposer d'un personnel suffisant, on prend actuellement des mesures pour recruter des instituteurs n'ayant pas reçu de formation préalable. En 1952, on a recruté au total 714 nouveaux instituteurs pour les écoles primaires et les écoles moyennes ; ce qui a porté l'effectif total à 1.311 institu-

teurs. Sur ce nombre, on comptait 1.118 instituteurs de l'enseignement préparatoire et élémentaire, dont 342 avaient reçu une formation et 776 n'avaient pas reçu de formation. Sur les 193 instituteurs des écoles moyennes, 134 avaient reçu une formation et 59 n'avaient pas reçu de formation. Le nombre des instituteurs togolais en cours de formation a plus que doublé en 1952, portant le chiffre total à 431, dont 226 étaient dans les écoles normales du Territoire et 205 dans celles de la Côte-de-l'Or.

Au cours de l'année considérée, une nouvelle école normale d'instituteurs a été ouverte dans le Territoire, ce qui a porté le nombre total de ces écoles à trois ; elles sont toutes situées dans la zone sud et préparent en deux ans des instituteurs pour les cours préparatoires et élémentaires. Une école normale d'instituteurs, dont le Conseil avait précédemment accueilli le projet avec faveur, doit s'ouvrir en 1954 à Pusiga, dans la zone nord ; les étudiants venus du Togo même ne représentent cependant qu'une faible partie de l'effectif de début. Dans la zone sud, l'effectif de l'une des écoles normales sera doublé et l'on envisage de créer en 1954 un centre de formation accélérée, dont les cours dureront six semaines.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les observations suivantes :

*Le Conseil, ayant constaté que le besoin d'instituteurs expérimentés a été rendu plus aigu par l'augmentation importante des effectifs scolaires résultant de la gratuité de l'enseignement primaire, est heureux de voir qu'une nouvelle école normale doit être ouverte dans la zone nord, que le nombre des élèves admis dans l'une des deux écoles normales de la zone sud sera doublé et qu'on prévoit de créer en 1954 dans cette zone un centre de formation accélérée.*

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Il existe maintenant deux établissements d'enseignement supérieur dans la Côte-de-l'Or, où les étudiants du Territoire peuvent suivre des cours : le Collège universitaire de la Côte-de-l'Or et le Collège de technologie de Kumasi, qui a été ouvert en 1952. Le Collège universitaire prépare aux diplômes de l'Université de Londres, tandis que le Collège de technologie a organisé des cours de comptabilité, de secrétariat et de mécanique. D'autres cours devaient commencer en 1953.

En 1952, sur les 510 étudiants du Collège universitaire, 36 étaient Togolais et sur les 53 étudiants du Collège de Kumasi, il y avait un étudiant togolais. (Au début de 1954, le nombre des Togolais inscrits dans ces deux collèges était passé à 58.) Au cours de l'année considérée, 22 autres étudiants du Territoire ont poursuivi leurs études dans des établissements d'enseignement supérieur du Royaume-Uni ou d'Amérique du Nord. En 1951, le nombre total des étudiants du Territoire faisant des études supérieures était de 28.

Quarante-cinq des étudiants togolais étaient titulaires de bourses : les 36 étudiants du Collège universitaire de la Côte-de-l'Or, l'étudiant du Collège de technologie de Kumasi ; 7 étudiants faisant leurs études au Royaume-Uni et un aux Etats-Unis d'Amérique. En 1951, il n'y avait eu que 25 boursiers.

Le Conseil a précédemment fait l'éloge des efforts entrepris par l'Autorité administrante en faveur de l'enseignement supérieur et a recommandé qu'en raison de l'absence d'établissements d'enseignement supérieur

dans le Territoire, on accorde aux étudiants togolais un nombre suffisant de bourses à l'étranger.

#### EDUCATION DES ADULTES ET INSTRUCTION DES MASSES

Au cours de l'année considérée on a encore intensifié les programmes d'instruction des masses et d'aménagement des collectivités. On s'est préoccupé tout d'abord de recruter et de former un personnel supplémentaire. La Mission de visite a indiqué dans son rapport qu'au mois de septembre 1952, 58 candidats avaient été formés dans un centre de formation rurale situé dans la zone Sud, et que, sur ce nombre, 32 devaient être employés dans le Territoire.

Au cours de l'année 1952, ce personnel, placé sous les ordres du directeur régional du service d'aménagement des collectivités, a consacré principalement ses efforts à poursuivre une campagne d'éducation des masses et de lutte contre l'analphabétisme: il a appris à des instructeurs bénévoles recrutés sur place la méthode Laubach d'enseignement de la lecture et de l'écriture, puis les a organisés en groupes chargés de travailler dans les villages. L'Autorité administrante a fait savoir qu'au mois d'août 1952, 467 classes de lecture et d'écriture avaient été organisées dans le Territoire, que l'on comptait 30.684 élèves inscrits et que 1.690 instructeurs bénévoles avaient reçu une formation.

La Mission de visite a estimé que l'Autorité administrante et le personnel du service d'éducation des masses méritaient des félicitations particulières pour la campagne qu'ils avaient entreprise.

Au début de 1953, une équipe du service d'aménagement des collectivités a commencé de fonctionner dans la zone nord; il était prévu qu'elle commencerait à travailler dans une autre zone plus tard dans la saison.

L'Association pour l'instruction du peuple (People's Educational Association) organisée sous les auspices du département des études extra-muros du Collège universitaire de la Côte-de-l'Or a continué en 1952 à instruire la population plus évoluée de la zone sud du Territoire. On a continué d'utiliser des cinémas mobiles présentant des films éducatifs et de portée générale; une deuxième station de radiodiffusion a été créée.

A ses précédentes sessions, le Conseil a encouragé l'œuvre entreprise en vue de l'éducation des adultes et de l'instruction des masses; il a recommandé de faire tous les efforts possibles pour étendre les programmes d'instruction des masses à la zone nord, où ils sont particulièrement nécessaires.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### POLITIQUE SUIVIE ET CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Chine a estimé que l'Autorité administrante devrait augmenter le nombre des bourses et il a exprimé l'espoir que les étudiants togolais recevraient une juste part de ces bourses. Le représentant de la Chine a estimé également que l'Autorité administrante devrait s'intéresser davantage au progrès de l'enseignement dans la zone nord du Territoire et qu'elle devrait prendre des mesures efficaces pour augmenter l'effectif des jeunes filles qui suivent les cours des établissements secondaires et pour développer l'enseignement technique.

Le représentant de la Syrie a répété qu'il lui paraissait souhaitable que l'enseignement à tous les degrés fût

gratuit pour tous. Il a également exprimé l'espoir que l'enseignement primaire deviendrait bientôt obligatoire dans tout le Territoire.

Le représentant d'Haïti a dit que le progrès de l'enseignement dans le Territoire lui apparaissait plus rapide que partout ailleurs. Il a été heureux de constater que l'enseignement primaire était gratuit, que l'enseignement primaire supérieur et l'enseignement secondaire le seraient bientôt également, et que les autorités locales seraient responsables du fonctionnement de écoles primaires et primaires supérieures. Le représentant d'Haïti a noté avec plaisir que l'effectif des élèves dans les écoles et le nombre de ces écoles avaient augmenté par suite des mesures prises par l'Administration. Il était vrai que les bâtiments scolaires n'étaient pas tous en bon état et que les instituteurs ne possédaient pas tous une formation suffisante, mais ce qui importait c'était que des progrès fussent accomplis et que le nombre des personnes instruites augmentât rapidement grâce à la création de nouvelles écoles secondaires supérieures et professionnelles.

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'il était heureux de se joindre aux nombreux membres du Conseil qui avaient exprimé leur satisfaction devant les résultats obtenus dans le domaine de l'enseignement. Certes, il restait encore à faire disparaître l'analphabétisme; mais le Conseil devait enregistrer avec plaisir l'observation de la Mission de visite selon laquelle l'enseignement au cours de l'année considérée s'était amélioré de près de 100 pour 100 par rapport à l'année précédente, ce qui constituait un résultat remarquable. Le représentant de l'Inde a attiré l'attention du Conseil sur la satisfaction exprimée par l'UNESCO quant aux résultats obtenus en 1952 et à la politique suivie par l'Autorité administrante en matière d'enseignement. Il a exprimé sa satisfaction de pouvoir se joindre aux autres membres du Conseil qui avaient rendu hommage aux services chargés de l'enseignement dans le Territoire sous tutelle.

Le représentant de la France, exprimant sa satisfaction des progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement, a dit que le recours aux moyens modernes d'éducation tels que le film, la radio et l'éducation des masses, lui paraissait être l'une des plus heureuses initiatives de l'Autorité administrante. Il a souligné l'intérêt qu'il attachait à l'enseignement technique, et notamment au projet relatif à la construction d'une école professionnelle dans le sud du Territoire. La vie du Territoire et ses progrès dépendaient au moins autant du peuplement de ses chantiers et de ses ateliers que du peuplement de ses bureaux.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que la situation de l'enseignement n'était pas satisfaisante; il a ajouté que l'Autorité administrante ne s'appliquait pas à l'améliorer. L'Administration laissait la responsabilité de l'enseignement aux autorités locales qui ou bien ne disposaient pas de crédits pour ce poste ou bien avaient des ressources si minimes que l'instruction était en fait négligée. Les dépenses ne suffisaient même pas à maintenir le niveau actuel et laissaient l'enseignement du Territoire dans un état de marasme. L'Autorité administrante avait donc failli aux obligations qu'elle avait contractées à l'égard des Nations Unies, en s'engageant à développer l'instruction et les connaissances de la population du Territoire. D'après l'UNESCO, les crédits que les autorités locales affectaient à l'éducation allaient diminuant; en 1948, 28 pour 100 des budgets locaux étaient consacrés

à l'enseignement alors qu'en 1952, ce chiffre n'était plus que de 17 pour 100. Les crédits affectés à l'enseignement ne dépassaient pas quelques milliers de dollars. Dans le nord du Territoire, l'Administration ne construisait pas d'écoles nouvelles; cette région ne possédait ni établissement secondaire, ni école normale. Enfin, il était presque impossible, d'après la Mission de visite, d'y trouver des autochtones sachant lire et écrire. Les normes de l'enseignement dispensé dans les écoles n'étaient pas satisfaisantes et, selon l'UNESCO, la proportion du personnel enseignant ne possédant pas de formation était de 30 pour 100 dans les établissements secondaires et de 70 pour 100 dans les établissements élémentaires. Le Territoire ne comptait ni écoles supérieures, ni écoles techniques, et le nombre des bourses d'études accordées aux Togolais était insignifiant.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a reconnu qu'il était tout à fait souhaitable de hâter le développement de l'enseignement dans le nord du Territoire. L'Administration avait toujours eu pour principe d'associer aussi étroitement que possible la population de chaque région à l'établissement de son propre système d'enseignement, pour que, dans le nord, les habitants puissent participer avec un enthousiasme croissant aux efforts déployés dans ce domaine et accepter l'augmentation des impôts locaux que ces efforts rendaient inévitable. Quant à la question de "combler le fossé" qui sépare le nord du sud, on intensifiait les progrès dans la première région, mais il n'était tout de même pas possible de paralyser la seconde. Etant donné l'extraordinaire progrès que l'enseignement connaissait dans le sud, un certain fossé subsisterait nécessairement au cours des prochaines années, entre les deux régions. On ne pouvait absolument pas dire — et la comparaison des statistiques pour 1939 et 1952 le prouvait — que l'ensei-

gnement du Territoire fût dans un état de marasme. Le représentant spécial a souligné que plus de 260.000 livres sterling avaient été affectées à l'instruction pendant la seule période 1951-1952; d'autre part, s'il était vrai que, sur de vastes étendues, on ne pouvait guère rencontrer une seule personne qui sût lire et écrire, on pouvait alors se demander quels étaient les auteurs du très grand nombre de pétitions adressées à la Mission de visite. Enfin, le représentant de l'Autorité administrante a attiré l'attention du Conseil sur les observations de l'UNESCO selon lesquelles la priorité d'urgence que les Autorités avaient accordée à l'enseignement dans le budget ordinaire comme dans les projets de développement avait donné des résultats satisfaisants; d'autre part, l'UNESCO soulignait que les résultats acquis dans le domaine de l'instruction primaire et décrits dans le rapport de 1952, ainsi que la politique suivie en la matière, avaient donné satisfaction. Enfin, l'enseignement secondaire se développait à un rythme rapide que l'on pouvait considérer comme encourageant.

#### CORPS ENSEIGNANT ET FORMATION DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Le représentant de la Syrie a fait observer qu'il importait d'augmenter les effectifs du personnel enseignant qualifié.

#### EDUCATION DES ADULTES ET INSTRUCTION DES MASSES

Le représentant de la Chine a rendu hommage aux efforts déployés par l'Administration pour développer l'instruction des masses. Néanmoins, il fallait intensifier ces efforts jusqu'à ce que l'analphabétisme eût complètement disparu.

## Chapitre VII

### TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

#### I. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

###### GÉOGRAPHIE ET POPULATION

Le Togo sous administration française est situé sur la côte occidentale d'Afrique, entre le Togo sous administration britannique et le Dahomey. Le Territoire s'étend sur 55.000 kilomètres carrés environ et présente une assez grande variété de relief et de peuplement. On y rencontre, du nord au sud, cinq zones géographiques et deux groupes ethniques principaux. Les populations du nord, qui ont été marquées par la civilisation islamique, sont caractérisées par une organisation traditionnelle particulièrement forte et l'autorité des chefs s'étend sur de vastes groupes à la fois politiques et sociaux. En revanche, les habitants de la partie sud ont fortement subi l'influence européenne. Dans certaines régions, les frontières ne correspondent pas aux lignes de démarcation naturelles ou ethniques.

La population autochtone, évaluée à 1.029.946 habitants, se compose essentiellement d'agriculteurs. Les non-Africains, au nombre de 1.427 en 1952, comprenaient principalement des fonctionnaires, des missionnaires et des employés de commerce.

###### QUESTION DE L'UNIFICATION DU TOGO

Les revendications et contre-revendications des mouvements politiques des deux Togos, touchant une unification possible des deux Territoires, posent une question sur laquelle le Conseil a soumis à l'Assemblée générale le nouveau rapport spécial<sup>347</sup> que celle-ci lui avait demandé dans sa résolution 750 (VIII), du 8 décembre 1953.

###### EVOLUTION VERS L'AUTONOMIE OU L'INDÉPENDANCE

Par ses résolutions 558 (VI) et 752 (VIII), l'Assemblée générale a invité les Autorités administrantes à faire figurer dans leurs rapports annuels des renseignements relatifs, notamment, aux mesures prises ou envisagées, qui ont pour but de conduire le plus rapidement possible les Territoires sous tutelle au stade de l'autonomie ou de l'indépendance, ainsi qu'à l'évaluation approximative du délai que ces Autorités jugent nécessaire pour mener à bien les diverses mesures destinées à atteindre cet objectif. Le Conseil a été invité à consacrer une section distincte de ses rapports à l'Assemblée générale à la mise en œuvre de ces résolutions.

Cette question est traitée à la troisième partie du présent rapport.

##### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

###### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Belgique a estimé que l'examen de la situation du Togo sous administration française révélait un progrès général.

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'il ne pouvait s'empêcher d'être quelque peu alarmé par la situation qui régnait dans le Territoire et que l'Autorité administrante ne se rendait pas bien compte de l'urgence de l'œuvre à accomplir ni des nombreux besoins de la population qui se manifestaient avec une force irrésistible. Il a dit aussi qu'à bien des égards, la situation dans le Territoire laissait beaucoup à désirer.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a exprimé l'avis que la situation politique et sociale dans le Territoire, ainsi que la situation de l'enseignement, étaient très peu satisfaisantes, et que l'Autorité administrante ne respectait pas les dispositions de la Charte des Nations Unies relatives au régime international de tutelle.

#### II. — PROGRES POLITIQUE

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

###### STATUT DU TERRITOIRE

Le Territoire fait partie de l'Union française à titre de "territoire associé". Du fait de cette association, le pouvoir législatif y est exercé par les organes législatifs de l'Union française dans lesquels le Togo est représenté par un représentant à l'Assemblée nationale, deux représentants au Conseil de la République et un représentant à l'Assemblée de l'Union française. En application d'autres dispositions de la Constitution française de 1946, on a créé une Assemblée territoriale qui dispose de pouvoirs précis lui permettant de prendre des décisions ou de donner des avis au sujet des questions budgétaires et administratives d'intérêt local, et les autochtones ont reçu la qualité de citoyens de l'Union française, avec les droits et libertés garantis par la Constitution.

Le Conseil de tutelle a eu l'occasion d'examiner les relations entre le Togo et l'Union française, en ce qui concerne notamment le statut du Territoire et sa mise en valeur dans le cadre du régime international de tutelle, à la fois lorsqu'il a examiné les rapports annuels et lorsqu'il a étudié les problèmes relatifs aux unions administratives et autres concernant les Territoires sous tutelle. Le Conseil a pris acte de l'assurance donnée par l'Autorité administrante que les habitants auraient le droit, le moment venu, de décider eux-mêmes s'ils souhaitent continuer à faire partie de l'Union française ou devenir indépendants. Le Conseil a exprimé l'avis que l'Autorité administrante devrait continuer à maintenir le statut distinct du Territoire afin de l'amener à l'autonomie ou à l'indépendance. Invité par l'Assemblée générale à lui soumettre une étude complète du statut du Togo tel qu'il résulte de son appartenance à l'Union française<sup>348</sup>, le Conseil a estimé qu'il n'existait

<sup>347</sup> A/2669.

<sup>348</sup> Résolution 563 (VI) de l'Assemblée générale.



aucun fait indiquant que l'application pratique des accords administratifs intervenus entre le Territoire sous tutelle et l'Union française était incompatible avec la Charte des Nations Unies et l'Accord de tutelle relatif à ce Territoire, et qu'à en juger d'après les explications fournies par le représentant de la France, la conception qu'avait le Gouvernement français des relations entre le Territoire sous tutelle et l'Union française paraissait conforme aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle. Il a déclaré, cependant, qu'il ne se considérait pas compétent pour porter un jugement sur les principes de droit constitutionnel sur lesquels pourraient reposer les accords intervenus entre le Territoire sous tutelle et l'Union française<sup>849</sup>.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil, ayant présents à l'esprit les objectifs du régime international de tutelle, notant les observations formulées par l'Autorité administrante au sujet des relations existant entre le Territoire sous tutelle et l'Union française, observations selon lesquelles, à l'issue du régime de tutelle, les populations des Territoires sous tutelle seront libres, si elles le désirent, de réaliser leurs aspirations en dehors de l'Union française, rappelant les recommandations qu'il a adoptées antérieurement à ce sujet, exprime la conviction que ces relations continueront d'être conformes aux termes de l'Accord de tutelle et aux dispositions de la Charte.*

#### ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Au cours de l'année qui fait l'objet du présent rapport, la structure administrative n'a subi aucun changement important. Le Commissaire de la République, qui représente l'Autorité administrante, est chargé d'appliquer au Territoire les lois de l'Union française qui le concernent; il est investi du pouvoir réglementaire et prend des arrêtés, soit de sa propre initiative, soit — dans certains domaines — après consultation du Conseil privé, soit enfin pour exécuter les décisions de l'Assemblée territoriale.

A sa onzième session, le Conseil avait souligné la nécessité de transformer le Conseil privé, composé de hauts fonctionnaires et de notables autochtones désignés, en un organe constitué de façon plus représentative; il avait également exprimé l'espoir que cet organe serait transformé progressivement en un Conseil exécutif organiquement lié à l'Assemblée territoriale. L'Autorité administrante a fait savoir au Conseil de tutelle, à sa treizième session, que l'Assemblée nationale avait été saisie d'un projet de loi visant à remplacer le Conseil privé par un Conseil de gouvernement, composé d'un nombre égal de représentants élus par l'Assemblée territoriale et de personnes nommées par le Commissaire de la République. Ce Conseil de gouvernement aurait le pouvoir de décision sur certaines questions, se réunirait plus fréquemment que le Conseil privé, et rendrait compte à l'Assemblée territoriale de la mise en œuvre des mesures dont discute l'Assemblée.

Deux nouveaux cercles administratifs ont été constitués en 1952, ce qui porte à 9 le nombre total des cercles. Chaque cercle est dirigé par un administrateur doté de certains pouvoirs de décision.

Les chefs autochtones, assistés par des conseils coutumiers, continuent d'exercer certaines fonctions admi-

nistratives, indépendamment de leurs fonctions coutumières; ils peuvent également être appelés à présider des tribunaux coutumiers siégeant au civil. A des sessions précédentes, le Conseil avait examiné certaines questions relatives au rôle des chefs; d'une part, il avait pris acte de certaines plaintes selon lesquelles les chefs seraient en fait des fonctionnaires et, d'autre part, il avait noté que l'Autorité administrante avait mis en œuvre des réformes visant à renforcer l'autorité des chefs et les garanties traditionnelles de leurs charges. Le Conseil avait exprimé l'espoir qu'il serait possible d'intégrer les chefs dans les cadres administratifs, mais l'Autorité administrante avait déclaré que cette mesure ne semblait ni possible ni souhaitable, en raison de la place même que les chefs occupaient dans la société et parce qu'ils perdraient leur autorité morale en devenant fonctionnaires. L'Autorité administrante avait ajouté que l'évolution des chefferies dépendait de la création d'assemblées locales.

La Mission de visite de 1952 a entendu des plaintes relatives à l'exécution de prestations coutumières au profit des chefs, prestations qui comportent des paiements en nature et se présentent parfois sous la forme de services. Les pétitionnaires ont comparé ces prestations au travail forcé et en ont demandé l'abolition. L'Autorité administrante a fait savoir à la Mission qu'on ne pouvait considérer ces prestations comme du travail forcé et qu'elle ne voulait pas mettre fin brutalement à toutes les pratiques coutumières dans la mesure où celles-ci n'étaient pas incompatibles avec les principes de la civilisation; elle a ajouté qu'elle avait pour mission de veiller à ce que ces prestations demeurent strictement limitées aux taux fixés par la coutume. La Mission a reconnu qu'il était difficile de mettre fin brutalement à des pratiques de ce genre et a estimé que tant que ces pratiques subsistaient, il fallait prendre des mesures pour veiller à ce qu'elles ne fissent pas l'objet d'abus. La Mission a estimé qu'il y avait lieu de fixer le montant de ces prestations, afin de permettre aux personnes qui le désireraient d'en verser l'équivalent en espèces.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Notant que le Parlement français a été saisi d'un projet de loi visant à remplacer le Conseil privé par un Conseil de gouvernement, qui serait composé en nombre égal de représentants élus par l'Assemblée territoriale et de personnes nommées par le Commissaire de la République, qui aurait le pouvoir de décision sur certaines questions et qui rendrait compte à l'Assemblée territoriale de la mise en œuvre des mesures dont discute l'Assemblée, le Conseil de tutelle exprime l'espoir que ce projet de loi sera très prochainement adopté et que le Conseil de gouvernement ainsi constitué jouira d'un large pouvoir de décision.*

*Le Conseil recommande à l'Autorité administrante d'entreprendre une étude spéciale sur le système actuel des redevances coutumières dues aux chefs, en vue de déterminer si, dans les circonstances présentes, ces redevances ne pourraient pas être réduites et s'il ne serait pas possible de remplacer, pour ceux qui le désirent, les prestations en nature et en services dues aux chefs par des paiements en espèces à des taux fixés par l'Administration.*

#### FONCTION PUBLIQUE

Le nombre des fonctionnaires européens est passé de 188 en 1951 à 242 en 1952; tous ces fonctionnaires, sauf 21, occupent des emplois supérieurs. Le nombre des fonctionnaires autochtones occupant des emplois

<sup>849</sup> Voir le Rapport spécial du Conseil de tutelle sur les unions administratives concernant les Territoires sous tutelle, *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 12 (A/2151)*.

supérieurs est passé de 223 à 339 et pour les emplois subalternes, de 4.627 à 4.900.

A sa onzième session, le Conseil a noté que le nombre des autochtones dans les emplois supérieurs avait marqué une certaine augmentation, et que les autochtones possédant les diplômes requis avaient accès à tous les postes administratifs. Ayant constaté cependant qu'un petit nombre d'autochtones seulement appartenaient aux cadres supérieurs de l'administration, le Conseil a invité l'Autorité administrante à intensifier la formation de candidats qualifiés pour occuper des fonctions dans l'administration et la magistrature, et à étudier les mesures propres à encourager les autochtones à choisir la carrière administrative. De son côté, la Mission de visite de 1952 a été d'avis qu'il fallait développer davantage la formation d'Africains pour répondre au vœu exprimé par les deux principaux groupes politiques de voir un plus grand nombre d'Africains occuper des postes élevés dans l'administration. Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité administrante a déclaré que les jeunes gens pourvus des diplômes nécessaires pourraient, au fur et à mesure qu'ils reviendraient dans le Territoire, se voir confier la plupart des postes élevés de l'administration qui avaient été jusqu'alors occupés par des Européens.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, que, conformément à la politique suivie par l'Administration, deux circonscriptions agricoles avaient été confiées à des ingénieurs agricoles africains et que, d'autre part, quatre commissariats de police avaient à leur tête des Africains.

L'Autorité administrante a également fait savoir au Conseil que de nouveaux règlements relatifs au recrutement de personnel destiné à des emplois supérieurs étaient entrés en vigueur en 1953 et permettaient désormais de recruter directement des personnes pourvues de certains diplômes et d'intégrer dans les cadres supérieurs les agents qualifiés des cadres locaux.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante poursuivra ses efforts en vue de former des candidats africains qualifiés aux postes de la fonction publique et qu'elle ne négligera aucune mesure pour améliorer les conditions d'emploi de manière à encourager les Africains à travailler dans le Territoire.*

#### PARTIS POLITIQUES

Il existe trois partis politiques dans le Territoire. Le Comité de l'unité togolaise, le principal protagoniste de l'unification des deux Togos, a demandé l'octroi rapide de l'autonomie ou de l'indépendance comme un moyen d'atteindre cet objectif ; selon l'Autorité administrante, son but final est de regrouper les deux Territoires unifiés avec la Côte-de-l'Or. Le Parti togolais du progrès demande que le Territoire poursuive son évolution vers l'autonomie, dans le cadre de l'Union française ; sur ce point, son programme est identique à celui du troisième parti, l'Union des chefs et des populations du nord. Une quatrième organisation, le Mouvement de la jeunesse togolaise ou Juvento, est considérée par l'Autorité administrante comme une filiale du Comité de l'unité togolaise.

La Mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire en 1952 a souligné, dans son rapport, le caractère particulièrement tendu des relations entre les deux grands groupes politiques. La Mission a eu l'impression que, depuis le mois de mai 1952, la coopération entre

l'Administration et les dirigeants du Comité de l'union togolaise s'était légèrement améliorée, mais elle a constaté cependant qu'il y avait encore des divergences fondamentales entre l'Administration et les dirigeants du parti.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil prend acte de la déclaration du représentant de l'Autorité administrante, selon laquelle la tension politique dans le Territoire a quelque peu diminué, invite instamment les partis politiques du Territoire à poursuivre leur activité sans perdre de vue les lourdes responsabilités qui leur incombent et exprime l'espoir que l'Autorité administrante suivra attentivement la situation et veillera à assurer la liberté d'expression et de réunion, dans toute la mesure compatible avec le maintien de l'ordre public.*

#### ASSEMBLÉE TERRITORIALE

En application de la loi du 6 février 1952, dont le Conseil a pris acte à sa onzième session, l'Assemblée représentative a été transformée en Assemblée territoriale, élue par un collège unique qui a remplacé le double collège. Les membres de l'Assemblée territoriale ont été élus le 30 mars 1952, et l'Autorité administrante a indiqué que les 30 sièges s'étaient répartis entre les divers groupes politiques comme suit : Union des chefs et des populations du nord, 14 ; Parti togolais du progrès, 6 ; Comité de l'unité togolaise, 7 ; Indépendants, 2 ; Union des syndicats, 1. Ultérieurement, 2 représentants qui avaient été élus comme candidats du Comité de l'unité togolaise se sont retirés de ce parti, et l'un d'eux a adhéré au Parti togolais du progrès.

L'Assemblée territoriale, comme l'ancienne assemblée représentative, donne des avis et prend des décisions au sujet de questions déterminées qui intéressent l'administration du Territoire. Dans le passé, le Conseil avait noté que ces pouvoirs étaient limités aux questions financières et administratives et qu'en particulier, l'Assemblée n'avait pas l'initiative en matière législative ; il avait recommandé que les pouvoirs de l'Assemblée fussent progressivement étendus. L'Autorité administrante avait déclaré ultérieurement que l'Assemblée possédait en fait le pouvoir de légiférer en dernier ressort pour un grand nombre de questions d'intérêt local, et elle avait appelé l'attention du Conseil sur un projet de loi qui ferait passer dans la catégorie des matières soumises à la décision de l'Assemblée un nombre maximum de questions sur lesquelles elle était seulement consultée jusqu'alors. Le Conseil avait pris acte avec satisfaction de cette déclaration et exprimé l'espoir que le rapport annuel pour 1951 indiquerait que l'Assemblée avait reçu des pouvoirs législatifs accrus.

Ultérieurement, le Conseil, ayant été informé qu'un projet de loi beaucoup plus libéral que celui dont il était question en 1951 était à l'étude, avait exprimé l'espoir que ce texte serait adopté prochainement et qu'il prévoirait l'octroi de pouvoirs plus étendus à la nouvelle Assemblée territoriale. Dans son rapport annuel pour 1952, l'Autorité administrante a indiqué que ce projet de loi, qui étend les pouvoirs de l'Assemblée territoriale, et notamment son pouvoir de décision, avait été adopté par le Conseil des ministres et déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. La Mission de visite de 1952 a noté qu'une grande partie de la population du Territoire paraissait souhaiter une extension progressive des pouvoirs de l'Assemblée en matière légis-

lative. Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité administrante a signalé que les pouvoirs de l'Assemblée territoriale étaient sensiblement plus larges que ceux des assemblées locales des autres territoires français d'outre-mer et, en particulier, que ceux des assemblées des territoires de l'Afrique-Occidentale française.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant qu'à sa onzième session il avait exprimé l'espoir que le projet de loi relatif à l'Assemblée territoriale, qui avait été déposé devant le Parlement français, serait adopté prochainement et accorderait des pouvoirs plus étendus à l'Assemblée territoriale, exprime l'espoir que ce texte sera promulgué aussitôt que possible.*

#### CONSEILS DE CIRCONSCRIPTION ET COMMISSIONS MUNICIPALES

Les conseils de circonscription, qui ont été créés en 1951, ont examiné notamment, au cours de l'année, le projet de budget de chaque circonscription, le taux de la taxe vicinale, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de travaux publics. Les conseils de circonscription sont obligatoirement consultés sur ces questions, ainsi que sur diverses autres catégories d'affaires. L'Autorité administrante a signalé au Conseil de tutelle que les membres des conseils de circonscription avaient parfaitement compris l'importance de la tâche qui leur était confiée. Ces conseils siègent normalement deux fois par an ; le chef de la circonscription ou son représentant assiste à toutes les séances. Les membres des conseils de circonscription sont élus au suffrage universel à deux degrés.

A sa onzième session, le Conseil avait noté avec satisfaction les attributions importantes confiées aux conseils de circonscription. Il avait noté également qu'un projet de loi qui doterait les conseils de pouvoirs encore plus étendus était à l'étude. Aux termes de ce projet, les conseils de circonscription auraient le pouvoir de décision pour certaines affaires ; chaque circonscription aurait son budget qui serait voté par le conseil et qui serait alimenté par une taxe de circonscription et par des centimes additionnels ; ainsi, les conseils de circonscription seraient dotés de pouvoirs en matière financière et gèreraient les affaires de la collectivité. A sa treizième session, le Conseil a été informé que ce projet de loi avait été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale en décembre 1952. L'Autorité administrante a également déclaré que les conseils de circonscription avaient déjà pu prendre, en fait, des décisions en matière de taux et d'emploi de la taxe vicinale.

Les villes de Tsévié et de Bassari ont été érigées en municipalités en 1952 et 1953, ce qui a porté à 7 le nombre total des municipalités. Chacune possède une commission municipale, élue au suffrage universel direct, qui a certains pouvoirs en matière administrative et budgétaire. A l'exception d'un seul, tous les membres des commissions municipales sont des Africains. Chaque commission est présidée par un maire, choisi parmi les fonctionnaires. Le Conseil avait été informé par l'Autorité administrante que l'adoption d'un projet présenté en 1950 et tendant à ériger la ville de Lomé en commune de plein exercice, c'est-à-dire en commune dont le maire est élu par la commission municipale, avait été différée jusqu'à ce que la législation destinée à l'ensemble des territoires français d'outre-mer ait été adoptée. Le rapport annuel pour 1952 indiquait que 3 autres centres

urbains seraient éventuellement dotés du statut municipal en 1953. La Mission de visite de 1952 a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait des mesures complémentaires pour donner aux membres de l'Assemblée territoriale, des conseils de circonscription et des commissions municipales plus de renseignements sur l'organisation, le fonctionnement et les pouvoirs de ces organes représentatifs.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant qu'à sa onzième session il a constaté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait créé des conseils de circonscription et confié aux commissions municipales des attributions plus importantes, et qu'il a exprimé l'espoir que le projet de loi qui doterait ces organes d'attributions encore plus larges serait promulgué prochainement, espère que le projet de loi déposé devant le Parlement français sera promulgué aussitôt que possible.*

#### DROIT DE VOTE

Les habitants du Territoire élisent leurs représentants à l'Assemblée nationale française, à l'Assemblée territoriale, aux conseils de circonscription et aux commissions municipales. Les représentants du Territoire à deux autres organes de l'Union française — le Conseil de la République et l'Assemblée de l'Union française — sont choisis par l'Assemblée territoriale.

A sa onzième session, le Conseil avait invité l'Autorité administrante à redoubler d'efforts pour que toutes les personnes susceptibles de participer aux élections pussent s'inscrire sur les listes électorales et à encourager tous les électeurs inscrits à exercer leur droit de vote, de manière à instituer progressivement dans le Territoire un suffrage véritablement universel.

Dans son rapport annuel pour 1952, l'Autorité administrante a déclaré qu'en vertu d'une nouvelle loi électorale promulguée cette même année, le corps électoral avait été élargi par l'octroi du droit de vote aux chefs de ménage et que le nombre des électeurs inscrits était passé de 50.915, au 30 mars 1952, à 113.279 un an plus tard. L'Autorité administrante a estimé que cette loi électorale constituait un pas décisif vers le suffrage universel et elle a signalé particulièrement que le nombre des électeurs dans le nord du Territoire était passé de 22.750 en 1952 à 60.711 en 1953.

Sur 50.915 électeurs inscrits, 41.904 votants ont participé aux élections à l'Assemblée territoriale qui ont eu lieu en mars 1952 ; à l'exception de 433 bulletins nuls, tous les suffrages étaient valablement exprimés. Les candidats de l'Union des chefs et des populations du nord ont recueilli 20.316 suffrages, ceux du Comité de l'unité togolaise en ont obtenu 10.650 et ceux du Parti togolais du progrès, 10.505. L'Autorité administrante a signalé au Conseil qu'au cours des élections municipales qui ont eu lieu à Tsévié en 1952, des candidats de divers groupements politiques ont été élus. Elle a ajouté que les nombreuses élections qui se sont succédé dans le Territoire au cours des trois dernières années ont familiarisé des couches de plus en plus nombreuses de la population avec la procédure électorale et leur ont fait comprendre l'importance de l'inscription sur les listes électorales.

Selon des pétitions relatives au droit de vote, déjà examinées par le Conseil, le nombre total des électeurs inscrits dans le Territoire représentait environ 5,1 pour 100 de la population, alors que dans la colonie voisine

du Dahomey la proportion des électeurs inscrits était de 30 pour 100.

L'Autorité administrante a expliqué qu'à son avis la proportion plus élevée des électeurs inscrits au Dahomey était due au fait que l'évolution politique de ce Territoire était plus ancienne, que les femmes du Dahomey payaient des impôts — ce qui facilitait leur identification pour l'inscription sur les listes électorales — et que l'inscription des femmes sur les listes électorales n'est pas encore pleinement acceptée au Togo.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a déjà adoptées au sujet du droit de vote, ainsi que les dispositions de la résolution 750 B (VIII) de l'Assemblée générale qui a trait à la même question, constate avec satisfaction que le nombre des électeurs inscrits dans le Territoire continue à augmenter, prend acte de la déclaration du représentant de l'Autorité administrante selon laquelle l'établissement du suffrage universel des adultes entre, sans aucun doute, dans les intentions de son gouvernement, demande instamment à l'Autorité administrante d'instituer un système de suffrage universel et direct au scrutin secret, et exprime l'espoir qu'elle encouragera tous les électeurs inscrits à exercer leur droit de vote, de manière à instituer progressivement dans le Territoire un suffrage véritablement universel.*

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

En 1952, l'organisation judiciaire du Territoire était restée essentiellement identique à ce qu'elle était en 1951 et comportait une distinction fondamentale entre le droit privé et le droit public, le droit privé comprenant le droit coutumier, d'une part, et le droit écrit, d'autre part. Le droit coutumier est appliqué par les tribunaux indigènes et le droit écrit par les tribunaux français.

En ce qui concerne le droit public, les tribunaux français appliquent le Code pénal à tous les habitants, sans distinction. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, que deux justices de paix à compétence étendue, parmi les trois qui ont été instituées par le décret de 1951, avaient été ouvertes en 1953. Les appels des jugements des juridictions pénales du Togo, qui allaient auparavant devant la Cour d'appel de Dakar, vont désormais devant la Cour d'appel d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire. Le nombre des tribunaux indigènes ou coutumiers est passé de 19 à 22 au cours de 1952.

Dans le passé, le Conseil avait pris note des mesures adoptées pour décharger les fonctionnaires administratifs des fonctions judiciaires et il avait recommandé à l'Autorité administrante de former des magistrats autochtones en nombre suffisant pour occuper tous les postes judiciaires. Le rapport annuel pour 1952 indiquait que 8 boursiers du Territoire poursuivaient leurs études de droit en France. La Mission de visite de 1952 a estimé que l'exercice de la profession d'avocat ne devrait pas dépendre d'un acte du pouvoir exécutif, mais relever exclusivement de la compétence des autorités judiciaires supérieures. Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité administrante a expliqué que les avocats étaient entièrement libres dans l'exercice de leur profession, que leur nomination n'était qu'une formalité administrative venant entériner la proposition des autochtones judiciaires et que le Commissaire de la République ne pouvait rejeter ces propositions.

## Observations de membres du Conseil de tutelle ne représentant que leurs propres opinions

### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que l'évolution de la situation dans l'Afrique occidentale influerait sur le progrès politique dans toute l'Afrique et ferait beaucoup pour réduire l'acuité du problème colonial. Rappelant les vues que sa délégation avait exprimées sur l'évolution de la situation dans d'autres régions de l'Afrique occidentale, il a fait observer que le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française serait bientôt entouré de nations dotées de gouvernements autonomes. Il était facile d'entrevoir les complications auxquelles cette situation risquait de donner lieu, et qui étaient un exemple des difficultés qui pouvaient se produire lorsque deux territoires limitrophes évoluaient à un rythme différent. Le représentant des Etats-Unis a reconnu que le facteur temps était la condition essentielle d'une évolution ordonnée. Si le rythme de cette évolution devait rester régulier, il fallait néanmoins tenir compte de l'impulsion toujours plus vive du nationalisme africain. C'était là une force que l'on pouvait canaliser, mais qui ne pouvait ni ne devait être arrêtée. D'autre part, une évolution trop rapide risquait d'aboutir à une autonomie prématurée, où le communisme entrerait par la porte de service alors que l'indépendance serait jetée par la fenêtre. En bref, le rythme du progrès était l'élément le plus critique de toute évolution.

Revenant sur une déclaration du représentant de la France qui avait dit que la fin du régime de tutelle au Togo sous administration française n'empêcherait nullement ce Territoire de décider de son propre sort, que ce fût dans l'Union française ou en dehors d'elle, et qu'il appartenait à l'Assemblée territoriale de demander un référendum permettant à la population d'exercer son droit à disposer d'elle-même, le représentant des Etats-Unis a déclaré que seul l'avenir pourrait indiquer la date éventuelle de ce référendum ; il semblait toutefois que la nature des relations existant au sein de l'Union française permettrait heureusement aux Territoires sous tutelle de s'allier à la France en tant que nations souveraines et indépendantes.

Le représentant des Etats-Unis attendait avec espoir les grands événements qui se préparaient en Afrique occidentale et qui contribueraient fortement à l'avènement d'un monde dont le colonialisme serait exclu et où tous les peuples libres puiseraient une nouvelle énergie pour gagner d'autres peuples à leur philosophie de la liberté.

Le représentant de l'Inde a dit que l'Autorité administrante s'attachait bien moins à satisfaire les aspirations politiques qu'à satisfaire les besoins matériels de la population qui était d'ailleurs relativement bien pourvue ; il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ferait preuve d'autant d'énergie et d'initiative dans le domaine politique que dans les domaines économique, social et culturel.

### STATUT DU TERRITOIRE

Le représentant de l'Inde a déclaré que la théorie des territoires associés était une théorie particulière prévoyant que tout territoire était d'abord incorporé dans l'Union française, quels que fussent les vœux de sa population, mais que ces vœux devaient l'emporter plus tard, si ce territoire cherchait à quitter l'Union. La délégation indienne a estimé qu'il y avait là, non seulement



un problème de droit constitutionnel, mais aussi un problème humain qui intéressait profondément les habitants du Territoire. L'Autorité administrante ne pouvait essayer indéfiniment d'apaiser l'opinion publique en lui offrant des réformes politiques en doses homéopathiques.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que l'association avec l'Union française offrait au Territoire des avantages très importants et que les grandes traditions de la République française ne pouvaient être considérées comme un obstacle à la mise en œuvre des objectifs de la Charte. Il s'est déclaré persuadé que, lorsque les habitants du Territoire seraient appelés à faire leur choix définitif, le Gouvernement français ne manquerait pas de faire droit à toutes leurs aspirations.

Le représentant de l'Australie a dit qu'à son avis les relations existant entre le Territoire et l'Union française n'étaient pas incompatibles avec la Charte et les Accords de tutelle.

Le représentant de la Syrie a noté la déclaration du représentant de l'Autorité administrante selon laquelle l'association du Togo avec l'Union française était une association externe dans laquelle rien n'empêchait le Territoire de devenir indépendant en temps voulu. Il a rappelé ensuite que le Conseil avait examiné cette question à plusieurs reprises et qu'il avait exprimé l'avis que le Territoire ne pouvait être incorporé dans l'Union française sans le consentement plein et entier des autochtones.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante avait violé le statut spécial et distinct du Togo en tant que Territoire sous tutelle, en l'incorporant dans l'Union française; absorbé dans cette Union, le Territoire n'avait plus aucune possibilité de se développer et d'exister comme entité politique indépendante. Les intérêts du Territoire n'étaient nullement garantis à l'intérieur de l'Union française. Le Togo n'avait que trois représentants dans les organes de l'Union française et ces représentants n'exerçaient aucune influence appréciable. En conséquence, les fonctions législatives avaient été cédées à des organes du Territoire métropolitain.

Le représentant de l'Union soviétique a déclaré en outre que le Conseil devrait recommander d'instituer dans le Territoire des organes législatifs et administratifs distincts qui ne dépendraient d'aucun organe gouvernemental fondé sur l'idée de l'union du Territoire avec des colonies françaises. Il fallait prendre des mesures législatives et autres pour assurer la participation des autochtones aux organes en question.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'il était entièrement d'accord avec le représentant de la Syrie quant à la situation juridique du Territoire dans l'Union française. Répondant au représentant de l'Inde, le représentant de l'Autorité administrante a dit que le Togo aurait fort bien pu rester à l'extérieur de l'Union française. Il n'avait pas été nécessaire de l'obliger à en faire partie. Il n'y aurait eu qu'une différence: les habitants auraient été privés d'un certain nombre de privilèges — représentation au Parlement et traitement égal à celui des citoyens français dans tous les territoires de la République.

#### ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Le représentant de la Belgique a estimé que la politique de l'Autorité administrante à l'égard des coutumes et des autorités coutumières n'était pas clairement définie. Il a déclaré que la reconnaissance officielle du droit

des chefs à recevoir des prestations coutumières était une bonne chose, sauf à limiter ces prestations en tenant compte de la situation actuelle et à condition qu'il fût possible à ceux qui le voulaient de s'en libérer par des versements en espèces d'après un tarif établi par l'Administration.

Le représentant d'Haïti a déclaré, au sujet de la situation des chefs et des prestations coutumières, que, malgré la vigilance de l'Autorité administrante, ces prestations donnaient souvent lieu à des abus. A son avis, l'Autorité administrante devait étudier les suggestions de la Mission de visite, concernant la faculté de rachat de ces prestations. C'était un problème à résoudre et le Conseil devait en souligner l'importance.

Le représentant de l'Inde a dit que, dans certaines régions d'Afrique, le système tribal et les coutumes tribales avaient été mis au service de la démocratie, mais qu'au Togo, ils semblaient au contraire entraver le développement. Les prestations coutumières dues aux chefs n'avaient pas été abolies dans le Territoire et elles prenaient souvent la forme de travail forcé. Notant, en outre, que les chefs remplissaient un grand nombre de fonctions administratives, le représentant de l'Inde a pensé qu'il serait préférable que ces fonctions très variées fussent confiées à des fonctionnaires rétribués. Le chef conserverait ainsi sa situation de père de son peuple, sans disposer d'aucun pouvoir politique. Le représentant de l'Inde n'entendait nullement suggérer l'abolition du système tribal, car il se rendait bien compte des dangers économiques, sociaux et spirituels que cette mesure pourrait susciter. Il estimait seulement qu'au Togo, l'intégration du système tribal dans l'administration d'un régime démocratique était réalisée d'une manière extrêmement maladroite et peu rationnelle, c'est-à-dire d'une manière qui tendait à faire disparaître le caractère démocratique du régime.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a rappelé l'importance que l'Accord de tutelle attachait au respect des coutumes et de la culture indigènes et a déclaré que l'obligation de respecter les coutumes traditionnelles d'une part et celle de favoriser le progrès politique d'autre part n'étaient pas nécessairement incompatibles, à condition bien entendu que le processus d'adaptation ne s'effectuât pas à un rythme préjudiciable aux intérêts des autochtones.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a ajouté que le Conseil tiendrait certainement à exprimer l'espoir que le projet de loi portant création d'un Conseil de gouvernement serait adopté d'ici 1955.

Le représentant du Salvador a dit qu'il y aurait lieu d'abolir les prestations coutumières dues aux chefs et que la Mission de visite avait proposé une bonne méthode pour mettre fin progressivement aux prestations coutumières en nature ou en services. Cette proposition permettait à ceux qui le voulaient de s'acquitter en espèces. Si ce système de versements en espèces venait à se généraliser, les prestations en nature ou en services disparaîtraient graduellement.

Le représentant de l'Australie a noté avec satisfaction les propositions de l'Autorité administrante relatives à la création d'un Conseil de gouvernement.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que, malgré les avis que le Conseil avait clairement exprimés, l'Autorité administrante s'était obstinée à favoriser le système tribal dans le Territoire et avait même, par des mesures législatives, renforcé les pouvoirs des chefs de tribus. Les chefs



étaient en outre des agents de l'Administration chargés notamment de la perception des impôts et de la mise en œuvre des décisions de l'Administration.

Le représentant de l'Union soviétique a estimé que le Conseil devait attirer l'attention de l'Autorité administrante sur la nécessité d'adopter des mesures qui permettraient au Territoire de passer du système tribal — système arriéré — à un système autonome et démocratique.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que son gouvernement avait toujours respecté les coutumes et les institutions coutumières qui étaient véritablement la base essentielle de la société autochtone. Les dangers d'une désagrégation trop rapide des cadres traditionnels étaient bien connus. La politique du Gouvernement français avait donc consisté à laisser évoluer librement les coutumes sous l'influence des progrès de l'instruction et aussi du développement des relations de toute nature avec les peuples de civilisations différentes. Le législateur s'était efforcé en outre de fournir aux autochtones le moyen d'échapper à l'empire de la coutume, tant en ce qui concernait le statut personnel que le statut de la propriété. C'était la raison pour laquelle le projet de loi relatif aux institutions législatives du Togo conférerait à l'Assemblée territoriale le droit de définir les coutumes et d'organiser l'état civil des citoyens auxquels s'appliquait le droit coutumier. Ainsi, l'Assemblée territoriale deviendrait-elle la législature ordinaire pour ce qui était du droit civil togolais. Quant aux chefs, le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'ils étaient les autorités naturelles. Ils étaient à la fois le symbole et la garantie des libertés locales et, comme tels, méritaient d'être respectés tant qu'ils conserveraient la confiance des populations.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que les conseils de circonscription et les conseils municipaux avaient été créés pour favoriser l'évolution démocratique. L'Autorité administrante utilisait les chefs car ils constituaient, dans les régions encore tribalisées, le seul intermédiaire possible. Les remplacer par des fonctionnaires serait inefficace et peu judicieux, parfois même impossible — et toujours très coûteux.

Le représentant de l'Autorité administrante a fait observer que les prestations coutumières dont bénéficiaient les chefs ne présentaient pas les inconvénients que l'on avait signalés, mais il a déclaré qu'il porterait à la connaissance de son gouvernement les observations du représentant de la Belgique.

#### FONCTION PUBLIQUE

Le représentant d'Haïti a déploré le fait qu'il n'y eût qu'un seul fonctionnaire togolais dans les cadres généraux de l'Administration. On pouvait certainement trouver parmi les jeunes gens fréquentant les établissements d'enseignement supérieur de la métropole des personnes désireuses de servir dans l'Administration; le représentant d'Haïti se demandait si l'Autorité administrante les avait suffisamment encouragés à le faire.

Le représentant de la Chine a noté les efforts déployés par l'Administration pour augmenter le nombre des Africains employés dans les services administratifs. Néanmoins, il a, comme la Mission de visite, exprimé l'espoir que l'Autorité administrante assurerait à un plus grand nombre d'Africains la formation requise pour accéder aux postes élevés de l'Administration.

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'en ce qui concernait la situation politique, le plus regrettable était

peut-être qu'on ne trouvait qu'un nombre très restreint de Togolais dans l'administration. Ils occupaient une proportion infime des postes aux divers échelons, et leur nombre avait même diminué aux échelons inférieurs. Il était également décevant d'entendre dire que les Togolais instruits n'avaient aucune envie de devenir fonctionnaires. Le représentant de l'Inde était persuadé qu'ils entreraient volontiers dans l'administration si les conditions d'emploi leur paraissaient satisfaisantes et si l'on pouvait leur faire comprendre qu'en devenant fonctionnaires, ils travailleraient pour leurs compatriotes et pour leur propre gouvernement. Il ne croyait pas que les Togolais fussent incapables de s'occuper de leurs propres affaires. Il ne suffisait pas de leur en donner la possibilité, il fallait encore leur fournir certains encouragements. L'Administration devait, non seulement étendre les privilèges démocratiques parmi la population, mais également africaniser le corps des fonctionnaires. Ces deux mesures allaient de pair.

Le représentant du Salvador a estimé que, si l'Administration avait accordé une grande attention à la question de l'éducation des autochtones pour leur permettre de jouer un rôle actif et direct dans l'administration du Togo, on n'avait cependant pas encore accordé à cette question toute l'importance qu'elle méritait; l'Autorité administrante devait donc s'attacher encore davantage à la solution de ce problème particulièrement sérieux.

Selon le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, il ressortait manifestement du rapport de l'Autorité administrante que tous les postes principaux de l'Administration étaient occupés par des Européens. Les autochtones n'exerçaient que des fonctions subalternes ou purement techniques.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le nombre d'étudiants togolais ayant refusé d'entrer dans l'administration après avoir achevé leurs études était minime. Avant 1952, tous les étudiants, à quelques exceptions près, avaient postulé et obtenu des emplois administratifs. L'Administration avait été saisie de demandes d'emploi présentées par des étudiants qui allaient prochainement achever leurs études. L'Administration locale était prête à faire à l'élite togolaise la place qui lui revenait, mais pour l'équilibre même de la société, il ne fallait pas que cette élite délaissât les professions libérales.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les cadres généraux de l'Administration étaient communs à tous les territoires administrés par la France. La diminution du nombre des fonctionnaires dans les échelons inférieurs de la hiérarchie s'expliquait par le fait que les fonctionnaires possédant les titres nécessaires avaient été reclassés dans les cadres supérieurs. Cette mesure avait été approuvée et appréciée par les syndicats de fonctionnaires.

#### PARTIS POLITIQUES

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que l'accalmie politique dans le Territoire constituait un progrès encourageant; il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante suivrait la situation de très près et veillerait à assurer la liberté d'expression et de réunion, dans toute la mesure compatible avec le maintien de l'ordre public.

Le représentant du Salvador a estimé qu'il fallait prendre toutes mesures nécessaires pour diminuer, autant que possible, la tension qui existait entre le Parti

togolais du progrès et le Comité de l'unité togolaise afin que leurs relations fussent désormais empreintes de cordialité et de compréhension mutuelle.

Le représentant de l'Australie a exprimé l'espoir que les deux partis politiques opposés du Territoire feraient réciproquement preuve d'une plus grande tolérance, ce qui leur permettrait d'œuvrer plus utilement pour la cause du progrès de leur pays.

Le représentant de la Syrie, notant que les rapports entre les partis politiques étaient tendus, a rappelé les observations présentées à ce sujet par la Mission de visite. Il a exprimé l'espoir que la loi de 1881 sur les associations serait appliquée dans le Territoire avec toute l'équité et l'impartialité requises. Le système français des associations et des partis politiques était, à son avis, excellent et son application dans le Territoire permettrait à tous les partis de se développer, sans qu'un voile fût jeté sur l'activité ou sur les intentions secrètes d'un parti quelconque.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'il n'était nullement surprenant que la Mission de visite eût constaté une tension dans le Territoire. Il en a attribué la responsabilité au Comité de l'unité togolaise qui s'était employé à créer cette atmosphère et à influencer la Mission de visite. L'agitation de ce groupe visait un objectif bien connu : la réalisation de l'unité togolaise. Cette agitation n'avait pas d'autre fondement politique et ne reposait sur aucun motif d'ordre social. La poursuite de l'objectif de l'unification n'était nullement répréhensible en soi, mais l'Autorité administrante désapprouvait les procédés employés par le parti pour tenter de s'emparer du pouvoir. Elle avait toujours autorisé les réunions publiques et n'avait interdit que les manifestations sur la voie publique. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que l'agitation avait diminué, mais n'avait pas totalement disparu ; cependant, la situation au Togo n'était nullement inquiétante.

#### ASSEMBLÉE TERRITORIALE

Le représentant de la Chine a noté avec intérêt les mesures que l'Autorité administrante se proposait de prendre pour étendre les pouvoirs de l'Assemblée territoriale ; il a exprimé l'espoir que les lois prévues seraient bientôt promulguées et que le prochain rapport contiendrait des renseignements précis à ce sujet.

Le représentant de l'Inde a constaté que certains projets de réformes politiques, dont le Parlement français avait été saisi quinze mois auparavant, n'avaient pas encore fait l'objet d'une décision. Il a ajouté que ce fait ne pouvait être considéré comme un heureux présage et il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait prochainement les mesures envisagées. Le représentant de l'Inde a noté qu'à la suite de ces réformes, les divers organes élus dans le Territoire seraient presque exclusivement de caractère consultatif et délibératif et n'auraient pas de pouvoir législatif ni exécutif. En conséquence, les Togolais n'auraient pas de contrôle direct sur l'Administration qui les gouvernait.

Le représentant de l'Australie a pensé que le Conseil devait féliciter l'Autorité administrante d'avoir étendu les pouvoirs de l'Assemblée territoriale dans le cadre des lois existantes et d'avoir prévu de nouvelles dispositions pour les élargir encore davantage.

Le représentant de la Syrie a déclaré que l'Assemblée territoriale, telle qu'elle était constituée actuellement,

présentait des défauts ; en effet, elle n'était pas un organe souverain et restait placée sous le contrôle de l'Autorité administrante. L'un des objectifs du régime de tutelle était de permettre aux assemblées représentatives des Territoires sous tutelle d'agir presque sans contrôle. L'Assemblée territoriale n'avait que les caractéristiques d'une assemblée administrative et elle n'avait pas, jusqu'à présent, été saisie de questions d'ordre purement législatif. L'Assemblée avait certes le pouvoir de voter le budget, mais il existait néanmoins une différence juridique entre le pouvoir de voter le budget et celui de voter les lois. D'ailleurs, même le vote sur le budget était soumis au contrôle de l'Administration locale et on ne pouvait prétendre que l'Assemblée exerçât un pouvoir législatif. Du reste, l'Autorité administrante était allée jusqu'à reconnaître que c'était le Parlement français qui exerçait le pouvoir législatif dans le Territoire. Les pouvoirs législatifs de l'Assemblée territoriale devaient être élargis progressivement pour qu'il fût possible, en temps voulu, d'octroyer à cette Assemblée la plénitude du pouvoir législatif. Le représentant de la Syrie a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante étudierait la question.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Assemblée territoriale ne disposait d'aucun pouvoir législatif et ne pouvait même pas prendre de décision sur les questions relatives au budget local. Il a ajouté que, dans le Territoire, le pouvoir exécutif était exclusivement exercé par le Commissaire français et des fonctionnaires français.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'en dehors du droit de prendre des délibérations — c'est-à-dire des décisions — l'Assemblée disposait d'un pouvoir semblable à celui des parlements pour ce qui était de l'adoption du budget et d'autres questions analogues. Il s'agissait d'un pouvoir essentiel et il était absolument impossible de gouverner contre la volonté de l'Assemblée. Il y avait des cas d'espèce très importants où le gouvernement était tenu en échec par l'Assemblée. Le représentant de l'Autorité administrante a ajouté qu'il ne partageait pas l'opinion du représentant de la Syrie selon laquelle les attributions de l'Assemblée seraient purement administratives. Au contraire, les pouvoirs de l'Assemblée étaient indiscutablement politiques puisque tous les changements affectant le statut du Territoire lui étaient obligatoirement soumis.

#### CONSEILS DE CIRCONSCRIPTION ET COMMISSIONS MUNICIPALES

Le représentant de la Chine a noté avec intérêt le projet de réforme des conseils de circonscription et a exprimé l'espoir que les lois annoncées seraient bientôt promulguées.

Le représentant de l'Australie a constaté que l'Autorité administrante avait établi un système bien conçu d'organes représentatifs municipaux et qu'un plus grand nombre de villes avaient été érigées en municipalités.

#### DROIT DE VOTE

Le représentant de la Chine a déclaré que si l'élargissement du corps électoral était un fait important, il n'en était pas moins regrettable que le suffrage universel des adultes ne fût pas encore institué dans le Territoire.

Le représentant de l'Inde a déclaré que le système électoral laissait beaucoup à désirer. Le nombre des personnes inscrites sur les listes était encore très limité et même s'il devait atteindre 150.000 dans un proche

avenir, le corps électoral serait très loin de représenter 50 pour 100 de la population adulte. A son avis, le droit de vote devait être accordé automatiquement à tous les adultes, et au Togo, l'octroi de ce droit était subordonné à beaucoup trop de conditions. Il n'y avait aucune raison de ne pas instituer le suffrage universel des adultes de manière à supprimer la différence de traitement entre analphabètes et électeurs sachant lire et écrire ou la distinction ridicule entre les mères d'un enfant et les mères de deux enfants ou plus. Il était possible d'instituer le suffrage universel des adultes, même dans le cas de populations analphabètes, sans aboutir au chaos.

Le représentant de l'Inde a noté également que le nombre des électeurs dans le Territoire était resté limité **du fait que c'étaient les chefs de tribu** qui distribuaient les cartes d'électeurs; cette méthode lui paraissait aussi peu démocratique que possible. L'Autorité administrante se disait obligée d'avoir recours à ces autorités locales parce qu'il ne lui était pas possible d'identifier individuellement chaque électeur éventuel, mais le représentant de l'Inde ne pouvait suivre ce raisonnement, l'expérience de son pays ayant montré qu'il était parfaitement possible pour un gouvernement d'inscrire tous les adultes sur les listes électorales.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction l'augmentation du nombre des électeurs inscrits et a exprimé l'espoir que le taux d'accroissement des trois dernières années serait maintenu. Le représentant du Salvador a constaté que le nombre des électeurs du Territoire avait augmenté dans une certaine mesure.

Le représentant de la Syrie a fait observer que la loi électorale applicable dans le Territoire ne prévoyait pas le suffrage universel mais un suffrage restreint et que beaucoup d'habitants ne votaient pas. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante réussirait bientôt à instituer le suffrage universel pour les élections des représentants à l'Assemblée territoriale et au Parlement français.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait remarquer que le suffrage universel n'existait que pour les Européens et que, par suite des diverses restrictions implicites que comportait la liste des seize catégories de citoyens admis à voter, 113.000 personnes seulement étaient inscrites sur les listes électorales alors que le Territoire comptait 400.000 adultes. Cette situation exigeait, à son avis, l'introduction du suffrage universel.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que chacune des seize conditions énumérées suffisait par elle-même à assurer le droit de vote à tous les Togolais **adultes du sexe masculin**, qui pouvaient se faire inscrire sur les listes électorales sous réserve de prouver leur identité. Du fait de la coutume, il y avait peu de célibataires dans le Territoire et les Togolais qui se mariaient tard étaient souvent des sujets évolués qui pouvaient prétendre au droit de vote en raison de leur instruction.

Parlant de l'électorat des femmes, le représentant de l'Autorité administrante a reconnu que la formule actuelle, accordant le droit de vote aux mères de deux enfants et plus, était un compromis qui prêtait à la critique sur le plan des principes. Mais il valait mieux **recourir à un compromis acceptable** pour l'opinion autochtone que de heurter de front cette opinion et mettre ainsi en danger toute la cause de l'émancipation des femmes. En vertu des textes actuels, la grande majorité des femmes togolaises pouvaient voter si elles

le désiraient. Toutes les femmes de plus de 21 ans, de même que les mères de moins de deux enfants, pouvaient voter si elles savaient lire. Dans les milieux évolués, le suffrage universel des hommes et des femmes était de règle. L'institution du suffrage universel des hommes et des femmes faisait partie des projets de l'Autorité administrante. Il était subordonné à des considérations non pas politiques, mais matérielles — telles que l'établissement de cartes d'identité — et morales. La distribution des cartes électorales par les chefs n'influaient en rien sur le nombre des électeurs. Les chefs n'intervenaient pas dans l'établissement des listes électorales, qui étaient dressées suivant la procédure applicable dans la métropole. La distribution des cartes électorales n'était qu'une opération secondaire postérieure à l'inscription des électeurs.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Le représentant du Salvador a indiqué que sa délégation partageait entièrement l'avis de la Mission de visite, à savoir que l'exercice de la profession d'avocat ne devait pas dépendre d'un acte du pouvoir exécutif, mais relever de la compétence exclusive des autorités judiciaires supérieures. La délégation du Salvador a recommandé l'abolition de la peine de déportation pour crime politique, cette peine ayant un caractère antijuridique. Elle a constaté avec satisfaction que les tribunaux coutumiers avaient fonctionné d'une manière satisfaisante en 1952 et que 3 nouveaux tribunaux coutumiers avaient été créés.

Le représentant de l'Australie a été frappé par la sagesse avec laquelle l'Autorité administrante traitait le droit coutumier et en consacrait l'application dans l'administration de la justice sans désorganiser indûment le mode de vie traditionnel et les coutumes de la population.

Le représentant de la Syrie a noté qu'il existait deux genres de tribunaux dans le Territoire, les tribunaux coutumiers et les tribunaux français. Il a fait observer que l'Autorité administrante n'appliquait pas vraiment le principe de la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif aux tribunaux coutumiers et que ces tribunaux étaient présidés par des fonctionnaires. Il a estimé que ce principe devait être appliqué aux tribunaux autochtones.

Au sujet des tribunaux français, le représentant de la Syrie a estimé qu'il était contraire au principe de la séparation des pouvoirs de conférer les pouvoirs de Procureur de la République à des juges de paix à compétence étendue, qui remplissaient également les fonctions de juges d'instruction. Il a recommandé à l'Autorité administrante d'appliquer au Territoire les mêmes principes qu'en France.

Il a constaté qu'il n'y avait pas de cour d'appel dans le Territoire et que les appels des jugements rendus par des magistrats à compétence étendue devaient être portés devant une cour d'appel extérieure. Il a vu là une anomalie judiciaire peu conforme aux dispositions de l'Accord de tutelle. Il a également noté que la Cour de cassation pouvait, non seulement infirmer un jugement rendu par un tribunal du Territoire sous tutelle, mais également renvoyer l'affaire à un tribunal extérieur au Territoire sous tutelle. Tout en reconnaissant la valeur de la Cour de cassation française, il pensait que cette dernière ne devait pas connaître des jugements rendus par les tribunaux du Territoire, lequel devait avoir sa propre Cour de cassation. Si cette réforme

paraissait prématurée, le représentant de la Syrie estimait que la Cour de cassation de France devait renvoyer toute affaire jugée par un tribunal du Territoire à une autre juridiction du Territoire plutôt qu'à un tribunal extérieur.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que les tribunaux du Territoire étaient composés de fonctionnaires de l'Administration française, de chefs de tribu et de notables; il était évident, par conséquent, que le système judiciaire était antidémocratique.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que l'organisation des tribunaux coutumiers permettait aux chefs et aux notables de dépasser le stade de la conciliation et de rendre des jugements, renvoyant ainsi les autochtones à leurs juges naturels. En réponse aux observations du représentant de la Syrie concernant la séparation des pouvoirs, il a admis qu'il y avait une légère dérogation à ce principe dans le cas des tribunaux coutumiers. Cette dérogation était due à la compétence limitée de ces juridictions et aux pouvoirs restreints des chefs ou des notables qui les composaient. Il y avait déjà un début de spécialisation du juge coutumier qui conduirait à l'application effective du principe de la séparation des pouvoirs.

Parlant des juges de paix à compétence étendue, le représentant de l'Autorité administrante a expliqué qu'ils pouvaient être amenés à intervenir comme procureurs de la République mais qu'ils ne perdaient pas pour autant leur statut distinct de magistrats du siège. Il a ajouté que les magistrats étaient entièrement libres de formuler leurs conclusions selon leur conscience et il a rejeté la critique fondée sur le fait que les juridictions togolaises relèvent, pour l'appel, d'une juridiction supérieure installée dans un autre territoire d'outre-mer. Actuellement, les juridictions du Togo étaient des juridictions françaises et le représentant de l'Autorité administrante ne voyait ni irrégularité ni illogisme à ce qu'elles fussent contrôlées par d'autres juridictions françaises, quel qu'en fût le siège, étant bien entendu que ces juridictions étaient indépendantes du pouvoir politique.

Le représentant de l'Autorité administrante a également déclaré que l'Administration n'exerçait aucun contrôle sur la Cour d'appel d'Abidjan qui jugeait tous les appels avec la même impartialité, de quelque territoire qu'ils puissent provenir. Il en était de même pour la juridiction de renvoi. Le représentant de l'Autorité administrante avait ajouté qu'avec le développement de la vie économique du Territoire, il faudrait rapprocher la juridiction d'appel du Togo. Pour le moment, toutefois, une telle mesure serait vraiment inutile pour la bonne administration de la justice et entraînerait une réduction des dépenses d'investissement nécessaires au progrès économique du Territoire. Ces considérations étaient également valables en ce qui concernait la création d'une Cour de cassation.

En réponse aux observations du représentant du Salvador, le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'un barreau du type classique serait institué au Togo dès qu'il existerait une Cour d'appel à Lomé, mais que, pour le moment, l'institution des avocats défenseurs fonctionnait d'une manière satisfaisante. Quant à la question de la déportation, le représentant de l'Autorité administrante a répondu que cette peine n'avait pas été inventée pour le Togo, mais figurait dans le code pénal de l'Autorité administrante.

### III. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'Autorité administrante a indiqué que l'effort de production s'était légèrement ralenti en 1952 par suite de la stabilisation, sur le marché mondial, du prix des produits agricoles d'exportation récoltés dans le Territoire. Le total de ces récoltes s'est élevé à 27.067 tonnes, ce qui représente une augmentation de 269 tonnes seulement par rapport au total de l'année 1951. L'une des préoccupations dominantes de l'Administration est donc toujours d'accroître la production, pour permettre au Territoire de financer par ses propres ressources son développement économique et social. Ainsi, un nouveau plan quadriennal de développement, qui était à l'étude en 1952, prévoyait des fonds principalement pour le développement de la production et de la productivité agricoles et industrielles.

##### AGRICULTURE ET ÉLEVAGE

Le rapport pour l'année 1952 indique que la production agricole a augmenté par rapport à l'année précédente. La production vivrière a été excellente en général: elle est passée d'un total de 665.516 tonnes en 1951 à 864.145 tonnes en 1952. Les cultures commerciales ont légèrement progressé, passant de 79.480 tonnes en 1951 à 80.028 tonnes en 1952.

A sa onzième session, le Conseil avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante intensifierait ses efforts pour diffuser les connaissances agricoles parmi les fermiers autochtones. Poursuivant ses efforts pour améliorer les méthodes indigènes de culture, l'Autorité administrante a signalé qu'elle avait créé, dans le cadre du plan décennal de développement, de nouveaux établissements pilotes destinés à montrer à la population les avantages de la culture mixte. Trois fermes ou stations agricoles continuent leur activité en matière de conservation du sol et d'amélioration des cultures vivrières, notamment du palmier à huile et du cacaoyer. En 1952, on a également continué la campagne de protection phytosanitaire. On a créé une féculerie de manioc et une usine d'extraction de l'huile de palme.

La Mission de visite de 1952 s'est déclarée satisfaite des mesures prises par l'Autorité administrante en ce qui concerne l'agriculture et l'a félicitée d'avoir créé des fermes-écoles et des centres pilotes, accordé une aide efficace à l'agriculture, distribué des semences et entrepris la formation agricole des autochtones. Elle a estimé que l'Autorité administrante pourrait étudier la possibilité de garantir au producteur local un prix rémunérateur et suffisamment stable pour ses produits agricoles. Elle a été d'avis qu'il convenait de prendre des mesures pour contrôler les prix que les revendeurs paient au producteur local. Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité administrante a déclaré qu'un prix suffisamment rémunérateur avait pu être fixé, pour le coton et l'huile d'arachide, grâce aux prix garantis en France, et, dans d'autres cas, grâce au rôle stabilisateur joué par les sociétés de prévoyance, qui groupent les vendeurs de façon à assurer de meilleurs prix. En outre, ces sociétés avaient fondé, dans certaines circonscriptions, des coopératives d'achat permettant de contrôler les prix pratiqués par les revendeurs.



Sur le montant des crédits ouverts, au titre du plan décennal de développement, pour le développement de la production — soit 177.120.000 francs CFA — 80 pour 100 ont été consacrés à l'agriculture. C'est dans le cadre de ce programme qu'ont été créés et que fonctionnent les fermes ou stations agricoles et les centres pilotes. La production agricole bénéficie également de l'aide du Compte de soutien et d'équipement de la production agricole locale, financé au moyen de taxes acquittées par les exportateurs. En 1952, on a consacré 35 millions de francs CFA à des subventions aux producteurs de café, de noix de coco, de cacao, de noix de palme, d'huile de palme et de tapioca, à la protection phytosanitaire, à la distribution de semences et plants sélectionnés, à l'achat de machines, etc.

En 1952, on estimait que le cheptel du Territoire comprenait 260.254 moutons, 200.023 chèvres, 175.409 porcs et 103.991 bovins. Le rapport annuel signale que les services techniques intéressés se sont continuellement préoccupés de lutter contre les épizooties du bétail et d'améliorer la nourriture, la sélection des animaux ainsi que l'élevage proprement dit.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il a formulée à sa onzième session au sujet de l'agriculture, note avec satisfaction la diversification accrue des cultures d'exportation et félicite l'Autorité administrante d'avoir créé des fermes-écoles et des centres d'expérimentation. Il estime néanmoins que l'Autorité administrante devrait intensifier ses efforts pour faire connaître aux autochtones les méthodes modernes d'agriculture qui peuvent être employées dans le Territoire et pour persuader les autochtones d'adopter ces méthodes.*

*Le Conseil fait sienne l'opinion de la Mission de visite de 1952, selon laquelle l'Autorité administrante devrait étudier la possibilité de garantir au producteur local un prix rémunérateur et suffisamment stable pour ses produits et prendre des mesures pour contrôler les prix que les revendeurs paient au producteur local.*

#### TERRES ET RÉGIME FONCIER

L'Autorité administrante a souligné l'importance que revêt l'extension de l'immatriculation des terres du Territoire ; en effet, les cultivateurs ne peuvent obtenir un prêt que s'ils offrent une garantie additionnelle sous forme d'hypothèque. Inversement, l'inscription d'hypothèque ne peut être faite que pour des immeubles immatriculés au registre foncier. Le nombre des immatriculations a continué à augmenter au cours de l'année 1952 et s'est accru de 118 unités par rapport à l'année antérieure pour passer à 344 au total. Le rapport annuel indique cependant que le régime foncier le plus répandu est la tenure indigène qui limite les droits de l'individu à l'usus et au fructus et qui lui interdit de vendre la terre ou d'en disposer de toute autre manière.

En 1952, deux Européens seulement ont reçu des titres fonciers pour des terrains urbains. La superficie des terres détenues sous concessions par des non-autochtones était de 565,64 hectares dont 218 hectares détenus par des missions religieuses.

#### FORÊTS

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait à prendre des mesures pour faire comprendre à la

population l'importance de la conservation des forêts dans l'intérêt même du Territoire, de façon que l'opposition locale puisse être bientôt surmontée. D'après le rapport pour 1952, le domaine forestier du Territoire couvre une superficie de 164.000 hectares. Si ce chiffre marque un accroissement de 59.000 hectares par rapport à 1951, l'Autorité administrante signale cependant qu'il ne représente que 3 pour 100 de la superficie du pays et 7,2 pour 100 de la surface boisée. Elle signale d'autre part qu'en 1952, contrairement aux années précédentes, le classement des zones boisées ne s'est pas heurté à l'opposition des populations. On a élaboré des avant-projets pour le classement d'une nouvelle zone forestière de 100.000 hectares en 1953. On a continué les coupes de tecks, une partie des bois abattus allant aux collectivités autochtones et l'autre partie allant au Territoire.

#### INDUSTRIE ET MINES

A part les ateliers du chemin de fer, les ateliers de réparation d'automobiles et la centrale électrique de Lomé, toutes les installations industrielles — usines d'égrenage de coton et de kapok, savonnerie, usine de préparation de coco râpé, nouvelles usines de fabrication de tapioca et d'extraction d'huile — traitent tous les produits agricoles. Les producteurs agricoles utilisaient, en 1952, 36 motoconcasseurs à palmistes, 57 motodécortiqueurs à café, 298 moulins à maïs et de nombreuses motorâpes à tapioca. A sa onzième session, le Conseil avait noté avec satisfaction que les industries secondaires du Territoire étaient en progrès, et il avait exprimé l'espoir que la tendance actuelle serait maintenue.

On sait que le Territoire possède des gisements de chromite, de fer, de phosphate et de bauxite, mais jusqu'ici aucun d'entre eux n'a été exploité. Le Conseil a été informé que l'on procédait à des études pour déterminer si l'exploitation de ces gisements serait rentable. A sa neuvième session, le Conseil de tutelle avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante fournirait des renseignements sur les mesures prises pour reconnaître l'importance et la valeur des dépôts miniers dans le Territoire. L'Autorité administrante a déclaré que, dans l'état actuel des recherches, il était impossible de déterminer l'importance même approximative des ressources minérales et par conséquent d'établir un plan d'exploitation. Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite pour 1952, l'Autorité administrante a déclaré que de récentes prospections effectuées dans la région d'Anécho avaient permis de déceler d'importants gisements de phosphates de teneur très élevée et que la production annuelle pourrait atteindre 300.000 tonnes.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil note le progrès de l'industrialisation du Territoire, notamment la construction d'usines pour le traitement de l'huile de palme et du tapioca ; il exprime l'espoir, comme il l'a déjà fait à sa onzième session, que le développement actuel des industries de transformation se poursuivra, afin que l'économie du Territoire puisse se développer en se diversifiant.*

#### COMMERCE EXTÉRIEUR

Au cours de la période 1949-1952, les exportations et les importations ont atteint les chiffres suivants :



	Tonnage (Tonnes)	Valeur (Millions de francs CFA)
a) <i>Exportations:</i>		
1949.....	27.322	845
1950.....	44.488	1.528
1951.....	43.960	2.699
1952.....	40.603	2.081
b) <i>Importations:</i>		
1949.....	38.432	1.454
1950.....	45.105	1.624
1951.....	57.115	2.331
1952.....	48.931	2.331

Contrairement à l'année précédente, la balance commerciale a été défavorable en 1952; le déficit s'est élevé à 250 millions de francs CFA. Le fléchissement de la valeur totale des exportations est attribuable à la diminution de la valeur et de la quantité des exportations de copra, de noix de palme, de noix de karité, de coton, de cacao et de peaux.

La valeur des importations a été pratiquement la même qu'en 1951. Cependant, les importations ont diminué de 8.000 tonnes et l'Autorité administrante indique qu'il faut attribuer ce fléchissement à une forte diminution des importations de ciment, de sel, de sucre et de farine.

Pour ce qui est des principales exportations, la situation a été la suivante:

	Tonnage (en tonnes)	
	1951	1952
Graines de coton.....	2.531	2.813
Amandes de palme.....	7.526	8.156
Cacao.....	5.250	4.961
Amandes de karité.....	2.264	571
Copra.....	6.212	2.271
Coton (égrené).....	2.187	1.927
Tapioca.....	49	3.368
Noix de coco râpé.....	149	231
Kapok (égrené).....	342	227
Arachides (décortiquées).....	3.473	3.714
Café.....	3.432	2.593
Animaux vivants.....	3.574	3.793
Poissons secs et fumés.....	1.477	1.043
Farine de manioc.....	3.162	2.462

Soixante-deux pour 100 des exportations en poids et 68 pour 100 des exportations en valeur se sont dirigées vers les pays de l'Union française. Le principal fournisseur de marchandises importées a été la France, dont les produits ont représenté 45,7 pour 100 en poids et 51 pour 100 en valeur des importations totales du Togo.

#### SOCIÉTÉS INDIGÈNES COOPÉRATIVES ET DE PRÉVOYANCE

En 1952, il y avait dans le Territoire deux coopératives agricoles et une coopérative de consommation, qui groupaient au total 515 adhérents. Une autre coopérative était en voie de création.

A des sessions antérieures, le Conseil avait félicité l'Autorité administrante d'avoir créé des coopératives pour la population autochtone, mais il avait noté avec regret que le développement des coopératives était encore un peu lent. Il avait cependant pris acte des assurances données par l'Autorité administrante, à savoir qu'elle continuerait à encourager la création de coopératives et s'efforcerait de former le personnel nécessaire. Dans son rapport de 1952, l'Autorité administrante a déclaré qu'au cours de l'année, 2 autochtones et un fonctionnaire de la France d'outre-mer avaient

suivi un stage de coopératives en France. D'autres encore devaient suivre un stage analogue en 1953.

L'Autorité administrante a fait savoir à la Mission de visite de 1952 que la situation des coopératives avait subi peu de changements en 1951 et 1952, parce que la population autochtone ne semblait guère disposée à participer à des entreprises de ce genre. La Mission a estimé qu'il conviendrait de recourir à la propagande pour montrer aux habitants les bienfaits qu'ils pourraient retirer de ces coopératives.

Au cours de l'année 1952, les prêts accordés par le Fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance ont atteint un total de 2.616.000 francs CFA, soit 86 pour 100 de son revenu annuel. Comme on l'a déjà indiqué en 1951, un décret visant à transformer le Fonds commun en un véritable organisme de crédit agricole, artisanal et immobilier est à l'étude. Dès que ce décret sera adopté, une première mesure importante consistera à transférer de la Caisse centrale au Fonds commun la somme de 30 millions de francs CFA, ce qui permettra d'augmenter considérablement le montant des prêts accordés en vertu de ce programme.

#### FINANCES PUBLIQUES ET IMPÔTS

Selon le rapport de 1952, les recettes et les dépenses se sont élevées en 1952 à 1.480 millions et à 1.687 millions de francs CFA, respectivement. En 1951, les chiffres correspondants avaient été de 1.495 millions de francs CFA pour les recettes et de 1.422 millions pour les dépenses.

Le revenu se composait principalement d'impôts directs et de taxes assimilées (16,6 pour 100); du revenu douanier, d'une taxe sur les ventes fixée à 2 pour 100 et de diverses autres taxes (57,4 pour 100), ainsi que d'un prélèvement sur la Caisse de réserve de la France d'outre-mer (13,5 pour 100). Les dépenses comprenaient la rémunération du personnel (45,4 pour 100), la main-d'œuvre et le matériel (13 pour 100), les frais généraux (12,86 pour 100) et les frais d'équipement (16,04 pour 100). Le déficit a été évalué à environ 200 millions de francs CFA en 1952, alors qu'en 1951 il y avait eu un excédent de 73 millions, et le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, que cet état de choses était dû à l'augmentation des dépenses relatives aux allocations familiales et aux traitements des fonctionnaires autochtones.

#### PLAN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les dépenses effectuées au titre du plan de développement décennal ont atteint, en 1952, 422 millions de francs CFA. L'année 1952 a marqué la fin de la première étape du plan de développement dont l'exécution avait commencé en 1947. L'Autorité administrante a déclaré qu'au cours de la deuxième étape, elle chercherait à assurer la pleine utilisation de l'équipement et des installations créées jusqu'ici en vertu de ce plan, en favorisant l'augmentation de la production et du rendement dans l'agriculture et dans l'industrie. Elle s'attacherait moins à l'aspect social du développement, auquel elle a jusqu'ici consacré 36 pour 100 des fonds affectés au plan économique.

Pendant l'année 1952, l'Autorité administrante a continué à mettre en œuvre divers plans concernant l'agriculture, l'élevage, la construction des chemins de fer, des ponts et chaussées, les services postaux, les communications, les services de santé, les écoles et l'approvi-

sionnement en eau. Le rapport pour l'année 1952 contient en outre une liste des objectifs atteints au cours de la première étape du plan décennal. Il signale notamment l'ouverture de nombreuses écoles et dispensaires.

### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

#### **CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES**

Le représentant de la Chine s'est déclaré satisfait de la prospérité générale qui régnait dans le Territoire et frappé de l'essor remarquable de la production agricole. Il a estimé que le Territoire avait un besoin urgent de routes et de ponts, à en juger par les nombreuses pétitions que la Mission de visite avait reçues à ce sujet.

Le représentant de l'Inde a déclaré que, dans l'ensemble, la situation économique du Territoire semblait assez satisfaisante, mais que les Togolais devaient participer davantage au commerce d'exportation et d'importation. Il semblait également nécessaire de redoubler d'efforts afin de multiplier les petites industries artisanales, qui pouvaient apporter au cultivateur une aide économique et psychologique. L'industrialisation d'un territoire n'était certes pas un bienfait sans mélange, mais on devait rechercher un certain équilibre entre l'agriculture et l'industrie; c'est pourquoi le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que la prospection des gisements de bauxite et de phosphates se poursuivrait activement.

Le représentant du Salvador a estimé que le Territoire était pauvre en ressources naturelles. Il a été d'avis que cette pauvreté même devait inciter à ne rien négliger pour réaliser l'équilibre économique. Il a félicité l'Autorité administrante d'avoir encouragé systématiquement la culture et la production des denrées qui se vendent à bon prix sur les marchés mondiaux. Il était fort important que l'Administration accordât la priorité à la construction de routes afin de donner accès aux régions que l'absence de communications privait actuellement de débouchés pour leurs produits.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation économique du Territoire se caractérisait par l'absence totale d'industries et par une agriculture extraordinairement arriérée. Les rares entreprises que comptait le Territoire appartenaient à des Européens. Les matières premières qui pourraient donner lieu à une industrie étaient exportées, notamment le coton. Ainsi le Territoire sous tutelle en était-il réduit au rôle de simple fournisseur de matières premières de la métropole. La production agricole destinée à la vente était exportée à bas prix. Les autochtones dépendaient entièrement des grandes sociétés européennes qui vendaient à des prix très élevés les produits importés et achetaient à bas prix les produits agricoles destinés à l'exportation.

#### **AGRICULTURE ET ÉLEVAGE**

Le représentant d'Haïti a fait observer que l'Autorité administrante devait accorder tous ses soins à l'agriculture, même si la famine ne menaçait pas actuellement le Territoire. Il convenait d'accroître la production destinée à l'exportation, afin de pouvoir acquérir les devises nécessaires à l'achat d'outillage industriel. Le représentant d'Haïti a exprimé l'espoir que, pour encourager les autochtones à améliorer leurs méthodes agricoles, l'Autorité administrante les familiariserait avec les

résultats obtenus par les stations expérimentale d'agriculture.

Le représentant du Salvador a déclaré que sa délégation voyait avec une vive satisfaction que l'Administration s'attachait à perfectionner les méthodes traditionnelles d'agriculture et d'élevage.

Le représentant de l'Australie a noté l'accroissement de la production agricole et la plus grande variété de cultures destinées à l'exportation.

Le représentant de la Syrie a déclaré que l'Autorité administrante devait avant tout développer l'agriculture du Territoire.

#### **TERRES ET RÉGIME FONCIER**

Le représentant de la Syrie a déclaré que la propriété au Togo sous administration française, demeurait liée à des coutumes et traditions anciennes qui ne répondaient pas aux vœux actuels des populations et qui ne permettaient pas de développer la richesse du Territoire. Tant que la propriété demeurerait à l'état collectif ou tribal, le sol ne pourrait être exploité comme il convenait. Il a préconisé l'application d'un système général de cadastre, qui aurait pour effet de préciser les titres des détenteurs de terrains et de liquider les droits qui existaient sur ces terrains, antérieurement à la promulgation de la loi. Une semblable réforme serait dans l'intérêt des paysans et des propriétaires eux-mêmes, car si l'on devait continuer à appliquer le système de la propriété collective, aucun progrès ne pourrait être réalisé dans l'exploitation des terres.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante persistait à aliéner systématiquement les terres des autochtones. Pour ce faire, elle avait souvent recours au prétexte du classement dans le domaine forestier. L'Autorité administrante avait prétendu que le classement s'effectuait avec le plein accord des autochtones, mais les pétitions et les déclarations du représentant spécial montraient clairement que les autochtones n'étaient pas consultés à ce sujet et que l'aliénation avait lieu sans leur consentement préalable. Le Conseil devait défendre les droits des autochtones sur les terres qu'ils exploitaient et appeler l'attention de l'Autorité administrante sur le caractère inadmissible de sa politique tendant à priver les autochtones de leurs terres.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le système de cadastre suggéré par le représentant de la Syrie était appliqué dans le Territoire et il a fait observer que dans les zones plantées en espèces vivaces, on constatait une tendance de plus en plus marquée à la propriété individuelle des terres sous le régime de l'immatriculation.

Le représentant spécial a repoussé l'assertion du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, selon laquelle les terres des autochtones seraient systématiquement aliénées; il a fait observer que le Togo était, au contraire, le Territoire où la superficie des terres aliénées était la plus faible. En outre, le régime foncier préservait efficacement les intérêts des autochtones. Le classement des forêts, loin de constituer une aliénation de terres, servait à préserver des massifs forestiers qui se dégradaient rapidement.

#### **FORÊTS**

Le représentant de la Belgique s'est déclaré satisfait des progrès du reboisement, tâche qui lui paraissait

capitale pour l'avenir du Territoire. Il a noté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait réussi à persuader l'Assemblée territoriale, au cours de l'année envisagée, à consentir au classement des forêts.

#### INDUSTRIE ET MINES

Le représentant d'Haïti a estimé que les efforts déployés par l'Autorité administrante pour mettre en valeur le Territoire devaient tendre notamment au développement de l'industrie et, qu'à cette fin, elle devait construire, à côté des usines d'égrenage de coton qui existaient déjà, des huileries utilisant les graines de coton. Il a également préconisé la création d'une industrie du cacao.

Le représentant de l'Australie a constaté les progrès accomplis dans l'industrialisation du Territoire; en particulier, la construction d'usines pour le traitement de l'huile de palme et du tapioca était une mesure encourageante.

Le représentant de la Syrie a estimé que le rythme actuel du développement de l'industrie offrait peu de garanties pour l'avenir. Il a recommandé à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour développer l'industrialisation du pays.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que, s'il avait été impossible jusqu'alors de créer une industrie lourde dans le Territoire, c'était en raison de la pauvreté du Territoire en sources d'énergie, sans lesquelles une telle industrie ne pouvait être rentable.

#### COMMERCE EXTÉRIEUR

Le représentant du Salvador a estimé qu'il convenait de rechercher une solution satisfaisante aux difficultés que rencontraient certaines maisons indigènes d'exportation du fait que les licences d'exportation, attribuées par concours, étaient monopolisées par les sociétés européennes aux ressources et aux capitaux plus considérables.

Le représentant de la Syrie a noté que le système actuel des licences d'importation et d'exportation ne s'appliquait qu'aux produits et aux marchandises qui ne provenaient pas de la métropole. Du fait de l'union monétaire entre la métropole et le Togo, les produits français pouvaient pénétrer dans le Territoire sans licence d'importation; en conséquence, il pouvait y avoir une certaine inégalité de traitement dont bénéficiait la métropole. L'Autorité administrante devait étudier cette question. Si le système des licences devait être maintenu, il devait s'appliquer à tous les pays, y compris la métropole.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que le système de licences proposé par le représentant de la Syrie ne pourrait être appliqué dans la pratique. Il a appelé l'attention du Conseil sur le problème des devises et a exprimé l'avis que toute solution aboutirait soit à imposer à la métropole, qui supportait déjà des obligations financières très lourdes, des charges qui deviendraient intolérables, soit à compromettre le développement du Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les prix payés aux producteurs ne dépendaient pas de la volonté de l'Administration locale. Ces prix, calculés en fonction des prix mondiaux, variaient suivant les produits et l'éloignement du lieu de collecte. Il a fait observer que, dans le cas du coton, le producteur percevait environ 63,6 pour 100 et, dans le cas du cacao, 81,3 pour 100 du prix f.o.b.

#### SOCIÉTÉS INDIGÈNES COOPÉRATIVES ET DE PRÉVOYANCE

Le représentant du Salvador a estimé que le Conseil devait recommander à l'Autorité administrante d'encourager autant que possible le développement des coopératives.

Le représentant de l'Australie s'est déclaré déçu par l'échec des efforts considérables déployés par l'Autorité administrante en faveur des coopératives; il faudrait aux autochtones un certain temps pour s'habituer à ce système. Il a constaté que l'Autorité administrante avait pris des dispositions pour que des autochtones pussent s'initier aux techniques coopératives en France; si ces mesures recevaient la publicité voulue, elles devaient permettre de développer les coopératives dans le Territoire.

#### FINANCES PUBLIQUES ET IMPÔTS

Le représentant de la Chine a estimé que le Conseil pouvait vouloir exprimer sa satisfaction de l'abolition de l'impôt personnel direct.

Le représentant de la Syrie a fait observer que le Territoire n'avait pas le privilège de l'émission et que les billets de banque qui y avaient cours circulaient également dans d'autres Territoires. Un projet de loi à ce sujet était actuellement à l'étude devant le Parlement français. Il fallait prendre en considération les intérêts économiques du Territoire, car si celui-ci entretenait des rapports économiques et financiers trop étroits avec d'autres territoires, des négociations longues et difficiles seraient nécessaires lorsqu'il accèderait à l'indépendance.

Le représentant de la Syrie a estimé que le régime d'imposition en vigueur dans le Territoire n'était pas un système moderne. Reconnaisant que l'Autorité administrante avait réalisé des progrès à cet égard, il a exprimé l'espoir que ces progrès se poursuivraient.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les réalités économiques et financières ne permettaient pas de créer un institut d'émission propre au Territoire. Les intérêts du Togo étaient entièrement protégés par le statut de la Banque de l'Afrique occidentale, et le Territoire recevait une part équitable des bénéfices réalisés par cette banque dans ses opérations d'émission monétaire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a précisé que l'Autorité administrante avait déjà pris les mesures que le représentant de la Syrie avait suggérées en ce qui concernait la modernisation du régime des impôts. Elle avait notamment aboli l'impôt de capitation en le confondant avec l'impôt général sur le revenu, de sorte que la population autochtone ne payait qu'un minimum d'impôts. L'assiette de l'impôt ne pourrait être modifiée que progressivement, avec la généralisation de l'état civil. Enfin, la taxe sur les véhicules avait été abolie en 1953.

#### PLAN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le représentant de la Chine a constaté avec satisfaction que si le deuxième plan de quatre ans tendait essentiellement à poursuivre le développement de la production, les routes et les ponts avaient la priorité dans les attributions de crédits.

#### IV. — PROGRES SOCIAL

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### LIBERTÉS FONDAMENTALES

La jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales est légalement garantie à tous les habi-

tants du Territoire. Afin de maintenir l'ordre public, l'Autorité administrante a pris le parti de réglementer certaines activités politiques.

Le Conseil a déjà eu l'occasion d'étudier plusieurs pétitions, émanant notamment de partisans du mouvement d'unification, où il était dit que l'Autorité administrante avait pris, dans la pratique, des mesures injustifiées pour restreindre l'exercice des libertés fondamentales. En examinant certaines de ces pétitions, à sa douzième session, le Conseil avait pris acte de déclarations de l'Autorité administrante selon lesquelles les allégations de persécution politique étaient dénuées de fondement; dans d'autres cas il avait décidé qu'il n'y avait pas lieu d'intervenir puisque les tribunaux du Territoire étaient compétents pour connaître des affaires en question; dans un cas, enfin, il avait fait sienne une suggestion de la Mission de visite de 1952 qui recommandait à l'Autorité administrante de prendre des mesures pour empêcher les fonctionnaires de police d'abuser de leur autorité.

Les membres de la Mission de visite de 1952 n'ont pu se mettre d'accord sur la question de la liberté de parole, de réunion et de circulation. Deux d'entre eux regrettaient de ne pouvoir s'exprimer satisfaits, mais reconnaissaient que la tension politique qui était à l'origine de nombreuses plaintes était due, souvent, à des malentendus entre l'Autorité administrante et les chefs de certains partis politiques. Un autre membre de la Mission estimait au contraire que cette tension résultait des nombreuses élections organisées dans le Territoire pendant les trois dernières années, de la perte d'influence du Comité de l'unité togolaise qui, à son avis, avait amené le Comité à adopter une attitude hostile tant vis-à-vis de l'Autorité administrante que du parti adverse, et du fait que les programmes politiques des deux partis étaient diamétralement opposés. Il ajoutait que l'Autorité administrante n'avait jamais interdit les réunions publiques mais que, soucieuse de maintenir l'ordre public, elle avait refusé de mettre à la disposition des partis les locaux de la municipalité de Lomé.

Dans un autre passage de son rapport, la Mission a proposé à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour empêcher les fonctionnaires de la police d'abuser de leur autorité. La Mission ajoutait que les enquêtes auxquelles elle s'était livrée avaient montré que de nombreuses allégations ayant trait à des voies de fait, à des arrestations et à des emprisonnements contenaient des allégations inexactes; elle a constaté en outre 38 cas de faux parmi les communications qui lui avaient été adressées.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité administrante a déclaré que l'arrivée de la Mission dans le Territoire avait eu pour effet d'exaspérer les passions politiques; c'est ainsi que le calme, qui régnait dans le Territoire jusque-là, avait pu apparaître momentanément troublé. L'Autorité administrante a ajouté que le Comité de l'unité togolaise espérait, par ses interventions et ses pétitions auprès de la Mission, créer l'illusion qu'il constituait le parti le plus important du pays et que la Mission avait pu se rendre compte par elle-même, d'après le nombre des communications qui lui avaient été adressées et le nombre des audiences qu'elle avait pu accorder, que la liberté de parole et de mouvement était entièrement respectée dans le Territoire et n'était limitée que par les exigences de l'ordre public.

L'Autorité administrante a ensuite déclaré que la liberté de la presse, qui était un fait incontestable, était

définie et réglementée par la loi de 1881, qui ne prévoit de sanctions que dans les cas particuliers où, par voie de presse, l'ordre public ou le respect de l'individu est menacé. Les cas de cette nature relèvent exclusivement de la compétence des autorités judiciaires. Les réunions privées aussi bien que les réunions publiques sont entièrement libres; la jurisprudence admet toute fois qu'elles peuvent être interdites dans certains cas tout à fait exceptionnels où l'ordre public est menacé mais aucune interdiction de cette nature n'a jamais eu à être prononcée dans le Territoire. Les réunions publiques sur la voie publique sont par contre légalement interdites; quant aux manifestations, cortèges et défilés sur la voie publique, ils doivent être déclarés au préalable et sont autorisés dans certaines conditions. En terminant, l'Autorité administrante a déclaré que dans certains cas, certaines personnes avaient pu confondre les règlements applicables aux diverses catégories de réunions mais qu'il était plus vraisemblable que d'autres personnes avaient volontairement exploité ces confusions possibles à des fins de propagande.

Le Conseil a trouvé d'autres plaintes du même genre dans les pétitions dont il était saisi à sa treizième session<sup>350</sup>.

Dans les observations qu'elle a présentées sur ces nouvelles pétitions, l'Autorité administrante a déclaré, entre autres choses, que la liberté de parole, de presse et de réunion était complète dans le Territoire et elle a réfuté toutes les allégations relatives à de prétendues mesures qu'elle aurait prises pour interdire des réunions. Toutes les manifestations organisées dans le cadre de la loi se sont déroulées dans une atmosphère de liberté complète; dans bien des cas, l'intervention de la police a permis aux partis intéressés de tenir leur réunion sans avoir à craindre les manifestations du parti adverse<sup>351</sup>.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant qu'en 1952 la Mission de visite a proposé que l'Autorité administrante prenne des mesures pour empêcher les policiers chargés du maintien de l'ordre aux réunions publiques d'abuser de leur autorité, et notant également les déclarations de l'Autorité administrante selon lesquelles ces mesures ont depuis été prises, recommande que l'Autorité administrante accorde à cette question une attention constante et exprime l'espoir que les participants aux réunions publiques tiendront dûment compte, dans leur comportement, de la nécessité de ne pas troubler l'ordre public.*

#### CONDITION DE LA FEMME

Le Conseil de tutelle a reconnu qu'il était nécessaire d'améliorer la condition de la femme dans le Territoire. A sa septième session, il avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait les mesures nécessaires à cet effet. A sa onzième session, le Conseil avait exprimé sa satisfaction devant l'amélioration de la condition de la femme. Le rapport pour 1952 indique que 164 femmes faisaient partie des services administratifs, que les deux principaux partis politiques avaient organisé des sections féminines, que les Conseils municipaux de Lomé, de Palimé et d'Atakpamé comprenaient une femme chacun et qu'une femme autochtone diplômée en médecine était revenue dans le Territoire.

<sup>350</sup> T/PET.7/350 et Add.1 à 5; T/PET.7/351 et Add.1 et 2; T/PET.7/352; T/PET.7/354 et Add.1 à 4; T/PET.7/357; T/PET.7/359 et 365 et T/COM.7/1.13.

<sup>351</sup> T/OBS.7/10 et Add.1.

La loi instituant le Code du travail, pour lequel le Conseil avait marqué son intérêt au cours de ses sessions précédentes, a été adoptée et promulguée dans le Territoire. Selon l'Autorité administrante, la loi, qui devait être mise en œuvre par une série d'arrêtés prévus pour l'année 1953, fera bénéficier les salariés africains de droits et garanties analogues à ceux dont jouit la main-d'œuvre métropolitaine. L'Autorité administrante a signalé que la législation en vigueur garantissait déjà aux travailleurs un salaire minimum, des congés payés et le droit syndical.

La Mission de visite de 1952 a été informée que le nouveau Code du travail donnerait force de loi à certains principes déjà reconnus dans le Territoire, et notamment aux principes suivants: interdiction et condamnation définitives et explicites du travail forcé, suppression de toute distinction entre les travailleurs d'origine métropolitaine et les travailleurs autochtones, affirmation du droit syndical, affirmation du droit de conclure des conventions collectives, négociations collectives obligatoires avant le déclenchement d'une grève et reconnaissance du statut officiel de l'Inspection du travail.

A sa onzième session, le Conseil avait prié l'Autorité administrante d'étudier avec soin les problèmes des travailleurs migrants, notamment de ceux qui se rendent dans les territoires avoisinants, et d'examiner en particulier la possibilité de surveiller de près ces mouvements migratoires; il avait invité l'Autorité administrante à donner tous renseignements utiles en la matière dans son prochain rapport annuel. Dans le rapport annuel pour 1952, on évalue à plus de 1.000 le nombre d'originaires du Territoire qui occupent, dans d'autres territoires africains, des postes dans les services administratifs, dans le commerce ou dans l'industrie. Environ 20.000 Togolais ont des emplois saisonniers dans les plantations de cacao du Togo sous administration britannique et de la Côte-de-l'Or. L'Autorité administrante a précisé qu'elle ne cherchait nullement à entraver la migration des travailleurs, qui était un mouvement traditionnel et qui ne constituait pas un élément perturbateur de l'économie du Territoire. Au contraire, cette pratique permettait à une partie de la population de relever son niveau de vie.

L'Autorité administrante a en outre fait savoir au Conseil que les avantages d'un système de contrôle des travailleurs migrants ne compenseraient pas, à l'heure actuelle, les entraves que ce système risquerait d'apporter à la libre circulation de la population. Cependant, si l'on envisageait de procéder à un recrutement de main-d'œuvre dans le Territoire, un système de contrôle et de surveillance serait institué.

Comme en 1951, le Territoire comptait, en 1952, 35 syndicats ouvriers comprenant au total 4.425 adhérents.

La Mission de visite de 1952 a entendu des plaintes relatives à l'exécution de prestations coutumières au profit des chefs; ces prestations comportaient des paiements en nature et se présentaient parfois sous la forme de services. L'Autorité administrante a fait savoir à la Mission qu'on ne pouvait considérer ces prestations de services comme un travail forcé et qu'elle veillait de très près à ce que ces prestations demeurent strictement limitées dans le cadre de la coutume. La Mission, tout en reconnaissant qu'il serait difficile de mettre brutalement fin à des traditions de ce genre, a recommandé, tant que ces traditions subsisteraient, de faire le nécessaire pour veiller à ce qu'elles ne donnent pas lieu à des

abus. Elle a été d'avis que l'on devrait fixer le montant de ces prestations afin de permettre à ceux qui le préféreraient de s'en acquitter en espèces.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil note avec satisfaction la promulgation, dans le Territoire, du Code du travail, ainsi que les mesures prises pour sa mise en œuvre.*

#### SALAIRES ET NIVEAU DE VIE

A sa neuvième session, le Conseil avait noté la tendance ascendante du coût de la vie et avait recommandé à l'Autorité administrante de surveiller la relation entre les salaires et le coût de la vie et de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'amélioration constante du niveau de vie des autochtones.

Les salaires de base, calculés en partant du minimum vital, sont établis, après avis de la Commission consultative du travail, d'après les relevés et les études faits par l'Inspection du travail au sujet des prix des denrées de base et d'après les études effectuées par les syndicats ouvriers et patronaux. De cette manière, le barème des salaires minimums a été ajusté de temps à autre pour compenser l'élévation du coût de la vie. En 1952, ce barème a été modifié comme suit: dans les centres urbains, augmentation de 9,6 pour 100, portant le salaire minimum de 114 à 125 francs CFA; dans les banlieues, augmentation de 12 pour 100, portant le salaire minimum de 80 à 90 francs CFA; dans les régions rurales, augmentation de 23 pour 100, portant le salaire minimum de 57 à 70 francs CFA.

#### SANTÉ PUBLIQUE

A plusieurs reprises, le Conseil avait constaté le développement des services médicaux, ainsi que les excellents résultats obtenus dans la lutte contre la maladie du sommeil et la méningite cérébro-spinale. Il avait exprimé l'espoir que ces services seraient encore améliorés et qu'en particulier la formation médicale complète des étudiants en médecine autochtones serait facilitée.

Le budget de la santé publique pour l'année 1952 s'est élevé à 451.473.248 francs CFA, dont 70 millions de francs CFA environ ont été affectés aux services médicaux au titre du plan de développement décennal. Le nombre des consultations générales a atteint 4.726.138, soit à peu près le même chiffre qu'en 1951, et le nombre des journées de traitement dans les hôpitaux s'est élevé à 282.060. Le nombre des accouchements pratiqués sous contrôle médical s'est élevé à 7.246, contre 7.236 en 1951. Les chiffres relatifs aux consultations s'établissaient comme suit, pour les années 1951 et 1952:

	1951	1952
Consultations prénatales .....	46.641	43.357
Consultations postnatales .....	66.513	68.825
Enfants de 2 et de moins de 2 ans .....	413.875	481.003
Enfants de 2 à 5 ans .....	599.775	599.487

Le personnel médical en service en 1951 et en 1952 se répartissait comme suit:

	1951	1952
Médecins diplômés .....	11	13
(2 Afric.) (3 Afric.)		
Médecins africains (formés sur place) ..	16	17
Sages-femmes diplômées .....	1	2
Sages-femmes africaines (formées sur place) .....	27	27



	1951	1952
Agents sanitaires .....	21	25
Infirmières .....	343	407
Pharmaciens diplômés .....	1	1
Pharmaciens africains (formés sur place) .....	2	2
Chirurgien dentiste .....	1	1

Le nombre des Africains suivant des cours en France en 1951 et en 1952 s'établissait comme suit :

	1951	1952
Médecine .....	12	16
Chirurgie dentaire .....	1	5
Pharmacie .....	7	6
Cours de sage-femme .....		3
Service social .....		1

A sa onzième session, le Conseil avait invité l'Autorité administrante à continuer d'étudier la question de la mortalité infantile et à donner au Conseil tous renseignements utiles en la matière dans son rapport annuel pour 1952. Dans ce rapport, l'Autorité administrante a indiqué que l'un de ses soucis majeurs était de réduire la mortalité infantile, mais elle a ajouté que les progrès réalisés dans ce domaine ne se faisaient sentir que graduellement et que les résultats obtenus ne pouvaient être spectaculaires ni être comptabilisés chaque année. Le problème principal consistait à forcer la barrière des traditions et superstitions qui gênaient le progrès dans ce domaine, et l'Autorité administrante a estimé que l'on était sur la bonne voie.

La Mission de visite de 1952 a été favorablement impressionnée par le matériel, le personnel et les fournitures des établissements médicaux du Territoire. A propos de l'observation formulée par la Mission, selon laquelle il fallait augmenter le nombre des médecins, l'Autorité administrante a déclaré que les effectifs médicaux en service dans le Territoire permettraient de soigner régulièrement et minutieusement tous les malades qui se présentaient et qu'il n'existait pas d'endroit distant de plus de 15 kilomètres d'un lieu où l'on pouvait se faire soigner. L'Autorité administrante a ajouté que 32 étudiants originaires du Territoire étudiaient la médecine en France.

La Mission a estimé d'autre part que, malgré les efforts de l'Autorité administrante et malgré les résultats obtenus jusqu'ici, la question du nombre des hôpitaux et dispensaires ne paraissait pas encore entièrement résolue. L'Autorité administrante a indiqué à ce sujet que le Service d'hygiène mobile et de prophylaxie avait été reconstitué sous la direction de 3 médecins et que la construction d'hôpitaux et de dispensaires se poursuivait suivant un plan préétabli.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant sa recommandation antérieure dans ce domaine, constate que les services médicaux ont encore été développés; il note en particulier l'achèvement de l'hôpital de Lomé, et l'augmentation du budget de la santé publique. Il invite néanmoins l'Autorité administrante à intensifier ses efforts pour la formation du personnel médical et à poursuivre activement les campagnes qu'elle a entreprises contre les principales endémies qui sévissent encore dans le Territoire.*

### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

#### LIBERTÉS FONDAMENTALES

Le représentant de la Chine a exprimé son inquiétude devant l'observation formulée par deux membres

de la Mission de visite selon laquelle la situation en ce qui concerne la liberté de parole, de réunion et de mouvement n'avait pas été jugée satisfaisante. Quant à la deuxième observation de la Mission, relative aux arrestations, aux voies de fait et aux emprisonnements dont les partisans du Comité de l'unité togolaise auraient été l'objet, ainsi qu'aux abus d'autorité que la police aurait commis, le représentant de la Chine a estimé que l'Autorité administrante devait prendre les mesures nécessaires pour que la police chargée du maintien de l'ordre n'abusât pas de son autorité.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les droits civils de la population autochtone étaient fréquemment violés par l'Autorité administrante. Les pétitions adressées au Conseil indiquaient que les organisations politiques du Territoire étaient persécutées lorsqu'elles demandaient l'indépendance du pays ou l'unification des deux Togos. Les habitants du Togo étaient victimes d'actes arbitraires de la part de la police française, qui interdisait ou dispersait les réunions et les manifestations de certains partis politiques dont elle persécutait les membres. Dans plusieurs cas, l'Autorité administrante avait interdit aux membres du Parti de l'unité togolaise et des organisations de jeunesse du Territoire de prendre la parole en public. Elle avait procédé à l'arrestation de plusieurs membres de ces organisations et expulsé du Territoire plusieurs personnes qui avaient pris parti pour l'indépendance du Togo. En outre, l'Autorité administrante avait retiré leurs bourses d'études à certains étudiants et licencié certains travailleurs en raison de leurs opinions. Des poursuites avaient été intentées contre les autochtones qui avaient présenté des pétitions à la Mission de visite des Nations Unies. Cette attitude était en contradiction flagrante avec les principes de la Charte et les intérêts de la population du Togo.

#### CONDITION DE LA FEMME

Le représentant de l'Inde a déclaré que, dans le domaine social, la situation était assez satisfaisante. Toutefois, il a estimé qu'il fallait prendre des mesures beaucoup plus énergiques pour limiter, puis pour éliminer, le système de la polygamie, qui conduisait à des abus et créait des conditions comparables à l'esclavage. Il s'agissait ici d'une coutume tribale que l'Autorité administrante devait chercher à abolir sans hésitation.

#### MAIN-D'ŒUVRE

Le représentant de l'Australie a noté avec satisfaction la promulgation du nouveau Code du travail.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les travailleurs saisonniers qui étaient obligés de travailler sur les plantations de Palimé et dans la Côte-de-l'Or étaient contraints d'accepter des contrats léonins en vertu desquels ils étaient exploités sans pitié.

#### SALAIRES ET NIVEAU DE VIE

Le représentant de la Syrie a exprimé l'opinion que les mesures appliquées jusqu'à ce jour pour élever le niveau de vie de la population demeuraient insuffisantes. L'Autorité administrante ne pouvait certes pas régler tous ces problèmes immédiatement, mais elle devait faire le nécessaire pour élever le niveau de vie des autochtones.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'économie primitive qui existait dans le Territoire ne permettait même

pas d'assurer la subsistance de la population autochtone. Le salaire moyen du travailleur africain n'était que de 70 francs par jour.

## SANTÉ PUBLIQUE

Le représentant de la Belgique a estimé que le Conseil devait noter avec satisfaction l'amélioration des services de santé publique. Le nombre croissant des naissances dans les maternités indiquait que la population utilisait de plus en plus les services de santé. Il convenait aussi de remarquer que l'Autorité administrante possédait maintenant un matériel mobile et qu'elle avait entrepris, en 1953, une campagne contre le paludisme qui donnerait certainement des résultats intéressants.

Le représentant d'Haïti a constaté avec une vive satisfaction que l'Autorité administrante avait pu éliminer la maladie du sommeil. Il a noté cependant que la syphilis et le pian continuaient à faire de nombreuses victimes et il a attiré l'attention du Conseil sur les moyens dont on disposait pour combattre ces maladies. Le représentant d'Haïti a exprimé l'espoir que le nouvel hôpital de Lomé serait bientôt prêt.

Le représentant de la Chine a noté le développement impressionnant des services médicaux et des services de la santé publique, et notamment la construction à Lomé d'un hôpital qui est maintenant terminé ainsi que l'augmentation des crédits affectés à la santé publique. Toutefois, il semblait que le nombre des médecins, des hôpitaux, des dispensaires et aussi certains services du Territoire fussent insuffisants: l'Autorité administrante devait redoubler d'efforts à cet égard. Le représentant de la Chine a été heureux de constater que l'Autorité administrante avait pu faire disparaître la maladie du sommeil; il a exprimé l'espoir qu'elle obtiendrait le même résultat dans le cas d'autres maladies.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté avec satisfaction l'activité croissante des équipes mobiles de santé, qui luttent contre des maladies telles que le paludisme et la lèpre, ainsi que la disparition totale de la maladie du sommeil dans le Territoire. Il restait encore beaucoup à faire dans le domaine de la santé publique, notamment en ce qui concernait la lutte contre la méningite, le pian, la syphilis et la tuberculose, mais l'Autorité administrante s'employait énergiquement à faire disparaître ces maladies. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a ajouté que la part des services de santé dans le budget actuel du Territoire était entièrement satisfaisante et il a noté que les services médicaux étaient gratuits pour tous les habitants du Territoire.

Le représentant du Salvador a noté avec intérêt que des progrès très importants avaient été réalisés dans le domaine de la santé publique. L'Autorité administrante avait fourni aux hôpitaux et aux dispensaires des médicaments en quantité suffisante et avait placé à la tête des services de santé un personnel compétent et qualifié. Le représentant du Salvador a exhorté l'Autorité administrante à accorder la même attention au problème que pose l'insuffisance de médecins et de personnel sanitaire qualifié.

Le représentant de l'Australie, impressionné par l'activité du service mobile de santé et de prophylaxie, a estimé qu'il fallait féliciter l'Autorité administrante de son action dans ce domaine. Il a noté avec satisfaction la campagne énergique que l'Autorité administrante avait menée contre le paludisme et la maladie du sommeil, campagne qui avait conduit à la disparition quasi totale de cette dernière maladie.

Le représentant de la Syrie a estimé que le nombre de médecins dans le Territoire était insuffisant et a demandé que l'Autorité administrante prenne les mesures nécessaires pour résoudre ce problème. Il a noté que l'Autorité administrante avait pris certaines mesures à cet égard, mais il a ajouté qu'elle devait envoyer un plus grand nombre d'étudiants en médecine en France et dans d'autres pays, pour y faire leurs études médicales.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les nombreux cas de maladie et le taux élevé de mortalité parmi la population autochtone s'expliquaient par les conditions de vie très difficiles et par l'insuffisance des services médicaux. Le taux moyen de mortalité chez les autochtones hospitalisés était sept fois plus élevé que chez les malades européens; chez les autochtones atteints de maladies contagieuses, le taux de mortalité était seize fois plus élevé que chez les Européens. Cinquante pour 100 de la population était atteinte de paludisme et, chez les enfants, cette proportion atteignait 75 pour 100. Les maladies sociales étaient nombreuses. Le personnel médical était insuffisant et il n'y avait pas assez de maternités, d'hôpitaux et de dispensaires. Les quatre cinquièmes des femmes africaines étaient privées de soins médicaux lorsqu'elles accouchaient. Ces faits prouvaient d'une manière irréfutable que la situation dans le domaine de la santé publique laissait beaucoup à désirer. Cette situation devait être radicalement améliorée et les crédits affectés à la santé publique devaient être considérablement augmentés. Les sommes nécessaires devaient provenir non seulement des faibles ressources du Territoire, mais encore être prélevées sur le budget de la Métropole.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Autorité administrante poursuivrait ses efforts dans le domaine de la santé publique. Les chiffres cités par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet du taux élevé de mortalité chez les autochtones hospitalisés ne tenaient pas compte du fait que les Européens du Territoire étaient pour la plupart des adultes dans la force de l'âge, qu'ils avaient subi un sévère examen médical avant de venir dans le Territoire, qu'ils vivaient dans des centres où il existait des services médicaux auxquels ils pouvaient aisément faire appel et qu'ils y avaient plus facilement recours avant de tomber gravement malades. Loin de diminuer, la population du Togo augmentait régulièrement et rapidement.

## V. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'objectif de l'Autorité administrante est de répandre l'enseignement autant que possible afin de permettre à la population d'acquérir les connaissances élémentaires qui conditionnent tout progrès politique, économique et social. L'Autorité administrante a déclaré qu'elle cherchait à atteindre cet objectif en appliquant un vaste programme d'enseignement élémentaire, un programme d'enseignement secondaire visant à former une élite capable d'assumer des responsabilités de plus en plus grandes, et un programme d'enseignement technique et professionnel.

Il ressort du rapport de 1952 que l'Autorité administrante s'est surtout efforcée de multiplier le nombre des classes (82 classes nouvelles par rapport à l'année pré-

cédente), de réduire le nombre des élèves dans chaque classe (une moyenne de 53 élèves par classe vers la fin de l'année dans les écoles primaires), d'améliorer la qualité pédagogique des maîtres et d'assurer la répartition du matériel scolaire.

L'Autorité administrante a déclaré que, si l'on considérait que la population scolarisable atteignait 15 pour 100 de la population totale, les effectifs scolaires, qui comprenaient 49.815 étudiants en 1952, représentaient 32,2 pour 100 du nombre des enfants d'âge scolaire.

Le Conseil avait antérieurement invité l'Autorité administrante à étudier de plus près la possibilité et l'opportunité d'employer les langues vernaculaires pour l'éducation des masses. Dans son rapport pour 1952, l'Autorité administrante souligne à nouveau que la multiplicité des dialectes rend très difficile leur adoption en tant que langues d'enseignement. Elle indique toutefois que la langue vernaculaire est employée dans les premières années du cycle primaire, que certaines langues locales font l'objet d'une étude spéciale et que le programme scolaire réserve une place importante aux éléments du folklore.

Le Conseil avait recommandé en outre à l'Autorité administrante de donner priorité à la question de l'enseignement dans le nord, en vue d'équilibrer le progrès du Territoire dans ce domaine. Selon le rapport pour 1952, les effectifs scolaires se sont accrus dans le nord de 52,04 pour 100 par rapport à l'année précédente, alors que l'augmentation correspondante n'a été que de 10 pour 100 environ dans le sud.

A sa onzième session, le Conseil, après avoir pris note des progrès réalisés en 1951, avait recommandé à l'Autorité administrante d'intensifier ses efforts en ce qui concerne la formation du personnel enseignant, la formation technique et professionnelle des ouvriers et l'éducation des adultes.

A sa treizième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil note avec satisfaction l'augmentation rapide et continue du budget de l'enseignement et du*

*nombre des élèves. Il estime néanmoins que la rapidité d'augmentation actuelle du nombre des enfants qui fréquentent les écoles est encore insuffisante pour assurer une instruction élémentaire généralisée et, en outre, que le nombre des élèves des écoles normales semble insuffisant pour répondre aux besoins d'un programme plus vaste. En conséquence, il invite instamment l'Autorité administrante à accélérer l'exécution du programme d'enseignement, dans toute la mesure permise par les ressources sur lesquelles on peut raisonnablement compter, et à tenir particulièrement compte du fait qu'il serait souhaitable d'augmenter encore de façon sensible le nombre des écolières. Le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante poursuivra activement la mise au point de son programme pour l'instruction en masse des enfants qui ne peuvent pas fréquenter l'école.*

#### BUDGET ET TRAVAUX

Les crédits affectés à l'enseignement se sont élevés pour 1952, à 241 millions de francs CFA, soit 17,6 pour 100 du budget total (contre 156,8 millions de dépenses effectives en 1951). Sur ce montant, 42 millions de francs représentent les subventions accordées aux écoles des missions.

En ce qui concerne la construction des bâtiments scolaires, l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil que, dans le cadre du plan de développement décennal, on avait achevé depuis 1947 la construction des locaux ci-après : 66 classes primaires ; 10 classes et un dortoir au Collège de Lomé ; 4 classes, 2 dortoirs et les ateliers du Collège de Sokodé. Les dépenses engagées en 1952 au titre du plan décennal se sont élevées à 8.967.569 francs CFA. En outre, une somme de 16.100.000 francs a été inscrite au budget extraordinaire au titre des dépenses d'enseignement.

#### ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIÈME DEGRÉS

Pour 1951 et 1952, les effectifs scolaires des établissements publics et privés du premier degré se répartissaient comme suit :

	Classes		Garçons		Filles	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Enseignement public .....	399	464	18.253	20.448	4.046	4.669
Enseignement privé .....	391	442	16.427	18.146	4.425	5.262
	790	906	34.680	38.594	8.471	9.921

Ces chiffres donnent un total de 48.515 élèves dans l'enseignement primaire pour l'année 1952, contre 43.151 en 1951, ce qui représente un accroissement de 12,43 pour 100.

Quant à l'enseignement du deuxième degré les effectifs s'établissaient comme suit :

	Classes		Garçons		Filles	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Enseignement public .....	21	23	460	422	56	80
Enseignement privé .....	15	19	331	363	108	116
	36	42	791	785	164	196

Ces chiffres donnent un effectif total de 981 élèves en 1952, contre 955 en 1951.

Au cours de l'année considérée, 8 élèves ont été reçus aux épreuves de la deuxième partie du baccalauréat, et 12 élèves ont été reçus aux épreuves de la première partie ; ils venaient tous d'établissements publics. En 1951, les chiffres correspondants étaient respectivement 2 et 9. Un total de 44 élèves (le même nombre qu'en 1951) a obtenu le brevet élémentaire, et 829 élèves (contre 953 en 1951) le certificat d'études primaires.

Les effectifs des écoles des missions religieuses se répartissaient comme suit :

	Enseignement élémentaire		Enseignement secondaire	
	Classes	Elèves	Classes	Elèves
Missions catholiques .....	352	19.147	15	383
Missions protestantes .....	90	4.251	4	96
	442	23.398	19	479

La plupart des élèves inscrits dans les établissements secondaires et techniques étaient des boursiers; le nombre des bourses d'études octroyées en 1952 était de 431, contre 343 en 1951.

Notant qu'en raison du nombre de places, l'Autorité administrante avait fixé l'âge limite de la scolarité à 14 ou 15 ans, la Mission de visite de 1952 a exprimé l'espoir que les règlements qui régissent la fréquentation des écoles seraient assouplis et que l'Autorité administrante examinerait chaque cas séparément.

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Il n'existe pas d'établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire. L'Autorité administrante a indiqué que des bourses étaient accordées aux étudiants qui avaient terminé leurs études secondaires pour leur permettre de bénéficier de l'enseignement des facultés et des grandes écoles métropolitaines. La répartition des bourses d'études supérieures était la suivante en 1952: lettre, 4; sciences, 19; médecine, 16; pharmacie, 6; droit, 8; chirurgie dentaire, 5; enseignement technique, 32. En outre, 14 élèves ont reçu des bourses d'enseignement secondaire. La Mission de visite de 1952 a estimé que l'Autorité administrante pourrait envisager la possibilité d'accorder un plus grand nombre de bourses à des étudiants désireux de faire leurs études à l'étranger, de façon à satisfaire la population qui désire vivement acquérir une formation supérieure.

A sa treizième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil fait sienne la suggestion de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, selon laquelle il serait peut-être utile de revoir le programme de bourses d'études en fonction des besoins du Territoire en personnel qualifié des deux sexes; il recommande à l'Autorité administrante, compte tenu du fait que le Togo est un pays essentiellement agricole, d'encourager les Africains qualifiés à poursuivre leurs études dans les grandes écoles d'agriculture. De même, le Conseil espère que l'Autorité chargée de l'administration augmentera le nombre de bourses d'études.*

#### ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Pour 1951 et 1952, les effectifs scolaires de l'enseignement technique et professionnel se répartissaient comme suit:

	1951	1952
Section commerciale du Collège de Lomé.....	63	83
Section technique du Collège de Sokodé.....	69	82
Section ménagère de l'école de filles de Lomé...	32	32

Les services de l'agriculture et les divers services administratifs techniques forment également des apprentis; en outre, plusieurs centaines d'apprentis sont formés à l'école professionnelle de la mission catholique, dans les entreprises privées et surtout chez de nombreux artisans africains. Quinze Togolais se trouvaient en France aux frais du Territoire; ils y poursuivaient leurs études dans des centres de perfectionnement technique.

#### PERSONNEL ENSEIGNANT

Pour 1951 et 1952, le personnel enseignant de l'enseignement public du premier degré se répartissait comme suit:

	1951	1952
Instituteurs du cadre métropolitain.....	42	39
Cadre local supérieur.....	93	119
Instituteurs adjoints.....		4
Moniteurs.....	292	339

Le rapport pour 1952 indique que la première promotion est sortie de l'Ecole normale d'Atakpamé. L'effectif de l'Ecole s'élevait à 114, contre 75 en 1951.

Le personnel enseignant du deuxième degré et de l'enseignement technique se composait en 1952 d'un inspecteur d'académie, d'un professeur agrégé, de 17 professeurs licenciés et de 23 adjoints.

Pour 1951 et 1952, le personnel enseignant des établissements privés se répartissait comme suit:

	1951	1952
Professeurs licenciés.....	7	9
Professeurs adjoints.....	11	12
Instituteurs.....	29	31
Moniteurs.....	131	210
Moniteurs auxiliaires.....	243	204

#### EDUCATION DES ADULTES

D'après le rapport annuel, il y avait 199 cours pour adultes en 1952-1953, contre 159 en 1951-1952. Ces cours ont été suivis par 5.500 auditeurs en moyenne en 1951-1952 et 5.866 auditeurs en 1952-1953. Les professeurs du Collège de Lomé et de l'Ecole normale d'Atakpamé ont organisé des cours destinés aux personnes ayant déjà reçu une instruction primaire; une soixantaine de personnes y ont assisté.

Au cours de l'année considérée, deux expériences d'éducation de base ont été faites avec le concours des services de l'enseignement, de l'agriculture, des travaux publics et des eaux et forêts du Territoire; l'Autorité administrante se proposait de créer en 1953 un centre permanent de formation d'instructeurs d'éducation de base.

**Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

#### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Belgique a noté les progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement. Il a constaté que ces progrès étaient relativement plus marqués dans le nord que dans le sud et que l'enseignement prenait plus d'extension parmi les filles que parmi les garçons. Rappelant l'opinion que le Conseil avait exprimée précédemment, il a déclaré que l'Autorité administrante avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour redresser la situation antérieure. Il s'est montré satisfait de la part du budget (17 pour 100) qui avait été affectée à l'enseignement.

Le représentant d'Haïti a demandé à l'Autorité administrante de déployer des efforts énergiques dans le domaine de l'enseignement. Pour le moment, une partie seulement des enfants d'âge scolaire pouvait bénéficier du programme d'enseignement; cette situation était loin d'être satisfaisante. Constatant que l'Autorité administrante se proposait d'organiser un vaste programme méthodique d'enseignement en faveur des enfants que l'on ne pouvait admettre dans les écoles, il a exprimé l'espoir que des progrès seraient accomplis dans ce sens. Le représentant d'Haïti s'est déclaré favorable à l'adoption du français comme langue d'enseignement en attendant la solution des problèmes que posait l'emploi des langues vernaculaires.



Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction les progrès accomplis en matière d'enseignement. Relevant les mesures que l'Autorité administrante avait prises pour atténuer la disparité existant entre le nord et le sud dans le domaine de l'enseignement, il a estimé qu'il fallait faire de nouveaux efforts pour assurer une évolution harmonieuse dans l'ensemble du Territoire. Il a enregistré avec satisfaction l'augmentation du nombre des filles qui fréquentent l'école, mais il a déclaré qu'il importait d'améliorer rapidement la condition des femmes et qu'en conséquence, il convenait de hâter la dispensation de l'enseignement aux jeunes filles et d'augmenter encore le nombre des écolières.

Le représentant de l'Inde a déclaré que la situation du Territoire en matière d'enseignement présentait des contrastes frappants. Il semblait qu'on eût fait des progrès considérables dans le domaine de l'enseignement primaire, mais que la situation fût restée plus ou moins stationnaire sur le plan de l'enseignement secondaire; quant à l'instruction des adultes et à l'éducation de base, elles offraient un tableau presque déprimant. Une population dont les adultes n'avaient pas reçu d'instruction manquait d'équilibre au point de vue social, culturel et politique, ce qui pouvait entraîner des conséquences très dangereuses. L'Autorité administrante devait déployer de nouveaux efforts pour amener les adultes à s'instruire. Le représentant de l'Inde a estimé qu'il importait de concilier harmonieusement l'enseignement littéraire et l'enseignement technique. Il semblait que le système en vigueur dans le Territoire fût entièrement orienté dans le sens de l'enseignement littéraire. Le représentant de l'Inde a constaté avec plaisir que l'Administration s'attachait à atténuer la disparité existant entre le nord et le sud en matière d'enseignement. Il s'est déclaré persuadé que, grâce à l'extension actuelle des moyens d'enseignement, la population du nord du Togo ferait preuve d'un grand désir de s'instruire.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que le développement relativement plus rapide de l'enseignement dans le nord était encourageant. A son avis, le pourcentage de la fréquentation scolaire dans le Territoire, qui était probablement l'un des plus élevés de l'Afrique, montrait cependant à quel point l'enseignement universel était encore loin d'être réalisé. Les progrès accomplis étaient satisfaisants, mais l'Autorité administrante devait poursuivre ses efforts dans toutes les branches de l'enseignement.

Le représentant du Salvador a félicité l'Autorité administrante des progrès qu'elle avait réalisés. Le nombre des élèves qui fréquentaient les écoles primaires avait augmenté, notamment dans le nord du Territoire, et les plans que l'Administration se proposait de mettre en œuvre pour faire passer, dans les dix prochaines années, le nombre des élèves de 40.000 à environ 90.000 étaient encourageants. En outre, le représentant du Salvador a noté l'accroissement du nombre des bâtiments scolaires, tant privés que publics. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante étendrait son action à l'enseignement supérieur et à l'enseignement technique et qu'elle trouverait un moyen d'augmenter le nombre des bourses d'études, afin de permettre à de nombreux autochtones, qui en avaient le désir et les aptitudes, d'aller à l'étranger pour s'y spécialiser dans une profession, libérale ou autre.

Le représentant de l'Australie a déclaré qu'il fallait féliciter l'Autorité administrante de l'œuvre qu'elle avait accomplie dans le domaine de l'enseignement et, notamment, des efforts qu'elle avait déployés en vue d'éliminer la disparité qui existait entre le nord et le

sud. Il a constaté que l'Autorité administrante s'était proposé de surmonter la difficulté due à la disproportion des garçons et des filles inscrits dans les écoles du Territoire.

Le représentant de la Syrie a recommandé à l'Autorité administrante de veiller à ce que les établissements d'enseignement privé tiennent compte des buts de la Charte et de l'Accord de tutelle au point de vue de l'enseignement dans le Territoire. Constatant l'existence d'une seule école secondaire, il a recommandé de développer le système de l'enseignement secondaire.

Le représentant de la Syrie a estimé qu'étant donné qu'une partie de la population du Territoire parlait l'arabe, il convenait d'enseigner cette langue non seulement dans les écoles coraniques, mais encore dans les autres écoles. Tout en consentant parfaitement à ce que la population apprenne le français, il a jugé qu'elle devait aussi apprendre l'arabe, car la connaissance de cette langue lui permettrait de développer ses connaissances et, en outre, d'apprendre d'autres langues, le cas échéant.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation de l'enseignement dans le Territoire était déplorable, plus de 80 pour 100 des enfants d'âge scolaire n'ayant même pas accès à l'enseignement primaire.

L'Autorité administrante avait l'intention de n'envoyer à l'école, en 1961, que 40.000 élèves de plus qu'à l'heure actuelle. Ce serait un recul, puisque cette augmentation serait moins grande que l'accroissement naturel du nombre des enfants d'âge scolaire. Le programme d'enseignement de l'Autorité administrante était donc si insuffisant qu'il ne pouvait même pas assurer le maintien du médiocre pourcentage actuel des habitants ayant reçu une instruction.

Le représentant de l'Union soviétique a estimé que le Conseil devrait recommander à l'Autorité administrante d'augmenter considérablement les crédits budgétaires affectés à l'enseignement; cette augmentation devait apparaître à la fois dans le budget du Territoire et dans celui de la métropole.

En réponse au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le représentant et le représentant spécial de l'Autorité administrante ont dit qu'il restait certes beaucoup à faire dans le domaine de l'enseignement, mais que l'on avait surmonté les difficultés fondamentales. A cet égard, le Togo était, parmi les Territoires de l'Afrique tropicale, l'un des plus favorisés. Le seul obstacle qui entravait encore l'élimination totale de l'analphabétisme était la nécessité de répartir harmonieusement les ressources financières entre les divers postes. Par conséquent, il était tout à fait inexact de dire que la situation du Territoire était déplorable.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré en outre que si l'enseignement donné dans le Territoire, à l'école et hors de l'école, n'était pas nécessairement le plus efficace que l'on pût imaginer ou le mieux adapté à la vie pratique, il n'en était pas moins fondé sur le respect de la personne et sur l'esprit de libre discussion. Cet enseignement tendait à développer le libre jugement et le respect de soi-même.

Le représentant de l'Autorité administrante a ajouté que l'on n'avait pas jugé nécessaire de prévoir un enseignement en arabe vu le petit nombre de musulmans qui résidaient dans le pays.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a donné au représentant de la Syrie l'assurance que les



écoles privées étaient soumises à la même surveillance que les écoles publiques. Il a fait observer que huit établissements dispensaient l'enseignement secondaire dans le Territoire, que le nombre de leurs élèves avait augmenté d'année en année et que le rythme de cet accroissement serait encore plus rapide dans l'avenir.

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le représentant de la Chine a estimé qu'il fallait non seulement augmenter le nombre des bourses d'études, mais encore les répartir suivant de nouveaux principes. Bien que le Territoire fût essentiellement agricole, les étudiants qui fréquentaient les écoles supérieures d'agriculture n'avaient reçu, en 1952, que quatre des 79 bourses disponibles. Le représentant de la Chine a recommandé que l'Autorité administrante procède, à cet effet, à une nouvelle répartition des bourses et en augmente considérablement le nombre, de façon à former suffisamment de fonctionnaires pour répondre aux besoins du Territoire.

Le représentant de la Syrie a estimé que le système actuel d'octroi des bourses ne permettait pas à tous les Togolais compétents de faire des études en France et il a recommandé que l'Autorité administrante développe, dans le Territoire, l'enseignement supérieur et surtout l'enseignement technique. En outre, il a demandé qu'elle accroisse le nombre des bourses d'études.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé qu'en matière d'enseignement supérieur, la situation était encore plus mauvaise que dans le domaine de l'enseignement primaire. Le Territoire ne possédait aucun établissement d'enseignement supérieur et le nombre des bourses octroyées

aux étudiants poursuivant leurs études à l'étranger était très faible. Bien que le Territoire eût grand besoin de spécialistes de l'agriculture, l'Autorité administrante n'avait accordé que quatre bourses aux étudiants qui s'orientaient vers ce domaine. Il fallait créer des établissements d'enseignement supérieur dans le Territoire même.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que, pour le moment, on accordait automatiquement des bourses d'enseignement supérieur à tous les candidats qui remplissaient les conditions voulues.

#### PERSONNEL ENSEIGNANT

Le représentant de la Chine a estimé que l'effectif du personnel enseignant était encore insuffisant pour répondre aux besoins du Territoire et que l'Autorité administrante devait accorder une plus grande attention à ce problème.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que 80 pour 100 des maîtres qui enseignaient dans le Territoire avaient reçu une formation insuffisante. Le Territoire ne possédait que trois écoles normales et ces dernières ne pouvaient pas assurer des normes convenables d'enseignement; elles n'étaient en mesure ni de former convenablement des maîtres ni de recevoir un nombre insuffisant de candidats. Suivant le rapport de l'UNESCO <sup>352</sup>, le nombre des maîtres titulaires du diplôme que conféraient ces écoles ne suffisait même pas à pourvoir aux vacances existantes et à garantir l'extension du système scolaire.

---

<sup>352</sup> T/1091.

## Chapitre VIII

### SAMOA-OCIDENTAL

#### I. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Le Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental se compose d'un groupe d'îles volcaniques d'une superficie totale de 1.130 milles carrés, situées entre le 13ème et le 15ème degré de latitude sud et entre le 171ème et le 173ème degré de longitude ouest. Si l'on fait abstraction de plusieurs îlots, le Territoire se compose de deux grandes îles, Savaii et Upolu, qui ont une superficie d'environ 700 et 430 milles carrés, respectivement, et de deux petites îles, Manono et Apolima. Le climat est tropical, avec de fortes précipitations et parfois de violentes tempêtes; il en résulte que ces îles, accidentées et montagneuses en raison de leur origine volcanique, sont couvertes d'une forêt tropicale très dense.

D'après les résultats définitifs du recensement de 1951, la population se composait alors de 80.153 Samoans (l'une des grandes familles de la race polynésienne) et 4.756 personnes possédant le statut européen (en majorité métis). Le taux de natalité est élevé: 34,06 pour 1.000 environ chez les Samoans, et 36,8 pour 1.000 chez les Européens; on estime que la population atteignait 91.043 habitants au 31 décembre 1953. Les Samoans mènent, en majorité, une vie fondée sur la tradition; ils vivent dans des villages d'où il est facile d'accéder à la mer et se livrent à l'agriculture et à la pêche, principalement pour assurer leur subsistance.

A sa douzième session, le Conseil de tutelle, prenant acte des progrès accomplis dans tous les domaines, avait exprimé l'espoir qu'il serait possible de résoudre de façon satisfaisante les problèmes économiques et sociaux que pourrait poser l'accroissement rapide de la population. Dans sa réponse, l'Autorité administrante avait déclaré que les chefs samoans semblaient reconnaître de plus en plus la nécessité de trouver une solution satisfaisante aux problèmes que risquait de poser l'accroissement rapide de la population, encore que, vraisemblablement, la coutume samoane vint limiter leur manière d'envisager les mesures possibles et souhaitables. A ce propos, l'Autorité administrante avait estimé que les propositions de réforme constitutionnelle décrites ci-dessous avaient attiré l'attention des Samoans sur certains des grands problèmes qu'ils devaient résoudre pour assurer leur développement.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté, en ce qui concerne le développement général du Territoire, les recommandations suivantes:

*Le Conseil prend acte avec satisfaction des progrès accomplis au cours de la période considérée, et notamment des enquêtes en matière d'économie, de main-d'œuvre et d'enseignement; il espère que l'Autorité administrante et le Gouvernement du Samoa-Occidental continueront à profiter des conseils et de l'assistance que peuvent leur fournir les organisations internationales et intergouvernementales de la région.*

##### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

Le représentant du Salvador a déclaré que, bien qu'il restât beaucoup à faire, des progrès considérables avaient été réalisés dans le Territoire. L'Autorité administrante s'acquittait avec succès de sa mission; le mérite en revenait non seulement à ses efforts et à sa bonne volonté, mais encore à l'avantage indéniable que présentait pour l'administration d'un Territoire la présence d'une population qui suivait en général des pratiques saines au point de vue politique, social et moral.

Le représentant de la France a été heureux de voir que l'exécution du plan de développement se déroulait, au Samoa, dans le calme et avec régularité.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation tenait à rendre hommage aux progrès d'ensemble que l'Autorité administrante et la population du Samoa-Occidental avaient réalisés au cours de l'année considérée, et notamment aux efforts que l'Administration et la population avaient entrepris pour mieux connaître les problèmes généraux du Territoire. La délégation des Etats-Unis était d'avis que ces efforts dont témoignaient les études fondamentales sur la situation économique, les conditions de travail et l'enseignement présentaient la plus haute importance pour l'évolution du Territoire. Elle voulait aussi féliciter l'Autorité administrante de chercher à s'assurer le concours d'organismes extérieurs, tels que les institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et la Commission du Pacifique sud.

Le représentant de l'Inde a estimé que l'attitude de l'Autorité administrante à l'égard du Samoa-Occidental était irréprochable tant au point de vue psychologique qu'au point de vue politique. Toutefois, sa délégation aurait voulu voir l'Autorité administrante prêter quelque attention à l'idée qu'il devait être possible de prévoir la liquidation du régime de tutelle à l'expiration d'une période déterminée.

#### II. — PROGRES POLITIQUE

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

###### DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

###### a) Considérations générales

Le Conseil a précédemment rendu compte de certains événements qui ont donné une importance toute particulière, pour le Territoire sous tutelle, à la période sur laquelle porte le présent rapport annuel. Le début de l'année 1953 a été marqué, sur le plan politique, par deux faits importants visant à favoriser le progrès du Territoire vers l'autonomie: premièrement, on a institué un Conseil exécutif, composé en majeure partie de membres de l'Assemblée législative et chargé de conférer avec le Haut-Commissaire et de l'aider de ses conseils à formuler, élaborer et appliquer la politique

du gouvernement; deuxièmement, le Premier Ministre de Nouvelle-Zélande a fait, le 19 mars 1953, une déclaration de principe dans laquelle il a formulé des propositions touchant l'élaboration d'un projet de constitution du futur Etat du Samoa-Occidental et il a annoncé un vaste programme de développement visant à contribuer à l'autonomie du Samoa-Occidental. Ces deux événements ont été décrits en détail dans le rapport précédent du Conseil de tutelle<sup>353</sup>.

Une troisième mesure d'ordre constitutionnel a été l'adoption du *Samoa Amendment Act* de 1953, qui confère notamment au Haut-Commissaire le pouvoir d'étendre la juridiction des juges samoans, habilite l'Assemblée législative du Samoa-Occidental à instituer des tribunaux secondaires compétents en matière civile et pénale et stipule que le Ministre des finances de Nouvelle-Zélande est autorisé à fixer un cours de change autre que celui de la parité entre la livre du Samoa et celle de la Nouvelle-Zélande.

#### b) Organisation gouvernementale actuelle

En vertu des dispositions constitutionnelles actuellement en vigueur, le pouvoir exécutif est confié au Haut-Commissaire, qui est assisté d'un Conseil d'Etat, composé du Haut-Commissaire lui-même et de 2 Fautuas (hauts dignitaires samoans), et d'un Conseil exécutif, composé du Haut-Commissaire, des 2 Fautuas, de 3 membres fonctionnaires qui sont aussi membres de l'Assemblée législative et de 4 membres élus de l'Assemblée législative (3 Samoans et un Européen) qui sont nommés sur proposition de l'Assemblée. Le Conseil exécutif a été créé au début de l'année 1953 en vertu du *Samoa Amendment Act* de 1952, et, en permettant à des représentants samoans de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique gouvernementale à l'échelon le plus élevé, cet organe répond à un besoin sur lequel la Mission de visite de 1950 et le Conseil de tutelle, à sa huitième session, avaient attiré l'attention. L'Autorité administrante a informé le Conseil de tutelle à sa quatorzième session que le Conseil exécutif avait récemment examiné la procédure à suivre pour faire participer plus étroitement ses membres non officiels aux travaux des différents services gouvernementaux et prendre de ce fait les premières mesures qui permettraient de former un Conseil des ministres, et qu'elle examinait les recommandations du Conseil exécutif à ce sujet.

A l'exception de certaines questions réservées qui sont mentionnées dans le *Samoa Amendment Act* de 1947, notamment dans le domaine de l'administration des services publics, des terres de la Couronne et de certains actes législatifs relatifs aux dispositions constitutionnelles du Samoa-Occidental, le pouvoir législatif, en ce qui concerne les affaires intérieures, est exercé par l'Assemblée législative, qui se compose des membres du Conseil d'Etat, de 12 membres samoans et de 5 membres européens élus pour une durée de trois ans, et de 6 membres fonctionnaires, au maximum, dont la durée du mandat est laissée à la discrétion du Haut-Commissaire. L'Assemblée législative est présidée par le Haut-Commissaire, qui n'a le droit de vote qu'en cas de partage égal des voix; toutefois, les ordonnances adoptées par l'Assemblée législative ne deviennent exécutoires qu'avec l'approbation du Haut-Commissaire, et une loi financière ne peut être adoptée par l'Assemblée que sur recommandation du Haut-Commissaire. En

qualité d'Autorité administrante, le Gouvernement néo-zélandais conserve évidemment le pouvoir de légiférer pour le Territoire; il peut prescrire au Haut-Commissaire d'utiliser son droit de veto ou il peut refuser de reconnaître une ordonnance qui a été sanctionnée par le Haut-Commissaire. En fait, on n'a jamais eu recours à ces procédures.

Outre l'Assemblée législative, il y a le Fono des Faipoulés qui est un organe purement consultatif composé de quarante et un membres samoans, représentant les districts et arrondissements traditionnels du Samoa-Occidental et choisis par les *matais* (chefs de famille). Le Fono se réunit deux fois par an, et la loi confère à ses membres le droit d'exprimer leurs opinions et de présenter leurs recommandations au Haut-Commissaire sur tout ce qui concerne le bien-être du peuple samoan. Le Fono propose également des candidats aux fonctions de juges samoans de district, d'inspecteurs samoans des plantations et de juges associés samoans au tribunal des propriétés foncières; il élit en outre les membres samoans de l'Assemblée législative.

Les membres européens de l'Assemblée législative sont élus par les adultes au scrutin secret. Toutefois, chez les Samoans, ce droit est traditionnellement réservé aux seuls *matais* qui élisent les membres du Fono des Faipoulés, lesquels élisent à leur tour les membres samoans de l'Assemblée législative. L'Autorité administrante et le Conseil de tutelle ont précédemment indiqué qu'il fallait adopter un régime électoral plus démocratique; toutefois, l'Autorité administrante a déclaré s'être sans cesse efforcée, mais sans grand succès, de faire comprendre aux Samoans l'importance du suffrage universel dans un régime démocratique de gouvernement autonome; ce demi-échec est imputable au conservatisme qui caractérise la société samoane. Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante, reconnaissant les difficultés d'une telle action, a cependant exprimé l'espoir que les Samoans auraient bientôt recours à un système électoral plus direct et plus large pour l'élection de leurs représentants. Une amélioration a été apportée à la procédure électorale par le Fono des Faipoulés qui a décidé d'adopter une méthode systématique pour les élections de 1954. En vertu de cette décision, les candidats ont été désignés par les *matais* dans chaque circonscription électorale; lorsqu'une seule candidature a été présentée, le Fono a approuvé la nomination de ce candidat; mais lorsqu'il y a eu plusieurs candidatures pour un seul district, le Fono a élu l'un des candidats au scrutin secret.

L'Assemblée législative tient deux sessions chaque année; elle vote le budget au cours de la première et discute la plupart des projets de loi pendant la seconde. Depuis le mois d'avril 1954, les commissions permanentes de l'Assemblée législative s'occupant de l'instruction publique et de la radiodiffusion ont été fondues en une seule et quatre commissions permanentes s'occupent maintenant de la santé, des travaux publics, de l'instruction publique et de la radiodiffusion, et de l'agriculture et des coopératives.

Le Conseil de tutelle a appris que jusqu'à présent le peuple samoan ne s'était guère intéressé à la création de partis politiques organisés et que la seule organisation politique véritable était le petit parti démocratique samoan qui, s'il prenait depuis trois ans une part active à la vie politique, ne comptait qu'une centaine de membres.

<sup>353</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 4*, document A/2427, p. 71 à 77.

### c) *Propositions de réforme constitutionnelle*

Comme l'exposait en détail le rapport du Conseil de tutelle (douzième session), le Premier Ministre de Nouvelle-Zélande, dans une déclaration qu'il a faite le 19 mars 1953, a énoncé des propositions en vue d'un projet de constitution du futur Etat du Samoa-Occidental et a annoncé un vaste programme de développement du Territoire dans les domaines administratif, judiciaire, social et économique, visant à contribuer à l'établissement d'un Etat du Samoa-Occidental autonome. Dans cette déclaration, le Premier Ministre a proposé de réunir dans le Territoire, vers la fin de 1954, une assemblée constituante qui représenterait tous les éléments de la collectivité samoane et qui étudierait un projet de constitution pour le futur Etat samoan. Le Premier Ministre a fait en outre certaines suggestions d'ordre général portant sur les dispositions à faire figurer dans ce projet, ainsi que des suggestions plus détaillées concernant les tâches à aborder et les problèmes à résoudre.

La Mission de visite de 1953 et le Conseil de tutelle, à sa douzième session, avaient estimé que cette déclaration constituait un exposé de principes clairvoyant, dont il convenait de féliciter l'Autorité administrante, notamment en ce qui concernait sa décision de soumettre en premier lieu à la population samoane la question du statut futur du Samoa-Occidental. Le Conseil avait noté avec satisfaction que ces propositions avaient pour objet l'élaboration d'un programme visant à l'accession du Samoa-Occidental à l'autonomie complète, et il avait exprimé l'espoir que la population samoane tirerait pleinement parti des possibilités qui lui étaient offertes et collaborerait avec l'Autorité administrante en vue de réaliser, dans une plus large mesure, la démocratisation de la société samoane qui faciliterait l'accession du Territoire à l'indépendance. Le Conseil avait aussi fait siennes les conclusions de la Mission de visite de 1953, qui avait notamment souligné la nécessité d'établir un mode de suffrage plus vaste et de maintenir des relations spéciales avec l'Autorité administrante une fois que le Territoire aurait accédé à l'autonomie; la Mission de visite avait en outre attiré l'attention sur le fait qu'il serait opportun d'intensifier la formation de ressortissants samoans en vue de les initier aux responsabilités inhérentes aux fonctions administratives et au pouvoir exécutif.

Des renseignements qui ont été soumis au Conseil à sa quatorzième session, il ressortait que ces propositions avaient reçu un accueil favorable dans le Territoire. Un Comité de travail, composé de 2 Fautuas, des membres non fonctionnaires du Conseil exécutif et d'autres représentants samoans et européens, a été créé en 1953; ce comité a pour mandat de déterminer ce que les divers groupes sociaux pensent du plan de développement et de préparer un projet de constitution détaillé à soumettre à l'Assemblée constituante que l'on se propose de convoquer à la fin de 1954 ou au début de 1955. Le Comité a d'abord établi une version simplifiée en samoan de la déclaration du Premier Ministre; des exemplaires de ce document ont été distribués dans tout le Territoire; en outre, tous les habitants ont été invités, par voie d'avis, à faire connaître leur opinion sur ce texte. Depuis lors, le Comité a formulé des recommandations provisoires sur la plupart des principales questions politiques mentionnées dans la déclaration du Premier Ministre. Toutefois, le Comité n'a pu jusqu'à présent examiner à fond ces premières suggestions et leur donner une forme définitive. L'Autorité administrante

s'est déclarée satisfaite des progrès réalisés et a signalé que le Comité de travail et le peuple samoan en général tenaient à examiner attentivement tous les problèmes en cause.

L'Autorité administrante a également fait savoir qu'un assistant spécial avait été désigné pour aider le Haut-Commissaire en ce qui concerne la coordination de tous les aspects du programme de développement et pour exercer les fonctions de secrétaire et de membre du Comité de travail. A sa douzième session, le Conseil a noté avec satisfaction que l'Administration avait décidé de procéder à cette désignation.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

*Le Conseil, notant que la population du Samoa-Occidental désire l'autonomie et que la déclaration du Premier Ministre de Nouvelle-Zélande du 19 mars 1953 apporte un moyen de satisfaire les aspirations politiques des Samoans, exprime l'espoir que la population, à la prochaine assemblée constituante, soumettra à l'attention de l'Autorité administrante un plan pour l'accession progressive du Territoire à l'autonomie ou l'indépendance. Le Conseil note en outre les mesures qu'un comité de travail a prises pour attirer l'attention de la population du Samoa sur les propositions de réforme constitutionnelle contenues dans la déclaration du Premier Ministre.*

*Le Conseil, soucieux d'accroître les responsabilités administratives confiées aux Samoans, accueille avec satisfaction l'information selon laquelle les membres non fonctionnaires du Conseil exécutif seront associés plus étroitement aux travaux des différents départements gouvernementaux, comme une première mesure vers la création d'un gouvernement responsable.*

### ADMINISTRATION LOCALE

A l'exception d'Aleisa, où les Européens sont en majorité et qui possède un conseil élu, l'administration locale est confiée aux conseils de village et de district, composés des chefs de famille (*matais*), selon la tradition samoane. L'intervention du gouvernement central se limite essentiellement à faire appliquer les règlements au moyen d'un corps de fonctionnaires locaux qui est superposé aux organes traditionnels de l'administration locale. La faiblesse du système résulte tant de l'absence de tout lien solide entre les conseils locaux et l'administration centrale, que du fait que les conseils locaux exercent en vertu de la coutume samoane certains pouvoirs quasi judiciaires qui ne sont pas reconnus par la loi.

Comme il l'a déclaré, le gouvernement veut établir des liens plus étroits entre les conseils locaux et l'administration centrale, séparer les pouvoirs judiciaires des pouvoirs administratifs des conseils, élargir la base de ces conseils et coordonner leur organisation. C'est pourquoi le secrétariat du gouvernement a été réorganisé et comprend une section des affaires de district, dirigée par un secrétaire adjoint, et l'Assemblée législative a adopté, en 1953, une loi relative à l'administration locale (*District and Village Government Board Ordinance*) sur les recommandations d'une commission d'enquête. Cette loi prévoit la création d'un Conseil d'administration locale (Local Government Board), présidé par le Haut-Commissaire et composé des 2 Fautuas et de 6 membres désignés. Le Conseil, constitué en 1954, examinera les arrêtés qui lui seront soumis par les divers conseils locaux. Son approbation leur donnera

force légale. On espère que les pouvoirs accrus dont ils pourront bénéficier inciteront les organes locaux actuels à soumettre leurs arrêtés à l'examen du Conseil. On espère aussi que le nouveau système favorisera l'adoption de formes d'organisation plus démocratiques.

A sa douzième session, le Conseil de tutelle avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante étudierait sans tarder la possibilité de doter la zone urbaine d'Apia d'un système d'administration locale, question que les membres samoans de l'Assemblée législative avaient expressément exclue du mandat de la Commission d'enquête sur l'administration locale. Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle comprenait parfaitement la nécessité de telles mesures et elle a exprimé l'espoir que l'Assemblée législative accepterait sous peu de procéder à une étude détaillée des problèmes que soulève cette réorganisation. Bien qu'elle ait estimé qu'on ne gagnerait rien à vouloir brusquer l'établissement d'une administration municipale avant d'être certain de trouver auprès des habitants d'Apia un appui suffisant, l'Autorité administrante a cependant informé le Conseil à sa quatorzième session qu'une commission d'urbanisme avait été créée en 1954 pour faire des recommandations au gouvernement sur des questions telles que l'habitation, la construction et l'entretien de routes, le drainage et la protection contre l'incendie dans la zone urbaine.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil prend note de la création du District and Village Government Board et d'une commission d'urbanisme pour la région urbaine d'Apia; il exprime l'espoir que l'expérience acquise par ces organismes favorisera le développement des administrations locales.*

#### FONCTION PUBLIQUE

La fonction publique du Samoa-Occidental, créée en vertu du *Samoa Amendment Act* de 1949, est placée sous l'autorité d'un Commissaire à la fonction publique, nommé par le Gouverneur général de la Nouvelle-Zélande et soumis à l'autorité du Ministre néo-zélandais des territoires insulaires, pour ce qui est de la promulgation des règlements relatifs à la fonction publique et de toutes questions qui, de l'avis du Ministre, intéressent la politique de l'Autorité administrante. L'Assemblée législative n'a pas le pouvoir de légiférer en ce qui concerne la fonction publique; d'autre part, le Haut-Commissaire n'a aucune autorité directe sur elle. Le fait a été signalé par la Mission de visite de 1953 qui a estimé qu'il faudrait, au cours de la période transitoire qui précéderait l'autonomie, prendre des mesures énergiques touchant les problèmes que pose la fonction publique et qu'il serait donc souhaitable que le Ministre des territoires insulaires délèguât en partie ses pouvoirs sur la Commission de la fonction publique au Haut-Commissaire. Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante a déclaré que la future assemblée constituante devant décider de la direction de la fonction publique, on aurait tort d'apporter des modifications radicales avant que le peuple samoan n'ait fait connaître son avis sur cette question.

A la fin de 1953, le nombre des fonctionnaires était de 1.070, soit une augmentation de 84 par rapport à 1952; sur ce total, on comptait 817 Samoans. Tous les chefs de service étaient européens, dont deux seulement classés dans la catégorie des "Européens locaux". Sur un total de 79 fonctionnaires des services organiques et

techniques ou des cadres supérieurs des services administratifs, on comptait 22 Samoans ou "Européens locaux".

L'Autorité administrante et la Mission de visite de 1953 s'étaient accordées à reconnaître qu'il fallait entreprendre d'une façon intensive la formation d'un personnel samoan capable d'assumer les nouvelles responsabilités qu'impliquent les propositions de réforme constitutionnelle. A sa douzième session, le Conseil de tutelle avait pris acte avec satisfaction des mesures adoptées pour mettre en œuvre un plan organisé de formation du personnel administratif et avait noté que le Gouvernement du Samoa-Occidental envisageait de nommer un fonctionnaire à plein temps qui serait chargé de cette formation. Le Conseil avait aussi attiré l'attention de l'Autorité administrante sur la suggestion de la Mission de visite de 1953 concernant le détachement, en vue de stages, de fonctionnaires samoans auprès de l'Administration néo-zélandaise et, si possible, auprès d'autres services gouvernementaux.

Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante a déclaré que le nombre des fonctionnaires qui reçoivent une formation en cours d'emploi dans les différents services du gouvernement avait augmenté au cours de l'année et que plusieurs fonctionnaires samoans, particulièrement au Ministère des travaux publics, avaient été détachés auprès de l'Administration néo-zélandaise pour y effectuer un stage. En 1953, quelques conférences ont été organisées à l'intention des fonctionnaires des échelons supérieurs et intermédiaires. Ce qui, dans le passé, a surtout mis obstacle au progrès des Samoans, c'est le niveau généralement assez bas de l'instruction occidentale de la plupart des fonctionnaires locaux; on a exprimé l'espoir que l'on pourrait maintenant, grâce au Samoa College, améliorer le niveau d'instruction des fonctionnaires recrutés sur place. L'Autorité administrante a déclaré qu'elle espérait pouvoir en 1954 consacrer plus d'efforts à la réalisation d'un vaste programme de formation du personnel.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, persuadé qu'il est indispensable d'organiser un corps de fonctionnaires compétents et expérimentés si l'on veut mettre en œuvre les propositions que le Premier Ministre de Nouvelle-Zélande a présentées dans sa déclaration de mars 1953, invite l'Autorité administrante à accélérer son programme de formation du personnel administratif afin de préparer les autochtones à occuper des postes élevés dans l'administration.*

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

La Haute Cour du Samoa-Occidental est compétente en matière civile et pénale. Elle se compose d'un premier juge, de 5 magistrats de la Haute Cour, de 4 juges associés samoans et de 14 juges samoans de district. Le premier juge et les magistrats de la Haute Cour sont nommés par le Ministre néo-zélandais des territoires insulaires; les juges associés et les juges de district, par le Haut-Commissaire, sur proposition du Fono des Faipoulés. Pour les affaires criminelles graves, la Haute Cour est composée de quatre assesseurs et du premier juge. Ce magistrat s'adjoint 2 assesseurs samoans et 2 assesseurs européens dans toutes les affaires où un Samoan est impliqué.

Depuis le 1er novembre 1952, les juges associés samoans siègent à la Haute Cour à Apia et également à Tuasivi (Savaii), en l'absence du magistrat, pour



connaître des affaires civiles et criminelles qui relèvent de leur compétence. Pour les procès de ce genre, deux jeunes associés siègent ensemble, dans l'ordre d'un tableau de service mensuel. Ils siègent aussi à titre consultatif avec le premier juge, ou avec tout magistrat siégeant à Apia.

L'un des buts essentiels du *Samoa Amendment Act* de 1953 était d'instituer des tribunaux de district. A la fin de 1953, on ne disposait pas encore d'un système complet de tribunaux de district, bien que l'on eût pris des mesures préliminaires à cet effet. Quatorze nouveaux juges associés samoans ont été nommés en 1953 pour une période d'essai d'un an, à l'expiration de laquelle les juges les plus compétents seront confirmés et les autres remplacés. Pendant l'année, des audiences ont eu lieu périodiquement dans les districts éloignés, afin d'enseigner aux juges associés samoans et au public l'administration de la justice. Le greffier de la Haute Cour a présidé ces audiences en sa qualité de magistrat.

En dehors de la Haute Cour, le seul autre organe judiciaire légalement constitué est le tribunal des propriétés foncières et des titres indigènes (*Land and Titles Court*) qui est compétent pour trancher les différends concernant les terres samoanes et le droit d'hériter de titres samoans. Ce tribunal est présidé par le premier juge de la Haute Cour, qui est assisté de deux ou trois assesseurs européens et de quatre juges samoans.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, estimant qu'il faut donner plus d'ampleur à l'organisation judiciaire du Territoire, note que l'Autorité administrante a modifié le Samoa Act de 1921 afin de créer un système de juridictions inférieures plus efficaces et exprime l'espoir qu'il sera possible de maintenir plus longtemps en fonction les juges samoans des tribunaux de district et les juges samoans de la Haute Cour.*

### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

#### **DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES**

##### **a) Considérations générales**

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a pris acte avec satisfaction de la création, en 1953, du Conseil exécutif.

Le représentant de l'Inde a estimé que les institutions actuelles du Territoire, quoique offrant aux Samoans l'occasion de participer à l'administration et d'en acquérir l'expérience ainsi que de s'opposer aux forces de ségrégation et de séparation entre la population et l'Autorité administrante, ne constituaient pas des organes de gouvernement autonome et ne formaient pas un trait d'union entre l'organisation existante et le futur gouvernement responsable.

Le représentant de l'Inde a demandé s'il ne convenait pas d'expliquer nettement aux Samoans que la déclaration du Premier Ministre de Nouvelle-Zélande ne représentait pas une deuxième solution, mais proclamait la ferme intention du Gouvernement néo-zélandais de renoncer à ses attributions en ce qui concerne le Samoa et de n'accepter d'autres responsabilités que celles qui découleraient de ses négociations futures avec les Samoans, devenus un peuple libre. Il fallait faire ressortir ce point de manière à dissiper toute équivoque, afin que, lors de la réunion de l'Assemblée constituante, il s'agisse non pas de savoir si les Samoans assumeraient

la charge de l'administration, mais bien, en premier lieu, quand et comment ils prendraient la direction de leurs affaires et, en second lieu, quelles institutions étaient aptes à obtenir ce résultat ; en troisième lieu, il fallait attirer l'attention sur la nécessité, pour un pays qui devait devenir autonome, de s'administrer lui-même. Le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante indiquerait très nettement qu'elle souhaitait voir élaborer par l'Assemblée constituante un plan qui envisagerait les moyens de donner suite aux vœux du Gouvernement néo-zélandais, tels que le Premier Ministre les avait exposés dans sa déclaration, et d'atteindre les buts de l'Accord de tutelle. La délégation indienne approuvait l'opinion du parti démocratique samoan (citée dans le rapport de la Mission de visite) selon laquelle la solution pourrait consister à trouver un compromis entre le système des *matais* et la notion de représentation démocratique individuelle. Selon le représentant de l'Inde, il devait être possible d'élaborer un projet qui permettrait aux divers districts de choisir entre le système de l'élection par les *matais* et le suffrage universel, et qui, le cas échéant, laisserait aux districts qui se seraient prononcés en faveur du premier système la faculté d'élargir le corps électoral à l'occasion d'élections ultérieures.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que si huit années s'étaient écoulées depuis le moment où les Samoans avaient sollicité pour la première fois l'octroi de l'autonomie, l'Autorité administrante n'avait toujours pas donné satisfaction à cette légitime revendication. Le Gouvernement néo-zélandais, représenté par un Haut-Commissaire, continuait d'exercer tous les pouvoirs dans le Territoire. Les conseils exécutif et législatif avaient un rôle purement consultatif ; ils ne possédaient aucune autorité. En outre, la composition et le mode d'élection de l'Assemblée législative n'étaient ni représentatifs ni démocratiques. Les Européens y étaient représentés hors de toute proportion ; ils étaient élus au suffrage universel, alors que la population autochtone ne jouissait pas de ces droits. Les membres samoans de l'Assemblée législative étaient nommés par le Fono des Faipoulés, qui n'était lui-même élu que par les *matais*. Selon le rapport annuel, le Fono des Faipoulés fondé sur le système des *matais* faisait presque toujours preuve de conservatisme, mais l'Autorité administrante ne prenait aucune mesure pour abandonner le système désuet des *matais*. Au contraire, elle en encourageait le maintien, et le plan de réforme du Territoire prévoyait la continuation de l'ancien système des *matais*. L'Autorité administrante devait prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer sans heurt le passage de ce régime suranné à un système de gouvernement démocratique. Le représentant de l'URSS a estimé que le Comité de travail qui étudiait les propositions de "réformes" n'avait pas été choisi de façon démocratique et qu'il n'était pas un organe véritablement représentatif de la population samoane. Tous les membres du Comité avaient été nommés par le Haut-Commissaire, qui les avait choisis parmi les dirigeants et les représentants des *matais*, et ils seraient seuls à prendre part aux débats.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a donné au représentant de l'Inde l'assurance que l'Autorité administrante et les chefs samoans étudieraient attentivement sa déclaration. Il était permis d'espérer que quelques réformes de structure découleraient des recommandations de l'Assemblée constituante.

Le représentant spécial a répondu au représentant de l'URSS que l'Assemblée qui, d'après ce représentant, n'était "ni représentative ni démocratique", semblait jouir de la confiance totale des habitants du Territoire et que, dans la nouvelle Assemblée législative, la proportion des membres samoans par rapport aux membres européens s'accroîtrait certainement beaucoup. Il a reconnu que l'Autorité administrante devait éviter de maintenir ou de renforcer le système des *matais* d'une manière qui risquerait de s'opposer à la réalisation de nouveaux progrès; l'Autorité administrante s'efforçait constamment de montrer au peuple samoan les avantages des formes nouvelles de représentation politique et d'organisation économique. Le représentant spécial a déclaré en outre, en ce qui concerne l'Assemblée constituante, qu'à sa connaissance il n'était pas prévu que des fonctionnaires assistent aux sessions de cette assemblée, et qu'il n'avait certainement pas été décidé que seuls les *matais* devaient y participer.

#### b) Organisation politique actuelle

Le représentant du Royaume-Uni a été heureux de constater que l'Administration avait l'intention de confier à un membre élu du corps législatif le soin de présider les commissions, préparant ainsi la voie à la création du poste de président de l'assemblée.

Le représentant de la Belgique a estimé que le Conseil devait respecter les vœux unanimement exprimés par la population du Samoa-Occidental en ce qui concerne le droit de vote.

Le représentant de la Chine a constaté avec la plus vive satisfaction que les élections à la nouvelle Assemblée législative avaient été les plus satisfaisantes jusqu'à ce jour, et a formulé l'espoir que les résultats heureux de ces élections contribueraient à rendre les dirigeants autochtones plus favorables à l'instauration progressive du suffrage universel.

Le représentant du Salvador a noté les modifications apportées au mode d'élection au Fono des Faipoulés en vue de l'élection des membres samoans de l'Assemblée législative, mais a déclaré que sa délégation espérait voir introduire le plus rapidement possible le suffrage universel.

Le représentant de la France a constaté l'attachement des Samoans à leurs institutions traditionnelles, qui, selon leur conception, représentaient la forme la plus valable de démocratie. Si le Conseil ne pouvait renoncer au principe du suffrage universel, il ne pouvait pas davantage contraindre les Samoans à l'appliquer, et les recommandations qui pourraient leur être adressées devaient être rédigées avec beaucoup de prudence.

Le représentant de la Syrie a fait observer que, tandis que les Samoans ne jouissaient pas du suffrage universel, les Européens exerçaient ce droit. Ainsi, cette collectivité, qui n'était pas très importante, était soumise à deux régimes électoraux, dont l'un était très avancé alors que l'autre était rétrograde. L'Autorité administrante reconnaissait elle-même que cette situation était anormale, et attribuait cette anomalie à la structure sociale du Territoire, que, d'ailleurs, elle n'entendait pas modifier. En outre, l'Assemblée législative comprenait des membres du Conseil d'Etat, qui était, en réalité, un organe exécutif. Il ne semblait donc pas que le principe de la séparation des pouvoirs législatif et exécutif fût appliqué dans le Territoire. L'Assemblée législative elle-même n'avait que des pouvoirs limités et, dans bien des cas même, inexistantes. Quant au Fono des Faipoulés, il n'exerçait que des fonctions purement

consultatives; l'Autorité administrante elle-même reconnaissait l'inutilité de cet organe, puisqu'elle se proposait de le supprimer. La délégation syrienne était d'avis que l'Autorité administrante devait élargir la sphère d'application du suffrage universel ainsi que les pouvoirs de l'Assemblée législative.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que celle-ci ne manquerait pas de tenir compte des observations relatives au suffrage universel que divers représentants avaient présentées et qu'elle les porterait à la connaissance des habitants du Territoire.

#### c) Propositions de réforme constitutionnelle

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'aux yeux de sa délégation, le soin avec lequel l'Autorité administrante préparait l'accès des populations du Samoa à l'autonomie devait lui valoir l'approbation sans réserve du Conseil. La tâche essentielle que devaient accomplir l'Autorité administrante et les dirigeants samoans consistait à l'heure actuelle à faire connaître à la population le plan de développement et à étudier le rythme auquel les réformes proposées dans ce plan pouvaient s'effectuer. Le Conseil devait approuver les dispositions que l'Autorité administrante proposait pour l'examen du plan avec la population.

Le représentant de la Belgique a estimé que le Conseil devait approuver les mesures prises par l'Autorité administrante en matière d'évolution constitutionnelle et devait inviter les Samoans à soumettre les amendements constitutionnels proposés à un examen et à une discussion approfondis.

Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation avait été particulièrement heureuse de constater les progrès accomplis dans l'organisation d'un Comité de travail pour le plan de développement et dans les délibérations de cet organe. Elle avait surtout relevé le fait, mentionné par le représentant spécial, que les chefs samoans siégeant au Comité avaient fait preuve, à un degré remarquable, de discernement, de maturité et d'esprit d'initiative.

Le représentant du Salvador a déclaré que sa délégation attachait beaucoup d'importance au succès des travaux du Comité de travail pour le plan de développement, et qu'elle espérait voir donner à la population samoane la possibilité d'exposer ses vues sur les recommandations du Comité, afin que l'Assemblée constituante puisse donner tous les résultats que l'on attendait d'elle.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'espoir que l'Assemblée constituante se réunirait au moment prévu, que les Samoans profiteraient pleinement des occasions qui leur étaient offertes de parvenir rapidement à une plus grande autonomie et qu'ils feraient preuve de sérieux et de jugement en assumant les responsabilités qui leur seraient ainsi confiées.

Le représentant de la Syrie a estimé que les principes exposés dans la déclaration du Premier Ministre de Nouvelle-Zélande le 19 mars 1953 en ce qui concerne l'évolution politique, économique et sociale du Samoa-Occidental ne paraissaient pas près d'être mis en application et a fait observer que le rapport annuel n'y consacrait qu'un seul paragraphe. Ce texte indiquait que le Comité de travail avait commencé ses travaux, mais l'enthousiasme du début semblait avoir disparu, et l'on mentionnait surtout dans le rapport annuel les difficultés auxquelles l'Administration se heurtait — difficultés qui étaient attribuées aux usages et au mode de vie des Samoans.

Le représentant de la Syrie a jugé que la division de la population en personnes de statut samoan et personnes de statut européen n'était pas nécessaire et qu'il fallait l'abolir.

Le représentant de l'Inde a estimé que la division des habitants en personnes de statut européen et personnes de statut non européen était une survivance de l'impérialisme anglo-saxon et s'opposait au progrès de l'unité territoriale. Aussi a-t-il exprimé l'espoir qu'une nationalité unique serait instituée dans le Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Autorité administrante tiendrait le plus grand compte des observations formulées au sujet du plan de développement, qu'elle ne manquerait pas de porter à la connaissance de la population du Territoire. Il serait erroné de donner à entendre que l'on s'efforçait de minimiser l'importance de la déclaration du Premier Ministre, ou que l'exécution du plan était très en retard sur les prévisions.

#### ADMINISTRATION LOCALE

Le représentant du Royaume-Uni a estimé que le Conseil devait féliciter vivement l'Autorité administrante d'avoir créé la Commission d'urbanisme d'Apia.

Le représentant de la Chine a estimé que l'établissement d'un Conseil de gouvernement local (District and Village Government Board) était une étape importante dans la voie du développement de l'administration locale et a exprimé l'espoir d'obtenir de nouveaux renseignements sur l'activité de ce conseil.

Le représentant du Salvador a déclaré que sa délégation espérait qu'un système moderne d'administration locale serait instauré le plus tôt possible. Il a également noté avec beaucoup d'intérêt la création du Conseil de gouvernement local et de la Commission d'urbanisme d'Apia, et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante étudierait toutes les mesures possibles et utiliserait tous les moyens de persuasion, sans toutefois hâter la marche des événements, pour convaincre les Samoans des avantages des systèmes modernes d'élection et d'administration locale.

Le représentant de l'Australie, approuvant la politique de l'Autorité administrante tendant à encourager le mouvement en faveur d'une forme plus occidentale de démocratie, sans cependant hâter la transformation au point de provoquer une réaction, a constaté avec satisfaction que certains districts évoluaient vers des formes d'administration locale fondées sur le modèle européen, et qu'une ordonnance sur l'administration locale (*District and Village Government Board Ordinance*) avait été promulguée en 1953.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a noté avec satisfaction l'adoption de l'ordonnance sur l'administration locale.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a remercié les divers représentants des observations qu'ils avaient faites sur la nécessité de créer dans le Territoire les pouvoirs locaux efficaces qui lui convenaient. L'administration territoriale et le Conseil de gouvernement local récemment créés s'attachaient particulièrement à la question.

#### FONCTION PUBLIQUE

Le représentant du Royaume-Uni a pris note avec satisfaction de l'action entreprise pour préparer des Samoans à la fonction publique, tant dans les services du Territoire que dans ceux de la Nouvelle-Zélande.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'espoir que l'ouverture du Samoa College permettrait de nommer de nouveaux Samoans dans l'administration et de leur confier des postes plus élevés dans un proche avenir.

Le représentant de l'Inde a déclaré qu'il pouvait difficilement croire qu'il n'y avait pas de Samoans capables de faire fonctionner l'administration du Territoire; il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante parviendrait à "samoaniser" rapidement les services administratifs.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'aucun poste de l'administration comportant des responsabilités n'était confié à un Samoan.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Le représentant de la Chine a accueilli avec intérêt les renseignements que le représentant spécial avait donnés sur les 14 juges samoans de district, ainsi que ses observations sur la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire. La délégation chinoise a été particulièrement heureuse d'apprendre que l'Administration étudiait la question de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Elle a exprimé l'espoir que les efforts de l'Administration dans ce sens ne se limiteraient pas aux tribunaux de district, mais que le principe de la séparation des pouvoirs serait progressivement étendu aux tribunaux d'une instance supérieure.

Le représentant de la Syrie a déclaré que l'organisation judiciaire du Territoire paraissait assez simpliste. Il n'existait qu'une seule juridiction, la Haute Cour, et les tribunaux régionaux et de district relevant de cette Haute Cour n'avaient pas encore été institués. C'était ce qu'il fallait faire si l'on voulait améliorer le système. En outre, l'Administration devait reconnaître les tribunaux indigènes et les aider à se développer.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a assuré le représentant de la Chine qu'en fait le pouvoir judiciaire, à tous les degrés, était complètement libre, dans le Territoire, de toute influence gouvernementale, même dans les cas, de plus en plus rares, où un fonctionnaire faisait fonction de commissaire de la Haute Cour. Du fait de la formation approfondie des juges de district, il serait bientôt possible de mettre sur pied un système plus efficace de tribunaux de première instance.

### III. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

A l'exception de quelques petites industries qui produisent surtout pour la consommation locale, l'économie du Samoa-Occidental est agricole et les principales cultures commerciales sont le coprah, le cacao et les bananes que l'on produit pour l'exportation. La grande majorité des Samoans vivent dans des collectivités villageoises et pratiquent surtout les cultures vivrières; ils travaillent en groupes familiaux, dirigés par leurs *matai* respectifs, en suivant les méthodes traditionnelles. Toutefois, ce sont les Samoans qui récoltent près de 95 pour 100 des bananes exportées, près de 80 pour 100 de la production totale de coprah et probablement 60 pour 100 du cacao exporté. Les New Zealand Reparation Estates, organisme du Gouvernement néo-

zélandais qui exploite des plantations reprises aux Allemands, apportent une aide précieuse à l'économie du Territoire. Ils produisent de grandes quantités de coprah, de cacao, de bœuf de boucherie et de bois de construction; les bénéfices sont consacrés au bien-être de la population du Territoire; ces Estates servent aussi de centre expérimental pour les travaux agricoles.

Sur le plan économique, le Territoire est en général prospère. De 1949 à 1953, la valeur totale des exportations et des réexportations du Territoire est passée de 1.344.758 livres à 1.954.689 livres; ses importations sont passées de 881.584 livres à 1.312.769 livres; ce dernier chiffre marque un fléchissement de 375.000 livres par rapport à 1952.

Le principal problème économique du Samoa-Occidental est le suivant: le Territoire doit produire davantage, en raison de l'augmentation rapide de la population, donner à la population un niveau de vie de plus en plus élevé et créer les conditions économiques nécessaires à l'autonomie. L'Autorité administrante et la Mission de visite de 1953 ont estimé l'une et l'autre que le principal obstacle à ces réalisations était probablement le système traditionnel d'agriculture et le régime foncier villageois, qui place la production entre les mains des groupes familiaux qui, sous la direction du *matai*, cultivent des parcelles souvent peu étendues et dispersées. Afin de trouver un autre moyen de production, l'Assemblée législative a adopté, en 1952, une loi sur les sociétés coopératives et un fonctionnaire qualifié est entré en fonctions au début de 1954 pour s'occuper des coopératives.

Tant le Conseil que l'Autorité administrante ont souligné la nécessité de développer et de diversifier l'économie du Territoire, et le Premier Ministre de Nouvelle-Zélande, dans sa déclaration de principes sur l'évolution politique du Samoa-Occidental, a insisté sur ce point en annonçant qu'un vaste programme de développement avait été mis sur pied. Au titre de ce programme, on a entrepris en 1953, sous les auspices de la Commission du Pacifique sud, une enquête générale sur l'économie du Territoire dont la première partie a été achevée au début de 1954. Cette enquête se complètera par un levé aérophotogrammétrique et une étude pédologique ainsi que par une étude générale portant notamment sur les questions suivantes: population, production, échanges, ressources et revenu national. Le programme prévoit également des mesures en vue de développer la production agricole compte tenu des recommandations formulées par un expert du Gouvernement néo-zélandais, à la suite d'une enquête agricole effectuée en 1952. L'Autorité administrante a indiqué au Conseil, dans son rapport annuel pour 1953, que l'on avait déjà commencé à effectuer le levé aérophotogrammétrique, mais que, pour lancer un programme agricole intensif, il fallait attendre l'arrivée du Directeur de l'agriculture récemment nommé, qui est entré en fonctions au début de 1954. A sa douzième session, le Conseil de tutelle a constaté avec satisfaction la mise en œuvre du programme de développement et a noté en particulier qu'il se déroulait avec l'appui des chefs samoans.

En plus du programme général mentionné ci-dessus, d'autres grands travaux ont été entrepris en 1953; le réseau routier a été étendu, on a commencé la construction d'un nouveau port dans l'île de Savaii, amélioré les installations du port d'Apia et construit une nouvelle centrale hydro-électrique à Avele qui doit être mise

en service en octobre 1954. Pendant l'année, un expert du Département de l'agriculture de la Nouvelle-Zélande s'est rendu dans le Territoire pour y soumettre le bétail à la tuberculino-réaction. L'Administration a également demandé l'assistance technique de la FAO pour déterminer s'il était possible de créer des viviers dans le Samoa-Occidental, mais aucun engagement ferme n'a été pris jusqu'à présent.

A sa douzième session, le Conseil de tutelle avait pris acte avec satisfaction de la déclaration du représentant de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'Autorité administrante avait achevé son enquête pour déterminer s'il était souhaitable de conserver le tarif douanier préférentiel du Commonwealth britannique, qui était appliqué depuis 1920 au Samoa-Occidental, et informé le gouvernement du Territoire qu'elle n'avait aucune objection contre l'abolition du tarif préférentiel et son remplacement par un tarif général. Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante a déclaré que l'Assemblée législative n'avait pas encore pu étudier la question. Cependant, un Comité ministériel a pu le faire et ses conclusions ont été communiquées au Conseil exécutif.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes:

*Le Conseil note avec satisfaction que la première phase de l'étude générale sur l'économie du Territoire a été achevée et que le développement des coopératives a fait des progrès, en particulier en ce qui concerne la nomination d'un Registrar des sociétés coopératives. Comme la population augmente rapidement, le Conseil espère que l'on s'occupera tout d'abord, en coopération avec la population samoane, de prendre des mesures qui favoriseront l'augmentation globale de la production, la diversification des cultures et la création d'industries secondaires.*

*Le Conseil, prenant acte de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle l'Assemblée législative n'a pas encore eu la possibilité d'étudier la question des tarifs préférentiels et le Gouvernement du Samoa-Occidental étudie actuellement l'ensemble de la question des tarifs douaniers, espère recevoir des renseignements sur la solution définitive qui sera adoptée.*

#### PRODUCTION ET COMMERCE D'EXPORTATION

Comme il a été indiqué précédemment, la valeur totale des exportations a continué d'augmenter en 1953 et a dépassé de 176.000 livres environ le chiffre sans précédent qu'elle avait atteint en 1952. Cette situation est surtout due au maintien du niveau élevé des prix et à l'augmentation du volume des exportations de cacao et de bananes.

La vente des produits agricoles d'exportation se fait en partie par l'intermédiaire de l'Administration, en vertu d'accords contractuels, et en partie sur le marché libre. Pour ce qui est des exportations de coprah dont la production est, pour environ 80 pour 100, entre les mains de Samoans, c'est le Ministère du ravitaillement du Royaume-Uni qui achète la presque totalité des quantités exportées, en vertu d'un contrat qui garantit un prix minimum jusqu'au 31 décembre 1951 pour le coprah produit au Samoa-Occidental. Les prix payés aux producteurs sont fixés par le Copra Board, organe officiel qui gère un fonds de réserve du coprah destiné à stabiliser les prix. En 1953, le volume des exportations de coprah s'est élevé à 11.185 tonnes contre



17.037 l'année précédente et le prix contractuel est resté de 65 livres la tonne f.o.b. à Apia.

Les exportations de cacao ont peu à peu augmenté ces dernières années, pour atteindre 3.743 tonnes en 1953 contre 2.448 tonnes en 1952; plus de la moitié de la récolte a été produite par des Samoans. La récolte se vend facilement sur les marchés mondiaux; en 1953, le prix a varié de 205 à 320 livres la tonne f.o.b. à Apia.

Toutes les bananes exportées du Territoire sont vendues en Nouvelle-Zélande par un organisme commercial qui fixe les prix de vente f.o.b. à Apia, de concert avec les représentants du gouvernement du Territoire. Le prix payé aux producteurs était de 9 shillings par caisse en 1953, à l'exclusion des frais divers et frais de manutention, que le gouvernement prend à sa charge en vertu de son plan de culture bananière et qui sont inclus ensuite dans le prix de vente. En 1953, le Samoa-Occidental a exporté 252.582 caisses de bananes. Ce chiffre sans précédent vient après deux années pendant lesquelles la production avait fléchi par suite de la sécheresse. On envisage de fonder dans un proche avenir un Office bananier qui prendra la direction du plan de culture bananière, et de constituer un fonds de stabilisation pour l'industrie des bananes.

En dehors des produits susmentionnés, les seules exportations importantes, à l'exclusion des produits réexportés, sont le bois de construction (environ 1.500 stères par an), le caoutchouc, la noix de coco séchée et les produits de l'artisanat. En 1951, la production de noix de coco séchée a été pratiquement suspendue à la suite d'une brusque baisse des prix sur les marchés; la situation du caoutchouc est analogue.

#### NEW ZEALAND REPARATION ESTATES

Les New Zealand Reparation Estates sont d'anciennes plantations allemandes devenues, au titre des réparations, la propriété du Gouvernement néo-zélandais après la première guerre mondiale. Le Gouvernement néo-zélandais a eu jusqu'ici pour principe d'exploiter ses plantations et d'en consacrer les revenus à des programmes de développement social et économique au bénéfice du Territoire. Ces plantations ont grandement aidé l'économie samoane, en produisant d'importantes quantités de coprah, de cacao, de caoutchouc et de bois de construction destiné à l'exportation, et en servant de centre expérimental pour les travaux agricoles, le développement de certaines industries secondaires et l'acclimatation de nouvelles races de bétail. Une importante conséquence de l'exploitation de ces Estates a été de développer la production de cacao et de permettre de découvrir en 1952 un cacaoyer de type supérieur, réfractaire à l'encre des cabosses. Les Estates possèdent environ 68 pour 100 des 12.000 têtes de bétail qui constituent le cheptel du Territoire.

Dans la déclaration qu'il a faite le 19 mars 1953 sur les progrès politiques du Samoa-Occidental, le Premier Ministre de Nouvelle-Zélande a annoncé que l'Autorité administrante étudiait les moyens de transférer au Territoire ces domaines en plein rendement. Le Gouvernement néo-zélandais proposait pour cela de transférer la propriété à un Conseil d'administration où siègeraient des Samoans et des Néo-Zélandais, ces derniers devant cesser de faire partie du Conseil d'administration lorsque le Samoa-Occidental serait parvenu à l'autonomie complète. Le Conseil de tutelle a félicité le Premier Ministre de sa déclaration et a exprimé

l'espoir que le peuple samoan étudierait soigneusement la procédure qu'il avait proposée pour le transfert.

Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante a fait savoir qu'une enquête préliminaire sur les modalités de transfert de ces Estates avait eu lieu au cours de l'année mais qu'il faudrait vraisemblablement quelque temps encore avant que le transfert fût effectif. Elle étudiait une proposition selon laquelle un Comité consultatif temporaire serait désigné qui fonctionnerait pendant la période de transition.

#### RÉGIME FONCIER

L'ensemble des terres du Territoire se répartit en trois catégories: terres de la Couronne, terres samoanes et terres européennes. Les terres de la Couronne appartiennent soit au Gouvernement samoan, soit à la Nouvelle-Zélande, et sont constituées par les Reparation Estates, anciennes plantations allemandes reçues au titre des réparations après la première guerre mondiale. Les terres samoanes sont propriété de la Couronne mais les Samoans les détiennent conformément à l'usage et la coutume du pays; il est interdit d'aliéner ces terres à titre permanent, sauf au bénéfice du Gouvernement samoan ou d'autres groupements de Samoans; mais ces terres peuvent être données à bail avec l'assentiment des pouvoirs publics. En fait, moins de 1.400 hectares de terres samoanes ont été cédées à titre permanent au gouvernement, uniquement pour des raisons d'intérêt public.

Au mois de décembre 1953, les terres cultivées du Territoire se répartissaient à peu près comme suit:

	Hectares
New Zealand Reparation Estates:	
Pleine propriété .....	5.160
Bail .....	160
Samoans .....	30.400
Européens (bail) .....	3.160
Gouvernement samoan, Européens et missions (pleine propriété) .....	10.820

Il faut ajouter aux chiffres ci-dessus environ 240.000 hectares de terres inutilisées, notamment des forêts, des réserves et des régions recouvertes de lave dans l'île de Savaii (18.000 hectares). Sur le total des terres du Territoire, les Samoans possèdent de 232.000 à 234.000 hectares, les Européens 6.400 hectares environ et les missions quelque 2.000 hectares. Les New Zealand Reparation Estates possédaient quelque 15.550 hectares et la superficie des terres de la Couronne dont dispose le Gouvernement samoan était environ 35.200 hectares, les autochtones utilisant une partie importante de cette superficie pour leurs propres besoins.

Malgré l'accroissement rapide de la population du Samoa-Occidental, le surpeuplement n'est pas encore un phénomène général; il ne s'est manifesté jusqu'ici que sur la côte nord d'Upolu et à Manono où l'on peut, de toute façon, trouver d'autres terres comme exutoire dans les cas graves. On considère qu'il ne constitue pas un danger immédiat; on calcule en effet que, même sans tenir compte d'une augmentation éventuelle de la productivité, le Territoire pourrait nourrir une population double de la population actuelle. Toutefois, le principal problème qui préoccupe l'Autorité administrante n'est pas tant de maintenir à son niveau actuel l'économie de subsistance que de développer de façon appréciable la production agricole, et en particulier les cultures d'exportation, afin d'établir les bases économiques nécessaires au programme d'évolution politique du Territoire.



L'un des principaux obstacles à une augmentation de la production résidera peut-être dans le régime foncier des îles Samoa : la terre est la propriété de groupes familiaux qui la cultivent, en parcelles peu étendues et souvent dispersées, sous la direction du *matai*; c'est un régime qui ne favorise pas l'initiative individuelle. L'Autorité administrante prête une grande attention à ce problème et espère que le développement des coopératives permettra d'offrir à la population un type différent d'organisation économique. Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante a également signalé qu'un nombre croissant de Samoans créent des plantations plus importantes et mieux gérées, comparables à celles des Européens.

A sa douzième session, le Conseil de tutelle avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait de rechercher une solution au problème foncier et réussirait à favoriser la création de coopératives agricoles.

#### FINANCES PUBLIQUES

Aux termes du *Samoa Amendment Act*, de 1947, l'approbation du budget annuel et la législation financière sont de la compétence de l'Assemblée législative, avec cette réserve que l'Assemblée ne peut approuver des mesures financières qui entraînent des dépenses imputables sur les fonds publics que sur la recommandation du Haut-Commissaire, après avis du Conseil exécutif. Les recettes publiques proviennent principalement des droits d'importation et d'exportation, des bénéfices des entreprises publiques, des impôts directs (notamment un impôt progressif sur les traitements et salaires, dû par toutes les personnes autres que les sociétés anonymes), des droits de port et des taxes perçues sur les transports maritimes, enfin d'un impôt commercial calculé sur le prix de vente en gros des diverses marchandises.

A sa dixième session, le Conseil de tutelle, ayant appris que la Commission des finances de l'Assemblée législative appuyait en principe la recommandation tendant à remplacer l'impôt sur les traitements et salaires et l'impôt commercial par un impôt sur le revenu, avait exprimé l'espoir que des propositions de révision du système fiscal ne se feraient pas trop attendre. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré toutefois qu'il ne lui avait pas encore été possible d'obtenir des renseignements sur la répartition des revenus imposables et qu'il se pourrait qu'une modification profonde du système actuel ne fût réalisable que lorsque serait terminée l'enquête sur l'économie et les recettes du Territoire. L'Autorité administrante a cependant informé le Conseil à sa quatorzième session qu'une commission ministérielle avait été créée à la fin de 1953 afin d'enquêter sur le système fiscal du Territoire. Cette commission avait déjà fait rapport sur les droits de douane et les droits de succession et poursuivait son enquête sur les impôts commerciaux, les droits d'exportation et les impôts sur le revenu.

En 1953, les recettes publiques ont atteint le chiffre sans précédent de 929.120 livres, contre 781.980 livres l'année précédente. Les dépenses en 1953 se sont élevées à 1.054.320 livres, soit un déficit de 125.200 livres pour l'année. En vue d'une mise en œuvre rapide des plans de développement, le budget de 1953 prévoyait l'emploi de la totalité du fonds de développement, qui s'élevait à 251.740 livres, provenant des excédents des années précédentes; mais le chiffre élevé des recettes perçues

en 1953 a permis d'exécuter le programme de développement en ne prélevant sur le fonds que la moitié des sommes prévues.

Sur les bénéfices commerciaux des New Zealand Reparation Estates, 28.470 livres ont été consacrées, en 1953, à des bourses scolaires et à des bourses d'études à l'étranger, et 480 livres ont servi à financer les travaux de recherches en vue de la lutte contre l'orycté nasacorne.

Comme il est indiqué plus haut, un amendement au *Samoa Act*, adopté au cours de l'année, autorise le Ministre des finances de la Nouvelle-Zélande à fixer le cours de la livre samoane par rapport à la livre néo-zélandaise.

#### TRAVAUX PUBLICS

En 1953, le Département des travaux publics a continué d'engager la totalité de ses ressources. A Savaii, on a posé 28 kilomètres de canalisations, ce qui a permis de fournir de l'eau à 5.000 habitants, et l'on a construit plusieurs citernes en béton, ce qui a augmenté d'environ 5.000 litres la capacité des réservoirs d'eau. Les travaux du pont de Vaisigano sont achevés, et l'on a poursuivi les travaux de construction routière, notamment à Savaii. L'aménagement des installations hydro-électriques d'Avele, d'une puissance de 1.000 kilowatts, se poursuit de manière satisfaisante et les travaux seront sans doute terminés en septembre 1954.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Belgique a noté que la production actuelle par habitant diminuait, alors que la population augmentait dans des proportions uniques au monde. Il a estimé que le Conseil devait adopter une recommandation soulignant la nécessité d'augmenter la production, afin de faire face au problème posé par l'accroissement rapide de la population. Appelant l'attention du Conseil sur l'existence prolongée du tarif préférentiel, le représentant de la Belgique a déclaré que ce tarif n'était peut-être pas tout à fait compatible avec l'Accord de tutelle ni avec le principe de l'égalité économique entre tous les Etats Membres des Nations Unies.

Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation attendrait avec un vif intérêt l'achèvement de l'étude économique qui aurait certainement des conséquences importantes pour le développement futur du Territoire; il a noté avec satisfaction que l'Administration comprenait parfaitement la nécessité d'accroître la production pour faire face à l'augmentation régulière de la population du Territoire. A propos de la question du tarif préférentiel, que l'Administration étudiait, le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que des renseignements plus complets figureraient dans le prochain rapport annuel.

Le représentant du Salvador a estimé que la création des coopératives était très importante et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ferait tous ses efforts pour que l'enregistrement des coopératives puisse avoir lieu aussitôt après la promulgation du règlement actuellement à l'étude. Il fallait poursuivre les études et les expériences qui avaient été faites pour diversifier les cultures et créer des industries nouvelles, même de faible envergure. A cet égard, l'Administration ferait bien de profiter de la situation économique favorable de

l'heure actuelle, car il pourrait être très difficile par la suite de développer l'industrie du Territoire.

Le représentant de la France a noté que le seul problème un peu inquiétant du Samoa était le problème économique au regard du facteur démographique. Les efforts de l'Autorité administrante méritaient certes des félicitations, mais il était plus important encore de persuader les Samoans que leur avenir était entre leurs mains et que c'était de leur esprit d'organisation et de leur persévérance que dépendrait leur adaptation.

Le représentant de l'Australie a déclaré que la stabilité économique et la prospérité du Territoire prouvaient que la politique de l'Autorité administrante était judicieuse. Le représentant de l'Australie a constaté qu'il y avait dans le Territoire, en grande quantité, des capitaux inemployés qui pourraient être investis, et qu'il attendait avec intérêt des renseignements sur les possibilités que pourrait révéler l'étude économique en cours. A cet égard, il a noté avec intérêt la création de petites industries et les mesures que l'Administration avait adoptées pour l'enregistrement des coopératives et pour le développement de l'élevage.

Le représentant de la Syrie a noté que l'agriculture était la ressource essentielle du Territoire, mais qu'elle n'avait guère dépassé le stade des cultures vivrières et que les méthodes agricoles étaient encore très primitives. Il a dit que la participation autochtone à l'activité économique du Territoire paraissait limitée, et qu'aucun Samoan ne faisait partie de la Chambre de commerce. C'étaient là des anomalies qui exigeaient l'attention de l'Autorité administrante. En conclusion, le représentant de la Syrie a noté que l'Autorité administrante avait étudié la question du tarif préférentiel, qui était toujours en vigueur dans le Territoire; il a déclaré que le Conseil pourrait utilement examiner, à sa seizième session, ce qui avait été fait à cet égard.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, par suite de l'encouragement donné par l'Autorité administrante au système des *matais* et de l'aliénation des terres appartenant aux autochtones par l'Autorité administrante, l'économie du Territoire ne s'était pas développée. Le niveau de développement agricole était bas et les moyens de production employés étaient encore arriérés. Pour améliorer le sort de la population autochtone, l'Autorité administrante devait, dans l'intérêt de la population, employer des fonds importants — les 500.000 livres qui appartenaient au Samoa-Occidental, mais qui avaient été investies en Nouvelle-Zélande. Elle devait aussi employer les 200.000 livres sterling représentant les bénéfices que le Gouvernement néo-zélandais avait retirés des *Reparation Estates*.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a reconnu que c'était dans le domaine économique que se posaient certains des problèmes les plus délicats du Territoire. L'Administration savait bien qu'il fallait faire comprendre l'urgence du danger à la population du Territoire, et ce n'était que par un effort de toute la nation que l'on pourrait surmonter cette difficulté. C'était seulement en augmentant sa production par habitant que le futur Etat du Samoa-Occidental pouvait espérer maintenir, sinon améliorer, son niveau de vie et sa liberté d'action.

La question de l'utilisation des capitaux nationaux oisifs ferait certainement l'objet de discussions animées et utiles au cours des années à venir. Le marché intérieur actuel pour les produits que l'on pourrait se

procurer grâce à des investissements dans l'agriculture, l'élevage et les industries secondaires était, dans la plupart des cas, limité: la marge des bénéfices, actuellement élevés pour les cultures d'exportation, freinait en quelque sorte les investissements importants dans ce qu'on pouvait appeler les industries de transformation. Cependant, partout où il semblerait y avoir des possibilités réelles d'investissements profitables de capitaux même relativement petits dans certaines industries primaires et secondaires, ces possibilités ne seraient pas perdues de vue si l'Autorité administrante agissait comme elle en avait l'intention. Entre-temps, les investissements de l'Administration dans les travaux d'équipement ne cessaient d'augmenter. A propos des observations du représentant de la Syrie, le représentant spécial a déclaré que, compte tenu des chiffres d'exportation des dernières années et de la prospérité générale actuelle du Territoire, c'était aller un peu loin que de déclarer que l'agriculture n'avait guère dépassé le stade des cultures vivrières. Toutefois, l'Autorité administrante comprenait parfaitement la nécessité d'améliorer l'agriculture; elle avait déjà pris et prenait encore, avec le gouvernement du Territoire, diverses mesures pour répondre aux besoins.

A une observation du représentant de l'URSS, le représentant spécial a répondu qu'il craignait que le représentant de l'Union soviétique, en disant que l'Autorité administrante devait dépenser la réserve de 500.000 livres du gouvernement territorial, n'eût compris ni l'aspect constitutionnel de la question, ni la réalité politique. La somme dont il s'agissait ne pouvait être affectée que par l'Assemblée législative du Territoire, qui votait pratiquement tous les crédits et se prononçait sur toutes les lois. En ce qui concerne les 200.000 livres représentant les bénéfices accumulés des *New Zealand Reparation Estates*, l'Autorité administrante s'était engagée à ne les employer qu'après avoir consulté le gouvernement du Territoire, c'est-à-dire en l'occurrence le Conseil exécutif. Même dans ce cas, l'Assemblée locale pourrait s'opposer à toute dépense qu'elle jugerait inopportune.

Le représentant spécial a déclaré en outre que le gouvernement du Territoire étudiait à l'heure actuelle la question du tarif douanier; cette question était avant tout du ressort des Samoans eux-mêmes, lesquels étaient naturellement prudents lorsqu'il s'agissait d'apporter des modifications radicales au tarif douanier, qui était la principale source de revenus du Territoire et qui le serait sans doute longtemps encore.

#### NEW ZEALAND REPARATION ESTATES

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a noté avec satisfaction les mesures que l'Administration avait prises jusqu'alors pour remettre aux Samoans les *New Zealand Reparation Estates*.

#### RÉGIME FONCIER

Le représentant de la Syrie a estimé que la population autochtone n'était pas suffisamment protégée contre l'aliénation de ses terres. En dehors des ventes dans la région d'Apia, qui pouvaient avoir lieu avec l'autorisation du *Chief Justice*, les terres agricoles pouvaient être données à bail pour une durée de quarante ans au maximum. Malgré les affirmations contraires du représentant spécial, il paraissait s'agir d'aliénation véritable. Il fallait donc reviser la réglementation en vigueur.

Le représentant de l'URSS a déclaré que les terres aliénées par les colons allemands et transférées par la suite aux New Zealand Reparation Estates n'avaient pas encore été restituées à la population autochtone. Dans le plan de réformes pour le Samoa-Occidental, on ne mentionnait qu'en termes vagues le transfert ultérieur des Estates au Samoa-Occidental, mais, étant donné les déclarations du représentant spécial, les projets paraissaient imprécis et aucune date ne semblait prévue pour les réaliser. En outre, selon la déclaration du Premier Ministre de Nouvelle-Zélande, il était manifeste que le Gouvernement néo-zélandais se proposait de conserver le contrôle des plantations dans l'avenir, puisque l'administration des Reparation Estates ne serait pas autorisée à disposer des terres placées sous son contrôle ni des bénéfices sans l'assentiment d'un fonctionnaire nommé par le Gouvernement néo-zélandais. Il était indispensable que l'Autorité administrante prit d'urgence des mesures pour restituer à la population autochtone les Reparation Estates, ainsi que toutes les autres terres dont elle avait été dépossédée d'une façon ou d'une autre, et qu'elle fit le nécessaire pour empêcher toute aliénation future de terres appartenant à la population autochtone.

Le représentant de l'Autorité administrante, répondant au représentant de l'Union soviétique, a déclaré que depuis bien des années, aucune terre samoane n'avait été aliénée, sinon au profit de l'Administration, pour des travaux publics ou la création de réserves. Les autochtones étaient propriétaires des sept neuvièmes des terres du Territoire et certains Samoans possédaient ou louaient la terre suivant des modes de possession ou de fermage européens. De vastes superficies acquises par le Gouvernement du Samoa faisaient l'objet de levés topographiques en attendant d'être mises à la disposition de la population. En outre, le Premier Ministre, quand il avait parlé du transfert des New Zealand Reparation Estates, ne s'était pas exprimé en termes vagues. L'offre avait été faite nettement, sous réserve de garanties temporaires et de certaines conditions jugées nécessaires jusqu'au moment où le Samoa serait autonome, afin d'éviter une séparation trop dangereuse de l'autorité et de la responsabilité.

#### FINANCES PUBLIQUES

Le représentant de la Belgique a noté que le seul type d'impôt sur le revenu existant dans le Territoire était l'impôt sur les traitements et salaires dont le taux ne dépassait pas 10 pour 100 au maximum; il a exprimé l'avis qu'il y avait d'autres possibilités d'imposition, si les besoins du Territoire augmentaient.

Le représentant de la Syrie a déclaré que, si le régime fiscal du Territoire avait marqué quelques progrès, les sociétés, pour la plupart européennes, n'étaient pas suffisamment imposées. La plupart des ressources provenaient d'impôts indirects, et l'impôt sur les bénéfices des sociétés était à peu près inexistant. La délégation syrienne estimait par conséquent que l'Autorité administrante devait instituer un régime fiscal qui tint compte de toutes les possibilités.

#### TRAVAUX PUBLICS

Le représentant de la Belgique a constaté avec satisfaction que, depuis de nombreuses années, l'Administration faisait de sérieux efforts pour améliorer le ravitaillement en eau; d'après le rapport annuel, de grands progrès avaient été accomplis à cet égard.

## IV. — PROGRES SOCIAL

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### ORGANISATION SOCIALE

La Mission de visite de 1953 et l'Autorité administrante ont fait remarquer qu'au Samoa-Occidental le progrès social et le progrès politique et économique sont étroitement liés. Si elles se sont remarquablement adaptées aux conditions nouvelles, les formes traditionnelles de la société ont, dans l'ensemble, subi peu de changements depuis l'adoption du christianisme il y a plus d'un siècle. Comme par le passé, la structure de la société samoane a pour base l'*aiga*, ou groupe familial élargi, dont les membres reconnaissent tous l'autorité du *matai* ou chef de famille, lequel, en retour, a droit aux services et à l'appui de tous les membres de la famille. Il appartient au *matai* d'administrer les terres familiales et d'en répartir les produits entre les membres de la famille en échange des services qui lui sont rendus. Le *matai* n'est pas héréditaire; il est élu par la famille; il est donc normal que la plupart des adultes mâles aspirent à cette distinction.

Au point de vue social, le système familial samoan semble présenter certains avantages: de l'avis de l'Autorité administrante, la sécurité sociale ne pose pas de problème dans le Territoire, car le système repose sur l'interdépendance et le soutien mutuel des membres de la famille. Toutefois, du point de vue politique, il fait obstacle à l'institution du suffrage universel; dans le domaine économique, le système de l'économie collective n'est guère propre à favoriser l'accroissement de la production ou l'accumulation de capitaux. Ces deux problèmes préoccupent constamment le Conseil et l'Autorité administrante. Cette dernière a mentionné dans son rapport les signes d'un changement probable par suite du développement d'une économie monétaire et de l'augmentation de la demande de produits alimentaires. L'Autorité administrante ne se propose pas d'imposer un tel changement, mais elle s'efforcera de montrer progressivement aux Samoans les avantages d'un système plus libéral et d'une structure économique et sociale plus moderne.

La population du Territoire comprend une faible minorité d'environ 4.600 personnes de statut européen; ce sont pour la plupart les descendants, en partie samoans, de colons européens. Cette minorité, dont le nombre augmente, est difficile à définir du point de vue culturel, car un nombre toujours plus grand de ses membres s'intègrent à la communauté samoane; dans certains cas, ils n'ont guère ou n'ont pas de sang européen. On prévoit que la prochaine assemblée constituante examinera la distinction juridique entre les habitants de statut européen et les habitants de statut samoan.

#### CONDITION DE LA FEMME

Au Samoa-Occidental, les hommes et les femmes sont égaux devant la loi et ont les mêmes droits politiques. La coutume veut que les femmes puissent être nommées à n'importe quelle fonction; néanmoins il est exceptionnel en pratique qu'une femme soit élue *matai*. C'est pourquoi elles n'exercent généralement pas de fonctions publiques. La grande majorité des femmes préfèrent se marier relativement jeunes et se consacrer à leurs enfants. Toutefois, les centres de formation d'infirmières et d'institutrices attirent un grand nombre de

jeunes filles. En outre, dans les villages, les femmes exercent une influence notable par l'intermédiaire des comités féminins de village (on en comptait 251 en 1953) qui apportent leur concours aux écoles de village, aux hôpitaux et aux dispensaires, et que l'Administration encourage vivement. Au cours de la période considérée, un Comité central, composé de déléguées des différents comités féminins de district, s'est constitué sous la présidence de la femme du Haut-Commissaire. Il cherche à coordonner les diverses fonctions des comités de village et à nouer entre eux des liens plus étroits.

Le Conseil de tutelle avait déjà exprimé l'espoir que les femmes seraient vivement encouragées à jouer un rôle important dans les affaires publiques.

#### NIVEAU DE VIE

Il n'existe encore aucune étude sur le niveau de vie dans les divers groupes de la communauté, à l'exception de l'étude faite en 1950-1951 sur l'agriculture et de l'indice des prix de détail, calculé d'après le budget familial des fonctionnaires, que l'on a dressé en 1951-1952 et qui a servi au Commissaire à la fonction publique pour déterminer l'augmentation du coût de la vie pour les fonctionnaires. L'Autorité administrante a exposé qu'il était difficile de déterminer le coût de la vie pour les autochtones, faute d'une économie monétaire généralisée. La sous-alimentation et la misère sont pratiquement inconnues au Samoa-Occidental, et le bien-être et la bonne santé des Samoans reflètent la prospérité générale du Territoire. D'autre part, l'Autorité administrante a fait observer que, pour élever le niveau de vie, il faudrait étendre les services sociaux et scolaires qui absorbent déjà 37 pour 100 environ du revenu total; on ne peut donc réaliser un relèvement sensible du niveau de vie que par le développement économique et un accroissement de la production.

#### MAIN-D'ŒUVRE

Etant donné que, seule, une faible proportion de la population exerce un emploi salarié, l'Autorité administrante avait déjà estimé que la nécessité d'organiser des services spéciaux et de promulguer une législation du travail précise ne se faisait pas encore sentir. Toutefois, un fonctionnaire du Département du travail et de l'emploi de la Nouvelle-Zélande a visité le Territoire en 1953 pour rendre compte des conditions de travail et proposer une législation du travail. L'Assemblée législative a été saisie du rapport où ce fonctionnaire avait consigné ses conclusions et ses recommandations, et elle devait étudier la suite à lui donner.

Le principal employeur est le gouvernement, qui administre aussi les New Zealand Reparation Estates; les sociétés privées et les planteurs adoptent en général le barème de salaires qu'il adopte pour les manœuvres et les ouvriers semi-spécialisés. En 1953, le salaire payé aux manœuvres par le gouvernement était de 9 shillings par jour, alors que la majorité des employeurs privés les payait 8 shillings 6 pence par jour. La durée du travail pour les ouvriers employés par le gouvernement ne dépasse pas, en général, quarante heures par semaine; le samedi, le dimanche et les jours fériés ne sont pas jours ouvrables. La plupart des employeurs privés respectent la semaine de travail fixée par le gouvernement. Il n'existe pas de syndicats dans le Territoire, bien qu'aucune loi ne les interdise; on n'a pas jugé nécessaire d'arrêter des dispositions pour régler les

litiges relatifs au travail, car il ne s'en est jamais produit. Toutefois, l'Assemblée législative a été saisie, au cours de la période considérée, d'une proposition tendant à créer un conseil permanent d'arbitrage pour statuer sur les réclamations et les conflits relatifs aux salaires; un comité spécial a été chargé d'étudier la proposition et de présenter ses conclusions dans un rapport à l'Assemblée. Le comité a rédigé ce rapport en 1953, mais il a attendu, pour le soumettre à l'Assemblée, la fin des enquêtes sur les conditions de travail dont il est fait mention plus haut.

Le Département des travaux publics poursuit l'application d'un programme de formation professionnelle qui permet à des manœuvres de devenir ouvriers semi-spécialisés, leurs salaires étant relevés en conséquence. On se propose d'élargir ce programme de façon à permettre à un plus grand nombre de travailleurs de se spécialiser complètement dans différentes branches. Certaines écoles des missions ont mis au point un enseignement professionnel et la plupart des écoles du gouvernement s'efforcent d'accroître les moyens qu'elles offrent dans ce domaine. Le Samoa College a inscrit l'enseignement professionnel à son programme. L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa quatorzième session qu'un Comité de la formation professionnelle avait été récemment créé afin de conseiller le gouvernement du Territoire sur les moyens qui permettraient le mieux d'instituer un système de formation professionnelle plus satisfaisant.

Le Département de la santé publique assure, dans la mesure du possible, l'inspection médicale et la protection des employés aussi bien que des autres éléments de la population. D'autres dispositions législatives sont actuellement à l'étude, qui visent à renforcer cette protection. De plus, le gouvernement envisage de promulguer une ordonnance sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

#### SANTÉ PUBLIQUE

Aucune mesure législative importante n'a été adoptée en 1953 dans le domaine de la santé publique et de l'hygiène, et aucun progrès sensible n'est à signaler. On a apporté de nouvelles améliorations aux établissements pour les tuberculeux et à l'organisation des services antituberculeux; une nouvelle salle de maternité est en construction à l'hôpital d'Apia.

Les services médicaux du Samoa-Occidental relèvent du Département de la santé publique. Il y a un hôpital général de 216 lits à Apia et 13 hôpitaux de district (comptant environ 130 lits), dont 3 sont classés par l'Autorité administrante comme hôpitaux à pavillons, les autres étant des dispensaires permettant de traiter des cas généralement bénins. L'hôpital d'Apia est le centre médical du Territoire; on y trouve tous les services habituels des hôpitaux de médecine générale, notamment des installations de grande chirurgie et de radiologie, et un laboratoire de recherches. Il comprend également des salles d'isolement (80 lits) pour tuberculeux et une clinique prénatale. La nouvelle salle de maternité comprendra 28 lits et complétera les installations existantes. Sauf quelques redevances minimales pour la nourriture ou en cas de traitement spécial, tous les soins hospitaliers donnés dans le Territoire sont gratuits.

Le personnel du Département de la santé publique comprenait en 1953, en plus du directeur, un médecin de la santé publique, 3 médecins qualifiés européens ou



néo-zélandais (un de moins qu'en 1952), un dentiste de formation européenne, 37 médecins samoans (6 de plus qu'en 1952) et 6 dentistes auxiliaires samoans. Le service infirmier était assuré par 11 infirmières de formation européenne ou néo-zélandaise sous la direction d'une infirmière-chef, 78 infirmières de formation locale et 126 infirmières stagiaires. Tous les médecins de formation européenne ou néo-zélandaise exerçaient à l'hôpital d'Apia. Dans les 13 hôpitaux de district, le personnel était composé de médecins samoans, assistés de 23 infirmières de district réparties entre les diverses régions du Territoire.

Les médecins et les dentistes auxiliaires samoans sont formés à l'Ecole centrale de médecine des îles Fidji, à Suva, et les infirmières à l'école d'infirmières de l'hôpital d'Apia. Cet hôpital organise également des cours de perfectionnement de six mois pour les médecins samoans, cours destinés surtout à améliorer la valeur professionnelle de médecins qui ont fait leurs études à Suva à une époque où l'enseignement était moins poussé qu'il ne l'est à l'heure actuelle. En 1953, 8 médecins samoans ont terminé leurs études à Suva et sont entrés comme internes à l'hôpital d'Apia. Six autres suivaient des cours à Suva ou en Nouvelle-Zélande et 3 boursiers faisaient leurs études de médecine. On a recruté 59 Samoanes qui recevront une formation d'infirmières à l'hôpital d'Apia. L'Autorité administrante a signalé que l'on manquait surtout d'inspecteurs de la santé et de l'hygiène publique qualifiés; il y avait, en 1953, 6 inspecteurs sanitaires auxiliaires (4 de plus qu'en 1952) et d'autres étaient en cours de formation à Suva. Au début de 1954, un fonctionnaire néo-zélandais expérimenté a été nommé inspecteur en chef de la santé au Département de la santé publique.

Les principales maladies contagieuses pour lesquelles le Département de la santé publique prend des mesures spéciales sont la tuberculose et le pian. Pour lutter contre la tuberculose, on a ouvert à l'hôpital d'Apia, en 1951, une nouvelle aile réservée aux tuberculeux. Cette mesure fait partie d'un programme général de diagnostic, de recensement et de surveillance suivie de tous les cas de tuberculose signalés dans le Territoire. En 1953, 295 tuberculeux étaient enregistrés, dont 82 étaient en traitement à l'hôpital. On pense que la majorité des tuberculeux sont enregistrés, et que la plupart des personnes atteintes de tuberculose active ou infectieuse sont en traitement à l'hôpital. L'Autorité administrante a cependant signalé qu'en 1953, la lutte anti-tuberculeuse avait été entravée par le départ du médecin qui en était chargé, et qui n'avait pu encore être remplacé.

Malgré des soins constants et plusieurs campagnes "d'extermination", on estime que 5 à 10 pour 100 des habitants souffrent du pian sous une forme latente ou déclarée. Pour combattre cette maladie, on se propose d'entreprendre, en 1955, avec l'aide de l'OMS et du FISE, une campagne générale de traitement intensif de tous les malades et de tous les sujets-contacts.

A sa douzième session, le Conseil de tutelle avait exprimé l'espoir que les autorités continueraient de s'efforcer d'améliorer les services médicaux. En 1953, le gouvernement du Territoire avait consacré 174.050 livres sterling à la santé publique, soit environ 16,5 pour 100 du budget. Outre la salle de maternité de l'hôpital d'Apia, on avait pu se procurer du matériel de rayons X grâce à une subvention du Gouvernement néo-zélandais, et un nouveau dispensaire s'était ouvert à Sataua

(Savaii). Cet établissement est le premier dispensaire créé dans le cadre d'un programme — signalé par le Conseil de tutelle à sa douzième session — qui vise à construire dans chaque district, dès que les fonds nécessaires seront disponibles, les premiers éléments d'un hôpital pavillonnaire.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant que des progrès ont été accomplis dans le domaine de la santé publique au cours de la période considérée, attire l'attention de l'Autorité administrante sur l'intérêt qu'il y aurait à augmenter le nombre des installations médicales et des hôpitaux dans le Territoire; il exprime l'espoir que de nouveaux efforts soient accomplis en ce qui concerne la lutte antituberculeuse.*

## **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

### **CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES**

Le représentant de la Chine a été heureux de constater que des progrès considérables avaient été réalisés dans le domaine social.

### **ORGANISATION SOCIALE**

Le représentant de l'Australie a estimé que la compréhension, la modération et le soin avec lesquels l'Autorité administrante abordait les problèmes des coutumes traditionnelles étaient dignes d'éloges. Il a exprimé la conviction que c'était en grande partie à cette politique que l'on devait la remarquable souplesse d'adaptation dont les formes traditionnelles de la société samoane avaient fait preuve, lorsqu'elles avaient été mises en contact avec des institutions étrangères.

Le représentant de la Syrie a déclaré que la société samoane semblait paralysée par des us et coutumes qui constituaient de sérieux obstacles au progrès. On ne pouvait demander à l'Autorité administrante d'obliger la population autochtone à se plier aux exigences du progrès, mais, d'autre part, on ne pouvait pas accepter de voir s'éterniser un système social qui rendait tout progrès impossible. L'Administration devait se consacrer immédiatement à la tâche qui consistait à expliquer à la population les réformes de structure qu'elle jugeait nécessaire d'introduire.

### **MAIN-D'ŒUVRE**

Le représentant de la Belgique a estimé que si le problème de la main-d'œuvre n'avait pas une importance capitale dans le Territoire, il était cependant souhaitable d'instituer une certaine législation du travail. Il a déclaré qu'il était peut-être plus simple de faire effectuer des travaux intéressant la collectivité — tels que l'entretien des routes — par les groupes familiaux ou les groupes de villages sous l'autorité des *matais*, plutôt qu'en faisant appel à un système d'impôts et de rétributions, mais il a demandé si ces travaux n'avaient vraiment pas un caractère obligatoire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a jugé, comme le représentant de la Syrie, que si le pouvoir politique des Etats devait appartenir d'une façon plus étroite à la société samoane, il ne fallait pas imposer aux Samoans les améliorations et les réformes qui semblaient répondre à l'intérêt le mieux compris de la population du Territoire. Les Samoans savaient parfaitement que l'Autorité administrante s'était engagée,



aux termes de l'Accord de tutelle, à respecter leurs coutumes.

#### SANTÉ PUBLIQUE

Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que la haute qualité des services sociaux au Samoa rendait tout commentaire inutile. Il a déclaré que la campagne contre le *pian*, le traitement des lépreux et l'abaissement du taux de la mortalité infantile étaient peut-être les réalisations les plus encourageantes de l'année dans le domaine de la santé publique.

Le représentant de la Belgique a constaté que, dans le domaine de la santé publique, la situation au Samoa était certainement très favorable par rapport à celle d'autres Territoires sous tutelle. Toutefois, la tuberculose paraissait constituer pour le moins un danger très grave; il fallait encourager les efforts déjà déployés pour la détection des cas de tuberculose et s'efforcer de remplacer au plus vite le médecin qui était précédemment chargé de cette tâche.

Le représentant du Salvador a estimé que la situation sanitaire du Territoire était satisfaisante. Toutefois, il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante pourrait rapidement se procurer les services d'un médecin spécialiste qui entreprendrait la lutte contre la tuberculose.

Le représentant de la France a déclaré que, s'il restait des efforts à accomplir dans le domaine de la santé publique, la situation était cependant bonne dans l'ensemble.

Le représentant de la Syrie a indiqué que sa délégation souhaiterait voir augmenter le nombre des hôpitaux du Territoire.

Le représentant de l'URSS a estimé que la situation dans le domaine de la santé publique exigeait que l'Autorité administrante prît des mesures immédiates pour construire de nouveaux hôpitaux et augmenter l'effectif du personnel médical qualifié. Le seul hôpital général actuel du Samoa-Occidental ne permettait pas de faire face aux besoins de la population samoane et de lui assurer des soins médicaux appropriés; il convenait également de tenir compte du fait qu'en raison de la mauvaise organisation des transports, les malades habitant les régions éloignées pouvaient difficilement atteindre l'hôpital. Ces arguments faisaient bien ressortir la nécessité d'accroître les crédits budgétaires au titre de la santé publique.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a reconnu que de nouveaux hôpitaux étaient nécessaires dans le Territoire et qu'il fallait aussi un personnel plus nombreux. Ces objectifs pourraient être atteints, mais on n'y parviendrait pas du jour au lendemain. Contrairement à ce qu'avait dit le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le transport des malades était heureusement beaucoup plus facile qu'il ne se l'imaginait. Le représentant spécial a déclaré que le gouvernement du Territoire et l'Autorité administrante avaient reconnu la nécessité de nommer rapidement un médecin spécialiste de la tuberculose; ils continuaient sans répit de chercher un médecin qui répondît aux conditions requises.

#### V. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

D'après le recensement de 1951, le Samoa-Occidental comptait près de 32.000 enfants d'âge scolaire de 5 à

19 ans. En 1953, 14.170 enfants ont reçu un enseignement gratuit dans les écoles du gouvernement (contre 13.158 en 1952) et 6.437 ont fréquenté les écoles privées que dirigent 5 missions religieuses.

Les établissements scolaires publics comprennent 100 écoles élémentaires de village (3 de moins qu'en 1952), 4 écoles primaires de district, 2 internats primaires pour garçons, une école primaire dans la colonie européenne d'Aleisa, une école maternelle et une école primaire pour Samoans et Européens dans la région d'Apia, et le Samoa College (primaire et secondaire). Le gouvernement du Territoire dirige également une école normale d'instituteurs et une école de formation d'infirmières samoanes et il organise des cours du soir pour adultes. A cela s'ajoutent les écoles des missions (écoles élémentaires, où l'enseignement est essentiellement religieux, écoles primaires et secondaires); les missions dirigent également des séminaires, une école d'agriculture pour garçons et une école commerciale pour jeunes filles.

Certains progrès ont été réalisés en 1953, et le Conseil en a été informé à sa douzième session. On a notamment achevé l'internat primaire pour garçons de Vaipouli, dans l'île de Savaii, qui, comme celui d'Avele, se consacre surtout à l'enseignement agricole. Au début de 1953, l'école samoane de Malifa et l'école européenne de Leififi ont été réunies pour former l'école maternelle d'Apia et l'école primaire d'Apia, où les instituteurs sont samoans et européens et qui, à elles deux, comptent 1.500 élèves. Le Samoa College était pratiquement achevé au début de 1953 et sa section secondaire accueille maintenant de 30 à 40 élèves par an. Le nombre des élèves de la section secondaire augmentera progressivement jusqu'à 200, en plus des élèves de la section primaire, et l'école pourra, en cas de nécessité, en accueillir encore un plus grand nombre. La section secondaire disposera d'un équipement et d'un personnel analogues à ceux des écoles secondaires de Nouvelle-Zélande.

Les renseignements communiqués au Conseil de tutelle, à sa quatorzième session, indiquaient en outre que 4 nouvelles écoles de village et une école primaire de district (à Poutasi) étaient à peu près terminées à la fin de 1953. L'Administration se proposait d'ouvrir une école de district au moins dans chacune des huit circonscriptions scolaires, afin de mener les élèves au-delà du niveau actuel des écoles de village; elle a fait construire une nouvelle école de district (ce qui porte le total à 5).

Le Conseil n'a jamais perdu de vue qu'il fallait étendre le système scolaire du Territoire, et l'Autorité administrante a indiqué qu'elle se proposait, instamment, de donner une instruction élémentaire à tous les enfants, en offrant aux meilleurs élèves la possibilité de suivre des cours plus poussés. Elle a cependant souligné qu'il serait dangereux d'imposer au gouvernement une charge financière qui empêcherait le Territoire de parvenir à une autonomie économique complète. En 1953, M. C. E. Beeby, Directeur de l'instruction publique de Nouvelle-Zélande, est venu au Samoa-Occidental étudier les problèmes que pose le développement de l'enseignement, et notamment voir s'il est possible de rendre l'instruction obligatoire. Son rapport a été publié au début de 1954.

La Mission de visite de 1953 et l'Autorité administrante ont indiqué qu'il fallait améliorer les bâtiments et élever le niveau du personnel enseignant des écoles élémentaires de village. L'Autorité administrante a si-

gnalé que les écoles de village étaient beaucoup mieux installées. C'était toutefois le niveau du personnel enseignant qui constituait le principal problème car beaucoup d'instituteurs de village n'étaient pas diplômés et la plupart n'avaient reçu qu'une instruction élémentaire; il n'avait donc pas été possible de dispenser dans ces écoles un enseignement au-delà de la quatrième année du primaire. Les nouvelles écoles primaires de district permettraient d'améliorer la situation, mais on s'est efforcé tout particulièrement d'augmenter les promotions de l'Ecole normale d'instituteurs et d'améliorer la formation des diplômés. En 1953, le nombre des élèves inscrits a atteint 189, contre 172 l'année précédente, et 54 instituteurs ont reçu leur diplôme. L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa quatorzième session qu'elle examinait un plan visant à agrandir le plus tôt possible l'Ecole normale d'instituteurs et à assurer la formation accélérée d'instituteurs d'écoles maternelles.

En 1953, le budget de l'enseignement a atteint le chiffre record de 170.000 livres sterling, contre 74.000 livres sterling pour les neuf derniers mois de 1950. La part du Gouvernement du Samoa s'est élevée à 132.800 livres (dont 4.200 livres sous forme de bourses du Département de la santé publique) et celle du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande à 37.200 livres.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, notant avec satisfaction la présentation du rapport que M. C. E. Beeby a rédigé sur l'enseignement dans le Samoa-Occidental et les observations qui figurent dans ce rapport au sujet de la formation des instituteurs, du Samoa College, des écoles de village et de district, des bourses d'études, de l'éducation des adultes et de la création de l'enseignement primaire obligatoire, et notant d'autre part que le Gouvernement du Samoa-Occidental étudie actuellement ce rapport, espère recevoir des renseignements complémentaires sur les mesures qui seront prises en ce qui concerne les recommandations de ce rapport. Le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante s'attachera à créer des établissements d'enseignement technique et commercial.*

#### ECOLES DES MISSIONS

En 1952, les 5 missions religieuses installées dans le Territoire comptaient 395 écoles, dont 324 écoles élémentaires où l'enseignement est essentiellement religieux, 35 écoles primaires, 2 écoles secondaires, 3 séminaires, une école d'agriculture pour garçons et une école commerciale pour jeunes filles. En 1953, la mission des Mormons a ouvert une école à Pesega et la mission des Adventistes a mis en chantier une école primaire à Lalovaea.

Le nombre des élèves inscrits dans les écoles des missions, à l'exclusion des écoles élémentaires, était de 6.437, soit près de 31 pour 100 de l'effectif scolaire total.

Le Conseil avait précédemment conseillé à l'Autorité administrante d'associer plus étroitement les écoles des missions aux écoles publiques. D'après l'Autorité administrante, le Département de l'instruction publique et les missions entretiennent des relations étroites et harmonieuses; c'est ainsi que les maîtres des écoles de certaines missions ont été formés à l'Ecole normale et que beaucoup d'écoles des missions suivent le même programme et utilisent les mêmes manuels que les écoles publiques. Un comité mixte, composé de représentants

des missions et de l'Administration, a été créé en 1951 pour assurer une plus grande coopération.

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

A l'exception de l'Ecole normale d'instituteurs, de l'Ecole d'infirmières et des écoles professionnelles (secondaires) des missions, il n'existe pas, dans le Territoire, d'établissements d'enseignement supérieur. Pour accéder à l'enseignement supérieur, les élèves samoans reçoivent des bourses qui leur permettent de poursuivre leurs études en Nouvelle-Zélande ou à l'école de médecine de Suva, aux îles Fidji. En outre, un certain nombre d'écoles normales de Nouvelle-Zélande reçoivent gratuitement des élèves samoans.

De 1945 à la fin de 1953, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a accordé à des Samoans 95 bourses d'études dans des écoles primaires et secondaires en Nouvelle-Zélande (dont 12 en 1953). A la fin de 1953, 16 de ces boursiers étaient rentrés au Samoa-Occidental où ils ont obtenu des emplois dans l'administration et 23 autres avaient achevé leurs études secondaires et suivaient des cours d'enseignement supérieur ou de formation technique. Six de ces étudiants suivaient des cours de médecine, de droit, de génie civil et de commerce, 8 étaient entrés dans des écoles normales d'instituteurs, 2 suivaient des cours d'infirmières et les autres apprenaient divers métiers. De leur côté, les missions religieuses et d'autres organisations ont accordé un certain nombre de bourses d'études à l'étranger; le Gouvernement du Samoa a aussi accordé des bourses pour l'étude de la médecine à Suva. Dans l'ensemble, 90 étudiants ont reçu des bourses en 1953 et 39 d'entre eux fréquentaient des établissements d'enseignement supérieur.

Autrefois, les bourses servaient surtout à envoyer à l'étranger des élèves qui ne pouvaient faire leurs études secondaires dans les écoles du Territoire. Depuis l'ouverture du Samoa College, le nombre des élèves qui vont à l'étranger pour leurs études secondaires a sensiblement diminué. Le Conseil avait donc exprimé l'espoir, à sa douzième session, que l'ouverture du Samoa College n'aurait pas pour effet de réduire le nombre des bourses accordées pour études à l'étranger, mais que ces bourses seraient consacrées, à l'avenir, à l'acquisition d'une formation technique supérieure et à des études universitaires. Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante a indiqué que le nombre de bourses accordées pendant l'année n'avait pas diminué et que l'on tiendrait compte des observations du Conseil lors de l'examen du rapport du Directeur de l'instruction publique de la Nouvelle-Zélande sur les besoins de l'enseignement dans le Territoire.

L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa quatorzième session qu'un Comité consultatif pour les bourses d'études avait été créé en 1954 afin de conseiller le gouvernement du Territoire sur toutes les questions intéressant l'octroi de bourses d'études, de bourses de perfectionnement, de bourses de stage et sur toutes les affaires connexes.

#### EDUCATION DES ADULTES ET DE LA COLLECTIVITÉ

Des fonctionnaires détachés du Département de l'instruction publique ont donné à Apia, en 1953, des cours du soir pour adultes sur des sujets généraux et commerciaux; 110 personnes ont suivi ces cours. Le niveau des études équivalait à celui de la deuxième année des écoles secondaires et les élèves ont pu se présenter aux

examens d'entrée dans l'administration; 28 candidats les ont passés avec succès dans le courant de l'année. D'autre part, le Département de la santé publique a constitué dans les villages des comités féminins (251 en 1953) avec causeries et démonstrations sur des questions d'hygiène et de santé. Un fonctionnaire effectue des tournées dans les différentes localités, où il organise des séances éducatives avec projection de films fixes; la station d'émission du Territoire et l'hebdomadaire *Samoa Bulletin* diffusent des chroniques sur la santé, l'agriculture et le commerce et donnent des informations mondiales et locales.

A sa dixième session, le Conseil de tutelle avait constaté avec inquiétude que la population s'intéressait de moins en moins aux cours du soir pour adultes. Les renseignements qui lui ont été communiqués à sa quatorzième session montrent qu'en 1953 les inscriptions avaient plus que doublé par rapport à 1952.

### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

#### **CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES**

Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que le développement de l'enseignement, tant par les progrès déjà réalisés que par les plans établis, témoignait des louables intentions de l'Autorité administrante à l'égard du peuple samoan.

Le représentant de la Belgique a estimé que le rapport du Directeur de l'instruction publique de Nouvelle-Zélande concernant les problèmes du développement de l'enseignement dans le Samoa-Occidental avait pour objet d'indiquer aux Samoans qu'en dépit de la situation privilégiée du Territoire, il restait encore beaucoup à faire. C'est pourquoi le rapport était nécessairement critique et ambitieux; le représentant de la Belgique a pu constater, d'après le recensement de 1951, que sur 21.500 enfants entre 6 et 14 ans, 20.607 fréquentaient régulièrement les écoles primaires, sans compter les élèves des écoles de pasteurs. Ce fait signifiait que, pratiquement, la totalité de la population savait lire et écrire. Les filles fréquentaient l'école avec autant d'assiduité que les garçons. C'étaient là des résultats dont on pouvait féliciter l'Autorité administrante.

Le représentant de la Belgique a reconnu, en ce qui concerne le Samoa College, la nécessité d'adjoindre à l'établissement d'enseignement secondaire un enseignement primaire afin de préparer les enfants à suivre l'enseignement secondaire. Au fur et à mesure que les écoles de district s'amélioreraient, cette nécessité disparaîtrait et le Samoa College ne serait plus appelé à dispenser qu'un enseignement secondaire. Le représentant de la Belgique a jugé que le Conseil ne devait pas oublier que le Samoa College était financé non pas par le budget local, mais par des subventions du gouvernement métropolitain de l'Autorité administrante. Il a constaté que le Territoire ne possédait pas de bibliothèque publique; c'était une lacune qu'il fallait combler.

Le représentant de la Belgique a observé qu'il n'existait pas de système d'apprentissage ou d'école professionnelle dans le Territoire. Il a estimé que c'était un défaut, surtout dans un Territoire aussi isolé que le Samoa, et qu'un système d'apprentissage améliorerait considérablement la situation. Les missions pourraient notamment rendre des services en prenant de jeunes autochtones en apprentissage régulier. En conclusion, le représentant de la Belgique a déclaré que l'enseigne-

ment professionnel présentait, dans une collectivité comme celle du Samoa, autant d'importance que l'enseignement secondaire.

Le représentant de la Chine a été heureux de constater les progrès importants qui avaient été réalisés dans le domaine de l'enseignement. Toutefois, sa délégation a été d'accord avec l'UNESCO pour reconnaître qu'étant donné le développement notable de l'enseignement dans le Territoire, l'Autorité administrante devait envisager l'établissement d'une forme d'enseignement obligatoire.

Le représentant du Salvador a exprimé l'espoir que les difficultés rencontrées actuellement en ce qui concernait l'introduction de l'enseignement primaire obligatoire seraient bientôt surmontées et que l'Autorité administrante, suivant les recommandations du Directeur de l'instruction publique de la Nouvelle-Zélande et celles de l'UNESCO, envisagerait la nécessité de créer rapidement une bibliothèque publique dans le Territoire.

Le représentant de la France a déclaré que la situation du Samoa dans le domaine de l'enseignement était aussi satisfaisante que possible.

Le représentant de la Syrie a fait observer que l'on devait mettre en œuvre, aussi rapidement que possible, les recommandations que le Directeur de l'instruction publique de la Nouvelle-Zélande avait exposées dans son rapport. Il a noté que l'enseignement obligatoire n'existait pas encore dans le Territoire et a déclaré qu'aucun progrès ne pourrait être réalisé tant que durerait une telle situation. L'enseignement secondaire semblait être dispensé d'une façon rudimentaire et l'enseignement universitaire et supérieur n'existait pratiquement pas; quant au système des bourses, il pouvait être grandement amélioré.

Le représentant de l'Inde a constaté que l'analphabétisme était presque inexistant dans le Territoire. La question se posait de savoir s'il n'était pas grandement temps de rendre l'instruction obligatoire et d'étudier des mesures propres à combler les lacunes du système d'enseignement. La délégation indienne a exprimé l'espoir que l'on développerait les écoles de village, que l'on rendrait l'instruction obligatoire et qu'un enseignement supérieur serait prévu au Samoa même, sans toutefois que le système des études à l'étranger fût abandonné.

Le représentant de l'URSS a estimé qu'il fallait examiner tout particulièrement la situation de l'enseignement. Malgré les demandes présentées par les Samoans en vue d'obtenir des établissements d'enseignement, comme l'a indiqué la Mission de visite, l'Autorité administrante ne s'acquittait pas de ses obligations et la situation de l'enseignement était loin d'être satisfaisante. A ce propos, le rapport Beeby indiquait que le nombre des enfants qui fréquentaient l'école en 1952 avait diminué au lieu d'augmenter, par rapport aux années 1945 et 1946. A l'heure actuelle, plus d'un tiers des enfants d'âge scolaire n'avaient pas la possibilité de fréquenter l'école et, parmi les écoliers, la majorité recevait seulement l'enseignement primaire. Le programme de formation pédagogique était loin d'être satisfaisant; il en résultait une pénurie grave d'instituteurs. C'est aussi ce qu'avait constaté M. Beeby. Ces faits témoignaient de la nécessité d'augmenter les crédits budgétaires pour l'enseignement et pour d'autres besoins.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Autorité administrante reconnaissait qu'il fallait faire un effort particulier dans le domaine de

l'enseignement au cours des années à venir. Le Samoa avait un besoin urgent d'un noyau au moins d'hommes instruits et le rapport de M. Beeby, comme le représentant de la Belgique l'avait souligné, avait été volontairement critique. Le gouvernement territorial examinait ce rapport. Le représentant spécial a déclaré que le représentant de l'URSS avait cherché à démontrer que l'enseignement au Samoa était en régression et il avait fondé ses arguments sur un tableau du rapport de M. Beeby relatif aux élèves inscrits dans les écoles pri-

maires de l'Administration. M. Beeby avait cependant déclaré que les chiffres concernant les premières années variaient de façon assez invraisemblable et que la qualité de l'enseignement s'était grandement améliorée. Il a fait observer que 15 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire n'avaient pas été inscrits dans les écoles primaires au cours de l'année précédente. Le représentant spécial a reconnu qu'il manquait encore un grand nombre d'instituteurs et a déclaré que l'on prenait des mesures pour remédier à cette situation.

## Chapitre IX

### NOUVELLE-GUINEE

#### I. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

###### GÉOGRAPHIE ET POPULATION

Le Territoire se compose de la partie nord-est de l'île de la Nouvelle-Guinée et d'environ 600 îles de dimensions diverses, dont les plus importantes sont la Nouvelle-Bretagne, la Nouvelle-Irlande et Bougainville. La superficie totale est de 93.000 milles carrés; la majeure partie du Territoire consiste en montagnes escarpées dont certains pics atteignent 15.000 pieds. On trouve toutefois, dans les régions montagneuses de l'île principale, un grand nombre de larges vallées herbeuses dont beaucoup sont fertiles et ont un climat sain et qui, selon l'Autorité administrante, pourraient accueillir des colons européens. La côte est bordée, par endroits, de mangliers et dans le bassin du Sepik on trouve des marécages le long du fleuve. Les marécages d'herbes et de joncs sont très répandus dans les bassins moyens du Sepik et du Ramu, où les terrains bas sont presque continuellement inondés.

Le climat, généralement chaud et humide dans les régions côtières où la température varie peu au cours de l'année, devient de plus en plus frais à mesure que l'altitude augmente. Les précipitations atmosphériques sont abondantes sur presque toute l'étendue du Territoire. Bien que les nombreux cours d'eau aient un débit important, le Sepik est le seul fleuve navigable pour les grands bateaux. Les autres ne sont accessibles qu'aux canots et aux petites chaloupes.

La population autochtone, qui comprend la population dénombrée (967.738 habitants) plus la population évaluée (175.826 habitants), s'élevait, au 30 juin 1953, à 1.143.564 habitants. La population non autochtone a été estimée à 8.406 Européens, 2.078 Asiatiques et 580 autres personnes. Ces statistiques montrent qu'au cours de l'année considérée la population s'est accrue d'environ 53.232 autochtones, 1.084 Européens, 52 Asiatiques et 2 autres personnes.

Les caractères physiques et la langue des populations autochtones varient considérablement d'une partie à l'autre du Territoire. On y parle 53 langues mélanésiennes et probablement un nombre encore plus élevé de langues papoues.

A sa douzième session, le Conseil de tutelle avait adopté dans leur ensemble les observations, propositions et recommandations que la Mission de visite de 1953 avait formulées, avait rappelé l'opinion qu'il avait exprimée à sa dixième session concernant la nécessité de donner des renseignements plus complets dans les rapports annuels et s'était félicité de ce que l'Autorité administrante eût donné l'assurance que les plus amples renseignements souhaités par les membres du Conseil figureraient dans les prochains rapports.

L'Autorité administrante a répondu qu'elle avait pris note des observations, propositions et recommandations

de la Mission de visite de 1953 concernant les problèmes de l'administration du Territoire et qu'elle les étudierait avec la plus grande attention. Elle a déclaré que le présent rapport avait été rédigé d'après le questionnaire approuvé en 1952 et que, lorsque cela lui avait été possible, elle avait inséré, dans les sections appropriées du rapport, les renseignements demandés par les membres du Conseil.

###### EVOLUTION VERS L'AUTONOMIE OU L'INDÉPENDANCE

Par ses résolutions 558 (VI) et 752 (VIII), l'Assemblée générale a invité les Autorités administrantes à faire figurer dans leurs rapports annuels des renseignements relatifs, notamment, aux mesures prises ou envisagées, qui ont pour but de conduire le plus rapidement possible les Territoires sous tutelle au stade de l'autonomie ou de l'indépendance, ainsi qu'à l'évaluation approximative du délai que ces Autorités jugent nécessaire pour mener à bien les diverses mesures destinées à atteindre cet objectif. Le Conseil a été invité à consacrer une section de ses rapports à l'Assemblée générale à la mise en œuvre de ces résolutions.

Cette question est traitée à la troisième partie du présent rapport.

##### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

###### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de l'Inde a estimé que si l'Autorité administrante ne se fixait pas un objectif, ou plutôt une série d'objectifs à atteindre, il était peu probable qu'elle fût en mesure de surmonter les obstacles que constituaient l'inertie, les difficultés d'ordre administratif et l'obstruction des colons.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'une atmosphère de stagnation existait dans le Territoire et que, loin de s'améliorer, la situation des autochtones ne faisait qu'empirer à bien des égards. Au lieu de favoriser l'évolution des populations vers la capacité à s'administrer elles-mêmes ou vers l'indépendance, l'Autorité administrante ne cessait de renforcer le régime colonial dans le Territoire.

Le représentant de l'Autorité administrante a estimé qu'il était inexact de dire que la situation dans le Territoire n'avait fait aucun progrès depuis trente-cinq ans. On avait effectivement enregistré des progrès, encore que le rythme auquel ceux-ci s'étaient accomplis fût fonction des possibilités d'un peuple primitif et non des aspirations idéalistes des membres du Conseil de tutelle.

#### II. — PROGRES POLITIQUE

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

###### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La loi de 1949-1950 relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée (*Papua and New Guinea Act*) prévoit



une administration commune pour le Territoire sous tutelle et la possession australienne avoisinante du Papua. L'Administrateur, désigné par le Gouverneur général et chargé d'administrer les territoires au nom du Gouvernement du Commonwealth d'Australie, est conseillé et secondé par un Conseil exécutif qui comprend au moins neuf fonctionnaires des deux Territoires. Un Conseil législatif est habilité à promulguer des ordonnances pour la paix, l'ordre public et la bonne administration des deux Territoires.

Les douze Bureaux (*Departments*) qui assurent les services administratifs et techniques des deux Territoires sont placés sous l'autorité de l'Administrateur, à l'exception du Bureau des travaux publics, dont le personnel relève du Department of Works australien. Chacun de ces bureaux est géré par un chef de bureau agissant sous la direction de l'Administrateur. Le siège de l'Administration est à Port-Moresby, dans le Territoire du Papua.

Le Territoire se compose de neuf districts dont chacun est administré par un commissaire de district, secondé par des adjoints, des chefs de groupes d'exploration (*patrol officers*) et d'autres fonctionnaires. Les commissaires de district sont les représentants de l'Administrateur et les principaux fonctionnaires du pouvoir exécutif. Ils sont chargés, dans leur district, de l'administration générale et de l'administration des indigènes, ainsi que de la coordination des activités de tous les Bureaux.

Sur les 93.000 milles carrés du Territoire, la superficie soumise à l'autorité ou à l'influence de l'Administration est passée, au cours de la période considérée, de 83.107 à 84.500 milles carrés grâce au maintien de la politique de pénétration pacifique. Il reste 8.500 milles carrés classés comme zones réservées, qui échappent à l'autorité ou à l'influence de l'Administration.

L'Autorité administrante a déclaré avoir poursuivi sans relâche, au cours de l'année considérée, son œuvre d'organisation dans les régions placées sous son influence et y avoir créé plusieurs nouveaux postes; elle a fait savoir au Conseil, au cours de sa quatorzième session, qu'entre le 30 juin 1953 et le 31 mars 1954, quatre groupes d'exploration avaient accompli leur mission et cinq autres avaient consolidé les résultats acquis et raffermi l'influence de l'Administration.

A sa douzième session, le Conseil de tutelle avait noté que la Mission de visite avait eu l'impression que le caractère centralisé de l'organisation administrative existante limitait beaucoup l'autorité des commissaires de district et elle avait fait sienne l'opinion de la Mission de visite selon laquelle il serait souhaitable de déléguer à ces fonctionnaires des attributions et des pouvoirs additionnels.

L'Autorité administrante a déclaré qu'une certaine décentralisation avait pu être obtenue, notamment en ce qui concernait les fonctions des commissaires de district, grâce à des délégations de pouvoirs autorisées par l'ordonnance de 1949-1950 sur les services publics (*Public Service Ordinance*). En outre, les commissaires de district ont des pouvoirs financiers très variés en vertu d'une délégation des divers bureaux de l'Administration; la loi leur confère une autorité considérable, et l'Administrateur les charge, dans le cadre du district, d'une fonction de coordination administrative. L'Autorité administrante continue cependant à examiner la situation des commissaires de district en vue de ren-

forcer encore la décentralisation et de leur déléguer des fonctions et des pouvoirs plus étendus.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes :

*Le Conseil félicite l'Autorité administrante pour les efforts qu'elle a poursuivis sans relâche en vue d'étendre son influence administrative sur les zones réservées qui existent encore dans le Territoire, conformément à sa politique de pénétration pacifique. Il note avec satisfaction que l'organisation des régions placées sous son influence s'est poursuivie de façon régulière au cours de l'année considérée.*

*Le Conseil note que le Conseil exécutif du Territoire est un organe consultatif composé de fonctionnaires. Il note également que l'Autorité administrante, bien qu'elle reconnaisse qu'il est souhaitable d'associer les représentants autochtones aux organes politiques et autres du Territoire, estime pour le moment qu'il serait prématuré d'augmenter rapidement leur participation. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante d'étudier les moyens propres à associer les représentants indigènes aux travaux du Conseil exécutif.*

#### UNION ADMINISTRATIVE

Des rapports antérieurs du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale ont expliqué en détail les arrangements en vertu desquels le Territoire sous tutelle est administré dans le cadre de l'union administrative avec le Territoire australien voisin du Papua.

A sa quatorzième session, après avoir reçu de son Comité permanent des unions administratives un rapport<sup>854</sup> sur le nouvel examen de ces arrangements auxquels le Comité a procédé, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

*En ce qui concerne les garanties énumérées à l'alinéa 7, a, de sa résolution 293 (VII), le Conseil note que le rapport annuel sur l'administration de la Nouvelle-Guinée pour l'année 1952-1953 contient des renseignements distincts d'ordre financier, statistique et autre, concernant le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. Le Conseil note en outre que, conformément au souhait qu'il a exprimé, de voir le rapport indiquer à l'avenir, parmi les postes classés comme faisant partie de l'administration du Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée, ceux qui sont occupés par des fonctionnaires du Territoire sous tutelle (T/916, par. 8, a), le rapport annuel pour 1952-1953 rend compte de la situation dans les services administratifs du Papua et de la Nouvelle-Guinée du 30 juin 1953 et montre que les postes sont en partie communs au Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et au territoire du Papua et en partie affectés soit à l'un soit à l'autre, tout comme dans le rapport annuel pour 1951-1952. Le tableau 1 de l'annexe II énumère par départements et par catégories les postes des membres du personnel du Territoire sous tutelle; les traitements correspondant à chacun de ces postes sont indiqués dans le tableau 3 du rapport annuel pour 1952-1953 (p. 109 à 120), qui donne la liste des catégories de postes et de traitements des services publics du Papua et de la Nouvelle-Guinée.*

*En ce qui concerne les garanties énumérées à l'alinéa 7, b, de sa résolution 293 (VII), le Conseil note que la deuxième Mission de visite dans les Territoires sous tutelle du Pacifique (1953) s'est rendue, sur l'invitation du Gouvernement australien, au siège de l'administration*

<sup>854</sup> T/L.485.

centrale du Papua et de la Nouvelle-Guinée, à Port-Moresby, du 9 au 13 avril 1953, et qu'elle a été invitée à visiter plusieurs institutions communes aux deux Territoires. Passé cette date, aucune mission de visite ne s'est rendue dans le Territoire sous tutelle.

En ce qui concerne les garanties énumérées à l'alinéa 7, c, de sa résolution 293 (VII) :

i) Le Conseil constate que le rapport annuel sur l'administration du Territoire de la Nouvelle-Guinée pour 1952-1953 indique que les frontières entre le territoire du Papua et celui de la Nouvelle-Guinée ont été maintenues.

ii) Le Conseil constate en outre qu'aux termes du décret de 1951 concernant la division du Territoire en districts administratifs, l'Administration est autorisée à diviser le Territoire en districts, à en proclamer le nom, à en fixer les limites et, à l'occasion, à en modifier le nom et les limites. En 1951-1952, on a porté de huit à neuf le nombre des districts de la Nouvelle-Guinée, en scindant le district des Hautes Terres du Centre en deux districts, celui des Hautes Terres de l'Est et celui des Hautes Terres de l'Ouest. Au cours de l'année considérée, aucun changement n'a été apporté aux limites des districts.

iii) Le Conseil note qu'à la 44<sup>ème</sup> séance du Comité permanent, tenue le 14 juillet 1953, le représentant de l'Australie a déclaré que l'Autorité administrante n'avait pas l'intention de créer de districts qui s'étendraient de part et d'autre de la frontière internationale entre le Papua et le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

En ce qui concerne l'alinéa 7, d, de sa résolution 293 (VII), le Conseil constate que, selon les renseignements qui figurent dans le rapport annuel pour 1952-1953, les recettes fiscales ont été de 1.544.542 livres, que l'Autorité administrante a accordé une subvention de 2.769.543 livres et que les dépenses se sont élevées à 4.314.085 livres. Par conséquent, les dépenses pour le Territoire en 1952-1953 n'ont pas été inférieures au total des recettes publiques du Territoire.

Au cours de son examen des questions relatives à l'union administrative dont fait partie le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, le Conseil observe une fois de plus qu'aucun renseignement ne l'a amené à penser que cette union n'était pas, au stade actuel, conforme aux intérêts des habitants du Territoire sous tutelle. Il continue de penser, comme l'indique son rapport spécial sur les unions administratives<sup>355</sup>, que des services douaniers, fiscaux et administratifs communs, organisés sur une base interterritoriale, peuvent être à l'avantage des territoires qui participent à de tels arrangements, en particulier dans des territoires tels que le Papua et la Nouvelle-Guinée, étant donné leur situation économique et sociale. Par la même occasion, le Conseil réitère l'opinion qu'il avait exprimée également dans ce rapport spécial, savoir que "l'intégration complète des organes politiques d'un Territoire sous tutelle à ceux d'un territoire non autonome, qui n'est pas placé sous le régime de tutelle, peut entraver le progrès du Territoire sous tutelle en tant qu'entité distincte". Le Conseil rappelle que, toujours dans ce même rapport, il avait exprimé l'avis "qu'en ce qui concerne le fonctionnement de l'union administrative, l'Autorité administrante devrait continuer d'assurer comme il convient la protec-

tion officielle des intérêts du Territoire sous tutelle et éviter, notamment, de promulguer pour le Territoire des textes législatifs incompatibles avec les dispositions de l'Accord de tutelle et avec les principes de la Charte".

Aucune autre question concernant l'union administrative dont fait partie la Nouvelle-Guinée n'a été portée jusqu'ici à l'attention du Conseil.

#### SERVICES ADMINISTRATIFS

Au cours de l'année considérée, le nombre de postes administratifs inscrit au tableau d'effectifs pour la Nouvelle-Guinée et le Papua est passé de 1.601 à 1.641, et le nombre des postes pourvus est passé, au cours de la même période, de 1.293 à 1.447. Parmi les postes pourvus, 304 étaient communs aux deux Territoires, 654 étaient particuliers à la Nouvelle-Guinée, 318 au Papua et 171 ne dépendaient que de l'Administration centrale.

Le nombre des autochtones employés par l'Administration s'élevait à 9.712, y compris 1.391 membres de la gendarmerie royale du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Ce chiffre comprenait 5.469 manœuvres, 623 agents sanitaires et 493 stagiaires ou apprentis. Le reste comprenait des techniciens, des membres de l'enseignement, des secrétaires ou d'autres travailleurs.

D'après le rapport annuel, l'Autorité administrante a apporté, au cours de l'année, d'importantes modifications à l'organisation des services administratifs; elle a notamment créé une Division des travaux et institué de nouveaux postes, dont un poste de fonctionnaire chargé des relations avec la presse et la publicité, un poste d'inspecteur de district, six postes de fonctionnaires chargés des autorités indigènes et quatre postes de fonctionnaires des coopératives. En outre, cinq postes de fonctionnaires de district ont été reclassés et leur traitement a été relevé.

L'Autorité administrante a aussi commencé à établir des prévisions de recrutement qui faciliteront l'engagement méthodique de nouveaux fonctionnaires et contribueront à équilibrer les services. Elle a également établi un système de sélection qui prévoit notamment que les candidats devront passer devant un comité constitué à cet effet. Cinquante pour cent au moins des 164 personnes recrutées au cours de l'année et non retenues dans l'Administration centrale ont été affectées au Territoire. En outre, 34 officiers auxiliaires de groupes d'exploration ont été nommés et sont arrivés dans le Territoire, et l'Administration a poursuivi le recrutement d'arpenteurs, de vétérinaires auxiliaires et de stagiaires de l'enseignement. Le recrutement du personnel doit se poursuivre jusqu'au moment où tous les postes approuvés seront pourvus.

Seules les personnes qualifiées qui sont sujets britanniques de naissance ou par naturalisation peuvent être nommées fonctionnaires à titre permanent. D'autres personnes peuvent être employées à titre spécial ou temporaire.

La Mission de visite a été d'avis que l'Administration devait poursuivre son effort de recrutement d'autochtones qualifiés et faire tout ce qui était en son pouvoir pour préparer les autochtones à occuper des emplois dans les nombreux services publics dont le Territoire avait un si urgent besoin.

L'Autorité administrante a déclaré que, lorsque les autochtones atteindraient le niveau requis, des dispositions seraient prises pour leur permettre d'accéder aux emplois publics. A l'heure actuelle, en plus de l'enseignement technique dispensé par les écoles techniques de

<sup>355</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 12, document A/2151.

l'Administration et des missions, divers bureaux de l'Administration donnent une formation industrielle et professionnelle et bientôt des travailleurs autochtones pourront apprendre un métier sous le nouveau régime de l'apprentissage.

En outre, l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, au cours de sa quatorzième session, que la création d'une Division auxiliaire de l'administration à l'intention des autochtones avait été approuvée et que les dispositions législatives nécessaires étaient en préparation. La nouvelle division serait essentiellement un centre de formation destiné à ouvrir à certains employés autochtones l'accès des divisions supérieures de l'Administration. Elle offrirait une carrière administrative permanente à ceux qui posséderaient les titres requis pour y être admis, tels que les instituteurs, les employés et d'autres personnes occupant des fonctions qui exigent une éducation de base, nécessitent une formation spéciale et comportent des responsabilités. Au fur et à mesure que la nouvelle division se développerait, elle assurerait une participation accrue des autochtones à l'Administration du Territoire et une plus grande possibilité d'accès à des postes comportant des responsabilités de plus en plus grandes. En outre, on devait élaborer des dispositions législatives qui permettraient aux autochtones et aux résidents permanents du Territoire, y compris les Asiatiques et les métis, d'occuper des postes dans d'autres divisions de l'Administration, à condition qu'ils possèdent les titres nécessaires et remplissent les conditions requises pour être admis dans ces divisions.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil rappelle que la Mission de visite avait émis l'opinion que l'Autorité administrante devrait continuer ses efforts de recrutement d'autochtones qualifiés et leur donner une formation qui leur permette de travailler dans les divers services techniques dont le Territoire a le plus grand besoin; il constate avec satisfaction la création d'une Division auxiliaire de la fonction publique et note l'assurance donnée par l'Administration qu'elle veillera, dans toute la mesure où le développement de cette division le permettra, à ce que les autochtones participent de plus en plus à l'administration et soient nommés à des postes de plus en plus importants.*

#### CONSEIL LÉGISLATIF

Le Conseil législatif pour les Territoires combinés du Papua et de la Nouvelle-Guinée est entré en fonctions en 1951. Il se compose de l'Administrateur, de 16 membres fonctionnaires et de 12 membres non fonctionnaires. Trois de ces derniers sont des autochtones, dont 2 représentent le Territoire sous tutelle.

Toutes les ordonnances adoptées par le Conseil en vue de la paix, de l'ordre et de la bonne administration du Territoire doivent être approuvées par l'Administrateur, sauf lorsqu'elles sont réservées à l'assentiment du Gouverneur général. Les ordonnances que l'Administrateur a approuvées peuvent être rapportées par le Gouverneur général dans les six mois qui suivent cette approbation.

Le Conseil législatif s'est réuni du 6 au 18 octobre 1952 et du 4 au 8 mai 1953.

A sa douzième session, le Conseil de tutelle, notant l'opinion exprimée par la Mission de visite suivant laquelle, actuellement, la représentation autochtone au Conseil législatif n'avait guère de signification que du point de vue éducatif, avait estimé que la meilleure façon

d'atteindre le but souhaité qui consistait à augmenter progressivement cette représentation pouvait être, pour le moment, d'accroître l'utilité de cet organe en tant que moyen d'éducation politique et de formation des autochtones à une participation plus active. A cette fin, le Conseil avait recommandé à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures possibles, y compris la participation éventuelle — suggérée par la Mission de visite — d'un plus grand nombre d'autochtones aux travaux du Conseil législatif en qualité d'observateurs, en vue de développer chez la population la compréhension des méthodes législatives. Il avait invité l'Autorité administrante à inclure des renseignements sur cette question dans le prochain rapport annuel.

L'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa quatorzième session, qu'au stade actuel la meilleure façon de développer chez la population la compréhension des méthodes législatives était de l'associer aux travaux des conseils de village, lesquels sont encouragés par les fonctionnaires de district. L'Autorité administrante envisagerait d'autres mesures pratiques à cet effet, notamment des exposés d'information destinés aux conseils de village, ainsi que des leçons consacrées à ce sujet dans les programmes scolaires.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil rappelle qu'il a recommandé précédemment à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures possibles, y compris la participation éventuelle d'un plus grand nombre d'autochtones aux travaux du Conseil législatif en qualité d'observateurs, en vue de développer chez la population la compréhension des méthodes législatives. Il note que l'Autorité administrante estime que la meilleure façon à l'heure actuelle d'augmenter la compréhension des méthodes législatives chez la population est de l'associer aux travaux des conseils de village tout en encourageant et en aidant ces travaux, mais qu'elle envisage aussi d'associer les autochtones aux travaux du Conseil législatif en qualité d'observateurs et qu'elle examine en outre d'autres mesures pratiques pour augmenter la compréhension politique des autochtones. Le Conseil espère que le projet relatif aux observateurs autochtones sera développé et mis en pratique avant l'examen du prochain rapport annuel et demande que des renseignements sur les autres mesures pratiques qui ont été prises figurent dans le rapport.*

#### ADMINISTRATION MUNICIPALE ET DE DISTRICT

Les conseils consultatifs de district ne sont pas des organes créés par une loi. Ils sont composés du commissaire de district et de membres que l'Administrateur choisit sur une liste de personnes recommandées par le commissaire de district. Les nouvelles dispositions touchant ces conseils, qui sont entrées en vigueur en 1953, ne diffèrent pas sensiblement du règlement antérieur, mais elles introduisent une certaine souplesse dans la composition des conseils.

Les conseils consultatifs municipaux, qui ne sont pas non plus des organes créés par une loi, sont formés de personnalités représentatives choisies parmi les citoyens et les fonctionnaires de l'Administration. Ils ne donnent d'avis que sur les affaires municipales. Ces conseils s'occupent de questions qui ne présentent guère d'intérêt pour les autochtones et jusqu'ici seuls des Européens et des Asiatiques en ont fait partie. L'Autorité administrante estime que les intérêts des autochtones

sont suffisamment protégés par la politique de l'Administration telle qu'elle est appliquée par les divers bureaux et en particulier par le Bureau des services de district et des affaires indigènes, qui s'occupe directement du bien-être général des autochtones et qui est représenté par ses fonctionnaires à tous les conseils consultatifs de district ou de municipalité.

A sa douzième session, le Conseil avait rappelé que la loi relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée prévoyait la création de conseils consultatifs pour les affaires indigènes, dont la majorité au moins du nombre total des membres devaient être autochtones, et il avait constaté que les conseils consultatifs municipaux et de district déjà créés, qui n'étaient pas des organes créés par une loi et n'avaient pas de rapports avec les conseils consultatifs prévus par ladite loi, étaient composés uniquement de non-autochtones. A cet égard, le Conseil, se rangeant à l'avis de la Mission de visite, avait estimé qu'on ne devait pas laisser les institutions politiques acquérir un caractère rigide de dualité raciale et s'était félicité de l'assurance donnée par l'Autorité administrante que, lorsque les conditions seraient favorables à la création d'organes de district réglementaires, elle se préoccuperait très sérieusement de l'intérêt qu'il y aurait à donner à ces organes un caractère de multiplicité raciale.

Dans le rapport annuel dont il est question, l'Autorité administrante renouvelle l'assurance qu'elle a donnée au Conseil à sa douzième session.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil note que l'Autorité administrante renouvelle l'assurance qu'elle lui a donnée précédemment et suivant laquelle, lorsque les conditions seront favorables à la création d'organes de district réglementaires, elle se préoccupera très sérieusement de l'intérêt qu'il y aurait à donner à ces organes un caractère de multiplicité raciale.*

#### ADMINISTRATION LOCALE

Pour remplir diverses fonctions administratives locales, l'Administration désigne des fonctionnaires de village, appelés *luluais* et *tultuls*. Ils possèdent certains pouvoirs concernant le maintien de l'ordre public, la salubrité et l'hygiène, les opérations de recensement et d'autres attributions du même genre. En ce qui concerne le maintien de l'ordre, les *luluais* n'ont d'autre pouvoir que celui d'opérer des arrestations et de prendre des arrêtés. L'Administration compte substituer progressivement au système actuel d'administration locale exercée par les fonctionnaires de village, des conseils indigènes de village, au fur et à mesure que l'évolution de la population permettra aux autochtones de participer à ces conseils. Des spécialistes du Bureau des services de district et des affaires indigènes ont été chargés d'encourager la création de ces conseils et de les orienter au début, avec l'aide de fonctionnaires d'autres bureaux.

Au cours de l'année considérée, on a créé deux nouveaux conseils groupant 45 villages d'une population totale d'environ 9.413 habitants. Le nombre de ces conseils est ainsi passé à 6, représentant 117 villages et une population évaluée à 24.813 habitants.

En Nouvelle-Bretagne, des groupes minoritaires comprenant une population totale de 2.000 habitants, dans une région qui possède déjà plusieurs conseils, se sont refusés à former un conseil de village indigène. D'après les renseignements donnés dans le rapport annuel, cette

attitude serait due à plusieurs motifs d'ordre purement local. Ceux-ci font l'objet d'une enquête et l'on étudie avec soin les besoins particuliers de ces groupes. L'un d'eux a depuis exprimé son désir de participer au conseil de village de Rabaul; l'autre groupe n'a pas encore pris de décision.

Les conseils exercent diverses fonctions en ce qui concerne les services sociaux, le progrès économique et les problèmes généraux posés par l'élévation du niveau de vie. Pour 1953, les dépenses prévues pour les services publics des six conseils se montaient à 33.221 livres sterling.

A la quatorzième session du Conseil, l'Autorité administrante a déclaré que la création de ces conseils de village avait été moins difficile qu'elle ne l'avait prévu, grâce, notamment, à la présence, dans chaque conseil, d'un noyau de membres intelligents et énergiques, qui, avec l'aide des autorités, ont su jouer un rôle exécutif. Néanmoins, beaucoup de leurs membres ne se rendaient pas encore très bien compte de leurs devoirs ou n'avaient pas exercé leur autorité. Au stade actuel de l'administration locale, l'Autorité administrante estimait que le caractère et l'énergie des conseillers importait plus que leur instruction. Le système avait souffert de la médiocrité de nombreux conseillers, mais on espérait disposer de candidats plus qualifiés à l'avenir, à mesure que se développerait le sens politique des électeurs. Dans l'ensemble, la fonction exécutive des conseils s'améliorait constamment, et, contrairement à leur attitude d'autrefois, les comités exécutifs de certains conseils faisaient preuve de plus d'initiative et tendaient à mettre leurs programmes à exécution sans attendre les suggestions des fonctionnaires chargés des autorités indigènes. Le progrès était évident, même si les conseils étaient encore peu instruits des affaires administratives et financières; leur inexpérience à cet égard, estimait l'Administration, les obligerait longtemps encore à recourir à l'aide des fonctionnaires.

Diverses mesures ont été adoptées pour éviter que les Conseils ne s'isolent de leurs électeurs, aux yeux desquels une administration impersonnelle est une administration hostile. A cet égard, l'Autorité administrante a estimé que le fonctionnement des conseils était satisfaisant. Les conseillers étaient invités à s'adjoindre un comité consultatif de village et à consulter régulièrement leurs électeurs. Tous les ans, chacun des conseils réunissait deux ou trois assemblées générales au cours desquelles la population était encouragée à exprimer ses critiques et à faire des propositions. L'Administration estimait que l'aptitude des conseils à percevoir régulièrement les impôts était la preuve décisive de leur stabilité.

Le Conseil, à sa douzième session, avait pris acte de l'impression favorable que la Mission de visite avait eue quant à l'efficacité des conseils de village indigènes officiels déjà créés et s'était rangé à l'avis de la Mission, selon lequel un développement rapide de ce système de gouvernement local contribuerait largement à hâter le progrès politique du Territoire. Il avait accueilli favorablement la déclaration de l'Autorité administrante dans laquelle celle-ci envisageait non seulement de fournir d'autres fonctionnaires spécialistes à cet effet, mais aussi de considérer le développement de l'administration locale comme un devoir essentiel des administrateurs de district.

Le Conseil avait constaté, en outre, qu'un certain nombre de conseils de village indigènes officiels étendaient déjà leur juridiction à des secteurs renfermant un



ou plusieurs groupes de villages. Il avait pris acte de l'opinion de la Mission de visite en ce qui concerne l'efficacité de l'expérience de Rabaul relative à une organisation régionale de ce type et avait prié l'Autorité administrante de poursuivre le développement de ces services plus importants de l'administration locale dans d'autres parties du Territoire, en tenant dûment compte de l'intérêt qu'il y aurait à adapter la forme de leur organisation aux différentes conditions et exigences des populations intéressées.

L'Autorité administrante a répondu que, lors de la création des premiers conseils, elle s'était rendu compte des avantages que présenteraient des conseils représentant un ou plusieurs groupes de villages, et qu'elle en formerait chaque fois qu'ils répondraient aux intérêts des populations. Elle a estimé que la consolidation des conseils établis se poursuivait avec succès, de même que le travail de préparation parmi les nouveaux groupes, travail qui, s'il exigeait beaucoup de temps, de tact et de patience, était indispensable pour les mettre en mesure d'assumer de telles fonctions. Elle a exprimé l'espoir qu'à la suite de ce travail de préparation plusieurs nouveaux conseils pourraient être créés en 1953-1954.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil prend acte avec satisfaction de l'augmentation du nombre des conseils de village indigènes et des progrès qu'ils ont réalisés au cours de l'année considérée ; il espère que l'Autorité administrante continuera à encourager ces progrès grâce au contrôle exercé et aux conseils donnés par les agents de l'Administration.*

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

On reconnaît aux tribunaux indigènes, dans le cadre du système judiciaire du Territoire, un statut administratif, mais non un statut juridique. La loi de 1949-1950 relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée (*Papua and New Guinea Act, 1949-1950*) autorise la création de tribunaux indigènes, composés exclusivement d'autochtones, qui viendraient s'ajouter aux tribunaux actuellement chargés des affaires indigènes ; cependant, les dispositions pertinentes de cette loi n'ont pas encore été appliquées.

Dans le passé, le Conseil avait recommandé à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour accorder, chaque fois qu'il serait souhaitable de le faire, un statut juridique aux tribunaux indigènes et, à sa dixième session, il avait noté que l'Autorité administrante procédait à l'étude d'une ordonnance et de règlements qui permettraient la création de tribunaux autochtones de village.

L'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, au cours de sa quatorzième session, qu'elle continuait d'examiner la question de l'octroi d'un statut juridique aux tribunaux indigènes et qu'elle tiendrait le Conseil au courant de toutes décisions qu'elle pourrait prendre en la matière.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Considérant que les tribunaux indigènes sont reconnus par l'Administration mais n'ont pas d'existence légale, le Conseil note avec intérêt la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle l'Administration a étudié la question de la reconnaissance légale de ces tribunaux et décidé de tenir le Conseil pleinement informé de toute décision qui serait prise à cet égard. Il espère*

*que cette décision sera prise dans le plus bref délai afin de permettre aux tribunaux indigènes de se développer.*

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant du Royaume-Uni a constaté que l'Autorité administrante avait considérablement renforcé son contrôle sur l'ensemble du Territoire, de sorte qu'à l'heure actuelle, la proportion des zones réservées était inférieure à 10 pour 100.

Le représentant du Salvador a estimé que les efforts déployés par l'Autorité administrante en vue de pacifier le Territoire au moyen de groupes d'exploration étaient dignes d'éloge. Il a instamment demandé que l'Autorité administrante mette tout en œuvre en vue de terminer sa tâche le plus rapidement possible.

Le représentant du Salvador a été d'avis que l'Autorité administrante devait favoriser l'éveil d'une conscience régionale qui pût, par la suite, devenir conscience nationale, afin de faire disparaître la fragmentation de la population qui, sans nul doute, constituait un obstacle sérieux à un développement plus poussé.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que, grâce à sa politique de pénétration pacifique, l'Autorité administrante parvenait graduellement à placer sous son contrôle des populations qui, auparavant, n'avaient jamais eu d'autres contacts que ceux qu'elles pouvaient avoir avec les tribus des villages voisins ; il a déclaré que sa délégation tenait à rendre un chaleureux hommage à l'Administration et à ses chefs de groupes d'exploration qui s'acquittaient de cette tâche périlleuse et pénible avec succès et, chose remarquable, avec un minimum de friction.

Le représentant de la Belgique a estimé que, dans l'ensemble, l'année considérée avait été une année de progrès ; il a rendu hommage à la politique de pénétration pacifique poursuivie par l'Administration.

Le représentant de la Syrie a constaté que les autochtones ne participaient pas à l'exercice du pouvoir exécutif dans le Territoire. Le Conseil exécutif était composé de fonctionnaires et ne représentait donc que l'Administration. Le représentant de la Syrie a constaté en outre que les organes législatifs, administratifs et judiciaires étaient communs au Territoire sous tutelle et au Papua, et a exprimé l'opinion que le Conseil de tutelle devait recommander à l'Autorité administrante de créer des organes indépendants pour le seul Territoire sous tutelle.

Le représentant de l'Inde a fait valoir que l'expression "Conseil exécutif" comportait une idée d'exécution, de direction et de formulation de principes. Cependant, en Nouvelle-Guinée, le Conseil exécutif n'était autre qu'une réunion groupant l'Administrateur du Territoire et ses subalternes ; la seule autorité était l'Administrateur. Quant au Conseil législatif, c'était également une réunion de fonctionnaires, mais sur un plan plus élevé.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer qu'après trente-cinq ans d'administration australienne, une partie importante de la population de la Nouvelle-Guinée vivait encore dans ce qu'on appelait les zones réservées et résistait à l'influence de l'autorité australienne. En réalité, la prétendue pénétration pacifique consistait à s'emparer par les armes des régions non encore soumises au contrôle de l'administration colonialiste australienne.



Quant à la politique suivie par l'Autorité administrante en faveur du maintien du régime tribal, le représentant de l'Union soviétique a estimé que le Conseil de tutelle devait recommander à l'Administration de prendre des mesures en vue d'assurer le passage d'un régime tribal arriéré à un système d'autonomie fondé sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que, bien que l'Administration fût désireuse de placer le plus tôt possible les dernières zones réservées sous son influence, il était peu judicieux de reviser actuellement les méthodes fondamentales qui, selon lui, s'étaient révélées efficaces dans cette tâche difficile, mais si importante et si pleine de risques. Il a constaté qu'à une exception près, l'œuvre accomplie par l'Administration dans les zones réservées lui avait valu de chaleureux éloges. Il a ajouté que l'Administration n'ignorait nullement qu'il était souhaitable de faire participer des représentants de la population autochtone aux travaux des organes politiques ou autres du Territoire, mais qu'il était persuadé qu'il serait prématuré de vouloir hâter les choses.

#### UNION ADMINISTRATIVE

Le représentant de la Syrie a déclaré que l'union administrative entre le Territoire sous tutelle et le Papua n'était pas seulement une union administrative, mais une union totale, puisque aussi bien la capitale des deux pays était située au Papua. De plus, les organes législatifs, administratifs et judiciaires étaient communs aux deux Territoires. Le représentant spécial avait répondu évasivement aux questions qui lui avaient été posées à ce sujet. En tout état de cause, il importait de ne pas perdre de vue que la Nouvelle-Guinée était un Territoire sous tutelle, ce qui n'était pas le cas pour le Papua. Lier le sort de ces deux territoires, comme le faisait l'Autorité administrante, c'était tenter de porter un coup aux obligations qui découlaient de l'Accord de tutelle. En conclusion, le représentant de la Syrie a estimé que le Conseil de tutelle devait recommander à l'Autorité administrante de créer des organes législatifs et administratifs propres à la Nouvelle-Guinée.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante, prétextant la création d'une prétendue "union administrative", avait purement et simplement rattaché le Territoire sous tutelle à la colonie australienne du Papua, ces deux territoires ne formant qu'une entité, au point de vue politique comme au point de vue économique. Il a estimé que le Conseil de tutelle devait recommander que l'Autorité administrante crée dans le Territoire sous tutelle des organes législatifs et administratifs qui ne soient subordonnés à aucun organe établi dans le cadre de l'union entre le Territoire sous tutelle et la colonie du Papua et qu'il fallait veiller à assurer la représentation de la population autochtone à ces organes.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que les dispositions de l'Accord de tutelle avaient été loyalement observées et que le statut propre du Territoire était respecté. Ce statut était expressément respecté dans la législation organique du Territoire, le *Papua and New Guinea Act*, ainsi que dans toutes les déclarations du gouvernement. Le représentant spécial a ajouté que la Nouvelle-Guinée tirait des avantages réels de son étroite association avec le Papua.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'au stade actuel du développement du Terri-

toire, l'union administrative était le moyen le plus efficace d'administrer la Nouvelle-Guinée. Elle était d'ailleurs prévue par l'Accord de tutelle.

#### SERVICES ADMINISTRATIFS

Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation avait appris avec satisfaction que l'Autorité administrante avait créé une nouvelle division auxiliaire qui pouvait offrir une carrière permanente aux fonctionnaires compétents, qu'elle préparait une législation pour permettre aux autochtones d'être nommés dans d'autres divisions de l'administration et qu'elle avait créé un institut de la fonction publique pour faciliter la formation d'un personnel compétent. Il a cependant instamment invité l'Autorité administrante à faire figurer séparément dans son prochain rapport annuel des renseignements sur le nombre d'autochtones du Territoire sous tutelle qui occupaient des fonctions dans l'administration.

Le représentant de l'Inde a déclaré que l'administration du Territoire était une bureaucratie, bien qu'elle fût une bureaucratie éclairée. Depuis 1949, le nombre des Européens qui occupaient des postes élevés dans l'administration avait augmenté d'environ 40 pour 100, alors que le personnel autochtone avait augmenté de 5 pour 100. Hormis le retard de l'enseignement, la concurrence probable et, probablement aussi, le degré appréciable de préjugés raciaux chez les colons, le représentant de l'Inde ne voyait pas pourquoi le personnel autochtone n'augmenterait pas sensiblement dans les services administratifs.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il était persuadé que l'existence de la Division auxiliaire de l'administration aurait pour résultat d'augmenter sans cesse davantage la participation des autochtones à l'administration, ce qui, a-t-il déclaré, continuait et continuerait d'être le but de l'Autorité administrante. Il a assuré au Conseil que l'Autorité administrante ferait certainement le nécessaire pour donner dans ses prochains rapports d'autres renseignements sur le fonctionnement de ce système.

#### CONSEIL LÉGISLATIF

Le représentant du Royaume-Uni a estimé que le système actuel de désignation des membres autochtones au Conseil législatif était souple et démocratique; il était persuadé qu'un régime électoral plus formel serait adopté, le moment venu.

Le représentant de la Belgique a déclaré qu'il était erroné de considérer les représentants officiels au Conseil législatif comme les représentants d'intérêts européens. Les représentants officiels représentaient l'Autorité administrante et, avant tout, les intérêts de la population autochtone.

Le représentant de la Syrie a fait observer que la représentation d'autochtones au Conseil législatif était très restreinte. D'autre part, les membres autochtones étaient choisis par l'Administration alors que les membres européens non officiels étaient élus par un collège, d'ailleurs restreint. Il fallait accroître le nombre des membres autochtones du Conseil législatif, et remplacer le système de la désignation par celui de l'élection.

Le représentant de l'Inde a noté que, sur les 29 membres du Conseil législatif, 2 étaient des représentants autochtones du Territoire sous tutelle qui avaient été nommés par l'Administrateur; la proportion était donc

d'environ un représentant pour 300.000 habitants. Ces représentants n'avaient aucun pouvoir et ne décidaient rien au Conseil. C'était tout le progrès qui avait été accompli en trente-cinq ans. D'autre part, pour les 8.406 Européens du Territoire, il y avait 16 représentants. En 1949, le Conseil avait recommandé d'augmenter le nombre des membres autochtones, mais aucun changement n'était encore intervenu.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a noté que, sur les vingt-neuf membres du Conseil législatif, on ne comptait que deux membres autochtones qui n'étaient pas élus, mais étaient nommés par l'Autorité administrante. D'après les déclarations du représentant spécial, il était évident que l'Autorité administrante, fidèle à sa politique de discrimination raciale, n'avait pas l'intention d'augmenter le nombre des membres autochtones.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'il fallait s'étonner non pas du fait que les membres autochtones du Conseil législatif étaient choisis par l'Autorité administrante, mais du fait que l'on avait pu trouver à ce stade de l'évolution du Territoire des autochtones capables de jouer un rôle dans un organisme politique de cette importance. En outre, il fallait dissiper l'impression que le Conseil législatif était tout dévoué aux intérêts européens: une forte proportion de ses membres étaient des fonctionnaires, dont le devoir le plus important était de protéger les intérêts de la population autochtone. De plus, certains membres représentaient des missions chrétiennes et se préoccupaient eux aussi des intérêts autochtones davantage que des intérêts européens.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que, aussi longtemps que la population ne serait pas capable de comprendre parfaitement les institutions politiques modernes, l'Administration devait inévitablement se charger elle-même de protéger comme il convenait les intérêts des autochtones, objectif qui était atteint par la représentation officielle aux divers organes du gouvernement. Le représentant spécial a cependant déclaré au Conseil que l'Autorité administrante était parfaitement consciente de la nécessité de donner une formation politique aux autochtones comme le montraient les plans qu'elle avait établis pour faire entrer un plus grand nombre d'autochtones au Conseil législatif à titre d'observateurs. Il a ajouté qu'en raison de la situation particulière de la Nouvelle-Guinée, il n'était pas encore possible de recourir à l'élection pour désigner les membres autochtones du Conseil législatif.

#### ADMINISTRATION MUNICIPALE ET DE DISTRICT

Le représentant de la Chine a estimé que les fonctionnaires des services qui siégeaient aux conseils consultatifs municipaux et de district ne pouvaient pas représenter la population autochtone de façon satisfaisante.

Le représentant de l'Inde a noté que les conseils consultatifs municipaux et de district, qui se composaient exclusivement d'Européens et d'Asiatiques, n'avaient pas d'existence légale. Ces conseils présentaient sans doute des avantages, mais on ne pouvait pourtant pas les considérer comme faisant partie de l'appareil gouvernemental.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a noté que les conseils consultatifs municipaux et de district se composaient uniquement d'Européens et que la population locale ne pouvait pas par-

ticiper à leurs travaux; pourtant, les travaux de ces conseils intéressaient directement la population locale.

Le représentant de la France a déclaré qu'il voyait mal en quoi les conseils consultatifs municipaux et de district pouvaient servir l'administration dans leur forme actuelle; on voyait par contre très facilement qu'ils pouvaient la gêner. Toutefois, il a estimé que des organes consultatifs adaptés aux capacités présentes des autochtones pourraient être réunis auprès des commissaires de district et rendraient des services appréciables.

#### ADMINISTRATION LOCALE

Le représentant du Royaume-Uni était persuadé que l'Administration avait raison de vouloir créer des conseils de village indigènes qui ne manqueraient pas d'avoir une heureuse influence; l'adjonction de 2 conseils aux 4 conseils qui existaient déjà constituait un progrès réel.

Le représentant du Salvador a considéré que l'évolution qui avait lieu en Nouvelle-Bretagne et à Baluan étaient très encourageante; l'Autorité administrante devait faciliter encore cette évolution par l'intermédiaire de fonctionnaires spécialisés qui expliqueraient à la population le fonctionnement et le but des conseils et en assureraient le fonctionnement.

Le représentant de l'Inde a constaté qu'après environ trente ans d'administration de mandat et de tutelle, il n'y avait pas plus de 6 conseils de village indigènes dans le Territoire. D'après le rapport annuel, l'aptitude des gens à être tenus pour d'utiles membres de ces conseils dépendait beaucoup de l'habileté avec laquelle ils recouvraient les impôts. L'élection aux conseils se faisait au scrutin local et secret, presque toujours à la représentation proportionnelle. Etant donné que la population comprenait les subtilités de la représentation proportionnelle, on pouvait se demander si les autochtones n'avaient pas les moyens d'assumer aux conseils de plus grandes responsabilités.

Le représentant de la France a déclaré qu'il fallait féliciter l'Administration de la création des conseils de village; le rythme de cette évolution ne devait pas manquer de s'accélérer avec les années.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que, sur le plan local, l'Administration se préoccupait tout particulièrement de souder les nombreux groupes tribaux du Territoire en un seul groupe qui ne parlerait qu'une seule langue. Il a également déclaré que la multiplication des conseils de village indigènes à statut légal prouvait que l'Administration avait l'intention de donner plus d'ampleur à l'évolution politique de la population. L'augmentation du nombre de ces conseils, que l'on pourrait créer progressivement pour remplacer l'actuelle structure tribale sans toutefois en saper les fondements, était le meilleur moyen d'amener progressivement la population à mieux comprendre les institutions politiques. A cet égard, le représentant spécial a précisé que de nouveaux conseils seraient créés aussitôt que les autochtones se montreraient capables, avec les directives et le contrôle nécessaires, d'en assurer le fonctionnement.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Le représentant de la Belgique a considéré que les tribunaux indigènes faisaient partie intégrante des institutions coutumières. A ce titre, l'Autorité administrante, qui reconnaissait la validité des coutumes non

contraires aux principes de la civilisation, devait reconnaître également la juridiction coutumière.

Le représentant de la Syrie a déclaré qu'il était injuste que les Européens pussent bénéficier du système du jury criminel dont les autochtones étaient exclus. L'Autorité administrante devait reconsidérer cette question. En outre, il fallait que les tribunaux indigènes bénéficient de la reconnaissance statutaire.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré, au sujet de la proposition tendant à introduire le système du jury dans les affaires concernant des autochtones, que le système du jury était l'une des institutions judiciaires les plus importantes de l'Australie et que l'Administration espérait l'introduire un jour en Nouvelle-Guinée. Toutefois, le fonctionnement normal de ce système supposait une plus grande compréhension de la part des autochtones. L'Administration se préoccupait actuellement de reconnaître légalement les tribunaux indigènes et le Conseil serait tenu au courant de toute décision qui pourrait intervenir à ce propos.

### III. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'économie du Territoire est fondée sur la production primaire, les principales activités étant l'agriculture, les industries extractives et l'exploitation du bois. Ces industries, ainsi que d'autres entreprises commerciales, telles que le commerce et les transports maritimes, ont été créées par des non-autochtones, qui en ont la gestion dans une grande mesure. Dans le passé, la plupart des populations autochtones n'ont pratiqué qu'une agriculture de subsistance, mais de l'avis de l'Administration, grâce aux conseils et à l'assistance technique qui leur ont été donnés, les autochtones se tournent de plus en plus vers les cultures marchandes dont les produits s'écoulaient aisément dans le Territoire.

Selon l'Autorité administrante, les plans de développement du Territoire reposent sur une politique à long terme, dont la réalisation progressive est assurée par des programmes de travaux annuels; ceux-ci dépendent des progrès de la recherche, de l'importance des investissements privés et du progrès économique et social de la population autochtone. Il n'y a pas d'organisme administratif distinct chargé du développement économique, en dehors de la Commission de mise en valeur des terres (Land Development Board), qui est chargée, notamment, d'aider les colons à acquérir des terres dans des régions propices à l'agriculture, et du Copra Marketing Board qui assure l'écoulement du coprah produit dans le Territoire. Néanmoins, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle aidait au développement du Territoire, directement, en accordant d'importantes subventions pour contribuer aux dépenses d'administration et de travaux publics, et indirectement, en chargeant des spécialistes de divers départements administratifs du Commonwealth d'étudier certains problèmes techniques spéciaux. C'est ainsi que l'Australian Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization étudie les ressources naturelles du Papua et de la Nouvelle-Guinée. La Land Research and Regional Survey Section de cette organisation a commencé ses travaux dans le Papua et elle compte les étendre par la suite au Territoire de la Nouvelle-Guinée.

D'autres enquêtes signalées dans le rapport de l'Autorité administrante sont l'étude pédologique que vient

d'achever, à Garaina, la station expérimentale du thé, les reconnaissances topographiques entreprises dans la vallée du haut Bulolo et à Kudjeru, et une étude du sol commencée dans la vallée du Markham.

L'Administration s'occupe d'étendre la production ainsi que les recherches destinées à améliorer la qualité et le rendement des cultures existantes et l'adoption de nouvelles cultures. A cet effet, l'Administration, tout en tenant dûment compte des besoins actuels et futurs des autochtones, favorise l'octroi à bail de terres propices aux cultures et donne aux intéressés un concours technique et des renseignements sur les conditions de l'agriculture dans le Territoire. A la quatorzième session du Conseil, l'Autorité administrante a déclaré que le Land Development Board créé en 1952 avait été récemment réorganisé à la suite de la mise au point d'un programme précis visant à subdiviser les meilleures catégories de terres en parcelles de peuplement de production optimum. Le Board établirait un plan d'utilisation de la terre dans chaque région, après avoir procédé à l'étude du sol et après avoir délimité les parcelles, afin d'assurer la meilleure utilisation possible des terres disponibles; on pense que cette mesure permettra d'aboutir à un développement plus harmonieux du Territoire.

Bien que la mise en valeur des ressources du Territoire continue d'être principalement le fait d'entreprises privées gérées par des non-autochtones, l'Autorité administrante signale que les habitants autochtones prennent une part de plus en plus active au développement économique, notamment par leurs sociétés coopératives et de progrès rural. Ces organismes sont créés grâce au concours de la Section des coopératives du Bureau des services de district et des affaires indigènes. Au cours de l'année considérée, cette section s'est occupée surtout de consolider et de développer les sociétés existantes.

L'essor du mouvement coopératif au cours des trois dernières années ressort des chiffres suivants: en 1951, il y avait 18 sociétés, avec 8.253 membres, et un chiffre d'affaires de 15.179 livres; en 1953, on comptait 50 sociétés, avec 20.646 membres, et un chiffre d'affaires de 118.549 livres.

A sa douzième session, le Conseil avait rappelé les inquiétudes qu'il avait exprimées touchant le développement économique du Territoire, ainsi que sa recommandation précédente en faveur d'un vaste plan pour le développement économique du Territoire. Sans méconnaître les obstacles auxquels l'Autorité administrante se heurtait dans ce domaine, il avait noté l'observation de la Mission de visite selon laquelle, en l'absence de connaissances précises concernant les ressources et le potentiel économique du Territoire, le développement et l'exploitation des ressources avaient été jusqu'ici assez faibles. Il avait fait sienne l'opinion exprimée par la Mission que toutes les mesures possibles devaient être prises en vue des études nécessaires à l'élaboration d'un plan de développement économique et il avait constaté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait l'intention de poursuivre les enquêtes en cours et d'en entreprendre de nouvelles. Il avait exprimé l'espoir que l'Administration détacherait à cette fin le personnel voulu pour que les recherches de base pussent être achevées dans le plus bref délai possible.

En outre, le Conseil avait pris note de l'opinion exprimée par l'Autorité administrante, selon laquelle la façon la plus réaliste d'aborder le problème du déve-

loppement à l'heure actuelle était d'énoncer des objectifs lointains et, dans le cadre de ces objectifs, d'élaborer des programmes annuels. Le Conseil avait fait sienne l'opinion exprimée par la Mission de visite selon laquelle les crédits affectés chaque année au développement économique devraient servir à l'exécution d'un plan de développement coordonné, établi pour une période de 5 à 10 ans, compte tenu du genre de développement économique qui conviendrait le mieux aux besoins futurs de la population. Il avait recommandé à l'Autorité administrante d'étudier à nouveau la possibilité de donner suite à cette suggestion et d'inclure dans un plan de cet ordre ceux de ses objectifs à long terme qui s'accordaient avec le but général du plan.

Le Conseil avait rappelé également qu'il avait recommandé à l'Autorité administrante de prêter une attention particulière, dans ses plans de développement économique, à la participation de la population autochtone, et il avait noté que la Mission de visite avait constaté que les progrès économiques enregistrés jusque là intéressaient surtout les compagnies et les planteurs européens. Il avait accueilli avec satisfaction les efforts redoublés de l'Autorité administrante en vue de favoriser la création de coopératives de production parmi la population autochtone, et il avait exprimé l'avis que les activités de cet ordre devraient trouver une large place dans le plan de développement économique; soulignant une fois encore l'importance qu'il attachait au rôle que la population autochtone devait être appelée à jouer, d'une manière générale, dans l'élaboration des plans, le Conseil avait attiré l'attention de l'Autorité administrante sur l'observation formulée par la Mission de visite, selon laquelle une solution judicieuse du problème grave et délicat que posait la colonisation européenne aurait vraisemblablement d'importantes répercussions sur l'avenir économique du Territoire.

L'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa quatorzième session, qu'elle avait conscience de l'importance que présentaient l'évaluation des ressources naturelles et l'utilisation de la terre, et qu'elle avait continué et continuerait, conformément à une politique désormais bien établie, de fournir, dans la mesure de ses moyens, tout le personnel, l'équipement, etc., nécessaires pour que les études indispensables soient terminées le plus tôt possible. Elle a ajouté, cependant, que le Conseil de tutelle n'ignorait pas qu'il était difficile de trouver certains spécialistes nécessaires et qu'une étude complète ne pouvait être menée à bien que si l'on disposait du concours de tous les spécialistes voulus pour constituer les équipes scientifiques requises. D'autre part, parallèlement aux recherches d'un caractère général, l'Autorité administrante procédait à des études et à des enquêtes préliminaires et spéciales pour organiser le développement économique sur des bases saines chaque fois que cela paraissait possible et que les habitants autochtones et autres ainsi que les émigrants admis dans le Territoire souhaitaient l'entreprendre et disposaient des capitaux et des connaissances nécessaires à cette fin.

L'Autorité administrante a déclaré ensuite qu'elle avait encore recherché dans quelle mesure il était souhaitable, en pratique, d'élaborer des programmes coordonnés de développement, quinquennaux ou décennaux, mais qu'elle persistait à penser qu'étant donné les circonstances la meilleure méthode était celle qu'elle appliquait actuellement et qui consistait à tenter d'atteindre méthodiquement des objectifs lointains et bien déterminés de développement économique en établissant

sant d'année en année des programmes d'action coordonnée. L'une des difficultés immédiates que présentait l'établissement de programmes quinquennaux ou décennaux réalisables provenait du fait que l'on ne connaissait pas d'une façon précise les ressources de l'ensemble du Territoire ni les autres facteurs dont dépend son développement économique; le Conseil avait d'ailleurs fait expressément mention de cette difficulté dans sa première recommandation, relative au progrès économique. L'Autorité administrante a cependant consacré tous les ans le maximum de ressources financières et autres à l'expansion économique progressive du Territoire, dans le cadre d'un plan fixant des objectifs lointains bien déterminés de développement économique et social, et en tenant compte des résultats des recherches à court terme et à long terme, au fur et à mesure qu'ils étaient connus.

L'Autorité administrante a déclaré qu'elle se rendait bien compte de l'importance du rôle que devait jouer la population autochtone dans le développement économique du Territoire et qu'elle en avait toujours largement tenu compte dans l'établissement de ses plans économiques et sociaux. La terre était un élément fondamental du développement économique; depuis longtemps déjà, la législation et les pratiques administratives protégeaient complètement les droits et les intérêts lointains ainsi que le bien-être de la population autochtone. La création de coopératives de production et de vente et de services spéciaux de vulgarisation agricole faisait l'objet d'une attention toute particulière, surtout depuis quelques années. L'Autorité administrante a reconnu qu'une solution judicieuse du problème de la colonisation européenne présentait une importance essentielle pour le développement économique et social équilibré du Territoire. Elle a exprimé l'opinion que l'apport de capitaux, de techniques de production et de connaissances modernes ainsi que l'apparition de nouvelles possibilités d'emploi et de formation professionnelle, qui vont toujours de pair avec la colonisation et l'entreprise européennes, présentaient de très grands avantages pour la population autochtone. La législation et les pratiques administratives en vigueur donnaient l'assurance que la colonisation européenne tenait une place appropriée dans la politique coordonnée de développement économique et social et que l'entière participation de la population autochtone était prévue.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

*Le Conseil rappelle la recommandation qu'il a faite précédemment concernant le développement économique général du Territoire: il fait sienne l'opinion de la Mission de visite selon laquelle il est souhaitable de formuler un plan coordonné de développement à long terme et de le mettre en œuvre progressivement, à mesure que les circonstances le permettent. Le Conseil note qu'à la suite d'une nouvelle étude de cette question, l'Autorité administrante estime qu'étant donné les circonstances la meilleure méthode est celle qu'elle applique actuellement et qui consiste à tenter d'atteindre méthodiquement des objectifs lointains et bien déterminés de développement économique en établissant d'année en année des programmes d'action coordonnée. Le Conseil n'ignore pas que l'Autorité administrante peut avoir besoin d'un certain temps pour étudier sérieusement une question de cette ampleur, susceptible de présenter une grande importance pour le progrès économique du Territoire. Il estime néanmoins essentiel que, pour assurer un développement économique sain du Territoire, l'Adminis-*



tration élabore un programme coordonné à long terme; il invite l'Autorité administrante à procéder dès que possible à des études complètes portant sur les ressources économiques du Territoire, études sans lesquelles l'établissement d'un tel programme serait impossible.

Le Conseil constate qu'une société dont l'objet — unique ou non — est d'exercer son activité dans l'un des domaines suivants: agriculture, élevage, forêts, extraction charbonnière, extraction de minerai de fer, navigation aérienne, ne peut être formée ou enregistrée que si les deux tiers au moins des actions sont détenues par des citoyens britanniques ou au nom de citoyens britanniques et rappelle l'Article 76, d, de la Charte qui prévoit l'égalité de traitement dans le domaine social, économique et commercial pour tous les Membres de l'Organisation et pour leurs ressortissants; il prend acte de la déclaration de l'Autorité administrante indiquant que cette question est actuellement à l'étude. Le Conseil demande à l'Autorité administrante de l'informer de la décision qu'elle aura prise, au moment de l'examen du prochain rapport annuel.

Le Conseil félicite l'Autorité administrante des progrès récemment réalisés dans le mouvement coopératif et accueille avec satisfaction l'assurance qu'elle encouragera et favorisera le mouvement coopératif dans toute la mesure possible.

#### PRODUCTION ET COMMERCE D'EXPORTATION

Au cours de l'année considérée les importations et les exportations ont atteint respectivement 7.175.612 et 8.491.396 livres. Ces chiffres traduisent, par rapport à l'année précédente, une diminution de 978.490 livres pour les importations et une augmentation de 1.973.515 livres pour les exportations. Au cours de la même période, les exportations de produits d'origine locale ont accusé une augmentation de 1.692.228 livres. Il s'est agi principalement de coprah, d'or, d'huile de coprah et de cacao. Les tourteaux et l'huile de coprah, dont il a été exporté respectivement pour 35.463 et 473.026 livres, sont des produits nouveaux dont l'exportation a commencé en février 1953. Les échanges extérieurs du Territoire consistent à exporter des produits primaires, agricoles ou autres, bruts ou manufacturés, et à importer des produits manufacturés et certaines denrées alimentaires.

Les restrictions à l'importation, mises en vigueur en 1952 afin d'économiser les devises étrangères et limitant certaines catégories d'importations en provenance des pays autres que l'Australie à un pourcentage déterminé de leur volume de 1950-1951, ont été atténuées en 1953 dans la proportion suivante: le contingent des produits de la catégorie A peut désormais dépasser le plafond de 100 pour 100 s'il est prouvé que cela est indispensable; dans la catégorie B, le contingent de tous les produits autres que les boissons alcoolisées a été porté de 75 à 100 pour 100; pour la catégorie C, dont font partie les produits secondaires, le contingent a été porté de 20 à 50 pour 100. Pour une quatrième catégorie, comprenant certains produits essentiels, le contingent reste fixé au niveau de 1950-1951, sauf le cas de nécessité absolue.

L'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa quatorzième session, que depuis l'achèvement du rapport annuel dont le Conseil est saisi, une nouvelle usine de contreplaqué a commencé à fonctionner à Bulolo. L'usine a été construite par la Commonwealth-New Guinea Timbers Ltd, société au capital d'un million de livres, auquel le gouvernement a souscrit une somme de

500.001 livres; le coût des travaux s'est élevé à 1.340.000 livres. On pense que, lorsque cette nouvelle industrie fonctionnera à plein rendement, la valeur du commerce extérieur accusera une augmentation d'environ 5 millions de livres par an.

#### FINANCES PUBLIQUES ET IMPÔTS

Les recettes provenant de subventions directes de l'Autorité administrante, qui étaient de 3.126.059 livres en 1951-1952, n'étaient que de 2.769.543 livres en 1952-1953, et les recettes intérieures sont passées de 1.486.375 livres à 1.544.542 livres; le total des recettes du Territoire a donc été de 4.314.085 livres. Les dépenses sont tombées de 4.612.434 à 4.314.085 livres pendant la même période. Il n'existe dans le Territoire aucun impôt direct sur le revenu ou le chiffre d'affaires, ni aucun impôt de capitation, à l'exception des taxes perçues par les conseils de village indigènes. L'Administration tire ses recettes intérieures des droits de douane, d'une redevance de 5 pour 100 sur l'or et de diverses autres sources, surtout de taxes et de droits divers. Sur un total de recettes intérieures de 1.544.542 livres, 1.041.033 livres ont été fournies par les droits de douane et 169.245 livres par les redevances sur l'or.

La Mission de visite a noté que les finances du Territoire dépendaient dans une grande mesure des subventions annuelles de l'Autorité administrante et que ses recettes étaient constituées en grande partie par des droits de douane. La Mission a estimé qu'aucune augmentation importante des recettes ne pourrait être obtenue par un simple ajustement des impôts indirects et que même des impôts directs ne permettraient peut-être pas de résoudre les problèmes financiers du Territoire. Elle a estimé que les recettes du Territoire étaient insuffisantes et le resteraient jusqu'au moment où un développement économique plus poussé créerait de nouvelles sources de revenu.

A sa douzième session, le Conseil avait rappelé qu'il s'était déjà préoccupé de la possibilité d'améliorer le système fiscal du Territoire et il avait ajouté qu'il attachait une importance particulière à la recommandation de la Commission d'enquête sur la politique douanière du Papua et de la Nouvelle-Guinée (Papua and New Guinea Customs Inquiry Committee) selon laquelle il faudrait procéder à un examen détaillé de l'ensemble de la structure financière du Territoire. Le Conseil avait accueilli avec satisfaction l'assurance que l'Autorité administrante tiendrait le plus grand compte des conclusions de cette commission et avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante, lorsqu'elle procéderait à un nouvel examen de la question, envisagerait la possibilité d'instituer un impôt direct sous une forme ou sous une autre; il l'avait aussi priée de faire figurer de nouveaux renseignements sur la question dans son prochain rapport annuel.

L'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa quatorzième session, qu'elle procédait à une étude continue de la structure financière du Territoire mais qu'elle ne pensait pas que la situation actuelle était favorable à l'institution d'un impôt direct sous quelque forme que ce soit. A cet égard, l'Autorité administrante a souligné qu'il importait de choisir le juste milieu entre le besoin d'accroître les recettes d'une part et la nécessité d'assurer que les investissements de capitaux ne se détournent pas du Territoire d'autre part. En ce qui concerne l'institution d'un impôt direct quelconque à verser par la population indigène, l'Autorité administrante a indiqué que le Conseil apprécierait sans doute



à leur juste valeur les difficultés que l'Administration rencontrerait dans un territoire où le régime de l'économie de subsistance était encore très répandu. L'Autorité administrante poursuivrait l'examen de cette question; toutefois, il ne lui était pas possible d'envisager à l'heure actuelle la possibilité d'instituer un impôt direct quelconque autre que les taxes perçues par les conseils de village indigènes. L'Autorité administrante a ajouté que ces taxes avaient été imposées avec le plein consentement des populations des villages, et que la création de trésoreries locales était une réalisation très importante dans le domaine de l'éducation générale de la population et constituait un progrès quant à l'acceptation de leurs responsabilités par les autochtones.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil félicite l'Autorité administrante du service qu'elle rend à la collectivité en supportant les deux tiers environ de la charge des dépenses publiques annuelles du Territoire.*

*En ce qui concerne la recommandation qu'il a faite précédemment sur l'institution d'un impôt direct sous quelque forme que ce soit, le Conseil constate que l'Autorité administrante procède à une étude périodique de la structure financière du Territoire. Il espère que les obstacles auxquels se heurte l'institution d'un impôt direct seront surmontés en temps utile et demande à être tenu informé de l'évolution de cette question.*

*A ce sujet, le Conseil déclare ne pas ignorer les difficultés auxquelles se heurte l'Administration lorsqu'elle essaie d'imposer un système fiscal fondé sur l'impôt direct dans l'ensemble du Territoire sous tutelle alors que très nombreux sont les autochtones qui vivent encore sous un régime d'économie de subsistance. Le Conseil note avec satisfaction que, dans plusieurs régions, ce sont les conseils de village indigènes qui ont levé des impôts en plein accord avec la population qu'ils représentent et que, selon l'Autorité administrante, l'institution de caisses publiques locales contribue beaucoup à l'éducation des autochtones et les amène à accepter des responsabilités.*

#### RÉGIME FONCIER

La superficie totale du Territoire est de 59.520.000 acres, dont 519.380 appartiennent en toute propriété à des personnes non autochtones et 554.967 à l'Administration. Il reste donc 58.445.653 acres qui n'ont pas été aliénées. Ces terres sont considérées comme biens autochtones, jusqu'à preuve du contraire.

L'Autorité administrante a indiqué qu'elle a toujours reconnu l'importance que revêt la terre pour la population autochtone, ainsi que la nécessité de protéger ses droits de propriété. Elle considère que, dans les lois relatives au régime foncier, la disposition selon laquelle seule l'Administration peut aliéner un bien autochtone est la meilleure protection à cet égard.

L'ordonnance sur l'enregistrement des terres indigènes (*Native Lands Registration Ordinance*) prescrit une enquête pour déterminer les droits et les intérêts fonciers de la population autochtone ainsi que l'enregistrement de ces droits. Aux termes de cette ordonnance, une Commission des terres indigènes (*Native Land Commission*) a été instituée, un commissaire principal ainsi qu'un commissaire ont été nommés en 1952. L'Administration prend des dispositions pour nommer d'autres commissaires.

La politique déclarée de l'Autorité administrante est d'achever l'enregistrement des terres autochtones dans les districts où le développement agricole a été le plus poussé, à savoir la Nouvelle-Bretagne et la Nouvelle-Irlande, ainsi que dans les régions des Hautes Terres, où la population est très dense et où, depuis que l'Administration y exerce son contrôle, les tribus ont pu retourner sur leurs terres héréditaires dont elles avaient été chassées par les guerres entre tribus.

La *Land Ordinance* dispose également que l'Administrateur peut, lorsqu'il le juge utile, déclarer qu'une terre qui n'a jamais été aliénée par l'Administration et qui n'a pas de propriétaire reconnu devient propriété de l'Administration à moins qu'un tiers puisse établir qu'elle lui appartient. En vertu de cette disposition, l'Administration a acquis 39.150 acres et compte acquérir d'autres terres encore à mesure que progressent les travaux de la Commission des terres indigènes.

A sa douzième session, le Conseil avait noté avec satisfaction que la Commission des terres indigènes avait commencé ses travaux dans une région de la Nouvelle-Bretagne, et avait recommandé à l'Autorité administrante de prendre le plus rapidement possible des mesures pour étendre son activité à d'autres parties du Territoire. Notant, dans le rapport de la Mission de visite, que les autochtones avaient manifesté dans certaines régions le désir de reprendre possession de terres aliénées, le Conseil avait invité l'Autorité administrante à examiner favorablement, chaque fois qu'il serait question d'un transfert de propriété concernant ces terres, les demandes que présenteraient les autochtones afin de leur permettre, dans toute la mesure du possible, d'acquérir ces biens par priorité.

L'Autorité administrante a déclaré que l'Administration suivait de près la marche des travaux entrepris dans le Territoire par la Commission des terres indigènes. Tous les résidents jouissaient de droits égaux pour devenir propriétaires de terres aliénées et la Commission des terres du Territoire examinait favorablement toute demande que pouvaient présenter des autochtones désireux de devenir propriétaires d'un terrain en vue de l'exploiter à des fins agréées; c'était là un élément essentiel de la politique suivie en matière foncière. La population autochtone pouvait également acquérir par contrat privé des terres aliénées, à condition de respecter les dispositions générales aux termes desquelles tout transfert d'intérêt sur une terre devait être approuvé par l'Administrateur.

#### AGRICULTURE ET ÉLEVAGE

Pour les deux dernières années, la valeur des exportations des principaux produits agricoles s'établissait comme suit :

	1951-1952 (livres)	1952-1953 (livres)
Coprah .....	3.589.383	4.425.057
Huile de coprah .....	—	473.026
Fèves de cacao .....	147.503	171.876
Tourteaux de coprah .....	—	35.463

L'huile et les tourteaux de coprah sont de nouveaux produits agricoles dont l'exportation n'a commencé qu'en février 1953.

Le rapport annuel indique qu'avant la dernière guerre la population autochtone ne s'intéressait à la production agricole que dans la mesure nécessaire pour satisfaire ses besoins immédiats en aliments et autres produits. L'Autorité administrante a fait savoir qu'à

l'heure actuelle cependant, à la suite des conseils et de l'aide qu'elle a reçus, la population s'intéresse vivement à la production marchande des produits déjà cultivés et de produits nouveaux, ainsi qu'aux méthodes modernes de culture.

Les produits dérivés de la noix de coco sont toujours la source principale du revenu agricole. La production s'est intensifiée au cours de l'année; cela est particulièrement vrai du coprah produit par les autochtones, dont le volume est évalué à 20.000 tonnes environ, soit près du double de la production de l'année précédente. Au cours de l'année, le nombre des cacaoyers est passé de 500.000 à un million. La population s'intéresse de plus en plus à la culture du café et on voit s'organiser de nombreuses entreprises nouvelles, en particulier dans les Hautes Terres. Les stations expérimentales agricoles poursuivent leur expérience sur les diverses récoltes tant marchandes que de subsistance.

#### MINES

La principale industrie minière du Territoire est celle de l'or. La valeur de la production est passée de 1.707.401 livres en 1951-1952 à 2.147.766 livres au cours de l'année considérée. L'Administration perçoit une redevance de 5 pour 100 sur toutes les quantités extraites.

Au cours de précédentes sessions, le Conseil avait recommandé à l'Autorité administrante d'examiner la possibilité d'accroître les revenus que le Territoire retirait de la production de l'or, soit en fixant à plus de 5 pour 100 le taux des redevances, soit en frappant cette industrie de nouveaux impôts. A sa dixième session, le Conseil avait prié l'Autorité administrante de lui fournir des renseignements détaillés sur le coût de production de l'or et sur les bénéfices réalisés par les mines; il lui avait également recommandé d'envisager l'institution d'une échelle mobile des redevances, établie en fonction de la rentabilité.

Dans son rapport annuel pour 1951-1952, l'Autorité administrante a fait savoir qu'elle ne possédait pas encore de renseignements complets et détaillés sur le coût de la production et sur les bénéfices réalisés par l'industrie de l'or. Des enquêtes étaient en cours, et les renseignements demandés seraient fournis dès que ces enquêtes seraient terminées. L'Autorité administrante s'était heurtée à des difficultés matérielles lorsqu'elle avait envisagé l'institution d'une échelle mobile des redevances, établie en fonction de la rentabilité; il semblait, en outre, qu'il n'y eût aucune raison de soumettre l'industrie de l'or à un régime discriminatoire en la frappant d'un impôt sur le revenu net.

L'Autorité administrante n'envisageait pas de taxer cette industrie en fonction de la rentabilité, si ce n'est en instituant un impôt sur le revenu qui s'appliquerait à la collectivité tout entière; une telle mesure n'était, à son avis, ni possible ni souhaitable au stade actuel du développement du Territoire.

Dans son rapport annuel pour 1952-1953, l'Autorité administrante déclare que l'industrie de l'or doit faire face à des coûts d'exploitation élevés et toujours croissants alors que le prix de l'or reste inchangé; c'est pourquoi l'Autorité administrante se demande s'il n'est pas nécessaire d'accorder à cette industrie une certaine assistance. La majorité des exploitants ne pourrait supporter une augmentation quelconque des redevances actuelles et une telle augmentation aurait pour effet de retarder la prospection et l'exploitation des gisements

marginiaux. Un groupe de fonctionnaires expérimentés a été chargé de faire une enquête sur la situation générale de l'industrie minière et de faire rapport à ce sujet.

#### TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Au cours de l'année considérée, le réseau de routes carrossables a été augmenté de 329 milles, sa longueur atteint maintenant 2.675 milles. Cette extension comprend la construction d'une route d'accès qui relie la vallée du fleuve Ramu à Goroka, ville située dans les Hautes Terres, et la construction d'une route qui doit relier Madang à la vallée supérieure du Ramu. Les nouvelles routes qui viennent d'être terminées conviennent à des véhicules légers; plus tard, selon les besoins, de nouveaux travaux pourront être effectués, de manière qu'elles puissent être empruntées par des véhicules lourds.

A sa douzième session, le Conseil avait noté que la Mission de visite avait constaté qu'en dépit des difficultés matérielles que présentait la construction de routes dans le Territoire et des dépenses élevées qu'elle entraînait, l'Autorité administrante reconnaissait son importance pour le développement économique et poursuivait cette construction partout où elle était possible. Il avait noté en outre l'accroissement continu des crédits alloués à cette fin et avait affirmé de nouveau que l'existence d'un réseau routier était une condition préalable à un développement économique de grande envergure et à la réalisation de l'unité sociale; il avait invité instamment l'Autorité administrante à redoubler d'efforts dans ce sens.

L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa quatorzième session qu'elle accordait toute l'attention possible à la création d'un réseau routier satisfaisant et que l'achèvement de plusieurs quais libérerait des techniciens, de la main-d'œuvre et du matériel qui pourraient être utilisés pour procéder à des études, élaborer des plans et construire de nouvelles routes. Ce programme d'extension du réseau routier comprend la construction de routes pour automobiles qui relieront Lae aux Hautes Terres, en suivant la vallée du fleuve Markham, la construction d'une route côtière qui reliera Madang à Gobia et se prolongera vers la vallée du Ramu inférieur, la construction d'une route qui reliera Marni, sur le fleuve Sepik, à Wewak et se prolongera de Wewak vers Aitape et Vanimo.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes:

*Conscient de l'importance des communications routières et de la nécessité de leur expansion si l'on veut assurer le développement économique du Territoire, le Conseil prend note avec satisfaction des plans de construction routière élaborés par l'Autorité administrante et des progrès accomplis dans ce domaine au cours de l'année considérée. Le Conseil estime que tous les efforts devraient être faits pour hâter l'amélioration et le développement du réseau actuel de voies de communications.*

**Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

#### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Belgique, constatant que le programme général de développement, qui serait divisé en tranches annuelles, ne permettrait pas de prévoir une coordination des travaux dans les différents domaines, s'est déclaré persuadé qu'il serait judicieux d'établir des programmes à plus longue échéance, lesquels pour-

raient être régulièrement révisés et modifiés le cas échéant.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que, de l'avis de sa délégation, le Gouvernement australien pourrait fonder sur des bases plus solides l'avenir de la population de la Nouvelle-Guinée en élaborant des plans à longue échéance pour le développement économique du Territoire.

Le représentant de la Chine a dit que sa délégation avait noté avec intérêt la création du Papua and New Guinea Copra Marketing Board, qui se composait de 3 fonctionnaires et de 2 planteurs locaux, mais ne comptait pas de membres autochtones. Il a estimé que le Territoire sous tutelle, où la production de coprah était beaucoup plus importante qu'au Papua ne devait pas être représenté par un seul planteur. Le représentant de la Chine a appelé l'attention de l'Autorité administrante sur le fait que, pour les deux tiers, le capital de plusieurs entreprises du Territoire devait être britannique, ce qui était incompatible avec les dispositions de l'Article 76, d ; il a demandé que l'Autorité administrante rende compte au Conseil, à sa prochaine session, de toutes les décisions qu'elle pourrait prendre à ce sujet.

Le représentant du Royaume-Uni a approuvé le point de vue pratique de l'Administration en matière de planification économique et s'est félicité de la création de coopératives, notamment pour le cacao et le riz.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a émis l'avis que dans un territoire aussi vaste que la Nouvelle-Guinée qui n'avait pas atteint partout le même degré de développement, il serait peut-être plus facile d'établir plusieurs plans économiques régionaux qu'un plan unique pour l'ensemble du Territoire. En ce qui concerne le développement économique du Territoire, l'Autorité administrante devait s'efforcer de ne pas décourager les investissements étrangers.

Le représentant de la Syrie a estimé qu'il fallait procéder à une étude économique du Territoire.

Le représentant de l'Inde a dit que même si le mouvement coopératif était encore très peu développé, il fallait se féliciter de l'expansion qu'il avait prise au cours des dernières années.

Le représentant de la France a considéré que les progrès économiques du Territoire étaient très encourageants et que l'on avait réalisé des progrès techniques importants. Le développement des sociétés coopératives autochtones était également un succès de très grande signification.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a constaté que certains représentants avaient préconisé l'établissement d'un plan d'ensemble pour le développement économique du Territoire. Tout en étant parfaitement conscient de la nécessité d'une planification adéquate, son gouvernement estimait que le système en vigueur, qui consistait à se rapprocher progressivement de certains objectifs lointains et bien définis, en établissant chaque année des programmes d'action concertée, était le mieux adapté à la situation présente. Pour ce qui est des coopératives, le Conseil de tutelle pouvait avoir l'assurance que l'Autorité administrante s'efforcerait de les développer et de les encourager dans toute la mesure possible.

#### FINANCES PUBLIQUES ET IMPÔTS

Le représentant du Salvador a estimé que l'Autorité administrante devait instituer un système d'impôts dans

le Territoire et augmenter la redevance sur l'or, qui permettrait aussi d'accroître les recettes publiques.

Le représentant de la Belgique, après avoir noté que, depuis bien des années, la contribution de l'Australie aux dépenses publiques du Territoire atteignait à peu près les deux tiers des dépenses totales, a tenu à rendre hommage à cet exemple de désintéressement.

Le représentant de la Syrie a fait valoir qu'un régime fiscal fondé, comme celui du Territoire, sur les seuls impôts indirects n'était pas équitable : en frappant indistinctement toutes les couches de la population, ces impôts accroissaient l'indigence des pauvres et permettaient aux riches de continuer à s'enrichir. En Nouvelle-Guinée, seules les sociétés européennes profitaient du régime actuel et celui-ci devait être modifié.

Le représentant de l'Inde a souligné que s'il n'y avait pas d'impôts directs, il y avait de nombreux impôts indirects et que, de plus, les conseils de village imposaient des taxes. Dans la circonscription du Conseil de village de Baluan, tous les hommes valides de plus de 17 ans avaient dû acquitter en 1953 une taxe de 4 livres australiennes. Or, le salaire mensuel d'un manoeuvre s'élevait à une livre australienne et celui d'un travailleur qualifié à 5 livres australiennes.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, négligeant le fait que la majorité de la population autochtone n'avait pas de revenus en espèces, l'Administration avait établi un régime fiscal qui ne tenait aucun compte de la capacité de paiement de la population. Il convenait de prendre des mesures pour remplacer la capitation (imposée par les conseils de village) par un impôt progressif ou tout au moins par un impôt sur le revenu calculé d'après la capacité de paiement et la situation de fortune des autochtones.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Autorité administrante étudiait depuis un certain temps la question du régime fiscal ; cependant, on pouvait comprendre qu'il importait de faire la moyenne entre deux éléments : le désir d'accroître les recettes du Territoire et la nécessité de ne pas porter préjudice aux investissements ou de ne pas les détourner vers d'autres régions. De l'avis du Gouvernement australien, il n'était donc pas souhaitable de modifier, à l'heure actuelle, l'incidence de l'impôt. Le Conseil ne manquerait certainement pas de mesurer toutes les difficultés qu'entraînerait pour l'Administration la perception d'un impôt direct sur la population autochtone dans un Territoire qui en était encore, d'une manière générale au stade de l'économie de subsistance. L'Autorité administrante continuerait donc à étudier la question, mais il lui était impossible d'envisager pour l'instant l'institution d'un impôt direct sous une forme quelconque, en dehors des impôts fixés par la population elle-même par l'intermédiaire des conseils de village indigènes. Contrairement à l'allégation du représentant de l'URSS, les conseils de village tenaient effectivement compte de la capacité de paiement de la population et l'impôt frappait principalement des propriétaires et des résidents qui pouvaient l'acquitter sans difficulté. De plus, ces impôts étaient fixés avec l'entier consentement des villageois et la création de trésoreries locales marquait un très grand progrès dans l'éducation générale de ces populations, notamment parce que ce fait marquait qu'elles acceptaient de prendre des responsabilités. Le représentant spécial a indiqué en outre, en réponse au représentant de la Syrie, qu'il existait des droits sur les importations et sur les exportations et que, d'ailleurs,

les sociétés d'exportation apportaient une importante contribution à l'économie du Territoire.

#### RÉGIME FONCIER

Le représentant de la Syrie a souligné que l'on n'effectuerait pas d'opérations cadastrales dans le Territoire et que, partant, la propriété foncière n'était pas garantie comme il convenait.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante continuait à pratiquer une politique d'aliénation des terres et qu'elle avait créé le Land Development Board pour permettre aux colons européens d'obtenir plus facilement des terres. Il n'y avait pas un seul représentant autochtone à cette commission. L'Autorité administrante poursuivait aussi une politique visant à aliéner de vastes superficies de forêts exploitables. Elle devait s'attacher à restituer aux autochtones toutes les terres qui leur avaient été enlevées et prendre des mesures pour empêcher toute nouvelle aliénation.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a donné au Conseil l'assurance que les droits des autochtones sur les terres étaient entièrement garantis et que les terres n'étaient jamais aliénées sans le consentement formel des propriétaires autochtones. Seuls faisaient exception les cas où il s'agissait de terrains nécessaires pour la construction de routes ou d'autres travaux publics. De plus, 2 pour 100 seulement des terres cultivables avaient été aliénées jusque là et la plupart d'entre elles, qui avaient été cédées à bail, reviendraient ultérieurement au gouvernement qui pourrait les mettre à la disposition des autochtones. Ceux-ci avaient également le droit d'obtenir des baux, s'ils le désiraient. Le Land Development Board avait été reconstitué et comprenait actuellement le Secrétaire aux terres, aux prospections et aux mines, qui en était le Président, le Directeur des services de district et des affaires indigènes, le Directeur de l'agriculture, de l'élevage et des pêcheries et le Directeur des forêts.

#### MINES

Le représentant de la Chine a fait observer que sa délégation n'avait pas pu obtenir du représentant spécial des renseignements aussi détaillés qu'elle l'aurait voulu sur les conclusions auxquelles avait abouti le groupe de fonctionnaires qui avait enquêté sur la situation des mines d'or. Il a exprimé l'espoir que le prochain rapport annuel contiendrait de nouvelles précisions sur ce point.

#### TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Le représentant de la Belgique, tout en félicitant l'Autorité administrante des progrès considérables qu'elle avait accomplis en ce qui concerne la construction des routes en dépit des conditions topographiques difficiles du Territoire, a dit que le réseau routier était encore manifestement insuffisant et a exprimé l'espoir que l'Administration ferait tout ce qui était en son pouvoir pour le développer.

Le représentant du Royaume-Uni a constaté avec satisfaction que la construction de routes progressait régulièrement.

### IV. — PROGRES SOCIAL

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La structure sociale des groupes autochtones est fondée sur la famille ou sur le clan. Quoiqu'il n'y ait,

dans ces groupes, ni distinctions de classes ni personnalités investies du pouvoir suprême, chaque collectivité est dotée de chefs reconnus dont l'opinion fait autorité et, auxquels on doit obéissance. En pratique, tous les autochtones vivent dans le district de la tribu à laquelle ils appartiennent; c'est l'organisation tribale qui se charge principalement de pourvoir aux besoins des vieillards, des infirmes et des orphelins, et met à la disposition de l'individu un système traditionnel de sécurité sociale fondé sur l'acceptation des obligations et des responsabilités collectives de la famille, du clan ou de la tribu. Il n'existe pas de législation spéciale régissant la sécurité sociale et les services sociaux, et aucun Département administratif n'est expressément chargé de ces questions, mais l'Administration déclare que tous ses efforts, à très peu d'exceptions près, visent à améliorer la situation sociale de la population, et que la majorité des autochtones n'a pas besoin d'un système complet de sécurité sociale.

L'Autorité administrante a signalé qu'au cours de l'année considérée, aucune restriction n'a été imposée à la liberté de mouvement sinon celle qui est contenue dans la disposition des *Native Administration Regulations*, aux termes de laquelle les autochtones sont tenus d'obtenir une autorisation spéciale pour se rendre dans certaines agglomérations urbaines ou pour s'absenter de leurs quartiers, dans certaines villes, entre 9 heures du soir et 6 heures du matin.

A la quatorzième session du Conseil, l'Autorité administrante a indiqué que les restrictions imposées au mouvement des populations indigènes ont été sensiblement assouplies au cours des dernières années et qu'en vertu d'un amendement adopté en septembre 1950, les restrictions actuelles ne s'appliquent uniquement qu'aux villes dont les noms sont publiés en temps opportun par le Directeur des services de district et des affaires indigènes.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil prend acte de la législation récente prévoyant que les restrictions à la liberté de déplacement des autochtones s'appliquent seulement dans les villes que le Directeur des services de district et des affaires indigènes peut désigner de temps à autre; il recommande néanmoins que ces restrictions touchant la liberté de déplacement soient complètement abolies le plus tôt possible.*

#### MAIN-D'ŒUVRE

Au 30 juin 1953, le nombre total de travailleurs employés dans le Territoire était de 38.443 (16.849 louant leurs services en vertu d'un accord, 11.882 travaillant à titre temporaire, 8.321 employés par l'Administration et 1.391 dans le corps de police). Tous étaient des autochtones, à l'exception de 547 originaires du Papua. En outre, 2.395 autochtones de la Nouvelle-Guinée étaient employés au Papua.

Les modalités de l'emploi sont régies, pour la main-d'œuvre autochtone, par la *Native Labour Ordinance* de 1950-1952 (ordonnance sur la main-d'œuvre autochtone), la *Mines and Works Regulation Ordinance* de 1935-1952 (ordonnance portant réglementation du travail dans les mines et les ateliers) et la *Native Contracts Protection Ordinance* de 1921-1947 (ordonnance sur la protection des autochtones en matière de contrats). Les travailleurs peuvent être employés soit à titre temporaire, comme journaliers, soit conformément à un accord écrit qui porte sur une période de deux ans au maxi-



mum. A l'expiration du premier accord, un deuxième peut être conclu avec le même employeur pour une période d'un an. Les exceptions à ce régime concernent les travailleurs accompagnés de leurs familles, qui sont autorisés à conclure des accords supplémentaires, et les travailleurs originaires des districts des Hautes Terres, qui ne peuvent s'engager à travailler dans une région d'altitude inférieure à 3.500 pieds que pour une durée de dix-huit mois au plus.

Les travailleurs sont transportés gratuitement de leur domicile au lieu de travail et ramenés de même à l'expiration du contrat. Les heures de travail, les périodes de repos, le salaire et la mise à la disposition des travailleurs de rations alimentaires, de locaux d'habitations, de vêtements et de soins médicaux sont réglementés par ordonnance.

Le Département des services de district et des affaires indigènes met en œuvre les dispositions légales et réglementaires relatives à la main-d'œuvre et veille à leur observation; il est chargé des inspections relatives aux conditions de travail partout où la main-d'œuvre est employée, du contrôle du recrutement, des enquêtes concernant les réclamations; il conseille employeurs et employés sur toutes les questions ayant trait à l'emploi de travailleurs autochtones, joue le rôle de conciliateur dans les conflits du travail, authentifie les accords écrits et veille à ce que les travailleurs reçoivent bien les sommes qui leur sont dues à l'expiration de leur engagement. C'est le tribunal de district qui règle les ruptures de contrat, qu'elles soient imputables au travailleur ou à l'employeur.

#### CHÂTIMENTS CORPORELS

A sa douzième session, le Conseil a réaffirmé sa précédente recommandation relative aux châtiments corporels et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrative abolirait officiellement cette forme de châtimement le plus tôt possible.

L'Autorité administrative a répondu que, comme elle l'avait déjà signalé, on avait révisé la législation du Territoire relative aux châtiments corporels et que l'on y avait apporté des amendements qui abolissent cette catégorie de peine pour toutes les infractions autres que certains délits commis par de jeunes délinquants, les délits sexuels contre les femmes, certains délits accompagnés de voies de fait, les naufrages volontairement provoqués et les délits similaires, les révoltes de prisonniers et les agressions contre le personnel pénitentiaire. On avait recours aux châtiments corporels de manière moins fréquente et moins sévère. L'Autorité administrative, tout en continuant à se déclarer en faveur du principe de la suppression des châtiments corporels et à considérer que les mesures déjà prises constituaient un progrès vers l'abolition de cette catégorie de peines, a pensé que les conditions qui régnaient dans le Territoire et les nécessités du maintien de l'ordre obligeaient à maintenir en vigueur la législation actuelle pour le châtimement des infractions mentionnées plus haut.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant que les châtiments corporels ont été en partie abolis et rappelant les recommandations qu'il a formulées précédemment à cet égard, demande instamment à l'Autorité administrative d'abolir complètement cette forme de châtimement.*

#### ORGANISATION SOCIALE ET AMÉNAGEMENT DES COLLECTIVITÉS

A sa douzième session, le Conseil avait noté avec intérêt le programme d'organisation sociale et d'aménagement des collectivités qui était en cours d'exécution dans l'île Tabar, avec la coopération de la Commission du Pacifique sud. Il avait recommandé à l'Autorité administrative de dresser des plans en vue de la mise en œuvre de programmes du même genre dans d'autres parties du Territoire, et l'avait invitée à étudier la possibilité d'obtenir, dans le cadre du programme d'assistance technique des Nations Unies, le concours d'experts pour l'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes.

L'Autorité administrative a déclaré que l'organisation sociale et l'aménagement des collectivités faisaient partie intégrante de l'administration des affaires autochtones et étaient l'objet d'une attention particulière. Selon elle, chaque collectivité autochtone devrait avoir le caractère d'une entreprise vivante et devrait recevoir toute l'attention que sa nature requiert et que ses ressources permettent. L'Autorité administrative a indiqué que si l'Administration ne pouvait à elle seule fournir toute l'assistance technique nécessaire, elle étudierait la possibilité d'obtenir cette aide soit de la Commission du Pacifique sud, soit dans le cadre du programme d'assistance technique des Nations Unies.

#### SANTÉ PUBLIQUE

Le nombre des établissements médicaux gérés par l'Administration est passé de 506 à 547 pendant l'année considérée, par suite de la création de 43 postes de secours, d'une léproserie et d'un hôpital pour autochtones. Ces établissements comprennent 8 hôpitaux pour Européens, 3 pour Asiatiques et 40 pour autochtones; 487 postes de secours, 4 centres de consultation et 5 léproseries. Le personnel médical de l'administration comprend 164 Européens et 2.330 non-Européens, soit une diminution de 6 Européens et une augmentation de 95 non-Européens en 1952-1953. En outre, les services médicaux ont employé, au total, 17 Européens et 75 personnes qui n'appartenaient pas à l'Administration.

Les dépenses au titre de la santé publique dans l'ensemble des Territoires se sont élevées à 1.230.000 livres dont 848.801 livres pour les Territoires de la Nouvelle-Guinée. Ce montant ne comprend ni les investissements ni les frais d'amélioration et d'entretien des bâtiments existants.

Pour la formation médicale du personnel autochtone, on dispose d'un certain nombre de places à l'école des îles Fidji: 5 étudiants y suivent actuellement des cours de médecin adjoint et d'inspecteur sanitaire, et un autre groupe effectue des études préliminaires avant d'entrer dans les écoles de médecine et de soins infirmiers. En outre, 2 autochtones se préparent au diplôme de fin d'études secondaires qui doit leur ouvrir l'accès de la faculté de médecine dans une université australienne. Le Territoire ne possède pas d'école qui délivre des diplômes sanctionnant officiellement les connaissances médicales, mais on a pris des dispositions pour dispenser une formation médicale complète au Papua et en Nouvelle-Guinée, et l'on compte accepter en 1954 les premières inscriptions pour les cours de spécialistes de pathologie et de techniciens de laboratoire, ainsi, que d'assistant d'hôpital; quant au cours de médecin adjoint, on espère qu'il débutera en 1955. Des auxiliaires médicaux et des infirmiers autochtones



peuvent bénéficier de la formation médicale que les établissements officiels dispensent actuellement aux candidats désireux de servir dans l'Administration. Le personnel auxiliaire de laboratoire, de soins dentaires et de radiologie reçoit une formation individuelle.

Parallèlement aux services médicaux assurés par l'Administration, plusieurs missions se consacrent à des activités analogues dans le Territoire. Elles s'efforcent également de former du personnel infirmier auxiliaire et fournissent du personnel européen aux trois colonies de lépreux qui sont organisées par l'Administration. Les pouvoirs publics reconnaissent l'utilité de cette œuvre et leur accordent des subventions et des fournitures médicales gratuites dont le montant pendant l'exercice considéré a atteint 78.746 livres.

A sa douzième session, le Conseil avait noté, d'une part, qu'au cours de l'année considérée on avait enregistré un accroissement général du nombre des hôpitaux, des dispensaires et des centres de consultation, ainsi que du nombre des personnes bénéficiant de soins hospitaliers ou de traitements médicaux spécialisés et, d'autre part, que selon la Mission de visite, les bâtiments et le matériel de nombreux hôpitaux existants avaient grand besoin d'être modernisés, et que le plan de construction des nouveaux hôpitaux établi en 1951 n'avait pas été mis en œuvre et devait faire l'objet d'une révision. En conséquence, le Conseil avait invité l'Autorité administrante à tenir compte, en revisant son programme hospitalier, des observations formulées par la Mission de visite et il avait exprimé l'espoir que le plan définitif viserait à assurer la mise en place d'un équipement hospitalier capable, par le nombre des établissements, par leur aménagement et par leur emplacement, de répondre aux besoins du Territoire. Il avait demandé à l'Autorité administrante d'inclure dans son prochain rapport annuel le plan définitif qu'elle aurait établi à cet égard.

Le Conseil avait aussi noté, d'après le rapport de la Mission de visite, que, dans la majorité des dispensaires ou postes de secours du Territoire, le personnel se composait surtout d'auxiliaires médicaux autochtones sur qui ne s'exerçait aucune surveillance en dehors des tournées effectuées par des fonctionnaires de l'Administration, et il avait appelé l'attention de l'Autorité administrante sur l'opinion exprimée par la Mission de visite, à savoir que le système actuel de formation des auxiliaires en question laissait beaucoup à désirer et qu'il conviendrait de choisir ces auxiliaires avec plus de soin, de leur donner une formation meilleure et de faire surveiller régulièrement leur travail par des membres qualifiés du personnel médical. A ce sujet, le Conseil avait recommandé à l'Autorité administrante de prendre des mesures en vue de revoir et d'améliorer, compte tenu des observations de la Mission, les méthodes actuelles de sélection, de formation et de surveillance.

L'Autorité administrante a reconnu avec le Conseil de tutelle que si l'on avait enregistré un accroissement général du nombre des hôpitaux, des dispensaires et des centres de consultation, ainsi que du nombre des personnes bénéficiant de soins hospitaliers ou de traitements médicaux, les bâtiments et le matériel de nombreux hôpitaux existants avaient grand besoin d'être modernisés et elle a déclaré qu'elle se préoccupait de cette question.

Dans son nouveau programme hospitalier, l'Autorité administrante a prévu une augmentation régulière du nombre des hôpitaux généraux et des hôpitaux spécia-

lisés dans le traitement de la tuberculose et de la lèpre, le but visé étant d'arriver à constituer tout un ensemble d'hôpitaux qui répondent aux besoins du Territoire. La construction de l'hôpital général de Lae est commencée et l'on pense que, pour les hôpitaux régionaux de Wau et de Nonga, les travaux seront entrepris pendant l'année 1954. Les dépenses prévues pour le nouveau programme de travaux pour 1953-1954, qui comprend notamment la construction d'un entrepôt général de fournitures médicales à Rabaul et de divers autres bâtiments, se montent à 513.000 livres sterling.

L'Autorité administrante a déclaré que la pénurie de personnel médical qualifié était l'un des principaux obstacles au développement rapide des services de santé et d'hygiène, mais que la situation s'améliorait progressivement et que le personnel comptait 89 personnes de plus. Elle a fait savoir qu'elle avait organisé des cours spéciaux de perfectionnement, d'une durée de trois mois, pour le personnel des postes de secours, qu'elle rappelait régulièrement dans les hôpitaux. Les manuels à l'usage des étudiants et du personnel médical étaient normalisés en anglais, en *lingua franca* et dans les langues vernaculaires. A la fin de l'année, 190 personnes suivaient ces cours spéciaux de perfectionnement.

A la quatorzième session du Conseil, l'Autorité administrante a déclaré que les services médicaux et sanitaires avaient continué à s'étendre depuis la fin de la période sur laquelle porte le rapport annuel; en outre, on avait enregistré une augmentation assez importante du personnel médical européen, dont l'effectif est passé de 164 à 205. Le personnel nouvellement désigné comportait 7 médecins, 7 infirmières, 10 médecins adjoints, 2 pharmaciens et 2 inspecteurs sanitaires.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil note que les services médicaux et sanitaires se sont développés au cours de l'année considérée et, en particulier, que le nombre des postes de secours dans les districts éloignés a augmenté; il se rend compte toutefois qu'il est encore nécessaire de réaliser des progrès dans ce domaine, particulièrement en ce qui concerne la formation de personnel médical autochtone. Il recommande à l'Autorité administrante de continuer à améliorer ses services médicaux et d'exécuter aussi rapidement que possible son programme révisé de construction d'hôpitaux.*

### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

#### **CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES**

Le représentant du Salvador a recommandé instamment la suppression de toutes les restrictions à la liberté de circuler.

Le représentant de la Syrie s'est étonné qu'il n'existât pas de législation sociale dans le Territoire. Il a noté que la population autochtone subissait des restrictions à la liberté de circuler. Ces restrictions lui paraissaient avoir un caractère discriminatoire et allaient à l'encontre des principes généralement admis. Si, comme elle l'affirmait, l'Administration éprouvait des difficultés à maintenir l'ordre, elle devait renforcer sa police.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que la liberté de circuler de la population autochtone était soumise à des restrictions. En outre, l'Administration poursuivait et punissait les autochtones qui portaient des vêtements qu'elle jugeait illégaux.

Le représentant de la France a noté que les mesures qui restreignaient la liberté de circuler avaient été prises pour la protection des autochtones. Il fallait cependant contrôler étroitement ces mesures pour qu'elles ne soient pas détournées de leur sens original et qu'elles soient levées le plus tôt possible.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer que les restrictions aux déplacements de la population autochtone avaient été considérablement atténuées au cours des dernières années et que les mesures restrictives encore en vigueur n'entravaient pas sérieusement la liberté de circuler des autochtones sur toute l'étendue du Territoire. De plus, aux termes d'un amendement promulgué en septembre 1950, ces restrictions n'étaient plus appliquées que dans certaines agglomérations, désignées de temps à autre par le Directeur des services de district et des affaires autochtones.

#### NIVEAU DE VIE

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que le niveau de vie de la population autochtone était exceptionnellement bas. La plupart des travailleurs autochtones recevaient un salaire d'environ 16 shillings 6 pence par mois. Cependant, la majorité de la population autochtone n'avait pas vraiment de revenu, son sort était encore pire que celui des travailleurs et elle était à peu près condamnée à mourir de faim.

#### MAIN-D'ŒUVRE

Le représentant de la Syrie a constaté que la législation du travail suscitait de nombreuses critiques. Elle ne protégeait pas les droits des ouvriers puisque la moitié de leurs salaires ne leur était versée qu'après l'expiration de leur contrat de travail.

Le représentant de l'Inde a noté que le salaire moyen des ouvriers était d'une livre australienne par mois. Si l'on ajoutait le coût des rations, des vêtements et des denrées alimentaires, on arrivait à une somme d'environ 7 livres 10 shillings par mois, soit moins de 2 livres australiennes par semaine. Comme la plupart de ces denrées alimentaires et de ces vêtements étaient importés d'Australie, une grande partie des sommes dépensées pour un ouvrier revenait à l'Australie sous la forme d'importations invisibles au titre des transports, de la fabrication et des bénéfices. Le salaire réel était ainsi extrêmement bas.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer que les salaires indiqués dans le rapport annuel étaient des minimums et que presque aucun travailleur ne recevait que le salaire minimum. En outre, rien n'obligeait les autochtones à s'adonner à un travail quelconque, ni en vertu d'une contrainte exercée par l'Administration, ni en vertu de nécessités économiques. Les salaires qu'ils recevaient complétaient les revenus qu'ils tiraient de travaux effectués au village. En plus des salaires, les travailleurs bénéficiaient d'autres prestations telles que rations gratuites, vêtements et soins hospitaliers. Enfin, la retenue d'une partie du salaire constituait une forme d'épargne forcée et empêchait les travailleurs inexpérimentés de faire des dépenses inconsidérées.

#### CHÂTIMENTS CORPORELS

Le représentant de la Chine a indiqué que le maintien des châtiments corporels, incompatibles avec la protection des droits de l'homme, ne se justifiait pas.

Le représentant du Salvador a demandé instantanément l'abolition complète des châtiments corporels.

Le représentant de la Syrie a estimé que les châtiments corporels devaient être complètement abolis.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'au mépris des résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle, des châtiments corporels étaient encore infligés aux autochtones.

Le représentant de la France a déclaré qu'il n'avait pas été convaincu par les arguments que le représentant spécial avait invoqués pour justifier le maintien des châtiments corporels.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer que les lois relatives aux châtiments corporels avaient été révisées, que ces châtiments n'étaient plus infligés que pour quatre catégories limitées de délits et qu'il serait possible de réduire encore par la suite le nombre des cas d'application.

#### SANTÉ PUBLIQUE

Le représentant du Royaume-Uni a noté l'expansion des services médicaux et sanitaires, et notamment l'établissement de services hospitaliers dans les régions éloignées du Territoire.

Le représentant de la Belgique a noté que le service médical du Territoire en était encore à l'état embryonnaire. Il a exprimé l'espoir que l'Administration parviendrait à augmenter le plus rapidement possible le nombre des médecins, qui était actuellement de 35 et qui, selon les prévisions, devait être porté à 67.

Le représentant de l'Inde a constaté que la mortalité infantile du Territoire était incroyablement élevée. Elle était de 250 à 300 pour 1.000 naissances vivantes et, dans la région du Moyen-Sepik, elle atteignait le chiffre extrêmement élevé de 454 pour 1.000. Il convenait cependant de féliciter l'Administration des mesures qu'elle avait prises pour familiariser les autochtones avec les méthodes de la lutte antipaludique et pour développer les services de puériculture.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation sanitaire laissait grandement à désirer. Le nombre des décès dus à la pneumonie et à la tuberculose avait augmenté et la mortalité infantile dans la région du Sepik correspondait à peu près à la moitié des naissances. Le nombre des hôpitaux et des médecins était absolument insuffisant. Néanmoins, l'Autorité administrante n'avait même pas inscrit au budget les crédits minimums requis au titre de la santé publique; d'ailleurs les dépenses effectuées au titre de la santé publique étaient en diminution.

Le représentant de la France a tenu à féliciter l'Autorité administrante de ses efforts persévérants dans le domaine de la santé publique et des résultats qu'elle avait obtenus. Il a appris avec satisfaction que la réfection des hôpitaux destinés aux autochtones était chose faite et que des mesures avaient été prises pour assurer une meilleure formation des auxiliaires médicaux.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Autorité administrante savait fort bien qu'il était souhaitable d'améliorer l'équipement médical et sanitaire du Territoire; le programme de construction d'hôpitaux était mis en œuvre aussi rapidement que possible et, lorsqu'il serait réalisé, on pouvait espérer que le Territoire posséderait des installations suffisantes. D'autre part, l'Administration cherchait à réduire la mortalité infantile en créant des services spéciaux

pour la protection maternelle et infantile jusque dans les secteurs les plus reculés, ceux où le taux de mortalité infantile était élevé et qui augmentaient de ce fait la moyenne générale du Territoire.

## V. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Les établissements d'enseignement du Territoire comprennent des écoles dirigées par l'Administration, les missions et les conseils de village indigènes.

L'organisation de l'enseignement est régie par diverses ordonnances, notamment l'ordonnance de 1952 concernant l'enseignement dans le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée; ce texte a été adopté, mais une partie seulement de ses dispositions est en vigueur. Aux termes de cette ordonnance, les écoles sont créées par l'Administrateur et, sous réserve de l'approbation de ce dernier, par les autorités autochtones; toutes les écoles ne dépendant pas de l'Administration sont tenues de se faire enregistrer; l'Administration accorde des subventions aux missions ou aux autres organisations d'enseignement; la fréquentation scolaire peut être déclarée obligatoire dans certains lieux déterminés; il appartient au directeur de l'enseignement de fixer la langue ou les langues qui seront utilisées dans les écoles; il est créé un Conseil consultatif de l'enseignement, ainsi que des comités de district de l'enseignement.

Pendant l'année 1952-1953, le nombre des écoles de l'Administration est passé de 69 à 76, et celui de leurs élèves de 3.757 à 3.949. Parmi les établissements en question, il y avait 9 écoles européennes comptant 326 élèves, 4 écoles asiatiques comptant 298 élèves, 2 écoles mixtes comptant 65 élèves, 52 écoles primaires indigènes comptant 2.786 élèves, et 10 écoles primaires de formation professionnelle du degré complémentaire, secondaire et supérieur, comptant 484 élèves. Au cours de la période considérée, le Département de l'éducation a dépensé au total 254.416 livres, y compris les subventions aux missions, qui se sont élevées à 50.474 livres.

Il n'existe pas d'université dans le Territoire, et, d'après l'Autorité administrante, seul le fait que la grande majorité des autochtones n'a pas encore atteint le niveau d'enseignement voulu s'oppose à ce que l'on envoie des jeunes gens à l'étranger pour y entreprendre des études supérieures. Cependant, deux étudiants reçoivent une formation qui les prépare à faire des études qui seront sanctionnées par des titres médicaux universitaires, et d'autres doivent fréquenter l'Ecole médicale centrale des îles Fidji.

Dans les centres de formation professionnelle du degré supérieur, on organise des cours préparatoires d'orientation professionnelle, suivis de cours de formation pédagogique ou de cours de médecine; on y enseigne également d'autres matières. Les étudiants fréquentent les établissements du Territoire pour devenir médecins auxiliaires, spécialistes de la pathologie et techniciens de laboratoire, ou pour faire partie du personnel auxiliaire des hôpitaux. Dans les autres établissements, on élargit le domaine de l'enseignement afin de permettre aux étudiants d'acquérir la compétence voulue pour exercer des métiers spécialisés, tels que ceux d'agronome, de garde, de forestier ou de policier, et pour recevoir, une fois en fonctions, une formation supérieure complémentaire.

L'Autorité administrante espère que le nombre des élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseigne-

ment supérieur s'accroîtra rapidement. Les intéressés feront des études aussi bien en Australie que dans le Territoire. On a envoyé à Lae une mission chargée de préparer la construction d'un centre de formation technique, qui sera fréquenté par des apprentis et de futurs apprentis. Au début, les cours porteront sur la charpenterie et la mécanique. Au cours de l'année considérée, un certain nombre de centres du Territoire ont continué à donner des cours de formation théorique et pratique.

A sa deuxième session, le Conseil avait fait sienne l'opinion de la Mission de visite, qui pensait que le développement du système d'enseignement devait être l'un des devoirs principaux de l'Autorité administrante et que celle-ci devait aller de l'avant dans la préparation de ses plans en vue de l'amélioration générale de l'enseignement à tous les degrés; le Conseil avait réaffirmé ses recommandations antérieures en ce sens. Il avait attiré à nouveau l'attention sur le fait que, si certains établissements d'enseignement secondaire général recevaient, dans le Territoire, les étudiants asiatiques et, en Australie, les enfants d'Européens, les étudiants autochtones ne jouissaient pas des mêmes facilités. Le Conseil avait recommandé que l'Autorité administrante prenne les mesures nécessaires et prévoie l'octroi de bourses pour donner aux étudiants autochtones accès à l'enseignement secondaire et à d'autres degrés d'enseignement plus avancés; il avait recommandé enfin, à propos de la formation de personnel médical autochtone, qu'en revisant les programmes d'enseignement, l'Autorité administrante tint compte de l'intérêt qu'il y avait à concevoir les programmes d'une manière qui facilitât la sélection et l'éducation de base des candidats aux carrières médicales et autres carrières spécialisées.

L'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, lors de sa quatorzième session, que, d'une façon générale, la grande majorité de la population autochtone n'était pas encore en mesure de comprendre pleinement les bienfaits de la civilisation européenne. En organisant l'enseignement secondaire sur une large base, on méconnaîtrait les besoins scolaires réels du Territoire. Au stade actuel, le plus important était d'augmenter le nombre des écoles primaires dans les villages. Cependant, l'Autorité administrante, dans les centres de formation pédagogique et dans d'autres établissements analogues du Territoire, fournissait gratuitement aux étudiants autochtones un enseignement supérieur et elle pourvoyait à leur entretien; ceux d'entre eux qui possédaient les qualités voulues avaient la possibilité de suivre des cours de formation médicale à l'Ecole médicale centrale de Suva (Fidji). On avait également pris des mesures pour permettre à certains étudiants d'entreprendre des études supérieures en Australie.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes:

*Le Conseil estime que la suppression de l'analphabétisme constitue un problème fondamental dans le Territoire et attache une grande importance à l'élaboration de plans à long terme visant à développer l'instruction des autochtones. Il note que, de l'avis de l'Autorité administrante, il convient de s'attacher surtout actuellement à augmenter le nombre des écoles primaires et des écoles normales, et de développer ensuite l'enseignement secondaire et supérieur. Le Conseil constate avec satisfaction que des mesures ont été prises pour organiser un cours accéléré destiné à former des maîtres autochtones et que des bourses d'études ont été récemment octroyées à des étudiants autochtones en Australie. Le Conseil rappelle ses recommandations précédentes concernant la nécessité d'améliorer d'une ma-*

*nière générale l'enseignement à tous les degrés; il espère que des crédits suffisants seront prévus pour que les plans de l'Autorité administrante relatifs à l'enseignement soient exécutés le plus rapidement possible.*

#### LANGUE D'ENSEIGNEMENT

En exposant la politique suivie dans le domaine de l'enseignement primaire, l'Autorité administrante indique, dans son rapport annuel, que l'un des principaux objectifs qu'elle s'est fixés est l'enseignement de la langue anglaise. Dans les écoles des villages où l'enseignement est donné dans la langue vernaculaire et qui sont généralement organisées par les missions, on s'attache surtout à apprendre aux élèves à lire et à écrire dans leur propre langue; cependant, au cours des trois premières années, les élèves apprennent l'anglais parlé et, pendant la quatrième année, ils apprennent à lire et à écrire en anglais. Dans les écoles de village du degré supérieur, l'enseignement, d'une durée de quatre ans, est donné en anglais, bien que certaines écoles utilisent la langue vernaculaire. L'anglais fait alors partie des matières enseignées pendant toute la période des études. Les écoles centrales, appelées "écoles élémentaires supérieures", permettent aux élèves d'acquérir une connaissance plus approfondie de la langue anglaise; comme le niveau de l'enseignement y est plus élevé que dans les écoles primaires, elles ne peuvent recevoir qu'un nombre limité d'élèves.

Tous les élèves qui ont les aptitudes voulues peuvent recevoir un enseignement secondaire et supérieur, à condition qu'ils aient une solide instruction primaire et connaissent bien l'anglais.

Le rapport annuel indique que l'Administration a entrepris, au cours de l'année 1952-1953, un programme de recherches méthodiques sur les langues indigènes et sur leur utilisation dans l'enseignement. On se préoccupe actuellement de recueillir des renseignements détaillés sur l'importance des différentes langues, sur le nombre de personnes qui les parlent dans le Territoire, et sur la faculté que les personnes parlant des langues des régions voisines ont de les comprendre; ces renseignements figureront dans la monographie et la carte linguistiques de la Nouvelle-Guinée, qui ont été préparées au début de cette année par le fonctionnaire chargé des questions linguistiques. On compte ainsi compléter la documentation obtenue à la suite des précédentes enquêtes linguistiques. Le principal intérêt de ce travail pour l'Administration est qu'il fournit une base pour le choix des langues qui doivent être utilisées dans un district ou une région et pour l'adoption d'une orthographe uniforme pour ces langues.

A sa douzième session, le Conseil, ayant noté que l'Autorité administrante avait décidé que l'anglais devait être le véhicule approuvé de l'enseignement et la langue universelle du Territoire, et ayant noté en même temps qu'il ressortait du rapport de la Mission de visite que le *pidgin* mélanésien était très largement utilisé à la fois au premier stade de l'enseignement et par tous les fonctionnaires dans leurs rapports avec la population autochtone, avait déclaré penser, avec la Mission de visite, que non seulement le *pidgin* mélanésien était peu approprié comme véhicule de l'instruction, mais qu'il avait certaines caractéristiques dues aux circonstances dans lesquelles il avait été introduit, qui reflétaient des conceptions démodées des relations entre les autochtones et les groupes d'immigrants. Le Conseil avait recommandé que l'Autorité administrante prit des mesures

énergiques pour l'éliminer de tout enseignement donné dans le Territoire; qu'elle élaborât d'urgence des programmes pour le supprimer complètement dans le Territoire et que, dans les régions où la population n'était pas encore familiarisée avec le *pidgin* mélanésien, l'usage de cette langue fût immédiatement et officiellement prohibé.

Le Conseil avait également noté qu'une carte linguistique du Territoire était en préparation et que l'on avait entrepris une enquête pour déterminer quelles étaient les langues que, sur le plan régional, l'on pouvait employer dans l'enseignement vernaculaire. Il avait noté l'intérêt que l'UNESCO témoignait pour cette entreprise et il avait prié l'Autorité administrante de le tenir au courant des progrès accomplis et des résultats obtenus et d'envisager l'intérêt qu'il pouvait y avoir à rechercher la collaboration de l'UNESCO pour l'exécution de ce projet.

L'Autorité administrante a fait savoir au Conseil de tutelle à sa quatorzième session que la complexité et le grand nombre des langues indigènes qui ne sont parlées souvent que par de petits groupes de personnes posaient, dans l'ensemble du Territoire, un problème particulier. C'est pourquoi le *pidgin* mélanésien avait servi pendant de nombreuses années de véritable *lingua franca* en Nouvelle-Guinée. L'Administration s'efforçait de remplacer le *pidgin* par une autre langue mais il faudrait longtemps pour changer les habitudes de la population. L'Administration avait pour principe de ne pas enseigner cette *lingua franca* dans les écoles. Cependant, on l'utilisait parfois pour l'enseignement lorsqu'elle constituait le seul moyen de surmonter certaines difficultés linguistiques. L'Autorité administrante a déclaré que son objectif était d'arriver le plus rapidement possible à ce que les élèves autochtones des écoles parlent couramment l'anglais et sachent lire et écrire dans cette langue. Elle a indiqué que l'enquête sur les langues et la carte linguistique n'étaient pas encore terminées.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil approuve l'objectif que se propose l'Administration, à savoir de mettre fin à l'utilisation du pidgin mélanésien comme langue d'enseignement dans les écoles et d'apprendre aux élèves autochtones à parler couramment l'anglais, à le lire et à l'écrire dans le plus bref délai possible.*

#### PERSONNEL ENSEIGNANT ET FORMATION PÉDAGOGIQUE

Le personnel enseignant des écoles de l'Administration est passé de 200 à 208 en 1952-1953. Il comprend 50 Européens, 150 autochtones, 7 Asiatiques et un métis.

Les maîtres autochtones des écoles de l'Administration sont formés dans deux centres de formation pédagogique. Douze élèves ont reçu leur diplôme de fin d'études au centre de Kerevat en 1952. Du fait que la durée des études dans ces deux centres a récemment été prolongée, aucun de ces établissements ne délivrera de diplôme de fin d'études en 1953, mais l'Administration estime que l'amélioration qualitative qui en résultera est préférable, à ce stade, à une amélioration quantitative. Les instituteurs autochtones stagiaires reçoivent, dans ces deux centres, un enseignement proportionné à leurs capacités. L'Administration envisage de créer des centres supplémentaires de formation pédagogique. On pense que certains d'entre eux fonctionneront au début de l'année scolaire 1955.



Les deux centres comprennent une école centrale ou école élémentaire supérieure ainsi qu'une école d'enseignement pédagogique et professionnel réservé aux élèves diplômés de l'école centrale. L'enseignement scolaire est destiné à donner aux élèves de solides connaissances dans les matières que le professeur est tenu de leur enseigner et à améliorer leurs connaissances générales. L'enseignement professionnel porte sur la technique pédagogique, la gestion et l'hygiène des écoles, la psychologie infantile ainsi que sur les buts de l'éducation et ses méthodes. Au 30 juin 1953, les écoles secondaires faisant partie des deux centres comptaient 15 élèves, les écoles centrales 185 élèves et les écoles supérieures de village 69 élèves.

A sa douzième session, le Conseil avait réaffirmé ses recommandations antérieures pour le développement des services de formation des instituteurs et avait fait sienne l'opinion exprimée par la Mission de visite à ce sujet. Il avait attiré particulièrement l'attention de l'Autorité administrante sur le fait que la substitution de l'anglais au *pidgin* mélanésien et le relèvement du niveau général de l'enseignement qui en résulterait dépendaient très largement de l'établissement d'un programme intensif de formation d'instituteurs connaissant bien l'anglais usuel.

L'Autorité administrante a déclaré que les centres de formation pédagogique de Dregerhafen et de Kerevat qui comprennent chacun une école élémentaire supérieure et un centre supérieur de formation pédagogique avaient été réorganisés en 1952; les conditions d'entrée avaient été rendues plus difficiles et la durée des études avait été prolongée de manière à améliorer la qualité des maîtres autochtones. Dans ces deux écoles, l'anglais est la langue d'enseignement.

#### ENSEIGNEMENT DONNÉ PAR LES MISSIONS

Les conférences, les inspections et les visites ainsi que les programmes que le Département de l'éducation arrête pour donner aux élèves un niveau de connaissances uniformes permettent de coordonner l'activité des écoles dirigées par l'Administration et celle des écoles des missions. L'Administration aide aussi les missions dans leur tâche éducatrice en leur fournissant du matériel d'éducation de base et en leur accordant des subventions. En 1952-1953, le montant des subventions a été de 50.474 livres.

Les écoles des missions ont atteint le nombre de 2.643; leur effectif est de 85.506 élèves, ce qui indique que le nombre des écoles a augmenté de quatre-vingt-trois et que celui des élèves a diminué de 7.883 au cours de l'année considérée.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil se rend compte que l'œuvre des missions et celle de l'Administration en matière d'enseignement sont déjà, dans une large mesure, complémentaires dans le Territoire. Il suggère à l'Autorité administrante d'examiner la possibilité d'assurer aux missions une aide financière plus importante et de leur fournir d'autres formes appropriées d'assistance, sous réserve de certaines conditions, afin de favoriser davantage encore le développement de l'instruction dans la population autochtone.*

*Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de favoriser et de développer davantage le régime des bourses scolaires soit à l'intérieur même du Territoire, soit à l'étranger.*

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que, de l'avis de sa délégation, le Gouvernement australien pourrait mieux assurer encore l'avenir qu'il préparait à la population néo-guinéenne, s'il élaborait des plans à long terme dans le domaine de l'enseignement.

Le représentant de la Chine a estimé que la diminution notable des dépenses au titre de l'instruction publique retardait les progrès; il a partagé les inquiétudes de l'Autorité administrante au sujet de la formation des instituteurs. Il a cependant appris avec satisfaction qu'au cours de l'année, six bourses avaient été octroyées à des étudiants autochtones pour des études à l'étranger et il a exprimé l'espoir que l'on pourrait accroître considérablement le nombre de ces bourses.

Le représentant du Royaume-Uni s'est félicité de l'institution du programme de bourses à l'intention des étudiants du Territoire sous tutelle.

Le représentant du Salvador a émis l'avis que l'Autorité administrante devait s'attacher davantage à développer l'enseignement supérieur. Il a exprimé l'espoir que le Territoire compterait bientôt un plus grand nombre d'écoles publiques.

Le représentant de la Syrie a noté la diversité des établissements scolaires dont les uns étaient destinés aux Européens, les autres aux Asiatiques et une troisième catégorie aux autochtones. Il a vu dans ce système l'exemple d'une discrimination qui ne lui paraissait pas fondée. D'autre part, il a estimé que les programmes ne correspondaient pas aux besoins de la population autochtone et il a déclaré que l'Autorité administrante semblait admettre que la population autochtone se trouvait dans un état tellement arriéré qu'il fallait lui donner l'instruction par petites doses.

Le représentant de l'Inde a noté que l'on avait attribué la diminution des effectifs scolaires constatée au cours de l'année à une amélioration qualitative de l'enseignement. Cependant, il y avait environ 7.000 élèves de moins, ce qui n'incitait guère à adresser des félicitations à l'Administration ou à faire preuve d'optimisme. Il a également noté que la plupart des instituteurs autochtones n'avaient pas reçu de formation spéciale et qu'il n'y avait que le strict minimum d'écoles normales d'instituteurs. Les deux centres de l'Administration formaient environ douze instituteurs diplômés par an, alors qu'en 1929, le Directeur de l'enseignement du Queensland avait préconisé un programme qui aurait assuré la formation de 20 instituteurs par an. Le représentant de l'Inde a constaté qu'on comprenait dans les dépenses de l'instruction publique les dépenses nécessitées par l'envoi des enfants des fonctionnaires en Australie où ils recevaient l'enseignement secondaire. On donnait ainsi une idée fausse des sommes dépensées dans le Territoire; c'était la métropole et non la Nouvelle-Guinée qui devait assumer les frais de ces études. Depuis sa troisième session, le Conseil adoptait des résolutions relatives à l'insuffisance des moyens d'éducation du Territoire, mais jusqu'alors aucun progrès n'avait été accompli. Il fallait aussi critiquer la ségrégation des élèves européens, asiatiques et autochtones et les faits ne montraient nullement que les raisons invoquées pour justifier cette ségrégation fussent valables.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation de l'ensei-



gnement ne donnait aucunement satisfaction. Après trente ans d'administration australienne, la population de la Nouvelle-Guinée était encore presque complètement illettrée. Au cours de l'année considérée, les dépenses de l'instruction publique avaient diminué de plus de 10.000 livres, alors que les dépenses relatives à l'éducation des enfants européens avaient augmenté. En outre, l'Administration ne faisait rien pour former un nombre suffisant d'instituteurs autochtones. Pour le représentant de l'URSS, l'Autorité administrante devait augmenter sensiblement les crédits de l'instruction publique, prendre les mesures nécessaires pour instituer l'enseignement élémentaire pour tous et faire tout ce qui était en son pouvoir pour permettre aux autochtones d'accéder à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur.

Le représentant de l'Autorité administrante a fait observer que le nombre des écoles missionnaires, subventionnées par le gouvernement, avait augmenté de 83 en 1952-1953 et que celui des écoles de l'Administration destinées aux enfants non européens était passé de 60 à 67 au cours de la même période.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Administration s'efforçait de développer l'instruction publique aussi rapidement que possible mais qu'à son avis, l'essentiel, au stade actuel, était de partir d'une base solide et qu'il fallait chercher avant tout à accroître le nombre des écoles primaires et des écoles normales d'instituteurs. Une fois que les enfants autochtones auraient acquis une instruction primaire, on pourrait développer l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Le fait qu'on eût récemment accordé à des élèves autochtones bien doués des bourses leur permettant d'étudier était une étape importante dans la voie du progrès de l'enseignement dans le Territoire. Le représentant spécial a indiqué que l'Autorité administrante se rendait compte de la nécessité de pousser la formation d'instituteurs autochtones et qu'elle prenait des mesures pour organiser une préparation accélérée. Il a fait observer que même si l'on était absolument convaincu de la nécessité de développer le plus possible l'instruction publique, il ne suffisait pas d'inscrire au budget les crédits nécessaires. Quant à la ségrégation des élèves autochtones, le représentant spécial a réaffirmé que pour l'instant, les différences de langue, de connaissances et de faculté d'assimilation que l'on constatait entre les élèves avaient obligé l'Administration à maintenir des écoles séparées. Il a fait observer que toutes les écoles cherchaient à donner le même niveau de connaissances, bien que l'enseignement donné

dans les écoles indigènes dût partir d'un niveau plus élémentaire.

#### LANGUE D'ENSEIGNEMENT

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que l'Autorité administrante devait étudier de près la question de la langue d'enseignement. A cet égard, il a noté avec intérêt que l'Education Advisory Board avait décidé de prévoir un cycle d'études primaires de huit ans, où l'anglais serait la langue d'enseignement à partir de la troisième année. Adopter l'anglais assez tôt comportait des avantages évidents, puisque la connaissance de l'anglais jouerait un rôle important dans la formation de la conscience nationale du Territoire. En outre, l'Administration ne pouvait pas étendre à l'ensemble du Territoire l'emploi d'une langue vernaculaire particulière.

#### ENSEIGNEMENT DONNÉ PAR LES MISSIONS

Le représentant de la Belgique a insisté sur l'importance du rôle joué par les missions religieuses dans le développement de l'enseignement et notamment dans l'éducation des filles; il y avait en effet 39 pour 100 de filles dans les écoles de missions, alors qu'il n'y en avait que 11 pour 100 dans les écoles de l'Administration. L'Administration pourrait éventuellement accroître, sous certaines conditions, les subventions accordées aux missions pour l'enseignement. A l'heure actuelle, les écoles officielles coûtaient à peu près trente fois plus que les écoles des missions. S'il était vrai que, dans certains cas, les écoles missionnaires en étaient encore à un stade très primitif, il serait possible de les améliorer si l'Administration obtenait des missions qu'elles s'efforcent par tous les moyens de donner un enseignement meilleur en leur laissant espérer qu'elle leur accorderait un plus large appui financier et qu'elle les aiderait à couvrir les dépenses d'installations scolaires convenables.

Le représentant de la France a estimé que les missions religieuses accomplissaient en Nouvelle-Guinée une œuvre extrêmement bienfaisante et que l'Autorité administrante pourrait les aider à obtenir des résultats plus importants. A son avis, il devait cependant exister, même à l'échelon primaire, un certain nombre d'écoles directement gérées par l'Administration.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante s'est déclaré persuadé que son gouvernement examinerait très attentivement la proposition tendant à accorder aux missions religieuses une aide financière accrue.

## Chapitre X

### NAURU

#### I. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Nauru est une île de forme ovale, d'une superficie de 5.263 acres; elle est située dans la région centrale du Pacifique, près de l'équateur. Une ceinture côtière peu élevée dont la largeur varie de 150 à 300 yards entoure un plateau de formation corallienne qui atteint en certains endroits une hauteur de 200 pieds. L'exploitation d'importants gisements de phosphates qui se trouvent sur le plateau laisse à découvert un terrain accidenté, formé de pitons de corail, dont la hauteur varie de 30 à 50 pieds.

Les Nauruans, au nombre de 1.745 au 30 juin 1953, vivent sur la ceinture côtière et autour d'une petite lagune située sur le plateau. En outre, la population non indigène comprend 270 Européens, 515 Chinois et 874 personnes originaires d'autres îles du Pacifique.

##### AVENIR DE LA COLLECTIVITÉ NAURUANE

Le fait que les phosphates semblent être la seule ressource importante de l'île exerce une influence directe sur l'avenir de la population nauruane. Le Conseil de tutelle et l'Autorité administrante reconnaissent qu'il est nécessaire de continuer à assurer le bien-être des Nauruans lorsque les gisements de phosphates seront épuisés; le Conseil et ses Missions de visite qui se sont rendues dans le Territoire en 1950 et en 1953 se sont préoccupés de ce problème. La Mission de visite de 1953 ne croyait pas que lorsque les gisements de phosphates seraient épuisés la population nauruane puisse vivre sur l'île et ne voyait pas d'autre solution que la réinstallation de la population dans un autre territoire. Elle a estimé que les répercussions sociales de ce transfert seraient atténuées si on effectuait ce déplacement d'individus, de groupes ou de population tout entière d'une manière progressive. La Mission a estimé qu'il ne fallait pas attendre l'épuisement des gisements de phosphates pour régler cette question mais qu'il fallait au contraire dresser aussitôt que possible le plan d'une réinstallation progressive, prévoyant l'achat prochain de terres. La Mission a estimé que la responsabilité du transfert incombait en partie aux British Phosphate Commissioners; elle a pensé qu'il était du devoir de cet organisme de prêter aux Nauruans toute l'assistance possible et de leur fournir tous les moyens de mener à bien le transfert envisagé. Comme il semble probable que l'actuel Nauruan Community Long-Term Investment Fund ne suffira pas à assurer la réalisation de ce plan, la Mission a été d'avis qu'il y aurait lieu d'envisager à bref délai la constitution d'un fonds destiné à financer la réinstallation progressive.

A sa douzième session, le Conseil, ayant constaté que la Mission de visite s'était accordée en général avec l'Autorité administrante pour penser qu'il importait de

réinstaller la population nauruane, ayant pris acte des efforts que l'Autorité administrante déployait pour donner plus d'ampleur à la formation professionnelle des jeunes Nauruans et du fait qu'elle se préoccupait de la question des fonds destinés à la réinstallation des autochtones, soit individuellement, soit en groupes, avait recommandé à l'Autorité administrante d'élaborer, de concert avec la population, un programme de réinstallation et de chercher, d'autre part, des moyens d'existence pour les Nauruans qui voudraient demeurer sur le Territoire. Il avait également recommandé à l'Autorité administrante de tenir compte de l'opinion de la Mission de visite en ce qui concernait la création d'un fonds destiné à la réinstallation de la population.

Dans sa réponse, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle recherchait les mesures les plus appropriées qui permettraient d'assurer la réinstallation progressive et graduelle de la population nauruane, et qu'elle examinait les divers aspects du problème avec les Nauruans, dont les vœux et les propositions seraient pris en considération lorsqu'on élaborait les plans relatifs à leur future installation. L'Autorité administrante tiendrait le Conseil de tutelle au courant des progrès accomplis dans l'élaboration de ces plans. Les fonds du Nauruan Community Long-Term Investment Fund ont passé au cours de l'année considérée de 55.042 livres à 80.960 livres.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil rappelle ses recommandations antérieures par lesquelles il priait l'Autorité administrante d'étudier le problème qui se posera au moment où l'exploitation des phosphates aura pris fin et d'examiner avec les Nauruans tous les moyens possibles de le résoudre, prend acte de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle celle-ci étudie activement le problème en vue d'élaborer un plan prévoyant la réinstallation progressive des Nauruans, et prie l'Autorité administrante de faire figurer, dans son prochain rapport annuel, des renseignements touchant les résultats de cette étude.*

##### EVOLUTION VERS L'AUTONOMIE OU L'INDÉPENDANCE

Par ses résolutions 558 (VI) et 752 (VIII), l'Assemblée générale a invité les Autorités administrantes à faire figurer dans leurs rapports annuels des renseignements relatifs, notamment, aux mesures prises ou envisagées, qui ont pour but de conduire le plus rapidement possible les Territoires sous tutelle au stade de l'autonomie ou de l'indépendance, ainsi qu'à l'évaluation approximative du délai que ces Autorités jugent nécessaire pour mener à bien les diverses mesures destinées à atteindre cet objectif. Le Conseil a été invité à consacrer une section de ses rapports à l'Assemblée générale à la mise en œuvre de ces résolutions.

Cette question est traitée à la troisième partie du présent rapport.

## Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

### OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation était heureuse d'apprendre qu'une délégation nauruane avait assisté à la deuxième Conférence du Pacifique sud.

Le représentant de la Syrie a estimé que, dans l'ensemble, il n'y avait pas eu de progrès dans le Territoire, ce qui paraissait surprenant car maintes difficultés, que l'on rencontrait dans d'autres Territoires sous tutelle, n'existaient pas à Nauru. Par surcroît, Nauru était le plus riche des Territoires sous tutelle; si les 1.700 Nauruans ne possédaient que peu de terres, les gisements contenaient, selon les estimations, 90 millions de tonnes de phosphate.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'examen que le Conseil de tutelle avait fait de la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru avait montré à la quatorzième session, comme aux sessions précédentes, que l'Autorité administrante ne s'acquittait pas des obligations qu'elle avait assumées en vertu de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle. En violation des dispositions de la Charte, l'Autorité administrante ne s'employait pas à assurer le progrès politique, économique et social de la population autochtone, ni le développement de son instruction, ni l'évolution progressive du Territoire vers l'autonomie et l'indépendance. La politique suivie par l'Autorité administrante ainsi que ses activités dans le Territoire prouvaient qu'elle ne cherchait pas à mener les autochtones vers l'indépendance et l'autonomie. L'Autorité administrante ne portait de l'intérêt à Nauru que dans la mesure où elle pouvait exploiter la seule ressource naturelle du Territoire, les gisements de phosphates.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que sa délégation était parfaitement consciente des nombreux problèmes auxquels l'Administration devait faire face pour favoriser le progrès et assurer la protection de la population du Territoire, et qu'elle était disposée à prendre sans tarder toutes les mesures possibles pour atteindre les objectifs du régime de tutelle.

Pour étudier la situation dans le Territoire, il fallait constamment tenir compte des deux facteurs suivants: premièrement, le Territoire avait une faible superficie et sa population autochtone était peu nombreuse; deuxièmement, les Nauruans pouvaient et devaient bénéficier de maints services qu'il serait impossible d'assurer s'il s'agissait d'autres collectivités et de circonstances différentes. La prospérité économique des Nauruans dépendait de l'exploitation de précieux gisements de phosphates dont l'île était dotée et le représentant spécial était persuadé que le Conseil reconnaîtrait toute la valeur des contributions appréciables versées à la population de Nauru par les British Phosphate Commissioners.

Le représentant spécial a ajouté que, contrairement à ce que prétendait le représentant de l'URSS, le Territoire n'était pas le théâtre d'une vaste conspiration de l'Administration et des British Phosphate Commissioners tendant à maintenir la population nauruane sous leur joug dans l'intérêt d'une exploitation systématique des phosphates.

### AVENIR DE LA COLLECTIVITÉ NAURUANE

Le représentant de la Belgique a rappelé que la délégation belge avait suggéré quelques années plus tôt l'acquisition de terres cultivables dans une région salubre et propice à tous points de vue; si l'on attendait trop longtemps, on risquerait peut-être de ne plus trouver de terres disponibles. Le fait d'acquérir et d'aménager des terres dès à présent n'obligerait pas les Nauruans à s'y installer immédiatement, mais représenterait une garantie pour leur avenir, et le fait de réserver une région productive pour les Nauruans les encouragerait, le moment venu, à s'installer dans leur nouveau pays.

Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que Nauru, tout en n'ayant qu'une superficie restreinte et une faible population, posait un problème particulier et extrêmement délicat. Il était probable en effet que l'indépendance avait, pour les Nauruans, un sens assez différent de celui qu'elle avait dans les autres Territoires où l'on s'efforçait de créer une conscience nationale parmi des populations qui devaient, de toute manière, continuer de vivre sur leur Territoire. A Nauru, par contre, les habitants de l'île seraient peut-être obligés de quitter leur territoire, individuellement ou en groupes, avant ou après l'expiration du régime de tutelle. La délégation du Royaume-Uni avait la conviction que l'Autorité administrante trouverait le moyen d'exposer tous les aspects du problème à la génération actuelle et de la consulter au sujet de son avenir. Cette génération expliquerait à son tour la situation à la génération suivante, c'est-à-dire à celle qui, vraisemblablement, serait touchée lorsque les gisements de phosphates commenceraient à s'épuiser. Le représentant du Royaume-Uni a félicité l'Administration d'avoir pris des dispositions pour entreprendre une étude de la situation agricole et d'avoir envisagé, à l'intention des Nauruans, des cours de formation agricole qui permettraient à ceux d'entre eux qui quitteraient l'île d'être bien en mesure de commencer une vie nouvelle, comme cultivateurs, s'ils le désiraient.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation n'avait pas de recommandations précises à formuler en ce qui concernait le délicat problème de l'avenir des Nauruans, si ce n'était inviter instantanément l'Autorité administrante à poursuivre l'élaboration de ses plans en étroite consultation avec la population. L'Administration devait s'employer activement à expliquer la situation aux Nauruans et à les persuader du bien-fondé des mesures envisagées afin de leur faire bien comprendre que l'élaboration prochaine de plans concrets était un acte de prévoyance et non un moyen de les contraindre à quitter leurs foyers dans un avenir proche. Enfin, il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait de tenir compte de l'opinion de la Mission de visite en ce qui concerne la création d'un fonds en vue de la réinstallation des Nauruans.

Le représentant de la Chine a fait observer que la question du sort de la collectivité nauruane après l'épuisement des gisements de phosphates était de loin l'une des plus importantes qui se posait à l'Administration et à la population du Territoire. L'Administration elle-même s'en préoccupait et prenait, de toute évidence, des dispositions pour connaître l'opinion des Nauruans sur l'établissement de plans pour leur avenir. Le représentant de la Chine a constaté qu'un certain nombre d'habitants du Territoire semblaient reconnaître qu'il y aurait lieu de commencer immédiatement à élaborer des plans; il a estimé, par conséquent, que l'Administration

devait donner à la population les avis nécessaires et devait continuer à élaborer des plans efficaces de réinstallation progressive.

Le représentant de la France a déclaré que l'avenir des Nauruans soulevait une question grave qui exigeait dès à présent que l'on envisage des solutions pratiques. Sans attendre l'épuisement des gisements de phosphates, l'Autorité administrante, qui avait déjà effectué des recherches dans ce sens, aurait sans doute à cœur d'examiner si, dans l'un des Territoires dont elle avait le contrôle, un établissement favorable ne pouvait être réservé aux Nauruans. Leur place devrait d'autant plus y être bientôt marquée que, dans l'avenir, les terres qui n'auraient pas été réclamées pourraient faire l'objet de prétentions inattendues.

Le représentant de la France a fait observer que si l'on considérait l'évolution rapide des habitants de Nauru, le goût que les Nauruans montraient pour les travaux administratifs et industriels et leur désaffection pour ceux de la terre, il semblait que l'Autorité administrante pouvait avec fruit étudier la possibilité de les employer dans l'administration de la Nouvelle-Guinée, où le besoin de cadres plus importants pouvait se faire sentir.

Le représentant d'Haïti a demandé, au nom de sa délégation, que l'Autorité administrante s'attache particulièrement à la recherche d'un nouvel habitat pour les Nauruans et lui a recommandé d'étudier les possibilités agricoles du Territoire. Tous les renseignements pertinents relatifs à ces questions devraient figurer dans le prochain rapport annuel.

Le représentant de l'Inde a déclaré que, de l'avis de sa délégation, il était encore trop tôt pour mettre le plan en œuvre, quelque pertinentes que pussent être les raisons de réinstaller les Nauruans dans d'autres régions; l'application de ce plan aurait des conséquences que l'Organisation des Nations Unies devait étudier et peser avec soin et dont il fallait tenir pleinement compte en envisageant les solutions possibles. Transférer une population chez une autre était absolument contraire aux dispositions de la Charte. Il serait impossible de favoriser le progrès des autochtones si ceux-ci cessaient d'être les habitants du Territoire sous tutelle; on ne pouvait donc pas les faire partir ni leur faire perdre leur qualité de Nauruans. S'ils étaient absorbés par une autre collectivité, ils ne pourraient pas devenir autonomes. Le représentant de l'Inde a conclu qu'il paraissait possible d'examiner d'une manière détaillée et systématique la question de la remise en valeur de Nauru. Il fallait étudier la possibilité de combler les excavations résultant de l'extraction du phosphate avec de la terre qui serait amenée à Nauru par les bateaux qui venaient y chercher le phosphate.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il fallait considérer l'avenir de la population de Nauru comme la question la plus importante du débat. Il a fait observer qu'il ne serait que trop naturel de voir les Nauruans s'en remettre trop à l'Administration et aux British Phosphate Commissioners. Ce facteur psychologique avait amené l'Autorité administrante à décider de n'épargner aucun effort pour préparer les Nauruans à des activités utiles et à étudier très attentivement quels autres moyens d'existence elle pourrait offrir aux Nauruans au moment où ceux-ci ne pourront plus compter, pour vivre et se développer, sur les redevances et autres avantages qu'ils tiraient de l'industrie des phosphates. L'Autorité administrante

n'avait pas l'intention de différer l'examen de cette question importante; au contraire, elle l'étudiait activement afin d'élaborer un plan réaliste et pratique de réinstallation progressive des autochtones, qui tiendrait compte tant de ses propres opinions sur la question que de celles qui avaient été exprimées auparavant par le Conseil de tutelle. Il fallait élaborer un tel plan avec le plus grand soin et la plus grande circonspection et s'assurer aussi tout le concours de la population nauruane.

L'Autorité administrante n'avait pas écarté la possibilité d'autres moyens de développer l'économie du Territoire; les dispositions qu'elle avait prises, telles que la décision de faire procéder à une étude des possibilités agricoles des terres, montraient qu'elle étudiait tous les aspects de la question. Cependant, il semblait très peu probable que l'on pût rendre productives les terres d'où l'on avait extrait les phosphates.

## II. — PROGRES POLITIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Les Gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont été désignés comme l'Autorité chargée de l'administration du Territoire. En vertu d'accords conclus entre ces gouvernements, l'Australie exerce dans le Territoire tous les pouvoirs d'ordre législatif, administratif et judiciaire. L'administration du Territoire est confiée à un Administrateur qui a le pouvoir de publier des ordonnances destinées à assurer la paix, l'ordre et la bonne administration dans le Territoire. Ces ordonnances peuvent être confirmées ou abrogées par l'Autorité administrante. L'Administrateur est assisté par un personnel administratif qui comprend 16 Européens, 288 Nauruans, 30 Chinois et, 18 habitants des îles Gilbert et Ellice.

#### CONSEIL DE GOUVERNEMENT LOCAL DE NAURU

Le Conseil de gouvernement local de Nauru est composé de 9 membres élus au suffrage universel. Ce conseil élit aux fonctions de chef supérieur l'un de ses membres qui préside toutes les réunions auxquelles il assiste, à l'exception d'une réunion au moins par mois, à laquelle participe l'Administrateur et qui est présidée par ce dernier. Le Conseil est habilité à acquérir, détenir et aliéner tous biens mobiliers et immobiliers, à contracter, à ester en justice comme demandeur ou défendeur et à accomplir tous actes nécessaires à l'exercice de ses pouvoirs et fonctions. Le Conseil peut donner des avis à l'Administrateur sur toutes questions intéressant les Nauruans, notamment sur l'élaboration de nouvelles ordonnances ou règlements et l'abrogation ou la modification des ordonnances ou règlements en vigueur. Les tâches principales du Conseil, du chef supérieur et des conseillers sont les suivantes :

a) S'acquitter des fonctions et remplir les obligations qui leur sont assignées par l'ordonnance relative au Conseil de gouvernement local de Nauru ou par toute autre disposition en vigueur à Nauru;

b) Maintenir la paix et l'ordre public parmi la population nauruane et assurer la bonne administration dans le cadre des dispositions en vigueur à Nauru;

c) S'efforcer d'empêcher et empêcher dans toute la mesure possible qu'un Nauruan qui relève de leur juridiction ne commette une infraction contre une disposition en vigueur à Nauru.



Le Conseil peut, sous réserve des dispositions en vigueur à Nauru et de l'approbation de l'Administrateur :

a) Organiser, financer ou exploiter toute affaire ou entreprise ;

b) Exécuter tous travaux au bénéfice des Nauruans, soit dans l'ensemble du Territoire soit dans un ou plusieurs districts ;

c) Mettre sur pied, de sa seule initiative ou de concert avec l'Administration de Nauru ou un autre organe, des services publics ou sociaux.

Le Conseil peut édicter, sous réserve de l'approbation de l'Administrateur, des règlements régissant certaines questions précises et, d'une manière générale, destinés à assurer l'ordre public, la paix et le bien-être des Nauruans.

Le Conseil peut également, avec l'approbation de l'Administrateur, percevoir des rétributions pour les services rendus par lui ou par des personnes à son service. Toutes sommes reçues par lui sont versées à la caisse du Conseil. Les prévisions de recettes et de dépenses doivent être soumises à l'Administrateur chaque année pour approbation, et seules sont autorisées les dépenses inscrites dans les prévisions approuvées par l'Administrateur ou auxquelles il peut donner son approbation par la suite. Lorsque les dépenses approuvées sont supérieures aux recettes, le montant du déficit est couvert par le Nauru Royalty Trust Fund. L'Administration fait des versements trimestriels pour couvrir les dépenses de salaires et autres, comprenant notamment les émoluments des membres du Nauru Land Committee et des *district constables*.

La Mission de visite de 1953 a noté que le Conseil de gouvernement local de Nauru avait les mêmes fonctions que l'ancien Conseil des chefs et qu'il demeurait un organe consultatif. Elle s'est rendu compte que plusieurs dispositions de l'ordonnance relative à la participation du Conseil local à l'administration, concernant le financement des activités du Conseil, causaient un certain mécontentement chez les Nauruans.

Le représentant de l'Autorité administrante avait déclaré à la douzième session du Conseil de tutelle que son gouvernement ne pouvait accepter la conclusion de la Mission de visite d'après laquelle le Conseil de gouvernement avait les mêmes fonctions que l'ancien Conseil des chefs et demeurait un organe consultatif. Il avait appelé à cet égard l'attention du Conseil sur les articles 41 à 45 de l'ordonnance et avait fait observer que, si certaines dispositions de cette ordonnance avaient provoqué du mécontentement, cela ne signifiait pas nécessairement qu'elles fussent insuffisantes ou défectueuses.

A sa douzième session, le Conseil de tutelle, ayant constaté que de l'avis de la Mission de visite l'ordonnance portant création du Conseil de gouvernement local de Nauru ne donnait pas entière satisfaction aux personnes directement intéressées et que l'Administration devait remettre à l'étude la question de la révision de l'ordonnance afin de faire disparaître tous malentendus éventuels, ayant pris également acte de la déclaration de l'Autorité administrante qui affirmait que les Nauruans ne comprenaient pas encore pleinement le sens de l'ordonnance mais qu'elle prenait actuellement des mesures pour guider et conseiller davantage le Conseil de gouvernement local et l'aider aussi à exercer ses pouvoirs et ses fonctions et à en mieux saisir la portée, avait partagé sur ce point l'opinion de la Mission de

visite et avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante poursuivrait l'étude de cette question.

Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle avait examiné les dispositions de l'ordonnance relative au Conseil de gouvernement local de Nauru (1951), qu'à son avis cette ordonnance répondait bien au but visé, et qu'elle prévoyait que le Conseil assumerait des responsabilités de plus en plus importantes à mesure que les Nauruans deviendraient capables de s'en acquitter. Tous les malentendus qui avaient pu se produire s'expliquaient par le fait que les Nauruans n'étaient pas en mesure de comprendre et d'exercer les pouvoirs et les fonctions que l'ordonnance prévoyait. L'Administration assistait et guidait le Conseil pour l'aider et l'encourager à exercer ses pouvoirs et ses fonctions et à en mieux saisir la portée ; elle se préoccuperait tout particulièrement de guider les Nauruans pour les amener à un niveau tel qu'ils fussent en mesure d'assumer de plus grandes responsabilités dans la conduite de leurs propres affaires, comme le prévoyait l'ordonnance.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant ses recommandations antérieures concernant les pouvoirs du Conseil de gouvernement local de Nauru et prenant acte de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle celle-ci s'efforcera d'aider les Nauruans à atteindre un degré d'évolution qui leur permette d'assumer des responsabilités plus grandes dans la gestion de leurs propres affaires, comme le prévoit l'ordonnance portant création du Conseil de gouvernement local de Nauru, exprime l'espoir que celui-ci ne ménagera aucun effort pour comprendre et exercer sans réserve les pouvoirs qui lui sont actuellement dévolus, et prie instamment l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif aussi rapidement que possible.*

#### PARTICIPATION DES NAURUANS À L'ADMINISTRATION

Le chef supérieur de Nauru occupe le poste de chef des affaires indigènes (*Native Affairs Officer*) et d'autres Nauruans sont employés comme directeur d'école, médecins indigènes, opérateurs et techniciens de radio, policiers, dessinateurs industriels, instituteurs, dentistes, assistants médicaux et infirmiers, et, dans le Département de travaux publics comme contremaîtres, électriciens, plombiers, mécaniciens, charpentiers, ajusteurs, conducteurs de machines à terrasser et manœuvres. Des femmes sont institutrices, infirmières ou dactylographes. Le nombre des Nauruans employés par l'Administration est approximativement le même que l'année précédente ; il s'élève à 270 hommes et 18 femmes sur un total de 353 personnes. L'Autorité administrante déclare que l'Administration aide et encourage en toute occasion les Nauruans à acquérir l'expérience et les compétences requises pour occuper des emplois supérieurs dans l'administration et, à cette fin, donne à des étudiants doués la possibilité de poursuivre leurs études en Australie et aux îles Fidji. Parmi les 36 étudiants qui ont suivi des cours à l'étranger pendant l'année considérée, 15 ont été aidés par le Nauru Royalty Trust Fund, 3 ont reçu une assistance de la London Missionary Society et 18 l'ont fait aux frais de leurs parents.

Le Conseil s'est déjà préoccupé des dispositions mises en œuvre pour permettre à des Nauruans d'occuper des emplois supérieurs dans l'administration ; à sa douzième session, après avoir pris acte des mesures que l'Autorité administrante avait adoptées pour former des Nauruans



et leur permettre ainsi d'accéder aux postes supérieurs de l'administration, le Conseil avait constaté qu'un seul Nauruan exerçait des fonctions comportant des responsabilités importantes, et avait pensé avec la Mission de visite que l'Autorité administrante devait intensifier son programme de formation afin de permettre aux fonctionnaires nauruans d'accéder à des postes supérieurs.

En réponse, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle avait pour politique de faire accéder des Nauruans à des postes comportant des responsabilités dès qu'ils seraient capables de rendre des services suffisamment satisfaisants dans ces emplois. Des dispositions avaient été prises afin d'intensifier le programme de formation, mais l'Autorité administrante estimait que la capacité, l'initiative et l'énergie dont feraient preuve les Nauruans auraient autant d'importance que les moyens de formation mis à leur disposition. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil à sa quatorzième session que des Nauruans venaient d'être nommés à des postes supérieurs du Département des travaux publics en tant que Directeur des postes et Chef des travaux et que seuls les 16 postes tout à fait supérieurs pour lesquels il fallait des connaissances spéciales étaient occupés par des Européens. Comme les programmes de formation, activement poursuivis, fournissent aux Nauruans les connaissances techniques supplémentaires qui permettent d'accéder aux postes comportant des responsabilités, un plus grand nombre de Nauruans pourront être nommés à ce genre de postes.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil est heureux de constater que trois Nauruans de plus ont été nommés à des postes supérieurs dans l'administration et prend note avec satisfaction des mesures que l'Autorité administrante a adoptées en vue d'intensifier son programme de formation afin de donner à un plus grand nombre de Nauruans la formation requise pour accéder à des postes supérieurs. Il prie instamment l'Autorité administrante de poursuivre énergiquement la mise en œuvre de ce programme et exprime l'espoir que le programme prévoira notamment un enseignement spécialisé et supérieur, tant sur le plan politique que sur le plan technique, de manière que les Nauruans puissent acquérir les compétences nécessaires pour exercer des fonctions comportant des responsabilités dans les services de l'administration et dans ceux de la British Phosphate Commission.*

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

L'organisation judiciaire se compose d'une Cour d'appel, d'un tribunal central qui juge au civil et au criminel toutes les personnes et d'un tribunal de district qui juge au civil et au criminel dans certains cas déterminés. La Cour d'appel est constituée par l'Administrateur lui-même. Le tribunal central se compose d'un juge ou d'un magistrat et le tribunal de district d'un magistrat. L'Administrateur nomme les membres de ces deux tribunaux. Le système du jury n'est pas appliqué dans le Territoire. Les appels sont portés du tribunal de district au tribunal central et du tribunal central à la Cour d'appel.

Au cours de l'année, la législation du Territoire en ce qui concerne les châtimens corporels a été révisée et l'ordonnance de 1952 modifiant le code criminel a supprimé les châtimens corporels pour tous délits autres que les délits sexuels commis contre les femmes et la strangulation. En outre, on a réduit l'importance et la sévérité du châtiment. L'Autorité administrante s'est

déclarée en faveur du principe de l'abolition des châtimens corporels et a estimé que l'action déjà entreprise constituait un progrès important vers leur complète disparition.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, notant que les châtimens corporels ont été en partie abolis et rappelant les recommandations qu'il a formulées précédemment à cet égard, demande instamment à l'Autorité administrante d'abolir complètement cette forme de châtiment.*

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le représentant de la Syrie a fait observer que ni les Nauruans ensemble ni aucun groupe de Nauruans n'avaient reçu une formation qui leur permit d'assumer une part importante et croissante de responsabilité pour orienter leur destin dans le monde moderne ; en outre, les autochtones ne participaient pas aux fonctions exécutives et législatives du gouvernement.

Le représentant de l'Inde a fait observer que le seul événement qui se fût apparemment produit depuis 1926 avait été la diminution du nombre des districts, qui était passé de 14 à 8, et du nombre des membres de l'organisme consultatif central, qui n'était plus que de 9.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'organisation politique et administrative du Territoire était conçue pour servir les fins d'un régime que les British Phosphate Commissioners appliquaient sans entraves. Les pouvoirs législatif et politique étaient aux mains de l'Administrateur, toutes les positions clef étaient tenues par des Européens et le Conseil de gouvernement local de Nauru n'avait que des fonctions consultatives. L'Autorité administrante devait créer dans le Territoire des organes législatifs et exécutifs aux travaux desquels la population autochtone participerait pour régler ses propres affaires ; elle devait prendre des mesures pour remplacer l'ancienne forme tribale d'administration par un régime d'autonomie fondé sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a rejeté l'opinion du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques selon laquelle l'île était le théâtre d'une vaste conspiration de l'Administration et des British Phosphate Commissioners tendant à maintenir la population nauruane sous leur joug dans l'intérêt d'une exploitation systématique des phosphates et il a précisé que les British Phosphate Commissioners n'exerçaient aucun contrôle sur l'Administration.

##### CONSEIL DE GOUVERNEMENT LOCAL DE NAURU

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation avait été frappée par l'aptitude des Nauruans à utiliser d'une manière satisfaisante une méthode de vote préférentiel, laquelle exigeait de l'intelligence civique.

Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que l'Administration tiendrait sans trop tarder sa promesse d'étendre les pouvoirs du Conseil de gouvernement local.

Le représentant du Salvador a estimé qu'en plus de ses fonctions consultatives, le Conseil de gouvernement local pourrait être autorisé à participer plus directement à l'administration du Territoire. En ce qui con-

cerne le règlement relatif à la constitution de ce conseil, il a été d'avis, comme la Mission de visite, qu'il conviendrait de le reviser, afin d'éliminer tous les malentendus qui pourraient exister à l'heure actuelle. En outre, il conviendrait, avant de procéder à des élections, de bien expliquer à la population les règlements électoraux en employant tous les moyens d'information disponibles pour éviter, dans l'avenir, des situations désagréables comme celle qui s'est produite lorsqu'un candidat bénéficiant d'un fort appui populaire n'a pas été élu.

Le représentant de la Syrie a fait observer que le Conseil de gouvernement local de Nauru, récemment constitué, jouissait de pouvoirs consultatifs, mais que l'Administrateur n'était pas tenu de respecter ses avis. Il était difficile de considérer l'octroi de ce pouvoir consultatif comme un progrès politique, étant donné que, dans le passé, le Conseil des chefs de Nauru avait certainement donné, lui aussi, des avis sur les mesures prises par l'Administration. L'Autorité administrante avait déclaré que le Conseil de gouvernement local de Nauru serait doté de pouvoirs complémentaires lorsqu'il aurait la compétence voulue pour les exercer. Ce fait montrait que la population en général n'avait pas progressé dans le domaine politique, constatation également valable pour les Nauruans élus au Conseil de gouvernement local.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que le Conseil de gouvernement local de Nauru ne possédait aucun pouvoir et n'était qu'un organe consultatif auprès de l'Administrateur qui pouvait, s'il le jugeait utile, ne pas tenir compte de l'opinion de cet organe.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que son gouvernement avait étudié la question de la révision éventuelle de l'ordonnance relative au Conseil de gouvernement local, mais avait estimé que ce texte correspondait au degré actuel d'évolution politique de la population. L'Administrateur et ses collaborateurs aidaient et orientaient le Conseil le plus possible afin de permettre à celui-ci d'exercer au mieux les pouvoirs qui lui étaient conférés en vertu de cette ordonnance. Le pouvoir réglementaire dont le Conseil jouissait actuellement portait sur la plupart des questions qui intéressaient directement la collectivité nauruane. Le représentant spécial a ajouté que si, dans l'avenir, le besoin se faisait sentir d'étendre ou de préciser les pouvoirs du Conseil, des dispositions seraient prises à cet effet. Pour le moment, cependant, l'ordonnance en vigueur paraissait satisfaisante. Le représentant spécial a déclaré que, pour les prochaines élections, toutes mesures seraient prises pour assurer que les candidats et les électeurs étaient parfaitement au courant de leurs droits et en connaissaient tout le prix.

#### PARTICIPATION DES NAURUANS À L'ADMINISTRATION

Le représentant du Royaume-Uni a exprimé l'espoir que les Nauruans employés dans l'administration locale bénéficieraient du programme accéléré de formation entrepris par l'Administration, programme dont il escomptait des résultats fructueux.

Le représentant de la Chine a fait observer que ce qu'on pouvait appeler la "nauruanisation" de l'administration se poursuivait à un rythme assez rapide et qu'il était particulièrement satisfait de constater qu'au moins deux nouveaux postes des cadres supérieurs avaient été confiés à des autochtones. Toutefois, le nombre des fonctionnaires supérieurs nauruans de cette catégorie

devait encore être sensiblement augmenté et, dans ce domaine, l'Autorité administrante faisait tout ce qu'elle pouvait pour atteindre cet objectif souhaitable, comme le montrait l'accroissement du nombre des boursiers qui étudiaient hors du Territoire.

Le représentant du Salvador a déclaré que, d'après le rapport annuel et le rapport de la Mission de visite, il semblait y avoir dans le Territoire des personnes dont la formation et les aptitudes pourraient leur permettre d'occuper certains postes élevés actuellement confiés à des Européens. Il a invité instamment l'Administration à nommer des Nauruans à des postes supérieurs lorsqu'ils possédaient les titres voulus.

Le représentant de la Syrie a constaté que si de nombreux Nauruans étaient employés dans l'Administration, un d'entre eux seulement occupait un poste supérieur. Il a estimé que l'Autorité administrante devait intensifier son programme de formation afin de permettre à des Nauruans d'occuper des postes supérieurs dans l'Administration.

Le représentant de l'Inde a constaté qu'il n'y avait, en 1952-1953, qu'un Nauruan chargé de fonctions comportant de grandes responsabilités; en outre, au sujet des dernières affectations, le Conseil avait été informé qu'après trente-trois ans d'instruction obligatoire et de formation, les Nauruans qui avaient été nommés aux postes en question n'avaient pas une instruction suffisante ni les aptitudes et l'expérience généralement requises. On disait aussi que, dans l'ensemble, le Nauruan était intelligent mais n'avait pas d'instruction. Il était donc aisé de déplorer les raisons de cet état de choses et il fallait étudier la question.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a constaté que l'on avait beaucoup insisté sur le fait que trois postes seulement des cadres supérieurs de l'Administration étaient confiés à des Nauruans. Il a appelé l'attention du Conseil sur l'annexe 11 du rapport annuel, où il était indiqué que sur 352 postes administratifs, seuls les 16 postes de la catégorie la plus élevée, qui exigeaient des compétences spéciales, étaient occupés par des Européens. Parmi les postes occupés par les Nauruans, quatre seulement pouvaient être classés parmi les non spécialisés. Le représentant spécial a ajouté que les programmes de formation dont l'exécution se poursuivait activement permettaient aux Nauruans d'acquérir de nouvelles connaissances techniques en vue d'assumer des fonctions comportant des responsabilités et, qu'au fur et à mesure, des Nauruans seraient nommés, en nombre croissant, à des postes correspondant à leurs aptitudes. Il a souligné que ce résultat dépendrait aussi, pour beaucoup, de la faculté d'assimilation des Nauruans, ainsi que de la mesure dans laquelle ils accepteraient des responsabilités nouvelles et de leur aptitude à les assumer.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

Le représentant de la Chine a déclaré qu'au risque de se répéter, il tenait à prier à nouveau l'Autorité administrante de respecter et de mettre en œuvre les nombreuses résolutions du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale relatives à l'abolition des châtiments corporels.

Le représentant d'Haïti a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante donnerait suite aux recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil de tutelle relatives à l'abolition des châtiments corporels.

Le représentant du Salvador a pris note des réformes relatives aux châtiments corporels. Toutefois, cette

forme de châtimement est encore pratiquée et la délégation du Salvador invitait instamment l'Autorité administrante à faire bénéficier les Nauruans des principes suivis par les peuples civilisés.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que les châtimements corporels continuaient d'être appliqués dans le Territoire et que, bien que l'Autorité administrante eût dit, dans son rapport, qu'elle était favorable à leur abolition, rien n'avait été fait pour mettre en œuvre les recommandations pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de tutelle.

### III. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'économie de Nauru repose entièrement sur l'extraction et l'exportation des phosphates qui constituent la seule industrie et la seule source de revenus. Il n'y a pas d'industries secondaires et, à part les phosphates, pas d'autres ressources connues qui puissent être exploitées. Du fait de l'extrême porosité du sol et de l'irrégularité des pluies, les cultures et la récolte de quelques fruits et de légumes pour la consommation se trouvent limitées au peu de terre propre à l'agriculture. La faible étendue du Territoire, l'absence de pâturages et les ressources limitées en eau ne permettent que l'élevage d'un petit nombre de bêtes. Cependant, le poisson est abondant autour de l'île et quelques Nauruans se livrent à la pêche pour satisfaire aux besoins locaux.

Afin d'encourager la production de denrées alimentaires, l'Administration a conclu des arrangements avec la Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization à l'effet de: "Procéder à une étude des terres de Nauru propres à l'agriculture et de fournir des avis en particulier en ce qui concerne:

"a) La superficie et l'emplacement des terres propres à l'agriculture;

"b) Les systèmes de culture ou d'élevage à suivre pour utiliser au mieux la terre, compte tenu du milieu et du plan de réinstallation des habitants de l'île, et en envisageant l'autonomie en matière d'alimentation et la culture à des fins commerciales;

"c) Les possibilités d'ordre physique et économique de régénérer les anciennes terres à phosphates afin de les rendre ultérieurement propres à des fins agricoles;

"d) Les projets de recherches et d'essais agricoles qu'il conviendrait d'entreprendre."

##### INDUSTRIE DES PHOSPHATES

Par un accord conclu en 1919, les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande se sont rendus acquéreurs de droits, titres et intérêts dans les gisements de phosphates de Nauru et de l'île de l'Océan que possédait la Pacific Phosphate Company Ltd. La direction et la gestion de l'industrie des phosphates dans les deux îles sont confiées aux British Phosphate Commissioners, conseil composé de trois commissaires nommés par chacun des gouvernements.

L'Accord prévoit que les phosphates seront vendus à un prix f.o.b., fixé par les Commissioners de manière à couvrir les frais d'exploitation et l'amortissement du prix original d'achat (3.500.000 livres).

Les exportations de phosphates de Nauru ont atteint en 1952-1953 le niveau record de 1.227.103 tonnes, pour une valeur de 1.994.045 livres, contre la production record de l'année précédente qui s'élevait à 1.061.797 tonnes, pour une valeur de 1.725.420 livres.

D'après le rendement prévu des terres à phosphates non encore exploitées, l'Autorité administrante estime qu'avec une production annuelle d'environ un million de tonnes l'exploitation des phosphates devrait durer encore soixante-cinq à soixante-dix ans.

Selon les comptes des British Phosphate Commissioners pour l'exercice ayant pris fin le 30 juin 1953, on constate qu'outre les expéditions de phosphates de Nauru, 292.211 tonnes ont été exportées de l'île de l'Océan et que les Commissioners ont également acheté la Christmas Island Phosphate Commission et exporté 317.418 tonnes de phosphates de l'île Christmas, ce qui fait un total de 1.519.314 tonnes. Selon la comptabilité commerciale pour l'ensemble des opérations, les ventes de phosphates et les crédits divers ont rapporté 2.713.458 livres, dont il faut déduire le fret et l'assurance, etc.

Le Conseil de tutelle, à sa douzième session, avait rappelé qu'à ses cinquième et huitième sessions, il avait recommandé à l'Autorité administrante de lui faire connaître les opérations financières des British Phosphate Commissioners intéressant uniquement Nauru, ainsi que les prix effectivement payés pour les phosphates, comparés aux cours mondiaux, et il avait prié l'Autorité administrante de s'efforcer, en accord avec les British Phosphate Commissioners, de fournir ces renseignements dans son prochain rapport annuel. Le Conseil de gouvernement local a soulevé cette question devant la Mission de visite de 1953 et lui a signalé qu'il ne pouvait pas déterminer le montant de ce qui serait une augmentation raisonnable des redevances sans connaître la situation financière des Commissioners. Dans le rapport annuel examiné, l'Autorité administrante a déclaré que les Commissioners géraient l'exploitation à Nauru et dans l'île de l'Océan comme une seule entreprise et qu'il n'y avait pas d'opérations financières distinctes en ce qui concernait Nauru. Elle a fait remarquer que l'accord sur les phosphates prévoyait que les phosphates étaient destinés aux besoins agricoles du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande et qu'ils leur seraient fournis à un prix f.o.b. fixé par les Commissioners de manière à couvrir les dépenses d'exploitation et de gestion, la contribution aux dépenses administratives, l'intérêt du capital, l'amortissement du capital et d'autres frais. L'industrie n'était pas gérée sur une base commerciale à l'effet de tirer bénéfice des ventes de phosphates. Dans ces conditions, l'Autorité administrante considérait qu'il n'y avait pas lieu de procéder à des comparaisons de prix.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil constate, d'après la déclaration de l'Autorité administrante, que les affaires des British Phosphate Commissioners pour Nauru et l'île de l'Océan sont gérées comme une seule et même entreprise et qu'il n'existe pas d'opérations financières distinctes concernant Nauru; il demande à l'Autorité administrante, comme il l'a fait à sa douzième session, de faire tout son possible, en accord avec les British Phosphate Commissioners, pour donner dans son prochain rapport annuel des renseignements sur les opérations financières des Commissioners touchant Nauru exclusivement.*

# FINANCES PUBLIQUES; REDEVANCES SUR LES PHOSPHATES

Si l'on ne tient pas compte des recettes peu importantes qui proviennent des droits à l'importation et d'autres sources, toutes les recettes figurant au budget du Territoire sont constituées par des redevances payées ou par des avances faites par les British Phosphate Commissioners. En outre, les Commissioners versent certaines redevances qui vont à des *trust funds* et profitent immédiatement ou à longue échéance aux Nauruans.

Le tableau ci-dessous indique les redevances payables, pour chaque tonne de phosphates exportée, à l'Administration et aux Nauruans ou à leur profit, depuis 1951 :

	1951-1952	1952-1953
<i>Redevances payées à l'Administration ou pour son compte:</i>		
Pour couvrir les dépenses ordinaires de l'Administration .....	1s.	-
Pour rembourser l'avance faite au titre de la reconstruction .....	9d.	10 1/2d.
Pour rembourser l'avance faite au titre du programme de logement des autochtones .....	9d.	9d.
	2s. 6d.	1s. 7 1/2d.
	1951-1952	1952-1953
<i>Redevances payées aux Nauruans ou pour leur compte:</i>		
Au propriétaire du terrain d'où la tonne de phosphates a été extraite .....	6d.	6d.
Au Nauruan Landowners' Royalty Trust Fund, pour être investies au profit des propriétaires de terrains .....	2d.	2d.
Au Nauruan Royalty Trust Fund pour le bénéfice des Nauruans ..	3d.	3d.
Au Nauruan Community Long-Term Investment Fund .....	5d.	5d.
	1s. 4d.	1s. 4d.
TOTAL DES REDEVANCES	3s. 10d.	2s. 11 1/2d.

Dans le passé, la plus grande partie des dépenses de l'Administration était couverte par le produit de la redevance de 1 shilling que les Phosphate Commissioners payaient pour couvrir les dépenses administratives ordinaires et par le produit des droits de douane et d'autres taxes. En outre, les Phosphate Commissioners avaient accepté en 1946-1947 d'avancer à l'Administration des fonds destinés à couvrir les dépenses afférentes à la reconstruction et au relèvement et le coût du programme de logement de Nauru.

L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa douzième session qu'à partir du 1er juillet 1952 les British Phosphate Commissioners verseraient à l'Administration de Nauru un montant qui couvrirait, dans la mesure où les autres recettes ne suffiraient pas à le couvrir, l'ensemble des dépenses et des frais annuels prévus par l'Administration, en remplacement de la redevance de 1 shilling par tonne de phosphates exportée et du paiement forfaitaire effectué au titre des droits de douane. En 1952-1953, la somme versée à l'Administration conformément à cette disposition a été de 133.789 livres. En outre, une somme de 13.570 livres provenant de la redevance de 1 shilling sur les phosphates exportés au cours des trois mois qui ont précédé le 1er juillet 1952 a été versée à l'Administration.

Le montant fixé pour l'avance faite au titre de la reconstruction, qui était de 200.000 livres en 1946-1947 a été porté par la suite à 350.000 livres. Compte tenu de la somme de 25.000 livres versée à l'Administration au cours de l'exercice considéré, le montant total des versements s'est élevé à 350.000 livres.

Les recettes de l'Administration qui se sont élevées en 1952-1953 à 188.408 livres au total, contre 155.414 livres en 1951-1952, se répartissent comme suit (en livres) :

	1951-1952	1952-1953
Redevance de 1s. par tonne de phosphates exportée .....	50.660	13.570
Paiement forfaitaire effectué par les Phosphate Commissioners au titre des droits de douane et d'autres taxes administratives .....	27.000	-
Avance au titre de la reconstruction .....	65.000	25.000
Autres recettes .....	12.754	16.049
Paiement effectué par les Phosphate Commissioners pour couvrir les dépenses administratives, y compris les versements effectués au titre des droits de douane et d'autres taxes .....	-	133.789
	155.414	188.408

Les dépenses ordinaires d'administration et les dépenses afférentes à la reconstruction se sont élevées au total à 179.423 livres au cours de l'année, contre 146.742 livres en 1951-1952.

Les dépenses afférentes à l'enseignement indigène et une partie des dépenses de l'administration indigène sont financées par le Nauru Royalty Trust Fund. Au cours de l'année considérée, les dépenses imputables sur ce fonds se sont élevées à 25.062 livres, soit un montant supérieur de 859 livres au solde créditeur du fonds majoré des 14.449 livres qui y ont été versées. A l'avenir, les dépenses afférentes à l'enseignement à Nauru seront imputées au budget de l'Administration au lieu d'être financées par des prélèvements sur le Trust Fund.

Outre les redevances qu'ils paient aux propriétaires fonciers, les Phosphate Commissioners leur versent une somme forfaitaire de 45 livres par acre (40,5 ares) de terres à phosphates prises à bail et un loyer annuel de 4 livres 10 shillings par acre pour tous terrains ne renfermant pas de gisements de phosphates.

On a créé le Nauruans Landowners' Royalty Trust Fund et le Nauruan Community Long-Term Investment Fund pour le bénéfice des Nauruans dans l'avenir. Le premier de ces fonds, alimenté par la redevance de 2 pence par tonne de phosphates, avait à son crédit un montant de 147.976 livres en juin 1953 et le second, alimenté par une redevance de 5 pence par tonne, s'élevait à 80.960 livres.

Lorsqu'à sa huitième session le Conseil a demandé à l'Administration d'examiner la possibilité d'accroître encore les redevances, l'Autorité administrante a répondu que le taux des redevances était révisé de temps en temps mais elle a fait observer qu'il était fixé non en fonction du prix des phosphates exportés mais en fonction des besoins financiers actuels et futurs des habitants de Nauru.

La Mission de visite de 1953 a reçu diverses requêtes des Nauruans concernant les redevances et l'Autorité administrante lui a fait savoir que, du point de vue légal, il était douteux que les Commissioners fussent tenus de verser une somme dépassant le total des dépenses

administratives du Territoire. Cependant, les montants qu'ils versaient étaient supérieurs à cette somme et ils avaient accepté d'examiner la possibilité d'augmenter les redevances. La Mission a jugé qu'une requête qu'elle avait reçue et dont les auteurs demandaient l'augmentation du taux des redevances proportionnellement à l'augmentation du coût de la vie était en principe légitime mais elle a estimé ne pas être en mesure de déterminer si le coût de la vie avait réellement augmenté depuis la dernière révision du taux des redevances. La Mission a estimé que le premier devoir de l'industrie des phosphates était de veiller au bien-être futur des Nauruans et qu'il y aurait lieu d'envisager à bref délai la constitution d'un fonds destiné à financer la réinstallation de Nauruans, soit individuellement, soit en groupes, en dehors de l'île, dans le cadre du plan de réinstallation progressive qu'elle avait suggéré. La Mission a craint en effet que le Nauruan Community Long-Term Investment Fund actuel ne suffise pas à assurer la réalisation de ce plan.

A sa douzième session, le Conseil avait exprimé l'espoir que le nouvel accord financier passé entre l'Autorité administrante et les British Phosphate Commissioners figurerait dans le prochain rapport annuel.

Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante a déclaré qu'aux termes du nouvel accord toutes les dépenses administratives non couvertes par des recettes seraient financées par le produit des ventes de phosphates. Antérieurement, ces dépenses étaient couvertes par le produit d'une redevance sur les phosphates dont il fallait augmenter le taux à mesure que les dépenses administratives s'accroissaient. Etant donné que ces dépenses variaient d'année en année et n'avaient pas de rapport avec la quantité de phosphates exportés, on a jugé que la fixation d'une redevance n'était pas une bonne méthode pour l'établissement du montant de la contribution que devaient verser les Commissioners. Le versement d'une redevance fixe entraînait généralement soit le paiement de sommes plus importantes qu'il n'était nécessaire, soit un déficit qui exigeait des accords spéciaux. D'après le nouvel accord, l'Administrateur établit à présent le budget avant l'ouverture de chaque exercice. Après approbation par le Ministre des Territoires, le budget est communiqué aux British Phosphate Commissioners qui paient le montant requis par versements trimestriels. En 1953-1954, un accord a été conclu pour la constitution d'un fonds de réserve de 30.000 livres qui serait retenu par les Commissioners et qui servirait à couvrir les dépenses imprévues non inscrites au budget.

#### RÉGIME FONCIER

Nauru a une superficie de 5.263 acres, dont 4.110 sont constitués par des terres phosphatiques. A l'exception de 110 acres appartenant à l'Administration, de 5 acres appartenant aux missions et de 2 acres appartenant aux British Phosphate Commissioners, toutes les terres appartiennent aux Nauruans. Lorsque l'industrie des phosphates a besoin de terres, les British Phosphate Commissioners les louent aux propriétaires fonciers nauruans conformément aux dispositions prévues par la *Lands' Ordinance* de 1921-1951. Une somme forfaitaire de 45 livres par acre est versée pour les terres phosphatiques et une redevance de 1 shilling 4 pence pour chaque tonne exportée. Pour les terres non phosphatiques, le loyer annuel est de 4 livres 10 shillings par acre. L'Administrateur peut fixer des taux spéciaux lorsqu'il juge que cette somme n'est pas équitable. Le

loyer des terres prises à bail pour un temps déterminé a été fixé en 1951 à 9 livres par acre. Les taux susmentionnés relatifs aux terres non phosphatiques s'appliquent également aux terres prises à bail par l'Administration.

Les British Phosphate Commissioners ont pris à bail 1.218 acres de terres phosphatiques et 139,492 acres de terres non phosphatiques. L'Administration a loué 55,414 acres de terres non phosphatiques et détient une superficie supplémentaire de 96 acres 3 roods et 5 perches, qu'elle a acquise en 1952 afin d'étendre l'aérodrome pour le rendre conforme aux normes internationales.

#### Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

##### INDUSTRIE DES PHOSPHATES; FINANCES PUBLIQUES; REDEVANCES SUR LES PHOSPHATES

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation avait écouté attentivement les arguments présentés en faveur de la publication d'une comptabilité spéciale par les British Phosphate Commissioners. Cependant, la délégation du Royaume-Uni estimait que les arrangements actuels permettaient le mieux de concilier la liberté d'action commerciale dont la Commission devait jouir avec la présentation de renseignements suffisants pour permettre au Conseil de tutelle de déterminer dans quelle mesure l'Autorité administrante respectait les obligations qui lui incombait en vertu de l'Accord de tutelle.

Le représentant de la Chine a constaté que le Conseil de gouvernement local n'avait pas demandé une augmentation des redevances sur les phosphates, mais avait demandé, en premier lieu, que les British Phosphate Commissioners établissent une comptabilité spéciale pour Nauru. Cette demande était raisonnable et, pour sa part, l'Administration pourrait se préoccuper de la situation et s'efforcer de vaincre les difficultés soulevées par la présentation d'une comptabilité spéciale.

Le représentant du Salvador a exprimé l'espoir que, devant l'augmentation du coût de la vie, on étudierait favorablement l'augmentation des redevances à payer aux Nauruans.

Le représentant de la Syrie a déclaré que, puisque le prix de vente des phosphates n'avait aucun effet, direct ou indirect, sur le montant des paiements faits aux Nauruans ou à l'Administration, et que les phosphates étaient vendus au prix de revient, il y avait de bonnes raisons d'étudier à nouveau la question des paiements effectués par l'industrie du phosphate dans l'intérêt du progrès du Territoire. En outre, certains accords conclus dans des circonstances défavorables à la population Nauruane ne pouvaient lier définitivement les autochtones et il était temps de les reviser afin de les rendre plus justes et plus équitables. Cette nécessité était d'autant plus impérieuse que l'avenir des Nauruans était incertain; en effet, rien ne leur garantissait un avenir encourageant s'ils ne possédaient pas les crédits nécessaires à leur réinstallation. Le montant des sommes versées au Nauruan Community Long Term Investment Fund montrait clairement à quel point cette faible redevance était insuffisante pour répondre à son objet.



Le représentant de l'Inde a fait remarquer que l'accord relatif à la British Phosphate Commission n'était ni un document de la Société des Nations ni un document de l'Organisation des Nations Unies, mais un accord conclu entre les trois Autorités administrantes. Un jour viendrait où l'Organisation des Nations Unies devrait examiner la nature de l'accord pour déterminer s'il s'agissait d'un contrat ou d'un engagement conclu par les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande avec l'Organisation des Nations Unies, ou avec une autre partie, et dans quelle mesure cet accord était conforme aux dispositions de l'Accord de tutelle. Les articles 6, 9, 10, 11 et 12 de l'Accord de tutelle s'appliquaient dans la mesure où ils servaient à déterminer à qui l'île de Nauru appartenait, si elle appartenait à sa population, quelle était la position de l'Organisation des Nations Unies en la matière et dans quelle mesure cette dernière pouvait appliquer l'Article 76 de la Charte en ce qui concernait Nauru. L'Organisation des Nations Unies devait étudier les principes mêmes sur lesquels reposait l'accord relatif aux phosphates afin de déterminer si l'Autorité administrante pouvait, par un accord de caractère interne, s'attribuer légalement la propriété de l'île. En réalité, les Commissaires s'étaient entendus pour exploiter les ressources de Nauru au profit de leurs pays respectifs et de leurs compatriotes.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'extraction des phosphates par l'intermédiaire de l'entreprise d'Etat était la principale activité et la principale préoccupation de l'Autorité administrante. Les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande avaient conclu un accord, asservissant ainsi le petit peuple de Nauru, et exploitant la seule ressource naturelle du Territoire. La société des British Phosphate Commissioners avait le caractère d'un monopole; elle exportait les phosphates à un rythme accéléré et réalisait d'énormes bénéfices.

Comme le représentant de l'Inde l'avait dit fort justement, l'accord conclu en 1919 par les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande était contraire aux dispositions de la Charte et aux buts du régime international de tutelle. Depuis la découverte des gisements de phosphates, environ 60 millions de livres sterling de phosphates avaient été exportés. A l'heure actuelle, le produit de l'exploitation s'élevait à environ 1 million de livres sterling par an. Cette exploitation épuiserait les gisements en quelques dizaines d'années.

Or, cette question ne préoccupait nullement l'Autorité administrante qui estimait que la population de Nauru devait être réinstallée ailleurs, afin de ne pas entraver l'exploitation inconsidérée des ressources du Territoire. Si l'on comparait les prix payés par l'Autorité administrante avec les prix payés ailleurs, on constatait que les phosphates de Nauru étaient vendus à un prix inférieur d'au moins 2 dollars par tonne au prix normal. Si l'on tenait compte aussi du fait que les phosphates extraits du Territoire sous tutelle étaient d'une qualité deux fois supérieure à celle des phosphates extraits d'autres régions du monde, il était évident qu'en fixant ces prix de monopole, l'Autorité administrante avait pu détourner 4 millions de dollars par an, aux dépens de la population autochtone.

Par surcroît, la population autochtone ne recevait qu'un infime pourcentage des prix peu élevés qui étaient fixés pour les phosphates. D'après le rapport annuel,

le total des ressources s'élevait approximativement à 90 millions de tonnes. La valeur totale des phosphates était donc d'environ 145 millions de livres sterling. Si l'on tenait compte du fait que la population autochtone de l'île avait plus de 4.000 acres de terre à phosphates, on constatait que les Nauruans ne recevraient à ce titre qu'environ 6 millions de livres sterling, soit environ 4 pour 100 de la valeur totale des phosphates.

Aussi, la délégation de l'Union soviétique estimait-elle qu'en exploitant les gisements de phosphates et en faisant de l'île un désert, l'Autorité administrante se désintéressait de l'avenir des Nauruans. Il était évident qu'une telle politique ne donnait à la population nauruane aucune sécurité pour l'avenir.

La puissance des Phosphate Commissioners était manifeste, non seulement dans le domaine économique mais dans le domaine politique et dans d'autres domaines. A ce propos, on pouvait constater que le représentant spécial n'était pas en mesure de fournir au Conseil une situation financière des opérations des Commissioners. Les Commissioners avaient maintenant des pouvoirs si étendus que, dans l'avenir, les dépenses du Territoire seraient couvertes par des versements qu'ils effectueraient directement. Ainsi, l'Administration du Territoire était entièrement sous le contrôle des Phosphate Commissioners.

En vertu des lois imposées à la population, les Phosphate Commissioners avaient le droit d'aliéner des terres autochtones, de louer des terres à phosphates et de les exploiter autant qu'ils le voulaient. Ils ne payaient que 45 livres par acre de terre et une redevance de 1 shilling 4 pence par tonne de phosphates. L'Administrateur était habilité à déterminer quelles terres devaient être classées parmi les terres à phosphates aux fins de l'ordonnance. L'ordonnance prévoyait que les commissaires pouvaient s'ils le jugeaient utile, louer toute terre à phosphates et abattre tous les arbres qui s'y trouvaient. Il était évident que des dispositions de ce genre permettaient à l'Autorité administrante d'aliéner les terres de la population autochtone et de les transférer aux Phosphate Commissioners.

L'Autorité administrante devait donc reviser les accords actuels conclus avec les Phosphate Commissioners ainsi que la législation appliquée dans le Territoire, afin de fixer des prix et des redevances équitables dans l'intérêt des Nauruans et afin de protéger les droits économiques et, avant tout, les droits de propriété foncière de la population autochtone, et elle devait interdire l'aliénation de terres appartenant aux autochtones.

En réponse au représentant de l'Inde, le représentant de l'Autorité administrante a fait observer que les droits des British Phosphate Commissioners avaient été octroyés avant l'institution du régime des mandats et du régime de tutelle. Le paragraphe 1 de l'Article 80 de la Charte protégeait expressément ces droits. Toutefois, les droits des Nauruans avaient eux aussi été protégés: notamment, les autochtones avaient reçu des écoles, des logements, des emplois, des services médicaux et avaient été associés à la gestion de leurs propres affaires en vertu d'un plan de formation destiné à les préparer pour le moment où ils deviendraient entièrement autonomes.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'état des opérations financières des British Phosphate Commissioners, qui couvraient les opérations de toute la société, ne pouvait être exposé en

détail et d'une manière précise en ce qui concerne le Territoire de Nauru considéré isolément, et que ces renseignements détaillés n'étaient pas indispensables pour que le Conseil s'acquitte efficacement de ses fonctions. Le Conseil a été informé de la quantité de phosphates extraite, de sa destination et de sa valeur, ainsi que des conditions d'emploi de la main-d'œuvre. En ce qui concerne le prix payé pour les phosphates, le représentant spécial a précisé que ce prix dépendait du prix de revient, dont les grands avantages accordés aux Nauruans étaient un élément; il a indiqué que le prix des phosphates n'était pas coté sur le marché mondial. Il était donc difficile de fixer des normes et probablement vain de chercher à faire des comparaisons.

On n'obtenait pas une idée exacte des faits en transcrivant en dollars et en cents les prix de revient et de vente en vigueur à Nauru; en effet, la monnaie locale était la livre australienne et chacun savait que le cours du change officiel ne traduisait pas exactement les écarts de prix de revient et de niveaux de vie. La délégation australienne était d'avis que le Conseil devait juger d'après les résultats et éviter de se perdre dans des détails sans rapport avec la question.

De plus, la délégation australienne n'était pas sûre que le fait de connaître les détails demandés favoriserait une gestion satisfaisante des opérations des Phosphate Commissioners. Le Conseil ne dirigeait pas les opérations des administrations; il devait bien moins encore chercher à s'ériger en conseil d'administration d'une entreprise commerciale. Puisqu'il cherchait à satisfaire les intérêts des Nauruans, le Conseil ferait bien de réfléchir avant de chercher à s'occuper du fonctionnement d'une entreprise très bien organisée, qui procurait de nombreux avantages aux Nauruans.

Il s'agissait surtout de savoir si le peuple nauruan tirait au moins raisonnablement profit de l'exploitation des ressources de l'île et, accessoirement, si le Conseil recevait des renseignements suffisants pour s'acquitter consciencieusement de sa mission. La délégation australienne estimait qu'il fallait répondre par l'affirmative, et qu'en cherchant à connaître plus de détails sur les opérations d'une entreprise commerciale, on n'obtiendrait aucun résultat utile, et l'on s'engagerait dans une voie qui ne convenait pas à un organisme international. Les nombreux et importants avantages que l'industrie des phosphates apportait aux Nauruans permettaient à l'Autorité administrante de réfuter les allégations de ceux qui, dans leurs questions avaient pu laisser entendre qu'elle exploitait ou volait les Nauruans. Le Conseil avait été parfaitement renseigné par le rapport de la Mission de visite sur les redevances payées par les British Phosphate Commissioners. Les ressources en phosphates n'auraient jamais été exploitées par les Nauruans et il était manifeste que ceux-ci ne possédaient ni les capitaux, ni la technique, ni l'organisation indispensables à l'exploitation des gisements.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer que les British Phosphate Commissioners et l'Administration effectuaient volontairement le paiement des redevances aux Nauruans. Les Gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni, auxquels on avait confié la tutelle, ont estimé que l'équité voulait que la population nauruane tirât normalement profit de la vente des ressources de l'île, bien qu'elle ne fût pas capable elle-même d'extraire et d'écouler les phosphates sur le marché. Le montant total des bénéfices atteignait maintenant quelque 660.000 livres sterling et s'accumulait au profit

des habitants de l'île à raison de 70.000 à plus de 100.000 livres sterling par an sous forme de redevances, abstraction faite des salaires perçus au service de l'Administration et des British Phosphate Commissioners, et des services fournis en matière de santé publique, d'enseignement et de logement, par exemple. Un fonds de réinstallation de la population nauruane, le Nauruan Community Long-Term Investment Fund, était déjà créé et des crédits suffisants seraient disponibles pour la réinstallation des autochtones au moment où l'on prendrait une décision à ce sujet.

#### RÉGIME FONCIER

Le représentant de la France a été heureux d'apprendre que les demandes des habitants concernant l'installation du nouvel aéroport avaient reçu satisfaction.

### IV. — PROGRES SOCIAL

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La politique déclarée de l'Autorité administrante est l'amélioration du niveau de vie des autochtones. Les services sociaux assurent la gratuité des soins médicaux et hospitaliers et de l'enseignement; l'Autorité administrante déclare qu'elle n'a pas jugé nécessaire d'édicter une législation spéciale en ce qui concerne les services sociaux.

Les collectivités d'immigrants employés par les British Phosphate Commissioners ou par l'Administration sont établies dans des régions déterminées et ces immigrants, comme les Nauruans, ne peuvent se déplacer librement la nuit. Un système de laissez-passer permet aux personnes ayant des raisons valables de quitter leur quartier pendant les heures de couvre-feu. L'Autorité administrante estime que ces mesures restrictives, qui sont approuvées par les Nauruans, sont dans l'intérêt de ces communautés.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil rappelle qu'il a antérieurement recommandé à l'Autorité administrante d'étudier la possibilité de modifier les dispositions de la Movement of Natives Ordinance en vue d'abolir les restrictions imposées à la circulation nocturne des autochtones et des travailleurs migrants. A cet égard, il prend acte de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle les Nauruans souhaitent que les restrictions aux mouvements soient maintenues, l'Autorité administrante estimant de son côté que ces restrictions sont nécessaires et de nature à servir les intérêts du Territoire, compte tenu des conditions sociales particulières dues à la présence d'un grand nombre de travailleurs migrants temporaires. Le Conseil recommande que l'Autorité administrante continue à interpréter d'une manière libérale les dispositions de l'ordonnance en vigueur afin d'en arriver à l'abroger dans des délais raisonnables.*

##### CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS CHINOIS

En 1951-1952, les femmes et les enfants des ouvriers chinois ont été admis dans le Territoire. La femme d'un travailleur et deux enfants au plus, âgés de moins de 12 ans, peuvent être autorisés à résider à Nauru pour une période d'une année et leur permis peut être renouvelé annuellement jusqu'à une durée totale maxi-

mun de trois années. A l'expiration du permis, tous les membres de la famille doivent quitter Nauru.

En octobre 1952, douze familles sont arrivées à Nauru. A sa douzième session, le Conseil avait pris acte avec satisfaction des mesures adoptées par l'Autorité administrante pour permettre aux travailleurs chinois de faire venir leurs familles dans le Territoire sous certaines conditions et avait prié l'Autorité administrante de lui fournir périodiquement des renseignements complets touchant l'application de ce programme.

Dans son rapport annuel pour 1953, l'Autorité administrante a déclaré que des dispositions avaient été prises pour qu'un plus grand nombre de familles pussent se rendre à Nauru en octobre 1953. Le représentant de l'Autorité administrante a fait connaître au Conseil à sa quatorzième session que 18 nouvelles familles étaient arrivées depuis le 30 juin 1953.

#### MAIN-D'ŒUVRE

L'Administration et les British Phosphate Commissioners sont les principaux employeurs. La population autochtone étant trop faible pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à l'industrie des phosphates, on recrute des Chinois venus de Hong-kong et des habitants des îles Gilbert et Ellice.

Au 30 juin 1953, les employés se répartissaient comme suit, par employeur :

	Européens	Chinois	Nauruans	Habitants des îles Gilbert et Ellice	Totaux
Administration .....	16	30	288	18	352
Industrie des phosphates .....	101	450	144	505	1200
Nauru Cooperative...	—	—	38	—	38
Divers .....	5	—	29	—	34
TOTAUX	122	480	499	523	1624

Au cours de l'année, le nombre des travailleurs chinois a diminué, passant de 747 à 480. Celui des ouvriers nauruans est passé de 491 à 499 et celui des habitants des îles Gilbert et Ellice de 458 à 523.

L'Administration engage les travailleurs autochtones à titre permanent ou temporaire selon leurs capacités et le type de travail à accomplir, et les British Phosphate Commissioners les engagent à titre de travailleurs temporaires. C'est le *Native Affairs Office* qui s'occupe de leur placement. Les travailleurs chinois sont employés sous contrat d'un an. Les contrats contiennent des dispositions relatives au salaire et au taux de rémunération des heures supplémentaires, aux heures de travail, aux congés, aux transports gratuits, aux logements gratuits et aux rations alimentaires journalières, à l'habillement, aux maladies et aux soins médicaux, et aux indemnités en cas de blessures ou de décès. Les contrats doivent être signés en présence de l'Administrateur et approuvés par lui, et la responsabilité lui incombe de s'assurer que les conditions en sont équitables et raisonnables pour le futur employé. Les travailleurs originaires des îles Gilbert et Ellice sont recrutés et employés dans des conditions analogues à celles qui sont appliquées pour les Chinois.

A la suite d'une enquête sur le coût de la vie pour les Nauruans, le salaire minimum d'un ouvrier nauruan adulte du sexe masculin, employé par l'Administration, a été porté de 126 livres par an plus 7 shillings 6 pence par mois pour chaque personne à charge à 191 livres

par an plus 7 shillings 6 pence par mois pour chaque enfant à charge, à dater du 1er juillet 1952.

A la suite de l'augmentation générale du taux de base des salaires payés aux employés nauruans pendant l'année considérée, les salaires minimum et maximum ont été portés à 191 livres et 299 livres respectivement, pour les agents de police et les employés de bureau ; à 215 livres et 251 livres pour les commerçants, les instituteurs, les infirmiers, les magasiniers, les électriciens et les mécaniciens ; à 227 livres et 299 livres pour les directeurs d'école, les dessinateurs de première catégorie et les contremaîtres charpentiers. Les rémunérations d'autres personnes occupant des postes impliquant une compétence et une responsabilité plus grandes ont été portées à 311 livres pour les télégraphistes et jusqu'à 812 livres pour l'inspecteur des écoles nauruans. La rémunération du *Native Affairs Officer* (836 livres) est demeurée la même que l'année dernière. A sa quatorzième session, le Conseil a été informé que l'Administration avait examiné les postes occupés par les Nauruans qu'elle employait et que le 22 juillet 1954, elle avait approuvé un nouveau tarif prenant effet à partir du 15 mai 1953. Le salaire annuel de base a été porté à 236 livres et 10 shillings ; les allocations familiales pour chaque enfant âgé de moins de 16 ans ont été portées à 10 shillings par semaine et les indemnités de spécialisations ont été augmentées de façon appréciable. Le salaire annuel minimum pour les femmes adultes a été porté à 165 livres et 10 shillings et les salaires des enfants ont été augmentés proportionnellement.

A la douzième session du Conseil, le représentant de l'Autorité administrante avait déclaré que le salaire des travailleurs nauruans employés par les British Phosphate Commissioners avait été augmenté à la date du 14 avril 1953 et était passé de 8 shillings 8 pence à 12 shillings par jour, soit 175 livres par an, rémunération à laquelle venait s'ajouter le repas de midi qui représentait environ 40 livres par an. En outre, une allocation de 7 shillings 6 pence par mois était versée pour chaque enfant à charge.

#### TRAVAUX PUBLICS

Toutes les maisons de Nauru ont été détruites au cours de la dernière guerre et on a institué le Nauruan Housing Scheme (Programme de logement de Nauru) afin de les reconstruire. Les British Phosphate Commissioners se sont engagés à faire construire 350 maisons de type européen ; au 30 juin 1953, 299 de ces maisons étaient terminées et 9 autres étaient en construction. Les maisons construites étaient habitées par 1.234 Nauruans. Parmi les autres travaux publics réalisés par l'Administration au cours de l'année, on peut citer un bâtiment à usage de bureaux, destiné à servir de siège à l'Administration, deux maisons d'habitation pour le personnel, des annexes au bâtiment du dispensaire contre la tuberculose, une prison, une station de radio et quelques autres installations. A sa quatorzième session, le Conseil a été informé qu'en application du programme de logement de Nauru, 311 maisons avaient été terminées depuis juin 1953 et que 43 maisons en construction seraient terminées à la fin de 1954.

#### SANTÉ PUBLIQUE

Le Département de la santé du Territoire entretient un hôpital général, une léproserie et un hôpital pour tuberculeux. Au cours de l'année, on a également créé

une Banque du sang et on a ouvert à l'hôpital de l'Administration de Nauru une clinique prénatale où peuvent venir toutes les femmes de Nauru. Il existe des centres de consultation maternels et infantiles dans la plupart des districts. Le personnel médical comprend 22 Nauruans, un médecin européen et deux infirmières. Les dépenses consacrées à la santé publique en 1953 se sont élevées à 17.981 livres, contre 18.070 en 1952.

Les British Phosphate Commissioners entretiennent également deux hôpitaux généraux, l'un pour les Européens et l'autre pour les Chinois et les Gilbertais.

L'Administration se propose de faire construire en 1954 un hôpital général de 25 lits, destiné aux Nauruans. L'approbation a été donnée pour la création d'un poste de dentiste; les membres de toutes les sections de la collectivité pourront s'adresser à ce spécialiste et l'on prévoit qu'il sera nommé dans un proche avenir.

Afin de dépister les cas de tuberculose, on a procédé au cours de l'année à l'examen de toute la population nauruane et toutes les personnes dont la réaction a été négative ont été vaccinées; on a également procédé à un traitement intensif contre la filariose et l'on a fait subir un nouvel examen aux personnes précédemment traitées.

L'hôpital de l'Administration permet la formation d'infirmières et 6 jeunes Nauruans étaient en stage de formation en 1953. On forme également du personnel à d'autres fonctions médicales.

A la fin de l'année, 5 étudiants nauruans suivaient à l'Ecole centrale de médecine des îles Fidji des cours de formation en matière de soins médicaux, dentaires ou infirmiers. Quatre autres étudiants poursuivaient des études analogues en Australie.

### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

#### **CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES**

Le représentant de la Chine a déclaré que quelles que fussent les opinions des autochtones sur la question, il appartenait à l'Administration de leur expliquer que des restrictions du genre de celles qui s'appliquent à la liberté de mouvement étaient incompatibles avec les droits de l'homme et avec les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Il a prié l'Administration de se reporter à nouveau aux résolutions du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale en vue de reviser la législation et les pratiques en vigueur lorsque la discrimination s'y manifestait.

Le représentant d'Haïti a déclaré que sa délégation n'était pas satisfaite de l'état de choses actuel en ce qui concernait la liberté de mouvement. Les intéressés frappés par l'interdiction de circuler après une certaine heure de la nuit étaient privés de droits inhérents à la personne humaine par le fait de l'inconduite de certains éléments qu'il ne devait pas être impossible à une autorité vigilante de connaître et de punir.

Le représentant du Salvador a déclaré que, dans un territoire où les femmes jouissaient de droits politiques et dont l'administration s'était distinguée par sa brillante collaboration et par son enthousiasme constant pour le progrès, il était regrettable que l'œuvre de cette administration fit l'objet de critiques et n'apparût pas dans tout son éclat du fait que les pouvoirs publics voulaient maintenir en vigueur l'ordonnance relative à la liberté de mouvement. Le représentant du Salvador a exprimé l'espoir que l'Administration ferait bientôt savoir qu'elle

avait complètement supprimé les restrictions actuellement appliquées aux Chinois et aux Nauruans.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante appliquait une politique de discrimination et de ségrégation raciales, tout en faisant des déclarations hypocrites sur la prétendue protection de la population autochtone. D'après la Mission de visite, cette ségrégation se fondait, dans une certaine mesure, sur la législation et était conforme au règlement relatif aux mouvements des autochtones et des travailleurs chinois. La Mission de visite avait rappelé qu'à sa cinquième session, le Conseil de tutelle avait formulé des objections au sujet de ces restrictions, mais rien n'avait été fait pour modifier la situation, et soixante-six personnes avaient fait l'objet de sanctions pour violation de ces dispositions discriminatoires au cours de l'année considérée.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante, prenant note des observations formulées au sujet du maintien des restrictions à la liberté de mouvement, a précisé que le peuple nauruan souhaitait le maintien de ces restrictions. Le Gouvernement australien considérait, d'accord avec la population de l'île, qu'étant donné les circonstances particulières qui existaient dans le Territoire, où une grande partie de la population était constituée par des immigrants temporaires, ces restrictions étaient nécessaires et servaient au mieux les intérêts du Territoire.

#### **NIVEAU DE VIE**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté qu'en dépit de l'exploitation intensive des ressources naturelles de l'île le niveau de vie de la population autochtone et des travailleurs chinois était très bas. D'après le rapport annuel, la situation des travailleurs chinois était pire que celle des prisonniers. En fait, la ration quotidienne d'un ouvrier chinois revenait à moins de 4 shillings — moins que la ration d'un prisonnier.

Les conditions d'existence des Nauruans et des Chinois étaient bien inférieures à celles des Européens. D'après le rapport annuel, les maisons destinées aux Européens étaient occupées par une ou deux personnes, alors que les habitations nauruans étaient occupées par 8 personnes et que jusqu'à 12 Chinois habitaient parfois la même maison.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il ne parvenait pas à comprendre en quoi l'on pouvait critiquer le fait qu'un prisonnier recevait une ration alimentaire d'une valeur égale à celle d'un ouvrier. Le Gouvernement australien considérait que les prisonniers étaient toujours des êtres humains et ne devaient pas être affamés. Le représentant spécial fait observer que la "pièce unique" dont le représentant de l'URSS avait parlé était, en réalité, un grand dortoir où chacun disposait d'un espace suffisant.

#### **CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS CHINOIS**

Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation avait appris avec intérêt quels projets l'Administration formait pour améliorer les installations des logements destinés aux travailleurs chinois. Toutefois, étant donné que, sur les 131 habitations occupées par des Chinois et par des originaires des îles Gilbert et Ellice, il y en avait 77 qui ne comptaient qu'une pièce commune occupée par 4 à 12 personnes, il était difficile de dire que les conditions de vie dans ces habitations étaient satisfaisantes; il fallait remédier immédiatement à une



telle situation. Le représentant de la Chine a constaté avec plaisir que quelques nouvelles familles chinoises avaient été admises dans le Territoire aux conditions que le Conseil connaissait déjà. Il reconnaissait, une fois encore, que la situation s'était améliorée, mais il tenait à inviter à nouveau l'Autorité administrante à étudier la possibilité d'assouplir les restrictions en vigueur dans tous les cas où il serait possible de le faire. De même, il attendait avec intérêt des renseignements complémentaires sur les demandes que d'anciens travailleurs chinois avaient adressées à l'Administration en vue d'être réembauchés dans le Territoire.

En réponse au représentant de la Chine, le représentant spécial de l'Autorité administrante a appelé l'attention du Conseil sur une observation de la Mission de visite, suivant laquelle un grand nombre des difficultés que rencontraient les travailleurs chinois avaient disparu. Il a ajouté que les travailleurs, chinois et autres, venaient à Nauru de leur plein gré, qu'ils savaient parfaitement quelles étaient les conditions de vie entraînées par leur emploi et qu'ils les acceptaient. Le règlement spécial qui les concernait était destiné à protéger la population autochtone.

#### SANTÉ PUBLIQUE

Le représentant de la France a déclaré que sa délégation était heureuse d'apprendre qu'un nouvel hôpital serait achevé à la fin de l'année.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer qu'en matière de santé publique la mortalité infantile était très élevée: 115 pour 1.000 enfants de moins d'un an. Pour une population de 3.400 habitants, le nombre des hospitalisations était de 1.695, soit près de la moitié du chiffre de la population; le nombre total des cas de maladie traités atteignait 24.193. L'effectif du personnel médical avait été ramené de 27 à 25 au cours de l'année considérée.

Le représentant de l'Union soviétique a été d'avis qu'il convenait d'augmenter les crédits destinés à la santé publique.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que la mortalité infantile avait été incontestablement plus forte au cours de l'année considérée qu'au cours des années précédentes. Toutefois, les taux, calculés à partir de chiffres aussi faibles que ceux qui concernaient Nauru devaient être interprétés avec beaucoup de prudence. Le taux de 115 pour 1.000 pour l'année 1952-1953 représentait 12 décès, contre 5 — chiffre normal — pour les autres années.

### V. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

#### Aperçu de la situation et recommandation adoptée par le Conseil de tutelle

Le Département de l'enseignement entretient 5 écoles primaires et une école secondaire nauruans et une école primaire européenne; son personnel comprend un directeur européen de l'enseignement, un directeur des écoles qui est nauruan, 3 maîtres européens et 22 maîtres et stagiaires nauruans, ainsi que 4 maîtres nauruans employés à temps partiel. En 1952-1953, les écoles primaires et secondaires comptaient respectivement 299 et 57 élèves. L'école européenne était fréquentée par 35 élèves. Au cours de cette période, les dépenses afférentes à l'instruction des Nauruans, y compris les dépenses relatives aux études à l'étranger qui se sont élevées à 6.766 livres, ont atteint au total

18.469 livres, contre 11.179 livres l'année précédente. Ces dépenses ont été couvertes par le Nauru Royalty Trust Fund. Les dépenses relatives à l'éducation des Européens sont imputées au budget général de l'Administration.

Outre les écoles de l'Administration, il existe deux écoles qui sont dirigées l'une par la Mission catholique et l'autre par les British Phosphate Commissioners, et qui sont soumises aux dispositions de l'ordonnance de 1921-1951 sur l'instruction obligatoire.

L'Autorité administrante déclare que, depuis 1951, l'enseignement secondaire s'est développé chaque année à mesure que les élèves avançaient dans leurs études. On compte créer en 1954 une quatrième classe dans l'école secondaire et l'on espère qu'un certain nombre des élèves pourront se présenter à l'examen du certificat d'études moyennes. La nouvelle école secondaire comprendra trois salles de classe, un bureau, des annexes pour l'enseignement ménager et le travail du bois et des métaux, et une bibliothèque. Elle pourra recevoir 200 élèves au maximum.

L'Autorité administrante déclare qu'un programme de formation en cours d'emploi pour les instituteurs et les institutrices stagiaires nauruans est en voie d'élaboration. Actuellement, un instructeur européen est chargé de donner des indications et de faire des conférences, une après-midi par semaine, aux instituteurs stagiaires et d'inspecter leurs classes chaque semaine. L'Administration estime que des résultats importants seront obtenus en 1954 grâce à la nomination d'un Européen, directeur des écoles primaires nauruans, qui s'efforcera principalement de relever le niveau de l'enseignement.

A sa quatorzième session, le Conseil a appris que sous l'égide du nouveau Directeur de l'enseignement, l'enseignement avait fait des progrès considérables dans presque tous les domaines. Quatre postes réservés à des maîtres européens, dont certains étaient vacants depuis quelque temps, avaient été pourvus et les effets de ces nominations se faisaient déjà sentir dans l'organisation de l'enseignement à Nauru.

En 1952-1953, le nombre total d'étudiants nauruans qui faisaient leurs études dans les îles Fidji et en Australie était de 36, contre 23 l'année précédente. Les carrières auxquelles ils se destinaient étaient les suivantes: 11 étudiants avaient choisi l'enseignement, 9 la médecine et les professions connexes, 5 la comptabilité, 5 n'avaient pas encore pris de décision, 3 voulaient devenir missionnaires, l'un d'eux étudiait la sténographie, un autre les affaires indigènes et un autre la mécanique. Le Nauru Royalty Trust Fund accordait une aide financière à 15 de ces étudiants, contre 17 l'année précédente.

Le Conseil de gouvernement local de Nauru a exprimé à la Mission de visite de 1953 son mécontentement au sujet de la façon dont l'Administration s'occupait de l'enseignement à Nauru. Dans une pétition où il exprimait un certain scepticisme quant aux résultats obtenus après trente ans d'instruction obligatoire, ce conseil faisait observer qu'un rapport complet sur l'enseignement avait été envoyé à l'Administrateur en juillet 1952, qu'un Comité avait été créé en décembre 1952 pour discuter la question avec l'Administrateur et que certains principes avaient été énoncés d'un commun accord. Il indiquait également qu'il n'éprouvait aucun plaisir à réitérer une déclaration qu'il avait déjà faite à la Mission de visite de 1950. Il estimait que c'était à cause de la lenteur avec laquelle on s'occupait des questions touchant à l'enseignement que l'on ne comptait actuelle-



ment qu'un seul Nauruan occupant un poste important dans l'administration après trente ans d'instruction obligatoire.

La Mission a estimé que les principes exposés dans la pétition du Conseil de gouvernement local de Nauru étaient solidement fondés. Elle a été d'avis que l'Administration devait prendre toutes mesures en son pouvoir pour les mettre en application dans un proche avenir et qu'il convenait d'insister particulièrement sur la formation de maîtres qualifiés, ainsi que sur le développement des programmes de formation professionnelle.

La Mission a estimé qu'en dehors de la nécessité d'améliorer l'instruction en général, il était indispensable d'élaborer un programme de formation, afin de donner aux Nauruans une formation scolaire et professionnelle qui les mît en mesure d'obtenir des emplois et de subvenir de toute autre manière à leurs besoins lorsqu'ils auraient été réinstallés hors de Nauru. Elle a donc estimé qu'il était essentiel de former des étudiants à l'étranger, mais en ne les préparant pas uniquement aux métiers qui semblaient particulièrement utiles dans le Territoire.

A sa douzième session, le Conseil de tutelle avait pris acte avec satisfaction du nombre croissant d'étudiants nauruans qui suivaient des cours à l'étranger et il avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante poursuivrait ses efforts dans ce domaine, afin de fournir au plus grand nombre possible de Nauruans l'occasion d'acquiescer une formation à l'étranger.

Dans sa réponse, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle avait pleinement conscience de la nécessité de fournir aux Nauruans une éducation supérieure et que le nombre des élèves qui faisaient des études à l'étranger avait augmenté de treize au cours de l'année considérée. Elle a signalé que le système de bourses continuerait de fonctionner et qu'une aide serait accordée aux étudiants privés qui étudiaient à l'étranger, mais que certaines modifications pourraient être apportées à ce système puisque l'enseignement secondaire était maintenant donné à Nauru jusqu'au niveau du certificat d'études moyennes.

A sa quatorzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil prend acte des progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement au cours de l'année étudiée et accueille avec satisfaction la création d'un comité consultatif de l'enseignement qu'il considère comme une mesure judicieuse dans le cadre de la coordination des programmes scolaires. Le Conseil estime toutefois qu'il convient de réviser les programmes scolaires actuels, particulièrement le programme d'enseignement supérieur à Nauru et à l'étranger, afin de pouvoir déterminer s'ils comprendront des dispositions visant la formation académique et professionnelle dont les Nauruans pourront avoir besoin dans la nouvelle situation où ils pourront se trouver s'ils sont réinstallés hors du Territoire.*

#### **Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions**

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation avait été particulièrement intéressée par les

mesures éducatives décrites dans le rapport et par les observations de l'UNESCO. L'augmentation des crédits destinés à l'enseignement, le programme de formation, la nomination d'un Européen au poste de directeur des écoles primaires et l'accroissement du nombre des Nauruans qui poursuivent des études hors du Territoire étaient des résultats fort satisfaisants.

Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation avait particulièrement remarqué les progrès accomplis au cours de l'année considérée dans le domaine de l'enseignement. Il fallait notamment rendre hommage à l'Administration pour la création du Comité consultatif de l'enseignement. C'était une mesure judicieuse qui permettrait de coordonner plus étroitement l'organisation de l'enseignement. Le représentant de la Chine a noté que, dorénavant, tout le budget de l'enseignement serait à la charge de l'Administration et a exprimé l'espoir que les prochains rapports annuels donneraient les chiffres exacts du budget de l'enseignement dans le Territoire.

Le représentant d'Haïti a pris note du progrès réalisé depuis 1951 grâce à l'institution de l'enseignement secondaire; mais il a constaté que cet enseignement ne semblait pas mener à un niveau d'instruction suffisamment élevé, et que l'Autorité administrante avait signalé elle-même que les Nauruans n'étaient pas capables de comprendre certaines finesses de la langue anglaise. Il fallait souhaiter que les Nauruans fussent encouragés à poursuivre leurs études jusqu'à un niveau plus élevé et il convenait de leur fournir toutes les possibilités d'accéder aux études supérieures.

Le représentant du Salvador a pris note avec satisfaction des efforts déployés pour améliorer la formation du personnel enseignant. De même, il a rendu hommage à l'Administration pour l'intérêt qu'elle a montré en faisant construire des écoles et en organisant des cours de formation. Il a exprimé l'espoir que l'Administration ferait des efforts analogues pour favoriser la formation professionnelle et l'enseignement supérieur.

Le représentant de la Syrie a déclaré que, hormis le fait général qu'il était impossible de donner aux Nauruans une instruction convenable et utile tant que leur avenir demeurerait incertain, les résultats obtenus dans le domaine de l'enseignement semblaient satisfaisants. Il a estimé, néanmoins, qu'il convenait d'augmenter les crédits affectés à l'enseignement.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé qu'il y avait lieu d'augmenter les crédits affectés à l'enseignement.

Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré, en réponse au représentant de la Chine, que les crédits affectés à l'enseignement en vertu du nouveau système qui prévoyait leur inscription au budget ordinaire de l'Administration seraient dorénavant indiqués; il a donné au représentant d'Haïti l'assurance que l'Autorité administrante prendrait des dispositions pour donner aux Nauruans un enseignement secondaire complet, soit à Nauru, soit en Australie.

## Troisième partie

# ACCESSION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE

### I. — GENERALITES

Dans le paragraphe 2 de sa résolution 558 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale a invité chaque Autorité chargée de l'administration d'un Territoire sous tutelle autre que la Somalie sous administration italienne à faire figurer dans chaque rapport annuel des renseignements relatifs :

a) Aux mesures prises ou envisagées, qui ont pour but de conduire le Territoire sous tutelle, dans le laps de temps le plus court possible, au stade de l'autonomie ou de l'indépendance ;

b) A la manière dont, à cet égard, on tient compte des conditions particulières à chaque Territoire et à ses populations, ainsi que de leurs aspirations librement exprimées ;

c) Au caractère approprié des dispositions des Accords de tutelle en vigueur en ce qui concerne les divers facteurs mentionnés ci-dessus ;

d) A l'évaluation approximative du délai qui lui paraît nécessaire, dans les circonstances existantes, pour mener à bien une ou plusieurs des diverses mesures destinées à créer des conditions préalables qui permettraient aux Territoires sous tutelle d'atteindre l'objectif d'autonomie ou d'indépendance ;

e) Au laps de temps dans lequel on escompte que le Territoire sous tutelle atteindra l'objectif d'autonomie ou d'indépendance.

Dans le paragraphe 1 de sa résolution 752 (VIII) du 9 décembre 1953, l'Assemblée générale a réaffirmé la résolution 758 (VI) et, dans le paragraphe 3 de la même résolution, elle a invité le Conseil de tutelle à consacrer à l'avenir une section de ses rapports à l'Assemblée générale à la mise en œuvre de ces deux résolutions, section où seraient notamment mentionnées les mesures prises en ce qui concerne :

a) Les consultations engagées avec les habitants de chaque Territoire sous tutelle au sujet des mesures prises ou envisagées en vue de l'autonomie ;

b) La création, dans chaque Territoire sous tutelle, d'organes représentatifs, exécutifs et législatifs et l'extension de leurs pouvoirs ;

c) L'institution, dans chaque Territoire sous tutelle, du suffrage universel des adultes et d'élections directes ;

d) La formation d'autochtones, dans chaque Territoire sous tutelle, à des postes administratifs de commandement et leur nomination à de tels postes ;

e) La réalisation de recettes publiques suffisantes.

Dans la même résolution, l'Assemblée a demandé au Conseil de formuler les conclusions qu'il aurait tirées et les recommandations qu'il aurait décidé de faire en

s'inspirant des deux résolutions de l'Assemblée générale.

Dans aucun des rapports annuels visés <sup>356</sup> que le Conseil a examinés ultérieurement, on ne relève de mention précise de la résolution 758 (VI) de l'Assemblée générale ; on n'y trouve donc pas non plus de renseignements directement liés à cette résolution. Tel est particulièrement le cas en ce qui concerne l'évaluation du délai nécessaire pour mener à bien une ou plusieurs des diverses mesures destinées à créer des conditions préalables qui permettraient aux Territoires sous tutelle d'atteindre à l'autonomie ou à l'indépendance (par. 2, d, de la résolution), et en ce qui concerne le laps de temps dans lequel l'Autorité intéressée juge que le Territoire sous tutelle atteindra cet objectif (par. 2, e). Il en va de même pour ce qui est du caractère approprié des dispositions des Accords de tutelle en vigueur (par. 2, c), en ce sens qu'aucune des Autorités administrantes n'a indiqué dans ses rapports annuels qu'elle ne considère pas les dispositions existantes comme appropriées.

En revanche, le Conseil a noté que les renseignements fournis normalement dans les rapports annuels, sur la base du questionnaire provisoire ou révisé, et les renseignements complémentaires que les Autorités administrantes communiquent, notamment par l'intermédiaire des représentants spéciaux des Territoires sous tutelle, portent directement ou indirectement sur toutes les autres questions soulevées dans les deux résolutions de l'Assemblée générale, à savoir : les mesures ayant pour but de conduire les Territoires sous tutelle au stade de l'autonomie ou de l'indépendance ; la manière dont on tient compte des conditions particulières à chaque Territoire et à ses populations, ainsi que de leurs aspirations librement exprimées ; et les cinq questions connexes énumérées dans la résolution 752 (VIII) de l'Assemblée générale (par. 3). En outre, dans le cas du Togo sous administration britannique, le représentant de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil, à sa treizième session, que les services compétents procédaient à un nouvel examen de l'Accord en fonction des modifications que l'on se proposait alors d'apporter à la Constitution de la Côte-de-l'Or. A la quatorzième session du Conseil, l'Autorité administrante a fourni <sup>357</sup> des renseignements sur les modifications qui sont actuellement apportées à la Constitution de la Côte-de-l'Or et a formulé des propositions intéressant l'avenir du Territoire sous tutelle.

<sup>356</sup> Il est question de la résolution de l'Assemblée dans le rapport annuel du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur son administration du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique pour l'année qui a pris fin le 30 juin 1952. Toutefois, l'Article 83 de la Charte s'applique à ce territoire, qui a été désigné comme zone stratégique et qui n'est pas cité dans la résolution 752 (VIII) de l'Assemblée générale ; on peut donc considérer que ce territoire n'est pas visé dans les résolutions précitées.

<sup>357</sup> T/1130 — A/2660.

## II. — MESURES TENDANT A CONDUIRE LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE AU STADE DE L'AUTONOMIE OU DE L'INDEPENDANCE

### A. — SITUATION GÉNÉRALE

#### a) Tanganyika

Le Tanganyika est administré comme une unité territoriale distincte, sauf pour ce qui est de certains services administratifs communs au Territoire du Tanganyika et aux Territoires adjacents du Kenya et de l'Ouganda. Au point de développement constitutionnel que ce territoire a atteint depuis l'instauration du régime de tutelle, l'Autorité administrante détient, principalement par l'intermédiaire du Gouverneur qui la représente, le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif; mais le Gouverneur exerce le premier avec l'assistance d'un Conseil exécutif et il légifère après avis et assentiment d'un Conseil législatif. Dans ces deux organes, des fonctionnaires supérieurs responsables devant le Gouverneur constituent la majorité, mais les trois principaux groupes de population du Territoire (Africains, Asiatiques et Européens) sont également représentés par des personnes nommées par le Gouverneur. Depuis quelque temps, l'évolution du régime constitutionnel se caractérise surtout par l'effort déployé pour assurer une représentation plus équitable et plus large de ces groupes et, par là, les faire participer davantage à la conduite des affaires publiques et à l'élaboration de la législation.

#### b) Ruanda-Urundi

Le Ruanda-Urundi forme avec le Congo belge une ~~union administrative~~ et douanière, mais il a une existence distincte, ses propres finances et son patrimoine propre. Les dispositions législatives du Congo belge ne sont applicables au Ruanda-Urundi que si elles contiennent une stipulation expresse à cet effet ou si le Gouverneur du Ruanda-Urundi les a rendues exécutoires par une ordonnance. Au stade actuel du développement du Territoire, l'Autorité administrante continue à exercer directement le pouvoir législatif; son représentant dans le Territoire a le pouvoir d'édicter des dispositions législatives en cas d'urgence. Il existe un Conseil consultatif de vice-gouvernement général qui remplit des fonctions ordinaires dans le domaine exécutif et tient une brève session chaque année; ce conseil comprend des membres fonctionnaires, des représentants de divers intérêts européens et 5 membres autochtones (il n'y avait aucun membre autochtone à l'époque où le Conseil consultatif a été créé, en 1947).

Dans son rapport annuel pour 1952, l'Autorité administrante a indiqué qu'il n'était pas possible d'exposer dans le détail la politique par laquelle le Territoire sera amené à l'autonomie ou à l'indépendance. Elle a déclaré qu'elle avait pour tâche d'assurer son développement économique, de supprimer la menace de famine et d'amener la population à ce minimum de sécurité sans lequel aucun progrès n'est concevable, de développer les services médicaux, de mettre l'enseignement à la portée de tous, de trouver une solution satisfaisante aux autres questions sociales et enfin de développer la conscience morale, sociale et politique des autochtones, jusqu'à ce qu'ils puissent être considérés comme entièrement capables de se conduire selon les normes que l'on peut attendre d'un peuple civilisé et de collaborer ainsi avec les

autres éléments de la population à l'établissement progressif d'un gouvernement émanant directement des habitants.

#### c) Cameroun sous administration britannique

Le Cameroun sous administration britannique n'est pas administré comme une unité territoriale distincte mais, conformément à l'article 5, a, de l'Accord de tutelle, comme partie intégrante du territoire adjacent de la Nigéria; les deux Territoires ont une Constitution et des organes de gouvernement communs. La Constitution actuelle a un caractère fédéral, elle prévoit pour l'ensemble de la Nigéria et du Territoire sous tutelle trois organes législatifs et trois conseils exécutifs régionaux et une assemblée législative et un conseil exécutif centraux. Dans tous ces organes, les Africains occupent la majorité des sièges. Bien qu'en dernière analyse, l'Autorité administrante exerce les pouvoirs exécutifs et législatifs, principalement par l'intermédiaire du Gouverneur qui la représente, ce sont ces organes qui, dans la pratique, conduisent les affaires des deux Territoires et qui en élaborent la législation. A la suite des modifications que les conférences de Londres et de Lagos, en 1953 et 1954, ont décidé d'apporter à la Constitution, l'autonomie des organes régionaux sera accrue et la partie méridionale du Territoire sous tutelle sera détachée de la région est de la Nigéria et jouira d'une autonomie presque analogue à celle des régions. Dans une déclaration relative à la politique qu'elle compte suivre, l'Autorité administrante a dit qu'en 1956 elle accorderait à celles des trois régions qui le désirent une entière autonomie pour tout ce qui relève de la compétence des ~~administrations régionales, sous réserve de garanties~~ tendant à assurer que les administrations régionales n'agiront pas de manière à gêner le gouvernement fédéral ou à lui nuire dans l'exercice de ses fonctions ou à rendre impossible de quelque manière que ce soit le maintien de la fédération. Une nouvelle conférence se réunira dans la Nigéria en août 1956 au plus tard pour revoir la Constitution et examiner la question de l'autonomie.

#### d) Cameroun sous administration française

Le Cameroun sous administration française fait partie de l'Union française en tant que "territoire associé", catégorie spéciale prévue par la Constitution de 1946. Selon l'interprétation des dispositions constitutionnelles donnée par l'Autorité administrante, c'est l'Accord de tutelle et non la Constitution qui définit le statut du Territoire. L'article 4 de cet accord prévoit que le Cameroun sera administré comme partie intégrante du territoire français. Dans la pratique, les mesures fondamentales prises dans le cadre de la Constitution française pour favoriser le progrès politique dans les territoires français d'outre-mer sont appliquées au Cameroun. C'est ainsi, en particulier, que le Territoire sous tutelle est représenté dans les organes de l'Union française, c'est-à-dire l'Assemblée nationale, le Conseil de la République et l'Assemblée de l'Union française et qu'il participe de cette manière à l'élaboration des lois qui s'appliquent à l'ensemble de l'Union française, élaboration que la Constitution française réserve, pour la plus grande part, à ces organes; il y a au Cameroun une Assemblée territoriale représentative qui possède des pouvoirs de décision et de consultation pour les questions administratives et budgétaires locales, mais n'a pas de pouvoirs législatifs au sens large de l'expression et

ne peut, non plus, discuter de questions politiques<sup>358</sup>; le pouvoir exécutif est dévolu à un administrateur principal responsable devant le Ministre de la France d'outre-mer; le Territoire est appelé à bénéficier du suffrage universel et est en train de l'acquiescer par étapes; ses habitants ont le statut de citoyens de l'Union française. Au sujet de la manière dont le Territoire sous tutelle peut, de la place qu'il occupe dans l'Union française, parvenir à l'autonomie ou à l'indépendance, l'Autorité administrante a déclaré ce qui suit: "En ce qui concerne spécialement l'émancipation politique, il va sans dire qu'à l'issue du régime de tutelle, les populations des Territoires sous tutelle auront la faculté, si tel est leur vœu, de réaliser leurs aspirations hors de l'Union française. Mais il faut noter aussi que le cadre de l'Union française comporte lui-même des possibilités d'évolution susceptibles de correspondre, soit au désir des populations intéressées de se réunir à la France dans une communauté unique, à égalité complète de droits et de devoirs, soit à leur volonté d'accéder à une autonomie ou à une indépendance nationale, incarnée dans un Etat associé librement à la République française par voie de traité."

#### e) *Togo sous administration britannique*

Le Togo sous administration britannique n'est pas administré comme une unité territoriale distincte mais, conformément à l'article 5, a, de l'Accord de tutelle, comme partie intégrante du territoire limitrophe de la Côte-de-l'Or; les deux Territoires ont une constitution et des organes de gouvernement communs. La constitution actuelle est de nature unitaire; elle prévoit pour l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Togo un cabinet et un organe législatif dans lesquels les Africains élus ont la majorité des sièges. Bien que, en dernière analyse, l'Autorité administrante exerce les pouvoirs exécutif et législatif principalement par l'intermédiaire du Gouverneur qui la représente, ce sont ces organes qui, dans la pratique, conduisent les affaires des deux Territoires et en élaborent la législation. L'Autorité administrante a accepté certaines propositions visant à réaliser de nouveaux progrès dans le domaine constitutionnel et impliquant des réformes à mettre en œuvre pendant la période transitoire qui précédera l'accession du Territoire à l'indépendance; ces propositions qui prévoient une autonomie accrue pour l'ensemble des deux Territoires envisagent cependant le maintien des pouvoirs réservés actuellement à l'Administration. Dans un mémoire qu'elle a présenté à l'Assemblée générale au sujet de l'avenir du Territoire sous tutelle, l'Autorité administrante a déclaré que, dans des délais qu'il est possible de déterminer, la Côte-de-l'Or deviendra complètement indépendante. Elle a estimé qu'à ce moment, les objectifs fondamentaux du régime de tutelle seraient atteints au Togo; il conviendrait alors d'abroger l'Accord de tutelle, mais auparavant l'Organisation des Nations

<sup>358</sup> Le représentant de la France au Conseil de tutelle a fait remarquer qu'à son sentiment, certaines attributions délibératives de l'Assemblée territoriale, sans pouvoir être qualifiées de législatives en droit strict français et au sens formel du terme, étaient cependant législatives par leur substance. Il a fait remarquer également que l'interdiction faite à l'Assemblée territoriale de discuter les problèmes d'ordre politique s'appliquait au cas particulier des observations que l'Assemblée peut adresser directement par l'intermédiaire de son Président au Ministre de la France d'outre-mer. Il a signalé que l'Assemblée territoriale tenait et du décret organique et de la Constitution française elle-même des attributions politiques. Il a cité enfin des exemples qui tendaient à démontrer que l'interdiction de présenter des observations en matière politique était interprétée libéralement par l'Autorité administrante.

Unies devrait prendre des mesures en vue de déterminer les aspirations de la population en ce qui concerne son propre avenir.

#### f) *Togo sous administration française*

Le Togo sous administration française fait partie de l'Union française en tant que "territoire associé", catégorie spéciale prévue par la Constitution de 1946. Pour toutes les questions essentielles, ce lien et les effets qui en découlent sont les mêmes que dans le cas du Cameroun sous administration française et l'exposé ci-dessus concernant la situation de ce dernier Territoire est valable également pour le Togo.

#### g) *Samoa-Occidental*

Le Samoa-Occidental est administré comme une unité territoriale distincte ayant sa propre Assemblée législative et son propre Conseil exécutif à pouvoirs consultatifs: chacun de ces organes comprend une majorité de membres non fonctionnaires. L'Autorité administrante, qui détient en dernier ressort les pouvoirs exécutif et législatif, est représentée dans le Territoire par un Haut-Commissaire qui ne possède pas de pouvoirs réservés, bien qu'il soit Président de l'Assemblée législative et chef du Gouvernement territorial. Il n'a jamais été fait usage du droit de veto dont jouit le Haut-Commissaire, ni du droit que détient l'Autorité administrante de refuser de reconnaître des dispositions législatives locales. La conduite des affaires publiques du Territoire et l'élaboration de sa législation sont des fonctions exercées en fait par les deux principaux organes de gouvernement samoans.

D'une manière générale, cette situation constitutionnelle date de l'époque où l'Autorité administrante a promulgué le *Samoa Amendment Act* de 1947; elle a aussi subi l'influence des modifications apportées ultérieurement à cette loi. L'Autorité administrante a annoncé qu'elle était disposée à réunir une assemblée constituante représentative avant la fin de 1954 afin d'examiner un projet de constitution pour le futur Etat autonome du Samoa-Occidental.

#### h) *Nauru*

Nauru est administré comme une unité territoriale distincte. L'Accord de tutelle désigne comme Autorité chargée de l'administration du Territoire les Gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni; le Gouvernement australien exerce en leur nom tous les pouvoirs d'ordre législatif, administratif et judiciaire. Il le fait par l'intermédiaire d'un administrateur qui a le pouvoir de publier des ordonnances destinées à assurer la paix, l'ordre et la bonne administration dans le Territoire, ces ordonnances pouvant être confirmées ou abrogées par l'Autorité administrante. Cette situation constitutionnelle n'a subi aucune modification depuis l'institution du régime de tutelle.

#### i) *Nouvelle-Guinée*

La Nouvelle-Guinée est administrée non pas comme une unité territoriale distincte, mais conjointement avec le territoire australien du Papua; l'article 5 de l'Accord de tutelle prévoit une union douanière, fiscale ou administrative et l'établissement de services administratifs communs. Le "Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée", titre adopté dans la législation relative à cette union, est confié à un Administrateur qui est responsable devant l'Autorité administrante. Les deux Territoires ont une administration commune; le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif y sont exercés dans les mêmes

conditions. Pour ce qui est du pouvoir exécutif, l'Administrateur est conseillé et secondé par un Conseil exécutif composé de fonctionnaires désignés par l'Autorité administrante. La législation intérieure est promulguée par un Conseil législatif dont la majorité des membres sont des fonctionnaires et dont les décisions doivent être approuvées officiellement par l'Autorité administrante ou en son nom.

Les dispositions constitutionnelles actuellement en vigueur datent de l'époque à laquelle l'Autorité administrante a promulgué le *Papua and New Guinea Act* de 1949-1950. Dans cette loi, l'Autorité administrante affirme son intention de maintenir l'identité et le statut de chacun des deux Territoires; cette loi prévoit en outre que le montant des dépenses effectuées en Nouvelle-Guinée ne doit pas être inférieur à celui des recettes provenant de ce territoire.

#### B. — CONSULTATION DES HABITANTS AU SUJET DES MESURES PRISES OU ENVISAGÉES EN VUE DE L'AUTONOMIE

##### a) *Tanganyika*

L'essentiel de la structure gouvernementale actuelle du Territoire est défini par la Constitution du Tanganyika que l'on trouve dans les ordres en conseil de 1920, 1926, 1939, 1948 et 1949 relatifs au Tanganyika, dans l'ordre en conseil de 1926 relatif au Conseil législatif et enfin dans les ordres de 1935, 1937, 1945, 1948 et 1949 portant modification des précédents. Les renseignements dont dispose le Conseil indiquent que les habitants n'ont pas été directement ou spécialement consultés avant que ces mesures ne soient prises, mais que les réformes récemment décidées ont été élaborées à la suite d'enquêtes particulières au cours desquelles on a invité le public à faire connaître son avis et à discuter les projets. Le 3 décembre 1949, le Gouverneur a désigné une Commission de l'organisation constitutionnelle chargée d'examiner la structure constitutionnelle du Territoire, tant sur le plan local que sur celui du Territoire lui-même et de faire des recommandations sur les réformes à apporter. La Commission se composait de 2 des membres fonctionnaires du Conseil législatif et des 14 membres non fonctionnaires de ce conseil (7 Européens, 3 Asiatiques et 4 Africains nommés par le Gouverneur). La Commission<sup>360</sup> indique dans son rapport que sa sous-commission chargée d'enquêter sur place a visité quinze localités disséminées dans tout le Territoire; elle a elle-même recueilli le témoignage ou reçu des mémoires d'environ 140 organisations ou individus africains, asiatiques et européens. La Commission a déclaré que le grand public n'avait pas témoigné tout l'intérêt qu'on attendait de lui; qu'il était clair qu'un certain nombre d'Européens souhaitaient attendre que le Conseil européen du Tanganyika mit au point une politique commune; et que, dans le cas des Africains, la plupart d'entre eux n'envisageaient la politique que sur le plan local. D'une façon générale, d'après les gens éclairés de toutes les races, le développement économique et politique du Territoire exigeait, entre les trois races principales, une association et une collaboration fondées sur une confiance réciproque; personne n'avait réclamé des réformes avec insistance.

Les principales recommandations de la Commission ont été les suivantes: étude de la possibilité de nommer un Africain au Conseil exécutif (cette recommandation

<sup>360</sup> Tanganyika: *Report of the Committee on Constitutional Development, 1951.*

a été immédiatement suivie d'effet); augmentation sensible du nombre des membres du Conseil législatif; maintien d'une majorité de membres fonctionnaires en attendant qu'on dispose d'une expérience plus étendue; répartition égale entre les trois races des sièges réservés à des membres non fonctionnaires; nomination éventuelle d'un nombre limité de non-fonctionnaires aux sièges réservés aux fonctionnaires. La Commission a aussi recommandé la création d'administrations régionales appuyées par des conseils régionaux interraciaux, la création de conseils interraciaux de comté avec, d'une façon générale, une majorité de non-fonctionnaires; et enfin une réforme de l'administration municipale. Elle a accepté le principe d'une représentation élective au Conseil législatif et recommandé que l'on organise le plus tôt possible des élections pour les conseils régionaux et les conseils de comté.

Le Gouverneur et l'Autorité administrante ont approuvé, en principe, les recommandations de la Commission avec, cependant, certaines réserves. En 1952, un Commissaire spécial<sup>360</sup> a été désigné pour étudier de façon plus approfondie les propositions tendant à créer des conseils de comté, à décentraliser l'administration et à mettre au point un système électoral. Dans son rapport<sup>361</sup>, daté du 29 septembre 1952, il indique qu'il a procédé à des échanges de vues avec "de nombreux représentants de toutes les races et de toutes les collectivités, fonctionnaires et non fonctionnaires", et que "jusqu'à présent, l'opinion publique n'existe pas au Tanganyika, sauf en ce qui concerne quelques très vastes questions de principe". Le Commissaire a formulé des recommandations détaillées en vue de la création de conseils de comté; il a proposé l'établissement d'une organisation administrative provinciale plutôt qu'une régionalisation et a, enfin, fait des recommandations détaillées sur le régime électoral.

Au vu des recommandations du Commissaire, le Conseil législatif a adopté, en 1953, une ordonnance sur le gouvernement local autorisant la constitution de conseils de comté. Les changements envisagés en ce qui concerne le Conseil législatif ont été annoncés au début de 1954. Ces changements sont, dans l'ensemble, conformes aux recommandations de la Commission de l'organisation constitutionnelle.

##### b) *Ruanda-Urundi*

La structure gouvernementale actuelle du Territoire est définie par la loi du 21 août 1925, modifiée par les décrets et ordonnances promulgués par l'Autorité administrante ou en son nom, en vertu de cette loi. Il s'agit notamment de l'ordonnance législative du 4 octobre 1953 définissant les pouvoirs des *Bami*, des chefs et des sous-chefs; du décret du 4 mars 1947 portant création du Conseil de Vice-Gouvernement général; et du décret du 14 juillet 1952 portant réorganisation de la structure politique autochtone. L'organisation constitutionnelle du Territoire a été mise au point après discussion dans les deux conseils de pays.

##### c) *Cameroun sous administration britannique*

La structure gouvernementale actuelle du Territoire est définie dans la Constitution de la Nigéria et du Cameroun, c'est-à-dire dans l'ordre en conseil de 1951

<sup>360</sup> W. J. M. Mackenzie, professeur à l'Université Victoria de Manchester (Angleterre).

<sup>361</sup> Tanganyika: *Constitutional Development Commission. Report of the Special Commission appointed to examine matters arising out of the Report of the Committee on Constitutional Development.*



relatif à la Constitution de la Nigéria, ainsi que dans les textes révisés arrêtés en 1953 et 1954 et qui n'ont pas encore été officiellement adoptés. Tandis que l'approbation et la promulgation définitives des lois constitutionnelles appartiennent à la seule Autorité administrante, la Constitution de 1951, ainsi que les nouveaux textes qui sont proposés à l'heure actuelle, ont été élaborés, à la suite de consultations organisées spécialement à cette fin, avec les représentants de la Nigéria et du Cameroun.

C'est ainsi que la Constitution de 1951 a été établie en grande partie sur la base des propositions formulées lors d'une Conférence générale qui s'est tenue en 1950 et qui était composée de 53 membres dont tous, sauf 3, étaient Africains. Avant cette conférence, on avait procédé dans les deux Territoires à des consultations populaires à l'échelon du village, de la province et de la région. Deux représentants du Cameroun septentrional avaient alors assisté à la Conférence de la région nord, mais aucun représentant de cette partie du Territoire sous tutelle n'a assisté à la Conférence générale. Quatre représentants du Cameroun méridional ont participé à la Conférence de la région est et un de ses membres a été tout spécialement chargé de représenter cette partie du Territoire à la Conférence générale.

Au cours de ces consultations on a cherché notamment à établir s'il fallait prévoir des dispositions constitutionnelles spéciales pour le Cameroun en raison de son statut de Territoire sous tutelle. Les deux représentants du Cameroun septentrional à la Conférence de la région nord ont déclaré que le régime de tutelle devait être maintenu. Cependant, la Conférence dans son ensemble a abouti aux conclusions suivantes :

a) La partie du Territoire sous tutelle du Cameroun située dans la région nord devait continuer à être administrée en tant que partie intégrante de la région nord.

b) Le régime de tutelle devait prendre fin. Seule la première de ces conclusions a été retenue dans les projets de réforme constitutionnelle définitifs. Dans le cas du Cameroun méridional, les représentants de cette partie du Territoire se sont prononcés en faveur d'un statut régional distinct pour le Cameroun, mais l'ensemble de la Conférence de la région est a estimé que le Cameroun méridional devait continuer à être administré en tant que partie intégrante de la région est de la Nigéria. Toutefois, la Conférence a suggéré que, pour donner satisfaction aux aspirations du Cameroun méridional, une disposition spéciale prévoie la représentation de cette partie du Territoire dans les organes de gouvernement régionaux et centraux. Ces propositions ont été acceptées par la suite par le représentant du Cameroun méridional à la Conférence générale et ont été finalement incorporées dans la Constitution de 1951.

Au début de 1953, une crise politique survenue à la Chambre d'assemblée de la région est (Nigéria) dans laquelle le Cameroun méridional était représenté, et des divergences de vues entre les membres du gouvernement central ont incité l'Autorité administrante à conclure que la Constitution de 1951 devait être refondue de façon à accorder une plus grande autonomie aux régions. En même temps, dans le Cameroun méridional, l'opinion publique demandait un nouveau l'autonomie régionale pour le Territoire sous tutelle. Le Secrétaire d'Etat du Royaume-Uni a donc convoqué à Londres une conférence à laquelle six délégués de chaque région ainsi qu'un délégué représentant spécialement le Cameroun ont été invités pour y examiner la révision de la Consti-

tution. Dans son rapport <sup>302</sup>, la Conférence a noté qu'au cours d'un entretien spécial entre le Secrétaire d'Etat, le délégué du Cameroun et d'autres représentants du Cameroun présents <sup>303</sup>, les originaires du Cameroun méridional ont exprimé le vœu que l'ensemble du Territoire sous tutelle reçoive le statut de région autonome. Les porte-parole du Cameroun septentrional ont déclaré toutefois que cette partie du Territoire souhaitait maintenir ses liens actuels avec la région nord de la Nigéria. La délégation du Cameroun a alors clairement indiqué qu'elle désirait voir assurer au Cameroun méridional le statut de région autonome avec droit de représentation dans les organes centraux de la Nigéria. Le Secrétaire d'Etat a accepté cette solution, sous réserve d'une étude fiscale et du résultat que donneraient, au Cameroun méridional, de nouvelles élections à la Chambre d'assemblée de la région est, ces élections étant considérées à l'avance comme devant fournir une indication sur ce que l'opinion publique du Cameroun pense de la question. A la suite de ces élections, le parti qui préconisait l'autonomie régionale, le Kamerun National Congress, a remporté 12 des 13 sièges réservés au Cameroun méridional. A la suite de ces événements, lorsque la Conférence constitutionnelle a repris ses travaux à Lagos, au début de 1954, il a été convenu que le Cameroun méridional serait détaché de la région est et deviendrait territoire fédéral, afin qu'il bénéficie des ressources financières de la Fédération tout en ayant ses propres organes législatifs et exécutifs chargés de traiter les questions régionales <sup>304</sup>.

L'Autorité administrante a appliqué progressivement, à l'échelon du gouvernement local, des réformes visant particulièrement à élargir la base actuelle des institutions traditionnelles ou quasi traditionnelles, après avoir procédé à des consultations locales moins formelles. Dans le cas du Cameroun méridional, les mesures législatives instituant ces réformes ont été adoptées en 1950 à la suite des recommandations d'un Comité spécial de la Chambre d'assemblée de la région est mais n'ont pas encore été appliquées au Territoire sous tutelle.

#### d) *Cameroun sous administration française*

La structure gouvernementale et administrative actuelle du Cameroun est définie, d'une part, dans la Constitution française de 1946, d'autre part, en conformité des dispositions de cette constitution, dans les lois édictées par le Parlement français et les actes réglementaires pris par le pouvoir exécutif. Aucune consultation spéciale et directe des populations du Cameroun n'a précédé l'adoption de la Constitution et l'application de ses dispositions au Territoire. Toutefois, la Constitution elle-même a été élaborée par deux Assemblées constituantes françaises, dont les délibérations ont eu lieu en 1945 et en 1946. Chacune de ces Assemblées était composée de représentants élus de la France métropolitaine et des territoires d'outre-mer. Les territoires d'outre-mer étaient représentés par 35 députés élus par des citoyens français, et 24 (dont 12 venant d'Algérie) élus par des non-citoyens qui remplissaient certaines

<sup>302</sup> Ministère des colonies du Royaume-Uni: *Report by the Conference on the Nigerian Constitution held in London in July and August 1953* (Cmd. 8934).

<sup>303</sup> Le délégué, M. E. M. L. Endeley, chef du principal parti politique du Cameroun méridional, était accompagné de deux conseillers. En outre, la délégation de la région est et celle de la région nord comptaient chacune une personne originaire du Cameroun.

<sup>304</sup> On trouvera dans le document T/C.1/L.37 des extraits du rapport sur la reprise de la Conférence.

conditions particulières. Au Cameroun, un certain nombre d'électeurs ont choisi un député chargé de représenter les citoyens français (dans le cas de la deuxième Assemblée constituante, on comptait 2.216 électeurs inscrits) et un député chargé de représenter les non-citoyens (16.146 électeurs inscrits). Le deuxième projet de constitution a été approuvé le 13 octobre 1946, au cours d'un référendum auquel participaient tous les citoyens français, puis promulgué le 27 octobre 1946; la même Assemblée constituante a ensuite adopté les premières lois relatives à la création des nouvelles institutions politiques <sup>365</sup>. Les populations autochtones n'ont pas davantage été consultées directement lors de l'adoption des dispositions législatives ultérieures. Aux termes de la Constitution, le pouvoir législatif en matière de droit pénal, de libertés civiques et d'organisation politique et administrative des territoires d'outre-mer est exercé par le Parlement français (c'est-à-dire l'Assemblée nationale et le Conseil de la République); pour toutes autres matières, la législation française n'est applicable qu'en vertu de dispositions expresses ou, par extension, en vertu de décrets promulgués après consultation de l'Assemblée de l'Union française. En outre, le Président de la République peut, en conseil des ministres, édicter des dispositions spéciales pour chacun des territoires d'outre-mer, après consultation de l'Assemblée de l'Union française. Dans la pratique, les dispositions législatives les plus importantes applicables aux Territoires sous tutelle ont généralement été édictées sous forme de lois valables pour tous les territoires d'outre-mer possédant des institutions similaires.

#### e) *Togo sous administration britannique* <sup>366</sup>

La structure gouvernementale présente du Territoire est définie dans la Constitution de la Côte-de-l'Or et du Togo actuellement en vigueur, dont le principal instrument est l'ordre en conseil de 1950 relatif à la Constitution de la Côte-de-l'Or, entré en vigueur en 1951. L'approbation définitive et la mise en vigueur de la législation constitutionnelle sont réservées à l'Autorité administrante, mais la Constitution de 1951 et les modifications qu'on propose maintenant de lui apporter sont le fruit de consultations qui ont eu lieu avec les représentants du peuple de la Côte-de-l'Or et du Togo réunis.

La Constitution actuelle est ainsi établie sur les propositions issues d'une série de consultations consécutives à une enquête que le Gouvernement du Royaume-Uni avait chargé un groupe de personnalités indépendantes de mener sur les troubles survenus en 1948 dans la Côte-de-l'Or et, dans une moindre mesure, au Togo. Les propositions de réformes politiques et autres faites par cette commission <sup>367</sup>, propositions destinées à accroître considérablement la participation de la population au gouvernement, ont été encore examinées par un

<sup>365</sup> On trouvera dans le document T/AC.14/6, d'où est tiré l'essentiel du présent aperçu, un exposé plus détaillé de l'élaboration de la Constitution. Au cours de la séance pendant laquelle le Comité chargé des unions administratives a examiné pour la première fois le statut des Territoires sous tutelle dans le cadre de l'Union française, le représentant de la France a déclaré que l'association du Cameroun avec l'Union française n'avait soulevé aucune objection de la part de la population autochtone, et que l'on pouvait considérer que le régime de l'Union était chaleureusement appuyé par les habitants du Territoire (T/338).

<sup>366</sup> Le présent rapport ne traite pas des consultations relatives au projet de rétablissement du Conseil mixte pour les affaires togolaises, qui font l'objet d'un rapport spécial du Conseil de tutelle (A/2669).

<sup>367</sup> *Report of the Commission of Inquiry into Disturbances on the Gold Coast, 1948, Colonial No. 231.*

comité exclusivement africain (le Comité Coussey) créé par le Gouvernement de la Côte-de-l'Or. La fonction principale du Comité, comme l'avait été auparavant celle de la Commission d'enquête, a consisté à recevoir les représentations écrites et orales des partis, groupes et personnes intéressés: il a tenu des audiences dans différentes parties du Territoire sous tutelle et de la Côte-de-l'Or et a reçu des mémoires des habitants de ces deux régions, bien que le Togo ne fût pas représenté à ce comité, dont le mandat ne s'étendait pas expressément au Territoire sous tutelle. En particulier, son sous-comité de l'administration locale a passé deux jours dans le Togo méridional et une journée dans le Togo septentrional; son sous-comité des institutions régionales a passé une journée dans le Togo méridional. Des fonctionnaires, des chefs et des conseils locaux ainsi que des représentants de l'All-Ewe Conference ont été entendus. Un certain nombre des mémoires et des télégrammes que le Comité a reçus provenaient du Togo. Les nouvelles propositions <sup>368</sup> que le Comité a été en mesure de formuler à la suite de ces consultations ont été généralement acceptées par l'Autorité administrante comme point de départ d'une nouvelle évolution vers l'autonomie prévue par la Constitution de 1951 <sup>369</sup>.

En ce qui concerne le Togo, les propositions tendaient d'une manière générale à confirmer et à renforcer le mouvement d'intégration des deux parties du Togo aux régions voisines de la Côte-de-l'Or et à permettre ainsi au Territoire de bénéficier du développement constitutionnel de la Côte-de-l'Or comme s'il en faisait partie. Outre que le Togo serait mieux représenté dans une assemblée législative de la Côte-de-l'Or jouissant de pouvoirs considérablement accrus et disposant au Conseil exécutif d'une majorité à l'image de sa composition, le Territoire serait ainsi compris dans les changements que l'on se propose d'apporter à l'organisation régionale dans la Côte-de-l'Or. Le Comité a recommandé un certain degré de décentralisation des fonctions exécutives aussi bien qu'administratives à l'échelon régional. A ce propos, il a proposé notamment la création d'une nouvelle région Transvolta-Togo, dans laquelle le Togo méridional serait réuni à la région sud-est de la Côte-de-l'Or pour former une seule unité territoriale, en grande majorité de langue éwée. Le Togo septentrional continuerait à faire partie des territoires du Nord de la Côte-de-l'Or.

Le Comité a estimé que ses recommandations recueilleraient l'approbation des habitants des régions intéressées. Il a noté cependant que sa proposition relative au Togo méridional avait rencontré l'opposition de représentants de trois des Etats indigènes de la région, qui avaient soutenu que le Togo méridional devait former une unité territoriale distincte. Devant cette opposition, et en raison de la situation spéciale du Territoire sous tutelle, l'Autorité administrante a refusé d'approuver la proposition de solution "régionale" jusqu'à ce que "la population de la région eût fait connaître son opinion réfléchie" <sup>370</sup>. Elle a ensuite rendu compte au Conseil de tutelle des progrès des consultations menées à ce sujet avec les autorités indigènes de la région; enfin, après avoir décidé de donner un caractère purement administratif à l'organisation de l'en-

<sup>368</sup> Côte-de-l'Or: *Report to His Excellency the Governor by the Committee on Constitutional Reform, 1949, Colonial No. 248.*

<sup>369</sup> Côte-de-l'Or: *Statement by H. M. Government on the Report of the Committee on Constitutional Reform, Colonial No. 250.*

<sup>370</sup> *Colonial No. 250, op. cit.*

semble de la Côte-de-l'Or en régions et de ne pas procéder à la décentralisation du pouvoir exécutif recommandée par le Comité, l'Autorité administrante a signalé qu'elle donnait son consentement à la création d'une nouvelle région Transvolta-Togo.

La même procédure de consultations a conduit aussi à réformer le système d'administration locale au Togo et dans la Côte-de-l'Or, à instaurer en deux étapes le suffrage universel des adultes, limité dans le Togo méridional aux élections législatives, mais exercé directement dans tout le Territoire sous tutelle pour l'élection des autorités locales, et à établir une commission de l'administration publique chargée de conseiller le Gouverneur sur la gestion, y compris l'africanisation, de l'administration. L'Autorité administrante a en outre informé le Conseil de tutelle qu'avant l'application des réformes de l'administration locale du Togo, des échanges de vues avaient eu lieu en 1952 pour donner à la population intéressée la possibilité de faire connaître ses vues sur le ressort exact et la constitution de chaque conseil local.

De même, des consultations simultanées avec les populations de la Côte-de-l'Or et du Togo ont précédé la publication en 1953, par le Gouvernement de la Côte-de-l'Or, de propositions<sup>371</sup> relatives à une nouvelle réforme constitutionnelle "tenant compte de la nécessité de prévoir une période de transition limitée nécessaire pour arrêter les dispositions constitutionnelles et administratives voulues en vue de l'indépendance". La consultation s'est faite sous forme d'une déclaration en date du 16 octobre 1952 aux termes de laquelle le Premier Ministre de la Côte-de-l'Or a invité les Conseils régionaux et les autorités traditionnelles ainsi que tous les partis ou groupements politiques à présenter leurs vues par écrit; après les avoir étudiées, le gouvernement devait (comme il l'a d'ailleurs fait) formuler son avis et le soumettre pour examen à l'Assemblée législative. Le gouvernement a signalé que 255.280 exemplaires de cette déclaration avaient été largement diffusés. Des représentations ont été faites par 131 conseils, partis politiques et groupements de l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Togo. Pour donner satisfaction à ceux qui demandaient que les consultations fussent plus étroites, le Premier Ministre a eu par la suite des entretiens séparés avec les autorités régionales, les partis politiques minoritaires de la Côte-de-l'Or et le Trades Union Congress.

Le Premier Ministre n'a pas laissé entendre que la situation du Territoire sous tutelle ferait l'objet de discussions spéciales ou distinctes au cours de ces consultations, mais il a consacré à cette situation un exposé<sup>372</sup> lorsque, par la suite, le gouvernement a formulé ses propositions; dans cet exposé, le Premier Ministre précisait que, dans le cas de la zone nord, on constate qu' "à plusieurs reprises et de façon unanime, la population de la zone nord a demandé que sa région fasse partie des territoires du Nord de la Côte-de-l'Or", et que dans le cas de la zone sud, "le Togo méridional se déclare de plus en plus en faveur de l'intégration à la Côte-de-l'Or".

Parmi les représentations que le gouvernement a examinées se trouvaient, selon les renseignements donnés au Conseil de tutelle à sa treizième session, celle de onze groupements de Togolais. Une liste jointe en

annexe<sup>373</sup> aux propositions du gouvernement permet de constater que la majorité de ces groupements comprenait certains des conseils locaux et des organisations politiques du Togo méridional; le gouvernement a regretté qu'il ne fût pas possible de consulter le Conseil du Transvolta-Togo puisque cet organisme n'était pas encore établi, mais il a déclaré que les vues exprimées par les autorités traditionnelles de la région avaient été pleinement prises en considération. Les propositions du gouvernement indiquaient en outre que les consultations avec la population du Togo septentrional consistaient en un exposé du Conseil des territoires du Nord, dans lequel étaient représentées les parties nord de la Côte-de-l'Or et du Togo, et dont 6 des 22 membres qu'il comptait en 1952 habitaient le Territoire sous tutelle ou en étaient originaires.

Les vues ainsi exposées sur la situation du Togo ont été résumées dans les propositions du gouvernement. Au sujet du Togo septentrional, le Conseil des territoires du Nord a présenté une déclaration unanime demandant notamment:

"Que la question de l'avenir de la zone nord du Togo sous administration britannique soit considérée comme une question qui doit être réglée avant que le Territoire parvienne à l'autonomie complète, puisque quatre des plus importants Etats s'étendent sur ce territoire et que les principaux chefs et la population ne sont pas disposés à voir leurs Etats démembrés par le tracé d'une frontière internationale."

Quant au reste, les représentations faites au sujet du Togo ont été résumées ainsi par le gouvernement:

"Certains des organismes qui ont fait des représentations sur la réforme constitutionnelle ont soulevé la question du Togo sous administration britannique; la plupart d'entre eux avaient un intérêt direct dans les affaires togolaises. Tous ces organismes ont exprimé le vœu que le Togo britannique devienne une unité territoriale d'une Côte-de-l'Or autonome (ou "Ghana", pour employer l'expression de certains). Quelques groupements ont précisé que le Territoire devrait être une unité fédérée ou que le Cabinet devrait comprendre un ministre des affaires togolaises."

Les propositions de modifications constitutionnelles provisoires telles qu'elles ont été formulées par le gouvernement, approuvées par l'Assemblée législative et acceptées par l'Autorité administrante, prévoient que le Territoire sous tutelle continuera d'être administré en tant que partie intégrante de la Côte-de-l'Or et, par conséquent, qu'il participera, comme précédemment, à la nouvelle évolution constitutionnelle comme s'il faisait partie de la Côte-de-l'Or<sup>374</sup>. Exprimant le point de vue selon lequel l'Accord de tutelle devrait être abrogé lorsque la Côte-de-l'Or aura atteint l'autonomie complète, l'Autorité administrante suggère maintenant que l'Organisation des Nations Unies prenne des mesures en vue de déterminer, conformément aux dispositions du paragraphe b de l'Article 76 de la Charte, l'opinion des habitants du Territoire sous tutelle quant à la condition future du Territoire. Elle s'est déclarée prête à accepter un plébiscite au cas où, après avoir pris connaissance du rapport de la Mission de visite qui se

<sup>371</sup> Côte-de-l'Or: *The Government's Proposal for Constitutional Reform, 1953.*

<sup>372</sup> Le texte complet figure dans la deuxième partie, chapitre VI, du présent rapport.

<sup>373</sup> *Proposals, op. cit.*, annexe B.

<sup>374</sup> Des indications détaillées sur les modifications communes figurent dans le document T/C.1/L.36.

rendra dans le Territoire en 1955, l'Organisation des Nations Unies voudrait effectuer de nouvelles enquêtes.

#### f) *Togo sous administration française* <sup>375</sup>

Comme pour le Cameroun sous administration française, la structure gouvernementale et administrative actuelle du Togo sous administration française est définie, d'une part, dans la Constitution française de 1946 et, d'autre part, en conformité des dispositions de cette constitution, dans les lois édictées par le Parlement français et les actes réglementaires pris par le pouvoir exécutif. Dans ce cas également, aucune consultation spéciale et directe des habitants du Togo n'a précédé ni l'adoption de la Constitution ni l'application de ses dispositions au Territoire sous tutelle par les lois édictées à cet effet. L'exposé de l'évolution constitutionnelle et des méthodes législatives qui a été consacré au Cameroun est également valable pour le Togo. Toutefois, le Togo n'était pas représenté dans les Assemblées constituantes à titre distinct mais bénéficiait d'une représentation commune avec la colonie voisine du Dahomey, les deux Territoires ayant à eux deux élu 2 députés, l'un pour représenter les citoyens français (dont 1.577 étaient inscrits sur les listes électorales au moment des élections à la deuxième Assemblée) et l'autre pour représenter les non-citoyens remplissant certaines conditions particulières (dont 11.692 étaient inscrits sur les listes électorales) <sup>376</sup>.

#### g) *Samoa-Occidental*

La structure gouvernementale actuelle est définie dans le *Samoa Act* de 1921, tel qu'il a été modifié ultérieurement, notamment par les *Samoa Amendment Acts* de 1947 et de 1952. Bien que l'approbation et la promulgation définitives de toute législation constitutionnelle de cet ordre soient réservées à l'Autorité administrante, le *Samoa Amendment Act* de 1947, en particulier, découle de consultations directes engagées avec les chefs traditionnels et d'autres représentants du peuple samoan. Ces consultations ont eu lieu après que la population eût présenté à l'Organisation des Nations Unies, en 1946, une demande en vue de l'autonomie et elles ont été entreprises simultanément en 1947 par l'Autorité administrante et par une mission spéciale du Conseil de tutelle. Les recommandations de la mission ont coïncidé dans une large mesure avec les réformes constitutionnelles promulguées à l'époque.

Le principe de la consultation a également servi de base aux propositions relatives à d'autres réformes constitutionnelles qui ont été annoncées par l'Autorité administrante le 19 mars 1953. Ces propositions exposaient au peuple samoan, dans leurs grandes lignes, les objectifs que, de l'avis de l'Autorité administrante, le Samoa-Occidental devait s'efforcer d'atteindre dans les domaines politique, administratif, social et économique et prévoyaient en outre qu'une assemblée constituante représentant tous les éléments de la collectivité samoane se réunirait dans le Territoire avant la fin de 1954 pour

étudier un projet de constitution pour le futur Etat autonome du Samoa-Occidental. L'Autorité administrante a présenté un certain nombre de suggestions d'ordre général concernant les dispositions qui pourraient figurer dans ce projet, en précisant toutefois que ces propositions étaient émises uniquement dans le dessein de guider les Samoans vers l'instauration d'une démocratie parlementaire et que l'assemblée constituante serait libre d'examiner toute autre proposition. Les recommandations de l'assemblée seraient examinées avec soin par le Gouvernement néo-zélandais, qui se déclarait entièrement disposé à mettre en œuvre tout projet compatible avec ses responsabilités d'Autorité administrante et avec le bien-être du peuple samoan.

Depuis que ces propositions ont été formulées, le Haut-Commissaire a créé un comité de travail composé des Fautuas, des membres non fonctionnaires du Conseil exécutif et d'autres représentants des collectivités samoane et européenne, et chargé d'examiner les propositions de l'Autorité administrante, de prendre connaissance des vues exprimées par les habitants à ce sujet et de préparer un projet de constitution détaillé à soumettre à l'assemblée constituante. L'une des premières tâches de ce comité de travail, qui s'est réuni au Samoa-Occidental à partir de septembre 1953, a consisté à établir une version simplifiée en samoan de la déclaration du Premier Ministre, dont des exemplaires ont été distribués dans tout le Samoa-Occidental, et à inviter tous les habitants à faire connaître leur opinion au sujet de ce texte.

#### h) *Nauru*

La structure gouvernementale actuelle est fondée sur les dispositions de la *Laws Repeal and Adopting Ordinance* de 1922-1952, qui habilite l'Administrateur à promulguer des ordonnances pour la paix, l'ordre public et la bonne administration du Territoire. Il ne ressort pas des renseignements mis à la disposition du Conseil que cette ordonnance soit le résultat de consultations particulières engagées directement avec les habitants.

#### i) *Nouvelle-Guinée*

La structure gouvernementale actuelle est définie dans le *Papua and New Guinea Act* de 1949-1950, qui est entré en vigueur le 1er juillet 1949. Il ne ressort pas des renseignements mis à la disposition du Conseil de tutelle que cette législation soit le résultat de consultations particulières engagées directement avec les habitants.

### C. — DÉVELOPPEMENT DES ORGANES REPRÉSENTATIFS, EXÉCUTIFS ET LÉGISLATIFS ET EXTENSION DE LEURS POUVOIRS

#### a) *Tanganyika*

Depuis l'instauration du régime de tutelle, le Tanganyika possède un Conseil exécutif, chargé de conseiller le Gouverneur et composé de 8 membres fonctionnaires et de 5 membres non fonctionnaires (3 Européens, un Asiatique et, depuis 1951, un Africain), et un Conseil législatif composé du Gouverneur, qui en est le président, de 15 hauts fonctionnaires et de 14 membres non fonctionnaires (4 Africains, 3 Asiatiques et 7 Européens) nommés par le Gouverneur. Un Président (*Speaker*) a été nommé pour la première fois en 1953; il a été choisi parmi les membres non fonctionnaires. Le Conseil législatif jouit dans le Territoire des pouvoirs

<sup>375</sup> Le présent rapport ne traite pas des consultations relatives au projet de rétablissement du Conseil mixte pour les affaires togolaises, qui font l'objet d'un rapport spécial au Conseil de tutelle (A/2669).

<sup>376</sup> Voir aussi la note à la sous-section d ci-dessus. Lorsqu'il a fait la déclaration dont il est question dans cette note, le représentant de la France a dit également que les rares plaintes reçues du Togo contre le système de l'Union française étaient simplement des demandes d'explications et que le système pouvait être considéré comme étant chaleureusement appuyé par les habitants du Territoire sous tutelle.



les plus complets en matière législative et budgétaire, mais ses décisions doivent être approuvées par le Gouverneur.

L'Autorité administrante a accepté en principe les recommandations d'une Commission de l'organisation constitutionnelle<sup>377</sup> tendant à ce que la composition du Conseil législatif soit élargie, les trois races ayant un nombre égal de représentants non fonctionnaires mais les membres fonctionnaires conservant la majorité. L'Autorité administrante a décidé, en 1951, que le nouveau Conseil devrait être établi dans un délai maximum de cinq ans; les propositions précises ont été annoncées au début de 1954. Le Conseil doit être reconstitué au cours du premier semestre de 1955 et le nombre de ses membres fonctionnaires sera alors porté à 28 tandis que celui des membres non fonctionnaires sera porté à 27. Ces 27 membres non fonctionnaires, 9 Africains, 9 Asiatiques et 9 Européens seront nommés par le Gouverneur; chacune des huit provinces et Dar-es-Salam seront représentées par un membre de chacune des races<sup>378</sup>.

Il existe également une Haute Commission et une Assemblée législative centrale communes au Tanganyika, au Kenya et à l'Ouganda; elles ont été créées en 1948 et renouvelées en 1951 sur la recommandation unanime des organes législatifs de chacun des trois territoires; la Haute-Commission administre un certain nombre de services communs aux trois Territoires tandis que l'Assemblée législative centrale édicte les lois relatives à ces services. Il s'agit de services de recherche et d'organisations analogues; des douanes; de l'administration de l'impôt sur le revenu; de certains services relatifs à la production et aux approvisionnements; des postes et des télécommunications; des chemins de fer et des ports; et, enfin, des services de statistique. Les trois Territoires jouissent d'une représentation égale à l'Assemblée législative centrale: un membre fonctionnaire et quatre membres non fonctionnaires pour chacun d'eux.

L'administration locale comprend, dans deux provinces, des Conseils provinciaux mixtes composés de membres fonctionnaires et de membres non fonctionnaires et, dans trente-deux localités, des conseils municipaux mixtes. La grande majorité de la population relève directement des autorités autochtones qui tirent leurs pouvoirs des institutions tribales ou autres institutions traditionnelles; il s'agit, dans certains cas, de conseils élus mais, le plus souvent, il s'agit de chefs assistés de conseils. En 1953, on a édicté une loi autorisant la création de conseils de comté interraciaux, distincts des autorités autochtones; jusqu'ici cependant, deux conseils provisoires seulement ont été créés.

#### b) *Ruanda-Urundi*

Ni la population autochtone, ni la population non autochtone ne participent directement à l'exercice des pouvoirs exécutif ou législatif. Le Conseil de Vice-Gouvernement général, composé de membres de droit et de membres nommés et comptant en particulier 5 membres autochtones, se réunit toutes les fois que cela est nécessaire et au moins une fois l'an; il est consulté sur le budget et délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises par le gouvernement, auquel il peut présenter des suggestions.

<sup>377</sup> Voir sous-section B, a, ci-dessus.

<sup>378</sup> Discours du Gouverneur devant le Conseil législatif, session budgétaire, 12 mai 1954.

Aux termes d'un décret du 14 juillet 1952, portant réforme de la structure politique autochtone, le nombre des conseils autochtones a été augmenté et les membres des conseils supérieurs sont élus selon un système d'élections indirectes par les membres des conseils inférieurs. Des représentants des notables ainsi que des chefs siègent aux conseils supérieurs qui doivent être consultés sur certaines questions par les *Bami* et par les chefs.

#### c) *Cameroun sous administration britannique*

Tant que les organes envisagés pour le Cameroun méridional n'auront pas été créés, le Territoire sous tutelle n'aura aucun organe représentatif, exécutif ou législatif, qui lui soit propre, en dehors des organismes locaux. Avant la Constitution de 1951, le Territoire ne bénéficiait d'aucune représentation autochtone dans les Conseils exécutif et législatif qui étaient les mêmes pour le Cameroun et pour la Nigéria; toutefois le Cameroun septentrional, partie de la région nord de la Nigéria, et le Cameroun méridional, partie de la région est, étaient représentés dans des conseils régionaux qui étaient inspirés dans une large mesure des institutions traditionnelles et jouissaient de pouvoirs financiers et consultatifs.

La Constitution de 1951 a porté à 148 le nombre des membres du Conseil législatif qui a pris le nom de Chambre des représentants; la majorité (136) de ces membres sont des représentants africains élus par les conseils régionaux; il y a en outre 6 membres de droit et 6 membres spéciaux au maximum. La Chambre des représentants a reçu, pour l'ensemble des deux Territoires, les pouvoirs les plus étendus en matière budgétaire et législative, sous réserve d'un assentiment qui est, en général, automatiquement donné<sup>379</sup>. Le Conseil exécutif, appelé désormais Conseil des ministres, est devenu le principal instrument de la politique de la Nigéria et du Cameroun; il est composé du Gouverneur, d'une majorité de ministres africains (12 ministres, soit 4 choisis dans chacun des trois organes législatifs) et d'une minorité de membres de droit (6). Le Cameroun méridional est représenté dans ces deux organes; quatre au moins des trente-quatre représentants de la région est à la Chambre des représentants doivent, aux termes de la loi, être élus par le Cameroun faisant partie de ladite région est et un au moins des ministres, choisis dans la Chambre d'assemblée de la région est, doit être le représentant d'une division du Cameroun à ladite Chambre. En pratique, le Cameroun méridional est directement représenté à la Chambre des représentants centrale par 6 membres élus parmi ceux de la Chambre d'assemblée de la région est. Bien qu'une représentation spéciale analogue n'ait pas été prévue pour le Cameroun septentrional, en fait deux membres de cette partie du Cameroun qui ont été élus appartenaient à la Chambre d'assemblée de la région nord.

Sur le plan régional, on a constitué des conseils exécutifs appelés à être les principaux instruments de la politique régionale. En 1954, un habitant du Cameroun septentrional est devenu membre du conseil exécutif de la région nord, et un membre au moins du conseil exécutif de la région est devait être un Sud-

<sup>379</sup> Le Gouverneur, qui dispose de pouvoirs généraux réservés, est en outre tenu de n'approuver aucune mesure législative qui lui semble incompatible avec un traité ou avec les obligations internationales assumées par l'Autorité administrante, notamment celles qui découlent de l'Accord de tutelle.



Camerounais. En même temps, les anciennes Assemblées régionales ont été élargies et comptent désormais une majorité de membres élus selon un système collégial. Au Parlement de la région nord, le Cameroun septentrional est représenté par un chef à la Chambre des chefs et par 3 membres élus à la Chambre d'assemblée qui compte en tout 90 membres élus. Dans la Chambre d'assemblée de la région est, on compte 13 membres élus du Cameroun méridional sur un total de 97 membres. Ces corps législatifs régionaux peuvent légiférer pour la région en ce qui concerne un certain nombre de questions précises sous réserve de l'approbation du Conseil des ministres central. Il appartient à la Chambre des représentants centrale de légiférer sur toutes les autres matières.

Les revisions constitutionnelles envisagées pour 1953-1954 auraient pour effet d'augmenter le nombre des membres de la Chambre des représentants centrale; il y aurait désormais 184 membres élus à raison d'un membre par 170.000 habitants; les élections des membres de la Chambre centrale n'auraient pas lieu en même temps que celles des membres des corps législatifs régionaux. Le Cameroun méridional enverrait 6 membres et le Cameroun septentrional 4, ce qui augmenterait de façon appréciable la représentation de cette dernière région. Au Conseil des ministres dont le nombre des membres de droit serait ramené de 6 à 3 et dont le nombre des ministres africains serait ramené de 12 à 10, la représentation du Cameroun demeurerait inchangée, c'est-à-dire qu'il y aurait toujours un ministre qui serait Sud-Camerounais. Les corps législatifs régionaux ne seraient plus subordonnés en grande partie au pouvoir exécutif central, mais ils continueraient cependant à partager le pouvoir législatif avec l'exécutif fédéral pour toutes les questions relevant de leur compétence commune.

Les nouveaux organes envisagés pour le Gouvernement du Cameroun méridional seraient différents de ceux des gouvernements régionaux, étant donné que le Cameroun méridional ne jouit pas pour l'instant d'un statut régional autonome. Les fonctionnaires seraient relativement nombreux, les chefs traditionnels seraient représentés et le statut du Territoire aurait pour gardien le Gouverneur général, qui constituerait le lien direct avec l'Autorité administrante. Le corps législatif, présidé par le Commissaire du Cameroun, comprendrait 13 membres élus, 6 représentants des autorités autochtones, 2 représentants des intérêts particuliers non représentés par ailleurs et, enfin, 3 fonctionnaires. Le Gouverneur général approuverait les lois. Le Conseil exécutif, présidé lui aussi par le Commissaire du Cameroun, serait composé de 4 représentants, choisis parmi les 21 membres non fonctionnaires du corps législatif et désignés par le Gouverneur général sur la recommandation du Commissaire agissant en consultation avec le chef du parti majoritaire de la Chambre, et de 3 fonctionnaires. Le Cameroun septentrional, qui continuerait de faire partie de la région nord de la Nigéria, aurait 5 représentants à la Chambre d'assemblée de la région nord. Ces 5 représentants auxquels pourraient s'ajouter certains membres de circonscriptions situées en partie sur le Territoire sous tutelle constitueraient en même temps un comité consultatif qui aurait pour fonction de faire connaître au gouvernement de la région nord l'avis du Cameroun sur la législation régionale.

En ce qui concerne l'administration locale, le système consiste toujours à s'en remettre dans une très large

mesure aux chefs traditionnels ou quasi traditionnels des tribus ou des communautés reconnus comme autorités autochtones et dotés de pouvoirs financiers et du droit d'édicter des règlements. Toutefois, dans le nord, à la fin de 1953, les autorités autochtones individuelles avaient toutes cédé la place à des chefs siégeant en conseil. Dans le sud, bien qu'une législation permettant de créer des conseils locaux plus modernes pour l'ensemble de la région est soit en vigueur depuis 1950, aucun conseil nouveau n'a été créé au Cameroun. Le pouvoir de légiférer sur le plan local appartiendra au corps législatif envisagé pour le Cameroun méridional.

#### d) *Cameroun sous administration française*

Il existe dans le Territoire divers organes représentatifs, notamment une Assemblée territoriale et des conseils municipaux dans un certain nombre de communes urbaines et rurales. Le pouvoir exécutif est exercé, au nom du Gouvernement français, par le plus haut fonctionnaire de l'Administration, c'est-à-dire le Haut-Commissaire, et la population participe à l'élaboration des lois, dans le cadre de l'Union française, par l'intermédiaire de ses représentants dans les organes du Parlement français.

C'est ainsi qu'en 1946, le Cameroun s'est vu attribuer 3 des 591 sièges<sup>380</sup> de députés à l'Assemblée nationale. Par la suite, le nombre des représentants du Territoire a été porté à 4, un représentant étant élu par les citoyens français et 3 représentants par diverses catégories de non-citoyens. Le Territoire compte également trois représentants au Conseil de la République: un est élu par le collège électoral composé des citoyens français de l'Assemblée territoriale; deux sont élus par le collège électoral composé des non-citoyens (voir plus loin). Le Cameroun compte en outre 5 représentants, dont 4 Africains, à l'Assemblée de l'Union française, et 2 représentants, eux aussi Africains, au Conseil économique.

La Constitution française de 1946, qui confère le pouvoir législatif essentiel au Parlement, comme on l'a déjà exposé plus haut<sup>381</sup>, prévoit que chaque Territoire aura une assemblée élue, le système électoral, la composition et la compétence de ces assemblées étant déterminées par la loi. A la suite de l'adoption par le Parlement français de la loi du 7 octobre 1946, plusieurs décrets ont été publiés le 25 octobre 1946, visant la création dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés de nouvelles assemblées représentatives destinées à remplacer les assemblées qu'avait instituées un décret antérieur du Gouvernement provisoire de la République. La plupart de ces nouvelles assemblées, y compris celles du Cameroun et du Togo, comportaient deux sections, la première comprenant des membres élus par des citoyens français, la deuxième des membres élus par des non-citoyens appartenant à certaines catégories déterminées d'électeurs. Les pouvoirs des assemblées étaient de deux sortes, à savoir: a) pouvoir de prendre des décisions, notamment sur la gestion du domaine mobilier et immobilier du Territoire, certaines questions sociales, les prêts, le tourisme, l'urbanisme, les impôts, droits et contributions de toute nature; b) consultation obligatoire sur certaines questions, notamment sur l'organisation des services administratifs.

<sup>380</sup> Dont 514 élus par la France métropolitaine, 40 par les départements d'outre-mer et 37 par les territoires d'outre-mer et les territoires associés, c'est-à-dire les Territoires sous tutelle (T/AC.14/6).

<sup>381</sup> Voir sous-section B, d, ci-dessus.

Chaque assemblée délibère sur le budget présenté par l'Administration et a le droit de voter ou de rejeter les crédits afférents à tous les postes budgétaires autres que les postes obligatoires, savoir les dettes venues à échéance, les dépenses afférentes aux traitements et indemnités des fonctionnaires appartenant aux services créés en vertu de lois ou de décrets, les dépenses afférentes à la police, à la justice, à l'enseignement, à la santé publique, enfin tous crédits et débours spéciaux formellement prévus par la loi. Les assemblées peuvent en outre faire connaître au gouvernement leur opinion et adopter des motions sur toutes les questions qui ne sont pas d'ordre politique.

Par des lois en date des 27 août 1947, 23 mai 1951 et 6 février 1952, le Parlement français a augmenté le nombre des catégories d'électeurs et a apporté certaines autres modifications au système électoral. En ce qui concerne le Cameroun, la loi du 6 février 1952 a porté de seize à dix-huit le nombre des membres représentant le collège des citoyens français, et de vingt-quatre à trente-deux celui des membres représentant le collège des non-citoyens. C'est également cette loi qui a changé le nom des organes des Territoires : ceux-ci s'appelleront désormais assemblées territoriales, et non plus assemblées représentatives. Les pouvoirs dévolus à l'Assemblée territoriale du Cameroun demeurent inchangés, bien que l'Autorité administrante étudie depuis 1950 la possibilité de les élargir. Dans son rapport pour l'année 1950, l'Autorité administrante avait porté à la connaissance du Conseil de tutelle que, d'après des projets de loi en cours de préparation, l'Assemblée allait se voir conférer des pouvoirs plus étendus que ceux que lui reconnaissait le décret du 25 octobre 1946 ; en 1951, l'Autorité administrante a informé le Conseil, lors de sa neuvième session, que l'extension des pouvoirs viserait notamment l'octroi des concessions et l'aliénation des terres. Toutefois, des divers projets de loi soumis au Parlement français en 1951, un seul — celui qui par la suite est devenu la loi du 6 février 1952 mentionnée plus haut — est venu immédiatement en discussion. La loi en question ne modifiait cependant pas la compétence des assemblées d'outre-mer ; elle disposait seulement qu'une loi visant à étendre les pouvoirs desdites assemblées devait entrer en vigueur en juillet 1952 au plus tard. Or, à la date indiquée, aucune législation de cet ordre n'avait été adoptée, et aucune loi pertinente n'a été édictée en 1953. A la treizième session du Conseil, le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'il espérait que le Parlement français serait en mesure d'étudier, avant l'été de 1954, des projets de réforme politique visant le Territoire, et notamment l'extension des pouvoirs de délibération de l'Assemblée territoriale. Il a également déclaré que les projets de réforme actuellement envisagés prévoyaient entre autres choses la création d'un conseil exécutif dont les pouvoirs permettraient à l'Assemblée territoriale de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ses décisions<sup>382</sup>.

Sur le plan de l'administration locale, les autorités procèdent actuellement à la constitution, par étapes, d'organes représentatifs. Depuis 1941, des communes mixtes urbaines ont été créées dans 12 centres différents ; chacune de ces communes est gérée par un maire et une commission municipale, tous deux nommés par le Haut-Commissaire. Un fait plus récent est la création,

par décret du 21 août 1952, de 12 communes mixtes rurales, dans 3 des 19 régions administratives du Territoire ; on compte remplacer par des communes mixtes rurales certaines des communes mixtes urbaines moins importantes. Chacune d'elles est administrée par un fonctionnaire nommé par le Haut-Commissaire, assisté d'un conseil municipal élu qui jouit de pouvoirs délibératifs, notamment en matière budgétaire.

#### e) *Togo sous administration britannique*

Sauf pendant la brève période où, après 1950, le Conseil du Togo méridional a exercé des fonctions consultatives et électorales, le Togo sous administration britannique n'a pas eu d'organes représentatifs, exécutifs ou législatifs propres en dehors des circonscriptions locales, et les revisions constitutionnelles provisoires n'en prévoient pas l'institution. Jusqu'en 1950, le Territoire n'a pas été représenté non plus dans les conseils exécutifs et législatifs qu'il avait en commun avec la Côte-de-l'Or, en tant que partie intégrante de la colonie de la Côte-de-l'Or et des territoires du Nord. C'est en 1950 que le Conseil du Togo méridional nouvellement créé a été habilité, en attendant l'adoption de la Constitution de la Côte-de-l'Or de 1951, à désigner un représentant à l'un des 32 sièges du Conseil législatif de la Côte-de-l'Or. Les territoires du Nord de la Côte-de-l'Or, et par conséquent le Togo septentrional, n'étaient pas représentés.

En vertu de la Constitution de la Côte-de-l'Or de 1951, un nouveau corps législatif, dénommé Assemblée législative, exerce le pouvoir législatif pour l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Togo, sous réserve de l'approbation du Gouverneur (et, dans le cas du Territoire sous tutelle, sous réserve des dispositions de l'Accord de tutelle). La Constitution a porté le nombre des membres de l'Assemblée législative à 84, dont 75 membres élus ; quant au Togo septentrional, sa représentation n'était pas précisée : il faisait partie des territoires du Nord, auxquels la Constitution attribuait un total de 19 sièges ; le Togo méridional s'est vu attribuer 3 des 37 sièges réservés à la zone désignée sous le nom de colonie de la Côte-de-l'Or. Le Conseil exécutif (qui, par la suite, a pris le nom de Cabinet) allait désormais comprendre une majorité de représentants africains, généralement élus, et devenait le principal instrument politique du gouvernement. Sa composition n'était pas fondée sur des considérations géographiques ou territoriales, et aucun représentant du Togo n'en faisait partie.

Sur le plan régional, si le Togo septentrional continuait de faire partie intégrante des territoires du Nord et d'être représenté à ce titre au Conseil des territoires du Nord, le statut administratif du Togo méridional a été modifié par la réunion de cette zone et de la partie sud-est de la colonie de la Côte-de-l'Or, en vue de la constitution de la nouvelle région Transvolta-Togo. Cette modification a entraîné la disparition du Conseil du Togo méridional, créé en 1950, lequel a été remplacé par un Conseil du Transvolta-Togo doté d'attributions consultatives analogues, mais comprenant 21 membres venant du Togo et 18 membres venant de la Côte-de-l'Or proprement dite.

Les conséquences essentielles des projets provisoires de réforme constitutionnelle présentés en 1953 par le Gouvernement de la Côte-de-l'Or et approuvés par l'Autorité administrante (elles intéressent aussi bien le Territoire que la Côte-de-l'Or) peuvent être résumées

<sup>382</sup> Le Conseil de tutelle n'a eu communication d'aucun des textes relatifs à ces diverses propositions.

comme suit : il sera créé un cabinet entièrement représentatif qui sera "responsable de l'administration interne du pays"<sup>883</sup>, compte tenu des pouvoirs réservés du Gouverneur et des attributions exercées par ce dernier dans le domaine des affaires étrangères, de la défense du Togo, ainsi que pour certaines questions de police. Le nombre des membres de l'Assemblée législative sera accru et porté à 104 membres, tous élus par la voie du suffrage direct des adultes, à raison d'un membre pour chacune des 104 circonscriptions qui composent l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Territoire. La représentation du Togo dépend donc de l'importance de ces circonscriptions, qui ont déjà été constituées et dont les limites ne coïncident pas toujours avec la frontière qui sépare la Côte-de-l'Or du Togo ; c'est ainsi que la population du Togo septentrional relève de 3 circonscriptions situées tout entières à l'intérieur des frontières du Togo et de 4 circonscriptions qui n'y sont situées que partiellement ; quant à la population du Togo méridional, elle relève de 4 circonscriptions situées tout entières à l'intérieur du Territoire et de 2 circonscriptions situées de part et d'autre de la frontière.

Ces modifications d'ordre constitutionnel se sont accompagnées de réformes intéressant l'administration locale. Aux termes de l'ordonnance sur l'administration locale adoptée par l'Assemblée législative en 1951, on prévoit que les anciens conseils des autorités indigènes, dont le pouvoir reposait sur la tradition, pourront être remplacés, à l'échelon local, par des conseils locaux et des conseils de district composés, à concurrence des deux tiers, de membres élus et, à concurrence d'un tiers, de membres issus de la représentation traditionnelle. Le Togo septentrional a été divisé en 4 zones relevant de conseils de district, 3 d'entre elles n'étant situées que partiellement à l'intérieur du Territoire ; quant au Togo méridional, il comprend 3 zones de district et 15 zones dépendant de conseils locaux ; l'une de ces zones dépasse les frontières du Territoire. Les nouveaux organismes jouissent de pouvoirs variables ; ils sont notamment habilités à percevoir des taxes locales.

#### f) *Togo sous administration française*

La situation au Togo sous administration française est sensiblement la même que celle du Cameroun sous administration française qui a été exposée ci-dessus ; il n'y a de différence qu'en ce qui concerne la représentation et l'organisation administrative locale. C'est ainsi que le pouvoir exécutif est exercé au nom du Gouvernement français par le plus haut fonctionnaire de l'Administration (c'est-à-dire le Commissaire de la République) ; la population participe à l'élaboration des lois, conformément au système de l'Union française, par le moyen d'une représentation au Parlement français. Depuis 1946, le Togo a un représentant à l'Assemblée nationale, élu par diverses catégories d'électeurs inscrits sur une liste unique. Le Territoire a 2 représentants au Conseil de la République, élus par les membres de l'Assemblée territoriale. Il compte également un représentant à l'Assemblée de l'Union française.

L'évolution et les attributions de l'Assemblée représentative (appelée maintenant Assemblée territoriale), telles qu'elles ont été décrites dans le cas du Cameroun, s'appliquent également au Togo. Les mêmes lois du 27 août 1947, du 23 mai 1951 et du 6 février 1952 ont

créé de nouvelles catégories d'électeurs et modifié à divers autres égards le système électoral ; la loi du 6 février 1952 a institué au Togo un collège unique pour les élections à l'Assemblée. Comme dans le cas du Cameroun, l'Autorité administrante étudie depuis 1950 la possibilité d'élargir les pouvoirs de l'Assemblée. On a déjà mentionné le projet de loi tendant à modifier et à élargir les pouvoirs des assemblées représentatives du Togo et du Cameroun, projet qui a été porté à la connaissance du Conseil en 1950 ; l'année suivante, à sa onzième session, le Conseil a été informé que le Parlement français avait été saisi d'un projet de loi proposant une nette extension de ces pouvoirs ; l'Autorité administrante avait l'intention d'inscrire dans la catégorie des questions pour lesquelles l'Assemblée locale jouit du pouvoir de décision le plus grand nombre possible de questions pour lesquelles celle-ci n'avait jusqu'ici que des pouvoirs consultatifs. Toutefois, on a vu que le seul projet de loi intéressant l'organisation politique des Territoires sous tutelle qui ait été effectivement discuté par le Parlement français en 1951, et qui est devenu la loi du 6 février 1952, ne modifiait pas en fait la compétence des assemblées d'outre-mer mais prévoyait que des lois à cet effet devaient être adoptées avant le 1er juillet 1952. Par la même occasion, l'Autorité administrante a informé le Conseil qu'une proposition beaucoup plus libérale que celle dont il avait été fait mention en 1951 était actuellement à l'étude et, dans son rapport pour 1952, elle a déclaré qu'un projet de loi avait été approuvé par le Conseil des ministres et présenté à l'Assemblée nationale. Cependant, aucune loi de cet ordre n'a été promulguée en 1953, mais le représentant de l'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa treizième session, qu'il espérait que le Parlement étudierait les projets de réforme avant l'été de 1954. L'Autorité administrante a également déclaré que les propositions soumises à l'Assemblée nationale prévoyaient la création d'un Conseil de gouvernement composé en nombre égal de membres élus par l'Assemblée territoriale et de personnalités désignées par le Commissaire de la République.

En ce qui concerne l'administration locale, un nouveau système comprenant des conseils de circonscription élus a été institué par un arrêté du 16 juillet 1951, qui prévoit, dans chaque cercle, l'élection d'un conseil par un collège composé de personnes désignées dans les villages conformément au droit coutumier. Ces conseils doivent être consultés pour un certain nombre de questions d'intérêt local ; il s'agit notamment des impôts et des taxes, de la construction de nouveaux établissements scolaires et d'autres travaux, et, si elle le juge utile, l'Administration peut les consulter sur toute autre question. En 1952, l'Assemblée nationale a été saisie de diverses propositions tendant à élargir les pouvoirs de ces conseils, notamment dans le domaine financier. En outre, 7 agglomérations du Territoire ont été dotées du statut municipal, chacune élisant dorénavant une commission présidée par un fonctionnaire. La mise en œuvre d'une proposition présentée en 1950 et tendant à doter la ville principale de Lomé du statut de commune de moyen exercice, avec un maire élu, a été retardée en attendant le vote de certaines lois applicables à l'ensemble des territoires français d'outre-mer.

#### g) *Samoa-Occidental*

Le *Samoa Amendment Act* de 1947 a doté le Samoa-Occidental d'une Assemblée législative qui est composée, sous la présidence du Haut-Commissaire, de

<sup>883</sup> Exposé du Secrétaire d'Etat aux colonies à la Chambre des communes, le 28 avril 1954 ; voir également le document T/C.1/L.36.

2 Fautuas (hauts dignitaires samoans), de 12 membres samoans élus, de 5 membres européens élus et de 6 membres fonctionnaires désignés par le Haut-Commissaire. Les membres européens non fonctionnaires sont élus par les adultes, au scrutin secret; les membres samoans sont élus par le Fono des Faipoulés (voir ci-dessous), leur candidature étant en général présentée par les *mataïs* (chefs de famille) de chaque district. L'Assemblée législative possède des pouvoirs étendus en ce qui concerne les questions intérieures; elle a pleins pouvoirs pour les questions financières, sous réserve de l'approbation du Haut-Commissaire. Toutefois, elle ne peut pas légiférer sur les questions de défense, les affaires étrangères, les terres de la Couronne, les services publics et certains autres domaines réservés. Le Haut-Commissaire peut opposer son veto aux ordonnances de l'Assemblée législative et le Gouverneur général de la Nouvelle-Zélande peut, dans un délai d'un an, refuser de reconnaître une ordonnance qui a été sanctionnée par le Haut-Commissaire. En fait, on n'a jamais eu recours à ces deux procédures.

La représentation des Samoans est également assurée par le Fono des Faipoulés, qui est un organe composé de 41 membres élus par les *mataïs* (chefs de famille) des districts traditionnels. Toutefois, il s'agit essentiellement d'un organe consultatif auquel la loi confère le droit d'exprimer des opinions et de présenter des recommandations au Haut-Commissaire.

Le Conseil exécutif, qui a été créé en 1953 en application du *Samoa Amendment Act* de 1952, permet à des personnes qui ne sont pas fonctionnaires de jouer un rôle dans le pouvoir exécutif. Le Conseil exécutif est composé du Haut-Commissaire, des 2 Fautuas, de 3 membres fonctionnaires qui sont également membres de l'Assemblée législative et de 4 membres élus de l'Assemblée législative (3 Samoans et un Européen) qui sont nommés sur proposition de l'Assemblée. Le Conseil exécutif a pour rôle de conférer avec le Haut-Commissaire et de l'aider de ses conseils à formuler, élaborer et appliquer la politique du Gouvernement du Samoa-Occidental. Il existe également un Conseil d'Etat, composé du Haut-Commissaire et des 2 Fautuas. Le Conseil d'Etat n'a pas de pouvoir exécutif, mais le Haut-Commissaire doit le consulter sur tous les projets de loi ou d'ordonnance qu'il désire présenter à l'Assemblée législative au sujet de questions étroitement liées à la coutume samoane et, lorsqu'il le juge utile, de toute question touchant au bien-être du Samoa-Occidental.

On a vu plus haut que l'Autorité administrante a proposé de réunir dans le Territoire, vers la fin de 1954, une assemblée constituante qui étudierait un projet de constitution pour le futur Etat samoan. A l'ordre du jour de cette assemblée constituante figurerait notamment la création d'une chambre unique des représentants et d'un pouvoir exécutif composé d'un Premier Ministre et d'un cabinet.

L'administration locale est confiée aux conseils de village et de district, composés de chefs de famille (*mataïs*), selon la tradition samoane; l'intervention du gouvernement central se limite essentiellement à faire appliquer les règlements au moyen d'un corps de fonctionnaires locaux. En 1953, l'Assemblée législative a adopté une ordonnance relative à l'administration locale (*District and Village Government Board Ordinance*), qui prévoit l'établissement d'un conseil d'administration locale (Local Government Board); les autorités locales

seront encouragées à lui soumettre leurs arrêtés, afin que son approbation leur donne force légale.

#### h) Nauru

Le Territoire ne possède pas d'organe législatif ni exécutif. L'Administrateur exerce le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, au nom de l'Autorité administrante.

Le Conseil de gouvernement local de Nauru, organe d'administration locale composé de neuf membres élus, qui a été constitué par une ordonnance et élu en 1951 pour remplacer le Conseil des chefs, lequel n'avait pas de statut légal, peut donner des avis à l'Administrateur sur toutes questions intéressant les Nauruans, notamment sur l'élaboration de nouvelles ordonnances ou de nouveaux règlements, et l'abrogation ou la modification des ordonnances ou règlements en vigueur. L'Administrateur peut, s'il le juge utile, agir à l'encontre des avis du Conseil dans quelque domaine que ce soit. Le Conseil peut édicter, sous réserve de l'approbation de l'Administrateur, des règlements régissant certaines questions précises et, d'une manière générale, destinés à assurer l'ordre public, la paix et le bien-être des Nauruans.

#### i) Nouvelle-Guinée

Un Conseil exécutif, qui comprend au moins neuf fonctionnaires du Territoire, nommés par l'Autorité administrante qui peut mettre fin à leur mandat quand bon lui semble, conseille et seconde l'Administrateur.

Le Conseil législatif pour les Territoires combinés du Papua et de la Nouvelle-Guinée est entré en fonctions en 1951; il se compose de l'Administrateur, de 16 membres fonctionnaires et de 12 membres non fonctionnaires. Trois de ces derniers sont des autochtones, dont 2 représentent le Territoire sous tutelle; 3 sont élus par la population non autochtone (dont 2 pour le Territoire sous tutelle); 3 représentent les missions religieuses (dont 2 pour le Territoire sous tutelle); 3 représentent les intérêts commerciaux (dont 2 pour le Territoire sous tutelle).

Toutes les ordonnances adoptées par le Conseil en vue de la paix, de l'ordre et de la bonne administration du Territoire doivent être approuvées par l'Administrateur, sauf lorsqu'elles sont réservées à l'assentiment de l'Autorité administrante elle-même. Les ordonnances que l'Administrateur a approuvées peuvent être rapportées par l'Autorité administrante.

Les conseils consultatifs de district, qui ne sont pas créés par une loi, sont composés du commissaire de district et de membres que l'Administrateur choisit sur une liste de personnes recommandées par le commissaire de district. Les conseils consultatifs municipaux, qui ne sont pas non plus des organes créés par une loi, sont composés de personnalités représentatives choisies parmi les citoyens et les fonctionnaires de l'Administration. L'Autorité administrante a déclaré que ces conseils s'occupent de questions qui ne présentent guère d'intérêt pour les autochtones, et jusqu'ici seuls des Européens et des Asiatiques en ont fait partie. L'Autorité administrante estime que les intérêts des autochtones sont suffisamment protégés par la politique de l'Administration telle qu'elle est appliquée par les divers départements et en particulier par le Département des services de district et des affaires indigènes.

L'Administration compte substituer progressivement au système actuel d'administration locale par les fonctionnaires de village, des conseils indigènes de village,



au fur et à mesure que l'évolution de la population lui permettra de participer à ces conseils. Des spécialistes du Département des services de district et des affaires indigènes ont été chargés d'encourager la création de ces conseils et de les orienter au début, avec l'aide de fonctionnaires d'autres départements. Au 30 juin 1953, il avait été créé 6 conseils, représentant 117 villages et une population évaluée à 24.813 habitants.

L'Autorité administrante a également déclaré qu'au stade actuel de l'évolution de la population autochtone, la meilleure façon de développer la compréhension des méthodes législatives chez la population était de l'associer aux travaux des conseils de village, lesquels sont encouragés par les fonctionnaires de district.

#### D. — DÉVELOPPEMENT DU SUFFRAGE UNIVERSEL DES ADULTES ET DES ÉLECTIONS DIRECTES

##### a) *Tanganyika*

Aucune loi électorale n'est en vigueur dans le Territoire, les représentants à tous les organes, à l'exception de certaines autorités autochtones, étant nommés. La Commission de l'organisation constitutionnelle, qui a présenté son rapport en 1951<sup>884</sup>, a admis le principe de la représentation élective pour le Conseil législatif et les conseils administratifs régionaux et locaux, mais n'a pas arrêté les détails qui doivent faire l'objet d'études ultérieures; elle a indiqué dans son rapport que, d'une manière générale, la population européenne était favorable à des élections immédiates, que la population asiatique préférerait des élections auxquelles participeraient conjointement les Européens et les Asiatiques, les listes électorales devant être élargies plus tard pour comprendre les Africains, et que la population africaine était favorable à des élections indirectes organisées sur une base communale. Un Commissaire spécial<sup>884</sup> a formulé par la suite des propositions détaillées écartant pour l'instant la participation de l'ensemble de la population africaine à des élections directes mais proposant, à titre expérimental, l'établissement de listes électorales communes dans un ou deux centres urbains. Comme première mesure en vue de la participation des Africains aux élections législatives, il proposait que la plupart des membres africains soient des représentants nommés chargés de représenter les provinces et, si possible, choisis parmi les candidats présentés par les autorités autochtones. Des élections par les Européens ne seraient justifiées actuellement que dans deux ou peut-être trois provinces et dans la capitale; de même, pour les Asiatiques, une liste commune pour toute la population asiatique ne pourrait guère être établie que dans trois provinces et dans la capitale.

Cependant, le projet de réforme du Conseil législatif annoncé en mai 1954<sup>885</sup> tend à ajourner l'adoption du principe électif pour la constitution de cet organe. En annonçant la réforme, le Gouverneur a déclaré que la majorité de ceux qui lui avaient fait connaître leur opinion avaient jugé préférable d'attendre que le nouvel organe législatif soit fermement établi avant d'adopter le principe des élections. Toutefois, on envisage de nommer ses membres pour une période de trois ans seulement, et non pour cinq ans comme c'est actuellement le cas. D'autre part, les membres non fonctionnaires seront, pour la première fois, choisis non seule-

ment en tenant compte du groupe de population auquel ils appartiennent, mais aussi sur une base géographique.

##### b) *Ruanda-Urundi*

Il n'existe pas de système électoral général dans le Territoire. A plusieurs reprises, afin de développer l'éducation politique de la population, l'Administration a organisé des élections aux conseils des centres extra-coutumiers au cours desquelles les habitants pouvaient exprimer leurs préférences. Aux termes du décret du 14 juillet 1952, les notables qui sont membres des conseils de sous-chefferies sont élus par les autres notables inscrits sur la liste établie par le sous-chef intéressé. Les membres des conseils autochtones supérieurs sont choisis grâce à un système d'élections indirectes auxquelles participent les notables et les chefs qui siègent aux conseils inférieurs.

##### c) *Cameroun sous administration britannique*

Avant l'entrée en vigueur de la Constitution de 1951, il n'existait aucune loi électorale dans la Nigéria ni au Cameroun. Depuis lors, un système de collèges électoraux a été employé pour la désignation des représentants siégeant aux organes législatifs régionaux. Dans la région est, on a organisé des élections à deux degrés (en 1951 et en 1953), tandis que dans la région nord, il s'agissait d'élections à quatre degrés. Pour ces élections, le droit de vote était reconnu à tous les Nigériens et Camerounais adultes qui étaient assujettis à l'impôt et qui avaient leur résidence dans la région intéressée ou y étaient nés. Tous les adultes du sexe masculin sont assujettis à l'impôt et ont donc le droit de vote; les femmes, bien qu'elles "puissent" payer l'impôt, n'y sont pas obligatoirement assujetties, et, dans la pratique, elles le font rarement.

Aux termes de la Constitution de 1951, les membres de la Chambre des représentants centrale sont élus parmi les membres des organes régionaux. Conformément aux amendements constitutionnels décidés en 1953, les élections à l'Assemblée fédérale seront dorénavant distinctes des élections aux organes législatifs régionaux. L'Assemblée fédérale comprendra un membre élu pour chaque groupe de 170.000 habitants, soit au total 184 membres.

Aucune loi électorale régissant la désignation des membres des conseils des autorités autochtones (administration locale) n'est en vigueur dans le Territoire; c'est généralement le clan ou la tribu qui les choisit, conformément à une procédure qui lui est propre. Cependant, certains conseils comprennent à l'heure actuelle des membres élus.

##### d) *Cameroun sous administration française*

La Constitution française de 1946 énonce le principe du suffrage universel des adultes, et la politique de l'Autorité administrante a visé à étendre progressivement ce suffrage aux habitants des territoires d'outre-mer et des territoires associés (c'est-à-dire sous tutelle). Les lois des 5 octobre 1946, 27 août 1947, 23 mai 1951 et 6 février 1952 sont les principales mesures législatives qui ont été prises dans ce sens. Dans le cas du Cameroun, ces lois établissent deux grands collèges électoraux — l'un pour les citoyens français et l'autre pour certaines catégories de non-citoyens — qui élisent directement et séparément les représentants du Territoire à l'Assemblée nationale et tous les membres de l'Assemblée territoriale; ce dernier organe, à son tour, se

<sup>884</sup> Voir sous-section B, a, ci-dessus.

<sup>885</sup> Voir sous-section C, a, ci-dessus.



constitue en collège électoral pour élire les représentants du Territoire au Conseil de la République et à l'Assemblée de l'Union française. La loi du 6 février 1952 maintient le système du double collège au Cameroun.

Les adultes de l'un et l'autre sexe, majeurs de 21 ans, ne peuvent participer aux élections à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée territoriale que s'ils appartiennent à l'une des catégories déterminées par la loi. Si l'on met à part les personnes possédant la citoyenneté française, ces catégories étaient à l'origine au nombre de douze, à savoir : les notables évolués ; les membres et anciens membres des assemblées locales et de certaines associations et sociétés ; les titulaires de certaines décorations et titres honorifiques français ; les fonctionnaires ou employés permanents de l'Etat ; les présidents et assesseurs et les anciens présidents et assesseurs des tribunaux indigènes ; les ministres du culte ; les militaires et anciens militaires ; les marchands, fabricants, planteurs, artisans et, en général, tous les titulaires d'une licence ; les chefs ou représentants de communautés autochtones ; les personnes détentrices de titres de propriété et, enfin, les titulaires d'un permis de classe ou d'un permis de conduire. La loi du 27 août 1947 a ajouté une treizième catégorie composée de toutes les personnes sachant lire le français ou l'arabe. La loi du 23 mai 1951 a ajouté encore trois catégories nouvelles : les chefs de famille, les mères de deux enfants vivants ou morts pour la France et les titulaires de pension. La loi du 6 février 1952 a ajouté une catégorie supplémentaire : les chefs de foyer.

Le nombre de personnes des deux sexes appartenant à l'une de ces catégories et s'étant fait inscrire sur les listes électorales est passé de 15.896 en 1946 à 116.566 au 31 mars 1951, puis à 532.475 au 17 juin de la même année et à 580.000 en 1952. Le Territoire sous tutelle a une population autochtone d'environ 3.500.000 âmes.

Les élections à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée territoriale se font normalement tous les cinq ans ; les dernières élections ont eu lieu respectivement en 1951 et en 1952. En 1952, c'était la deuxième fois que les élections avaient lieu en application de la Constitution française de 1946.

Dans les 12 communes mixtes rurales créées jusqu'ici, les élections aux conseils municipaux ont lieu au scrutin à un tour, suivant le système du collège électoral unique ; mais dans certaines communes des sièges sont réservés aux candidats français.

#### e) *Togo sous administration britannique*

Aucune forme de suffrage universel n'existait dans le Territoire sous tutelle avant la mise en vigueur de la Constitution de 1951 ; le système de représentation qui existait était fondé, dans une large mesure, sur les méthodes traditionnelles. Cependant, la nouvelle Constitution a introduit dans les zones rurales de la colonie de la Côte-de-l'Or, et en conséquence dans la partie méridionale du Togo, un système électoral à deux degrés pour l'élection d'un certain nombre de représentants à l'Assemblée législative. Au premier degré, les collèges électoraux sont élus au suffrage universel direct ; au deuxième degré, ces collèges élisent les représentants. Deux des trois représentants du Togo méridional ont été élus suivant ce système et le troisième a été élu par le Southern Togoland Council constitué en organe électoral. Dans les territoires du Nord, notamment dans le Togo septentrional, on a formé un collège électoral unique en adjoignant au Conseil des territoires du Nord des délégués nommés par les conseils de

district. Cependant, peu après, la *Local Government Ordinance* de 1951 a introduit dans l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Togo le système d'élections directes au suffrage universel des adultes ; c'est selon ce système qu'ont été élus les représentants qui constituent les deux tiers de l'effectif de chacun des conseils locaux.

Les revisions de la Constitution provisoire, proposées par le Gouvernement de la Côte-de-l'Or en 1953 et acceptées par l'Autorité administrante, prévoient l'élection d'une nouvelle Assemblée législative pour la Côte-de-l'Or et le Territoire sous tutelle, au scrutin secret et au suffrage universel et direct des adultes. Une loi à cet effet a été adoptée en 1953 en vue des élections qui doivent avoir lieu en juin 1954.

#### f) *Togo sous administration française*

Le système électoral en vigueur au Togo sous administration française est régi par les mêmes lois et il est essentiellement le même que celui qui est décrit pour le Cameroun sous administration française. Il convient de noter cependant que la loi du 6 février 1952, qui maintient le système du double collège au Cameroun, crée un collège électoral unique pour le Togo, et les deux anciennes listes ont en conséquence été fondues en une seule.

Le nombre de personnes des deux sexes qui appartiennent aux catégories jouissant du droit de vote (comme on l'a expliqué pour le Cameroun), et qui se sont fait inscrire, est passé de 7.963 en 1947 à 28.580 au début de 1951, puis à 50.915 en mars 1952 et à 113.279 en 1953. Le Territoire sous tutelle a une population d'environ 1.031.000 habitants. Les dernières élections à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée territoriale ont eu lieu en 1951 et en 1952 respectivement.

Un système différent est appliqué pour les élections aux conseils de circonscription récemment créés dans tout le Territoire. Les élections à ces conseils sont à deux degrés : tout d'abord, chaque village désigne un petit nombre d'électeurs, selon les méthodes coutumières ; ces électeurs choisissent ensuite les représentants.

#### g) *Samoa-Occidental*

Les 5 membres européens et les 12 membres samoans de l'Assemblée législative sont élus selon des systèmes électoraux différents. Le suffrage universel des adultes est appliqué dans la communauté européenne ; parmi les Samoans, le droit de vote continue d'être réservé aux seuls *matais* qui élisent les membres du Fono des Faipoulés, lesquels élisent à leur tour les membres samoans de l'Assemblée législative. Le mandat de l'Assemblée législative expire au bout de trois ans ; les dernières élections ont eu lieu en avril 1951 : c'étaient les deuxième élections organisées en vertu de la constitution en vigueur.

#### h) *Nauru*

Tout Nauruan âgé de 21 ans au moins peut prendre part aux élections au Conseil de gouvernement local de Nauru, à la seule exception des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement de un an ou plus. Les élections ont lieu selon le système préférentiel et le vote est obligatoire. Les élections doivent avoir lieu au moins tous les quatre ans ; les premières ont eu lieu en décembre 1951.

#### i) *Nouvelle-Guinée*

Les personnes âgées de 21 ans au moins, qui ne sont pas des autochtones ou des étrangers, peuvent s'inscrire

sur les listes électorales et peuvent voter pour l'élection des deux membres non fonctionnaires et non autochtones qui représentent la Nouvelle-Guinée au Conseil législatif. Les élections ont lieu selon le système préférentiel, et elles doivent être tenues au moins tous les trois ans. Les premières ont eu lieu en novembre 1951.

Tout autochtone habitant dans la juridiction d'un conseil, qui paie la taxe de conseil ou est exempté du paiement de cette taxe, a le droit de voter pour l'élection des membres du conseil indigène de village. Les femmes habitant dans la juridiction du conseil acquièrent le droit de vote en payant une taxe réduite, en général une livre.

#### E. — LA FORMATION DES AUTOCHTONES ET LEUR NOMINATION À DES POSTES DE L'ADMINISTRATION COMPORTANT DES RESPONSABILITÉS

##### a) *Tanganyika*

Très peu d'Africains, faute de remplir les conditions requises, ont été nommés à des postes des échelons supérieurs de l'administration; ces postes sont, pour la plupart, occupés par des Européens. Pour l'ensemble des services gouvernementaux (cadres supérieur, moyen et subalterne), on comptait, en 1952, 2.747 Européens, 1.359 Asiatiques et 13.719 Africains. Le Territoire ne possède aucun établissement d'enseignement supérieur. Mais la plupart des étudiants qui remplissent les conditions requises peuvent recevoir cet enseignement soit au collège de Makerere, dans l'Ouganda, soit à l'étranger. Le nombre des étudiants de cette catégorie s'est accru d'année en année, et, à la fin de 1953, on en comptait 88 au collège de Makerere et 16 dans les universités du Royaume-Uni; 16 autres suivaient des cours supérieurs de formation au Royaume-Uni et ailleurs.

##### b) *Ruanda-Urundi*

Les postes subalternes de l'administration centrale sont en majeure partie occupés par des autochtones du Territoire ou du Congo (on en comptait 559 en 1952). Ces fonctionnaires ont, pour la plupart, fait des études secondaires et, à leur intention, une section administrative a été créée dans le groupe scolaire d'Astrida. En 1953, 23 étudiants autochtones ont suivi des cours d'enseignement supérieur au Congo belge ou en Europe.

##### c) *Cameroun sous administration britannique*

Les services administratifs du Territoire se confondent avec ceux de la Nigéria. Aux termes de la Constitution révisée, chaque région aura ses propres services administratifs, mais le personnel administratif du Cameroun méridional sera fourni par les services fédéraux. Le Conseil a été informé que le Gouvernement de la Nigéria avait pour politique de réduire au minimum, et dans les limites compatibles avec la bonne marche des services, le recrutement à l'étranger du personnel de la fonction publique, et, par conséquent, de mettre les habitants du pays en mesure d'assumer des responsabilités en matière d'administration. Les habitants du Territoire sous tutelle ont accès à tous les postes de l'administration, s'ils possèdent les connaissances nécessaires et les qualités morales requises. Jusqu'ici, cependant, peu d'Africains du Cameroun ont été employés dans les cadres supérieurs de l'administration; on n'en compte que deux pour la période de 1950-1953, et c'est le maximum atteint jusqu'ici. Outre

la pénurie de personnes suffisamment qualifiées, l'Autorité administrante a souligné l'attrait qu'exercent le commerce et la politique: ainsi, deux fonctionnaires camerounais des cadres supérieurs ont démissionné en 1953 pour faire de la politique. Par ailleurs, le nombre des étudiants camerounais titulaires d'une bourse d'enseignement supérieur pour poursuivre leurs études en Afrique occidentale ou à l'étranger est passé de 21 en 1950 à 31 en 1952.

Dans les organes exécutifs centraux et régionaux créés en vertu de la Constitution de 1951, quelques Camerounais occupent des postes particulièrement importants. Un Africain du Territoire sous tutelle a été membre du Conseil des ministres central, un autre du Conseil exécutif de la région est, et un troisième a été nommé en 1954 membre du Conseil exécutif de la région nord. La création d'un gouvernement quasi régional, envisagée pour le Cameroun méridional, offrira aux autochtones de nouvelles possibilités de ce genre.

##### d) *Cameroun sous administration française*

L'Autorité administrante a informé le Conseil que les fonctionnaires des services administratifs du Territoire étaient recrutés par voie de concours ouverts à tous les habitants qui ont les aptitudes requises. L'enseignement supérieur n'est pas dispensé dans le Territoire, mais le nombre des bourses d'enseignement supérieur permettant aux titulaires de suivre cet enseignement à l'étranger a augmenté d'année en année pour atteindre en 1952 le total de 82. Des bourses seront accordées à l'avenir à des étudiants qui se spécialiseront dans des domaines où ils pourront être utiles au Territoire. On procède également à la formation de fonctionnaires à l'intérieur même des services, afin de pouvoir leur confier des postes plus importants. L'effectif total du personnel administratif, qui était de 5.327 Africains et 998 Européens en 1947, est passé en 1952 à 9.791 Africains et 4.323 Européens. Sur cet effectif, 73 Africains et 827 Européens occupaient des postes supérieurs.

##### e) *Togo sous administration britannique*

Le personnel de l'administration publique est commun à la Côte-de-l'Or et au Territoire sous tutelle, et le gouvernement a pour politique déclarée "l'africanisation" du service. Dans les propositions de réformes constitutionnelles provisoires qu'il a faites en 1953, le gouvernement a réaffirmé cette politique, soulignant qu'il était nécessaire d'accélérer dans toute la mesure du possible l'africanisation du service sans lui enlever son efficacité, mais que l'on ne saurait négliger le fait que l'Administration ne peut se passer des services de fonctionnaires compétents d'outre-mer. Les Togolais possédant les aptitudes requises peuvent accéder à tous les postes de l'administration; à la fin de 1952, on comptait 11 Togolais parmi les 653 Africains qui occupaient des postes supérieurs. L'Autorité administrante a reconnu que cette proportion était faible, mais elle ne doute pas que la situation ne s'améliore, grâce à l'accélération du programme relatif à l'enseignement et à l'octroi de bourses. Au début de 1954, 58 étudiants togolais fréquentaient le collège universitaire de la Côte-de-l'Or et le collège de technologie de Kumasi, contre 37 en 1952; au cours de cette dernière année, 22 étudiants togolais suivaient des cours d'enseignement supérieur dans le Royaume-Uni et en Amérique du Nord.

#### f) *Togo sous administration française*

Les nouveaux règlements relatifs au recrutement du personnel des services administratifs prévoient le recrutement direct, à partir de 1953, de personnes qualifiées pour ce que l'on appelle "les emplois supérieurs", ainsi que l'intégration dans ces cadres supérieurs des agents des cadres locaux compétents. L'enseignement supérieur n'est pas dispensé dans le Territoire, mais le nombre des bourses d'enseignement supérieur permettant aux titulaires de suivre cet enseignement à l'étranger s'est accru d'année en année et, en 1952, 58 bourses d'enseignement supérieur ont été accordées, ainsi que 32 bourses d'enseignement technique. Le nombre des fonctionnaires indigènes qui occupent des emplois supérieurs est passé de 175 en 1948 à 339 en 1952, et celui des fonctionnaires des cadres subalternes de 4.348 à 4.900. Le nombre des Européens appartenant à l'ensemble du service est passé de 154 à 242, dont 221 occupent des emplois supérieurs. Parmi les exemples que l'Autorité administrante a donnés concernant les postes les plus importants occupés par les Africains, il faut noter la direction de deux districts agricoles et de quatre commissariats de police. Un fonctionnaire togolais, attaché au Cabinet du Commissaire de la République, a participé aux travaux des douzième et treizième sessions du Conseil de tutelle en qualité de membre de la délégation française et de représentant spécial du Territoire.

#### g) *Samoa-Occidental*

En 1953, sur un total de 1.070 fonctionnaires, on comptait 817 Samoans. Sur un total de 93 fonctionnaires des cadres supérieurs, 8 étaient Samoans. L'Autorité administrante a déclaré que la fonction publique était ouverte à tous les éléments de la population, sous réserve qu'ils possèdent l'instruction requise.

Le Samoa College, qui dispose d'un équipement et d'un personnel analogues à ceux des écoles secondaires de la Nouvelle-Zélande, a été ouvert en 1953, avec 52 élèves. On espère que le nombre des élèves de la section secondaire augmentera progressivement jusqu'à 200. Depuis 1945, l'Autorité administrante a accordé au total 95 bourses d'études (y compris 12 bourses attribuées en décembre 1953) qui ont permis à des élèves du Samoa-Occidental d'entrer dans des écoles primaires et secondaires en Nouvelle-Zélande. Seize de ces boursiers sont rentrés au Samoa-Occidental où ils ont obtenu des emplois dans l'Administration; vingt-trois autres ont achevé leurs études secondaires et suivent des cours d'enseignement supérieur ou de formation technique en Nouvelle-Zélande.

#### h) *Nauru*

En 1952-1953, l'Administration de Nauru comptait au total 352 fonctionnaires dont 16 Européens, 288 Nauruans, 30 Chinois et 18 habitants des îles Gilbert et Ellice. Le directeur du Département des affaires indigènes est un Nauruan. D'autres Nauruans sont employés comme directeurs d'écoles, médecins indigènes, opérateurs et techniciens de radio, policiers, dessinateurs industriels, instituteurs, assistants médicaux et infirmiers, et à divers titres dans le Département des travaux publics.

L'Autorité administrante a déclaré que l'Administration aidait et encourageait en toute occasion les Nauruans à acquérir l'expérience et la formation requises pour occuper des emplois supérieurs dans

l'Administration et, à cette fin, donnait à des étudiants doués la possibilité de poursuivre leurs études en Australie et dans les îles Fidji; en outre, il existait des cours hebdomadaires d'apprentissage dans divers métiers. En 1953, 57 élèves étaient inscrits dans les écoles secondaires et 23 poursuivaient leurs études à l'étranger.

#### i) *Nouvelle-Guinée*

Aucun autochtone n'occupe de poste dans la fonction publique, mais l'Autorité administrante a approuvé la création d'une division auxiliaire pour les autochtones, et la législation nécessaire à cet effet est en préparation. La nouvelle division sera essentiellement une division de formation qui préparera des fonctionnaires autochtones qualifiés à entrer dans des cadres plus élevés de la fonction publique. En 1953, le nombre des autochtones employés par l'Administration s'élevait à 9.712, dont 5.469 manœuvres, 1.391 policiers, 623 agents sanitaires et 493 stagiaires ou apprentis. Le reste se composait de petits groupes de techniciens, de membres de l'enseignement, de secrétaires ou d'autres travailleurs.

Au sujet des mesures prises ou envisagées pour donner aux autochtones un enseignement secondaire ou supérieur, l'Autorité administrante a déclaré que, d'une façon générale, la grande majorité de la population autochtone n'était pas encore en mesure de comprendre pleinement les bienfaits de la civilisation européenne et qu'en organisant l'enseignement secondaire sur une large base, on méconnaîtrait les besoins scolaires réels du Territoire. Au stade actuel, le plus important était d'augmenter le nombre des écoles primaires dans les villages. Cependant, l'Autorité administrante fournit gratuitement aux étudiants autochtones un enseignement supérieur dans les centres de formation pédagogique et dans d'autres établissements analogues du Territoire, et elle pourvoit à leur entretien; ceux d'entre eux qui ont des qualités voulues ont la possibilité de suivre des cours de formation médicale à l'Ecole médicale centrale de Suva, dans les îles Fidji. On a également pris des mesures pour permettre à certains étudiants d'entreprendre des études supérieures en Australie.

#### F. — RÉALISATIONS DE RECETTES PUBLIQUES SUFFISANTES

##### a) *Tanganyika*

La nouvelle forme adoptée pour la présentation du budget du Territoire montre que le budget général comprend trois comptes différents financés séparément: a) le budget du développement agricole, qui comprend des dépenses ordinaires et des dépenses d'investissement; b) le budget général ordinaire qui groupe tous les autres chapitres ordinaires; c) le compte des opérations en capital qui groupe toutes les autres dépenses d'investissement. En ce qui concerne le développement agricole, les dépenses qui, en 1950, 1951 et 1952, étaient respectivement de 258.940, 322.153 et 382.272 livres sterling ont été, comme d'habitude, compensées chaque année par les recettes du Territoire, c'est-à-dire en grande partie par des transferts du Fonds de développement agricole qui est alimenté surtout par les bénéfices que le gouvernement retire de l'achat et de la vente du coton. Pour ce qui est du compte des opérations en capital, les dépenses qui, en 1950, 1951 et 1952, étaient respectivement de 3.179.219, 3.507.896 et 4.607.038 livres sterling ont été financées en partie par les recettes

budgétaires (dont 2.867.057 livres provenaient de la Réserve pour le plan de développement, qui a été financée comme suit pendant les années considérées : 2.304.333 livres provenant de la taxe sur les exportations de sisal, 315.355 livres transférées d'un Fonds spécial et 1.281.350 livres au titre de "contributions au développement"), mais surtout par les recettes hors budget, c'est-à-dire par des subventions du Fonds colonial pour le développement et la protection sociale (1.093.405 livres en 1950, 1.174.728 livres en 1951 et 936.489 livres en 1952), par une contribution de l'Administration de coopération économique (ECA) (79.507 livres en 1952), par un transfert d'un Fonds spécial (315.355 livres en 1952), ainsi que par des emprunts et des avances sur des emprunts prévus (1.027.377 livres en 1950, 2.069.719 livres en 1951 et 1.924.074 livres en 1952). Toutefois, en ce qui concerne le budget général ordinaire, les recettes du Territoire, qui s'élevaient à 10.400.000 livres en 1950, 11.900.000 livres en 1951 et 16.400.000 livres en 1952, ont permis non seulement de faire face aux dépenses pendant la période envisagée, mais encore d'accroître de plus de 3 millions de livres les diverses réserves, notamment la Réserve pour le plan de développement, et l'on a enregistré en outre un excédent budgétaire final d'environ 400.000 livres. Pour les années 1950, 1951 et 1952, les droits de douane, les impôts, droits, taxes et revenus des biens domaniaux ont atteint les totaux suivants : droits de douane — 4.416.146, 5.644.582 et 6.614.186 livres ; impôts, droits, taxes et revenus des biens domaniaux — 4.763.193, 5.248.845 et 8.446.926 livres, cette dernière majoration s'expliquant surtout par une augmentation sensible des redevances payées par les entreprises minières qui se sont élevées à plus de 680.000 livres en 1952, contre 52.000 livres en 1951 et 193.000 livres en 1950.

#### b) *Ruanda-Urundi* <sup>386</sup>

Il existe pour ce territoire deux budgets, savoir le budget ordinaire où figurent les dépenses ordinaires, et le budget extraordinaire qui couvre les dépenses d'investissement. Pendant la période 1949 à 1951 <sup>386</sup>, le budget ordinaire a accusé un excédent de 127 millions de francs, les dépenses et les recettes ayant atteint les totaux suivants pour les années 1949, 1950 et 1951 — dépenses : 327.334.161, 335.164.570 et 430.643.948 francs ; recettes : 275.904.788, 385.919.350 et 559.211.752 francs. Il convient toutefois de noter que les chiffres relatifs aux dépenses ordinaires pour 1949 comprennent une somme de 97.361.359 francs qui représente les dépenses "exceptionnelles" financées en partie par des avances remboursables, sans intérêts, consenties par la Belgique et le Congo belge (33.796 francs) et en partie grâce aux excédents budgétaires des exercices financiers précédents. La part que les droits de douane, y compris les droits de consommation, ont prise dans les recettes ordinaires totales peut être évaluée pour chacune des trois années 1949, 1950 et 1951 à 100 millions, 130 millions et 216 millions de francs, alors que les impôts et taxes recouvrés ont représenté environ 135 millions, 150 millions et 200 millions de francs. Les crédits votés au titre du budget extraordinaire pour chacune des

trois années mentionnées ci-dessus se sont élevés à 72.417.000, 178.475.000 et 161.802.000 francs. Parmi les moyens de financement, il faut citer certaines recettes extraordinaires telles que les ventes de biens domaniaux (peu importants cependant) et surtout, depuis 1950, des avances remboursables, sans intérêts, consenties par l'Etat belge (150 millions de francs ont été empruntés en 1950 et également en 1951). D'autre part, chaque circonscription indigène (chefferie et pays) possède son budget propre dont le montant total était en 1952 de 78.327.000 francs pour les recettes et 77.609.000 francs pour les dépenses.

#### c) *Cameroun sous administration britannique* <sup>387</sup>

Dans les prévisions de dépenses et de recettes du Territoire, celles qui ont trait au plan de développement économique et de protection sociale sont présentées séparément. La même méthode sera donc utilisée ici. Pendant la période considérée, les dépenses au titre du plan, qui ont été de 613.000 livres (136.100 livres en 1949-1950, 172.300 en 1950-1951 et 304.600 en 1951-1952), ont été financées de la façon suivante : 234.600 livres représentaient des subventions du Fonds colonial pour le développement économique et la protection sociale (78.600 livres en 1949-1950, 53.500 livres en 1950-1951 et 102.500 livres en 1951-1952), 318.200 livres provenaient d'emprunts anticipés sur les fonds de l'Etat (57.500 livres en 1949-1950, 118.800 livres en 1950-1951 et 141.900 livres en 1951-1952), 58.500 livres représentaient, en 1951-1952, une subvention du Fonds de développement routier du Cameroun et 1.700 livres, en 1951-1952 également, une subvention du Cocoa Marketing Board. Dans ce compte, les recettes ont donc, comme d'habitude, compensé les dépenses. En ce qui concerne l'autre compte, les dépenses budgétaires qui, pendant la période considérée, se sont élevées au total à 2.684.000 livres (744.000 livres en 1949-1950, 888.000 livres en 1950-1951 et 1.052.000 livres en 1951-1952), ont été inférieures aux recettes ordinaires qui se sont élevées à 3.329.000 livres, réparties comme suit : 1.028.000 livres en 1949-1950, 1.093.000 livres en 1950-1951 et 1.208.000 livres en 1951-1952. Dans ces recettes, la part des droits de douane a été, pour chacune des années, de 232.000, 235.000 et 527.000 livres ; celle des impôts directs, de 619.000, 724.000 et 534.000 livres, celle des droits et taxes de 43.000, 50.000 et 56.000 livres, et celle des droits de consommation de 17.300, 25.000 et 38.000 livres.

#### d) *Cameroun sous administration française* <sup>388</sup>

Il existe pour ce territoire deux budgets, savoir le budget local où figurent principalement les dépenses ordinaires et le budget annuel du plan décennal de développement du FIDES où figurent surtout les dépenses d'investissement dont, comme dans le cas du Togo français, le financement est assuré par des subventions de la métropole et des contributions du Territoire. Pour le budget local, pendant la période considérée, les recettes globales ont seulement correspondu aux dépenses ordinaires (17.062.125.070 francs CFA contre 16.917.628.585 francs CFA, non compris les réserves). Le budget ordinaire aurait même accusé un déficit si l'on y avait inscrit les dépenses afférentes aux traitements des administrateurs, des magistrats et d'autres fonc-

<sup>386</sup> On ne disposait pour l'année 1952 que des chiffres relatifs à la période allant jusqu'au 31 octobre ; ces chiffres n'ont donc pas été pris en considération. D'autre part, les chiffres concernant 1951 ne sont définitifs qu'en ce qui concerne le budget ordinaire. Il est probable, toutefois, qu'il s'est produit peu de changements.

<sup>387</sup> Ce territoire n'ayant pas de budget propre, les données indiquées ci-après sont celles qui ont été fournies par le Gouvernement de la Nigéria à titre indicatif.

<sup>388</sup> Les données relatives à 1951 et 1952 sont provisoires.



tionnaires (172.951.000 francs CFA en 1950, 320.959.680 francs CFA en 1951 et 308.084.015 francs CFA en 1952) qui, bien qu'elles concernent le Territoire, ont été imputées sur le budget de la métropole. Pour 1950, 1951 et 1952 les dépenses et les recettes ont atteint les totaux suivants — dépenses: 4.318.267.734, 5.870.482.090 et 6.728.878.741 francs CFA; recettes: 4.334.488.943, 5.891.098.163 et 6.836.537.964 francs CFA, respectivement. Dans ces recettes la part des droits de douane a été pour chacune des années d'environ 2 milliards, 3,7 milliards et 3,8 milliards de francs CFA et celle des droits, impôts et revenus des biens domaniaux de 1,4 milliard, 1,8 milliard et 2,2 milliards de francs CFA. Etant donné que le budget ordinaire n'a jamais accusé d'excédent réel, les contributions du Territoire au FIDES ont été intégralement couvertes chaque année au moyen d'avances consenties sur la Caisse centrale de la France d'outre-mer. Ainsi, comme par le passé, les sommes effectivement dépensées au titre du FIDES ont été entièrement fournies par des sources extérieures; de juillet 1949 à juillet 1952, ces dépenses se sont élevées au total à 9.494.018.191 francs CFA (2.889.955.438 en 1949-1950, 2.889.955.438 en 1950-1951, 3.714.107.315 en 1951-1952) alors que les sommes à la charge du Territoire se montaient à 4.079.423.877 francs CFA (1.131.465.311 en 1949-1950, 1.131.465.311 en 1950-1951 et 1.816.493.255 francs CFA en 1951-1952). Outre ces dépenses consacrées au développement, d'autres frais couverts au cours de la période considérée à l'aide de prêts consentis par la Caisse centrale ont permis aux communes de mettre en œuvre des programmes d'équipement (en 1952, ces prêts ont atteint 370.000 francs CFA) et l'Autorité administrante a entièrement pris à sa charge, sans participation financière du Territoire, le coût des travaux d'infrastructure, soit 21.658.121 francs CFA en 1950, 51.785.000 francs CFA en 1951 et 162.978.048 francs CFA en 1952.

#### e) *Togo sous administration britannique* <sup>380</sup>

Durant la période considérée, les dépenses ordinaires, soit approximativement 2,7 millions de livres sterling au total (environ 750.000 livres sterling en 1949-1950, 1 million en 1950-1951 et 980.000 en 1951-1952) sont restées inférieures aux recettes courantes qui se sont élevées approximativement à 3,3 millions de livres sterling (environ 770.000 livres sterling en 1949-1950, 1 million en 1950-1951 et 1,5 million en 1951-1952). Au cours de la même période, les droits de douane (non compris la surtaxe sur le cacao) ont produit environ 640.000, 840.000 et 1 million de livres sterling et les impôts, droits et taxes à peu près 100.000, 120.000 et 125.000 livres sterling. Les dépenses afférentes au développement se sont montées à près de 400.000 livres sterling (environ 43.000 livres sterling en 1949-1950, 20.000 en 1950-1951 et 330.000 en 1951-1952) et ont été couvertes au moyen, d'une part, de différentes subventions et, d'autre part, surtout depuis l'exercice 1951-1952, de prélèvements sur les recettes courantes, c'est-à-dire sur le produit de la surtaxe à l'exportation qui frappe le cacao (293.227 livres sterling). Cette surtaxe, qui a commencé à être perçue pendant l'exercice 1951-1952, a produit, selon les indications fournies, 607.035 livres sterling pendant cet exercice; il est donc resté un solde de 313.808 livres sterling pour couvrir "au cours

<sup>380</sup> Ce territoire n'ayant pas de budget propre, les données indiquées ci-après sont celles qui ont été fournies par le Gouvernement de la Côte-de-l'Or à titre indicatif.

d'exercices ultérieurs les frais afférents à des projets de développement intéressant le Territoire, qu'ils soient mis en œuvre dans le Togo même ou, comme dans le cas du nouveau port aménagé à Tema, qu'ils soient particulièrement de nature à présenter un intérêt pour le Territoire" <sup>380</sup>.

#### f) *Togo sous administration française* <sup>381</sup>

En dépit des avances consenties par la Caisse centrale de la France d'outre-mer, qui se sont montées au total à 564.319.057 francs CFA (185.723.010 en 1950, 177.678.964 en 1951 et 200.917.083 en 1952) et de prélèvements sur les réserves atteignant au total 345.809.000 francs CFA (202.459.000 en 1950, 38.450.000 en 1951 et 104.900.000 en 1952), le budget de ce territoire a accusé, pour la période considérée, un déficit de 124 millions de francs CFA. Ce déficit aurait été plus élevé si l'on avait inscrit au budget les dépenses afférentes aux traitements des administrateurs, des magistrats et d'autres fonctionnaires (34.020.000 francs CFA en 1950, 35.384.000 en 1951 et 50.486.000 en 1952) qui, bien qu'elles concernent le Territoire, ont été imputées sur le budget de la métropole. Pour 1950, 1951 et 1952, les dépenses et les recettes ont atteint les totaux suivants — dépenses: 1.524.207.417, 1.421.856.524 et 1.687.008.590 francs CFA; recettes: 1.534.207.417, 1.494.985.439 et 1.479.639.601 francs CFA, respectivement. Dans ces recettes la part des droits de douane a été pour chacune des années de 540 millions, 730 millions et 635 millions de francs CFA, et celle des droits, impôts et revenus des biens domaniaux d'environ 270 millions, 360 millions et 460 millions de francs CFA. Les dépenses des années 1950, 1951 et 1952 comprennent des dépenses d'investissement qui s'élèvent respectivement à 313.182.728, 202.917.867 et 270.744.325 francs CFA. Ces derniers chiffres ne donnent cependant pas une indication exacte des travaux de développement exécutés dans le Territoire car, aux termes des statuts du FIDES, les contributions du Territoire sont complétées par des subventions de la métropole en faveur du développement du Territoire. Ces subventions ont atteint approximativement 240 millions de francs CFA en 1949-1950, 250 millions en 1950-1951 et 220 millions en 1951-1952. Etant donné que les contributions du Territoire au titre du plan ont été couvertes chaque année par les avances de la Caisse centrale dont il a déjà été question, les sommes dépensées au titre du FIDES ont été, pendant la période considérée comme par le passé, entièrement fournies par des sources extérieures.

#### g) *Samoa-Occidentale*

Le budget du Territoire, qui comprend les dépenses et recettes ordinaires et extraordinaires, accusait un léger déficit au cours des années considérées. Les dépenses totales s'élevaient à 2.497.075 livres (631.175 livres en 1951, 811.580 livres en 1952 et 1.054.320 livres en 1953) et les recettes totales à 2.389.997 livres (678.897 livres en 1951, 781.980 livres en 1952 et 929.120 livres en 1953). Cependant à l'exception de certains programmes de développement financés par des crédits spéciaux accordés par l'Autorité administrante, les dépenses du Territoire sont couvertes uniquement par les recettes intérieures, le déficit budgétaire étant

<sup>380</sup> Rapport de l'Autorité administrante pour 1952, p. 48.

<sup>381</sup> Les données relatives à 1952 ne sont pas définitives, car elles ont été établies à la fin de 1952, c'est-à-dire avant la fin de l'exercice financier.



couvert par les excédents des années précédentes. Les principales recettes intérieures sont constituées par des droits à l'importation et à l'exportation qui ont atteint les montants suivants pour la période considérée: 464.290 livres en 1951, 542.990 livres en 1952 et 482.320 livres en 1953, soit environ 62 pour 100 des recettes totales. Le montant des impôts directs et des autres impôts indirects perçus s'élevait à 101.300 livres en 1951, 121.340 livres en 1952 et 138.100 livres en 1953. En ce qui concerne les dépenses, les chiffres dont on dispose montrent que 115.730 livres en 1951, 173.920 livres en 1952 et 209.770 livres en 1953 ont été consacrées au développement économique, tandis que les programmes relatifs à l'enseignement et à la santé publique, de même qu'une campagne de lutte contre l'orycté nasacorne, ont été financés par des crédits octroyés par l'Autorité administrante et s'élevant respectivement à 52.200 livres, 50.880 livres et 34.300 livres.

#### h) *Nauru*

Le budget du Territoire comprend à la fois les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires; cependant, ces deux types de dépenses ne font pas l'objet d'un état distinct, bien que les sources de financement ne soient pas les mêmes dans les deux cas.

Les dépenses extraordinaires, qui portent sur la reconstruction et la mise en valeur de l'île, c'est-à-dire "principalement la reconstruction des bâtiments officiels et des logements du personnel européen détruits par les Japonais, ainsi que l'achat d'équipement mécanique et d'approvisionnements", sont financées grâce à une avance consentie à l'Administration par les British Phosphate Commissioners. Cette avance, dont le montant, fixé initialement à 200.000 livres, a été porté à 350.000 livres, porte un intérêt de 3,5 pour 100 par an. L'amortissement de cette avance, y compris les intérêts, est couvert chaque année par les recettes provenant d'une redevance sur les exportations de phosphate, dont le taux est actuellement de 10,5 pence par tonne exportée. Au cours des années considérées, un montant de 150.000 livres a été prélevé sur cet emprunt (60.000 livres en 1950-1951, 65.000 livres en 1951-1952 et 25.000 livres en 1952-1953). Le remboursement des avances, y compris les intérêts, a été effectué à raison de 35.653 livres en 1950-1951, 40.155 livres en 1951-1952 et 53.686 livres en 1952-1953, le solde encore dû s'élevant donc à 203.168 livres au 30 juin 1953.

Les dépenses budgétaires ordinaires sont financées presque exclusivement par les versements effectués par les British Phosphate Commissioners; au cours de la période considérée, 93 pour 100 des recettes totales provenaient de cette source. Cet arrangement découle d'un accord conclu entre les Gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni, qui prévoit que l'Administration doit couvrir tout excédent de dépenses par les recettes provenant de la vente des phosphates. Les versements effectués par les British Phosphate Commissioners au cours de la période considérée s'établissent comme suit: a) 21.764 livres au titre des redevances versées pour le phosphate provenant des terres appartenant à l'Administration (9.326 livres en 1950-1951, 6.041 livres en 1951-1952 et 6.397 livres en 1952-1953); b) 108.048 livres au titre des redevances destinées à équilibrer le budget (43.812 livres en 1950-1951, 50.660 livres en 1951-1952 et 13.576 livres seulement en 1952-1953, étant donné qu'à compter du 1er juillet 1952, le système des redevances a été supprimé

et remplacé par les paiements décrits à l'alinéa d ci-après; c) 51.000 livres, à titre de "paiements forfaitaires destinés à couvrir les droits de douane frappant les produits imposables importés par les British Phosphate Commissioners et les droits et taxes dont les British Phosphate Commissioners sont redevables en vertu des lois du Territoire" (24.000 livres en 1950-1951, 27.000 livres en 1951-1952; aucun paiement n'a été effectué en 1952-1953, étant donné que ces versements forfaitaires ont également été remplacés par les paiements décrits à l'alinéa d à compter du 1er juillet 1952); d) 133.789 livres en 1952-1953, représentant les paiements devant être effectués par les British Phosphate Commissioners pour financer les dépenses qui ne sont pas couvertes par d'autres recettes, étant donné que les versements prévus aux alinéas b et c ci-dessus ont été supprimés.

Le montant total des dépenses et recettes budgétaires pour 1950-1951, 1951-1952 et 1952-1953, y compris les avances mais non compris les remboursements d'emprunts, était le suivant — dépenses: 130.491 livres, 146.742 livres et 179.423 livres respectivement; recettes: 145.019 livres, 155.414 livres et 188.408 livres respectivement. Toutefois, ces chiffres ne donnent pas une indication complète de la situation financière du Territoire au cours des années considérées, étant donné qu'il existe deux autres types de dépenses publiques qui ne figurent pas dans le budget du Territoire, à savoir les dépenses relatives à l'enseignement et les dépenses relatives au programme de logement de Nauru. Les dépenses relatives à l'enseignement, qui s'élevaient à 8.048 livres en 1950-1951, 13.932 livres en 1951-1952 et 25.062 livres en 1952-1953, ont été financées grâce au Nauru Royalty Trust Fund, constitué avec les recettes provenant d'une autre redevance de 3 pence par tonne de phosphate exporté; au cours des trois années considérées, ces recettes s'élevaient respectivement à 12.806 livres, 12.665 livres et 14.449 livres. Cependant, à compter du 1er juillet 1953, les dépenses relatives à l'enseignement à Nauru devaient figurer dans le budget du Territoire. Le financement du programme de logement de Nauru, qui a débuté en mai 1949 et qui a pour objet de faire construire, pour un montant total de 200.000 livres, 250 nouveaux logements pour les autochtones, est assuré par une avance, portant intérêt de 3,5 pour 100, consentie à l'Administration par les British Phosphate Commissioners. Cette avance, y compris les intérêts, est remboursée grâce aux recettes provenant d'une redevance supplémentaire de 9 pence par tonne de phosphate exporté. Bien qu'il s'agisse en l'occurrence d'un programme officiel, les rapports annuels de l'Autorité administrante n'indiquent pas les recettes et dépenses correspondantes, si ce n'est qu'il est précisé au chapitre consacré au développement économique qu'un montant de 23.769 livres en 1951, 40.155 livres en 1952 et 46.016 livres en 1953 représente "les crédits destinés au programme de logement de Nauru".

Il convient de signaler d'autre part en ce qui concerne les finances publiques du Territoire que les recettes provenant d'une autre redevance de 5 pence par tonne de phosphate exportée sont transférées à un fonds d'investissement à long terme appelé le Nauru Community Long-Term Investment Fund qui est destiné à fournir une aide économique à la population après l'année 2.000, époque à laquelle on estime que tous les gisements de phosphate de l'île auront été épuisés.

# i) Nouvelle-Guinée

La Nouvelle-Guinée est loin d'avoir atteint l'autonomie financière, étant donné que le budget n'est équilibré que grâce à d'importantes subventions de l'Autorité administrante. Au cours de la période considérée, le montant total de ces subventions a été de 8.251.912 livres (2.356.310 en 1950-1951, 3.126.059 en 1951-1952 et 2.769.912 en 1952-1953), contre un total de 4.250.328 livres seulement de recettes intérieures (1.219.411 en 1950-1951, 1.486.375 en 1951-1952 et 1.544.542 en 1952-1953). Ainsi, les dépenses qui pendant la même période se sont élevées à 12.502.240 livres (3.575.721 en 1950-1951, 4.612.434 en 1951-1952 et 4.314.085 en 1952-1953) ont été financées, pour les deux tiers, par une aide de l'extérieur.

Les recettes intérieures sont constituées en majeure partie par les droits de douane, car il n'existe pas d'impôts directs. Au cours de la période considérée, ces droits représentaient approximativement 95 pour 100 du montant total des recettes intérieures. Ils ont atteint les chiffres suivants: 751.171 livres en 1950-1951, 1.000.284 livres en 1951-1952 et 1.041.033 en 1952-1953, alors que les taxes, droits de timbre et recettes postales ainsi que les redevances et amendes, s'élevaient au cours de ces mêmes années à 99.032 livres, 127.364 livres et 142.603 livres respectivement. Les dépenses de capital se sont élevées à un total de 2.210.444 livres, soit 620.123 livres en 1950-1951, 871.473 livres en 1951-1952 et 718.848 en 1952-1953.

# j) Récapitulation

On trouvera dans les deux tableaux suivants un résumé des observations présentées ci-dessus.

Le tableau I indique, pour les divers territoires, le pourcentage des dépenses ordinaires financé par: a) les recettes ordinaires; b) le produit des droits de douane; c) le produit des impôts. Les chiffres ont trait à la période de 1950 à 1952, sauf dans le cas du Ruanda-Urundi où l'on a tablé sur des données de la période 1949-1951, faute de statistiques définitives pour l'année 1952.

TABLEAU I. — BUDGET TERRITORIAL ORDINAIRE

Territoires	Pourcentage des dépenses ordinaires financé par		
	les recettes ordinaires	le produit des droits de douane	les impôts et redevances
Tanganyika .....	100	45	50
Ruanda-Urundi .....	100	34 <sup>b</sup>	37
Cameroun sous administration britannique .....	100	37 <sup>a</sup>	80 <sup>a</sup>
Cameroun sous administration française <sup>a</sup> .....	96	53	30
Togo sous administration britannique .....	100	92 <sup>a</sup>	13 <sup>a</sup>
Togo sous administration française <sup>a</sup> .....	90	48	25
Samoa-Occidental .....	100	66 <sup>c</sup>	16 <sup>c</sup>
Nauru .....	100	(Ces renseignements font défaut)	
Nouvelle-Guinée <sup>a</sup> .....	41 <sup>b</sup>	27	4

<sup>a</sup> Les dépenses ordinaires ne comprennent pas les fonds mis en réserve et les recettes ordinaires ne comprennent pas les fonds prélevés sur les réserves.

<sup>b</sup> Y compris les droits de consommation.

<sup>c</sup> Dépenses et recettes extraordinaires établies d'après la comptabilité du plan de développement économique et de protection sociale.

<sup>d</sup> Pour que les chiffres soient comparables à ceux des autres pays, on a compté dans les dépenses les traitements et indemnités des fonctionnaires du Territoire qui émargent au budget de la métropole.

<sup>e</sup> Le budget fait apparaître un excédent des recettes sur les dépenses.

<sup>f</sup> On a considéré que les recettes ordinaires assuraient le financement des dépenses ordinaires et des dépenses extraordinaires, étant donné qu'aucune partie déterminée des recettes ordinaires n'a été affectée aux dépenses de développement.

<sup>g</sup> Toutes les dépenses qui ne peuvent rentrer dans la catégorie des dépenses d'investissement ont été classées comme dépenses ordinaires. D'autre part, tous les postes de recettes ordinaires ont été considérés comme n'étant affectés qu'aux dépenses ordinaires, étant donné qu'on ne peut faire face aux deux tiers des dépenses du Territoire qu'au moyen de contributions venant de l'extérieur.

<sup>h</sup> Ce pourcentage est établi d'après les chiffres relatifs aux recettes ordinaires obtenues en soustrayant du total des recettes intérieures une somme de 176.000 livres représentant des transferts de réserves.

Le tableau II indique comment les dépenses publiques de développement ont été financées dans les différents Territoires. Les périodes considérées sont les mêmes que dans le tableau I. Cependant, il ne faut pas attacher une valeur absolue aux pourcentages indiqués car les comptes du budget extraordinaire comprennent très souvent non seulement les dépenses de capital mais aussi des dépenses ordinaires telles que dépenses d'entretien d'installations nouvelles.

(Voir tableau II à la page suivante)

TABLEAU II. — DÉPENSES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT

Territoires	Pourcentage des dépenses de développement financé par			Pourcentage des dépenses de développement financé par	
	le produit des droits de douane (y compris les surtaxes à l'exportation)	d'autres recettes budgétaires ordinaires	des recettes extraordinaires *	des dons	des prêts et avances
Tanganyika <sup>b</sup>	16 <sup>c</sup>	9 <sup>c</sup>	2 <sup>c</sup>	29	44
Ruanda-Urundi	—	—	16 <sup>d</sup>	—	84
Cameroun sous administration britannique <sup>e</sup>	—	—	—	47	53
Cameroun sous administration française <sup>f</sup>	—	—	—	54	46
Togo sous administration britannique	73 <sup>g</sup>	—	—	27	—
Togo sous administration française	—	—	15	47	38
Samoa-Occidental <sup>h</sup>	41	20	17	22	—
Nauru <sup>i</sup>	100 <sup>j</sup>	—	—	—	—
Nouvelle-Guinée <sup>k</sup>	—	—	—	100	—

NOTE. — Le signe — signifie néant.

\* Y compris le produit de la vente de biens domaniaux et les fonds prélevés sur les réserves.

<sup>b</sup> Non compris le fonds de développement de l'agriculture qui est toujours alimenté par des recettes provenant de l'agriculture.

<sup>c</sup> Ce pourcentage aurait été augmenté de 20 environ si la contribution du Territoire au programme de développement avait été entièrement dépensée pour l'exécution de projets supplémentaires au cours de la période considérée, au lieu d'être en partie mise en réserve.

<sup>d</sup> Ce chiffre s'explique surtout par le fait que l'Administration, en 1944, a financé des dépenses exceptionnelles de 97 millions de francs en partie au moyen d'excédents budgétaires des exercices précédents.

<sup>e</sup> Les pourcentages indiqués, qui sont établis d'après les comptes du plan de développement économique et de protection sociale, ne donnent pas une idée complète de l'effort de développement du Territoire, car la Société de développement du Cameroun, entreprise publique autonome, fait exécuter des projets qui lui sont propres. Ainsi, dans le domaine du bâtiment et de la construction, son programme a entraîné en 1951 et 1952 des dépenses qui ont atteint respectivement 216.381 et 441.082 livres sterling. En outre, il est possible que le Territoire bénéficie de travaux de développement autres que ceux qui sont entrepris au titre du plan, car certaines recettes publiques telles que

les excédents budgétaires des exercices précédents et l'excédent de bénéfices de la Société de développement du Cameroun sont consacrées à des projets de développement. Cependant, il a été impossible de déterminer les projets auxquels ces fonds ont pu être affectés pendant la période considérée.

<sup>f</sup> On n'a tenu compte que des fonds du FIDES, car les rapports de l'Autorité administrante ne donnent pas de chiffres définitifs pour le budget extraordinaire du Territoire.

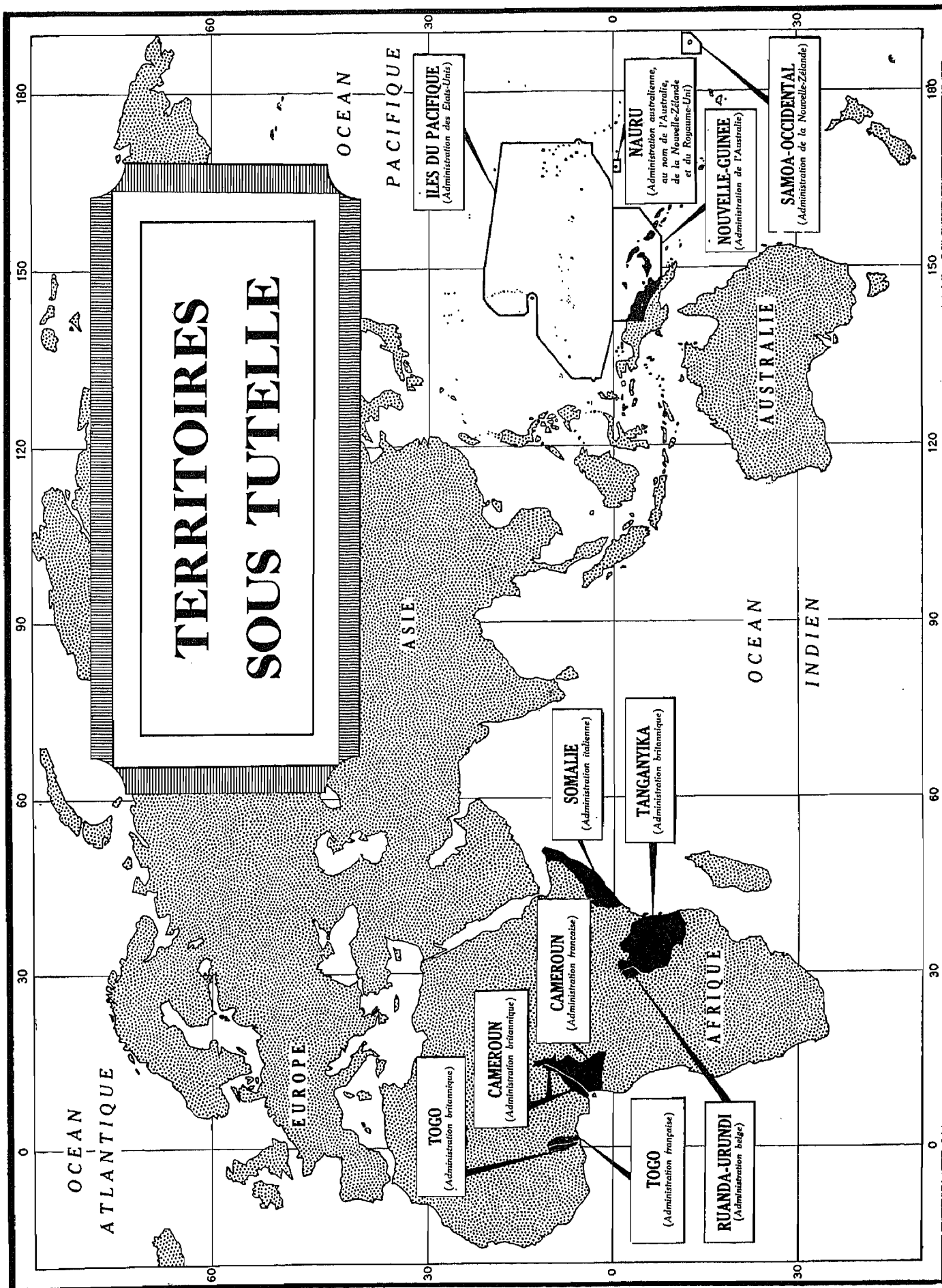
<sup>g</sup> Ce pourcentage aurait atteint 86 si le produit de la surtaxe qui frappe les exportations de cacao avait été intégralement dépensé pour l'exécution de projets supplémentaires en 1951-1952 au lieu d'être en partie mis en réserve.

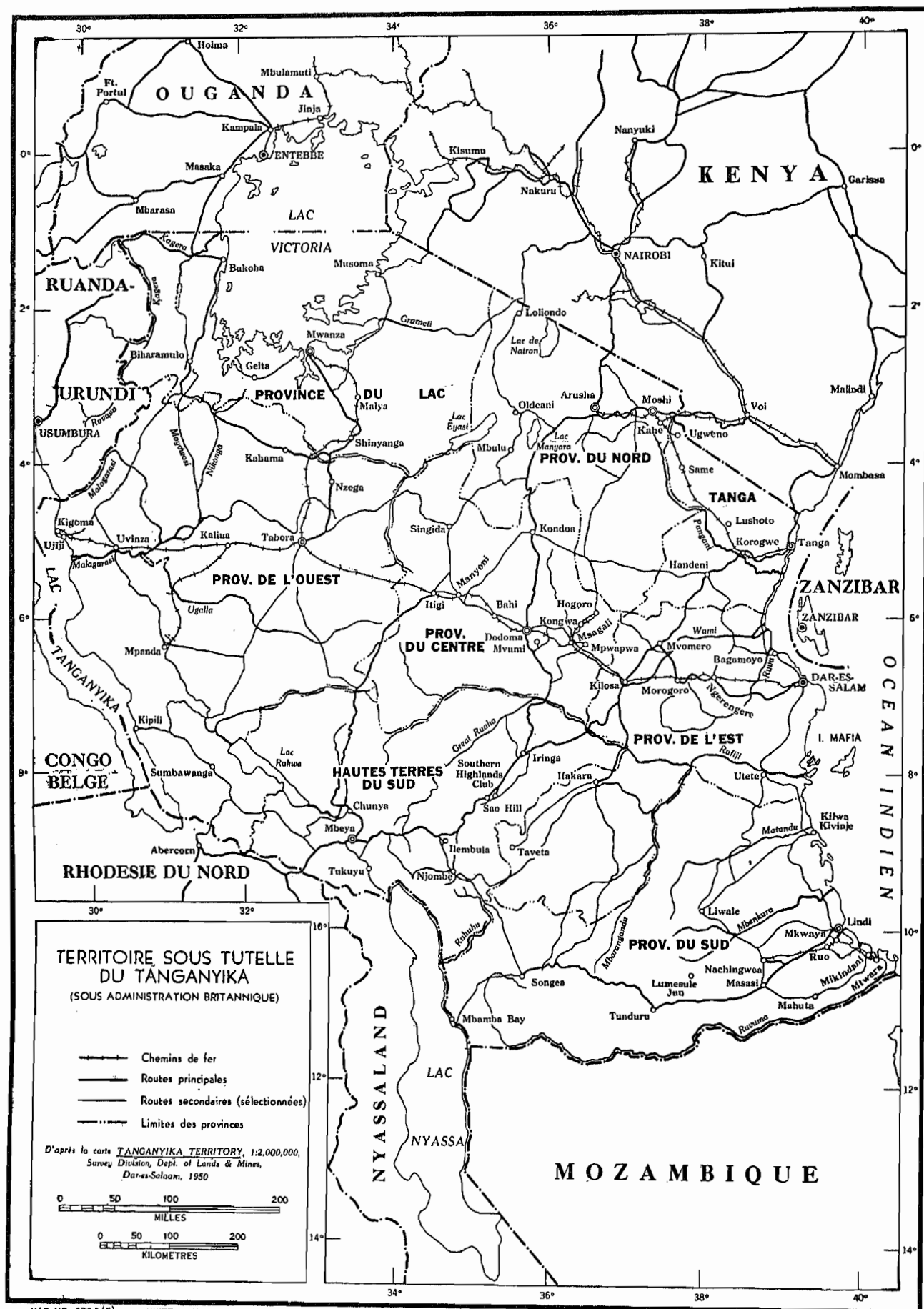
<sup>h</sup> Voir note <sup>2</sup> du tableau I.

<sup>i</sup> Compte tenu seulement des dépenses de relèvement et de reconstruction; non compris le programme de logement de Nauru pour lequel les chiffres font défaut.

<sup>j</sup> Au cours de l'année considérée, une somme approximative de 186.000 livres a été remboursée au titre de l'emprunt pour le relèvement sur le produit des redevances pour l'exportation des phosphates. Cette somme est supérieure à celle qui a été dépensée en fait pour les besoins du relèvement et de la reconstruction et qui a été prélevée sur les avances reçues pendant la même période.

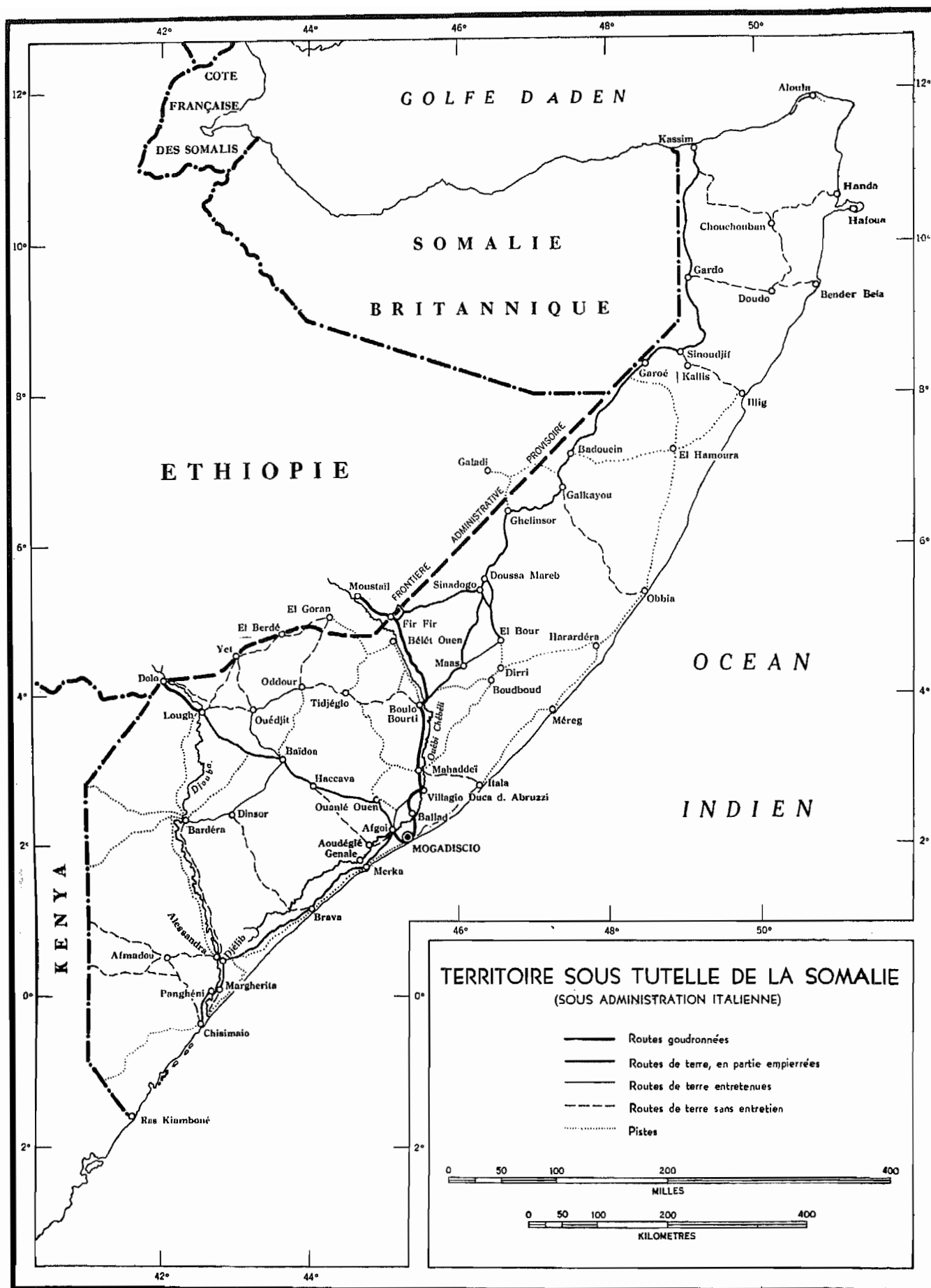
<sup>k</sup> Voir note <sup>2</sup> du tableau I.





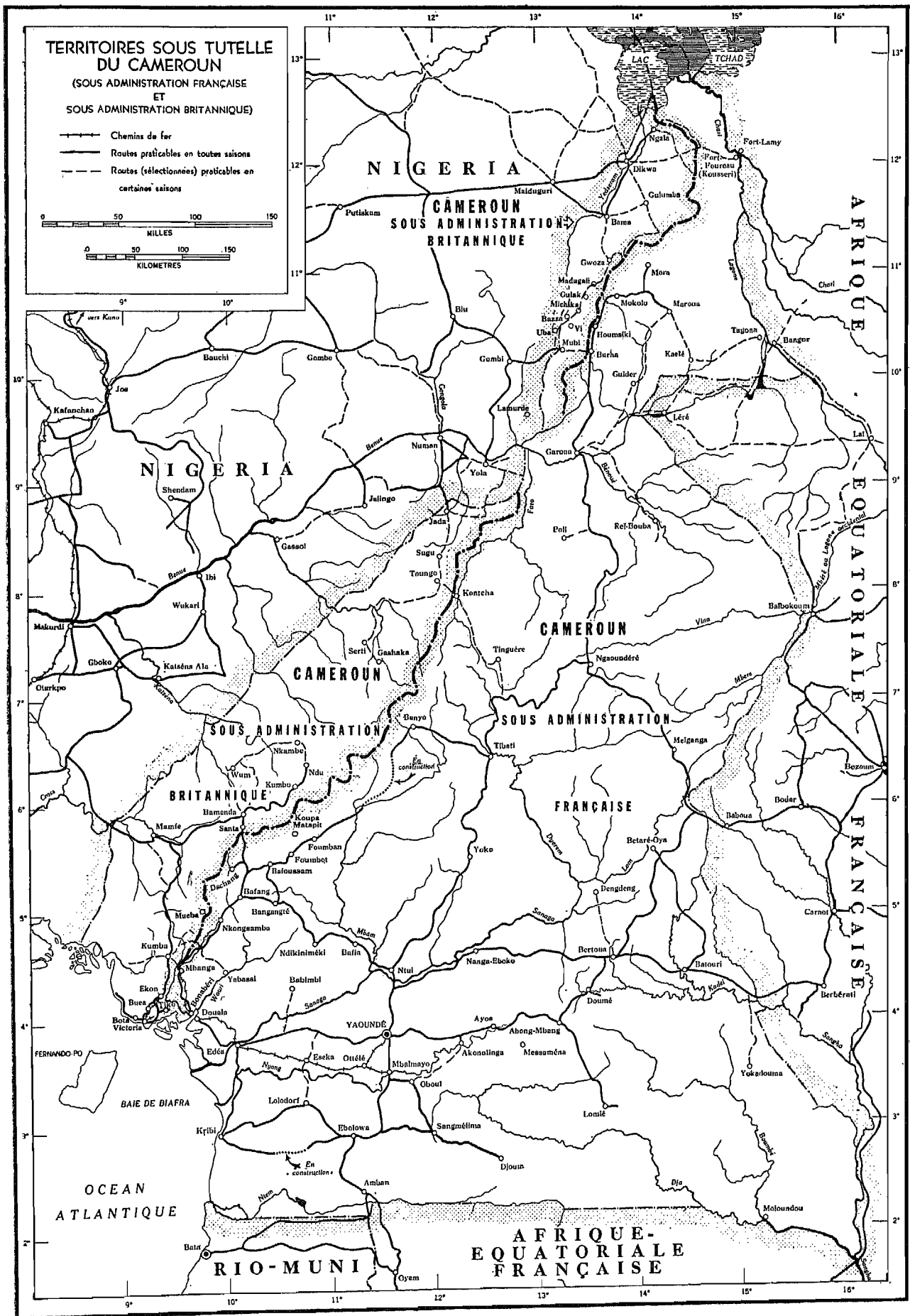






MAP NO. 3431 (F)  
AUGUST 1954

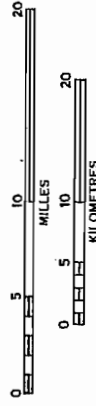
UNITED NATIONS



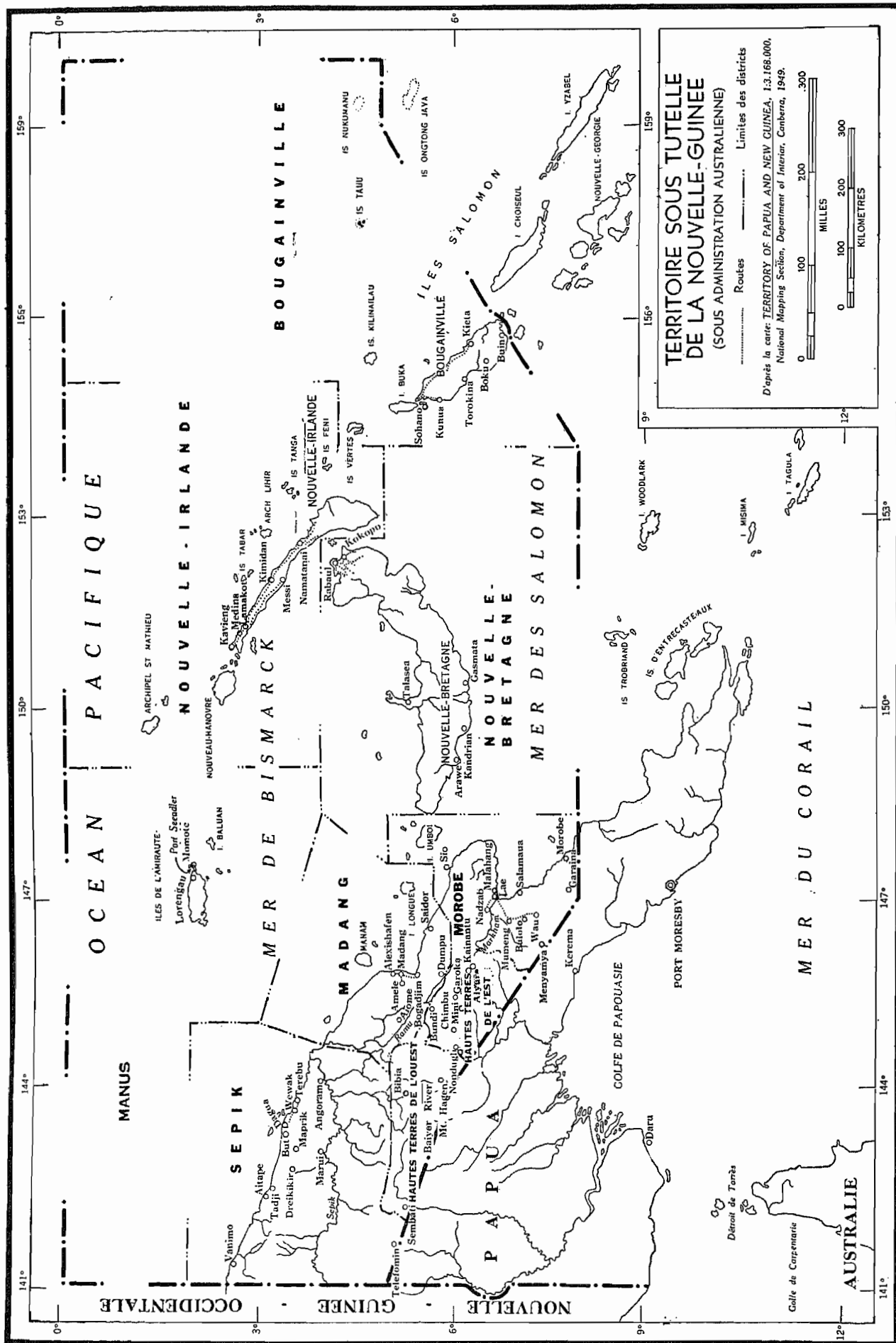


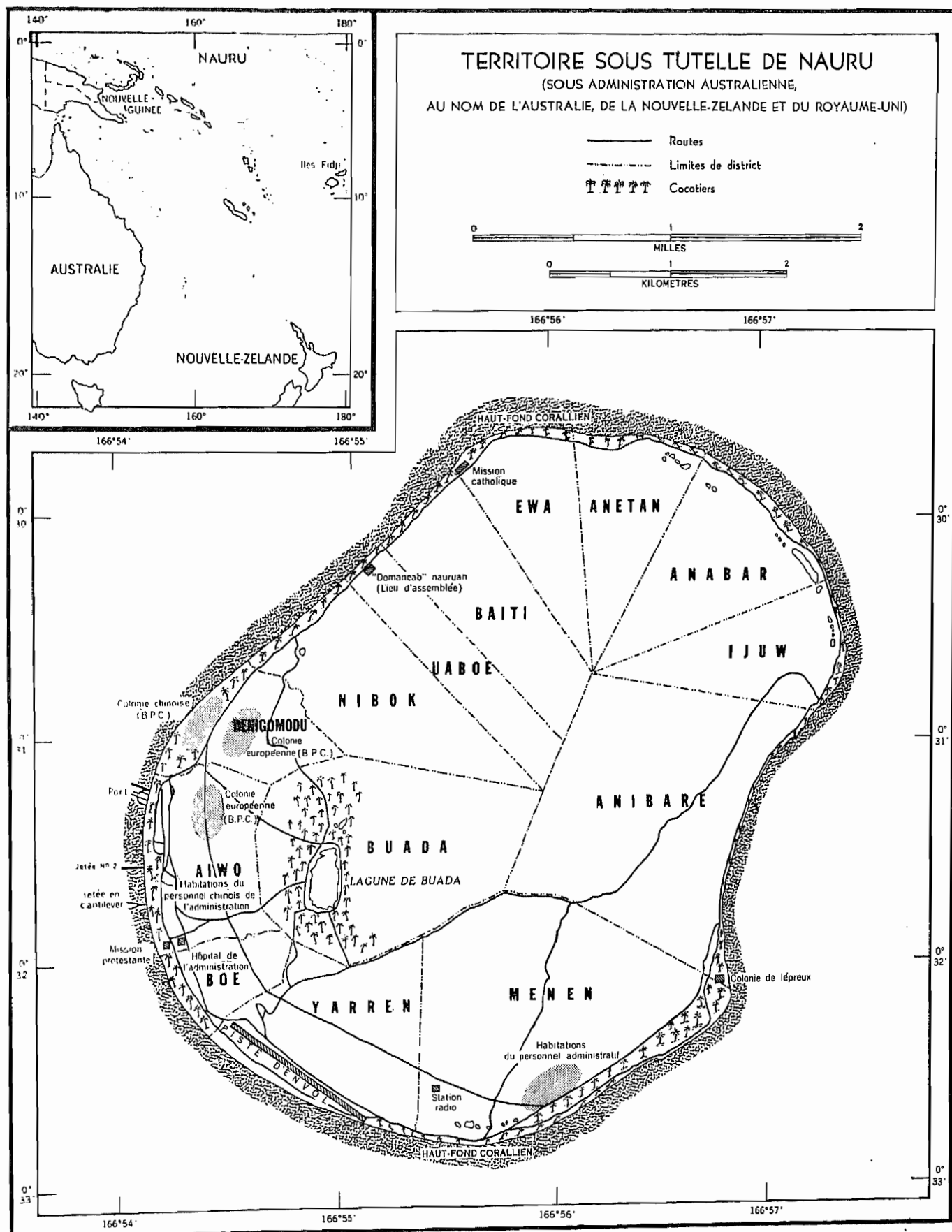
## Routes automobiles

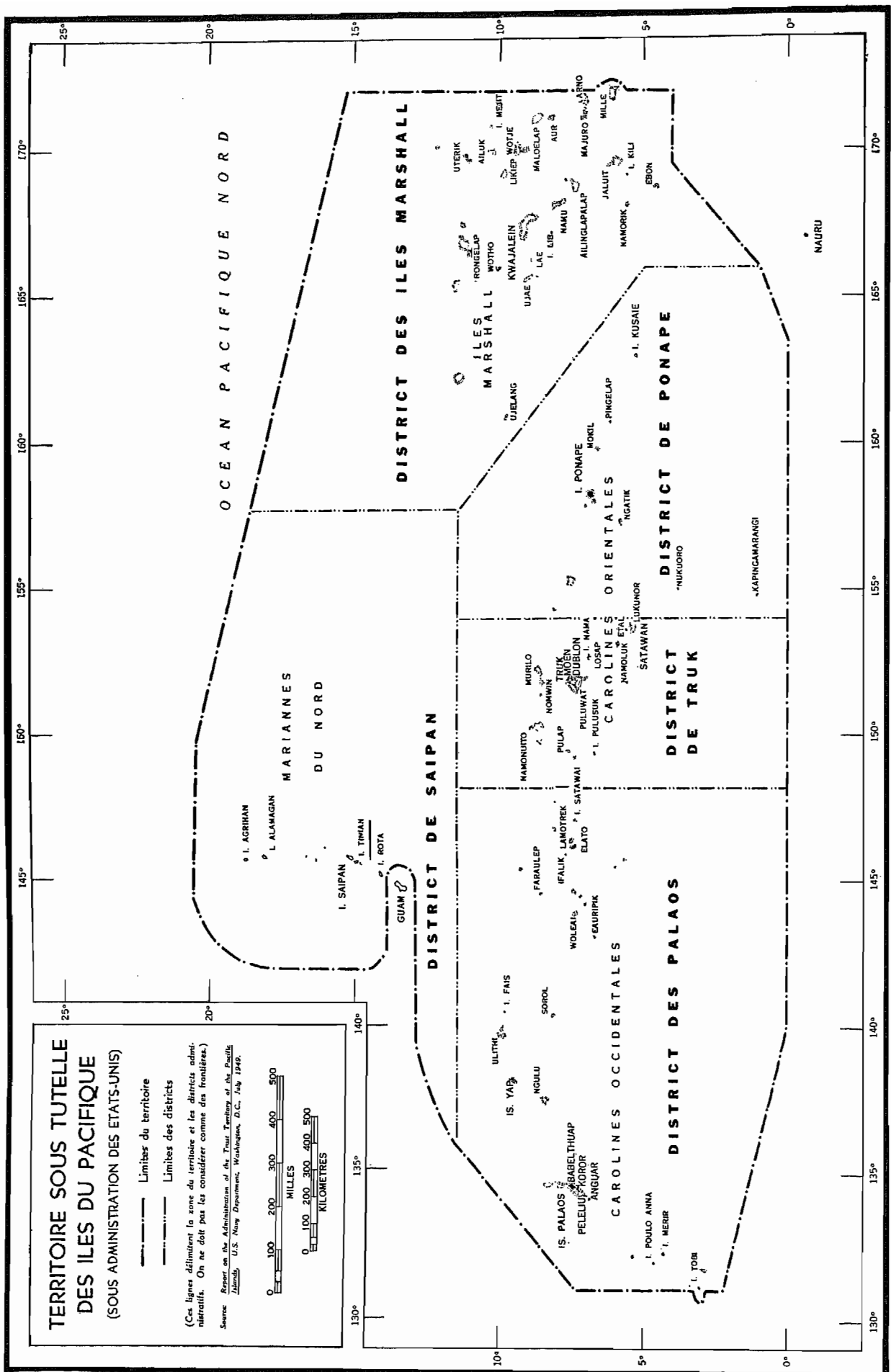
*D'après la carte* TRUST TERRITORY OF WESTERN SAMOA,  
Wellington, 1949.











## DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

**ARGENTINE**  
Editorial Sudamericana, Alsina 500,  
Buenos Aires.

**AUSTRALIE**  
H. A. Goddard, 255a George St., Sydney,  
and 90 Queen St., Melbourne.  
Melbourne University Press, Carlton N.3,  
Victoria.

**BELGIQUE**  
Agence et Messageries de la Presse S.A.,  
14-22 rue du Persil, Bruxelles.  
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard  
Adolphe-Max, Bruxelles.

**BOLIVIE**  
Libreria Selecciones, Casilla 972, La Paz.

**BRESIL**  
Livreria Agir, Rio de Janeiro, São Paulo  
and Belo Horizonte.

**CANADA**  
Ryerson Press, 299 Queen St. West,  
Toronto.  
Periodica, Inc., 5112 Ave. Papineau, Mon-  
tréal, 34.

**CEYLAN**  
Associated Newspapers of Ceylon, Lake  
House, Colombo.

**CHILI**  
Libreria Ivens, Moneda 822, Santiago.  
Editorial del Pacífico, Ahumada 57,  
Santiago.

**CHINE**  
The World Book Co. Ltd., 99 Chung King  
Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.  
Commercial Press, 211 Honan Rd., Shang-  
hai.

**COLOMBIE**  
Libreria América, Medellín.  
Libreria Nacional Ltda., Barranquilla.

**COSTA-RICA**  
Tres Hermanos, Apartado 1313, San  
José.

**CUBA**  
La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

**DANEMARK**  
Einar Munksgaard, Ltd., Norregade 6,  
København, K.

**EGYPTE**  
Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9  
Sh. Adly Pasha, Cairo.

**EQUATEUR**  
Libreria Científica, Gueyaquil and Quito.

**ETATS-UNIS D'AMERIQUE**  
Int'l Documents Service, Columbia Univ.  
Press, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.

**FINLANDE**  
Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu,  
Helsinki.

**FRANCE**  
Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot,  
Paris V.

**GRECE**  
"Eleftheroudakis," Place de la Constitu-  
tion, Athenes.

**GUATEMALA**  
Goubaud & Cia. Ltda., 5a. Avenida sur  
28, Guatemala.

**HAITI**  
Librairie "A la Caravelle," Boite postale  
111-B, Port-au-Prince.

**HONDURAS**  
Libreria Panamericana, Tegucigalpa.

**HONG-KONG**  
The Swindon Book Co., 25 Nathan Road,  
Kowloon.

**INDE**  
Oxford Book & Stationery Co., Scindia  
House, New Delhi, and 17 Park Street,  
Calcutta.  
P. Varadachary & Co., 8 Linghi Chetty  
St., Madras 1.

**INDONESIE**  
Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84,  
Djakarta.

**IRAK**  
Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

**IRAN**  
Kotab-Khaneh Danesh, 293 Saadi Ave-  
nue, Teheran.

**ISLANDE**  
Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F.,  
Austurstraeti 18, Reykjavik.

**ISRAEL**  
Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby  
Road, Tel-Aviv.

**ITALIE**  
Libreria Commissionaria Sansoni, Via  
Gina Capponi 26, Firenze.

**LIBAN**  
Librairie Universelle, Beyrouth.

**LIBERIA**  
J. Momolu Kamara, Monrovia.  
Albert Gemayel, Monrovia.

**LUXEMBOURG**  
Librairie J. Schummer, Luxembourg.

**MEXIQUE**  
Editorial Hermes S.A., Ignacio Mariscal  
41 México, D.F.

**NORVEGE**  
Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Au-  
gustsgt. 7A, Oslo.

**NOUVELLE-ZELANDE**  
United Nations Association of New Zea-  
land, C.P.O. 1011, Wellington.

**PAKISTAN**  
Thomas & Thomas Fort Mansion, Frere  
Road, Karachi, 3.  
Publishers United, 176 Anarkali, Lahore.  
The Pakistan Cooperative Book Society,  
Chittagong and Dacca (East Pakistan).

**PANAMA**  
José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.

**PARAGUAY**  
Moreno Hermanos, Asunción.

**PAYS-BAS**  
N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9,  
's-Gravenhage.

**PEROU**  
Libreria Internacional del Perú, Lima and  
Arequipa.

**PHILIPPINES**  
Alomar's Book Store 749 Rizal Avenue,  
Manila.

**PORTUGAL**  
Livreria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

**REPUBLIQUE DOMINICAINE**  
Libreria Dominicana, Mercedes 49, Ciu-  
dad Trujillo.

**ROYAUME-UNI**  
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569,  
London, S.E. 1 (and at H.M.S.O. Shops).

**SALVADOR**  
Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37,  
San Salvador.

**SINGAPOUR**  
The City Book Store, Ltd., Winchester  
House Collyer Quay.

**SUEDE**  
C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B,  
Fredsgatan 2, Stockholm.

**SUISSE**  
Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.  
Hans Rounhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1

**SYRIE**  
Librairie Universelle, Damas.

**TCHECOSLOVAQUIE**  
Československý Spisovatel, Národní Trída  
9, Praha 1.

**THAILANDE**  
Pramuan Mit Ltd., 55 Chakrawal Road,  
Wai Tuk, Bangkok.

**TURQUIE**  
Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi,  
Beyoglu, Istanbul.

**UNION SUD-AFRICAINE**  
Van Schaik's Bookstore, Box 724, Pretoria.

**URUGUAY**  
Representación de Editoriales, Prof. H.  
D'Elia, Av. 18 de Julio 1333, Montevideo.

**VENEZUELA**  
Libreria del Este, Edificio Galipán, Av.  
F. Miranda — El Rosal, Caracas.

**VIET-NAM**  
Papeterie-Librairie Nouvelle Albert Por-  
tail, Boite postale 283, Saigon.

**YOUgoslavie**  
Drzavno Produzace, Jugoslovenska Knjiga,  
Terazije 27-11, Beograd.

*Les publications des Nations Unies peuvent  
également être obtenues aux adresses ci-  
dessous:*

**ALLEMAGNE**  
Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin  
—Schöneberg.

W. E. Saarbach, Gereonstrasse 25-29,  
Köln (22c).

Alex. Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

**AUTRICHE**  
B. Willenstorff, Waagplatz, 4, Salzburg.  
Gerold & Co., 1, Graben 31, Wien 1

**ESPAGNE**  
Libreria Bosch, 11 Ronda Universidad,  
Barcelona

**JAPON**  
Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome,  
Nihonbashi, Tokyo.

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique) ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).

(54F1)